



HAL
open science

Nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes : contribution à la reconnaissance des paysanneries

Claire Heinisch

► **To cite this version:**

Claire Heinisch. Nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes : contribution à la reconnaissance des paysanneries. Géographie. Agrocampus Ouest - UMR ESO (Espaces et Sociétés), 2017. Français. NNT: . tel-01687341v1

HAL Id: tel-01687341

<https://shs.hal.science/tel-01687341v1>

Submitted on 18 Jan 2018 (v1), last revised 31 Jan 2018 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE

BRETAGNE

LOIRE

AGRO
CAMPUS

OUEST

Claire HEINISCH • 11 juillet 2017

Thèse AGROCAMPUS OUEST
sous le label de l'Université Bretagne Loire
pour obtenir le grade de
DOCTEUR D'AGROCAMPUS OUEST
Spécialité Sciences humaines et sociales

ÉCOLE DOCTORALE • Sciences Humaines et Sociales (SHS)
LABORATOIRE D'ACCUEIL • UMR CNRS - Agrocampus Ouest
Espaces et Sociétés (ESO)

**Nouveaux circuits
alimentaires de proximité
dans les Andes :
contribution à
la reconnaissance
des paysanneries**

Geneviève CORTES
Professeure, Université Montpellier-III (UMR 5281 ART-Dev) /
présidente

Michaël POUZENC
Professeur, Université Toulouse Jean Jaurès (UMR 5193 LISST) /
rapporteur

Jan Douwe VAN DER PLOEG
Professeur, Université de Wageningen / *rapporteur*

Julie LE GALL
Maître de conférences, ENS-Lyon (UMR 5600 EVS) /
examinatrice

Guy DURAND
Professeur émérite, AGROCAMPUS OUEST (UMR CNRS-AO ESO) /
directeur de thèse

Pierre GASSELIN
Ingénieur de recherche, INRA (UMR Innovation) /
co-directeur de thèse

Pierril LACROIX
directeur du bureau d'études TERO / *membre invité*

THÈSE / AGROCAMPUS OUEST

Sous le label de l'Université Bretagne Loire

pour obtenir le diplôme de :

DOCTEUR DE L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES AGRONOMIQUES, AGRO-ALIMENTAIRES, HORTICOLES ET DU PAYSAGE

Spécialité : Géographie

École Doctorale : Sciences Humaines et Sociales (ED 507 SHS)

présentée par :

Claire HEINISCH

NOUVEAUX CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ DANS LES ANDES : CONTRIBUTION À LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES

soutenue le 11 juillet 2017 devant la commission d'Examen

Composition du jury :

Rapporteurs	Michaël POUZENC, professeur de géographie, Université Toulouse Jean Jaurès (UMR 5193 LISST) Jan Douwe VAN DER PLOEG, professeur de sociologie rurale, Université de Wageningen
Examinatrices	Geneviève CORTES, professeure de géographie, Université Montpellier-III (UMR 5281 ART-Dev) Julie LE GALL, maître de conférences en géographie, ENS-Lyon (UMR 5600 EVS)
Invité	Pierril LACROIX, directeur du bureau d'études TERO
Directeurs	Guy DURAND, professeur émérite d'agroéconomie, Agrocampus Ouest (UMR 6590 ESO) Pierre GASSELIN, ingénieur de recherche, géographe, INRA (UMR 0951 Innovation)



Cette œuvre est mise à disposition sous licence Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

Pour voir une copie de cette licence, visitez <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr> ou écrivez à Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA



Cette thèse a été réalisée au sein de l'équipe « **Sciences Humaines et Territoires** » d'**Agrocampus Ouest**, membre de l'**UMR CNRS 6590 ESO** (Espaces et Sociétés).

J'étais également doctorante associée au sein de l'**UMR 0951 Innovation** (INRA-SupAgro-Cirad), au sein de l'équipe « **Cocktail** ».

J'ai réalisé ma thèse dans le cadre du **projet de recherche-action Mercados Campesinos** « *Sistemas alternativos de comercialización asociativa para la seguridad alimentaria de las familias campesinas y la soberanía alimentaria en los territorios andinos* » mis en œuvre dans trois pays andins (Équateur, Pérou et Bolivie), coordonné par l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) et dont Agrocampus Ouest était partenaire scientifique.

De janvier 2011 à novembre 2014, ma thèse a été **financée par l'Union Européenne dans le cadre du projet Mercados Campesinos¹**, à travers un contrat doctoral, puis un contrat d'ingénieure d'étude, à Agrocampus Ouest.

De janvier 2011 à janvier 2013, j'avais également une **mission d'enseignement à Agrocampus Ouest**.

De janvier 2016 à juillet 2017, j'ai réalisé cette thèse **en parallèle** avec mon **poste de chargée de recherche et d'enseignement en géographie à l'ISARA-Lyon**.

¹ DCI-FOOD/2010/230-269

NOUVEAUX CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ DANS LES ANDES : CONTRIBUTION À LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES

Claire Heinisch

Résumé – Face à une marginalisation historique, les paysanneries andines ont développé diverses stratégies d'adaptation et de résistance, et les nouveaux circuits alimentaires de proximité (CIALP) en constituent une forme récente. Ces derniers interrogent sur de nouvelles relations entre les paysans et les marchés, la société et les territoires. Ils émergent dans de nouveaux contextes sociopolitiques dans lesquels sont mis à l'agenda la souveraineté alimentaire, l'agriculture paysanne, l'économie solidaire et l'agroécologie, et s'inscrivent dans de nouvelles dynamiques socio-spatiales associant des paysans et une diversité d'autres acteurs. La thèse défendue est celle d'une contribution des CIALP à la reconnaissance des paysanneries andines. À travers une approche géographique, en mobilisant des sources (littérature scientifique et grise) et des données de terrain (entretiens compréhensifs, observations ethnographiques, documents écrits et audiovisuels, réseaux sociaux sur Internet) nombreuses et diverses, nous analysons, d'une part, les paysanneries, les sociétés andines et les CIALP dans leur environnement global et à l'échelle du temps long, et, d'autre part, les trajectoires d'émergence et de développement des CIALP, sur la base études de cas dans trois territoires en Équateur, au Pérou et en Bolivie. En analysant les dynamiques d'activation et de construction de proximités géographiques et socio-économiques (i.e. cognitives, matérielles, relationnelles et de médiation), nous montrons par quels processus les CIALP contribuent à la requalification positive du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace et la société. Les paysans sont reconnus progressivement, par eux-mêmes, par la société et par les pouvoirs publics, comme des acteurs de systèmes alimentaires territorialisés et durables, et comme médiateurs de nouvelles proximités entre villes et campagnes.

Mots-clés – circuits alimentaires de proximité, paysanneries, Andes, reconnaissance, territoire, relations villes-campagnes

**NEW LOCAL FOOD SYSTEMS IN THE ANDES:
THEIR CONTRIBUTION TO RECOGNITION OF PEASANTRIES**

Claire Heinisch

Abstract – Faced with historical marginalization, Andean peasantries have developed various adaptation and resistance strategies, recently including new local food systems (LFS). These LFS raise questions about new relations between peasants and markets, society and territories. They are developed in new sociopolitical contexts that now take into account concerns like food sovereignty, peasant agriculture, solidarity economy and agroecology, and they are part of new socio-spatial dynamics associating peasants with a diversity of stakeholders. We argue that these LFS contribute to recognition of Andean peasantries. Based on a geographical approach, we mobilize and cross-check various and numerous sources (scientific and grey literature) and field data (comprehensive interviews, ethnographic observations, written and audiovisual records, Internet social networks), first to analyze peasantries, Andean society and LFS in their global context and over the long-time scale, and second to study emergence and development trajectories of LFS based on case-studies in three Andean territories in Ecuador, Peru and Bolivia. By analyzing the activation and construction of geographical (spatial) and socio-economic (cognitive, material, relational and mediation) proximities between peasants and other stakeholders, we identify the processes along the LFS trajectories contributing to positive reevaluation of the role and of the position of peasantries in Andean society and space. Peasants are being gradually recognized by themselves, by society and by public authorities, as key actors of sustainable and territorialized food systems, and as mediators of new proximities between cities and rural areas.

Keywords – local food systems, peasantries, Andes, proximity, recognition, territory, rural-urban linkages

REMERCIEMENTS

Au terme de ce long parcours qu'est la thèse, voici venue l'heure des remerciements. Loin d'être un chemin solitaire, la thèse est un parcours parsemé d'échanges, de rencontres, de débats, et dont l'arrivée est atteignable grâce au soutien et à l'accompagnement scientifique, logistique, mais aussi le soutien moral (et parfois physique !) d'une foultitude de personnes... La liste est bien longue et j'aurais bien du mal citer tout le monde ici. Que de choses se sont passées depuis le début de cette aventure ! Que d'étapes, d'embûches, de doutes aussi... mais on s'en relève toujours, et c'est grâce à vous toutes et tous, à qui j'adresse un immense MERCI !

Mes remerciements vont d'abord à mes co-directeurs de thèse. À Guy Durand, merci de m'avoir fait confiance et ouvert la portes de ce beau terrain, et de m'avoir ainsi permis de travailler de nouveau au contact des paysans et paysannes andin.e.s. Merci également de m'avoir fait confiance pour l'enseignement. J'ai beaucoup appris au contact des étudiants (merci à eux !) et cela m'a confirmé que je souhaitais poursuivre dans cette voie. Un immense merci à Pierre Gasselín, qui a accepté de rejoindre cette aventure en cours de route. Depuis nos premiers échanges à Cerisy, à la finalisation de cette thèse (¡por fin!), que de chemin parcouru ! Merci de m'avoir accompagnée sans faillir dans ce parcours, avec une exigence scientifique et une humanité rares et précieuses. J'ai beaucoup appris grâce à toi, et ma thèse ne serait certainement pas ce qu'elle est si tu ne m'avais pas ouvert tout grand les portes de ta culture scientifique et de ta connaissance de l'Équateur. J'ai hâte que l'on continue à travailler ensemble dans d'autres contextes, ce n'était que le début !

Je remercie les membres du jury, Michaël Pouzenc, Jan Douwe Van der Ploeg, Geneviève Cortes, Julie Le Gall et Pierril Lacroix, d'avoir accepté d'évaluer ce travail et de participer ainsi à son accomplissement. Je suis très fière d'avoir eu un beau jury comme celui-là !

Je remercie l'unité pédagogique Science Humaines et Territoire d'Agrocampus Ouest, ainsi que l'UMR ESO, de m'avoir accueillie pour réaliser ce travail. Merci à Catherine Darrot d'avoir pensé à moi pour cette thèse. Merci beaucoup à Jean-Eudes Beuret pour les échanges scientifiques, et de m'avoir confié certains enseignements. Annie, mille mercis à toi... pour tout. J'élargis le cercle à tous les collègues du bâtiment 25 pour leur soutien et leurs encouragements – avec une pensée particulière pour Arnaud (et Maud), Céline, et Michel – et pour les moments conviviaux, du café du matin en passant par le footing du midi, et jusqu'aux bières du soir ! Je remercie également l'UMR Innovation de m'avoir accueillie comme doctorante associée et de m'avoir invitée pour des séjours sur place qui ont été l'occasion de riches échanges.

Merci à AVSF et au projet *Mercados Campesinos*, et, à travers eux, l'Union Européenne, qui a financé cette thèse. Merci à tous les partenaires du projet pour les riches échanges et pour l'appui logistique, qui m'ont permis de mieux connaître et explorer le terrain et à prendre du recul sur mon travail. Merci en particulier à Christophe Chauveau, Pierril Lacroix, Sylvain Bleuze, Rosa Murillo, Diana Taipe, Paola Román, Braulio Novoa, Mercedes Valverde, Edison Ramos, Edwin Gutierrez, Gianmarco Cheng, David Gonzalez, Natty Pari et Bishelly Elias. Une spéciale dédicace aux autres doctorants du projet, Adriana et Hugo, pour tous nos échanges et le soutien moral mutuel sur place ou à distance. Un grand merci aux stagiaires, Magalie, Aurélien, Jean et

Juan Carlos, qui ont participé activement et consciencieusement à la collecte des données. Je n'aurais pas pu atteindre ce degré de précision sans notre travail d'équipe !

Merci à toutes celles et ceux qui ont contribué à mon « ancrage » sur le terrain, en m'accueillant chez eux, en me faisant découvrir leur région et connaître leurs habitants, en partageant soirées, randonnées, restos... et parfois de sacrés aventures ! Tous ces moments qui font qu'au moment de reprendre l'avion, on a toujours un pincement au cœur. Paola et toute sa famille, Guillaume et Tatiana, Rosa, William, Meche, Dario, Aurélien et Pati, Natty, Gianmarco et Midori, David, j'espère avoir l'occasion de vous accueillir à mon tour, vous êtes les bienvenus !

Je suis infiniment reconnaissante à toutes les personnes interrogées sur le terrain, qui m'ont accordé leur temps et permis d'accéder à leur univers. Il m'est impossible de toutes les citer ici, mais j'ai une pensée particulière pour l'équipe Utopía et pour les membres de la feria ciudadana Macají, pour leur accueil toujours chaleureux et pour leur enthousiasme à m'accompagner dans mon travail. J'ai une pensée émue pour tous les paysans et toutes les paysannes qui m'ont accueillie chez eux, et invitée à partager leur repas, leur quotidien et leurs savoirs. J'en garde de très beaux souvenirs, que toutes et tous en soient ici profondément remerciés. Puissent les photos qui jalonnent ce manuscrit ne pas être que de simples illustrations de mon propos, mais également un hommage aux paysanneries andines.

Aux racines de cette thèse, il y a des chemins qui se croisent et se rejoignent, et j'ai une pensée particulière pour deux personnes qui ne sont pas étrangères à mon grand saut dans cette aventure scientifique, andine et paysanne. Hugo, te doutais-tu qu'après mon stage de césure je n'arriverais pas à décrocher et reviendrais plusieurs fois dans les Andes ? Merci, donc, à Hugo Lamas de m'avoir fait découvrir une partie des Andes et des paysanneries qui les peuplent, et de m'avoir donné envie de continuer à explorer cette grande région et de rencontrer celles et ceux qui la font vivre et la rendent si belle et si attachante. Mes pensées vont également à Amédée Mollard, qui m'a fait découvrir la recherche, et qui m'a montré qu'on peut même faire ça dans des territoires d'agriculture de montagne qui me sont si chers. Merci, Amédée, d'avoir suivi, soutenu et encouragé mon parcours depuis toutes ces années, avec amitié et bienveillance.

Je remercie également les chercheurs « andinistes » croisés au cours de mes pérégrinations doctorales, je pense en particulier à Claire Aubron et à Michel Vaillant, merci pour ces échanges et pour le soutien moral. Vos thèses ont été de véritables mines d'or pour moi !

Retour à Rennes à présent, chers amis-collègues, merci à vous d'avoir contribué à ensoleiller le boulot et l'après boulot : Diane, pour m'avoir offert un instant de gloire ☺ avec la tour née des potagers et pour tous les autres bons moments ; Paula, pour les séances de remontage de moral mutuel et les grandes discussions au Knock et ailleurs ; Nath, pour nos discussions sur nos thèses et tout le reste, pour le rhum arrangé réunionnais, et pour les cartes faites avec toi qui ont trop la classe dans mon manuscrit par rapport aux autres où j'ai dû bricoler toute seule ; Julien pour ta bonne humeur perpétuelle et contagieuse, pour notre collaboration dans ADT et pour l'article qu'on doit toujours écrire ensemble (quand tu seras installé en Rhône-Alpes par exemple ☺). Enfin, last but not least : mon trio infernal, mon équipe de sales gosses, mes piliers sans faille, j'ai nommé Marion, Kat et François ! Pour les délires, les fous rires et les larmes, pour m'avoir soutenue et supportée (dans tous les sens du terme) professionnellement et moralement, pour m'avoir aidée à aller de l'avant et à prendre les bonnes décisions au bon

moment, pour notre amitié et tout ce qui nous a rapprochés... ces quelques lignes ne suffisent pas à exprimer tout ce que je vous dois. Prochaine étape, promis, on la fait cette BD !

Rennes, c'était aussi les deux bandes de badistes, merci pour ce défouloir et ces bons moments qu'étaient nos entraînements (et bières !) hebdomadaires. Spéciale dédicace à Lison, adversaire et partenaire de choc ! Enfin, Rennes, c'était aussi Nico et Eleonora, mes colocs en or. Notre belle et précieuse amitié, notre quotidien, nos innombrables bons moments, sont une force qui m'a permis de tenir dans les moments les plus difficiles, mille mercis pour tout !

Rennes derrière moi, me (re)voilà à Lyon, retour aux sources, nouveau départ, nouveaux collègues... et quels collègues ! Un très grand merci à tous mes collègues de l'ISARA pour leur précieux soutien dans les dernières étapes de cette thèse. Merci à Philippe pour sa compréhension et son appui. Une pensée particulière pour Hager, pour ta capacité à faire rire et sourire : on devrait toujours avoir une pie qui chante dans une équipe ! Enfin, une spéciale dédicace et un gigantesque merci à ma super équipe de coaches de choc, qui m'ont accompagnée moralement et scientifiquement dans la dernière ligne droite de ce marathon : Émilie, Hélène et Perrine, grâce à vous, j'ai rien lâché, vous avez géré grave !

Enfin, mes dernières pensées avant le point final vont à tous mes proches, famille et amis. Merci infiniment de m'avoir soutenue et d'avoir cru en moi jusqu'au bout de cette aventure dont nous ne pensions pas qu'elle prendrait autant de temps. Merci de m'avoir attendue, promis, je vais redevenir disponible et attentionnée, on en a des choses à rattraper ! À mes amis, je ne vous cite pas tous ici, mais je sais que vous vous reconnaîtrez, merci d'avoir été là, merci d'y avoir cru, merci pour votre compréhension, j'ai disparu des écrans-radars pendant un trop long moment, mais vous allez voir ce que vous allez voir, on ne se débarrasse pas de moi si facilement ! J'ai bien envie de me lancer dans un petit tour de France (et du monde !) pour rattraper le temps perdu, préparez l'apéro, j'arrive ! Et sinon, on a de la place à la maison, on vous attend de pied ferme ! À ma famille et à ma belle-famille, merci d'avoir été toujours là, même quand moi je l'étais moins, merci pour vos encouragements, votre patience, et pour tout le soutien moral et logistique inconditionnel. Une pensée toute spéciale pour Mum, ma relectrice méticuleuse qui m'a fait gagner un temps précieux, il en fallait du courage et un grain de folie pour s'attaquer à ce pavé ! Et une spéciale dédicace à mes nièces et filleule : Julia, Flore et Léane, promis, à partir de maintenant on va rattraper le temps perdu !

Et pour finir en beauté, Pascal, sache que la dernière édition revue et augmentée du dictionnaire des synonymes ne suffirait pas à trouver tous les mots pour qualifier le MERCI que je te dois. Pour ton soutien inconditionnel, pour ta confiance et ta croyance sans faille en moi et en mes capacités, pour tes multiples attentions sans cesse réinventées pour me rendre cette période intense de rédaction plus agréable, pour ta prise en main totale des contraintes du quotidien dans la dernière ligne droite, pour ton habilité à apaiser mes pics de stress et de découragement, pour ton humour à toute épreuve qui m'a permis de relativiser et de prendre des sacrés fous rires aux moments où je m'y attendais le moins, pour tes relectures finales sur la forme et même sur le fond, pour tous les projets qu'on a réussi à mener ensemble et en même temps que cette thèse, et pour tous les autres à venir... un gigantesque merci. Merci d'avoir tenu le coup avec moi, et d'avoir été le partenaire quotidien de cette thèse. Ce marathon, on l'a couru et on l'a gagné ensemble !

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	9
PRINCIPAUX SIGLES ET ACRONYMES	15
INTRODUCTION GÉNÉRALE	19
PARTIE I - PAYSANNERIES ANDINES ET NOUVEAUX CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ MULTI-ACTEURS (CIALP) DANS LEUR CONTEXTE GLOBAL : DE LA MARGINALISATION À LA RECONNAISSANCE ?	33
CHAPITRE 1 – DYNAMIQUES DES PAYSANNERIES DANS L’ESPACE ET LA SOCIÉTÉ ANDINS : UNE MARGINALISATION SÉCULAIRE MAIS DES PAYSANS QUI LUTTENT POUR LEUR RECONNAISSANCE.....	35
CHAPITRE 2 – NOUVEAUX CONTEXTES SOCIOPOLITIQUES ET ÉMERGENCE DE FORMES NOUVELLES ET MULTI-ACTEURS DE CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ : ENJEUX ET POTENTIELS POUR LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES	129
PARTIE II – PAYSANNERIES ET NOUVEAUX CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ MULTI-ACTEURS DANS LEURS TERRITOIRES : LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES ANDINES À L’ÉPREUVE DU TERRAIN	195
CHAPITRE 3 – ANALYSER L’ÉMERGENCE DES CIALP DANS LEURS TERRITOIRES ET LES CHANGEMENTS QU’ILS INDUISENT POUR LES PAYSANNERIES : CONCEPTS, CADRE D’ANALYSE ET MÉTHODES	197
CHAPITRE 4 – TRAJECTOIRES DE CIALP DANS LA PROVINCE DE CHIMBORAZO, ÉQUATEUR : LA RECONNAISSANCE DES PAYSANS ET DES PAYSANNES PAS À PAS	271
CHAPITRE 5 – ANALYSE CROISÉE DE TROIS TERRITOIRES ANDINS : LES CIALP, DES LABORATOIRES DE CONSTRUCTION DE LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES	395
CONCLUSION ET DISCUSSION GÉNÉRALES.....	483
BIBLIOGRAPHIE	505
TABLE DES MATIÈRES	529
TABLES DES ILLUSTRATIONS	539
DOSSIER D’ANNEXES	545

PRINCIPAUX SIGLES ET ACRONYMES

GÉNÉRAL

AFN	Alternative Food Networks
AIAF	Année Internationale de l'Agriculture Familiale (2014)
AOC	Appellation d'Origine Contrôlée
AOP	Appellation d'Origine Protégée
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
AMAP	Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne
CAN	Communauté Andine des Nations
CIALP	Nouveau Circuit Alimentaire de Proximité multi-acteurs
CEPAL	Communauté économique pour l'Amérique latine
CIVAM	Centre d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural
CLAC	Coordination Latino-Américaine et des Caraïbes des petits producteurs et travailleurs du commerce équitable
CLOC	Coordination Latino-Américaine des Organisations Rurales (<i>Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo</i>)
CSA	<i>Community-Supported Agriculture</i>
CUMA	Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole
ESS	Économie Sociale et Solidaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
IGP	Indication Géographique Protégée
INRA	Institut National de la Recherche Agronomique
LVC	<i>La Vía Campesina</i>
MAELA	Mouvement Agroécologique Latino-Américain et des Caraïbes (<i>Movimiento Agroecológico de América Latina y el Caribe</i>)
OGM	Organisme Génétiquement Modifié
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNA	Programme National de l'Alimentation (français)
PSDR	Programme de Recherche pour et sur le Développement Régional
SALT	Systèmes Alimentaires Territoriaux (projet de recherche-action sur les circuits courts)
SAU	Surface Agricole Utile
SCIC	Société coopérative d'intérêt collectif
SPG	Système Participatif de Garantie
SPP	Symbole Petit Producteur
SYAL	Système Agroalimentaire Localisé
TPE	Très Petite Entreprise
USD	Dollars des États-Unis d'Amérique

ÉQUATEUR

ACT	<i>"Ayllucunapac Causaimanta Tandari"</i> (fondation locale dans la province de Chimborazo)
AIG	Action Intégrale Guamote (<i>Acción Integral Guamote</i>)
CEA	Coordination Équatorienne d'Agroécologie (<i>Coordinadora Ecuatoriana de Agroecología</i>)
CEAS	Centre d'Études et d'Action Sociale (<i>Centro de Estudios y Acción Social</i>)
CEB	Communauté Ecclésiale de Base (<i>Comunidad Eclesial de Base</i>)
CEDEIN	Centre de Développement Indigène (<i>Centro de Desarrollo Indígena</i>)
CESA	Centrale équatorienne de services agricoles (<i>Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas</i>)
CIALCO	Circuits alternatifs de commercialisation (<i>Circuitos Alternativos de Comercialización</i>)
CIBV	Centre Infantile du <i>Buen Vivir</i> , équivalent des crèches
CONFUNASSC	Confédération Nationale des Affiliés à l'Assurance Sociale Paysanne (<i>Confederación Nacional de Afiliados al Seguro Social Campesino</i>)
CONAIE	Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur (<i>Confederación de Nacionalidades Indígenas del Ecuador</i>)
COOTAD	Code Organique d'Organisation Territoriale, Autonomie et Décentralisation (<i>Código Orgánico de Organización Territorial, Autonomía y Descentralización</i>)
COPAC	Corporation des producteurs agroécologiques de Cebadas (<i>Corporación de Productores Agroecológicos de Cebadas</i>)
COPISA	Conférence Plurinationale et Interculturelle de Souveraineté Alimentaire (<i>Conferencia Plurinacional e Intercultural de Soberanía Alimentaria</i>)
COPROBICH	Corporation des Producteurs et Commerçants Biologiques de Chimborazo (<i>Corporación de Productores y Comercializadores Orgánicos Bio Taita Chimborazo</i>)
CORPOSACHI	Corporation de producteurs et distributeurs avec souveraineté alimentaire de Chimborazo (<i>Corporación de Productores y Distribuidores con Soberanía Alimentaria de Chimborazo</i>)
CNA	Recensement National Agricole (<i>Censo Nacional Agropecuario</i>)
CNC	Confédération Nationale Paysanne (<i>Confederación Nacional Campesina</i>)
CPCCS	Conseil de Participation Citoyenne et de Contrôle Social (<i>Consejo de Participación Ciudadana y de Control Social</i>)
ECUARUNARI	Fédération d'organisations indigènes de la Sierra (<i>En kichwa « Ecuador Runacunapak Rikcharimui » qui signifie « Le réveil des indigènes d'Équateur »</i>)
EMMPA	Entreprise Municipale Marché de Producteurs Agricoles (marché de gros de Riobamba) (<i>Empresa Municipal Mercado de Productores Agrícolas</i>)
ERPE	Écoles Radiophoniques Populaires d'Équateur (<i>Escuelas Radiofónicas Populares del Ecuador</i>)
ESPOCH	École Supérieure Polytechnique de Chimborazo (<i>Escuela Superior Politécnica de Chimborazo</i>)
ESPOL	École Supérieure Polytechnique du Littoral (<i>Escuela Superior Politécnica del Litoral</i>)
FECAOL	Fédération des Centres Agricoles et Organisations Paysannes du Littoral (<i>Federación de Centros Agrícolas y Organizaciones Campesinas del Litoral</i>)
FEI	Fédération Équatorienne des Indiens (<i>Federación Ecuatoriana de Indios</i>)
FEINE	Conseils des Peuples et Organisations Indigènes Évangéliques d'Équateur (<i>Consejos de Pueblos y Organizaciones Indígenas Evangélicas del Ecuador</i>)

FENACLE	Confédération nationale des travailleurs agroindustriels, paysans et indigènes libres d'Équateur (<i>Federación Nacional de Trabajadores Agroindustriales, Campesinos e Indígenas Libres del Ecuador</i>)
FENOCIN	Fédération nationale des organisations paysannes, indigènes et noires (<i>Federación nacional de organizaciones campesinas, indígenas y negras</i>)
FEPP	Fonds Équatorien <i>Populorum Progressio</i> (<i>Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio</i>)
GAD	Gouvernement Autonome Décentralisé (collectivité territoriale) (<i>Gobierno Autónomo Descentralizado</i>)
IERAC	Institut Équatorien de Réforme Agraire et de Colonisation (<i>Instituto Ecuatoriano de Reforma Agraria y Colonización</i>)
INEC	Institut Équatorien de Statistiques et de Recensements (<i>Instituto Ecuatoriano de Estadísticas y Censos</i>)
INIAP	Institut National de la Recherche Agronomique (<i>Instituto Nacional de Investigación Agropecuaria</i>)
LORSA	Loi Organique du Régime de Souveraineté Alimentaire (<i>Ley Orgánica del Régimen de Soberanía Alimentaria</i>)
MAGAP	Ministre de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche (<i>Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca</i>)
MCCH	Commercialiser comme des frères (<i>Maquita Cushunchic - Comercializando como Hermanos</i>)
MESSE	Mouvement d'économie sociale et solidaire d'Équateur (<i>Movimiento de Economía Social y Solidaria del Ecuador</i>)
MICH	Mouvement Indigène de Chimborazo (<i>Movimiento Indígena de Chimborazo</i>)
OB	Organisation de base (<i>Organización de Base</i>)
OSG	Organisation de Second Degré (<i>Organización de Segundo Grado</i>)
OTG	Organisation de Troisième Degré (<i>Organización de Tercer Grado</i>)
PROBIO	Corporation Équatorienne d'Agriculteurs Biologiques (<i>Corporación Ecuatoriana de Agricultores Biológicos</i>)
RENAFECIU	Réseau national des ferias citoyennes (<i>Red Nacional de Ferias Ciudadanas</i>)
RGS	Réseau des Gardiens de Semences (<i>Red de Guardianes de Semillas</i>)
RMTC	Réseau mer, terre et panier (<i>Red Mar, Tierra y Canasta</i>)
SENPLADES	Secrétariat national de planification et développement (<i>Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo</i>)
SIPAE	Système de recherche sur la problématique agraire de l'Équateur (<i>Sistemas de Investigación sobre la Problemática Agraria del Ecuador</i>)
TLC	Accord de libre échange (<i>Tratado de Libre Comercio</i>)

PÉROU

ANPE	Association Nationale des Producteurs Écologiques (<i>Asociación Nacional de Productores Ecológicos</i>)
AOA	Alliance des organisations agraires (<i>Alianza de Organizaciones Agrarias</i>)
CAP	Coopératives Agraires de Production (<i>Cooperativa Agraria de Producción</i>)
CAP	Consortium Agroécologique du Pérou (<i>Consortio Agroecológico del Perú</i>)
CCP	Confédération Paysanne du Pérou (<i>Confederación Campesina del Perú</i>)

CEPES	Centre péruvien d'études sociales (<i>Centro Peruano de Estudios Sociales</i>)
CNA	Confédération Nationale Agraire (<i>Confederación Nacional Agraria</i>)
CONVEAGRO	Convention Nationale de l'Agro péruvien (<i>Convención Nacional del Agro Peruano</i>)
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture (<i>Dirección Regional Agropecuaria</i>)
ENAF	Stratégie Nationale pour l'Agriculture Familiale (<i>Estrategia Nacional por la Agricultura Familiar</i>)
GRESP	Groupe Réseau d'Économie Solidaire du Pérou (<i>Grupo Red de Economía Solidaria del Perú</i>)
INEI	Institut National de Statistique et Informatique (<i>Instituto Nacional de Estadística e Informática</i>)
MINAG	Ministère de l'Agriculture (<i>Ministerio de Agricultura</i>)
PAF	Plateforme nationale pour l'Agriculture Familiale (<i>Plataforma Nacional por la Agricultura Familiar</i>)
SAIS	Sociétés Agricoles d'Intérêt Social (<i>Sociedad Agrícola de Interés Social</i>)

BOLIVIE

ACE	Alimentation complémentaire scolaire (<i>Alimentación Complementaria Escolar</i>)
AMPACH	Association de Femmes Productrices Aymaras de la Communauté de Huacullani (<i>Asociación de Mujeres Productoras Aymaras de la Comunidad de Huacullani</i>)
ANAPQUI	Association Nationale des Producteurs de Quinoa (<i>Asociación Nacional de Productores de Quinoa</i>)
AOPEB	Association d'Organisations de Producteurs Écologiques de Bolivie (<i>Asociación de Organizaciones de Productores Ecológicos de Bolivia</i>)
CACOT	Conseil des Ayllus et Communautés Originaires de Tiwanaku (<i>Consejo de Ayllus y Comunidades Originarias de Tiwanaku</i>)
CIOEC	Coordination d'Intégration des Organisations Économiques Paysannes, Indigènes et Originaires de Bolivie (<i>Coordinadora de Integración de Organizaciones Económicas Campesinas, Indígenas y Originarias de Bolivia</i>)
CSUTCB	Confédération Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie (<i>Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia</i>)
INE	Institut National de Statistique (<i>Instituto Nacional de Estadística</i>)
MAS	Mouvement vers le Socialisme (<i>Movimiento al Socialismo</i>)
OECA	Organisation Économique Paysanne, Indigène et Originnaire (<i>Organización Económica Campesina, indígena y originaria</i>)
PNACE	Programme National de l'Alimentation Complémentaire Scolaire (<i>Programa Nacional de Alimentación Complementaria Escolar</i>)
SENASAG	Service National de Santé Agricole et d'Innocuité Alimentaire (<i>Servicio Nacional de Sanidad Agropecuaria e Inocuidad Alimentaria</i>)

INTRODUCTION GÉNÉRALE

« *Que sera un monde sans paysans ?* » s'interrogeait Hervieu [2004], qui constatait, non sans inquiétude, que l'urbanisation croissante du monde allait de pair avec une disparition des paysans, tant en nombre qu'en culture. Dix ans plus tard, l'appel à communication du colloque international « les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain » [Streith & Saïdi, 2014] organisé par le « Groupe Petites Paysanneries² » annonce qu'« *[e]n dépit des multiples bouleversements économiques et politiques qui jalonnent l'histoire des sociétés humaines [...], la disparition inéluctable des paysanneries, et particulièrement les plus petites d'entre elles, annoncée tour à tour par la littérature marxiste et libérale, est caduque* ». En effet, malgré un monde devenu majoritairement urbain, et même si on assiste à un éclatement des formes techniques et sociales d'agriculture et de leurs trajectoires de développement, les paysanneries du monde continuent de croître en valeur absolue et l'agriculture paysanne est toujours la forme prédominante dans de nombreuses régions du monde [Purseigle & Hervieu, 2009 ; Van der Ploeg, 2008 ; Wolfer, 2010]. Depuis la fin du XX^e siècle, même si de nombreux paysans demeurent en situation de marginalisation, il semble que l'on n'ait jamais autant parlé des paysans, dont on redécouvre les savoirs, les pratiques et la modernité. En témoignent les nombreux ouvrages qui analysent ou ambitionnent le retour des paysans au Nord et au Sud [Auclair *et al.*, 2006 ; Deléage, 2004 ; Dufumier, 2004 ; Pérez-Vitoria, 2005, 2010 ; Saïdi & Streith, 2013 ; Van der Ploeg, 2008], mais aussi plusieurs rapports d'expertise émanant d'instances onusiennes ou d'agences de développement, qui reconnaissent l'importance d'un soutien à la petite agriculture diversifiée pour faire face à la nécessité de résoudre la pauvreté et les crises économique, écologique et alimentaire [Banque Mondiale, 2008 ; Cohn *et al.*, 2006 ; IAASTD, 2009 ; Naerstad, 2010 ; UNCTAD, 2013]. En 2014, l'année internationale de l'agriculture familiale (AIAF) déclarée par la FAO a été l'occasion de rendre visible cette forme d'agriculture³ et de la mettre au cœur des débats scientifiques, politiques, techniques et citoyens sur l'avenir de l'agriculture, de la gestion des ressources naturelles et de l'alimentation. Assisterait-on alors à une « repaysannisation » [Van der Ploeg, 2008] à l'heure du développement durable [Auclair *et al.*, 2006] ? Les paysanneries du monde, dont la disparition pouvait paraître inéluctable dans un monde dominé par un modèle agricole productiviste et par des marchés agroalimentaires globalisés, deviendraient-elles des actrices des systèmes alimentaires durables et alternatifs au modèle dominant ?

² Le Groupe Petites Paysanneries (GPP), créé en 2010, est un groupe d'échange scientifique pluridisciplinaire et intergénérationnel qui a pour objectif de « *(re)découvrir les petites paysanneries méconnues/ignorées dans leurs configurations plurielles (historiques, sociales, économiques, géographiques, culturelles...)* dans une perspective pluridisciplinaire, multidimensionnelle et comparative. » (Site Internet du GPP <http://paysanneries.hypotheses.org/a-propos>).

³ « *L'AIAF vise à rehausser l'image de l'agriculture familiale et de la petite agriculture en focalisant l'attention du monde entier sur leur contribution significative à l'éradication de la faim et de la pauvreté, à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des moyens d'existence, à la gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement et au développement durable, en particulier dans les zones rurales* » (Site Internet de l'AIAF <http://www.fao.org/family-farming-2014/home/what-is-family-farming/fr/> consulté le 24 avril 2015).

Si les paysanneries sont toujours là, défiant toutes les prévisions de leur disparition, c'est parce que, au cours de leurs histoires, seules ou avec d'autres, elles ont développé de remarquables stratégies d'adaptation et d'innovation pour faire face à des contextes écologiques, socio-économiques et politiques hostiles [Dufumier, 2004 ; Haubert, 1997 ; Peemans, 2008]. À l'aube du XXI^e siècle, à la faveur de la prise de conscience des limites des systèmes alimentaires industrialisés et financiarisés, les stratégies de résistance et d'innovation paysannes prennent de nouvelles formes. En particulier, les paysans internalisent les préoccupations sociétales en matière d'agriculture et d'alimentation et s'insèrent dans des réseaux étendus en développant des alliances entre eux et avec d'autres acteurs de la société civile et marchande [Van der Ploeg, 2010]. Ces alliances se construisent à des niveaux multiples, du global au local. Au niveau global, la souveraineté alimentaire, projet alternatif de développement fondé sur l'agroécologie paysanne, initialement portée par le mouvement paysan international *La Vía Campesina* dans les années 1990, a rapidement trouvé un fort écho au sein de la société civile. Au niveau local, une de ces formes d'alliances locales entre paysans et autres acteurs des territoires porte sur l'échange des produits alimentaires. Ainsi, des formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité émergent, dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud, et interrogent la recherche sur ces nouvelles relations qui se construisent entre paysans, territoires et sociétés.

Dans les Andes, ces nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs (CIALP) se réclament souvent de l'économie solidaire, de l'agroécologie ou de l'agriculture paysanne, ou de la souveraineté alimentaire. En outre, elles émergent dans des contextes nationaux qui connaissent des changements récents dont certains concourent à revaloriser les paysanneries dans l'économie, la société et le champ politique. En particulier, l'inscription de la souveraineté alimentaire dans les nouvelles constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009) est un changement d'ampleur dans un contexte où les paysanneries andines ont connu des processus séculaires et sans cesse renouvelés de marginalisation sociale et spatiale [Gasselin, 2006]. Dans ce contexte, les processus d'émergence et le « sens », pour un groupe social historiquement marginalisé que sont les paysans, de ces nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité multi-acteurs interroge les sciences sociales en général, et la géographie en particulier.

PAYSANNERIES ANDINES ET NOUVEAUX CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ : CONSTRUCTION DU QUESTIONNEMENT

Dans les Andes, les transformations de l'agriculture et des sociétés ont créé et accentué une situation de marginalisation des paysanneries. Les Andes se caractérisent en effet par une dualité, massive et très ancienne, autrefois fondée sur une opposition latifundium/minifundium, et qui oppose aujourd'hui une petite agriculture familiale et paysanne diversifiée, souvent pluriactive, tournée vers l'autosubsistance et le marché intérieur, et une agriculture entrepreneuriale et capitaliste, de monoculture, souvent agro-exportatrice, qui laisse dans l'ombre les anciennes formes latifundiaires ou des formes patronales minoritaires [Gasselin, 2000 ; M. M. Sánchez *et al.*, 2010].

Cette dualité, à la fois technique, socio-économique, politique mais aussi spatiale, se manifeste à divers niveaux. En premier lieu, tandis que l'agriculture entrepreneuriale et

capitaliste, dotée d'importants moyens techniques, financiers et humains, s'est développée dans les zones aux conditions agro-pédoclimatiques les plus favorables, sur de très grandes surfaces, ou à l'extrême inverse, hors sol, l'agriculture paysanne est souvent localisée dans les zones les plus difficiles, éloignées des villes et où l'accès aux ressources (en particulier à la terre et à l'eau), aux moyens de production et aux marchés est très limitée. Ensuite, alors que l'agriculture capitaliste est principalement aux mains d'entrepreneurs dont beaucoup résident en ville, l'agriculture paysanne andine est souvent pratiquée dans des communautés rurales, souvent indigènes, ce qui donne à cette agriculture des caractéristiques spécifiques. Ainsi, la communauté est structurante de l'organisation sociale et économique et détermine des régimes d'assurance et de solidarité (revenu, santé, vieillesse) face aux carences de l'État redistributeur [Cliche, 1995 ; Kervyn, 1992]. Dans les communautés indigènes, qui occupent souvent les étages froids de la cordillère alors que les étages tempérés abritent les communautés métisses [Cliche, 1995 ; Cortes, 2000 ; Gasselín, 2006 ; S. Girard, 2008], l'indianité est un ferment identitaire et organisationnel qui définit des formes d'appropriation du territoire et structure la construction politique locale et nationale [Gomez, 2001]. Enfin, la réciprocité andine obligatoire et institutionnalisée, quoique souvent affaiblie, règle encore souvent les échanges entre les individus, les familles et le pouvoir politique à l'échelle de la communauté [Alberti & Mayer, 1974 ; Guillet, 1980 ; Mitchell, 1991]. Les paysanneries andines se caractérisent également par leur fréquente pluriactivité [De Grammont & Martínez, 2008], caractéristique devant être reliée à leurs mobilités et migrations, qui fondent souvent des familles multi-localisées, et même transnationales [Cortes, 2011]. Qu'il s'agisse de migrations pendulaires ville-campagne, de migrations circulatoires à l'échelle nationale, et, plus récemment, d'émigration, ce sont des stratégies – souvent sous contraintes socio-économiques et/ou politiques, mais parfois choisies [Vaillant, 2013] – d'adaptation à la rareté des ressources et d'obtention de revenus à l'extérieur qui peuvent, selon le type de migration, selon les stratégies des familles et selon les contextes socio-économiques locaux et globaux, être réinvestis ou non dans les activités agricoles, réorientant plus ou moins les systèmes d'activité des familles paysannes et les paysages agraires [Martínez, 2005 ; Rebaï, 2012 ; Vaillant, 2013]. Ces migrations, en majorité pratiquées par les hommes, contribuent à expliquer le rôle important joué par les femmes dans la production agricole et dans la commercialisation des produits [Bravo-Ureta *et al.*, 1996 ; Radcliffe, 1991].

Par ailleurs, alors que l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste est encouragée par des politiques publiques tournée vers l'agro-exportation, l'agriculture paysanne et vivrière, et l'accès au marché des paysans, ont souffert d'un manque d'aide de l'État [Chaléard & Mesclier, 2006]. L'agriculture paysanne n'est ainsi reconnue ni par les politiques publiques, ni par la société, en particulier la société métisse urbaine. Tout au plus l'agriculture paysanne andine bénéficiait jusqu'à récemment de politiques à caractère social et alimentaire, déconnectées des politiques économiques et agricoles, les paysanneries étant plus considérées comme une population dont il faut réduire la pauvreté et la malnutrition plutôt que comme de véritables acteurs agricoles et socio-économiques. Cette absence de politiques publiques nationales destinées aux agricultures paysannes andines a été partiellement compensée par un soutien de certains courants récents de l'Église, puis des ONG et de certaines collectivités territoriales dans le cadre de la décentralisation, surtout depuis les années 1980 où l'application des Plans d'Ajustements Structurels ont conduit au désengagement de l'État [Arcos Cabrera & Palomeque Vallejo, 1997].

Les paysanneries andines, qui n'ont jamais accepté cette situation de marginalisation, ont développé diverses stratégies de résistance [Chonchol, 1994]. Celles-ci leur permettent au moins de survivre, voire souvent d'améliorer leurs conditions de vie de manière significative. En outre, les paysanneries sont organisées, entre elles et avec d'autres, pour lutter pour l'accès aux ressources (terre, eau), ou de manière plus ponctuelle et localisée pour trouver des solutions autour des problématiques de production et de commercialisation, ou enfin autour de revendications plus larges comme celles des peuples indigènes. Une expression récente et inédite de ces multiples stratégies d'autonomie, de résistance et de valorisation de leurs activités et de leur identité est l'émergence, dans les territoires andins, de formes multiples et nouvelles de circuits alimentaires de proximité, impliquant des paysans et une diversité d'autres acteurs, dans des contextes où l'État, dont les politiques publiques étaient pensées essentiellement en termes sectoriels, formule aujourd'hui des politiques orientées vers la dimension alimentaire, les modes de production (notamment l'agroécologie) et dont la mise en œuvre est gérée à des niveaux décentralisés, en prenant en compte progressivement les spécificités territoriales.

Ces nouveaux circuits alimentaires de proximité, qui constituent des formes renouvelées d'échange de produits paysans dans des configurations multi-acteurs, appartiennent à la grande famille de ce que certains auteurs nomment *alternative food networks* [Deverre & Lamine, 2010], *local food systems* [Kneafsey et al., 2013] ou encore *nested markets* [Van der Ploeg et al., 2012]. Parmi ces *nested markets* on retrouve le développement d'une production agroalimentaire qualifiée (indications géographiques, agriculture biologique, commerce équitable, marques territoriales etc.), ainsi que le développement d'activités en zones rurales reposant souvent sur une valorisation conjointe des territoires ruraux, des produits et des services touristiques, selon le modèle du « panier de biens et de services » [Hirczak et al., 2008b]. Ce « tournant vers la qualité » (*quality turn*) [Goodman, 2003] qui renforce le lien entre territoires, acteurs et produits et valorise les spécificités locales selon différents modèles de qualité territorialisée [Pouzenc et al., 2007], concerne autant le Nord que le Sud [Cormier-Salem & Roussel, 2009]. Ces *nested markets* rassemblent également de multiples initiatives de circuits alimentaires de proximité, en (ré)-émergence et en redynamisation récente, au Nord comme au Sud. Aux formes anciennes et traditionnelles qui se renouvellent, viennent s'ajouter des nouvelles formes innovantes qui adoptent souvent des configurations multi-acteurs. Ces dynamiques qui visent à renforcer le lien entre agriculture, alimentation, environnement et territoires suscitent l'intérêt des chercheurs et des acteurs. C'est cet intérêt sans cesse croissant qui fonde la nouveauté des circuits alimentaires de proximité en particulier et des *nested markets* en général. En effet, sans être un phénomène nouveau en soi, ils émergent ou se renouvellent en réaction aux effets sociaux, écologiques et économiques négatifs des marchés globaux, en revendiquant leur encastrement dans le social et dans le local [Van der Ploeg et al., 2012] et en invoquant de nouveaux liens sociaux et spatiaux entre production et consommation [Deverre & Lamine, 2010]. Ces nouvelles dynamiques socio-spatiales multi-acteurs que sont les circuits alimentaires de proximité s'inscrivent dans des proximités géographiques [Torre, 2009] et socio-économique [Bouba-Olga & Grossetti, 2008] qui constituent une caractéristique-clé [Praly et al., 2009] de ces circuits qui ont pour objet la relocalisation et resocialisation des échanges alimentaires.

Au moment du démarrage de cette thèse, malgré le nombre et la diversité croissante des études et recherches portant sur les circuits alimentaires de proximité depuis une quinzaine d'années (annexe 3), peu d'entre elles avaient pour objet l'analyse de la contribution des circuits alimentaires de proximité à la reconnaissance de formes techniques et sociales d'agricultures marginalisées. En outre, ces études et recherches demeuraient presque exclusivement concentrées dans les pays du Nord. Or, dans les Andes, les paysans jouent un rôle important dans la fourniture de denrées alimentaires sur le marché local [Chiriboga & Arellano, 2005]. Cependant, les produits passent souvent par plusieurs intermédiaires avant de parvenir jusqu'au consommateur urbain, et proviennent parfois de bassins de production éloignés. Aussi, le commerce informel est souvent une des seules voies par lesquelles les paysans andins peuvent vendre directement les faibles volumes d'une production diversifiée aux consommateurs urbains. Face à cette situation, de nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité émergent depuis les années 2000. Elles se distinguent des formes traditionnelles qui existent de longue date dans les Andes et revêtent des formes variées et multi-acteurs qui ne sont pas sans rappeler les formes déjà bien connues au Nord : marchés paysans organisés, boutiques de produits paysans, paniers communautaires, commercialisation locale de produits transformés dans des micro-industries rurales, achats publics de produits paysans locaux, etc. Pourtant loin de constituer un fait statistique majeur, ces CIALP andins, qui s'inscrivent pour un certain nombre d'entre eux dans un contexte de revendication et de défense de la souveraineté alimentaire, de l'économie sociale et solidaire, de l'agroécologie et d'une alimentation de qualité, et dans des contextes sociopolitiques qui connaissent des changements récents et inédits [Chartier & Löwy, 2013], constituent des « signaux faibles » de changement qui présentent un intérêt pour la recherche, pour le développement et pour les paysans eux-mêmes.

La thèse s'articule donc autour des deux questions de recherche suivantes :

« Quels sont les processus d'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs (CIALP) dans les Andes ? »

« Quels changements ces CIALP induisent-ils pour les paysans, notamment dans leurs relations avec les marchés, la société et les territoires ? »

L'hypothèse centrale de la thèse est que ces formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité sont les signaux d'une évolution des sociétés andines qui redécouvrent l'importance et le rôle des paysanneries dans l'agriculture, l'alimentation et dans les territoires. Plus précisément, ces nouveaux circuits alimentaires de proximité, supports de nouvelles dynamiques socio-spatiales entre des paysans et une diversité d'autres acteurs, contribueraient à une requalification positive du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace et la société andins, processus que nous nommons « reconnaissance ».

Ainsi, **l'émergence des formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité et les changements qu'ils engendrent pour les paysanneries** constituent les objets centraux de la thèse.

POSTURE DE RECHERCHE ET DÉMARCHE SCIENTIFIQUE GÉNÉRALE

Circuits alimentaires de proximité et paysanneries : des objets de la géographie

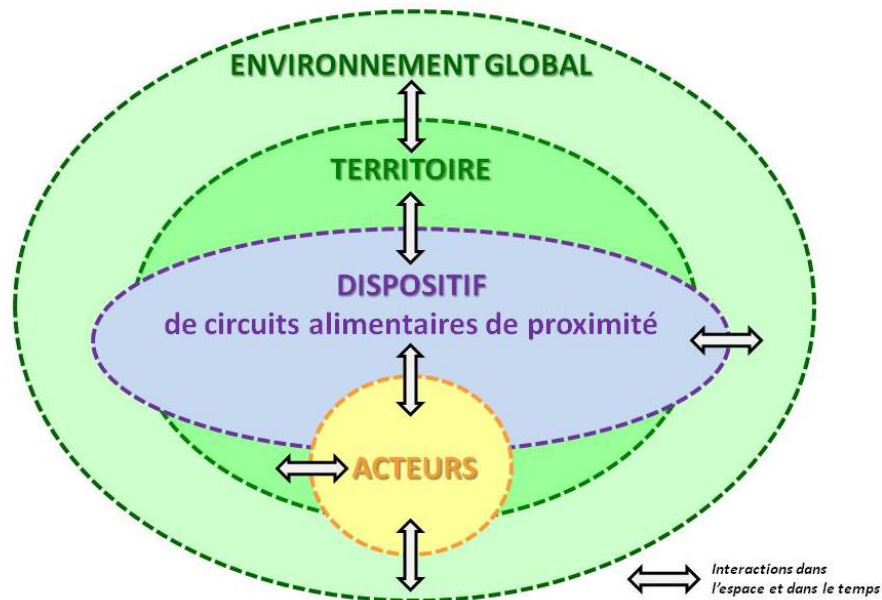
La thèse s'inscrit dans les champs de la géographie rurale et sociale. Dans un récent chapitre d'ouvrage, Kebir & Torre [2013, p. 196] expliquent qu'avec les nouvelles formes de circuits courts alimentaires, « *la géographie apparaît plus vivante que jamais !* ». Quelques années avant eux, Marsden *et al.* [2000, p. 425] soulignaient que « *a key characteristic of short supply chains is their capacity to re-socialize or respatialize food* ». Nous ne pouvons qu'être d'accord avec eux. Les circuits alimentaires de proximité ne sont pas de « simples » objets économiques ou techniques dont la définition se réduirait à la localisation ou au rapprochement des activités de production et de consommation. Nous les envisageons comme des formes d'action collective. En ce sens, ce sont des objets socio-spatiaux « *chaque terme de toute action collective (émergence, diffusion, coordination, organisation, mobilisation, stratégie, tactique, revendication, enjeu...)* [ayant] *une dimension spatiale* » [Ripoll, 2006]. Plus généralement, ce sont des objets complexes où sont articulés, dans le temps et dans l'espace, un ensemble d'éléments techniques et économiques, mais également sociaux, culturels, politiques, et au cœur desquels se trouvent des acteurs multiples, collectifs et individuels, et parmi eux, les paysans, acteurs « cibles » de notre recherche. C'est pourquoi nous inscrivons notre analyse de cet objet socio-spatial que sont les formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité dans une approche géographique des interactions sociales. Par ailleurs, les circuits alimentaires de proximité se situent à l'interface entre les problématiques agricoles et alimentaires et au cœur des relations entre villes et campagnes et entre agriculture et société, objets de la géographie rurale [Chapuis, 2011 ; Mérenne-Schoumaker, 1997 ; Plet, 2003]. Ensuite, nous les avons définis et analysés à l'aune du concept de « proximité » [Bouba-Olga & Grossetti, 2008], utilisé notamment en géographie économique et sociale. En outre, les circuits alimentaires de proximité et les acteurs qui y participent, notamment les paysans, s'inscrivent dans des territoires en interface avec un environnement global qui conditionne leur émergence et qu'ils contribuent à transformer. L'analyse des formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité et des changements qu'ils engendrent pour les paysanneries ne peut se passer de l'analyse des relations des CIALP et des paysans au territoire, concept de la géographie que nous appréhendons dans ses dimensions matérielles (espace physique), organisationnelles (l'organisation des acteurs et des activités) et identitaires (l'identité et les représentations) [Laganier *et al.*, 2002 ; Moine, 2006]. Enfin, le questionnement de la thèse porte sur la compréhension de processus : émergence et développement des CIALP, marginalisation et reconnaissance des paysanneries, ce qui suppose de mobiliser les approches de la géographie quant à l'importance accordée à l'histoire et au temps long.

La nécessaire mobilisation de plusieurs niveaux d'analyse spatiale et temporelle

Il découle de ce qui précède la nécessaire articulation entre plusieurs niveaux d'analyse en interaction. Les CIALP émergent (i) de l'activation et de la construction de proximité géographiques et socio-économiques entre des paysans et une diversité d'autres acteurs et (ii) dans des territoires et un environnement global qui les conditionnent et qu'ils contribuent à

transformer. Ils s'inscrivent ainsi dans des dynamiques socio-spatiales et temporelles multi-niveaux, qui doivent être au cœur de l'analyse (Figure 1).

Figure 1 - Les différents niveaux d'analyse en interaction dans l'espace et dans le temps : acteurs, dispositifs de CIALP, territoire, et environnement global.



Réalisation : Claire Heinisch

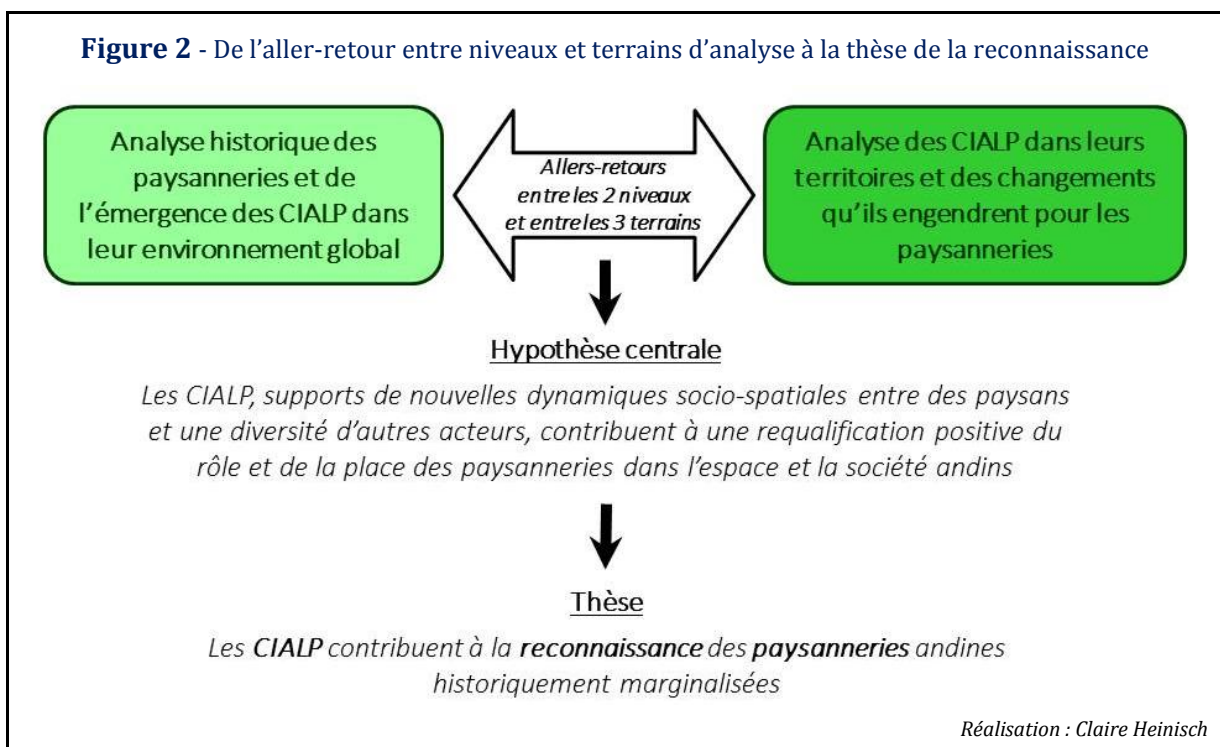
Une approche comparative menée dans trois pays andins dans le cadre d'un projet de recherche-action

Nous avons réalisé notre travail de recherche dans le cadre d'un projet de recherche-action piloté par l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), le projet *Mercados Campesinos* (« Marchés Paysans ») financé par l'Union Européenne (2011-2014). Ce projet, mené dans trois pays andins que sont l'Équateur, le Pérou et la Bolivie, avait pour objectif de contribuer à la souveraineté alimentaire dans les territoires marginaux de la cordillère des Andes, en générant des connaissances, des capacités et des politiques publiques pour le développement de systèmes alternatifs de commercialisation paysanne associative de produits stratégiques, identitaires et de qualité. En tant que « doctorante régionale », nous avons pour mission de mener notre recherche à l'échelle des trois pays concernés par le projet. Si notre choix d'une démarche comparative à l'échelle de trois pays andins, s'inscrit, certes, dans le cadre des opportunités et contraintes liées au projet *Mercados Campesinos*, il est avant tout scientifique et méthodologique. En effet, notre recherche avait pour objectif de comprendre les processus d'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs et les changements qu'ils engendrent pour les paysanneries, dans un ensemble régional cohérent du point de vue biophysique, organisationnel et historique que sont les Andes. Cela supposait à la fois de révéler la diversité des processus d'émergence, tout en identifiant des éléments d'analyse transversaux. L'objectif de cette analyse de type comparative n'était pas de comparer les terrains en tant que tels, mais bien d'utiliser les résultats de l'analyse de chacun des terrains afin d'identifier, décrire et interpréter la diversité (analyse par les cas) et les régularités (analyse par

les variables) des processus. Dans la mesure où il est difficile de travailler sur plusieurs terrains avec la même intensité, surtout à l'étranger [Fleury, 2008], nous avons choisi le terrain équatorien comme terrain principal. En effet, en Équateur, le projet *Mercados Campesinos* s'inscrivait dans une dynamique nationale remarquable en matière de développement des CIALP. Si nous avons travaillé sur les trois terrains avec une intensité variable, nous avons mis en place un même protocole de recherche sur les trois terrains, cadre nécessaire à toute étude comparée. Nos grilles de lecture, construites tout au long de notre recherche, l'ont été à partir du terrain équatorien, pour être confrontées aux deux autres terrains.

De l'aller-retour entre niveaux d'analyse et entre terrains, à la thèse de la reconnaissance

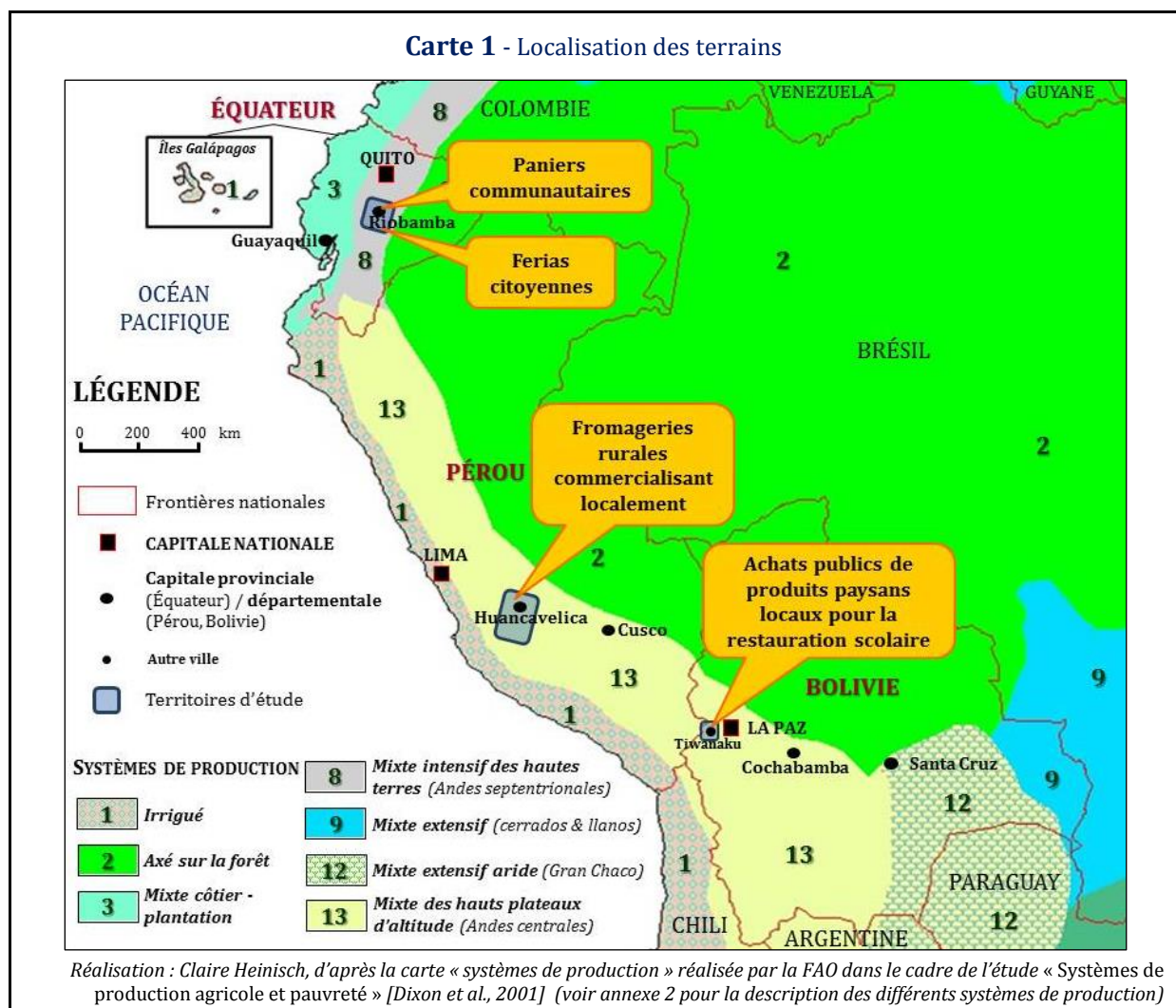
Nous avons mené simultanément deux types de travaux, avec des allers-retours permanents entre les deux (Figure 2).



Le premier travail a consisté en une analyse bibliographique approfondie, à l'échelle de trois pays andins (Équateur, Pérou, Bolivie) de l'évolution du rôle et de la place des paysanneries dans les espaces, les marchés et les sociétés (*lato sensu*) andins. Ce travail historique, à l'échelle de l'environnement global, et plus approfondi en Équateur, a révélé deux grandes périodes. La première correspond à un processus séculaire de marginalisation sociale et spatiale des paysanneries andines, ponctué toutefois par des formes de résistance et d'organisation des paysanneries. La seconde période, récente, est marquée par l'émergence, dans des contextes sociopolitiques en changement, de formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité, qui interroge sur un mouvement de requalification positive des paysanneries et de revalorisation de leur place et de leur rôle dans la société.

Le second travail est un travail d'enquête de terrain. Il a constitué en une analyse, sur la base d'étude de cas, des processus d'émergence et de développement d'une diversité de circuits

alimentaires de proximité dans trois territoires andins (Carte 1) : (i) les paniers communautaires et les ferias citoyennes dans la province de Chimborazo en Équateur, (ii) les micro-fromageries rurales commercialisant localement dans le département de Huancavelica au Pérou, et (iii) les achats publics de produits paysans locaux dans la municipalité de Tiwanaku en Bolivie. Grâce à une méthode ethnographique de collecte de données en immersion, mobilisant des entretiens compréhensifs et des observations participantes, complétés par la mobilisation d'un important corpus de sources écrites et d'entretiens auprès d'experts, nous avons analysé les trajectoires [Brochier *et al.*, 2010] d'émergence de dispositifs de circuits alimentaires de proximité et les trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs. Afin de construire et interpréter ces trajectoires à la lumière de nos deux questions de recherche, et en nous concentrant sur les dynamiques d'interaction socio-spatiales, nous avons construit un cadre d'analyse mobilisant les notions de *dispositifs* pour décrire, délimiter et comparer les différentes initiatives de CIALP étudiées, de *proximité* pour analyser spécifiquement les dynamiques socio-spatiales entre acteurs parties-prenantes des dispositifs, de *territoire* et de *territorialité* pour analyser les espaces (physiques, organisationnels et identitaires) dans lesquels prennent naissance les dispositifs et ceux dans lesquels ils se déploient, et de *système d'activité* pour analyser les trajectoires d'engagement des paysans dans les dispositifs.



C'est grâce à ces va-et-vient entre niveaux d'analyse et entre terrains, en suivant une démarche inductive, que nous avons construit progressivement l'hypothèse, puis la thèse, selon laquelle les nouveaux circuits alimentaires de proximité, supports de nouvelles dynamiques socio-spatiales entre des paysans et une diversité d'autres acteurs, contribuent à une requalification positive du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace et la société andins. Ce processus, que nous avons nommé « reconnaissance », interroge également la catégorie « paysan », c'est-à-dire celles et ceux qui sont reconnus. Par conséquent, s'il était nécessaire de définir et délimiter en amont les CIALP, puisque nous allons les sélectionner et les analyser sur le terrain, nous n'avons pas adopté en amont de définition précise ni des « paysanneries », afin de pouvoir accéder à la diversité des paysans engagés dans ces CIALP et, plus généralement, à la diversité des paysanneries andines, ni de la « reconnaissance », qui est un résultat de notre analyse des changements que les CIALP engendrent pour les paysanneries. Nous avons ainsi adopté une posture constructiviste de nos objets que sont la reconnaissance et les paysanneries d'une part, et de nos questions et hypothèses d'autre part.

Si nous avons abordé la reconnaissance de manière pragmatique, il existe toutefois une littérature en sciences sociales sur ce concept. Les théories de la reconnaissance ont émergé dans les années 1990, avec deux essais fondateurs sortis en 1992, établissant un lien étroit entre identité et reconnaissance : « *La lutte pour la reconnaissance* », du philosophe allemand Axel Honneth, et « *Multiculturalism and the politics of recognition* », du philosophe canadien Charles Taylor. Mais c'est Axel Honneth, en redécouvrant et en actualisant dans son ouvrage les théories d'Hegel (1770-1831) qui avait déjà exploré les enjeux existentiels, psychologiques et politiques de la lutte pour la reconnaissance, qui est considéré comme le père des théories de la reconnaissance⁴. C'est à la faveur des divers mouvements sociaux de la fin du XX^e siècle que les théories de (du côté scientifique) et les luttes pour (du côté des la société civile) la reconnaissance sont réactivées. Souvent envisagée par la négative comme une quête opposée aux stigmates du mépris (physique, social, juridique ou politique), du manque de respect et de la méconnaissance [Guéguen & Malochet, 2012], la reconnaissance se situe au croisement du psychologique et du politique, et de l'existentiel et du politique, là où une identité méconnue ou méprisée cherche à se rendre visible et à faire valoir ses droits ou sa dignité, qu'il s'agisse d'une identité ethnique (les peuples indigènes par exemple), sexuelle (genre ou pratiques sexuelles) ou sociale (les paysans par exemple) [Monod, 2016]. La reconnaissance est ainsi un concept polysémique – ce qui explique son succès – et pluridisciplinaire. Initialement théorisé par la philosophie morale et politique, le concept est aujourd'hui abordé par plusieurs disciplines en sciences humaines (psychosociologie, science politique, sociologie des mouvements sociaux, sociologie des organisations). Bien qu'adoptant des positions diverses sur le concept, les différents théoriciens de la reconnaissance s'accordent sur deux points principaux.

Le premier est que la question de la reconnaissance est à relier à celle de la justice sociale, les auteurs différant selon la position qu'ils adoptent sur le fait que la reconnaissance soit nécessaire et suffisante, et à quelles conditions, à la justice sociale. Dans notre cas, même s'il est

⁴ Charles Taylor le désigne comme le principal théoricien de la reconnaissance. Par ailleurs, l'ouvrage « *La lutte pour la reconnaissance* », d'Axel Honneth, a été consacré par la revue Sciences Humaines dans son numéro spécial de janvier 2010 comme l'un des « vingt livres qui ont changé notre vision du monde » entre 1989 et 2009.

légitime de reconnaître les paysanneries andines au nom de la justice sociale, en tant que groupe social historiquement marginalisé, exclu, exploité et méprisé, notre recherche sur les formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité ne se situe pas dans une approche en termes de justice, mais dans une analyse géographique de l'évolution du rôle et de la place des paysanneries dans les marchés, les territoires et la société andins. Nous avons ainsi nommé « reconnaissance » le processus inédit de requalification positive du rôle et de la place des paysanneries andines auquel contribuent les nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs.

Le second point sur lequel s'accordent les théoriciens de la reconnaissance est que celle-ci est un processus fondamentalement relationnel. Ainsi, non seulement elle se joue dans les relations sociales et, en ce sens, met donc toujours en jeu une dimension collective et institutionnelle, mais elle se joue aussi dans la relation que l'individu entretient dans son rapport à lui-même. Dans notre cas, la reconnaissance a émergé de notre analyse des trajectoires de dispositifs de circuits alimentaires de proximité, où nous nous sommes attachée notamment à caractériser les dynamiques socio-spatiales entre paysans et autres acteurs. Nous avons évalué les changements induits par ces dispositifs pour les paysans en tant que groupe social, mais nous l'avons également observé à l'échelle plus individuelle des familles paysannes.

Enfin, si la reconnaissance est un concept traité par plusieurs disciplines en sciences sociales, il demeure peu abordé par la géographie. Pourtant, la reconnaissance, à l'instar de la justice sociale [Israel & Frenkel, 2017], est une question de géographie, en particulier lorsqu'interviennent les questions d'agriculture et d'alimentation [Le Gall & Hochedez, 2016]. Dans le cas qui nous intéresse et comme nous le développerons tout au long du manuscrit, la marginalisation des paysanneries andines, et, par opposition, leur reconnaissance, ont une composante spatiale et territoriale qui s'entrecroise et interagit avec des composantes sociales, économiques, culturelles, politiques. Ainsi, de la même manière que les circuits alimentaires de proximité sont un objet géographique, en abordant ces derniers en termes de contribution à la reconnaissance, dans l'espace et dans la société, d'un groupe social particulier que sont les paysanneries, nous nous inscrivons pleinement dans la géographie rurale et sociale.

Paysanneries, CIALP et reconnaissance : vers une première grille d'analyse

Finalement, la reconnaissance des paysanneries andines est un *processus dynamique* dans l'espace et dans le temps *qui se construit dans l'interaction*. Interroger la contribution des CIALP à la reconnaissance des paysanneries, dans une perspective de géographie rurale et sociale, en tant que recomposition de la place et du rôle des paysanneries andines dans l'espace et la société andins, suppose de s'intéresser aux acteurs qui reconnaissent et sont reconnus, aux niveaux spatiaux et organisationnels au sein desquels elle s'opère, aux objets autour desquels elle se construit, ainsi qu'aux formes et aux mécanismes socio-spatiaux de la reconnaissance et aux effets qu'elle produit (Tableau 1).

Tableau 1 - Paysanneries, CIALP et reconnaissance : une première grille d'analyse

COMPOSANTES DE LA RECONNAISSANCE	MÉCANISMES, FORMES ET EFFETS DE LA RECONNAISSANCE
<p>La reconnaissance fait intervenir divers ACTEURS :</p> <p>⇒ acteurs <i>au cours</i> de l'échange de produits alimentaires (producteurs, consommateurs et éventuels intermédiaires) et acteurs <i>autour</i> de l'échange (ceux qui accompagnent, soutiennent les CIALP et les paysans qui en sont parties-prenantes)</p> <p>⇒ acteurs qui sont reconnus (les paysans), acteurs qui reconnaissent, acteurs qui médiatisent la reconnaissance</p>	<p>La reconnaissance est un PROCESSUS DE MISE EN MOUVEMENT ET D'INTERACTIONS entre acteurs, espaces et objets.</p> <p>Elle peut prendre PLUSIEURS FORMES et s'exprimer de diverses façons selon les acteurs, selon les espaces où elle se joue, et selon les objets autour desquels elle se cristallise.</p>
<p>La reconnaissance s'opère et s'observe à divers NIVEAUX SPATIAUX ET ORGANISATIONNELS en interaction : famille paysanne/système d'activité, dispositif (composé de plusieurs espaces : villes et campagnes, espaces de production, d'échange, de consommation), territoire, niveau global (national, international).</p>	<p>La reconnaissance a des EFFETS sur les acteurs qui sont reconnus et les espaces dans lesquels elle s'opère.</p>
<p>Les paysans peuvent être reconnus directement, ou indirectement par l'intermédiaires D'OBJETS MATÉRIELS OU IMMATÉRIELS (qualité des produits, mode de production, développement local etc.).</p>	

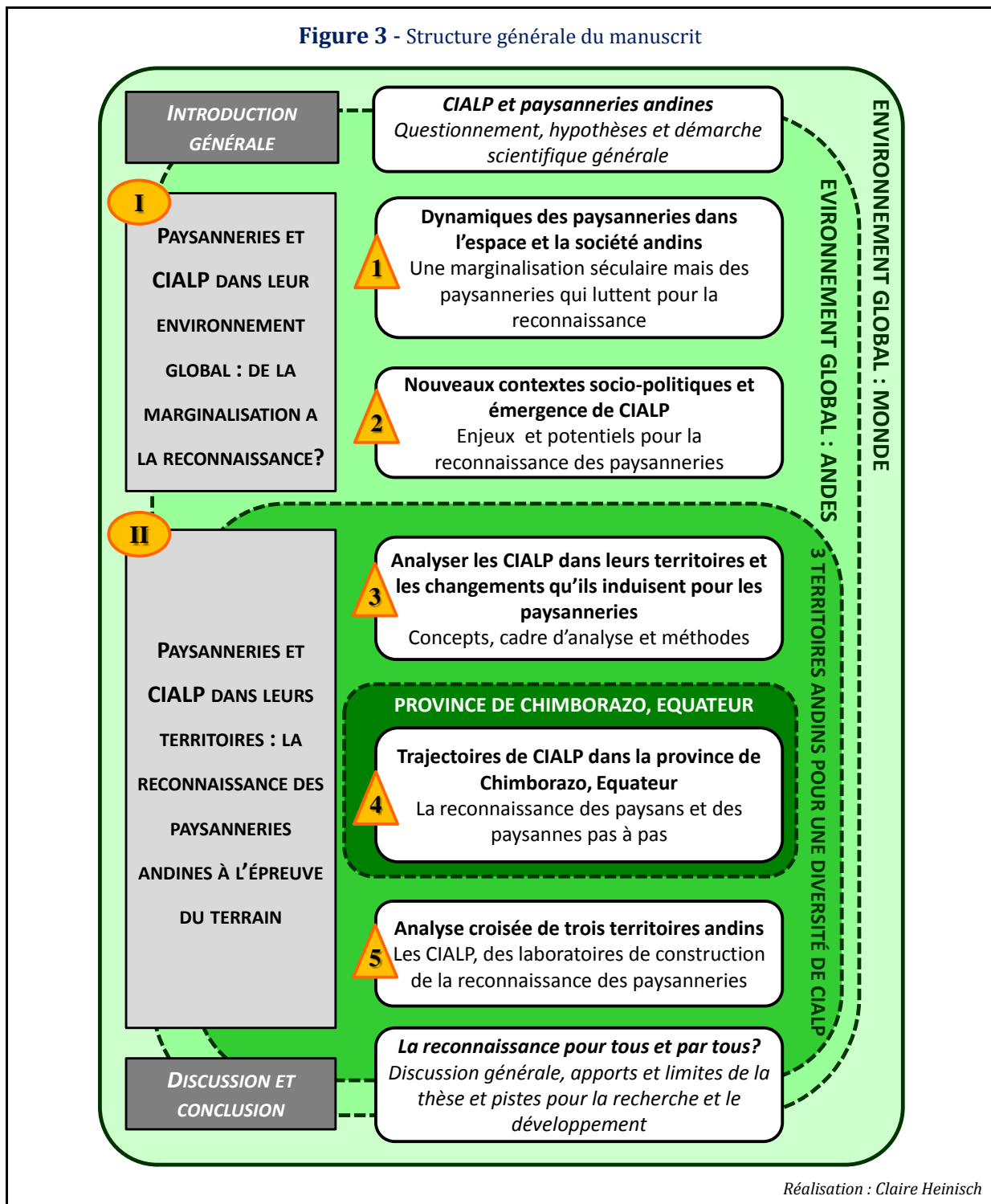
Réalisation : Claire Heinisch

UNE ÉCRITURE EN DEUX TEMPS : PAYSANNERIES ET CIALP ENTRE GLOBAL ET LOCAL

Le manuscrit s'organise en deux grandes parties (Figure 3), afin de rendre compte et d'articuler les deux grands types de travaux que nous avons menés en interaction, l'un au niveau global, l'autre à l'échelle de trois territoires (Figure 2). La **première partie** est une analyse des paysanneries andines et des CIALP dans leur environnement global et à l'échelle du temps long. Dans le **chapitre 1**, nous analysons les dynamiques des paysanneries andines dans l'espace et la société andins depuis l'époque précolombienne jusqu'à la fin du XX^e siècle. Nous mettons en évidence les processus de marginalisation séculaire des paysanneries andines, tout en analysant les formes d'adaptation et de résistance de ces dernières. Le **chapitre 2** est l'analyse d'une bifurcation récente, depuis le début des années 2000, dans la trajectoire des paysanneries et des sociétés. Dans des contextes sociopolitiques en changement, on assiste dans les Andes à l'émergence de formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité. Ce deuxième chapitre nous conduit à préciser ce que nous définissons par « formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité » (CIALP) et à en expliquer les enjeux et les potentiels en matière de reconnaissance pour les paysanneries historiquement marginalisées. La **seconde partie** est une analyse, sur la base d'études de cas, des processus d'émergence de CIALP et de leur contribution à la reconnaissance des paysanneries dans trois territoires. Le **chapitre 3** expose les méthodes et le cadre d'analyse que nous avons élaborés pour analyser les CIALP dans leurs contextes spécifiques. Le **chapitre 4** est une monographie du cas équatorien, dans la province de Chimborazo, qui a constitué le terrain principal de la thèse. Nous analysons finement les trajectoires de deux dispositifs de CIALP que sont les « paniers communautaires » et les « ferias citoyennes » et mettons en évidence, au cours des différentes étapes, la manière dont se construit la reconnaissance des paysanneries. Enfin, le **chapitre 5** consiste en une analyse comparée de nos trois études de cas. Après avoir présenté le cas péruvien (micro-

fromageries rurales commercialisant les produits localement dans le département de Huancavelica) et le cas bolivien (achats publics de produits paysans locaux par la Municipalité de Tiwanaku), nous analysons, par une mise en perspective des résultats des trois terrains, par quelles formes, par quels mécanismes et pour quels effets les CIALP contribuent à la reconnaissance des paysanneries andines. La **conclusion et discussion générale** est l'occasion de revenir sur les principaux résultats, apports et limites de notre travail, et d'élargir la réflexion et le questionnement au-delà de nos résultats.

Figure 3 - Structure générale du manuscrit



**PARTIE I - Paysanneries andines et
nouveaux circuits alimentaires de
proximité multi-acteurs (CIALP)
dans leur contexte global : de la
marginalisation à la
reconnaissance ?**

Cette première partie a pour objectif de situer et d'analyser les paysanneries andines et les formes nouvelles et multi-acteurs des circuits alimentaires de proximité dans leur contexte et leur environnement géographique et historique global, en explorant l'évolution de la place et du rôle des paysanneries andines dans l'espace et la société.

Le premier chapitre est une analyse historique détaillée, essentielle pour comprendre les paysanneries et les sociétés andines contemporaines et pour repérer les origines et les mécanismes de la marginalisation des paysanneries. Au cours des diverses étapes de l'histoire agraire et sociopolitique des Andes, nous analysons les processus qui ont conduit à une marginalisation socio-spatiale, sans cesse renouvelée, des paysanneries andines. À chaque étape, nous analysons également comment les paysanneries œuvrent, seules ou avec des alliées, contre leur marginalisation, c'est-à-dire pour le maintien et la reconnaissance de leurs activités et/ou de leur identité.

Dans le second chapitre, nous faisons l'analyse d'une revalorisation récente des paysanneries andines, au travers de divers processus, aux échelles nationales et locales, qui interrogent sur une reconnaissance des paysanneries andines qui serait en marche, inédite après plusieurs siècles de marginalisation. Ainsi, à l'échelle nationale, les contextes sociopolitiques ont connu des changements récents et inédits, où la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire, projets originellement paysans et/ou citoyens, percent dans les politiques publiques. En parallèle et en interaction, on assiste aux échelles locales à l'émergence, à la visibilité et au développement de formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité. Bien au-delà du seul échange de produits alimentaires, ces derniers prennent la forme de collectifs plus ou moins formels rassemblant des paysans et une diversité d'acteurs autour de l'agriculture paysanne, de la solidarité et de l'alimentation durable.

En conclusion de cette partie, nous délimitons les « CIALP », en les définissant par leur dimension « de proximité » et leur attribut « multi-acteurs », caractéristiques de leur structure et de leurs dynamiques. Du fait de cette dimension de proximité et de leur caractère multi-acteurs, les CIALP sont porteurs d'enjeux et de potentiels en matière de reconnaissance des paysanneries, d'où la nécessité d'étudier finement leurs processus d'émergence et de développement, qui fera l'objet de la seconde partie de cette thèse.

CHAPITRE 1 – DYNAMIQUES DES PAYSANNERIES DANS L’ESPACE ET LA SOCIÉTÉ ANDINS : UNE MARGINALISATION SÉCULAIRE MAIS DES PAYSANS QUI LUTTENT POUR LEUR RECONNAISSANCE

Dans l’introduction générale, nous avons présenté une « photographie » des paysanneries andines. Si celle-ci a l’avantage de « tirer le portrait » de la situation actuelle dans laquelle se trouvent ces paysanneries, elle ne dit rien des processus qui ont conduit à cette situation. Nous proposons donc, dans le présent chapitre, d’étayer le constat, largement partagé [Chonchol, 1994 ; Gasselin, 2000 ; Kay, 1995a ; Morlon, 1992] de marginalisation séculaire des paysanneries andines. Pour cela, nous analysons les processus historiques ayant conduit à la mise en place, dans les Andes, d’une agriculture fortement contrastée à divers points de vue (technique, social, économique, politique et spatial) et à l’établissement de rapports fortement inégalitaires entre villes et campagnes. Ces contrastes s’expriment dans une dualité, historiquement constituée et pérennisée au gré des transformations socio-économiques et politiques des sociétés andines, qui, depuis l’invasion espagnole, oppose et lie les groupes dominés et les groupes dominants dans des relations d’interdépendance.

Cette analyse historique, que nous avons voulue détaillée, est essentielle pour comprendre les sociétés andines contemporaines et pour repérer les origines et les mécanismes de la marginalisation des paysanneries andines. En prenant la suite de plusieurs auteurs spécialistes des paysanneries d’Équateur [Cliche, 1995 ; Gasselin, 2000 ; Gondard *et al.*, 1988 ; Ramón, 2001 ; Vaillant, 2013], du Pérou et de la Bolivie [Morlon, 1992], des Andes et de l’Amérique latine [Chonchol, 1994], ou des Andes et du Monde [Dufumier, 2004 ; Mazoyer & Roudart, 1997], qui ont analysé l’histoire et la géographie agraire de ces territoires, nous décomposons les processus de construction historique de marginalisation des paysanneries andines en grandes périodes ponctuées de ruptures. En miroir, à l’opposé et en interaction avec ces processus de marginalisation, nous soulignons la manière dont les paysanneries ont démontré, au cours de l’histoire, leur résilience et leur dynamisme, en d’autres termes leur capacité à lutter, seules ou avec certains « alliés », contre leur marginalisation, c’est-à-dire pour la reconnaissance de leurs activités et de leur identité.

Pour chacune des période, qui constituent les différentes parties de ce chapitre, nous interrogerons les processus en nous attachant à l’évolution de la place et du rôle des paysanneries dans les sociétés, et en analysant plus spécifiquement l’organisation de l’espace, les systèmes de production et d’activité, les relations villes-campagnes, la place des paysanneries dans les relations sociales, les échanges de produits alimentaires, l’accès aux marchés des paysanneries, la place des paysanneries dans les politiques publiques, et les stratégies mises en œuvre par les paysanneries, seules ou avec d’autres, pour s’adapter à leur environnement socio-économique, écologique et politique.

Pour la localisation de tous les lieux mentionnés dans le texte (villes, régions, pays), voir les cartes de l'annexe 1.

Pour la description des principaux systèmes de production rencontrés en Équateur, en Bolivie et au Pérou, voir Carte 1 et annexe 2.

1. D'OU L'ON PART. LES « PAYSANS » (*RUNAS*) DANS L'ORGANISATION AGRO-ÉCOLOGIQUE ET SOCIO-ÉCONOMIQUE PRÉCOLOMBIENNE : DES INÉGALITÉS ANCIENNES DANS L'ACCÈS AUX RICHESSES ET AU POUVOIR

Pourquoi remonter aussi loin dans le temps ? L'analyse de cette histoire ancienne a deux objectifs fondamentaux. En premier lieu, les histoires préincaïques puis incaïques posent des bases essentielles pour la compréhension des sociétés paysannes et andines contemporaines. L'organisation et l'aménagement de l'espace, la valorisation des ressources locales et la structuration des échanges socio-économiques entre paysans, entre les paysans et le reste de la société et entre territoires, sont en partie hérités de la période précolombienne, même si les structures préincaïques, puis incaïques, ont connu des transformations et des adaptations au cours des différentes périodes de l'histoire andine. Ainsi, la communauté, l'organisation territoriale verticale, les productions agricoles et alimentaires spécifiques aux Andes, certains grands aménagements (terrasses, infrastructures hydrauliques), les structures réciprocales, le troc et les échanges commerciaux, trouvent leur origine bien avant la conquête espagnole, et même la conquête inca. En second lieu, les inégalités entre les paysans et d'autres catégories sociales trouvent leurs premières bases dès l'époque précolombienne. En effet, les *runas*, « paysans » précolombiens, constituant déjà une catégorie de population marginalisée dans l'accès aux richesses et au pouvoir, dans des sociétés où l'organisation socio-économique très était stratifiée.

1.1. *Les systèmes agraires préincaïques (IIe - Ier millénaire avant notre ère – milieu du XVe siècle) : une agriculture de montagne organisée autour de communautés d'agriculteurs-éleveurs*

La spécificité et l'ingéniosité des systèmes agraire et sociopolitique de l'empire inca sont bien connus. Toutefois, bien avant que les Incas n'aient imposé leur domination sur la majeure partie des cordillères andines, les sociétés précolombiennes avaient mis en œuvre des systèmes d'organisation agro-écologique et socio-économique leur permettant de mettre à profit la diversité des conditions bioclimatiques que présentait leur environnement, en aménageant, en exploitant et en mettant en relation, par des systèmes de mobilité et d'échanges, les différents étages écologiques qui s'offraient à eux.

Comme le rappelle [Gasselin, 2000], le développement de l'agriculture dans les Andes a été orienté par deux foyers d'origine. Le premier est le foyer peu rayonnant des Andes centrales péruviennes. Ainsi, dès le VI^e millénaire avant notre ère, les camélidés (lama et alpaca)⁵, jusque-

⁵ La vigogne et le guanaco demeureront sauvages.

là chassés, sont domestiqués progressivement sur les hauts plateaux andins (étage des *punas*⁶, steppes herbeuses au-dessus de 4 200 mètres d'altitude) et l'on voit apparaître les premiers élevages [Dollfus, 1992]. Suivront plus tard (entre le troisième et le quatrième millénaire avant notre ère), la domestication de différents types de tubercules dans l'étage *suní* (landes et formations arbustives entre 3 600 et 4 200 mètres d'altitude) (pomme de terre (*Solanum tuberosum*), oca (*Oxalis tuberosum*), melloco (*Ullucus tuberosus*)), mashua (*Tropaeolum tuberosum*), ainsi que, dans l'étage dit *quechua* (plaines, vallées et versants tempérés situés en-dessous de 3600 mètres d'altitude) la domestication de la quinoa (*Chenopodium quinoa*), du haricot (*Phaseolus vulgáris* var. *aborigineus*) et du lupin (« *chocho* ») (*Lupinus mutabilis*). Ont été également domestiqués dans les étages plus chauds et humides la coca (*Erythroxylum coca*), le manioc (yuca) (*Manihot esculenta* Crantz)⁷. Enfin, le cochon d'Inde (« *cuy* ») a également été domestiqué dans le foyer des Andes centrales. Le second foyer est le foyer rayonnant mésoaméricain (Mexique), où ont été domestiqués, entre 6000 ans et 2000 ans avant notre ère, le piment (*Capsicum annuum*), le haricot (*Phaseolus vulgaris* var. *vulgaris* L.), la tomate (*Solanum lycopersicum* L.)⁸, l'avocat (*Persea americana*), le prunier (*Prunus serotina*), la fève (*Canavalia ensiformis*), la courge (*Cucurbita pepo*), le coton à fibre courte, le dindon (entre autres)... et bien entendu, le maïs (*Zea mays*), domestiqué il y a plus de 5000 ans avant notre ère dans la vallée de Tehuacán et qui s'est ensuite diffusé dans toute l'Amérique latine, depuis l'actuel Canada jusqu'à l'extrême sud du Chili [Chonchol, 1994].

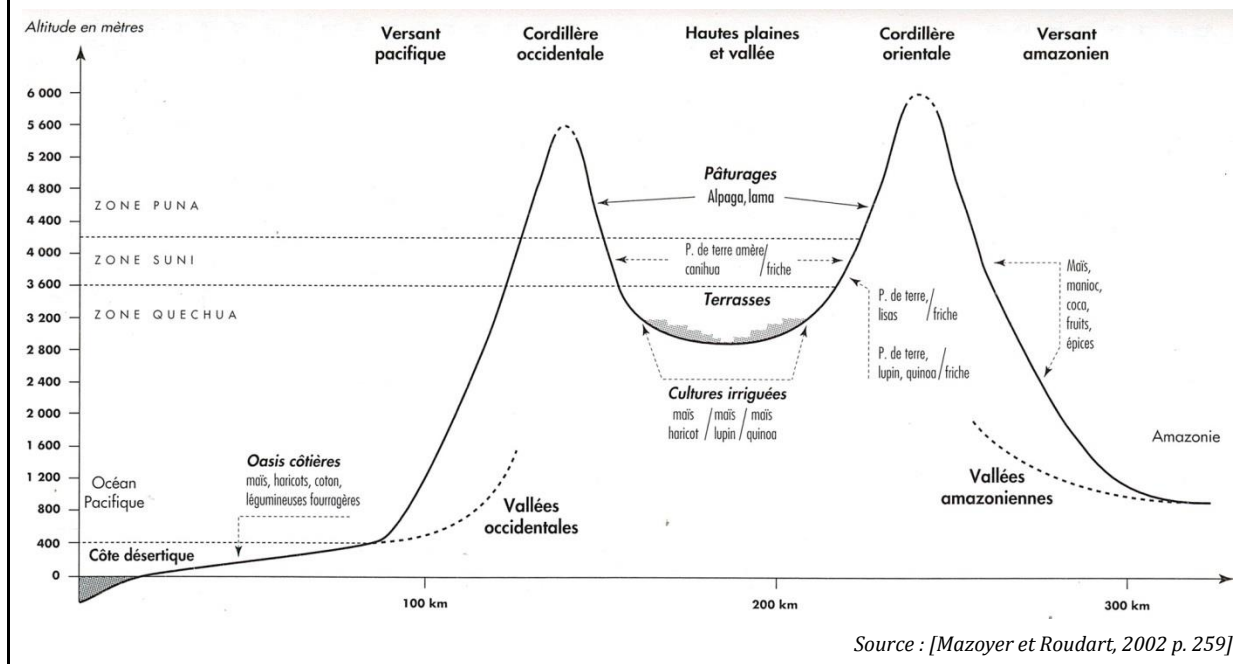
Ainsi, entre le second et le premier millénaire avant notre ère, et même si les systèmes techniques se développeront par étape, plusieurs éléments constitutifs de l'agriculture andine qui serviront de base aux systèmes de production jusqu'à la conquête inca sont en place. Au premier millénaire, déjà l'on file et on tisse le coton (cultivé dans les régions chaudes) ainsi que la laine de camélidés. L'étagement des productions avec un habitat situé souvent à la charnière de deux étages est la règle [Dollfus, 1992]. Dans les Andes Centrales, on retient souvent le schéma d'étagement suivant : élevage dans les *punas*, tubercules en altitude, maïs et légumineuses dans les étages inférieurs, cultures irriguées diversifiées dans les oasis côtières (à l'ouest) et systèmes de cultures sous abattis-brûlis, de manioc, de maïs et de coca sur le versant boisé amazonien (à l'est) (Figure 4). En réalité, il existe une grande diversité de milieux et de systèmes agraires étagés.

⁶ On distingue la *puna* sèche où dominent les arbustes épineux et les plantes en coussinet, et la *puna* humide à dominante de graminées dures (Figure 5). Dans le Nord du Pérou, où les pluies sont plus réparties sur l'année, la *puna* devient la *jalka*.

⁷ La domestication du manioc, présent dans toutes les zones tropicales sud-américaines, a fait l'objet de nombreux débats. Elle pourrait en effet être originaire de n'importe quelle zone sylvestre des basses terres ou des piémonts andins [Chonchol, 1994]. On a retrouvé des sites archéologiques vieux de plus de 3800 ans contenant des restes de manioc sur la Costa péruvienne et au Brésil [Raffaillac & Second, 1997].

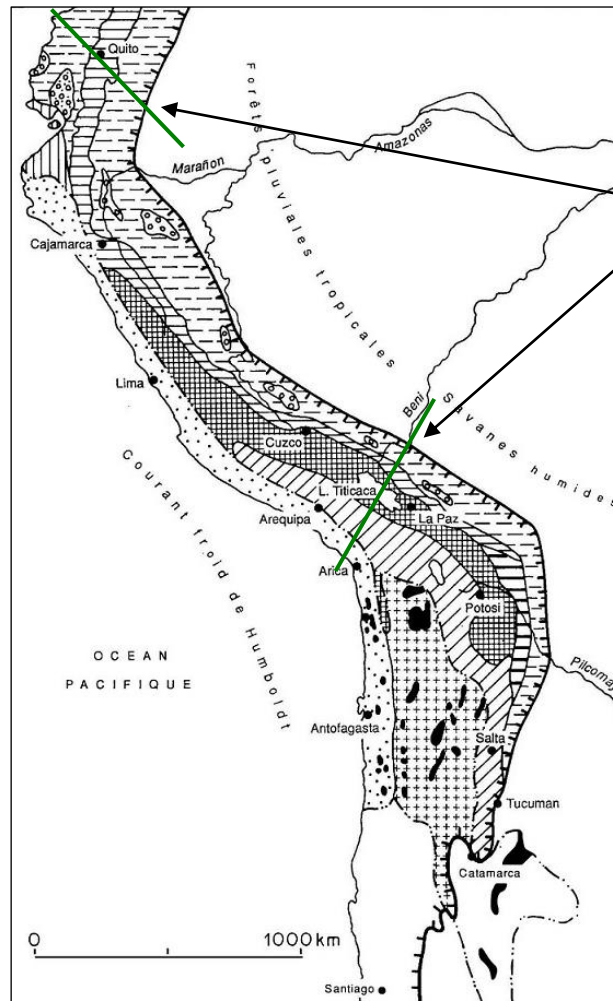
⁸ La tomate sauvage est originaire des vallées andines, mais sa première domestication semble avoir eu lieu au Mexique.

Figure 4 - Coupe schématique de l'étagement des productions à l'époque précolombienne

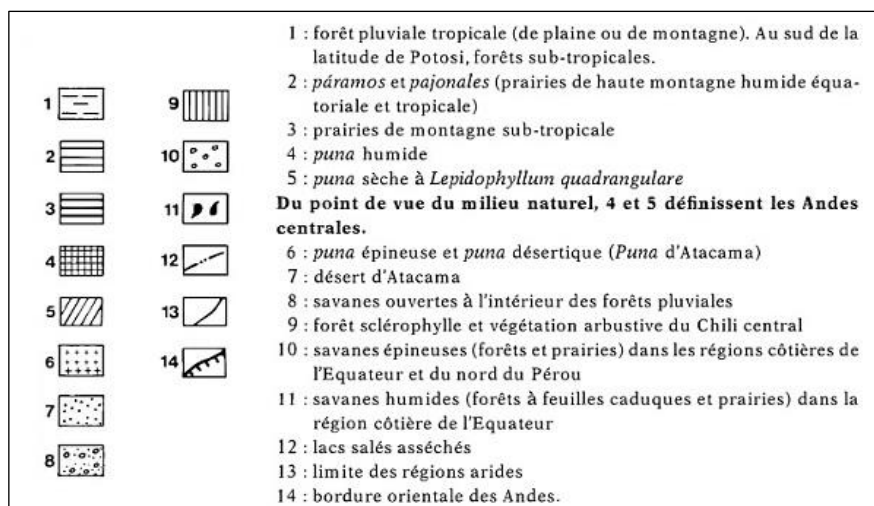


En effet, la chaîne des Andes est constituée sur toute sa longueur de cordillères parallèles, parsemées de volcans, séparées par des bassins de largeur variable et entaillées par des vallées plus ou moins profondes. Les Andes se caractérisent ainsi par une très grande diversité d'écosystèmes en fonction du substrat géologique, des multiples formes de relief, de la latitude et de l'altitude et (Figure 5 & annexe 2). Dans toutes les Andes, les différents peuples sont parvenus à tirer parti de la complémentarité des ressources liée à l'étagement altitudinal afin de bénéficier d'une large diversité de produits alimentaires et textiles et d'échelonner le travail au cours de l'année, tout en dispersant les risques. Tous les groupes humains cultivaient, cueillaient, pêchaient, extrayaient sur différents étages, mais cette mise en valeur complémentaire d'écosystèmes étagés se traduisait différemment selon les milieux.

Figure 5 - Les ceintures de végétation des Andes⁹



Voir figure 6 pour les coupes transversales



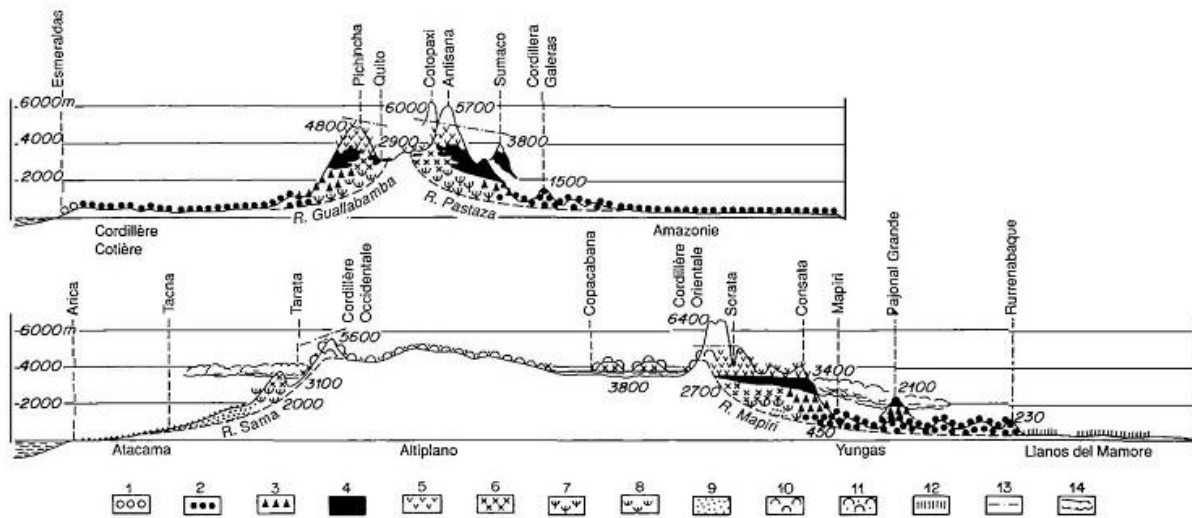
Source : Troll, repris par [Dollfus, 1992 p.18]

⁹ Cette carte des ceintures de végétation andines est à relier avec les cartes des systèmes de production andins actuels présentés en annexe 2.

Sans rentrer dans le détail de la diversité des systèmes agraires étagés andins, il faut souligner que, sur les territoires qui nous intéressent, il existe des différences entre les Andes centrales (Pérou et Bolivie) et les Andes septentrionales (Équateur). Ces différences sont à relier aux différences géomorphologiques et bioclimatiques dans ces deux grandes zones andines (Figure 6).

Figure 6 - Coupes transversales des Andes de l'Équateur et des Andes tropicales (Pérou & Bolivie)¹⁰

(voir figure 5 pour la localisation des coupes)



- | | |
|--|---|
| 1 : forêt à feuilles semi-persistantes des basses terres | 8 : arbustes épineux ou succulents des terres froides |
| 2 : forêt ombrophile des basses terres | 9 : désert |
| 3 et 4 : forêt tropicale de montagne à feuilles persistantes (3, étage inférieur ; 4, étage supérieur : forêt des brouillards) | 10 : puna humide à graminées |
| 5 : páramos (prairies de haute altitude en climat humide) | 11 : puna sèche épineuse |
| 6 : végétation arbustive de montagne et forêts de <i>Polylepis</i> des hautes terres froides | 12 : savanes humides des terres basses |
| 7 : végétation arbustive ou arborée épineuse ou succulente (Cactus) des vallées tempérées | 13 : limite des neiges éternelles |
| | 14 : ceinture de nuages. |

Source : Source : Troll, repris par [Dollfus, 1992 p.18]

Dans les Andes centrales, le contrôle des différents étages écologiques se faisaient selon le modèle de la « macro-verticalité » ou « modèle en archipel », décrit par John Murra [[1972] 1992, [1985] 1992]. Dans cette région andine il existait des noyaux de peuplement montagnards (localisés entre l'étage *quechua* et l'étage *suní*), denses, mono-ethniques, sièges du pouvoir politique et économique, et où étaient cultivés abondamment les tubercules. Ces centres de peuplement principaux étaient reliés à des « îlots » de colonisation, localisés dans des niches écologiques relativement distantes (accessibles en plusieurs jours de marche), et peuplés de façon permanente par des populations originaires souvent de diverses ethnies montagnardes. Les colons gardaient leurs liens avec leur *ayllu*¹¹ d'origine où ils conservaient tous leurs droits, avec lequel ils entretenaient des relations de réciprocité, et vers lequel ils acheminaient les

¹⁰ Ces coupes transversales présentant les reliefs et les types de végétations andins sont à relier avec les cartes des systèmes de production andins actuels présentés en annexes 1 et 2.

¹¹ Terme quechua péruvien pour désigner une communauté fondée sur des liens de parenté, se réclamant d'un ancêtre commun [Morlon, 1992, p.478].

ressources qu'ils exploitaient. Ces « îlots » de peuplements secondaires, dans lesquels plusieurs *ayllus* distribuait leurs différentes unités familiales, étaient situés dans les étages supérieurs (*punas*) pour le pâturage d'altitude, ainsi que dans les étages inférieurs pour la culture du coton, du piment, du maïs, pour la pêche et la récolte de guano (côte Pacifique et piémonts occidentaux), et pour la culture de la coca et la collecte de bois (Amazonie). Certains de ces îlots correspondaient également à l'exploitation de ressources minérales (sel dans la *puna*, poterie, métallurgie). Ainsi, pendant des siècles, peut-être des millénaires, les sièges de pouvoir des sociétés andines précolombiennes se situaient au-dessus de 3 200 mètres d'altitude de sorte que la gestion et l'administration des complémentarités écologiques se faisaient depuis les hautes terres. Cette localisation s'explique essentiellement par la « domestication » des conditions bioclimatiques de la *puna* : gelées nocturnes, journées chaudes avec fort rayonnement solaire, et climat sec [Chonchol, 1994 ; Murra, [1985] 1992]. Ces conditions, *a priori* hostiles, ont en fait constitué des avantages permettant la déshydratation des tubercules (*chuño*) et de la viande de camélidés (*ch'arki*), lesquels peuvent ensuite se conserver pendant plusieurs années. Ainsi, les « sociétés de *puna* » – localisées entre Cajamarca, au nord du Pérou, et Jujuy à l'extrême nord-ouest argentin, soit sur 2 300 km – ont mis en place deux grands types d'innovations leur permettant de disperser et limiter les risques, de diversifier leur alimentation et d'assurer ainsi leur reproduction : une innovation spatiale, organisationnelle et agro-écologique par l'organisation en archipel, et une innovation technologique par les procédés de conservation. Les diverses communautés ou *ayllus*, dispersées dans les différents étages altitudinaux, ne vivaient toutefois pas en autarcie. Elles étaient intégrées au sein d'États de plus ou moins grande dimension qui administraient le stockage, le transport et les échanges des produits [Dufumier, 2004], ce qui fait dire à Murra [[1985] 1992], que les « sociétés de *puna* », constituent les plus hautes réussites du monde andin.

Photo 1 - *Puna* des Andes centrales et *páramos* des Andes septentrionales : des zones de pâturage



Troupeau de lamas dans la *puna* argentine
(Province de Jujuy, près de la frontière bolivienne)



Troupeau de lamas dans le *páramo* équatorien
(Province de Chimborazo)

De par leur couverture végétale et leur architecture, les Andes « vertes » équatoriales sont bien différentes des Andes centrales [Dollfus, 1992] et (Figure 6). Les Andes d'Équateur sont constituées de deux hautes cordillères parallèles parsemées de volcans, espacées de 50 à 80 km, entre lesquelles se trouve le couloir inter-andin. Celui-ci est une succession de bassins d'altitude

traversés par des zones plus élevées (*nudos*), et entaillés de profondes vallées (*hoyas*). Beaucoup moins large que l'altiplano péruvien et bolivien, la *sierra* équatorienne est aussi plus basse. En Équateur, l'équivalent de *puna* (steppe d'altitude sèche) des Andes Centrales sont les *páramos*¹² (prairies naturelles humides d'altitude, réservoirs d'eau pour les étages inférieurs, constituées d'une végétation dense) (Photo 1). En Équateur, du fait de l'humidité de l'air et de la nébulosité beaucoup plus forte, les gelées nocturnes ne se produisent qu'au-dessus de la limite supérieure des cultures. Aussi, la production de *chuño*¹³ n'était pas possible, mais elle n'était pas non plus nécessaire pour assurer l'alimentation des habitants de la sierra équatorienne toute l'année, dans la mesure où, grâce aux températures constantes et à l'humidité toujours élevée, on peut semer, planter et récolter tout au long de l'année [Troll, 1968] cité par [Murra, [1985] 1992]. C'est pourquoi, même si les tubercules andins (pommes de terre, *oca*, *mashua*, *melloco*) sont couramment cultivés en Équateur dans l'étage froid, c'est le maïs (cultivé dans l'étage tempéré en association avec le haricot) qui est largement prédominant dans le système agraire et alimentaire¹⁴ équatorien. Dans la sierra équatorienne, où les conditions agropédoclimatiques sont plus favorables à une production agricole toute l'année sur un espace restreint, où les distances sont plus courtes, et où les différentes niches écologiques sont beaucoup plus rapprochées que dans les Andes centrales qui sont dominées par un large plateau (Figure 6), le contrôle des différents étages écologiques se faisait selon le modèle de la « micro-verticalité ». Celle-ci se distingue du modèle de la macro-verticalité des Andes centrales par le fait qu'il n'y avait pas en Équateur d'« îlots » de colonisation caractéristiques du système en archipel. Dans la sierra équatorienne, « les habitants d'un même village avaient des lopins situés dans différents étages écologiques qu'ils pouvaient atteindre dans la même journée avec la possibilité de revenir au lieu de résidence avant la nuit » [Oberem, 1981, p. 51].

Murra [[1985] 1992] souligne que l'organisation du territoire et l'administration des échanges par le modèle en archipel, accompagnées d'une technique et d'une politique de stockage, expliquent l'absence de foires ou de commerçants dans les Andes centrales¹⁵. Cela peut avoir été le cas sur l'Altiplano péruvien-bolivien, mais ce n'était pas le cas des Andes d'Équateur, où l'on ne retrouve pas d'exploitation en archipel du milieu similaire à celle des Andes centrales [Oberem, 1981 ; Salomon, 1978]. Ainsi, dans les bassins andins équatoriens, le principe de micro-verticalité, même s'il permettait à chaque communauté et à chaque groupe domestique d'assurer la base de sa subsistance, était complété par l'accès à des ressources plus éloignées (Tableau 2) via le troc entre communautés, ou bien par les échanges commerciaux avec d'autres régions. Ces derniers se faisaient par l'intermédiaire de *mindaláes*, marchands professionnels

¹² Les altitudes ne sont toutefois pas les mêmes : en Équateur, la limite supérieure des cultures (3500 m) où commencent les *páramos* (3300-3500 m) est plus basse que dans les Andes centrales (4200 m) où commence la *puna*.

¹³ Pas plus que la production de *ch'arki*, mais dans ce cas, ce n'est pas uniquement parce que les conditions de déshydratation de la viande n'étaient pas réunies, mais c'est d'abord parce que l'humidité du climat rendait difficile l'élevage de lamas et d'alpacas à grande échelle. L'élevage de lamas était présent dans la sierra équatorienne, mais suite à une introduction tardive (entre 1000 et 1500 après J.C.) [Oberem, 1981]. Aujourd'hui, on rencontre des élevages de lama dans les zones moins humides du páramo de la sierra centrale équatorienne.

¹⁴ Le maïs est non seulement un élément essentiel du régime alimentaire, mais c'est également une substance médicinale et la matière première d'une boisson fermentée à valeur cérémonielle, la *chicha* [Cliche, 1995].

¹⁵ Les sociétés ayant leurs centres sur la Costa (plutôt que dans les hautes terres) présentaient toutefois des formes d'organisation différentes.

spécifiques des Andes septentrionales [Deler, 1981 ; Salomon, 1978]. Ces échanges, soumis aux aléas des alliances entre chefferies ethniques, pouvaient avoir lieu dans des lieux de rassemblement en vue des échanges, sortes de foires ou marchés que les espagnols ont nommés *tiangueces* (*tianguetz* au singulier), du terme nahuatl¹⁶ *tianquiztli*.

Tableau 2 - Échanges interrégionaux sur le territoire de l'actuel Équateur à l'époque précolombienne

	COSTA	SIERRA	ORIENTE
COSTA	Nord : or, cuivre, argent, émeraudes Sud : tissus, coquillages, poisson séché	Sel, or, Poisson séché Coquillages Piment, rocou	
SIERRA	Or, cuivre, argent Tubercules, quinoa Cuirs, tissus de coton, Cordes (fibre d'agave) Armes	Or, argent, céramiques Hautes-terres : tubercules, vannerie (fibre d'agave) Vallées chaudes : coton, coca	Sel tissus
ORIENTE		Or Coca, cannelle, rocou Plantes médicinales Animaux vivants (singes, oiseaux) Plumes, peaux Bois de lance Vannerie	

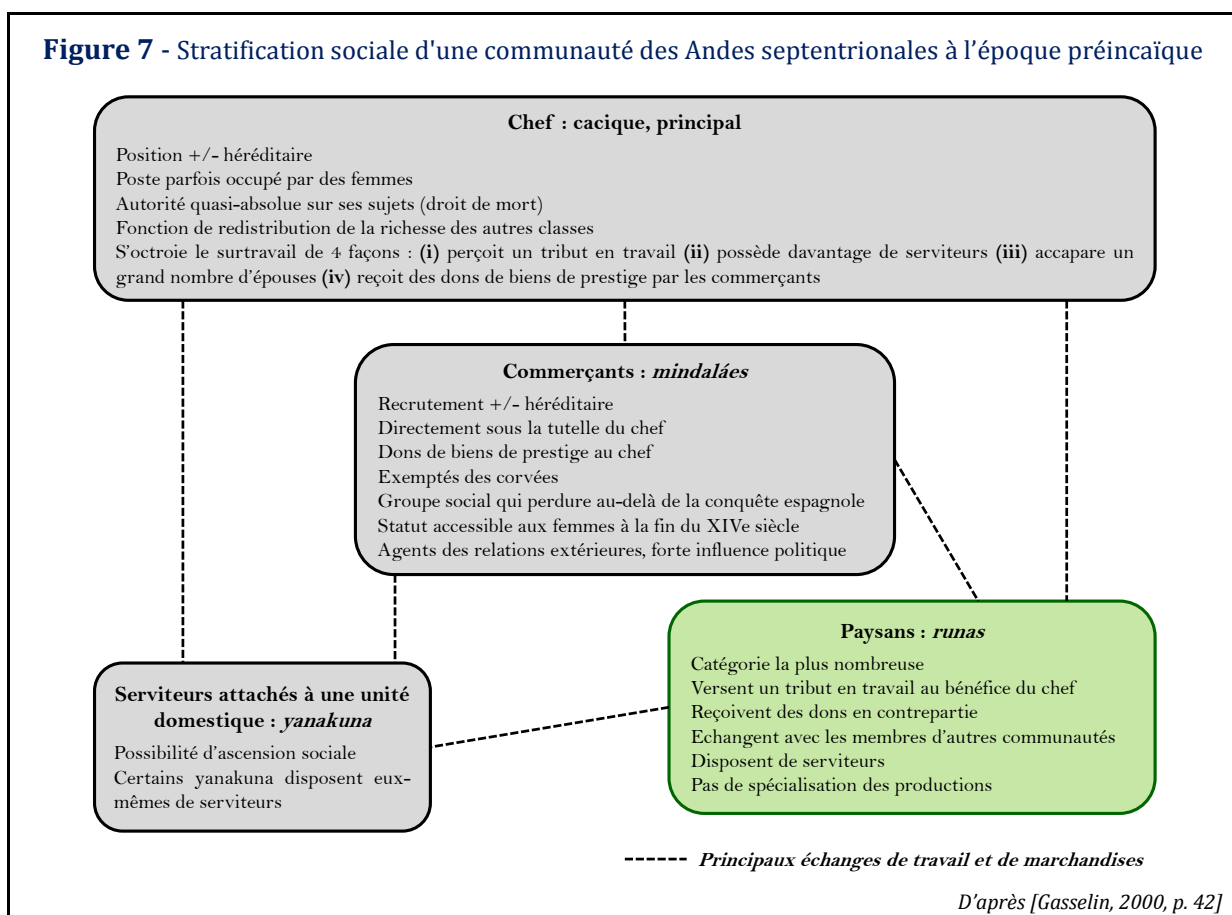
Source : [Deler, 1981, p. 37]

Ainsi, dans les Andes d'Équateur, la survie était assurée par une organisation sociale très décentralisée où chacune des communautés, et même chacun des groupes domestiques, jouissaient d'une relative autonomie. Pour autant, la structure sociale des *llajtakuna* (terme kichwa équatorien pour désigner les communautés précolombiennes dans les Andes septentrionales, dont le singulier est *llajta* ou *llakta*) était, comme celle des *ayllus* (terme d'origine péruvienne), très stratifiée [Chonchol, 1994 ; Cliche, 1995] & Figure 7. Ainsi, dans les Andes centrales et dans les Andes équatoriennes, les familles paysannes vivaient en groupes sociaux relativement homogènes. Les *ayllus* ou *llajtakuna*, communautés indigènes désignées plus tard par les colons espagnols sous le terme de *parcialidad*, pouvaient rassembler de quelques dizaines à plusieurs centaines de familles. Ces communautés, formées d'un ensemble de familles, avaient à leur tête un chef, le *curaca* (dérivé du quechua *kuraq*). Appelé plus tard *cacique* par les espagnols, il était responsable de l'accès au foncier, de l'organisation des travaux collectifs, de la résolution de conflits entre membres de la communauté et exerçait une autorité quasi-absolue sur ses sujets. La catégorie sociale la plus nombreuse des *ayllus* et des *llajtakuna* était constituée par les paysans (les *runas*), qui pratiquaient une agriculture diversifiée. Les terres de parcours étaient généralement indivises et chaque unité domestique pouvait y faire pâturer son troupeau. Quant aux terrains cultivés, ils étaient la propriété du *cacique*, et étaient distribués aux familles paysannes qui cultivaient ainsi plusieurs lopins dans les différents étages écologiques pour leur propre consommation. Les excédents étant destinés au *cacique* et aux différentes catégories sociales qui étaient directement rattachées à son service (serviteurs, prêtres, artisans, marchands) [Vaillant, 2013]. Les *runas* cultivaient également les parcelles du *cacique* qui prélevait ainsi un tribut en travail, redistribué en partie sous forme de dons en

¹⁶ Groupe de langues de la famille uto-aztèque.

nourriture ou en biens de prestige. Enfin, les *runas* participaient également aux travaux d'intérêt collectif (*minga*) pour l'aménagement de pistes, la construction et l'entretien de réseaux d'irrigation et de drainage, la construction de terrasses etc.), et l'on pratiquait également un système d'entraide réciproque (*ayni*) entre les familles (notamment en périodes de semis et de récolte, pour la construction des maisons etc.). Là où les *ayllus* des Andes centrales étaient dispersés en plusieurs îlots selon le modèle de l'archipel, les *llajtakuna* des Andes septentrionales suivaient le principe de la micro-verticalité. Aussi, une strate sociale spécifique aux *llajtakuna* était celle des *mindaláes* (singulier *mindalá*). Ces marchands professionnels, catégorie sociale privilégiée, étaient les principaux agents des relations avec les régions les plus éloignées, ne rendant des comptes qu'au chef supérieur de leur communauté d'origine, exempts de corvées et soumis à un tribut sous forme de biens de prestige [Salomon, 1978]. Enfin, une autre catégorie sociale, rencontrée dans les Andes septentrionales et centrales était celle de *yanakuna* (singulier *yanak*), serviteurs attachés à une unité domestique. Finalement, les communautés andines précolombiennes étaient des communautés d'agriculteurs-éleveurs au sein desquelles florissaient d'importantes inégalités sociales, notamment entre *caciques* et paysans. Les premiers extorquaient un surtravail aux seconds, devenant ainsi les opérateurs d'une redistribution, ce qui tendait à consolider leur emprise sur la communauté [Cliche, 1995].

Figure 7 - Stratification sociale d'une communauté des Andes septentrionales à l'époque préincaïque



Pour conclure sur les sociétés préincaïques, celles-ci avaient mis en œuvre des systèmes d'organisation agro-écologique et socio-économique leur permettant de mettre à profit la diversité des conditions bioclimatiques que présentait leur environnement, en aménageant, en exploitant et en mettant en relation par des systèmes de mobilité et d'échanges, les différents

étages écologiques qui s'offraient à eux. Certaines de ces sociétés préincaïques avaient même mis en place des systèmes élaborés d'irrigation et de cultures en terrasse, les deux étant fréquemment liés, permettant ainsi un contrôle de la ressource en eau et ne extension des terrains cultivables [Chonchol, 1994]. Loin d'être des sociétés égalitaires, les communautés andines étaient organisées de manière très stratifiée. En particulier, les familles paysannes, bien qu'en mesure d'assurer l'intégralité de leur subsistance (micro-verticalité complétée de divers modes d'échange dans les Andes équatoriennes, familles multi-localisées entre le centre et les divers îlots composant les archipels dans les Andes centrales), étaient tenues de réaliser des prestations en travail pour les chefs des communautés. Les auteurs s'accordent sur le fait que les communautés, niveau local d'organisation (ou multi-local dans le cas des *ayllus*) des sociétés précolombiennes, étaient souvent articulées politiquement entre elles. Dans les sociétés de *puna* il y eut de véritables États [Murra, [1985] 1992] – par exemple la célèbre civilisation Tiwanaku entre le VIII^e et le XII^e – qui exerçaient un contrôle de l'économie agricole. En revanche, la question fait débat pour les sociétés de *páramos* des Andes équatoriennes, à savoir si celles-ci étaient organisées en chefferies ou en véritables États [Cliche, 1995].

1.2. L'occupation inca (milieu du XV^e siècle – 1535) : l'intégration à un système centralisé d'organisation de la production et des échanges

Les Incas sont une ethnie ayant pris naissance au XIII^e siècle dans la vallée de l'Urubamba. Après avoir colonisé et mis en valeur l'intégralité de cette vallée au milieu du XV^e siècle, ils réussirent en moins d'un siècle à former – non sans heurts – un vaste empire, le *Tawantinsuyu* ou « empire des quatre quartiers », organisé autour de la ville de Cusco¹⁷, « nombril » du monde inca. Au moment de l'arrivée des espagnols¹⁸, l'empire Inca englobait des centaines d'ethnies distinctes sur plus de 4 000 km, depuis le Sud de l'actuelle Colombie jusqu'au centre des cordillères argentine et chilienne, couvrant ainsi les Andes et l'ensemble de leurs piémonts désertiques et forestiers. À mesure qu'elles sont colonisées, les ethnies sont incorporées au modèle que l'on pourrait qualifier de « méga-archipel » de l'Empire inca, passant ainsi d'un système de simple redistribution au sein des communautés à un appareil centralisé d'organisation de la production et des échanges.

Dans les Andes centrales, d'où est originaire l'ethnie inca, la complémentarité et la redistribution des ressources combine ainsi le modèle de l'archipel vertical à l'échelle de l'*ayllu*, auquel vient s'ajouter également une dimension horizontale, entre les différentes régions productrices appartenant à l'Empire.

Les Andes septentrionales, où le modèle de l'archipel vertical n'existait pas, sont intégrées, comme les autres, au modèle du « méga-archipel » inca. La complémentarité et la redistribution des ressources ne sont plus simplement réalisées sur de courtes distances selon le modèle de la micro-verticalité à l'échelle de la *llajta*, mais aussi entre les régions productrices appartenant aux différents écosystèmes de l'Empire inca. La production et les échanges sont désormais contrôlés par l'appareil centralisé inca. En particulier, la complémentarité écologique entre les

¹⁷ Voir annexes 1 et 2 pour la localisation de la ville de Cusco.

¹⁸ Lorsque les Espagnols arrivent pour la première fois sur la côte en 1523, les Incas sont encore en train de conquérir la région qui constitue aujourd'hui la frontière entre l'Équateur et la Colombie.

vallées chaudes, internes à la cordillère, et les étages froids, est renforcée par le développement de l'élevage de lamas dans le *páramo*, et il n'y a pratiquement plus de commerce à moyenne distance, contrairement au système agraire préincaïque de cette région [Deler, 1981]¹⁹.

Afin d'organiser la production, l'Empire inca ordonne l'affectation des terres, divisées en trois grandes catégories [Chonchol, 1994 ; Ramón, 2001] : (i) les terres du culte solaire, dont les productions sont destinées aux rites et cérémonies religieuses, (ii) les terres de l'État, dont les productions sont destinées à l'administration centrale et à l'armée, (iii) les terres concédées aux communautés pour être réparties entre les familles paysannes en échange du versement d'un tribut. Les communautés se virent ainsi dépossédées d'une partie de leurs terres, même si une partie des terres du culte et de l'État furent conquises sur des espaces auparavant non cultivés, *via* la construction de terrasses et d'infrastructures d'irrigation.

Pour organiser et redistribuer la production, les Incas développent et diffusent leurs techniques et leur savoir-faire en matière d'aménagement et d'agriculture à toutes les ethnies et sur tous les territoires conquis. Ils améliorent et développent considérablement les systèmes d'irrigation et de terrasses, construisent des routes et des infrastructures de stockage, diffusent les outils de travail du sol. Ils intensifient l'élevage de camélidés dans les Andes septentrionales, où il était peu développé, ce qui permet une meilleure fertilisation organique et, par conséquent, une extension de la frontière agricole jusqu'aux zones de páramos [Chonchol, 1994 ; Ramón, 2001]. Ils mettent également en place plusieurs mécanismes d'intégration et de contrôle des ethnies et des territoires colonisés, tout en s'adaptant aux contextes locaux afin d'asseoir leur emprise sur les populations soumises. Le contrôle (militaire, politique, économique et culturel) de l'espace et des populations est donc presque total. Sans faire un inventaire exhaustif de tous les dispositifs de contrôle et de domination des ethnies colonisées, nous pouvons citer les principaux [Chonchol, 1994 ; Cliche, 1995] :

- ⇒ l'institution des *mitimaes* ou *mitmajkuna* (*mitmaj* au singulier), mouvements migratoires à des fins stratégiques qui fonctionnait à double sens : d'une part il s'agissait de déporter des groupes appartenant à des ethnies récemment conquises – c'est-à-dire susceptibles de s'insurger – vers des régions plus sûres de l'empire ; d'autre part, on installait dans les régions conquises, à des fins d'exploitation des ressources et de sécurité militaire, des groupes soumis au pouvoir inca,
- ⇒ le contrôle d'un réseau de places fortes, les *pucarás*, à vocation non seulement de défense des enclaves incas et de soumission des populations considérées comme rebelles, mais aussi à vocation religieuse (Photo 2 & Photo 3),
- ⇒ l'intégration des *caciques* à l'intérieur de la structure de l'État inca, ceux-ci ayant alors la responsabilité de veiller à la bonne marche de l'appareil de domination inca dans leur communauté d'origine,

¹⁹ L'influence incaïque sur l'organisation de l'espace et des échanges ne fut toutefois pas aussi forte dans la partie septentrionale des Andes équatoriennes que dans leur partie méridionale, conquise plus tôt. L'influence incaïque se manifesta également très peu sur la côte équatorienne, si bien que les échanges commerciaux littoraux perdurèrent. Ils y étaient d'ailleurs déjà beaucoup plus développés que dans le couloir inter-andin – en témoigne la création d'une confédération de marchands par les peuples du Manabí – du fait de la maîtrise précoce des techniques de navigation fluviale et du cabotage [Deler, 1981].

⇒ la diffusion de la langue et de la culture quechua.

Photo 2 - Ruines de la *Puca Pucará* (« forteresse rouge » en quechua), au nord de la ville de Cusco, Pérou



Photo 3 - *Pucarà* de Tilcara (restaurée à l'identique), province de Jujuy, Argentine



Cet appareil politique était susceptible de convaincre les communautés de la nécessité de payer un tribut en nature (récoltes, tissus etc.) et en travail. Le tribut en travail, la *mita*, qui sera ensuite reprise et transformée par les espagnols, consistait en une forme rotative et cyclique selon laquelle un certain nombre d'individus de chaque communauté devait se mettre pendant un certain temps au service du *Tawantinsuyu*, que ce soit en tant que soldat ou bien pour participer à de grands travaux (édifices, routes, terrasses, canaux infrastructures d'irrigation etc.) ou encore pour travailler dans les terres de l'État et du culte. La *mita* venait ainsi s'ajouter au tribut à verser au *cacique*. Par ailleurs, certains membres des communautés pouvaient devenir des serviteurs permanents au service de l'État, les *yanakunas*²⁰, qui étaient employés surtout dans des tâches domestiques ou agricoles. Même si elles s'organisaient au sein d'un système de redistribution, toutes ces obligations imposées aux membres des communautés étaient l'expression d'une société très inégalitaire, au sein de laquelle on pouvait distinguer cinq grandes strates sociales [Chonchol, 1994] :

- ⇒ l'Inca, secondé par le Conseil Suprême composé de quatre membres choisis parmi les parents proches de l'empereur, chacun étant en charge d'une des quatre grandes régions de l'Empire,
- ⇒ La noblesse impériale, les seuls qui pouvaient accéder aux grandes responsabilités religieuses, militaires ou administratives,
- ⇒ les *caciques* (*curacas*) traditionnels des ethnies soumises, devenus des intermédiaires entre les institutions impériales et les populations locales,
- ⇒ l'immense majorité de la population constituée par les familles paysannes membres des différentes communautés qui payaient le tribut à l'empire,
- ⇒ les *yanakunas* (serviteurs permanents) et les *mitimaes* (populations déplacées) séparés de leurs communautés.

²⁰ Il s'agit du même terme que celui utilisé pour désigner les serviteurs préincaïques.

Malgré une organisation sociopolitique très élaborée, l'empire inca, qui vers 1520 administrait l'économie d'une population estimée entre 7 et 10 millions d'habitants [Wachtel, 1971] cité par [Saignes & Morlon, 1992, pp. 140-141], n'en était pas moins fragile, les différentes communautés et ethnies acceptant plus ou moins la domination inca. Ainsi, si les causes de l'effondrement de l'empire Inca au moment de la conquête espagnole sont à rechercher dans la supériorité des armes espagnoles, la déification de l'envahisseur, la diffusion des maladies européennes qui ont causé la mort de milliers d'indigènes, elles sont à rechercher également dans le fait que de nombreuses communautés s'allièrent aux Espagnols contre l'Inca. En outre, le *Tawantinsuyu* était d'autant plus fragilisé, au moment de l'arrivée des Espagnols, que Huáscar et Atahualpa, les deux prétendants au trône, laissé vacant par la mort de l'Inca Huayna Capac, menaient une lutte fratricide qui avait conduit à la polarisation de l'Empire et à des guerres civiles [Ramón, 2001]. Les Espagnols n'auront donc aucun mal à conquérir l'empire inca. Alors que la domination inca dura moins d'une centaine d'années, voire seulement quelques années dans les régions qui avaient été récemment conquises (Andes septentrionales), le régime colonial se prolongera pendant près de trois siècles.

2. LES PAYSANNERIES SOUS LA COURONNE D'ESPAGNE (1535²¹ - DÉBUT DU XIX^E SIÈCLE) : AUX RACINES DE LA DUALITÉ SOCIO-SPATIALE AGRAIRE

La conquête et la colonisation espagnoles, avec l'introduction de nouveaux outils et de nouvelles espèces végétales et animales et, pour répondre aux besoins de la Couronne d'Espagne, la structuration de l'appareil de production en très grandes propriétés exploitées par une main-d'œuvre indienne asservie [Gasselin, 2000], constituèrent une rupture fondamentale pour les sociétés andines, que ce soit dans l'orientation de leur économie, dans la composition démographique et sociale des populations et ou encore dans les systèmes agraires et alimentaires [Chonchol, 1994]. Il y eut un « *avant* » et un « *après* » la colonisation espagnole, « *véritable cataclysme* » [Vaillant, 2013] qui marqua profondément l'histoire et la géographie des Andes et les paysanneries andines. En effet, la colonisation provoqua et organisa socialement, économiquement et politiquement, le cantonnement d'une société assujettie sur des espaces confinés, jetant ainsi les bases d'une économie fondée sur l'agriculture (Pérou et Équateur surtout) et/ou l'exploitation minière (Pérou et Bolivie surtout) moyennant l'exploitation de la force de travail des paysanneries indiennes. C'est ce processus, aux racines de la marginalisation des paysanneries andines, que nous détaillons dans ce qui suit. Nous verrons également que, malgré quelques avancées importantes pour les paysanneries au cours de l'histoire des Andes, ce processus ne parviendra pas à s'inverser réellement jusqu'à l'aube du XXI^e siècle, ni avec les indépendances au début du XIX^e siècle, ni avec les politiques d'industrialisation par substitution d'importation dans les années 1960-1980 et les réformes agraires qui n'eurent qu'une portée modeste, ni avec les politiques néolibérales mises en œuvre depuis les années 1980-1990.

²¹ Il s'agit de la date de la fondation de Lima, qui devient la capitale de ce qui deviendra en 1542 la Vice-royauté du Pérou, qui regroupait tous les territoires d'Amérique du Sud conquis par les Espagnols. C'est à partir de la fondation de Lima que les Espagnols purent établir sur les territoires conquis diverses institutions politiques et administratives. En réalité, la conquête démarra avec la première expédition espagnole en 1522, pour s'achever définitivement à la fin de la résistance inca après l'assassinat par les Espagnols du dernier Inca, Túpac Amaru en 1572.

2.1. *L'implantation du régime colonial : espaces ruraux et paysanneries au service d'une économie polarisée par la ville et l'exploitation minière*

Le projet de la couronne d'Espagne était d'exploiter au maximum l'or et l'argent du « nouveau monde ». Dans les Andes, la société coloniale s'est développée sur l'exploitation des ressources minières, et le contrôle de la force de travail des « Indiens », pour la production minière et pour la production agricole. Le développement de cette économie minière fut possible non seulement du fait de la présence naturelle de métaux précieux (or et argent) mais aussi grâce à la densité de la population indigène susceptible de fournir une main-d'œuvre importante [Chonchol, 1994]. Dans cette économie polarisée notamment par les mines d'argent de Potosi (actuelle Bolivie) et de mercure de Huancavelica (actuel Pérou)²², les zones rurales des cordillères pauvres en métaux précieux mais propices à la production agricole deviennent, autant par volonté politique que par spécialisation en fonction des avantages comparatifs [Gasselin, 2000], des espaces de production alimentaire et textile pour l'approvisionnement des mines, ainsi que des villes. Ces dernières contrôlent en effet à la fois l'espace et les ruraux [Dollfus, 1992]. Elles sont peuplées d'une minorité d'autorités espagnoles (militaires, judiciaires, religieuses et fiscales), ainsi que de commerçants, mais aussi d'Indiens migrants (*forasteros*) venus pour échapper à l'impôt²³ et exercer une activité salariée ou un métier d'artisan. Elles organisent toute l'activité des campagnes (répartition des terres, réglementation du travail, utilisation de la main-d'œuvre rurale, contrôle des prix et de la circulation des marchandises *via* le développement de marchés hebdomadaires) [Deler, 1981] et dominent, contrôlent et exploitent une majorité indienne rurale dont elle dépend économiquement. Les villes dépendent en effet d'une part de l'excédent agricole obtenu par le travail des paysans indigènes, et d'autre part des importations en provenance de la métropole, lesquelles sont payées en métaux précieux ou en divers produits, tous obtenus du travail des populations indigènes rurales [Chonchol, 1994]. Plus tard, à partir du XVII^e siècle, les villes dépendront de la rente issue du développement de la grande propriété [Deler, 1981]. On voit ainsi apparaître une première grande différence avec l'occupation inca. En effet, sous le règne inca il existait une redistribution, puisqu'une partie du surtravail, utilisée pour réaliser des travaux au profit des populations conquises, revenait à son point d'origine. Avec la colonisation espagnole le surtravail est extorqué au bénéfice exclusif des Espagnols, faisant des villes des « *centres de consommation de type quelque peu parasitaire, car elles ne fournissaient rien aux campagnes* » [Deler, 1981, p. 132].

²² Voir annexes 1 et 2 pour la localisation.

²³ Nous abordons la question de la lourde charge fiscale qui pesait sur les Indiens dans le paragraphe suivant. Nous pouvons toutefois d'ores et déjà souligner que seule la population indienne était soumise à l'impôt. La migration vers les villes était donc un moyen pour les Indiens d'y échapper, les villes leur garantissant un anonymat, une insertion dans la société métisse non fiscalisée et une ascension sociale [Poloni-Simard, 2006] cité par [Vaillant, 2013].

2.2. La « répartition » des Indiens et l'accaparement foncier : dans l'antichambre de l'hacienda

2.2.1. Mise en place de dispositifs de domination, de contrôle et d'exploitation de la main d'œuvre indigène

Point crucial dans l'histoire andine, l'occupation espagnole s'accompagne aussi de l'émergence de concepts raciaux. Ainsi, pour les populations indigènes, l'arrivée de colons espagnols marqua le début de leur condition d'Indiens.

« Or en regroupant à l'intérieur d'une même catégorie sociale d'« Indiens » l'ensemble des ethnies natives du continent américain, les conquistadores voulaient exprimer une nette distinction entre eux, européens et catholiques, donc "gente de razón" », et les peuples conquis aux coutumes "païennes", distinction sans laquelle la légitimation idéologique de l'entreprise coloniale, et de toutes les formes d'exploitation qu'elle a entraînées, eût été difficile. (...) L'opposition sémantique entre « Espagnol » et « Indien » (...) sert dès le départ à désigner un rapport social inégalitaire entre "vainqueur" et "vaincu", entre "dominant" et "dominé" » [Cliche, 1995, p. 46].

« Les paysans des Cordillères étaient un fragment d'un ensemble préhispanique [...]. Soudain ils sont devenus fragments d'un ensemble nouveau et étranger, sans aucune continuité avec leur situation antérieure : ils sont devenus des Indiens » [Chiva et al., 1981, p. 192].

Apparaît ainsi une nouvelle différence entre domination espagnole et domination inca, étroitement liée à la première. Alors que, même dominants, les Incas se considéraient comme un groupe ethnique parmi tous les autres, les Espagnols se considéraient comme une civilisation supérieure à tous les groupes indigènes confondus dans la catégorie unique d'« Indiens ». Traduction sociopolitique et reflet de la dichotomie entre « Espagnols » et « Indiens », les Espagnols imposèrent dès leur arrivée un cadre institutionnel spécifique aux « Indiens », en les intégrant à des structures spécialement conçues pour assurer à la fois leur assujettissement à l'ordre colonial et leur marginalisation socio-culturelle, symbolique, spatiale, technique et économique.

Une forme préliminaire et décentralisée de contrôle idéologique et politique des populations conquises et d'extorsion simple du surplus produit par l'économie indigène fut l'*encomienda*, mise en place dans les Andes dès l'arrivée des Espagnols. L'objectif était de récompenser les membres de la noblesse espagnole (devenant des *encomenderos*) ayant dirigé la Conquête en leur confiant la responsabilité de territoires et de communautés, mais sans octroi de terres. Les *encomenderos* pouvaient également être des dignitaires incas ralliés aux espagnols [Mazoyer & Roudart, 1997]. Cette responsabilité passait par la « protection » et l'endoctrinement religieux des indigènes du territoire de l'*encomienda* ainsi que par le prélèvement d'un tribut. Les Espagnols reprenaient ainsi à leur compte l'appareil tributaire légué par les Incas, à la différence près qu'il y eut une privatisation, une marchandisation et une monétarisation du tribut, partielle au début, puis totale ensuite [Cliche, 1995]. Ainsi, alors que le tribut inca était au bénéfice de l'État, c'est désormais l'*encomendero* qui se l'approprie. Le tribut, dont les *encomenderos* confiaient la charge aux anciens *caciques* indiens, pouvait être prélevé en denrées alimentaires, en produits textiles – la nature du tribut prélevé dépendant de la région où se situait l'*encomienda* et de ses possibilités de production [Chonchol, 1994] – mais aussi en argent. Ainsi, les Indiens vendaient une partie de leurs produits pour couvrir la partie monétaire du tribut,

tandis que les *encomenderos* vendaient sur le marché les tributs qu'ils récupéraient en nature. Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, le Vice-roi créa la fonction de *corregidores de Indios*, représentants de la Couronne, attachés à un territoire déterminé, dans lequel ils devaient, entre autres, protéger les populations indigènes des abus des *encomenderos*. Plusieurs religieux et représentants de la Couronne condamnaient en effet le régime de l'*encomienda*, pour des raisons à la fois morales et économiques [Mazoyer & Roudart, 1997]. Du point de vue économique il existait une tension permanente entre les *encomenderos* d'une part, qui cherchaient à se constituer des « fiefs » où ils exerçaient l'essentiel du pouvoir politique et dont ils souhaitent obtenir le maximum de leur main-d'œuvre servile en exigeant un tribut élevé, et l'État espagnol d'autre part, qui organisait un appareil politique centralisé (la Vice-royauté du Pérou) dont l'objectif était d'assurer un approvisionnement continu en force de travail et en marchandises pour l'ensemble de la Colonie, dont l'économie était en train de se constituer sur l'exploitation minière [Cliche, 1995]. L'État colonial mit en effet en place une organisation centralisée d'un tribut en travail qui se distinguait nettement du modèle de tribut inhérent à l'*encomienda*. Pour ce faire, il reprit à son compte l'institution inca de la *mita*, qui devint une forme de travail forcé rotatif et périodique. Les Indiens « libres » (devenant des *mitayos*) de sexe masculin devaient ainsi se relayer pour travailler chacun pendant un certain temps comme salariés [Moreno & Oberem, 1981]. En réalité, cette main d'œuvre était quasiment gratuite, le salaire n'étant bien souvent que nominal [Cliche, 1995]. Il existait plusieurs formes de *mita* en fonction de l'usage qui était fait de la force de travail, lui-même lié aux spécificités territoriales en matière de production : travaux publics, mais aussi privés, agriculture et élevage, ramassage du bois et du fourrage, extraction minière, travaux dans les ateliers textiles (*obrajes*), dans divers métiers manuels (artisans), ainsi que dans les plantations de canne à sucre. À partir de 1570 fut instaurée la *mita de plaza*, selon laquelle les *mitayos* se regroupaient sur la place publique en attendant qu'un Espagnol vienne louer leurs services²⁴. Enfin, l'État colonial profita également de l'existence d'une couche sociale héritée de l'Empire inca pour imposer une autre forme de travail forcé aux Indiens. Les *yanaconas*, héritiers des *yanakunas* de l'Empire inca, étaient ainsi utilisés comme main-d'œuvre permanente non rémunérée, principalement pour des travaux domestiques et agricoles.

Jusqu'ici, l'organisation interne des communautés indigènes n'avait pas été altérée par l'implantation du régime colonial. En effet, l'*encomienda* et le travail forcé eurent un impact surtout quantitatif sur le degré d'exploitation de la main d'œuvre indigène, et ne provoquèrent pas de transformation majeure de la structure socio-spatiale des communautés. Comme le souligne Cliche [1995], tout se passait finalement comme si l'État colonial avait remplacé le *Tawantinsuyu*, en ne faisant « que » modifier à la hausse le taux de tribut. Bien entendu, la logique et la finalité du système colonial demeurent fondamentalement différentes de celles du système de domination inca, puisqu'il s'agit d'accaparer les ressources, sans redistribuer l'extorsion du travail indien [Gasselín, 2000]. Mais en 1570, le vice-roi Toledo met en place les *reducciones*, qui vont constituer une rupture majeure dans l'organisation spatiale, sociale et

²⁴ Aujourd'hui encore, comme nous l'avons observé souvent en Équateur, les hommes des périphéries rurales viennent se regrouper sur les places des villes, dans l'attente qu'on leur propose du travail dans le secteur de la construction, même pour une seule journée.

économique andine. Les *reducciones* sont une politique de rassemblement systématique des populations indigènes dans des *pueblos de Indios* (« villages d'Indiens »), résultant de la nécessité de mettre en place un cadre légal permettant d'organiser l'exploitation « durable » de la force de travail indienne. Pour faire simple, il s'agit de « *cantonner pour exploiter* » [Vaillant, 2013]. En effet, les communautés indigènes, qui habitaient dans des hameaux, étaient considérées comme trop dispersées et trop éloignées des principaux centres de peuplement pour pouvoir en assurer l'évangélisation et en percevoir et contrôler efficacement le tribut. On consigne alors les Indiens sur des finages de superficie limitée, où ils étaient parfois revêtus d'un costume permettant de les identifier afin de pouvoir les dénombrer régulièrement, la connaissance des effectifs de *mitayos* et de *tributarios* étant fondamentale pour le bon fonctionnement de l'économie coloniale [Dollfus, 1981]. La maîtrise de la main d'œuvre indienne était d'autant plus nécessaire du point de vue de l'économie coloniale que la population indigène avait connu une forte diminution pendant tout le XVI^e siècle jusqu'au début du XVII^e, les causes de ce déclin démographique²⁵ étant multiples : combats de la conquête espagnole, luttes de successions entre Huáscar et Atahualpa, maladies d'origine espagnole (variole, rougeole, lèpre etc.), conditions de travail très difficiles tout particulièrement dans les mines mais aussi dans les ateliers textiles, mauvais traitements dans les *encomiendas*, affaiblissement physique du fait de famines et de disettes ainsi que de la modification des équilibres alimentaires traditionnels, choc culturel produit par l'imposition de critères individualistes et de rentabilité économique à une société de tradition communautaire [Chonchol, 1994 ; Cliche, 1995 ; Dufumier, 2004 ; Mazoyer & Roudart, 1997]. L'encadrement religieux²⁶ et politico-économique des Indiens dans ces nouveaux villages, organisés autour d'une place centrale, d'une église et d'un cimetière²⁷ et adoptant le modèle d'urbanisme en échiquier qui sera reproduit dans toute l'Amérique hispanique, est assuré respectivement par des curés assignés à chaque village et par les *corregidores* et les *encomenderos* espagnols relayés par les *caciques* indiens (qui sont, eux, exempts de tributs). L'évangélisation des populations indigènes se fera en quechua, qui deviendra la « langue générale » promue par les Espagnols. Or, rappelons qu'au moment de l'arrivée des Espagnols dans les Andes cette langue, qui était celle de l'ethnie inca, était étrangère à la majorité des populations indigènes. Chiva *et al.* [1981] soulignent qu'il aurait été moins difficile et moins coûteux pour les Espagnols d'imposer leur propre langue aux populations conquises. En réalité, la diffusion du quechua au lieu de l'Espagnol à l'ensemble des ethnies autochtones des Andes est un des nombreux mécanismes d'homogénéisation sociale et culturelle auxquels les Espagnols ont soumis ces populations indigènes, renforçant ainsi leur « indianité » et, par conséquent, leur exclusion de la possession de biens culturels et

²⁵ Les chiffres du déclin démographique sont très variables selon les sources. Wachtel [1971], cité par Saignes & Morlon [1992, pp. 140-141], estime que la population de l'ancien Empire inca passa de 8 millions d'habitants en 1524 à 1,3 millions vers 1590. Il faudra attendre le milieu du XX^e siècle pour que la population andine retrouve son niveau d'avant la Conquête.

²⁶ Œuvre de franciscains, de dominicains et de jésuites, l'évangélisation des « Indiens » s'accompagnera de l'extirpation de toute forme de ce qui était considéré comme des « idolâtries ». Comme le souligne Dollfus [1981] « *il s'agit de couper la population de son histoire, d'annihiler la relation qu'elle entretient avec la terre sacralisée et les éléments de la nature* ».

²⁷ Les *huacas*, lieux sacrés où les populations indigènes plaçaient leurs morts, sont violemment détruits et les ossements qu'ils contenaient transférés dans les cimetières chrétiens [Dollfus, 1981].

symboliques stratégiques – ici, la langue. Les villages d’Indiens, outre leurs fonctions d’évangélisation et de contrôle des populations et de l’espace ont également des fonctions productives (agriculture et élevage), commerciales (organisation de marchés hebdomadaires dominicaux), voire manufacturières (cas par exemple des ateliers textiles dans la sierra centrale équatorienne) [Deler, 1981]. Des terres collectives sont assignées aux Indiens, et ceux-ci sont incités à adopter les espèces végétales et animales européennes introduites par les Espagnols, et même à se spécialiser jusqu’à pratiquer la monoculture, le tout dans un objectif à la fois tributaire et commercial [Ramón, 2001]. Ces regroupements des populations indiennes, de sorte qu’elles soient plus faciles à contrôler et qu’elles occupent un espace réduit, favoriseront par la suite, l’émergence des grands domaines [Cliche, 1995]. Soulignons toutefois que cette nouvelle redistribution spatiale ne supprimera pas pour autant l’existence d’une multitude de communautés plus isolées et dispersées sur les territoires, qui, sans échapper complètement à l’emprise coloniale, conservèrent une partie de leurs traditions [Gasselin, 2000]. En outre, les politiques de réductions villageoises s’accompagneront d’une tendance permanente à la redispersion ou à l’émigration (vers les villes ou vers d’autres régions), notamment dans les périodes de crises politico-sociales et de crises agro-démographiques [Chiva *et al.*, 1981].

2.2.2. L’accaparement foncier

Le processus d’accaparement des terres des indigènes fut très divers selon les régions (Costa ou Sierra, Andes septentrionales ou Andes centrales). Quoiqu’il en soit, il conduisit partout à un processus d’accumulation progressive qui installa une aristocratie foncière et fut à la base des futures haciendas [Chonchol, 1994].

Dès sa victoire, le nouvel État colonial s’approprie les terres qui étaient autrefois sous la mainmise du *Tawantinsuyu*, en attribuant les terres de l’Inca à la Couronne d’Espagne et les terres du Soleil à l’Église. En outre, il s’approprie également les terres non encore exploitées, comme par exemple, en Équateur, celles des zones chaudes incultes sans irrigation ou des *páramos* non défrichés [Gasselin, 2000]. Enfin, il s’approprie également de très nombreuses terres laissées en friche dans des espaces largement dépeuplés suite au déclin démographique et à la politique des *reducciones* [Cliche, 1995 ; Dufumier, 2004]. Selon Ramón [2001], l’accaparement de ces terres laissées « sans propriétaire » aurait représenté sur le territoire de la Real Audiencia de Quito (actuel Équateur) plus de la moitié des terres agricoles. Tout ce patrimoine foncier accaparé par l’État espagnol fut systématiquement transféré aux colons espagnols, *via* la concession d’*estancias* et la vente aux enchères de terres. La vente aux enchères était également mobilisée pour vendre les terres de communautés « endettées » parce que ne pouvant payer le tribut. Outre le transfert des terres de l’État colonial aux colons, d’autres mécanismes d’accès à la terre pour les colons espagnols existaient également, comme les dons reçus d’Indiens ou le mariage avec une femme de la noblesse indienne (souvent une fille de *cacique*) [Cliche, 1995]. Mais il existait des formes encore plus coercitives d’accès à la terre. Ainsi, il y eut des usurpations de terres aux communautés indigènes, lesquelles, *via* la politique de « *composiciones de tierras* » mise en place par la Vice-royauté au XVII^e siècle, furent légalisées moyennant le paiement d’une somme d’argent au Trésor royal [Ramón, 2001]. L’occupation de fait des terres des communautés par les colons espagnols fut sans doute une modalité largement

employée, la paysannerie indienne n'étant pas en mesure de s'y opposer, du fait d'une population décimée et de l'absence de justice locale indépendante du pouvoir [Vaillant, 2013].

N'importe quel espagnol qui en faisait la demande pouvait avoir droit à divers terrains, à la seule condition de ne pas porter préjudice à un « tiers », les Indiens étant exclus de cette catégorie [Rojas, 2000] cité par [Vaillant, 2013]. Beaucoup se sont ainsi retrouvés titulaires d'une propriété urbaine, mais aussi d'une propriété rurale, de taille variable selon le rang social. Celle-ci était située soit aux portes de la ville pour les plus petites, soit bien au-delà, dans le cas des grandes *estancias* d'agriculture ou d'élevage [Deler, 1981]. Dans le cas de l'*encomienda*, rappelons que celle-ci n'impliquait pas l'octroi de terres mais uniquement le droit de recevoir le tribut et d'exercer un contrôle des populations. Les *encomenderos* exigèrent et obtinrent toutefois les meilleures terres des territoires sur lesquels étaient situés « leurs » villages d'Indiens [Chonchol, 1994], repoussant ainsi les populations indiennes qui leur étaient assujetties sur les terres les plus marginales [Mazoyer & Roudart, 1997]. La concession ou l'allocation de terres était accompagnée d'une dotation en force de travail de *mitayos* et de *yanacunas* [Ramón, 2001], et l'usage de ces terres était fortement relié à la demande du secteur minier et du secteur urbain naissant.

Quant aux Indiens, dépossédés d'une grande partie de leurs terres, regroupés dans les villages d'Indiens et soumis au tribut, il leur fut accordé un droit d'usufruit des terres communales qu'ils exploitaient auparavant, mais qui appartenaient désormais à la Couronne [Mazoyer & Roudart, 1997]. En effet, pour extorquer le surtravail des Indiens, il fallait assurer la reproduction à moindre coût de cette force de travail, et donc garantir aux Indiens un accès à la terre, dont la superficie devait être en théorie suffisamment grande pour satisfaire leurs besoins de première nécessité [Vaillant, 2013].

2.2.3. Premières conséquences de la colonisation espagnole pour les paysanneries et l'organisation des systèmes agraires et alimentaires

L'accapement des terres et la répartition et l'exploitation de la main d'œuvre indigène se sont accompagnés d'une tendance à accroître le montant du tribut et à introduire rapidement de nouvelles espèces cultivées, alimentaires ou fourragères (blé, avoine, orge, seigle, luzerne, fève, lentille, pois chiche, chou, radis, oignon, carotte, laitue, orange, citron, pomme, poire, pêche, canne à sucre etc.) et animales (chevaux, ânes, vaches, porcs, chèvres, moutons, poules) afin de répondre aux besoins des *encomenderos*, de la population des villes, et des centres miniers [Cliche, 1995]. Les Espagnols introduisirent également de nouveaux outils et techniques agricoles (faucille, houe, bêche, araire, charrette, traction animale), ce qui permit d'augmenter la productivité du travail et remédier ainsi partiellement au manque de main-d'œuvre [Mazoyer & Roudart, 1997]. Par ailleurs, les apports d'engrais organiques sur les terres cultivées augmentèrent considérablement avec l'accroissement du nombre d'animaux pâturant [Gasselin, 2000]. Dès les débuts de l'époque coloniale, les systèmes de cultures et d'élevage ont donc été diversifiés, tant du point de vue de l'outillage que des productions, et se sont accompagnés d'une spécialisation régionale progressive [Chonchol, 1994 ; Dufumier, 2004].

Ainsi, en Équateur [Gasselin, 2000 ; Ramón, 2001 ; Vaillant, 2013], les bassins inter-andins se spécialisent dans la production de légumineuses alimentaires (fèves, pois, haricots etc.) et de

céréales. Au traditionnel étagement du maïs et de la pomme de terre viennent s'ajouter le blé et l'orge, cultivés respectivement dans l'étage tempéré et froid. Le *páramo* indivis, auparavant surtout dédié à la chasse, voie principale par laquelle les populations indigènes des Andes septentrionales se procuraient de la viande, devient terre de parcours, principalement pour les ovins et les caprins. Dans les vallées chaudes, autour de Quito notamment, on assiste au développement d'une production maraîchère et fruitière irriguée très diversifiée, à l'origine d'intenses flux commerciaux. Du côté des productions animales l'introduction de chevaux, ânes et mules dans la sierra améliorent le transport sur de longues distances mais convertissent de nombreuses zones agricoles en zones de pâturages et mobilisent une quantité importante de main d'œuvre indienne pour la surveillance des animaux. Dans la sierra centrale équatorienne (de la région de Quito à celle de Riobamba)²⁸, les propriétaires terriens espagnols se spécialisent, dès le XVI^e siècle, dans l'élevage ovin afin d'approvisionner les ateliers textiles (*obrajes*). La production et la transformation de laine deviennent ainsi rapidement une spécificité de cette région, beaucoup moins riche en métaux précieux que les régions des Andes péruviennes et boliviennes. La Couronne espagnole obligera en outre les Indiens à se consacrer à l'élevage ovin afin d'approvisionner les *obrajes* communautaires, dont les revenus servaient au paiement du tribut. Enfin, sur le versant extérieur de la cordillère occidentale, les terrains, partiellement désertés par les populations indigènes sous les effets conjugués du fort déclin démographique et de la politique des *reducciones*, sont facilement accaparés par les Espagnols qui les convertissent en plantations de canne à sucre et d'arbres fruitiers.

Du côté des Andes centrales [Chonchol, 1994 ; Cortes, 2000 ; Mazoyer & Roudart, 1997], on cultive, sur la Costa, du coton, de la canne à sucre, des vignes, en association avec l'élevage extensif sur les terrains arbustifs et les piémonts. Dans les hautes terres, la production de céréales et de légumineuses alimentaires (notamment la fève qui vient s'insérer dans les rotations à base de pomme de terre), ainsi que l'élevage de chevaux, de mules, d'ovins et de lamas, complètent et alimentent la production minière. À la fin du XVI^e siècle, la région de Cochabamba (actuelle Bolivie) devient le « grenier du Haut-Pérou » et assure l'essentiel de l'approvisionnement en céréales des régions minières de Potosi. Enfin, les vallées tropicales sont consacrées à la fabrication d'alcool de canne et à la production de coca.

Avec la colonisation, en particulier avec les réformes tolédaines, l'organisation économique, politique et sociale des systèmes agraires et alimentaires préhispaniques fut profondément restructurée, les paysanneries indigènes en devenant les principales victimes. Le cantonnement des populations indigènes sur des espaces réduits *via* la politique des *reducciones* altéra très fortement la verticalité andine et la logique de l'archipel ce qui augmenta considérablement le risque, auparavant réparti entre les différents étages agro-écologiques [Dollfus, 1992 ; Dufumier, 2004]. En outre, alors que le système étatique inca était fondé sur la redistribution, l'organisation économique, sociale et politique coloniale était fondée sur l'exploitation de l'immense majorité indienne au bénéfice exclusif des colons espagnols et de la Couronne. Les infrastructures et institutions de distribution incas furent partiellement délaissées : négligence de l'entretien des réseaux hydrauliques, non renouvellement des stocks de sécurité,

²⁸ Voir annexes 1 et 2 pour la localisation.

désorganisation des échanges entre zones [Mazoyer & Roudart, 1997], ce qui aggravait d'autant plus la précarité dans laquelle vivaient les paysans indiens.

Ces derniers, sur des surfaces très fortement réduites, en s'appropriant, mais en partie seulement²⁹, des nouveaux moyens de productions introduits par les Espagnols (outillage et espèce animales et végétales), mirent en œuvre des systèmes de production beaucoup plus intensifs en travail en associant les espèces importées aux espèces d'origine locale. Ils continuèrent tant bien que mal à valoriser les complémentarités entre étages écologiques, mais à une échelle strictement locale et de manière tronquée, l'accès aux étages inférieurs, désertés puis accaparés suite à la politique des *reducciones*, étant devenu presque impossible, et l'accès aux parcours étant soumis à la concurrence des troupeaux des grands domaines avoisinant. Les paysanneries indiennes s'efforcèrent donc de maintenir une agriculture vivrière de polyculture-élevage diversifiée dont dépendait leur subsistance, et ce à la différence des haciendas avoisinantes adoptant des productions spécialisées pour répondre à la demande urbaine et minière. Les systèmes de production paysans étaient toutefois partiellement intégrés au marché, certaines productions (surtout les espèces importées, comme le blé) étant vendues ou troquées pour se procurer d'autres biens de première nécessité [Vaillant, 2013]. La soumission au tribut, et surtout à partir du moment où le tribut en nature fut converti par le vice-roi Toledo en impôt en argent destiné au Trésor royal, fut également lourde de conséquences pour les systèmes d'activité des paysans. Ceux-ci durent affecter une part substantielle de la force de travail familiale à des activités rémunérées, au détriment de leurs activités traditionnelles organisées autour de l'agriculture de subsistance [Mazoyer & Roudart, 1997]. Par conséquent, les paysans furent contraints, faute de temps pour la production agricole, de laisser certains de leurs terrains en friche au risque d'en être dépossédés, ce qui, dans un phénomène de cercle vicieux, accentuait l'accaparement foncier et réduisait encore plus les terres disponibles pour les paysanneries... et maximisait l'utilisation de leur surtravail par les Espagnols, qui recouraient à la main d'œuvre indienne pour diverses tâches, essentiellement *via* la *mita*. Mais à partir du XVII^e siècle, une nouvelle forme de rapport économique va naître entre propriétaires terriens et paysans indigènes, allant de pair avec l'avènement des haciendas dans les Andes comme nous allons le voir dans ce qui suit.

2.3. L'émergence et l'avènement des haciendas au XVII^e siècle

Le processus d'accaparement et d'acquisition des terres par les Espagnols débuta dès le XVI^e siècle, mais la taille des adjudications demeura relativement modeste par rapport à celle des grands domaines qui monopolisèrent progressivement la propriété foncière à partir du XVII^e siècle [Cliche, 1995]. C'est en effet entre la fin du XVI^e et le début du XVII^e siècle que furent

²⁹ Seuls les grands propriétaires avaient les moyens d'investir dans la traction animale et l'araire, les petits paysans adoptant la houe et la bêche qui représentaient déjà une amélioration considérable par rapport aux performances de l'outillage manuel préhispanique [Gasselin, 2000]. Au sein de la société coloniale, les paysanneries indiennes étaient souvent exclues de la possession de certains biens matériels et symboliques, ce qui les cantonnait dans leur « indianité », construction essentiellement coloniale [Chiva *et al.*, 1981]. Nous avons déjà parlé de la langue, mais c'était aussi le cas de bon nombre de technologies avancées comme l'araire ou l'attelage. Les paysanneries indiennes pouvaient même être exclues des cultures commerciales. C'est le cas, par exemple, du blé que les paysans de Huancavelica (notre terrain d'étude dans la sierra péruvienne), ne pouvaient pas semer au risque de voir leur récolte détruite et cela jusqu'en 1930. Jusqu'au XX^e siècle, même le vêtement urbain n'était pas accessible à l'« Indien ».

créées les premières haciendas, grands domaines dont le régime juridique reposait sur la propriété privée du sol et du sous-sol [Mazoyer & Roudart, 1997], alors que dans les systèmes de l'*encomienda* et des *estancias*, la terre appartenait à l'État. Cette innovation fondamentale que constitue la propriété privée porte en elle le développement de la grande propriété foncière, le régime de l'*encomienda* (aboli en 1718) ne constituant finalement qu'une période de transition vers la mise en place, après le système de la culture manuelle préhispanique, d'un nouveau système, celui de l'hacienda, qui va durer près de trois siècles [Gasselin, 2000]. La propriété foncière se concentrera très rapidement entre les mains de quelques *hacendados*, en train de constituer une oligarchie foncière, constituée d'anciens *encomenderos* enrichis par l'*encomienda*, de fonctionnaires et de militaires espagnols, mais aussi parfois d'anciens *caciques*, et enfin de diverses congrégations religieuses qui bénéficiaient de nombreuses donations, faisant de l'Église le premier propriétaire foncier de la colonie.

Ainsi, à mesure que s'affirme le pouvoir colonial, les processus d'appropriation des terres des communautés indigènes se renforcent, cet accaparement foncier s'accompagnant en outre d'un processus d'appropriation des eaux d'irrigation des communautés indigènes [Gasselin, 2000]. Cet accaparement de la ressource en eau vient accroître la déstructuration de l'organisation sociale et technique des communautés paysannes andines, dans la mesure où, dans la sierra, la maîtrise de l'eau joue un rôle fondamental dans l'organisation des productions et, par le biais de l'irrigation, dans les systèmes sociaux des paysanneries [Dollfus, 1981]. Mais si les grands propriétaires sont parvenus à occuper une place de plus en plus importante dans l'économie andine, c'est également parce qu'à partir du XVII^e siècle, et même si la *mita* continuait d'être une forme répandue d'obtention de force de travail, on vit naître de nouveaux types de rapports économiques qui prirent racine au travers même de l'hacienda et la renforcèrent considérablement. Ces nouveaux rapports économiques prirent des formes différentes dans les différentes régions andines, mais tous avaient pour principe d'inciter les Indiens à travailler pour les *hacendados*, voire à se fixer sur les haciendas, pour rembourser une dette héréditaire et en échange de l'octroi d'un petit lopin de terre sur le territoire de l'hacienda et/ou de l'accès aux ressources de l'hacienda. Ce fut ainsi le cas du *concertaje* en Équateur (Encadré 1) – qui se transformera progressivement en *huasipungaje* au XIX^e siècle – du *yanacanje* au Pérou et du *colonato* en Bolivie [Chonchol, 1986]³⁰. Ces nouveaux rapports économiques attirèrent un nombre croissant d'Indiens. Certains provenaient des nouvelles communautés indigènes créées par la politique des *reducciones*, et avaient ainsi été tout ou partie dépossédés de leurs terres. D'autres étaient des Indiens vagabonds, c'est-à-dire non établis dans une communauté.

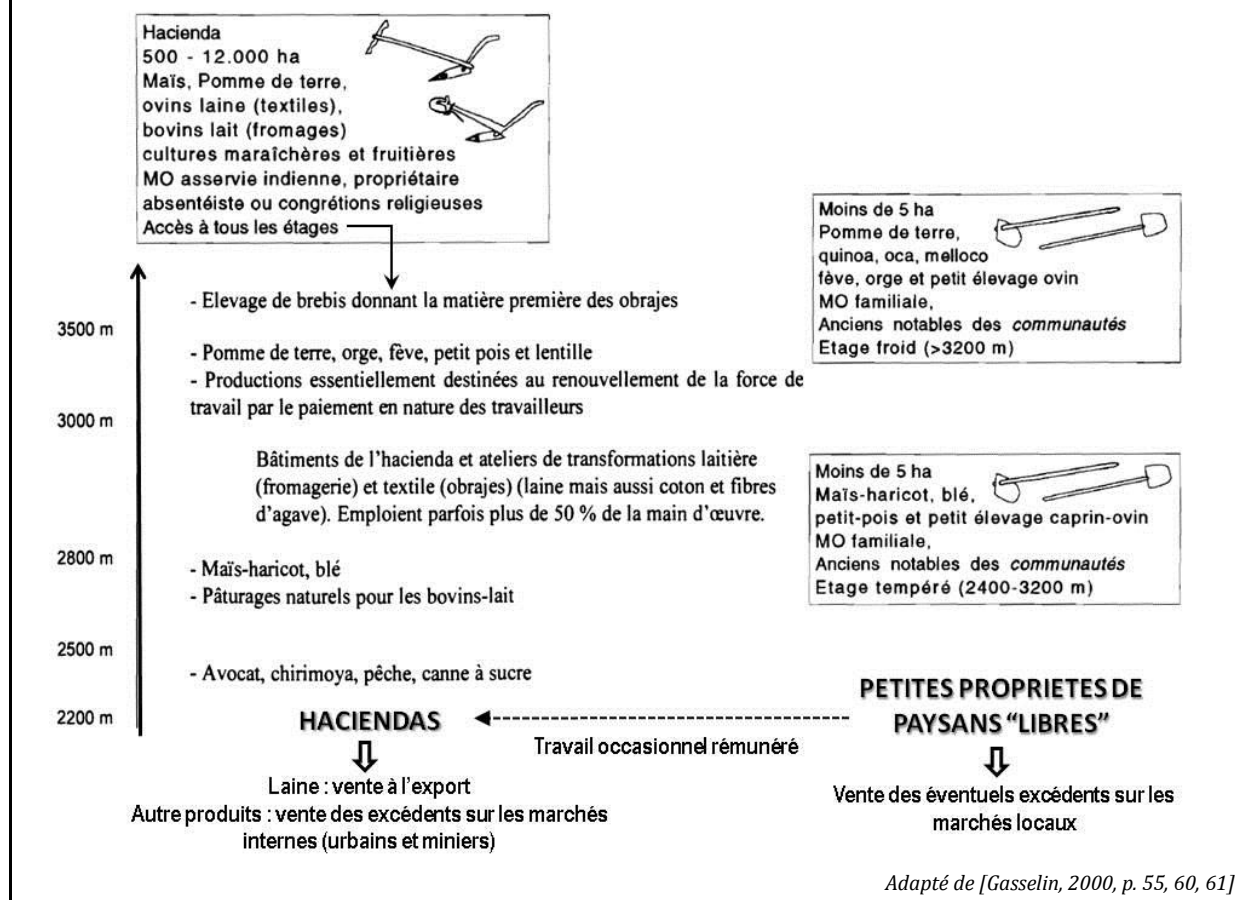
³⁰ Pour une description de ces différents rapports socio-économiques de semi-servitude qui ont permis la consolidation du système d'hacienda, et plus généralement des différentes formes de travail forcé auxquelles étaient soumises les populations indigènes pendant la période de la colonisation puis après les indépendances, se référer à l'article détaillé de [Mejia Fernandez, 1952].

Encadré 1 - L'émergence de nouveaux rapports socio-économiques au XVII^e siècle à l'origine d'un renforcement du système de l'hacienda : l'exemple du *concertaje* en Équateur.

Dans l'actuel Équateur, le *concertaje* est né de la volonté des grands propriétaires terriens qui souhaitaient s'assurer l'apport d'une main-d'œuvre stable, ce qui n'était pas possible par la *mita*, mode d'exploitation centralisé par l'État. Littéralement, le *concertaje* correspond à une allocation de travail sur la base d'un contrat. Dans la pratique il s'agissait d'obliger les Indiens (les *conciertos*) à travailler de manière permanente pour l'hacienda pour rembourser une dette originelle héréditaire. Le contrat stipulait parfois l'occupation par l'Indien d'un petit lopin de terre de l'hacienda (dénommé *huasipungo*) pour répondre aux besoins de subsistance de sa famille [Moreno & Oberem, 1981]. La monétarisation croissante du tribut, qui endetta de plus en plus d'Indiens, contribua au « succès » du *concertaje*, qui devenait un moyen d'éviter la détérioration des conditions de vie de ces derniers. Dépossédés de leurs terres et éloignés de leur terroir du fait de la politique des *reducciones*, les Indiens voyaient en effet, dans l'intégration à une hacienda, une possibilité de retour à la campagne et d'accès aux ressources, notamment foncières. Paradoxalement, l'hacienda et ses rapports patriarcaux et semi-serviles devenaient ainsi une sorte de refuge pour les paysanneries indiennes [Chonchol, 1994]. Néanmoins, certaines familles paysannes, pour la plupart d'anciens chefs de communautés qui avaient suffisamment accumulé pour pouvoir résister à l'accaparement des ressources par les haciendas, ou qui ont vendu des terres communautaires à leur seul profit, avaient réussi à conserver leurs terres. Ceux-là parvenaient à ne vendre leur force de travail que de manière temporaire, si bien que de petites exploitations paysannes coexistaient avec les grands domaines fonciers [Gasselin, 2000] & Figure 8.

Cette période d'émergence des grands domaines est qualifiée par Chonchol [1994] de période du « *latifundio ancien* » qui fait suite à la période précédente de « *pré-latifundio* ». On voit clairement apparaître de manière différenciée trois grands secteurs économiques : le secteur minier, le secteur agricole et le secteur commercial. L'*encomienda* cesse progressivement d'être le principal fournisseur de produits agricoles et industriels pour les secteurs minier et urbain, laissant sa place à l'hacienda qui occupe une place de plus en plus prépondérante dans l'économie andine. Les haciendas deviennent ainsi des unités de production agricoles occupant d'immenses surfaces de terre (par exemple, de 500 à 12 000 ha dans la région de Quito [Gasselin, 2000]) permettant ainsi un accès aux différents étages écologiques (Figure 8) même si la complémentarité écologique fut souvent rompue par les *hacendados* installés dans les vallées chaudes qui désarticulèrent ces dernières des terres d'altitude [Ramón, 2001]. L'hacienda, système d'élevage et de culture attelée légère dont une partie des productions de l'étage froid sont destinées au renouvellement de la force de travail par le paiement en nature de travailleurs, produit désormais de plus en plus pour les marchés urbains et miniers, consolidant l'orientation de l'économie coloniale vers un système marchand dans lequel le nombre de commerçants va croissant [Gasselin, 2000].

Figure 8 - Systèmes de production et organisation de l'espace agricole au XVII^e siècle dans la sierra septentrionale de l'actuel Équateur



2.4. *La transition vers les indépendances : entrée dans l'ère des exportations agricoles et prise de pouvoir des grands propriétaires terriens*

Le XVIII^e siècle marque le tournant de l'économie coloniale vers l'ère des exportations agricoles, sous l'influence de plusieurs facteurs : déclin de la production minière, dès le début du siècle dans le sud de l'Équateur [Cliche, 1995] et à la fin du siècle au Pérou [Allier, 2011] ; modernisation de la politique économique espagnole, qui ne perçoit plus les colonies uniquement comme des sources de métaux précieux mais aussi comme des pourvoyeuses de matières premières ; ouverture des colonies au commerce international sous la pression exercée par les puissances européennes sur l'Espagne. C'est dans ce contexte que surgit progressivement l'agriculture commerciale d'exportation dans différentes régions. En Bolivie par exemple, la région de Cochabamba³¹ se spécialise dans la production de céréales et en devient un grand exportateur [Chonchol, 1994]. En Équateur, sur les basses terres de la Costa, on assiste au développement des cultures de canne à sucre et de tabac. C'est l'exportation du cacao qui s'imposera ensuite dès le milieu du XVIII^e siècle [Cliche, 1995]. Au Pérou en revanche, les exportations de matières premières agricoles ne se développeront qu'à partir du XIX^e siècle, date

³¹ Voir annexe 1 pour la localisation.

jusqu'à laquelle l'agriculture commerciale des régions côtières continuera de n'être stimulée que par la demande intérieure [Allier, 2011].

Le développement de l'agriculture commerciale d'exportation, qui se traduit par une expansion des centres urbains, crée de nouveaux débouchés pour la production agro-pastorale des haciendas des hautes terres, qui nécessitent alors de plus en plus de main-d'œuvre. C'est ainsi qu'en Équateur, le *concertaje* prend de l'ampleur pour devenir, à la fin de la Colonie, la forme dominante d'exploitation de la force de travail³², faisant des haciendas des forces économiques, mais aussi politiques, de premier ordre [Cliche, 1995]. Progressivement, les propriétaires terriens aspiraient à devenir la classe dominante et leurs intérêts divergeaient de plus en plus avec ceux de la Métropole. Du point de vue économique, les grands propriétaires voulaient étendre le *concertaje* afin d'avoir une main d'œuvre stable attachée à l'hacienda, tandis que le pouvoir espagnol cherchait à renforcer la *mita*. Or, la *mita*, forme rotative et périodique de prestation de travail, occupait la main d'œuvre indigène hors des haciendas. Les tentatives de l'État colonial pour sauver la *mita* se heurtèrent donc aux soulèvements de la population indigène et à l'opposition vigoureuse des *hacendados*. Mais l'hacienda était bien plus qu'une forme de production. En effet, sur le plan politique, elle représentait une véritable instance décentralisée du pouvoir, une sorte d'État local exerçant sa domination sur les travailleurs attachés à l'hacienda avec un mélange de violence et de paternalisme. L'hacienda entrait ainsi doublement en contradiction avec les intérêts centralisateurs, à la fois économiques (*mita*, abolie en 1812) et politiques, du pouvoir colonial. On ne sera donc pas surpris que la classe des grands propriétaires terriens de la *sierra*, aux côtés de l'oligarchie foncière agro-exportatrice et des autres membres de l'aristocratie créole, ait été favorable à l'indépendance. Emportée par le courant libéral du XVIII^e siècle, dans le sillage de la révolte des treize colonies anglo-saxonnes et avec le soutien de la monarchie anglaise³³, elle se souleva contre sa métropole dans un grand mouvement d'émancipation. L'indépendance du Pérou est déclarée en 1821, celle de l'Équateur en 1822 et celle de la Bolivie (« Haut-Pérou » qui se sépara du « Bas-Pérou ») en 1825.

Pour terminer sur l'époque de la Colonie, soulignons que la dichotomie Espagnol-Indien s'atténuait progressivement au cours des siècles du fait d'un important métissage biologique et culturel [Chonchol, 1994 ; Cliche, 1995]. Ainsi, les grands propriétaires terriens du XVIII^e siècle sont souvent les descendants de colons espagnols métissés avec la population indigène. Et comme, en outre, les intérêts des *hacendados* différaient de plus en plus de ceux de la métropole et que ceux-ci s'identifiaient de plus en plus avec la Colonie plutôt qu'avec la mère-patrie espagnole, dans les campagnes le rapport social antagonique entre les Espagnol-conquérants et les Indiens-conquis est peu à peu remplacé par celui entre Métis-*hacendado*-patron et Indiens-paysans-*peones*³⁴. Ajoutons également que, désormais, les paysans ne sont plus tous des Indiens.

³² A titre d'illustration, nous pouvons citer les chiffres rappelés par Vaillant [2013] dans la haute vallée du Cañar. Dans cette petite région de la sierra Sud de l'Équateur, plus de la moitié des Indiens étaient cantonnés dans les haciendas en tant que *conciertos* à la fin du XVIII^e siècle.

³³ A l'époque, l'Angleterre représentait le principal débouché des produits coloniaux, si bien que de nombreux grands propriétaires souhaitaient pouvoir y commercialiser leurs productions directement [Dufumier, 2004].

³⁴ Ouvriers agricoles

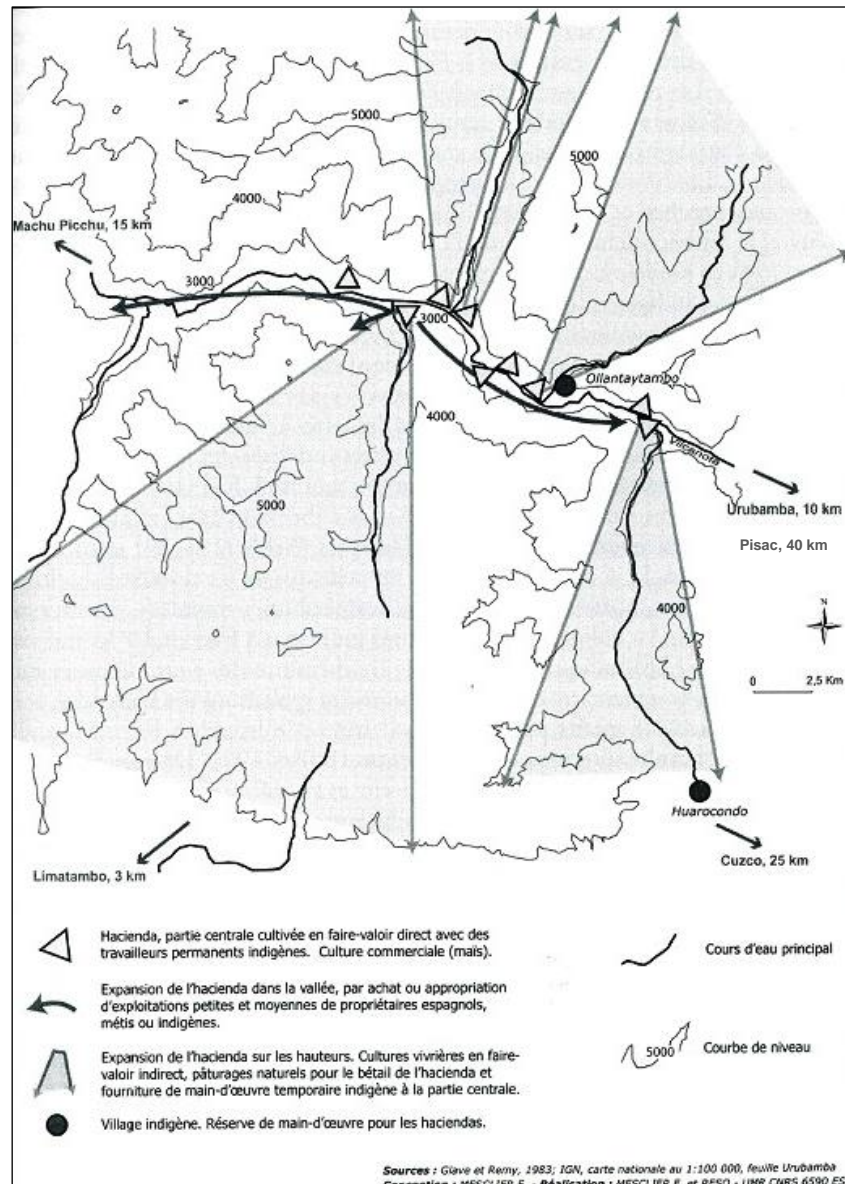
Au XVIII^e siècle, des métis et même des créoles³⁵ se répandent dans les campagnes, à la recherche de moyens de subsistance que ne leur procurent pas les villes, et s'établissent dans les communautés indiennes, même si l'exploitation du finage était réservée seulement aux Indiens, ce qui accentuera le métissage à la fois biologique et culturel [Chiva *et al.*, 1981 ; Dollfus, 1981]. Soulignons enfin qu'inversement, certains Indiens (*forasteros*) quittent la campagne, pour la ville ou pour d'autres régions, afin d'échapper au tribut et/ou dans l'espoir d'une ascension sociale – notamment en exerçant un métier prisé par les espagnols (artisanat) – ce qui les éloigne géographiquement et socialement des liens communautaires et de leur statut et activité de paysan [Chiva *et al.*, 1981]. Un certain nombre d'entre eux toutefois, même établis ailleurs, continuent de verser le tribut au *cacique* afin de conserver un droit d'usage sur les ressources de leur communauté d'origine et maintenaient ainsi les liens communautaires [Vaillant, 2013]. En définitive, aux côtés de ces Indiens migrants (*forasteros*, artisans mais aussi domestiques (*yanaconas*) au service des Espagnols ou des créoles) qui conservent plus ou moins de liens avec leur communauté d'origine, la paysannerie, très majoritairement indienne mais en partie métissée, se scindait en deux grands ensembles. Le premier est constitué de ceux qui sont en train de passer progressivement sous la coupe directe des grands propriétaires fonciers, situation qui se renforcera de manière très importante après les indépendances. Le second correspond aux paysans restés dans les communautés dites « libres », mais qui ne le sont pas tout à fait, la majorité de leurs membres devant fournir des journées de travail à l'hacienda, et y étant par conséquent indirectement rattachés³⁶. Néanmoins, si à cette époque la grande majorité des masses paysannes des Andes se répartissait effectivement entre les grands domaines et les communautés [Favre, 1981], dans certaines régions des Andes il existait de petites et moyennes propriétés d'origines diverses qui s'étaient progressivement développées dans les espaces laissés vacants par les haciendas, en particulier là où la population indigène était moins nombreuse [Mesclier, 2006].

En résumé, à la fin de l'époque coloniale, l'essentiel de la « masse » paysanne était plus ou moins liée aux haciendas des hautes terres. Au cours de l'histoire coloniale, celles-ci se sont transformées progressivement en des *latifundios*. Ceux-ci appartenaient à des propriétaires terriens animés de motivations économiques et d'un désir de pouvoir et de prestige, et étaient exploités avec l'aide d'un petit capital par une main d'œuvre paysanne subordonnée, et dont la production est destinée au marché local et national. C'est à partir du milieu du XVIII^e siècle qu'émergera ainsi le *latifundio* traditionnel, à la suite du *latifundio* ancien des XVII^e et XVIII^e siècles, et qui règnera jusqu'aux réformes agraires. Pour conclure, la [Figure 9](#) présente un exemple d'organisation spatiale d'une hacienda de l'époque coloniale dans la « vallée sacrée des Incas », au Pérou.

³⁵ Les créoles (*criollos*) sont nés sur le sol latino-américain de parents espagnols (ou européens), ou bien sont simplement descendants d'espagnols ou d'européens.

³⁶ Vaillant [2013] préfère d'ailleurs parler de communautés « interstice » plutôt que de communauté « libre ».

Figure 9 - L'organisation spatiale des haciendas dans la "Vallée sacrée des Incas" à l'époque coloniale



Source : [Meslier, 2006 p.147]



La « Vallée sacrée des Incas » près d'Urubamba »



La « Vallée sacrée des Incas », depuis les ruines incas de Pisac

3. LES PAYSANNERIES DANS LES JEUNES RÉPUBLIQUES ANDINES (DÉBUT DU XIX^E - MILIEU DU XX^E) : LA DUALITÉ SOCIO-SPATIALE AGRAIRE À SON APOGÉE

3.1. *Une spécialisation agro-exportatrice en lien avec une dépendance croissante vis-à-vis des pays industriels*

Le virage agro-exportateur de l'Amérique latine, amorcé au XVIII^e siècle, va s'accroître après les indépendances. Les jeunes républiques andines doivent faire face à une reconstruction de leur économie et à la réhabilitation de leurs plantations ayant souffert de la guerre. Pour cela, l'oligarchie foncière est contrainte de recourir à des emprunts de capitaux auprès des pays européens, en particulier de l'Angleterre. Par ailleurs, les pays andins importent de plus en plus de produits manufacturés à bas prix en provenance de ces mêmes pays européens qui ont déjà largement amorcé leur révolution industrielle. L'artisanat local en est fortement affecté et tout processus d'industrialisation endogène se verra fortement compromis. Aussi, la spécialisation agro-exportatrice de l'Amérique andine se renforce tout au long du XIX^e siècle, et en même temps sa dépendance à l'égard de l'Europe. Le développement économique des pays andins se retrouvera donc largement conditionnés par les crises cycliques du capitalisme des pays industriels et les fluctuations qui en ont résulté sur la demande étrangère en produits agricoles (sucre, coton, cacao, café, tabac, cuir etc.) mais aussi miniers [Dufumier, 2004]. L'émergence de grands complexes agro-exportateurs localisés principalement dans les régions de la Costa iront ainsi de pair, au XIX^e siècle mais ensuite également au XX^e siècle, avec le schéma classique caractérisant la plupart des pays agro-exportateurs : une alternance de « booms » sur certains produits et de longues périodes de reflux conduisant à de laborieux ajustements des systèmes de production [Fauroux, 1980]. Dans le cas du Pérou par exemple, à l'époque coloniale, il existait des haciendas sucrières, exploitées par une main-d'œuvre d'esclaves, autour desquelles subsistaient des communautés paysannes, mais les guerres d'indépendance privèrent ces haciendas de leur main-d'œuvre et du marché chilien. La prospérité de la Costa péruvienne ne reviendra qu'avec le boom de l'exportation de guano (1840-1880), suivi des booms de l'exportation de coton et de sucre, appuyée par des capitaux étrangers et par les banques liméniennes [Chonchol, 1994]. En Équateur, c'est au XIX^e siècle que les terres chaudes de la Costa connurent la première vague de colonisation agricole de grande ampleur, avec le développement de la production cacaoyère. Celle-ci bénéficia durant la période 1830-1920 d'une conjoncture favorable, marquée par un accroissement régulier du marché mondial du cacao et le développement de la navigation fluviale à vapeur, permettant de relier les grandes zones productrices tournées vers le marché international à Guayaquil. Cette place commerciale et financière deviendra le centre nerveux du système agro-exportateur, la première cité du pays, et le premier port exportateur de cacao du monde à la charnière des XIX^e et XX^e siècles [Deler, 1981]. Que ce soit au Pérou, dans le cas des plantations de canne à sucre, ou en Équateur dans le cas des plantations de cacao, le développement des cultures d'agro-exportation s'accompagna d'une très forte concentration de la propriété, certains entrepreneurs agricoles pouvant être à la tête de plusieurs dizaines de milliers d'hectares.

Mais la problématique de ces grands domaines demeurait la disponibilité en main d'œuvre. Ainsi, à partir du XIX^e siècle, les intérêts des entrepreneurs agricoles des régions côtières, à la recherche d'une main d'œuvre permanente et bon marché, s'opposèrent à ceux des latifundistes

de la *sierra*, détenteurs des réservoirs de main d'œuvre paysanne [Favre, 1981]. Ainsi, s'il arrivait aux paysans indigènes de la *sierra* de venir travailler dans les plantations de la Costa, ils le faisaient uniquement pour deux ou trois mois avant de retourner dans leurs communautés, ou dans les haciendas, dès qu'arrivait l'époque des récoltes. Au XIX^e siècle, il n'était donc pas aisé pour les grands domaines côtiers d'attirer la main d'œuvre indigène *serrana*³⁷. En effet, d'une part les paysans ne souhaitaient pas abandonner leurs terres, et d'autre part, et surtout, les *hacendados* des *sierras* monopolisaient le marché du travail en contrôlant l'essentiel de la main d'œuvre indigène. Ils retenaient celle-ci sur les haciendas grâce à la mise en œuvre d'un enchevêtrement de rapports sociaux-économiques mêlant asservissement précapitaliste et paternalisme autoritaire.

3.2. Le règne du latifundio traditionnel

3.2.1. Le XIX^e et la première moitié du XX^e siècle, « siècles noirs » pour les paysanneries andines

De nombreux auteurs, à l'instar de Dollfus [1981] pour les Andes centrales, de Chonchol [1994] qui décrit notamment le cas particulier de la Bolivie, ou encore de Vaillant [2013] pour l'Équateur, s'accordent sur le fait que le XIX^e, dans les premières décennies duquel s'effondra l'empire Espagnol et se formèrent les nouvelles républiques andines, fut un « siècle noir » pour les paysanneries andines, et l'on peut même considérer que la situation des paysans ne s'arrangera guère jusqu'aux réformes agraires de la seconde moitié du XX^e siècle. Rappelons en premier lieu que de nombreux paysans furent tués durant les guerres d'indépendances, ce qui reconduisit au XIX^e la préoccupation majeure qui avait été celle des *hacendados*, durant toute la période coloniale, à savoir le contrôle de la force de travail [Dufumier, 2004]. Par ailleurs, c'est au XIX^e siècle que s'accélérent très fortement les mécanismes de dépossession des communautés de leurs terres et de leurs droits traditionnels (notamment sur la ressource en eau). Ainsi, les bourgeoisies créoles et métisses au pouvoir, au nom du libéralisme et de l'individualisme, supprimèrent le statut d'Indien et la possession collective des terres (décrets de Bolivar en 1824 et 1825), ce qui ouvrit la voie à la privatisation du finage des communautés³⁸. Les oligarchies foncières, en tirant profit des absences répétées des Indiens et de leur position dominante dans les rapports de pouvoir, s'empressèrent de s'approprier par voie de fait, et avec la complicité des autorités, les terres de parcours et les champs laissés en friche par les communautés [Dollfus,

³⁷ Au Pérou, les grands domaines agro-exportateurs eurent recours à une main d'œuvre asiatique, chinoise, puis japonaise [Chonchol, 1994]. En Équateur, ils bénéficièrent d'une main d'œuvre esclave jusque dans les années 1850 (l'esclavage ne fut aboli qu'en 1951 en Équateur, alors qu'il le fut en 1821 au Pérou et 1826 en Bolivie). Ils bénéficièrent également d'un important courant migratoire en provenance de la *sierra*, touchée par une dépression généralisée aux causes multiples (fermeture des ateliers textiles (*obrajes*) du fait de la réorientation de la politique commerciale coloniale à la fin du XVIII^e siècle, multiplication des catastrophes naturelles et des conditions climatiques défavorables, soulèvements indigènes liés à la crise et à l'extension de la grande propriété, troubles militaires pendant la guerre puis pendant les premières décennies de la République). Ce mouvement migratoire de la *sierra* allait largement participer à l'important brassage ethnico-culturel qui, dans le contexte de l'expansion cacaoyère, fit émerger le type social *montubio*, issu du métissage des populations indiennes et noires [Deler, 1981, p.138-140].

³⁸ Dont nous avons rappelé plus haut que l'exploitation était jusque-là réservée, du moins officiellement, aux seuls Indiens. En effet, l'élément central du Pacte colonial liant Couronne espagnole et communautés indiennes consistait à garantir l'intégrité des terres indigènes en échange du versement du tribut.

1981 ; Vaillant, 2013]. C'est un véritable assaut qui est réalisé par les Blancs et les Métis sur les terres des Indiens, si bien qu'entre 1860 et 1915, dans certaines régions, la surface des haciendas se verra multipliée par près de cent fois [Saignes & Morlon, 1992, p. 150]. À partir du XIX^e siècle et jusqu'au début des années 1960, la propriété foncière, qui pouvait couvrir une superficie de quelques centaines à plusieurs milliers d'hectares, se concentrera ainsi en très peu de mains. Ainsi, en analysant les chiffres du recensement agricole équatorien de 1954 présentés par Bretón [2008, p. 592], on met en évidence que les unités de plus de 100 hectares, qui ne représentaient que 2,1% des exploitations, contrôlaient 64,4% de la surface agricole, tandis qu'à l'autre extrême, les 73,11% des unités de moins de 5 hectares ne couvraient que 7,20% de la surface agricole³⁹. Au Pérou, les chiffres du premier recensement national agricole de 1961 révèlent que les unités de plus de 100 hectares représentent 84,3% de la surface pour 1,3% des exploitations⁴⁰, tandis que les exploitations de moins de 5 hectares couvrent 5,7% de la surface, tout en représentant 83,1% des unités [Eguren, 2014]. Dans le cas de la Bolivie, avant la réforme agraire de 1953, 82% des terres cultivables du pays étaient aux mains de 82% des exploitants et 615 haciendas occupaient 50% des terres [Cortes, 2000]. En réalité, la concentration de la propriété foncière était encore plus importante que ne le suggèrent ces chiffres, dans la mesure où les grands propriétaires possédaient souvent plusieurs exploitations [Chonchol, 1994]. Enfin, si les Indépendances ont été suivies de l'abolition du tribut, celui-ci sera remplacé par d'autres taxes exigées à la seule société indienne, les paysans continuant à alimenter les caisses, qui plus est encore mal pourvues, des nouveaux États. C'est ainsi que, étouffée par les impôts et dépossédée d'une partie, voire de la totalité de leurs communaux ainsi que de leurs possibilités et droits d'accès aux ressources (eau, bois de chauffage etc.), la très grande majorité des paysans indigènes se virent contraints de recourir de plus en plus aux rapports de domination les liant à l'hacienda. Le dualisme agraire, que l'on retrouve à la fois dans l'organisation de l'espace, comme nous venons de le voir, et dans les rapports sociaux entre les quelques grands propriétaires terriens surtout métis, et la masse paysanne essentiellement indienne et travaillant pour les premiers, sera ainsi à son apogée au XIX^e siècle et dans les premières décennies du XX^e.

3.2.2. Les paysanneries sous le joug de l'hacienda précapitaliste au XIX^e et jusqu'aux réformes agraires du XX^e siècle

3.2.2.1. Un contrôle des travailleurs entre féodalisme et capitalisme

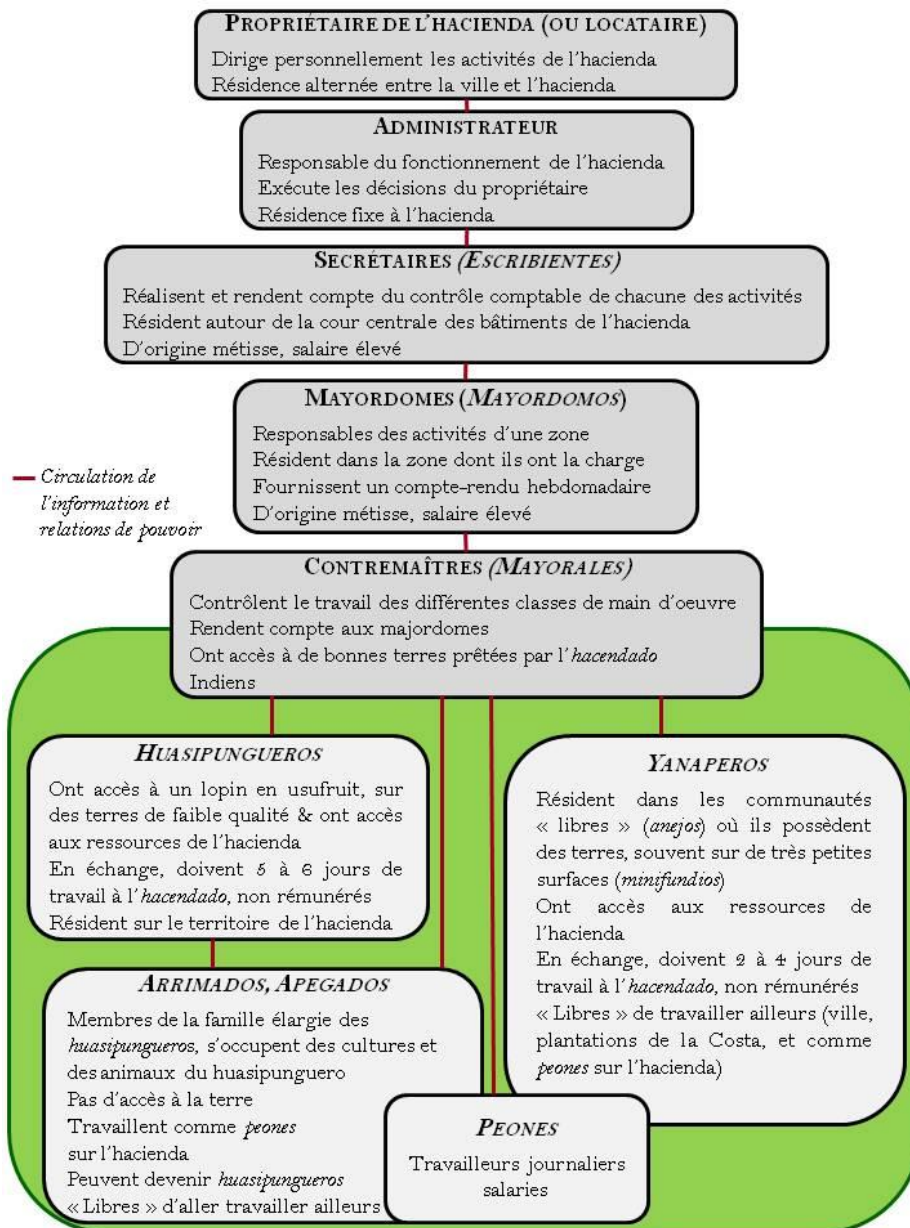
Rappelons que le terme d'hacienda, qui désigne la grande propriété agricole de l'Amérique latine, recouvre en réalité une infinie diversité de situations en fonction des pays et des régions, de leur superficie, de leur niveau d'équipement, de leurs productions et de leur spécialisation, de leur plus ou moins grande intégration au marché, des modes de tenure foncière, de la stratification sociale et des rapports sociaux ayant cours à l'intérieur de l'hacienda, et même du

³⁹ Barsky [1984, p. 43] a réalisé une extraction des chiffres du recensement agricole de 1954 pour la seule Sierra équatorienne. Dans cette région, les unités de plus de 100 hectares, qui représentaient 1,2% des exploitations, contrôlaient 64,3% de la superficie agricole, tandis que les unités de moins de 5 hectares, qui représentaient 81,7% des exploitations, ne couvraient que 11,4% de la surface.

⁴⁰ Ajoutons que les unités de plus de 2500 hectares à elles seules, tout en ne représentant que 0,1% des exploitations, couvraient 61% de la surface agricole.

vocabulaire employé et du sens donné à chaque élément constitutif de l'hacienda. Dans tous les cas on retiendra les grands traits communs qui suivent. En premier lieu, les grandes haciendas sont très rarement exploitées directement par leurs propriétaires, qui habitent généralement en ville et mènent fréquemment d'autres activités dans le commerce, l'immobilier, les professions libérales etc. La terre confère aux *hacendados* un important prestige et pouvoir social [Cliche, 1995 ; Dufumier, 2004], faisant de ces derniers les membres d'une aristocratie et d'une oligarchie foncière. Les propriétaires confient la gestion de l'hacienda à des salariés métis pour le haut de la hiérarchie de cet appareil de direction (administrateur, secrétaire, majordome) et souvent indiens pour le bas de la hiérarchie (contremaîtres) [Gasselin, 2000] (Figure 10).

Figure 10 - Organisation hiérarchique d'une hacienda dans la Sierra équatorienne



Réalisation : Claire Heinish, d'après Gasselin [2000]. Sources : [Decorde & Aguilar Huaña, 2006 ; Gasselin, 2000 ; Guerrero, 1976]

En deuxième lieu, les grands domaines lièrent des liens extrêmement étroits avec la population indigène locale qui travaillait dans l'hacienda, selon divers contrats et sous divers statuts [Dufumier, 2004 ; Guerrero, 1976 ; Mesclier, 2006] (Figure 10). Une partie de cette population (*huasipungeros*, en Équateur, *colonos* en Bolivie, *yanaconas* et *arrendires* au Pérou), englobée dans l'hacienda, et qui représentait l'essentiel de sa main-d'œuvre, était soumise à des prestations de travail non rémunérées. En échange, elle bénéficiait d'une part de l'usufruit d'un petit lopin de terre pour l'autoconsommation, situé généralement sur les plus mauvaises terres de l'hacienda (en pente, non irrigués), et d'autre part de l'accès aux ressources de l'hacienda (bois de chauffage, eau, pâturages naturels, et même droit de passage sur les terres de l'hacienda). Les gérants de l'hacienda accordaient parfois un salaire à ces travailleurs corvéables, mais uniquement à titre de rétribution complémentaire lors des travaux les plus durs. Cet argent est dépensé dans des boutiques détenues par les propres *hacendados*, qui leur permettent ainsi d'endetter leurs travailleurs et de les contraindre de travailler souvent toute leur vie pour l'hacienda. Toutefois, le principal mécanisme d'endettement des travailleurs de l'hacienda est un mécanisme non marchand. Il est le résultat du « secours » que le patron accorde au travailleur en difficulté (maladie, mauvaise récolte, funérailles, etc.). L'aide donnée par le patron peut être octroyée en nature (souvent) ou en argent. Cette aide est constitutive d'un rapport de paternalisme. Le patron est « bienveillant » (de même qu'il est « juste » lorsqu'il arbitre des conflits conjugaux). Il n'est donc pas qu'une autorité sur ces travailleurs, il les protège également. Ainsi, le travailleur contracte une dette qui est comptabilisée dans les livres de comptes de l'hacienda, et qui oblige non seulement le travailleur mais aussi sa descendance. On naît endetté, et ainsi attaché à l'hacienda⁴¹. Tous les auteurs s'accordent pour qualifier ce rapport social précapitaliste de « semi-servage ». Une autre partie de cette population, résidant dans les communautés indigènes dites « libres », encerclées par les haciendas et pour lesquelles elles constituaient un abondant réservoir de main d'œuvre, devait fournir des journées de travail à l'hacienda en échange d'un droit d'accès aux ressources de celle-ci. Outre ces travailleurs liés à l'hacienda par des contrats de travail gratuit, d'autres étaient liés à l'hacienda par des contrats se rapprochant plus du métayage et du fermage, tandis que d'autres, les *peones*⁴², étaient des travailleurs journaliers salariés, ayant souvent des relations de parenté avec les travailleurs « semi-serviles » de l'hacienda.

En troisième lieu, soulignons que les *hacendados*, via l'accès à la terre, contrôlaient non seulement la force de travail, mais aussi une grande partie de l'existence même des travailleurs attachés à l'hacienda, selon un régime mêlant autoritarisme et paternalisme. Ils appliquaient eux-mêmes la justice à l'intérieur de leur domaine – parfois au moyen de châtiments physiques et certaines haciendas disposaient même de prisons – et contrôlaient les mœurs et les déplacements de leurs travailleurs ainsi que leurs croyances et pratiques religieuses [Mesclier, 2006]. Outre la spoliation des terres et l'instauration de liens de semi-servage, ils exerçaient sur les travailleurs attachés à l'hacienda une domination doublée de répression politique et

⁴¹ Pierre Gasselien, communication personnelle.

⁴² Le terme *peón* désigne, encore aujourd'hui, un journalier agricole salarié, mais il était également parfois utilisé pour regrouper, sous un même terme, l'ensemble des travailleurs de l'hacienda, pour les distinguer de l'appareil de direction de celle-ci.

administrative, policière et militaire, religieuse et idéologique, souvent avec la complicité des autorités locales (administratives et religieuses)⁴³. C'est *via* ce paternalisme autoritaire et souvent répressif que l'*hacendado* garantissait aux paysans liés à l'hacienda un minimum de sécurité et de stabilité, pour autant que ceux-ci se soumettent à ce système de domination.

Enfin, soulignons que, malgré la présence de rémunérations des travailleurs sous forme monétaire, l'hacienda fondée sur le *huasipungaje*, le *yanaconaje* ou le *colonato* était foncièrement précapitaliste au chapitre de la production immédiate, mais dans la sphère des échanges, en revanche, la situation était distincte [Chonchol, 1994 ; Cliche, 1995]. En effet, les produits de l'hacienda étaient vendus sur le marché, permettant ainsi la réalisation de la rente foncière en argent. Cet argent pouvait être réinvesti dans l'agriculture mais il était également souvent réinvesti dans d'autres activités, les grands propriétaires ayant également des intérêts dans les banques, l'industrie et le commerce. La vente des produits de l'hacienda permettait de fournir de la nourriture aux villes à un moindre coût, dans la mesure où le grand propriétaire terrien pouvait vendre ses produits à un prix inférieur à ce qu'auraient été ses coûts de production s'il avait dû recourir à sa main d'œuvre sur le marché. Ainsi, les haciendas avaient donc également une activité de négoce et contrôlaient ainsi autant la commercialisation que la production. Pour cela, elles recouraient aussi au service d'Indiens : main-d'œuvre attachée à l'hacienda soumise à la corvée de transport, ou bien Indiens muletiers des communautés « libres ». Mais le développement du commerce de produits agricoles attira aussi des négociants qui commercialisaient également une part de la production locale, non seulement celle des haciendas mais aussi celles de paysans [Vaillant, 2013]. Finalement, les *hacendados* avaient un double visage, à la fois précapitaliste et capitaliste, la rente extorquée aux paysans indiens dans le cadre des rapports précapitalistes leur permettant de s'affirmer en tant que capitalistes et de se situer à côté des classes sociales bourgeoises [Guerrero, 1976].

L'**Encadré 2** présente le fonctionnement des relations sociales et de production des haciendas tel qu'il domina au XIX^e siècle et persista jusqu'aux réformes agraires⁴⁴. Nous avons vu que ce fonctionnement reposait sur une division très hiérarchisée du travail, des droits et des devoirs entre l'administrateur à qui le propriétaire absentéiste délègue la gestion de l'hacienda, l'équipe de contremaîtres, et la main d'œuvre paysanne. Il existait en outre une hiérarchie au sein même de la main d'œuvre paysanne, entre ceux qui avaient accès à la terre et les autres. Ce fonctionnement contribuait ainsi à une relative stabilité du système à [Gasselin, 2006]. En effet, les contremaîtres et les *huasipungueros* ou les *colonos* (**Encadré 2**) trouvaient, dans les rapports

⁴³ Gasselin [2000, p. 58] cite ainsi Haubert qui souligne la violence et le caractère non-économique des moyens de domination des grands propriétaires sur les travailleurs attachés à l'hacienda : « [...] spoliation des terres, liens personnels de semi-servage et différentes formes de répression (répression politique et administrative organisée par les autorités locales, répression policière ou militaire organisée directement par les propriétaires ou plus indirectement par les forces armées, répression religieuse organisée par l'Église catholique et plus généralement répression idéologique par la proclamation de l'infériorité en quelque sorte naturelle des Indiens) ».

⁴⁴ Les paysans andins les plus âgés peuvent ainsi donner un témoignage direct de ce fonctionnement, à l'instar des paysans indigènes et métis que nous avons rencontrés dans la province de Chimborazo, en Équateur. Les témoignages et la situation actuelle des paysans sont très variés en fonction de la position qu'ils occupaient dans l'hacienda (paysan métis ancien contremaître, ou bien paysan indigène ancien travailleur servile).

inéquitables avec les groupes de travailleurs sans terre qu'ils dominaient, une contrepartie à leur asservissement au propriétaire de l'hacienda.

Encadré 2 - Fonctionnement des relations sociales et de production des haciendas du XIX^e siècle aux réformes agraires : le cas de la sierra équatorienne et de l'Altiplano nord-bolivien

En Équateur, au XIX^e siècle, le *concertaje* (Encadré 1) se généralisa dans l'ensemble des haciendas. Il permit de renforcer une nouvelle forme de servitude indépendante et même résistante au contrôle des appareils l'État, et de renforcer ainsi les bases d'un pouvoir politique local détenu par la classe des grands propriétaires terriens [Barsky, 1984]. Ce pouvoir sera également considérablement renforcé par la confiscation, par l'État, des terres de l'Église et leur location aux grands propriétaires en 1908 pour financer l'Assistance Publique⁴⁵. Après la suppression du *concertaje* en 1918, le *huasipungo*, même s'il était déjà devenu quasiment systématique dans tous les contrats de *concertaje*, devint l'axe central du système de production et de relations sociales de l'hacienda de la sierra équatorienne. Composé de *huasi* (maison) et de *pungo* (porte) le *huasipungo* désignait le petit lopin de terre, attenant à la maison du *huasipunguero* (ancien *concierto*), et concédé en usufruit par un propriétaire foncier en échange de journées de travail. Les *huasipungueros* et leur famille représentaient, avec un grand nombre de paysans des communautés « libres » (les *yanaperos*), le premier grand groupe de rapports sociaux de production identifié par [Guerrero, 1976]. Celui-ci était formé par l'immense masse des travailleurs tenus de fournir des journées de travail à l'hacienda (au moins cinq jours par semaine pour les *huasipungueros* et deux pour les *yanaperos*), sans contrepartie en argent ou en nature, mais en échange de certains droits : droit d'accès aux ressources de l'hacienda (bois, eau, pâturage), usufruit d'un lopin de terre pour les *huasipungueros*, droit de passage sur le territoire de l'hacienda pour les *yanaperos*. Le second groupe réunissait les variantes locales de métayers (*partidarios*) et de fermiers (*arrendatarios*), vivant généralement à l'extérieur de l'hacienda, et souvent tenus également de fournir des journées de travail. Le troisième groupe, enfin, était composé des travailleurs salariés. Les premiers, qui étaient payés au mois et recevaient parfois en jouissance terres et pâturages, composaient « l'appareil de direction de l'hacienda » (Figure 10), structure *via* laquelle s'exerçait non seulement la direction et l'organisation économique du processus productif, mais aussi la domination idéologique et politique des paysans indiens. Les seconds étaient les *peones* libres, payés à la journée et dépourvus d'accès à la terre⁴⁶, souvent constitués en majorité des membres de la famille élargie du *huasipunguero*. Il convient ici de souligner que le *huasipungo* était un emmêlement aussi complexe de rapports sociaux que l'était l'hacienda. Il était en effet composé non seulement de la famille nucléaire du *huasipunguero*, mais aussi des proches unis par des liens de parentés réels ou fictifs, soit qui étaient en attente de leur propre *huasipungo*, soit qui s'étaient vus refuser la concession d'un *huasipungo* par le propriétaire. Ces *arrimados*, *allegados* et *apegados* formaient ainsi la famille élargie du *huasipunguero*, à qui celui-ci confiait l'exploitation du *huasipungo*, faute de temps pour l'exploiter lui-même, du fait du nombre de journées de travail

⁴⁵ En 1908 le gouvernement libéral équatorien d'Eloy Alfaro confisqua les terres des congrégations religieuses, non pas pour les redistribuer aux paysans, mais pour les louer à de grands propriétaires terriens pour financer l'Assistance Publique. L'étendue des terres confisquée était énorme (rappelons que l'Église était jusqu'à cette date le premier propriétaire terrien dans les Andes), ce qui entraîna, par le biais de la location, un renforcement considérable du pouvoir de la classe des grands propriétaires terriens [Cliche, 1995].

⁴⁶ A moins par exemple de conjuguer les statuts de *yanapero* et de *peón*. Les *yanaperos*, membres des communautés « libres », une fois dégagés des deux jours hebdomadaires de travail gratuit qu'ils doivent à l'hacienda, disposent du reste du temps pour travailler leur propre terre située sur le territoire de la communauté et/ou de s'employer comme journalier dans différentes activités agricoles, de façon ponctuelle ou saisonnière. Soulignons que si les statuts de *huasipunguero* et de *yanapero* représentaient l'essentiel de la force de travail utilisée par les haciendas, dans les plantations de la Costa c'est sous le statut du *peón libre* qu'était employé l'essentiel de la force de travail.

obligatoire qu'il devait fournir à l'hacienda.

Finalement, l'hacienda s'organisait en trois ensembles socio-spatiaux inter-reliés : (i) les terres mises en exploitation par le propriétaire, sur lesquelles il faisait travailler la main-d'œuvre attachée à l'hacienda selon différents types de contrats, et dont la production était destinée au marché, (ii) les terres concédées aux *huasipungueros* qui constituaient une série de lots éparpillés, localisés souvent sur les sols en pente et de moindre qualité, et qui étaient exploitées par les *huasipungueros* et leur famille nucléaire et élargie et dont la production était essentiellement destinée à l'autoconsommation, (iii) les pâturages d'altitude qui n'étaient pas divisés et dont les droits d'accès dépendaient du statut occupé au sein de et autour de l'hacienda. Autour de ou entremêlées avec les terres de l'hacienda se trouvaient les terres des communautés « libres » dont les membres étaient également partiellement liés aux haciendas.

En Bolivie, l'expansion des haciendas, via l'appropriation massive par les *hacendados* des terres des communautés indigènes et la soumission des paysanneries à un système de semi-servitude, ne se produisit pas avant la seconde moitié du XIX^e siècle [Chonchol, 1994]. Jusque-là, moins d'un tiers des paysans étaient *colonos* dans les haciendas, et les trois-quarts des terres cultivées l'étaient encore par les paysans des communautés indigènes. C'est suite à une disposition de 1866 que les terres des communautés indigènes furent massivement parcellisées et vendues en grande majorité aux *hacendados* traditionnels, ainsi qu'à une nouvelle génération de grands propriétaires issus d'autres activités comme la banque et le commerce, contraignant les paysans indigènes à travailler en semi-servitude sur les terres qui leur appartenaient auparavant. À la fin du XIX^e siècle, plus de deux tiers des indigènes se voient incorporés au système des haciendas, les autres demeurant dans des communautés « libres ». Dans l'**Altiplano nord-bolivien**, avant les réformes agraires, selon des enquêtes réalisées en 1945 dans le département de La Paz, les *colonos* cultivaient directement 80 à 90% des terres des haciendas, et 60% des animaux présents sur le territoire de l'hacienda leur appartenaient. Les *colonos* étaient ceux qui avaient accès aux terres de l'hacienda : lopin autour de l'habitation concédée en usufruit, terres disséminées sur le territoire de l'hacienda souvent exploitées en fermage, et terres de parcours accessibles pour le troupeau. Il existait au sein des *colonos* une hiérarchie qui déterminait la quantité de terres qu'ils recevaient, l'étendue de leurs droits sur les ressources de l'hacienda et la quantité de travail qu'ils devaient fournir au propriétaire (travaux agricoles, transformation des produits de l'hacienda, services personnels, entretien des infrastructures). En plus des *colonos*, des paysans sans droits à la terre travaillaient également sur l'hacienda. Les *sullkas* (ou *payurus*), souvent des enfants légaux ou adoptifs des *colonos*, avaient seulement droit à une maison et à un terrain réduit (la *jachoja*) autour de celle-ci, en échange de quoi ils devaient des jours de travail à l'*hacendado*. Leur subsistance dépendait des parcelles des *colonos*, sur lesquelles ils travaillaient avec eux. Enfin, les *utawawas* (ou *wagus*) travaillaient pour les *colonos*, en échange de quoi ils recevaient de leur part le gîte et le couvert. À l'époque, dans l'Altiplano bolivien, contrairement à la sierra équatorienne, les rémunérations sous forme monétaire n'existaient pratiquement pas.

3.2.2.2. *Sous le joug de l'hacienda, stratégies productives et reproductives des paysanneries et structures de l'échange*

Que ce soit dans les communautés « libres » ou sur les parcelles concédées en usufruit par l'hacienda, les paysans pratiquaient une association polyculture-élevage à dominante vivrière. L'agriculture diversifiée était organisée dans la mesure du possible selon la verticalité écologique, même si celle-ci avait été très fortement altérée par la politique de *reducciones* à l'époque coloniale, et continuait de l'être du fait de l'accaparement des terres par les haciendas. Ainsi, dans les communautés « libres » chaque famille possédait plusieurs petites parcelles dont

la dispersion spatiale résultait des partages successifs entre les héritiers et de la nécessité constante de diversifier les productions animales et végétales et minimiser le risque de perte de récolte globale, quitte à devoir se déplacer sur de longues distances d'une parcelle à l'autre. En réalité, la propriété privée était loin de représenter la majorité de la tenure foncière, la reproduction des familles dépendant souvent davantage des modes de tenure foncière précaires établis avec l'hacienda et de l'usufruit des communaux. Dans le cas des familles paysannes qui bénéficiaient de l'accès en usufruit à un petit lopin sur les terres de l'hacienda, celui-ci était souvent constitué de plusieurs soles réparties sur les terres les plus ingrates de la propriété. L'accès permanent aux ressources fourragères et génétiques de l'hacienda permettait souvent l'élevage de davantage d'animaux que dans le cas des familles paysannes des communautés libres. Dans les communautés « libres » comme au sein des haciendas, la mise en œuvre de cette agriculture paysanne exigeait un important volume de travail pour des résultats médiocres, du fait de l'usage d'outillage manuel, des déplacements quotidiens entre les différentes parcelles, du versement de la moitié de la récolte conformément aux contrats de métayage passés avec l'hacienda, du temps dédié à l'hacienda pour accéder aux parcours fourragers, des risques climatiques, des tâches post-récoltes [Vaillant, 2013].

La précarité de cette agriculture paysanne était toutefois atténuée par le fait qu'elle reposait encore sur un enchevêtrement de relations sociales – qui, bien que fortement atténuées, se sont maintenues depuis l'époque préincainque jusqu'à aujourd'hui – destinées à réguler et à organiser la réciprocité entre les familles paysannes et au sein des collectifs [Alberti & Mayer, 1974 ; Cliche, 1995]. Ainsi, l'*ayni* constitue une aide réciproque entre les familles au moment des pointes de travail lors des opérations culturales (semis, récoltes), pour la surveillance des troupeaux, mais aussi pour des opérations non directement liées à la production agricole (entretien et rénovation des habitations par exemple)⁴⁷. La *minga* (ou *minka*, appelée également *faena* dans certaines régions⁴⁸) est un travail collectif impliquant l'ensemble des familles paysannes d'une communauté⁴⁹ (construction et entretien de canaux d'irrigation, de bâtiments collectifs, entretien des communaux etc.). D'autres institutions traditionnelles de type

⁴⁷ Le service peut être soit réciproque et symétrique (échange mutuel de main-d'œuvre familiale), soit asymétrique lorsque l'échange réciproque ne concerne pas la même nature de service (du travail contre des produits par exemple) [Cortès, 2000]. Les modalités de cette aide mutuelle, très ritualisée et codifiée, sont en réalité complexes et multiples, mais quoiqu'il en soit il n'y a jamais de contrepartie monétaire à l'échange de travail, ce qui n'empêche pas que la force de travail échangée fasse l'objet d'une comptabilité (par exemple, l'aide d'un enfant ne s'échange pas contre la même durée de travail d'un adulte) [Gasselin, 2000].

⁴⁸ Dans certaines régions, la *minka* ou *mink'a* a une autre signification : elle correspond à un travail contre rémunération en espèces [Morlon, 1992] ou en nature comme dans le cas de la région de Cochabamba [Cortès, 2000]. Dans certaines régions, à l'instar de l'Altiplano Central péruvien, la *minka* peut avoir ce double sens à l'intérieur d'une même communauté : « *La minka, dans les communautés de Chaupiwara, se définit comme une prestation de travail à laquelle est soumise un comunero [membre de la communauté] au bénéfice de la communauté, ou bien au bénéfice d'un autre comunero, lequel, dans ce cas, a un statut supérieur à celui qui assure la prestation de service. La différence de statut peut-être socio-économique [...] ou de prestige. Dans toute relation de minka, celui qui est défini comme supérieur reçoit les bénéfices et récompense l'inférieur par des « droits » ou des « biens »* » [Fonseca Martel, 1976]

⁴⁹ La participation en travail d'un ou plusieurs membres de chaque famille, ainsi que la participation en matériaux, est généralement obligatoire (la participation de chaque famille pouvant être systématique ou rotative). La participation est la condition nécessaire au maintien des droits d'accès de chaque famille aux infrastructures, aux ressources et aux espaces communautaires.

réciprocitaire, parfois pratiquées à bonne distance du lieu de résidence, pouvaient permettre également aux familles paysannes et aux individus les plus précaires de satisfaire leurs besoins essentiels et de ne pas sombrer totalement dans la pauvreté et l'exclusion. Ainsi, pour bon nombre de familles modestes qui ne bénéficiaient pas d'une superficie cultivable suffisante ou qui ne pouvaient compter sur un accès à différents étages écologiques, le recours au glanage (appelé *chugchi* [Cliche, 1995 ; Jijón, 2012] ou *chala* [Vaillant, 2013] dans la sierra équatorienne, et *chajmay* sur l'Altiplano bolivien, notamment dans la région de Cochabamba [Herrero & Sánchez de Lozada, 1983 ; Jobbé Duval *et al.*, 2007]) était une pratique courante. Le paiement en nature de la journée de travail *via* diverses institutions, comme la *ración* [Cliche, 1995] ou l'*allapakuy* (ou « *peón por especie* ») [Alberti & Mayer, 1974], étaient également des systèmes mobilisés par les paysans bénéficiant de peu (voire pas) de terres. Ils obtiennent ainsi directement des produits alimentaires sans médiation monétaire, et ne cherchent à travailler pour des salaires que lorsqu'ils ont besoin de denrées non alimentaires.

Outre la mobilisation des institutions de travail et d'entraide communautaire, les paysans recouraient également à diverses formes d'échange marchand et non-marchand, pour obtenir les produits qu'ils ne produisaient pas eux-mêmes, ou auxquels ils n'avaient pas accès *via* les diverses institutions réciprocaires intra-communautaires. Loin de l'image d'une paysannerie circonscrite aux limites de l'hacienda, les paysans pouvaient se rendre en ville les jours de marché, où ils vendaient cultures de rente (comme le blé) et petits animaux domestiques (ovins, porcins, cobayes, volailles). Les revenus monétaires qu'ils en tiraient servaient à se procurer le jour même les biens de première nécessité [Vaillant, 2013]. Mais alors que les grandes exploitations disposaient souvent de leurs propres services de transport et de commercialisation, la production du paysan indigène ne rentrait parfois dans les circuits de commercialisation monétarisés qu'à travers l'institution de type réciprocaire du *compadrazgo* (compérage)⁵⁰. Il existe de multiples de formes de compérages, mais dans les échanges de produits alimentaires, celui-ci définissait des rapports étroits entre, d'une part, le commerçant-intermédiaire, le plus souvent métis vivant au chef-lieu paroissial, et d'autre par le paysan indigène [Fauroux, 1980]. La rencontre et la transaction entre paysan et intermédiaire pouvait avoir lieu en ville les jours de marché, mais le commerçant pouvait aussi se déplacer jusque dans le *campo* à la rencontre du paysan. Ces relations entre paysans et intermédiaires, qui existent toujours aujourd'hui, se caractérisent ainsi souvent par des réseaux denses et complexes de prestations et contre-prestations (prêts en argent, paiement anticipé des produits, livraison de biens de première nécessité en provenance de la ville etc.) de type réciprocaire (Encadré 3), plus ou moins symétriques et loin d'être dénuées de relations de pouvoir, et dont la livraison de produits agricoles par les premiers ne constitue finalement qu'un élément [Cicero, 2003].

⁵⁰ Bien qu'il soit une pratique importée par les Espagnols, le *compadrazgo* est une coutume totalement intégrée au monde andin. Dans les sociétés paysannes, il est au cœur des relations sociales qui s'établissent non seulement à l'intérieur de la communauté, mais également à d'autres échelles spatiales. Son principe consiste en l'établissement d'un lien de quasi-parenté entre deux familles à l'occasion d'un rituel spécifique. L'institution du *compadrazgo* vise à élargir le champ social des individus et des familles, généralement issus de catégories différentes, les plus aisés apportant plus de prestations sociales et les plus modestes plus de produits de leur travail (par exemple entre notables et paysans, entre commerçants et paysans etc.) [Cortes, 2000 ; Vaillant, 2013].

Encadré 3 - Comprendre la réciprocité

Éric Sabourin est un socio-anthropologue dont les travaux portent sur les organisations et les sociétés paysannes et rurales, dont il analyse les dynamiques et les transformations à partir d'une lecture par les théories de la réciprocité. Il étudie notamment les interfaces entre, d'un côté les familles et les communautés paysannes et rurales, régies par des règles ancestrales de réciprocité, et de l'autre la « société externe » constituée par la ville, l'administration, le marché. Il a, entre autres, analysé les coexistences entre logiques de l'échange marchand et logiques de réciprocité sur les marchés ruraux, notamment en Amérique latine (Pérou, Brésil), c'est pourquoi nous mobilisons ses travaux pour donner une brève définition de la réciprocité.

A partir d'une analyse des travaux de Marcel Mauss, Claude Lévi-Strauss et Karl Polanyi et fortement inspiré par les travaux de Dominique Temple, Sabourin [2007, 2012, 2013] définit la réciprocité comme le redoublement d'une action ou d'une prestation, entre autres de dons, motivée par l'intérêt pour l'autre ou pour le collectif, en vue de créer du lien social. Le principe économique de réciprocité est différent et antagoniste de celui de l'échange marchand. Selon Dominique Temple, l'opération d'échange marchand constitue une permutation d'objets et produit des valeurs matérielles d'accumulation. Les structures de réciprocité constituent quant à elles des relations réversibles entre les sujets et produisent des valeurs matérielles d'usage ainsi que des valeurs humaines (amitié, confiance) et, dans le cas de réciprocité symétrique ou équilibrée, des valeurs éthiques (responsabilité vis-à-vis des générations futures et des ressources naturelles, justice et équité dans les modes de distribution). Échange et réciprocité constituent deux principes économiques qui coexistent dans la plupart des sociétés rurales, et peuvent engendrer des complémentarités et des tensions. Les marchés ruraux et urbains de produits agricoles sont un exemple de coexistence entre pratiques relevant de l'échange marchand et pratiques relevant de la réciprocité.

La logique de la réciprocité veut que l'on donne à la fois suffisamment pour engager et entretenir le lien social, et pas trop afin de permettre à l'autre d'être en mesure de rendre. Dans le cas contraire, on est face à une réciprocité de type asymétrique où celui qui donne (ou peut donner) trop soumet l'autre à un rapport de pouvoir. C'est le type de rapport qui s'est historiquement établi en Amérique latine entre colons et indiens puis entre *hacendados* et paysans assujettis à l'hacienda. Mais certains types de rapports de réciprocité sont également asymétriques au sein même des communautés paysannes et indigènes, où tous les membres n'ont pas le même statut économique et social, comme cela a été décrit par Cliche [1995] (p. 95-114) dans le cas des communautés andines équatoriennes. Enfin, dans les Andes, les relations entre paysans et commerçants en milieu rural constituent une articulation complexe entre pratiques d'échange marchand et pratiques réciprocaires. Ces dernières sont souvent asymétriques, le commerçant offrant au paysan un certain nombre de prestations et de facilités qui obligent durablement ce dernier.

Enfin, dans une économie de subsistance en fin de compte relativement peu monétisée comme l'était celle des paysanneries andines au XIX^e et dans les premières décennies du XX^e siècle, le troc réglait encore de nombreux échanges marchands entre les paysans, notamment entre ceux des régions écologiques distinctes. Cette pratique, qui était déjà très institutionnalisée dans les Andes équatoriennes à l'époque préincailque avec l'existence des *tiangueces* [Salomon, 1978], s'est beaucoup développée dans les Andes centrales lorsqu'il a fallu faire face à la perte de l'accès aux différents étages écologiques [Alberti & Mayer, 1974]. Les rapports d'équivalence étaient connus de tous mais variaient en fonction des régions et des époques de l'année. Dans les Andes centrales, la coca était un important moyen d'échange,

permettant d'accéder à une grande variété de produits de subsistance, remplaçant ainsi souvent l'argent. Pour le paysan indien, le troc de produits essentiels à la satisfaction de ses besoins présentait l'avantage de se protéger de la volatilité des prix sur le marché et de s'affranchir du rapport de dépendance vis-à-vis du commerçant et du consommateur urbain [Vaillant, 2013]. Mais surtout, il est une pratique nécessaire pour accéder à une diversité de produits, à une époque où les marchés sont encore peu nombreux. Soulignons que la pratique du troc repose souvent sur des liens privilégiés, proches des relations de *compadrazgo*, et qu'une part de don s'ajoute souvent à l'échange de produits, selon le système de la *yapa* (faible quantité offerte comme marque de faveur) [Cortes, 2000]⁵¹. Aujourd'hui, le troc est une pratique qui, malgré la pénétration du capitalisme, perdure toujours sur les marchés (ou *ferias*) hebdomadaires paysans⁵². Ainsi, même si beaucoup témoignent d'un déclin de cette pratique⁵³, le troc entre paysans se maintient en marge des transactions monétaires ayant cours sur ces *ferias*⁵⁴. C'est le cas de certaines *ferias*, telles que les grandes *ferias* hebdomadaires indigènes⁵⁵ de Guamote et de Cajabamba, dans la province de Chimborazo⁵⁶ en Équateur, où le troc subsiste de manière marginale, ou encore du marché de Chinchero, près de la ville de Cusco au Pérou, un des rares marchés de la région où il tient encore une place importante (Photo 4 & Photo 5). On soulignera également le cas emblématique de la *feria* de troc de la Semaine Sainte à Pimampiro⁵⁷, dans le nord de l'Équateur [Lanas Medina, 2009]. Cette *feria* est témoin contemporain des *tiangueces* de l'époque précolombienne dans un lieu qui, selon [Oberem, 1981], était vraisemblablement un important centre économique, où convergeaient des commerçants de différentes régions andines et amazoniennes du Nord de l'actuel Équateur et du Sud de l'actuelle Colombie.

⁵¹ Soulignons toutefois que la *yapa* n'est pas spécifique au troc, puisqu'elle est également pratiquée dans les échanges monétarisés. La *yapa* relève du don, et donc de relations de types réciprocaires entre les deux parties.

⁵² Il s'agit en réalité de marchés où se côtoient intermédiaires et paysans, certains d'entre eux ayant la « double casquette ».

⁵³ Citons par exemple l'article paru récemment sur le site de l'ANDES (Agence publique d'informations sur l'Équateur et l'Amérique du Sud), à propos du marché de Guamote (province de Chimborazo), un des plus importants marchés indigènes d'Équateur « *Guamote, from bartering grains to andean tourism* » (« Guamote, du troc de grains au tourisme andin ») (<http://www.andes.info.ec/es/node/31254>, consulté le 3 avril 2015).

⁵⁴ Alberti et Mayer [1976, p.27] soulignent ainsi la distinction qui existe entre, d'une part les échanges internes au secteur paysan, qui, dans certaines régions, se réalisent encore *via* le troc, et d'autre part les relations entre le secteur paysan et le secteur national ou externe, qui sont médiatisées par la monnaie.

⁵⁵ Dans ces provinces dont la grande majorité des habitants sont indigènes, la majorité des paysans et des commerçants sur ces *ferias* sont de fait indigènes, mais ce qui n'exclut pas la présence de métis.

⁵⁶ Voir annexes 1 et 2 pour la localisation de la province de Chimborazo. Pour une carte plus précise et détaillée de la province de Chimborazo, qui constitue un de nos terrains d'étude, se reporter au chapitre 4.

⁵⁷ Nous n'avons pas pu nous rendre personnellement à cette *feria*, mais lors d'un séjour dans la province d'Imbabura en avril 2012, plusieurs paysans nous ont donné un témoignage de cette *feria* renommée (elle allait se tenir justement le weekend suivant) et qui rassemble, en vue du troc de produits alimentaires mais aussi de semences, des paysans indigènes, afro-équatoriens et métis en provenance du nord de la province de Pichincha, des provinces d'Imbabura et Carchi, et du sud de la Colombie.

Photo 4 - Marché indigène de Chinchero (Cusco, Pérou)



Photo 5 - Marché indigène de Cajabamba (canton Colta, Chimborazo, Équateur)



Enfin, pendant la période où la dualité socio-spatiale agraire était à son apogée, les paysans ont conservé, entretenu, développé, renouvelé et réinventé des systèmes de production, d'entraide et d'échange afin de sécuriser leur alimentation⁵⁸ et leurs besoins essentiels et de préserver une cohésion communautaire. Ces systèmes leur fournissent de nombreux avantages, à la fois en dépit de et dans le cadre des contraintes imposées par la société globale et par le système de domination spatiale, sociale, économique et politique de l'hacienda. Ces multiples adaptations des paysans au système imposé par l'hacienda ne doivent cependant pas masquer le fait que nombreux furent les moments et les lieux où les paysanneries luttèrent contre les haciendas qui envahissaient leurs espaces ou refusèrent de fournir des prestations qu'elles jugeaient exagérées, dans des conflits parfois durement réprimés [Chonchol, 1994 ; Dollfus, 1981 ; Morlon, 1992]. Ces résistances paysannes ont consisté non seulement en des oppositions violentes entre paysans et grands propriétaires fonciers, mais aussi en des révoltes contre la mauvaise administration et la tyrannie des représentants locaux du pouvoir central, souvent étroitement liés à la classe des grands propriétaires fonciers.

⁵⁸ Rappelons que cette sécurisation passe aussi par la relation paternaliste avec l'hacienda qui apporte son secours en cas de pénurie.

Pour conclure sur la période du règne des haciendas traditionnelles, les travailleurs semi-serviles, avec ou sans terre, étaient une composante, majeure en nombre (près de 90% des familles à la veille des réformes agraires), mais minoritaire en termes de pouvoir et d'occupation de l'espace, et indispensables à la stabilité et à la reproduction des haciendas. Celles-ci structuraient et contrôlaient à la fois l'intérieur et la périphérie des espaces géographiques et sociaux où elles se situaient, *via* le monopole qu'elles exerçaient sur la terre et les ressources et *via* les relations de domination paternaliste, autoritaire et de semi-servitude de type précapitaliste – malgré la présence de rapports de rémunération monétaire dans certains cas – qu'elles entretenaient avec la main d'œuvre directement ou indirectement liée à l'hacienda. C'est ainsi que, malgré le décollage dès le XVIII^e siècle et l'accélération au XIX^e siècle du développement d'une agriculture capitaliste tournée vers l'exportation dans les régions côtières, l'essentiel de la main d'œuvre indigène demeurera liée aux haciendas précapitalistes des hautes terres jusqu'aux premières décennies du XX^e siècle. C'est au cours de la première moitié du XX^e siècle que le système du latifundio traditionnel commencera à présenter progressivement dans certaines régions ses premiers signes de transformation.

3.3. A partir de la première moitié du XX^e siècle : premiers signes d'une transformation d'un espace sociopolitique et géographique dominé par le latifundio traditionnel

A partir de la première moitié du XX^e siècle, le système du latifundio traditionnel commence à montrer plusieurs signes qui annoncent sa disparition prochaine. Ces signes consistent essentiellement en l'amorce d'un processus de « modernisation capitaliste » de certaines exploitations, et en la multiplication des tensions issues de la situation agraire. C'est également pendant cette période que seront reconnues juridiquement les communautés paysannes et indigènes.

Dans la première moitié du XX^e siècle, des vents de modernisation, qui eurent des formes et des effets différents pour les paysanneries selon les régions, commencèrent à souffler dans les Andes. Dans les Andes centrales [Dollfus, 1981], les progrès techniques de l'élevage ovin vont conduire les *hacendados* à expulser les *colonos* pour les remplacer par un nombre inférieur d'ouvriers qualifiés. Le zonage de l'espace dans les *punas* s'accroît, d'un côté, des exploitations tournées vers le marché international qui élèvent un bétail sélectionné avec une main-d'œuvre restreinte, et de l'autre, des communautés à l'étroit sur leurs finages et dont les parcours sont surpâturés. De la même manière, à partir des années 1950, les *colonos* et les métayers des plantations mécanisées de coton et de canne à sucre de la Costa sont remplacés par des salariés moins nombreux et plus qualifiés. En ce qui concerne l'Équateur [Chonchol, 1994 ; Cliche, 1995 ; Gasselin, 2000 ; Massal, 2005], après un affaiblissement de son économie dans les années 1920, en raison d'une crise mondiale de surproduction de cacao, le pays connaît un nouvel élan grâce au boom de l'exportation de banane à partir des années 1940, à l'origine d'une croissance accélérée de l'économie équatorienne. Celle-ci se traduit par un enrichissement des couches sociales aisées, entraînant une augmentation de la demande de certains produits agricoles, jusque-là peu accessibles, comme les produits laitiers, la viande et les dérivés de farines. Ce renouvellement et cette augmentation de la demande sur le marché interne, lequel avait déjà été fortement consolidé par l'ouverture du chemin de fer reliant Quito à Guayaquil au début du siècle, est à l'origine de la transformation de certaines haciendas sur le modèle de

l'entreprise capitaliste. En effet, certains propriétaires terriens de la *sierra*, la plupart localisés dans les provinces du nord du pays (Pichincha, Imbabura, Carchi, Cotopaxi), à proximité du marché de Quito où la demande en produits laitiers connaît une forte augmentation, entreprennent donc un processus d'intensification de leurs haciendas (spécialisation laitière, mécanisation, importation de races améliorées et de semences sélectionnées, généralisation du salariat). Ce changement radical de logique économique (d'une recherche d'appropriation foncière et de contrôle d'une main d'œuvre assujettie à la maximisation du profit et la valorisation du capital) les conduit progressivement à supprimer les rapports de production précapitalistes devenus désormais une entrave à ce processus de modernisation qui exigeait moins de main-d'œuvre et une meilleure utilisation des ressources. C'est ainsi que, dès les années 1950, une couche « modernisante » de propriétaires terriens vendent ou donnent spontanément une parcelle de terre aux *huasipungueros*, devançant ainsi les réformes agraires. Mais cette parcelle sera généralement de superficie et de qualité inférieure à celle que les *huasipungueros* cultivaient auparavant, et leur fera perdre leurs droits d'usage sur les ressources de l'hacienda (pâturages, bois, eau). Alors que les haciendas se réservent les terres les plus riches et les pâturages pour leur usage désormais exclusif, les anciens *huasipungueros*, certes libérés d'un rapport social de nature coercitive, subissent du même coup une détérioration de leurs conditions matérielles d'existence. Ils deviennent des paysans propriétaires minifundistes⁵⁹ contraints, pour beaucoup d'entre eux, de vendre une partie de leur force travail⁶⁰ à l'extérieur de leur unité de production agricole (hacienda voisine, plantations côtières, marché du travail urbain), pour assurer la subsistance et les besoins monétaires de la famille. Finalement, la suppression anticipée des *huasipungos* s'avèrera extrêmement favorable aux haciendas en voie de modernisation, non seulement sur le plan économique, mais également sur le plan politique. En supprimant le *huasipungo*, les propriétaires d'haciendas passeront pour des progressistes auprès de toute une frange de la société, qui dénonçait de plus en plus cette forme d'exploitation de type féodal. Soulignons que cette modernisation des haciendas conduisant à la suppression du *huasipungo* ne sera effective que dans les régions qui s'industrialisent et mécanisent l'agriculture, et non dans les provinces demeurées sous le joug du *latifundio* traditionnel comme la province de Chimborazo. Par ailleurs, les autres formes de travail précaire et servile (comme la *yanapa*, voir [Encadré 2](#)) demeureront en vigueur. En outre, les *yanaperos* seront affectés par le déplacement des paysans *ex-huasipungueros*, qui suscitera une compétition accrue pour la terre.

⁵⁹ Le minifundisme caractérise la toute petite propriété foncière, par opposition au latifundisme. Par extension, certains auteurs désignent le minifundisme comme une forme d'agriculture qui, à elle seule, ne permet pas de satisfaire les besoins essentiels de la famille ainsi que le plein emploi de ses membres. La famille est contrainte de rechercher du travail à l'extérieur de l'unité de production agricole, révélant implicitement son caractère pluriactif [Vaillant, 2013]. Toutefois, en fonction de la surface, de l'organisation du système de production, du nombre de membres dans la famille, des besoins et des choix en termes de revenu etc., un minifundiste n'est pas nécessairement pluriactif et peut vivre de sa production agricole.

⁶⁰ Et ce d'autant plus que, selon les estimations de [Santana, 1981] (p. 61), les paysans des hautes terres tiraient plus de revenus de l'usage des ressources de l'hacienda que de la vente de leur force de travail.

Dégagés du système d'hacienda, les anciens *huasipungueros* forment des communautés⁶¹ de petites exploitations familiales. À la différence des communautés précolombiennes, celles-ci ne sont plus conduites par un chef (le *cacique*), mais par une direction collégiale (la *directiva* ou le *cabildo*), annuellement réélue en Assemblée Générale, conformément à la Loi des Communes (*Ley de Comunas*) adoptée en 1937⁶². C'est en effet pendant la première moitié du XX^e siècle qu'est donnée aux communautés paysannes et indigènes des pays andins la possibilité de se faire reconnaître juridiquement et de défendre collectivement leurs terres. En Équateur, la Loi des Communes consiste plus en une loi d'aménagement et de contrôle du territoire – la *comuna* constituant la plus petite division politico-administrative dans les espaces ruraux – et de définition de formes associatives à visée productive, qu'en une loi reconnaissant les communautés indigènes et leur mode de gestion de ressources et du milieu, notamment *via* la propriété collective de la terre [Massal, 2005]. Toutefois, et c'est une avancée notoire, la reconnaissance juridique en *comunas* permet aux communautés indigènes d'engager légalement des procès contre les haciendas pour usurpation de ressources communautaires [De Janvry & Glikman, 1992]⁶³. Dans le cas du Pérou, la reconnaissance juridique des communautés paysannes est établie dans la Constitution de 1920, sous l'influence des mouvements indigénistes⁶⁴ et surtout à cause des révoltes grandissantes provoquées par la spoliation des terres des communautés par les haciendas. Selon la loi, les terres appartiennent à la communauté, les familles en ayant l'usufruit. Aussi, la reconnaissance juridique en communauté paysanne – rarement dénuée de conflits, parfois vieux de trois ou quatre siècles, avec les haciendas, mais aussi avec les communautés voisines – implique donc une délimitation précise du territoire communal. Or cette délimitation sera établie selon le droit européen qui ignore le modèle en archipel [Saignes & Morlon, 1992, p. 154]. Ainsi, tant au Pérou qu'en Équateur ou en Bolivie – où la reconnaissance des « communautés indigènes » sera contemporaine de la réforme agraire en 1953 –, la reconnaissance juridique des communautés paysannes et indigènes ignorera la verticalité andine, modèle d'organisation socio-spatiale précolombien garant de la sécurité alimentaire des familles et des communautés paysannes, et qui avait déjà été très fortement altéré par les différentes politiques de regroupement communautaire et par les spoliations massives et récurrentes de terres. La « communauté » juridiquement reconnue est

⁶¹ Les noms actuels des communautés formées par les anciens *huasipungueros* font souvent référence à l'hacienda qui était présente sur le territoire avant que celle-ci cède des lopins de terres aux *huasipungueros* soit de manière anticipée, soit à la suite des lois de réformes agraires. C'est le cas notamment de nombreuses communautés dans la province de Chimborazo, dans laquelle plus de 90% des paysans indigènes étaient rattachés à une hacienda (privée, étatique ou religieuse).

⁶² Aujourd'hui, en Équateur, les communautés rurales, indigènes ou métisses, peuvent adopter le statut juridique de commune (*comuna*), d'association, ou de coopérative. Les communes, les associations et les coopératives sont des organisations locales qui constituent ce que l'on appelle des organisations « de base » (*organizaciones de base*) ou « de premier degré » (*organizaciones de primer grado*).

⁶³ Les auteurs recensent 243 procès communaux entre 1930 et 1961, dont 207 furent des procès contre les haciendas pour usurpation de ressources (p. 127). Ils ne précisent toutefois pas quelles en ont été les issues.

⁶⁴ Dans les premières décennies du XIX^e siècle le courant indigéniste, lancé par des intellectuels issus des classes moyennes, formule l'idéologie de la communauté indienne comme le fondement de la paysannerie andine. Le courant indigéniste vante les valeurs collectives contenues dans la communauté et se développe en opposition à l'individualisme et au libéralisme qui avait permis la croissance du capitalisme agraire fondé sur l'hacienda modernisée [Dollfus, 1981].

ainsi bien différente dans son mode d'organisation socio-spatial de l'*ayllu* ou de la *llajta* précolombiens, même si la réciprocité andine (§ 3.2.2.2) continue de régler les échanges entre les individus, les familles et le pouvoir politique à l'échelle de la communauté. Bien entendu, derrière ce terme de « communauté », devenue progressivement l'unité sociale de base des paysanneries andines, aux dépens de l'ethnie (on passe de la filiation à la résidence, même si l'affirmation identitaire demeure forte en Équateur et en Bolivie), il existe une infinité de situations différentes. Cela va de la collectivité qui continue de fonctionner avec un système de charges tournantes et l'exploitation en commun d'une partie du finage, jusqu'au conglomérat de petites exploitations paysannes autonomes. En outre, au sein d'une communauté, cohabitent, interagissent (via des relations de travail salarié ou des prestations de type réciprocitaire), et parfois s'opposent, des paysans sans terre et des petites exploitations familiales de taille variable [Dollfus, 1980 ; Fioravanti-Molinié, 1978].

Les processus de modernisation, dans lesquels entrent un certain nombre d'haciendas andines, sont une aubaine pour les grands domaines agro-exportateurs des régions côtières. Tout au long du XIX^e siècle, le principal obstacle que rencontraient les jeunes oligarchies agro-exportatrices tenait à la pénurie de la force de travail, monopolisée par les haciendas traditionnelles des régions andines. Le capitalisme agro-exportateur était en effet né dans les régions faiblement peuplées : basses terres tropicales de la plaine équatorienne de Guayas, frange littorale semi-aride péruvienne. Les tensions s'accroissent au début du XX^e siècle entre capitalistes côtiers et hacendados des *sierras*, les premiers interpellant de plus en plus l'État pour qu'au nom de l'intérêt économique national « *le paysan indien soit arraché à ses tuteurs traditionnels qui l'entretiennent dans l'oisiveté et la misère pour le placer au service du secteur capitaliste de l'économie qui le rendra productif* » [Favre, 1981, p. 36]. Or, à partir des années 1940 et 1950, une vague de minifundistes et de paysans sans terre, anciens travailleurs semi-serviles et salariés victimes de la réduction de la demande en main d'œuvre, « libérés » ou expulsés des haciendas, à la recherche de moyens d'existence et attirés en outre par des salaires journaliers plus élevés sur la Costa que dans la Sierra, liés au choix délibéré de l'État de promouvoir l'agriculture d'exportation [Vaillant, 2013], dévalent les cordillères pour migrer de manière temporaire, voire permanente, vers les plaines côtières, générant ainsi un flot de main-d'œuvre salariée, pour les plantations mais également pour l'industrie naissante de villes⁶⁵. En ce qui concerne plus particulièrement le mouvement de migration vers les villes, celui-ci a été largement alimenté par les effets conjugués de la modernisation technologique des haciendas et des plantations, et de la croissance démographique accélérée que connaîtront les pays andins à partir des années 1940 [Favre, 1981 ; Mesclier, 2000], à tel point que le milieu du XX^e siècle est marqué par un renversement de la tendance qui avait caractérisé les siècles précédents : la main-d'œuvre rurale est désormais trop abondante [Dollfus, 1981].

Ces vents de modernisation se doublent également de vents de revendications, ces dernières ne portant pas toujours directement sur la distribution de la propriété en tant que telle, mais sur

⁶⁵ La recherche d'un travail ou d'un complément de revenu n'était toutefois pas l'unique motivation de l'exode rural massif qui s'amorça à partir des années 1950 dans toute l'Amérique latine. D'après Hobsbawm [1999] cité par Mesclier [2000], la migration des campagnes vers la ville s'explique également par une volonté des paysans d'accéder au savoir, synonyme de pouvoir et d'accès à certains postes, notamment dans les services publics.

divers aspects de la répartition des bénéfiques, sur les conditions de travail et sur le droit de fonder des syndicats. On assiste ainsi dans les premières décennies du XX^e siècle à une politisation progressive des paysans et des travailleurs avec ou sans terre qui s'organisent et revendiquent des droits sociaux (salaires, abolition des relations de semi-servage etc.) et l'accès à la terre pour les travailleurs des haciendas, donnant ainsi naissance aux premiers mouvements et organisations paysannes et indigènes [Cliche, 1995 ; Mesclier, 2006]. Ces derniers sont souvent appuyés par des partis ou des personnalités de la gauche socialiste, communiste ou révolutionnaire [Altmann, 2014 ; Bernard, 1969]⁶⁶, par des intellectuels politisés⁶⁷, et même dans certaines régions par des prêtres catholiques⁶⁸. Ce fut le cas par exemple dans la province de Chimborazo dans les Andes centrales équatoriennes, où le diocèse de Riobamba adopta une position affirmée en faveur des droits des paysanneries indigènes et incita celles-ci à s'organiser pour revendiquer la justice sociale⁶⁹.

Ces vents de modernisation et de revendications, qui s'amplifient au début des années 1960 sous l'influence des mouvements de réformes agraires latino-américaines, soufflent les prémices des réformes agraires andines. Ces réformes agraires seront censées permettre des changements profonds de société, et demeureront au centre des débats pendant toute une phase de l'histoire des campagnes latino-américaines. Certes, elles mettront fin à un système d'exploitation des paysanneries vieux de plusieurs siècles, libéreront du joug de l'hacienda une masse considérable de paysans, et constitueront en ce sens un point d'inflexion fondamental dans l'histoire des paysanneries et des sociétés andines. Néanmoins, elles reconduiront, tout en les renouvelant, les dualités socio-spatiales agraires, qui s'accroîtront ensuite lors de l'application des politiques néolibérales imposées par les plans d'ajustement structurels.

⁶⁶ En Équateur par exemple, c'est en 1944 que se crée la première organisation paysanne et indigène de niveau national, la FEI (Fédération Équatorienne d'Indiens), filiale de la Confédération de Travailleurs d'Équateur (CTE), syndicat marxiste proche du Parti Communiste créé la même année. Tout au long des années 1950 la FEI fut à la tête des mobilisations paysannes en faveur de l'abolition du système du *huasipungo*, de la réforme agraire mais aussi du respect et de l'élargissement de la législation du travail pour les travailleurs des haciendas, le Code du Travail de 1938 comportant en effet d'importantes dispositions en faveur des *huasipungueros* (dont Barsky [1984 pp. 26-28] livre une analyse détaillée).

⁶⁷ Par exemple, au Pérou, d'importants mouvements paysans, localisés surtout dans la Sierra, émergent entre la fin des années cinquante et le milieu des années soixante. Le premier d'entre eux et certainement le plus connu fut celui des paysans de la Vallée de la Convención, dans le département de Cusco, mené par le célèbre ouvrier-paysan trotskiste Hugo Blanco. Les *arrendires* (paysans à qui les *hacendados* octroyaient un terrain en échange de travail gratuit) et les *allegados* (qui travaillaient la terre des *arrendires*) se soulevèrent et se mirent en grève dans des dizaines d'haciendas, réclamant la liberté de commercialiser directement leurs produits et non sous le contrôle des *hacendados*, la fin des rapports semi-serviles et le paiement en salaires. Le mouvement fut appuyé par des partis de gauches, des étudiants universitaires de la ville de Cusco, ainsi que par des avocats. Son ampleur fut telle qu'il conduisit le gouvernement militaire de l'époque à réaliser un essai de réforme agraire en 1962, qui demeura exclusivement limité à cette région [Chonchol, 1994, p. 304 ; Eguren, 2014, pp. 164-165].

⁶⁸ Il s'agissait de la frange de l'Église catholique qui adhéra ensuite à la théologie de la libération. Ces prêtres étaient très critiques vis-à-vis de l'Église traditionnelle qui exerçait depuis des siècles un pouvoir religieux et idéologique sur les paysanneries indigènes et encourageait ainsi le système global d'exploitation économique et de domination sociopolitique de ces dernières. Au-delà des paysanneries, ces prêtres entendaient agir pour la justice sociale en faveur de tous les pauvres, urbains et ruraux, marginalisés par l'État et par la société. Pour plus de détails sur la théologie de la libération, lire [Levine, 1990].

⁶⁹ Nous y reviendrons dans le chapitre 4 consacré aux études de cas de la Province de Chimborazo.

4. LES PAYSANNERIES ANDINES DES RÉFORMES AGRAIRES AUX POLITIQUES NÉOLIBÉRALES : PERMANENCE ET RENOUVELLEMENT DES DUALITÉS SOCIO-SPATIALES

4.1. *Des années 1950 aux années 1980, le grand espoir déçu : des réformes agraires et des politiques de modernisation inachevées et inégalitaires*

4.1.1. Une conjonction de facteurs favorables à la mise en œuvre de réformes agraires

Les réformes agraires, qui signeront la fin du latifundio dans sa version « traditionnelle », s'inscrivent dans des dynamiques sociales globales à l'échelle des sierras et des hauts-plateaux andins, des pays et du continent américain – États-Unis compris –, et qui relèvent de différents facteurs inter-reliés. Cliche [1995] identifie trois facteurs principaux à l'échelle de l'Équateur, que nous pouvons extrapoler aux autres pays andins : le développement des forces productives, le mouvement paysan, le contexte international et la scène politique nationale, facteurs auxquels il faut rajouter également l'essor démographique inédit que connaissent les pays andins depuis l'après-guerre [Dollfus, 1981 ; Fauroux, 1980]. Nous avons évoqué dans le paragraphe précédent (§ 3.3) les vents de modernisation capitaliste qui soufflaient sur les haciendas traditionnelles, l'émergence d'une classe agro-exportatrice sur la Costa, et les vents de revendication émanant des mouvements paysans et indigènes. En ce qui concerne le contexte international, soulignons que malgré ces vents de modernisation et de revendications annonceurs et demandeurs, depuis le début du XX^e siècle, de changements dans la structure et l'organisation agraire, les réformes agraires étaient demeurées un sujet tabou. Ce n'est qu'à la fin des années 1950 qu'elles deviendront à la mode sous la pression des États-Unis et des capitalistes industriels, pour des raisons à la fois politiques et économiques [Dufumier, 1986]. Du point de vue politique, les révolutions mexicaine (1910-1920) et bolivienne (1952) et plus encore la révolution castriste à Cuba (1959), rencontrent un grand écho dans les pays latino-américains, sous hégémonie politique et économique des États-Unis depuis la fin de la première guerre mondiale. Face au risque d'expansion des idées révolutionnaires, les États-Unis s'engagent en 1961, *via* la Charte de l'Alliance pour le Progrès signée à Punta del Este (Uruguay) par tous les pays américains à l'exception de Cuba, à participer financièrement au développement de l'Amérique latine. Des considérations de nature plus strictement économiques amènent les États-Unis à modifier leurs alliances et à favoriser désormais l'essor de la jeune bourgeoisie industrielle, à l'encontre des intérêts immédiats de l'oligarchie foncière sur laquelle ils s'appuyaient jusque-là pour défendre leurs intérêts en Amérique latine.

L'Alliance pour le progrès prévoyait la mise en œuvre de réformes agraires radicales associant la redistribution de la terre mais aussi des autres moyens de production⁷⁰, la fin des rapports sociaux de servitude devant être remplacés par des rapports de production plus efficaces, et des mesures incitant à l'accroissement de la productivité agricole. Ces réformes agraires et ces politiques de modernisation de l'agriculture, faisant partie intégrante de la mise en œuvre de politiques d'industrialisation par substitution d'importations (ISI), devenaient urgentes pour réaliser les objectifs suivants [Dufumier, 2004 ; Fauroux, 1980] : (i) réduire la

⁷⁰ Rappelons que la terre n'était pas l'unique moyen de production qui faisait l'objet d'une concentration. Les autres moyens de productions étaient tout autant monopolisés par l'oligarchie foncière.

pauvreté dans les campagnes et d'enrayer l'accélération de l'exode rural afin de limiter les risques d'insurrection en ville comme dans les campagnes ; (ii) intégrer davantage les paysans aux échanges marchands et élargir ainsi les marchés intérieurs pour les industries ; (iii) accroître la productivité du travail dans l'agriculture pour augmenter l'offre intérieure et approvisionner un marché urbain en vertigineuse croissance en produits alimentaires au moindre coût, ceci permettant entre autres d'éviter les revendications salariales dans les industries naissantes ; (iv) ravitailler les nouvelles industries en matières premières d'origine agricole à des prix relativement bas. En revanche, les préoccupations de nature environnementale, en particulier la préservation des ressources (eau, sols, biodiversité etc.) n'ont quasiment jamais été évoquées à l'époque par les promoteurs des réformes agraires.

Cette nécessité de nourrir à bon marché une population en forte croissance démographique, afin de ne pas compromettre le démarrage d'une activité industrielle urbaine encore très fragile, allait dans le sens du courant « desarrolliste⁷¹ »⁷² promu par la CEPAL⁷³ depuis les années 1940. Ce courant, qui supposait un renforcement du rôle productif de l'État [Bretón, 2008 ; Fauroux, 1980 ; Mesclier, 2000], prévaudra en Amérique latine jusqu'au début des années 1980.

Dans ce contexte, les réformes agraires et les objectifs qu'elles devaient remplir trouvaient un écho dans des milieux très divers [Dufumier, 2004 ; Fauroux, 1980 ; Mesclier, 2000]. Les paysanneries en lutte, et jusque-là entièrement laissées à leur sort, espéraient améliorer leur niveau de vie, leurs conditions de travail, leur position occupée et considérée dans la société et attendaient de réels changements dans le sens de plus de justice sociale. La bourgeoisie industrielle et financière souhaitait l'élargissement du marché intérieur et le maintien des coûts de production à leur niveau le plus bas. Les populations urbaines avaient tout intérêt à ce que les villes soient approvisionnées en produits agricoles à bas prix. La jeune classe ouvrière, structurée en syndicats, était favorable à des réformes agraires attribuant la terre aux paysans afin d'éviter un afflux de main-d'œuvre en provenance de campagnes. La frange modernisatrice des grands propriétaires fonciers (§ 3.3) avait compris qu'une généralisation du salariat, associée à une modernisation technologique, et capitaliste permettait la diminution des coûts et d'importants gains de productivité. Certains avaient déjà éliminé leur main d'œuvre permanente excédentaire tout en fixant à la périphérie de leur propriété une importante réserve de force de travail temporaire de complément, ce qui leur permettait en outre de tirer les salaires vers le bas. Enfin, les gouvernements militaires au pouvoir dans les années 1960 au Pérou et en Équateur étaient convaincus de la nécessité de mettre en œuvre ces réformes agraires, d'une part pour éviter de plus grands troubles provoqués par les mobilisations paysannes et indigènes, et d'autre part pour poursuivre des objectifs de modernisation économique. Finalement, seule l'oligarchie foncière traditionnelle avait des raisons de s'opposer aux réformes agraires, à moins de disposer de compensations substantielles. Mais depuis plusieurs décennies, et même

⁷¹ De « *desarrollo* » qui signifie « développement » en espagnol.

⁷² Les stratégies d'ISI, liées au modèle desarrolliste, tiraient leur légitimité de la critique du modèle de croissance extravertie basé sur l'exportation de matières premières minières et agricoles fortement remis en cause par la crise des années 1930 [Durand, 1997].

⁷³ La CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes) est une commission régionale de l'ONU fondée en 1948. Son siège est localisé à Santiago du Chili.

plusieurs siècles, c'est elle qui détenait le pouvoir et constituait la classe dominante dans les sociétés andines. Or les réformes agraires n'ont de chances d'être pleinement réalisées que si elles sont conformes aux intérêts des classes dirigeantes. Aussi, sans bouleversements politiques majeurs et en l'absence de profonds changements dans les rapports de forces entre groupes dominants et groupes dominés, les réformes agraires ont peu de chance d'être effectives [Dufumier, 1986]. Et de fait, nous allons voir que, si les réformes agraires et les politiques économiques et agricoles qui leur étaient liées ont conduit à des redistributions des terres plus ou moins importantes selon les régions – certaines réformes ayant, du point de vue de ce critère, été plus ou moins radicales – elles ont partout été inachevées et inégalitaires. En effet, sans toutefois les reproduire à l'identique, elles ont renouvelé les stratifications sociales entre les groupes dominants – anciens et nouveaux – et les groupes dominés, et ce jusqu'au sein même des paysanneries [Gasselin, 2000]. En fin de compte, la modernisation du système productif voulu par les réformes agraires demeurera le privilège d'une minorité [Santana, 1981]. Ainsi, si l'on considère qu'une réforme agraire complète doit impliquer non seulement une redistribution équitable des moyens de production, mais aussi un bouleversement des rapports de force, on peut estimer qu'il n'y en aura finalement pas de véritable en Amérique latine en général et dans les Andes en particulier [Mesclier, 2006].

4.1.2. Une diversité de réformes agraires et de politiques de modernisation dans les pays andins, pour des effets similaires : une portée limitée et inéquitable

Selon Dufumier [1986], les réformes agraires peuvent répondre à trois grands types d'intentions. Elles peuvent répondre à des préoccupations politiques ou de justice sociale lorsque les paysans sont suffisamment organisés et puissants pour faire valoir leurs revendications. Les redistributions de la terre et des autres moyens de production peuvent également être des moyens de désamorcer la colère des paysans, diminuer la pression politique des partis qui les soutiennent et éviter ainsi des transformations plus radicales. Enfin, les réformes agraires peuvent répondre à des considérations plus directement économiques lorsque la concentration foncière et des moyens de production sont considérés comme des handicaps pour le développement agricole et le développement économique d'ensemble. L'objectif est alors la mise en place d'unités beaucoup plus productives que celles des grands domaines extensifs ou des tout petits lopins. De son côté, Mesclier [2006] identifie trois grands types de réformes mises en œuvre en Amérique latine, d'une part des redistributions amples et radicales, d'autre part des redistributions limitées réalisées avec l'accord des grands propriétaires, et enfin des mesures de temporisation consistant en l'incorporation de nouvelles terres dans l'espace agricole pour éviter d'avoir à partager celles qui sont déjà utilisées. Dans les Andes, ces objectifs et ces modes de redistribution identifiés par Dufumier et Mesclier se sont combinés simultanément ou successivement dans l'espace et dans le temps comme nous proposons de le décrire, dans le présent paragraphe, à travers une chronique des réformes agraires andines et des politiques de modernisation, avant d'en synthétiser, dans le paragraphe suivant (§ 4.1.3) les effets pour les paysanneries.

4.1.2.1. Chroniques des réformes agraires andines

4.1.2.1.1. La réforme agraire bolivienne

Parmi les trois pays qui nous intéressent, c'est la Bolivie qui ouvrira la marche. La Bolivie fait partie des pays latino-américains n'ayant pas attendu les États-Unis pour entreprendre des redistributions foncières et dans lesquels la réforme agraire fut lancée en pleine tourmente révolutionnaire. Suite à la guerre civile déclenchée par les ouvriers des mines d'étain et au renversement de la dictature militaire, les *colonos* de l'Altiplano et de la région de Cochabamba occupèrent massivement les grandes haciendas entre avril 1952 et juillet 1953. Le nouveau gouvernement démocratique décréta alors la réforme agraire en août 1953, qui consista en une légalisation après coup du fait accompli, sans indemnisation ou presque des propriétaires [Dufumier, 1986]. Mais la redistribution de la terre ne se fit pas sans conflits au sein même des paysanneries, dans la mesure où le contenu radicalement anti-latifundiaire de la réforme agraire conduisit à négliger les problèmes et les revendications des paysans des communautés et des paysans sans terre. C'est ainsi que, par exemple, dans les haciendas du lac Titicaca formées sur le patrimoine territorial des communautés, de violents conflits éclatèrent entre *colonos*, *comuneros* et paysans sans terre [Chonchol, 1994]. Par ailleurs, l'application lente et partielle de la réforme ainsi que sa conception et son contenu législatif allait favoriser le développement d'un nouveau dualisme agraire, pénalisant finalement les paysanneries, en particulier celles de l'Altiplano et des vallées [Cortes, 2000]. Les politiques mises en œuvre furent en effet en faveur d'un seul modèle agricole dans une région en particulier, à savoir le capitalisme agraire dans d'immenses exploitations modernisées localisées dans les plaines de l'*Oriente*. Simultanément à la réforme agraire, l'État bolivien mit en œuvre une politique de colonisation agricole des plaines de l'*Oriente* afin d'une part d'alléger la pression démographique des régions densément peuplées (Altiplano et vallées) et d'autre part de permettre la sécurité alimentaire du pays en misant sur des cultures commerciales (riz, maïs, plantations fruitières, coton, canne à sucre, soja) et sur l'élevage à grande échelle. Cette politique bénéficia, certes, à un certain nombre de familles paysannes de l'Altiplano et des vallées qui migrèrent vers les plaines orientales, mais elle a surtout favorisé le développement de grandes exploitations capitalistes. Douze millions d'hectares, soit un tiers de la surface cultivable du pays, furent en effet distribués à de grands propriétaires fonciers de l'*Oriente* ainsi qu'à des anciens propriétaires fonciers de l'Altiplano à titre de compensation. Ainsi, si l'ancienne classe dominante, expropriée des hautes terres, en disparut presque complètement, elle se reconstitua dans les basses terres de l'*Oriente*. Dans ces régions de plaines où la loi agraire de 1953 fixa la limite supérieure des entreprises agricoles à 2 000 ha, et celle des entreprises d'élevage à 50 000 ha, la taille moyenne des propriétés atteindra 700 ha. Quant aux paysans qui ont bénéficié de la réforme agraire, ils ont reçu 4 millions d'hectares, soit en moyenne 7 ha par famille se répartissant de manière inégale entre l'*Oriente* (30 ha par famille) et l'Altiplano et les vallées (respectivement 2,5 ha et 3,6 ha par famille). Au total, 87% des familles recevront moins de 5 ha. Conséquence du développement de ce minifundisme et de la libération des populations paysannes, les migrations destinées à trouver un complément de revenu à l'extérieur commenceront à prendre une véritable ampleur [Cortes, 2000]. En plus de manque de terres, les paysanneries de l'Altiplano et des vallées manqueront également d'appuis économiques de l'État et des banques privées qui orienteront

l'essentiel de leurs crédits vers l'*Oriente*, à tel point que 90% des crédits attribués entre 1964 et 1971 furent attribués aux agriculteurs de Santa Cruz et qu'à la même époque, moins de 1% des petits paysans avaient accès au crédit [Chonchol, 1994 ; Cortes, 2000]. Ainsi, faute d'une politique de crédit généralisée pour équiper les familles paysannes, celles-ci continuent de produire avec les mêmes instruments qu'autrefois [Dufumier, 1986]. Elles n'en demeurent pas moins un acteur économique important, même si elles ne sont pas reconnues et soutenues en tant que tel. En effet, cette agriculture paysanne, ancienne (petits producteurs individuels d'avant la réforme agraire et familles membres des communautés indigènes) et nouvelle (anciens colons des haciendas divisées par la réforme agraire et paysans de l'Altiplano et des vallées ayant participé à la colonisation spontanée ou dirigée de l'*Oriente*), s'efforce de produire pour sa propre subsistance mais est également tournée vers le marché, *via* des circuits plus ou moins formels. Celle fait d'elle, et de très loin, le premier fournisseur d'aliments pour la population du pays, et cela jusqu'à aujourd'hui, et comme c'est le cas également en Équateur et au Pérou [Chonchol, 1994 ; Cortes, 2000].

4.1.2.1.2. La réforme agraire équatorienne

En Équateur, la modernisation des haciendas les plus dynamiques spécialisées dans la production de lait pour la demande urbaine dans le centre-nord de la Sierra, qui entraîna un premier mouvement de cessions de terre aux *huasipungueros*, montra que l'on pouvait limiter les tensions par des mesures douces [Mesclier, 2006]. L'État reprendra ainsi à son compte ce mouvement spontané de modernisation des structures agraires et de conversion capitaliste des haciendas et d'adoption de nouvelles techniques. Trois lois de réforme agraire et de colonisation agricoles seront édictées et partiellement appliquées par des gouvernements militaires en 1964, 1973 et 1979. Les objectifs et les modalités d'exécution seront exclusivement définis par l'État sans concertation avec des organisations paysannes encore presque inexistantes, alors que les grands propriétaires, même si l'élite militaire au pouvoir disposera vis-à-vis d'eux d'une certaine autonomie, seront au cœur du projet de recomposition des structures agraires [Gasselin, 2000]. Les réformes équatoriennes, loin de provoquer une rupture radicale du système latifundiaire, visaient avant tout à moderniser l'ensemble de l'économie équatorienne *via* la généralisation du salariat, l'abolition des relations de travail jugées féodales et anachroniques et enfin la nécessaire rénovation de certaines formes de propriétés et de production. Aussi, elles mettront avant tout l'accent sur une orientation productiviste de l'agriculture en accroissant et diversifiant la production agricole pour l'exportation et pour le marché intérieur et sur le rôle de l'État dans le développement [Massal, 2005], aspects qui deviendront prédominants à partir du moment où la rente pétrolière fournira l'essentiel des devises (loi de 1973). En effet, depuis la fin des années 1950, le développement économique de l'Équateur reposait principalement sur l'exportation de la banane. Mais en 1972, la découverte de pétrole en Amazonie apporte une prospérité considérable au pays, lui permettant de déployer à grande échelle les politiques d'industrialisation par substitution d'importation. Des organismes publics sont mis en place dans tous les secteurs économiques. En ce qui concerne le secteur agricole et la mise en œuvre des réformes agraires, l'intervention de l'État s'opère essentiellement *via* l'institut équatorien de réforme agraire et de colonisation (IERAC), mais un grand nombre d'autres organismes publics

furent créés⁷⁴ ou même relancés, notamment l'institut national de la recherche agronomique (INIAP). Celui-ci accordera la priorité à la sélection génétique des variétés à haut potentiel de rendement de cultures principalement destinées à l'exportation [Vaillant, 2013], expression de choix politiques loin d'être en faveur d'un développement qui serait fondé sur une voie paysanne. En matière de redistribution des terres aux paysans, si la concentration foncière était un obstacle au développement agricole, l'atomisation des terres l'était aussi, si bien que l'État limitera les redistributions [Gasselin, 2000]. En particulier, de vastes espaces communaux seront créés dans les zones d'altitude, et la colonisation agraire de l'Amazonie et de certaines régions encore forestières de la Costa et des piémonts andins sera engagée. Entre 1964 et 1992 la surface agricole colonisée concernera plus de 6 millions d'hectares (23% du territoire national, plus des deux tiers en Amazonie) et en moyenne 65 ha⁷⁵ par bénéficiaire, alors que 900 000 ha (3% du territoire, la grande majorité dans la Sierra et dans les provinces de Guayas et Los Ríos de la Costa) et en moyenne 7,5 ha⁷⁶ par bénéficiaire, seront redistribués par la réforme agraire [Gondard & Mazurek, 2001]. Avec la loi de 1964, les propriétés les plus touchées par la réforme agraire seront celles de l'État (haciendas de l'Assistance Publique) qui seront totalement distribuées aux travailleurs qui formeront des coopératives dont les membres rachèteront collectivement les terres. Ces coopératives seront créées non pas à l'initiative des paysans mais imposées par l'État, celui-ci fixant à la fois les structures internes, les modalités de fonctionnement social et économique, les relations avec les organismes publics et les marchés des produits, de l'argent et du travail. Elles disparaîtront progressivement une fois honorées les dettes d'achat des terres et des équipements, les paysans préférant se répartir les terres et obtenir des titres individuels de propriété afin de garantir leur autonomie et leur sécurité alimentaire [Haubert, 1989]. En ce qui concerne les haciendas privées, plus directement visées par la loi de 1973, rares seront les expropriations complètes (contrairement à la Bolivie et au Pérou) et elles correspondront le plus souvent à des invasions paysannes légalisées. La majorité des haciendas privées ne seront contraintes qu'à la redistribution de terres de superficie et de qualité inférieure à celles dont bénéficiaient les travailleurs des haciendas avant les réformes, et elles conserveront la propriété des bâtiments, des cheptels, des équipements, des droits d'eau et des unités de transformation. L'oligarchie foncière bénéficiera en outre de la lenteur des procédures, ce qui lui laissera le temps d'élaborer des stratégies pour échapper à l'expropriation, en divisant les très grandes propriétés familiales en unités plus petites et plus facile à gérer et en se débarrassant des secteurs les moins productifs vendus aux paysans. Ce sont d'ailleurs ces stratégies des grands propriétaires fonciers plus qu'une véritable répartition de la terre qui explique la perte d'importance des unités de plus de 1000 hectares et la baisse de la taille moyenne des unités de plus de 100 ha entre 1954 et 1974 [Cliche, 1995]. En ce qui concerne les unités de 5 à 20 ha et de 20 à 100 ha, leur nombre a augmenté respectivement de

⁷⁴ Création d'un institut de planification, administration et contrôle des ressources hydriques (INERHI), d'offices de stockage et de commercialisation des produits alimentaires de première nécessité (ENAC et ENPROVIT), d'une centrale d'achat d'intrants (FORTISA) et de la banque national de crédit agricole (BNF).

⁷⁵ Ces moyennes sont à prendre avec précaution, puisqu'il existe de très grandes variations selon les régions, se reporter pour cela aux cartes et aux graphes réalisés par Gondard et Mazurek [2001].

⁷⁶ Ces moyennes sont à prendre avec précaution, puisqu'il existe de très grandes variations selon les régions, se reporter pour cela aux cartes et aux graphes réalisés par Gondard et Mazurek [2001].

68% et 134% entre 1954 et 1974⁷⁷, et elles occupent 45% de l'espace agricole, témoignant du développement de couches agraires moyennes issues pour une part de l'ancien personnel des haciendas (majordomes et contremaîtres) et pour l'autre du secteur du capital commercial et des investisseurs urbains [Chonchol, 1986]. Mais même si la structure agraire s'est modifiée, les inégalités foncières demeurent après les réformes agraires, puisqu'en 1974, le coefficient de Gini s'élève à 0,74 pour l'ensemble du pays et à 0,85 dans les Andes [Gasselin, 2000]. Aujourd'hui, cet indice est de 0,80, un des plus élevés d'Amérique latine et du Monde [Martínez, 2014]. Entre 1954 et 1974, outre le fait que bon nombre de paysans n'ont pas reçu la parcelle qu'ils cultivaient mais une autre moins fertile, le minifundisme s'est considérablement accru. Le nombre de propriétés inférieures à 5 ha a augmenté de 38%, tout en n'occupant que 7% du territoire mais presque 70% du nombre total d'unités, et leur taille moyenne dans la Sierra et la Costa a diminué pour passer de 1,71 à 1,53 ha. Cette diminution s'explique par les effets conjugués de la faible redistribution foncière en faveur de la paysannerie et du morcellement par voie successorale [Chiriboga, 1988]. Ajoutons qu'en 1970, six ans après la première loi de réforme agraire, seulement 1% des anciens travailleurs des haciendas avaient bénéficié des crédits et des services de vulgarisation prévus par la loi [Gasselin, 2000]. Finalement, la dissolution des grands domaines et des rapports de production précapitalistes s'est fait à moindre coût pour les grands propriétaires terriens, invités à moderniser leur exploitation sur le modèle de l'entreprise capitaliste et à se transformer en bourgeoisie agraire. Les paysanneries, en étant libérées du joug de l'hacienda, ont perdu du même coup les avantages que celle-ci leur procurait et se sont retrouvées face à des conditions matérielles d'existence parfois encore plus précaires qu'avant les réformes agraires, les conduisant à adopter de nouvelles stratégies d'adaptation. En outre, le fait de s'être libérées des relations semi-serviles imposées par l'*hacendado* n'a pas signifié pour les paysanneries une libération de la stratification sociale qui régnait au sein de l'hacienda. En effet, celle-ci a été reproduite et pérennisée, voire accentuée par les réformes agraires, la quantité et la qualité des terres reçues par les anciens travailleurs des haciendas dépendant de leur statut social dans l'hacienda⁷⁸. La variabilité des conditions d'accès à la terre dépendait également du statut des haciendas, les anciens travailleurs des haciendas publiques, entièrement redistribuées, se retrouvant en possession de parcelles plus vastes et de meilleure qualité que celles des anciens *huasipungueros* des haciendas privées, qui, sauf en cas d'invasions légalisées, cédèrent uniquement leurs terrains les moins productifs. Enfin, comme en Bolivie, où la réforme agraire équatorienne s'était concentrée sur les *colonos* sans tenir compte des paysans des communautés et des paysans sans terre, la réforme agraire équatorienne négligea les rapports sociaux complexes qui unissaient l'hacienda à une paysannerie très différenciée. Le programme de redistribution des terres ignora ainsi les métayers, les *yanaperos*, ainsi que les divers paysans sans terre qui travaillaient périodiquement sur l'hacienda. Privés d'accès à la terre, ces derniers furent souvent contraints à l'exode, tandis que pour les autres, la perte d'accès aux ressources de

⁷⁷ Calculs réalisés d'après les chiffres des recensements agricoles présentés par Bretón [2008 p. 592].

⁷⁸ On pourra à lire le rapport de diagnostic agraire réalisé par Decorde & Aguilar Huaña [2006, pp. 13 et suiv.] dans trois communautés du canton de Colta, province de Chimborazo. Les auteurs y décrivent précisément la manière dont les terres de plusieurs haciendas de la zone ont été distribuées et vendues en fonction de la position hiérarchique occupée dans l'hacienda (*mayordomo*, *mayoral*, *huasipungo*, *peón*, *yanapero* etc.) et de la qualité de la relation avec la famille de l'*hacendado*.

l'hacienda eut pour effet de réduire encore davantage la base de leur reproduction sociale [Vaillant, 2013]. Soulignons toutefois que quelques années après ces premières distributions très partielles et inégalitaires de terres à la suite de la loi de réforme agraire de 1964, de nombreuses haciendas finirent par être vendues par les *hacendados* ou leurs héritiers, notamment lorsque ceux-ci exerçaient un métier en ville et ne s'intéressaient pas ou plus à l'hacienda, et d'autant plus lorsque celle-ci était restée à l'abri des vents de modernisation. Ce fut le cas par exemple dans la province de Chimborazo, où les haciendas étaient restées très traditionnelles et où les anciens travailleurs des haciendas et habitants des communautés « libres » purent, à partir des années 1970 et parfois jusqu'aux années 1990, acheter progressivement des terres petits morceaux par petits morceaux (par *cuadra*⁷⁹, voire encore moins). La surface et la qualité des terres achetées dépendaient des relations entretenues avec la famille de l'*hacendado* et du capital possédé⁸⁰. Ces achats progressifs de terre permirent ainsi à plusieurs familles paysannes d'obtenir des parcelles localisées dans différents étages écologiques. Cette période de parcellisation des haciendas, et les divisions ultérieures des terres entre héritiers, expliquent la caractéristique minifundiste de la province de Chimborazo et le paysage très morcelé qui en découle (Photo 6).

Photo 6 - Paysage de *minifundios* dans la province de Chimborazo (canton Colta)



⁷⁹ En Équateur, *una cuadra* correspond à une surface de 7056 m².

⁸⁰ Ainsi, ceux qui travaillaient comme *peones* (paysans sans terre mais aussi paysans des communautés lorsqu'ils cumulaient les statuts de *peón* et de *yanapero*) avaient pu accumuler un peu d'argent grâce aux salaires payés par l'hacienda ou par les domaines de la Costa où certains migraient de manière temporaire. Quand aux ex-*huasipungueros*, ils vendirent leurs animaux afin de pouvoir acheter des terres complémentaires aux terres reçues lors des redistributions de 1964.

4.1.2.1.3. La réforme agraire péruvienne

En 1964, en conformité avec la charte de Punta del Este, une première loi de réforme agraire fut votée au Pérou sous le gouvernement du président Belaúnde, mais son application demeura très limitée du fait de la lenteur des procédures, du peu de moyens, et de l'opposition des grands propriétaires terriens. Une timide distribution des terres sera mise en œuvre dans les zones les plus conflictuelles de la Sierra où les propriétaires d'haciendas céréalieres et d'élevage extensif envisageaient déjà la vente de leurs terres par craintes des mouvements paysans [Dufumier, 2004], ainsi qu'au profits des des *yanaconas* – paysans qui devaient payer une rente en travail ou en nature au propriétaire en échange de l'accès à des terres sur le domaine – de la Costa qui réussirent à devenir propriétaires [Eguren, 2014]. Au final, en 1968, cette réforme n'avait bénéficié qu'à 15 000 paysans (2% de la population potentiellement bénéficiaire) et 385 000 ha (moins de 5% des terres susceptibles d'être redistribuées) [Chonchol, 1994]. Ce n'est qu'après le coup d'État du général Velasco en 1968 que fut promulguée, en juin 1969, une loi de réforme agraire considérée comme une des plus radicales d'Amérique latine selon les critères du nombre de domaines expropriés, du nombre de bénéficiaires, ainsi que des changements importants en matière de propriété de la terre et d'organisation de la production [Mesclier, 2000]. Agissant dans le même sens que le mouvement paysan des années soixante, la réforme agraire, sur des critères de superficie, de faire-valoir indirect, de violation des lois du travail, exproprie la totalité des grands domaines d'une façon si radicale qu'elle élimine la classe des grands propriétaires terriens, et y compris ceux des plantations agro-industrielles de canne à sucre et des haciendas modernes de plantation de coton, qui constituaient les deux groupes les plus puissants du pays et qui détenaient jusque-là l'essentiel du pouvoir économique et politique [Eguren, 1989]. Mais par crainte de voir resurgir des agricultures paysannes à dominante vivrière jugées inefficaces, les militaires agissent à l'opposé des revendications paysannes. En effet, ils rejettent la mise en valeur parcellaire et décident de maintenir des grandes unités productives pour ne pas perdre les économies d'échelles atteintes par les haciendas les plus modernes [Dufumier, 2004 ; Remy, 1991]. Ils distribuent ainsi les propriétés aux travailleurs des haciendas à qui ils imposent d'organiser collectivement l'exploitation des terres, le secteur social entrepreneurial devant devenir la colonne vertébrale de l'agriculture péruvienne. Les plus importantes de ces formes collective d'exploitation, qui reçurent plus des deux tiers des terres distribuées, furent les coopératives agraires de production (CAP), et les sociétés agricoles d'intérêt social (SAIS). Les CAP, localisées essentiellement sur la Costa et qui reçurent les meilleures terres irriguées (1,9 millions d'hectares), regroupaient les anciens travailleurs des haciendas à l'exclusion des paysans minifundistes et sans terre qui y travaillaient épisodiquement comme journaliers. Les SAIS, localisées dans la Sierra et qui reçurent surtout des pâturages (2,5 millions d'hectares), étaient formées par les anciens travailleurs permanents et les communautés qui avaient été lésées par les grands domaines [Mesclier, 2006]. Quant aux communautés paysannes et aux paysans indépendants qui reçurent des extensions plus petites, ils furent incités à les exploiter en commun selon divers statuts juridiques, afin de pouvoir eux aussi profiter des économies d'échelles et bénéficier des enseignements technicistes des ingénieurs et techniciens de l'État qui avaient pour mission de favoriser la mécanisation et la révolution verte dans les campagnes de tout le pays [Mesclier, 2000, 2003]. Aussi, non seulement la réforme agraire ne divisa pas les propriétés, mais elle concentra encore plus la terre en réunissant plusieurs haciendas en une

seule exploitation, si bien que de 16 000 unités expropriées on passa à moins de 2 500 unités collectives couvrant chacune une surface moyenne de 4 000 ha [Dufumier, 2004]. Ce mouvement de concentration des haciendas, ne fut toutefois qu'horizontal. En effet, le choix de ne pas démembrer les haciendas ne s'appliqua pas à celles qui possédaient des segments dans des étages écologiques différents. Dans un objectif « rationnel » de spécialisation, ces domaines furent divisés en autant de coopératives que d'étages écologiques, et donc de types productions, obligeant les anciens paysans-travailleurs des haciendas devenant propriétaires-salariés d'une coopérative à « choisir » leur étage écologique. Ce même principe fut appliqué aux membres des communautés paysannes et aux petits exploitants qui s'y rallièrent au moment de la réforme agraire. En recherchant la cohérence parfaite entre lieu de résidence, propriété, terre et travail, la réforme agraire constitua une nouvelle étape dans la limitation de l'accès des paysans à différents étages écologiques, les privant du double avantage de couvrir les besoins alimentaires de leur famille et d'être occupés de façon productive toute l'année [Mesclier, 2003, 2006].

Pendant les premières années d'application de la réforme agraire, les paysans ne contestent pas le modèle. Au contraire, la réforme agraire initiée en 1969 relance le mouvement paysan, en particulier les syndicats de travailleurs sur la Costa et les communautés paysannes dans la Sierra. Celui-ci se mobilise dans un processus d'« approfondissement de la réforme agraire » qui vise à l'accélérer, l'élargir, et à empêcher les grands propriétaires de trouver des échappatoires à la réforme agraire (division de leurs domaines en dessous du minimum non expropriable, ou encore la vente du capital d'exploitation (matériel, animaux etc.)) [Eguren, 2014 ; Remy, 1991]. Mais très rapidement, le modèle d'entreprise coopérative souhaité et contrôlé par l'État trouve ses limites (conflits internes et externes, absence de liberté dans le choix des productions et des pratiques, problèmes de gestion en l'absence de personnel compétent etc.) qui les conduisent à des situations de crise économique et sociale, si bien que les travailleurs voient dans la mise en valeur d'une petite parcelle au sein de l'exploitation la possibilité de compléter leur subsistance. Dans les années 1970 de manière informelle, puis dans les années 1980 à la suite de la Loi de développement agraire autorisant la restructuration des entreprises agricoles coopératives, les membres des CAP divisèrent les terres pour se les distribuer sous formes de parcelles familiales. Apparurent ainsi des dizaines de milliers d'unités paysannes de taille variable, la plupart entre 3 et 5 ha de terres irriguées [Eguren, 2014]. En ce qui concerne les SAIS, soit les terres furent récupérées par les communautés voisines qui les revendiquaient et les travailleurs permanents souvent intégrés à ces communautés, soit les entreprises associatives furent converties en communautés à la demande de leurs membres qui se répartissent les terres [Remy, 1991]. Dans la Sierra centrale, l'action du mouvement terroriste du « Sentier Lumineux » joua également un rôle dans la disparition des coopératives [Eguren, 1989], le département de Huancavelica étant celui qui sera le plus touché [Aubron, 2006]⁸¹. Finalement, la redistribution des terres des grands domaines a permis, après un passage par l'exploitation sous forme collective contrôlée par l'État, de libérer les paysans du joug de l'hacienda et de les transformer en petits producteurs familiaux indépendants ou en ouvriers agricoles salariés. Toutefois, si la réforme agraire a fait disparaître le groupe dominant constitué par les grands propriétaires terriens, elle

⁸¹ Voir notamment la description que l'auteure fait de l'action du Sentier Lumineux sur la disparition de la coopérative de Sinto [pp. 80-81].

n'a pas pour autant bénéficié à tous les paysans, ni de manière égale. Ainsi, moins d'un tiers des foyers ruraux bénéficieront des réformes agraires et l'on estime à un million le nombre de paysans minifundistes et sans terre qui ne bénéficieront pas de la réforme [Chonchol, 1994]. Par ailleurs, la redistribution des grands domaines a, certes, permis à certains paysans de se constituer des petites et moyennes exploitations agricoles suffisantes pour ne plus devoir travailler ailleurs [Mesclier, 2000], mais une proportion importante et croissante de paysans minifundistes et sans terre, de la même manière qu'en Équateur et en Bolivie, est contrainte de migrer de manière temporaire ou permanente pour trouver des compléments de revenu nécessaires pour subvenir aux besoins de leurs familles, et ce d'autant plus qu'ils ne bénéficient pas ou peu d'appui de l'État.

Finalement, les réformes agraires, qui ont conduit à la disparition de l'ancien groupe dominant, en a fait émerger de nouveaux qui occupent des positions favorables vis-à-vis de l'État modernisateur [Eguren, 1989]. Un premier groupe est constitué des agriculteurs dits « moyens », localisés essentiellement sur la Costa et dans la Selva, qui ont réussi à occuper une position stratégique dans les relations entre le monde agricole et les politiques de modernisation de l'État. En effet, ils pratiquent une agriculture à haut niveau technologique tournée vers la ville (riz, pomme de terre) et l'industrie (coton pour l'industrie textile, maïs pour l'industrie avicole) ou vers l'exportation (café, cacao, fruits, asperges), qui est précisément le type d'agriculture faisant l'objet d'un appui massif de l'État (crédits et subventions), soucieux de soutenir la production de masse pour la ville et pour l'industrie ainsi que les exportations, et de plus en plus les exportations dites « non-traditionnelles⁸² » à partir des années 1980 (§ 4.2). Très liée à ce premier groupe, les grandes entreprises agroindustrielles, qui se développent de plus en plus depuis les années 1950 de manière parallèle au processus d'urbanisation grandissante, sont dotées d'un pouvoir croissant sur la définition des politiques et des structures agraires et même des modèles alimentaires. Ainsi, le volume des produits agro-alimentaires importés par le Pérou a été multiplié par 2,6 entre 1970 et 1987, ces produits venant directement approvisionner l'agro-industrie, contribuant au délaissement progressif par la population urbaine des produits traditionnels de la sierra.

4.1.2.2. *Réformes agraires et modernisation capitaliste et conservatrice*

Ainsi, au Pérou, comme en Équateur ou en Bolivie, face à une redistribution inachevée et inégalitaire et face au maintien et/ou au renouvellement des groupes dominants par les politiques de réformes agraires et de modernisation, qualifiées pour ces raisons de conservatrices [Chonchol, 1994] ou excluantes [Kay, 1995b], la majorité des paysanneries andines, et notamment celles des sierras et des hauts-plateaux, demeurent marginalisées, mais les modalités de marginalisation ont changé. Ainsi, la voie de la modernisation choisie par les décideurs politiques écartant la voie paysanne et l'emploi rural, les paysanneries, de travailleurs semi-serviles exploités et contrôlés par un système dominé par le latifundio traditionnel, sont devenues des paysanneries certes indépendantes, mais dotées de peu voire pas de terres et exclues d'un système dominé par l'agriculture entrepreneuriale capitaliste et techniciste ainsi

⁸² Les exportations dites « traditionnelles » sont le café, le coton et la canne à sucre.

que par la ville⁸³, ce qui constitue une nouvelle forme de domination. En effet, « *l'opposition entre groupes dominants et groupes dominés ne doit pas être pensée uniquement par le concept d'exploitation, mais également par celui de l'exclusion, à la fois économique et sociale* ». [Diaz-Pedregal, 2006, p. 365]. Il convient d'y ajouter également l'exclusion spatiale, que nous avons déjà mentionnée et décrite à plusieurs reprises et sur laquelle nous reviendrons.

Cette voie de la modernisation capitaliste, déjà entamée dans les décennies précédentes, et par certains acteurs avant même la mise en œuvre des réformes agraires, sera confirmée dans les années 1970 et 1980. Les États laisseront de côté les redistributions foncières en tant que telles, pour se concentrer pleinement sur les politiques de modernisation agricole par voie de capitalisation intensive qui devaient être associées aux réformes agraires. Ces politiques consistaient essentiellement en la diffusion du paquet technologique de la révolution verte (semences et races améliorées, engrais chimiques, pesticides), la capitalisation à l'échelle des exploitations (mécanisation) ou du secteur (programmes d'irrigation, infrastructures de communication, de commercialisation et de stockage), le développement de l'agro-industrie, la pénétration des multinationales et le développement des exportations [Chonchol, 1994]. Les ressources officielles en biens de production, assistance technique et crédit étaient affectées prioritairement aux exploitations de type capitaliste⁸⁴ [Haubert, 1989]. Toutefois l'action des techniciens de l'État, des ONG et de la coopération internationale, ainsi que les politiques de subventions aux achats d'intrants, ont contribué à la diffusion du paquet de la révolution verte, en particulier des engrais chimiques et les pesticides, jusque dans les communautés paysannes [Mesclier, 2006], et cela malgré la remise en cause dès les années 1970 et 1980 des avantages agronomiques à long terme de la révolution verte dans les Andes, que ce soit après expérimentation scientifique ou d'après les témoignages paysans [Mesclier, 2000]. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : entre 1950 et 1980, l'usage des engrais chimiques et des pesticides fut multiplié par quinze [Kay, 1995a], l'Équateur étant un des pays où cet usage a le plus significativement augmenté dans la seule décennie 1970 [Chonchol, 1994]. Associées à une vision du caractère inefficace de l'agriculture paysanne, ces politiques de modernisation à visée productiviste demeureront au centre des politiques agricoles dans les Andes pendant toute la décennie 1970 et ce malgré leur coût économique important et leur coût social exorbitant, en particulier sur l'emploi rural [Favre, 1981 ; Mesclier, 2000]. Quant à la domination de la ville sur le rural, il suffit d'analyser à quel point les politiques des États (fonctionnement des offices de commercialisation, politiques de prix, soutien aux importations massives de denrées alimentaires, jusqu'aux obstacles opposés à l'organisation politique et syndicale des paysans) ont systématiquement favorisé les intérêts des consommateurs urbains (groupes dominants et travailleurs) au détriment de ceux des producteurs paysans, et cela bien que ces derniers

⁸³ Les chiffres en Équateur cités par Vaillant [2013] sont éloquentes : pendant la période des réformes agraires et de la modernisation capitaliste, les villes et le secteur industriel bénéficièrent de onze fois plus de subventions que les campagnes, tandis que le secteur capitaliste agricole (plantations agro-commerciales du littoral et exploitations laitières de la sierra) profita de huit fois plus de subventions que l'agriculture familiale.

⁸⁴ Cela inclut les exploitations familiales moyennes quand elles réunissent les conditions d'une certaine capitalisation, comme par exemple celles que nous avons décrites dans le cas du Pérou. Mais elles ne concernent finalement qu'une minorité – Dollfus [1981] l'estime pour le Pérou autour de 10% des unités à la fin des années 1970 sur un total d'un million –, l'immense majorité des exploitations demeurant des *minifundios*.

produisent la majeure partie des aliments de base (traditionnels ou non) disponibles sur les marchés, [Santana, 1981]. En outre, les gouvernements et les urbains commençaient à se détourner des cultures de subsistance traditionnelles (pommes de terre andines, maïs, haricot etc.) produites majoritairement par le secteur paysan. Les premiers, par leurs politiques discriminatoires, par le soutien aux exportations traditionnelles (café, sucre, coton, banane) et de plus en plus non traditionnelles (soja (pour la Bolivie), fruits et légumes de contre-saison), et par l'encouragement de la concurrence internationale déloyale. Quant aux seconds, par l'adoption d'un régime alimentaire plus occidentalisé et moins « indien » (huiles végétales, pain, pâtes, riz, volailles, porc, produits laitiers, fruits et légumes non traditionnels) [Kay, 1995a].

Ainsi, les paysanneries libérées du joug de l'hacienda et nouvellement et fortement intégrées au marché des produits alimentaires, sont les plus durement soumises aux lois de ce même marché⁸⁵, les États renonçant à leur rôle de protection de ces paysanneries. Il est ainsi surprenant de constater le contraste entre l'intense effort économique et politique consacré à l'alimentation des villes, et le fait qu'aucune politique ne se soit intéressée à la situation alimentaire des paysans, sauf à en faire des bénéficiaires des vivres distribués par le programme alimentaire mondial. Si les paysans peuvent éventuellement faire l'objet de politiques sociales, ils sont à l'époque encore loin d'être considérés comme des acteurs pouvant avoir un rôle dans le développement économique du pays. Certes, pendant cette même période, fut mise en place une politique spécifique pour le secteur de la petite agriculture, les projets de développement rural intégré (DRI), appuyés par la Banque Mondiale. Ces programmes, qui mobiliseront d'importants fonds nationaux et internationaux, avaient l'avantage à la fois de tordre le coup à la croyance ancrée dans les esprits de tous les gouvernants selon laquelle la paysannerie ne peut pas être productive, et de laisser partiellement de côté les visions productivistes et sectorielles en postulant la nécessité d'une action coordonnée à la fois sur les facteurs productifs directs, mais aussi indirects (éducation, santé, communications etc.). Ils furent toutefois loin de concerner tous les paysans puisqu'ils ne bénéficièrent qu'à ceux dont la dimension était supérieure à celle d'un minifundio (soit 5 ha), considérés comme étant les seuls à pouvoir s'intégrer efficacement au marché [Dollfus, 1981]. En outre, aucun des gouvernements engagés dans le DRI ne relâchera la pression exercée sur le revenu paysan en faveur du consommateur urbain. Enfin, ils ne constitueront jamais une proposition de développement alternatif et serviront seulement, pour les paysans et territoires – en définitive assez peu nombreux – bénéficiaires de ces programmes, à panser les effets pervers des choix des États en matière de politiques agricoles et économiques [Favre, 1981]. En cela, et dans la mesure où, venant prendre le pas sur les réformes agraires, ils serviront d'alibi pour mettre fin aux redistributions des terres, les projets DRI signeront la fin de l'ambition de transformation globale de la société rurale et de justice sociale qui était attendue des réformes agraires, au profit d'interventions partielles et circonscrites, tout en ouvrant la voie à la privatisation des

⁸⁵ Prix tirés vers le bas, manque d'infrastructures de transport et de communication en particulier pour les paysans des hautes terres, et forte dépendance vis-à-vis des intermédiaires, qu'il s'agisse des commerçants ou plus récemment des industries agro-alimentaires dont la présence se fait de plus en plus sentir dans les campagnes

actions en matière de développement rural et au « projectisme »⁸⁶ comme unique moyen d'intervention [Bretón, 2008, 2014b, 2014c].

Finalement, on peut se demander comment les paysanneries, surtout les paysans minifundistes et sans terre, qui apparaissent finalement comme les grandes perdantes de toutes ces politiques qui avaient pourtant été au départ théoriquement mises en œuvre pour elles, s'insèrent dans cette nouvelle donne au lendemain des réformes agraires et au cœur des politiques de modernisation capitalistes.

4.1.3. Les paysanneries au lendemain des réformes agraires et au cœur des politiques de modernisation capitalistes : adaptations des systèmes d'activité et émergence d'organisations collectives

Malgré des réformes agraires qui, plutôt que de s'orienter vers un développement agricole et économique fondée sur une voie paysanne, privilégièrent une transition allant du latifundio traditionnel vers le capitalisme agraire, favorisant une structure agraire bimodale [Kay, 1995a], il est important de souligner, si ce n'est des effets positifs, un certains nombres d'opportunités nouvelles que ces réformes ouvrirent pour le monde paysan. N'oublions pas que les réformes agraires permirent de libérer une masse paysanne et indigène considérable, celle-là même qui avait été exploitée depuis plusieurs siècles par les colons espagnols puis par les haciendas. En cela, il est indéniable, du point de vue historique et symbolique, qu'il y eut un « avant » et un « après » les réformes agraires, celles-ci offrant aux paysanneries un nouveau statut socio-économique et de nouvelles opportunités notamment en matière d'organisation collective.

4.1.3.1. Des paysanneries libérées qui s'organisent

En premier lieu, la libération des paysans leur confirma la possibilité et leur donna l'opportunité de s'organiser collectivement et à diverses échelles (locales, régionales, nationales) autour d'aspects économiques, politiques, ou identitaires⁸⁷.

Du point de vue de l'organisation territoriale, la reconnaissance des communautés paysannes et indigènes, que nous avons déjà évoquée précédemment (§ 3.3) a permis de donner aux populations rurales des formes juridiques leur permettant de structurer au niveau local leur organisation politique, sociale et économique ainsi que la gestion des ressources. Cette forme d'organisation est particulièrement plébiscitée par les populations rurales, en particulier dans les sierras et l'Altiplano. Au Pérou par exemple, 3 000 communautés paysannes étaient

⁸⁶ Les DRI, ainsi que d'autres programmes de développement rural du même type créés par les États à la même époque (par exemple le FODERUMA, Fonds de développement rural pour les marginalisées, créé par la Banque Centrale d'Équateur en 1978 pour apporter une assistance financière aux communautés et petits paysans les plus pauvres) agissent par « projets » et non de manière uniforme sur tout le territoire, ce qui, comme le souligne [Moriceau, 2012, p. 51], est un changement notoire dans la manière dont l'État met en œuvre sa politique publique. En outre, ces projets bénéficiaient de budgets limités, ce qui rendait impossible une mise en œuvre à une échelle plus large (voir notamment [Korovkin, 1997, p. 38] pour le cas du FODERUMA).

⁸⁷ En réalité, une organisation est toujours porteuse d'un projet qui a une dimension économique, une dimension éthique et politique (liée aux valeurs) et une dimension identitaire (voir notamment [Gasselin *et al.*, 2012a]), même si une dimension est toujours (du moins formellement) dominante. Nous reviendrons sur ces aspects dans le chapitre 3.

reconnues en 1980 pour passer à 5 680 en 1994 [Mesclier, 2000] et à 6 069 (dont 5 805 dans la Sierra) en 2010 [CEPES, 2013a].

Du point de vue de l'organisation économique, un grand espoir avait été mis dans les coopératives issues de la réforme agraire, mais celles-ci, nous l'avons vu, furent des échecs. En effet, elles ne furent pas impulsées par les paysans mais imposées et surtout contrôlées par les États. Ceux-ci adoptèrent souvent une attitude paternaliste et dirigiste vis-à-vis des paysans, exigeaient l'usage collectif des terres et ne leur laissaient pas le choix des productions et des pratiques, tout en négligeant de les accompagner sur des aspects de gestion. C'est pourquoi les paysans préférèrent finalement la mise en valeur parcellaire des terres distribuées par les réformes agraires afin de conserver leur autonomie vis-à-vis de l'extérieur et de garantir leur sécurité alimentaire. Contrairement à certaines idées reçues, ils ne le firent pas par individualisme ou par manque de volonté ou de capacité d'organisation. En témoigne ainsi l'importance des coopératives ou associations paysannes à vocation productive (production, transformation et/ou commercialisation et/ou services) qui émergèrent dans les décennies suivantes un peu partout dans les Andes, souvent avec l'appui d'acteurs extérieurs tels que l'Église et les ONG locales, nationales ou internationales, parmi lesquelles on pourra mentionner l'exemple emblématique des coopératives de producteurs de commerce équitable⁸⁸.

Citons également le cas intéressant de la Bolivie où le secteur paysan est aujourd'hui particulièrement organisé. En effet, les différentes organisations économiques paysannes (OECA) – héritières à la fois des anciennes coopératives impulsées dans les années 1960 par l'Église, des anciennes CORACA⁸⁹ créées dans les années 1980 en tant que bras économique du syndicat des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB)⁹⁰ et enfin des différentes organisations de producteurs créées avec l'appui d'ONG depuis les années 1970 – sont rassemblées depuis le début des années 1990 dans un organisme national (CIOEC) qui joue un rôle d'assistance technique aux OECA ainsi qu'un rôle de représentation du secteur paysan dans les débats politiques [Charlier, 2006 ; CIOEC Bolivia, 2010]. Outre toutes ces organisations à vocation productives, généralement structurées autour d'une filière, on a vu également fleurir dans les Andes une multitude d'initiatives d'économie sociale et solidaire, comme les caisses villageoises, les institutions de microcrédit, les associations de femmes⁹¹, les associations d'usagers de ressources, les ONG locales etc. Toutes ces organisations économiques se distinguent des anciennes formes coopératives fondées au moment des réformes agraires par le fait qu'elles ne sont plus le produit d'une stratégie externe aux producteurs mais sont issues de la rencontre entre une population marginalisée et des dirigeants associatifs [Diaz-Pedregal, 2006].

⁸⁸ Pour une histoire détaillée des coopératives de commerce équitable au Pérou, en Bolivie et en Équateur, lire la thèse de Virginie Diaz Pedregal [2006].

⁸⁹ Les CORACA étaient dotées d'objectifs comme l'organisation des marchés paysans, les machines agricoles et leur administration, les crédits ruraux, les magasins communaux (produits de première nécessité et intrants agricoles) etc.

⁹⁰ La CSUTCB (Centrale Syndicale Unique des Travailleurs Paysans de Bolivie), créée au lendemain de la réforme agraire en 1953 avait pour mission de récupérer les terres. Depuis, elle s'est confondu avec les structures communales et est devenu la Confédération Unique des Communautés Paysannes de Bolivie, structure rassemblant les différentes communautés paysannes du pays. La CSUTCB est aujourd'hui membre de La Vía Campesina.

⁹¹ On pourra lire à la thèse de Sophie Charlier [2006] pour l'histoire des organisations de femmes en Bolivie.

Enfin, du point de vue de l'organisation politique et identitaire, les années qui suivirent les réformes agraires virent l'émergence d'organisations et de mouvements paysans et indigènes d'envergure nationale. Au Pérou, c'est au cœur des réformes agraires qu'émergera en 1973 la *Confederación Campesina del Perú* (CCP), fruit du regroupement des travailleurs agricoles salariés des vallées et de la Costa et des fédérations de communautés paysannes de la Sierra. En 1974, afin de limiter l'importance de la CCP et de rassembler les paysans qui avaient été directement bénéficiaires des réformes agraires le gouvernement militaire créera la *Confederación Nacional Agraria* (CNA). La CCP, tout en maintenant ses distances vis-à-vis du gouvernement militaire, réussira à jouer un rôle important jusqu'aux années 1980 dans l'unification du mouvement paysan et la démocratisation de la société rurale [Eguren, 2014]. Toutefois, même si la CCP et la CNA sont toujours aujourd'hui les organisations paysannes les plus importantes du pays, et sont toutes les deux membres de *La Vía Campesina*, elles ont progressivement perdu leur poids politique. Les petits paysans péruviens ont donc aujourd'hui assez peu de représentativité nationale en tant que paysans, et encore moins en tant que groupe ethnique dans un pays marqué par la valorisation du métissage et la réticence à reconnaître l'existence même de la diversité culturelle [Mesclier, 2000]. La situation est tout à fait différente en Bolivie et en Équateur, où les mouvements paysans et indigènes qui ont émergé à la faveur des réformes agraires ont réussi se développer, se fédérer et à se maintenir en tant que véritables acteurs sociaux et politiques au niveau national, non toutefois sans conflits entre les différentes organisations et parfois au sein même des organisations. Ces conflits tiennent souvent à leurs revendications qui peuvent être soit de nature plus « classiste », c'est-à-dire paysannes (accès équitable aux ressources (terre, eau), coûts de production, crédits, autonomie et prix justes dans la commercialisation des produits agricoles, amélioration des conditions de vie dans les campagnes etc.) soit de nature plus « ethnique » (droits des Indiens à vivre dans leur pays et à y être reconnus pour ce qu'ils sont en tant que nationalités constitutives de la nation) Toutefois, malgré une orientation principale, les organisations paysannes et indigènes combinent souvent les deux types de revendications [Altmann, 2014 ; Massal, 2005 ; Neuville, 2010]. Les différents mouvements paysans et indigènes boliviens et équatoriens trouvent leurs origines et leurs bases au moment des réformes agraires dans les différentes organisations syndicales et paysannes, puis indigènes. Mais c'est à partir des années 1990 que ces mouvements commenceront à acquérir une représentativité et une action politique au niveau national comme nous le verrons plus loin⁹².

⁹² Pour une histoire détaillées des mouvements indigènes en Équateur, voir Massal [2005] et Altmann [2014].

Encadré 4 - Petite chronologie de l'émergence des organisations paysannes et indigènes en Équateur

La FEI⁹³, première organisation indigène nationale, est créée en 1944 pour la défense des *huasipungueros* et des travailleurs agricoles indigènes. La politisation de la population paysanne et indigène avait toutefois démarré dès les années 1920 et 1930, à une échelle plus locale, sous l'influence des partis socialiste (fondé en 1925) et communiste (fondé en 1931), qui impulsèrent la création de syndicats dans le secteur de Cayambe (province de Pichincha). Au cours des décennies 1920 et 1930, il y eut des tentatives de formation d'une organisation indigène nationale, jusqu'à la création de la FEI. Cette dernière reprendra alors, jusqu'en 1968, la publication du bulletin *Ñucanchic Allpa* (« Notre Terre »), créé dès 1930 par les syndicats indigènes.

En 1968 est créée la FENOC, qui deviendra FENOC-I en 1988 puis FENOCIN en 1997⁹⁴. La FENOC est née de la CEDOC⁹⁵, créée en 1938 et qui rassemblait au départ surtout des artisans et des ouvriers urbains. C'est sa branche rurale, initiée dans les années 1950, qui donnera naissance à la FENOC. Puis, ECUARUNARI⁹⁶, première structure régionale qui représente tous les kichwas de la sierra et se voulant exclusivement indigène, est créée en 1972. Cette organisation participera en 1986 à la création de la CONAIE⁹⁷, organisation indigène nationale.

Ces organisations paysannes et indigènes ont bénéficié de l'appui de partis politiques (cas de la FEI), de l'Église catholique (la création d'ECUARUNARI a été impulsée par le diocèse de Riobamba, province de Chimborazo) ou de l'Église protestante (cas de la FEINE⁹⁸).

4.1.3.2. Des paysanneries dotées d'un nouveau statut social qui adaptent leurs systèmes d'activité à un nouveau contexte excluant

Les paysanneries changèrent radicalement de statut social et de rôle dans les économies nationales. De mise à disposition semi-servile pour le colon espagnol puis pour l'hacienda, ils deviennent des petits producteurs familiaux indépendants et/ou des ouvriers ruraux et/ou urbains salariés, libres de produire pour leur famille, pour le marché, et de vendre leur force de travail à l'extérieur. Toutefois, il est bien évident que cette liberté est toute relative, à tel point qu'il n'est pas rare que certains paysans regrettent le temps de l'hacienda qui leur « offrait » un accès aux ressources ainsi qu'une protection en cas d'urgence (mauvaises récoltes, maladie).

La grande majorité des paysans obtiendront un accès limité, si ce n'est absent, à la terre. Or l'accès à une surface suffisante est une condition indispensable pour permettre aux paysans d'accumuler un minimum de capital et intensifier leur système productif. Cela demeurera le privilège d'une minorité de petits agriculteurs familiaux localisés dans des zones géographiques favorables, bénéficiant de crédits, d'informations et d'assistance technique *via* les programmes de développement lancés par les États, et ayant accès à des filières de commercialisation relativement stables [Dufumier, 2004 ; Santana, 1981]. Partout ailleurs, là où les familles

⁹³ Fédération équatorienne des Indiens

⁹⁴ Confédération des Organisations **Paysannes**, puis Confédération des Organisations **Paysannes et Indigènes**, puis Confédération des Organisations **Paysannes, Indigènes et Noires**.

⁹⁵ Confédération Equatorienne des Ouvriers Catholiques

⁹⁶ En kichwa "*Ecuador Runacunapak Rikcharimui*" qui signifie « Le réveil des indigènes d'Équateur »

⁹⁷ Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur

⁹⁸ Conseils des Peuples et Organisations Indigènes Évangéliques d'Équateur

paysannes ont reçu des terres marginales (en quantité et en qualité)⁹⁹ et n'ont pas eu d'accompagnement technique ni financier, et où les prix des denrées n'étaient pas favorables, les réformes agraires n'ont pas produit les effets qu'on aurait pu attendre. Inachevées et inégalitaires, les réformes agraires n'ont pas mis fin au minifundisme, bien plus, celui-ci s'est accentué avec les générations et l'accroissement démographique. Les paysans ont donc dû trouver des stratégies d'adaptation pour survivre sur des territoires de dimension de plus en plus réduite. Ils se sont vus contraints de surexploiter le parcellaire limité, morcelé et peu productif auquel ils avaient accès, à conquérir de nouvelles terres en altitude¹⁰⁰, ou à migrer pour trouver d'autres sources de revenus, ces « options » étant bien souvent combinées par les familles paysannes [Bretón, 2008 ; Guibert, 2012]. Sur l'Altiplano bolivien et en particulier autour du lac Titicaca, on parle même de *surcofundio*, littéralement « terre de sillon » [Cúneo & Gascón, 2013 ; Diaz-Pedregal, 2006], ce qui en dit long sur les dimensions du terrain auquel les paysans les plus pauvres ont accès pour subvenir aux besoins de leur famille. Les paysans libérés de la loi et du paternalisme de l'*hacendado* se retrouveront soumis aux lois du marché des produits agricoles et du marché du travail, loin de leur être favorables. Confrontés à ce qui constitue finalement une nouvelle forme de subordination, et face aux politiques excluantes des États en faveur du capitalisme et du productivisme agraire et de la demande urbaine, les paysans développent des stratégies d'adaptation liées à la nécessité d'assurer leur subsistance sur des terrains de petite taille et de faible productivité et dans un contexte de faible pouvoir de négociation sur les marchés des produits agricoles et du travail.

4.1.3.2.1. Des paysanneries présentes sur le marché du travail...

Les effets limités et inéquitables des réformes agraires et des politiques de modernisation conduisirent bon nombre de familles paysannes à mettre en œuvre des stratégies de mobilités circulatoires destinées à trouver un complément de revenu à l'extérieur de l'exploitation [Cortes, 2002 ; Vaillant, 2013]. Construites à partir du calendrier agricole, ces mobilités sont une composante à part entière, endogène et constitutive des systèmes d'activité des familles paysannes. Ainsi, les familles paysannes délèguent un ou plusieurs de leurs membres dans emplois salariés précaires et saisonniers, fournis tout au long de l'année essentiellement par le secteur de la construction dans les zones urbanisées et par les exploitations agricoles capitalistes. À titre d'exemple, dans le canton de Guamate (province de Chimborazo, Équateur), au début des années 1980, au moins un membre de chaque famille indigène paysanne travaillait

⁹⁹ Par exemple, dans la Province de Chimborazo en Équateur, on estime qu'à peine plus de 20% des terres qui ont été redistribuées par les réformes agraires ont un réel potentiel productif. Ainsi, 2,8 % ont un potentiel agricole, 17,3 % ont un potentiel pour l'élevage (pastoralisme), tandis que les autres terres redistribuées sont situées sur des zones de fortes pentes, rocailleuses et/ou érodées [Korovkin, 2002, p. 24].

¹⁰⁰ Ainsi, les surfaces cultivées ont été étendues au détriment des terres de parcours dans les landes et pelouses d'altitudes. La taille des troupeaux a donc été diminuée, si bien que les terres cultivées, de plus en plus étendues et de moins en moins fertilisées par les déjections animales, ont vu décroître progressivement leur taux d'humus ce qui a affaibli leur stabilité structurale et les a rendues plus sensibles aux agents d'érosion. Les paysans se voient contraints – mais seulement lorsqu'ils en ont les moyens – de contrecarrer la baisse de fertilité des sols par l'achat de fertilisants à l'extérieur. Quant aux terres de parcours résiduelles, souvent surpâturées – la taille des troupeaux n'ayant pas diminué autant que les surfaces pâturées – elles sont en voie de dégradation et assurent moins bien leur rôle régulateur sur l'infiltration et le ruissellement des eaux de pluie [Dufumier, 2004].

à l'extérieur de sa paroisse et 73% de ces migrants partaient travailler pour une durée maximale de quatre mois à Quito et à Guayaquil, en grande majorité dans le secteur de la construction mais aussi dans les plantations de la Costa et dans les haciendas productrices de maïs à proches de Quito [Korovkin, 2002, p. 26]. La modernisation agricole a ainsi contribué à une augmentation de la pluriactivité, mais la nouveauté est que ce phénomène se déplace de plus en plus vers les villes [Santana, 1981]. Cela génère des réseaux denses de relations entre les paysans-ruraux d'un côté et, de l'autre, les citadins-paysans à temps partiel qui conservent des liens socio-économiques étroits avec leur famille et leur communauté, caractéristiques des pratiques spatiales multi-localisées et des logiques multi-résidentielles des familles paysannes [Cortes, 2002 ; Dollfus, 1981].

Du fait de l'exigence de force et d'endurance physique des tâches inhérentes au secteur du bâtiment ainsi qu'au secteur agro-industriel¹⁰¹, ces mobilités circulatoires sont essentiellement pratiquées par les hommes, contribuant à reproduire la traditionnelle division sexuelle du travail au sein des familles paysanne existant depuis l'époque coloniale où les travaux requis dans le cadre de la *mita*, exigeants physiquement (coupe de bois, transport de marchandises, extraction minière) étaient réservés aux hommes [Vaillant, 2013]. Enfin, si ces mobilités circulatoires permettent de fournir un complément de revenu aux familles paysannes, mais également de se construire un réseau de relations au-delà de leurs communautés, l'accès au marché du travail se fait dans des conditions où les paysans ne sont pas en mesure de négocier leurs salaires. En effet, l'essor de l'économie soutenu par les politiques d'industrialisation se révèle insuffisant pour fournir du travail à ceux qui, de plus en plus nombreux, viennent en demander [Favre, 1981], plaçant dès lors les masses paysannes en situation de concurrence sur le marché du travail. Si l'on ajoute à cela les politiques de bas coûts sur les produits de première nécessité, les entreprises étaient en position de force pour maintenir les salaires journaliers à de très bas niveaux [Vaillant, 2013]. Dans un contexte où la demande d'emploi excède l'offre dans des proportions grandissantes, c'est le développement du secteur informel qui vient absorber l'excédent de travailleurs ruraux migrant vers les villes. Citons à titre d'exemple le cas des communautés rurales de la paroisse de Cacha, localisées sur des versants secs et érodés à proximité de Riobamba, dont la grande majorité de la population masculine et féminine travaille dans le secteur informel (commerce ambulancier, services domestiques, employés informels de petites entreprises etc.) en ville, et dont seule une faible proportion de privilégiés parvenait à avoir sa propre boutique en ville ou bien à se consacrer au commerce interprovincial [Korovkin, 2002, p. 27].

4.1.3.2.2. ...et sur le marché des produits agricoles

Présents sur le marché du travail, les paysans le sont aussi sur le marché des produits agricoles. Au risque de parfois compromettre leur capacité d'autosubsistance, les familles paysannes opèrent une spécialisation partielle de leurs systèmes de production vers des

¹⁰¹Par exemple la coupe de la canne à sucre ou de la banane ; le transport de denrées pondéreuses depuis le champ, dans les centres de collecte, dans les minoteries ou les usines de décorticage, sur les marchés urbains, au port ou sur les chantiers (sacs de riz, de café, de cacao, de pomme de terre, d'engrais azotés ou de ciment, régimes de bananes, etc.) ; le désherbage des canaux d'irrigation ; la construction de bâtiments et de routes ; l'extraction minière etc. [Vaillant, 2013, p. 136].

productions destinées à la vente, et cela même chez les plus petits des minifundistes, dans le but de s'assurer un revenu certes faible, mais sûr [Santana, 1981]. Mais de la même manière que sur le marché du travail, les paysanneries sont loin d'être en position de force sur un marché de produits agricoles où les prix de nombreux produits sur le marché interne sont souvent manipulés par les gouvernements qui cherchent à les maintenir à un niveau le plus bas possible¹⁰², et où les paysans sont dépendants des intermédiaires et des transporteurs. C'est encore plus vrai pour les communautés indigènes les plus isolées, où les relations avec les intermédiaires dans les villes moyennes et grandes (c'est moins vrai sur les marchés ruraux) sont particulièrement inéquitables et fortement teintées de racisme. Après les réformes agraires, les métis ont pris le contrôle des circuits de commercialisation qui étaient auparavant principalement aux mains des propriétaires terriens. Ils ont reproduit, tout en le renouvelant, le système de domination auquel étaient soumis les paysans indigènes, et sont devenus un important groupe de pouvoir local. Face aux commerçants métis, les paysans, et surtout les paysans indigènes, ont un pouvoir de négociation très faible et n'ont guère d'autre choix que de se soumettre aux prix, aux poids, et parfois même aux violences verbales, voire physiques que ceux-ci leur imposent [Burgos, 1977 ; Chonchol, 1994] (Encadré 5).

Encadré 5 - Les relations socio-économiques entre paysans et intermédiaires : le cas des marchés de la ville de Riobamba¹⁰³ (province de Chimborazo, Équateur)

Dans son ouvrage basé sur une étude de terrain conduite en 1968 dans la province de Chimborazo, à une époque et dans une région où le système d'hacienda traditionnelle demeurait encore très présent¹⁰⁴, Hugo Burgos [1977] a décrit de manière très fine les relations de domination et d'interdépendance (il parle de relation de type colonialiste) entre les paysans indigènes de Chimborazo et les commerçants et intermédiaires métis opérant sur les différents marchés (*plazas de mercado*) de la ville de Riobamba, capitale de la province et « ville marché » (*ciudad mercado*). Il souligne entre autres les violences verbales et physiques dont sont victimes les paysans indigènes de la part des intermédiaires et commerçants. Ainsi, ces derniers trichent sur le poids des produits vendus par les paysans indigènes en utilisant des instruments de mesure faussés. Ces pratiques sont aussi soulignées par [Cortes, 2000] dans le cas du département de Cochabamba en Bolivie. Autre pratique, l'*arranche* consiste à « arracher » au paysan indigène son sac de produits et à lui en donner un prix non négociable. Enfin, les pratiques d'endettement (*endeudamiento*) des paysans indigènes par les intermédiaires métis ne sont pas loin de rappeler la pratique du *concertaje* qui avait permis d'attacher les paysans (*huasipungueros*) aux haciendas. Lors de nos séjours sur le terrain dans la province de Chimborazo, nous avons constaté que ces pratiques étaient loin d'avoir disparu. Divers types d'acteurs nous en ont livré des témoignages : gérants de marché, consommateurs, représentants des pouvoirs publics, ainsi que plusieurs paysans indigènes eux-mêmes directement victimes de ces pratiques.

Burgos souligne que ces relations de domination auxquelles sont soumis les paysans indigènes sur

¹⁰² Il existe toutefois des exceptions, c'est le cas, par exemple, du lait en Équateur, au bénéfice des grands éleveurs mais aussi de nombreux paysans.

¹⁰³ Voir annexes 1 et 2 pour la localisation.

¹⁰⁴ La province de Chimborazo est une des trois provinces équatoriennes où le taux de redistribution de la terre par les réformes agraires a été le plus important (19,3% contre 9% au niveau national), mais la majorité des redistributions auront lieu après la seconde loi de réforme agraire de 1973, soit postérieurement à l'étude réalisée par Hugo Burgos.

les marchés urbains sont caractéristiques de la ville de Riobamba, capitale provinciale métisse où le racisme envers les indigènes est très présent, mais que ce type de relations est moins répandu sur les marchés hebdomadaires des plus petites villes de la province. Sur ces marchés, qu'ils soient paroissiaux, ou cantonaux (à l'instar des marchés indigènes de Colta ou de Guamote évoqués plus haut), ce sont les relations complexes fondées à la fois sur l'échange marchand et sur la réciprocité – certes, plus ou moins symétrique – qui dominent, notamment les relations de *compadrazgo*. Cela est dû notamment au fait que la majorité des paysans et des commerçants qui opèrent sur ces marchés sont des indigènes (§ 3.2.2.2), contrairement aux *plazas de mercado* de Riobamba qui sont contrôlées par les intermédiaires et commerçants métis.

Enfin, dans son analyse des relations socio-économiques sur les marchés de Riobamba, Burgos distingue bien le cas des paysans des communautés indigènes « libres » ou des communautés de *huasipungueros* (*productor indígena*) qui vendent de très petites quantités de produits, de celui des petits producteurs (*pequeño productor*) qui forment une « classe moyenne de statut métis » et qui ne subissent pas les relations de domination auxquelles sont soumis les paysans indigènes. Lors de nos séjours sur le terrain, nous avons également constaté ces différences entre paysans indigènes et métis. En effet, ce sont les premiers (auto-identifiés comme indigènes) qui nous ont livré des témoignages de diverses formes de violences subies sur les *plazas de mercados*, ainsi que sur le marché de gros (*mercado mayorista*, créé en 2003) de Riobamba, tandis que les paysans (même très petits producteurs) qui s'identifiaient comme métis nous ont assuré que, même si la négociation prix-quantité-qualité avec les intermédiaires était loin d'être aisée, ils ne rencontraient pas les violences (verbales et physiques, *arranche*, prix imposé etc.) que connaissent les paysans indigènes.

Illustration de cette forte vulnérabilité des paysans face aux intermédiaires, au début des années 1980, les paysans équatoriens ne recevaient que 30% du prix payé par le consommateur final alors que cette proportion avoisinait les 70% pour les exploitations de plus de 100 ha [Chiriboga, 1984] cité par [Gasselin, 2000, p. 78]. Soulignons que la vente d'une partie de la production sur le marché est une stratégie qui correspond à des logiques paysannes de reproduction de la famille, bien plus que l'engagement dans un processus d'accumulation de capital sur l'exploitation agricole elle-même. En effet, les revenus monétaires sont destinés à la consommation de biens finaux de l'unité familiale (investissement dans l'éducation des enfants, dans la construction et l'équipement de la maison etc.) et de quelques biens intermédiaires à l'exploitation [Mesclier, 2000]. Et de fait, les systèmes de production des familles paysannes andines demeurent très diversifiés et combinent productions commerciales et productions d'autosubsistance. Elles sont produites au moyen de technologies traditionnelles telles que l'association polyculture-élevage, le maintien d'une grande diversité génétique – en témoigne ne serait-ce que la grande diversité de variétés de pommes de terre andines (Photo 7) –, la dispersion spatiale et temporelle des productions, les associations de plusieurs espèces et/ou variétés sur une même parcelle (Photo 8), les aménagements et techniques savantes de gestion du milieu etc.

Photo 7 - Biodiversité domestique dans les Andes : l'exemple des pommes de terre andines dans la communauté paysanne de San José de Aymara (département de Huancavelica, Pérou)



Photo 8 - Les cultures associées dans les Andes : exemples dans la province de Chimborazo, Équateur



Maïs-fève-pomme de terre (canton Colta)



Maïs-quinua (canton Colta)



Cultures maraîchères-tomate d'arbre (canton Riobamba)

En raison de leur coût mais aussi de constats empiriques des paysans de leurs limites agronomiques et écologiques, ainsi que leurs effets sur la santé, les technologies de la révolution verte – semences améliorées, engrais et pesticides, nécessitant l'obtention de crédits – demeurent souvent réservées aux cultures commerciales [Bourliaud *et al.*, 1991 ; Larrea, 2008 ; Mesclier, 2006]¹⁰⁵. L'étagement des productions, qui a tendance à disparaître lorsque l'application systématique des technologies de la révolution verte permet d'obtenir une plus grande diversité de produits à un même étage écologique, est conservé par les familles paysannes les plus marginales lorsque celles-ci ont eu l'opportunité d'acquérir des parcelles situées à diverses altitudes. Dans un contexte de commercialisation d'une partie de la production, les parcelles au plus haut potentiel productif sont destinées aux productions commerciales, et les familles paysannes conservent les terres les moins productives afin de continuer d'assurer une partie de l'alimentation familiale. Compte tenu de l'organisation des marchés mondiaux et des habitudes alimentaires urbaines qui se réorientent progressivement, ce sont les cultures des étages chauds (fruits, café, cacao), certains produits animaux (produits

¹⁰⁵ Ce que nous avons également largement constaté sur le terrain.

laitiers, cobayes), ou plus récemment les cultures maraîchères développées sur les étages tempérés à froids, qui sont les plus susceptibles d'être vendus de façon rentable. Quant aux autres produits des étages tempérés et froids, ils sont pour certains concurrencés par les productions des pays du Nord (blé, orge) ou pour d'autres délaissés par les consommateurs urbains¹⁰⁶ (maïs, tubercules andins tels que la *oca* ou le *mellico*, légumineuses (fève, lupin), amarante etc.), et/ou trop exigeants en travail ce qui est une contrainte dans un contexte de nécessaire adaptation au marché des produits mais aussi au marché du travail (mobilité et pluriactivité). Toutefois, même si ces productions ont largement perdu de leur importance, ce qui a conduit à une simplification des rotations contraignant ainsi les paysans à recourir aux herbicides et insecticides et contribuant à exposer davantage les terrains eux facteurs d'érosion¹⁰⁷, elles demeurent conservées par les paysans au moins pour l'autoconsommation [Dufumier, 2004]. Cette organisation des productions est susceptible d'être aisément modifiée par les paysanneries dont les systèmes de production diversifiés et peu gourmands en capital et en intrants, et donc relativement flexibles, peuvent s'adapter aux évolutions du contexte beaucoup plus facilement qu'une exploitation spécialisée capitaliste. Et, de fait, les stratégies de diversification des agricultures paysannes andines ne signifient pas systématiquement que les paysans andins destinent leur production à l'autoconsommation, la diversification étant souvent une adaptation à la production pour le marché [Mesclier, 2003 ; Platt, 1982]. Elle peut constituer une recherche de nouveaux débouchés en réponse à l'instabilité et à l'incertitude des marchés, qui deviendra chronique lorsque les aides des États disparaîtront à partir de la transition vers le néolibéralisme à partir des années 1980 qui marqueront l'échec des politiques d'industrialisation par substitutions d'importation et la fin des réformes agraires.

4.2. Des années 1980 aux années 2000, les paysanneries andines face à l'avènement du modèle néolibéral

4.2.1. Dans un contexte de crise économique...

Au début des années 1980, plusieurs événements conduisent à la fin des politiques d'industrialisation par substitution d'importations administrées par les États. À la suite des chocs pétroliers de 1973 et 1979 qui entraînèrent une très forte inflation, les États-Unis limitèrent les émissions de monnaie, occasionnant une envolée des taux d'intérêts des emprunts de capital sur le marché international. Frappé par la crise, ce fut le Mexique qui, le premier, annonça en 1982, qu'il n'était pas en mesure d'honorer sa dette, ce qui mis à mal la confiance des créanciers étrangers envers les pays dits en voie de développement. À l'instar de bien d'autres

¹⁰⁶ Les exigences des consommateurs, variables en fonction de critères économiques (prix), gastronomiques (dimension, forme, couleur, texture) et pratique (modes de préparation et de cuisson, ce dernier critère étant très important en montagne où l'eau bout à une température plus basse du fait de l'altitude), orientent les choix de productions opérés par les paysans, mais en partie seulement. En effet, nous l'avons vu, nombreux sont les paysans qui conservèrent des variétés locales plus adaptées aux conditions écologiques du milieu, à leurs pratiques et à leur goûts. Vaillant [2013 p. 145] donne ainsi l'exemple des paysans équatoriens qui refusèrent d'adopter les variétés de maïs créées par l'INIAP et conservèrent les variétés traditionnelles bien plus adaptées à la culture associée.

¹⁰⁷ La pomme de terre est ainsi cultivée plusieurs années de suite, avec pour conséquence une multiplication d'adventices et d'insectes nuisibles. La pomme de terre étant en outre une plante sarclée, le fait d'augmenter sa fréquence dans les rotations expose d'autant plus les terrains à l'agressivité des pluies et au ruissellement.

pays latino-américains, les pays andins durent faire face à un retrait massif des capitaux, à une hausse des taux d'intérêts sur le marché international et à un accroissement immédiat et prononcé de leur dette extérieure. Dans le cas de l'Équateur, la situation économique du pays fut d'autant plus aggravée d'une part par l'effondrement des cours mondiaux du pétrole et d'autre par la calamité naturelle causée par le violent phénomène du Niño de 1982-1983¹⁰⁸ [Vaillant, 2013]. Les pays andins, comme d'autres nations latino-américaines¹⁰⁹, en échange du rééchelonnement de leurs dettes extérieures, furent contraints de se soumettre aux mesures des plans d'ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque Mondiale situés dans la lignée du consensus de Washington¹¹⁰, et de prendre ainsi le train du néolibéralisme qui remet radicalement en cause le rôle de l'État dans l'économie et proclame la suprématie du marché pour l'allocation optimale des ressources¹¹¹. Afin de réduire leurs déficits budgétaires, les gouvernements andins mettent en place des politiques d'austérité¹¹² et diminuent de façon drastique le nombre de fonctionnaires et agents contractuels de l'État [Cortes, 2000 ; Dufumier, 2004].

4.2.2. ... un virage néolibéral qui signe l'abandon des réformes agraires...

Ce sont les organismes en charge des réformes agraires qui sont les premiers visés par ces mesures d'austérité budgétaire, dans un contexte où les réformes agraires sont violemment remises en cause [Dufumier, 2004 ; Larrouqué, 2009]. Les États renoncent ainsi progressivement à intervenir en matière d'infrastructures, de crédit rural, d'assistance technique agricole, de recherche agronomique et de commercialisation [Mesclier, 2006]. Au nom de la protection de la propriété privée, et des coûts en temps et en argent engendré par les procédures d'expropriation et de redistribution des terres, celles-ci furent abandonnées, non sans conflits dans certaines régions, entre les paysans sans terres et la grande propriété foncière rémanente, notamment en Équateur [Vaillant, 2013]. Ces conflits seront un prélude aux soulèvements indiens et à l'arrivée des organisations indigènes sur la scène politique nationale dans les années 1990.

¹⁰⁸ Le violent phénomène du Niño de 1982-1983 affecta également le nord du Pérou. En Équateur, les pertes sont estimées à cinq points de PIB.

¹⁰⁹ Mais aussi comme de nombreux autres pays dits en développement

¹¹⁰ Souvent perçu comme étant les « dix commandements » du néolibéralisme de l'école de Chicago, le consensus de Washington est un corpus de dix mesures standard, appliquées, par les institutions financières internationales (qui siègent à Washington), aux économies en difficulté face à leur dette. Il reprend les dix propositions présentées en 1989 dans un article par l'économiste américain John Williamson. Celles-ci sont destinées à redresser économiquement les États défailants, selon les principes libéraux de privatisations généralisées, de libre échange, de dérégulation et de réduction massive des dépenses publiques.

¹¹¹ Pour [Audier, 2012] cité par [Vaillant, 2013] le néolibéralisme correspond non seulement à la dérégulation généralisée, au retrait de l'État et au « laissez-faire », mais également à une forme de constructivisme voulue (ou surveillée) par les pouvoirs publics visant à créer de la concurrence dans toute la société y compris dans des sphères qui en étaient jusqu'alors préservées.

¹¹² Dans le cas de l'Équateur, Vaillant [2013 p.140] cite les mesures suivantes : hausses régulières des prix de l'énergie, des tarifs de certains services sociaux et des prélèvements publics ; dévaluations successives à l'origine de l'élévation des biens et des services importés ; démantèlement progressif des systèmes de production sociale. Au cours de la « décennie perdue » - qui correspond aux années 1980 en Amérique latine, période de transition néolibérale au cours de laquelle le continent connut une période de récession généralisée - les salaires baissèrent de 2,38% en Équateur et le chômage tripla.

En Équateur, c'est en 1994, au plus fort des politiques néolibérales, qu'il est mis officiellement fin aux réformes agraires avec la promulgation de loi de modernisation et de développement du secteur agricole, violemment dénoncée par les mouvements indigènes, mais sans succès (Encadré 6). Quant au Pérou, il deviendra « *une sorte de bon élève* [du néolibéralisme] *parmi les pays andins* » [Mesclier, 2003, p. 113] sous la présidence d'Alberto Fujimori (1990-2000), avec la nouvelle Constitution en 1993 éliminant toute référence à la réforme agraire et réduisant la protection des communautés paysannes, et avec la Loi des terres de 1995 renforçant la libéralisation du marché foncier (Encadré 7). Que ce soit en Équateur (1994), au Pérou (1993) ou en Bolivie (1996), les nouvelles législations agraires promues par les gouvernements néolibéraux avaient pour but d'attirer les investissements privés dans un secteur agricole qui soit dominé par le marché, et cela malgré le coût social en matière de creusement des inégalités et d'exclusion des paysanneries [Bretón, 2008].

Encadré 6 - La loi équatorienne de 1994 de « modernisation et de développement du secteur agricole » : abandon des réformes agraires et avènement du capitalisme agraire

La « loi de modernisation et de développement du secteur agricole », promulguée par l'État équatorien en 1994, part du présupposé selon lequel les réformes agraires furent un échec et qu'il est nécessaire d'orienter le secteur agricole sur la voie du capitalisme agraire à travers l'appui au secteur agro-industriel et à l'agro-exportation, la formation en gestion d'entreprises et l'accès du secteur financier au marché foncier et au marché des produits agricoles [Novillo Ramiex *et al.*, 1999]. Le concept de « réforme agraire »¹¹³ est ainsi remplacé par celui de « développement agraire », lequel doit être réalisé *via* le marché et sur la structure foncière actuelle [Gasselin, 2000]. Vivement soutenue par les chambres d'agriculture – représentantes des grands propriétaires terriens – et encouragée par des études d'économistes américains néolibéraux¹¹⁴, ainsi que par les institutions financières internationales qui en faisaient une condition à l'octroi de nouveaux prêts, cette loi sera violemment dénoncée par les mouvements indiens mais sans succès (§ 4.2.4.3.2). La loi de 1994 décrètera le gel des réformes agraires, la protection renforcée de la propriété privée et la libéralisation du marché foncier, la dérégulation des marchés des produits et des intrants et l'autorisation de dissolution des communaux. Une grande majorité des organismes publics de commercialisation ou de développement agricole furent privatisés ou simplement liquidés. Ainsi, non seulement la loi de 1994 désignera le marché comme institution unique chargée de l'affectation supposée optimale des ressources, mais elle figera également les graves inégalités d'accès et d'usages des ressources [Vaillant, 2013].

¹¹³ Le terme de « réforme agraire » sera d'ailleurs soigneusement évité dans le texte de loi.

¹¹⁴ Selon l'économiste Louis [Lefebvre, 2000, p. 249], ces études se fondent sur une vision manichéenne selon laquelle les décisions et politiques basées sur le marché et qui promeuvent une orientation de l'économie sur le marché international sont intrinsèquement « bonnes » et qu'au contraire celles qui se basent sur une régulation des marchés et favorisent une orientation de l'économie vers le marché domestique sont intrinsèquement « mauvaises ».

Encadré 7 - La libéralisation du secteur agricole au Pérou dans les années 1990 : la voie vers le « *neo-latifundio* » agro-exportateur

Dans les années 1990, à travers la nouvelle Constitution de 1993 et la loi des Terres de 1995, le gouvernement péruvien met en place tout un arsenal de mesures néolibérales qui favoriseront l'émergence d'un « *neo-latifundio* » agro-exportateur et capitaliste, au détriment des paysans et des travailleurs agricoles [Eguren, 2014]. La Banque Agraire, principale source publique de financement de la petite agriculture est supprimée, de même que les entreprises publiques de commercialisation des intrants et des produits agricoles ou encore les agences locales d'aide technique. Les limites à la taille des propriétés sont supprimées et le marché foncier est entièrement libéralisé, ouvrant ainsi la possibilité aux terres des communautés paysannes d'être vendues à des tiers, alors qu'elles étaient jusque-là protégées et déclarées imprescriptibles, inaliénables et insaisissables. Les immenses coopératives sucrières agro-industrielles de la Costa, les seules qui n'avaient pas été parcellisées, sont privatisées et transformées en sociétés par action. Enfin, une nouvelle législation du travail spécifique au secteur agricole limite les droits des travailleurs agricoles. Par ailleurs, les mouvements sociaux sont affaiblis à la fois par des années de crise économique et par le traumatisme causé par le Sentier Lumineux pendant les années 1980. En outre le gouvernement, à tendance autoritaire, supprime l'opposition par les divers moyens à sa disposition (forte restriction de la liberté d'expression etc.). Par conséquent, le contexte sociopolitique est propice à la mise en œuvre du projet néolibéral promu par le gouvernement et par les institutions financières internationales, et aux investissements dans le secteur agro-industriel capitaliste.

4.2.3. ...et l'avènement du secteur agro-industriel capitaliste et exportateur

Les plans d'ajustement structurel n'ont pas eu seulement pour objectif de réduire les déficits budgétaires des États, mais ils visaient aussi à rééquilibrer la balance des paiements *via* une politique d'ouverture croissante aux échanges internationaux et de promotion des exportations. Il convenait ainsi pour les pays andins, comme pour les autres pays latino-américains et du sud soumis aux plans d'ajustement structurels, de se spécialiser dans des activités pour lesquelles ils disposent d'« avantages comparatifs » sur le marché international. Les pays andins seront donc tenus d'abandonner les investissements peu rentables dans les industries destinées au marché intérieur qui n'ont jamais pu fonctionner à pleine capacité¹¹⁵, de mettre fin aux mesures protectionnistes dont ils avaient pu bénéficier jusque-là, et de se spécialiser dans la production de biens primaires pour l'exportation, pour lesquels ils disposent de réels avantages comparatifs [Dufumier, 2004 ; Vaillant, 2013]. Ces avantages comparatifs sont de nature agropédoclimatique (présence d'écosystèmes divers aux fortes aptitudes agricoles), d'équipements (présence d'infrastructures d'irrigation et de transport, au moins dans certaines régions, et souvent justement le mieux dotées d'un point de vue agropédoclimatique) et socio-économique (présence d'une main-d'œuvre importante, peu qualifiée, bon marché, mobile et progressivement dépossédée de ses droits par les mesures de dérégulation du marché du

¹¹⁵ Selon Dufumier [2004, p. 383] on peut s'interroger pour savoir si l'échec des politiques de substitution des importations ne résulterait pas lui-même de l'échec des réformes agraires, inachevées et inégalitaires. Les paysanneries pauvres et les populations condamnées à s'entasser dans les bidonvilles n'ont jamais pu accéder aux revenus qui auraient été nécessaires pour assurer de large débouchés aux industries. En définitive, c'est la résistance manifeste de l'oligarchie foncière à l'égard des réformes agraires et les lenteurs de la bureaucratie dans leur mise en œuvre qui semblent avoir été les deux causes majeures de cet échec économique et social.

travail). On assiste ainsi dans les pays andins à une re-primarisation de l'économie et à une ouverture commerciale fortement accrue. Ainsi, en 1995 le degré d'ouverture commerciale de la région¹¹⁶ s'élève à 94,6%, l'Équateur arrivant en tête avec 95,3% (contre 40% dans les années 1970) [Acosta, 2006, p. 205]. Dans ce pays, à la même époque, cinq produits primaires (pétrole, banane, crevettes, café et cacao) représentent 80% du total des exportations, rendant l'économie équatorienne extrêmement fragile car dépendante des fluctuations des cours de ces produits sur le marché mondial. Par conséquent, les crédits alloués par l'État – par ailleurs rigoureusement réduits – sont redirigés vers les produits d'exportation dits « non traditionnels », à haute valeur ajoutée, pour lesquels le pays dispose de bonnes aptitudes agroécologiques et dont la production et la transformation sont peu mécanisées. C'est ainsi que les fleurs, l'artichaut, l'asperge, le melon, le brocoli et la fraise, de même que l'eucalyptus, répondront à cette stratégie d'exportation de produits agricoles qui étaient jusqu'à présent marginaux, si bien qu'entre 1985 et 1994, les ventes de produits non traditionnels quadrupleront pour représenter 18 % du total des exportations [Gasselin, 2000, p. 82]. Ces stratégies d'exportations de produits agricoles non traditionnels, produits de compléments à la consommation des pays dits « développés »¹¹⁷, ou bien de matières premières, seront également celles de la Bolivie (soja) et du Pérou (principalement asperges fraîches ou transformées et mangues) [Mesclier, 2006].

Fait nouveau par rapport aux périodes précédentes, les espaces propices à ces activités agricoles de type productiviste (production de « *commodities* » pour l'exportation) ne seront plus uniquement concentrés dans les zones tropicales humides et sèches (Costa et piémonts équatoriens et péruviens, orient bolivien, Amazonie) : la production de produits d'exportation « non traditionnels » s'installera dans les vallées tempérées andines. Ainsi, en Équateur alors que la sierra était jusque-là tournée vers le marché intérieur¹¹⁸, certaines zones, tirant parti de la présence d'une main d'œuvre bon marché, de la luminosité permanente et de la présence et de la qualité des infrastructures d'irrigation et de transport (routes et proximité de l'aéroport de Quito), se sont spécialisées dans des productions « non traditionnelles » d'exportation, les deux principales étant la fleur et le brocoli [Martínez, 2014]. C'est dans les années 1980 que la production de fleurs commença à se développer dans la sierra équatorienne, dans les provinces de Pichincha et d'Imbabura (sierra centre-nord, à proximité de Quito). Depuis une dizaine d'années elle se développe également dans toute la sierra¹¹⁹ (Photo 9). Ces vingt dernières

¹¹⁶ Somme des exportations et importations rapportée au produit intérieur brut

¹¹⁷ Les pays dits « en développement » sont contraints de s'adapter aux marchés des pays riches pour éviter de rentrer en concurrence avec les productions agricoles subventionnées. Pour cela, soit ils produisent d'autres produits (produits traditionnels « exotiques » comme le cacao, le café, le coton, le sucre, les fruits tropicaux) ; soit, plus récemment, ils les produisent à des époques différentes de l'année comme c'est le cas des fruits et légumes de contre-saison ; ou soit ils produisent de produits dont la production est moins chère que dans les pays en développement, comme c'est le cas des fleurs qui bénéficient de conditions favorables dans les vallées andines (2500 mètres d'altitude) grâce aux températures tempérées et à l'ensoleillement naturel [Mesclier, 2006].

¹¹⁸ Rappelons toutefois que la sierra centre-nord équatorienne a été exportatrice de laine produite dans les *obrajes* pendant la période coloniale, notamment entre le XVII^e siècle et le début du XVIII^e. Suite à l'ouverture commerciale post-indépendance, les *obrajes*, qui avaient déjà entamé un lent déclin depuis le second quart du XVIII^e, subirent la concurrence des textiles anglais à tel point que la quasi-totalité avait disparu au milieu du XIX^e siècle.

¹¹⁹ La province de Pichincha concentrant toujours la majorité des surfaces dédiées à la production de fleurs à l'échelle du pays (plus des deux tiers) [Rubio, 2008, p. 37].

années, la production de fleurs est ainsi devenue l'activité économique la plus dynamique du pays¹²⁰. L'Équateur est aujourd'hui le cinquième exportateur mondial de fleurs, celles-ci représentant le troisième produit exporté pour le pays et de loin le premier produit « non-traditionnel » exporté.¹²¹ Quant à la production de brocolis pour l'exportation, la « fièvre de l'or vert » [Le Gall, 2009] connut un véritable décollage à partir des années 1990¹²² en réponse à la demande croissante sur le marché mondial (États-Unis, Allemagne, Japon), faisant du brocoli, dont 98% de la production est exportée, le second produit non traditionnel d'exportation d'Équateur. L'Équateur est aujourd'hui le neuvième exportateur mondial de brocoli frais, et le troisième pour le brocoli congelé.

Photo 9 - Serres de production de fleurs dans la province de Chimborazo, Équateur, localisées au confluent des fleuves *Chambo* (devenant *Pastaza*) et *Blanco*



Pour le secteur paysan, les conditions pour s'insérer, et de manière favorable, sur ces marchés agro-exportateurs sont extrêmement difficiles à remplir, non seulement du point de vue technique (montant élevé de capital ; niveau technologique important ; contrôle de l'irrigation ; nécessité d'une main-d'œuvre importante ; qualité élevée, constante, standardisée et adaptée aux goûts des consommateurs qui varient selon les pays ; contrôle strict de l'absence de parasites ; programmation fine de moments de récoltes pour obtenir les meilleurs prix possibles etc.) [Mesclier, 2006 ; Rubio, 2009], mais aussi du point de vue agropédoclimatique (les paysanneries ayant pour la plupart été reléguées sur les zones les moins favorables) et socio-économique (accès limité aux ressources (terre et eau, crédit), faible capacité de négociation face aux agro-industries exportatrices). Ces conditions sont d'autant plus difficiles à

¹²⁰ Entre 1994 et 2005, la production de fleurs exportées par l'Équateur a augmenté en moyenne de plus de 12% par an en volume et 13% par an en valeur [Rubio, 2008, p. 36]. Entre 2007 et 2011, elles ont augmenté en moyenne de près de 11% par an en valeur (calcul effectué d'après les chiffres de la Banque Centrale d'Équateur (2012) cités par [Martínez Valle, 2014]).

¹²¹ En 2011, les fleurs représentaient 54,3% des exportations non traditionnelles de l'Équateur [Martínez Valle, 2014, p. 141]

¹²² Entre 1990 et 2002, les exportations équatoriennes de brocoli ont été multipliées par 600 (en volume et en valeur), tandis que la surface cultivée est passée de 200 à 5000 ha [Le Gall, 2009, p.286].

remplir dans un contexte de désengagement de l'État où les paysans n'ont pas ou plus accès à l'assistance technique et organisationnelle et au crédit et où, avec l'abandon des réformes agraires qui signe la fin d'une certaine reconnaissance du rôle des paysans dans l'économie et dans la production d'aliments pour les populations, les questions de redistribution de la terre et des ressources, n'ayant plus lieu d'être, ont disparu de l'agenda politique.

Aussi, c'est seulement dans certains cas qui demeurent exceptionnels que des paysans parviendront à s'organiser pour s'insérer de manière favorable sur ces marchés agro-exportateurs. C'est le cas par exemple de petits paysans – tous ont moins de 5 ha et la majorité ne possède qu'une ou deux *cuadras* – de la province de Chimborazo en Équateur, qui, profitant d'une localisation favorable (fond de vallée tempérée à 2 800 mètres d'altitude, proximité des axes principaux et de la ville de Riobamba), d'un esprit et à la fois entrepreneurial et communautaire, et avec l'appui d'une ONG équatorienne, se sont organisés pour la commercialisation de brocolis pour l'exportation. Les produits sont commercialisés auprès d'une des cinq entreprises leader en Équateur sur le marché des brocolis congelés pour l'exportation (Photo 10) ([Le Gall, 2009] & enquête de terrain).

Photo 10 - La production de brocolis pour l'exportation par les paysans de la communauté de Gatazo Zambrano, province de Chimborazo, Équateur



Dans des cas plus rares encore, il arrive que ce soient les paysans eux-mêmes, avec l'aide d'ONG, qui établissent les premiers circuits d'exportations. C'est le cas de l'association nationale des producteurs de quinoa de Bolivie (ANAPQUI), qui a commencé, dès les années 1980 à exporter directement vers les États-Unis et vers l'Europe cette pseudo-céréale traditionnelle andine qui était jusque-là consommée uniquement localement, et même surtout autoconsommée par les paysans. Depuis, d'autres paysans et organisations paysannes de Bolivie, du Pérou et d'Équateur, se sont lancés sur les marchés d'exportation de quinoa, la Bolivie restant le premier exportateur mondial devant le Pérou et loin devant l'Équateur¹²³. La quinoa, qu'elle soit exportée ou bien consommée localement, demeure produite quasi exclusivement par des

¹²³ En 2012, la Bolivie a exporté 26000 tonnes de quinoa, le Pérou 10 000 tonnes et l'Équateur moins de 400 tonnes.

familles paysannes. Quant à la quinoa exportée, elle est aujourd'hui majoritairement issue de l'agriculture biologique et/ou du commerce équitable [Bazile *et al.*, 2014]. En Équateur, la principale organisation de producteurs de quinoa et la seule du pays à être certifiée commerce équitable et agriculture biologique est la COPROBICH, localisée dans la province de Chimborazo (Photo 11). Depuis 2012, cette organisation a réussi à s'émanciper de l'ONG et de l'entreprise dont elle dépendait, pour la commercialisation de quinoa en faisant construire son propre atelier de transformation de la quinoa¹²⁴ (et d'autres céréales) grâce à l'appui financier du ministère de l'agriculture et de diverses ONG et institutions publiques, ainsi que l'accompagnement technique de l'ONG AVSF notamment *via* le projet *Mercados Campesinos*. Cette autonomie nouvellement gagnée vaut la peine d'être soulignée. En effet, dans la majorité des cas les petits producteurs ont du mal à garder la maîtrise des conditions de commercialisation de leurs produits et demeurent dépendant d'ONG et/ou d'entreprises intermédiaires, et cela même lorsqu'ils se regroupent et cherchent à entretenir un contact direct avec les marchés internationaux [Mesclier, 2006].

Photo 11 - Quinoa et *quinueros* et *quinueras*¹²⁵ de la COPROBICH dans deux communautés du canton Colta, province de Chimborazo, Équateur



A part ces cas particuliers de *success story* paysanne, et pour toutes les raisons exposées précédemment, la production pour l'exportation sera majoritairement le fait d'entrepreneurs capitalistes à la tête d'exploitations modernisées¹²⁶ et insérées dans des filières concentrées dans les mains d'un nombre réduit de multinationales et de plus en plus financiarisées [Martínez, 2014 ; Mesclier, 2006 ; Rubio, 2009], expression d'un choix politique et économique en faveur de la voie néolibérale et de l'*agrobusiness* d'exportation et au détriment de la voie paysanne et de la production vivrière pour le marché intérieur. La croissance agricole sous les politiques d'ajustement structurels, due essentiellement aux nouveaux secteurs (produits non

¹²⁴ Outre les opérations classiques de tri et d'élimination des impuretés, il est nécessaire d'éliminer les saponines contenues dans le péricarpe, du fait de leur goût amer. Cette élimination peut se faire à sec par des méthodes abrasives et/ou par lavage des grains.

¹²⁵ Producteurs et productrices de quinoa. La culture de quinoa pour l'exportation ne représente pour ces familles paysannes qu'une petite part de leur système de production, très diversifié. La quinoa est même souvent cultivée en association avec d'autres cultures (voir Photo 8).

¹²⁶ À l'exception notable du café qui est anciennement et majoritairement produit par des petits producteurs [Díaz-Pedregal, 2006].

traditionnels et agro-industrie) aura ainsi pour corollaire paradoxal d'accroître la pauvreté rurale et de creuser le fossé économique et social entre gagnants et exclus de la modernisation néolibérale et de se faire au prix d'un fort coût écologique¹²⁷ et en matière de santé publique¹²⁸ [Guibert, 2012 ; Mesclier, 2006 ; North & Cameron, 2003].

Ignorées par les politiques économiques et agricoles, les paysanneries andines seront uniquement destinataires de politiques de compensation sociale telles que l'aide alimentaire ou bien des programmes ponctuels de développement rural. Le marché doit de toute façon résoudre l'essentiel des problèmes et recevoir une assistance n'est pas un droit, l'État n'aidant les plus pauvres seulement de façon temporaire. Les programmes gouvernementaux de développement rural auront plus pour objectif de soulager la pauvreté et d'adoucir le coût social des politiques néolibérales que de créer de véritables dynamiques productives et territoriales adaptées aux réalités paysannes et garantissant leur autonomie. Ils contribueront en outre à la fragmentation sociale, économique et spatiale entre les paysans et les territoires bénéficiaires et non bénéficiaires [Bretón, 2008 ; Eguren, 2014 ; Martínez, 2014 ; Mesclier, 2006]¹²⁹. On ne pouvait donc espérer de ces programmes, *a fortiori* ponctuels dans le temps et dans l'espace, des résultats encourageants pour les paysanneries et pour le monde rural. En effet, tout programme visant à réactiver, soutenir et améliorer durablement et à grande échelle la production paysanne requiert des politiques macroéconomiques favorables, un accès équitable et suffisant à la terre, à l'eau et au crédit, et un accès à des marchés (du travail et des produits) stables et justes, conditions toutes non remplies dans un modèle néolibéral [Martínez, 2003].

4.2.4. L'insertion des paysanneries dans la nouvelle donne néolibérale : adaptations, organisation et alliances locales, mobilisations nationales

4.2.4.1. Des difficultés encore plus accentuées que lors de la période précédente

Le virage néolibéral et agro-exportateur pris par les pays latino-américains en général et andins en particulier dans les années 1980, 1990 et le début des années 2000, a provoqué une augmentation de la marginalisation des populations rurales [Haubert, 1991 ; Rubio, 2009]. Non seulement les difficultés (pauvreté, malnutrition) se sont considérablement aggravées pour la grande masse des paysans, mais elles touchent également une population encore plus importante. Ainsi, ceux qui souffriront le plus du brusque désengagement de l'État seront les familles paysannes un peu plus aisées dites « en processus de capitalisation »¹³⁰, dont les

¹²⁷ Contamination de l'environnement, pression sur les ressources (eau, terres, forêts), diminution de la diversité phytogénétique, renforcement de la résistance des facteurs de maladies etc.

¹²⁸ Tant pour les consommateurs que pour les travailleurs agricoles.

¹²⁹ En ce qui concerne l'Équateur, on pourra lire la critique de Víctor Bretón Solo de Zaldívar [2008] du projet PRODEPINE (Projet de développement des peuples indigènes de l'Équateur, 1998-2004) et celle de Luciano Martínez Valle [2014] des projets Pronader (Projet national de développement rural, 1990-2000) et Prolocal (Projet de réduction de la pauvreté et de développement rural local, 2002-2006).

¹³⁰ Selon une typologie des unités de production latino-américaines établie par Chiriboga [1995] cité par Durand, [1997 p. 17-20], qui distingue les moyennes et grandes entreprises agricoles, les paysans minifundistes (qui représentent plus de 70% de unités dans les Andes dans les années 1990), et enfin les paysans en processus de capitalisation également appelés petits producteurs. Selon Guy Durand, ces derniers sont ceux qui se rapprochent le plus de l'image du paysan européen de type familial de l'époque, c'est-à-dire produisant pour le marché, ayant

exploitations étaient souvent plus spécialisées¹³¹ que les familles paysannes minifundistes, et qui avaient bénéficié de l'assistance technique et du crédit prévus par les politiques de modernisation de la période précédente [Durand, 1997 ; Mesclier, 2006]. Les paysans minifundistes, qui étaient les grands oubliés des réformes agraires et de politiques de modernisation, avaient déjà développé d'autres stratégies pour survivre comme nous l'avons vu précédemment. Du fait des effets conjugués de l'accroissement démographique et de l'élargissement des profils de familles paysannes laissées pour compte, ces stratégies seront suivies par un nombre grandissant de paysans, et de manière encore plus accentuée que lors de la période précédente.

Les stratégies d'adaptation du système de production et du système d'activité déjà à l'œuvre lors de la période précédente (§ 4.1.3.2) se poursuivent donc, tout en se renouvelant. L'enjeu pour les familles paysannes consiste à optimiser l'usage de leur force de travail tout au long de l'année dans un contexte de précarité du marché du travail et d'un marché des produits concurrencé par les importations d'aliments bon marché et subventionnés, orienté par la demande urbaine qui s'éloigne de plus en plus des produits de base traditionnels au profit d'autres plus transformés et plus variés, et dominé par l'agro-industrie et par les intermédiaires commerciaux [Kay, 1995b]. Ainsi, à l'échelle du système de production, les paysans continuent de délaisser les espèces et les variétés trop exigeantes en travail, les cultures de cycle long et les produits inadaptés à la demande urbaine, même s'ils conservent toutefois pour leur propre consommation des variétés locales plus adaptées aux conditions du milieu, à leurs pratiques et à leurs goûts. Parmi les reconversions du système de production, le passage d'un système de production basé sur l'agriculture à un système de production reposant sur l'élevage est une stratégie courante [Mesclier, 2006 ; Vaillant, 2013]. L'élevage, pour le lait ou pour la viande, a en effet l'avantage de procurer un revenu régulier, et les animaux constituent d'importantes réserves de trésorerie¹³². Par ailleurs, à mesure qu'augmentaient les marchés urbains, la production maraîchère s'est également beaucoup développée chez les petits et moyens producteurs localisés à proximité des villes [Mesclier, 2006].

A l'échelle du système d'activité, la combinaison d'activités et la migration continuent d'être des stratégies d'obtention d'un revenu à l'extérieur permettant le maintien et la reproduction de l'activité paysanne, mais elles prennent en partie des formes nouvelles. Depuis le début des années 1980, on assiste en effet à des phénomènes nouveaux et accentués de migration des populations rurales vers l'extérieur du pays. Il peut s'agir de pays limitrophes, c'est le cas par exemple de paysans boliviens qui vont travailler en Argentine dans les exploitations horticoles et fruitières (Jujuy, Salta) ou maraîchères (périphérie de Buenos Aires), voire pour certains s'y installer dans une perspective d'ascension économique et d'extension spatiale de leur activité agricole [Cortes, 2002 ; Le Gall, 2010]. Mais depuis les années 1990 il s'agit de plus en plus de

introduit un certain nombre d'améliorations techniques grâce aux diverses politiques publiques d'appui ou à l'incitation de son environnement amont et aval, le tout dans un processus de faible capitalisation.

¹³¹ Aliments de base pour le marchés interne, produits pour l'exportation comme le café ou le cacao ou encore produits liés aux entreprises industrielles.

¹³² Comme le soulignait un paysan de la communauté de Huanaspampa (département de Huancavelica, Pérou) « *ma vache c'est ma banque !* ».

pays éloignés. Ainsi, les Boliviens – urbains ou ruraux – se dirigent vers de nouveaux pôles d’attractions préférentiels que sont les États-Unis, Israël, l’Espagne et l’Italie [Cortes, 2002]. Quant à l’Équateur, il connut un véritable séisme migratoire à la fin des années 1990. Ce départ massif d’Équatoriens à l’étranger fut une réaction à la crise inédite qui ébranla le pays à la fin des années 1990, aggravée par la dollarisation totale de l’économie annoncée en janvier 2000 [Acosta, 2006]. Cette crise économique et sociale trouve ses origines dès la mise en œuvre des politiques néolibérales dans les années 1980, puis dans l’emballement de la fin des années 1990 où se conjuguèrent les effets d’un violent phénomène El Niño, des retombées de la crise asiatique, et de l’instabilité politique chronique du pays. Elle plongea brusquement une grande partie de la population dans la pauvreté. Entre 1995 et 2000, celle-ci bondit de 34 à 71% de la population totale, et de 54 à 86% en milieu rural, conduisant 300 000 équatoriens à quitter leur pays pour les États-Unis, l’Espagne ou l’Italie. En 2008, c’est un million et demi d’équatoriens que l’on recensait à l’étranger. Bon nombre de paysans, privés de leurs salaires journaliers et même de leur épargne, volatilisée suite à la faillite des banques, avaient entrepris le voyage [Rebaï, 2012 ; Vaillant, 2013]¹³³.

Ces nouvelles formes de migration circulatoire, voire plus récemment définitive pour certains membres des familles paysannes, n’empêche pas que perdurent tout en se renouvelant les formes plus anciennes de combinaison d’activités, les paysans continuant d’avoir recours à l’emploi salarié en ville ou dans les grandes exploitations capitalistes. Fait nouveau, alors que les cultures traditionnelles d’exportation demandent des travailleurs temporaires et majoritairement masculins, occasionnant chez les paysans des hauts plateaux des migrations saisonnières, les nouvelles cultures d’exportations (fleurs, légumes, fruits) requièrent une main-d’œuvre plus permanente, abondante¹³⁴ et essentiellement féminine¹³⁵ [Gasselin, 2000 ; Kay, 1995b ; Martínez, 2014]. On assiste ainsi à une « double féminisation » [Martínez, 2003] du travail agricole, les femmes combinant la production sur leurs petites parcelles familiales et l’emploi salarié dans la floriculture ou le maraîchage pour l’exportation, tandis que les hommes ont plus souvent un emploi en ville et ne reviennent travailler sur la ferme que le weekend. Lorsque les exploitations agricoles capitalistes sont localisées dans la sierra (cas par exemple de la production de fleurs et de brocolis en Équateur), elles sont à proximité des communautés paysannes où elles bénéficient d’une réserve de main-d’œuvre bon marché. Elles contribuent ainsi à une inversion des flux migratoires interrégionaux et ville-campagne et à une intensification des migrations pendulaires [Gasselin, 2000]. Ainsi, la dualité et l’interdépendance inéquitable entre les petites unités paysannes, dont la survie est conditionnée à l’emploi de membres de la famille dans une activité à l’extérieur, et les grandes exploitations capitalistes, perdure, se renforce, tout en se renouvelant. Et bien au-delà des seules entreprises agricoles

¹³³ Pour une analyse de l’effet de l’émigration internationale des paysans équatoriens sur les espaces ruraux et sur les systèmes de production et d’activité des familles paysannes, voir les thèses de Rebaï [2012] et de Vaillant [2013].

¹³⁴ La floriculture est la production agricole en Équateur qui emploie le plus de travailleurs par unité de surface : de 8 à 13 actifs/ha pour les fleurs de plein champ et de 12 à 18 actifs/ha pour les fleurs sous serre [Gasselin, 2000].

¹³⁵ Pour des raisons qui correspondent à des stéréotypes mais aussi à des comportements réels, les exploitations agricoles capitalistes préfèrent employer des femmes. Celles-ci sont plus enclines à accepter des salaires plus bas et sont considérées comme plus dociles, plus travailleuses et moins absentéistes que les hommes, ainsi que plus adaptées aux activités qui requièrent du soin et de la méticulosité [Kay, 1995b ; Gasselin, 2000].

capitalistes, c'est à tout le « complexe agro-industriel » – comme le nomme [Chonchol, 1994]¹³⁶ – qu'est lié le secteur paysan de manière fortement inéquitable et asymétrique, notamment à travers le développement de l'agriculture de contrat [Larrouqué, 2009 ; Merlet & Jamart, 2007 ; Rubio, 2009]¹³⁷.

4.2.4.2. *Face à la désétatisation, la prolifération de nouveaux acteurs locaux en milieu rural*

Le désengagement de l'État laissa la place en milieu rural à une multitude d'ONG financées par l'aide internationale, si bien que dès les années 1980 la privatisation de l'intervention en milieu rural et l'ouverture du « marché de la coopération » sont en marche [Bretón, 2014a ; Del Pozo Vergnes, 1997]. Certes, la présence d'ONG n'est pas nouvelle dans les Andes, puisque certaines d'entre elles étaient déjà actives à l'époque de la lutte pour la terre. On avait en effet assisté dans les années 1960 à une vague de création d'ONG liées à l'Église catholique [Arcos Cabrera & Palomeque Vallejo, 1997 ; Guillén Marroquin, 1998]. Celle-ci était inspirée par la théologie de la libération du péruvien Gustavo Gutiérrez et par l'éducation populaire de Paulo Freire et était par conséquent animée, au-delà de motivations d'ordre caritatif, d'un esprit de transformation sociale et cherchait ainsi à élargir les bases sociales des politiques publiques. C'est ainsi, par exemple, qu'en Équateur le diocèse de Riobamba (province de Chimborazo) fut à l'origine de la création du CEAS¹³⁸ en 1960 et d'ERPE¹³⁹ en 1962, deux ONG toujours actives aujourd'hui et qui jouèrent un rôle décisif dans l'organisation du mouvement indigène et paysan dans cette province et même au-delà. Ce qui est nouveau, c'est non seulement l'intervention massive de ce type d'organisation à partir des années 1980 mais aussi leur changement de nature.

Ainsi, dans le cas de l'Équateur, selon les chiffres cités par Arcos Cabrera & Palomeque Vallejo [1997, p. 25], 80% des ONG sont nées entre 1980 et 1995, c'est-à-dire au moment de l'abandon des réformes agraires et de la mise en place des plans d'ajustement structurel. Par ailleurs, dans les années 1960 et 1970 les ONG avaient une posture contestataire et revendicative, elles ambitionnaient de donner aux populations paysannes et indigènes les clés pour comprendre le monde et ses injustices et cherchaient à s'attaquer aux causes des problèmes du développement rural. A partir des années 1980, le politique devient un champ

¹³⁶ Pour Jacques Chonchol, le complexe agro-industriel (CAI) est composé d'un pôle dominant situé en dehors de l'agriculture, i.e. le pôle financier-industriel-commercial, et de deux pôles opposés au sein de l'agriculture, i.e. les entreprises agricoles capitalistes et les entreprises paysannes de petite production.

¹³⁷ Pour se prémunir contre les risques d'un marché instable et pour sécuriser leurs approvisionnements, les grands groupes agro-industriels ou commerciaux scellent avec des paysans des contrats commerciaux. Ces entreprises concèdent aux paysans (individuels ou organisés) des avantages en nature (semences, engrais, produits chimiques, crédit, services de vulgarisation etc.) en contrepartie de droits d'achat exclusifs de volumes prédéfinis sur la récolte, sous réserve de respect d'un cahier des charges en termes de qualité standard. Ces contrats commerciaux sont souvent léonins. Ils réduisent au minimum la marge de décision et de négociation des producteurs, leur imposent les modalités d'intégration et leur font assumer tous les risques et incertitudes inhérents à la production. Cette forme d'intégration des paysans au complexe agro-industriel est source de perte d'autonomie pour les paysans. Ces derniers sont souvent poussés à réorienter leurs systèmes de production vers la monoculture, ce qui a des conséquences néfastes tant du point de vue écologique que du point de vue de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des familles paysannes.

¹³⁸ Centre d'Études et d'Action Sociale

¹³⁹ Écoles Radiophoniques Populaires d'Équateur

externe aux nouvelles ONG, et même les ONG traditionnelles et l'Église repensent leur rapport à l'État, au marché et aux groupes avec lesquels elles travaillent, pour rentrer dans la nouvelle logique des projets de développement [Bretón, 2010 ; Chiriboga, 1995 ; Del Pozo Vergnes, 1997]. Désormais c'est sur les conséquences de problèmes de développement que se concentrent les ONG, en mettant en œuvre des projets de développement, « parcelles d'intervention » (Encadré 8) financées par des agences externes qui tendent à imposer les thématiques – variable au gré des modes internationales¹⁴⁰ –, les délais et les modes d'évaluation. En ce sens, le rôle des ONG dans les décennies 1980 et 1990 n'est guère différent de celui des projets de développement rural mis en œuvre par les gouvernements ou par la Banque Mondiale à la même période (§ 4.2.3), permettant de servir de tampon aux effets désastreux des politiques d'ajustement et du néolibéralisme [Bretón, 2010 ; Martínez, 2002].

Encadré 8 - Qu'est-ce qu'un projet de développement? Une définition

C'est l'absence de mise en œuvre par les États de véritables politiques de développement rural, le constat des maigres résultats des programmes internationaux et la théorie du « small is beautiful » formulée en 1973 par Schumacher qui conduiront à l'idée de pertinence des interventions à petite échelle *via* des projets de développement rural qui sont des « parcelles d'intervention » :

- ⇒ sur la réalité : agriculture (production, transformation, commercialisation), éducation, santé, habitat
- ⇒ sur l'espace, qui est limité géographiquement (communauté ou même portion de communauté, paroisse, canton, province etc.)
- ⇒ sur la population : le projet bénéficie à un groupe de personnes bien précis
- ⇒ dans le temps : des résultats visibles sont attendus à court terme (3-5 ans)

Source : [Del Pozo Vergnes, 1997]

Alors que les politiques publiques ont vocation à couvrir l'ensemble des territoires et des populations sous leur juridiction, les actions des nombreuses ONG, si elles permettent une amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires – ce qui n'est ni systématique, ni toujours pérenne –, ne touchent qu'une petite partie des territoires et des populations, et souvent sans qu'il y ait de complémentarité entre les différents projets, ce qui est source de fragmentation socio-spatiale¹⁴¹. Martínez [2002] et Bretón [2008, 2014a] ont souligné en Équateur un tropisme des ONG de développement pour les territoires et les populations indigènes¹⁴², alors qu'aujourd'hui ce sont loin d'être les seuls touchés par la pauvreté et les effets destructeurs du néolibéralisme. En outre, les actions des ONG ne sont souvent accessibles qu'à ceux qui ont la capacité de s'organiser, la constitution formelle d'une organisation étant souvent nécessaire pour devenir contrepartie financière de projets de développement¹⁴³. Ce faisant, le

¹⁴⁰ Projet intégrés, capital social, ethno-développement, femmes, technologies traditionnelles, écologie etc.

¹⁴¹ Ainsi, alors que nombreuses sont les familles paysannes qui n'accèdent à aucun projet de développement, il n'est pas rare de trouver des communautés paysannes au sein desquelles opèrent simultanément une multiplicité d'ONG, et parfois avec des projets d'orientations opposées [Bretón Solo de Zaldívar, 2014a].

¹⁴² Dans les années 1990, province de Chimborazo, la plus indigène d'Équateur, concentrait le tiers des ONG de développement, et les projets étaient préférentiellement dirigés vers les cantons et les paroisses les plus indigènes.

¹⁴³ En Équateur par exemple, pour obtenir des financements, les populations devaient appartenir à une organisation et démontrer leur capacité d'organisation, celle-ci se mesurant par des statuts légalisés, la présence d'une équipe

« projectisme » génère une logique et une dynamique de concurrence au sein des populations. C'est le cas aussi entre ONG, en compétition pour l'obtention de financements et pour l'« appropriation » des morceaux de territoires d'action, des populations bénéficiaires et des problèmes à résoudre [Del Pozo Vergnes, 1997]. C'est ce qui fait dire à Bretón [2014a, p. 66] qu'« au cours des années 1990 [...] les agents de la coopération coopèrent peu entre eux, au sein d'un marché et d'un espace social caractérisés par la concurrence, les querelles et les rivalités ».

Malgré toutes ces limites, il est indéniable que les paysans, délaissés par l'État et premières victimes des politiques néolibérales, ont trouvé dans les ONG de véritables alliés locaux qui ont permis à certains d'entre eux de s'organiser pour la production, la transformation, la commercialisation et la gestion des ressources naturelles et de devenir des acteurs capables de négocier des projets de développement. L'action des ONG, si elle est loin d'avoir bénéficié à tous, a fait émerger dans les campagnes andines des « îlots de durabilité » [Bebbington, 2001] ou « îlots de modernité » [Martínez, 2002]. Ces territoires et organisations qui ont « réussi » du point de vue de l'accès aux ressources et aux marchés sont des laboratoires de propositions et d'expérimentation d'alternatives et des témoins qu'une voie paysanne du développement est possible. Ce faisant, les ONG, mais aussi les organisations paysannes et indigènes avec lesquelles elles travaillent – notamment les OSG en Équateur (Encadré 9) – ont accumulé depuis les années 1960 une expérience riche et reconnue dans le domaine du développement et ont conquis ensemble leur propre espace dans la société en tant que noyaux d'initiatives sociales [Del Pozo Vergnes, 1997]. Elles sont devenues des acteurs incontournables en milieu rural, mais également au-delà. En effet, en Équateur notamment, l'action préférentielle des ONG dans les territoires à dominante indigène, notamment dans la province de Chimborazo, a joué un rôle important dans la construction, la capacité d'organisation et de mobilisation, puis l'émergence sur la scène nationale du mouvement paysan et indigène dans les années 1990.

Encadré 9 - Structure des organisations paysannes et indigènes en Équateur

En Équateur, les mouvements paysans et indigènes sont organisés de manière pyramidale. La base de la pyramide est constituée d'un tissu d'organisations locales (communautés, coopératives, associations etc.) appelée « organisations de base » (OB) ou « de premier degré ». Les organisations de second degré (OSG)¹⁴⁴, qui constituent le second niveau de la pyramide, sont des fédérations regroupant plusieurs OB. Au troisième niveau, on trouve les organisations de troisième degré (OTG), fédérations d'OSG qui ont généralement une couverture provinciale. Les trois grandes organisations indigènes régionales (ECUARUNARI pour la sierra, CONFENAIE pour l'orient et CONAICE pour la Costa) sont nées de fédérations provinciales. Elles ont ensuite donné naissance à la CONAIE en 1986, organisation indigène nationale la plus importante du pays. La CONAIE coexiste au niveau national avec plusieurs autres organisations paysannes et indigènes : la FEI, la FENOCIN et la FEINE (Encadré 4), mais aussi la CNC (Confédération nationale paysanne), la CONFEUNASSC (Confédération nationale de l'assurance sociale paysanne) et la FENACLE (Confédération nationale des travailleurs agroindustriels, paysans et indigènes libres d'Équateur).

technique, des équipements de base etc. En outre, l'organisation devait être en mesure de fournir un diagnostic participatif faisant état des difficultés rencontrées par l'organisation [Martínez, 2006, p. 118].

¹⁴⁴ Pour *Organización de Segundo Grado*

4.2.4.3. *Paysans et indigènes mobilisés contre le pouvoir néolibéral : l'exemple de l'Équateur.*

4.2.4.3.1. *De la mobilisation contre les politiques néolibérales...*

C'est dans la décennie 1990 que l'Équateur verra naître l'affirmation officielle d'un mouvement indien national incarné par la CONAIE, à partir du vaste soulèvement indigène de 1990, aussi inédit qu'inattendu. En juin 1990, à l'initiative de la CONAIE, des dizaines de milliers d'indigènes se mobilisent massivement en organisant des manifestations dans les campagnes et les villes de l'ensemble du territoire. À titre d'exemple, dans la province de Chimborazo, selon les dirigeants locaux, entre 150 000 et 200 000 personnes participèrent à ce soulèvement, soit 70% de la population rurale [Korovkin, 1997]. Les objectifs étaient de paralyser l'économie du pays et de montrer la place indispensable qu'y occupent les paysans indiens [Fassin, 1991]. Pour cela, ces derniers bloquent pacifiquement les routes principales pendant neuf jours¹⁴⁵, et cessent d'approvisionner les villes en produits agricoles. Selon des témoignages de dirigeants locaux recueillis par Massal [2005, p. 112], il fallait faire prendre conscience au pays, notamment « *aux gens des villes qui ignorent ou méprisent les paysans* », que « *ce sont les Indiens qui nourrissent les Équatoriens* ».

Les revendications du mouvement, résumées en seize points, peuvent être classées en deux grandes catégories. Une partie des revendications touche aux conditions d'existence des paysanneries et sont plutôt de nature socio-économique et écologiques¹⁴⁶ (réforme agraire, politiques d'irrigation et de crédits, fixation de prix agricoles justes et autonomie en matière de commercialisation, contrôle des pollutions de l'environnement et des ressources naturelles). Quant à l'autre partie des revendications, elle est de nature politique et ethnique (reconnaissance d'un État plurinational, éducation bilingue, légalisation et financement de la médecine traditionnelle indienne).

Le soulèvement de 1990, qui marque le début de l'entrée du mouvement indigène sur la scène politique nationale, donnera à ce dernier une visibilité et une légitimité inédites. Bien plus, alors que, jusque-là, la société équatorienne ne s'était pas intéressée à la cause paysanne et indigène, les manifestations de solidarité se multiplient dans les organisations populaires, les mouvements étudiants, les syndicats et les partis politiques [Fassin, 1991]. Le président de la République Rodrigo Borja, qui avait commencé par ignorer le mouvement indien, finit par accepter d'ouvrir des négociations, marquant ainsi le début de la reconnaissance des mouvements paysans et indigènes comme interlocuteurs incontournables des pouvoirs publics. Ce sera le début de plusieurs années de luttes paysannes et indigènes contre les politiques néolibérales, rythmées par plusieurs soulèvements indigènes et paysans nationaux tout au long des années 1990 et du début des années 2000. Ces luttes participèrent à la destitution de trois présidents de la République entre 1997 et 2005, et aboutirent à la révision de la constitution de

¹⁴⁵ Du 2 au 10 juin 1990

¹⁴⁶ Les revendications écologiques n'apparaissent pas explicitement dans les seize propositions présentées aux pouvoirs publics équatoriens lors de l'ouverture des négociations le 7 juin 1990. En revanche, elles apparaissent clairement dans le projet politique de la CONAIE formulé lors de son deuxième congrès en 1988 (voir le tableau de synthèse du projet politique de la CONAIE réalisé par Massal [2005, p. 125])

1998 pour y incorporer la notion d'État pluriculturel et pluriethnique¹⁴⁷ ¹⁴⁸. En outre, elles ouvrirent la voie à la participation de personnalités indigènes à la vie politique locale et nationale. Au niveau national toutefois, la participation au gouvernement sera un fiasco pour la CONAIE dont les effets se font encore sentir aujourd'hui [Massal, 2013] et Encadré 10.

Encadré 10 - La participation de la CONAIE au gouvernement en 2003 : de la reconnaissance politique à l'affaiblissement du mouvement

En 1995, la CONAIE fonde ce qui deviendra son bras politique, le Mouvement Pachakutik¹⁴⁹ ». Ce mouvement a la particularité inédite d'être à la fois une alliance Indiens – Blancs/Métis et rural – urbain. En effet, il réunit des acteurs indiens issus des organisations paysannes et une grande diversité de mouvements sociaux urbains : organisations écologistes, acteurs du secteur public, organisations citoyennes urbaines, universitaires etc. Ces acteurs sont mobilisés d'une part en faveur du renforcement de l'État - qui doit également être reconnu comme plurinational - et de la redistribution du pouvoir (décentralisation et démocratie participative), et d'autre part contre un modèle de développement néolibéral jugé néfaste.

Le Pachakutik obtient des sièges de députés au Congrès¹⁵⁰ dès 1996, et 33 municipalités en 2000. En 2002, le Pachakutik soutient la candidature de Lucio Gutiérrez à la présidence de la République, celui-ci proposant un programme favorable aux revendications des mouvements paysans et indigènes. Entré en fonction en janvier 2003, Lucio Gutiérrez offrira six ministères au Pachakutik, et pour la première fois, des personnalités indigènes entrent au gouvernement à des postes-clé (Agriculture et Affaires étrangères). Toutefois, six mois plus tard, face à la non-tenu des promesses électorales et à la mise en œuvre d'une politique néolibérale sur les recommandations du FMI par le président Gutiérrez, les ministres du Pachakutik démissionnent du gouvernement et réintègrent l'opposition. La participation du Pachakutik au gouvernement de Lucio Gutierrez, faute de temps et de moyens, n'aura pas d'impact en matière de politiques publiques à destination des populations indiennes et paysannes et aura pour conséquence de couper fortement la CONAIE de ses bases sociales. Plus de dix ans après cet échec, l'affaiblissement de la CONAIE se fait toujours sentir.

Source : [Massal, 2009, 2013]

Malgré cet échec, la CONAIE continuera de se mobiliser, tout comme les autres organisations paysannes et indigènes du pays (Encadré 9), pour la reconnaissance des droits des paysans et des indigènes et contre les politiques d'inspiration néolibérale mises en œuvre par les différents gouvernements qui se succéderont à la tête du pays. C'est ainsi qu'entre 2001 et 2006, les organisations paysannes et indigènes – la CONAIE et certaines réunies au sein de la *Mesa Agraria* (FENOCIN, ECUARUNARI¹⁵¹, CONFUNASSC, CNC, FENACLE) – ainsi que de nombreuses organisations de la société civile rurale et urbaine, se mobiliseront régulièrement et massivement, au nom de la souveraineté alimentaire, contre la signature des traités de libre-

¹⁴⁷ La CONAIE et ses alliés ne parviendront pas à obtenir la reconnaissance de l'État plurinational revendiquée depuis plusieurs années, il faudra pour cela attendre la Constitution de 2008.

¹⁴⁸ En Bolivie, c'est quatre années auparavant, avec la réforme constitutionnelle de 1994, que les mouvements indigènes obtiendront la reconnaissance d'une nation pluriethnique et multiculturelle.

¹⁴⁹ « Nouvelle aube » en kichwa

¹⁵⁰ Le Congrès deviendra l'Assemblée Nationale en 2008

¹⁵¹ ECUARUNARI quittera la *Mesa Agraria* en 2003

échange régional (ZLEA¹⁵²) puis bilatéral (TLC avec les États-Unis). Depuis le soulèvement indigène de 1990, les plus grands soulèvements populaires qui ont agité l'Équateur ont été animés par les organisations paysannes et indigènes, accompagnées depuis les années 2000 par les associations environnementales. À partir de la fin des années 1990, c'est la souveraineté alimentaire, projet alternatif au néolibéralisme, deviendra progressivement l'élément fédérateur de ces mouvements.

4.2.4.3.2. ... à l'élaboration d'un projet de transition vers la souveraineté alimentaire

En 1994, afin de faire obstacle à la Loi de Développement Agraire (Encadré 6), les organisations indigènes et paysannes nationales (CONAIE, FENOCIN, CONFEUNASSC, CNC, FEI, FEINE, FENACLE) se rassemblent au sein d'une plateforme, la Coordination Agraire Nationale [Muñoz, 2010] qui élaborera une proposition alternative de loi, le « *projet de loi agraire intégrale* » [Coordinadora Agraria Nacional, 1994]. Elles organiseront une mobilisation nationale massive dans le but de manifester leur opposition à la version préliminaire de la Loi de Développement Agraire d'essence néolibérale (Encadré 6) et de réaffirmer les revendications qu'ils portent depuis juin 1990. Ce soulèvement, qui paralysera le pays pendant dix jours, forcera le gouvernement à inviter les organisations paysannes et indigènes à participer aux révisions de la loi. Mais les apports de ces dernières furent manipulés par les chambres d'agriculture pour créer l'impression d'un consensus, alors qu'en réalité aucun changement substantiel ne fut apporté à la loi [Martínez, 2003], à l'exception d'un long préambule formulé dans un langage ethniciste [Bretón, 2008]. Ainsi, malgré leurs capacités fédératrices et mobilisatrices et l'unité dont ils avaient fait preuve en créant la Coordination Agraire Nationale, les mouvements paysans et indigènes ne parvinrent pas à inverser le tournant néolibéral, et c'est en 1992 et 1996 que furent mis en place les plus nombreux et les plus sévères ajustements structurels, contribuant à précipiter le pays dans la crise sans précédent de la fin des années 1990 et du début des années 2000 (§ 4.2.4.1).

Le concept de souveraineté alimentaire n'apparaissait pas encore dans les discours des organisations paysannes et indigènes rassemblées dans la Coordination Agraire Nationale, plateforme qui disparaîtra après l'échec de la mobilisation de 1994. C'est à partir de la fin des années 1990 que quatre organisations (FENOCIN, CNC, CONFEUNASSC, FENACLE), rassemblées au sein d'une plateforme qui prendra le nom de *Mesa Agraria*, vont introduire progressivement la notion de souveraineté alimentaire dans leur discours. Ces quatre organisations sont membres du mouvement paysan international *La Vía Campesina*¹⁵³ (LVC), qui promeut la souveraineté alimentaire depuis le Sommet Mondial de l'Alimentation de 1996. Elles sont aussi membres de la CLOC (Coordination latino-américaine des organisations de la campagne) qui regroupe les organisations rurales d'Amérique latine et est le relai de LVC en Amérique latine. La FENOCIN est membre fondateur de LVC (1993) et de la CLOC (1994).

¹⁵² Zone de Libre-échange des Amériques (ALCA pour *Acuerdo de Libre Comercio por las Américas* en Espagnol et FTAA pour *Free Trade Area of the Americas* en Anglais)

¹⁵³ La FEI est également membre de LVC depuis 2013. La CONAIE, et les 3 organisations régionales qui la constituent (ECUARUNARI, qui sera membre de la Mesa Agraria jusqu'en 2003, CONFENAIE et CONAICE) ne sont pas membres de LVC.

Proposition d'alternative radicale au néolibéralisme, la souveraineté alimentaire deviendra le cœur du projet politique des organisations de la *Mesa Agraria*, projet que celles-ci revendiqueront au travers de multiples campagnes et mobilisations. En particulier, entre 2002 et 2003, dans le cadre des nombreuses mobilisations contre les traités de libre-échange et les politiques néolibérales, les organisations membres de la *Mesa Agraria* (FENOCIN, CONFEUNASSC-CNC et CONAIE *via* ECUARUNARI à l'époque) organisèrent avec l'appui de plusieurs ONG une série d'ateliers locaux et nationaux pour construire une proposition de politique agricole alternative centrée sur la souveraineté alimentaire. Ces propositions de politiques et d'actions concrètes, organisées autour de six thèmes (politique macroéconomique, terres et territoires, gestion durable des ressources naturelles, crédit, commercialisation, technologies et formation) seront rassemblées dans l'« *Agenda agricole des Organisations Rurales de l'Équateur*¹⁵⁴ » [CONAIE (ECUARUNARI) *et al.*, 2003]. Cet agenda agricole servira de base pour l'éphémère *Minga pour l'Agro équatorien*¹⁵⁵ [Ministerio de Agricultura y Ganadería, 2003] plan de développement agricole lancé en 2003 par Luis Macas, ancien président de la CONAIE et Ministre de l'Agriculture pendant la courte période de l'alliance entre le Pachakutik et le président Lucio Gutiérrez (Encadré 10). Outre toutes ces actions politiques, les membres de la *Mesa Agraria* mettront également en œuvre la souveraineté alimentaire au niveau local à travers l'expérimentation de pratiques alternatives de production combinant récupération et revalorisation de savoirs et de pratiques paysannes et innovations agro-écologiques, avec l'appui technique et financier de plusieurs ONG [Giunta, 2014].

Entre 1990 et 2006, si les différents gouvernements ont poursuivi une trajectoire néolibérale défavorable aux paysanneries, la société, elle, pouvait de moins en moins ignorer ces populations fortement mobilisées et leurs revendications, et cela d'autant plus que les effets négatifs des politiques néolibérales d'une part affectent les populations urbaines comme les populations rurales et d'autre part ont des conséquences écologiques désastreuses. C'est pourquoi, la souveraineté alimentaire deviendra progressivement une revendication portée par des franges de plus en plus nombreuses de la société civile équatorienne¹⁵⁶. En effet, telle qu'elle est défendue et théorisée au niveau international par les mouvements paysans, indigènes et de la société civile, la souveraineté alimentaire va au-delà de la question du commerce international et des seules questions agricoles et rurales. Elle constitue non seulement une « *antithèse positive au modèle de l'agriculture industrielle* » [McMichael, 2014, p. 5] mais aussi un projet de société alternatif au néolibéralisme formulé autour de la problématique multidimensionnelle de la durabilité des systèmes alimentaires, et impliquant de nouvelles formes de relations qui soient justes et égalitaires, que ce soit entre hommes et femmes, entre groupes raciaux, entre classes économiques et sociales, entre générations, entre territoires, entre villes et campagnes et entre humains et nature [Heinisch, 2013c, 2014b] comme nous le verrons dans le chapitre 2.

¹⁵⁴ *Agenda Agraria de las Organizaciones del Campo del Ecuador*

¹⁵⁵ *Minga por el agro ecuatoriano*

¹⁵⁶ Ce processus est à l'image de ce qui se passe également au niveau mondial. Le concept de souveraineté alimentaire a été initialement défendu et porté au débat public par le mouvement international paysan, mais a ensuite rapidement trouvé un écho au sein de la société civile [Heinisch, 2013b]. Depuis le concept est régulièrement débattu et enrichi au sein des rassemblements internationaux ou régionaux de LVC, mais aussi dans les arènes de la société civile, telles que les forums sociaux régionaux ou le forum social mondial.

SYNTHÈSE ET CONCLUSION

Une marginalisation historique des paysanneries andines qui s'exprime dans un faisceau de polarités socio-spatiales

Comme nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, la marginalisation à la fois sociale et spatiale des paysanneries andines est le résultat de processus historiques qui prennent leurs racines lors de la période coloniale et qui se sont maintenus et renforcés, tout en se renouvelant, au cours des périodes suivantes. Tout en mettant en évidence la grande diversité, et les importantes dynamiques des formes d'agriculture et des espaces andins, notre analyse de l'histoire et des transformations sociales qu'ont connues les paysanneries andines nous conduit à conclure que la marginalisation des paysanneries s'exprime dans une série de polarités socio-spatiales inter-reliées qui se sont progressivement construites, renforcées et renouvelées depuis cinq siècles. Ce que nous faisons le choix d'appeler ici « polarités » correspond à ce que Deler [1981] identifiait, pour le cas de l'Équateur et qui peut être extrapolé à toute la région andine, comme des « discontinuités fondamentales » ayant en commun d'affecter l'ensemble des territoires des pays andins et de marquer profondément les sociétés andines. Il précisait qu'il fallait les comprendre non comme des limites entre des types distincts d'espace social, mais comme des franges ménageant des formes de transition d'un domaine à l'autre. En outre, ces discontinuités n'excluent pas la symbiose et l'interdépendance entre les espaces situés de part et d'autre. Deler identifie ainsi trois discontinuités majeures marquant l'espace géographique et l'espace social andins.

La première est la discontinuité entre la petite et la grande exploitation agricole. Cette discontinuité correspond pour nous à une polarité à la fois spatiale, socio-économique, technique, paysagère et politique, autrefois fondée sur une opposition minifundium/latifundium, entre d'un côté la petite agriculture familiale et paysanne, diversifiée, pluriactive, tournée vers l'autosubsistance et (majoritairement) le marché intérieur, et de l'autre côté l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste, de monoculture, souvent agro-exportatrice, qui a laissé dans l'ombre les anciennes formes latifundiaries. Cette polarité des structures agraires, est héritée de la période coloniale, a été aggravé sous la république, n'a pas été résolue par les réformes agraires inachevées et inégalitaires, et a été amplifié sous la période néolibérale qui ont signé l'abandon des réformes agraires. Elle est le résultat d'un double processus historique ou se sont combinés d'une part un mouvement continu d'expansion de la grande propriété, et d'autre part un mouvement de parcellisation croissante des exploitations paysannes.

La deuxième discontinuité, très fortement liée à la première, correspond à une polarité entre hautes terres et basses terres. Il existe ainsi, à l'échelle globale des pays andins, mais aussi à l'échelle des hautes terres, un cloisonnement spatial, agroécologique et socio-économique où les meilleures parties de l'écosystème, c'est-à-dire les terres (les plus) basses et planes, chaudes ou tempérées, les mieux équipées en infrastructures, hébergent les citadins et les agricultures capitalistes, tandis que la paysannerie métisse est le plus souvent rejetée sur les versants des cordillères et que les communautés indiennes sont enclavées dans les zones froides d'altitude. Ce cloisonnement est visible non seulement à l'échelle des *sierras* – traversées verticalement par diverses altitudes et divers écosystèmes – comme l'ont souligné Gasselin [2006] pour la région

de Quito en Équateur et Cortes [2000] pour la région de Cochabamba en Bolivie –, mais également à l'échelle globale des pays, dans une polarité Sierra/Costa pour l'Équateur et le Pérou, et altiplano/terres basses pour la Bolivie.

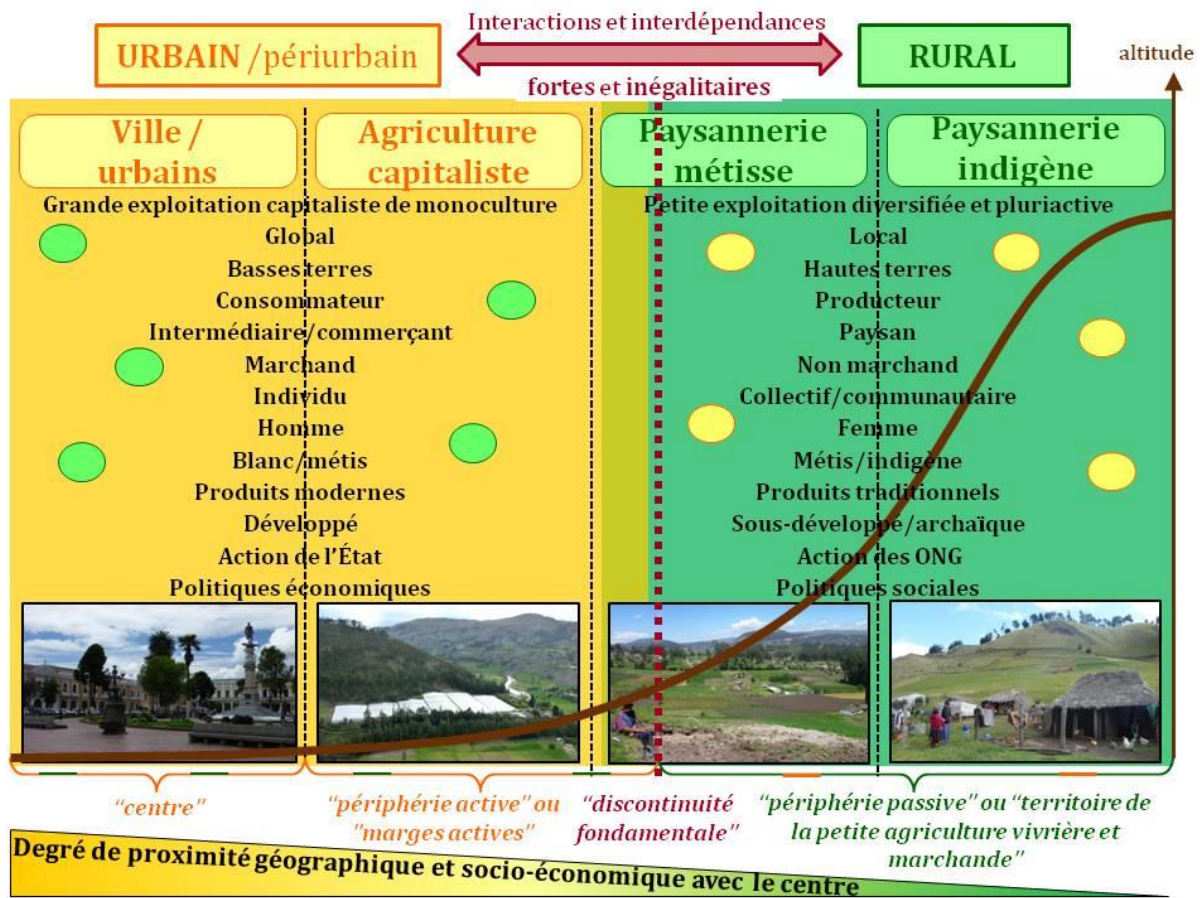
Enfin, Deler identifie une troisième discontinuité majeure, générale et englobante, entre deux pôles. D'un côté, on trouve les deux espaces constitués, d'une part par les centres urbains, auxquels, dès la colonisation espagnole, on avait assigné un rôle essentiel dans la maîtrise des territoires conquis¹⁵⁷, et, d'autre part, les espaces de la « la périphérie active », ou « marges actives » selon Mesclier [2006]. Ces derniers correspondent aux espaces (i) de l'agriculture d'exportation, industrielle et capitaliste dans sa grande majorité, mais paysanne aussi dans certains cas, et (ii) de la petite, moyenne et grande agriculture périurbaine dynamique tournée vers le marché intérieur. De l'autre côté, on trouve la « périphérie passive » (« espaces de pauvreté » correspondant à la « petite agriculture vivrière marchande » [Mesclier, 2006]), composée des paysans pour la plupart minifundistes, souvent indigènes¹⁵⁸ mais également métis, qui ont été refoulés sur les espaces où les conditions de développement de l'agriculture étaient les moins favorables. Cette « périphérie passive » constitue l'ensemble le plus éloigné de l'espace urbain central, du triple point de vue de la distance physique et de l'accessibilité, de la distance socio-économique, et de la distance culturelle. En d'autres termes, le sous-espace de la périphérie passive est celui où les *proximités*, non seulement géographiques mais aussi socio-économiques, avec l'espace urbain central, sont les plus faibles.

Dit autrement, cette troisième discontinuité majeure sépare d'un côté les espaces « modernes » et « développés » à forte densité d'équipement et où l'économie marchande et monétaire est généralisée, et de l'autre les espaces (considérés comme) « retardés », « sous-développés », « marginalisés », largement sous-équipés où prédominent des formes et des rapports de production et d'échanges *considérés* comme « archaïques », c'est-à-dire où l'autoconsommation est importante et où l'économie non marchande est fortement présente. Deler précise en outre que cette troisième discontinuité de nature globale est en réalité un faisceau complexe de plusieurs discontinuités élémentaires – que toutefois il ne précise pas – qui soulignent chacune les inégalités sociales et spatiales qui traversent les Andes, en fonction des conditions techniques et des rapports de production et d'échange, de la nature et de la destination de la production, et de l'impact des différents réseaux de pouvoir [Deler, 1981, p. 235]. Pour notre part, et comme synthèse de ce chapitre, nous voyons, dans cette troisième discontinuité englobante décrite par Deler, une polarité socio-spatiale globale entre, d'un côté les espaces urbains et périurbains, et de l'autre les espaces ruraux, polarité elle-même se déclinant en une série de plusieurs polarités socio-spatiales élémentaires (Figure 11).

¹⁵⁷ Il s'agit autant des métropoles comme Quito, Guayaquil, Lima, La Paz etc., que des villes intermédiaires correspondant aux capitales de provinces (Équateur) ou de départements (Pérou, Bolivie), ou encore des centres-urbains locaux correspondant aux chefs-lieux de cantons (Équateur) ou de provinces (Pérou, Bolivie).

¹⁵⁸ Pour Deler, les groupes indigènes selvatiques peuplant les vastes étendues de la forêt amazonienne, extérieurs à notre champ de recherche, composent également ce qu'il appelle la « périphérie passive ». Les populations des *selvas* demeurent bien moins nombreuses que les populations des hautes terres andines, si bien que la majorité des populations composant cette « périphérie passive » se trouvent réparties dans les massifs montagneux.

Figure 11 - Marginalisation des paysanneries andines et permanence et renouvellement de polarités socio-spatiales



Réalisation & photographies : Claire Heinisch

Ce cloisonnement agroécologique et socio-économique est valable autant à l'échelle des pays andins qu'à celle des sierras. Les photos ont toutes été prises dans la province de Chimborazo, province de la sierra centrale d'Équateur. La première (à gauche) est une photo du parc Maldonado et de la Municipalité de Riobamba, capitale de la province, située à 2 750 m d'altitude. Riobamba répond au modèle de la capitale régionale de vieille tradition administrative et commerciale, de tradition urbaine multiséculaire, située au cœur de régions rurales densément peuplées et constitue un important marché agricole (Encadré 5) [Deler, 1981]. La seconde photo représente des serres floricoles, localisées à quelques kilomètres au nord de Riobamba, au confluent des rivières *Chambo* et *Blanco*, à environ 2 400 m d'altitude. Sur la troisième figure un paysan métis de la communauté de Ainche située dans le canton Chambo à 2 919 m d'altitude. La dernière photo représente une famille paysanne indigène de la communauté de Reten Ichubamba, située dans le canton Guamote au-dessus de 3 400 m d'altitude sur de fortes pentes.

Finalement, le processus historique de marginalisation des paysanneries andines est l'expression et le résultat d'une polarisation à la fois sociale et spatiale entre l'urbain et le rural, cette polarité englobant une série de polarités élémentaires. Ainsi, le « rural » ce sont les hautes terres, la petite exploitation diversifiée et pluriactive, le local, le producteur, le paysan, le non-marchand, le collectif/communautaire, la femme, l'indigène et le métis, les produits traditionnels, l'archaïque/le sous-développé, l'espace d'action des ONG, et les politiques sociales. Quant à l'« urbain », ce sont les basses terres, la grande exploitation capitaliste de monoculture

d'exportation ou destinée à l'agro-industrie, le global, le consommateur, l'intermédiaire/commerçant, le marchand, l'individuel, l'homme, le blanc/le métis, les produits modernes (exportés ou d'importation), le monde développé, l'espace d'action de l'État et les politiques économiques. Ces polarités, qui se recoupent et se confortent mutuellement, définissent les structures sociales et spatiales andines qui se sont construites et renforcées au gré des transformations sociales. Elles correspondent à des réalités plus ou moins partielles, mais aussi, et surtout, à des représentations stéréotypées forgées par le discours dichotomique de la modernisation, ce qui contribue à les renforcer [Guérin, 2007 ; Peemans, 2008]¹⁵⁹. En réalité, les interactions et les interdépendances entre les pôles sont multiples et très fortes comme analysé tout au long de ce chapitre, les systèmes d'activité paysans étant liés à plusieurs espaces socio-économiques et géographiques. Mais ce sont des interactions inégalitaires, de domination et/ou d'exclusion d'un pôle sur l'autre, exprimant ainsi la marginalisation historique des paysanneries andines.

Mais des paysanneries résilientes et dynamiques, et qui œuvrent pour leur reconnaissance seules ou avec certains « alliés »

Ce constat de processus récurrents de marginalisation des paysanneries andines, interroge à plusieurs niveaux. En premier lieu, on peut se demander comment et pourquoi l'activité paysanne a perduré et continue de perdurer. Mais plus généralement, on peut se demander s'il n'existe pas des processus qui seraient à l'opposé de la « marginalisation », c'est-à-dire des processus de reconnaissance des paysanneries, cette dernière étant entendue comme l'« antithèse » de la marginalisation.

Rappelons tout d'abord que le maintien d'une activité agricole et d'une résidence en milieu rural offre de nombreux avantages aux familles paysannes [Gasselin, 2006, 2012]. En premier lieu, et même lorsque cette activité est réalisée dans des conditions misérables, elle permet aux familles paysannes de sécuriser leur alimentation. Elle est également la seule opportunité de travail pour les enfants et les personnes âgées ainsi que pour celles et ceux qui auraient du mal à être salariés sur un marché de l'emploi sélectif, comme c'est le cas des femmes de plus de quarante ans et les Indien.ne.e parlant pas ou mal l'espagnol. Elle permet en outre aux familles paysannes de conserver un patrimoine foncier qui a une très forte valeur symbolique dans la cosmovision andine, qui par ailleurs incarne les luttes historiques pour l'accès à la terre, et qui également prend rapidement de la valeur près des zones urbanisées et des voies de communication. Enfin, elle permet aux familles paysannes de préserver une cohésion

¹⁵⁹ Alors que dans notre cadre d'interprétation, nous avons privilégié, la polarité urbain-rural comme englobante des autres polarités élémentaires, Guérin [2007], qui mobilise une approche de genre, utilise un cadre mettant en avant la polarité « homme/femme » comme polarité englobant une série d'autres polarités, parmi lesquelles le marchand/non marchand, le public/privé, la production/reproduction, l'égoïsme/altruisme. Pour Peemans [2008], la polarité villes-campagnes est la vision réductrice globale des acteurs dominants porteurs de la vision modernisatrice, pour qui le « rural » est l'« ancien », le « traditionnel », l'« immobile, tandis que l'urbain est porteur de modernité et de changement. Cet imaginaire de la modernisation oublie que les paysans, souvent également travailleurs et migrants, font la navette, à des échelles de temps variables, entre la production sur la ferme et la vie rurale locale, et/ou les activités en ville (commercialisation des produits, travail formel ou informel), et/ou le travail dans exploitations agro-industrielles, et/ou, pour certains, l'extérieur du pays.

communautaire dont ils tirent de nombreux avantages, à travers tout un faisceau de liens de solidarité qui demeurent, du moins jusqu'au début des années 2000, plus efficaces que la protection sociale publique en matière de retraites et de santé.

Ensuite, comme nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, les paysanneries andines – à l'instar des autres paysanneries du monde – ont su développer, seules, ou avec différents alliés, des stratégies multiples de résistance, d'organisation, et de valorisation de leurs activités, ce qui fait dire à [Haubert, 1991, p. 732] que les paysanneries andines – et du monde – possèdent une grande « *capacité de gérer en quelque sorte leur exploitation et leur exclusion* ». Afin de synthétiser l'ensemble des stratégies paysannes présentées tout au long de ce chapitre, nous proposons de reprendre la classification par degré d'intensité des « dynamismes paysans » proposée par ce même auteur [p. 733-734] (Tableau 3), classification qui s'applique à l'ensemble des paysanneries du monde mais que nous adaptons ici aux paysanneries andines.

Tableau 3 - Les différents degrés de « dynamismes paysans »

1	Stratégies défensives, de résistance, souvent anciennes
2	Innovations dans le domaine productif
3	Création d'organisations de producteurs autonomes, à vocation technique et économique
4	Création d'organisations paysannes à vocation à la fois technique, économique, sociale, identitaire, territoriale
5	Regroupement d'organisations paysannes locales en réseaux régionaux, nationaux, voire internationaux
6	Créations d'alliances avec d'autres groupes sociaux et mobilisation en faveur de projets de transformation sociale

D'après [Haubert, 1991]

Le premier type est celui des stratégies de type « défensif ». Tant à l'échelle des unités domestiques que des communautés paysannes, il s'agit de stratégies, séculaires et sans cesse renouvelées, de résistance et d'autonomisation plus ou moins active vis-à-vis des structures de domination. À l'échelle du système d'activité, ces stratégies consistent en des productions très diversifiées – résultats de savoirs et savoir-faire agroécologiques et d'adaptations et de valorisation spécifiques des milieux – pour l'alimentation de la famille et pour le marché, et en différentes formes de migration qui permettent un complément de revenu tout en maintenant l'activité agricole. À l'échelle des communautés paysannes, ces stratégies consistent en des faisceaux complexes de relations de solidarité et de réciprocité. Ces stratégies d'adaptation, auxquelles il faut rajouter la capacité d'adaptation à la pauvreté [Gasselin, 2012], une des caractéristiques fondamentales des paysans qui acceptent de ne pas se rémunérer ou de se rémunérer moins selon la situation économique à laquelle ils sont confrontés, contribuent fortement à expliquer l'immense capacité de résilience des paysanneries.

Le deuxième type de dynamisme paysan est celui des innovations dans le domaine productif, associées souvent des modifications sensibles dans les relations avec les marchés : important développement de la production marchande pour un ou (ou plus rarement plusieurs) produit(s) tout en conservant un système de production diversifié ; accès à des marchés spécifiques à haute valeur ajoutée tels que l'exportation (classique ou *via* le commerce équitable) et/ou les productions de qualité etc. C'est le cas de l'exemple (§ 4.2.3 et Photo 10) des paysans de la communauté de Gatazo Zambrano dans la province de Chimborazo en Équateur, qui ont

développé la production de brocolis pour l'exportation. Dans cette même province, comme ailleurs dans les Andes, nous avons observé de nombreux exemples d'innovations dans le domaine productif et en matière de valorisation et de commercialisation, parmi lesquelles la production biologique et/ou équitable de quinoa ou d'herbes aromatiques et médicinales, la transformation de produits de qualité et la création de marques locales (produits laitiers, cochons d'Inde), la spécialisation dans la production de tomates sous serres pour le marché conventionnel (Encadré 44) etc. Ces innovations productives et dans l'accès au marché se réalisent souvent avec l'appui (technique et/ou organisationnel et/ou financier), voire l'impulsion « d'alliés », acteurs externes aux paysans que sont l'Église, et les ONG locales, nationales et internationales, mais aussi les collectivités locales.

Le troisième et le quatrième type de dynamismes paysans identifiés par Haubert sont très étroitement liés au précédent. Les innovations dans le domaine productif et en matière d'accès au marché s'accompagnent souvent de la création d'organisations de producteurs, plus ou moins formelles et de plus ou moins grande échelle. Dans la province de Chimborazo, cela va de la petite association familiale informelle (Encadré 44), en passant par les organisations paysannes locales comme celle des quinueros de la COPROBICH (§ 4.2.3 et Photo 11), jusqu'aux « consortiums de commercialisation paysanne ». Ces derniers sont des organisations de producteurs dont la création et/ou la consolidation ont été financées par la Coopération suisse et qui ont été accompagnées par plusieurs ONG locales ainsi que plus ponctuellement par les collectivités locales et plus récemment par l'État. Ces consortiums sont structurés à l'échelle locale, provinciale, et jusqu'à l'échelle de la sierra centrale¹⁶⁰ pour des produits comme les produits laitiers, les cochons d'Inde, les pommes de terre. Toutes ces organisations de producteurs de dimensions très diverses, dont l'objectif est d'organiser collectivement la production, l'éventuelle transformation et la commercialisation, correspondent au troisième type de dynamisme paysan. Ces organisations peuvent rester cantonnées au domaine technique et économique, mais elles peuvent également avoir pour objectif la modification de la situation des paysans non seulement dans le domaine productif, mais aussi en ayant une approche territoriale des problématiques rencontrées par les populations rurales (amélioration des équipements et des services collectifs ; résolution des problèmes spécifiques aux femmes, aux jeunes, aux personnes âgées ; préservation de l'environnement, préservation et valorisation de la culture locale etc.). Dans cas on glisse vers le quatrième type de dynamisme paysan identifié par Haubert, incarné notamment par les « communautés » paysannes et indigènes.

Lorsque ces collectifs constituent des réseaux à l'échelle régionale, nationale, voire internationale, les dynamismes paysans commencent à prendre un caractère plus prononcé de mouvement social caractérisant une prise de conscience que, au-delà de leurs spécificités locales, les paysanneries se trouvent dans des situations similaires et doivent faire face aux mêmes défis et aux mêmes adversaires. Ces réseaux, qui bénéficient aussi très souvent de l'appui des alliés traditionnels des paysanneries que sont les ONG et l'Église, peuvent avoir une vocation à dominante technique et économique, comme c'est le cas du CIOEC en Bolivie (§ 4.1.3.1), ou une vocation à dominante sociopolitique, comme c'est le cas des mouvements indigènes dont les

¹⁶⁰ Provinces de Cotopaxi, Tungurahua, Bolivar et Chimborazo

luttres s'organisent essentiellement autour de l'accès aux ressources et la reconnaissance identitaire.

Malgré la diversité et l'intensité de ces dynamismes paysans, à l'échelle locale, les luttres pour l'accès aux ressources et les stratégies de valorisation de type « filière » sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux sont loin d'avoir bénéficié à tous les paysans. Même s'ils sont des laboratoires de propositions et d'expérimentation d'alternatives et des témoins qu'une voie paysanne du développement est possible, les organisations paysannes et indigènes et les territoires qui ont réussi du point de vue de l'accès aux ressources et aux marchés, souvent avec l'appui de projets de développement dans un contexte de désengagement de l'État, forment de rares « îlots de durabilité » ou de « modernité » au milieu d'un océan de pauvreté (§ 4.2.4.2). En outre, ces dynamiques demeurent de nature paysanne et rurale dans le sens où il n'y a pas ou peu d'alliances et avec la ville proche¹⁶¹, ses habitants et ses acteurs. Quant à l'échelle plus globale, les réseaux et mouvements paysans portent, jusqu'à la fin du XX^e siècle, essentiellement des revendications portant sur l'amélioration de leur situation.

Toutefois, les mobilisations des paysanneries andines vont progressivement glisser vers le sixième et dernier type de dynamisme paysan identifié par Haubert, c'est-à-dire lorsque les paysans n'ont plus comme unique objectif l'amélioration de leur situation, mais portent également un projet de transformation sociale et, à cet effet, concluent des alliances avec d'autres groupes sociaux. Ainsi, à l'aube du XXI^e siècle, les paysanneries andines, en alliance avec d'autres acteurs de la société civile, vont construire et porter au débat public un projet de souveraineté alimentaire. Par la suite, les nouveaux contextes sociopolitiques que connaîtront les pays andins à partir du début des années 2000 devront beaucoup à ces mobilisations paysannes et citoyennes. Au niveau local, et dans ce contexte de revendication de la souveraineté alimentaire et de profonds changements sociopolitiques, on voit émerger dans les Andes des formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité, qui interrogent sur un processus de reconnaissance des paysanneries qui serait en marche. C'est cette interrogation que nous proposons de développer dans le prochain chapitre.

¹⁶¹ Même si, bien entendu et rappelons-le, les paysans interagissent fortement avec la ville proche pour y travailler et vendre individuellement leurs produits, que ce soit aux intermédiaires des marchés des grands centres urbains dans les conditions que nous avons décrites plus haut, ou bien sur les marchés paysans/indigènes des petits centres urbains, ou encore *via* le commerce informel.

CHAPITRE 2 – NOUVEAUX CONTEXTES SOCIOPOLITIQUES ET ÉMERGENCE DE FORMES NOUVELLES ET MULTI-ACTEURS DE CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ : ENJEUX ET POTENTIELS POUR LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES

Dans le précédent chapitre, nous avons analysé comment et pourquoi les paysanneries andines sont les héritières d'une marginalisation économique, sociale, politique, identitaire, dans l'accès aux ressources, aux moyens de production et aux marchés. Cette marginalisation des paysanneries andines, historiquement construite, s'exprime dans un faisceau de polarités socio-spatiales, rassemblées dans une polarité socio-spatiale englobante qu'est la polarité urbain-rural. En réaction à cette marginalisation récurrente et sans cesse renouvelée, les paysanneries ont fait la preuve de leur résilience et de leur dynamisme. Elles ont ainsi imaginé et mis en œuvre des stratégies d'adaptation au milieu et au contexte socio-économique et politique, de valorisation de leurs activités et de leur identité, jusqu'à se mobiliser pour revendiquer l'amélioration de leur situation et la reconnaissance de leurs droits et de leur identité. Elles ont pu, pour cela, compter sur l'appui technique, financier, organisationnel, et, dans certains, cas politique, de leurs « alliés ruraux » historiques que sont l'Église, les ONG, et parfois également les collectivités locales.

Jusqu'à la fin du XX^e siècle, les dynamismes paysans ont conservé une nature rurale, dans le sens où pas ou peu d'alliances socio-économiques ou politiques existaient avec la ville proche. Mais depuis le début du XX^e siècle, on voit émerger, au niveau local, de nouveaux circuits alimentaires de proximité. Ces derniers vont bien au-delà du seul échange de produits alimentaires et prennent la forme de collectifs plus ou moins formels rassemblant une large diversité d'acteurs, nouveaux pour certains, sur les questions paysannes et alimentaires. Ces nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs, qui interrogent sur un processus de reconnaissance des paysanneries qui serait en marche, émergent dans un contexte où les Andes, après des années de néolibéralisme, connaissent d'importants changements sociopolitiques. Ces changements doivent beaucoup à des mobilisations paysannes d'un nouveau type, où les paysans, alliés à divers acteurs de la société civile, ont construit et défendent, du niveau local au niveau international, un projet de transformation sociale qu'ils ont nommée « souveraineté alimentaire » et qui est une proposition d'alternative radicale au néolibéralisme.

Après avoir laissé les Andes et les paysanneries andines à la fin du XX^e siècle au chapitre précédent, nous consacrons la première partie de ce chapitre à l'analyse des contextes nationaux récents en Équateur, en Bolivie et au Pérou, contextes dans lesquels émergent les nouveaux

circuits alimentaires de proximité multi-acteurs, que nous proposons d'étudier. Nous présentons la genèse et le contenu des changements sociopolitiques que connaissent les Andes à l'aube du XXI^e siècle, et nous analysons si et comment ils constituent une nouvelle donne pour les paysanneries andines. Puis, dans la deuxième partie de ce chapitre, nous exposons ce que sont les « circuits alimentaires de proximité » ainsi que leurs formes « nouvelles » et « multi-acteurs ». Pour cela, nous en réalisons une mise en perspective à la fois historique et géographique avec les diverses formes alternatives de production et d'échange réputées valoriser les paysanneries et les agricultures paysannes, avant de définir précisément notre objet au regard de notre problématique. En particulier, nous analysons leur émergence à la fois sur le terrain et dans les discours scientifiques, techniques et politiques.

1. AU NIVEAU NATIONAL : DES CHANGEMENTS SOCIOPOLITQUES EN MARCHÉ DANS LES ANDES DEPUIS LE MILIEU DES ANNÉES 2000

1.1. *Un détour par le concept de souveraineté alimentaire : genèse et définition*¹⁶²

1.1.1. La souveraineté alimentaire : petit historique de l'émergence du concept

La souveraineté alimentaire, née en Amérique Centrale dès les années 1980 [Edelman, 1999] cité par [Cleys, 2012] est un concept initialement défini par *La Vía Campesina* (LVC), mouvement paysan transnational né de la rencontre, au début des années 1990, d'organisations paysannes d'Amérique latine, d'Europe, et d'Amérique du Nord. Si le concept fait son entrée au débat public sur la scène internationale lors du Sommet Mondial de l'Alimentation de la FAO en 1996, c'est dès 1993, lors de la première Conférence Internationale de LVC à Mons (Belgique), instituant officiellement le mouvement comme organisation mondiale, que la souveraineté alimentaire est définie et revendiquée comme un ensemble de droits par LVC. Cette première affirmation de la souveraineté alimentaire, comme projet et comme revendication des organisations paysannes mondiales, coïncide avec la clôture de l'Uruguay Round en 1994. Celui-ci s'est conclu par un objectif de libéralisation progressive de l'agriculture, secteur qui avait jusque-là été exclu des négociations commerciales internationales, car considéré comme trop stratégique pour être soumis à la libéralisation.

Le projet de souveraineté alimentaire porté par le mouvement paysan s'oppose radicalement au paradigme néolibéral appliqué à l'agriculture, d'une part parce que celle-ci satisfait une nécessité et un droit fondamentaux, et d'autre part parce que le modèle néolibéral dominant a montré ses limites en termes économique, social, écologique et de sécurité alimentaire. La souveraineté alimentaire diffère de la sécurité alimentaire à la fois dans l'approche et dans les aspects politiques. Alors que la sécurité alimentaire ne dit rien sur où, par qui, et dans quelles conditions économiques, sociales et écologiques ont été produits et approvisionnés les aliments, la souveraineté alimentaire, quant à elle, donne la priorité à la production locale, paysanne, et

¹⁶² Ce paragraphe est la synthèse résumée d'une analyse approfondie du concept de souveraineté alimentaire que nous avons réalisée en 2011 pour le projet *Mercados Campesinos* et publiée en 2013 [Heinisch, 2013c], et que nous avons par la suite actualisée chaque année dans un cours de M2 [Heinisch, 2014b].

socialement et écologiquement responsable pour nourrir les populations. En ce sens, c'est un moyen pour atteindre la sécurité alimentaire.

Depuis 1996, le concept de souveraineté alimentaire a été largement discuté et approfondi au cours des nombreux rassemblements nationaux, régionaux et internationaux. Aujourd'hui elle n'est plus revendiquée uniquement par les mouvements paysans, mais aussi par des pêcheurs artisanaux, des organisations indigènes, des organisations de femmes, des ONG de développement et de protection de l'environnement, des chercheurs, et diverses organisations et réseaux de la société civile écologistes, de l'économie sociale et solidaire, de consommateurs, ainsi que par les salariés agricoles et jusqu'aux travailleurs migrants. Du niveau local au niveau international, les mouvements pour la souveraineté alimentaire ont développé, progressivement, des connexions avec d'autres réseaux et organisations, en particulier ceux de l'économie sociale et solidaire avec qui ils partagent de nombreuses visions et revendications [Sage, 2014]. À titre d'exemple, la revue « *Soberanía Alimentaria Biodiversidad y Cultura*¹⁶³ », éditée par LVC, l'ONG internationale GRAIN et la Plateforme Rurale d'Espagne¹⁶⁴, dans son numéro thématique de 2013 consacré aux formes d'économie alternatives, soutient que « *souveraineté alimentaire et économie sociale et solidaire sont inséparables* ». Elle explique comment et pourquoi la souveraineté alimentaire ne peut se construire que grâce à de nouveaux espaces économiques relevant de l'économie sociale et solidaire, en donnant notamment l'exemple des marchés de vente directe de produits paysans [La Vía Campesina *et al.*, 2013].

Enfin, dans certains pays, la souveraineté alimentaire bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance institutionnelle. Elle est en effet intégrée dans la législation de certains pays, et certains États l'ont même intégrée dans leur Constitution. En Amérique du Sud c'est le cas du Venezuela, de la Bolivie et de l'Équateur (nous y revenons largement dans les paragraphes suivants). Cette reconnaissance institutionnelle constitue une victoire pour les mouvements sociaux et pour les paysanneries, mais la mise en pratique de ces engagements constitutionnels et législatifs est un défi particulièrement complexe. Cela requiert en particulier à la fois un État fort et une redistribution du pouvoir, afin de permettre le contrôle direct des systèmes alimentaires par les populations et les territoires [McKay *et al.*, 2014] (et § 1.1.2). En outre, la souveraineté alimentaire est désormais intégrée dans certaines instances onusiennes. Ainsi, elle est reconnue par les rapporteurs spéciaux de l'ONU sur le droit à l'alimentation (Jean Ziegler puis Olivier de Schutter). En octobre 2013, un accord de coopération est signé entre la FAO et *La Vía Campesina*. Cet accord, qui reconnaît le rôle essentiel des petits producteurs en tant qu'acteurs de l'éradication de la faim dans le monde, prévoit une coopération pour une production alimentaire fondée sur l'agroécologie et l'agriculture paysanne, la protection des droits d'accès aux ressources, et l'élargissement des droits des paysans sur les semences. Moins d'un an plus tard, en septembre 2014, la FAO organise à Rome un symposium international sur l'agroécologie¹⁶⁵. C'est la première fois que l'agroécologie, qui fait partie intégrante du projet de souveraineté alimentaire défendu par les mouvements paysans, sociaux et écologistes, est

¹⁶³ Traduction : « *Souveraineté alimentaire, biodiversité et culture* »

¹⁶⁴ Plateforme qui regroupe des associations, des ONG et des réseaux écologiques, de développement agricole et rural et de l'économie sociale et solidaire ainsi que des universités rurales espagnoles.

¹⁶⁵ Symposium International sur l'Agroécologie pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition.

abordé officiellement par la FAO, où elle était jusque-là taboue¹⁶⁶. LVC est présente en tant qu'intervenante à ce symposium. Elle en a souligné des conclusions positives malgré un risque de récupération de l'agroécologie et sa réduction à une solution technique ne remettant pas en question l'agriculture industrielle, alors que selon les mouvements sociaux l'« agroécologie paysanne »¹⁶⁷, dont les contenus et les propositions sont économiques, sociaux, écologiques, culturels et politiques, doit être considérée et mise en œuvre en tant que véritable projet de transformation sociale¹⁶⁸.

1.1.2. Le projet de souveraineté alimentaire : définition et contenu

Une définition qui fait date est celle du forum de Nyéléni, qui a rassemblé en 2007 à Selingué (Mali) plus de 500 représentants d'organisations de plus de 80 pays :

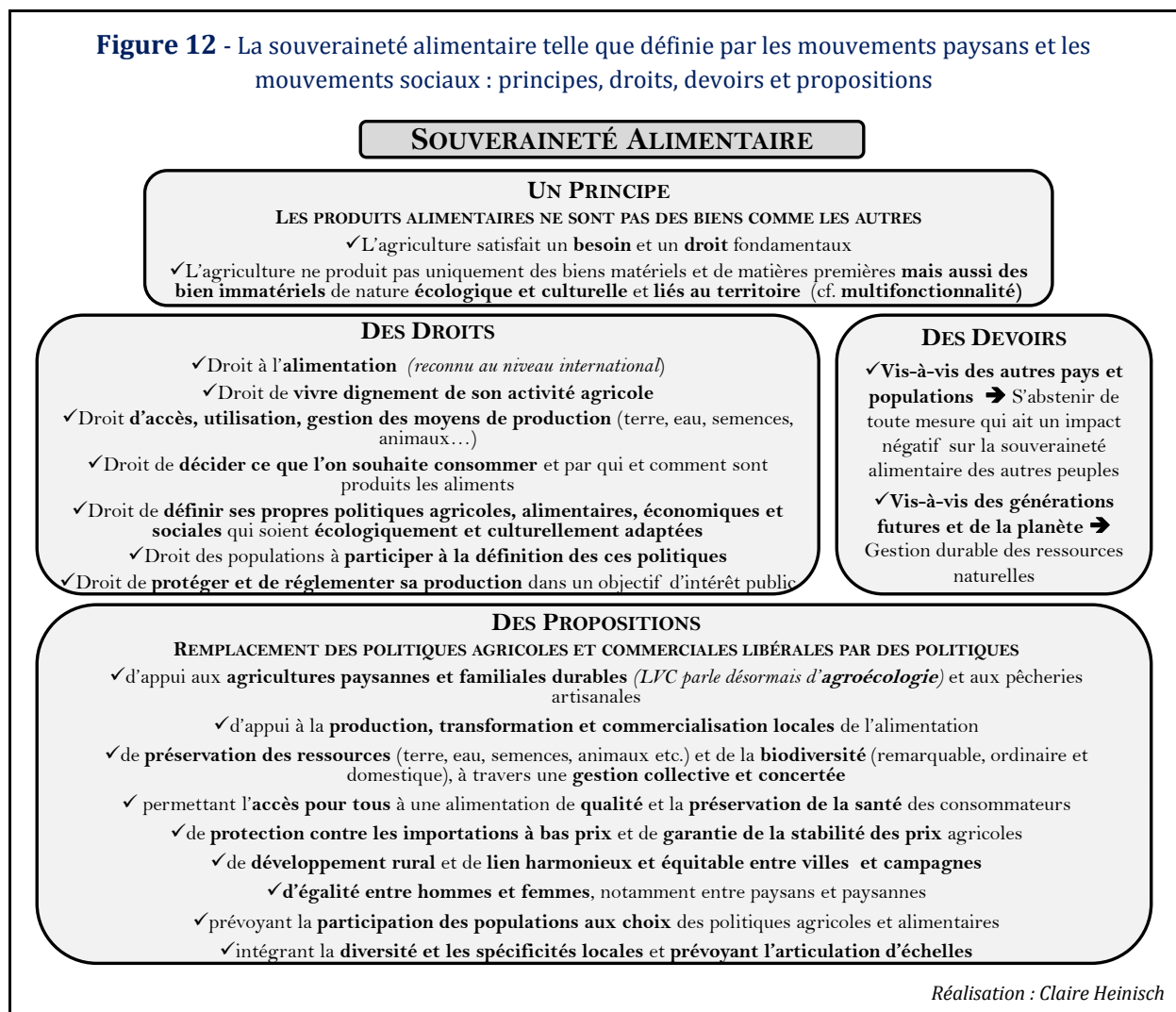
« La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures, produite à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle place les producteurs, distributeurs et consommateurs des aliments au cœur des systèmes et politiques alimentaires en lieu et place des exigences des marchés et des transnationales. Elle défend les intérêts et l'intégration de la prochaine génération. Elle représente une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce entrepreneurial et du régime alimentaire actuel. Elle donne des orientations pour que les systèmes alimentaires, agricoles, halieutiques et d'élevage soient définis par les producteurs locaux. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux économies et aux marchés locaux et nationaux et fait primer une agriculture paysanne et familiale, une pêche traditionnelle, un élevage de pasteurs, ainsi qu'une production, distribution et consommation alimentaires basées sur la durabilité environnementale, sociale et économique. La souveraineté alimentaire promeut un commerce transparent qui garantisse un revenu juste à tous les peuples et les droits des consommateurs à contrôler leurs aliments et leur alimentation. Elle garantit que les droits d'utiliser et de gérer nos terres, territoires, eaux, semences, bétail et biodiversité soient aux mains de ceux et celles qui produisent les aliments. La souveraineté alimentaire implique de nouvelles relations sociales, sans oppression et inégalités entre les hommes et les femmes, les peuples, les groupes raciaux, les classes sociales et les générations. »

¹⁶⁶ Dans son allocution finale, le Directeur Général de la Fao, José Graziano da Silva, a déclaré « *Aujourd'hui, une fenêtre s'est ouverte sur ce qui a été pendant cinquante ans la cathédrale de la Révolution Verte* », déclaration saluée par LVC.

¹⁶⁷ Les mouvements sociaux et paysans parlent de plus en plus d'« agroécologie paysanne » pour se distinguer explicitement de la vision technico-économique de l'agroécologie dont ils considèrent qu'elle ne consiste qu'en un verdissement de l'agriculture conventionnelle, industrielle, financiarisée, agro-exportatrice et qui élimine et/ou précarise les paysans et exclut les fermes petites ou diversifiées. En France, par exemple, le Collectif pour une agroécologie paysanne, constitué de plusieurs organisations et mouvements paysans (Confédération Paysanne et organisations rattachées) et de la société civile, critique, dans son *Communiqué pour une agroécologie paysanne* du 14 janvier 2014 (<http://www.confederationpaysanne.fr/actu.php?id=2908>, consulté le 30 juin 2015), le Ministère de l'Agriculture qui met en avant l'agroécologie tout en continuant de soutenir un modèle agricole agro-industriel et productiviste, incompatible avec une « *agroécologie sociale et écologique ancrée dans les territoires [...] inclus[e] dans un mouvement de transformation sociétale global qui touche tous les secteurs d'activité* ».

¹⁶⁸ Cf. communiqué de presse de LVC du 30 septembre 2014 (<http://viacampesina.org/fr/index.php/les-grands-ths-mainmenu-27/agriculture-paysanne-durable-mainmenu-42/1005-symposium-international-de-la-fao-sur-l-agroecologie-a-rome>, consulté le 30 juin 2015).

La Figure 12 analyse la définition de la souveraineté alimentaire telle qu'elle est portée par les mouvements paysans et les mouvements sociaux. Il s'agit d'une synthèse schématique de notre analyse approfondie du concept de souveraineté alimentaire [Heinisch, 2013c, 2014b].



Pour compléter et commenter ce schéma, nous pouvons souligner plusieurs caractéristiques de la souveraineté alimentaire. La première caractéristique, c'est que sa définition demeure évolutive, et elle ne cesse d'être débattue et enrichie au cours de diverses rencontres et forums locaux, régionaux, et internationaux, permettant l'intégration progressive de nouvelles dimensions, et ainsi sa circulation à travers le monde et sa réappropriation en fonction des spécificités régionales. La deuxième caractéristique, c'est que la souveraineté alimentaire se fonde non seulement sur la reconnaissance d'un ensemble de droits, mais elle contient aussi un ensemble de devoirs, c'est-à-dire qu'elle accorde une place importante à la notion de responsabilité. Si l'on analyse la souveraineté alimentaire au filtre de la littérature sur la reconnaissance (voir introduction et chapitre 3), les paysans revendiquent non seulement une reconnaissance dans la sphère juridique au sens d'Axel Honneth [2013 [1992]] (droit à produire, qui passe par des droits d'accès aux ressources et aux marchés, et donc par des politiques de redistribution), mais aussi une reconnaissance de leur place, de leur rôle, de leur capacité et de leur responsabilité économique, sociale, et écologique (nourrir le peuple, gérer durablement les

ressources, et même refroidir la planète), ce qui situe également leurs revendications de reconnaissance dans la sphère collective et de la solidarité au sens d'Axel Honneth. Enfin, en revendiquant le droit pour tous (paysans et citoyens, individuellement et collectivement) de participer à la définition des politiques alimentaires et agricoles, les mouvements paysans aspirent à l'égalité de statut et à la parité de participation à la vie sociale et politique au sens de Fraser [2004]. La troisième caractéristique de la souveraineté alimentaire, c'est que son application suppose une articulation d'échelles. D'une part les détenteurs des droits à la souveraineté alimentaire peuvent être des individus, des communautés locales, un peuple, un territoire ou une nation, et, d'autre part, la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire requiert deux types d'actions à mener simultanément. La première est globale et passe par le haut, par la voie juridique et institutionnelle du changement. La seconde est locale et passe par le bas, par des pratiques agricoles et alimentaires nouvelles ou réactualisées, *via* l'agroécologie et *via* la production, la transformation et les échanges locaux. Cela doit permettre, dans une prise en compte de la diversité des contextes (agropédoclimatique et culturels) locaux, d'atteindre le double objectif de préservation de la nature et d'une agriculture vivrière, de qualité, et accessible à tous. Enfin, une quatrième caractéristique de la souveraineté alimentaire, c'est qu'elle va au-delà de la reconnaissance du droit et du rôle social des seuls paysans ou même des seules populations rurales. Elle en défend en effet l'accès pour tous à une alimentation de qualité, la participation de l'ensemble des populations aux choix politiques en matière agricole et alimentaire, et promeut des relations harmonieuses et équitables entre villes et campagnes.

Le projet de souveraineté alimentaire de LVC a ainsi été conçu comme une proposition d'alternative radicale, à travers une voie paysanne¹⁶⁹ de développement, au modèle agricole et alimentaire dominant tel que véhiculé par les institutions internationales comme la Banque Mondiale et l'OMC, notamment dans les années 1990, et encouragé par le discours de la modernisation, c'est-à-dire le modèle agroindustriel et basé sur les technologies de la Révolution Verte. Selon les mouvements paysans, alors que le modèle agroindustriel se fonde sur la mécanisation lourde, l'usage d'intrants chimiques, la monoculture intensive et encourage l'usage d'OGM, le modèle de souveraineté alimentaire, quant à lui, plaide pour des techniques productives fondées sur l'agroécologie. Alors que, selon le modèle dominant, l'accès à la terre et aux ressources doit s'établir selon les règles du marché, les mouvements paysans pour la souveraineté alimentaire réclament une authentique réforme agraire et une gestion communautaire des ressources naturelles. Et tandis que le modèle agroindustriel dominant produit *plus*, et des *marchandises* standardisés devant être rentables en termes monétaires, promeut et s'insère dans le libre-échange et le commerce international tout en pratiquant le dumping, à l'opposé, selon le modèle de souveraineté alimentaire, il s'agit de produire *mieux* des *aliments*, de défendre une agriculture et une alimentation qui ne soient pas soumises aux accords commerciaux internationaux, et de promouvoir la production locale d'aliments diversifiés, adaptés aux spécificités (agropédoclimatiques et culturelles) locales, commercialisés à prix justes sur des marchés socialement contrôlés par les producteurs et par les consommateurs (Tableau 4). Enfin, alors que, dans le discours de la modernisation, il y a une dichotomie entre l'urbain, porteur de modernité et de changement, et le rural, traditionnel et

¹⁶⁹ Rappelons que *La Vía Campesina* signifie « La voie paysanne » en espagnol.

immobile [Peemans, 2008] (et chapitre 1), la voie paysanne de développement donne un rôle-clé aux paysans dans la redéfinition de rapports équitables et durables entre villes et campagnes.

Tableau 4 - Modèle agro-alimentaire dominant *versus* modèle de souveraineté alimentaire

THÈME	MODÈLE AGRO-ALIMENTAIRE DOMINANT	MODÈLE DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE
Commerce	Libre-échange généralisé	Agriculture et alimentation en dehors des accords commerciaux
Priorité productive	Agro-exportation	Aliments pour les marchés locaux
Prix des produits agricoles	« Ce que dicte le marché ». Laisser intacts les mécanismes qui imposent des prix bas	De prix justes qui couvrent les coûts de production et permettent une vie digne pour les agriculteurs et les ouvriers agricoles
Accès au marché	Accès aux marchés extérieurs	Accès aux marchés locaux et fin du déplacement des agriculteurs de leurs propres marchés par l'industrie agroalimentaire
Subventions	Interdites dans les pays du Sud, elles sont autorisées en Europe et aux États-Unis et ne vont majoritairement qu'aux grandes exploitations	Uniquement celles qui ne portent pas préjudice aux autres pays <i>via</i> le <i>dumping</i> : subventions aux agricultures familiales, à la commercialisation directe, au maintien des prix et des revenus, à la préservation des sols, à la conversion vers l'agriculture durable, à la recherche etc.
Aliments	Principalement une marchandise. Dans la pratique cela correspond à des aliments transformés, pleins de sucre, de graisses et contaminés par des résidus toxiques.	Un droit humain. Les aliments doivent être sains, nutritifs, accessibles, culturellement appropriés et produits localement
Pouvoir produire	Une option pour les plus efficaces	Un droit des peuples ruraux
Faim	Due à la faible productivité	Un problème d'accès et de distribution, dû à la pauvreté et aux inégalités
Sécurité alimentaire	Atteinte <i>via</i> l'importation de produits aux prix les plus bas	Mieux atteinte lorsque l'on confie la production à ceux qui ont faim ou lorsque les aliments sont produits localement
Contrôle des ressources	Privatisé	Local, contrôle par les communautés
Accès à la terre	Via le marché	Via une véritable réforme agraire. Sans accès à la terre tout le reste est impossible.
Semences	Une marchandise que l'on peut breveter	Un bien commun de l'humanité, détenu par les communautés et les cultures rurales. « Non au brevetage du vivant »
Crédit et investissement rural	Secteur privé	Secteur public, à destination des agricultures familiales
Dumping	Ce n'est pas un problème	Doit être interdit
Monopoles	Ce n'est pas un problème	La source de beaucoup de problèmes, à supprimer
Surproduction	N'existe pas, par définition	Conduit à la chute des prix et à la pauvreté des agriculteurs. Nécessité de politiques de régulation de l'offre aux États-Unis et en Europe
OGM	La voie du futur	Mauvais pour la santé et pour l'environnement, une technologie inutile
Technologies agricoles	Industrielles, monoculture, intensive en produits chimiques, utilisation d'OGM	Méthodes agroécologiques et durables, pas d'OGM
Agriculteurs	Anachronismes, les moins efficaces disparaissent	Gardiens de la culture et de la biodiversité génétique, administrateurs des ressources, dépositaires des savoirs, fournisseurs des marchés internes et la base pour un développement global et inclusif
Consommateurs urbains	Travailleurs à payer le moins possible	Doivent recevoir des salaires justes pour vivre
Un autre monde	Impossible et sans intérêt	Possible et déjà largement démontré

Source : [Rosset, 2003]. Traduction : Claire Heinisch

La souveraineté alimentaire est ainsi bien plus qu'une liste de réclamations. C'est un espace non seulement de résistance à un modèle considéré comme néfaste pour les humains et pour la nature, mais aussi de construction d'une proposition théorique et politique de modèle alternatif, d'une voie paysanne de développement. L'ensemble des principes et des propositions qui composent la souveraineté alimentaire intègre les divers éléments qui composent les processus de production et d'échange d'aliments, la vie rurale, les liens entre villes et campagnes et jusqu'aux relations sociales en général, en réclamant la reconnaissance des droits et des rôles

sociaux, non seulement des paysans, mais aussi ceux des populations en général : consommateurs, indigènes, femmes, jeunes, salariés, jusqu'aux travailleurs migrants.

Ainsi, le mouvement international paysan, et en particulier les mouvements paysans et indigènes d'Amérique latine, notamment dans les Andes, ont progressivement construit, affirmé et revendiqué une véritable proposition politique à travers laquelle ils demandent aux gouvernements de considérer le monde rural et paysan comme secteur prioritaire, et la souveraineté alimentaire comme le nouveau paradigme à privilégier pour la définition des politiques agricoles et rurales. À l'aube du XXI^e siècle, ces mouvements paysans et indigènes, rejoints par d'autres mouvements sociaux, joueront un rôle majeur dans la définition des principes idéologiques puis dans l'arrivée au pouvoir de la gauche anti-néolibérale et, en Bolivie et en Équateur, dans la reconnaissance institutionnelle de la souveraineté alimentaire.

1.2. Une nouvelle donne pour les paysanneries andines à l'aube du XXI^e siècle ?

1.2.1. En Équateur et en Bolivie : la souveraineté alimentaire intégrée dans la Constitution

1.2.1.1. Une intégration de la souveraineté alimentaire dans la Constitution qui doit beaucoup aux mouvements paysans et indigènes et de la société civile

En Équateur, en 2006, après plusieurs années de crises économiques, sociales et politiques récurrentes, le projet post-néolibéral de « Révolution Citoyenne¹⁷⁰ » proposé par *Alianza País*, coalition politique de gauche menée par Rafael Correa, reçoit une large adhésion populaire. Rafael Correa, dont le projet électoral embrassait les principales revendications des mouvements sociaux, est élu président de l'Équateur, amplement soutenu par les organisations paysannes et indigènes¹⁷¹ et devançant largement son adversaire Álvaro Noboa, magnat de la banane et première fortune d'Équateur. Lors de son discours d'investiture, Correa annonce la tenue d'un référendum dans le but d'autoriser la création d'une Assemblée Nationale Constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution, répondant ainsi à une requête centrale des organisations de la *Mesa Agraria* ainsi que de la CONAIE. Les équatoriens se prononcent massivement en faveur de l'élection de cette Assemblée Constituante, au sein de laquelle *Alianza País* obtiendra 80 sièges de députés sur 130. L'Assemblée Constituante s'établira à Montecristi, petite ville de la Province de Manabí, province de la région Costa.

L'arrivée de Correa au pouvoir, ainsi que la définition d'un projet de radicale transformation sociale, économique et productive, traduit dans la nouvelle Constitution, votée en 2008 et qui intégrera la souveraineté alimentaire, doit beaucoup aux processus de résistances et de

¹⁷⁰ « *Revolución Ciudadana* »

¹⁷¹ Au premier tour, Correa propose à Luis Macas, à l'époque président de la CONAIE et candidat du Pachakutik à la Présidence de l'Équateur, de se présenter en binôme à la Présidence et à la Vice-présidence. La mauvaise expérience que la CONAIE avait connue lors de l'alliance avec Gutiérrez, ainsi qu'une certaine défiance vis-à-vis de Correa à la suite d'une intervention controversée de ce dernier lors d'un congrès du Pachakutik en septembre 2005, conduiront Luis Macas à se présenter seul à la Présidence. Correa obtiendra 22,8% des votes au premier tour derrière Álvaro Noboa (26,8%), et Luis Macas arrivera quatrième avec 2,5% des votes. Au second tour, la CONAIE soutiendra Correa qui sera élu avec 57% des voix [Resina de la Fuente, 2012].

propositions d'alternatives des mouvements paysans et indigènes mobilisés depuis le début des années 1990 [Giunta, 2014]. En septembre 2006, avant les élections présidentielles, les présidents des fédérations membres de la *Mesa Agraria* signèrent un accord avec Rafael Correa, celui-ci s'engageant en cas de victoire à promouvoir et mettre en œuvre une « Révolution Agraire » visant à réactiver le secteur paysan. Par la suite, plusieurs organisations paysannes et indigènes proposèrent des candidats et obtinrent des sièges à l'Assemblée Constituante [Muñoz, 2010]. Le président de la FENOCIN présidera le groupe de travail en charge de la production et de l'inclusion sociale (la *Mesa Seis*¹⁷²), auquel sera confiée l'élaboration du texte constitutionnel relatif à la souveraineté alimentaire.

Par la suite, durant tout le processus de constitutionnalisation, les organisations paysannes et indigènes continuèrent d'être mobilisées et actives. Ainsi, elles firent toutes des propositions officielles à destination de la *Mesa Seis*. En outre, elles organisèrent divers événements et manifestations dans tout le pays. Le plus emblématique d'entre eux sera la *Feria por la Soberanía Alimentaria*, où une centaine de producteurs envahirent les locaux de l'Assemblée Constituante, pour exposer produits et graines, distribuer des tracts, et pour offrir un déjeuner composé de produits représentatifs de la diversité des cultures alimentaires du pays. Plus de 500 personnes participèrent à cet événement, parmi lesquels les membres de l'Assemblée Constituante, leurs conseillers, ainsi que des journalistes qui relayèrent massivement l'évènement. Néanmoins, toutes ces actions, menées à la fois dans l'espace institutionnel et dans l'espace public, ne furent pas toujours coordonnées entre toutes les organisations paysannes et indigènes du pays, séparées par leurs différences. Ces différences s'expriment essentiellement dans les revendications, d'orientation plus « classistes » des unes (organisations de la *Mesa Agraria*, membres de LVC), et d'orientation plus ethniques des autres (CONAIE et les organisations régionales qui la constituent). Ainsi, les propositions les plus abouties en matière de réflexion sur la souveraineté alimentaire seront celles émanant des organisations de la *Mesa Agraria*, tandis que la CONAIE se concentrera sur ses revendications historiques, autour de la plurinationalité et des droits des peuples indigènes relatifs à la terre et aux ressources naturelles [Rosero Garcés, 2008]. Malgré ces différences de positionnement des différentes organisations paysannes et indigènes, leur forte mobilisation, pendant toute la durée du processus constitutionnel, a démontré non seulement leur résolution à faire reconnaître leur contribution historique à la richesse de l'agrobiodiversité et de la gastronomie issues des territoires que les paysans et les peuples indigènes ont entretenus et préservés, mais aussi leur volonté de légitimer leur rôle à la fois en tant que producteurs, et en tant qu'acteurs politiques capables de penser une société différente [Giunta, 2014].

Enfin, soulignons que si les organisations paysannes et indigènes ont joué un rôle fondamental dans le processus de constitutionnalisation de la souveraineté alimentaire, elles ont également été accompagnées par d'autres organisations de la société civile, qui s'étaient progressivement approprié le concept. En particulier, le *Colectivo Agroecológico*¹⁷³, plateforme formée en 2007 et composée d'une très grande diversité d'individus et de collectifs de la société

¹⁷² Littéralement « Table Six »

¹⁷³ Nous reviendrons largement sur le *Colectivo Agroecológico* (Collective Agroécologique) dans le chapitre 4 consacré aux études de cas équatoriennes

civile (ONG, producteurs et organisations de producteurs indigènes et métis, organisations de consommateurs, associations environnementales, organisations de l'économie solidaire, agents de développement et chercheurs engagés dans l'agroécologie, et même des fonctionnaires des pouvoirs publics locaux et nationaux), a joué un rôle important dans le processus, en lien avec les organisations paysannes et indigènes nationales [Arce *et al.*, 2015]. Le *Colectivo Agroceológico* s'associa notamment avec plusieurs ONG de développement rural au sein d'une plateforme qui prenant le nom de *Colectivo Agrario* (Collectif Agraire), dans le but de rassembler et de synthétiser l'ensemble des déclarations et propositions en faveur de la souveraineté alimentaire en provenance des différentes organisations et mouvements sociaux, paysans et indigènes, dans une proposition commune à l'Assemblée Constituante. Intitulée « *Programme des organisations paysannes et indigènes dans le cadre du processus constitutionnel* », cette proposition sera signée par de nombreuses organisations [Colectivo Agrario, 2009]. Finalement, l'inscription de la souveraineté alimentaire dans la nouvelle Constitution est le résultat d'une conjoncture sociale et politique favorable, surgissant après deux décennies d'argumentation, de communication et de plaidoyer des organisations paysannes et indigènes en matière économique, sociale, écologique et de qualité de l'alimentation, et rejointes à partir du début des années 2000 par d'autres mouvements sociaux sensibilisés aux effets néfastes du néolibéralisme, et de son représentant, dans le système alimentaire, qu'est le complexe agro-industriel.

A la même période, la Bolivie connaît un processus similaire d'émergence du mouvement indigène sur la scène politique et sociale nationale et d'arrivée au pouvoir d'une personnalité plébiscitée par les mouvements indigènes et les mouvements sociaux. Alors que Rafael Correa, économiste formé en Belgique puis aux États-Unis, est un intellectuel métis sensibilisé à la cause indigène et parlant quechua¹⁷⁴, Evo Morales, à la tête du MAS (Mouvement vers le Socialisme) et qui arrive à la présidence de la République de Bolivie en janvier 2006, revendique ses origines indigènes aymaras et est lui-même un leader syndical, issu du mouvement des paysans cultivateurs de coca, les *cocaleros* (Encadré 11).

Encadré 11 - Le mouvement *cocalero* en Bolivie

Le mouvement *cocalero* bolivien regroupe les paysans cultivateurs de feuilles de coca criminalisés et réprimés dans le cadre de la guerre contre les drogues menée sous l'égide des États-Unis. Depuis 1988, la région du Chapare¹⁷⁵, située au croisement de l'occident « andin » et du « riche » orient des basses terres, est désignée comme la zone rouge d'où proviendrait la majeure partie des matières premières pour le narcotrafic, et l'objectif gouvernemental est l'éradication de la coca. La répression et la militarisation des régions de production encourageront la logique antagoniste, et créeront un espace politique pour la formation d'un puissant mouvement contestataire [Casen & Sommerer, 2005]. Pour les *cocaleros*, Evo Morales en tête, il s'agit de défendre le droit des paysans à cultiver et à récolter la feuille andine millénaire, et cela malgré ses liens avec le narcotrafic. En effet, la mastication de la feuille de coca et sa consommation sous forme d'infusion dans les Andes péruviennes et boliviennes ne sont pas nocives et

¹⁷⁴ Rafael Correa a appris le quechua en travaillant pendant un an comme bénévole avec des pères salésiens auprès de communautés indigènes de la province de Cotopaxi.

¹⁷⁵ Province du département de Cochabamba

correspondent à des usages rituels, sociaux et alimentaires anciens [Mesclier, 2006]. Aussi, le combat des *cocaleros* boliviens est non seulement corporatiste, puisqu'il concerne la subsistance des familles paysannes, mais il est aussi symbolique puisqu'il représente la résistance culturelle et la défense de l'identité bolivienne. C'est pourquoi le slogan « *causachun coca* » (« *vive la coca* ») deviendra un cri de ralliement pour de nombreux mouvements sociaux, l'enjeu de la contestation dépassant les limites sectorielles et prenant une dimension nationale [Casen & Sommerer, 2005].

Le MAS, créé dans les années 1990, est l'instrument politique créé par le mouvement *cocalero*. Il s'est progressivement émancipé de la défense du seul intérêt sectoriel et corporatiste pour se positionner sur la scène politique nationale, en alliance avec d'autres mouvements sociaux, faisant progressivement d'Evo Morales une figure incontournable [Casen & Sommerer, 2005] et Encadré 11. Ainsi, comme en Équateur, même si les formes prises seront différentes, la victoire d'Evo Morales et du MAS sera le résultat d'une accumulation de luttes populaires et d'une importante mobilisation sociale contre le néolibéralisme, contre l'impérialisme des États-Unis, pour la protection des ressources naturelles, pour la justice sociale et pour la défense et la valorisation de la culture andine comme fondement d'une identité nationale.

En janvier 2009, les boliviens voteront également une nouvelle constitution intégrant la souveraineté alimentaire¹⁷⁶. Comme en Équateur, le processus constitutionnel mobilisera très fortement les mouvements sociaux rassemblant en Bolivie des populations aussi diverses que les *cocaleros*, les paysans, les indigènes, les travailleurs ruraux, les femmes, les étudiants, les mineurs, les ouvriers, les quartiers populaires urbains.

1.2.1.2. *La souveraineté alimentaire comme dimension d'un projet plus global et alternatif de développement*

En Équateur comme en Bolivie, la souveraineté alimentaire sera institutionnalisée dans la Constitution en étant intégrée à un projet de société global, fondé sur un concept emprunté à la cosmovision andine et réapproprié, actualisé et politisé par les mouvements indigènes, les mouvements sociaux et certains courants intellectuels critiques : le *Buen Vivir* (Équateur), ou *Vivir Bien* (Bolivie)¹⁷⁷. Dans le cas de l'Équateur par exemple, le *Buen Vivir* deviendra

¹⁷⁶ Dans la constitution équatorienne, un chapitre est spécifiquement consacré à la souveraineté alimentaire (chapitre 3 du titre VI consacré au modèle de développement, articles 281 et 282). Dans la constitution bolivienne, la souveraineté alimentaire est mentionnée dans la quatrième partie consacrée à la structure et à l'organisation économique de l'État, notamment dans le chapitre consacré au développement rural intégral durable, qui doit « *mettre l'accent sur la sécurité et la souveraineté alimentaires* » (article 405).

¹⁷⁷ Le *Buen Vivir* et le *Vivir Bien* sont inspirés de concepts présents dans la plupart des cosmologies des peuples indigènes : *Sumak kawsay* des quechuas, *Suma qamaña* des Aymaras, *ñandereko* des Guaranis (peuple indigène d'Amazonie bolivienne, brésilienne, argentine et paraguayenne), *shii waras* des Ashuars (peuple indigène d'Amazonie équatorienne). Selon la Coordination Andine des Peuples et Organisations indigènes, ces concepts peuvent se rassembler sous une définition commune et synthétique : « *vie en plénitude, savoir vivre en harmonie et en équilibre, en harmonie avec les cycles de la Terre-Mère, du cosmos, de la vie et de l'histoire, et en équilibre avec toute forme d'existence dans un respect permanent* » [Huanacuni Mamani, 2010, p. 32]. Le *Buen Vivir* se nourrit de ces concepts indigènes, tout en étant une transposition à la fois réductrice – ces cosmovisions indigènes sont incommensurables avec la modernité et le développement et donc intraduisibles dans les catégories de ces notions occidentales – et actualisée et politisée dans le cadre d'une critique du paradigme du développement, ce dernier étant à l'origine de multiples crises

officiellement « *l'objectif central de la politique publique* » [SENPLADES, 2013, p. 23] traduit dans le « *Plan National pour le Buen Vivir* » (2009-2013 puis 2013-2017) piloté par le Secrétariat national de planification et développement (SENPLADES). Le *Buen Vivir* se fonde sur la solidarité au lieu de la compétition, sur l'équité au lieu des disparités sociales et sur la protection de la nature au lieu de sa destruction [Muñoz, 2010], et constitue ainsi une proposition alternative innovante à la globalisation néolibérale et au paradigme du développement (durable) [Dávalos, 2008 ; Vanhulst & Beling, 2013]. À l'exact opposé de la vision compétitrice et individualiste qui fonde le néolibéralisme, ainsi que du modèle « extractiviste » (Encadré 12), sur lequel l'économie des pays andins s'est construite depuis plusieurs siècles, le *Buen Vivir* se construit sur la base de relations harmonieuses entre les humains, entre les sociétés, et entre les humains et les écosystèmes dans lesquels ils vivent [Giunta, 2014], sans qu'aucune des parties ne soit subordonnée à l'autre [Vanhulst & Beling, 2013]. Le *Buen Vivir* est ainsi un point d'union entre écologie et économie et entre droits humains et droits de la nature [Monjean-Decaudin, 2010].

Encadré 12 - L' « extractivisme », un modèle de développement fondé sur la surexploitation des ressources naturelles

Le terme « extractivisme » est une traduction francisée du terme « *extractivismo* », terme qui vient de l'Amérique hispanophone¹⁷⁸. À l'origine le terme s'appliquait aux industries extractives au sens strict (mines et hydrocarbures). Aujourd'hui, le terme est de plus en plus utilisé par les mouvements sociaux ainsi que par des intellectuels dans les Andes, en Amérique latine et dans le monde, et désigne toutes les formes d'exploitation industrielle des ressources naturelles. En ce sens, l'agro-industrie et la production capitaliste de matières premières pour l'exportation sont des activités « extractivistes ».

Par extension, les mouvements sociaux utilisent également le terme d'« extractivisme » pour désigner une caractéristique du système néolibéral, fondé sur la surexploitation des ressources « *au meilleur prix sans égard ni pour l'environnement ni pour les hommes* », qui « *fournit une base matérielle indispensable à nos économies de croissance et à nos sociétés de consommation et conditionne la promesse du "développement"* »¹⁷⁹

Selon cette perspective en effet, la nature devient sujet de droits, l'Équateur et la Bolivie étant les deux premiers États du monde à reconnaître légalement les droits de la nature au même titre que les droits humains, qui doivent être garantis par l'État. La nature n'est plus un facteur de production à exploiter, mais un patrimoine à préserver, reproduire et même, le cas échéant, à restaurer¹⁸⁰.

sociopolitiques, économiques et environnementales, et ignorant de la diversité des spécificités et des cultures locales [Vanhulst et Beling, 2013].

¹⁷⁸ En portugais du Brésil, le sens est un peu différent, le terme désignant spécifiquement les activités de cueillette et de commercialisation des produits sylvicoles non cultivés (gomme, fruits, plantes médicinales etc.)

¹⁷⁹ Source : atelier « eau et extractivisme » au forum alternatif mondial de l'eau, Marseille, 2012 (<http://www.fame2012.org/fr/2012/02/13/presentation-des-ateliers-eau-et-extractivisme/>, consulté le 20 juin 2015)

¹⁸⁰ En Équateur, les droits de la Nature ou de la Pacha Mama (Terre Mère) sont inscrits dans la Constitution de 2008, où un chapitre entier leur est consacré (chapitre 7 du titre II consacré aux droits, articles 71 à 74). En Bolivie, les droits de la Madre Tierra (Terre Mère) sont inscrits dans la loi (Loi des droits de la Terre Mère (n° 71 du 21 décembre 2010) et Loi cadre de la Terre Mère et de développement intégral pour Vivre Bien (n° 300 du 15 octobre 2012)).

Quant au modèle de développement économique, après plus de deux décennies d'ajustements structurels et de politiques néolibérales, un virage est pris en direction d'un modèle pluriel et solidaire au service des populations et respectant et protégeant la nature. Ainsi, en Bolivie il devient « *pluriel* », regroupe « *les formes d'organisation communautaire, publique, privée et sociale coopérative* » qui ont « *l'obligation de protéger l'environnement* » et se fonde sur des valeurs de « *complémentarité, réciprocité, solidarité, redistribution, égalité, durabilité, équilibre, justice et transparence* », et sur une « *valeur maximale* » qu'est « *l'être humain* »¹⁸¹. En Équateur, il devient « *social et solidaire* », il « *reconnaît l'être humain comme sujet et fin* » et vise « *une relation dynamique et équilibrée entre société, État et marché, en harmonie avec la nature* »¹⁸². Selon cette vision de l'économie directement inspirée du *Buen Vivir*, le marché n'est plus l'unique régulateur, il retrouve une place relative en équilibre dynamique avec l'État et la société, et où la valeur d'usage prime sur la valeur d'échange [Dávalos, 2008]. On fera aisément le parallèle entre les constitutions équatorienne et bolivienne et Eme & Laville [2004] qui proposent de fonder l'économie solidaire sur l'hybridation entre les trois formes de l'économie plurielle telle que définie par Karl Polanyi [[1944] 1983]. Ils distinguent l'économie marchande capitaliste (principe de marché/d'échange de Polanyi), l'économie publique ou non marchande (principe de redistribution de Polanyi) et l'économie non monétaire (principe de réciprocité de Polanyi). Selon eux, l'économie solidaire correspond à une économie d'impulsion réciprocitaire où c'est le lien social qui prime, et dont la consolidation passe par la combinaison avec les principes de marché et de redistribution, son originalité et sa difficulté résidant justement dans l'articulation durable entre ces trois formes économiques. En particulier, l'antagonisme *a priori* entre, d'une part la logique de l'échange marchand fondée sur la concurrence et la maximisation du profit, et d'autre part la logique de la réciprocité fondée sur le partage et la recherche de lien social, peut être résolu lorsqu'il existe une interface permettant d'articuler les pratiques de réciprocité et celles fondées sur l'échange. Cette interface peut être assurée par des politiques et des instruments de reconnaissance publique et d'appui aux structures et aux dispositifs locaux « mixtes » [Sabourin, 2013].

En inscrivant dans leur constitution un modèle de développement fondé sur une économie plurielle, sociale et solidaire, les équatoriens et les boliviens se sont lancé le défi de l'articulation entre échange, redistribution et réciprocité et de construction d'une économie qui soit un instrument au service de l'humain, et non une fin. Plus encore, le modèle de développement dont l'objectif premier est la réalisation du *Buen Vivir* se doit de préserver la nature, ainsi que la diversité écologique et culturelle. On peut ainsi faire l'analogie entre le *Buen Vivir* et le projet d'écodéveloppement, développé par Ignacy Sachs à partir du début des années 1970. Initialement motivé par la question du « sous-développement » et visant les zones rurales isolées des pays du Sud, le projet a été enrichi et étendu par la suite, pour désigner un développement endogène, répondant aux besoins des populations et prenant en compte la dimension écologique [Figuière, 2006 ; Godard, 1998]. À l'instar du *Buen Vivir*, l'écodéveloppement prône un changement de paradigme en plaçant les êtres humains au centre, en défendant la recherche d'un développement en harmonie avec la nature, en privilégiant des

¹⁸¹ Articles 306 à 312 de la Constitution (2009) de la Bolivie

¹⁸² Article 283 de la Constitution (2008) de l'Équateur

modèles endogènes propres à chaque contexte historique, culturel et écologique, en donnant à l'économie un rôle instrumental au service de la satisfaction des besoins et de la solidarité entre les générations présentes et à venir, et en organisant la participation effective des populations concernées [Sachs, 1993, 1994]. Considéré comme trop radical par les instances onusiennes, le projet d'écodéveloppement sera évincé au profit du développement durable tel que défini dans le rapport Brundtland en 1987, plus consensuel car ne hiérarchisant pas les sphères économique, écologique et sociale, ce qui permettait d'intégrer la contrainte environnementale sans remettre en question la centralité de l'économie de marché néolibérale. Cinq ans plus tard le développement durable version Brundtland sera entériné à Rio, faisant du « paradigme de Rio » la déclinaison « durable » du Consensus de Washington [Figuière, 2006 ; Godard, 1998], le développement durable étant directement affilié au « paradigme du développement » [Vanhulst & Beling, 2013]. À l'aube du XXI^e siècle, des pays et des peuples tentent le pari d'un changement de paradigme vers « l'éco-socialisme », le « socialisme du XXI^e siècle » ou « le socialisme du *Buen Vivir* », en constitutionnalisant le *Buen Vivir*, assimilable à une forme andine d'écodéveloppement¹⁸³. En effet, outre les dimensions évoquées précédemment et qui rappellent l'écodéveloppement, le modèle de développement fondé sur le *Buen Vivir* prend en compte les spécificités et les diversités écologiques et culturelles locales, et prévoit la participation et la représentation citoyenne. Dans le cas de l'Équateur, le modèle de développement prévu par la constitution prévoit (articles 275 et 276) l'équité sociale et territoriale, promeut la concertation, est participatif, décentralisé, déconcentré et transparent, protège et promeut la diversité culturelle et la cohabitation harmonieuse avec la nature. En 2010, le Code Organique d'Organisation Territoriale, Autonomie et Décentralisation (COOTAD) entérine le partage de compétences entre l'État et les collectivités en matière de développement rural, développement agricole, irrigation, gestion des bassins versants et protection de l'environnement. Par ailleurs, en vertu du droit à la participation citoyenne, la constitution équatorienne instaure officiellement le pouvoir citoyen (article 95), afin de permettre la participation citoyenne et le contrôle citoyen des institutions, disposition traduite dans la Loi Organique de Participation Citoyenne en 2010. Organisme du pouvoir citoyen, la COPISA (Conférence Plurinationale et Interculturelle de Souveraineté Alimentaire) est instituée en mai 2009 par la Loi Organique du Régime de Souveraineté Alimentaire (LORSA). Composée de neuf représentants de la société civile, sélectionnés sur concours public pour un mandat de quatre ans par le Conseil de Participation Citoyenne et de Contrôle Social (CPCCS), elle est chargée d'organiser un large processus de participation citoyenne et de débats publics autour de l'élaboration des lois¹⁸⁴, des politiques publiques et des programmes relatifs à la souveraineté alimentaire.

¹⁸³ Le gouvernement équatorien présentera même à Rio+20 une proposition basée sur le *Buen Vivir*. Malgré ces efforts, la Coordination Andine des Organisations Indigènes déplorera que le document final ratifié par les pays participants n'intègre pas cette proposition et demeure sur un modèle unique de développement durable n'incluant pas la diversité culturelle et refusant de reconnaître la Terre-Mère comme sujets de droits [Vanhulst & Beling, 2013].

¹⁸⁴ Loi des Terres, Loi de l'Agrobiodiversité, Loi des Communes, Loi des Agro-industries et de l'Emploi rural, Loi d'accès au Crédit, Loi des Assurances et des Subventions pour la Souveraineté Alimentaire, Loi de Consommation, Nutrition et Santé Alimentaire.

Sous-dimension de cette nouvelle façon de concevoir le développement, la reproduction sociale et écologique et la démocratie qu'est le *Buen Vivir*, la souveraineté alimentaire¹⁸⁵, revendication, depuis plus de deux décennies, des mouvements paysans et indigènes rejoints par la suite par d'autres mouvements sociaux, reconnue constitutionnellement par l'Équateur et la Bolivie, permet d'envisager le changement de modèle agricole et alimentaire en redéfinissant les relations entre humains et nature et entre villes et campagnes, et en reconnaissant et en donnant un rôle central aux paysans, ces derniers devant devenir les sujets prioritaires de l'action et des politiques publiques¹⁸⁶.

1.2.2. Au Pérou : une prise en compte nouvelle mais encore timide des paysanneries par les pouvoirs publics dans un contexte où les organisations paysannes et la société civile se mobilisent de manière récente

Si le Pérou n'a pas connu des mouvements paysans et indigènes de la dimension de ceux qu'ont connus l'Équateur et la Bolivie depuis la décennie 1990, le pays connaît toutefois des vents de changements depuis la décennie 2010 qui, même s'ils n'ont pas l'ampleur de ceux qui ont cours en Bolivie et au Pérou (§ 1.2.1), méritent d'être soulignés.

Il convient tout d'abord de souligner l'existence d'un forum d'analyse, de propositions et de concertation, créé en 1994 et regroupant divers acteurs issus ou en faveur de la petite et moyenne agriculture. CONVEAGRO (Convention Nationale de l'Agro péruvien) regroupe des syndicats paysans (CCP et CNA, toutes deux membres de *La Vía Campesina*, déjà mentionnées dans le § 4.1.3.1), des organisations de producteurs sectorielles, des organisations de producteurs écologiques, des associations de professionnels du développement agricole et rural, des ONG d'études et/ou de développement telles que le CEPES¹⁸⁷ (chapitre 3). Ce forum a été créé dans un objectif d'incidence politique pour lutter contre la marginalisation de la production destinée au marché domestique – qui est pour sa très grande majorité assurée par des moyens et surtout des petits producteurs – et sur la base du constat que les diverses organisations paysannes et sectorielles avaient, seules, très peu de pouvoir et d'influence [Eguren, 2014]. Si la difficulté de CONVEAGRO réside dans la difficulté à trouver des thèmes et des revendications communs du fait de la grande diversité de ses membres, le forum a toutefois progressivement acquis une légitimité auprès des pouvoirs publics et est aujourd'hui reconnu comme un interlocuteur à part entière par les autorités [Mees *et al.*, 2013].

Lors des élections présidentielles de 2011, les populations paysannes, rurales et indigènes, ainsi que les populations urbaines marginalisées et plusieurs mouvements et organisations de la société civile placent leurs espoirs dans Ollanta Humala, candidat de *Gana Perú* – alliance de

¹⁸⁵ Figuière & Metereau [2012] ont également souligné les fortes similitudes entre le projet d'écodéveloppement et le projet de souveraineté alimentaire, la seconde constituant l'approfondissement du premier dans le domaine agricole et alimentaire.

¹⁸⁶ Ainsi, en Équateur, la Constitution de 2008, le Plan National du *Buen Vivir*, la Loi Organique de Souveraineté Alimentaire et le plan du Ministère de l'Agriculture mentionnent explicitement les petits producteurs comme sujets prioritaires des politiques publiques dans le cadre de la souveraineté alimentaire.

¹⁸⁷ Centre Péruvien d'Études Sociales. CEPES et CONVEAGRO partagent les mêmes locaux à Lima.

plusieurs partis de gauche – qui signera entre les deux tours « l’engagement pour l’Agro » proposé par CONVEAGRO. Selon une analyse des propositions relatives aux questions agraires et rurales des cinq principaux candidats, le programme de *Gana Perú*, présenté pour le premier tour de l’élection présidentielle et intitulé « *La grande transformation* », était le seul à défendre la souveraineté alimentaire, à rejeter l’introduction d’OGM sur le sol péruvien et à alerter sur les différents processus destructeurs de ressources naturelles [CEPES, 2011]. De manière plus générale, « *La grande transformation* » proposait une plus grande intervention de l’État dans l’économie, la révision des traités de libre-échange et une politique sociale inclusive [Eguren, 2014]. La victoire d’Humala aux présidentielles de 2011 est un changement inédit dans ce pays, considéré comme le « *bon élève du néolibéralisme* » [Mesclier, 2003] depuis la décennie Fujimori (1990-2000). Les politiques agro-exportatrices et extractivistes¹⁸⁸ (Encadré 12) ont, en effet, exclu la grande majorité des populations paysannes et indigènes. Le président sortant, Alan García, dans une célèbre série de trois articles parus dans *El Comercio* entre octobre 2007 et mars 2008, faisait ouvertement l’éloge du néolibéralisme, de l’extractivisme et des grands investissements étrangers, au nom de la raison économique et de l’intérêt national, et dépréciait tous ceux s’y opposant, en particulier les populations paysannes et indigènes de la Sierra et de l’Amazonie, ainsi que les environnementalistes¹⁸⁹. Toutefois, la victoire d’Humala aux présidentielles devra beaucoup à une très forte modération des propositions de « *La grande transformation* » entre les deux tours afin d’attirer les voix nécessaires à la victoire. Arrivé au pouvoir, le gouvernement, sera confronté aux difficultés de redéfinir ses orientations après l’abandon de « *La grande transformation* », difficultés d’autant plus accentuées du fait des pressions des détenteurs de capitaux nationaux et étrangers et de la droite péruvienne, si bien qu’il délaissera les ambitions réformistes initiales [Eguren, 2014]. Néanmoins, même si finalement le gouvernement d’Humala poursuivra les politiques économiques de ses prédécesseurs, les discours et les symboles seront très différents. L’exemple suivant, relevé par le [CEPES, 2013b] est éloquent : alors que l’ancien président García manifestait publiquement que le minifundisme était « *totallement improductif et [était] une tragédie pour le pays* », Humala affirme en janvier 2013 que le minifundisme serait rentable s’il avait accès aux mêmes ressources que l’agriculture industrielle. La nomination de la Vice-présidente du Pérou sera également un symbole fort pour les organisations paysannes, rurales et populaires. Marisol Espinoza est en effet une ancienne journaliste engagée en faveur de l’agriculture paysanne et de l’économie solidaire. Elle était notamment la porte-parole de CEPICAFE, organisation de petits producteurs de café et de cacao valorisant leurs produits dans des filières biologiques et équitables. Le 5 mai 2014, nous avons assisté à une table ronde sur « l’agriculture paysanne, le commerce équitable et le développement local » organisée à Rennes dans le cadre de la Quinzaine du commerce équitable, et où était invité Luis Eduardo Sosa Gonzalez, producteur de

¹⁸⁸ Selon l’ONG “Save American Forest”, entre 2006 et 2009, sous le gouvernement d’Alan Garcia (président du Pérou de 2006 à 2011), la surface de l’Amazonie péruvienne concédée pour l’exploitation d’hydrocarbures est passée de 15% à 72% (*El Mundo*, 11 juin 2009, <http://www.elmundo.es/elmundo/2009/06/11/internacional/1244692437.html>, consulté le 30 juin 2015).

¹⁸⁹ “*El síndrome del perro del hortelano*”, le 28 octobre 2007, “*Receta para acabar con el perro del hortelano*”, le 25 novembre 2007 et “*El perro del hortelano contra el pobre*”, le 2 mars 2008. (<http://www.justiciaviva.org.pe/userfiles/26539211-Alan-Garcia-Perez-y-el-perro-del-hortelano.pdf>, consulté le 30 juin 2015)

la coopérative CEPICAFE. Celui-ci a souligné que la nomination d'une des leurs à la fonction de Vice-présidente du pays était un signe de reconnaissance politique de l'agriculture paysanne, du commerce équitable et de l'économie solidaire, et démontrait en outre que des paysans organisés, au-delà de l'obtention de bons résultats socio-économiques sur le terrain, pouvaient également peser sur les politiques publiques. Enfin, si les paysans péruviens n'ont pas atteint le degré de reconnaissance institutionnelle des paysans boliviens et équatoriens qui ont obtenu que soit inscrite la souveraineté alimentaire dans la constitution, l'agriculture familiale et paysanne figure explicitement dans le Plan stratégique quinquennal (2012-2016) du Ministère de l'Agriculture. Récemment, le 17 juin 2015, le mois de juin était officiellement déclaré comme « mois de l'agriculture » par une résolution du Ministère de l'Agriculture dans laquelle il n'est fait mention en aucun endroit de l'agro-industrie et de la grande agriculture d'exportation et où il est affirmé que ce sont « *les petits et moyens producteurs qui pratiquent une agriculture familiale qui sont la base de la sécurité alimentaire du pays* »¹⁹⁰. Trois jours plus tard, au cœur de ce nouveau « mois de l'agriculture » le gouvernement péruvien approuvera une stratégie nationale pour l'agriculture familiale (ENAF 2015-2021)¹⁹¹. Même s'il n'y est pas fait mention de souveraineté alimentaire, il est intéressant de souligner que l'ENAF est alignée sur le Plan national des droits humains, il s'agit donc d'une entrée par les droits humains, à l'instar même du concept de souveraineté alimentaire.

Pour terminer sur les mouvements sociaux, ils sont certes moins organisés, plus décentralisés, plus épisodiques – bien que parfois très intenses – et moins articulés qu'en Équateur ou qu'en Bolivie ce qui fait dire à Eguren [2014] qu'ils n'ont pas réussi à construire un discours alternatif capable de rassembler de vastes secteurs de la population. Toutefois, on voit émerger au Pérou, depuis les années 2010 – plus récemment qu'en Équateur et qu'en Bolivie –, une société civile organisée autour de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture paysanne et familiale et de l'agroécologie. Ces organisations, par ailleurs stimulées et aidées récemment par l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF), deviennent de plus en plus des interlocuteurs incontournables pour les pouvoirs publics. Ainsi, la ENAF, approuvée par le Ministère de l'Agriculture en juin 2015, est une proposition de la commission temporaire pour l'AIAF¹⁹². Cette commission était composée de représentants de dix ministères, de représentants des collectivités locales, de représentants d'organismes de développement internationaux, de représentants de la société civile et de représentants d'organisations rurales et de petits et moyens producteurs, parmi lesquelles CONVEAGRO, l'Association Nationale des Producteurs Écologiques (ANPE) et le réseau des petites agro-industries rurales. Pendant toute l'année 2014, cette commission travaillera étroitement avec une plateforme de la société civile créée à la faveur de l'AIAF, la Plateforme pour l'Agriculture Familiale (PAF). Celle-ci est composée de CONVEAGRO, de l'alliance des organisations agraires (AOA) rassemblant plusieurs organisations

¹⁹⁰ Résolution du Ministère de l'Agriculture n° 0275-2015 du 17 juin 2015, parue au Journal Officiel du 20 juin 2015 (consultable sur <http://elperuanolegal.blogspot.fr/2015/06/resolucion-ministerial-n-0275-2015.html>, consulté le 9 juillet 2015).

¹⁹¹ Décret Suprême du Ministère de l'Agriculture n° 009-2015 paru au Journal Officiel du 20 juin 2015 (consultable sur <http://elperuanolegal.blogspot.fr/2015/06/decreto-supremo-n-009-2015-minagri-que.html>, consulté le 9 juillet 2015).

¹⁹² Commission de nature temporaire dénommée « Commission pour l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale 2014 » créée par Résolution Suprême n° 121-2014-PCM de la Présidence du Conseil des Ministres du 3 avril 2014 (parue au Journal Officiel du 4 avril 2014).

paysannes (dont CCP, CNA et ANPE), du consortium agroécologique du Pérou (CAP) et enfin d'un collectif créé au début des années 2010 composé d'organisations paysannes (CCP, CNA, ANPE) et de petits et moyens producteurs (CONVEAGRO), de mouvements et organisations de la société civiles et d'ONG dénommé Collectif pour la sécurité alimentaire avec souveraineté (*Colectivo*). La Commission temporaire pour l'AIAF et toutes ces organisations paysannes et de la société civile organiseront ensemble divers évènements de visibilité et de promotion de l'agriculture familiale durant toute l'année 2014 et proposeront l'ENAF au Ministère de l'Agriculture. En outre, à l'initiative du *Colectivo*, elles proposeront également une Loi cadre pour la promotion et le développement de l'agriculture familiale. Cette loi a fait l'objet d'un rapport positif de la Commission Agriculture du Congrès, mais n'a pas encore été votée.

1.2.3. Et dans la pratique ? Entre contradictions et tensions nationales et initiatives locales

Dans le cas du Pérou, les organisations et les mouvements sociaux ruraux avaient placé de grands espoirs en Humala dont le discours électoral faisait une large place à la souveraineté alimentaire. Celle-ci disparaîtra du discours par la suite et, à quelques mois des nouvelles élections qui auront lieu en 2016, force est de constater que la politique économique néolibérale et extractiviste du précédent gouvernement a été globalement reconduite. Néanmoins, d'importants efforts ont été menés en matière de politiques sociales, d'éducation et de santé. En outre, le discours sur les paysanneries a radicalement changé, ce qui constitue une reconnaissance symbolique notoire. Enfin, il semble que l'AIAF ait produit des avancées en faveur des paysanneries : nouveau souffle organisationnel pour les organisations et les mouvements paysans et sociaux, et projets de loi à l'étude.

En ce qui concerne la Bolivie et l'Équateur, les incohérences et les contradictions entre, d'un côté la « théorie » caractérisée par l'omniprésence du *Buen Vivir* dans les discours gouvernementaux et le projet de transformation sociale traduit dans les nouvelles constitutions, et de l'autre la « pratique » des politiques mises en œuvre, n'ont pas tardé à se faire sentir et à être à l'origine de déceptions et de tensions. Les nouveaux gouvernements nationalistes « anti-néolibéraux » et « anticapitalistes » n'ont pas tardé à être critiqués et qualifiés de « néo-extractivistes » par les plus ardents défenseurs (mouvements sociaux et intellectuels de gauche) des principes du *Buen Vivir* et de la mise en œuvre d'une politique post-développementaliste, et ont été jusqu'à perdre certains de leurs anciens alliés¹⁹³. Dans des pays dont les principales sources de revenus proviennent de l'exploitation d'hydrocarbures, la nationalisation des entreprises minières et pétrolières a permis aux gouvernements équatorien et bolivien de

¹⁹³ Correa perdra ainsi dès 2008 le soutien d'Alberto Acosta, ancien proche qui deviendra un opposant. Cet économiste et homme politique de gauche, un des célèbres théoriciens latino-américain du *Buen Vivir*, fut un des principaux fondateurs du parti politique *Pachakutik* en 1995. En 2005, celui-ci avait coordonné un ouvrage collectif consacré à une proposition de nouveau modèle économique pour l'Équateur, auquel avait participé Correa. Acosta fut l'un des concepteurs de la proposition de Révolution Citoyenne et un des principaux rédacteurs du Plan de Gouvernement d'Alianza País lors de l'élection présidentielle de 2006. Il deviendra ensuite président de l'Assemblée Nationale Constituyente, fonction dont il démissionnera avant la fin du processus d'élaboration de la nouvelle Constitution du fait de divergences croissantes avec Correa, à qui il reprochera sa droitisation, des pratiques autoritaires et d'avoir trahi les principes de la Révolution Citoyenne.

financer d'importants programmes sociaux et d'investir dans des grands projets d'infrastructures (notamment les voies de communication), mais au prix d'un renforcement du modèle extractiviste et exportateur de matières premières, générateur de devises [Löwy, 2013], ce qui fait dire à certains qu'ils sont plus « pro-régulation » que « anticapitalistes » [McKay *et al.*, 2014] ou, dit autrement, qu'ils sont certes « post-néolibéraux » mais pas « post-capitalistes » [Houtart, 2015]. En effet, la grande nouveauté de ces gouvernements par rapport aux précédents est indéniablement la récupération du rôle de l'État, qui a permis d'investir dans le social, la santé, l'éducation, le logement, les infrastructures de transport, et jusque dans le développement rural. Il s'agit d'un changement radical par rapport aux politiques d'ajustement structurel qui prévalaient jusque-là, et qui a permis d'améliorer fortement les conditions d'existence et notamment celles des populations les plus vulnérables. Mais les changements se font beaucoup moins sentir d'une part dans le domaine des politiques de protection et de gestion des ressources naturelles et de la biodiversité¹⁹⁴, et d'autre part dans celui des politiques économiques et agricoles si bien que les paysans et leurs « alliés » demeurent dans l'attente de la réalisation des propositions paysannes et des principes constitutionnels pour la souveraineté alimentaire [Caria & Domínguez, 2014 ; Carrión & Herrera, 2012 ; Cúneo & Gascón, 2013 ; Etesse *et al.*, 2013 ; Gascón & Montagut, 2010 ; Giunta, 2014 ; Martínez, 2014 ; McKay *et al.*, 2014 ; Vergara-Camus, 2013]. La législation et les politiques publiques mises en œuvre sont en effet bien souvent contradictoires. D'un côté on ambitionne le changement de modèle de développement et la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire et du *Buen Vivir* comme objectifs centraux des politiques publiques, et de l'autre on met en place un arsenal de lois et de programmes de développement qui ne remettent pas en question l'agrobusiness, et même le renforcent. Ainsi, en ce qui concerne la distribution des ressources (terre, eau, crédit), objet de nombreuses attentes des mouvements paysans et indigènes et base nécessaire à tout processus de développement rural durable et équitable, celles-ci demeurent toujours largement concentrées dans les mains de l'agrobusiness. Des tentatives de démocratisation de l'accès aux ressources ont toutefois été mises en œuvre, mais sont demeurées timides et limitées¹⁹⁵. En

¹⁹⁴ En matière de protection de la biodiversité et de lutte contre le changement climatique, le gouvernement équatorien avait pourtant fait grand bruit au niveau international en proposant un projet avant-gardiste : l'initiative « Yasuni-ITT » lancée en 2007 dès l'arrivée de Correa au pouvoir. Ce projet proposait aux autres gouvernements et à la société civile de s'impliquer financièrement pour éviter que soit exploité un important gisement de pétrole au cœur du Parc national Yasuni, et en préserver ainsi la biodiversité exceptionnelle. En août 2013, Correa annoncera la fin de ce programme, faute d'apports internationaux suffisants, et autorisera l'exploitation pétrolière de 1% de la surface du Parc Yasuni, les revenus de cette exploitation devant servir notamment au financement des programmes sociaux du gouvernement. Selon les calculs gouvernementaux, l'exploitation pétrolière de cette zone, annoncée comme devant être réalisée avec des technologies permettant d'en limiter au maximum les impacts environnementaux, devait apporter 5 points de croissance au pays et éradiquer la pauvreté d'ici 2017 [Caria & Domínguez, 2014].

¹⁹⁵ Ainsi, en Bolivie, la nouvelle Constitution limitera la taille maximale des propriétés à 5000 hectares... mais seulement pour les propriétés constituées après le vote de la Constitution, si bien que la structure latifundiaire existante ne sera pas remise en question [Urioste, 2010]. En Équateur, 40 000 ha de terres seront redistribuées *via* le « Plan Terre » du Ministère de l'Agriculture, ce qui est dérisoire puisque l'on estime qu'il faudrait redistribuer plus de 2 millions d'ha pour faire passer l'indice Gini équatorien de distribution de la terre de plus de 0,80 (un des plus élevés du monde) à 0,65. En ce qui concerne l'eau en Équateur, la concentration de la ressource a augmenté selon les chiffres du SENPLADES [Caria & Domínguez, 2014]. Par ailleurs, alors que la Constitution prévoit que l'usage de l'eau doit être destiné à la consommation humaine et à la souveraineté alimentaire prioritairement à toute autre activité, le gouvernement a souhaité en 2009 mettre en place une exception pour l'industrie minière. Il dut finalement renoncer,

effet, d'un côté il importait de ne pas porter préjudice à l'agrobusiness, source importante de devises, et qui bénéficie de la croyance tenace selon laquelle il serait beaucoup plus efficace que l'agriculture paysanne¹⁹⁶, et, de l'autre, il ne faut pas négliger le relatif manque de pouvoir qu'ont les gouvernements face à l'agrobusiness et aux grands propriétaires terriens [Caria & Domínguez, 2014 ; Urioste, 2010]. Par ailleurs, au nom de la compétitivité et de la révolution productive, la porte sera finalement ouverte aux OGM et à l'importation massive de produits phytosanitaires¹⁹⁷, et d'importants programmes d'appui à la production des agro-carburants sont mis en œuvre¹⁹⁸.

Si l'on regarde plus précisément le cas de l'Équateur, il faut souligner que le gouvernement de Correa est celui qui a le plus investi dans l'agriculture par rapport à tous les précédents [Carrión & Herrera, 2012]. Toutefois, et malgré le fait que la Constitution, le Plan National du *Buen Vivir*, la Loi organique de souveraineté alimentaire et le plan stratégique du Ministère de l'Agriculture mentionnent explicitement les petits producteurs paysans et familiaux comme sujets prioritaires des politiques publiques dans le cadre de la réalisation de la souveraineté alimentaire, ces auteurs soulignent que ce but est loin d'être atteint. Pour preuve, les ressources publiques en faveur de l'agriculture sont fortement dirigées vers la Costa, région où est concentrée la majorité de l'agro-industrie et de l'agriculture d'exportation. À travers une analyse détaillée des différents programmes de développement du Ministère de l'agriculture, les auteurs soulignent par ailleurs que ceux-ci sont surtout dirigés et/ou rendus plus accessibles aux moyens voire aux grands producteurs, c'est-à-dire ceux qui sont considérés comme viables selon des critères économicistes qui demeurent toujours fortement prégnants. Les producteurs les plus petits et les plus marginalisés (minifundistes, paysans sans terre, femmes), qui sont pourtant des acteurs majeurs de la souveraineté alimentaire, demeurent majoritairement exclus des programmes de développement agricole, et continuent d'être considérés comme des sujets de politiques presque exclusivement sociales. Enfin, en ce qui concerne l'accès au marché des paysans, la majorité des programmes du ministère de l'agriculture est destinée à développer et à renforcer l'articulation de ces derniers aux grandes entreprises capitalistes agro-industrielles et/ou agro-exportatrices. On peut douter de la pertinence de ces programmes en matière de soutien et de renforcement des agricultures familiales et paysannes, dans la mesure où ils bénéficient surtout aux grandes entreprises et où les producteurs perdent leur autonomie et

à la suite d'importantes mobilisations des mouvements paysans et indigènes [Cúneo & Gascón, 2013]. Enfin, en ce qui concerne l'accès au crédit, la Constitution et le Plan National du *Buen Vivir* stipulent clairement que celui-ci doit être démocratisé. Pour cela, la Banque Nationale de Développement est censée privilégier l'appui financier aux petits producteurs. Dans les faits, seulement 11% de ses ressources concernent des productions paysannes, le reste est destiné aux produits d'élevage et aux produits agro-industriels [Carrión & Herrera, 2012].

¹⁹⁶ Le 1^{er} octobre 2011, Correa déclarait que « pour l'accès à la terre, les critères d'efficience et de productivité priment sur les critères de justice, et l'efficience ne provient pas des agricultures familiales et paysannes » et que « répartir une grande propriété en beaucoup de petites signifie répartir la pauvreté » [Caria et Domínguez, 2014 p. 148].

¹⁹⁷ En Équateur, en 2012, Correa propose qu'un amendement soit apporté à la Constitution afin de revenir sur l'interdiction des OGM. Cette proposition déclenche de vives réactions de la part des mouvements sociaux. La même année, est votée en Bolivie la loi 144 sur la révolution productive communautaire qui ouvre la porte aux OGM et aux importations de produits toxiques pour l'agriculture [Etesse *et al.*, 2013]. Exemple notoire de contradiction, cette loi 144 sera votée la même année que la loi emblématique sur les droits de la « Terre Mère ».

¹⁹⁸ Ainsi, en Équateur, le Plan National Agricole 2007-2011 a destiné 45% de ses investissements aux agro-carburants alors que seulement 12% ont été attribués aux cultures traditionnelles [Martínez Valle, 2014].

deviennent des salariés déguisés de l'agrobusiness tout en prenant tous les risques [Martínez, 2014]. Ainsi, sous les slogans de « révolution agraire », puis de « changement de matrice productive » à partir de 2013, la politique agricole et rurale mise en œuvre par le gouvernement de Correa ressemble moins à une mise en œuvre de la souveraineté alimentaire qu'à un renforcement de l'agrobusiness. Les organisations paysannes et indigènes continuent donc de réclamer que le gouvernement honore sa « dette agraire », dette vis-à-vis du secteur paysan et du monde rural que Correa avait pourtant reconnue à plusieurs reprises¹⁹⁹. Peut-on alors conclure à un échec de la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire dans la pratique ? Nous soutenons que non, pour les raisons qui suivent.

Premièrement, il serait trop prématuré de conclure. En effet, on est face à une évolution des contextes sociopolitiques inédite, et encore trop récente pour que les nouveaux gouvernements de la gauche « anti-néolibérale » aient eu suffisamment de temps pour théoriser et mettre en œuvre le modèle alternatif promis. Ajoutons que ces nouveaux gouvernements sont composés d'une grande diversité de sensibilités politiques [Gascón, 2010], plus ou moins radicalement en faveur de la mise en œuvre d'un modèle alternatif donnant un rôle central à l'agriculture, aux paysans et à la souveraineté alimentaire. Ainsi, en fonction des personnalités présentes au gouvernement, ainsi que dans les services de l'État, les avancées en direction de la souveraineté alimentaire sont plus ou moins importantes. À titre d'illustration, nous pouvons citer le cas de Ramón Espinel, ministre de l'agriculture de l'Équateur d'août 2009 à mars 2011. Ce professeur d'université en économie du développement – et qui a eu Rafael Correa comme étudiant – est un fervent défenseur de l'agriculture paysanne et de la souveraineté alimentaire. Selon lui [Espinel, 2010], la garantie d'un accès équitable à la terre doit être la base de toute politique de développement agricole et rural, et doit être complétée de mesures permettant aux paysans d'accéder aux autres moyens de production et aux marchés de manière équitable et organisée. Il plaide également pour une reconnaissance du rôle positif des agricultures paysannes dans la lutte contre le changement climatique et dans la préservation et la valorisation de la biodiversité, ce qui implique la mise en œuvre des politiques de développement rural selon une approche qui prend en compte et valorise la multifonctionnalité de l'agriculture, dont les agricultures paysannes sont garantes. Lorsqu'il prend ses fonctions de ministre de l'agriculture, il annonce son intention de convertir le ministère en « ministère des paysans » [Rosero *et al.*, 2011] et que « dorénavant le ministère va s'orienter vers l'agriculture paysanne »²⁰⁰. C'est sous son mandat que se mettent en place plusieurs programmes en faveur de l'agriculture paysanne : démocratisation de l'accès à la terre *via* le « Plan Terres » et au crédit *via* la banque nationale de développement, même si les effets de ces programmes seront très limités, comme nous l'avons vu précédemment ; couverture santé et vieillesse *via* le renforcement de l'assurance sociale paysanne ; formation des paysans et des techniciens agricoles *via* les « Écoles de la

¹⁹⁹ Voir notamment l'article de *El Telégrafo* du 28 janvier 2012 « *Presidente Correa reconoció una "deuda" de su gobierno con el sector agrícola del país* » (« Le président Correa a reconnu une "dette" de son gouvernement avec le secteur agricole du pays ») et qui explique que Correa avait admis que « son gouvernement a[vait] toujours une dette avec les paysans et le secteur rural du pays » et avait assuré qu'« une grande partie du développement rural dépend[ait] de la mise en œuvre d'une profonde révolution agraire » (<http://www.telegrafo.com.ec/noticias/informacion-general/item/el-presidente-correa-reconocio-una-deuda-de-su-gobierno-con-el-sector-agricola-del-pais.html>, consulté le 2 janvier 2015)

²⁰⁰ Entretien avec Ramón Espinel à Rennes le 16 septembre 2013

Révolution Agraire » ; participation et contrôle citoyen *via* la mise en place des Conseils Paysans²⁰¹ ; développement des circuits courts alternatifs de commercialisation *via* la mise en place d'un groupe de travail national, puis d'une direction spécifique au sein du ministère²⁰².

En outre, ce n'est pas parce que la gauche promotrice du « socialisme du XXI^e siècle » est au pouvoir, dans le sens où elle a remporté les élections présidentielles et législatives (et à plusieurs reprises successives) qu'elle a le pouvoir. Et de fait, les nouveaux gouvernements se trouvent pris entre deux eaux [Gascón, 2010]. D'un côté on trouve le pouvoir oligarchique de l'agrobusiness, puissant, déjà ancien, bien implanté et bénéficiant en outre de l'appui des pays occidentaux qui exigent le maintien du modèle capitaliste et néolibéral. De l'autre côté, on trouve les mouvements sociaux, en particulier les organisations paysannes et indigènes, qui demandent que soient mis en œuvre rapidement et radicalement le *Buen Vivir* et la souveraineté alimentaire. Ramón Espinel, comme certainement beaucoup d'autres responsables au gouvernement, expérimentera ce tiraillement. Il analyse son expérience de ministre comme « *intéressante mais très frustrante* ». Cette frustration, en particulier celle de n'avoir pas réussi à mettre en œuvre la véritable réforme agraire qu'il ambitionnait, sera une des raisons de sa démission de ses fonctions de ministre de l'agriculture en mars 2011²⁰³.

Soulignons que la forte présence des organisations paysannes et indigènes dans l'espace politique, est inédite dans l'histoire des Andes. Celles-ci sont bien mieux organisées qu'auparavant, elles ont conquis une visibilité et une audibilité dans l'espace politique, en allant au-delà d'une posture uniquement revendicative, pour présenter et défendre leur propre proposition théorique et politique – la souveraineté alimentaire – en alliance avec d'autres (ONG, intellectuels, organisations écologistes etc.). Elles ont ainsi réussi à conquérir en Bolivie et en Équateur la reconnaissance institutionnelle de leur projet politique. Certes, ce projet tarde à être mis en œuvre et une grande partie des politiques publiques nationales ont plutôt tendance à renforcer l'agrobusiness comme nous venons de le voir. Néanmoins, la reconnaissance constitutionnelle de la souveraineté alimentaire est une victoire sans précédent pour les paysanneries et constitue de fait un cadre légal qui ouvre un nouvel espace, rendant les revendications et les propositions des organisations sociales d'autant plus légitimes. La mise en œuvre de ce nouveau cadre est parsemée d'incohérences, de tensions et de conflits, mais, quoi qu'il en soit, il existe un débat public sur le modèle de développement souhaité et souhaitable. La grande nouveauté par rapport aux périodes précédentes, c'est qu'au cœur des forces en présence, on trouve les organisations paysannes et indigènes et leurs alliés. Leurs propositions pour la souveraineté alimentaire sont légitimes, crédibles et audibles, même si toutes ces

²⁰¹ Les conseils citoyens sectoriels ont été créés par la Loi organique de participation citoyenne. Ce sont des instances de contrôle, d'évaluation et de proposition des politiques publiques des ministères sectoriels. Ils doivent être mis en place au niveau national (ministères) et au niveau provincial (services déconcentrés). Ramón Espinel raconte qu'à son arrivée au ministère, une de ses premières actions a été la création du Conseil Paysan national. À la première réunion, seules six organisations sont venues (parmi lesquelles la FENOCIN et la ECUARUNARI). Lors de la dernière réunion qu'il a présidée, 320 organisations étaient présentes, depuis la base jusqu'aux organisations nationales : 180 de la Sierra, 70 de la Costa et 70 de l'Amazonie. Alors que la Loi de participation citoyenne stipule que les conseils sectoriels doivent être convoqués au moins deux fois par an, le Conseil Paysan, à l'époque, se réunissait tous les mois.

²⁰² Nous y reviendrons largement dans les chapitres suivants.

²⁰³ Entretien avec Ramón Espinel à Rennes le 16 septembre 2013.

organisation n'adoptent pas la même posture ni la même stratégie, ce qui peut conduire à une certaine fragmentation des mouvements sociaux²⁰⁴.

Enfin, si la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire tarde à être effective au niveau des politiques publiques nationales, la théorisation et la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire n'est pas qu'une affaire d'État et de politiques nationales. Il se passe en effet beaucoup de choses « sur le terrain », au niveau de l'action collective et publique locale et c'est ce à quoi nous proposons de nous intéresser à présent. En parallèle et en lien avec cette évolution récente et inédite des contextes sociopolitiques nationaux, et en dépit de ces contradictions et tensions nationales – mais aussi en lien avec elles –, on constate ainsi sur le terrain une multitude d'initiatives allant dans le sens des propositions paysannes pour la souveraineté alimentaire. Parmi elles, l'émergence et la visibilité récente, depuis le début des années 2000, de nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs, semble témoigner d'un intérêt pour les paysanneries et l'agriculture paysanne de la part d'une grande diversité d'acteurs (paysans eux-mêmes, consommateurs, pouvoirs publics (services déconcentrés de l'État, collectivités territoriales), ONG etc.), intérêt nouveau ou renouvelé, et manifesté de multiples manières.

Dans la section suivante, nous proposons de définir et délimiter ce que nous entendons par « nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs ». Pour cela, nous réaliserons dans un premier temps une mise en perspective des circuits alimentaires de proximité avec les autres formes alternatives de production et d'échange réputées valoriser les paysanneries et les agricultures paysannes. Puis dans un second temps nous analyserons la (ré)-émergence des « circuits courts » et des « circuits de proximité » et de leurs diverses définitions dans le monde en général – en France et en Europe notamment – et en Amérique latine en particulier.

2. AU NIVEAU LOCAL : L'ÉMERGENCE DE FORMES NOUVELLES ET MULTI-ACTEURS DE CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ

2.1. *Circuits alimentaires de proximité andins : un détour pour les situer dans l'univers des formes alternatives de production et d'échange d'aliments*

2.1.1. La construction sociale des *new emerging nested markets* : un thème d'importance pour l'analyse des paysanneries

Le fonctionnement économique du système alimentaire mondial [Rastoin & Gherzi, 2010] ne fait qu'élargir la fracture entre, d'une part les espaces et les acteurs capables de s'insérer dans la concurrence internationale, et, d'autre part, ceux qui sont les plus fragiles du point de vue agropédoclimatique ou socio-économique, et qui doivent développer des stratégies alternatives.

²⁰⁴ En Équateur, la FENOCIN et les organisations membres de l'ancienne *Mesa Agraria*, rassemblées aujourd'hui dans la *Red Agraria*, et même s'ils sont critiques sur plusieurs points relatifs à la mise en œuvre effective de la souveraineté alimentaire, soutiennent le gouvernement. La CONAIE, quant à elle, se situe clairement dans l'opposition au gouvernement. Par exemple, au moment de la promulgation de la Loi organique de souveraineté alimentaire, la CONAIE et plusieurs organisations écologiques l'ont estimée insuffisante. De son côté, la FENOCIN, qui a estimé que c'était le maximum qu'il était possible d'obtenir au regard du contexte et que c'était déjà un progrès majeur, a soutenu la loi [Rosset *et al.*, 2010].

Plus récemment, la crise des prix alimentaires de 2007-2008, combinée aux crises écologiques, aux crises sanitaires, ainsi qu'à l'augmentation des inégalités socio-économiques, a mis à jour les multiples fragilités de ce système alimentaire mondial. C'est dans ce cadre que l'on assiste à la construction sociale, spatiale et politique de *new emerging*²⁰⁵ *nested markets*²⁰⁶ [Van der Ploeg *et al.*, 2012]. Ces *nested markets* émergent en réaction aux marchés globaux dérégulés où une production conventionnelle de grande échelle de produits standards est commercialisée *via* des filières longues, monétarisées, coordonnées verticalement et contrôlées par des « empires alimentaires » [Van der Ploeg, 2008]. Selon Van der Ploeg *et al.* [2012, p. 139], les *nested markets* réagissent ainsi à la distance par la proximité, à l'artifice par la fraîcheur, à l'anonymat par l'identité et l'authenticité, à la standardisation par la diversité, et à l'inégalité par l'équité. Sur la base d'études conduites pendant les deux dernières décennies en Europe, en Chine et au Brésil, ces auteurs inventorient 16 caractéristiques propres aux *nested markets*, qui peuvent être regroupées en trois grandes caractéristiques principales (Tableau 5) : la spécificité (du lieu, du produit, et du réseau d'acteurs), l'enracinement (à la fois social et matériel, c'est-à-dire dans un territoire)²⁰⁷, et la connectivité (liens entre acteurs, liens entre production, transformation et distribution, mais aussi liens entre *nested markets*). Bien entendu, un *nested market* possède rarement l'ensemble de ces caractéristiques. En outre, chacune des caractéristiques peut être plus ou moins développée. Enfin, il existe des *nested markets* qui sont plus fondés sur l'une ou l'autre des caractéristiques principales (spécificité, enracinement ou connectivité), comme nous le verrons plus loin.

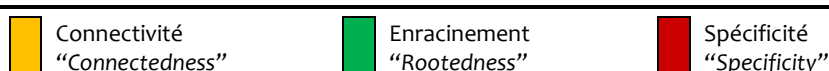
²⁰⁵ Nous parlons par la suite simplement de *nested markets*, comme l'ont fait Van der Ploeg *et al.* [2012] dans leur article consacré aux *new emerging nested markets*).

²⁰⁶ Le terme de *nested market* est difficile à traduire en français puisqu'il n'existe par réellement d'équivalent. Il ne faut pas confondre les *nested markets* avec les « marchés de niche », pour lesquels le terme anglophone est *niche markets*. La référence au nid, explicite chez les auteurs (*nest* signifiant « nid ») traduit le fait que les *nested markets* se « nichent » ou s'« imbriquent » (les auteurs utilisent également le terme « *embedded* » à la place de « *nested* ») dans des marchés plus larges tout en s'en démarquant. Dans une version courte et adaptée [Van Der Ploeg, 2014] de l'ouvrage de Van der Ploeg [2008] "*The new peasantries. Struggles for autonomy in an era of empire and globalization*", *nested market* a été traduit par « marché niché », « [l]a référence au nid [étant] pertinente [puisque] il faut du temps pour construire un marché niché, tout comme pour construire un nid. Et on se sert de différents éléments pour le construire et l'améliorer [...]. Il est ensuite utilisé pour protéger quelque chose qui a de la valeur et permettre son développement jusqu'à ce qu'il puisse voler de ses propres ailes » [Van der Ploeg, 2014, p. 144]. S'agissant d'un ouvrage de vulgarisation, la traduction du terme *nested market* s'est avérée nécessaire. Toutefois, dans une publication scientifique ou académique, il est sans doute plus pertinent de conserver le terme original *nested market* afin de ne pas en perdre le sens, et c'est le choix que nous faisons ici. Nous remercions Véronique Lucas, qui a assuré la révision technique de la traduction en français de l'ouvrage original de Van der Ploeg dans cette version courte et adaptée, pour ses éclairages quant à la pertinence de l'utilisation ou non de la traduction française de *nested market* dans notre manuscrit.

²⁰⁷ Le territoire étant un espace à plusieurs dimensions (matérielle, identitaire, organisationnelle et réticulaire), nous interprétons cette caractéristique *d'enracinement social et matériel* telle que décrite par les auteurs (ils se basent sur plusieurs exemples finement analysés) comme un enracinement dans un *territoire* même si les auteurs n'utilisent pas explicitement ce terme. Nous reviendrons très largement sur l'importance du *territoire* dans l'émergence des circuits alimentaires de proximité dans le chapitre 2.

Tableau 5 - Caractéristiques des *newly emerging nested markets*

	1. La qualité spécifique du produit (ou du service) est reconnue par les consommateurs et se traduit par un prix plus élevé et une réputation durable.
	2. La définition de la qualité est partagée par les producteurs, les transformateurs, les distributeurs et les consommateurs et se base sur des flux de communication dans les deux sens.
	3. La production et la transformation sont basées sur des techniques artisanales et hautement qualifiées. En outre, les producteurs et les transformateurs luttent souvent pour la valeur d'usage au lieu de la valeur d'échange.
	4. La production se caractérise par un faible niveau d'intrants extérieurs.
	5. La production, la transformation et la consommation sont reliées par des circuits courts et décentralisés. Ces circuits peuvent être courts en termes de nombre de liens et mais être longs d'un point de vue géographique.
	6. La valeur ajoutée par unité de produit est élevée (à relier fortement aux points 1, 4 et 5).
	7. Les liens entre producteurs, transformateurs et distributeurs et consommateurs sont horizontaux, et non verticaux ou hiérarchiques.
	8. Le circuit dans son ensemble permet de la flexibilité et des différenciations internes ultérieures
	9. D'un point de vue socio-économique le circuit dans son ensemble représente une coalition d'intérêt et d'opportunités. D'un point de vue culturel, le produit et le circuit contribuent fortement aux identités régionales et individuelles.
	10. Le produit et le circuit sont protégés institutionnellement (par des consortiums, des protocoles qui précisent les processus de production et de transformation, des labels etc.).
	11. Il est difficile pour des groupes extérieurs de « prendre le contrôle » de ces produits et de ces circuits (en particulier du fait des points 3 et 7).
	12. Le produit et le circuit sont ancrés dans des ressources communes, c'est-à-dire sur la capacité à élaborer et distribuer un produit distinct.
	13. Les différents éléments qui constituent un <i>nested market</i> ne peuvent pas être industrialisés. Les techniques artisanales et la nature spécifique des ressources impliquées résistent au changement d'échelle et à la standardisation.
	14. Les processus de production et de transformation (voir 3, 8 et 13) sont construits sur des technologies libres qui permettent des processus d'apprentissage collectif.
	15. Le taux de concentration est faible.
	16. Les <i>nested markets</i> , que ce soit au niveau de la ferme ou au niveau du territoire, ont tendance à interagir et à s'entremêler avec d'autres <i>nested markets</i> , et ainsi de créer des synergies qui contribuent à leur robustesse.



Réalisation : Claire Heinish, traduction et adaptation de [Van der Ploeg et al., 2012]

Si Van der Ploeg *et. al* s'intéressent depuis récemment à la construction sociale de ce qu'ils ont nommé *nested markets*, c'est parce qu'il s'agit d'un phénomène en émergence qui constitue un thème d'importance pour les sciences humaines et sociales en général, et pour les *peasant studies* en particulier. Non pas que les *nested markets* soient un phénomène nouveau en soi : il y a toujours eu une large diversité de *nested markets* à travers l'histoire, qui ont adopté diverses formes spatiales, socio-économiques et politiques. Ce sont plutôt deux caractéristiques récentes qui fondent la nouveauté des *nested markets*. La première caractéristique est l'intérêt croissant que leur portent les acteurs directement concernés (producteurs, consommateurs, mais aussi intermédiaires logistiques et commerciaux), la recherche, le développement, mais également les politiques publiques nationales et territoriales. En outre, de plus en plus fréquemment, ces différents acteurs s'associent pour construire et renouveler des *nested markets*. La seconde caractéristique c'est que ces *nested markets*, tout en étant « nichés » dans les marchés globaux, émergent ou se renouvellent en réaction aux effets sociaux, écologiques et économiques négatifs

des marchés globaux, en revendiquant leur encastrement dans le social et dans le local [Van der Ploeg *et al.*, 2012] et en invoquant de nouveaux liens sociaux et spatiaux entre production et consommation [Deverre & Lamine, 2010 ; Hebinck *et al.*, 2015]. Par ailleurs, l'analyse de ces nouvelles formes de marchés permet un renouveau dans les *peasant studies*. D'une part, cela ouvre un nouveau champ de recherche sur les processus selon lesquels les marchés sont en train d'être activement réorganisés, au bénéfice de ceux qui en dépendent directement, en particulier les producteurs et les consommateurs. D'autre part, les *nested markets* sont à la fois des objets et des espaces de nouvelles formes de luttes sociales ou de « *résistances du troisième type* », dans le sens où ils ne constituent pas des luttes sociales ouvertes et frontales, mais se situent directement dans l'action et l'expérimentation concrète [Hebinck *et al.*, 2015]²⁰⁸. Fondés sur l'innovation et sur la coopération au sein de réseaux composés de producteurs, de consommateurs et d'autres acteurs, ils reconfigurent les dimensions sociales et spatiales de la production et de la circulation des biens et des services. Comme le soulignent Van der Ploeg *et al.* [2012, p. 160], "[i]ndividually these [new forms] are innocent and harmless: considered together they become powerful and change the panorama." C'est pourquoi comprendre la nature et les dynamiques socio-spatiales de ces *nested markets* constitue un enjeu non seulement pour les sciences humaines et sociales, mais également pour le développement, pour les politiques publiques, et pour les acteurs directement concernés par ces nouvelles formes de marchés.

Ainsi ces *nested markets* constituent un objet relativement nouveau et un enjeu pour les sciences humaines et sociales et pour les *peasant studies*. Selon les théoriciens du concept, les *nested markets* seraient l'expression d'une reconquête des marchés par les paysans et s'inscriraient dans un processus de « repaysannisation » [Van der Ploeg, 2008]. S'il s'agit d'une analyse particulièrement intéressante et inédite, il est nécessaire d'approfondir les travaux empiriques et théoriques sur les *nested markets*, afin d'analyser les changements qu'ils engendrent pour les paysans et pour les territoires. Pour notre part, en nous intéressant à la contribution des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs, formes particulière *nested markets*, à la reconnaissance des paysanneries andines historiquement marginalisées, nous nous situons dans le champ de recherche qui a été ouvert par ces auteurs.

2.1.2. Les circuits alimentaires de proximité dans l'univers des *nested markets*

Les *nested markets*, que l'on retrouve également dans la littérature anglophone sous le terme de *alternative food networks* (AFNs)²⁰⁹ [Deverre & Lamine, 2010 ; Renting *et al.*, 2003 ; Watts *et al.*, 2005], rassemblent une large diversité d'initiatives et de réseaux émergents de producteurs, de consommateurs et d'autres acteurs qui s'engagent dans des alternatives au modèle agro-industriel de production et d'approvisionnement alimentaire.

²⁰⁸ Les auteurs soulignent que selon les théories marxistes, les luttes sociales susceptibles de générer des changements sociaux se produisent dans les lieux de production. Or, d'après ce collectif de chercheurs théorisés les *nested markets*, les luttes sociales d'aujourd'hui se situent dans une dialectique complexe. En effet, des changements dans la sphère de la production peuvent induire la construction de *new emerging nested markets*, et ces derniers, à leur tour, permettent et entraînent des changements dans la sphère de la production. Avec les *nested markets*, production et circulation interagissent ainsi de plus en plus étroitement.

²⁰⁹ Les deux approches et définitions ne sont toutefois pas exactement identiques, nous y reviendrons plus bas.

2.1.2.1. *Des nested markets plus anciens fondés sur des stratégies de différenciation par les produits, la qualité et/ou par les territoires...*

Parmi ces *nested markets* on retrouve les stratégies de différenciation par la qualité et/ou par le territoire. C'est le cas de la production agroalimentaire qualifiée, qu'il s'agisse du mode de production et/ou de transformation (agriculture biologique, produits fermiers) ou de l'origine des produits (indications géographiques, agriculture biologique, marques territoriales etc.). En particulier, les signes de qualité liée à l'origine se révèlent des instruments efficaces de reconnaissance de la diversité des systèmes agricoles et alimentaires, permettant aussi bien le maintien et la valorisation des savoir-faire des sociétés locales que la préservation des paysages, de la biodiversité et des ressources naturelles ainsi qu'un meilleur revenu pour les producteurs et la création d'emplois dans les territoires [Giovannucci *et al.*, 2009 ; Vandecandelaere *et al.*, 2009]. Dans un contexte de mondialisation, ce sont des outils efficaces pour la valorisation des agricultures et des territoires marginalisés et peu rentables aux yeux de l'agriculture productiviste [Bérard & Marchenay, 2004]. Les signes de qualité liés à l'origine ou, plus généralement, les produits dits « de terroir », ont ainsi été largement étudiés par les sciences humaines et sociales depuis les années 1990. Ces années ont été marquées en Europe par la crise des systèmes agricoles intensifs, et par un renouvellement des espaces ruraux, devenus des supports de qualité des produits agroalimentaires et de services rendus par l'agriculture. En particulier, les chercheurs ont analysé pourquoi, et à quelles conditions, le territoire (pris dans ses dimensions écologiques, paysagères, économiques, sociales, identitaires, institutionnelles...) pouvait être une source de différenciation des produits. Ils ont montré que l'activation et la valorisation des ressources spécifiques d'un territoire à travers les produits, n'est pas seulement le fait d'acteurs isolés, mais au contraire exige une organisation collective des différents acteurs de la production. Par exemple, les SYAL (systèmes agroalimentaires localisés) sont des systèmes d'organisation des acteurs agroalimentaires fondés sur l'activation et la valorisation des ressources d'un territoire donné [Muchnik *et al.*, 2008]. Plus tard, des chercheurs ont montré comment la coordination des stratégies individuelles et collectives, d'acteurs publics et privés, pouvait faire émerger un « panier de biens et de services » [Hirczak *et al.*, 2008a ; Mollard & Pecqueur, 2007]. Il s'agit du développement d'activités en zones rurales reposant sur une valorisation conjointe des territoires ruraux, des produits et des services touristiques de qualité, donnant lieu ainsi à de nouvelles politiques de développement local. Les processus et les politiques de qualification qui garantissent l'origine, la spécificité, les modes de production ou de transformation, limitent les effets de concurrence et de spéculation propres à l'échange marchand. Il se crée ainsi une « territorialité de réciprocité » autour de produits spécifiques, *via* la relation entre hommes, produits, cultures, identité et territoires diversifiés [Sabourin, 2007, 2012]. Ce tournant vers la qualité [Allaire, 2002 ; Goodman, 2003] et la « local food » [Brunori, 2007], qui renforce le lien entre territoires, acteurs et produits, et valorise les spécificités locales, selon différents modèles de qualité territorialisée [Pouzenc *et al.*, 2007], au bénéfice des acteurs locaux et notamment les producteurs, concerne les pays du Nord, mais aussi les pays du Sud [Cormier-Salem & Roussel, 2009]. Dans ces derniers, les démarches de patrimonialisation extraient les spécificités locales du simple folklore, voire de la marginalisation, en les transformant progressivement en ressources socio-économiques à la fois pour les paysans et pour les territoires [Senil *et al.*, 2014].

En Amérique latine en particulier, même si la patrimonialisation et la qualification des produits agroalimentaires (origine, bio, équitable) et des territoires ruraux sont moins visibles, moins connus, et moins encouragés par les politiques publiques que l'exportation de matières premières agricoles produites selon le modèle de la Révolution Verte, ces processus n'en constituent pas moins une tendance réelle [Requier-Desjardins, 2008]. Selon Requier-Desjardins & Carimentrand [2007], les pays d'Amérique latine sont largement dominants dans les flux de commerce équitable de produits agro-alimentaires. Par ailleurs, les organisations latino-américaines de petits producteurs engagés dans des filières de commerce équitable sont particulièrement organisées. Elles sont rassemblées au sein d'une fédération commune, la CLAC (coordination latino-américaine du commerce équitable), qui rassemble 300 organisations paysannes issues de 21 pays, soit 200 000 familles, et possède une représentation nationale dans chaque pays. En ce qui concerne l'agriculture biologique, selon les données FiBL-IFOAM [Willer *et al.*, 2013], l'Amérique latine arrive à la troisième place pour la surface certifiée (6,9 millions d'hectares qui représentent 1,1% de sa surface agricole et 18 % de la surface mondiale) derrière l'Océanie et l'Europe, et à la troisième place si l'on compte nombre de producteurs certifiés (315 000 producteurs soit 18% du nombre de producteurs mondiaux). Si le Pérou, la Bolivie et l'Équateur ne représentent que 4% de la surface latino-américaine certifiée en agriculture biologique, ils rassemblent 20% des producteurs latino-américains²¹⁰. Ces chiffres témoignent du fait que dans ces pays-là, plus encore que dans le reste de l'Amérique latine (et à l'instar des continents asiatique et africain), ce sont les petits producteurs qui prédominent dans le secteur de l'agriculture biologique.

Quant aux indications géographiques, elles se développent également en Amérique Latine. Si les premières ont concerné des produits mobilisant de grands capitaux à l'instar de la Tequila mexicaine ou les vins chiliens, elles s'étendent désormais à des produits de terroir issus de l'agriculture paysanne [Suremain & Katz, 2008]. C'est le cas par exemple du *Maíz Blanco Gigante de Cusco*, reconnu comme appellation d'origine par le Pérou depuis 2005, ou de la *Quinoa Real del Altiplano Sur de Bolivia*, appellation d'origine reconnue par la Bolivie depuis 2002, et par la Communauté Andine des Nations en 2014. Par ailleurs, l'association internationale Slow Food, qui vise la promotion des produits de terroir et l'accès pour tous à une alimentation « bonne » (pour soi) « propre » (pour la planète) et « juste » (pour ceux qui produisent) *via* l'éco-gastronomie, est très présente en Amérique Latine. Ainsi, l'Équateur, la Bolivie et le Pérou comptent ensemble 22 produits inscrits à l'Arche du Goût²¹¹, l'Argentine en compte 107 et le Brésil 31. La France, elle, en compte 41. Cette valorisation du patrimoine agroalimentaire et culinaire *via* les indications géographiques et les autres formes de qualification des produits de terroir se fait également de plus en plus en lien avec le développement du tourisme rural et de

²¹⁰ Les surfaces certifiées en agriculture biologique représentent 0,9% de la surface agricole totale au Pérou, 0,69% en Équateur et 0,09% en Bolivie. À l'échelle de ces trois pays, le Pérou représente presque 70% de la surface et presque 70% des producteurs.

²¹¹ « L'Arche du Goût, créée en 1996, est un catalogue d'aliments [...] qui a pour but de recenser, avant qu'ils ne soient perdus, des espèces végétales, des races animales et des produits artisanaux liés aux cultures, aux histoires et aux traditions des communautés qui vivent dans des paysages culturels autour du monde. » (<http://www.slowfood.fr/arche-du-gout>, consulté le 9 janvier 2015). Les chiffres proviennent du site Internet de Slow Food International (<http://www.slowfoodfoundation.com/ark>, consulté le 9 janvier 2015).

l'écotourisme, selon des trajectoires de développement local de type « panier de biens et de services » à l'image de celles qui ont été observées sur plusieurs territoires ruraux en France. C'est le cas, par exemple, de plusieurs territoires où le développement de la production de fromages – et souvent également d'autres produits locaux – par des entreprises artisanales rurales, s'accompagne depuis plus récemment d'un développement de l'agro-tourisme [Blanco Murillo, 2012 ; Boucher, 2006]. Certaines de ces trajectoires de développement, fondées sur la valorisation des ressources locales pour produire des produits (agroalimentaires) et services (touristiques) de qualité, sont de véritables *success stories* de développement rural, connues de la communauté scientifique internationale et reconnues par les acteurs privés et publics à l'échelle locale et nationale. Dans les Andes, citons les exemples du sud du département de Cajamarca, au Pérou ou de la paroisse de Salinas, dans la sierra centrale équatorienne (Encadré 13). Enfin, autre illustration d'un mouvement de patrimonialisation agroalimentaire et culinaire, dont Suremain & Matta [2013] rappellent que l'émergence est particulièrement marquée en Amérique latine, citons le « boom gastronomique » au Pérou et la création d'une alliance « cuisinier – paysan » [Ginocchio Balcázar, 2012]²¹².

Encadré 13 - Une *success story* andine de valorisation des produits de terroir locaux associée à l'écotourisme : le cas de Salinas en Équateur²¹³

Un cas emblématique de valorisation du patrimoine alimentaire local combiné au développement du tourisme est celui des familles paysannes de la paroisse rurale de Salinas de Guaranda, dans les Andes centrales équatoriennes. Ces familles, qui ont bénéficié, dans les années soixante-dix, de l'appui de l'Église puis de la Coopération Suisse et d'un expert fromager suisse pour développer la production de fromages, sont aujourd'hui rassemblées au sein du *Gruppo Salinas* et produisent, dans une centaine de micro-industries communautaires, non seulement des fromages mais aussi d'autres produits agroalimentaires (charcuteries, confitures, chocolats, poissons etc.) et non alimentaires (vêtements en laine de mouton et de lama). Ces produits sont reconnus au niveau local et au niveau national où ils sont vendus sous la marque « *El Salinerito* », ainsi qu'au niveau international²¹⁴. Plus récemment, les jeunes du *Gruppo Salinas* ont également développé le tourisme communautaire, qui constitue aujourd'hui une des principales sources de revenus des familles paysannes. Le cas du *Gruppo Salinas* est souvent érigé en *success story* par les ONG, les politiques et les médias équatoriens²¹⁵. Le développement des activités du *Gruppo Salinas* a en effet été bénéfique non seulement pour les familles paysannes (forte amélioration du niveau de vie (revenu, éducation etc.), diminution de la migration des jeunes, acquisition d'une reconnaissance locale, nationale et même internationale pour leur produits) mais pour le territoire (accès aux services basiques, construction d'une école et d'un lycée ainsi que d'un centre médical, reforestation, développement économique solidaire et création d'emplois etc.) [Borja & Polo, 2005 ; Boucher, 2006].

²¹² Cette alliance « cuisinier - paysan » s'est formalisée lors de la signature d'une convention en 2009 entre l'Apega (Société péruvienne de gastronomie), l'ANPE (Association Nationale de Producteurs Écologiques) et Conveagro (voir plus haut). La signature a eu lieu pendant la feria internationale « *Mistura* », organisée par l'Apega tous les ans depuis 2008 et qui est aujourd'hui la plus importante feria gastronomique d'Amérique latine. L'édition 2014 avait prévu un grand marché de vente de produits de terroirs avec la présence de 300 petits producteurs.

²¹³ Nous développons cet exemple que nous connaissons, contrairement, au cas de Cajamarca, encore plus « emblématique » car très connu et très documenté par la communauté scientifique ayant travaillé sur les SYAL. Si nous n'avons pas eu l'occasion d'aller sur place à Salinas lors de nos séjours en Équateur, nous connaissons bien les

Ces mouvements de patrimonialisation et de qualification des produits et des territoires ruraux permettent de revaloriser des produits et des préparations culinaires qui avaient été stigmatisés, parce qu'associés à l'« indien », au « noir », au « paysan », au « pauvre ». Il s'agit de mouvements relativement récents et inédits, dans des sociétés fortement stratifiées depuis l'époque coloniale, où le « prestige de ce qui est étranger » avait conduit les classes aisées, puis le reste de la société, à consommer des aliments issus des pays du Nord [Suremain & Katz, 2008], et dans des pays où les politiques publiques ont encouragé l'importation de produits subventionnés, notamment les céréales et dérivés de céréales en provenance d'Amérique du Nord [Hellin & Higman, 2005].

Toutefois, ces *nested markets* fondés sur une qualité et/ou une origine spécifique des produits et/ou des territoires, déjà largement étudiés par la littérature, posent plusieurs questions. Une première question concerne leur reproductibilité à l'infini. Qu'en est-il des produits (et de celles et ceux qui les produisent et qui les consomment) non liés spécifiquement à un territoire, ces produits communs, de tous les jours, mais qui n'en seraient pas moins des produits *de qualité* puisqu'étant pour certains issus d'une agriculture durable et multifonctionnelle ? Une autre question est celle de l'exclusion d'une partie des producteurs et des consommateurs de ces *nested markets*. En ce qui concerne les consommateurs, les ménages les plus modestes ont difficilement accès aux produits qualifiés, qui, du fait de la certification, sont beaucoup plus chers que les produits non qualifiés. C'est sans doute encore plus vrai pour les produits qualifiés issus des pays du Sud, ces derniers ne disposant pas toujours de dispositifs institutionnels locaux et nationaux permettant de réglementer, certifier, et contrôler ces productions qualifiées, et d'accompagner les acteurs locaux dans les processus de qualification, que ce soit pour les indications géographiques, les produits issus de l'agriculture biologique ou les produits issus du commerce équitable. Ainsi, la certification et le contrôle sont souvent réalisés par des organismes étrangers, et l'accompagnement par des ONG. En outre, souvent, l'origine même des initiatives et des démarches collectives de qualification est exogène [Cormier-Salem & Roussel, 2009]. Cela occasionne un prix élevé, et un processus de sélection des consommateurs. Il arrive également qu'un produit local de terroir traditionnel devienne moins accessible aux populations locales après l'obtention d'une qualification (Encadré 14).

produits *El Salinerito* que nous achetions dans la boutique de produits paysans « *Camari* » de Riobamba (nous renvoyons le lecteur au chapitre 4 pour la description de *Camari*). En outre, nous avons pu mesurer la popularité de cette expérience auprès des acteurs rencontrés sur le terrain, en particulier les acteurs du développement (ONG et pouvoirs publics) : beaucoup nous ont parlé du *Grupo Salinas* comme un exemple emblématique de *success story* à découvrir.

²¹⁴ Exportation vers l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, les États-Unis et le Japon

²¹⁵ Lire par exemple les articles suivants : Quotidien équatorien *El Telégrafo* du 18 novembre 2012 « *El Salinerito, un referente de asociatividad* » (trad. : « *El Salinerito, un référent associatif* ») <http://www.telegrafo.com.ec/economia/item/el-salinerito-un-referente-de-la-asociatividad.html> (consulté le 9 janvier 2015) ; Revue équatorienne *Líderes*, du 19 mai 2014 « *El Salinerito, un ejemplo de economía solidaria* » (trad. : « *El Salinerito, un exemple d'économie solidaire* ») <http://www.revistalideres.ec/empresas/Salinerito-economia-solidaria-Salinas-produccion-empresa-0-1141085909.html> (consulté le 9 janvier 2015) ; page du site Internet du Ministère de l'Agriculture équatorien du 15 novembre 2012 « *El Salinerito cumplió 40 años de producción quesera* » (trad. : « *El Salinerito fête ses 40 ans de production fromagère* ») <https://www.agricultura.gob.ec/el-salinerito-cumplio-40-anos-de-produccion-quesera/> (consulté le 9 janvier 2015) où la vice-présidente du développement rural indique que « [...] à *Salinas* on trouve les réponses au *Buen Vivir* qui est promulgué par la Constitution équatorienne » (notre traduction du site en espagnol)

Encadré 14 - La qualification d'un produit local traditionnel rend-il celui-ci moins accessible aux populations locales ?

Il arrive qu'un produit local traditionnel/typique, donc de type « *close typicity* » selon les termes de [Tregear, 2007], devienne moins accessible aux populations locales après l'obtention d'une qualification, selon un processus qui transforme, progressivement et plus ou moins fortement, cette « *close typicity* » en « *distant speciality* ». Ainsi, l'obtention de la qualification occasionne une augmentation de la demande sur les marchés nationaux et/ou internationaux, rendant le prix du marché local fortement dépendant de celui de ces marchés spécifiques de plus grande échelle. Nous proposons deux exemples, un au Sud et un au Nord, pour illustrer notre propos.

Au Sud, un cas, relayé par les médias internationaux, est celui de la quinoa de l'altiplano bolivien, exportée *via* le commerce équitable (souvent certifiée aussi en agriculture biologique) dont les prix sur le marché local ont fortement augmenté, du fait des prix élevés sur les marchés internationaux²¹⁶. Certes, la quinoa, emblématique de la culture alimentaire traditionnelle, de la biodiversité et des paysages andins, n'est pas l'aliment de base des régimes alimentaires dans les Andes comme le sont, par exemple, le riz en Asie, ou le blé en Europe. On peut donc relativiser les impacts négatifs du commerce équitable sur la sécurité alimentaire des populations locales – voir [Winkel *et al.*, 2012] qui répondent à l'article alarmiste de Jacobsen [2011] – même s'il n'en est pas moins vrai qu'un prix élevé exclut de fait les populations les plus modestes. Toutefois, les populations les plus vulnérables (urbains et ruraux pauvres, enfants) peuvent bénéficier depuis récemment de l'émergence de nouveaux *nested markets* autour de la quinoa : il s'agit des programmes gouvernementaux de sécurité et souveraineté alimentaire (« déjeuner scolaire », « malnutrition zéro ») qui cherchent à revaloriser la consommation domestique de quinoa.

Au Nord, cette situation existe, par exemple, dans le Massif des Bauges [Heinisch, 2007]. Alors que les consommateurs extérieurs au massif (touristes et habitants des villes proches) considéraient le prix de la Tome des Bauges comme étant très raisonnable pour un fromage, de nombreux habitants du territoire se plaignaient de l'augmentation, même très relative, des prix de ce fromage local, suite à l'obtention de l'AOC en 2002. Comme toutes les tommes savoyardes, la Tome des Bauges était à l'origine une production domestique destinée à la consommation familiale et locale. Historiquement, elle était même considérée comme le « fromage du pauvre », même si elle avait acquis une très bonne réputation sur les marchés de Chambéry [Palisse, 2006]. Avant l'obtention de l'AOC, la Tome des Bauges était connue et consommée uniquement dans son bassin de production et dans les villes à proximité. Grâce à l'« effet AOC », la production de Tome des Bauges s'est accrue et une part significative de la production se vend désormais hors du bassin de production. Les retombées socio-économiques directes pour les acteurs de la filière laitière locale, en particulier pour les producteurs d'une part, et les retombées socio-économiques indirectes pour le territoire (tourisme vert et valorisation des autres produits locaux) d'autre part, et enfin les retombées symboliques (image positive d'un territoire historiquement considéré comme « arriéré »), ont été notables. Toutefois, même si 60% de la Tome des Bauges continue d'être consommée *via* des circuits de proximité, certains circuits de distribution, même locaux, se sont rallongés et « anonymisés » conduisant à une augmentation des prix (notamment en GMS) pouvant avoir un impact sur les populations les plus modestes qui vivent sur ce territoire.

²¹⁶Voir notamment l'article du New York Times du 19 mars 2011 intitulé « *Quinoa's Global Success Creates Quandary at Home* », fortement relayé, qui alertait sur les conséquences des hausses du prix de la quinoa sur la sécurité alimentaires des populations locales (<http://www.nytimes.com/2011/03/20/world/americas/20bolivia.html? r=0>).

En ce qui concerne les producteurs, les coûts de certification, la normalisation des processus de production à travers des cahiers des charges exigeants – qui peuvent par ailleurs figer la tradition et empêcher l'innovation –, la délimitation géographique (dans le cas des indications géographiques), l'obligation d'appartenir à une organisation (cas des indications géographiques, du commerce équitable, mais également de l'agriculture biologique dans les pays du Sud²¹⁷), les outils de traçabilité requis etc., peuvent entraîner l'exclusion de certains producteurs et contribuer au renforcement des inégalités socio-économiques entre les familles paysannes et entre les territoires.

Par ailleurs, même si, sur le principe et dans le discours, ces *nested markets* fondés sur une qualité et/ou une origine spécifique des produits et/ou des territoires sont censés être au bénéfice et au service des paysans et/ou des territoires marginalisés, ce n'est pas toujours le cas dans les faits et, souvent, ils « expriment à la fois l'opportunisme mercantile d'acteurs organisés et les revendications sociales, politiques, économiques et culturelles de groupes marginalisés » [Suremain & Matta, 2013].

Ainsi, en ce qui concerne le commerce équitable par exemple, alors qu'il a pour principe la mise en place des conditions commerciales plus justes pour les petits producteurs du Sud, certains organismes de certification (Faitraide/Max Havelaar, Ecocert Equitable) certifient aujourd'hui les plantations, et pas exclusivement les organisations de producteurs. En réponse à cette situation, la CLAC a créé le Symbole Petit Producteur (SPP), un label permettant de distinguer les produits équitables issus des organisations de petits producteurs, de ceux provenant des plantations. On peut se demander, par ailleurs, si l'arrivée de la grande distribution puis, plus récemment des grosses multinationales, dans le secteur du commerce équitable, est un frein ou un atout pour les petits producteurs. Si cela peut permettre d'élargir considérablement les débouchés pour les produits équitables, et donc d'augmenter le nombre de producteurs bénéficiaires, on peut s'interroger sur la capacité de négociation des organisations de petits producteurs et des fédérations de commerce équitable face à ces méga-acteurs au moment, par exemple, de négocier le prix garanti et le montant de la prime de développement.

En ce qui concerne la qualification liée au terroir, on peut également s'interroger sur les vrais bénéficiaires et acteurs de ces démarches. Par exemple, le cas de l'huile d'Argan, première IGP africaine, très documentée par la communauté scientifique [Senil *et al.*, 2014 ; Simenel *et al.*, 2009], illustre les difficultés d'une valorisation patrimoniale au service réel des paysans et du territoire local. Ainsi, l'huile d'Argan bénéficie aujourd'hui d'une renommée internationale et le savoir-faire des femmes est désormais connu et reconnu. Toutefois, les processus descendants de valorisation ont conduit à déposséder les populations locales de leur produit et de leur savoir-faire au profit des experts du développement et du marché, et à effacer la diversité des liens entre les produits, les paysans et les terroirs. Dans le cas de l'IGP *queso Cotija* au Mexique, Linck & Barragán Lopez [2009] analysent comment une démarche collective de valorisation et de protection d'un fromage, initiée par des paysans locaux et construite autour d'un projet territorial plus global, a été reformatée et récupérée par des acteurs extérieurs publics et privés

²¹⁷ Souvent, dans les pays du Sud, les labels « bio » et les éco-certifications sont accordées à titre collectif (coopératives, associations) et non à des producteurs individuels comme en Europe [Cormier-Salem & Roussel, 2009].

animés de stratégies productivistes et sectorielles. Le processus a ainsi conduit à la dépossession des éleveurs de leur savoir-faire, de leur produit, et de leur identité professionnelle et collective. Dans la région de Coquimbo au Chili, des démarches d'encouragement des productions de terroir commencent à se mettre lentement en place, mais hors du monde rural, sur l'argument de la consommation potentielle de ces produits, et selon des stratégies d'homogénéisation et de standardisation de type « filière », sans que les paroles ou les initiatives paysannes ne soient prises en compte [Poncet *et al.*, 2009]. Autre exemple enfin, le boom de la « cuisine fusion » péruvienne, représenté par les grands chefs liméniens, permet, certes, de rendre visibles, et de valoriser, des plats traditionnels et des produits paysans et indiens qui avaient été écartés du monde gastronomique depuis la période coloniale. Néanmoins, l'intégration de ces produits à la cuisine gastronomique relève d'une mise en scène esthétique, déconnectée des mouvements indianistes et paysans actuels, qui profite surtout aux cuisiniers d'élite et à leur clientèle constituée par les élites urbaines. En outre, en dépit d'un discours sur la richesse et la diversité des produits et des plats autochtones, la cuisine gastronomique sophistiquée liménienne s'inscrit dans un processus de lissage des spécificités géographiques, sociales et culturelles des produits alimentaires, et masque les apports des savoir-faire traditionnels et des cuisiniers d'origine populaire et/ou provinciale [Matta, 2010]²¹⁸.

Finalement, ces quelques exemples montrent qu'il existe des cas où, malgré un discours centré sur les « paysans » et/ou les « indiens » et leurs produits locaux spécifiques, ce sont dans les faits des « méga-acteurs » dotés d'un fort pouvoir économique, social ou politique qui contrôlent les filières et les démarches de qualification, au détriment des plus « petits » (paysans, populations locales, territoires ruraux marginalisés). Dans ces cas-là, il y a déconnexion, voire rupture, entre valorisation des produits et amélioration des conditions des paysanneries, en particulier lorsque les produits sont formatés ou standardisés pour répondre aux impératifs des stratégies sectorielles, productivistes et consuméristes, ou encore pour répondre aux attentes des consommateurs. D'ailleurs, il serait plus adéquat de parler d'attentes supposées, voire fabriquées des consommateurs. En effet, dans ce type de démarches, ces derniers sont des acteurs extérieurs et passifs dont on oublie qu'ils jouent un rôle – ou pourraient jouer un rôle – important dans la construction sociale, économique et politique des *nested markets*, à condition d'en avoir l'espace et le pouvoir.

2.1.2.2. ... à des *nested markets* en (ré)-émergence plus récente : les circuits alimentaires de proximité

Ces questions et ces réflexions à l'esprit, nous proposons alors de nous intéresser à des *nested markets* autres que les marchés qualifiés. Les *nested markets* que nous avons décrits plus haut se fondent sur la qualification du mode de production (cas de l'agriculture biologique) ou

²¹⁸ Et l'auteur de conclure (§ 21) « Ainsi, l'Autre, autrefois dévalorisé, s'actualise et prend de la valeur, symbolique et marchande, grâce à un discours rendant solennels des atouts que personne n'aurait décelés avant dans un ingrédient. Cette réappropriation d'éléments locaux dans le terrain de la « cuisine fusion » s'effectue, d'abord, par une extraction de l'ingrédient de tout contexte préalable – neutralisant ainsi son indignité, son indianité et son caractère « populaire » –, par l'identification et le maintien de certaines caractéristiques désirables et, enfin, par l'assemblage avec des éléments issus d'autres plats et d'autres types de cuisine. »

de produits spécifiques (cas du commerce équitable²¹⁹, cas des indications géographiques, des « produits de terroir » et des SYAL). Si l'on reprend les trois grandes caractéristiques des *nested markets* de Van der Ploeg *et al.* [2012], (Tableau 5), ces *nested markets*-là, qui sont l'expression de stratégies de différenciation centrées sur des productions qualifiées et spécifiques, sont fondés sur la *spécificité*, parfois sur *l'enracinement*, et beaucoup moins la *connectivité*. Ils sont centrés sur les bassins de production, souvent indépendamment des bassins de consommation qui peuvent être plus ou moins éloignés. Cet éloignement des bassins de consommation est vrai pour les produits issus du commerce équitable, qui, par définition, sont exportés vers les pays du Nord. Dans les pays du Sud, c'est également vrai pour les produits certifiés en agriculture biologique, dont la grande majorité est destinée à l'exportation. En effet, la certification concerne souvent des produits déjà destinés à l'exportation (café, cacao, fruits tropicaux ou de contre-saison etc.). Néanmoins, le marché local pour les produits biologiques commence à se développer en Amérique latine, grâce à de nouvelles formes de certification et de commercialisation [Willer *et al.*, 2013], sur lesquelles nous reviendrons plus loin²²⁰. Enfin, les produits bénéficiant d'une indication géographique, ou de tout autre label ou marque les identifiant comme produits *de terroir*, sont souvent destinés à être reconnus, identifiés et distingués pour leur qualité spécifique liée à leur origine, et donc vendus en dehors de la zone de production, selon une logique de différenciation et de compétitivité par la spécificité territoriale [Kebir & Torre, 2013] et, souvent, par l'excellence [Brunori, 2007]. Bien entendu, les produits *de terroir* sont également commercialisés dans leur bassin de production, ou à proximité, auprès de consommateurs locaux. Mais dans ce cas, il s'agit alors d'une logique à la fois de « *close typicity* » et de « *local food* », voire de « *localist food* »²²¹ au lieu de la logique de « *distant speciality* »/« *locality food* » (Encadré 15) qui caractérise les démarches de différenciation par la

²¹⁹ Même si la philosophie du commerce équitable consiste à valoriser un mode d'échange fondé sur une juste rétribution des producteurs, c'est le produit/la filière qui fait l'objet de la certification.

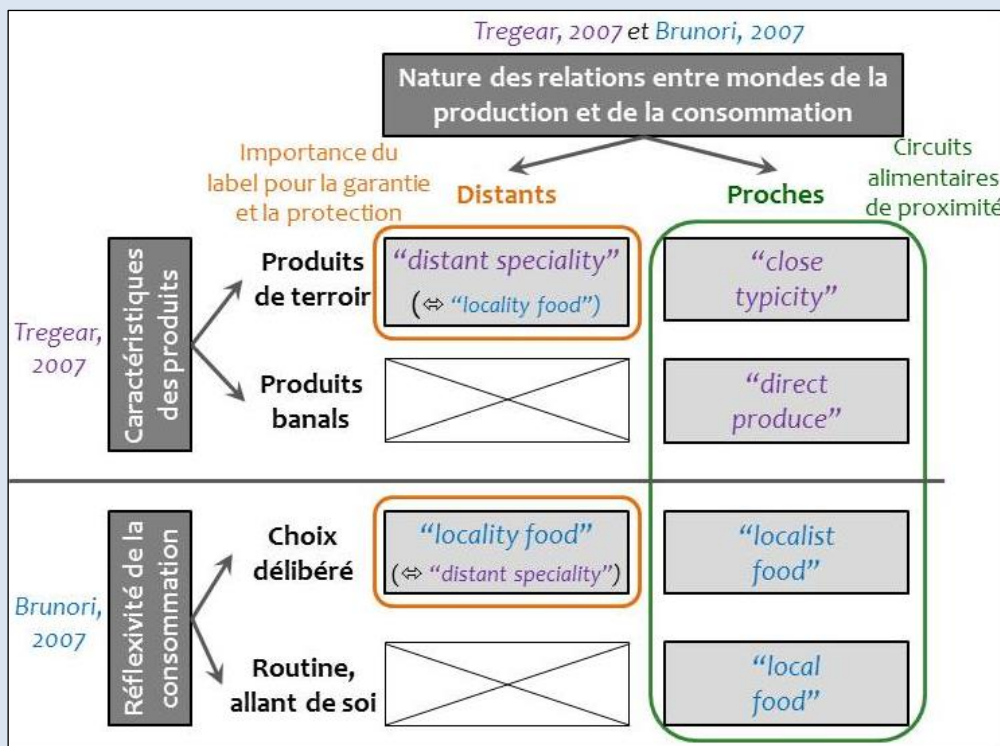
²²⁰ C'était déjà le cas depuis plusieurs années au Brésil, qui est suivi depuis plus récemment par d'autres pays d'Amérique du Sud, dont les pays andins. Par exemple, le « boom gastronomique » au Pérou a permis de renforcer le marché domestique pour les produits issus de l'agriculture biologique. En Bolivie, les programmes gouvernementaux de sécurité et souveraineté alimentaire (comme le déjeuner scolaire) commencent à être un débouché pour les produits biologiques. Enfin, dans les trois pays, on a vu émerger, au cours des années 1990, des organisations nationales de producteurs biologiques/écologiques : ANPE (Association Nationale de Producteurs écologiques) au Pérou, PROBIO (Corporation équatorienne d'agriculteurs biologiques) en Équateur et AOPEB (Association des Organisations de Producteurs Écologiques de Bolivie) en Bolivie. Ces organisations ont pris de l'importance depuis le milieu des années 2000 : développement d'un réseau de *ferias* (marchés de plein vent) pour la vente directe de produits biologiques/écologiques, développement de systèmes de garantie participatifs, association des consommateurs à la démarche etc.

²²¹ En d'autres termes, dans ce cas, la garantie et la protection de l'origine de ces produits locaux de terroir n'est pas nécessaire puisqu'elle est considérée comme allant de soi – Muller [2007] parle de « label implicite » – pour les producteurs et pour les consommateurs, entre lesquels il existe une importante proximité culturelle, médiatisée par le produit. Pour les consommateurs locaux de produits dits *de terroir*, dans les pays du Nord comme dans les pays du Sud, c'est moins un label de terroir qui compte que l'habitude, l'expérience et la connaissance qu'ils ont du produit, du territoire, ainsi que des acteurs de la production et/ou de la commercialisation. Nous l'avons observé dans le cas de la Tome des Bauges lorsque celle-ci est commercialisée et consommée dans ou à proximité de son bassin de production [Heinisch, 2007] qui constitue son bassin de consommation d'origine (i.e. avant l'obtention de l'AOC qui a « rallongé » les filières). Dans le cas particulier des démarches de type « panier de biens et de services », qui combinent stratégie de type « terroir » avec qualification, circuits de proximité et développement local, la logique est celle d'une « *close typicity* » conscientisée, organisée et institutionnalisée, et donc d'une logique de type « *localist food* » plutôt que simplement « *local food* ».

qualité et/ou par l'origine. Selon ces logiques de « *distant speciality* »/ « *locality food* » – caractéristique des produits de terroir labellisés, mais également des produits issus du commerce équitable et, dans un moindre mesure, des produits bio non locaux – les produits sont « *produits localement et consommés globalement* » [Brunori, 2007, p. 10] par des consommateurs dont le choix est essentiellement déterminé par la garantie offerte *via* le label et par les valeurs et les représentations qu'ils lui associent.

Encadré 15 - Typologie des systèmes de production et d'échanges de produits locaux

Dans un numéro spécial de la revue *Anthropology of Food*, consacré aux produits et aux systèmes agroalimentaires locaux, Brunori [2007] et [Tregear, 2007] réalisent chacun une typologie des systèmes de production et d'échanges de produits locaux. Pour ces auteurs, le premier critère de classification est la nature des relations entre le monde de la production et le monde de la consommation : ceux-ci peuvent être soit proches, soit distants dans l'espace. S'agissant du second critère de classification, il diffère selon les auteurs. Tregear choisit de privilégier les caractéristiques des produits : il peut s'agir de produits ayant une spécificité liée à leur origine ou, à l'inverse, de produits banals. Quant à Brunori, il privilégie le niveau de réflexivité et des consommateurs dans leur démarche de choix des produits. Ci-dessous un schéma de synthèse où nous avons fait apparaître ces deux typologies.



Réalisation : Claire Heinish, à partir de l'analyse des articles de Brunori [2007] et Tregear [2007]

En résumé, les *nested markets* fondés sur la qualification, *via* des labels (origine, équitable, bio) – ou *via* d'autres formes de valorisation (agritourisme, gastronomie) – des produits et/ou des territoires, que nous avons décrits jusqu'ici, sont plutôt de type « *locality food* » ou « *distant speciality* ». Ils sont centrés sur le monde et sur les acteurs de la production²²², dans le sens où (i)

²²² Ce qui ne veut pas dire que ce sont les producteurs qui contrôlent ces *nested markets*, comme analysé plus haut.

la coordination est de type filière, et cela même s'il peut s'agir de filières territorialisées comme les indications géographiques ou les SYAL ; (ii) la question alimentaire, et surtout la question alimentaire quotidienne est quasiment absente²²³ ; et (iii) la participation des acteurs non-agricoles, non-ruraux ou non-filière, à ces marchés qualifiés et spécifiques, est souvent ignorée. En ce qui concerne les consommateurs en particulier, au mieux sont-ils analysés sous l'angle « *économiste et abstrait* » de la demande, c'est-à-dire comme des acteurs passifs et externes à la construction collective de la qualité et des marchés, et non en considérant la consommation comme « *éminemment sociale, relationnelle et active* » [Goodman & DuPuis, 2002].

Nous proposons donc de nous intéresser à d'autres formes de *nested markets*, à savoir ceux qui relèvent d'une agriculture et d'une alimentation de proximité dans des territoires qui correspondent à des bassins de vie, plutôt que d'une agriculture de terroir et/ou de filière dans des territoires qui correspondent à des bassins de production [Castel, 2011 ; Perrin, 2011]. Ce sont également des *nested markets* qui se matérialisent dans les espaces d'échange des produits – Van der Ploeg *et al.* [2012] parlent de *market places* –, lieux d'interactions sociales où se connectent l'agriculture et l'alimentation, l'urbain et le rural. Plutôt que les produits spécifiques et exceptionnels, ces *nested markets* concernent les produits banals et du quotidien qui n'ont pas d'autre attribut géographique que celui d'être « locaux » [Delfosse, 2010, 2012a], et qui sont des « *nourritures de quelque part* » [McMichael, 2002, p. 52]. Ils peuvent, certes, concerner des produits locaux typiques dans le cadre d'une « *close typicity* », mais c'est la proximité géographique [Kebir & Torre, 2013], ainsi que la connectivité (Tableau 5) qui comptent, indépendamment de la spécificité des produits. Ces *nested markets* auxquels nous proposons de nous intéresser constituent ainsi non seulement des formes créatives de fournir et d'acheter des aliments, mais créent aussi du sens en activant et en construisant des relations de proximité entre producteurs et consommateurs. Ces *nested markets*, qui sont, de manière plus récente que les formes précédemment décrites, en (ré)-émergence et en (re)-dynamisation, au Nord comme au Sud, nous les nommerons « circuits alimentaires de proximité » (Encadré 15).

Dans les pays du Nord, aux formes anciennes et traditionnelles de ces marchés « *socialement contrôlés* » [Sabourin, 2012] qui se renouvellent (marchés de plein vent, vente à la ferme, vente en tournée), viennent s'ajouter plus récemment des nouvelles formes innovantes qui adoptent souvent des configurations multi-acteurs. C'est le cas des *teikei* au Japon [Parker, 2005] des *Community-Supported Agriculture* (CSA) aux États-Unis [Cone & Myhre, 2000] des *Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne* (AMAP) en France [Lamine & Perrot, 2008 ; Mundler, 2007 ; Olivier & Coquart, 2010] et autres systèmes de paniers [Aubrée, 2008], des points de vente collectifs [Montet, 2008 ; Vincq *et al.*, 2010], des marchés paysans gérés par des associations de producteurs, ou encore de l'approvisionnement local des cantines scolaires [Le Velly & Bréchet, 2011 ; Praly *et al.*, 2012]. Ces dynamiques socio-spatiales qui visent à renforcer le lien entre agriculture, alimentation, environnement, et acteurs multiples et divers des territoires [Chiffolleau, 2008] suscitent l'intérêt non seulement des acteurs directement

²²³ Dans leur cheminement théorique, les approches de type SYAL ont progressivement intégré la question alimentaire [Fourcade *et al.*, 2010, p. 10] mais uniquement selon une approche anthropologique centrée sur les aspects patrimoniaux et culturels.

concernés par ces circuits alimentaires de proximité (producteurs et consommateurs), mais également des acteurs publics et privés du développement (voir § 2.2).

Dans les Andes, où les paysans jouent un rôle important dans la fourniture de denrées alimentaires sur le marché local [Chiriboga & Arellano, 2005], les produits passent souvent par plusieurs intermédiaires avant de parvenir jusqu'au consommateur urbain, et proviennent parfois de bassins de production éloignés. Dans les grands centres urbains, ce sont les intermédiaires et les commerçants qui contrôlent les marchés municipaux (marchés de détails et marchés de gros), si bien que les paysans n'ont que très peu accès à ces espaces de commercialisation pour vendre leur production directement aux consommateurs. La majorité d'entre eux sont contraints de vendre leurs produits à ces intermédiaires face auxquels ils ont un très faible pouvoir de négociation, et de la part desquels ils subissent parfois des violences morales, voire physiques (chapitre 1). Par conséquent, le commerce informel est souvent l'une des seules voies par lesquelles les paysans (et surtout les paysannes) andin-e-s peuvent vendre directement leurs produits aux consommateurs urbains. Du côté des consommateurs urbains, certains ont un pouvoir d'achat parfois insuffisant pour acheter ces produits locaux, d'une part parce qu'ils sont soumis à la concurrence des importations à bas prix, et d'autre part parce que les prix sont contrôlés par les intermédiaires et sont souvent aussi défavorables pour les consommateurs que pour les producteurs. Quant aux consommateurs les plus aisés, ils montrent de plus en plus une préférence pour les supermarchés, qui connaissent une expansion très rapide en Amérique Latine [Zamora, 2005]²²⁴. Rappelons que cette situation est la conséquence du fait que, dans les pays andins, majoritairement orientés vers l'agro-exportation, l'agriculture vivrière ainsi que l'accès au marché des paysans et l'accès pour tous à une alimentation de qualité ont souffert d'un manque d'aide de l'État [Chaléard & Mesclier, 2006].

Face à cette situation, de nouveaux circuits alimentaires de proximité émergent depuis les années 2000. Ils revêtent des formes nouvelles, variées, et multi-acteurs (Encadré 16), et se distinguent ainsi des formes traditionnelles qui existent de longue date dans les Andes, telles que, la vente directe individuelle sur les marchés ou dans les quartiers résidentiels urbains, souvent informelle et ambulante, ou bien la vente à des négociants qui parcourent les campagnes en camionnette et achètent les produits à bas prix en bord de parcelle pour les revendre dans des tournées en ville. Ces nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs s'inscrivent en outre dans ces contextes sociopolitiques en évolution récente (§ 1 du présent chapitre). Leurs formes les plus récentes et les plus alternatives se réclament souvent de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture paysanne, de l'économie solidaire, de l'agroécologie, et se sont souvent construites sur une volonté de réduction, voire de suppression des intermédiaires commerciaux.

²²⁴ En Équateur le nombre de supermarchés par million d'habitant a augmenté de 70% entre 1999 et 2003, date à laquelle on estimait que, selon la ville et la classe sociale, de 57% à 80% des équatoriens achetaient dans les Supermarchés [Chiriboga & Arellano, 2005]. Il faudrait produire des données plus récentes, mais on peut s'attendre à ce que, depuis 10 ans, le nombre et la fréquentation des supermarchés aient encore augmenté.

Encadré 16 - Exemples de nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs dans les Andes

Marchés paysans organisés associatifs : marchés biologiques, écologiques agroécologiques, ferias citoyennes, marchés solidaires etc. Ces marchés peuvent être créés à l'initiative des paysans, d'ONG, de pouvoirs publics locaux ou déconcentrés, de consommateurs. Les processus sont multi-acteurs dans la plupart des cas.

Systèmes de paniers, développés surtout en Équateur. Les premiers paniers ont été des « paniers communautaires » ou « paniers solidaires » créés à l'initiative de la société civile, c'est-à-dire des groupements d'achats de consommateurs qui s'associent avec des paysans locaux. Aujourd'hui, des pouvoirs publics locaux et déconcentrés mettent à leur tour en place, en partenariat avec les paysans locaux, des systèmes de paniers de produits, livrés à domicile.

Boutiques de produits paysans. Il peut s'agir soit de boutiques spécialisées en produits paysans, qui appartiennent généralement à des ONG locales, nationales, ou internationales, soit de boutiques paysannes, c'est-à-dire qu'elles sont gérées par des organisations de producteurs, écologiques/agroécologiques ou non.

Commercialisation locale de produits transformés dans des petites unités de transformation rurales. Il s'agit de démarches où les paysans s'associent pour transformer leurs produits de manière artisanale et les commercialiser *via* des réseaux de proximité. Ces démarches sont souvent appuyées par des ONG et/ou par des pouvoirs publics locaux ou déconcentrés. Elles peuvent concerner des produits laitiers, des dérivés de céréales, des plantes aromatiques et médicinales etc.

Achats publics de produits paysans, notamment pour l'alimentation scolaire. Les gouvernements nationaux et locaux de l'Équateur, du Pérou et de la Bolivie mettent en place, depuis la seconde moitié de la décennie 2000, des programmes d'achats publics de produits paysans locaux, voire agroécologiques, à l'image de ce qui a déjà été mis en place par le Brésil depuis 2003.

Systèmes participatifs de garantie (SPG)²²⁵ ou labels de type « contrôle social », dont l'émergence et l'institutionnalisation vont de pair avec le développement des circuits de proximité pour les produits biologiques, écologiques et agroécologiques, mais qui peuvent aussi concerner des produits identifiés comme étant explicitement « paysans »²²⁶. La mise en place de ces certifications alternatives se fait souvent à l'initiative des organisations paysannes et des ONG, mais aujourd'hui, les pouvoirs publics locaux et nationaux commencent à s'engager progressivement dans l'appui technique, organisationnel et financier de ces démarches, à l'instar de ce qui existe déjà au Brésil²²⁷.

²²⁵ L'IFOAM définit les SPG comme des « systèmes d'assurance qualité orientés localement [qui] certifient les producteurs sur la base d'une participation active des acteurs concernés et [qui] sont construits sur une base de confiance, de réseaux et d'échanges de connaissances » [May, 2008]. Si leur objectif est le même que la certification classique par tiers, c'est-à-dire de fournir une garantie au consommateur, les principes et l'approche sont fondamentalement différents. En effet, les SPG se fondent sur la participation directe des acteurs concernés (paysans et citoyens) et cherchent à élaborer des systèmes de garantie adaptés aux contextes sociaux-politiques, économiques et écologiques locaux. En cela, ils visent en cela le marché local et constituent explicitement, selon l'IFOAM, des mécanismes de soutien à l'agriculture paysanne.

²²⁶ Par exemple, en Bolivie, le CIOEC, organisation nationale qui fédère les OECA (organisations économiques paysannes), a créé un label pour les produits paysans destinés à être vendus et identifiés sur les marchés locaux et nationaux. Par ailleurs, les organisations paysannes membres de la CLAC (Coordination latino-américaine du commerce équitable) et qui ont créé le SPP (symbole petit producteur, évoqué plus haut) réfléchissent actuellement, avec l'appui d'ONG et de certains gouvernements nationaux, aux opportunités d'utilisation du SPP pour l'identification et la vente équitable de produits paysans sur les marchés locaux et nationaux.

²²⁷ Au Brésil la réglementation relative à l'agriculture biologique prévoit trois types de certification : la certification par tiers, la certification par SPG (qui concerne essentiellement des petits paysans liés à des entreprises de

Même si les nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs ne constituent pas un fait statistique majeur – en Équateur, par exemple, les « circuits courts alternatifs de commercialisation »²²⁸ représenteraient 1% de la consommation totale de produits agroalimentaires [Chauveau & Taïpe, 2010]²²⁹ –, elles constituent des signaux faibles présentant un enjeu pour la recherche, le développement, les paysans andins, et les politiques publiques. Et, de fait, si ces nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs n'avaient pas retenu l'attention, ni des pouvoirs publics, ni de la recherche et du développement il y a de cela encore peu de temps, la situation est en train de changer. Ainsi, alors que l'exportation *via* le commerce équitable pouvait apparaître comme la seule forme alternative de commercialisation susceptible de rendre visible et de valoriser une agriculture paysanne durable dans les pays du Sud, et en particulier dans les Andes, on a vu émerger à la fin des années 2000 un intérêt pour les « circuits courts » et le « commerce équitable Sud-Sud »²²⁸. Par exemple, le GRESP a réalisé en 2009 un inventaire des expériences emblématiques de commerce équitable Sud-Sud dans la Communauté andine de nations²³⁰ [Cotera Fretel *et al.*, 2009]. En 2013, la CEPAL et la FAO ont organisé un séminaire international²³¹ intitulé « *Agriculture familiale et circuits courts. Nouveaux schémas de production, commercialisation et nutrition* », dont l'objectif était de mettre en perspective diverses initiatives, privées ou publiques, de rapprochement entre producteurs et consommateurs, non seulement en Amérique latine mais aussi aux États-Unis et en Europe, notamment en France²³². Ce séminaire est l'expression non seulement d'un intérêt global – à l'échelle des acteurs et des espaces – pour les circuits alimentaires de proximité et pour l'agriculture familiale, mais aussi d'une mise en commun et d'une circulation d'idées et de modèles de politiques sur ces thèmes.

À ce sujet, soulignons qu'aujourd'hui la plupart des pays d'Amérique latine mettent en place des politiques d'achats publics de produits paysans, en particulier pour l'alimentation scolaire [SELA, 2014], couplant ainsi les politiques alimentaires et de nutrition avec les politiques de développement rural, ce qui traduit une reconnaissance institutionnelle de l'agriculture paysanne. Le Brésil, avec son programme d'achats d'aliments (PAA) créé en 2003 a été

transformation), et l'agrément par un organisme de contrôle social (OCS) destiné aux agriculteurs familiaux et limité à la vente directe et à la vente institutionnelle [Souza-Seidl & Billaud, 2014].

²²⁸ Il existe plusieurs dénominations qui se recoupent en partie avec ce que nous appelons « circuits alimentaires de proximité » : circuits alternatifs, circuits courts, commerce équitable Sud-Sud etc. Dans le paragraphe suivant, où nous positionnons notre objet d'étude par rapport aux autres dénominations et définitions, nous verrons pourquoi nous avons fait le choix de cet objet et de cette dénomination.

²²⁹ Depuis 2009, date à laquelle cette estimation a été réalisée, les « circuits courts alternatifs de commercialisation » – qui regroupent en Équateur les marchés paysans, les boutiques de produits paysans, les systèmes de paniers, les achats publics de produits paysans mais également l'exportation *via* le commerce équitable – se sont beaucoup développés (notamment les achats publics et différentes formes de marchés paysans). Nous pouvons donc considérer que ce chiffre de 1% est sous-estimé, mais n'avons pas à notre disposition de données plus récentes.

²³⁰ La communauté andine des nations (CAN) regroupe la Bolivie, le Pérou, l'Équateur et la Colombie.

²³¹ Ce séminaire, qui s'est tenu à Santiago du Chili, a fait l'objet d'une publication en 2014 par la CEPAL [Namdar *et al.*, 2014]. Il a rassemblé des représentants de pouvoirs publics, des chercheurs, des organismes de développement, des représentants d'organisations paysannes, des organisations de la société civile.

²³² Le Ministère des Affaires Étrangères (via les délégations régionales de coopération Cône Sud, Brésil et Pays Andins) était coorganisateur de l'évènement. En outre, la personne en charge de la politique des circuits courts au Ministère de l'Agriculture français était invitée comme conférencière.

précurseur en Amérique latine et ses programmes d'appui aux agricultures familiales ont été transférés aux autres pays latino-américains [Sabourin *et al.*, 2014].

L'existence de programmes d'achats publics de produits paysans est loin d'être le seul exemple de l'intérêt et de l'appui public aux circuits alimentaires de proximité, couplé avec l'appui aux agricultures familiales et paysannes. Ainsi, à l'échelle des États, En Équateur par exemple, le projet CIALCO²³³, conduit en 2009-2010 par le Ministère de l'Agriculture (MAGAP)²³⁴, avait pour objectif la conception d'outils de politiques publiques favorisant l'insertion des paysans sur les marchés *via* des « circuits courts alternatifs de commercialisation ». Ce projet s'est déroulé dans le cadre d'une large coopération multi-acteurs, nationale (participation d'acteurs divers engagés dans des circuits alternatifs de commercialisation, dont des paysans), et internationale (appui d'un chercheur français et du réseau CIVAM français). Les résultats de ce projet en matière de valorisation d'initiatives de commercialisation alternative explicitement favorables aux paysans méritent d'être soulignés. Ainsi, le projet CIACLO a conduit un inventaire et une étude d'impact au niveau national des circuits courts alternatifs de commercialisation (Encadré 17). *Via* l'organisation de divers événements (par exemple un grand marché paysan sur l'esplanade du MAGAP), il a contribué à rendre visibles non seulement les initiatives de commercialisation, mais également les paysans eux-mêmes, officiellement soutenus par l'État. Il a en outre contribué à faire de la question de l'insertion équitable et durable des paysans sur les marchés un sujet de débats entre les pouvoirs publics et la société civile. Enfin, le projet CIALCO a été un levier de mise à l'agenda politique de la question des circuits alternatifs de commercialisation, *via* la création d'une direction dédiée au sein du MAGAP. Cette direction dispose depuis 2012 de ressources financières et humaines, au niveau national et aux niveaux déconcentrés, tant pour l'assistance technique et organisationnelle, que pour le financement d'équipements destinés à favoriser la commercialisation alternative de produits paysans. À titre d'exemple, les services déconcentrés du MAGAP de la province de Chimborazo, en Équateur, appuient depuis 2008 la création et le développement de « ferias citoyennes » hebdomadaires dont l'objectif est de fournir aux consommateurs urbains des produits à « prix justes » et d'offrir aux paysans locaux des espaces de vente directe pour leurs produits.

Encadré 17 - Les « circuits courts alternatifs » en Équateur en 2010

Le diagnostic CIALCO [Chauveau & Taïpe, 2010 ; MAGAP, 2012] a permis de rendre visibles un nombre important d'initiatives locales et multi-acteurs, les plus anciennes créées à l'initiative de producteurs ou de consommateurs, souvent sous l'impulsion et/ou avec l'appui d'ONG, et plus récemment sous l'impulsion et/ou avec l'appui des pouvoirs publics. L'inventaire des cinq modalités de circuits courts alternatifs de commercialisation (marchés paysans organisés, boutiques de produits paysans, systèmes de paniers, achats publics de produits paysans ainsi que la commercialisation *via* le commerce équitable), dont la grande majorité a été créée après 2000, a montré que ces modalités représentaient, en 2010, 4,1% des producteurs dont la surface est inférieure à 10 ha. L'inventaire a

²³³ Circuits courts alternatifs de commercialisation. Nous reviendrons sur ce projet dans les chapitres suivants.

²³⁴ Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Aquaculture et de la Pêche.

également montré que le nombre d'initiatives augmentait fortement, notamment les marchés paysans qui connaissent un boom depuis 2008, ainsi que les systèmes de paniers. On assiste également à des regroupements d'initiatives locales sous formes de réseaux nationaux (réseau « mer, terre et panier », réseau national des ferias citoyennes etc.) ce qui traduit une certaine institutionnalisation.

Enfin, même si elle n'a été réalisée que sur cinq dispositifs, et même si certains indicateurs mériteraient d'être mieux définis (tels que « la contribution à la souveraineté alimentaire territoriale »), l'étude d'impact a permis de mettre en évidence quelques effets bénéfiques des circuits alternatifs de commercialisation :

- ⇒ pour les familles paysannes : augmentation et stabilisation des prix et des revenus, valorisation de produits diversifiés et, pour certains, transformés dans des petites unités artisanales, renforcement des capacités et en particulier des femmes, capital social (appartenance à une organisation paysanne, articulation avec d'autres acteurs) ;
- ⇒ sur les systèmes de production : augmentation et diversification de la production, diminution de l'utilisation d'intrants chimiques, amélioration de la qualité des produits ;
- ⇒ sur le lien entre producteurs et consommateurs : transparence, équité, convivialité ;
- ⇒ sur les territoires : création d'emplois, contribution à la « souveraineté alimentaire territoriale » ;
- ⇒ sur la gestion des ressources naturelles : production agroécologique.

Quant à l'échelle des collectivités locales, les programmes d'achats publics de produits paysans locaux ne sont pas les seules politiques d'appui aux circuits alimentaires de proximité et aux paysans. En Équateur par exemple, le Gouvernement de la province de Pichincha, *via* sa Direction de l'Économie Solidaire, est le premier du pays à avoir élaboré en 2013, en concertation avec des organisations de producteurs, de consommateurs et des ONG, une ordonnance pour le développement de l'agroécologie.

Enfin, comme exemple de l'intérêt de la recherche et du développement pour les circuits alimentaires de proximité, nous pouvons citer le projet *Mercados Campesinos*, un projet de recherche, de développement et d'incidence politique pour et sur les « systèmes alternatifs de commercialisation associative » et pour et sur les « familles paysannes », conduit entre 2011 et 2013 sur plusieurs territoires de l'Équateur, du Pérou et de la Bolivie²³⁵, projet dans le cadre duquel nous avons réalisé notre travail de recherche.

Tous ces exemples témoignent ainsi d'un intérêt nouveau, de la part de la société et des pouvoirs publics, pour les circuits alimentaires de proximité, apparaissant comme l'expression d'un intérêt pour les paysanneries, les produits paysans et l'agriculture paysanne. Afin de préciser quels sont les enjeux de l'émergence de ces circuits alimentaires de proximité pour les paysanneries, il convient tout d'abord d'expliquer pourquoi et comment nous délimitons cet objet que nous dénommons « nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs » ou « CIALP ».

²³⁵ Les publications et les événements relatifs à ce projet sont consultables (en espagnol) sur le site Internet du projet (<http://www.mercadoscampesinos.com/>) et sur le site Internet d'AVSF, l'ONG qui a coordonné le projet (<http://www.avsf.org/es/actualidades>). Nous reviendrons plus en détails sur ce projet dans les chapitres suivants.

2.2. Les circuits alimentaires de proximité : définitions et diversité

Comme nous venons de le voir, il existe d'une part une grande diversité de formes de « circuits alimentaires de proximité » et d'autre part un certain nombre d'autres dénominations qui recoupent en partie ce que nous avons choisi de nommer « circuits alimentaires de proximité ». Dans ce qui suit, nous allons définir ce que nous entendons par « circuits alimentaires de proximité » en quoi et pourquoi nous les distinguons des autres dénominations et définitions, et quelles sont les formes qui nous intéressent au regard de notre problématique. Pour cela, il nous a semblé nécessaire auparavant de reconstituer les trajectoires des différentes dénominations et définitions utilisées dans la littérature, sur le terrain et dans les politiques publiques, en lien avec les différents contextes dans lesquelles elles ont émergé.

Les circuits alimentaires de proximité, qui s'inscrivent dans un contexte général de questionnement sur la durabilité des systèmes alimentaires, font partie du monde des initiatives visant à diminuer le nombre d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs et/ou à rapprocher géographiquement production et consommation. Ces initiatives sont nommées et définies de diverses façons dans la littérature anglophone (*short food supply chain, local food system, alternative food networks* etc.) et dans la littérature francophone (vente directe, circuits courts, circuits alternatifs, circuits de proximité, circuits courts de proximité, systèmes alimentaires territorialisés, et plus rarement agriculture participative etc.)²³⁶.

2.2.1. Émergence des notions de « circuits courts » et « circuits de proximité » en Europe et en France.

Du côté de la littérature anglo-saxonne, Parker [2005] désigne les « *short food supply chain* » comme des circuits *localisés* où la distance géographique est faible, et/ou *plus directs* où le nombre d'intermédiaires est réduit, c'est-à-dire que le terme « *short* » doit être, selon cet auteur, entendu dans les deux sens. Il les distingue des « *alternative food networks* » (AFN) qui, selon lui, devraient cumuler les deux caractéristiques. Parker se distingue ainsi de la majorité des travaux anglophones sur les « *short food supply chain* » et sur les « *alternative food networks* ». En effet, comme nous l'avons vu plus haut, dans la majorité des travaux anglophones les « *alternative food networks* » englobent l'ensemble des initiatives et réseaux émergents de producteurs, de consommateurs et d'autres acteurs qui s'engagent dans des alternatives au modèle agro-industriel de production et d'approvisionnement alimentaire [Deverre & Lamine, 2010 ; Renting *et al.*, 2003 ; Watts *et al.*, 2005]. Les AFN, qui contiennent également les initiatives de type « *consumer as producer* » (jardins partagés etc.), sont ainsi encore plus englobants que les *nested markets*. En ce qui concerne les « *short food supply chains* », des auteurs de référence [Marsden *et al.*, 2000 ; Renting *et al.*, 2003] en donnent une définition plus large que celle de Parker, en distinguant trois types. Le type « *face-to-face* », correspond à la vente directe du producteur (voire du transformateur) au consommateur, qu'elle soit physique (sur place), ou non (vente par Internet), c'est-à-dire avec ou sans proximité spatiale. Le type « *spatial proximity* » correspond aux différentes modalités selon lesquelles les produits agroalimentaires sont produits,

²³⁶ Dans la littérature hispanophone, on retrouve les mêmes termes que dans la littérature francophone : *circuitos cortos, circuitos alternativos, circuitos de proximidad*. Nous y reviendrons plus loin dans ce paragraphe.

transformés et échangés localement²³⁷. Ce second type correspond aux « *local food systems* », terme également présent dans la littérature européenne et nord-américaine [Kneafsey *et al.*, 2013 ; Martinez *et al.*, 2010], et aux circuits alimentaires de proximité dont nous avons déjà présenté certaines modalités dans l'Encadré 16. Enfin le type « *spatially extended* » correspond aux cas où le produit est vendu à des consommateurs situés à l'extérieur de la zone de production, mais auxquels on donne des informations sur le produit (origine, mode de production), par exemple *via* des systèmes de qualification. Ce troisième type correspond ainsi aux « *distant speciality* » et aux « *locality food* » (§ 2.1.2.2 et dans l'Encadré 15) que nous avons distingués des « circuits alimentaires de proximité ».

Si nous avons choisi d'évoquer la définition de Parker alors que cet auteur semble faire exception dans la littérature anglo-saxonne, c'est parce que sa définition est explicitement centrée sur les modalités spatiales et socio-économiques de l'échange des produits, les *short food supply chains* étant, pour cet auteur, des modalités d'échange plus locales et plus directes. Chez les autres auteurs anglo-saxons, le caractère « local » peut porter soit sur le mode d'échange, soit sur le produit lorsqu'il est originaire d'une région spécifique dans le cas de *short food supply chain* ou *alternative food networks* de type « *distant speciality* »/« *locality food* »/« *spatially extended* ». La définition de Parker a été reprise par plusieurs chercheurs français travaillant sur les « circuits courts » et les « circuits de proximité » [Aubry *et al.*, 2010 ; Aubry *et al.*, 2012 ; Blanquart & Gonçalves, 2011 ; Kebir & Torre, 2013 ; Messmer, 2013]. En effet, depuis que les « circuits courts » et les « circuits de proximité » sont apparus dans la littérature francophone, la distinction est explicitement faite entre les produits d'origine locale spécifique, et les produits échangés localement et/ou plus directement. Ces différences d'approches entre littérature anglo-saxonne et française peuvent être interprétées au regard de certains éléments de contexte. En France, les circuits de proximité que l'on peut qualifier de « traditionnels » – tels que les marchés de plein vent, la vente directe à la ferme, la vente en tournée etc. –, sont restés très développés²³⁸ contrairement, par exemple, à la Grande-Bretagne où Deverre & Lamine [2010] rappellent qu'ils avaient pratiquement disparu. Par ailleurs, les labels liés au terroir sont déjà anciens et largement développés en France. Même si les produits sous signe de qualité sont commercialisés en partie localement, les systèmes de qualification s'inscrivent dans des stratégies distinctes de celles de la vente directe, et sont surtout mis en place pour identifier et valoriser des produits auprès de consommateurs distants. Du côté des consommateurs français, les produits sous signe de qualité liés à l'origine leur assuraient depuis longtemps origine, qualité et traçabilité. Mais depuis quelques années, les consommateurs, sont plus attentifs à la nature, au bien-être animal, à la distance parcourue par l'aliment, à la qualité écologique des produits et des emballages, à l'éthique des échanges. Ils sont par ailleurs sensibles à la relocalisation de l'économie face à la mondialisation. Enfin, ils sont incertains face à l'offre importante de produits labellisés et inquiets face aux peurs alimentaires. Ils font ainsi de nouveaux choix de consommation, en se tournant moins vers les produits sous signe de qualité et en favorisant d'autres formes de lien au lieu, par le biais d'une proximité géographique et relationnelle. Ce n'est plus le label qui rassure, mais la proximité et la confiance

²³⁷ Il se recoupe en partie avec le premier type, la vente directe sur place étant également de type « *spatial proximity* ».

²³⁸ Avec toutefois de fortes variations selon les régions, notamment entre moitié nord et moitié sud de la France.

interpersonnelle. Cette recherche nouvelle de sécurité, d'éthique et de qualité tend à privilégier les circuits courts et de proximité [Delfosse, 2012b]. En Grande-Bretagne, qui d'une part ne bénéficie pas d'une longue tradition d'identification, de valorisation et de labellisation des produits de terroir comme la France, et où d'autre part la confiance dans les produits alimentaires a été fortement mise à mal par les crises sanitaires (ESB, fièvre aphteuse etc.), on voit apparaître des « *alternative food networks* » qui combinent à la fois des modes d'échange rapprochant les producteurs et les consommateurs, et des systèmes garantissant la qualité et l'origine des produits, en quelque sorte comme un double gage de confiance.

Ainsi, en France, c'est dans le courant des années 2000 que les termes « circuits courts » et « circuits de proximité » sont apparus dans la littérature. Auparavant, c'est sur la vente directe que se concentraient l'attention des producteurs, des associations de développement rural et de certains chercheurs, en lien avec les autres activités de diversification sur l'exploitation. Rappelons que la vente directe de produits locaux demeure encore la forme dominante de commercialisation dans plusieurs régions du Monde. En France, la vente directe dominait dans un pays à forte tradition paysanne jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle. Après la seconde Guerre Mondiale, l'agriculture française a connu une phase de modernisation²³⁹ rapide au cours de laquelle les « paysans », devenus « agriculteurs » et « chefs d'entreprise », ont été intégrés à la logique capitaliste dans laquelle était entrée l'économie française (et occidentale) pendant les « Trente Glorieuses » [Jollivet, 2007]. En particulier, les stratégies de spécialisation des exploitations et d'intégration des producteurs dans des filières agro-industrielles de plus en plus longues, a eu tendance à laisser la vente directe et la diversification aux territoires les plus marginalisés par l'agriculture productiviste et aux producteurs exclus de la modernisation, pour plusieurs motifs. Ainsi, soit ces derniers étaient vus comme les « *survivants d'une agriculture traditionnelle* », soit ils avaient « *échoué* » à se moderniser, soit ils s'excluaient volontairement de l'agriculture productiviste, à l'instar des producteurs en agriculture biologique et des néo-ruraux qui contestaient l'un ou l'autre des fondements des systèmes productifs dominants [Pernet, 1982]. Ainsi, la vente directe et les activités de diversification des exploitations ont été « redécouvertes » dans les années 1970-1980 et vues comme des formes de « *résistance paysanne* » à la modernisation et à la spécialisation de l'agriculture et des filières agro-alimentaires. Dans ce qui constitue souvent des « petites fermes »²⁴⁰, la vente directe, associée à des activités de transformation de « produits fermiers », ainsi qu'à l'accueil à la ferme et, souvent, à la pluriactivité, permet aux paysans de reconquérir une autonomie en recombinaison ce que la modernisation a eu tendance à dissocier [Muller, 1984].

²³⁹ Derrière le terme de « modernisation » on entend la mécanisation, la spécialisation, le remembrement, l'agrandissement, la sélection animale et végétale, l'apparition des engrais chimiques & pesticides, les facteurs ayant permis cette modernisation étant multiples (progrès technique, politiques agricoles, organisation du monde agricole, démographie, rôle assigné à l'agriculture etc.).

²⁴⁰ Deléage [2005, p. 21] rappelle que les petites fermes correspondent à « à la combinaison de plusieurs facteurs qui ne se réduisent pas à la surface de l'exploitation. C'est le caractère autonome et économe de l'activité agricole qui y est pratiquée qui semblerait constituer l'élément commun à ces dernières ». Mais le terme « petit » peut également faire référence à d'autres caractéristiques. Cet adjectif a notamment fait l'objet de débats lors du colloque « petites paysanneries dans un contexte mondial incertain » qui s'est tenu à Nanterre du 19 au 21 novembre et où nous étions présente. En particulier, on peut qualifier les fermes (ou les paysanneries) de « petites » dans le sens où elles sont « petites » politiquement, peu ou pas reconnues ou représentées, peu visibles etc.

Soulignons ici que ces « petites fermes » paysannes, qu'il s'agisse de formes de résistance aux transformations économiques et sociales du monde dit « moderne » à travers des stratégies combinant activité agricole, diversification et autres activités, et/ou qu'il s'agisse de choix délibérés de produire autrement en privilégiant l'autonomie, l'augmentation de la valeur ajoutée sur l'exploitation, l'engagement dans des réseaux économiques, sociaux, professionnels ou politiques locaux et, souvent, le respect de l'environnement²⁴¹, demeurent encore aujourd'hui une large composante de l'agriculture française, européenne et mondiale²⁴² [Pluinage, 2014]. Elles constituent un objet de revendication des mouvements paysans, un objet de développement pour des associations de développement rural (au Nord) et des ONG (au Sud), un objet de recherche, et, dans une moindre mesure, un objet de politiques publiques. Ainsi, en France, le terme de « petites fermes » est un terme volontairement utilisé par la Confédération Paysanne, pour laquelle « *trois petites fermes valent mieux qu'une grande* », et par les mouvements paysans en général, en particulier *La Via Campesina*. Par exemple, en 2004, la Confédération Paysanne et la Coordination Paysanne Européenne ont organisé un séminaire entièrement consacré aux petites fermes, dans un contexte d'élargissement de l'Europe. Puis, en 2009, la Confédération Paysanne et l'INRA co-organisent un séminaire sur les petites fermes intitulé « connaissance et reconnaissance des petites fermes », ce qui témoigne de l'intérêt de la recherche française²⁴³ pour ce thème. Du côté de l'administration publique française, on préfère parler de « petites exploitations » plutôt que de « petites fermes ». À l'occasion de la loi d'orientation agricole de 1999, le Ministère de l'Agriculture a mis en place une recherche-action sur les petites exploitations dans le but « *d'explorer un champ largement méconnu et largement ignoré, celui des agriculteurs ayant choisi de rester hors du mouvement de modernisation et d'insertion dans l'économie des filières agroalimentaires* » [Andriot & David, 2007, p. 194]. Ce projet a eu pour mérite de rendre de nouveau visibles les petits exploitants, et a constitué un premier pas vers leur reconnaissance sociale [Rémy, 2007]. Ces « petites fermes », « petites exploitations » ou « exploitations rurales », lieux de multiples activités pour les familles paysannes (production agricole, transformation, vente directe, activités à l'extérieur de l'exploitation), exclues de (plus ou moins volontairement) et occultées par la modernisation, ont ainsi été, dans le courant des années 2000, de nouveau révélées par la reconnaissance de la multifonctionnalité de l'agriculture [Mundler *et al.*, 2007].

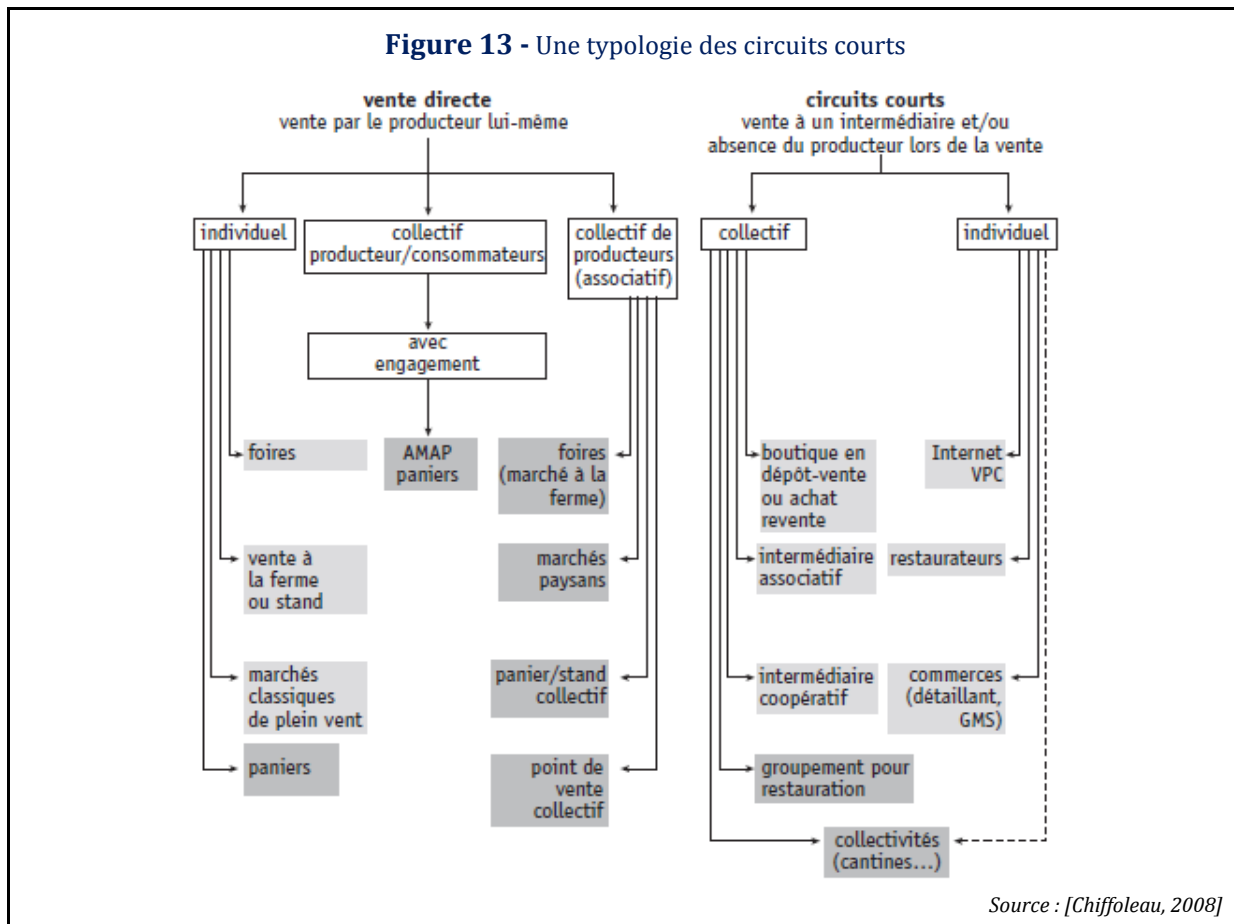
Comment est-on passé, en France, de la question de la vente directe, souvent associée à la question de la diversification et aux « petites fermes » paysannes, à la question des circuits courts et de proximité ? Même s'il n'est pas aisé de « tracer » l'apparition de ces termes venus remplacer et englober celui de « vente directe », tâchons toutefois de mettre en évidence quelques étapes convergentes. C'est le terme « circuits courts » qui apparaît en premier, en particulier dans un rapport du comité de pilotage national sur les produits fermiers, paru en janvier 2001, et intitulé « *Raisonner la commercialisation des produits fermiers* » [ANDA &

²⁴¹ Valeurs que l'on retrouve d'ailleurs dans la Charte de l'Agriculture paysanne en France.

²⁴² Même si en France et en Europe elles diminuent statistiquement plus rapidement que les autres.

²⁴³ Nous nous restreignons pour l'instant à des exemples en France, mais les petites fermes paysannes constituent un objet de recherche au niveau international, en témoignent par exemple les travaux de l'IFSA (International Farming Systems Association), dont le symposium de 2002 était d'ailleurs consacré spécifiquement aux « *small farms* ».

FNCIVAM, 2001]. Ce rapport définit la longueur d'un circuit comme n'étant pas liée à la distance spatiale entre les producteurs et les consommateurs, mais au nombre d'intermédiaire entre eux, un circuit étant « court » s'il existe au maximum un intermédiaire. En outre, il établit une typologie détaillée des circuits courts selon qu'il s'agit de formes de vente directe ou de vente indirecte (i.e. à un seul intermédiaire), et en distinguant également les formes collectives et les formes individuelles de circuits courts. Dans ce rapport, la commercialisation en circuits courts est envisagée du point de vue technico-économique du producteur, dans un objectif de valorisation des produits fermiers et de maximisation de la valeur ajoutée²⁴⁴.



²⁴⁴ À la même époque (fin des années 1990 et début des années 2000) un nombre important de travaux sont menés en France sur la transformation, la commercialisation, et la valorisation des produits fermiers par les organismes de développement agricole et rural (Chambres d'Agriculture, associations telles que les CIVAM et TRAME, Institut de l'Élevage). Outre les travaux du comité de pilotage national sur les produits fermiers (créé en 1998), citons par exemple les études de TRAME sur la rentabilité des produits fermiers, ou encore les travaux du CERD (Centre d'Études sur la Diversification, qui dépend de la Chambre Régionale d'Agriculture de Bourgogne) sur les caractéristiques des filières de diversification. Ces organismes de développement agricole et rural travaillent aujourd'hui sur les « circuits courts », souvent dans une approche plus large que la seule approche technico-économique du point de vue du producteur. On notera également qu'en juillet 2000, l'Observatoire Européen Leader a publié un *Cahier de l'Innovation* intitulé « commercialiser les produits locaux : circuits courts et circuits longs » (<http://ec.europa.eu/agriculture/rur/leader2/rural-fr/biblio/circuits/contents.htm>, consulté le 15 février 2015). Ce guide proposait notamment une typologie des circuits courts, assez similaire à celles que nous citons ici.

Cette typologie de la vente en circuits courts sera largement reprise et complétée par la suite dans plusieurs projets de recherche-action sur les circuits courts qui émergeront à partir du milieu des années 2000 [Chaffotte & Chiffolleau, 2007 ; Maréchal, 2008 ; Mundler, 2007]. Ces projets, avec les notions de « circuits courts » ou de « circuits de proximité », intégreront progressivement, en plus des seules dimensions technico-économiques de la vente directe et indirecte de produits alimentaires du point de vue des producteurs, les dimensions géographiques, relationnelles, sociales et politiques des échanges de produits alimentaires, du point de vue des différents acteurs concernés.

La limitation des circuits « courts » à un intermédiaire maximum est retenue par ces auteurs, mais certains y introduisent également la notion de « proximité » dans le sens de « proche en distance ». Ainsi, Chaffotte & Chiffolleau [2007] définissent les « circuits courts de proximité » comme des circuits courts n'excédant pas 80 km entre la production et la vente. Les auteurs s'appuient pour cela sur la réglementation qui stipule que lorsqu'une production agricole est vendue en petites quantités, directement au consommateur, ou bien à un commerce de détail ou un établissement de restauration dans un rayon de 80 km, alors les producteurs peuvent bénéficier de modalités particulières de contrôle²⁴⁵. Dans la cadre du projet SALT, la définition des circuits courts retenue par les partenaires inclut également une distance maximum de 80 km entre production et consommation. Dans l'ouvrage collectif de synthèse issu du projet [Maréchal, 2008, p. 13], les auteurs reconnaissent néanmoins que « *la proximité [géographique] est contingente à une situation territoriale [...] donnée* », c'est-à-dire qu'une même distance métrique n'a pas le même sens selon les territoires. Tous ces travaux sur les circuits courts, conduits à partir du milieu des années 2000, ont mobilisé de manière importante des acteurs de la recherche, du développement rural, de la production agricole, ainsi que des consommateurs. Ils ont contribué à ce que le Ministre de l'agriculture de l'époque, Michel Barnier, dans le prolongement du Grenelle de l'Environnement et des Assises de l'agriculture, réunisse ces acteurs au sein d'un groupe de travail sur les circuits courts en 2009. Les conclusions de ce groupe de travail²⁴⁶ aboutiront à la mise en place d'un plan d'action en faveur du développement des circuits courts, marquant ainsi l'entrée de ces derniers sur la scène politique nationale. Ce

²⁴⁵ Les auteures s'appuyaient alors sur le décret n°2002-1648 du 12 décembre 2002 (abrogé depuis) relatif aux conditions de contrôle de la qualité des produits issus de producteurs ou artisans commercialisant leur production en petite quantité sur le marché local. Depuis le 1^{er} janvier 2006, le « Paquet Hygiène » européen est entré en vigueur. Il ne s'applique pas à la vente en petites quantités de produits primaires (fruits et légumes non transformés, lait cru, œufs, produits de la pêche et de la chasse, miel) directement consommateur final, ou aux commerces de détail locaux, dispensés d'agrément et qui font l'objet d'une réglementation nationale. En France, l'arrêté du 18 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux produits d'origine animale et aux denrées alimentaires en contenant définit le commerce de détail local comme situé à une distance inférieure à 80 km de l'établissement de production.

²⁴⁶ Ce groupe de travail était composé de représentants des services centraux et déconcentrés des ministères de l'agriculture, de l'écologie et de l'économie, d'organisations agricoles (syndicats, coopératives, associations), d'organisations de développement agricoles et rural (chambres d'agriculture, associations), d'organisations de consommateurs, de représentants de collectivités territoriales (associations des régions, départements, communes et maires de France, parcs naturels régionaux) et d'organismes d'enseignement supérieur et de recherche agricoles. La liste complète des participants est disponible dans le rapport de ce groupe de travail paru en mars 2009 et disponible sur le site du Ministère de l'agriculture (http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_du_gt_circuits_courts0409.pdf, consulté le 10 février 2015). Suite à la parution du plan Barnier, ce groupe de travail est devenu un comité de suivi chargé de la mise en œuvre de ce plan de développement des circuits courts (« Plan Barnier »).

« plan Barnier »²⁴⁷ retiendra la définition du circuit court comme ne comportant qu'un seul intermédiaire, indépendamment de la distance spatiale²⁴⁸.

Ainsi, la définition du circuit court peut être simple et ne référer qu'au nombre d'intermédiaires. C'est la cas de celle retenue par le comité de pilotage « produits fermiers ». Celle-ci est reprise plus tard par le projet CROC qui distingue explicitement « circuits courts », « circuits de proximité » et « circuits courts de proximité ». Puis, elle est admise ultérieurement par le groupe de travail circuits courts et traduite dans le « Plan Barnier ». Mais la définition des circuits courts peut également être double, comme celle retenue par le projet SALT. Cette définition double est même une acception souvent sous-entendue, « circuits courts » rimant souvent avec « produits locaux » ou « agriculture de proximité »²⁴⁹. Cela illustre l'ambiguïté du terme « circuits courts » où c'est la filière qui peut être courte et/ou la distance de transport des produits. Par ailleurs, que l'on fixe un nombre d'intermédiaires ou une distance, on donne une définition *a priori* de ces « circuits courts », et l'on prend ainsi le risque de figer un phénomène somme toute assez récent, et d'exclure des initiatives et des acteurs encore en émergence. Conscients de ces limites, les partenaires du projet de recherche-action LIPROCO²⁵⁰ ont fait le choix d'appréhender les circuits courts alimentaires par la nature des relations construites par les acteurs autour des produits alimentaires, à travers les différentes dimensions que revêt la proximité, celle-ci pouvant être géographique mais aussi relationnelle et politique. Dans l'ouvrage collectif de synthèse issu du projet [Prigent-Simonin & Hérault-Fournier, 2012], les auteurs conservent le terme de circuits courts alimentaires – sans doute pour plus de visibilité puisque c'est celui qui est le plus connu et le plus couramment utilisé – mais ce sont bien des circuits alimentaires de proximité qui y sont analysés, certains chapitres de l'ouvrage assumant même pleinement ce terme de « circuits de proximité ».

L'apparition des termes « circuits courts » puis « circuits de proximité » dans le paysage de la recherche, du développement agricole et rural, et des politiques publiques, en France, va de pair avec un élargissement, à la fois des formes de circuits courts et/ou de proximité, des acteurs engagés dans ces circuits, et enfin, du pourquoi, du comment et du pour qui l'on étudie et

²⁴⁷ Mesures concrètes immédiates du « Plan Barnier » (<http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/100809-lettreCircuitsCourts.pdf> consulté le 10 février 2015) : la création d'un groupe de travail sur les circuits courts, composé de chercheurs et d'acteurs du développement agricole et rural au sein du Réseau Rural Français (dont nous étions membre au titre de la Fédération des parcs naturels régionaux), et à visée de capitalisation, transfert et mise en réseau d'expériences ; études visant à produire des références techniques, économiques, sociales et environnementales sur les circuits courts ; intégration de données sur les circuits courts dans le RGA 2010 ; création d'une thématique « circuits courts » pour les projets financés par le Casdar ; intégration dans le Plan National pour l'Alimentation 2010 d'une action en faveur du développement des circuits courts, notamment en restauration collective.

²⁴⁸ « Un circuit court est un mode de commercialisation des produits agricoles qui s'exerce soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire » [MAP, 2010].

²⁴⁹ Par exemple, la revue des Chambres d'agriculture, dans un dossier consacré aux circuits courts en mars 2010 (« Circuits courts, une relation de proximité », n°991) insiste sur la « relation de proximité entre producteurs et consommateurs », « l'activité agricole de proximité », même si elle retient la définition des circuits courts selon le Ministère de l'Agriculture. Aujourd'hui, les Chambres d'agriculture préfèrent utiliser le terme « circuits de proximité », qui regroupe les « circuits courts » et l'« approvisionnement local ». Celui-ci est envisagé selon une approche de type « filière » (locale) (voir la page Internet des Chambres d'agriculture consacrée aux « circuits de proximité » <http://www.chambres-agriculture.fr/fr/thematiques/consommer-autrement/circuits-de-proximite> consultée le 10 février 2015).

²⁵⁰ Liens Producteurs Consommateurs (<http://liproco-circuits-courts.com/>).

développe ces circuits courts. Ainsi, depuis l'approche plutôt agricole-centrée et de nature technique et économique qu'était celle de la vente directe (ou indirecte) des produits fermiers, il y a eu progressivement, avec les « circuits courts » et les « circuits de proximité », un élargissement à des approches intégrant également : (i) les questions alimentaires (accès à des produits sains, frais, de qualité etc.) ; (ii) les questions environnementales (qualité écologique des systèmes de production (agriculture biologique, agroécologie etc.), réduction du transport des produits²⁵¹, etc.) ; (iii) l'économie sociale et solidaire (commerce équitable, valorisation du non-marchand (solidarité, réciprocité), nouvelles formes coopératives etc.) ; (iv) le rapprochement socio-économique et spatial entre producteurs et consommateurs mais aussi entre tous les acteurs concernés par les questions agricoles et alimentaires ; et enfin (v) le développement territorial et l'action publique territoriale (gouvernance alimentaire, nouvelles formes de collectifs et réseaux d'acteurs de proximité, lien urbain-rural, justice alimentaire, création d'activités et installation de producteurs en circuits courts etc.). Cet élargissement des approches est à relier à plusieurs éléments liés entre eux, comme (i) le développement et la médiatisation de formes très alternatives ou innovantes de circuits courts telles que les AMAP ; (ii) l'apparition de formes collectives et multi-acteurs de circuits courts et de proximité, (iii) l'engagement, pour et sur les circuits courts et de proximité, d'acteurs (chercheurs, collectivités locales, associations, consommateurs) ayant des attentes et des approches différentes et complémentaires de la seule approche technico-économique de la vente directe du point de vue des producteurs ; ; (iv) des phénomènes de circulation et de mise en commun et en réseau des personnes, des idées, des expériences et des concepts.

Ainsi, en France, les AMAP ont émergé à partir du début des années 2000²⁵². Sous le terme AMAP, on retrouve, aujourd'hui, une large diversité de dispositifs. Le point commun entre toutes ces démarches et leurs équivalents dans les autres pays²⁵³, c'est qu'ils sont l'expression d'un engagement non seulement de nature marchande (achat d'un panier de produits chaque semaine) mais aussi de nature politique (soutien à agriculture écologique et paysanne et à des modes d'échanges justes et équitables, création d'un espace de convivialité) de la part des consommateurs [Mundler, 2007]. Même si ces collectifs associent producteurs et consommateurs ont des degrés divers de militantisme, et même si, individuellement, les consommateurs membres de ces collectifs n'ont pas tous le même engagement politique, ni ne participent également aux activités de l'association [Guiguen, 2014], les AMAP et leurs équivalents s'inscrivent dans une réflexion à la fois sur les qualités de l'agriculture, de l'alimentation, des échanges, et du vivre ensemble. Il n'est donc pas surprenant que ces démarches aient été fortement médiatisées, surtout à partir du milieu des années 2000, et

²⁵¹ Cette question a suscité des controverses, que nous ne détaillons pas. On se pourra se référer à la fiche réalisée à ce sujet par le Commissariat Général au Développement Durable (2013) (disponible sur le site du Ministère du Développement Durable : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/Consommer-local-les-avantages-ne.html>, consulté le 3 avril 2015).

²⁵² Pour un historique détaillé de l'émergence des AMAP en France, lire Lamine & Perrot [2008] ou [Ripoll, 2014].

²⁵³ *Teikei* au Japon, *Community Supported Agriculture* (CSA) en Amérique du Nord, *Agriculture contractuelle de proximité* (ACP) en Suisse, *Gruppi di Acquisto Solidale* (CAS) en Italie, *Groupes d'achats solidaires de l'agriculture paysanne* (GASAP) en Belgique, *RECIPROCO* (RElations de Citoyenneté entre PROducteurs et CONSommateurs) au Portugal, *Grupos de consumo* en Espagne, mais aussi Jardins de cocagne, en France, plus anciens que les AMAP, et enfin d'autres formes similaires dans les pays du Sud, telles que les *canastas comunitarias* en Équateur.

qu'elles aient été plus ou moins directement à l'origine d'un intérêt pour les circuits courts et de proximité. Ainsi, dans beaucoup de travaux sur les « circuits courts », la référence aux *teikei* japonais, aux CSA nord-américains et aux AMAP françaises est très souvent présente, aussi bien en France [Chiffolleau, 2008 ; Prévost, 2014] qu'ailleurs, notamment en Amérique latine [CEPAL *et al.*, 2014 ; Namdar *et al.*, 2014], alors que ceux-ci ne représentent qu'une part marginale des circuits courts et de proximité²⁵⁴. C'est dire, donc, l'impact qu'a eu le projet socio-économique, écologique et politique, défendu par ce type particulier de circuits courts, sur l'intérêt et le développement des circuits courts et de proximité en général. Les circuits courts et de proximité continuent ainsi d'émerger et de se renouveler, en associant des acteurs et des activités de plus en plus diversifiés pour répondre à des enjeux multiples, et en s'ancrant progressivement dans le territoire. Cet ancrage dans les territoires des démarches de circuits courts et de proximité est à relier à l'engagement des collectivités locales (régions, départements, communes, EPCI, ainsi que PNR et pays en France) sur ce thème. Ces dernières voient dans les circuits de proximité un moyen de soutenir une agriculture locale multifonctionnelle [Mundler, 2007], ainsi que « l'occasion pour les acteurs d'un territoire de se retrouver autour d'un projet commun d'agriculture et d'alimentation et de réfléchir ensemble au modèle alimentaire souhaité sur le territoire »²⁵⁵, ou encore « développer une agriculture durable, plurielle, ancrée sur le territoire et soucieuse des aspirations citoyennes »²⁵⁶. En particulier, les collectivités locales s'impliquent dans l'approvisionnement local, souvent bio, de la restauration collective – également soutenu par l'État dans le cadre du Programme National de l'Alimentation²⁵⁷ – mais également par toute une diversité de formes d'appui et d'engagement dans les circuits courts et de proximité qui sont spécifiques selon les territoires et les contextes locaux²⁵⁸. Ainsi, les circuits courts et de

²⁵⁴ En France, selon les données du RGA 2010, parmi les exploitations commercialisant en circuits courts (une exploitation sur cinq) les AMAP et paniers représentent (en termes de chiffre d'affaires) le premier mode de commercialisation en circuits courts pour seulement 1% des exploitations, et le deuxième et troisième mode de commercialisation pour seulement 3% et 4% d'entre elles respectivement. À titre de comparaison, la vente directe à la ferme et la vente directe sur les marchés représentent les premiers débouchés pour respectivement 48% et 18% des exploitations en circuits courts [Agreste, 2012].

²⁵⁵ Intervention d'une élue du Conseil Régional de Bretagne au cours de l'atelier « circuits courts et restauration collective » (dont nous étions rapporteure) des 2èmes Assises de la Vente Directe à Rennes le 27 avril 2010.

²⁵⁶ Extrait de la charte des « circuits alimentaires de proximité et de qualité » de la Région Pays de la Loire (2012).

²⁵⁷ En réaffirmant « l'ancrage territorial » de l'alimentation, le PNA prévoit 40% de produits de proximité (dont des produits bio et sous signes de qualité) dans la restauration collective à l'horizon 2017, en cohérence avec la démarche « Agricultures : produisons autrement » qui prévoit que la majorité des exploitations françaises soient engagées dans l'agroécologie d'ici 2025.

²⁵⁸ Il peut s'agir d'appui à des formes particulières de circuits courts et de proximité comme le cas de l'ex-Région Rhône-Alpes qui soutenait le développement des AMAP, des points de ventes collectifs etc., dans une région historiquement caractérisée par une agriculture diversifiée et de proximité et où un tiers des exploitation commercialise tout ou partie de sa production en circuits courts (contre 1/5 au niveau national) [Agreste, 2010]. Il peut s'agir de la mise en place de chartes, à l'instar de la région Pays de la Loire qui a mis en place une charte « circuits alimentaires de proximité et de qualité » en 2012 en concertation avec les acteurs concernés du territoire. Il peut s'agir de la mise en place de marques (départementales, régionales, marque « parc naturel régional ») pour les produits locaux et les filières de proximité. Ces marques peuvent concerner autant des produits emblématiques du territoire que des produits locaux plus « banals ». Il peut s'agir d'un appui à l'installation d'agriculteurs en circuits courts (accompagnement technique, financier ou organisationnel mais également dans l'accès au foncier), thématique sur laquelle les parcs naturels régionaux se sont engagés depuis la fin des années 2000 avec leurs partenaires locaux, mais c'est aussi le cas aussi de certaines collectivités locales comme le département d'Ille-et-Vilaine. Dans un contexte d'apparition de nouveaux profils de candidats à l'installation, ce dernier a mis en place en partenariat avec la SAFER et

proximité sont bien plus que de « simples » modes plus directs de commercialisation des produits, dont nous avons repris la typologie fréquemment employée dans la Figure 13²⁵⁹. Ils s'inscrivent dans des dynamiques socio-spatiales de coopération multi-acteurs, qui émergent et se construisent progressivement dans les territoires autour de la production et de l'approvisionnement alimentaire de proximité. Ces coopérations multi-acteurs de proximité, matérialisées par des circuits alimentaires de proximité, prennent des configurations diverses. Outre les partenariats entre producteurs et consommateurs à travers les AMAP et les initiatives similaires, citons les initiatives de vente directe ou indirecte (avec ou sans transformation²⁶⁰) de collectifs de producteurs accompagnés (en termes logistiques, techniques, organisationnels, financiers, de communications, voire de soutien politique) par un ou plusieurs organismes publics et/ou privés [Messmer, 2013 ; Poisson & Saleilles, 2012a], ou bien l'émergence de configurations encore plus complexes telles que les « plateformes » pour l'approvisionnement alimentaire local. Ces dernières adoptent souvent des formes d'organisation et de gouvernance innovantes, jusque dans la forme juridique, comme en témoigne le développement des SCIC (Sociétés coopératives d'intérêt collectif). Enfin, les projets de recherche-action pour et sur le développement des circuits courts et de proximité constituent aussi des configurations complexes de coopérations multi-acteurs autour de la production et de l'approvisionnement alimentaire de proximité. En France, ces projets ont émergé et se sont multipliés à partir du milieu des années 2000 en associant des acteurs de plus en plus diversifiés (chercheurs, organisations de producteurs, organismes de développement agricole et rural, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, lycées agricoles, instituts techniques, collectivités locales). Dans ces projet, l'analyse et la mise en œuvre des circuits courts et de proximité, après une première phase de description des différents modes de commercialisation en circuits courts (tels que présentés dans la Figure 13), parfois concrétisées par la mise en place d'observatoires régionaux des circuits courts, ont pris une dimension plus territoriale²⁶¹, à travers laquelle la prise en compte des proximités spatiales et socio-économiques entre les divers acteurs parties-prenantes l'emporte progressivement sur le « court »... tout court.

Pour autant, la définition des « circuits courts » comme des modes de commercialisation où le nombre d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs est réduit à zéro ou à un maximum, continue d'être celle qui est la plus utilisée et mobilisée. C'est le cas en France, comme

les acteurs départementaux de l'accompagnement à l'installation, un dispositif de portage foncier destiné à faciliter l'installation des porteurs de projets agri-ruraux innovants. Il peut s'agir d'un engagement dans des projets de recherche-action sur les circuits courts et de proximité, non seulement en tant que financeurs du projet (cas de projets PSDR par exemple, tels que Liproco et Coxinel), mais également en tant que participants direct (cas des parcs naturels régionaux engagés dans le projet Casdar « Loccaterre », cas de Rennes Métropole, du Pays de Dinan et du Pays de Centre Ouest Bretagne engagés dans le projet SALT). Etc.

²⁵⁹ Cette typologie pourrait être enrichie des nouvelles modalités de vente en circuits courts qui sont apparues plus récemment, telles que les « drive fermier » par exemple, qui connaissent un franc succès.

²⁶⁰ Par exemple *via* des Ateliers de Transformation Collectifs (ATC) [Mundler & Valorge, 2015] (<http://www.ateliersdetransformationcollectifs.fr>), qui ont fait l'objet d'un Casdar (2011-2013) piloté par la FNCUMA.

²⁶¹ Les entrées sont diverses : socio-économique (projets CROC, Coxinel, SALT), par l'organisation des filières locales (projets INTERVAL, ATOMIC), par le lien entre producteurs et consommateurs, l'organisation locale des filières et la gouvernance alimentaire locale (projet Liproco), par la justice alimentaire territoriale (projet Solalter) etc.

nous venons de le voir, où c'est la définition officielle retenue par le Ministère de l'Agriculture²⁶², mais c'est également le cas en Amérique latine.

2.2.2. Émergence des notions de « *circuitos cortos* » et « *circuitos de proximidad* » en Amérique latine et dans les Andes

En Amérique latine, c'est le terme « *circuito corto* », apparu à la fin des années 2000, qui est souvent utilisé dans les sphères institutionnelles régionales (FAO, CEPAL, IICA) pour regrouper et qualifier ces « *formes émergentes de commerce basées sur la vente directe de produits frais ou de saison sans intermédiaire – ou réduisant le nombre d'intermédiaires au minimum – entre producteurs et consommateurs [...] [qui] se concrétisent principalement en Amérique latine par la création de marchés de producteurs agroécologiques [et par] les programmes d'achats publics [de produits paysans]* » [Namdar *et al.*, 2014, p. 7]. Le terme « *circuito de proximidad* » apparaît cependant, mais il est alors synonyme de « *circuito corto* » : « *les circuits de proximité ou circuits courts sont une forme de commerce basée sur la vente directe de produits agricoles frais ou de saison. Généralement les producteurs et les consommateurs sont proches géographiquement, et de plus, les relations entre eux se font avec au maximum un intermédiaire* » [CEPAL *et al.*, 2014, p. 3]. Dans ces formulations, les circuits courts correspondent avant tout à la vente directe, la présence d'un intermédiaire (au maximum) devant être exceptionnelle. On peut relier cela au contexte latino-américain, et andin en particulier, où les intermédiaires sont souvent identifiés comme le nœud du problème de l'accès au marché des paysans [Cicero, 2003]. Du fait du nombre important de paysans, de leurs productions limitées sur de petites fermes, de leur éloignement géographique des centres urbains et des marchés, de leur accès limité à l'information, aux technologies, aux contacts commerciaux etc., de leur faible trésorerie, mais aussi du fait du manque d'infrastructure de stockage et, plus généralement, l'absence ou la faiblesse – du moins jusqu'à récemment – de politiques de commercialisation et d'appui aux petits producteurs, la grande majorité des paysans andins n'ont pas, ou peu, la possibilité de vendre directement leurs produits aux consommateurs. Il sont ainsi dans l'obligation de recourir à des intermédiaires qui détiennent une position d'oligopsonne et face auxquels ils ont un pouvoir de négociation très réduit [Chiriboga & Arellano, 2005].

Dans les études récentes produites sur les circuits courts dans les Andes, en particulier les études liées au projet *Mercados Campesinos* [Cheng & Lacroix, 2014 ; Elías Argandoña & Devisscher, 2014 ; Proaño & Lacroix, 2013], ou bien celles qui ont été commanditées et éditées par le Ministère de l'Agriculture équatorien [Lacroix & Vildozo, 2014 ; Laforge *et al.*, 2014], cette relation asymétrique et inéquitable avec les intermédiaires constitue souvent le point de départ de la problématique, « *se passer de l'intermédiaire, un rêve paysan* » devenant un objectif en soi.

²⁶² Voir par exemple la page Internet du ministère de l'agriculture consacrée aux « circuits courts », mise à jour le 27 juillet 2014 (<http://alimentation.gouv.fr/circuit-court-local-consommation> consultée le 15 février 2015), qui rappelle cette définition officielle. Les « circuits de proximité » commencent toutefois à supplanter les « circuits courts » dans les discours du Ministère de l'agriculture. Par exemple, dans le nouveau PNA (Programme National de l'Alimentation, issu de la loi d'avenir sur l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014), ce sont « les produits de proximité » qui sont plébiscités. Plus généralement, on voit apparaître dans le nouveau PNA une approche territoriale du développement des circuits de proximité. En particulier, le PNA 2014 prévoit la mise en œuvre de « projets alimentaires territoriaux » destinés à répondre aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux de l'ancrage territorial de l'alimentation, construits de manière concertée à l'initiative des différents acteurs du territoire.

Les circuits courts viennent ainsi élargir la palette de possibilités pour les paysans de « commerce alternatif », c'est-à-dire « *plus direct, sans intermédiaire, constant dans le temps, leur permettant de recevoir un prix juste et établi avec [eux] et qui leur offre à eux et à leurs familles des conditions de vie adéquates* » [Cicero, 2003, p. 177]. Auparavant, l'exportation *via* le commerce équitable était la seule forme de « commerce alternatif » à laquelle avaient accès les paysans du Sud en général et des Andes en particulier. Il permet à des paysans, pour une partie de leur production, d'éviter les intermédiaires qui dominent les marchés traditionnels andins, « *accusés de s'enrichir sur [leur] dos et d'étouffer par leurs pratiques toute possibilité de développement* » [Le Velly, 2006, p. 322]. Depuis que des « circuits courts » émergent dans les Andes, et font l'objet d'un intérêt croissant des consommateurs, des ONG, ainsi que des pouvoirs publics, les possibilités pour les paysans de contourner les intermédiaires des filières conventionnelles locales, et de se rapprocher du consommateur, se sont diversifiées. Dans le séminaire sur les circuits courts organisé par la CEPAL à Santiago en septembre 2013, une dizaine de modalités différentes de « circuits courts » ont été identifiées²⁶³, l'exportation *via* le commerce équitable constituant l'une d'elles. En effet, bien que paysans du Sud et consommateurs du Nord soient éloignés dans l'espace géographique et séparés par des intermédiaires – dont le nombre s'est même fortement accru depuis les années 1990 [Maldidier, 2010] –, ils sont néanmoins proches dans l'espace social et politique, dans la mesure où ils partagent – ou sont supposés partager – un même projet avec les autres acteurs du commerce équitable. Ce projet, fondé sur l'équité dans les échanges, la création de nouveaux liens entre producteurs et consommateurs, et l'autonomisation des « petits producteurs », qui renvoie à une « éthique relationnelle » [Ballet & Carimentrand, 2006], est finalement assez proche de celui qui est défendu par les circuits courts [Le Velly, 2011]. On comprend ainsi pourquoi, dans les typologies des « circuits courts » que l'on a vu apparaître dans les publications latino-américaines à partir de la fin des années 2000, le commerce équitable Nord-Sud côtoie les autres formes de circuits courts, qui correspondent alors à un commerce équitable Sud-Sud [Cotera Fretel *et al.*, 2009]. Par exemple, dans la typologie élaborée dans le cadre du projet CIALCO, piloté par le Ministère de l'Agriculture équatorien (§ 2.1.2.2), le commerce équitable constitue l'une des cinq modalités de « circuits courts alternatifs de commercialisation » aux côtés des marchés paysans organisés, des systèmes de panier, des boutiques paysannes ou de produits paysans, et des achats publics de produits paysans [Chauveau & Taïpe, 2010] (Encadré 17).

S'il existe en Amérique latine une filiation certaine entre les circuits courts et le commerce équitable, on notera également que l'expérience française – à la fois institutionnelle, de recherche, et de développement – pour et sur les « circuits courts », n'est pas complètement étrangère à l'utilisation et à la définition, somme toute assez récente, du terme « circuit court » en Amérique latine. En effet, dans les publications récentes de la CEPAL et de la FAO consacrées à « *Agricultura familiar y circuitos cortos* » [CEPAL *et al.*, 2014 ; Namdar *et al.*, 2014 ; Oficina Regional de la FAO para América Latina y el Caribe, 2014], les références scientifiques et

²⁶³ i) vente directe sur l'exploitation ii) vente directe dans des marchés locaux, iii) vente dans des boutiques (points de vente collectifs, commerces de détail, restaurants, autres), iv) vente directe en supermarché, v) livraison à domicile, vi) vente anticipée (type AMAP), vii) vente par correspondance, viii) consommation directe sur l'exploitation (agritourisme), ix) vente au secteur public, x) exportation *via* le commerce équitable [Namdar *et al.*, 2014, p.8].

institutionnelles françaises, ainsi qu'européennes, sont nombreuses. Par ailleurs, le séminaire de septembre 2013, consacré aux circuits courts pour l'agriculture familiale, organisé à Santiago par la CEPAL, était co-organisé avec le Ministère des Affaires Étrangères français (via la coopération Cône Sud, Brésil et Pays Andins). En outre, la personne en charge de la politique des circuits courts au Ministère de l'Agriculture français était conférencière invitée. L'arrivée du terme et de la définition des « circuits courts » en Amérique latine en général et dans les Andes en particulier, est donc à relier non seulement au commerce équitable, mais aussi, en partie, à l'expérience française des « circuits courts ». Le cas de l'Équateur (**Encadré 18**) illustre cette filiation entre circuits courts, commerce équitable, et l'expérience de certains acteurs français et équatoriens de la recherche et du développement situés à l'interface entre Sud et Nord.

Encadré 18 - Une histoire de l'apparition du terme "circuit court" en Équateur

En juillet 2009, Ramón Espinel, professeur d'économie agraire et du développement à l'École Supérieure Polytechnique du Littoral à Guayaquil (ESPOL), devient ministre de l'agriculture de Rafael Correa, dont il avait été le professeur. Dès son arrivée au MAGAP, et suite à l'annonce de son intention de convertir le ministère en « ministère des paysans » (§ 1.2.3), il fait appel à Guy Durand, professeur d'économie rurale à Agrocampus Ouest, et lui demande d'apporter son expertise sur « *la conception d'outils de politiques publiques favorisant l'insertion des agriculteurs sur les marchés internes et externes via des circuits courts alternatifs de commercialisation* »²⁶⁴.

G. Durand et R. Espinel s'étaient connus en 2007 *via* leurs réseaux internationaux communs de recherche et d'enseignement. À l'automne 2008, G. Durand avait invité R. Espinel à Agrocampus Ouest. R. Espinel avait découvert le projet de recherche-action SALT (Systèmes ALimentaires Territorialisés) sur les circuits courts, dans lequel G. Durand était engagé avec la FRCIVAM Bretagne. Gilles Maréchal, à l'époque coordinateur de la FRCIVAM Bretagne, avait conduit cette dernière à être pionnière sur les circuits courts. Président d'une association de solidarité internationale France-Brésil, ainsi que la Coordination des associations de solidarité internationales de Bretagne, c'est par le biais de son engagement pour le commerce équitable qu'il s'est intéressé aux circuits courts. Il s'interrogeait en effet sur les possibilités d'un transfert des principes éthiques, solidaires et politiques, défendus par le commerce équitable, vers des échanges de proximité de type Nord-Nord [Maréchal, 2003], et avait initié une étude sur les acteurs et pratiques des circuits de commercialisation alternatifs en Bretagne [Le Priellec, 2004]. En 2005, Hiroko Amemiya, anthropologue japonaise vivant à Rennes, se rapproche de chercheurs et acteurs bretons pour construire un projet de recherche-action sur les initiatives alternatives de vente directe au Japon et en Bretagne. G. Maréchal convainc alors G. Durand de s'engager dans ce projet « Vente directe Bretagne-Japon » (VDBJ). Ce dernier s'engagera lui aussi dans la recherche-action sur les circuits courts par la porte du commerce équitable, sur lequel il était engagé depuis plusieurs années, en tant que membre du conseil d'administration d'AVSF, ONG à l'initiative de la création de Max Havelaar France en 1993.

Lorsque R. Espinel fait appel à G. Durand pour apporter son appui au projet CIALCO (Circuits courts Alternatifs de Commercialisation), mené entre 2009 et 2010 en Équateur, à la même époque que le projet SALT en Bretagne, celui-ci associe la FRCIVAM Bretagne comme assistant technique et méthodologique. Les réflexions, notions, définitions et méthodes issues du projet SALT seront ainsi partagées avec le projet CIALCO. Par ailleurs, G. Durand proposera qu'AVSF soit associé au projet CIALCO, du fait de

²⁶⁴ Extrait des termes de références de la mission de Guy Durand pour le MAGAP.

l'expertise de longue date de cette ONG dans le soutien à l'agriculture paysanne andine (fin des années 1970) et dans l'appui au développement des circuits alternatifs de commercialisation (commerce équitable depuis les années 80-90 et marchés locaux urbains de commercialisation solidaire de produits agroécologiques depuis les années 2000). Le projet CIALCO confiera ainsi à AVSF la réalisation d'un diagnostic national des circuits courts alternatifs de commercialisation.

En amont de ce diagnostic national, il fallait définir ce qui était entendu par « circuits courts alternatifs de commercialisation ». Selon le projet CIALCO, un circuit de commercialisation est considéré comme « court », soit s'il se fait sans intermédiation, soit s'il implique éventuellement un intermédiaire ce dernier devant représenter les producteurs (associations) ou bien les consommateurs (État ou association de consommateurs). En d'autres termes « *un circuit « court » correspond à une relation, soit physiquement directe, soit institutionnelle entre producteur et consommateur* ». Cette définition conduira le projet CIALCO, et par la suite la Direction des circuits alternatifs de commercialisation, créée en 2011 au sein du MAGAP, à identifier cinq types de « circuits courts alternatifs de commercialisation » : (i) les marchés paysans organisés, (ii) les points de ventes paysans ou de produits paysans, (iii) la vente directe paysanne à des associations de consommateurs urbains *via* des systèmes de panier, (iv) la vente organisée de produits paysans au secteur public, et enfin (v) l'exportation paysanne *via* le commerce équitable. La prise en compte de ce dernier témoigne de la filiation entre « circuits courts » et commerce équitable, évoquée plus haut, l'« alternatif » dans ce cas l'emportant alors sur le « court » en tant que tel. En effet, ces « circuits courts » tels qu'envisagés par le projet CIALCO sont également « *alternatifs* », dans le sens où ils sont portés par des « *acteurs organisés avec des objectifs explicites distincts des filières conventionnelles* [qui sont] *l'amélioration de l'accès au marché des producteurs paysans et familiaux, l'amélioration du prix payé au producteur, la consolidation de la souveraineté alimentaire, la recherche d'autonomie et de renforcement des capacités des familles paysannes et des consommateurs dans leurs territoires, la recherche de durabilité socio-économique et environnementale des agricultures paysannes et des territoires ruraux, les relations ville-campagne plus fortes et équitables, la préservation et la dynamisation des patrimoines culturels, la recherche de qualité organoleptique, culturelle, sanitaire et environnementale des produits* » [Chauveau & Taïpe, 2010 ; MAGAP, 2012].

En résumé, la définition en Équateur sera inspirée de celle retenue par le projet SALT selon laquelle un circuit est « court » s'il fait intervenir un intermédiaire maximum entre producteurs et consommateurs. Elle sera toutefois plus restrictive sur la notion du « court » comme nous venons de le voir. Elle sera également à la fois plus politique, les « circuits courts » étant également « *alternatifs* », dans une vision qui, si on analyse la définition de l'« alternatif » citée ci-dessus, combine des principes de l'économie solidaire et de l'agroécologie.

Bien entendu, les démarches de « circuits courts » latino-américaines et andines n'ont pas attendu qu'un terme vienne les chapeauter pour apparaître dans les territoires. Leur émergence est à relier en particulier à la « *révolution agroécologique latino-américaine* » [Altieri & Toledo, 2011] qui s'est « *réveillée* » au Brésil mais a rapidement essaimé dans les autres pays, les pays andins constituant l'un des cinq pôles de l'innovation agroécologique latino-américaine. Cette révolution agroécologique est elle-même fortement liée, d'une part aux mouvements sociaux paysans et indigènes – particulièrement marqués au Brésil, ainsi qu'en Équateur et en Bolivie pour la région andine –, et, d'autre part, aux travaux de divers ONG et chercheurs qui travaillent depuis les années 1980 avec les communautés et organisations paysannes et indigènes locales sur des systèmes de production incorporant à la fois les savoir-faire traditionnels et les connaissances des sciences écologiques et agronomiques modernes. Selon l'approche latino-

américaine de l'agroécologie, les « *systèmes alimentaires agroécologiques paysans* » fournissent ainsi les bases pour atteindre la souveraineté alimentaire, non seulement *via* des systèmes de production de petite échelle, diversifiés, qui valorisent et préservent les ressources et les savoirs locaux, c'est-à-dire *via* des « *circuits de production²⁶⁵ locaux et régionaux* », mais aussi *via* « *des circuits de consommation locaux ou régionaux* ». Parmi ces circuits de consommation locaux, on peut ainsi citer les marchés paysans agroécologiques qui se multiplient en Amérique latine en général, et dans les Andes en particulier²⁶⁶. Soulignons ici que Altieri & Toledo [2011], en parlant de ces « *circuits de production et de consommation locaux ou régionaux* » font intervenir l'idée de proximité géographique entre production et consommation et ne font pas référence aux nombres d'intermédiaires. Alors que le terme « *circuitos cortos* » domine dans la (récente) littérature latino-américaine sur ce thème, un autre auteur latino-américain fait toutefois figure d'exception. Da Silva [2009] définit ainsi les « *circuitos de proximidad* » comme des circuits de commercialisation de produits agroalimentaires d'échelle locale ou régionale. Il reprend pour cela [p. 18] la typologie élaborée par Malassis [1973] qui distingue les circuits directs, les circuits courts, les circuits traditionnels et les circuits intégrés. Selon Da Silva, les « *circuitos de proximidad* » regroupent les circuits directs (autoconsommation et vente directe, éventuelle transformation artisanale réalisée par le producteur) et les circuits courts (commercialisation et éventuelle transformation artisanale *via* un ou plusieurs intermédiaires locaux), qui concernent des produits frais, pas ou peu transformés, et qui sont fondés surtout sur des relations de confiance. Toutefois, même si cette entrée en termes de « *circuitos de proximidad* » permet une approche territoriale que ne permet pas l'approche en termes de « *circuitos cortos* », les « *circuitos de proximidad* » ne sont analysés ici que du point de vue économique de l'offre agroalimentaire dans le territoire. Cette approche, pas plus que l'entrée en termes « *circuitos cortos* », ne permet de rendre compte, ni des dynamiques de ces circuits, ni de la diversité des acteurs qui y sont impliqués, ni de la diversité des enjeux auxquels ils répondent, ni des dynamiques socio-spatiales dans lesquelles ils s'inscrivent.

Or, en Amérique latine et dans les Andes en particulier, de la même manière que nous l'observons en France, les circuits courts et de proximité (Encadré 16), ne se réduisent, ni à des « *formes de commerce plus directes* », ni à des alternatives « *commerciales* », ni à « *une offre locale de produits* », comme le laissent suggérer certaines des définitions citées plus haut. En effet, ils sont le vecteur et l'expression de nouvelles dynamiques de coopération et d'action collective de

²⁶⁵ Comme le rappelle Vaillant [2013] le principe premier de l'agroécologie est la gestion en circuits courts des cycles de l'eau, du carbone, de l'azote, des éléments minéraux et des êtres vivants. En d'autres termes, s'agissant d'agroécologie, la notion de circuits courts ou de circuits locaux, avant de s'appliquer à la sphère de l'échange de denrées alimentaires, s'applique avant tout à la sphère productive. Van der Ploeg [2012, p. 49] précise ainsi que selon les principes de l'agroécologie, dont « *peasant farming is the point of departure par excellence* », « *it is crucial that farming is based, as much as possible, on locally available natural resources (i.e. on the local eco-system)* [c'est nous qui mettons en gras].

²⁶⁶ Par exemple, les marchés agroécologiques du sud de l'Équateur créés dès le début des années 2000 grâce à une coopération entre des organisations paysannes et indigènes, une ONG française (AVSF) et des ONG locales, des pouvoirs publics (gouvernements locaux et Ministère de l'agriculture) et une université locale, constituent une « *success story* » connue et reconnue à l'échelle de l'Amérique latine. Dans la publication récente de la FAO et de la CEPAL sur les « *circuits courts* » en Amérique latine [CEPAL et al., 2014], ces marchés agroécologiques sont cités comme exemple de circuits courts latino-américains dès l'introduction.

proximité, entre des paysans et une diversité d'autres acteurs des territoires – et pas uniquement des consommateurs – autour d'enjeux multiples liés à l'agriculture et à l'alimentation²⁶⁷. C'est d'autant plus vrai qu'un certain nombre de ces initiatives émergent dans un contexte de réflexion, de revendication et de mise à l'agenda politique de la souveraineté alimentaire, de l'économie solidaire, de l'agroécologie et de l'agriculture paysanne. Il nous semble important de souligner également que les démarches de circuits courts ou de proximité ont souvent un caractère « hybride » [Dubuisson-Quellier & Le Velly, 2008]. En particulier, ce n'est pas parce que certaines initiatives de circuits courts ou de proximité n'affichent pas explicitement un ensemble d'objectifs « alternatifs », comme le suggère par exemple la définition des « circuits courts alternatifs » retenue par le projet CIALCO, qu'elles n'en sont pas pour autant bénéfiques pour les paysans, pour la société et pour le territoire. Inversement, ce n'est pas non plus parce qu'elles affichent une vision et des principes alternatifs, qu'elles le sont systématiquement dans les faits²⁶⁸. Aussi, nous ne postulons pas *a priori* le caractère « alternatif » des circuits alimentaires de proximité, ni ne restreignons notre champ aux initiatives dites « alternatives ».

2.2.3. Les circuits alimentaires de proximité : vers une définition pour notre recherche

C'est bien sur les « circuits alimentaires de proximité multi-acteurs », et non simplement aux « circuits courts », et *a fortiori* forcément « alternatifs », que nous focalisons notre attention. En effet, parler de « circuits alimentaires de proximité » plutôt que de « circuits courts » permet de souligner d'une part la complexité et la diversité des enjeux et des liens socio-spatiaux portés par ces nouvelles formes de circuits alimentaires, et d'autre part leurs dynamiques spatiales et temporelles, ce que ne permet pas l'approche en termes de « circuits courts », qui présente plusieurs limites.

2.2.3.1. Les « circuits courts », ou l'oubli de la géographie

La première limite de la définition couramment retenue des « circuits courts » – zéro ou un intermédiaire entre producteurs et consommateurs – est qu'elle ne prend pas en compte la dimension spatiale de ces circuits, pourtant supposés « rapprocher » les producteurs et les consommateurs, cela, alors même que les « circuits courts » riment souvent avec le « local » dans les discours des acteurs qui promeuvent ces circuits comme vecteurs de soutien à l'agriculture locale et de développement territorial [Traversac, 2010]. Si toutefois certaines définitions des circuits courts prennent en compte la dimension spatiale, alors c'est pour en fixer une limite

²⁶⁷ L'exemple des marchés de producteurs agroécologiques du sud de l'Équateur que nous venons de mentionner (note précédente) illustre bien que les acteurs du territoire impliqués dans ces marchés sont multiples et ne se limitent pas uniquement aux producteurs et aux consommateurs.

²⁶⁸ Prenons l'exemple de l'exportation *via* le commerce équitable, dont nous avons vu qu'il pouvait être considéré comme un « circuit court alternatif de commercialisation ». La professionnalisation des filières intégrées, le développement de la labellisation et de la vente en grandes surfaces, l'apparition de nouveaux intermédiaires notamment les multinationales agroalimentaires, l'augmentation des exigences en matière de qualité des produits et de volume minimal de production etc. sont autant de facteurs qui, même s'ils ont permis l'augmentation de la commercialisation de produits équitables, ont des effets contraires à la construction d'un commerce qui se veut alternatif, et qui constituent des barrières à l'entrée pour les paysans les plus marginalisés et les organisations de petits producteurs les moins développées [Le Velly, 2006].

bien définie *a priori*. Ainsi, lorsque certains retiennent une distance de 80 kilomètres en référence à la réglementation sur les règles sanitaires françaises et européennes, d'autres, à l'instar du mouvement des « locavores », né aux États-Unis en 2006, fixent une distance limite d'approvisionnement de 100 miles (soit 160 kilomètres). Or, comme le soulignent Kebir & Torre [2013], *“how many kilometers need a short supply chain to become long”*? La distance spatiale n'a effectivement pas le même sens selon que l'on se situe, par exemple, en plaine ou en montagne, selon qu'il existe ou non des infrastructures et des modes d'organisation permettant de relier les bassins de production et de consommation, selon la perception et le vécu que les acteurs ont de cette distance etc., en d'autres termes selon les territoires, le territoire étant considéré dans ses dimensions matérielles, organisationnelles et identitaires [Laganier *et al.*, 2002]²⁶⁹. Ainsi, ne pas prendre en compte la dimension spatiale des circuits courts, ou bien, à l'autre extrême, les circonscrire dans un espace délimité *a priori*, revient finalement à oublier la géographie, et ceci de deux façons. La première consiste à ne pas tenir compte du fait que ces circuits sont inscrits dans des territoires qui en conditionnent l'émergence et qu'ils contribuent à transformer. Quant à la seconde, elle consiste à ne pas tenir compte du fait que ces circuits, et les acteurs qui y participent, mobilisent et interagissent avec plusieurs types d'espaces, c'est-à-dire, non seulement les espaces (physiques, politiques, institutionnels, économiques, sociaux, culturels, vécus etc.) d'échelle locale où sont localisés la production et les échanges de produits alimentaires en tant que tels du « circuit » considéré, mais également des espaces d'échelle extra-locale qui interfèrent avec ces circuits.

2.2.3.2. *Les « circuits courts », ou l'oubli de la diversité des acteurs et de la nature des relations qu'ils entretiennent*

L'autre limite de l'approche en termes de « circuits courts » consiste, d'une part à limiter *a priori* le nombre d'intermédiaires à zéro ou un, sans s'interroger sur la qualité et le statut de l'intermédiaire, et, d'autre part, à envisager ces circuits uniquement selon le nombre d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs, sans prendre en compte l'ensemble des acteurs impliqués. Ainsi, limiter le nombre d'intermédiaires élimine de fait des circuits qui, malgré un nombre d'intermédiaires supérieur à un, relèvent de circuits alimentaires « locaux » pouvant être bénéfiques, en termes de développement territorial, de lien entre villes et campagnes, de soutien aux exploitations locales, d'emplois, d'écologisation de la production et de la distribution et de l'alimentation, de qualité des produits, de développement d'une économie sociale et solidaire etc., avantages souvent attribués aux « circuits courts »²⁷⁰. C'est le cas, par exemple, des filières laitières locales dans les Alpes du Nord en particulier, mais aussi dans de nombreuses autres régions du monde des pays du Sud (Encadré 19).

²⁶⁹ Nous reviendrons sur le lien entre « circuits alimentaires de proximité » et « territoire » dans le chapitre 3.

²⁷⁰ Ces débats sur les intermédiaires et sur la définition des « circuits courts » ont été importants en 2010 dans les groupes de travail au sein du Réseau Rural Français, en particulier lorsque le projet d'une charte sur les « circuits courts » a été soumis à ces groupes. Nous avons participé à ces débats au titre de la Fédération des parcs naturels régionaux. Dans la mesure où l'on attribuait aux « circuits courts » des avantages en termes de développement territorial, de maintien et de préservation d'une agriculture « multifonctionnelle », d'emplois, de qualité des produits, de solidarité etc., nous avons souligné l'aspect restrictif d'une définition limitant *a priori* les « circuits courts » à un intermédiaire maximum, sans s'interroger sur la nature, la qualité et le rôle de ces intermédiaires.

Encadré 19 - Des circuits alimentaires "locaux" mais pas toujours "courts", ou quand le rôle des intermédiaires locaux est clé : le cas des filières laitières locales

Selon la définition classique du « circuit court », la transformation et la commercialisation de produits laitiers *via* des coopératives ou des entreprises artisanales est considérée comme un circuit long. Or, en France par exemple, même si les coopératives agricoles connaissent une tendance générale à la concentration, aux fusions et rachats, à la filialisation, à l'intégration verticale et à l'internationalisation en réponse à la mondialisation des marchés [Filippi *et al.*, 2008], dans certains territoires, au contraire, les coopératives demeurent ancrées dans le local et jouent un rôle de proximité important pour le territoire, les paysans et les filières. C'est le cas dans les territoires de montagne, où le maintien et la valorisation de l'élevage laitier est un enjeu économique, social, environnemental et territorial. Dans les Alpes du Nord en particulier, les coopératives laitières sont, pour la plupart²⁷¹ de relative petite taille par rapport à d'autres bassins laitiers, et nombreuses²⁷² sur les territoires. Elles entretiennent de multiples relations de proximité avec leurs adhérents, mais également entre elles, voire souvent avec les collectivités territoriales, qui les soutiennent dans une perspective de développement local, contribuant ainsi largement au maintien des élevages laitiers et, plus généralement, d'un tissu économique vivant dans ces bassins laitiers de montagne où la collecte du lait s'avère bien plus coûteuse qu'en plaine [Alavoine-Mornas & Madelrieux, 2015]. Ces coopératives laitières montagnardes, même si certaines ont des stratégies hybrides entre local et global [Corniaux *et al.*, 2014a] dans la mesure où elles commercialisent certains produits au niveau national, voire international (en particulier les produits sous signe de qualité), sont au cœur de circuits alimentaires locaux. Elles s'approvisionnent localement auprès des éleveurs et distribuent une grande partie des produits qu'elles transforment dans leurs magasins de vente directe, disséminés sur tout le territoire, en milieu rural comme en milieu urbain. Outre les coopératives, d'autres intermédiaires locaux jouent un rôle non négligeable en matière de développement territorial, de lien entre villes et campagnes, de valorisation de la diversité des produits et des filières, et de maintien des exploitations, en particulier des exploitations fermières. Il s'agit des crémiers locaux, qui entretiennent souvent des relations de confiance avec les producteurs fermiers et/ou les coopératives d'un côté, et les consommateurs de l'autre [Delfosse, 2013]. Ainsi, les crémiers, certains étant également affineurs, peuvent représenter des débouchés importants pour les producteurs fermiers, notamment lorsque ces derniers ne font pas de vente directe, ne produisent pas suffisamment pour approvisionner les grandes surfaces, ou n'ont pas l'espace ou les équipements nécessaire pour affiner leurs fromages. Certains crémiers vont parfois jusqu'à se porter garants auprès des banques pour conforter l'installation de producteurs fermiers. Du côté des consommateurs, le crémier assure à ceux-ci une « *traçabilité verbale* » du fait de sa connaissance des produits, des producteurs et des coopératives de transformation, qui lui confère un rôle de médiateur entre campagne et ville... mais aussi entre campagne et campagnes. Les crémiers sont en effet très présents sur les marchés de bourgs ruraux, et vont même au-devant des consommateurs les moins mobiles ou les plus éloignés, *via* la vente en tournée, activité qui s'est maintenue et développée en montagne à mesure que disparaissaient les épiceries rurales.

Au-delà des filières laitières locales montagnardes en France, il existe de nombreuses autres régions du monde où il subsiste ou se développent une part importante de petites structures de collecte et de transformation laitière artisanale avec commercialisation locale directe ou indirecte. Dans les pays du Sud, on voit ainsi émerger ces petites structures, souvent appuyées par des projets de développement, depuis les années 1990. C'est le cas par exemple des « mini-laiteries » en Afrique de l'Ouest [Corniaux *et*

²⁷¹ Même si de grands groupes coopératifs sont également présents, comme le groupe coopératif Sodiaal.

²⁷² Par exemple, la Fédération des Coopératives Laitières de Savoie et Haute-Savoie regroupe une soixantaine de coopératives disséminées sur les deux départements.

al., 2014b ; Duteurtre, 2007], ou encore des petites fromageries rurales dans la sierra andine [Aubron *et al.*, 2013 ; Aubron & Moity-Maizi, 2007]. Ces petites structures artisanales, qui sont plus ou moins formelles et de nature privée, associative, ou familiale, permettent le développement d'un tissu économique local, de créer des emplois, d'améliorer la sécurité alimentaire des populations en produits laitiers diversifiés, et de garantir des revenus réguliers aux petits producteurs, permettant ainsi le maintien de l'activité paysanne. Elles permettent en outre aux paysans un certain pouvoir de contrôle sur ces circuits artisanaux locaux, contrairement aux filières laitières industrielles où les asymétries de pouvoir sont importantes. Toutefois, si certaines initiatives paysannes en matière d'organisation locale de la filière laitière réussissent dans certains territoires, ailleurs, elles sont annihilées par l'agro-industrie lorsque celle-ci occupe une position dominante sur le territoire, ou elles ne survivent pas à l'échec de la conception de certains projets de développement [Vaillant, 2013].

A travers cet exemple, nous discutons l'acceptation souvent sous-entendue dans la définition des « circuits courts », à savoir que les intermédiaires sont forcément « mauvais » et que diminuer, voire souvent supprimer les intermédiaires est *a priori* favorable aux paysans, à la société et au territoire. Que ce soit dans une perspective de « resocialisation » et de « respatialisation » de l'agriculture et de l'alimentation – une caractéristique-clé des circuits courts [Marsden *et al.*, 2000] –, ou dans une perspective de reconnexion entre agriculture, alimentation et environnement [Lamine, 2015], ou dans une perspective de développement territorial [Renting *et al.*, 2003 ; Traversac, 2010], ou, pour ce qui nous intéresse pour notre recherche, dans une perspective de valorisation de l'agriculture paysanne et de reconnaissance des paysanneries, ce n'est pas tant la quantité d'intermédiaires entre producteurs et consommateurs qui importe, mais bien la nature, la qualité et la diversité des interactions socio-spatiales qui sont construites, avec ces intermédiaires (Encadré 19 et Encadré 20), et plus généralement entre les divers acteurs impliqués dans les circuits considérés.

Encadré 20 - La question des intermédiaires dans les circuits alimentaires de proximité : une question complexe à envisager sous l'angle de la nature et de la qualité des relations

Selon la définition classique des circuits « courts », limiter le nombre d'intermédiaires à zéro ou à un au maximum est le moyen d'assurer plus de proximité entre producteurs et consommateurs et est *a priori* favorable aux producteurs, aux consommateurs et au territoire. Or la question de la place et du rôle des intermédiaires dans les circuits alimentaires de proximité est plus complexe qu'une simple question de nombre. Alors que certains circuits alimentaires de proximité peuvent se révéler intéressants pour les paysans, pour les consommateurs et pour le territoire, malgré un nombre d'intermédiaires supérieur à un (Encadré 19), à l'inverse, la présence d'un seul intermédiaire n'est pas forcément une garantie favorable. Par exemple, lorsqu'une grande surface achète directement sa production à un producteur – la grande surface étant l'unique intermédiaire entre le producteur et le consommateur –, est-ce pour autant bénéfique au producteur qui peut se retrouver sans pouvoir de négociation sur les prix, les quantités, les conditions de livraison, les exigences sanitaires etc. ? Toutefois, même si, pour les promoteurs des circuits « courts » et de la relocalisation de l'agriculture et de l'alimentation, la grande distribution incarne, en tant que principal débouché final, la globalisation des filières agroalimentaires et tout ce que le « global » peut avoir de « mauvais » dans la dichotomie « global vs local » [Dubuisson-Quellier & Le Velly, 2008 ; Hinrichs, 2003], la « mauvaise » qualité de l'intermédiaire qu'est la grande distribution est à relativiser en fonction des contextes et des échelles. Par exemple, il n'y a certainement pas la même

situation d'asymétrie de pouvoir entre producteur et grande surface selon qu'il s'agit d'un producteur qui fournit un hypermarché distant auquel il est lié par contrat, ou bien un producteur qui fournit un petit supermarché local avec lequel se sont activées et construites des relations de proximité et de confiance.

Prenons un autre exemple, dans les Andes. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les visions du commerce alternatif (commerce équitable et circuits courts) soulignent systématiquement le rôle néfaste des intermédiaires. Or, si les marchés urbains traditionnels sont souvent contrôlés exclusivement par des commerçants, face auxquels les paysans ont un très faible pouvoir de négociation, et dont ils subissent parfois des violences verbales, voire physiques (chapitre 1), cette situation est à relativiser au moins pour le cas des commerçants opérant en milieu rural, qu'il s'agisse de ceux auxquels les paysans vendent leurs produits sur les marchés ruraux hebdomadaires ou bien ceux qui se fournissent directement auprès des paysans sur la ferme. En effet, les paysans nouent, avec ces commerçants, des relations complexes fondées sur la réciprocité, et parfois même l'amitié, qui, même si elles ne sont pas toujours dénuées de clientélisme et d'asymétrie, leur sont favorables d'un point de vue socio-économique (octroi de prêts, paiements anticipés, transport pour eux de divers biens en provenance de la ville etc.) [Cicero, 2003].

Par ailleurs, il n'est pas toujours aisé de différencier les « intermédiaires » des « paysans ». Par exemple, sur les marchés urbains traditionnels, en France ou dans les Andes, certains paysans commercialisent non seulement leur propre production, mais parfois d'autres produits destinés à compléter leur gamme. Comment et pourquoi les ranger dans une catégorie plutôt qu'une autre ? Et surtout, est-ce la vraie question et celle-ci ne porte-t-elle pas plutôt sur la traçabilité des produits et la transparence auprès des consommateurs, ainsi que sur les motifs et les conditions de cette intermédiation, pour les acteurs et pour le territoire ?²⁷³ Enfin, la limitation des circuits « courts » à « un intermédiaire maximum » ne dit rien sur la nature et le statut de l'intermédiaire, alors que cela pose des questions en termes de gouvernance alimentaire territoriale et d'organisation du circuit en question²⁷⁴. Il existe ainsi une grande variété d'intermédiaires pouvant intervenir entre la ferme et le lieu où le consommateur achète son produit. Il peut s'agir d'intermédiaires commerciaux, tel que le crémier ([Encadré 19](#)) ou la grande surface ([Encadré 20](#)). Il peut aussi s'agir d'intermédiaires qui transforment le produit avant de le commercialiser, ceux-ci pouvant être privés, associatifs, ou issus d'une organisation de producteurs, à l'instar des coopératives laitières ([Encadré 19](#)). En outre, même lorsque les producteurs commercialisent directement leurs produits auprès des consommateurs, ils peuvent faire appel à des intermédiaires prestataires (abattoirs et ateliers de découpe, presses,

²⁷³ À ce titre, il est intéressant de mentionner l'expérience du marché de Grabels, une petite commune située à 10 km au nord de Montpellier. Depuis 2008, des élus de la commune ont impulsé la mise en place d'un marché réservé à des exposants en circuits courts. Afin de favoriser la transparence sur l'origine des produits, ils ont mis en place un système d'étiquetage permettant de différencier ceux provenant directement des producteurs présents sur le marché, ceux achetés à un producteur de la région que l'exposant (producteur, artisan ou commerçant) connaît et dont il se porte garant, et ceux d'origine plus lointaine. Un système de contrôle participatif a été mis en place, associant des représentants des exposants, des consommateurs et de la collectivité [Chiffolleau *et al.*, 2013].

²⁷⁴ Par exemple, en France, la disparition des abattoirs de proximité, notamment des petits abattoirs multi-espèces municipaux, et la tendance à la concentration des abattoirs privés menace les productions de viande pour les filières locales. Ainsi, selon une enquête menée par les chambres d'agriculture [Froux, 2011], les producteurs en circuits courts connaissent des difficultés d'abattage dans plus de la moitié des départements, ce qui menace la pérennité des exploitations et des circuits locaux. Ces difficultés sont liées dans la grande majorité des cas à la distance les séparant de l'abattoir le plus proche, mais aussi à des abattoirs déjà saturés en volume, à un accès limité pour les producteurs en vente directe, l'absence d'atelier de découpe, et aux surtaxes pratiquées par les abattoirs privés.

moulins etc.), de type privé, associatif, issus d'une organisation de producteurs (cas, par exemple, des ateliers de transformation collectifs [Mundler & Valorge, 2015]), ou public (cas des abattoirs municipaux).

Pour conclure, la définition classique des « circuits courts » ignore la complexité de la question des intermédiaires. Plus encore, nous l'avons vu, les « circuits courts », ce ne sont pas seulement des producteurs, des consommateurs et des intermédiaires – *a fortiori* un seul au maximum – mais ce sont également d'autres acteurs privés et publics (locaux, mais aussi extra-locaux), qui s'engagent dans, et interagissent au sein de ces circuits, pour des motifs et selon des modalités très diverses. Ils participent ainsi à l'émergence, l'organisation et le développement de ces circuits alimentaires. Aussi, pour comprendre ces circuits alimentaires, tant dans une perspective de recherche, que dans une perspective de développement et de transformation sociale, il est nécessaire de ne pas les considérer simplement comme des échanges marchands de produits alimentaires, et de ne pas réduire leur fonctionnement uniquement aux étapes ou aux acteurs à travers lesquels passent les produits. Comme le souligne le groupe de travail consacré aux circuits courts du Le Labo de l'ESS [2015, p. 8] « *cela va bien au-delà d'un objectif de réduction des intermédiaires, [...] l'ensemble des acteurs de la chaîne de l'échange [étant] intégré dans la recherche d'une rationalité élargie et d'une convivialité accrue* »²⁷⁵. Ainsi, ces circuits alimentaires sont des ensembles d'acteurs et d'espaces, qui émergent et se structurent en réponse à des enjeux de natures très diverses. Ils s'inscrivent ainsi dans de nouvelles dynamiques socio-spatiales de coopération, entre des paysans et de multiples autres acteurs, autour de la relocalisation et de la resocialisation des échanges alimentaires, en réponse aux effets économiques, sociaux et écologiques néfastes de la globalisation des filières agroalimentaires.

2.2.3.3. *La notion de « circuits alimentaires de proximité multi-acteurs » : cadre de définition et d'analyse des initiatives de relocalisation et de resocialisation des échanges alimentaires*

En conclusion de tout ce qui précède, nous faisons le choix d'appréhender les « circuits courts », non pas par une définition et une délimitation *a priori*, mais par la nature des relations de proximité, mobilisées et construites par les acteurs autour des produits alimentaires. Nous parlerons donc de circuits alimentaires de proximité, dans la mesure où la proximité, qu'elle soit de nature géographique ou de nature socio-économique, est une caractéristique-clé de ces circuits [Kebir & Torre, 2013 ; Marsden *et al.*, 2000 ; Praly *et al.*, 2009 ; Prigent-Simonin & Hérault-Fournier, 2012]. La notion de proximité, popularisée depuis les années 1990 par plusieurs collectifs de chercheurs²⁷⁶ présente en effet la caractéristique intéressante de présenter la même ambivalence que les circuits « courts ». Elle peut en effet être de nature spatiale, c'est-à-dire que l'on peut être proche dans l'espace géographique, et elle peut être de

²⁷⁵ Le Labo de l'économie sociale et solidaire est un Think Tank destiné à faire reconnaître l'économie sociale et solidaire. Un groupe de travail sur les circuits courts composé d'une diversité d'acteurs (associations, collectivités, chercheurs, réseaux coopératifs (SCOP et SCIC) etc.) s'est constitué en 2012.

²⁷⁶ Pour un historique détaillé de la notion de « proximité », nous renvoyons le lecteur au numéro spécial de la Revue d'Économie Régionale et Urbaine publié en 1993 intitulé « *Économie des proximités* » (RERU 1993) ainsi qu'au numéro de cette même revue publié 15 ans plus tard et intitulé « *La proximité, 15 ans déjà !* » (RERU 2008). Plus récemment encore Torre & Wallet (2014) ont réalisé une synthèse historique et théorique de l'approche par les proximités.

nature non spatiale, c'est-à-dire que l'on peut également être proche dans l'espace social [Torre, 2012]. Toutefois, la notion de « proximité » présente plusieurs différences avec la notion de circuits « courts », ce qui la rend intéressante à la fois pour nommer, mais aussi pour analyser (chapitre 3) ces circuits alimentaires fondés sur la relocalisation de la production et des échanges alimentaires, et sur la coopération entre des paysans et une diversité d'autres acteurs des territoires.

La première différence, c'est que là où la notion de « circuits court » prévoit des limites *a priori* (distance, nombre d'intermédiaires), la notion de proximité, au contraire, ne le fait pas. En premier lieu, alors que nous avons vu que la notion de « circuits courts » oublie la géographie, la dimension géographique de la proximité, qui renvoie à l'idée de « local », va au-delà de la simple distance métrique. En effet, c'est une notion relative qui dépend à la fois des caractéristiques morphologiques de l'espace, des pratiques et des représentations des acteurs, ainsi que des actions publiques mises en œuvre (notamment en termes d'infrastructures, d'équipements, d'accessibilité etc.) [Zimmermann, 2008]. En d'autres termes, la proximité géographique renvoie à une interprétation non uniquement physique, mais aussi sociale du local [Hérault-Fournier *et al.*, 2012a]. En second lieu, là où nous avons vu que la notion de « circuit court » peut conduire à ignorer la diversité des acteurs impliqués, et des relations qu'ils entretiennent, la dimension non spatiale de la proximité – appelée proximité « organisée » ou proximité « socio-économique » [Bouba-Olga & Grossetti, 2008]²⁷⁷ – résulte du lien social. En d'autres termes, elle correspond aux différentes façons d'être proche des autres acteurs, indépendamment du degré de proximité géographique. On peut ainsi être proche si on appartient à un même réseau social, mais aussi si l'on partage un espace de références communes (culture, représentations, règles, valeurs, normes, conventions etc.) [Rallet, 2002]. La proximité, dans ses deux dimensions, géographique et socio-économique, permet ainsi de prendre en compte la diversité des acteurs, ainsi que des lieux et des espaces, impliqués dans le circuit alimentaire considéré, et surtout de l'ensemble des relations qui les unissent et la nature de ce qui conduit les acteurs à interagir.

La seconde différence, c'est que là où les « circuits courts » sont une notion positive *a priori* – dans le sens où réduire la distance entre producteurs et consommateurs et supprimer les intermédiaires est *a priori* favorable aux producteurs, aux consommateurs et au territoire –, la proximité, tant dans sa dimension géographique que socio-économique est neutre par essence. Elle peut en effet être recherchée ou subie, et ce sont les perceptions et les actions des acteurs qui lui donnent une dimension plus ou moins positive ou négative ainsi qu'une certaine utilité [Kebir & Torre, 2013]. En outre, alors que la définition classique des « circuits courts » conduit à les envisager de manière figée, dans l'espace géographique, dans l'espace social, mais aussi dans le temps, envisager ces circuits alimentaires en termes de proximités permet de les appréhender de manière dynamique. En effet, la proximité, qu'elle soit géographique ou socio-économique, est un potentiel [Torre, 2010] susceptible d'être activé et mobilisé par les acteurs pour interagir, et ainsi produire ainsi des coopérations, mais aussi des conflits. Dans le cas qui nous intéresse notamment, les proximités géographiques et organisées peuvent être mobilisées et combinées

²⁷⁷ Les différents chercheurs s'accordent sur la nécessité de dissocier clairement la dimension spatiale de la proximité de ses autres dimensions, ainsi que sur ce que recouvre la notion de proximité « géographique ». En revanche, la dimension non spatiale de la proximité est nommée et déclinée différemment selon les chercheurs (voir chapitre 3).

de façon variées par les acteurs, pour co-construire ces configurations particulières d'action collective que sont les circuits alimentaires de proximité. En outre, la proximité est également un effet induit de l'encastrement des relations économiques dans les réseaux sociaux et institutionnels [Rallet, 2002]. Ainsi, les circuits alimentaires de proximité peuvent, à leur tour produire de nouvelles formes de proximité, au fil des apprentissages et en s'appuyant sur les échanges, le partage de connaissances et de croyances, les ressources de médiation etc. [Hérault-Fournier *et al.*, 2012a].

Finalement, parler de « circuits alimentaires de proximité » plutôt que de « circuits courts » permet de leur donner plus d'épaisseur, en en appréhendant toute la complexité et la diversité, et de les envisager comme inscrits dans des dynamiques socio-spatiales de coopération²⁷⁸ multi-acteurs, ayant pour objet la relocalisation et la resocialisation des échanges alimentaires. La notion de « circuit alimentaire de proximité » permet ainsi d'aller au-delà des définitions bornées et figées des « circuits courts », et de nommer et englober une plus grande diversité d'initiatives que les seuls « circuits courts » au sens strict. Ainsi, notre objet recouvre également d'autres modalités de relocalisation des circuits alimentaires qui, malgré un nombre d'intermédiaires pouvant être supérieur à un, et malgré des distances variables entre production et consommation selon les contextes, recherchent, revendiquent, permettent ou valorisent le rapprochement, tant dans l'espace géographique que dans l'espace social, entre producteurs et consommateurs et plus généralement entre acteurs impliqués dans ces circuits alimentaires. Nous rejoignons ainsi Praly *et al.* [2009], pour qui avoir une approche en termes de « circuits alimentaires de proximité » suppose ne pas en avoir de définition préétablie, puisque c'est justement l'analyse de chaque type d'initiative qui permet d'en délimiter les contours.

CONCLUSION - LES FORMES NOUVELLES ET MULTI-ACTEURS DE CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ : DÉLIMITATION DE NOTRE OBJET ET ENJEUX POUR LES PAYSANNERIES ANDINES

Les CIALP : multi-acteurs, multiformes et fondés sur des proximités géographiques et socio-économiques

De nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité émergent ou se renouvellent, au Nord comme au Sud. Dans les Andes en particulier, elles émergent dans des contextes sociopolitiques qui connaissent des changements récents en faveur des paysanneries et sont distinctes des formes traditionnelles de commercialisation de proximité. Ces nouveaux circuits alimentaires de proximité ont en effet la particularité de prendre des formes multi-acteurs, dans lesquelles des paysans et divers autres acteurs (consommateurs, intermédiaires, ONG, acteurs publics locaux et nationaux, organisations de la société civile etc.), d'origine rurale et d'origine urbaine, se regroupent autour de projets de relocalisation de la production et des échanges alimentaires et de reconnexion entre agriculture et alimentation et, souvent, environnement. Ces circuits alimentaires de proximité ont également une autre particularité, qui est celle de prendre des formes très diverses, en fonction du nombre, du type, du rôle et des trajectoires d'engagements des acteurs partie-prenantes, des espaces mobilisés, du degré et du type

²⁷⁸ Ce qui n'exclut pas l'existence de conflits au cours des trajectoires de ces circuits alimentaires.

d'intermédiation, des contextes et des trajectoires d'émergence et de développement, du projet porté, du degré d'institutionnalisation, du mode d'organisation etc. Enfin, comme nous le soulignons volontairement à travers la manière dont nous les nommons, ces circuits alimentaires de proximité se caractérisent par la nature nouvelle des relations de proximité géographique et socio-économique mobilisées et construites par les acteurs autour de la production et de l'échange DE produits alimentaires. Le **Tableau 6** présente la délimitation de notre objet. Nous sommes partie pour cela des typologies classiques des « circuits courts », que nous avons réorganisées afin de visualiser les types de circuits alimentaires qui rentrent dans notre champ de recherche et de les distinguer des autres.

Tableau 6 - Définition et diversité des circuits alimentaires de proximité multi-acteurs et comparaison avec les circuits courts et les circuits de proximité

		Proximité géographique			
		Faible		Forte (=circuits alimentaires de proximité)	
		Formes individuelles	Formes collectives	Formes individuelles	Formes collectives/ multi-acteurs <i>(proximité socio-économique importante)</i>
Nombre d'intermédiaires	0 intermédiaire	Vente directe individuelle ou collective par Internet ou par correspondance		Vente directe individuelle à la ferme, sur les marchés municipaux, les foires etc.	AMAP et systèmes de paniers Marchés paysans associatifs Points de vente collectifs
	1 intermédiaire	Vente individuelle ou collective à un restaurateur, à un détaillant etc. non local		Vente individuelle ou collective à un restaurateur, à un artisan à un détaillant etc. local	Vente à un intermédiaire associatif/coopératif local
	1 intermédiaire ou plus <i>(avec proximité socio-économique importante)</i>		Commerce équitable		Approvisionnement local des cantines scolaires Circuits de proximité avec un ou plusieurs intermédiaires (associatifs, coopératifs, privés-artisanaux) logistiques (transformation) et/ou commerciaux locaux

Réalisation : Claire Heinish

— Circuits courts alimentaires

— Nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs (CIALP)

Remarque : on peut croiser cette typologie avec celle des systèmes de production et d'échanges de produits locaux de l'Encadré 15. Les différents types de circuits alimentaires de proximité peuvent relever soit de la « *close typicity* », soit du « *direct produce* », et soit de la « *localist food* » ou de la « *local food* ». Par exemple, les AMAP relèvent essentiellement de la « *localist food* » et du « *direct produce* ». La vente directe individuelle relève plus de la « *local food* », et ? en fonction des produits vendus, peut relever ? soit du « *direct produce* » s'il s'agit de produits dits « banals », soit de la « *close typicity* » s'il s'agit de produits dits « de terroir ».

L'émergence de nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes : un enjeu de reconnaissance pour les paysanneries

Les nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs s'inscrivent dans de nouvelles dynamiques de coopération et d'action collective de proximité géographique et socio-économique, entre des paysans et une diversité d'autres acteurs des territoires, autour d'enjeux multiples liés à l'agriculture et à l'alimentation. Dans les Andes en particulier, ces initiatives émergent par ailleurs dans un contexte de réflexion, de revendication et de mise à l'agenda politique de la souveraineté alimentaire, de l'économie solidaire, de l'agroécologie et de l'agriculture paysanne. Ainsi, ces circuits alimentaires de proximité, qui rapprochent le monde rural et le monde urbain, sont porteurs d'enjeux forts pour des paysanneries historiquement marginalisées. En effet, cette marginalisation s'exprime justement dans une polarité socio-spatiale globale, entre le rural et l'urbain, autrement dit dans une distance géographique, socio-économique et culturelle entre le monde urbain et le monde rural, ces deux espaces géographiques et sociaux étant toutefois en forte interaction, mais dans des rapports qui demeurent fondamentalement inégalitaires (chapitre 1). Aussi, si les circuits alimentaires de proximité, à travers l'activation et la construction de relations de proximité géographiques et socio-économiques, entre des paysans et une diversité d'autres acteurs urbains et ruraux, contribuent à réduire ces distances et à inventer de nouvelles formes de relations entre villes et campagnes, on peut alors s'interroger sur leur contribution à des changements en faveur des paysanneries, qui consisteraient en une recomposition de leur rôle et de leur place au sein des marchés, des territoires et des sociétés andines.

Analyser si, et comment, les nouveaux circuits alimentaires de proximité contribuent à la requalification positive des paysanneries andines dans les espaces géographiques et sociaux andins, suppose d'articuler deux démarches parallèles. La première, objet de la première partie de cette thèse, a consisté à analyser le contexte global d'émergence de ces circuits alimentaires de proximité. Pour cela, nous avons réalisé une étude bibliographique approfondie, alimentée et complétée par nos observations et entretiens sur le terrain, d'une part de l'évolution du rôle et de la place (géographique et socio-économique) des paysanneries dans l'histoire des sociétés andines (chapitre 1), et d'autre part du contexte global (national, andin, mais aussi international) récent dans lequel émergent ces nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs (chapitre 2). La deuxième démarche consiste à étudier finement les processus d'émergence et de structuration de ces circuits alimentaires de proximité dans leur contexte spécifique local. Cette analyse des circuits alimentaires de proximité à l'épreuve du terrain est l'objet de la seconde partie de cette thèse.

**PARTIE II – Paysanneries et nouveaux
circuits alimentaires de proximité
multi-acteurs dans leurs territoires :
la reconnaissance des paysanneries
andines à l'épreuve du terrain**

Dans la première partie de cette thèse, nous avons resitué et mis en parallèle les problématiques des paysanneries andines et l'émergence de formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité, dans leur contexte global. Dans le premier chapitre, nous avons analysé l'évolution du rôle et de la place des paysanneries dans l'histoire des sociétés andines. Nous avons montré en quoi les paysanneries andines ont été l'objet de processus récurrents de marginalisation, s'exprimant dans un faisceau de polarités socio-spatiales rassemblées dans une polarité englobante urbain-rural, et ont réagi à ces processus en faisant preuve de résilience et de dynamisme à différentes échelles, seules ou en s'alliant entre elles et avec des alliés ruraux historiques. Dans le second chapitre, nous avons analysé les changements sociopolitiques inédits que connaissent les Andes depuis le début du XXI^e siècle, et dont les paysanneries, alliées à divers acteurs de la société civile, ont été actrices, à travers la construction et la défense d'un projet de transformation sociale qu'est la souveraineté alimentaire et au sein duquel les paysanneries occupent un rôle et une place centraux. En parallèle et en interaction avec ce nouveau contexte global de mise à l'agenda sociopolitique de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie et de l'économie solidaire, nous avons constaté, dans les Andes comme ailleurs dans le monde, l'émergence et le développement de formes multiples et diverses de nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs. Ces nouvelles dynamiques de coopération et d'action collective de proximité, entre des paysans et une diversité d'autres acteurs des territoires, autour d'enjeux multiples liés à l'agriculture et à l'alimentation, qui rapprochent géographiquement, économiquement, et socialement, les villes et les campagnes, interrogent sur les processus concrets de requalification positive du rôle et de la place des paysanneries andines. Ainsi, l'objectif de la seconde partie de cette thèse est d'étudier finement les processus d'émergence et de structuration des nouveaux circuits alimentaires de proximité, dans leur contexte spécifique local, afin d'étudier si et comment ces derniers contribuent à la reconnaissance des paysanneries andines. Sur la base de plusieurs études de cas et de l'analyse approfondie des trajectoires de divers types de dispositifs de circuits alimentaires de proximité, sélectionnés dans trois territoires andins, nous montrons en quoi les formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires andins constituent des laboratoires de reconnaissance des paysanneries.

La seconde partie de cette thèse se structure comme suit. Dans le chapitre 3, nous exposons la démarche que nous avons adoptée pour analyser, dans leurs contextes spécifiques, l'émergence, le développement et le « sens » des nouveaux circuits alimentaires de proximité andins pour les paysanneries andines. Dans le chapitre 4, dans lequel nous avons adopté une écriture monographique, nous présentons de manière fine et détaillée l'analyse du terrain équatorien. Enfin, dans le chapitre 5, après avoir présenté plus succinctement le terrain péruvien et le terrain bolivien, nous dégagons des éléments transversaux quant à la contribution des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs à la reconnaissance des paysanneries.

CHAPITRE 3 – ANALYSER L'ÉMERGENCE DES CIALP DANS LEURS TERRITOIRES ET LES CHANGEMENTS QU'ILS INDUISENT POUR LES PAYSANNERIES : CONCEPTS, CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODES

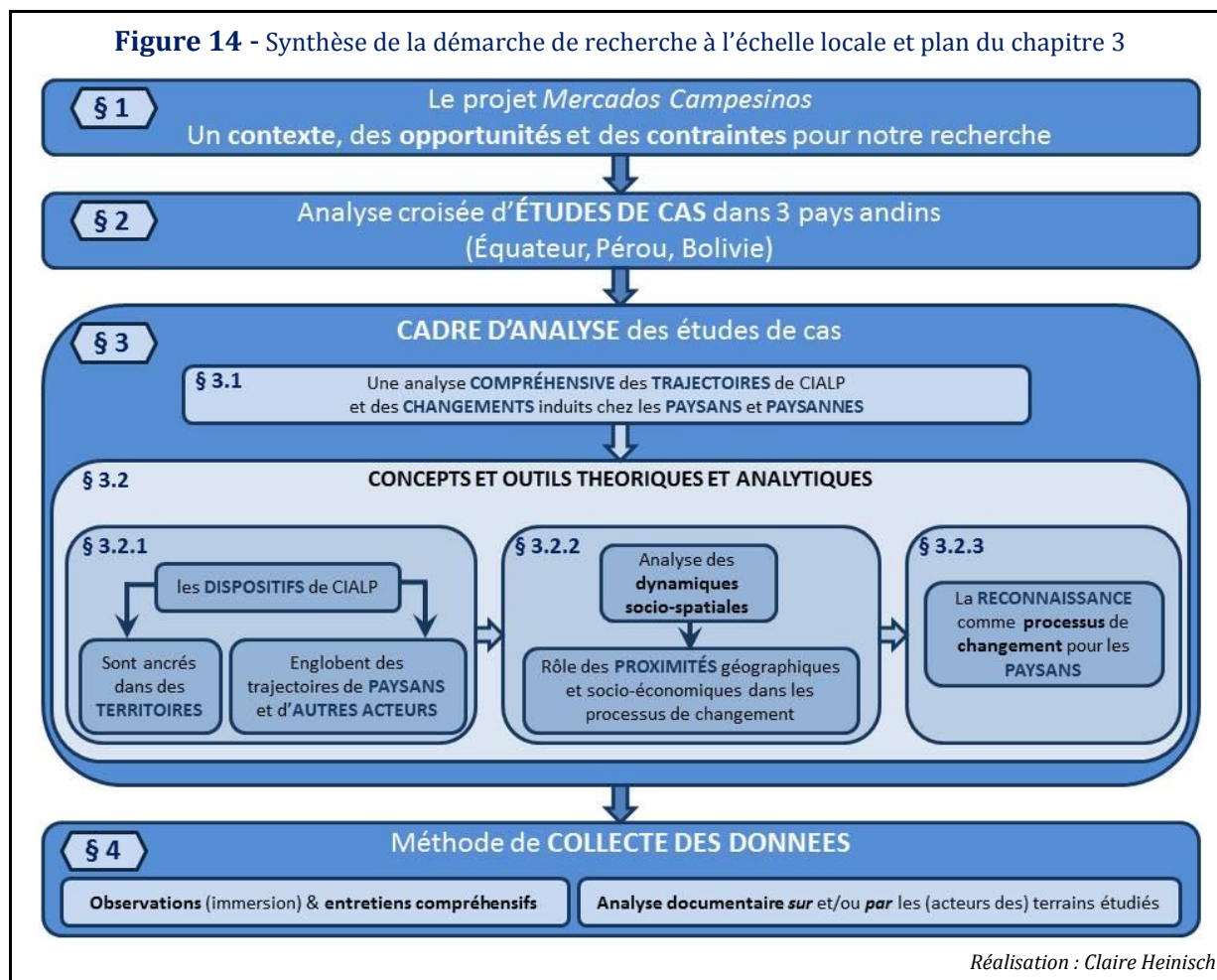
Ce chapitre a pour objectif de présenter et justifier la démarche d'analyse, au niveau local, de l'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité, dans leurs contextes spécifiques. Cette démarche a été construite selon une approche inductive dont l'objectif était de comprendre les processus et le sens de cette émergence pour un groupe social particulier que sont les paysans. Rappelons que la « reconnaissance », terme choisi pour nommer les processus de requalification positive du rôle et de la place des paysanneries, n'apparaissait pas dans la question initiale sur la base de laquelle nous avons construit notre démarche de collecte et d'analyse primaire de données sur le terrain. Elle a été une hypothèse construite progressivement en interaction avec l'analyse historique et géographique de l'environnement global d'une part (partie I), et nos terrains d'autre part (partie II). Tout comme l'analyse de l'environnement global, la démarche de recherche sur le terrain, a été guidée par nos deux questions de recherche :

« Quels sont les processus d'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs (CIALP) dans les Andes ? »

« Quels changements ces CIALP induisent-ils pour les paysans, notamment dans leurs relations avec les marchés, la société et les territoires ? »

Ce chapitre s'organise comme suit (Figure 14). Dans une première section, nous présentons le contexte dans lequel a été effectué le travail de terrain, à savoir le projet de recherche-action *Mercados Campesinos*, vecteur d'opportunités et de contraintes pour notre recherche. Dans la deuxième section, nous présentons et justifions le choix méthodologique d'analyse comparative à partir d'études de cas, et détaillons la manière dont nous avons procédé pour choisir ces cas. Dans la troisième section, nous explicitons le cadre d'analyse des études de cas. Nous justifions notre démarche générale d'analyse compréhensive de trajectoires de CIALP, avant de détailler les concepts et outils théoriques et analytiques mobilisés pour les analyser, au regard de l'hypothèse d'une contribution des CIALP à la reconnaissance des paysanneries andines. Enfin, dans la dernière section, nous détaillons la méthodologie de collecte et d'analyse primaire des données.

Figure 14 - Synthèse de la démarche de recherche à l'échelle locale et plan du chapitre 3



1. LE CONTEXTE DE NOTRE TRAVAIL DE TERRAIN : LE PROJET *MERCADOS CAMPESINOS*

Avant la présentation de notre démarche de recherche de terrain en tant que telle, ce préliminaire, destiné à présenter le projet *Mercados Campesinos* s'avère nécessaire à deux niveaux. En premier lieu, ce projet a été vecteur d'opportunités et de contraintes pour la conduite de notre travail de recherche. Il a guidé un certain nombre de nos choix en matière d'études de cas, et a facilité notre accès au terrain. Par ailleurs, en tant que projet recherche, d'action et d'incidence politique, le projet *Mercados Campesinos* constitue également un contexte de développement et d'accompagnement d'initiatives de circuits alimentaires de proximité, et un élément de contexte à prendre en compte dans notre analyse.

1.1. *Un projet né à partir du projet CIALCO*

Le projet *Mercados Campesinos* résulte de liens anciens entre les partenaires du projet, en particulier en Équateur, d'où il est né à partir du projet CIALCO (chapitre 2). Le projet CIALCO, qui a constitué une étape-clé, en termes politiques, de recherche et de développement, a fait émerger chez les membres du groupe de travail national la volonté de poursuivre la production de connaissances, le développement d'initiatives, ainsi que l'incidence politique autour des circuits courts alternatifs de commercialisation, comme vecteurs d'appui aux agricultures familiales et paysannes. L'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), Agrocampus

Ouest, et des partenaires équatoriens, boliviens et péruviens ont ainsi répondu à un appel à proposition de la Commission Européenne en déposant le projet « *systèmes alternatifs de commercialisation associative pour la sécurité alimentaire des familles paysannes et la souveraineté alimentaire dans les territoires andins* », qui prendra le nom de *Mercados Campesinos* (2011-2014).

1.2. Objectifs, parties-prenantes et organisation

1.2.1. Un projet multi-partenarial de recherche-action et d'incidence politique

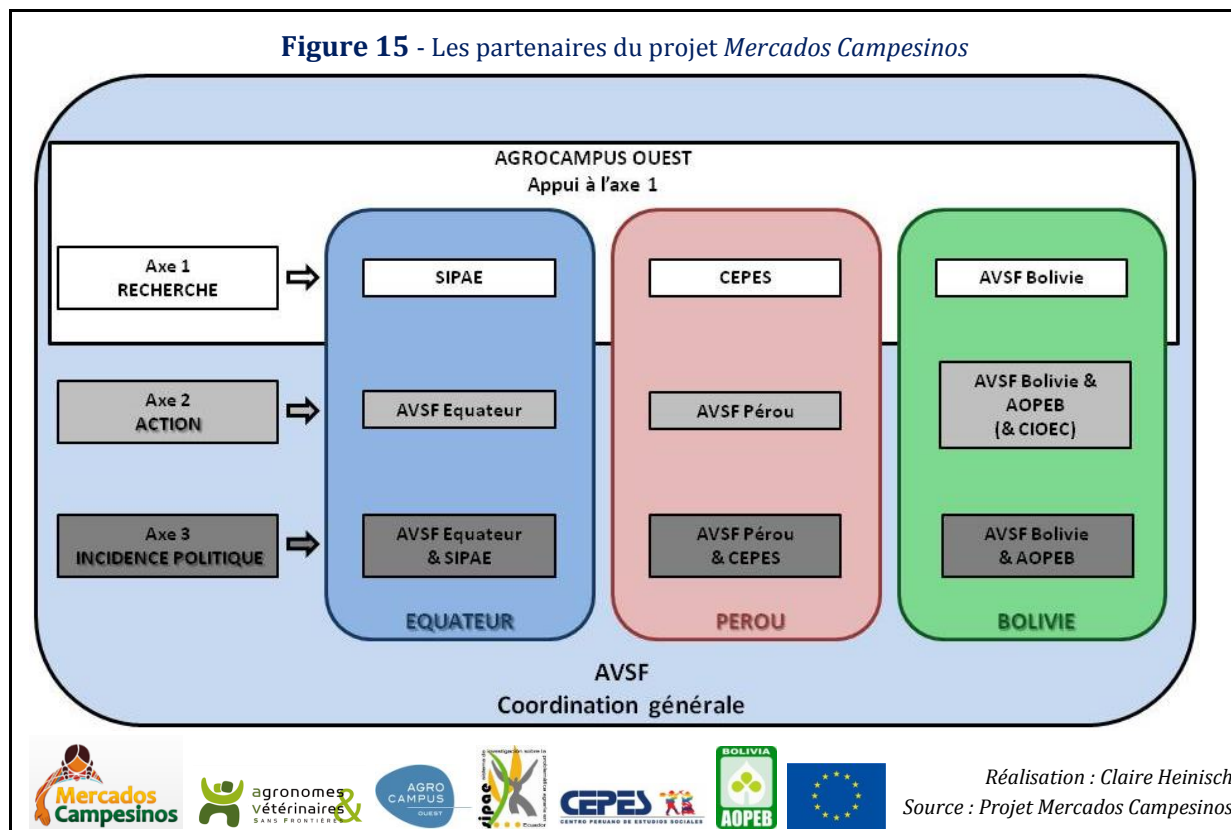
Le projet *Mercados Campesinos*, projet de recherche action en partenariat [Faure *et al.*, 2010], a pour objectif de contribuer à la souveraineté alimentaire dans les territoires marginaux de la cordillère des Andes, en générant des connaissances, des capacités et des politiques publiques, pour le développement de systèmes alternatifs de commercialisation paysanne associative de produits stratégiques identitaires et de qualité. Le projet s'articule autour de trois axes : un axe « recherche », un axe « action », et un axe « incidence politique » (Tableau 7).

Tableau 7 - Présentation générale du projet *Mercados Campesinos*

OBJECTIF GÉNÉRAL		
Contribuer à la souveraineté alimentaire dans les territoires marginaux de la cordillère des Andes		
OBJECTIF SPÉCIFIQUE		
Générer des connaissances, des capacités et des politiques publiques pour le développement de systèmes alternatifs de commercialisation paysanne associative de produits stratégiques identitaires et de qualité		
Axe 1 RECHERCHE	Axe 2 ACTION	Axe 3 INCIDENCE POLITIQUE
Recherche stratégique sur les systèmes de commercialisation paysans traditionnels, conventionnels et alternatifs et leur efficacité en termes de sécurité et souveraineté alimentaire et de développement territorial	Consolidation, <i>via</i> la formation, le conseil et l'appui aux organisations, d'initiatives de commercialisation paysannes alternatives, qui contribuent à la sécurité et à la souveraineté alimentaire et au développement des territoires marginaux	Diffusion et débat de l'information stratégique produite et élaboration de propositions de politiques publiques

La coordination générale du projet est assurée par AVSF et, du fait de l'origine géographique et historique du projet, est située dans les bureaux d'AVSF-Équateur à Quito. Agrocampus Ouest est en charge de l'appui à l'axe « recherche » du projet. En Équateur, le partenaire local d'AVSF est le SIPAE (Système de recherche sur la problématique agraire de l'Équateur), organisation de recherche, de formation, de développement et d'incidence politique créée en 2002 et dont AVSF est membre fondateur. Il s'agit d'une plateforme qui regroupe plusieurs organisations nationales et internationales de recherche et de développement autour d'un projet de développement agricole et rural alternatif et durable. Au Pérou AVSF est associé au CEPES (Centre Péruvien d'Études Sociales), une ONG d'études, de recherches et d'incidence politique, spécialisée dans le développement agricole et rural. Le CEPES et AVSF mènent des actions en commun au Pérou depuis les années 1990, en particulier dans la province de Huancavelica, dans la sierra centrale péruvienne. Enfin, en Bolivie, AVSF est associé à deux organisations nationales de producteurs : l'association nationale des organisations de producteurs écologiques (AOPEB) et la Coordination

d'intégration des organisations économiques paysannes, indigènes et originaires (CIOEC-Bolivie) (Figure 15).



Le projet *Mercados Campesinos* prévoyait également trois types de destinataires (Tableau 8).

Tableau 8 - Les destinataires du projet *Mercados Campesinos*

Axe	Destinataires	Fonction dans le projet
1	4 doctorants (dont la présente thèse) Étudiants universitaires Techniciens et paysans	Réalisation d'études financées par le projet dans le cadre d'une formation technique (étude ponctuelle) ou universitaire (mémoire)
2	Organisations paysannes locales (pour la plupart déjà destinataires d'autres projets menés par AVSF ou son partenaire local)	Destinataires d'appui financier, technique, organisationnel et de formations pour la création et la consolidation d'initiatives de commercialisation alternative
3	Organisations et réseaux nationaux de paysans et de la société civile (avec lesquels AVSF et/ou son partenaire local ont déjà des relations, voire en sont membres)	Participation, avec les partenaires du projet, à des espaces d'incidence politique pour promouvoir l'appui aux circuits alternatifs de commercialisation et à l'agriculture paysanne

Enfin, dans le cadre de l'axe 1, le projet prévoyait le financement de quinze missions d'expertise de chercheurs internationaux. La coordination générale de ces missions était assurée par Agrocampus Ouest, qui devait assurer le lien entre les demandes spécifiques des partenaires du projet, et l'identification de chercheurs susceptibles de répondre à ces demandes.

1.2.2. L'organisation du projet : territoires, modalités, filières

Dans chacun des pays, les partenaires ont défini des territoires d'intervention, des modalités de circuits courts alternatifs de commercialisation, ainsi que des filières présentant des enjeux importants et devant faire l'objet de recherches et de développement.

1.2.2.1. Préliminaire : quelques éléments de définition

Dans le cadre de la délimitation du périmètre du projet *Mercados Campesinos*, le terme de « territoire » d'intervention fait référence aux territoires administratifs correspondant à la première division administrative en-dessous de l'État (voir annexe 1). Au Pérou et en Bolivie, il s'agit de départements (qui se divisent en provinces), et en Équateur il s'agit de provinces (qui se divisent en cantons). Toutefois, lorsque l'on appréhende le territoire dans une perspective géographique et comme niveau d'analyse de notre objet, les territoires en tant que supports d'émergence d'initiatives de circuits alimentaires de proximité ne se limitent pas aux frontières administratives (chapitre 2 & § 3.2.2.1.1. du présent chapitre).

Le terme de « modalité » provient du projet CIALCO, et a été repris du vocabulaire employé initialement dans le projet français SALT (chapitre 1), puis par de nombreux acteurs des circuits courts en France. Une « modalité » correspond à une famille regroupant des circuits courts de même type – par exemple les marchés paysans, les systèmes de paniers etc. – et rassemble plusieurs « dispositifs », c'est-à-dire des initiatives précises de circuits courts [Maréchal, 2008]. Nous utilisons également, pour notre recherche, les termes de « modalité » et de « dispositif », dans la mesure où nous entrons également par les lieux (physiques ou institutionnels) où les produits changent de main, afin de « mieux comprendre ce qui s'y passe » [Maréchal, 2008]. Aussi, nous mobilisons également la notion de dispositif pour nommer des initiatives précises de circuits alimentaires de proximité (le panier communautaire Utopía, la feria citoyenne Macají etc.). Toutefois, pour l'analyse de ces initiatives de circuits alimentaires de proximité, nous avons enrichi la notion de « dispositif » en mobilisant de manière opérationnelle la notion foucauldienne de dispositif (§ 3.2.1).

1.2.2.2. La délimitation du périmètre du projet

La délimitation thématique et géographique du projet (Tableau 9) a constitué un cadre pour notre travail de recherche. Elle est directement liée à la localisation et aux orientations de production et de commercialisation des destinataires du projet. En particulier, le Tableau 9 fait apparaître des priorités qui sont transversales aux trois pays, et pour lesquelles des ouvrages collectifs transversaux étaient prévus par le projet. Il s'agissait (i) des marchés paysans (agroécologiques ou non), (ii) des achats publics de produits paysans, qui sont, dans les trois pays du projet, de plus en plus envisagés non seulement comme des programmes sociaux, mais également plus récemment comme un levier important pour la souveraineté alimentaire et d'appui à l'agriculture familiale et paysanne, (iii) des systèmes de garantie participatifs qui se développent de manière importante dans les trois pays, et enfin (iv) de la filière laitière qui représente un enjeu important dans les systèmes d'activité de nombreuses familles paysannes andines [Aubron & Cochet, 2009 ; Brassel & Hidalgo, 2005].

Tableau 9 - Le périmètre du projet *Mercados Campesinos* : territoires, modalités, filières

	PÉROU	BOLIVIE	ÉQUATEUR
Territoires (administratifs) ²⁷⁹	Piura Huancavelica Cusco Puno	La Paz Cochabamba Tarija	<i>Sierra Nord</i> : Carchi - Imbabura - Pichincha <i>Sierra Centre</i> : Chimborazo <i>Sierra Sud</i> : Cañar - Azuay <i>Costa</i> : Guayas
Modalités (multi-produits)	Marchés paysans - Achats publics de produits paysans - Systèmes de garantie participatifs		
Filières	Produits laitiers		
	Pomme de terre - Riz - Quinoa		Quinoa (commerce équitable) - Riz

1.3. *Le positionnement de notre thèse dans le projet Mercados Campesinos*

Si notre thèse s'insère dans un projet de recherche-action, notre travail n'a pas été une recherche-action en tant que telle. Il a consisté en une production de connaissances sans un accompagnement du changement social et un renforcement des capacités individuelles et collectives. Certes, notre questionnement de recherche, nos choix théoriques et méthodologiques, nos premiers résultats, ont été exposés et discutés tout au long de notre travail avec les partenaires du projet (AVSF et son partenaire local dans chaque pays), ainsi qu'au sein de notre comité de thèse où AVSF était représenté. Mais nous avons poursuivi notre propre objectif de production de connaissances, sans être directement actrice (même si nous avons parfois participé aux discussions) des choix et orientations du projet en matière de recherche, de développement, de formation et d'incidence politique.

Les attentes d'AVSF, vis-à-vis de la recherche, étaient pour beaucoup liées à l'analyse de l'impact des circuits courts alternatifs de commercialisation – notamment en les comparant aux autres circuits de commercialisation plus traditionnels – tant pour les familles paysannes (en matière de revenus, de productivité, de création d'emplois etc.) mais aussi plus généralement en matière de développement territorial et de souveraineté alimentaire. En concertation avec les partenaires du projet et avec notre comité de thèse, nous avons défini et conduit un travail de recherche transversal, en nous interrogeant sur le sens de l'émergence de ces nouvelles formes d'initiatives multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité, autour de l'hypothèse d'une contribution inédite de ces initiatives à la reconnaissance des paysanneries andines soit, en d'autres termes, autour de l'hypothèse plus globale que ces initiatives seraient un témoignage d'un changement social important pour les paysanneries andines. Notre travail de recherche est néanmoins complémentaire des nombreuses études d'impacts à vocation opérationnelle qui ont été réalisées dans le cadre du projet. Il consiste en une analyse compréhensive des processus d'émergence, de développement et d'essaimage des circuits alimentaires de proximité afin d'évaluer si et comment ils contribuent à un processus de reconnaissance des paysanneries andines.

²⁷⁹ Voir annexes 1 et 2 pour la localisation des territoires.

2. UNE DÉMARCHE COMPARATIVE À PARTIR D'ÉTUDES DE CAS

2.1. *Études de cas et approche comparative : les raisons du choix*

D'un point de vue théorique et méthodologique, comprendre les processus d'émergence et le sens, notamment pour les paysanneries andines, des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs, en d'autres termes comprendre comment et pourquoi ils émergent, nécessite d'en révéler la diversité afin de dégager des éléments d'analyse transversaux. C'est pourquoi nous avons fait le choix d'une analyse comparée d'études de cas.

L'étude de cas est particulièrement pertinente pour analyser les phénomènes sociaux complexes contemporains dans leurs contextes réels, et pour répondre aux questions « comment » et « pourquoi » [Yin, 2002]. D'après Collerette [2011], « *un des avantages de l'étude de cas est de fournir une situation où l'on peut observer le jeu d'un grand nombre de facteurs interagissant ensemble, permettant ainsi de rendre justice à la complexité et la richesse des situations sociales [...]* [En effet] *le cas sous étude fournit un site d'observation permettant d'identifier et de découvrir des processus particuliers [...]* *L'important c'est qu'il permette une meilleure compréhension de l'objet d'étude.* ». Pour Sartori [1994], les études de cas les plus intéressantes sont celles qui permettent de générer des hypothèses, en d'autres termes celles qui correspondent au deuxième type d'usage des études de cas pour la recherche identifié par Siggelkow [2007], c'est-à-dire en tant que « *inspiration for new ideas* ». Ainsi, les études de cas menées selon une approche inductive [Siggelkow, 2007] (voir plus bas) apportent une base de départ idéale pour concevoir des généralisations [Sartori, 1994 ; Siggelkow, 2007]. Or l'objectif de notre recherche est bien de chercher à mettre en évidence des régularités. Nous avons donc fait le choix méthodologique du croisement de plusieurs études de cas, afin de comprendre les processus à l'œuvre et les conditions de leur réalisation.

Notre objectif, à travers cette analyse de type comparative, n'est pas de comparer nos terrains en tant que tels, mais bien d'utiliser les résultats de l'analyse de chacun des terrains – qui à la fois se distinguent dans leurs dynamiques socio-économiques et présentent des caractéristiques communes rendant possible le croisement des résultats – afin d'identifier, de décrire et d'interpréter les processus d'émergence des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité et les changements qu'ils engendrent pour les paysanneries. En ce sens, notre analyse relève de ce que Collerette [2011] appelle « *l'étude de cas multiple* » qui consiste à « *identifier des phénomènes récurrents dans un certain nombre de situations.* » Dans ce type d'approche, c'est après avoir observé et analysé chaque cas que l'on compare ensuite les résultats obtenus pour mettre en évidence les interprétations convergentes.

Finalement, c'est par la singularité de chaque cas que nous mettons en évidence les processus d'émergence des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité puis, dans un second temps, c'est par le croisement des terrains que nous pouvons analyser la contribution de ces nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs à la reconnaissance des paysanneries.

2.2. Une sélection des études de cas en plusieurs étapes

2.2.1. Critères de choix des études de cas

Selon Sartori [1994, p. 22], « l'important c'est de retenir que comparer c'est à la fois assimiler et différencier par rapport à un critère. Si deux entités sont semblables en tous points, toutes leurs caractéristiques s'accordent, alors elles constituent la même entité. Si d'autre part, deux entités diffèrent à tous les niveaux, alors leur comparaison n'a aucun sens. Les comparaisons dans lesquelles nous nous engageons effectivement sont des comparaisons entre entités dont les attributs sont en partie partagés (semblables) et en partie non-partagés (nous les disons incomparables) ». Nous avons ainsi choisi nos terrains en fonction de leurs points communs et de leurs différences.

2.2.1.1. Nouveauté et caractère multi-acteur...

Les études de cas retenues devaient correspondre aux limites de notre objet (chapitre 2), c'est-à-dire être des formes *nouvelles* et *multi-acteurs* de *circuits alimentaires de proximité* et *impliquant* des *paysans*. Les dispositifs retenus devaient ainsi mettre en scène des coopérations (formelles ou informelles) entre acteurs multiples : acteurs *au cours* de l'échange de produits (producteurs, consommateurs, intermédiaires), et acteurs *autour* de l'échange des produits impliqués dans les dispositifs (ONG, acteurs publics locaux ou nationaux etc.). En ce qui concerne la « nouveauté » de ces initiatives, celle-ci peut être absolue ou contextuelle. Il existe en effet des formes de circuits alimentaires de proximité qui sont nouvelles dans l'absolu (les études francophones sur les circuits courts et de proximité parlent de formes « innovantes », par opposition aux formes dites « traditionnelles »), c'est le cas, par exemple, des systèmes de vente par panier. Il existe aussi des circuits alimentaires de proximité qui ne sont pas nouveaux dans l'absolu (par exemple la commercialisation locale de produits laitiers transformés dans des petites fromageries rurales) mais qui sont, dans certains territoires où ils se développent récemment, nouveaux d'un point de vue relatif. En cela, ils méritent notre attention et rentrent tout à fait dans la définition de notre objet.

Du fait des deux critères discriminants que sont la *nouveauté* et le *caractère multi-acteurs*, nous avons exclu de notre champ les formes plus *anciennes* et *individuelles* d'échange paysan, telles que le troc entre voisins ou sur les marchés traditionnels, la vente directe et/ou informelle à la ferme, sur les chemins, dans les rues ou en bordure des marchés urbains ou dans les marchés traditionnels indigènes. Toutefois, nous n'ignorons pas ces formes de commercialisation paysanne pour plusieurs raisons. En premier lieu, elles sont importantes dans les Andes en termes économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'en termes statistiques (en Équateur par exemple, selon les chiffres du recensement agricole de 2000, 14,7% des fermes dont la surface est inférieure à 10 ha pratiquent la vente directe). En ce sens elles constituent des éléments de contexte importants pour comprendre l'émergence des initiatives qui nous intéressent. Ensuite, la plupart des paysans combinent plusieurs types de circuits de commercialisation. Enfin, nos observations ont révélé que certaines pratiques traditionnelles d'échange paysan, telles que le troc ou les pratiques d'échange issues de la réciprocité andine, sont reproduites et réactualisées dans les espaces (physiques et institutionnels) des nouveaux circuits alimentaires de proximité.

2.2.1.2. ... et diversité des formes

Nous devons avoir accès à la plus grande diversité possible de modalités, de dispositifs et de contextes. En effet, l'enjeu du choix des études de cas était de comprendre de manière diversifiée les enjeux qui relient circuits alimentaires de proximité et paysanneries andines. Pour cela, il était nécessaire d'appréhender les différentes facettes de cet objet complexe que sont les formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité. Nous avons souligné dans le chapitre 2 que ces circuits alimentaires de proximité pouvaient prendre des formes (spatiales, organisationnelles, socio-économiques, politiques, historiques etc.) très diverses, sans cesse renouvelées et réinventées. Nous faisons l'hypothèse que les différentes formes prises par les dispositifs de circuits alimentaires de proximité ont une influence sur leur contribution à la reconnaissance des paysanneries et sur les processus par lesquels se construit cette reconnaissance. Le critère de diversité était donc fondamental dans le choix des études de cas. Nous avons donc sélectionné plusieurs marqueurs de diversité, ces marqueurs étant, bien entendu, reliés entre eux (Tableau 10).

Tableau 10 - Marqueurs de diversité retenus pour le choix des études de cas

Marqueurs de diversité	Description
Modalité	Sélection d'une diversité de modalités rentrant dans la délimitation de notre objet.
Localisation	Sélection d'études de cas sur plusieurs territoires différents, afin d'avoir accès à une diversité de contextes territoriaux d'émergence des modalités et des dispositifs.
Parties-prenantes	Sélection d'initiatives dans lesquelles étaient impliqués des paysans (avec des degrés divers d'organisation), en coopération avec d'autres acteurs. Puis, sélection selon la diversité des autres acteurs parties-prenantes : consommateurs (organisés ou non) et/ou pouvoirs publics (locaux et/ou nationaux), et/ou ONG (locales, nationales et/ou internationales) et/ou organisations et/ou réseaux de la société civile etc.
Niveau et type d'intermédiation	Sélection d'études de cas selon la diversité de <i>types</i> d'intermédiation, c'est-à-dire logistique (transformation ou non des produits) et/ou commerciale (vente à un ou plusieurs intermédiaires), et de <i>niveaux</i> d'intermédiation, c'est-à-dire de nombre d'intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs.
Formes d'organisation	Sélection d'études de cas selon la diversité du degré de formalisation du dispositif, du degré et des modes d'implication des divers acteurs, des modes de gouvernance etc.
Origine	Sélection des études de cas en fonction de l'origine socio-spatiale du dispositif (rurale ou urbaine) et du ou des type(s) d'acteur(s) à l'origine de la création du dispositif (paysans et/ou autres acteurs (consommateurs, pouvoirs publics, ONG etc.)), ces deux critères étant liés.
Type, forme et intensité de l'appui institutionnel	Sélection des études de cas selon qu'elles bénéficient ou ont bénéficié d'appui(s) institutionnel(s) plus ou moins importants et lesquels : qui (ONG, pouvoirs publics locaux ou nationaux, autres) et quoi (appui financier, technique, organisationnel, politique etc.)
Processus-type d'institutionnalisation	Le processus-type d'institutionnalisation correspond au croisement du marqueur « origine » et du marqueur « appui institutionnel ». On distingue quatre grands types processus d'institutionnalisation, correspondant à quatre grands types de dispositifs (Encadré 21).

Encadré 21 - Typologies des circuits alimentaires de proximité en fonction de leur processus d'émergence et d'institutionnalisation

Deux typologies très similaires permettent de classer les dispositifs de circuits courts en fonction de leurs processus d'émergence et d'institutionnalisation [Dumain *et al.*, 2010 ; Poisson & Saleilles, 2012b]. Elles reposent sur les différentes évolutions possibles des configurations d'acteurs s'impliquant dans un dispositif de circuits alimentaires de proximité, les acteurs pouvant être de type public (ou « institutionnel ») ou de type privé. Bien entendu, la distinction public/privé peut paraître réductrice au regard de la grande diversité d'acteurs existant au sein de chacune de ces deux catégories. En outre, il peut s'avérer assez difficile de classer certains acteurs dans l'une ou l'autre des catégories, en particulier dans le cas de nos terrains localisés au Sud. Ainsi, les ONG, en particulier les ONG internationales, sont des acteurs qui sont certes de droit privé (associatif) mais elles ont souvent un mode d'action (financement et accompagnement de projets) très semblable à celui des acteurs publics, acteurs dont elles ont pallié l'absence (chapitre 1) dans les domaines du développement agricole et rural, au moins jusqu'à récemment. Néanmoins, ces éléments à l'esprit, ces typologies (tableau ci-dessous) sont intéressantes pour rendre compte des différents processus d'émergence et d'évolution des dispositifs de circuits alimentaires de proximité, et constituent en ce sens un marqueur intéressant de la diversité des formes prises par les circuits alimentaires de proximité.

<i>Poisson & Saleilles, 2012</i>		<i>Dumain, Maurines & Praly (2010)</i>	
Description <i>(telle que mobilisée par les auteures pour analyser leurs études de cas)</i>	Type de processus	Type de dispositif d'action	Description <i>(telle que proposée par les auteures à partir de leurs études de cas)</i>
Démarche collective qui émane d'acteurs privés, puis où ceux-ci se déchargent progressivement de certaines tâches en s'appuyant sur les institutions (i.e. les acteurs publics).	<i>Ascendance institutionnelle</i>	<i>Hybride privé</i>	Correspond aux démarches qui sont portées par des acteurs associatifs et qui s'institutionnalisent en entrant dans les logiques de l'ingénierie territoriale (ou de projet). La logique d'action est ascendante et peut être opportuniste.
Démarche collective qui émane d'acteurs privés qui se mobilisent autour de projet communs, et dans laquelle les acteurs publics ne s'impliquent pas. La coordination est endogène et fondée sur l'ajustement mutuel et la confiance.	<i>Indifférence institutionnelle</i>	<i>Privé associatif</i>	Le dispositif est porté par des acteurs privés qui s'organisent autour de projets partagés (ex. producteurs regroupés en association avec des consommateurs). La coordination est fondée sur la confiance qui procède d'un encastrement des logiques économiques et sociales. La logique d'action est horizontale.
La démarche collective est issue d'une décision institutionnelle et les acteurs privés s'approprient la démarche et s'y impliquent progressivement.	<i>Descendance institutionnelle</i>	<i>Hybride public</i>	Cas où ce sont les acteurs publics qui soutiennent ou incitent la création de dispositifs de type associatif. La logique d'action est descendante et formelle.
La démarche collective est issue d'une décision institutionnelle et, les acteurs privés ne s'y impliquant pas, demeure une démarche uniquement institutionnelle.	<i>Boycott entrepreneurial</i>	<i>Public</i>	Le dispositif est porté par les acteurs publics et se réfère à des procédures formelles de mise en place de projets, de financements etc. Souvent, il répond à des injonctions émanant d'autres dispositifs externes au territoire.

Réalisation : Claire Heinisch - Sources : [Poisson & Saleilles 2012b] et [Dumain *et al.*, 2010]

2.2.2. Processus de choix des études de cas

2.2.2.1. Description générale du processus de choix des terrains

Afin de maintenir le lien avec les axes 2 (action) et 3 (incidence politique) du projet *Mercados Campesinos*, nous devons sélectionner des études de cas parmi les territoires, les filières et les modalités de circuits alimentaires de proximité ciblés par le projet (Tableau 9). Nous avons donc choisi les études de cas en concertation avec les divers partenaires du projet qui possèdent une connaissance fine des territoires, des acteurs et des initiatives de circuits alimentaires de proximité. Par ailleurs, nous avons mobilisé des inventaires existants. En Équateur, nous avons mobilisé le diagnostic réalisé dans le cadre du projet CIALCO [Chauveau & Taïpe, 2010]. Dans les deux autres pays, il n'existait pas d'inventaire systématique de cette ampleur. Il existait toutefois des études, à l'échelle des pays andins, des réseaux et organisations de l'économie sociale et solidaire incluant des circuits alimentaires de proximité, tels que les marchés paysans, les systèmes de paniers et les boutiques de produits paysans. C'est le cas de l'étude du GRESP²⁸⁰ [Cotera Fretel *et al.*, 2009], qui analyse les opportunités et les limites du développement du commerce équitable sud-sud, à travers l'étude de certaines initiatives dans chacun des pays et l'analyse des contextes nationaux. C'est le cas aussi plus récemment d'une étude financée par la Communauté Andine et l'Union Européenne [Salgado *et al.*, 2011]. Par ailleurs, nous avons mobilisé les rapports d'une étude réalisée par le RIMISP²⁸¹ et commanditée par le FIDA²⁸². Cette étude analyse les stratégies d'accès au marché de diverses organisations paysannes d'Amérique Latine, certaines se trouvant dans des territoires retenus par le projet *Mercados Campesinos* [Aguirre Arias, 2009a, 2009b]. Enfin, en ce qui concerne la transformation laitière dans des petites fromageries rurales, elle faisait l'objet d'une littérature assez conséquente [Aubron, 2006 ; Boucher, 2004 ; Cadena, 2007 ; Le Gal *et al.*, 2012] en particulier au Pérou.

Ce travail, en collaboration avec les partenaires du projet *Mercados Campesinos*, combiné à l'examen des divers inventaires disponibles, nous a permis de nous familiariser avec les contextes dans lesquels se développaient les nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes, et à préparer, organiser et affiner notre travail de pré-enquête. Nous avons en effet choisi les études de cas sur la base de plusieurs allers-retours entre des phases de pré-enquêtes sur le terrain, et des phases d'analyse bibliographique et d'échanges avec les partenaires du projet. Cette alternance, qui a duré une quinzaine de mois entre janvier 2011 et avril 2012, nous a permis de définir finement nos études de cas, au regard de nos questions de recherche et de nos critères de sélection.

2.2.2.2. Deux phases de pré-enquête sur le terrain

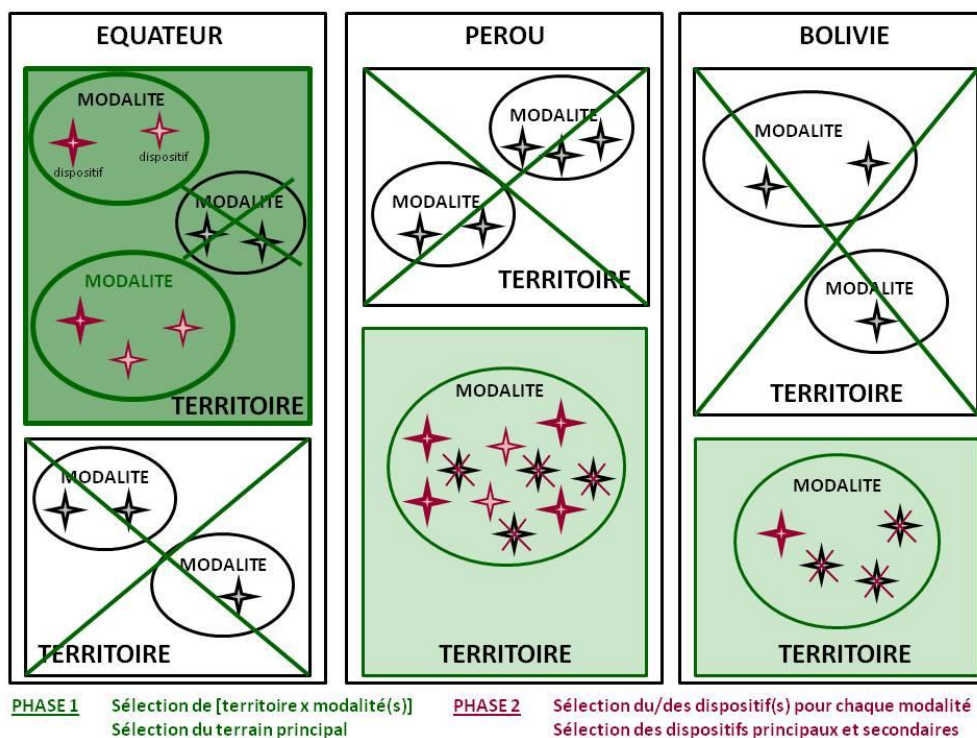
Notre travail a été organisé en deux phases : une première phase de sélection des territoires et des modalités de circuits alimentaires de proximité à étudier, puis une seconde phase de sélection des dispositifs retenus pour chaque modalité (Figure 16).

²⁸⁰ Groupe Réseau d'Économie Solidaire du Pérou

²⁸¹ Centre Latino-américain pour le développement rural (anciennement Réseau international sur les méthodologies de recherche sur les systèmes de production)

²⁸² Fonds International de Développement Agricole

Figure 16 - Décomposition des deux phases de pré-enquêtes

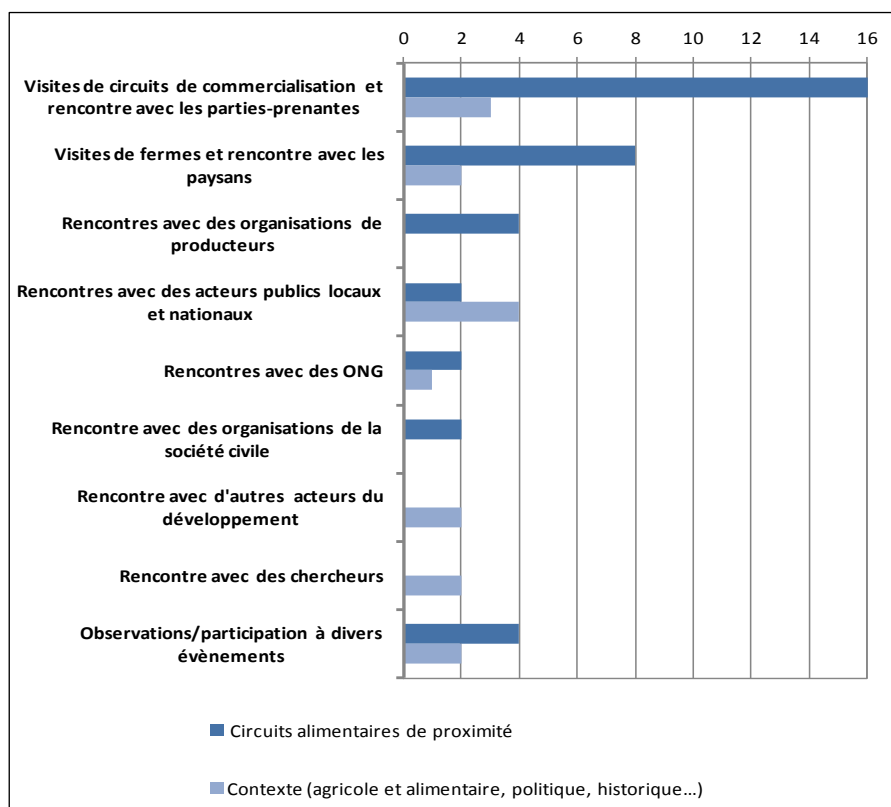


Réalisation : Claire Heinish

2.2.2.2.1. Phase 1 - la phase de pré-enquête générale

Cette phase de pré-enquête a été menée en 2011 en lien avec les partenaires du projet *Mercados Campesinos*, avec deux séjours sur le terrain : 6 semaines en Bolivie, en Équateur et au Pérou entre mars et avril 2011, et 2 semaines au Pérou en décembre 2011. Au cours de cette phase nous avons réalisé des visites d'initiatives sur le terrain (marchés paysans, petites unités de transformation rurales, systèmes de panier, paysans ou groupes de paysans impliqués dans des circuits alimentaires de proximité, etc.) et des entretiens semi-directifs auprès d'acteurs engagés dans ces initiatives. En outre, afin de découvrir et comprendre le contexte (agricole et rural, social et politique, géographique et historique, national et local etc.) dans lequel se développent ces circuits alimentaires de proximité, nous avons rencontré divers acteurs (paysans, techniciens, élus etc.) d'organisations de producteurs, d'ONG, d'organisations et réseaux de la société civile et d'institutions publiques locales et nationales. Nous avons également assisté à divers événements (ateliers, rencontres, colloques, séminaires etc.) portant sur les circuits alimentaires de proximité, l'agriculture familiale et paysanne, la souveraineté alimentaire et le développement rural. La Figure 17 recense le nombre de visites, d'entretiens et d'observations réalisés lors de cette première phase de pré-enquête. Le détail de ces activités est présenté en annexe 5.

Figure 17 - Récapitulatif des visites, entretiens et observations menés pendant la première phase de pré-enquête dans les trois pays



2.2.2.2.1.1. *Le choix du « couple » [territoire x modalité de CIALP]*

L'objectif de cette première phase de pré-enquête était de déterminer sur *quel territoire* nous allions étudier *quelle(s) modalité(s) de CIALP*, soit en d'autres termes de définir les couples [territoire x modalité(s) de CIALP]. Afin d'avoir accès à la plus grande diversité de situations possibles, tout en étant en adéquation avec les attentes des partenaires du projet *Mercados Campesinos*, qui souhaitaient que les études de cas portent sur les trois pays, nous avons finalement retenu les couples [territoire x modalité(s) de CIALP] présentés dans le Tableau 11.

Tableau 11 - Choix des couples [territoire x modalité de circuit alimentaire de proximité]

Pays	Modalités de CIALP	Territoires
Équateur	Ferias citoyennes et paniers communautaires	Province de Chimborazo
Pérou	Micro-fromageries rurales commercialisant localement	Département de Huancavelica
Bolivie	Achats publics de produits paysans pour le déjeuner scolaire	Un des territoires du projet

La province de Chimborazo, localisée dans les Andes centrales équatoriennes, a la caractéristique de regrouper les cinq grandes modalités de circuits courts alternatifs de commercialisation identifiées par le diagnostic CIALCO. Au cours des années 2000, deux modalités particulières de circuits alimentaires de proximité multi-acteurs ont émergé : les ferias citoyennes et les paniers communautaires. Ces modalités ont une double particularité. La première est de se revendiquer explicitement de l'économie solidaire, de l'agroécologie et de la

souveraineté alimentaire. La seconde est d'établir un lien direct entre des paysans et des consommateurs urbains de la ville de Riobamba, ville moyenne de près de 150 000 habitants, capitale de la province située à 2 750 mètres d'altitude et à 190 km au sud de Quito.

A Huancavelica, département situé dans les Andes centrales péruviennes, on voit se développer, depuis les années 2000, des petites fromageries associatives ou privées, souvent sous l'impulsion de projets de développement, et parfois à l'initiative des paysans. Les fromages, yaourts et confitures de lait issus de ces micro-industries sont commercialisés en circuits alimentaires de proximité qui convergent tous dans la ville de Huancavelica, capitale du département située à 3 680 mètres d'altitude, à 520 kilomètres au Sud-est de Lima.

En Bolivie, le programme d'Alimentation Complémentaire Scolaire²⁸³ (ACE) existe depuis 1994. À la charge des municipalités, il représente la part la plus importante des achats de produits agro-alimentaires dans les budgets publics, soit plus de 75% en 2011 [Valdivia, 2012]. Dans la majorité des cas, pour des raisons pratiques et économiques, les achats publics de produits agroalimentaires sont réalisés auprès de grandes entreprises. Le cadre légal a toutefois évolué depuis 2004, sous la pression des micros, petites et moyennes entreprises et des organisations de producteurs, afin que celles-ci aient un accès à ces marchés publics. Depuis, certaines municipalités se sont tout ou partie tournées vers des organisations paysannes pour l'approvisionnement du déjeuner scolaire.

2.2.2.2.1.2. Les choix concernant la contribution relative des études de cas à la démonstration

Nous avons choisi un terrain principal et des terrains secondaires. Il est en effet difficile de travailler sur plusieurs terrains avec la même intensité, surtout à l'étranger, du fait du temps nécessaire à la familiarisation avec des terrains et des contextes étrangers, des difficultés liées à la langue, des coûts liés aux déplacements etc. [Fleury, 2008]. Le terrain équatorien a été choisi comme terrain principal. En effet, en Équateur, le projet *Mercados Campesinos* s'inscrit dans une dynamique nationale remarquable en matière de développement des circuits alimentaires de proximité (chapitre 2). Par ailleurs, les processus d'émergence, de structuration et d'essaimage des initiatives de circuits alimentaires de proximité sont, en Équateur en général, et dans la province de Chimborazo en particulier, particulièrement dynamiques et intéressants au regard de notre problématique. Plusieurs réseaux ou collectifs nationaux de circuits alimentaires de proximité (le réseau des ferias citoyennes, le réseau des paniers communautaires) ou qui incluent la thématique des circuits alimentaires de proximité (Mouvement d'économie sociale et solidaire d'Équateur (MESSE), Collectif Agroécologique) sont nés à partir de dispositifs de circuits alimentaires de proximité de la province de Chimborazo. En outre, on retrouve dans la province de Chimborazo les cinq grandes modalités de circuits alimentaires de proximité identifiées dans l'étude CIALCO.

Afin de récolter suffisamment de données sur chacun des terrains, nous avons délégué partiellement la collecte de données. Nous avons pour cela conçu, et co-encadré avec des partenaires locaux du projet *Mercados Campesinos*, quatre stages réalisés entre mars et août 2012. Ces stages ont été réalisés selon une méthodologie et un cadre conceptuel communs, que

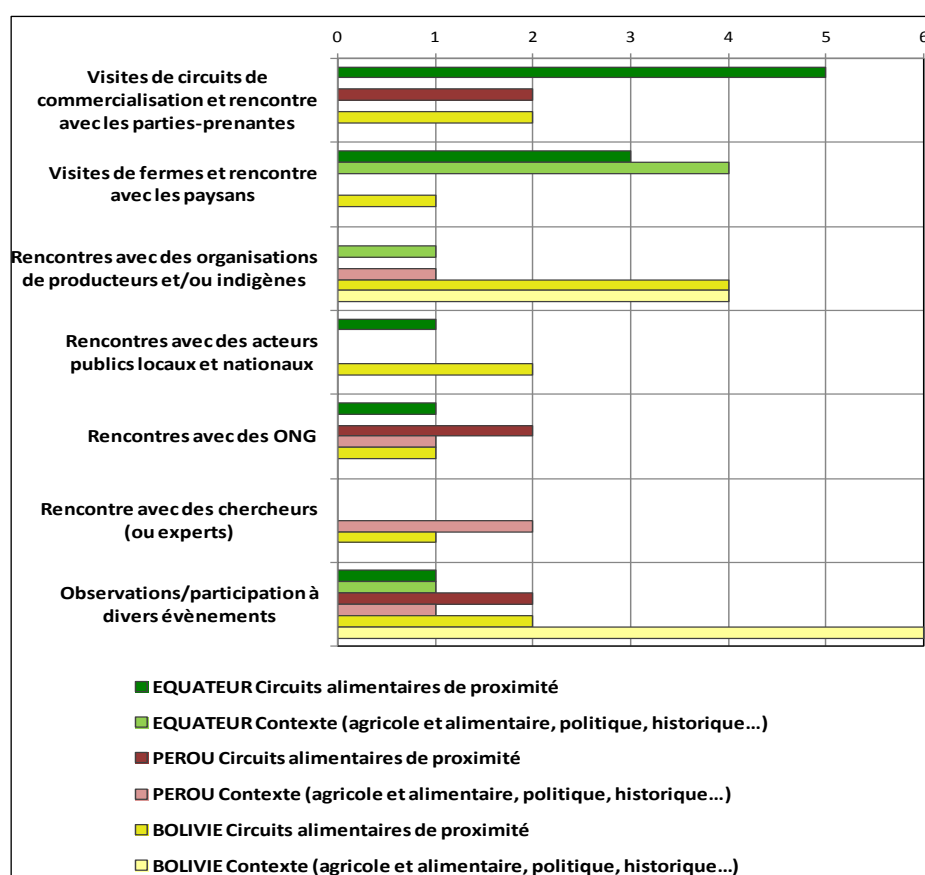
²⁸³ Traduction de *programa de Alimentación Complementaria Escolar*

nous avons élaborés et auxquels nous avons formé les stagiaires et certains partenaires du projet. Ainsi, en fonction des terrains et des périodes, la collecte de données (§ 4) a été réalisée par nous-mêmes et/ou par les stagiaires voire parfois avec les partenaires locaux du projet.

2.2.2.2.2. Phase 2 : la phase de pré-enquête spécifique ou le choix définitif des dispositifs à étudier sur chacun des terrains

Après avoir déterminé *quelle modalité* de CIALP nous allions étudier *sur quel territoire*, l'enjeu de la seconde phase de pré-enquête était de déterminer *quel(s) dispositif(s)* nous allions étudier *sur chacun des territoires*. Celle-ci s'est déroulée entre mars et avril 2012. La Figure 18 ci-dessous recense le nombre de visites, entretiens et observations que nous réalisons au cours cette seconde phase de pré-enquête.

Figure 18 - Bilan des visites, entretiens et observations menés pendant la phase 2 de pré-enquête



2.2.2.2.2.1. La seconde phase de pré-enquête en Équateur, province de Chimborazo

Sélection d'un dispositif de panier communautaire

Les paniers communautaires sont des groupements d'achats de consommateurs. Selon le diagnostic CIALCO, il s'agit de groupes de familles urbaines qui s'organisent pour acheter ensemble, « en gros » et moins cher, à une fréquence régulière, des produits frais répartis ensuite de manière égale entre les familles, sous formes de paniers. Le premier panier

communautaire d'Équateur – le panier Utopía à Riobamba, province de Chimborazo – est né en 1987, les autres paniers au cours des années 2000. Depuis une dizaine d'années, de plus en plus de paniers communautaires s'approvisionnent pour tout ou partie de leurs produits directement auprès de paysans locaux, ces derniers devenant parties-prenantes de ces dispositifs. La pré-enquête a révélé qu'il existait deux dispositifs de paniers communautaires dans la province de Chimborazo²⁸⁴. Le panier communautaire Utopía²⁸⁵ rassemble une centaine de familles de consommateurs de la ville de Riobamba, qui s'approvisionnent auprès d'une soixantaine de familles de producteurs agroécologiques locaux, souvent appuyés par des ONG de développement. Le panier communautaire Foi et Justice²⁸⁶ rassemble une dizaine de familles de consommateurs de Riobamba qui s'approvisionnent exclusivement au marché de gros, parfois auprès de producteurs locaux. Nous avons sélectionné le panier communautaire Utopía et étudié le panier communautaire Foi et Justice seulement en complément, c'est-à-dire en n'interviewant que ses représentants principaux. En effet, d'une part le panier communautaire Foi et Justice est né du panier communautaire Utopía, il s'agit donc du même dispositif qui a essaimé. D'autre part, contrairement au panier Utopía où les paysans liés au dispositif sont nombreux et en sont parties-prenantes, dans le cas du panier Foi et Justice les consommateurs ne s'approvisionnent directement auprès de paysans locaux que de manière ponctuelle, si bien que ces derniers ne sont pas parties-prenantes du dispositif mais simplement fournisseurs du panier.

Sélection d'un dispositif de feria citoyenne

L'étude CIALCO appelle « marchés paysans » des espaces où des familles paysannes vendent de manière régulière (généralement à une fréquence hebdomadaire) leurs produits directement au consommateur et de manière organisée²⁸⁷. Les ferias citoyennes sont une sous-modalité récente de marchés paysans. Elles ont été mises en place à l'initiative du gouvernement équatorien, au moment de la crise de 2007-2008, avec l'objectif de réguler les prix des denrées alimentaires, pour les consommateurs et pour les petits producteurs, au moyen de la réduction du nombre d'intermédiaires. Les ferias citoyennes ont ainsi vocation à être des espaces de vente directe ou peu intermédiée de produits alimentaires à prix fixes, stables et transparents. Les ferias citoyennes de la province de Chimborazo, qui constituent la sous-modalité principale de marchés paysans dans la province, sont des marchés constitués en collectifs composés d'une diversité d'acteurs de la société civile (paysans organisés ou individuels, ONG, mais également des intermédiaires commerciaux et des petits entrepreneurs urbains), en alliance avec le MAGAP Chimborazo. Ils se tiennent à une fréquence hebdomadaire sur des espaces qui leur sont exclusivement dédiés. Au cours de la pré-enquête, nous avons identifié trois ferias citoyennes

²⁸⁴ D'autres formes de systèmes de paniers d'origine institutionnelle commencent récemment à s'y développer (ch. 4).

²⁸⁵ Traduction de *canasta comunitaria Utopía*

²⁸⁶ Traduction de *canasta comunitaria Fe y Justicia*

²⁸⁷ Ces *marchés paysans* diffèrent des *marchés conventionnels* municipaux des villes grandes et moyennes, contrôlés par les intermédiaires et les commerçants et dont les paysans sont souvent exclus. C'est le cas des marchés municipaux à Riobamba, ainsi que du marché de gros. Dans la province de Chimborazo, il existe toutefois des marchés municipaux particuliers, que sont les marchés indigènes de la ville de Guamote (canton de Guamote) et de la ville de Cajabamba (canton Colta). Très anciens, ils sont localisés dans les deux cantons de Chimborazo où la population indigène est la plus importante (>90%). De nombreux paysans indigènes viennent y vendre directement et individuellement leur production, aux côtés des commerçants indigènes (voir ch. 1 et 4).

situées dans différents secteurs de la ville de Riobamba, deux d'entre elles résultant de l'essaimage de la première. Par conséquent, nous avons sélectionné la feria citoyenne Macají, la première feria citoyenne créée en Équateur en 2007, et étudié les deux autres (la feria citoyenne 24 de Mayo et la feria citoyenne Yaruquíes) en complément de la première et comme faisant partie du même dispositif des ferias citoyennes de Chimborazo.

2.2.2.2.2. La seconde phase de pré-enquête au Pérou, département de Huancavelica

Dans les provinces de Huancavelica et Castrovirreyna, nous avons choisi d'analyser les petites fromageries associatives commercialisant localement les produits (Tableau 11). C'est au niveau de ces fromageries qu'est maîtrisée la commercialisation *via* des circuits alimentaires de proximité, et que se situe le nœud multi-acteurs en vue de la valorisation et de la commercialisation des produits : organisation et participation des paysans, lien avec les autres acteurs du territoire pour la commercialisation (intermédiaires, marchés de vente directe, marchés conventionnels, boutiques etc.) et lien avec les autres acteurs du territoire pour l'appui technique, organisationnel ou financier. Les fromageries rurales sont nombreuses à Huancavelica, et le développement récent de filières laitières de proximité se fait dans des contextes et selon des modes différents. Nous avons donc procédé à un échantillonnage raisonné pour sélectionner des dispositifs représentatifs de cette diversité. Nos critères de sélection correspondent à nos marqueurs généraux de diversité (Tableau 10), complétés de critères spécifiques (Tableau 12). Nous avons ainsi sélectionné six fromageries (Tableau 13).

Tableau 12 - Critères spécifiques de choix raisonné des dispositifs à étudier à Huancavelica

Critères	Description
Date de création	Les micro-fromageries sur le territoire sont toutes nées dans le courant des années 2000, les plus anciennes au début des années 2000 et les plus récentes après 2010.
Localisation spécifique	Nous avons choisi de travailler sur un territoire regroupant deux provinces du département de Huancavelica (Castrovirreyna et Huancavelica) qui offrent des contextes différents d'émergence des micro-fromageries.
Équipements et capacité	Certaines associations possèdent une véritable micro-fromagerie, avec une capacité de transformation plus ou moins importante. D'autres réalisent la transformation des produits dans la cuisine d'une des familles de producteurs membre de l'association.
Lait collecté, rayon et mode de collecte	Certaines associations ne transforment que le lait de leurs membres, d'autres se fournissent également auprès de familles non-membres de l'association. Soit le lait est collecté par l'association, soit les familles apportent elles-mêmes leur lait à la fromagerie.
Types de produits transformés	Les produits transformés et vendus sont variables selon les fromageries : fromages, <i>quesillo</i> , confiture de lait, yaourts, beurre, mais aussi lait frais.

2.2.2.2.3. La seconde phase de pré-enquête en Bolivie

En Bolivie, nous avons choisi d'analyser le cas des achats publics des municipalités auprès de paysans locaux. Celles-ci sont responsables du déjeuner scolaire, ce dernier représentant la part la plus importante (plus de 75% en 2011 [Valdivia, 2012]) des achats de produits agro-alimentaires dans les budgets publics. À la suite d'une évolution du cadre légal des marchés publics en 2003, les micro, petites et moyennes entreprises et les organisations de producteurs ont désormais accès à ces marchés. Pourtant, selon les conclusions d'une synthèse nationale sur l'insertion des petits producteurs dans les achats publics de produits agro-alimentaires

[Valdivia, 2012], confirmées par nos entretiens et visites, les dispositifs, *a fortiori* pérennes, d'achats publics directement aux paysans locaux demeurent peu nombreux. La sélection de cas pour notre recherche a donc pris du temps. Nous avons finalement retenu le cas de la Municipalité de Tiwanaku (province d'Ingavi, département de La Paz) qui se fournit auprès de paysans du territoire pour le déjeuner scolaire. Faute de temps, il ne nous a pas été possible d'étudier les quatre organisations paysannes partenaires de la Municipalité. Nous n'avons retenu que l'une d'entre elle, l'AMPACH, une organisation de 25 paysannes qui fournit depuis 2010 un des cinq centres scolaires du territoire en produits laitiers et en pain. Au-delà de nos critères généraux de choix des études de cas, ce cas nous semblait intéressant également parce qu'il s'agissait d'une organisation de femmes. Si les questions de genre ne sont pas le cœur de notre recherche, elles méritent notre attention, l'une des polarités élémentaires dans lesquelles s'exprime la marginalisation des paysanneries étant la polarité homme/femme (chapitre 1).

2.2.2.2.4. Bilan : récapitulatif du choix des études de cas

Tableau 13 - Récapitulatif des études de cas retenues

Pays	Territoire ²⁸⁸	Modalités	Dispositifs	Types d'acteurs impliqués
Équateur	Canton de Riobamba et limitrophes (Province de Chimborazo)	Marchés paysans	Ferias citoyennes	Producteurs et organisations de producteurs, intermédiaires, ONG, pouvoirs publics locaux et nationaux, consommateurs
		Systèmes de paniers	Paniers communautaires	
Pérou	Provinces de Castrovirreyna et Huancavelica (Département de Huancavelica)	Micro-fromageries rurales commercialisant localement	6 micro-fromageries rurales	Producteurs et organisations de producteurs, fromagers, intermédiaires, ONG, pouvoirs publics locaux et nationaux, consommateurs
Bolivie	Municipalité de Tiwanaku (Département de La Paz)	Achats publics de produits paysans locaux pour la restauration scolaire	1 dispositif	Producteurs et organisations de producteurs, pouvoirs publics locaux et nationaux, ONG, représentants de parents d'élèves

⇒ Se reporter également à la Carte 1 en introduction

3. CADRE D'ANALYSE

3.1. Présentation et justification de la démarche globale

3.1.1. Posture scientifique générale : quelques précisions

Notre démarche découle d'une réflexion et d'une posture scientifique qui s'articulent autour de deux points, présentés succinctement en introduction générale mais que nous précisons ici.

²⁸⁸ Par simplification, nous faisons apparaître dans le tableau les divisions administratives qui « contiennent » les dispositifs étudiés. Ces « territoires » de nature administrative ne correspondent pas exactement aux « territoires » de ces dispositifs (cf. § 3.2.2.1). Les territoires et les territorialités des dispositifs ont pu être appréhendés seulement *a posteriori* au cours de l'enquête, et ne coïncident pas exactement avec les limites administratives.

3.1.1.1. *La nécessaire articulation entre niveaux d'analyse*

Les dispositifs de circuits alimentaires de proximité émergent des interactions et de la coordination entre acteurs. Les processus d'émergence de ces nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité sont non seulement de nature individuelle, mais aussi et surtout de nature collective. Ces CIALP sont des espaces de rencontre, d'interaction, d'échange, de mobilisation entre acteurs (individuels, collectifs et institutionnels) divers qui mettent en commun leurs stratégies, leurs discours, leurs pratiques, pour co-construire des projets et des objets collectifs. Par ailleurs, ces dispositifs de CIALP, et les acteurs qui y participent, s'inscrivent dans des territoires en interface avec un environnement global²⁸⁹, qui conditionnent leur émergence et qu'ils contribuent en même temps à transformer. La compréhension du lien au territoire est d'autant plus importante que les circuits alimentaires de proximité sont au croisement de l'agriculture, de l'alimentation et des échanges de produits alimentaires. Ces trois thématiques ne peuvent être dissociées des composantes géographiques, historiques et culturelles locales, qui contribuent fortement à expliquer la complexité et l'organisation socio-spatiale spécifique de la production, de l'échange et de la consommation des produits alimentaires à l'échelle d'un territoire donné. Par conséquent, la combinaison de ces trois niveaux d'analyse : (i) acteurs, (ii) dispositif et (iii) territoire et environnement global (Figure 1 & Figure 14), est nécessaire pour comprendre les dynamiques des circuits alimentaires de proximité.

3.1.1.2. *Une inscription dans le paradigme constructiviste*

L'analyse des processus d'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs, nous a conduite à nous interroger sur le « sens » de l'émergence de ces CIALP pour un groupe social que sont les paysanneries. Cette approche nous a conduite à préciser progressivement notre questionnement et nos hypothèses en interaction avec nos objets et nos terrains. Même si nous plaçons en première instance dans une posture de production de connaissances, l'émergence des CIALP constituent des signaux faibles qui présentent un enjeu non seulement pour la recherche, mais aussi pour le développement et pour les paysans andins eux-mêmes, ce qui nous place dans une posture de recherche finalisée. Notre positionnement sur la connaissance – connaissance construite dans l'interaction avec les objets et le terrain, connaissance liée à notre expérience et vécue, et connaissance à caractère intentionnel et finalisé – nous inscrit pleinement dans le paradigme constructiviste [Mucchielli, 2005].

3.1.2. **Conséquences de cette posture**

3.1.2.1. *Une démarche inductive*

Nous avons adopté une démarche de recherche inductive, au cours de laquelle nous avons laissé parler nos terrains pour construire progressivement notre questionnement, nos

²⁸⁹ Comme le souligne Torre [2000], dans un article consacré à l'intérêt théorique et méthodologique de l'économie des proximités pour comprendre les dynamiques des activités agricoles et agroalimentaires, « *le territoire se présente comme le résultat des interactions entre acteurs locaux ainsi qu'avec des acteurs extra-locaux [...] au sein duquel certains organismes jouent un rôle de médiation-hybridation entre local et global et participent ainsi au processus d'articulation entre proximité géographique et proximité organisationnelle.* »

hypothèses et notre cadre d'analyse, dans l'interaction avec nos objets et nos terrains. Ce choix d'une démarche inductive se veut cohérent avec une posture constructiviste. Le « sens » de l'émergence des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité pour les paysanneries andines ne pouvait émerger que d'une confrontation aux terrains. En effet, les circuits alimentaires de proximité, les agricultures paysannes et les acteurs qui y sont liés sont inscrits dans des territoires spécifiques. Par conséquent, la compréhension des dynamiques de ces CIALP suppose de les observer dans leurs contextes spécifiques, ce qui n'est pas compatible avec un questionnement et des hypothèses préétablis ni avec l'usage de cadres d'analyse préconçus.

Aussi, le cadre d'analyse que nous présentons dans ce qui suit constitue donc non seulement le guide de notre réflexion, mais il est également, et surtout, le résultat d'une construction progressive tout au long de notre recherche. En effet, dans une démarche inductive, la méthode n'existe pas *a priori* mais est dépendante de l'objet étudié [Benelli, 2011], et donc, du terrain, en tant qu' « *étape obligée de la rencontre du chercheur et de l'objet de ses recherches* » [Bioteau et al., 2008]. Nous avons ainsi effectué des aller-retour permanents entre, d'une part la recherche de grilles d'analyse nous permettant au mieux d'interpréter la complexité des dynamiques socio-spatiales observées, et d'autre part nos observations et entretiens, nos lectures, ainsi que nos échanges formels ou informels (de la simple discussion à la participation à des séminaires de recherche ou de développement) avec divers interlocuteurs (scientifiques, paysans, acteurs du développement, étudiants) dans les Andes et en France.

3.1.2.2. *Une approche compréhensive de l'émergence des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité*

3.1.2.2.1. *Justification d'une approche compréhensive*

En cohérence de notre posture intellectuelle, nous avons mobilisé une approche compréhensive des processus d'émergence des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité. Selon Mucchielli [2007] « *Une posture intellectuelle compréhensive est portée par une volonté de comprendre le fonctionnement d'un phénomène à travers une plongée dans ses mécanismes constitutifs. C'est une volonté de s'immerger dans le phénomène pour être imbibé de ce qu'il veut dire, pour en comprendre le sens.* »

Keller [2011] souligne que, derrière le concept de « compréhension », on distingue globalement trois courants. Le premier concerne la compréhension des motivations des acteurs et du sens qu'ils accordent à leurs actions et au contexte de leurs actions. Le second concerne la compréhension de la relation entre un phénomène donné et son contexte socioculturel : « *Ici, la compréhension fonctionne à travers une interprétation qui met en lien une action, une parole avec un contexte plus global. Cela rapproche la compréhension de l'explication d'un côté, du diagnostic général d'un phénomène, de l'autre.* » Enfin, le troisième concerne la compréhension de l'émergence d'un phénomène à travers l'explication de ses causes. Nous nous situons à l'interface entre ces trois courants. En effet, nous avons cherché à comprendre le sens de l'émergence des dispositifs de circuits alimentaires de proximité, en considérant, d'une part que l'action individuelle et collective ne peut pas être analysée indépendamment du sens que les acteurs donnent à leur action, et, d'autre part, que le comportement des acteurs, et donc le sens qu'ils produisent, s'explique par les relations au contexte historique, économique, social,

politique, culturel etc., c'est-à-dire, comme le soulignent Brochier *et al.* [2010], que l'action, les acteurs et le lien avec le contexte agissent tous les uns sur les autres. Dans notre cas, les dynamiques des dispositifs de circuits alimentaires de proximité s'inscrivent dans les contextes spatiaux et socio-historiques que constituent les territoires, et englobent les trajectoires singulières des acteurs individuels et collectifs parties-prenantes de ces dispositifs.

3.1.2.2.2. De la compréhension des processus d'émergence à la trajectoire comme outil d'analyse

Nous avons analysé, selon une approche compréhensive, les processus d'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs, à travers la reconstitution des trajectoires des dispositifs et des acteurs parties-prenantes de ces dispositifs, dans leur contexte territorial. Le concept de trajectoire possède un certain nombre de propriétés, dont celle d'accorder une attention égale aux processus et à la dialectique permanente entre, d'une part, l'histoire individuelle, et, d'autre part, les institutions et le contexte en général [Fillieule, 2001]. Pour comprendre, construire et analyser ces trajectoires nous nous sommes inspirée des propositions théoriques et méthodologiques de Brochier *et al.* [2010].

D'un point de vue théorique ces auteurs s'inscrivent dans une approche contextualiste des trajectoires. L'approche contextualiste s'oppose à l'approche rationaliste des trajectoires, qui donne au contexte un rôle extrêmement mineur, et où celui-ci est considéré « *comme un lieu spatial et temporel stable, exhaustivement descriptible* ». Selon les auteurs, le contexte, qui peut être considéré comme un véritable acteur des trajectoires, « *est composé d'éléments de natures très différentes. Ils peuvent être de nature physique (environnement, saison, paysage, etc.), structurelle (cadres, organisations, lois, règles, etc.) culturelle (représentations, valeurs, etc.), sociale (acteurs individuels ou collectifs et leurs actions, etc.). Ils appartiennent à des niveaux et à des sphères très variés (encastrement vertical et horizontal)* ». Dans notre cas, dispositifs de circuits alimentaires de proximité et acteurs parties-prenantes de ces dispositifs sont « *encastrés* » dans des contextes divers et complexes qu'il est nécessaire de prendre en compte. Le territoire, en particulier, joue un rôle essentiel, nous y reviendrons.

D'un point de vue méthodologique, ces auteurs proposent une décomposition temporelle des trajectoires, afin d'en mettre en évidence les *ingrédients*, les *moteurs*, les *séquences*, et les éventuelles *bifurcations*. Ces propositions théoriques et méthodologiques s'appliquent aux trajectoires des projets dans des organisations. Par extension, nous les avons adaptées à notre cas pour l'analyse des trajectoires de dispositifs « *situés* » dans des territoires. Par ailleurs, selon les auteurs eux-mêmes, elles peuvent également être utilisées pour l'analyse de trajectoires individuelles, ce que nous avons également fait. Nous détaillons dans la section suivante la manière dont nous mobilisons et construisons les trajectoires des dispositifs et des acteurs (individuels, collectifs, institutionnels) de ces dispositifs, dans leur contexte territorial.

3.2. Concepts et outils théoriques et analytiques mobilisés

Dans les sections qui suivent, nous détaillons les outils et les concepts qui nous ont permis de comprendre, construire et analyser les trajectoires contextualisées (i.e. dans leurs territoires) des dispositifs et de leurs acteurs partie-prenantes. Nous nous appuyons sur l'approche

théorique de Brochier *et al.* [2010] tout en adaptant et complétant la méthodologie que proposent ces auteurs. En outre, les nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité s'incrinvent dans des dynamiques d'interaction multi-acteurs, et entre acteurs et espaces. Au fur et à mesure de notre cheminement intellectuel, et de l'interaction avec nos terrains, nous avons formulé l'hypothèse que ces dynamiques socio-spatiales ayant cours au sein des dispositifs de circuits alimentaires de proximité étaient le cœur de la construction d'une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne. Nous nous sommes donc dotée d'outils supplémentaires pour analyser pourquoi, comment et avec qui se construisent ces dynamiques au cours des trajectoires individuelles et collectives. Ces dynamiques socio-spatiales constituent le cœur et le fil rouge de nos analyses de trajectoires.

Nous adoptons donc la structure suivante pour cette section. Dans un premier temps nous nous plaçons à notre niveau d'analyse principal que constitue le « dispositif ». Nous montrons en quoi la notion de « dispositif » est pertinente pour analyser l'émergence des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité, puis nous présentons la méthodologie que nous avons mise en œuvre pour comprendre les processus d'émergence des dispositifs à travers l'analyse de leur trajectoire. Dans un second temps nous nous plaçons au niveau d'analyse que constitue le « territoire ». Nous expliquons comment nous envisageons le lien entre « dispositif » et « territoire » en distinguant le « territoire-matrice », support de l'émergence des dispositifs, et la « territorialité » des dispositifs. Dans un troisième temps, nous nous plaçons au niveau d'analyse que constituent les acteurs. Nous exposons pourquoi et comment nous avons construit les trajectoires des acteurs parties-prenantes des dispositifs, en distinguant les paysans et les autres acteurs. Dans un quatrième temps, nous montrons l'intérêt d'une analyse par les proximités géographiques et socio-économiques pour analyser la manière dont se construisent les dynamiques d'interactions socio-spatiales au cours des trajectoires, celles des dispositifs comme celles des acteurs parties-prenantes des dispositifs. En effet, les proximités sont non seulement un cadre de définition des circuits alimentaires de proximité (chapitre 2), mais elles sont aussi un cadre d'analyse des dispositifs. Enfin, nous terminons sur une ouverture sur la littérature sur le concept de « reconnaissance ». En effet, même si nous avons abordé la reconnaissance de manière pragmatique, dans le sens où c'est le terme que nous avons choisi pour nommer les processus de requalification positive de la place et du rôle des paysanneries dans l'espace et dans la société andins, il existe néanmoins une littérature en sciences sociales sur la reconnaissance qui nous permet d'éclairer *a posteriori* les processus de marginalisation et de reconnaissance des paysanneries andines.

3.2.1. La notion de dispositif pour analyser les circuits alimentaires de proximité

3.2.1.1. Revue de littérature de l'utilisation de la notion de « dispositif » pour analyser les circuits alimentaires de proximité

3.2.1.1.1. Un premier essai : la mobilisation de la notion de « dispositif de vente en circuits courts » pour une approche économique des circuits courts dans les territoires

Comme souligné plus haut, la notion de dispositif a, pour la première fois, été utilisée et définie pour les circuits courts dans le cadre du projet de recherche-action SALT²⁹⁰ (2007-2010), coordonné par la FRCIVAM Bretagne et auquel était associé le Laboratoire de Développement Rural d'Agrocampus Ouest. Le projet SALT était l'un des premiers projets en France sur les circuits courts alimentaires, et la première étude qui avait pour objectif l'analyser des circuits courts à l'échelle des territoires. En effet, les analyses antérieures sur les circuits courts se plaçaient le plus souvent à l'échelle des producteurs commercialisant en circuits courts, ou à l'échelle des consommateurs s'approvisionnant en circuits courts. L'originalité du projet SALT a été de développer une méthode d'analyse des circuits courts qui consistait à « *décrire les interactions entre les acteurs des circuits courts au niveau d'un territoire, dans le but d'élaborer une stratégie locale de développement de ces modes de commercialisation des produits alimentaires* » [Berger, 2010]. En d'autres termes, l'approche consistait à accéder à l'ensemble des parties prenantes d'un circuit court particulier, en entrant par les lieux (physiques ou institutionnels) de vente en circuits courts, c'est-à-dire par les « dispositifs » de vente en circuits courts, que l'on peut regrouper dans des « modalités ». La première définition du couple dispositif/modalité apparaît dans un mémoire étudiant, un des premiers²⁹¹ réalisé dans le cadre du projet SALT [Denéchère, 2007] :

*« Nous appellerons **dispositif** de vente en circuit court **une**²⁹² organisation (individuelle ou collective) autonome et formellement délimitée dont l'objet est la commercialisation en circuit court. Un dispositif peut agréger plusieurs fournisseurs. Ex : [le magasin de producteurs] Brin d'herbe, le panier Saint Gilles [...] le marché des Lices²⁹³ [...] sont des dispositifs de circuits courts.*

*« Nous appellerons **modalité** de vente en circuit court **un type**²⁹² d'organisation de vente qu'appliquent des dispositifs présentant des fortes similitudes quant au fonctionnement concret de la distribution [...] Cette dénomination permet de regrouper des dispositifs voisins, mais tous les dispositifs ne correspondent pas forcément à une modalité connue et reconnue, et les modalités sont plus ou moins homogènes. Elles peuvent aussi mélanger circuits courts et longs (ex : marché avec producteurs et revendeurs). Ex : les marchés, les ventes de panier, les points de vente collectifs, [...] sont des modalités de circuits courts. »*

Dans un ouvrage collectif de synthèse sur les circuits courts alimentaires, issu du projet SALT et de collaborations avec d'autres chercheurs et acteurs travaillant sur les circuits courts, les définitions du couple dispositif/modalité sont résumées comme suit [Maréchal, 2008]:

²⁹⁰ Systèmes Alimentaires Territorialisés

²⁹¹ De nombreux mémoires étudiants ont été réalisés dans le cadre du projet SALT. Certains sont consultables sur le site de la FRCIVAM Bretagne : http://www.civam-bretagne.org/civam.php?pj=132&ref_rub=21&ref=59/

²⁹² C'est nous qui soulignons et/ou mettons en gras

²⁹³ Il s'agit d'exemples de dispositifs de circuits courts localisés dans le Pays de Rennes

« Nous considérons que ce sont les lieux (physiques ou institutionnels) où les produits changent de main qui sont à observer pour mieux comprendre ce qui s’y passe. Pour disposer d’un vocabulaire commun, nous avons nommé « dispositifs » les espaces institutionnalisés qui permettent l’échange. [...] Chacun d’entre eux entretient des liens de parenté étroits avec d’autres initiatives. Nous les regroupons par familles, sortes de classes présentant une certaine homogénéité, dénommées « modalités »

Même si nous retenons du projet SALT l’entrée par les « dispositifs »²⁹⁴, et reprenons ce terme à notre compte, nous considérons que leur définition de la notion de dispositif de vente en circuits courts, et la méthode qui en découle, sont à la fois trop restrictives et trop statiques pour comprendre les processus d’émergence des circuits alimentaires de proximité dans un territoire. Ainsi, le « dispositif », selon le projet SALT, considère uniquement les parties-prenantes directement impliquées dans l’échange des produits, c’est-à-dire les producteurs, les consommateurs et les éventuels intermédiaires²⁹⁵. En considérant « *les lieux (physiques et institutionnels) où les produits changent de main* »²⁹⁶ [Maréchal, 2008] l’approche SALT, qui est une approche essentiellement économique [Denéchère, 2007] ne s’intéresse qu’à ce qui se passe, et à qui intervient *au cours* de l’échange des produits alimentaires. Or, dans les circuits alimentaires de proximité, il se passe autant de choses (projets, objets, valeurs etc.) et il y a autant d’acteurs (autres que les producteurs, les consommateurs et les éventuels intermédiaires) *autour* de l’échange qu’*au cours* de l’échange des produits, et il est nécessaire d’appréhender ces deux dimensions pour comprendre « *ce qui se passe* » dans les circuits alimentaires de proximité. En outre, l’approche SALT consiste surtout à observer, caractériser et évaluer les circuits courts dans un territoire à un instant t, en d’autres termes l’approche n’est dynamique ni dans le temps ni dans l’espace, et ne peut pas suffire pour comprendre les processus d’émergence des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité dans leur contexte territorial. Il convient donc d’enrichir la notion de « dispositif » de circuit alimentaire de proximité.

3.2.1.1.2. Un essai enrichi : la mobilisation de la notion de « dispositif d’action » pour une approche géographique du lien entre circuits courts et territoires

Dans une étude exploratoire visant à comprendre comment les circuits courts émergent et se développent dans différents territoires, Dumain *et al.* [2010] proposent la notion de « dispositifs d’action », « *formes d’organisation collective, formelles ou non, qui guident ou supportent l’organisation des circuits courts* », pour analyser les circuits courts en tant qu’« *ensembles complexes localisés composés de producteurs, de consommateurs, mais aussi d’autres acteurs privés et publics* ». De la même manière que ce nous proposons, elles prennent ainsi en compte à la fois les acteurs impliqués *au cours* et les acteurs impliqués *autour* de l’échange des produits, contrairement à l’approche SALT. En outre la définition du « dispositif » proposée ici, centrée sur l’action collective, permet une analyse dynamique, dans le temps et dans l’espace, des circuits

²⁹⁴ Plutôt que, par exemple, une entrée uniquement par les producteurs ou les consommateurs, ou par les produits.

²⁹⁵ Nous renvoyons le lecteur au mémoire de [Denéchère, 2007] où la définition du dispositif est très détaillée, notamment sur le schéma de la page 32 (<http://www.civam-bretagne.org/imgbd/File/memoire-Denechere-SALT.pdf>, consulté le 2 juillet 2014).

²⁹⁶ C’est nous qui mettons en gras

alimentaires de proximité dans leurs territoires. Et, de fait, à travers trois études de cas de dispositifs d'action dans la région Rhône-Alpes, les auteures analysent les processus de construction progressive des dispositifs, leurs dynamiques de transformation, ainsi que leurs liens avec les espaces institutionnels, les espaces socio-économiques et les espaces vécus par les acteurs de ces dispositifs.

Par ailleurs, la notion de dispositif, telle que définie dans cette étude, a permis aux auteures de résoudre un problème auquel nous avons-nous-même été confrontée dans notre recherche : quelle unité d'observation et *a fortiori* quel cadre d'analyse est suffisamment englobant et opérant, pour permettre de recouvrir et de comparer une grande diversité de formes de circuits alimentaires de proximité, et avec une telle asymétrie en termes de *type* et de *nombre* d'initiatives étudiés par terrain? Ainsi, dans la province de Chimborazo, en Équateur, nous avons étudié deux types de circuits alimentaires de proximité (feria citoyenne et panier communautaire), et il existe plusieurs initiatives par type (plusieurs ferias citoyennes et deux paniers communautaires). À Tiwanaku, en Bolivie, nous avons étudié une seule initiative d'un seul type de circuit alimentaire de proximité (les achats publics de la Municipalité de Tiwanaku à l'AMPACH pour le déjeuner scolaire). Enfin, à Huancavelica, au Pérou, nous avons étudié plusieurs initiatives appartenant à un même type (commercialisation locale de produits transformés dans des micro-fromageries rurales). Or, la notion de « dispositif d'action » a permis à Dumain *et al.* [2010] de décrire et de comparer des situations à la fois très diverses et très asymétriques : une diversité de circuits courts en Ardèche (i.e. plusieurs types de circuits courts, et plusieurs initiatives dans chaque type), la restauration collective dans l'Y grenoblois (un type de circuits courts, plusieurs initiatives), et un collectif de système de paniers à Lyon (un type de circuit court, une seule initiative). Par ailleurs, contrairement à la définition utilisée dans le projet SALT²⁹⁷ la notion de « dispositif » utilisée ici ne se recoupe pas forcément avec celle d'« initiative ». C'est bien le cas dans l'étude Dumain *et al.* et c'est également le cas pour nous. Par exemple, à Riobamba il y a trois ferias citoyennes, et il y en a dans d'autres petites villes de la province, ce qui fait plusieurs initiatives, mais l'analyse a montré qu'il s'agissait du même « dispositif ». En effet, la feria citoyenne Macají est la première feria citoyenne à avoir été créée dans la province de Chimborazo. Les autres, que ce soit en termes d'acteurs parties prenantes ou de projet, découlent du et sont liés à la première, et se sont en réalité développées durant la phase d'essaimage du « dispositif ». Dans ce cas précis, le « dispositif » n'est pas « la feria Macají » ou « la feria 24 de Mayo », mais il correspond aux « ferias citoyennes de la province de Chimborazo ».

Enfin, même si l'étude de Dumain *et al.* reste explicitement centrée sur les différents acteurs parties-prenantes des dispositifs et sur les espaces de ces dispositifs, la lecture laisse apparaître que ces dispositifs sont également supports et construits de projets (notamment de projets politiques dans les cas étudiés). Ainsi, les « dispositifs d'action » ne sont pas seulement des « formes d'organisation collective [...] qui guident ou supportent l'organisation des circuits courts », permettant alors de décrire le *qui*, le *comment*, le *où* et le *quand* des circuits courts, mais

²⁹⁷ Rappel : extrait de la définition du projet SALT : [...] nous avons nommé « *dispositifs* » les espaces institutionnalisés qui permettent l'échange. [...] Chacun d'entre eux entretient des liens de parenté étroits avec d'autres *initiatives*. » Ici, dispositif et initiative sont bien synonymes.

ils sont également porteurs de buts, d'objets, de projets, c'est à dire d'un sens pour les acteurs, pour le territoire et pour le chercheur. Dans ce cas, le « dispositif d'action » doit permettre aussi d'analyser le *pourquoi* et le *vers quoi* les acteurs parties-prenantes des dispositifs interagissent.

3.2.1.2. *Bilan : la mobilisation de la notion de dispositif pour une compréhension dynamique du sens de l'émergence des circuits alimentaires de proximité dans leurs territoires*

De la définition du projet SALT à la définition de Dumain *et al.* [2010], la notion de « dispositif » s'est enrichie du fait d'une meilleure prise en compte de la complexité de l'objet « circuit court », de sa dynamique et de son lien avec le territoire. La définition de « dispositif d'action » proposée par Dumain *et al.* est particulièrement intéressante parce qu'elle prend en compte les dynamiques d'interactions socio-spatiales au sein des dispositifs et entre dispositifs et territoire. Toutefois, même si les auteures soulignent, dans la conclusion de leur travail, que les dispositifs étudiés sont porteurs de projets qui parfois dépassent même le cadre de l'agriculture et de l'alimentation, leur définition du « dispositif d'action » ne permet pas de prendre suffisamment en compte cette dimension *du sens* de l'émergence des circuits courts dans les territoires.

3.2.1.2.1. *Les apports des travaux de Foucault sur la notion de dispositif*

A ce titre, il est intéressant de faire un détour par les définitions que les dictionnaires proposent de la notion de dispositif²⁹⁸. Les définitions sont très éloignées de notre objet, puisqu'il s'agit de définitions techniques, juridiques ou même militaires. Cependant, dans tous les cas, il s'agit d'un ensemble d'éléments agencés en vue d'un but précis. Or, nous retrouvons cette idée d'ensemble d'éléments et d'intentionnalité dans les travaux de Foucault [[1977] 1994], pour qui le dispositif est le « *réseau tissé entre [...] un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques... du dit aussi bien que du non-dit.* » Cette définition de la notion de dispositif a notamment été utilisée par Rey-Valette *et al.* [2010] pour une analyse des formes de gouvernance territoriale, dans le cadre du projet PSDR 3 (2007-2011) Gouv.Innov²⁹⁹, portant sur les innovations organisationnelles dans la gouvernance territoriale. De la même manière que nous avons constaté la diversité des formes possibles de circuits alimentaires de proximité, ces auteurs ce sont retrouvés face à une grande diversité de formes possibles de gouvernance, et à la nécessité de définir « *une unité d'observation commune qui soit suffisamment large pour recouvrir l'ensemble des formes* ». Or, selon ces auteurs, la notion de dispositif, telle que définie par Foucault, de par sa plasticité, remplit parfaitement cette condition et permet ainsi de « *construire une compréhension dynamique de l'origine, de la mise en œuvre et du déploiement de la gouvernance territoriale* »... Ainsi, de manière similaire, elle permet de construire une compréhension dynamique des processus d'émergence, de

²⁹⁸ LAROUSSE en ligne : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/dispositif/25960?q=dispositif#25838>, CNRTL (Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales) : <http://www.cnrtl.fr/definition/dispositif>

²⁹⁹ Les informations et publications du projet Gouv.Innov sont disponibles sur le site du programme PSDR 3 de la région Languedoc-Roussillon <http://www1.montpellier.inra.fr/PSDR/?page=gouvinnov&rub=realisation>

structuration et d'essaimage des circuits alimentaires de proximité dans leurs territoires, et notamment d'accéder à leur sens. Dans une thèse en sociologie sur les certifications avec label ou logo, chartes et systèmes participatifs de l'économie solidaire, désignés comme « dispositifs de qualité », Rodet [2013] souligne en effet le caractère à la fois dynamique et intentionnel du dispositif de Foucault, en rappelant deux caractéristiques importantes : « *un dispositif se met d'abord en place pour remplir* « une fonction stratégique dominante », *souvent pour* « répondre à une urgence ». *Il survit ensuite à l'intentionnalité et aux visions qui ont présidé à sa mise en place : le dispositif se maintient au-delà de l'objectif stratégique initial, et se trouve remobilisé pour gérer les effets qu'il a lui-même produits* ».

3.2.1.2.2. Adaptation de l'approche de Foucault pour notre objet : définition d'un dispositif de circuit alimentaire de proximité

En guise de synthèse, la définition que Foucault donne du dispositif est suffisamment large et opérante pour caractériser et analyser cet objet complexe que constituent les circuits alimentaires de proximité et pour comprendre leur émergence et leur sens. Nous proposons d'adapter précisément cette définition à notre objet tout en conservant l'essence de la définition de Foucault (Encadré 22). En effet, si Foucault définit le dispositif comme étant composé d'un ensemble « *résolument hétérogène* » d'éléments, et cite une liste d'éléments, tout en laissant celle-ci ouverte à d'autres éléments qui n'auraient pas été cités, nous considérons qu'il est important de préciser quels sont ces éléments dans notre cas. En particulier, la définition de Foucault ne mentionne pas la dimension spatiale du dispositif qui, dans le cas des circuits alimentaires de proximité, est primordiale. Elle ne mentionne pas non plus explicitement les acteurs, même s'ils sont présents en filigrane dans la définition. À ce titre, la définition de « dispositif d'action » de Dumain *et al.* [2010] est beaucoup plus explicite et accorde une place centrale aux acteurs, à l'action collective et aux espaces de cette action collective. Or, à l'instar de Dumain *et al.*, nous considérons également qu'un dispositif de circuit alimentaire de proximité est d'abord composé d'une diversité d'acteurs qui interagissent entre eux et avec l'espace. Mais nous considérons en plus, à l'instar de Foucault, que le dispositif a un caractère intentionnel : les acteurs agissent et s'organisent ensemble et avec les autres composantes du dispositif pour des raisons précises et dans un but précis. Toutefois, plutôt que d'« objectif stratégique », nous préférons parler de « projet ». Ce projet comporte trois dimensions [Gasselin *et al.*, 2012a] : une dimension éthique, morale et idéologique (qui correspond aux valeurs), une dimension identitaire (enjeu de se distinguer collectivement des autres), et une dimension économique. Ce projet est en lien avec les « objets » et « ressources » matériels ou immatériels/symboliques autour desquels se rassemblent et interagissent les acteurs de ces dispositifs, et se traduit et se met en œuvre à travers des actions et une organisation concrète du dispositif. Comme le souligne Foucault, ce projet évolue en fonction des effets produits par le dispositif, et des épreuves qu'il rencontre (dimension dynamique du dispositif). Les effets résultent des actions mises en œuvre par le dispositif. Quant aux épreuves, elles peuvent être dues aux contingences externes ou bien à des controverses au sein du dispositif. Par ailleurs, plutôt que de « *réseau tissé* » entre un ensemble d'éléments, nous préférons parler d'un ensemble d'éléments « en interaction », afin d'insister sur le caractère dynamique du dispositif. Toutes les composantes du

dispositif agissent en effet les unes sur les autres dans un mouvement dynamique, dans le temps et dans l'espace. Enfin, nous insistons sur une dimension spécifique aux circuits alimentaires de proximité, à savoir qu'ils sont « situés », c'est-à-dire qu'ils s'inscrivent dans des territoires, et plus généralement dans des contextes géographiques et historiques, qui les conditionnent et qu'ils contribuent à transformer. En outre, ils sont également porteurs de territorialités multiples (voir infra).

Encadré 22 - DÉFINITION D'UN DISPOSITIF DE CIALP

Un **dispositif** de circuit alimentaire de proximité est un ensemble complexe composé d'**acteurs** individuels et collectifs divers (producteurs, consommateurs, intermédiaires, et autres acteurs publics et privés etc.) aux identités, aux représentations, aux histoires et aux objectifs multiples et d'**espaces** divers (espaces de production, d'échange, de consommation, d'action publique).

Ces acteurs et ces espaces sont **en interaction dynamique**, *via* des **proximités**, entre eux, et autour d'**objets/ressources** matériels et immatériels/symboliques qui guident la construction de **projets** (éthiques, identitaires, économiques) mis en œuvre à travers des **actions** et **une organisation concrète** plus ou moins **institutionnalisée**.

Le dispositif circuit alimentaire de proximité **évolue dans le temps et dans l'espace** en fonction des **effets** qu'il produit et des **épreuves** (contingences externes ou controverses internes) qu'il rencontre.

Le dispositif circuit alimentaire de proximité est à la fois **inscrit dans des territoires** qui le conditionnent et qu'il contribue à transformer, et **porteur de territorialités multiples**.

3.2.1.3. *Opérationnalisation de la notion de dispositif : grilles d'analyse des processus d'émergence des dispositifs*

Envisager les CIALP comme des dispositifs a pour but de permettre l'élaboration d'une grille d'analyse opérationnelle. Notre définition permet à la fois d'appréhender les CIALP comme des processus dynamiques et de spécifier l'ensemble des composantes qui interagissent, ce qui donne un cadre pour construire les trajectoires des dispositifs.

Comme dit précédemment, nous nous sommes inspirée des propositions théoriques et méthodologiques de Brochier *et al.* [2010] pour construire et analyser les trajectoires des dispositifs. Sur la base d'une abondante revue de littérature, ces auteurs proposent une méthodologie de décomposition temporelle des trajectoires afin d'en mettre en évidence les *ingrédients*, les *moteurs*, les *séquences*, et les éventuelles *bifurcations*. Les *ingrédients* correspondent aux éléments du contexte identifiés par le chercheur comme agissant sur la trajectoire. Dans notre cas, nous considérons que les *ingrédients* correspondent à l'ensemble des composantes qui interagissent au sein du et sur le dispositif (Encadré 22). Les *moteurs* correspondent aux mécanismes qui produisent du mouvement des ingrédients et de leurs assemblages au cours de la trajectoire. Ces moteurs sont de nature diverse, il peut s'agir par exemple de l'existence d'un objectif commun, ou bien de tensions entre les diverses entités en

présence. Les *séquences* correspondent à des segments temporels de la trajectoire, elles sont à la fois une chronologie et une logique d'agencement des *ingrédients*. Chaque séquence d'une trajectoire peut avoir un *moteur* spécifique. L'analyse du chercheur consiste à identifier si la configuration des ingrédients a changé – auquel cas la trajectoire est entrée dans une nouvelle séquence –, et si le moteur est le même que celui de la séquence précédente. Les *bifurcations* correspondent à des segments temporels de basculement dans la trajectoire, au cours desquels une recomposition intense de la configuration des ingrédients débouche sur une réorientation brutale de la trajectoire. Une période de bifurcation est caractérisée par un évènement en rupture avec le déroulement normal de la trajectoire, qui joue le rôle de pivot dans ce basculement. Soulignons que le passage d'une séquence à une autre, dans une trajectoire, n'est pas nécessairement lié à une bifurcation, la configuration des ingrédients pouvant changer progressivement sans qu'il y ait de rupture.

Dans notre cas, la *décomposition temporelle* des trajectoires des dispositifs de CIALP consiste à mettre à la fois en récit et en schémas les différentes étapes de la vie des dispositifs, depuis leurs prémices jusqu'à aujourd'hui. Nous combinons ainsi la *méthodologie de décomposition temporelle* de trajectoire avec deux autres méthodologies d'analyse des trajectoires [Brochier *et al.*, 2010], que nous mettons au service de la décomposition temporelle. La première, *méthodologie narrative*, consiste à décrire et à raconter les trajectoires en détail, en soulignant la singularité des évènements qui s'y déroulent. La seconde, la *méthodologie graphique*, consiste à positionner, sur un même schéma, des évènements et des données situés sur différents niveaux, dans différentes temporalités, avec des liens de nature différente.

Notre mise en œuvre de la méthodologie de décomposition temporelle des trajectoires suppose de réaliser une analyse en deux phases, simultanées et reliées entre elles. La première phase consiste à identifier les différentes séquences qui sont présentes dans les trajectoires des dispositifs. La méthodologie de décomposition temporelle suppose en effet de ne pas prendre le temps comme un axe le long duquel la trajectoire se déroule régulièrement, mais de centrer l'analyse sur l'identification des cohérences, des changements et des ruptures brutales dans la trajectoire. Quant à la seconde phase elle consiste à analyser comment et pourquoi les différentes composantes des dispositifs se configurent et interagissent lors de chaque séquence et comment et pourquoi ces configurations et ces interactions évoluent d'une séquence à l'autre.

Nous avons donné une définition du dispositif qui nous fournit un cadre pour construire ces trajectoires, et nous oriente sur les données à collecter. Ainsi, les données à collecter correspondent aux différentes composantes des dispositifs, dont la configuration évolue à chaque séquence et qui, nous l'avons dit, constituent les *ingrédients* de la trajectoire. Par conséquent, la grille d'analyse des trajectoires se présente donc de la façon suivante (Figure 19).

Figure 19 - Grille d'analyse des trajectoires de dispositifs de circuits alimentaires de proximité

Définition du dispositif de circuit alimentaire de proximité	Données à collecter		Séquences à identifier		
			Séquence 1	Séquence 2	Séquence n
<i>inscrit dans des territoires qui le conditionnent</i>	Contexte	National			
		Local			
<i>un ensemble complexe composé d'acteurs et d'espaces...</i>	Acteurs				
	Espaces				
<i>...en interaction dynamique, via des proximités, autour d'objets/ressources</i>	Interactions socio-spatiales				
	Objets/ressources				
<i>...supports et construits de projets</i>	Projets				
<i>...qui sont mis en œuvre à travers des actions et une organisation concrète plus ou moins institutionnalisée</i>	Actions				
	Organisation, gouvernance, règles				
<i>évolue en fonction des effets qu'il produit et des épreuves qu'il rencontre</i>	Effets produits				
	Épreuves				
<i>est porteur de territorialités multiples</i>	Liens avec l'extérieur	Niveau local			
		Niveau national			

Nous n'avons pas utilisé la grille comme un tableau statique où nous inventorions, dans chaque case, les différentes composantes du dispositif, mais comme un organigramme dynamique représentant l'évolution dans le temps (i.e. à chaque séquence) des différentes composantes et des liens qui les unissent. Nous avons pour cela procédé en trois temps.

Étape 1 : organigramme dynamique manuscrit de la trajectoire des dispositifs.

Dans un premier temps, dans une phase d'analyse intermédiaire, nous avons conservé les lignes du tableau pour réaliser l'organigramme dynamique de la trajectoire des dispositifs. En cela notre organigramme présente de fortes similitudes avec l'outil « chronique de dispositif » conçu et développé dans le cadre du projet PSDR Govv.Innov [Rey-Valette *et al.*, 2014 ; Rey-Valette *et al.*, 2011]. Un exemple de cette analyse intermédiaire graphique manuscrite de trajectoire est présenté en annexe 4.

L'intérêt de cet organigramme c'est que, comme le prévoit la méthodologie graphique d'analyse des trajectoires, il permet de positionner sur un même schéma des évènements et des données situés sur différents niveaux, dans différentes temporalités, avec des liens de nature différente. On visualise, sur un unique schéma, l'évolution des différentes composantes du dispositif dans le temps. Toutefois, il est très difficile de représenter sur un même schéma l'évolution du dispositif à la fois dans le temps et dans l'espace. En outre, cet organigramme, qui ne constitue qu'une phase transitoire de l'analyse, ne permet pas de bien visualiser comment les différentes composantes s'agencent dans chaque séquence, puisque celles-ci sont représentées chacune sur une ligne différente du tableau. Certes, certains liens peuvent être mis en évidence par des flèches qui traversent les lignes, mais cela surcharge l'organigramme, déjà très complexe, et il est quasiment impossible de faire figurer des flèches traversant plusieurs lignes, au risque de rendre l'organigramme illisible. En outre, étant donnée la complexité de cet organigramme, il est difficile de le réaliser en format informatique.

Étape 2a et 2b : réalisation, manuscrite puis informatique, pour chaque séquence, de schémas d'agencement des composantes du dispositif

Par conséquent, nous avons enrichi l'analyse en réalisant, pour chaque séquence de la trajectoire du dispositif, un schéma représentant l'ensemble des composantes du dispositif et leurs interactions. Autrement dit, pour chaque séquence, nous avons remplacé les lignes du tableau par un schéma d'agencement. Dans une première étape, nous avons réalisé ces schémas d'agencement à la main (annexe 4), puis nous les avons repris informatiquement. En définitive, ce sont ces schémas informatiques d'agencement des composantes du dispositif à chaque séquence qui constituent les schémas finaux d'analyse des trajectoires des dispositifs et que nous présenterons au chapitre 4.

Enfin, outre les représentations graphiques de la décomposition temporelle des trajectoires des dispositifs, nous racontons également ces trajectoires en détail, comme le prévoit la méthodologie narrative d'analyse des trajectoires, afin de bien exposer au lecteur comment les différentes composantes interagissent dans le temps et dans l'espace.

En conclusion, nous avons consacré cette section à la présentation théorique et méthodologique du cadre d'analyse des trajectoires des dispositifs de CIALP. Rappelons ici que les dynamiques des dispositifs de CIALP englobent les trajectoires singulières des acteurs individuels et collectifs qui en sont parties-prenantes et qui en constituent la composante principale. En outre, ces dispositifs s'inscrivent dans les contextes spatiaux et socio-historiques que constituent les territoires. Outre le dispositif, qui constitue notre niveau d'analyse principal, acteurs et territoires constituent les deux autres niveaux d'analyse, essentiels pour analyser les processus d'émergence des CIALP et leur contribution à la reconnaissance des paysanneries. C'est pourquoi nous consacrons la section suivante, en premier lieu au cadre d'analyse du lien entre dispositif et territoires, et en second lieu au cadre d'analyse des trajectoires des acteurs parties-prenantes des dispositifs de circuits alimentaires de proximité.

3.2.2. Focus sur les deux autres niveaux d'analyse : le territoire et les acteurs

3.2.2.1. Des circuits alimentaires de proximité inscrits dans des territoires qui les conditionnent et qu'ils contribuent à transformer, et porteurs de territorialités multiples

3.2.2.1.1. Le territoire, un niveau d'analyse nécessaire pour la compréhension de l'émergence et du développement des dispositifs de circuits alimentaires de proximité

Si le territoire est « *l'outil irremplaçable d'une démarche en géographie sociale* » [Di Méo, 1998] c'est d'autant plus vrai pour les CIALP. De fait, un nombre important d'études et recherches francophones consacrées aux circuits courts et de proximité mobilisent la notion de territoire. Ainsi, les circuits courts, éléments constitutifs de systèmes agri-alimentaires territoriaux [Lamine, 2012], sont des innovations socio-territoriales [Chiffolleau & Prevost, 2012] qui valorisent et construisent des ressources territoriales [Poisson & Saleilles, 2012b] qui les ancrent dans leurs territoires [Traversac & Kebir, 2010], et contribuent ainsi au développement territorial [Denéchère *et al.*, 2008]. Le territoire est en effet propice à l'émergence d'innovations [Beuret, 1998 ; Buclet, 2011 ; Pecqueur, 2004 ; Valette, 2003] et constitue alors « *l'unité cruciale d'analyse des stratégies d'acteurs dans l'espace géographique* » [Pecqueur, 2009, p. 56]. Or, les CIALP constituent justement des innovations, souvent des innovations sociales [Chiffolleau & Prevost, 2012 ; Delfosse, 2012a ; Delhommeau, 2009 ; Marsden *et al.*, 2000 ; Messmer, 2013 ; Renting *et al.*, 2003]. Par conséquent, pour comprendre leurs processus d'émergence et la manière dont ils évoluent, il est essentiel de les analyser dans leurs liens au territoire, autrement dit d'étudier ces innovations « situées » que constituent ces CIALP. Privilégier une approche territoriale est alors nécessaire, dans la mesure où une approche géographique des dispositifs de CIALP, en tant qu'objets socio-spatiaux, suppose l'analyse des interactions entre les dispositifs, les acteurs, et l'espace. Or, comme le souligne Valette [2003], « *le concept de territoire permet ce type d'approche en tant qu'il permet une mise en perspective des pratiques sociales comme rapports sociaux à l'espace [...] L'innovation sociale [dans notre cas : les formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité] s'inscrit alors comme pratique dans un système complexe [i.e. le territoire] reliant l'espace et la société* ».

3.2.2.1.2. Des circuits alimentaires de proximités situés dans des territoires... mais quels territoires ?

Nous nous sommes heurtée à une difficulté au moment du choix de nos études de cas. Dans quel(s) territoire(s) s'inscrivaient les dispositifs que nous nous apprêtons à analyser ? En d'autres termes, comment déterminer le « *calibrage* » et le « *gabarit* » [Elissalde, 2002] de la portion d'espace qu'occupent les dispositifs de circuits alimentaires de proximité étudiés ? Cette difficulté est, en fait, rarement résolue dans la plupart des études et recherches sur les circuits courts, dans lesquelles le concept de territoire demeure assez flou. Ainsi, dans certains cas, le territoire renvoie plus ou moins explicitement à une zone administrative, dans d'autres à une échelle de développement, ou bien à un simple cadre d'observation, ou encore à la localisation géographique des lieux de production et de consommation. Cependant, souvent, le (ou les) territoire(s) dans le(s)quel(s) s'inscrivent les circuits alimentaires de proximité ne sont pas réellement définis, et souvent postulés *a priori*. Or, dans notre cas, postuler le territoire *a priori* n'avait pas de sens dans la mesure où notre objet, et par conséquent notre porte d'entrée pour le choix des études de cas était les dispositifs de CIALP. Du fait de notre approche inductive et de

notre entrée par les dispositifs, le territoire ne pouvait pas être un simple « *cadre d'observation* » [Lamine, 2012, p. 143] des interactions entre acteurs, ce qui aurait supposé de « *postule[r] le territoire comme préexistant et d'analyse[r] ce qui s'y déroule* » [Pecqueur, 2005, p. 299], démarche qui renvoie au territoire *donné* ou *institué* selon Pecqueur [2005, 2009], souvent le territoire administratif. Certes, ces dispositifs, ou plus exactement les principaux lieux d'échange des produits, sont effectivement *localisés* dans des territoires administratifs dont les limites sont, de fait, aisément identifiables. Toutefois, le fait que les dispositifs soient *spatialement situés* dans ces espaces d'échelle locale, ne suffit pas pour analyser de manière complète leurs processus d'émergence et de développement. En effet, ces dispositifs, ainsi que les acteurs et les objets de ces dispositifs, sont également inscrits dans des configurations socio-spatiales complexes, et dynamiques dans le temps et dans l'espace. Le territoire étant « *cet écheveau complexe de relations socio-spatiales dynamiques, multidimensionnelles et multiscalaires* » [Di Méo, 1998], l'analyse des dispositifs de circuits alimentaires de proximité, théâtres d'interactions entre des acteurs, des espaces, des activités, des objets, des institutions, ne peut se réduire au constat de leur simple localisation géographique dans des territoires *donnés*, dessinés *a priori* et donc figés, dans l'espace et dans le temps. Au-delà de la seule localisation géographique des lieux de production et de consommation, les dispositifs de circuits alimentaires de proximité sont insérés dans des territoires dont nous ne pouvons pas discerner les contours *a priori*. Le chercheur ne peut appréhender ces contours qu'au fur et à mesure de l'analyse, socio-historique et spatiale, des processus d'émergence, de structuration et d'essaimage des dispositifs, et en ayant à l'esprit que les territoires, « *espace[s] de l'action, espace[s] tissé[s] d'entrelacs de transactions, de stratégies, d'intentionnalités, de débats, d'interactions innombrables* » [Di Méo, 2008], sont des supports d'émergence, mais sont aussi transformés par les dispositifs. Les territoires, qui « *associent et regroupent des acteurs dans des espaces dont les frontières peuvent varier au gré de leurs interactions* » [Torre & Beuret, 2012], sont en effet éminemment dynamiques, à géométrie variable dans le temps, dans l'espace, et en fonction des représentations et des pratiques des acteurs. Les processus d'émergence des dispositifs CIALP ne peuvent donc être compris qu'en les analysant comme liés à des territoires, qui sont « *à la fois le[s] contenant[s] et [les] issue[s] [de] processus d'élaboration [de] contenu[s]* » [Pecqueur, 2005, p. 299]. En d'autres termes, dans notre cas, les territoires n'ont de sens qu'en lien avec les trajectoires des dispositifs et des acteurs qui en sont partie-prenantes.

Par conséquent, c'est de manière progressive, à mesure qu'avancait notre enquête et notre interprétation des résultats, que nous avons appréhendé, visualisé, dessiné ces territoires, et plus généralement les multiples environnements socio-spatiaux avec lesquels interagissent les dispositifs, les acteurs parties-prenantes de ces dispositifs, et les objets de ces dispositifs. Il nous est ainsi apparu que les dispositifs de circuits alimentaires de proximité naissent, trouvent leur origine, émergent, dans un espace d'échelle locale que nous proposons d'appeler « *territoire-matrice* »³⁰⁰. Les dispositifs de circuits alimentaires de proximité ne sont en effet pas « flottants », ils sont *situés* dans une matrice territoriale correspondant à un espace d'échelle locale qui, en tant qu'espace physique, espace institutionnel, espace socio-économique, espace vécu, espace d'action publique et collective, et espace construit, est porteur d'un contexte socio-

³⁰⁰ Merci à Pierre Gasselin qui nous a suggéré ce terme.

historique et spatial qui fournit des conditions et des ressources permettant l'émergence de ces dispositifs. Ce territoire-matrice constitue donc un support fondamental de l'émergence des dispositifs, et en même temps, dans une interaction constante entre dispositifs, acteurs et territoire, il est également transformé par les dispositifs.

Mais l'analyse progressive de nos études de cas nous a mise face à la nécessité analytique d'aller au-delà de ces espaces d'échelles locale où sont localisés les dispositifs, pour comprendre comment et pourquoi ces dispositifs se développent, se structurent et s'essaient. Il est en effet apparu que les dispositifs de circuits alimentaires de proximité sont souvent encastés, et en interaction, avec différents types d'espaces (politiques, institutionnels, économiques, sociaux, culturels, identitaires, et vécus par les acteurs individuels et collectifs parties-prenantes de ces dispositifs), à différentes échelles (locale et même multi-locale, nationale, voire internationale). Par conséquent, ces dispositifs, à mesure qu'ils se développent et s'essaient, ont des ancrages variés, construits à travers diverses médiations et mécanismes complexes permettant l'emboîtement et l'articulation d'échelles spatiales et temporelles. En d'autres termes, si les dispositifs naissent dans un territoire-matrice qui conditionne leur émergence, à mesure qu'ils se structurent, se multiplient et se mettent en réseau, ils s'autonomisent et développent des « territorialités » propres, les conduisant parfois à s'affranchir en partie du territoire-matrice qui les a fait naître. Ces territorialités correspondent aux « *relations qu'entretient un groupe [dans notre cas, un dispositif de CIALP] et, par conséquent, les sujets qui y appartiennent [dans notre cas, un acteur engagé dans un dispositif de CIALP], avec l'extériorité et/ou l'altérité, à l'aide de médiateurs, dans la perspective d'atteindre la plus grande autonomie possible compatible avec les ressources du système* » [Raffestin, 1986, p. 92].

3.2.2.1.3. Vers une grille d'analyse du lien entre dispositifs et territoire : territoire-matrice et territorialités des dispositifs

Nous l'avons vu, au-delà du lien avec le territoire « matrice » qui les conditionne et qu'ils contribuent à transformer, les dispositifs ont des configurations socio-spatiales multiples et évolutives dans le temps. En d'autres termes, les dispositifs et les acteurs parties-prenantes de ces dispositifs sont porteurs de territorialités multiples, parfois articulées entre elles, variables dans le temps et l'espace et mouvantes au gré des dynamiques interactionnelles qui émergent, se construisent et se renouvellent au sein des dispositifs. Ainsi, pour comprendre et analyser le lien entre dispositifs et territoires, il est nécessaire de procéder en deux temps.

Dans un premier temps nous analysons quelles sont les caractéristiques du territoire-matrice qui contribuent à faire émerger les dispositifs de CIALP. Pour cela, nous nous sommes appuyée sur la grille de description du territoire proposée par Laganier *et al.* [2002]. Cette grille (Tableau 14) propose une définition plurielle de la notion territoire, qui recouvre trois dimensions différentes et complémentaires : la dimension matérielle, la dimension organisationnelle et la dimension identitaire. Elle est très proche de celle proposée par Moine [2006], qui envisage le territoire comme un système complexe composé de trois sous-systèmes (l'espace géographique, les acteurs et les représentations) en interrelation dynamique, selon une boucle ininterrompue de construction-déconstruction.

Tableau 14 - Grille de description du territoire "matrice" des dispositifs

Dimension matérielle = <i>l'espace</i>	Le territoire est conçu comme un espace doté de propriétés physiques naturelles (caractéristiques écologiques et morphologiques) et construites (résultant de l'aménagement de l'espace par les sociétés), qui lui confèrent des potentialités (i.e. des ressources) ou des contraintes pour le développement. Ces propriétés physiques se caractérisent à la fois par leur structure et par leur dynamiques dans le temps et dans l'espace.
Dimension organisationnelle = <i>les acteurs</i>	Le territoire est une entité dotée d'une organisation (sociale, économique, politique, réticulaire ³⁰¹ etc.) des acteurs sociaux et institutionnels, et de processus de régulation. Cette organisation et ces processus de régulation se caractérisent par des rapports de hiérarchie, de domination, de solidarité, de complémentarité.
Dimension identitaire = <i>l'identité et les représentations</i>	L'identité d'un territoire est caractérisée par son nom, son histoire, son patrimoine, sa culture, ainsi que par la manière dont les groupes sociaux l'habitent, se le représentent, se l'approprient, s'y projettent, et le font exister au regard des autres.

Réalisation : Claire Heinisch, d'après [Laganier et al., 2002] et [Moine, 2006]

Dans un second temps, nous analysons l'évolution de la territorialité des dispositifs étudiés pendant leurs diverses phases de développement, de multiplication et d'essaimage, en d'autres termes au cours des différentes séquences et éventuelles bifurcations de leur trajectoire. Les schémas d'agencement des différents éléments des dispositifs dans l'espace, réalisés pour chaque séquence de la trajectoire (§ 3.2.1.3), nous permettent de représenter l'évolution de la territorialité des dispositifs.

3.2.2.2. Des dispositifs de circuits alimentaires de proximité qui englobent des trajectoires singulières d'acteurs porteurs d'identités, d'histoires, et de motivations multiples

3.2.2.2.1. Généralités sur l'analyse des trajectoires des acteurs pour notre recherche : pourquoi, comment ?

Les dispositifs de CIALP s'inscrivent dans des dynamiques d'interactions entre acteurs multiples, et entre acteurs et espaces, dans des territoires spécifiques. Pour comprendre les processus d'émergence des CIALP, et le « sens » de ces dispositifs, notamment pour les paysans, il est nécessaire d'analyser qui, pourquoi et comment en vient à être partie-prenante. En d'autres termes, il s'agit de reconstituer les trajectoires d'engagement³⁰² des acteurs dans les dispositifs, qu'il s'agisse d'acteurs individuels (par exemple un paysan ou une famille paysanne, un consommateur, ou tout autre acteur-clé particulier), collectifs (par exemple une organisation de producteurs) ou institutionnels (par exemple un acteur public, une ONG). Avec Lussault [2013]

³⁰¹ Nous ajoutons l'organisation réticulaire, non mentionnée par les auteurs. Si certains opposent *territoires* et *réseaux*, nous considérons qu'il y a un lien entre les deux, dans la mesure où les réseaux (d'individus, d'entreprises, d'institutions, de savoirs etc.) ne reposent pas sur rien, où leur constitution socio-spatiale demeure importante et, où inversement, les réseaux affectent les territoires, dans un processus constitutif mutuel [Painter, 2009].

³⁰² Nous n'utilisons pas ici le terme d'« engagement » avec une connotation militante, mais plutôt dans le sens de Lajarge [2008] qui souligne que « *s'il y a une mise en action possible, c'est qu'il y a engagement* ».

nous considérons que l'acteur (individuel, collectif ou institutionnel³⁰³) est multi-rationnel, qu'il est doté d'une intériorité (c'est-à-dire d'une subjectivité), et, enfin, qu'il est pourvu d'une intentionnalité. Selon Di Méo [2013], l'intentionnalité signifie attribuer un sens aux choses et à son action, à la fois en tant que sujet libre et en tant qu'être socioculturel déterminé par des structures et des institutions, d'où l'importance de situer l'acteur et son action dans son contexte.

Reconstituer les trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs de circuits alimentaires de proximité a un double objectif. Cela nous permet lieu de comprendre le sens et le vécu, pour les acteurs, de l'engagement dans les dispositifs de circuits alimentaires de proximité ainsi qu'en faveur de l'agriculture familiale et paysanne, en particulier à travers la compréhension de leurs motivations, qui constituent des moteurs de leur trajectoire (Tableau 15). En outre, les trajectoires des acteurs servent également à renseigner les trajectoires et le fonctionnement des dispositifs. En effet, la trajectoire d'un dispositif est en interaction avec les trajectoires des acteurs qui en sont parties-prenantes. À ce titre, les acteurs parties-prenantes, qui « vivent » le(s) dispositif(s) de circuit alimentaire de proximité dans le(s)quel(s) ils sont engagés, sont dotés d'une « compétence » [Olivier de Sardan, 2008] sur ce dispositif, dans le sens où ils sont supposés refléter un savoir commun qu'ils partagent avec les autres acteurs parties-prenantes du dispositif. En racontant le vécu de leur engagement dans un dispositif de circuit alimentaire de proximité ils racontent, au moins en partie, où, comment, pourquoi, avec qui le dispositif a émergé et s'est structuré.

Nous nous sommes inspirée des propositions théoriques et méthodologiques de Brochier *et al.* [2010] pour reconstituer les trajectoires socio-spatiales des dispositifs, mais aussi celles des acteurs (toutes ces trajectoires étant en interaction les unes avec les autres), en accordant une place importante aux contextes historiques, sociaux et spatiaux dans lesquels les acteurs et les dispositifs évoluent. Les acteurs et les dispositifs interagissent en effet avec un environnement qui définit des atouts et des contraintes, et qui est en même temps transformé par les acteurs et le dispositif. Une composante importante de cet environnement est le territoire « matrice », support de l'émergence des dispositifs.

Nous avons procédé par décomposition temporelle des trajectoires, en mettant en évidence les *séquences*, les éventuelles *bifurcations*, les *ingrédients* et les *moteurs* des trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs. Le Tableau 15 ci-dessous recense les éléments constitutifs des trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs de CIALP. Nous détaillerons la manière dont nous avons procédé pour récolter ces éléments dans la section 4 du présent chapitre.

³⁰³ Lussault [2013] rappelle que l'on peut parler d'acteur autant pour des individus que pour des collectifs, les acteurs collectifs étant dotés de potentiels proches de ceux des individus. En ce qui concerne les institutions ou les organisations complexes, ce sont des collectifs hybrides composés d'humains, de non-humains, d'idées, de choses etc. qui s'incarnent dans des acteurs bien identifiés (les porte-paroles ou les représentants de ces organisations/institutions) et dans des actants non-humains particuliers (par exemple un rapport institutionnel). Par extension, nous parlons donc également d'« acteurs » pour les acteurs publics (que nous nommons « acteurs institutionnels ») et pour tous les autres acteurs collectifs.

Tableau 15 - Éléments constitutifs des trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs de CIALP

Séquences et éventuelles bifurcations	<p>Évènements vécus par les acteurs les ayant conduits à s'engager dans les CIALP et/ou en faveur de l'agriculture paysanne.</p> <p>Changements induits par l'engagement dans les CIALP et/ou en faveur de l'agriculture paysanne.</p>
Ingrédients	<p>Atouts/ressources et difficultés/freins rencontrés par les acteurs au cours de leur trajectoire d'engagement dans les CIALP et/ou en faveur de l'agriculture paysanne. Ces freins et ces ressources peuvent être internes à l'acteur (individuel, collectif ou institutionnel), internes au dispositif, ou bien externes (éléments de contexte qui créent ou limitent les conditions d'engagement dans les dispositifs, ou les conditions d'exercice des actions et des projets des dispositifs).</p> <p>Vécus et pratiques (sociales et spatiales) <i>au sein</i> du dispositif et <i>autour</i> du dispositif</p> <p>Réseaux de relations offrant des ressources pour l'engagement dans les circuits alimentaires de proximité ou résultant de l'engagement dans les circuits alimentaires de proximité.</p> <p>Liens (historiques, sociaux et spatiaux) avec l'agriculture paysanne</p>
Moteurs	<p>Les moteurs, d'une part de l'engagement dans les dispositifs (le « pourquoi ») et, d'autre part, de la manière dont l'acteur va vivre et pratiquer le dispositif (le « comment »), sont constitués par ses motivations. En s'appuyant sur [Mucchielli, 2006], qui souligne par ailleurs que « <i>être motivé c'est d'abord pouvoir trouver un sens à son action</i> », Lièvre <i>et al.</i> [2009] définissent les motivations comme « <i>l'ensemble des facteurs plus ou moins conscients qui mettent en mouvement³⁰⁴ un acteur</i> ». Les motivations peuvent ainsi être exprimées par un acteur sous forme d'objectifs précis, de valeurs, de projets etc., aussi, elles peuvent être clairement exprimées en tant que telles par l'acteur ou bien être révélées par le chercheur. Elles peuvent appartenir à des registres divers (économiques, techniques, relationnels, identitaires, moraux, politiques, existentiels etc.) qui peuvent être en équilibre ou en tension. Il peut s'agir de motivations pour l'acteur lui-même (motivations individuelles « pour moi », ou bien « pour mon organisation » ou « pour l'institution que je représente » s'il s'agit d'un acteur collectif ou institutionnel), de motivations pour le collectif (« pour nous », au niveau du dispositif) ou de motivations de nature altruiste (« pour eux », liées à l'intérêt général), qui peuvent également être en équilibre et en tension.</p>

3.2.2.2.2. Un cadre d'analyse complémentaire pour des acteurs spécifiques : le système d'activité pour comprendre les trajectoires des paysans et groupes de paysans

Les paysans constituant les « acteurs cibles » de notre recherche, il était important de comprendre les sens, le vécu et les pratiques, pour ces acteurs en particulier, de l'engagement dans les nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité. En cohérence avec notre positionnement théorique et méthodologique sur l'analyse des trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs de circuits alimentaires de proximité, nous avons utilisé un outil d'analyse supplémentaire pour comprendre le sens de cet engagement pour ces acteurs

³⁰⁴ Comme nous l'avons écrit dans le § 3.2.1.3., rappelons que selon Brochier *et al.* [2010] les moteurs correspondent aux mécanismes qui produisent **du mouvement** des ingrédients et de leurs assemblages au cours de la trajectoire.

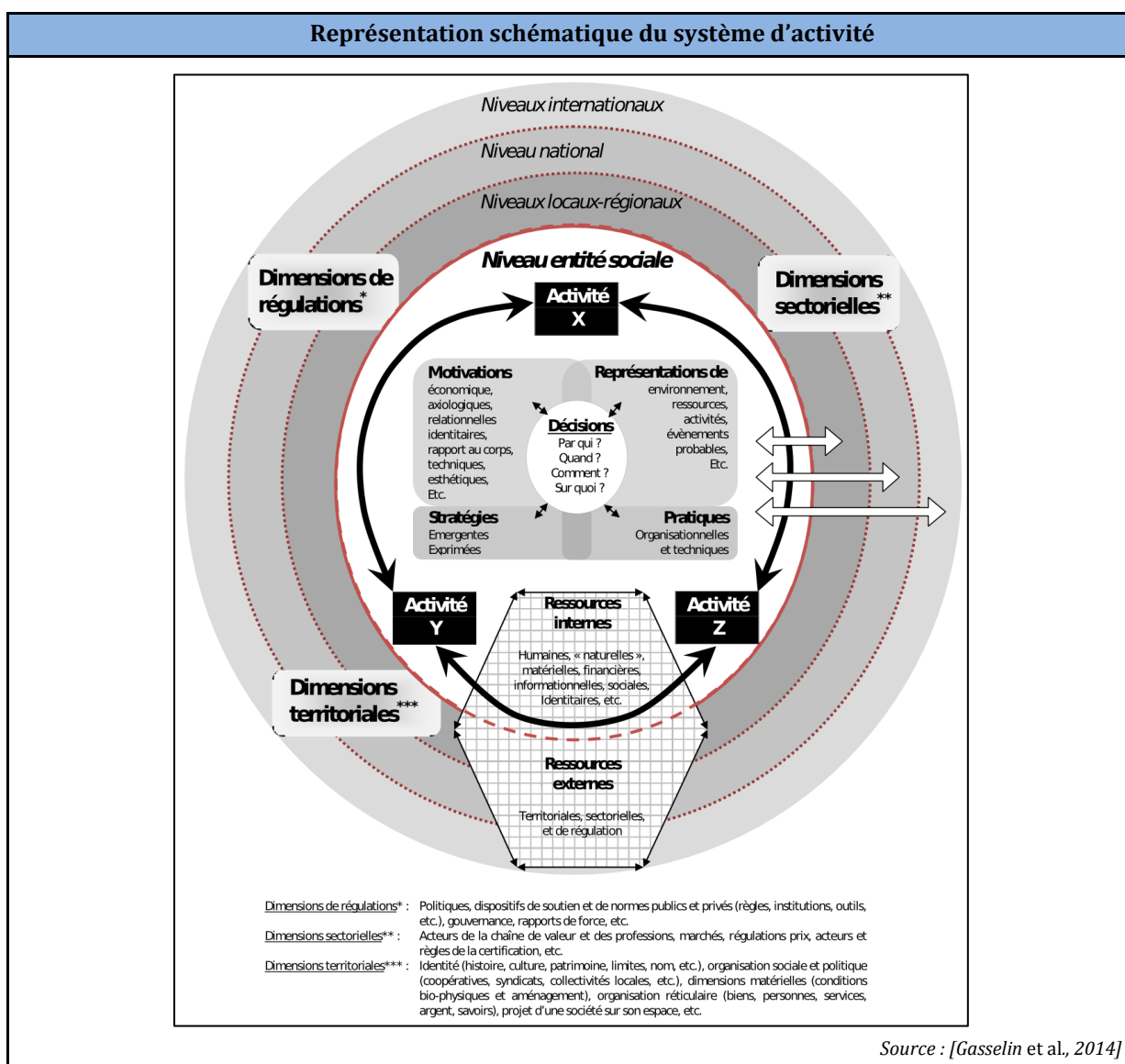
particuliers que sont les paysans. Cet outil, le *système d'activité*, permet d'analyser la combinaison de plusieurs activités agricoles et non-agricoles. En effet, dans toutes les parties du monde (et notamment dans les territoires montagnards), il est très courant que les paysans combinent l'« activité » agricole – elle-même étant composée de plusieurs activités (production, transformation, commercialisation, voire tourisme) – avec d'autres activités non-agricoles, pratiquées en ville ou à la campagne, et plus ou moins proches du lieu de résidence. Ces activités extra-agricoles représentent souvent une part importante du temps de travail et des revenus. En Amérique latine par exemple, elle représentent 40% du revenu, avec une variation de 35% à 50% selon les pays [De Grammont & Martínez, 2008].

Le concept de système d'activité, théorisé par Paul *et al.* [1994] afin de « *mieux saisir la rationalité des familles agricoles dont la principale caractéristique résidait dans le fait de combiner au cours de l'année, plusieurs activités agricoles et non agricoles* » [Gasselin *et al.*, 2014], a été revisité récemment par des chercheurs en géographie et agroéconomie [Gasselin *et al.*, 2012b, 2014]. Le système d'activité, théorisé par ces auteurs à partir de plusieurs de leurs travaux dans les pays du Sud (Andes équatoriennes, Andes Boliviennes, Pampa argentine, Ouest du Guatemala) et du Nord (région Languedoc-Roussillon), appréhende « *la combinaison d'activités et de ressources dans une perspective compréhensive des motivations et des représentations de l'acteur considéré* » [Gasselin *et al.*, 2013] (Tableau 16).

Tableau 16 - Le système d'activité : définition, composantes principales et schématisation

Définition synthétique du système d'activité	
Le système d'activité est un ensemble dynamique et structuré d'activités – dont au moins une activité agricole – en interaction , mises en œuvre par une entité sociale donnée (individus, foyer, ménage, famille, petit collectif, entreprise, exploitation agricole etc.) mobilisant des ressources disponibles dans un contexte (ou environnement) agroécologique (écologique, agronomique, environnemental etc.) et social (historique, culturel, social, économique, technique, politique, institutionnel etc.) donné et selon un équilibre ou une mise en tension entre plusieurs motivations .	
Détail des composantes du système d'activité	
Entité sociale	Il s'agit de l'acteur individuel ou collectif qui prend l'initiative des activités considérées, qui contribue à les mettre en œuvre, les gère et en tire avantage. Le choix de l'entité sociale considérée doit permettre d'analyser les relations qui s'établissent au sein de l'entité sociale (lorsqu'il s'agit d'un collectif) et les relations de l'entité sociale avec ses ressources, des activités, ses pratiques et son environnement.
Activités	L'activité (à ne pas confondre avec la tâche ou le travail) comporte trois dimensions selon les travaux de la philosophe Hannah Arendt : la dimension du « travail » (vie économique et domestique), la dimension de l'« œuvre » (création personnelle) et la dimension de l'« action » (vie politique et associative dans l'espace public). L'activité agricole est multifonctionnelle. En ce sens, elle crée des valeurs marchandes et non marchandes.
Contexte ou environnement	L'environnement avec lequel le système d'activité interagit est à la fois un contexte qui définit des opportunités, des atouts, des menaces, des contraintes, et un coproduit de l'entité sociale et de ses activités. Trois dimensions sont à prendre en compte à différents niveaux d'organisation (du local à l'international) : les dimensions de régulation, les dimensions sectorielles et les dimensions territoriales.

Détail des composantes du système d'activité	
Ressources	Il existe différents types de ressources disponibles et accessibles : humaines, matérielles, naturelles, financières, informationnelles, identitaires, sociales, spatiales, territoriales, patrimoniales etc.
Motivations	Les motivations président au choix des activités, des pratiques et au sens que leur donne l'entité sociale. Elles sont étroitement liées aux représentations de l'acteur, qui s'exercent à tous les niveaux (sur lui-même, sur ses ressources, sur ses activités, sur son environnement etc.). Il existe plusieurs registres de motivations : économique, axiologique, relationnel, identitaire, de l'engagement au corps, technique, esthétique etc.
Fonctionnement dynamique du système d'activité	Le système d'activité est traversé par de multiples interactions : entre activités, entre les ressources, entre les divers éléments de la décision, entre le système d'activité et son environnement.



Pour appliquer l'outil *système d'activité* à une réalité et à une problématique données, il est nécessaire de préciser les éléments constitutifs du système, en fonction d'une part de la question de recherche, et, d'autre part, du contexte (agroécologique, historique, social, économique,

technique, politique, culturel, institutionnel etc.) dans lequel sont situés le ou les système(s) d'activité que le chercheur souhaite comprendre. Il s'agit donc de déterminer l'entité sociale pertinente, les activités considérées, les registres de motivation de l'action et de la décision à prendre en compte, les ressources à examiner, les composantes de l'environnement à prioriser, et enfin les « outputs » du système d'activité à étudier, et pour qui (pour l'entité sociale, pour la « communauté » et, dans ce cas, quelle « communauté »). Le Tableau 17 ci-dessous détaille les éléments constitutifs du système d'activité considérés pour notre recherche.

Tableau 17 - Éléments constitutifs du système d'activité pour notre recherche

Question de recherche	Comment, où, pourquoi, pour qui émergent des CIALP dans les Andes et quels changements induisent-ils pour les paysanneries ?
Éléments de l'environnement	Histoire longue (marginalisation des paysanneries andines), histoire récente (nouveaux contextes politiques), difficultés d'accès aux marchés pour les paysans, contexte territorial
Entité sociale	Le « porteur » de l'activité « circuits alimentaires de proximité » : famille nucléaire, famille élargie, petit groupe de paysans au sein d'une même communauté, organisation paysanne.
Activités	Activité « circuits alimentaires de proximité »* en interaction avec les autres activités productives et les activités de socialisation (insertion dans les réseaux professionnels, communautaires, politiques, associatifs etc.).
Ressources disponibles	Toutes, avec un focus sur les réseaux (proximité socio-économique) et les ressources spatiales (proximité géographique)
Motivations	Toutes (compréhension du « sens » de l'engagement dans les circuits alimentaires de proximité), et en distinguant les motivations « pour moi », « pour nous » et « pour eux » (Tableau 15)
« Outputs »	Reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne ⇒ Reconnaissance par les paysans eux-mêmes (i.e. par l'entité sociale elle-même) et donc lien à faire avec les motivations de l'engagement, les représentations de ce qu'est l'agriculture paysanne et « être » paysan, et les autres « effets » de l'engagement dans les dispositifs (notamment sur les activités, les productions) ⇒ Reconnaissance par la « communauté » (c'est-à-dire les autres acteurs des dispositifs + la « communauté » avec laquelle le dispositif interagit) et donc, lien à faire avec les motivations, les représentations de l'agriculture paysanne, et les « effets » des dispositifs

*Nous parlons volontairement d'activité « circuits alimentaires de proximité » et non de « vente en circuits alimentaires de proximité » dans la mesure où cette activité, encadrée dans le social et le local (voir le chapitre 2 où nous évoquons les caractéristiques des *nested markets*) est loin d'être une activité uniquement marchande. C'est une activité complexe qui comporte des dimensions économiques, sociales, relationnelles, écologiques, techniques, existentielles, identitaires, politiques, morales etc., en témoignent la diversité des motivations des paysans. Aussi, nous entendons et analysons l'activité « circuits alimentaires de proximité » - directement liée à l'activité de production (voire de transformation) agricole - dans sa multifonctionnalité.

En conclusion, nous avons consacré cette section aux deux autres niveaux d'analyse, essentiels pour analyser les processus d'émergence des dispositifs de CIALP et leur contribution à la reconnaissance des paysanneries, à savoir le territoire et les acteurs. Nous avons présenté le cadre d'analyse du lien entre dispositif et territoires, puis le cadre d'analyse des trajectoires des acteurs parties-prenantes des dispositifs. Ces dispositifs de CIALP s'inscrivent dans des dynamiques d'interactions entre acteurs multiples, et entre les acteurs et l'espace, acteurs et

espaces étant les principales composantes des dispositifs. Ces dynamiques d'interactions socio-spatiales constituent le cœur et le fil rouge de nos analyses des trajectoires des dispositifs et des acteurs. Nous nous sommes donc dotée d'outils pour analyser pourquoi, comment, avec qui, autour de quoi, se construisent ces dynamiques interactionnelles au cours des trajectoires individuelles et collectives. Ces outils, les proximités, sont présentés dans la section suivante.

3.2.3. Les proximités, un outil pour l'analyse des dynamiques d'interaction socio-spatiales dans les dispositifs de CIALP

3.2.3.1. Généralités sur notre proposition d'utilisation des approches de l'économie des proximités pour notre recherche

Nous présentons dans cette section les outils spécifiques que nous avons mobilisés pour analyser comment se construisent les dynamiques d'interactions socio-spatiales au cours des trajectoires des dispositifs et des acteurs parties-prenantes. Nous rappelons en effet que ces dynamiques d'interactions socio-spatiales constituent le cœur et le fil rouge de nos analyses de trajectoires, les dispositifs de CIALP étant le construit et le résultat de dynamiques d'interaction multi-acteurs dans l'espace. Ainsi, pour comprendre ces dynamiques, l'approche de l'économie des proximités, qui fournit un cadre d'analyse des modes d'interaction entre acteurs situés (dans l'espace mais également dans des contextes historiques et socioculturels), vient enrichir notre analyse des trajectoires des dispositifs de CIALP.

Nous envisageons les proximités comme des ressources individuelles et collectives, qui peuvent prendre plusieurs formes et pouvant être mobilisées – ou *activées* au sens de Ternaux & Pecqueur [2008] – par les acteurs, pour construire ensemble des dispositifs de circuits alimentaires de proximité. En ce sens, les diverses formes de proximités sont des supports de l'émergence des dispositifs de CIALP, mais les dispositifs de CIALP qui rapprochent (tant du point de vue socio-économique que du point de vue spatial) des acteurs multiples, créent également différentes formes de proximités. En ce sens, les proximités sont également des conséquences de l'émergence des dispositifs de CIALP. Nous mobilisons donc les proximités dans une perspective dynamique, c'est-à-dire que nous analysons comment s'activent et se construisent les proximités, et quelles proximités et pourquoi.

3.2.3.2. Les proximités : une introduction

Dans le chapitre 2, lorsque nous avons construit notre définition des CIALP, nous avons insisté sur le fait que la notion de proximité, dans ses dimensions géographiques et socio-économiques, permet de nommer les CIALP. Elle permet d'englober la diversité des initiatives qui recherchent, revendiquent, permettent ou valorisent le rapprochement, dans l'espace géographique et dans l'espace social, entre producteurs et consommateurs, et plus généralement entre acteurs impliqués dans ces circuits alimentaires. Elle permet ainsi de prendre en compte des acteurs, des lieux et des espaces impliqués, ainsi que l'ensemble des relations qui les unissent, et la nature de ce qui leur permet d'interagir. En outre, elle permet également d'envisager les CIALP comme inscrits dans des territoires, le territoire étant au croisement des différentes formes de proximité [Torre & Beuret, 2012]. En ce sens, non seulement la notion de

proximité permet de *nommer* les circuits alimentaires de proximité, mais elle permet aussi d'en *analyser* les dynamiques socio-spatiales.

L'économie des proximités est une approche de la dimension spatiale des phénomènes socio-économiques fondée en France au début des années 90 par le groupe « Dynamiques de proximités », qui a ensuite donné naissance à une communauté scientifique pluridisciplinaire (économie régionale, économie industrielle, géographie économique, géographie, gestion, sociologie économique) [Bouba-Olga & Grossetti, 2008]³⁰⁵. Elle fournit un cadre d'analyse des dynamiques d'interactions entre acteurs situés dans un espace [Angeon *et al.*, 2006], et de la nature de ce qui les influence pour interagir [Praly *et al.*, 2009] tout en intégrant (i) la nécessité de prendre en compte l'importance des relations non marchandes par rapport aux relations marchandes, (ii) la nécessité de procéder à une analyse dynamique des interactions en termes de trajectoires d'évolution, (iii) la nécessité de contextualiser ces dynamiques d'interaction [Rallet, 2002]. Une approche par les proximités des interactions entre acteurs, et entre acteurs et objets, situés dans des espaces, est fondée sur le fait que l'on peut être « proche » de quelqu'un, ou « proche » de quelque chose, non seulement « physiquement », mais également du point de vue du « lien » que l'on peut avoir avec cet acteur ou cet objet, indépendamment de la distance physique. Le fait d'*être* ou de *se sentir* ou de *se savoir* proche de « quelqu'un », de « quelque chose », ou de « quelque part », est un potentiel qui peut faciliter les interactions, en d'autres termes une ressource latente susceptible d'être activée en vue d'une action ensemble, mais peut aussi être une contrainte.

3.2.3.3. Outils pour notre recherche : les différents types de proximité

Une des réflexions de la communauté scientifique ayant travaillé sur les proximités a porté sur la typologie des différentes formes de proximité (Figure 20). Si les différents chercheurs s'accordent sur la nécessité de dissocier clairement la proximité « géographique » (ou « spatiale » ou « physique ») des autres formes de proximité, regroupées sous le terme de proximité « organisée » ou « socio-économique », et s'ils s'accordent sur ce que recouvre la proximité géographique, la proximité organisée a fait l'objet de plusieurs typologies différentes.

3.2.3.3.1. La proximité géographique

La proximité géographique [Rallet, 2002 ; Rallet & Torre, 2004 ; Torre, 2009] correspond à la séparation dans l'espace entre des unités, celles-ci pouvant être des individus, des organisations (au sens large)³⁰⁶, des lieux (une ville, un village, un marché etc.) ou même des objets techniques ou de nature (un paysage par exemple). Elle peut se traduire en distance métrique ou horaire, et intègre également tout ce qui peut influencer sur cette distance, qui est donc toujours une distance relative. Ces facteurs peuvent être de nature objective, tels que la morphologie de l'espace (relief etc.), la présence d'infrastructures, l'accès financier à ces infrastructures etc. Ils peuvent

³⁰⁵ Pour un historique détaillé de l'économie des proximités, voir le numéro spécial de la Revue d'Économie Régionale et Urbaine « *Économie des proximités* » [RERU, 1993] ainsi qu'au numéro de cette même revue « *La proximité, 15 ans déjà !* » [RERU, 2008]. Plus récemment, Torre & Wallet [2014] ont réalisé une synthèse historique, théorique et de la mobilisation de l'approche par les proximités.

³⁰⁶ « Organisation » est dans ce cas un terme générique : il peut s'agir d'un groupe, d'une entreprise, d'un réseau social, d'une communauté, d'un milieu etc. [Rallet & Torre, 2004]

également être de nature subjective, c'est-à-dire que la distance géographique est liée à la perception et au ressenti que les individus ont du temps, de la distance métrique, du coût de transport etc.

3.2.3.3.2. La proximité organisée ou socio-économique

La proximité organisée, ou socio-économique, correspond à ce qui *peut* rapprocher des acteurs, mais également des objets, ou bien des acteurs et des objets, indépendamment de la distance spatiale. Plusieurs typologies de la proximité organisée ont été réalisées. Nous proposons ici de nous appuyer sur la typologie réalisée par Bouba-Olga & Grossetti [2008] qui, sur la base d'une synthèse des différentes typologies réalisées antérieurement, en proposent un ajustement en introduisant certaines nouveautés. Bouba-Olga & Grossetti distinguent deux grands types de proximités socio-économiques³⁰⁷, la proximité de ressources et la proximité de coordination, en distinguant deux façons d'analyser ce qui rapproche les individus ou les entités collectives, et donc les acteurs en général.

La proximité de ressources se fonde sur l'analyse des caractéristiques intrinsèques des individus et des entités collectives, indépendamment des possibilités d'interaction dont ils disposent. Ainsi, les individus, ou les entités collectives, se ressemblent ou sont complémentaires³⁰⁸ du point de vue de leurs activités ou des ressources dont ils disposent. Deux types de ressources peuvent être distingués, les ressources cognitives et les ressources matérielles, qui fondent deux types de proximités de ressources. La première, la proximité cognitive renvoie à une similarité ou à une complémentarité de représentations, de valeurs, de projets, de routines, de référents, de conventions, d'« allant de soi » etc. Elle correspond à ce qui se passe dans la tête de gens, et se manifeste par des actions et des discours. La seconde, proximité matérielle, renvoie à une similarité ou à une complémentarité en termes de ressources matérielles (revenu, patrimoine, diplômes, statuts sociaux etc.). Il s'agit de la proximité sociale bourdieusienne classique.

La proximité de coordination, quant à elle, se fonde sur l'analyse des facilités ou obstacles aux interactions entre les individus et entre les entités collectives, indépendamment de leurs caractéristiques intrinsèques. L'analyse est alors centrée sur les réseaux et sur les autres éléments qui structurent les interactions. Il existe deux types de proximités de coordination. La première, la proximité relationnelle, est constituée par les réseaux sociaux, autrement dit, la structure formée par l'agrégation des relations de l'individu ou de l'entité collective influe sur les échanges et sur les possibilités d'interaction. La seconde, la proximité de médiation, suppose que les acteurs peuvent également interagir en utilisant diverses ressources de médiation, ou des intermédiaires, qu'il s'agisse d'humains, d'objets matériels (par exemple les moyens de communication : radio, télévision, Internet etc.). Ces ressources de médiation peuvent également être des objets immatériels, en particulier des institutions (règles, normes, standards etc.). En ce

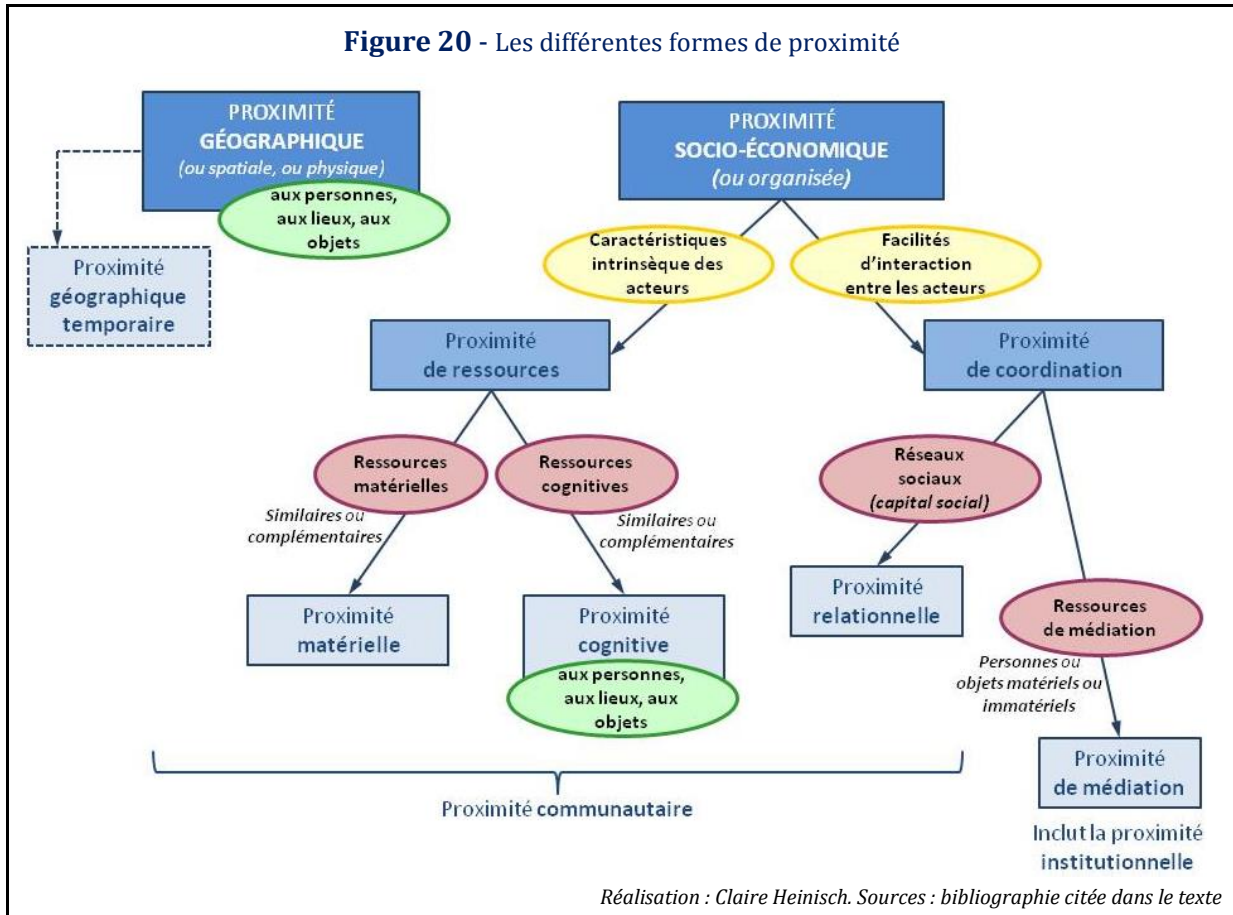
³⁰⁷ Les auteurs préfèrent parler de *proximité socio-économique* plutôt que de *proximité organisée* afin de ne pas induire de confusion sur ce que recouvre le terme « organisée » (qui peut suggérer l'existence d'une organisation formelle), mais précisent que l'on peut indifféremment utiliser l'un ou l'autre terme.

³⁰⁸ Là où traditionnellement l'économie des proximités parle de *logique de similitude* [Rallet & Torre, 2004], Bouba-Olga & Grossetti ajoutent la dimension de complémentarité.

sens, la proximité de médiation englobe la proximité institutionnelle telle qu'identifiée par Pecqueur & Zimmermann [2004], ce qui permet une prise en compte à la fois des dimensions politiques (espace de hiérarchisation, de choix et de régulation collective) et cognitives (espace de sens commun) des interactions [Talbot, 2008].

Si nous avons retenu la typologie de Bouba-Olga & Grossetti, il faut souligner que la base théorique originelle et consensuelle constituée par le couple proximité géographique/proximité organisée est suffisamment souple pour permettre certaines adaptations en fonction des besoins de l'analyse. Ainsi, l'approche de Bouba-Olga & Grossetti nous donne les outils principaux pour notre analyse, mais d'autres auteurs, sur des objets et sur des problématiques proches des nôtres, ont mis en évidence d'autres formes de proximités qui se sont avérées intéressantes pour comprendre nos terrains. Par exemple, dans une étude sur des relations qui s'établissent entre les femmes de l'artisanat agroalimentaire au Bénin, Fournier *et al.* [2005] montrent comment la proximité familiale et communautaire, par opposition à la proximité professionnelle, explique les dynamiques de ce secteur. Cette proximité familiale et communautaire, qui regroupe la proximité cognitive (et souvent la proximité matérielle) et la proximité relationnelle telles que définies par Bouba-Olga & Grossetti, permet de comprendre certaines des dynamiques observées sur nos terrains. Par ailleurs, dans le cadre d'une recherche doctorale consacrée à l'analyse de la proximité perçue par les consommateurs vis-à-vis des dispositifs de vente directe, Hérault-Fournier *et al.* [2012b] introduisent une forme de proximité qu'elles nomment proximité de processus. Celle-ci correspond à la connaissance qu'ont les consommateurs du fonctionnement du dispositif (origine et qualité des produits, mode de production etc.). Cette forme de proximité permet de comprendre les interactions entre consommateurs et dispositifs de circuits alimentaires de proximité, notamment dans le cas des marchés paysans. Enfin, nous proposons d'ajouter une dimension à la proximité cognitive développée par Bouba-Olga & Grossetti. De la même manière que la proximité géographique est une proximité *dans l'espace* avec des personnes mais également avec des objets [Torre, 2008], on peut également appréhender la proximité cognitive comme étant une proximité *dans la tête* non seulement aux personnes, mais également aux objets. C'est en ce sens, par exemple, que [G. Giraud *et al.*, 2012] mobilisent la notion de proximité cognitive, dans une étude sur les comportements des consommateurs vis-à-vis d'un fromage AOC. La proximité cognitive est alors une proximité d'un sujet humain vis-à-vis d'un objet (un fromage AOC dans cette étude) qui peut être de deux ordres. Soit il s'agit d'une *connaissance* que le consommateur a de l'objet (la proximité de processus de Hérault-Fournier *et al.* [2012b] est de cet ordre-là), soit il s'agit du *sens* qu'a pour lui cet objet. Dans notre cas, la compréhension des proximités, géographique ou cognitive, vis-à-vis des objets revêt une grande importance. En effet, rappelons-le, un dispositif de CIALP est composé d'acteurs multiples qui interagissent entre eux, dans l'espace, et autour d'objets matériels et immatériels. Ainsi, les objets que connaissent les acteurs, ou qui ont du sens pour eux, constituent des ressources cognitives pour les acteurs et peuvent également constituer des ressources de médiation permettant l'action collective.

Figure 20 - Les différentes formes de proximité



3.2.3.3.3. Les liens entre les différents types de proximités

Les théoriciens de la proximité s'accordent sur le fait que les différentes formes de proximités sont interdépendantes, et jamais complètement disjointes. Par exemple, la proximité géographique peut permettre la proximité socio-économique en facilitant l'échange de produits, les rencontres, les échanges d'information, le partage des connaissances [Rallet, 2002], mais elle peut aussi générer des conflits et constituer alors une proximité géographique subie [Torre & Beuret, 2012]. À l'inverse, la proximité organisée peut favoriser la proximité géographique. C'est le cas par exemple d'un groupe de paysans issus de la même communauté et qui louent ensemble un véhicule pour aller vendre leurs produits en ville. La ville devient ainsi accessible grâce à la mutualisation du coût de transport, permise par l'appartenance à un groupe organisé. Il est également possible d'associer la proximité géographique à un lieu commun de valeurs, de traditions, de culture etc. [Angeon *et al.*, 2006]. Comprise en ce sens, la proximité géographique peut expliquer les similitudes de représentations entre les individus ou les entités collectives. En d'autres termes, il existe un lien entre proximité géographique et proximité cognitive, l'espace géographique étant un référent cognitif pour des individus co-localisés [Talbot, 2008]. Il existe également des liens entre proximité géographique et matérielle, en témoigne par exemple l'existence de quartiers « riches » et de quartiers « populaires » dans les villes. En témoignent également, dans les Andes, le partage de l'espace rural entre les communautés de paysans métis plus aisées, localisées sur les terres les plus basses, et les communautés de paysans indigènes, situés aux altitudes les plus hautes (chapitre 1). Enfin, la proximité organisée peut se

transformer de manière temporaire en proximité géographique, voire elle ne peut subsister qu'au travers de la mise en place de rencontres temporaires (foires, colloques, retrouvailles etc.), créatrices de proximité géographique temporaire [Rallet & Torre, 2004 ; Torre, 2009], et dont le but est de permettre des rencontres physiques entre acteurs localisés dans des lieux différents et qui éprouvent le besoin d'échanger, en dehors, et en plus de la communication à distance. Bien entendu, la proximité géographique ne permet pas systématiquement les interactions. C'est une ressource potentielle, une « *condition permissive* » [Rallet, 2002], qui peut favoriser l'interaction entre acteurs si elle est activée. Par ailleurs, rappelons que, par définition, la proximité socio-économique peut exister sans proximité géographique. Tout l'enjeu de notre analyse des interactions socio-spatiales entre les acteurs-parties prenantes des dispositifs de CIALP est d'analyser comment les différents types de proximité se mobilisent, se construisent et s'articulent dans le temps et dans l'espace, au cours des trajectoires des dispositifs et des acteurs.

3.2.3.4. Conclusion : originalité de notre utilisation de la grille de lecture des proximités pour l'analyse des circuits alimentaires de proximité

La mobilisation de l'approche des proximités pour analyser les circuits courts et de proximité fait l'objet d'une littérature assez abondante [Blanquart & Gonçalves, 2011 ; Denéchère *et al.*, 2008 ; Hérault-Fournier *et al.*, 2012b ; Kebir & Torre, 2013 ; Praly *et al.*, 2009 ; Prigent-Simonin & Hérault-Fournier, 2012]. Les auteurs s'accordent tous sur le fait que le cadre des proximités est particulièrement judicieux pour analyser les circuits courts et de proximité, « *les proximités présent[a]nt par bonheur la même ambivalence que les circuits courts : elles peuvent être de nature spatiale [...] ou non spatiale* » [Torre, 2012]. Dans ces travaux de recherche ou de recherche-action, la grille de lecture des proximités a le plus souvent été mobilisée pour décrire et classer les circuits alimentaires en fonction du ou des type(s) de proximité(s) dominante(s). Ainsi, si l'approche par les proximités a été largement mobilisée pour analyser structurellement les circuits alimentaires de proximité, elle a peu été mobilisée dans une perspective dynamique. Or, l'analyse des dynamiques de proximités est une composante fondamentale de notre analyse des trajectoires des dispositifs et des acteurs. En outre, nous mobilisons également les proximités de manière originale, en les reliant à la question de la reconnaissance. En effet, nous avons montré (chapitre 1) que la marginalisation des paysanneries s'exprimait dans une polarité globale urbain-rural et dans une *distance* géographique, socio-économique entre villes et campagnes andines. De nombreuses interactions et interdépendances existent entre urbain et rural, mais *via* des relations très inégalitaires. Par effet miroir, nous formulons l'hypothèse que c'est notamment par la construction de *nouvelles dynamiques de proximité* que les CIALP contribuent à la requalification positive du rôle et de la place des paysanneries andines dans l'espace et la sociétés andins, processus que nous avons nommé *reconnaissance*.

3.2.4. Le concept de reconnaissance : détour théorique et spécificité de notre analyse

Si nous avons abordé la reconnaissance de manière pragmatique, il existe toutefois une bibliographie conséquente en sciences sociales sur la reconnaissance. Nous en proposons une synthèse dans ce qui suit, afin de montrer à la fois dans quelle mesure les différentes références sur la reconnaissance nous éclairent *a posteriori* pour comprendre et analyser les processus de

marginalisation et de reconnaissance des paysanneries andines, mais aussi pour montrer en quoi notre manière d’aborder ce que nous avons nommé « reconnaissance » est spécifique de nos objets et des processus que nous avons analysés, et, par conséquent, en quoi nous nous distancions des théories classiques de la reconnaissance. Nous proposons de nous concentrer sur les écrits de quelques auteurs considérés comme emblématiques, tout en ayant des positions contrastées, des théories de la reconnaissance

Pour Axel Honneth, père des théories de la reconnaissance, il existe trois formes liées à trois sphères et trois principes de reconnaissance, qui correspondent à différents types de relations à autrui et conditionnent trois types de rapport positif à soi [Berten, 2001 ; Guéguen & Malochet, 2012 ; Halpern, 2010 ; Honneth, 2013 [1992] ; Renault, 2007] (Tableau 18).

Tableau 18 - Les trois formes de reconnaissance selon Axel Honneth

	Sphère		
	Intime	Publique	
Principe	Amour	Droit	Collectivité/production
Effet de la reconnaissance sur le rapport à soi (individu ou groupe)	Confiance en soi	Égalité	Solidarité
Effet de la non-reconnaissance	Atteinte physique	Respect de soi	Estime de soi = rapport positif à ses capacités, ses qualités et son activité
		Atteinte juridique	Atteinte à la dignité

Source : bibliographie citée dans le texte

La première sphère est celle de l’intime, associée au principe de l’amour (familial, amical, amoureux), qui est défini comme une forme de proto-reconnaissance qui conditionne la confiance en soi et qui fonde les deux autres formes, liées à la sphère publique. Dans notre cas, nous n’avons pas directement mobilisé cette catégorie de reconnaissance dans notre recherche. Elle renvoie en effet à des aspects intimes de la reconnaissance qui relèvent de la psychologie et de la psychosociologie. Néanmoins, cette catégorie peut être éclairante pour analyser la nature des rapports sociaux dans certains dispositifs de CIALP, caractérisés par de fortes proximités relationnelles entre paysans et consommateurs.

La deuxième sphère est celle du droit, associée au principe d’égalité, forme de reconnaissance à prétention universelle, indissociable de la politique et de la morale et qui conditionne le respect de soi. Cette dimension juridique de la reconnaissance suppose de garantir l’accès des individus à un ensemble de droits fondamentaux (civils, politiques, sociaux) qui doivent assurer l’égalité. Dans cette sphère, le déni de reconnaissance s’incarne dans l’expérience de l’exclusion ou de la privation de droits. Ainsi, dans le cadre spécifique de notre recherche, la reconnaissance des paysanneries apparaît légitime au nom de la justice à laquelle a droit un groupe social qui a été historiquement marginalisé, exclu, exploité et méprisé. La plupart des luttes paysannes et indigènes se situent ainsi majoritairement dans la sphère du droit. Cela va des luttes pour l’accès aux ressources (terre, eau) qui existent et perdurent depuis le milieu du 20^e siècle dans les Andes, jusqu’à la naissance et la consolidation, depuis la fin des années 1990, du concept, du projet et du mouvement paysan pour la souveraineté alimentaire. Les revendications autour de la souveraineté alimentaire, en effet, sont pour la plupart formulées en termes de droits (droit à l’accès aux ressources, droit à produire, droit à

l'alimentation, droit à se protéger des importations à bas prix, droit à être paysan etc.). Cette sphère morale de la reconnaissance ne constitue pas directement le cœur de notre analyse, mais elle nous a néanmoins été très éclairante pour analyser le contexte global dans lequel se situent (géographiquement, historiquement, politiquement et socialement) les paysans et les circuits alimentaires de proximité que nous avons ciblés dans notre travail de recherche.

Enfin, la troisième sphère est celle de la collectivité ou de la production, associée au principe de solidarité, définie en grande partie par l'activité et le travail, et qui conditionne l'estime sociale, c'est-à-dire la reconnaissance de la fonction et de l'utilité sociale de l'activité. Dans ce cas, la reconnaissance positive consiste à évaluer, en fonction d'un système de référence donné, l'utilité d'une activité en décidant de sa valeur sociale. À l'inverse, le déni de reconnaissance, ou le mépris, correspond au fait de juger négativement la valeur sociale de certains individus ou groupes sociaux, en considérant que leur mode de vie est inadéquat au système de références défini par la société. Dans le cadre de notre recherche, cette forme de reconnaissance est à relier à la question du rôle, de la place, de la fonction et de la valeur attribués aux paysanneries dans les sociétés et les territoires andins. Ceux-ci, de nature économique, écologique, sociale, politique ou culturelle, peuvent être absents (invisibilisation), ou négatifs (discrimination) et, dans ce cas, les paysans sont marginalisés, ou bien positifs, dans ce cas les paysans sont reconnus. Ici, la question de la reconnaissance des paysanneries n'est pas seulement une question de justice au nom de principes moraux d'égalité des droits, mais une question d'utilité sociale qui est à relier au référentiel permettant d'évaluer le rôle et la fonction des paysans dans la société.

On peut alors à ce stade faire un détour par les écrits de Boaventura de Sousa Santos qui, bien que n'étant pas considéré directement comme un théoricien de la reconnaissance en tant que tel, plaide pour une reconnaissance de la diversité, en incluant notamment les groupes sociaux rendus invisibles par le silence, l'exclusion, la marginalisation, parmi lesquels les paysans, leurs savoirs et leurs pratiques. Pour ce sociologue portugais spécialiste des mouvements sociaux et très lié aux mouvements altermondialistes, il existe dans le monde une grande richesse sociale qui est activement dépréciée et non reconnue par le référentiel occidental [De Sousa Santos, 2006, 2011]. Ce référentiel dominant, guidé par une rationalité monoculturelle en cinq dimensions, empêche l'émergence et la reconnaissance de toute alternative à ce qui est supposé exister dans un monde où les réalités pertinentes sont le « scientifique », l'« évolué », le « supérieur », le « mondial » ou « universel », et le « productif ». Dans ce référentiel, la monoculture du savoir, qui considère la science moderne comme seule valable, disqualifie les savoirs paysans. Ensuite, la monoculture du temps linéaire, selon laquelle l'histoire a un sens et une direction uniques et connus, nie la contemporanéité des paysans et les déclare arriérés, primitifs, résiduels, rétrogrades. Par ailleurs, la monoculture de l'échelle dominante, qui déclare comme sans importance toute échelle qui ne soit pas l'universalisme (échelle des entités ou réalités qui prévalent indépendamment de leurs contextes spécifiques) ou la globalisation (échelle des entités ou réalités qui étendent leur influence sur toute la planète), nie la pertinence des contextes et des processus locaux de développement. En outre, la monoculture de la productivité capitaliste nie la rationalité et l'efficacité économique des paysans, en déclarant ces derniers improductifs. Enfin, la monoculture de la naturalisation des

différences, qui distribue les groupes sociaux selon des hiérarchies considérées comme naturelles, considère les paysans comme inférieurs.

Face à ces « monocultures », De Sousa Santos plaide pour leur remplacement par des « écologies », entendues dans le sens d'une révélation et d'une reconnaissance de la diversité des pratiques sociales. Ainsi, l'écologie des savoirs reconnaît la pluralité des savoirs qui doivent pouvoir dialoguer entre eux afin de se compléter et s'enrichir mutuellement. Dans notre cas, si la question du dialogue des savoirs scientifiques et paysans se situe au-delà de notre champ de recherche, nous avons observé sur le terrain des processus de reconnaissance des savoirs des paysans. Par ailleurs, la question du dialogue des savoirs paysans et scientifiques constitue une revendication forte des mouvements pour la souveraineté alimentaire et pour l'agroécologie que nous avons analysés dans la première partie de ce manuscrit. Ensuite, l'écologie des temporalités reconnaît la pluralité des conceptions du temps. Ainsi, dans le cas des paysanneries, une fois libérées du temps linéaire, qui postule un sens de l'histoire vers le développement, entendu selon le référentiel hégémonique occidental, et un paradigme du progrès, leurs pratiques cessent d'être résiduelles, sous-développées, ou archaïques, et deviennent tout aussi modernes que les agricultures entrepreneuriales et capitalistes. On peut ainsi considérer que les nouvelles constitutions bolivienne et équatorienne, en proposant un mode de développement alternatif au néolibéralisme, se libèrent du sens de l'histoire postulé par le développement à l'occidentale. L'écologie des trans-échelles, quant à elle, non seulement valorise, dans leurs contextes locaux, les pratiques, valeurs, savoirs alternatifs à ceux de la mondialisation hégémonique et encourage l'articulation d'échelles (locales, nationales et globales), mais explore également la possibilité de reglobaliser les initiatives locales alternatives dans le cadre d'une proposition de mondialisation contre-hégémonique. L'auteur donne ainsi l'exemple des mouvements impliqués dans le Forum Social Mondial qui ont souvent commencé leurs luttes localement, mais qui, en créant des liens entre local et global (via le FSM) participent à la construction d'un nouvel universalisme contre-hégémonique portant des aspirations universelles telles que la justice sociale, la dignité, la solidarité, l'harmonie cosmique entre humains et nature etc. Dans les chapitres suivant, nous verrons ainsi que certains dispositifs de CIALP se déploient selon une articulation, entre local et global, de projets et de valeurs de dimensions universelles. Quant à l'écologie des productivités, elle consiste en la récupération, la valorisation et la reconnaissance des systèmes alternatifs de production et d'organisation qui sont rendus invisibles et discrédités par l'orthodoxie capitaliste, néolibérale et productiviste. Dans les Andes, c'est l'agriculture entrepreneuriale et capitaliste qui est historiquement encouragée par des politiques publiques tournées vers l'agro-exportation, tandis que les agricultures paysannes et vivrières souffrent d'un manque à la fois d'aide de l'État et de reconnaissance par la société urbaine. Cette situation, caractéristique de la « monoculture de la productivité capitaliste », connaît toutefois des changements récents, qui constituent le cœur de l'analyse de notre recherche, dans des contextes nationaux de revendication par les mouvements sociaux, et de reconnaissance par les pouvoirs publics, de la souveraineté alimentaire, et d'émergence des formes multiples et nouvelles de circuits alimentaires de proximité impliquant paysans et une grande diversité d'autres acteurs des territoires.

Enfin, l'écologie des reconnaissances propose une articulation entre principe d'égalité et principe de différence, qui permet d'intégrer, d'une part la reconnaissance identitaire et culturelle et, d'autre part, la reconnaissance socio-économique (redistribution). En cela, De Sousa Santos est proche de l'approche de Nancy Fraser [2004], autre théoricienne de la reconnaissance. Celle-ci reproche aux approches classiques de la reconnaissance, qu'elles soient pratiques (mouvements sociaux) ou théoriques, leur approche limitée aux aspects culturels, identitaires et symboliques. Cette approche, fondée sur le principe de différence, tend à négliger les inégalités socio-économiques et à faire passer en second plan le principe d'égalité et donc, de redistribution. Elle souligne que le paradigme de la reconnaissance (i.e. reconnaissance identitaire ou de la différence) et celui de la redistribution (i.e. reconnaissance socio-économique ou universaliste) sont souvent opposés, alors qu'en réalité, vaincre l'injustice nécessite à la fois redistribution et reconnaissance. En outre, il est d'autant plus important de combiner redistribution et reconnaissance que les groupes sociaux sont souvent à la fois complexes (dans le sens où peuvent s'entrecroiser au sein d'un même groupe la classe, la race, le genre etc.), et bivalents (dans le sens où ils subissent souvent une marginalisation qui est à la fois socio-économique et identitaire, et qu'ils ont donc besoin de reconnaissance de la différence, et de reconnaissance universaliste). La catégorie « paysan », en particulier dans les Andes, est un exemple typique de groupe social à la fois complexe et bivalent. C'est un groupe social complexe au sein duquel les questions de classe, catégorie par laquelle nous sommes entrée, s'entrecroise notamment avec les questions d'identité ethnique et de genre. Si notre recherche n'a pas pour objet de traiter les questions d'identité ethniques ou de genre en tant que telles, nous ne pouvons les ignorer dans les territoires sur lesquels nous avons travaillé. En effet, nous avons vu que les paysanneries andines subissent une marginalisation socio-spatiale, non seulement au titre de leur activité et de leur identité paysanne, mais aussi au titre de leur identité ethnique dans le cas des paysans indigènes, et enfin au titre de leur genre dans le cas des femmes. En outre, les paysanneries constituent également un groupe social bivalent, qui subit une marginalisation à la fois spatiale et socio-économique (accès inéquitable aux ressources et aux marchés), et identitaire (racisme, dépréciation de leur mode de vie et de leur culture).

Cette problématique des groupes sociaux complexes et bivalents est à relier à la question de la « reconnaissabilité », notion introduite par la philosophe américaine Judith Butler, qui a travaillé notamment sur la vulnérabilité des groupes sociaux marginalisés et sur les questions de genre. Selon Butler [2009], citée par Guéguen & Malochet [2012], la reconnaissabilité n'est pas un donné invariable et anhistorique, mais résulte de la façon dont les normes opèrent pour produire certains sujets comme reconnaissables, et d'autres comme moins ou non reconnaissables. Elle critique les théories et les politiques de reconnaissance dans le sens où elles façonnent les sujets en les enfermant dans des catégories qui n'ont rien de naturel, ni d'évident, et qui vont même à l'encontre du monde vécu. Les sujets et les identités sont réduits à un attribut unique (qui peut être leur genre, leur origine ethnique, leur pratique sexuelle, leur classe etc.), là où il y a au contraire des identités multiples et complexes. De son côté, le sociologue François [Dubet, 2008, p. 146] exprime la même idée lorsqu'il affirme que reconnaître certains groupes peut être une manière de les enfermer dans un stéréotype social, niant ainsi leur reconnaissance authentique. Quant à Nancy Fraser, même si elle n'utilise par le terme de reconnaissabilité, elle veille aussi à caractériser les groupes sociaux dans toute leur

complexité. Finalement, selon Judith Butler, interroger la reconnaissabilité suppose que l'on parte de la complexité du monde vécu et des interactions, pour comprendre ce qui fait qu'un groupe social est ou non reconnaissable, la reconnaissabilité procédant des cadres normatifs, ontologiques et de perception. En d'autres termes, cela revient à interroger les processus de reconnaissabilité – et donc de reconnaissance – en les replaçant dans leur contexte historique et sociopolitique. Dans notre cas, en accord avec notre posture constructiviste, nous n'avons pas défini en amont de catégorie « paysan », mais nous l'avons fait émerger de notre processus de recherche et de notre terrain. Dans le premier chapitre de ce manuscrit, nous avons réalisé une analyse historique de l'évolution du rôle et de la place des paysanneries dans les marchés, les territoires et les sociétés andines. Cette analyse nous a conduite à révéler non seulement un processus sans cesse renouvelé de marginalisation des paysanneries andines, mais aussi la diversité et la complexité de ce que recouvre la catégorie « paysan ». Dans le chapitre 2 et ceux qui suivent, nous analysons le processus récent et inédit de requalification positive du rôle et de la place des paysanneries. Ce processus de reconnaissance en marche interroge sur la catégorie « paysan », et sur qui est reconnu, et donc reconnaissable, où, comment, pourquoi et par qui.

4. CORPUS ET PRATIQUE DU TERRAIN

Le travail d'enquête s'est déroulé en plusieurs phases : une phase d'enquête approfondie, qui fait l'objet de la présente section, précédée de deux phases de pré-enquête (§ 2.2.2.2 de ce chapitre). La pré-enquête a conduit à la sélection d'études de cas pour notre travail de recherche, mais il avait également d'autres vocations. Il nous a permis de réaliser des premiers contacts avec les principaux acteurs parties-prenantes des dispositifs que nous allions étudier, et d'identifier qui et où étaient les autres acteurs parties-prenantes. Par ailleurs, tous les entretiens et les observations réalisés pendant la pré-enquête font partie intégrante de notre corpus de sources et de données pour notre travail de recherche. En effet, soit il s'agit de données concernant les dispositifs retenus pour notre recherche, soit il s'agit de données qui viennent alimenter l'analyse du contexte local ou national. Dans cette section, nous présentons de manière détaillée la manière dont nous avons conduit le travail d'enquête approfondie sur les études de cas sélectionnées.

4.1. *Un travail de collecte des données tantôt individuel, tantôt collectif*

4.1.1. Organisation temporelle des terrains

Nous avons délégué partiellement le travail de collecte de données. En fonction des terrains et des périodes, nous avons soit mené directement l'enquête (seule, en binôme, ou avec une équipe que nous coordonnions), soit nous avons coordonné ce travail à distance. L'organisation de l'enquête approfondie avec les stagiaires a été différente selon les terrains. En Équateur, nous avons participé directement à l'intégralité de l'enquête. Entre avril et juin 2012 nous avons coordonné directement sur le terrain une équipe de collecte de données, composée de nous-même, du stagiaire Agrocampus Ouest (Jean Rigaud), du stagiaire équatorien (Juan Meneses) et de la coordinatrice de l'axe recherche du projet *Mercados Campesinos* au SIPAE (Paola Román). En octobre-novembre 2012, nous sommes retournée seule sur le terrain pour compléter nos données. Dans le cas du Pérou et de la Bolivie, nous avons mené une partie de l'enquête avec les

stagiaires Agrocampus Ouest (Magalie Lejaille pour le Pérou, Aurélien Leray pour la Bolivie), mais la majorité du temps nous avons coordonné ce travail à distance.

4.1.2. Organisation des phases collectives de la collecte de données

4.1.2.1. Avantages et limites d'un travail d'enquête en collectif

Réaliser un travail de terrain en équipe présente un certains nombre d'avantages. D'un point de vue quantitatif, cela permet de collecter plus des données. Cela s'est avéré important dans notre cas. En effet, notre durée de présence sur le terrain était limitée dans la mesure où, dans le cadre de notre contrat doctoral à Agrocampus Ouest, nous avions une mission d'enseignement au sein de la spécialisation de dernière année « Agriculture Durable et Développement Territorial ». En outre, les trois terrains étaient très éloignés, ce qui rendait difficile d'accorder la même attention à chacun. Néanmoins, tous présentaient un intérêt pour notre recherche, et il existait une demande de la part des partenaires du projet *Mercados Campesinos* pour que nous travaillions sur les trois pays concernés par le projet. Il était donc nécessaire que nous puissions y collecter une quantité suffisante de données, d'où la décision de délégation partielle à des stagiaires. Par ailleurs, d'un point de vue qualitatif, le fait d'être deux ou plus à travailler sur un terrain permet d'échanger et de débattre sur les résultats et les interprétations. L'analyse, qui est en partie une co-construction, gagne en richesse et en pertinence.

En dépit de tous ces avantages du travail de terrain en équipe, il existait des inconvénients. Certains sont liés au fait que les stagiaires sont encore en cours de formation et ne connaissent pas les terrains, si bien qu'il est nécessaire, non seulement qu'ils se forment d'un point de vue théorique et méthodologique³⁰⁹, mais aussi qu'ils se familiarisent au contexte des terrains³¹⁰. D'autres inconvénients sont liés à la nature de la méthodologie d'enquête que nous avons choisie pour notre recherche. Nous avons en effet mis en œuvre une méthodologie qualitative de type interactionniste, où l'entretien compréhensif, les observations et les observations participantes constituent une source importante de données. Or, l'entretien de recherche est une situation d'interaction et « *son déroulement dépend évidemment aussi bien des stratégies des deux (ou plus) partenaires de l'interaction, et de leur ressources cognitives, que du contexte dans lequel [l'interaction] se situe* » [Olivier de Sardan, 2008]. Il en va de même pour l'observation, participante ou non, planifiée ou non³¹¹. Ainsi, deux chercheurs différents ne vont pas percevoir, mener, interpréter les entretiens et les observations de la même façon, et par conséquent, ne pas révéler les mêmes informations. Même si cela constitue une richesse (le matériau obtenu étant ainsi plus varié), cela nous a obligée à une plus grande rigueur et à une attitude réflexive pour encadrer les étudiants, devenus enquêteurs pour notre propre compte [Kaufmann, 2011, p. 74].

³⁰⁹ Cette difficulté était accentuée par le fait que nous étions nous-même dans un processus de formation que constitue la thèse de doctorat.

³¹⁰ Même si nous avions de l'avance sur les stagiaires dans la connaissance et la compréhension des terrains, nous étions également nous-même en terrains étrangers.

³¹¹ Sur le terrain, le chercheur, « *loin d'être seulement un enquêteur en service commandé* » [Olivier de Sardan, 2008], est en effet en permanence en situation d'interaction avec des acteurs, des événements, de paysages etc.

4.1.2.2. Encadrement et coordination du travail avec les stagiaires

Nous avons limité les inconvénients grâce à une organisation précise du travail avec les stagiaires. Nous avons identifié ces-derniers très tôt, parmi les étudiants de la spécialisation « Agriculture Durable et Développement Territorial » animée par l'équipe pédagogique de l'unité pédagogique « Sciences Humaines et Territoires » d'Agrocampus Ouest, dont nous faisons partie. Nous avons en outre formulé des termes de référence (TDR) détaillés afin que la commande soit précise, à la fois pour les stagiaires et pour les partenaires du projet *Mercados Campesinos* qui allaient co-encadrer les stages sur place. Nous avons également formé les stagiaires, et avons suivi et accompagné leurs avancées (Tableau 19). Afin de favoriser un travail de co-construction collective, nous avons organisé régulièrement des réunions physiques et téléphoniques pour échanger et débattre avec eux sur les résultats et les interprétations. Enfin, nous avons mis en place un protocole précis de traitement primaire des données d'enquête, afin que les données collectées par les uns soient facilement utilisables par les autres (§ 4.2.3.2.3.2 & Encadré 23).

Tableau 19 - Étapes de coordination du travail avec les stagiaires

Date	Activité	Objectif	Documents
oct. - déc. 2011	Premières réunions avec les étudiants	Présentation du contexte des stages	
jan. 2012	Rédaction des TDR	Formalisation de la commande des 3 stages et validation avec les partenaires MC	TDR (un par stage)
jan.-fév. 2012	Réunions régulières avec les étudiants	Présentation plus précise des 3 stages (commande, contexte, éléments théoriques et méthodologiques)	Dossier + note biblio
mars-avril 2012	Réunions et échanges de mails réguliers	Suivi de la phase biblio et de la phase 2 de pré-enquête	Monographies sur le contexte territorial
Avril 2012	Une semaine de travail sur place avec chaque étudiant	Bilan des premières semaines de stage et préparation de la phase de terrain (choix définitif des études de cas, méthodologie et logistique) et réalisation d'entretiens et observations	Note théorique et méthodologique
Mai-juin 2012	Réunions et échanges de mails réguliers (Pérou, Bolivie)	Coordination à distance du travail d'enquête, Échanges et débats sur les résultats et interprétations, Appui théorique et méthodologique	
	Enquête en équipe (Équateur)	Travail d'enquête (réalisation et coordination) Échanges et débats sur les résultats et interprétations Appui théorique et méthodologique	
Juin-juillet 2012	10 jours sur place avec chaque étudiant	Appui à la phase d'analyse, préparation de la restitution aux acteurs et aux partenaires MC	
Août 2012	Réunions régulières avec les étudiants	Appui à la rédaction du mémoire	Mémoires Rapports en espagnol (Bolivie, Pérou)
Sept. 2012-Fév. 2013	Réunions avec le stagiaire Équateur	Appui à la rédaction du rapport en espagnol	Rapport en espagnol (Équateur)
			Documents produits par nous-même Documents produits par les étudiants

4.2. La pratique du terrain : recueil et traitement primaire des données

L'enquête sur les trois terrains s'est déroulée en plusieurs phases. La première phase a consisté à présenter notre recherche aux partenaires du projet *Mercados Campesinos* et aux représentants des dispositifs étudiés. Puis, au cours de la seconde phase, nous avons mobilisé, selon une approche ethnographique, un panel de sources variées : (i) des observations et des observations participantes, (ii) un corpus de 110 entretiens compréhensifs sur les trois terrains, dont 44 auprès de paysans, d'organisations paysannes ou de groupes de paysans, (iii) des « micro-entretiens » auprès de 40 consommateurs sur les marchés paysans, (iv) un grand nombre de sources écrites et quelques documents audiovisuels, (v) un suivi sur les réseaux sociaux. La dernière phase a consisté en une présentation de nos premiers résultats, auprès des acteurs des dispositifs étudiés, et auprès des partenaires du projet *Mercados Campesinos*.

4.2.1. Avant, pendant et après le terrain : la mobilisation d'un grand nombre de sources écrites et documents audiovisuels

Tout au long de notre travail de recherche, nous avons mobilisé un grand nombre de sources écrites, rassemblant la littérature scientifique, la littérature grise telle que des rapports thématiques, des diagnostics (agraires et de territoire), la presse locale dans le cas de l'Équateur (à laquelle nous avons accédé *via* Internet), les documents officiels et institutionnels locaux et nationaux, des statistiques (en particuliers les données issues des recensements agricoles), et enfin, dans le cas de l'Équateur, un grand nombre de sources écrites (rapports, diaporamas de présentations, sites Internet, blogs, revues, comptes-rendus de réunions, d'ateliers ou d'évènements etc.) issus des divers acteurs parties prenantes des dispositifs étudiés. Dans le cas de l'Équateur, nous avons également mobilisé quelques sources audiovisuelles, en particulier plusieurs (documentaires et reportages) portant sur le panier communautaire Utopía et sur les paniers communautaires équatoriens.

La mobilisation de cette grande diversité de sources écrites et audiovisuelles nous a été indispensable pour comprendre finement le contexte national et le « territoire-matrice » (§ 3.2.2.1) des dispositifs étudiés, pour compléter et croiser les données recueillies par ailleurs (via les entretiens, les observations, et les réseaux sociaux), et enfin, pour certains types de sources, pour avoir accès et pour analyser les discours collectifs des différents acteurs.

4.2.2. Aux portes du terrain : des rencontres préliminaires avec les acteurs-clés des dispositifs pour faciliter notre accès au terrain

Avant de démarrer l'enquête, nous avons présenté notre recherche aux partenaires du projet *Mercados Campesinos* dans chaque pays. Nous avons également organisé des réunions de présentation de notre projet de recherche avec des représentants des dispositifs que nous allions étudier sur le terrain. Ces réunions (Tableau 20) avaient pour objectif de nous présenter aux acteurs, de leur exposer notre projet de recherche et son contexte institutionnel, et de leur expliquer comment nous souhaitions procéder pour la collecte de données, c'est-à-dire par entretiens avec divers acteurs parties-prenantes des dispositifs et par observations au sein des dispositifs.

Ces réunions se sont révélées déterminantes dans le cas de l'Équateur et de la Bolivie. En effet, les dispositifs choisis n'étaient ni liés au projet *Mercados Campesinos*, ni liés aux acteurs parties-prenantes (AVSF, SIPAE ou AOPEB). Ces derniers n'étaient pas en mesure de nous faciliter l'accès (relationnel) au terrain, pour lequel nous n'avions donc aucun relai institutionnel. Lors de ces réunions, les acteurs présents ont montré un intérêt pour notre recherche, et sont devenus des « alliés » [Beaud & Weber, 2010], ce qui a grandement facilité notre accès au terrain et aux acteurs. Dans le cas de l'Équateur, nous avons également présenté notre travail de recherche à tous les membres de la feria citoyenne Macají lors de leur assemblée générale mensuelle.

Dans le cas du Pérou, nous avons déjà un accès facilité au terrain, puisque les dispositifs que nous allions y étudier étaient directement ou indirectement liés à AVSF Huancavelica ou au projet *Mercados Campesinos*. Contrairement aux deux autres terrains, nous étions ainsi assurés dès le départ d'avoir un relai institutionnel sur place. Une présentation à l'équipe d'AVSF Huancavelica a quand même été prévue au moment de l'arrivée de la stagiaire sur le terrain.

Tableau 20 - Organisation de réunions préliminaires avec les acteurs-clés des dispositifs

Pays	Date	Préparation de la réunion	Représentants MC présents	Acteurs présents
Pérou	18 avril 2012	Claire Heinisch Magalie Lejaille (stagiaire)	Magalie Lejaille	Membres de l'équipe technique d'AVSF Huancavelica
Équateur	4 mai 2012	Claire Heinisch Paola Román (SIPAE)	Claire Heinisch Paola Román Jean Rigaud & Juan Meneses (stagiaires)	Une représentante du directeur du MAGAP Chimborazo Le vice-président de la feria citoyenne Macají Le président de la feria citoyenne 24 de Mayo La directrice de la fondation Utopía (<i>liée au panier communautaire Utopía</i>) Un représentant du MESSE Chimborazo
	29 mai 2012	Claire Heinisch	Claire Heinisch	Membres de la feria citoyenne Macají (<i>AG mensuelle de la feria citoyenne Macají</i>)
Bolivie	29 mai 2012	Claire Heinisch Aurélien Leray (stagiaire)	Aurélien Leray	La directrice de l'ONG CUNA

Les acteurs en caractères gras se sont révélés être les « alliés » qui nous ont facilité l'accès au terrain et aux autres acteurs parties-prenantes des dispositifs.

4.2.3. Sur le terrain

4.2.3.1. L'immersion : s'imprégner du territoire-matrice et observer pour les comprendre les interactions entre les acteurs au sein des dispositifs et dans les territoires

En Bolivie, nous avons mis en place seulement quelques observations ponctuelles mais l'immersion totale n'a pas été possible. En Équateur et au Pérou en revanche, nous nous sommes mis (nous-même et les stagiaires) en situation d'immersion complète non seulement pour nous imprégner du « territoire-matrice » des dispositifs en le parcourant quotidiennement, mais aussi

afin de multiplier les observations de situation d'interactions entre acteurs, au sein des dispositifs et dans les territoires.

4.2.3.1.1. En Bolivie : quelques observations de terrain

En Bolivie l'immersion n'a pas été possible en continu. Le stagiaire, Aurélien Leray, vivait à La Paz³¹², soit à une heure de route de Tiwanaku, et réalisait des allers-retours quotidiens pour réaliser les entretiens. Il a toutefois réalisé quelques observations d'évènements collectifs sur place. Plus généralement, entre deux entretiens, il s'est « imprégné » du territoire-matrice par l'observation des lieux et des interactions entre membres de la communauté. Par ailleurs, les trajets en moto (cas du stagiaire) ou en bus (dans notre cas), ainsi que les moments sur place, étaient l'occasion d'observer le paysage rural et les systèmes de production.

4.2.3.1.2. Au Pérou : une immersion complète pour de nombreuses observations

Au Pérou, nous étions installées³¹³ dans la ville de Huancavelica. Nous avons ainsi accès aux principaux lieux de commercialisation en circuits de proximité des produits laitiers transformés dans les micro-fromageries rurales : le marché couvert (qui se tient tous les jours), le marché hebdomadaire du dimanche, les petites boutiques de produits alimentaires, et le nouveau marché de vente directe hebdomadaire de produits laitiers et paysans, mis en place en 2011 avec l'appui d'AVSF dans le cadre du projet *Mercados Campesinos*. Nous observions ainsi les interactions entre acteurs autour des pratiques de vente, d'achat et de consommation des produits laitiers artisanaux, mais aussi des autres produits échangés sur ces marchés. Dans ces différents lieux de vente, nous échangeons aussi directement avec les paysans parties-prenantes des fromageries étudiées. C'était le cas du marché de vente directe de produits laitiers, mais aussi du marché couvert, où les paysans venaient vendre directement leurs fromages aux commerçants installés sur leurs postes fixes. Outre ces observations dans la ville de Huancavelica, nous avons été en situation d'observation dans les différentes communautés paysannes et petites fromageries rurales où nous avons conduit nos entretiens. En particulier, nous avons parfois assisté à la transformation des fromages et yaourts sur place. Par ailleurs, les trajets en bus ou en voiture³¹⁴ jusqu'aux communautés paysannes, et les moments sur place dans ces mêmes communautés et chez les paysans, étaient l'occasion d'observer et comprendre les paysages ruraux et les systèmes de production. En outre, la stagiaire, Magalie Lejaille, a été invitée à participer à divers types de réunions ou ateliers, auxquels participaient plusieurs types d'acteurs des dispositifs étudiés : ateliers de formation technique, réunions stratégiques entre AVSF, la Municipalité de Huancavelica et les producteurs. Enfin, nous avons également participé à des évènements publics, comme la feria agricole annuelle de Huancavelica.

³¹² De la même façon, quand nous étions sur place, nous étions hébergée chez le stagiaire à La Paz.

³¹³ Pendant toute la phase d'enquête, la stagiaire habitait en colocation à proximité du centre de Huancavelica. Pour notre part, nous avons passé les 10 jours avec elle en étant logée dans un hôtel sur la place principale de la ville, à côté des bureaux d'AVSF et du marché de vente directe de produits laitiers qui se tient tous les vendredis.

³¹⁴ Lorsqu'ils étaient disponibles, les membres de l'équipe AVSF de Huancavelica nous accompagnaient sur le terrain avec le véhicule de service.

4.2.3.1.3. En Équateur : une immersion complète pour de nombreuses observations et observations participantes

En Équateur, pendant toute la durée des phases de terrain, nous nous sommes installée³¹⁵ à proximité du centre-ville de Riobamba.

4.2.3.1.3.1. Observations dans les lieux de commercialisation conventionnelle

Être habitante de Riobamba nous a permis de parcourir et observer les différents marchés conventionnels de la ville. Nous y faisons des courses alimentaires³¹⁶, et y prenions souvent notre déjeuner à base de plats traditionnels d'Équateur/de Chimborazo dans les *patios de comida*, espaces présents dans tous les marchés où l'on peut se restaurer sur place. Nous nous sommes également rendue sur les deux grands marchés indigènes hebdomadaires, celui de Guamote (le jeudi) et celui de Cajabamba (le dimanche). Les marchés étaient des lieux d'observation de nombreuses interactions entre acteurs, autour des pratiques de vente, d'achat et de consommation de produits agricoles et alimentaires. En outre, c'étaient des lieux où nous pouvions facilement échanger avec les différents vendeurs des marchés, notre acte d'achat créant souvent le point de départ d'une discussion. Plus généralement, ces observations nous ont permis de comprendre le fonctionnement des marchés conventionnels urbains, dominés par les commerçants, et celui des marchés traditionnels indigènes où se côtoient vente directe individuelle et intermédiation. Enfin, ces observations nous ont permis de comparer les dispositifs de vente traditionnels et les dispositifs de circuits alimentaires de proximité, et de constater directement sur place les caractéristiques des marchés conventionnels que nous avons lues dans la littérature ou entendues au cours des entretiens.

4.2.3.1.3.2. Observation des paysages

Chaque trajet hors de Riobamba, que ce soit en bus ou bien à pied lors de « tours de terrain », dans la campagne de Chimborazo, était l'occasion d'observer le paysage rural, la diversité des systèmes de production, et plus généralement l'organisation spatiale du territoire. Les visites aux familles paysannes, à l'occasion des entretiens, permettaient de prendre le temps d'observer plus longuement le paysage rural et agraire autour de la ferme.

4.2.3.1.3.3. Observations participantes dans les dispositifs étudiés

Afin de bien comprendre le fonctionnement des dispositifs et les interactions entre les acteurs qui y ont cours en étant nous-mêmes acteurs de ces interactions, Jean Rigaud et nous-mêmes sommes devenus membres du panier communautaire Utopía. Pour notre part, nous sommes également devenue cliente régulière de la feria citoyenne Macají.

Dans le premier cas, en tant que consommateurs actifs d'Utopía, nous participions au processus de confection et de distribution des paniers (une matinée toutes les deux semaines).

³¹⁵ En mai-juin 2012 nous étions en colocation avec le stagiaire Agrocampus, Jean Rigaud (le stagiaire équatorien, Juan Meneses, originaire de Riobamba, vivait chez ses parents) et avec un équatorien qui travaillait à l'ESPOCH (université polytechnique de Chimborazo) sur des thématiques liées à l'économie solidaire. En octobre-novembre, nous étions logée dans les locaux de CESA, une ONG équatorienne qui travaille sur plusieurs projets avec AVSF.

³¹⁶ Même si nous réalisons la majorité de nos courses alimentaires sur la feria citoyenne Macají et *via* le panier communautaire Utopía.

Cela consistait à accueillir les paysans qui livraient leurs produits, répartir les produits entre les paniers, faire un retour collectif aux paysans sur la qualité des produits fournis ce jour-là, et distribuer les produits aux autres consommateurs venant chercher leur panier en fin de matinée. En outre, en tant que consommateurs Utopía, nous avons participé aux ateliers (atelier cuisine, atelier sur les pratiques alimentaires etc.) et réunions (assemblées générales etc.) organisées par Utopía.

Dans le second cas, nous étions présente tous les samedis sur la feria Macají, pendant toute sa durée (7h-14h)³¹⁷. Nous y faisons nos achats alimentaires, y prenions notre petit déjeuner et notre déjeuner, et parcourions la feria pour discuter avec les participants. Nous sommes rapidement devenue une consommatrice particulière de cette feria. En effet, le vice-président du marché Macají, devenu un allié sur le terrain, nous a présentée à chacun des participants, et nous nous étions nous-même présentée lors de l'assemblée générale mensuelle. Ainsi, nos pratiques et notre statut nous ont permis d'être invitée à plusieurs réunions (notamment à toutes les assemblées générales) et ateliers (en particulier les ateliers de formation organisés par le MAGAP Chimborazo) organisés pour ou par la feria Macají.

Enfin, dans les deux cas, notre statut de parties-prenantes nous a permis d'être invitée à des réunions, ateliers ou événements, non liés directement au panier Utopía ou à la feria Macají, mais auxquels participaient des acteurs des dispositifs avec lesquels nous avons développé une relation de confiance.

4.2.3.1.3.4. Observations dans divers événements locaux

Nous avons également assisté à divers événements publics, où nous n'avions pas besoin d'être invitée, mais auxquels nous pouvions participer simplement parce que nous habitons Riobamba. Souvent, c'est grâce aux acteurs parties-prenantes des dispositifs devenus nos « alliés » sur le terrain que nous avons été informée de ces événements. Ça a été le cas, par exemple, d'un marché agroécologique événementiel organisé par le Gouvernement Provincial de Chimborazo, ou bien de la cérémonie au cours de laquelle le Gouvernement Provincial de Chimborazo présente son bilan annuel aux citoyens.

4.2.3.1.4. L'immersion : entre production de données pour le corpus et imprégnation

Pendant ces périodes d'insertion dans le milieu, nous avons donc alterné, de manière plus ou moins délibérée³¹⁸, entre les quatre rôles de l'observateur participant soulignés par [Olivier de Sardan, 2008] :

³¹⁷ Les samedis « de panier », c'est-à-dire un samedi sur deux, nous arrivions plus tard, après la confection et la distribution des paniers à Utopía.

³¹⁸ Olivier de Sardan [2008] insiste sur le fait que, contrairement à ce qui est souvent affirmé, ces rôles sont plus souvent dus aux circonstances qu'aux choix délibérés du chercheur. Dans notre cas, le fait, par exemple, de devenir membre du panier communautaire Utopía était un choix délibéré, mais la majorité du temps, les différents rôles que nous avons adoptés étaient dus aux circonstances. Il nous est ainsi arrivé d'être invitée à des événements où nous pensions être simple observatrice, et de nous retrouver finalement participante intégrale. Ça a souvent été le cas lors de réunions, mais aussi parfois lors de situations beaucoup plus inattendues, comme lorsque nous sommes intervenue en direct dans une émission d'une radio locale consacrée aux ferias citoyennes de Chimborazo.

- ⇒ l'observateur intégral (par exemple lorsque nous étions en situation d'observation du paysage, ou bien que nous assistions à un évènement public local),
- ⇒ l'observateur qui participe (par exemple lorsque nous étions invitée aux assemblées générales et que nous intervenions à la demande des participants pour nous présenter, voire pour donner notre avis sur une question traitée en réunion),
- ⇒ le participant qui observe (par exemple lorsque nous faisons nos achats alimentaire sur la feria Macají),
- ⇒ le participant intégral (par exemple lorsque, en tant que membre active du panier Utopía, nous participions à la préparation des paniers au même titre que les autres membres de l'association).

Nous avons conservé la trace de trois catégories d'objets ou d'évènements observables [Beaud & Weber, 2010], c'est-à-dire que nous avons transformé ces situations d'observations en données venant s'ajouter à notre corpus, que la situation d'observation ait été spontanée ou anticipée, et quel qu'ait été notre rôle d'observatrice participante pour chacune des situations (Tableau 21). En plus de la participation à des évènements collectifs de nature très diverse, et de l'observation de lieux ou d'objets tels que les paysages ruraux, nous nous sommes souvent retrouvée en situation de conversation inopinée avec une ou plusieurs personnes, que ce soit en ville ou à la campagne. Dans certains cas, notamment lorsque nous discutons avec des paysans³¹⁹, ces échanges se sont révélés intéressants pour enrichir notre compréhension du contexte agricole du territoire, et nous en avons conservé une trace écrite.

Tableau 21 - Organisation et traitement des situations d'observation³²⁰

Situation d'observation		Rôle de l'observateur	Prévisibilité de la situation d'observation	Modalités de traitement
Évènement ou lieu collectif	Organisé directement pour ou par les dispositifs (<i>AG, marchés, paniers, ateliers, inaugurations etc.</i>)	Participant qui observe ou participant intégral	Planifiée et préparée à l'avance	(Carnet de terrain) et compte-rendu organisé + photos
	Autre (<i>évènement public local, marchés hors dispositif étudiés etc.</i>)	Observateur intégral ou observateur qui participe	Prévue	Carnet de terrain + photos
Observation de lieux et d'objets dans la quiétude (<i>i.e. hors évènement collectif et hors interaction</i>)		Observateur intégral	Variable	Photos + carnet de terrain
Conversations inopinées		Participant observateur	Spontanée	Carnet de terrain

³¹⁹ Le fait que nous ne soyons pas du coin (à Chimborazo, où la proportion de population indigène est très importante, nous ne passions pas inaperçue) suscitait la curiosité et était un prétexte pour engager la conversation. Lorsque nous expliquions à nos interlocuteurs que nous étions ici pour étudier la commercialisation paysanne, il arrivait que ces derniers, lorsqu'ils étaient paysans, nous parlent de leur activité de paysan, de leur famille, de communauté, ce qu'ils cultivent (souvent ils insistaient sur le « sans produits chimiques », « tout est naturel »), de leurs animaux. Certains nous faisaient part de leurs idées ou projets (faire des yaourts, négocier un projet d'irrigation avec des ONG et les pouvoirs publics etc.), d'autres insistaient sur la difficulté de la vie et du travail pour les paysans, et soulignaient souvent la difficulté majeure que représentait la commercialisation (prix et relation avec les intermédiaires).

³²⁰ Voir annexe 5 pour la liste détaillée des observations.

Nous avons réalisé le traitement des observations selon trois modalités :

- ⇒ Le carnet de terrain, outil indispensable du chercheur sur le terrain, est *le lieu où s'opère la conversion de l'observation participante en données ultérieurement traitables* [Olivier de Sardan, 2008]. Nous l'avons mobilisé dans toutes les situations d'observation, que ce soit pendant la situation d'observation (lorsque nous observions un paysage par exemple) ou juste après la situation d'observation (par exemple après une conversation inopinée).
- ⇒ Le compte-rendu détaillé (voir exemple en annexe 6) pour les situations d'observation que nous avons planifiées et organisées à l'avance. C'est le cas de la grande majorité des événements collectifs directement liés aux dispositifs étudiés. Lorsqu'il s'agissait de réunions ou d'ateliers, nous rédigeons ce compte-rendu après avoir pris quelques notes sur notre carnet de terrain pendant l'évènement³²¹. Lorsque nous étions en situation de participation intégrale (cas de la confection des paniers), il nous était impossible³²² de prendre des notes en cours de situation d'observation, nous rédigeons donc le compte-rendu juste après. Enfin, lorsque nous étions sur la feria Macají, nous évitions volontairement de prendre des notes *in situ*, afin de ne pas gêner les participants et conserver notre statut de participante qui observe, mais discrètement. Toutefois, nous prenions le temps, au cours de notre matinée sur la feria, de nous isoler pour noter, dans notre carnet de terrain, les éléments et les situations observés, afin de ne rien oublier au moment de la rédaction du compte-rendu. Ces comptes-rendus étaient très utiles à deux titres. D'une part ils nous servaient à systématiser les observations les plus « clés » pour notre recherche. D'autre part ils étaient nécessaires dans le cas de la Bolivie et du Pérou où nous avons, personnellement, été assez peu en situation d'observation, si bien que les comptes-rendus rédigés par les stagiaires se sont révélés précieux.
- ⇒ Les photographies, précieux aide-mémoires, ont été notre outil principal pour les observations de paysages, mais nous les avons également mobilisées autant que possible pour les événements collectifs auxquels nous participions, en particulier les événements et les lieux directement liés aux dispositifs étudiés.

Bien entendu, nous n'étions pas systématiquement « *en service commandé*³²³ » sur le terrain. Comme nous vivions sur place, une grande partie de nos observations et interactions se sont produites sans que nous en prenions systématiquement des notes. Pour autant, ces interactions avec des lieux et des gens de notre vie quotidienne sur place avaient leur importance, dans la mesure où elles nous ont permis de nous imprégner du terrain, de comprendre les subtilités de

³²¹ Nous avons toutefois veillé, après avoir vérifié que la situation se prêtait à la prise de notes, à prendre des notes de participante et moins d'observatrice, et nous sommes efforcée de prendre toutes ces notes en espagnol afin de créer le moins de distance possible avec les participants. Beaud & Weber [2010] insistent en effet sur le fait qu'il faut pouvoir montrer ses notes à son voisin s'il le demande... et ça nous est effectivement arrivé !

³²² Non seulement parce que nous avons les mains occupées durant toute la matinée mais aussi (et surtout) parce que la situation ne s'y prêtait pas.

³²³ « ... et heureusement pour [nous] » comme le souligne Olivier de Sardan [2008] qui ajoute que « *la vie quotidienne (qu'elle soit sociale, professionnelle, familiale, associative, religieuse) à laquelle participe, d'une façon ou d'une autre, le chercheur n'est pas qu'un site où ce dernier découpe des séquences pour y produire des corpus et noircir des cahiers.* »

la langue³²⁴, la culture, les usages et les codes locaux. Cette approche sensible du terrain a joué un rôle dans notre manière de négocier puis de conduire les entretiens, ainsi que dans notre façon d'interpréter les données.

4.2.3.2. *Les entretiens compréhensifs: comprendre le vécu, pour les acteurs, de l'engagement dans les CIALP et obtenir des informations sur les dispositifs étudiés*

4.2.3.2.1. Pourquoi des entretiens compréhensifs³²⁵ ?

« *L'entretien compréhensif creuse pour découvrir les processus à l'œuvre* » [Kaufmann, 2011]. Il s'agit, pour l'enquêteur qui s'engage personnellement, sincèrement et activement dans l'entretien, de s'intéresser à la parole de l'acteur pour comprendre et discuter ses manières d'agir et de penser. Dans la mesure où nous cherchons à comprendre le sens et le vécu, pour les acteurs, de l'engagement dans les dispositifs de circuits alimentaires de proximité, ce mode d'entretien était particulièrement pertinent. Situé entre « *compréhension, écoute attentive, prise de distance et analyse critique* », l'entretien compréhensif permet d'accéder à l'intimité affective et conceptuelle et à l'univers de sens de l'acteur, en adoptant une attitude empathique vis-à-vis de celui-ci. Contrairement à des entretiens trop directifs qui enferment l'enquêteur dans une liste de questions suivant un ordre préétabli, qui l'empêchent de s'adapter à l'interlocuteur et qui, par ailleurs, instaurent une hiérarchie entre enquêteur et enquêté, l'entretien compréhensif est très ouvert, proche du style conversationnel, et permet ainsi de gagner en profondeur [Kaufmann, 2011 ; Olivier de Sardan, 2008] et, dans notre cas, d'accéder au sens et au vécu de l'engagement des acteurs dans les dispositifs.

Dans notre cas, il s'agissait de reconstituer les trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs de CIALP. Les entretiens compréhensifs avaient ainsi pour objectif d'amener l'acteur à raconter les différentes étapes qui l'ont conduit à s'engager dans les CIALP, c'est-à-dire de recueillir des « *séquences de vie* » [Olivier de Sardan, 2008]. Ces dernières suivent le même principe et ont le même intérêt méthodologique que les récits de vie, qui « *permettent de faire émerger le sens que les acteurs donnent à leur action [...], les ressorts de l'engagement, les singularités de l'expérience vécue, enfin les dimensions réflexives et créatives de la personne qui donnent aussi sens aux faits sociaux, historiques et actuels* » [Chaxel et al., 2014], mais elles ont l'avantage d'être plus faciles d'accès et de traitement pour le chercheur de terrain. En effet, alors que les récits de vie placent l'autobiographie comme thème central de l'entretien, les séquences de vie sont des « *épisodes biographiques limités, choisis en fonction de leur pertinence pour l'enquête* » [Olivier de Sardan, 2008].

³²⁴ Lorsque nous avons démarré notre thèse, nous parlions déjà bien l'espagnol que nous avons appris lors d'un stage de Master 1 de six mois sur l'altiplano argentin en 2005 et que nous avons continué à pratiquer depuis. Or, on ne parle pas le même espagnol (constructions de phrases, mots et expressions de la vie quotidienne, accent...) en Argentine, au Pérou, en Bolivie et en Équateur, ni même à l'intérieur d'un même pays.

³²⁵ En avril 2013, nous avons présenté une communication [Heinisch, 2013a] au séminaire des doctorants de l'UMR ESO sur la manière dont nous avons mobilisé l'entretien compréhensif pour notre recherche. Nous remercions les doctorants pour la richesse des échanges qui nous ont permis de prendre du recul sur notre méthodologie d'enquête.

Ce type d'approche par les séquences de vie contient le biais, bien connu, de « *l'illusion biographique* » de l'enquêté, qui raconte son parcours et en reconstitue la cohérence *a posteriori* [Bourdieu, 1986]. Toutefois, nous assumons pleinement cette dimension narrative de la trajectoire, qui permet de laisser aux acteurs le soin de déterminer eux-mêmes les *ingrédients*, les *moteurs*, les *séquences* et les *bifurcations* qui les ont conduits à agir et penser de telle ou telle manière. C'est de cette façon que nous pouvons saisir le sens et le vécu, pour les acteurs, de l'engagement dans les dispositifs de CIALP. Par ailleurs, comme nous l'avons indiqué plus haut, l'approche compréhensive, *via* une écoute active et empathique, ne signifie pas l'absence de distance et de décryptage critique, vis-à-vis du discours des acteurs, pour comprendre « *le sens de ce sens* » [Olivier de Sardan, 2008]. Rappelons que nous avons adopté une approche contextualiste des trajectoires. Par conséquent, la compréhension des processus d'émergence des CIALP et du sens que les acteurs donnent à leur engagement dans les dispositifs, consiste également à replacer ces trajectoires et ces discours d'acteurs (qu'il s'agisse d'acteurs individuels, collectifs ou institutionnels) dans leur contexte historique, social, culturel, institutionnel, écologique et politique.

4.2.3.2.2. La conduite des entretiens compréhensifs

4.2.3.2.2.1. Le choix des acteurs à interviewer

Nous avons mené des entretiens compréhensifs³²⁶ auprès de divers acteurs parties-prenantes des dispositifs que nous avons choisi d'étudier : paysans, organisations paysannes, acteurs publics locaux et nationaux, consommateurs, associations de consommateurs, ONG, autres organisations de la société civile³²⁷ etc.

Nous proposons systématiquement de nous déplacer pour que l'entretien ait lieu dans l'environnement « professionnel »³²⁸ des acteurs : sur la ferme pour les paysans, dans les bureaux des associations, organisations ou institutions etc. Parfois, les entretiens ont eu lieu dans un café, un bar ou un *patio de comida* lorsque l'interlocuteur le demandait. Cette « *méthode de la boisson* » [Guyot, 2008] s'est avérée efficace : elle est propice au registre conversationnel que nécessite l'entretien compréhensif, elle permet d'atténuer fortement la hiérarchie entre enquêteur et enquêté, grâce au partage d'un verre ou d'un en-cas. L'interlocuteur peut ainsi devenir un « allié », pouvant, entre autres, faciliter l'accès aux autres acteurs.

Outre l'appui des alliés, l'accès aux acteurs a également été facilité par l'immersion (§ 4.2.3.1). Par exemple, dans le cas de la feria citoyenne Macají et du panier communautaire

³²⁶ Voir annexe 5 pour la liste complète des entretiens.

³²⁷ En réalité, la séparation entre les groupes est souvent loin d'être évidente. D'une part il y a de fortes interactions et médiations entre ces différents groupes (au sein des dispositifs de circuits alimentaires de proximité, mais également autour de et en lien avec les dispositifs, dans les territoires) et d'autre part certains acteurs spécifiques peuvent même être considérés comme des médiateurs ou des intermédiaires entre les différents groupes, voire (et nos enquêtes de terrain ont révélé que c'était souvent le cas) appartenir à plusieurs groupes, successivement ou simultanément.

³²⁸ Nous mettons des guillemets puisque cet environnement professionnel ou associatif est plus ou moins imbriqué dans l'environnement personnel. C'est le cas bien sûr des paysans. En outre, certains acteurs combinent plusieurs environnements professionnels, c'est le cas des paysans pluriactifs notamment.

Utopía, nous avons pris les rendez-vous avec les paysans le samedi, lorsque nous étions sur place sur la feria, et lors de la confection des paniers. Nous avons donc interviewé les paysans après nous être bien imprégnée du terrain et des dispositifs, que ce soit grâce à nos observations, ou après avoir réalisé plusieurs entretiens avec les acteurs de niveau « méso » (représentants des dispositifs, acteurs publics, ONG etc.) plus faciles d'accès et pour certains devenus nos « alliés », ou encore après avoir fait connaissance avec les paysans en participant aux dispositifs, ce qui a facilité la prise de rendez-vous. Interviewer les paysans dans un second temps a ainsi eu de nombreux avantages, puisque nous arrivons sur la ferme en étant déjà imprégnée du terrain – contexte en général et dispositifs en particulier – mais également de la langue, des codes sociaux, et, souvent, en connaissant déjà les paysans avec lesquels nous avons déjà échangé sur les espaces de ventes (ferias et paniers). Nous étions ainsi plus crédible pour l'interlocuteur, nous pouvions réagir plus vite et de manière plus pertinente à ses propos, et rebondir sur des échanges qui avaient déjà eu lieu précédemment. Ainsi, souvent, les entretiens avec les paysans ont été réalisés dans la durée, l'entretien compréhensif sur la ferme ayant été complété par les échanges réguliers sur les espaces de vente. Grâce à l'immersion, nous avons également mené nos entretiens dans la durée avec de nombreux autres acteurs : ceux qui sont devenus nos alliés, mais également des acteurs que nous avons été amenée à croiser dans différents lieux ou évènements.

Nous avons sélectionné les acteurs à interviewer de manières diverses selon le type d'acteurs, le type de dispositif. Lorsqu'il s'agissait d'un acteur collectif ou institutionnel (niveau « méso » voire « macro ») nous sélectionnions un ou plusieurs représentants. Dans le cas des acteurs de niveau « micro » (paysans, consommateurs du panier Utopía³²⁹, intermédiaires commerciaux dans le cas du Pérou, voir [Tableau 22](#)), nous avons sélectionné les interlocuteurs par échantillonnage raisonné et en fonction des contraintes d'accès géographique ou relationnel à ces acteurs (appui des alliés, disponibilité des acteurs, envie de recevoir l'enquêteur etc.). Notons que les entretiens de niveau « micro » avec des paysans ont souvent été des entretiens collectifs, c'est-à-dire, soit avec plusieurs membres d'une famille nucléaire, soit avec plusieurs membres d'une famille élargie, soit avec un petit collectif de paysans impliqués ensemble dans le dispositif (petit groupe de plusieurs familles appartenant à une même communauté).

³²⁹ Nous facilement réalisé des entretiens compréhensifs auprès des consommateurs du panier Utopía parce qu'il s'agissait de personnes ou de familles clairement identifiées (membres d'une association de consommateurs). Il était donc aisé d'entrer en contact et de passer du temps avec eux, d'autant plus que nous étions membre du panier. Les autres types de consommateurs, i.e. ceux des marchés paysans (feria citoyennes à Chimborazo et marché de vente directe à Huancavelica) ne sont pas identifiables à l'avance et ont peu de temps à accorder lorsqu'ils font leur achats sur le marché. Ils ont été interviewés selon une méthode différente que nous présentons plus bas.

Tableau 22 - Modes d'identification et de sélection des acteurs "micro" à interviewer

TERRAIN			SÉLECTION DES ACTEURS MICRO
ÉQUATEUR (Chimborazo)	Feria Macají	Paysans	Échantillonnage raisonné selon les critères suivants : antériorité dans le dispositif, mode de production, paysan appartenant ou non à une organisation, localisation, appartenance ethnique, responsabilités ou non dans le dispositif.
	Panier Utopía	Paysans	Représentants principaux (i.e. ceux qui sont physiquement présents lors de la livraison des produits et de la confection et distribution des paniers ou qui vendent sur le petit marché qui a lieu en même temps que la distribution des paniers) de tous les paysans et groupes de paysans de la province de Chimborazo approvisionnant le panier Utopía. Pas d'entretien auprès du dernier groupe situé hors province de Chimborazo pour des raisons de temps et d'accès (groupe du canton de Quinsaloma, province de Los Ríos).
		Consommateurs	Entretiens avec les membres actifs et sélection raisonnée d'autres consommateurs, en fonction du degré d'implication (aux dires des membres actifs devenus des « alliés ») dans le dispositif .
PÉROU (Huancavelica)	Paysans	En plus des représentants principaux des micro-fromageries, sélection de 2 ou 3 autres familles paysannes par micro-fromagerie en fonction des contraintes d'accès .	
	Intermédiaires commerciaux	Identification grâce aux représentants des micro-fromageries qui fournissent ces intermédiaires.	
BOLIVIE (Tiwanaku)	Paysans	Uniquement auprès de représentants principaux de l'AMPACH .	

4.2.3.2.2.2. *Le mode de conduite des entretiens*

Nous avons interrogé les acteurs « micro » (paysans, consommateurs, intermédiaires commerciaux) à titre individuel, ou « micro-collectif » lorsque nous réalisons un entretien auprès d'un petit groupe d'acteurs (cas des paysans). Quant aux acteurs « méso » nous les avons interrogés au titre de l'organisation ou de l'institution qu'ils représentent.

Les entretiens compréhensifs pouvaient durer d'une heure (cas de certains acteurs qui avaient peu de temps à nous accorder) à une journée entière (cas de certains paysans qui nous ont accueillie toute la journée sur leur ferme), avec une durée moyenne de deux ou trois heures, parfois étalées dans le temps (§ 4.2.3.2.2.1). Les entretiens oscillaient entre deux pôles, la consultation et l'expérience [Olivier de Sardan, 2008]. L'objectif de nos entretiens compréhensifs était de comprendre le sens et le vécu, pour les acteurs, de l'engagement dans les dispositifs de CIALP, mais également de recueillir des informations sur le dispositif lui-même. Ainsi, notre interlocuteur était à la fois un narrateur parlant de son propre vécu, et un consultant sollicité pour ses connaissances. Les entretiens étaient divisés en quatre parties, au cours desquelles il s'agissait de recueillir les informations suivantes :

- ⇒ La trajectoire personnelle d'activité. Dans le cas d'un paysan, l'objectif était de recueillir les séquences de vie permettant de comprendre le système d'activité de ce dernier. Dans le cas d'un représentant d'une organisation ou d'une institution, il s'agissait des séquences de vie ayant conduit celui-ci à occuper son poste ou ses responsabilités actuelles. Dans cette

première partie, l'acteur, sollicité sur son expérience personnelle, a essentiellement une position de *narrateur*.

- ⇒ La trajectoire (personnelle et de l'organisation ou de l'institution qu'il représente) d'engagement dans les CIALP et/ou en faveur des paysanneries. Tout l'intérêt et la difficulté de cette partie réside dans le fait que l'acteur oscille entre une position de *narrateur* et de *consultant*, puisque cette étape de l'entretien vise aussi à solliciter sa *compétence* sur le(s) dispositif(s) étudié(s) afin d'en comprendre le fonctionnement. Soulignons que, souvent, il n'y a pas de démarcation claire, dans le déroulé des entretiens, entre le récit de la trajectoire personnelle d'activité et le récit de la trajectoire d'engagement dans un ou plusieurs dispositif(s) de CIALP et/ou en faveur de l'agriculture paysanne. C'est le cas notamment pour les paysans, pour lesquels nous analysons les *systèmes d'activité*, où l'activité « circuits alimentaires de proximité » est en interaction étroite avec les autres activités du système.
- ⇒ La représentation et les liens personnels (historiques, sociaux, spatiaux) avec la paysannerie et de l'agriculture paysanne. Dans cette dernière étape, la position de l'acteur est celle d'un *narrateur*. Cette dernière partie n'était pas systématiquement abordée en tant que telle. En effet, l'interlocuteur exprimait souvent spontanément sa vision de l'agriculture paysanne, ou alors nous pouvions faire émerger cette vision de son récit de trajectoire personnelle d'activité et d'engagement dans les dispositifs ou en faveur des paysanneries.
- ⇒ L'évolution souhaitée (dans le temps et dans l'espace) (i) du (ou des) dispositif(s) dans le(s)quel(s) l'acteur est engagé, (ii) des CIALP en général, (iii) de sa trajectoire personnelle d'activité. Cette dernière partie prospective permet à l'acteur de se projeter dans le temps et dans l'espace, ce qui nous permet d'accéder, en plus du sens *vécu*, au sens *souhaité* de l'engagement dans les dispositifs de CIALP en lien avec le sens souhaité de l'activité.

Suivant le principe de l'entretien compréhensif, selon lequel il s'agit de laisser l'interlocuteur raconter selon la voie qu'il souhaitait emprunter, nous avons élaboré un guide d'entretien succinct, essentiellement composé de quatre grandes questions ouvertes visant à conduire l'acteur à raconter son histoire. Ce guide du déroulement de l'entretien était accompagné d'une *grille de questions* [Kaufmann, 2011] ou *canevas d'entretien* [Olivier de Sardan, 2008] détaillé, que nous connaissions parfaitement. Nous avons construit ce canevas d'entretien en lien avec nos grilles d'analyse des trajectoires d'émergence des dispositifs (§ 3.2.1.3) et des trajectoires d'engagements des acteurs dans les dispositifs (§ 3.2.2.2.1). Ce canevas d'entretien, perpétuellement affiné au cours de l'enquête (dans un aller-retour constant entre la production de données, le choix et des cadres théoriques et la construction des grilles d'analyse), constitue non seulement le pense-bête personnel permettant de n'oublier aucun thème important durant l'entretien, mais aussi la grille de dépouillement de nos entretiens. Dans le **Tableau 23** ci-dessous, nous présentons les thèmes et les sous-thèmes abordés dans le canevas d'entretien. Bien entendu, nous envisageons tous ces thèmes d'un point de vue dynamique, dans les deux sens du terme. D'une part ils sont évolutifs dans le temps et dans l'espace, d'autre part ils sont tous en interaction.

Tableau 23 - Structure générale du canevas d'entretien

	Acteurs interrogés à titre individuel ou micro-collectif <i>[Niveau « micro » ou « micro-collectif »]</i> (paysans essentiellement)	Acteurs interrogés au titre de l'organisation <i>[Niveau « méso » ou « macro »]</i>
Partie I Trajectoire personnelle d'activité	Séquence de vie permettant de comprendre le système d'activité Données techniques sur le système d'activité (collectées et retranscrites sous forme de fiche)	Séquence de vie permettant de comprendre comment l'acteur est arrivé à son poste/à ses responsabilités actuelles Compréhension du fonctionnement de la structure qu'il représente
Partie II Trajectoire d'engagement de l'acteur dans le(s) dispositif(s) et/ou en faveur de l'AFP	Émergence, structuration et fonctionnement du dispositif Liens, interactions, réseaux avec les autres acteurs au sein du dispositif, au sein du territoire et hors territoire Motivations de l'engagement dans le(s) dispositif(s) et/ou en faveur de l'agriculture familiale et paysanne Atouts/ressources et difficultés/freins rencontrés au niveau individuel (ou micro-collectif), au niveau de l'organisation représentée, au niveau du (des) dispositif(s) et au niveau externe (contexte, environnement) Changements engendrés par l'engagement dans les dispositifs au niveau individuel (ou micro-collectif), au niveau de l'organisation représentée, au niveau du territoire	
Partie III Représentations de l'agriculture familiale et paysanne	Représentation personnelle de l'agriculture familiale et paysanne Perception de la représentation qu'en a la société Liens (historiques, sociaux, spatiaux) avec l'agriculture familiale et paysanne	
Partie IV Prospective	Évolution souhaitée du (des) dispositif(s) au(x)quel(s) l'acteur participe et, plus généralement, évolution souhaitée des CIALP Évolution souhaitée du système d'activité	

4.2.3.2.3. Le traitement primaire des entretiens compréhensifs

4.2.3.2.3.1. *La préparation du traitement : prise de notes et enregistrements*

Les entretiens, auprès des acteurs « méso » ou « macro », ont tous été enregistrés. Pendant l'entretien, nous prenions quelques notes sur les informations et thèmes principaux abordés par l'interlocuteur. En ce qui concerne les acteurs « micro », lors des premiers entretiens avec les paysans, nous nous sommes rendue-compte que le dictaphone pouvait être gênant pour nos interlocuteurs. Même si, certes, le dictaphone, déroutant au début, peut vite se faire oublier lorsqu'il est glissé dans une poche, il nous a semblé, à l'instar de Petit [2010, pp. 19-20] qu'« *il semblait possible de tirer plus de bénéfice à gérer ces conversations sur le registre de la simplicité et de la spontanéité que de les formaliser, voire de les officialiser, par l'enregistrement* ». Dans ce cas, nous prenions pendant l'entretien des notes succinctes mais très précises (notamment les données sur le système de production, les dates, les événements principaux, les noms de lieux, de personnes etc.) et notions également les citations de l'interlocuteur qui nous semblaient

particulièrement illustratives au regard de notre problématique. Puis, immédiatement après l'entretien, nous complétions ces notes en écrivant tout ce que nous avons retenu de l'entretien, selon les thèmes du canevas.

4.2.3.2.3.2. *Le traitement des données via des monographies d'entretiens*

Nous avons interprété intégralement tous nos entretiens selon les items du canevas d'entretien, qui a également été construit pour être une grille de lecture. Kaufmann [2011] souligne que « *le traitement ne consiste pas seulement à extraire ce qui est dans les bandes [et/ou le carnet de terrain dans notre cas] et à le mettre en ordre. Il prend la forme d'une véritable investigation, approfondie, offensive et imaginative : il faut faire parler les faits, trouver des indices, s'interroger à propos de la moindre phrase* ». Ainsi, après chaque entretien, nous réécoutions intégralement les bandes (cas des entretiens enregistrés) ou relisions notre carnet de terrain (cas des entretiens auprès des paysans, non enregistrés) et, au lieu de retranscrire systématiquement l'intégralité des entretiens ou même de simplement « ranger » les propos de l'interlocuteur selon les items de la grille, nous analysions nos entretiens en rédigeant des monographies d'entretiens. Nous réalisions ainsi une interprétation active et dynamique des propos de l'interlocuteur, en les recoupant avec les autres entretiens, avec nos lectures, avec nos observations, en nous interrogeant sur les informations manquantes, sur les paradoxes, sur les incohérences etc. Pendant toute la durée de l'enquête, la monographie d'entretien n'était jamais un dossier clos : nous la complétions si nous obtenions d'autres informations de la part de l'acteur (cas des entretiens conduits dans la durée) et au gré de l'avancée de l'enquête.

Afin de distinguer ce qui relevait du discours exact de l'acteur (citations), du récit et du compte-rendu des propos de l'acteur par le chercheur, de l'interprétation du discours de l'acteur par le chercheur, des réflexions générales du chercheur, des questions en suspens du chercheur ou enfin des informations manquantes, nous avons mis en place un code de styles et de couleurs qui a été utilisé par nous-même et tous les stagiaires avec qui nous avons travaillé (Encadré 23). Nous avons également utilisé ce code de styles et de couleurs pour la rédaction des comptes-rendus d'observation (voir annexe 6 qui présente des exemples de monographie d'entretien et de compte-rendu d'observation).

Encadré 23 - Code de styles et couleurs pour la réalisation des monographies d'entretiens

Thèmes de la grille de lecture

Récit/compte-rendu par le chercheur

Citation/discours de la personne interviewée

Interprétation du discours de la personne interviewée par le chercheur (notamment quand l'entretien n'est pas enregistré et que nous n'avons pas la citation exacte)

Commentaires du chercheur

Questions en suspens et données partielles/manquantes/étonnantes/à vérifier/compléter etc.

4.2.3.3. Les autres types d'entretiens

4.2.3.3.1. Des entretiens complémentaires pour alimenter la connaissance du contexte

Nous avons complété notre corpus par d'autres types d'entretiens. Nous avons réalisé des entretiens auprès d'acteurs agri-ruraux locaux et nationaux, afin d'alimenter notre connaissance du contexte. Dans la province de Chimborazo, par exemple, nous avons réalisé des entretiens auprès de paysans non engagés dans des dispositifs de CIALP, afin de compléter notre connaissance du contexte agraire du territoire. Dans ce cas, les entretiens étaient centrés autour de la trajectoire d'activité de notre (nos) interlocuteur(s), afin de comprendre leur système d'activité. Nous avons également rencontré le gérant du marché de gros de Riobamba, qui est un marché très structurant non seulement à l'échelle du territoire, mais également à l'échelle nationale. En Bolivie, des acteurs « macro » ont été rencontrés afin de comprendre le contexte institutionnel et le fonctionnement des achats publics de produits alimentaires dans le pays. À Huancavelica, au Pérou, plusieurs acteurs publics et associatifs du développement agricole et rural ont été rencontrés, afin de bien saisir le contexte agri-rural du territoire.

Nous avons également affiné notre connaissance du contexte par des entretiens auprès d'experts (chercheurs et représentants d'ONG essentiellement), que nous interrogeons soit sur le contexte agri-rural du territoire, soit sur une thématique particulière (par exemple l'histoire et les enjeux des réformes agraires dans les trois pays).

4.2.3.3.2. Les micro-entretiens auprès de consommateurs des marchés paysans (Équateur, Pérou)

Nous avons réalisé des micro-entretiens (une quinzaine de minutes en moyenne) auprès de consommateurs sur les marchés paysans au Pérou et en Équateur. L'objectif de ces entretiens, à vocation exploratoire (nous avons réalisé peu de micro-entretiens, voir [Tableau 24](#)) était de recueillir les perceptions des consommateurs sur ces marchés, les produits qui y sont vendus et les acteurs qui les vendent. Nous renvoyons le lecteur à l'annexe 6 pour la liste des questions posées aux consommateurs et pour des exemples de comptes-rendus de micro-entretiens.

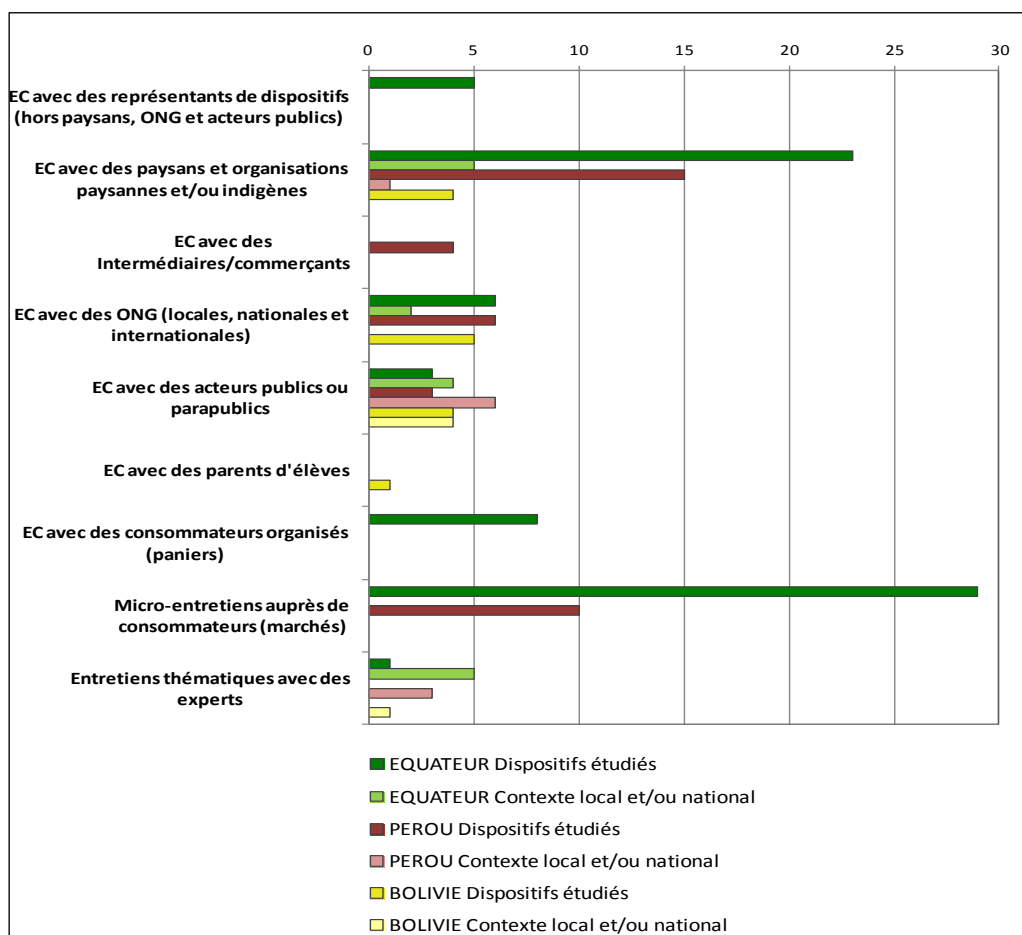
Tableau 24 - Nombre de micro-entretiens réalisés auprès de consommateurs des marchés paysans en Équateur et au Pérou

Marché paysan	Nombre de consommateurs interviewés
Feria Macají (Riobamba)	19
Feria 24 de Mayo (Riobamba)	10
Feria de produits laitiers (Huancavelica)	10

4.2.3.4. Synthèse générale du nombre et des types d'entretiens réalisés pendant l'enquête

La [Figure 21](#) recense le nombre d'entretiens réalisés : entretiens compréhensifs (=EC) auprès d'acteurs parties-prenantes des dispositifs, EC complémentaires auprès d'acteurs non engagés dans les dispositifs étudiés, micro-entretiens auprès de consommateurs de marchés paysans, et entretiens thématiques auprès d'experts.

Figure 21 - Récapitulatif des entretiens menés pendant l'enquête de terrain



4.2.4. De retour du terrain : veille sur les réseaux sociaux pour continuer à suivre les trajectoires des dispositifs et des acteurs

De retour (physique) du terrain, avons réalisé une veille sur les réseaux sociaux qui nous a permis de continuer de suivre les processus d'évolution des dispositifs équatoriens. Nous avons ainsi continué d'alimenter, voire de compléter rétrospectivement, les trajectoires des dispositifs, parfois aussi celle des acteurs, en étant informée des événements ou de la publication de documents liés à notre problématique, au niveau territorial et au niveau national. En Équateur notamment, les acteurs des dispositifs étudiés sont très actifs sur les réseaux sociaux. Plusieurs ONG et fondations locales et nationales ont une page Facebook publique³³⁰, de même que beaucoup d'acteurs publics locaux et nationaux. Par ailleurs, les réseaux nationaux constitués autour des CIALP, de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire et de l'économie sociale et solidaire échangent des informations et des documents *via* des groupes de discussions publics. Enfin, plusieurs acteurs « moteurs » des dispositifs étudiés ont une page Facebook publique qu'ils utilisent pour diffuser des informations sur leurs activités professionnelles et/ou

³³⁰ Nous avons veillé à ne mobiliser pour notre recherche que les pages et groupes publics. Nous n'avons en aucun cas mobilisé les informations partagées sur les pages personnelles privées.

militantes. Nous avons réalisé un traitement primaire de ces informations collectées *via* les réseaux sociaux, grâce à un tableau chronologique (Tableau 25).

Tableau 25 - Traitement primaire des informations collectées *via* les réseaux sociaux

Date	Nom	Lieu	Acteurs (organisateur et participants)	Résumé de l'évènement et commentaires	Source(s) de l'information	Documents disponibles (invitation, affiche, comptes-rendus, photos, rapports etc.)

4.2.5. Des premières interprétations mises en discussion sur le terrain

Avec l'appui des partenaires du projet *Mercados Campesinos*, nous avons organisé plusieurs réunions de présentation des premiers résultats et interprétations, aux acteurs interviewés sur le terrain et aux partenaires du projet (Tableau 26). Au-delà d'une posture de réciprocité vis-à-vis des acteurs qui nous ont accueilli sur le terrain, et vis-à-vis des partenaires du projet qui nous ont apporté appui logistique, technique et financier, ces réunions avaient également un objectif méthodologique. En effet, elles nous ont permis d'échanger et débattre sur les résultats. Dans certains cas (en particulier en Équateur), ces réunions ont également été des espaces de confrontation de différentes visions sur ce que sont et ce que doivent être l'agriculture paysanne et les CIALP. Elles se sont donc révélées intéressantes pour comprendre les discours et les représentations de certains acteurs.

Tableau 26 - Organisation des réunions de restitution des premiers résultats aux acteurs et aux partenaires du projet *Mercados Campesinos*

Pays	Date	Préparation de la réunion	Présentation à la réunion	Type de réunion
Pérou	21 juin 2012	Claire Heinish Magalie Lejaille (stagiaire)		Présentation de la démarche et restitution des premiers résultats à l'équipe AVSF Huancavelica
	6 juil. 2012	Claire Heinish Magalie Lejaille	Magalie Lejaille	Restitution des premiers résultats aux paysans rencontrés sur le terrain
Équateur	15 juin 2012	Claire Heinish Jean Rigaud (stagiaire ACO) Juan Meneses (stagiaire PUCE)	Claire Heinish	Présentation de la démarche et des premiers résultats à l'équipe <i>Mercados Campesinos</i> nationale à Quito
	12 juil. 2012	Claire Heinish Jean Rigaud Juan Meneses	Jean Rigaud Juan Meneses	Restitution des premiers résultats aux acteurs rencontrés sur le terrain
	13 nov. 2012	Claire Heinish		Restitution des premières interprétations (<i>issues des deux phases de terrain en mai-juin puis en octobre-novembre</i>) à l'équipe <i>Mercados Campesinos</i> nationale
Bolivie	6 juil. 2012	Claire Heinish		Échanges sur les premiers résultats avec le doctorant bolivien

4.3. Différences d'approches entre terrains et conséquences sur le choix d'écriture

4.3.1. Contributions relatives des études de cas à la démonstration

Nous avons abordé nos trois terrains de manière différente, en fonction du temps passé, des sources mobilisées et disponibles, des outils d'analyse, de l'organisation avec les stagiaires et les équipes du projet *Mercados Campesinos*, du statut que nous avons pour les acteurs interrogés sur le terrain, et enfin de l'accès – accès logistique et mise en relation avec les acteurs – que nous avons au terrain (Tableau 27).

Tableau 27 - Variabilité des approches entre terrains

		ÉQUATEUR	PÉROU	BOLIVIE
Sources mobilisées		Observations participantes et entretiens auprès d'experts		
		56 entretiens compréhensifs dont 28 auprès de familles paysannes ou organisations/groupes de producteurs	35 entretiens compréhensifs dont 16 auprès de familles paysannes ou organisations de producteurs	18 entretiens compréhensifs dont 4 auprès d'organisations de producteurs
		29 « micro-entretiens » auprès de consommateurs de marchés	10 « micro-entretiens » auprès de consommateurs de marchés	-
		Sources écrites très nombreuses, vidéos Veille importante sur les réseaux sociaux	Sources écrites nombreuses, veille occasionnelle sur les réseaux sociaux	Sources écrites, vidéos
		<i>+ entretiens et observations menés pendant les deux phases de pré-enquête</i>		
Outils d'analyse		Analyse du contexte socio-spatio-historique (« territoire-matrice »), chronique de dispositif, proximités, trajectoires individuelles		
		Système d'activité (pour familles ou groupes de paysans)	-	-
		« Territorialité » des dispositifs	-	-
Organisation temporelle des terrains	Claire	10 j (avril 2011) 60 j (avril-juin 2012) 30 j (oct.-nov. 2012)	10 j (avril 2011) 15 j (déc. 2011) 7 j (avril 2012) 10 j (juin 2012)	10 j (mars 2011) 7 j (avril 2012) 10 j (juil. 2012)
	Stagiaires	Environ 3 mois (sur un stage de 6 mois) entre avril et juillet 2012		
Immersion		Complète, temps long	Complète, temps court	Très ponctuelle
Statut de la chercheuse		Étudiante en thèse financée par le projet MC Coordinatrice d'une petite équipe d'étudiants réalisant une étude sur les CIALP Membre du panier Utopía Cliente de la feria Macají	Étudiante en thèse financée par le projet MC Encadrante du stage Agrocampus Ouest	Étudiante en thèse financée par le projet MC Encadrante du stage Agrocampus Ouest
Accès au terrain	Logistique	Partenaires MC, parfois acteurs-clés des dispositifs	Partenaires MC	Partenaires MC
	Mise en relation avec les acteurs	Partenaires projet MC au début, puis acteurs-clés des dispositifs	Partenaires MC	Acteurs-clés des dispositifs

Cette asymétrie du rapport au terrain a induit une asymétrie des données disponibles et de la finesse de l'analyse de chaque terrain. Cette asymétrie du rapport au terrain était volontaire,

puisque nous avons décidé que le terrain équatorien serait notre terrain principal, où nous avons donc passé plus de temps. Cette asymétrie s'est accentuée au fil du déroulement de la thèse, sous l'influence de plusieurs facteurs. Certains relèvent du processus dynamique que constituent l'enquête en particulier et le travail de recherche en général, et nous devons les prendre en compte pour nuancer les résultats obtenus et les interprétations que nous en faisons. D'autres facteurs relèvent de ce qu'inspirent les terrains, et, en ce sens, constituent des résultats.

En premier lieu, selon les terrains et selon les dispositifs, la quantité et la qualité de littérature disponible et facilement accessible était très variable. Ainsi la finesse de l'analyse du contexte socio-historique (« territoire-matrice ») dans lequel émergent les dispositifs, ainsi que la précision de l'analyse des dispositifs, varie selon les terrains et selon les dispositifs.

Ensuite, le fait que nous ne nous soyons pas chargée intégralement de la collecte des données a également contribué à générer certaines asymétries, tant au niveau de la quantité de données obtenues selon les terrains, qu'au niveau de l'interprétation des résultats. Nous avons limité ces asymétries au maximum (§ 4.1.2.2). Quoiqu'il en soit, au Pérou et en Bolivie, où nous avons délégué aux stagiaires l'essentiel des observations et des entretiens, nous n'avons pas la finesse de l'analyse que nous avons du cas équatorien. En Équateur, nous nous sommes immergée dans le terrain, nous avons rencontré la quasi intégralité des acteurs³³¹ et observé tous les dispositifs. Nous avons en outre coordonné un travail en équipe de la collecte de données, ce qui a permis l'obtention d'un matériau plus riche et plus varié [Kaufmann, 2011]. En effet, chacun des enquêteurs (ou binômes d'enquêteurs) avait son propre style de conduite d'entretien, ce qui ne provoquait pas la révélation des mêmes informations.

Par ailleurs, avant le démarrage de la seconde phase de pré-enquête, nous avons défini le terrain équatorien comme terrain principal mais n'avons pas défini *a priori* de hiérarchie entre les terrains péruvien et bolivien. Or, les aléas de la seconde phase de pré-enquête en Bolivie (§ 2.2.2.2.3) nous ont conduite à ne retenir qu'un dispositif à étudier. En outre, le stagiaire chargé de ce dispositif n'a pas réalisé d'entretiens individuels auprès des paysans/familles paysannes, faute de temps, le travail d'enquête ayant démarré tardivement³³². Le terrain bolivien s'est donc retrouvé en position de terrain minoritaire par rapport aux deux autres (Tableau 28).

Tableau 28 - Contribution relative de chaque terrain à la recherche

Terrain	Contribution
Équateur (<i>Chimborazo</i>)	+++
Pérou (<i>Huancavelica</i>)	++
Bolivie (<i>Tiwanaku</i>)	+

Enfin, notre processus de recherche, notre cheminement intellectuel, et les réflexions suscitées par les terrains eux-mêmes, nous ont conduite à donner au terrain équatorien une

³³¹ Lors de notre séjour en Équateur d'avril à juin 2012, nous nous sommes partagés le travail avec les stagiaires. De retour sur le terrain en octobre-novembre 2012, en plus des entretiens menés auprès d'autres acteurs, nous avons revu tous les acteurs que les stagiaires avaient interviewés sans nous, afin de compléter les informations manquantes.

³³² Il était également chargé de l'étude d'un autre dispositif pour le projet *Mercados Campesinos*.

importance encore plus grande (Tableau 28) que celle que nous avons prévue au départ, tant en termes quantitatifs (données et littérature obtenues et/ou disponibles) que qualitatifs (finesse et richesse de l'analyse). Ainsi, notre séjour sur le terrain entre avril et juillet 2012 nous a permis d'appréhender la complexité et l'intérêt, au regard de notre question de recherche, des dispositifs étudiés dans la province de Chimborazo. En outre, certaines données recueillies par les deux stagiaires en Équateur se sont avérées incomplètes. C'est pourquoi nous sommes retournée sur le terrain en octobre-novembre, pour compléter les données manquantes et pour réaliser des entretiens et observations supplémentaires. Or, en accord avec notre démarche inductive, nous avons fait des allers-retours entre le terrain, les méthodes d'enquête, les lectures (littérature grise et scientifique), les concepts et les outils d'analyse. De retour du terrain en juillet 2012, nous avons retravaillé notre cadre d'analyse à la lumière des données et des résultats obtenus sur les trois terrains. Aussi, nous sommes retournée sur le terrain équatorien en octobre-novembre avec un cadre d'analyse plus formalisé, ce qui en a permis une analyse plus fine. Après notre retour d'Équateur en novembre 2012, nous avons suivi régulièrement les dispositifs équatoriens, et les acteurs impliqués dans ces dispositifs, sur les réseaux sociaux, ce qui nous a permis de continuer à suivre de manière assez précise ce que nous avons appelé la phase « d'essaimage » des dispositifs. Enfin, la richesse et la complexité du terrain équatorien, et la connaissance que nous en avons acquise, ont suscité des interprétations spécifiques à ce terrain telles que, par exemple, l'analyse de l'évolution de la « territorialité » (§ 3.2.2.1) des dispositifs, qui a enrichi notre analyse du lien entre CIALP et territoire.

Tableau 29 - Contribution des études de cas à la recherche en fonction des niveaux d'analyse mobilisés

			NIVEAUX D'ANALYSE MOBILISÉS			
			ACTEURS		DISPOSITIF	TERRITOIRE & environnement global
			Paysans	Autres		
ÉQUATEUR <i>Chimborazo</i>	Ferías citoyennes	<u>Macají</u> 24 de Mayo Yaruquíes	X	X	X	X (territoire-matrice + évolution de la territorialité des dispositifs)
	Paniers communautaires	<u>Utopía</u> Foi & justice	X	X	X	X (territoire-matrice + évolution de la territorialité des dispositifs)
PÉROU <i>Huancavelica</i>	Micro-fromageries rurales	<u>Llactas</u>	X	X	X	X (territoire-matrice)
		Aproade			X	
		<u>Florandina</u>	X	X	X	X (territoire-matrice)
		<u>Cceroncancha</u>	X	X	X	
		<u>Azul-Huanas</u>	X	X	X	
		Acobambilla			X	
BOLIVIE <i>Tiwanaku</i>	Achats publics de produits paysans	<u>AMPACH</u>		X	X	X (territoire-matrice)

Les dispositifs qui apparaissent en **gras souligné** correspondent aux **dispositifs principaux étudiés**. Les autres correspondent aux dispositifs étudiés en complément, pour lesquels l'enquête a consisté en des entretiens auprès des représentants principaux, complétés parfois d'observations.
Une croix (X) signifie que le niveau d'analyse est mobilisé pour le dispositif considéré.

4.3.2. Conclusion - un choix pour la suite du manuscrit : entre écriture monographique et comparative

L'asymétrie de la contribution relative des terrains à notre recherche nous a conduite à adopter une « *écriture de compromis* » [Fleury, 2008]. Nous avons fait le choix d'une alternance entre écriture monographique, qui structure l'analyse *par terrain* dans un plan de type « *séparatiste* » [C. Giraud, 2012], et écriture thématique ou transversale [Béal, 2012] qui structure l'analyse *par variables* dans un plan de type « *comparatiste* » [C. Giraud, 2012].

Nous avons adopté une écriture monographique pour l'analyse du terrain équatorien (chapitre 4). Ce choix d'écriture est une manière de rendre compte de manière précise des processus d'émergence des dispositifs de CIALP, dans le souci de restituer avec rigueur leurs dynamiques dans leur contexte spatial, social et historique singulier. L'écriture monographique permet ainsi de rendre compte finement de la compréhension des processus dans leurs interactions avec le territoire. Ce choix d'écriture nous a permis de construire progressivement, à partir du terrain puis à la lumière des terrains péruvien et bolivien, nos catégories d'analyse pour le chapitre 5 du manuscrit, étape finale de généralisation par mise en perspective des terrains *via* un plan transversal.

Les terrains péruvien et bolivien, en revanche, n'ont pas fait l'objet de monographies détaillées, et sont présentés de manière plus succincte dans le chapitre 5. Nous évitons ainsi les écueils des monographies comparées qui juxtaposent les terrains et peuvent entraîner lourdeurs et répétitions. Nous évitons en outre les monographies déséquilibrées du fait de l'asymétrie de nos données. Ce faisant, nous exerçons un effet d'homogénéisation de nos enquêtes, en sélectionnant les éléments empiriques permettant d'administrer la preuve [Sa Vilas Boas, 2012].

Le mode d'écriture thématique comporte toutefois certains risques, notamment celui d'une « *administration de la preuve moins solide et d'un « broyage » des cas dans des hypothèses construites ex nihilo ou des catégories identifiées au préalable* », souligne Béal [2012] qui recommande certaines précautions. En premier lieu, il s'agit de rédiger des monographies provisoires, ou tout type d'écritures intermédiaires. Dans notre cas, nous avons réalisé, ou coordonné, la réalisation des monographies d'entretiens, et avons encadré des mémoires de master dont les manuscrits jouent le rôle d'écritures intermédiaires. En outre, tout au long du processus d'analyse des données, nous avons réalisé plusieurs restitutions intermédiaires, thématiques ou monographiques, sous formes d'article [Heinisch *et al.*, 2014] ou de communications à des colloques et séminaires [Heinisch, 2012, 2013b, 2014a, 2016 ; Heinisch & Durand, 2013 ; Heinisch *et al.*, 2013]. Il s'agit par ailleurs de bien construire la comparabilité tout au long de la démarche de recherche, dès la construction de l'objet, en passant par l'enquête de terrain et jusque dans l'écriture. Nous avons veillé à le faire, depuis le choix minutieux des études de cas, jusqu'à la construction, à partir du terrain, de notre grille d'analyse finale détaillée dans le chapitre 5. Enfin, il faut privilégier l'analyse des processus, la restitution thématique ayant souvent le défaut d'être trop statique. Dans notre cas, l'analyse des processus constitue le cœur de notre recherche. Dans une restitution thématique, il faut veiller au dosage entre contextualisation et montée en généralité, ce que nous avons veillé à faire. En effet, dans le chapitre 5, le traitement comparé de nos terrains est abondamment illustré d'exemples contextualisés issus des trois terrains.

CHAPITRE 4 – TRAJECTOIRES DE CIALP DANS LA PROVINCE DE CHIMBORAZO, ÉQUATEUR : LA RECONNAISSANCE DES PAYSANS ET DES PAYSANNES PAS À PAS

La province de Chimborazo est située dans la Sierra centrale d'Équateur. Sa capitale, Riobamba, est située à 190 km au sud de Quito. Le territoire se caractérise par une diversité de climats liée à l'altitude, et comporte ainsi plusieurs étages écologiques qui lui confèrent une diversité de systèmes de production et une grande variété de produits agricoles, que l'on retrouve sur les marchés de la province mais qui approvisionnent aussi la Costa en produits de la Sierra. Ce territoire très rural, très agricole et très indigène, est marqué par le rôle important et historique de l'Église, ainsi que des ONG – on en dénombre plus de 200 dans la province – d'une part dans le développement, et d'autre part dans le soutien aux mouvements sociaux qui sont très actifs dans cette province. Dans la province de Chimborazo et à Riobamba, les relations socio-économiques en général, et sur les marchés traditionnels en particulier, sont historiquement marquées par un racisme de la société blanche/métisse envers les indigènes et une forte différenciation socio-spatiale urbain /rural. Au cours des années 2000, la province a vu émerger des initiatives multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité établissant un lien direct entre consommateurs urbains de Riobamba et paysans de Chimborazo. Parmi ces initiatives, le panier communautaire Utopía et la feria citoyenne Macají, qui se revendiquent de l'économie solidaire, de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire, l'un d'origine urbaine et l'autre d'origine rurale, ont connu des trajectoires et ont construit des alliances et des projets à la fois différents et contribuent chacun à leur manière et de manière complémentaire, à la reconnaissance des paysanneries.

Dans ce chapitre, nous présentons les deux dispositifs « Utopía » et « Macají » selon la démarche exposée au chapitre 3. Pour cela, nous commençons par une présentation du « territoire-matrice », contexte matériel, organisationnel et identitaire, dans lequel ont émergé ces deux dispositifs. Puis nous analysons de manière fine les processus d'émergence, de développement et d'essaimage du dispositif Utopía selon la grille d'analyse présentée au chapitre 3. Enfin, nous présentons le dispositif Macají. Afin de ne pas multiplier les monographies de dispositifs, en accord avec les choix d'écriture que nous avons exposés au chapitre 3, nous n'analysons pas le dispositif Macají de manière aussi fine que nous l'avons fait pour Utopía. Nous le présentons selon une approche comparative avec Utopía, ce qui nous permet de conclure sur la complémentarité des deux dispositifs, et sur les dimensions de la reconnaissance des paysanneries qui émergent de l'analyse de ces dispositifs.

NB : Dans les chapitres 4 et 5, nous illustrons notre analyse avec de nombreux extraits de discours d'acteurs ainsi que par des récits de trajectoire. Les **acteurs de niveau « méso » ou « macro »** ayant un **discours et un rôle publics** (représentants de pouvoirs publics, d'ONG, de dispositifs etc.) sont identifiés **par leurs vrais noms et prénoms**. Quant aux **acteurs « micro »** (paysans, consommateurs etc.), nous **conservons leur anonymat**, en les identifiant **par leur prénom***, que nous avons modifié.

1. LE TERRITOIRE-MATRICE D'ÉMERGENCE DES PANIERS COMMUNAUTAIRES ET DES FERIAS CITOYENNES

Ce premier paragraphe a pour objectif de présenter le territoire-matrice, support de l'émergence des deux dispositifs équatoriens que nous avons choisi d'étudier. Nous présentons le territoire dans ses dimensions matérielles, organisationnelles et identitaires, selon notre grille d'analyse du territoire-matrice présentée au chapitre 3. Dans un second temps, nous resituons, dans l'espace et dans le temps, les paniers communautaires et les ferias citoyennes de Chimborazo dans l'univers des marchés traditionnels et alternatifs de la province.

Nous rappelons au lecteur que des éléments relatifs aux dynamiques paysannes de la province de Chimborazo ont déjà été présentés dans le chapitre 1. Nous y ferons référence, le cas échéant.

1.1. *Le territoire-matrice, au croisement d'un espace institutionnel et d'un espace biophysique et socio-économique*

1.1.1. Présentation générale de la province de Chimborazo

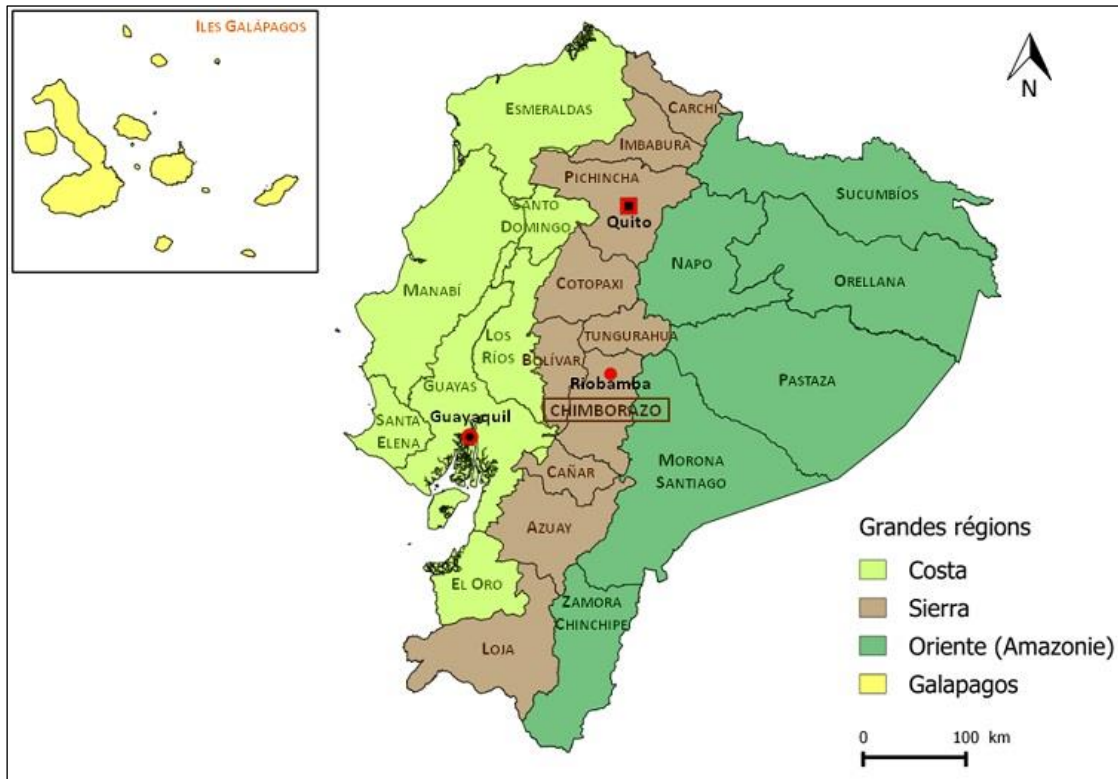
La province de Chimborazo se situe dans la sierra centrale d'Équateur et couvre une superficie de 6 440 km². Elle est divisée administrativement en dix cantons (Alausí, Colta, Cumandá, Chambo, Chunchi, Guamote, Guano, Pallatanga, Penipe, Riobamba) et 60 paroisses (45 paroisses rurales et 15 paroisses urbaines)³³³ (Carte 2 & Carte 3). Elle compte près de 460 000 habitants, soit une densité moyenne de 71 hab./km², avec une forte variabilité selon les cantons (de 18 hab./km² dans le canton de Penipe à 230 hab./km² dans le canton de Riobamba, où se trouve la capitale de la province) [INEC, 2010].

La capitale de la province, Riobamba, première ville coloniale à être fondée en Équateur, est située à 190 km au sud de Quito, à 2 750 mètres d'altitude, et compte près de 150 000 habitants. Elle est une ville métisse à plus de 90%, dans une province où près de 40% des habitants sont indigènes, une ville-centre économique et politique qui concentre près de 80% de la population urbaine d'une province majoritairement rurale et agricole [INEC, 2010], et une ville-marché qui concentre la majorité des activités de commercialisation (internes à la province et vers et depuis l'extérieur) des produits agricoles et alimentaires [Burgos, 1977 ; GAD Chimborazo, 2011 ;

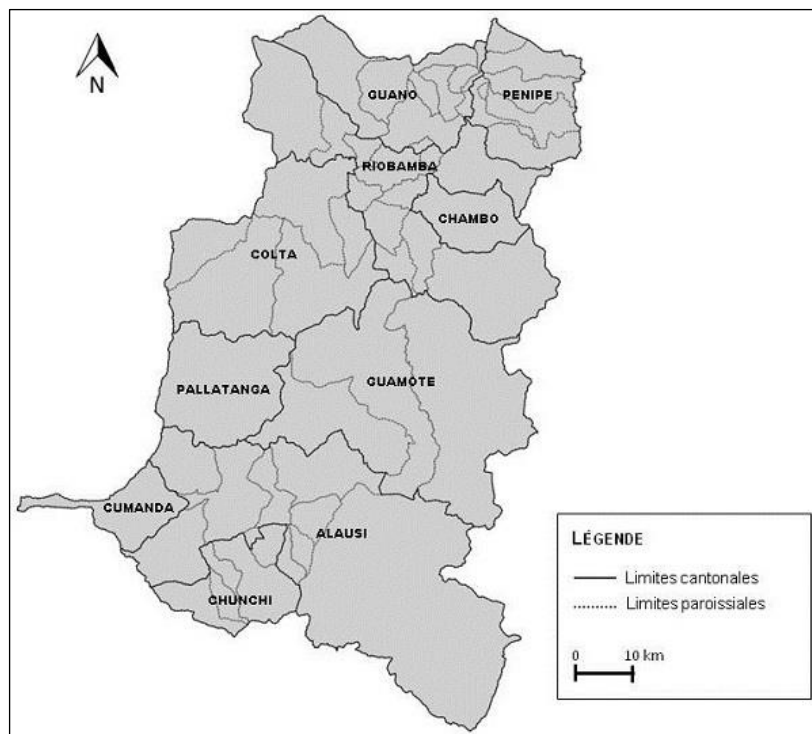
³³³ Les divisions administratives de l'Équateur sont les suivantes : État > province > canton > [paroisse rurale > localité] OU [ville] (voir annexe 1). Les villes les moins importantes correspondent à une paroisse urbaine. Les villes les plus importantes sont divisées en plusieurs paroisses urbaines. La ville de Riobamba, chef-lieu du canton de Riobamba et capitale de la province de Chimborazo, est ainsi divisée en 5 paroisses urbaines.

Matuk Otálvaro, 2010]. C'est à Riobamba que sont situés les espaces de commercialisation des dispositifs étudiés (Carte 8).

Carte 2 - La province de Chimborazo : localisation



Carte 3 - La province de Chimborazo : divisions administratives



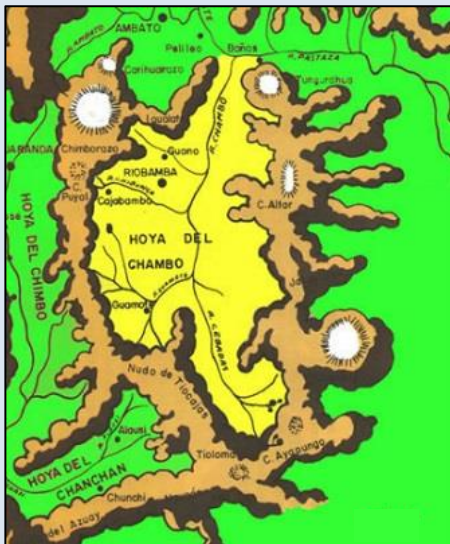
Conception : Claire Heinsch - **Réalisation :** Claire Heinsch & Nathalie Udo

Source : Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC), División Político-Administrativa 2012

1.1.2. Les caractéristiques physiques de Chimborazo : deux bassins inter-andins distincts

La province de Chimborazo est traversée du Nord au Sud par les deux cordillères qui délimitent le couloir inter-andin, et latéralement par trois nœuds (*nudos*) (Encadré 24 & Carte 4). Elle contient tout ou partie des plus hauts sommets du pays, marquant les frontières avec d'autres provinces. Ainsi, sur la cordillère occidentale, à l'extrême nord-ouest de la province, culmine le volcan Chimborazo (6310 m, Photo 12), qui a donné son nom à la province et qui marque la frontière avec les provinces de Tungurahua (au nord) et Bolivar (à l'ouest). À l'est de la province, sur la cordillère orientale, à l'extrême nord-est de la province, dans le canton de Penipe, on trouve les pentes du volcan Tungurahua, dont le sommet, situé dans la province du même nom, culmine à 5023 m d'altitude. Puis, plus au sud, à l'extrême sud-est du canton de Penipe, à la frontière avec la province de Morona Santiago, se trouve le volcan El Altar (5319 m). Alors que le Chimborazo et l'Altar sont des volcans éteints, le Tungurahua est toujours en activité. Il est actuellement dans une phase active depuis 1999, ce qui conduit à des évacuations et à des déplacements réguliers des populations.

Encadré 24 - Cordillères, *nudos* et *hoyas* dans la Sierra équatorienne



La *hoya* du Chambo, ou *hoya* de Riobamba
Source : [Lozada et Vargas, 2014]

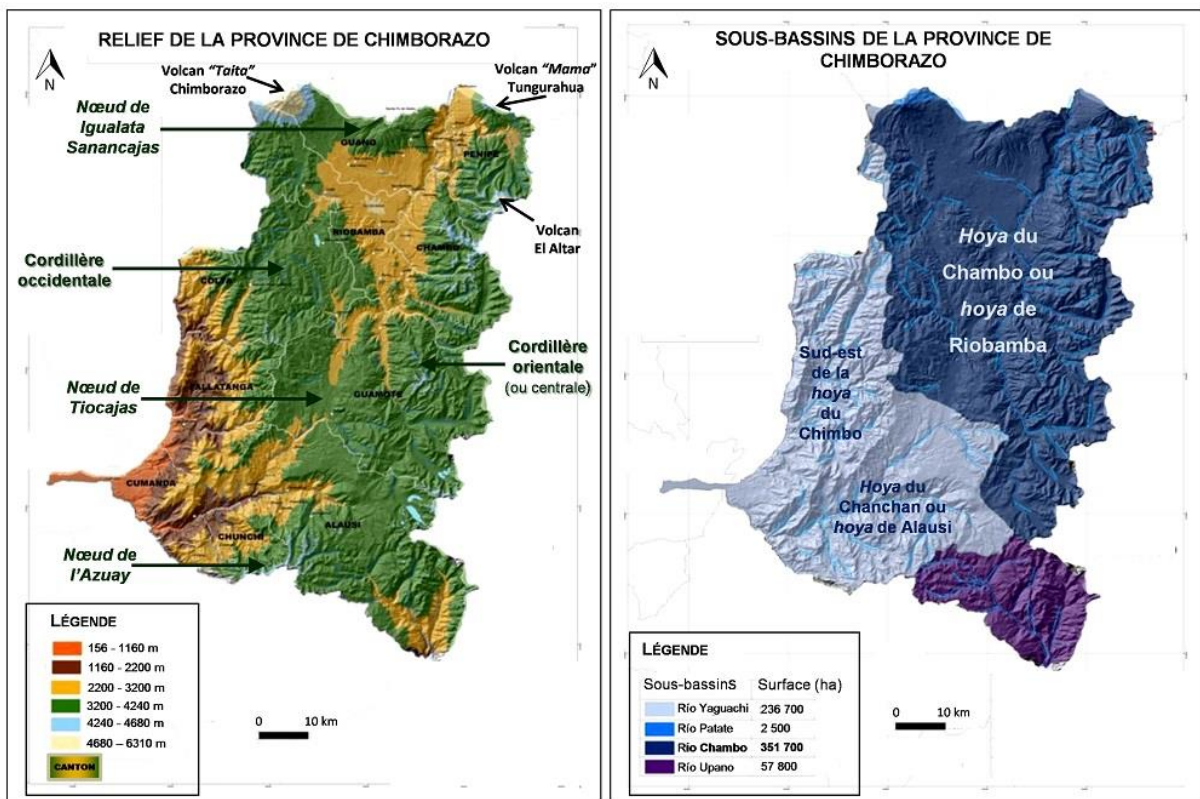
Loin d'être un bassin d'altitude continu entre les deux cordillères, le couloir inter-andin est entrecoupé régulièrement de *nudos* (nœuds). Ces derniers sont le résultat de l'activité volcanique des cordillères ainsi que d'autres phénomènes tectoniques, qui ont conduit à une accumulation progressive de matériaux au cours de l'histoire géologique des Andes, et à la formation de massifs montagneux transversaux. Cordillères et *nudos* forment et délimitent, au sein du couloir inter-andin, des *hoyas* (bassins) intérieures. La province de Chimborazo englobe la *hoya* du Chambo (ou *hoya* de Riobamba), la *hoya* du Chanchan (ou *hoya* de Alausí), et la petite partie sud-est de la *hoya* du Chimbo (la grande majorité de la *hoya* du Chimbo correspondant à la province de Bolivar) [Burgos, 1977 ; Lozada & Vargas, 2014] (Carte 4)

Du point de vue hydrographique, la province de Chimborazo est tournée à la fois vers la Costa et vers l'Amazonie (Carte 4). En effet, la rivière Chambo, alimentée par trente-trois affluents issus des deux cordillères occidentale et centrale, draine le bassin de Riobamba du sud au nord et s'unit à la rivière Patate dans la province de Tungurahua, au pied du volcan Tungurahua, pour former le fleuve Pastaza, qui draine la province de l'Oriente du même nom. Quant aux rivières Chanchan et Chimbo, elles s'unissent à l'extrême ouest de la pointe du canton de Cumanda pour former la rivière Yaguachi, un des affluents principaux du fleuve Guayas, qui draine la province du même nom et se jette dans l'océan Pacifique sous forme d'un delta complexe au cœur duquel se trouve la ville de Guayaquil, capitale économique de l'Équateur, et port le plus important de la côte ouest de l'Amérique latine.

Photo 12 - Vue sur la face sud-est du Chimborazo



Carte 4 - Province de Chimborazo : relief et bassins



Réalisation : Claire Heinisch

Fonds de carte : GAD Chimborazo [2011] (Plan de Desarrollo y Ordenamiento Territorial, Atlas cartográfico)

1.1.3. Une province pauvre, rurale, agricole et indigène

Chimborazo est une des provinces les plus pauvres du pays, et celle où le taux de pauvreté a le moins diminué entre 2006 (54,1%) et 2014 (53,5%), là où dans d'autres provinces, il peut avoir baissé d'un tiers à presque la moitié [INEC, 2015]. En 2010, près de 60% de la population

vit en milieu rural, contre 37% au niveau national [INEC, 2010]. Chimborazo est la troisième province la plus rurale de la Sierra, derrière les provinces de Cotopaxi et Bolivar (plus de 70%). Près de 80% de la population urbaine habite à Riobamba, si bien qu'une fois décomptée la population de Riobamba, dans le reste de la province, près de 90% de la population est rurale. L'activité agricole est la première activité dans tous les cantons de la province de Chimborazo, y compris dans le canton de Riobamba où près des deux tiers de la population est urbaine. À l'échelle de la province, l'activité agricole occupe près de 43% de la population active totale, et plus des deux tiers de la population active rurale [INEC, 2010]. Chimborazo est également connue comme la province la plus indigène du pays, où 38% de la population s'auto-identifie comme telle³³⁴. Les indigènes de Chimborazo appartiennent en majorité au peuple Puruhá, un des peuples appartenant à la nationalité Kichwa de la Sierra, c'est-à-dire l'ensemble des peuples parlant la langue Kichwa depuis la conquête inca. Le peuple Puruhá est constitué de l'ensemble des ethnies ayant peuplé l'actuelle province de Chimborazo à l'époque préincaïque, et qui, avant la conquête inca, parlaient le Puruway. Il rassemble plusieurs sous-groupes ethniques tels que les Guamotis (canton de Guamote), les Coltas (canton de Colta), les Cachas (canton de Riobamba, paroisse de Yaruquíes), les Lictos (canton de Riobamba, paroisse de Licto) etc. [GAD Chimborazo, 2011, 2015] (Photo 13).

Photo 13 - Peuples indigènes de la province de Chimborazo



Paysannes indigènes du peuple Colta



Paysannes indigènes du peuple Licto

Le pourcentage de population indigène varie toutefois fortement selon les cantons. Les cantons de Colta et Guamote sont très ruraux, à population très majoritairement indigène. La population urbaine et rurale des cantons de Penipe, Pallatanga, Cumanda et Chunchi, est majoritairement métisse. Entre ces deux extrêmes, on trouve deux types de cantons. Les premiers sont les cantons de Riobamba et d'Alausí, où la population urbaine est majoritairement métisse, et la population rurale majoritairement indigène (en particulier au nord du canton d'Alausí, ainsi qu'au sud et à l'ouest du canton de Riobamba, dans les collines de Yaruquíes et sur les pentes du volcan Chimborazo). Les seconds sont les cantons de Guano et Chambo, où la

³³⁴ La province de Chimborazo est la première du pays en termes de population indigène totale, mais quatrième en termes de pourcentage de la population totale. Les provinces proportionnellement les plus indigènes sont dans l'*Oriente*. La première est Morona Santiago (48,4%), suivie des provinces de Pastaza (39,8%) et de Napo (38,1%), dont les pourcentages sont similaires à celui de Chimborazo (38%).

population urbaine est majoritairement métisse et la population rurale majoritairement métisse mais avec toutefois une présence importante d'indigènes (notamment à l'ouest du canton de Guano, sur les pentes du volcan Chimborazo) (Tableau 30 & Carte 5).

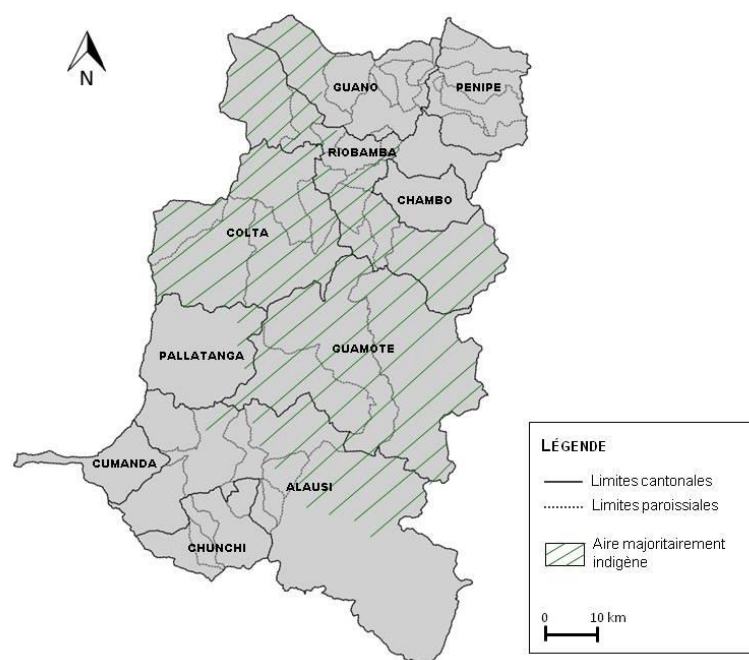
Tableau 30 - Cantons de la province de Chimborazo selon le pourcentage de population auto-identifiée comme indigène ou métisse³³⁵

CANTON	POPULATION INDIGÈNE	POPULATION MÉTISSE	CARACTÉRISTIQUES
Guamote	94,5%	5,1%	Cantons très ruraux, à population très majoritairement indigène
Colta	87,4%	12,2%	
<i>Alausí</i>	<i>59%</i>	<i>38,7%</i>	Cantons « mixtes », à population urbaine très majoritairement métisse, et à population rurale majoritairement indigène
Riobamba	24,2%	70,9%	
Guano	13,2%	84,4%	Cantons à population urbaine très majoritairement métisse et à population rurale majoritairement métisse
Chambo	9,3%	86,7%	
<i>Chunchi</i>	<i>4,6%</i>	<i>89,5%</i>	Cantons à population urbaine et rurale très majoritairement métisse
<i>Cumanda</i>	<i>4,5%</i>	<i>86,3%</i>	
<i>Pallatanga</i>	<i>0,9%</i>	<i>65,3%</i>	
Penipe	0,6%	96%	
CHIMBORAZO	38%	58,4%	Province la plus indigène de la Sierra

En gras : cantons que recoupe notre « territoire-matrice » physique et socio-économique (cf. plus bas)
En italique : autres cantons de Chimborazo

Réalisation : Claire Heinish. Source : [INEC 2010]

Carte 5 - Province de Chimborazo : localisation de l'aire majoritairement indigène



Conception : Claire Heinish - **Réalisation** : Claire Heinish & Nathalie Udo

Sources : Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC), División Político-Administrativa (2012) ; INEC, Censo de población y vivienda [2010] ; [Burgos, 1977]; [Naranjo Vilavicencio, 2003]

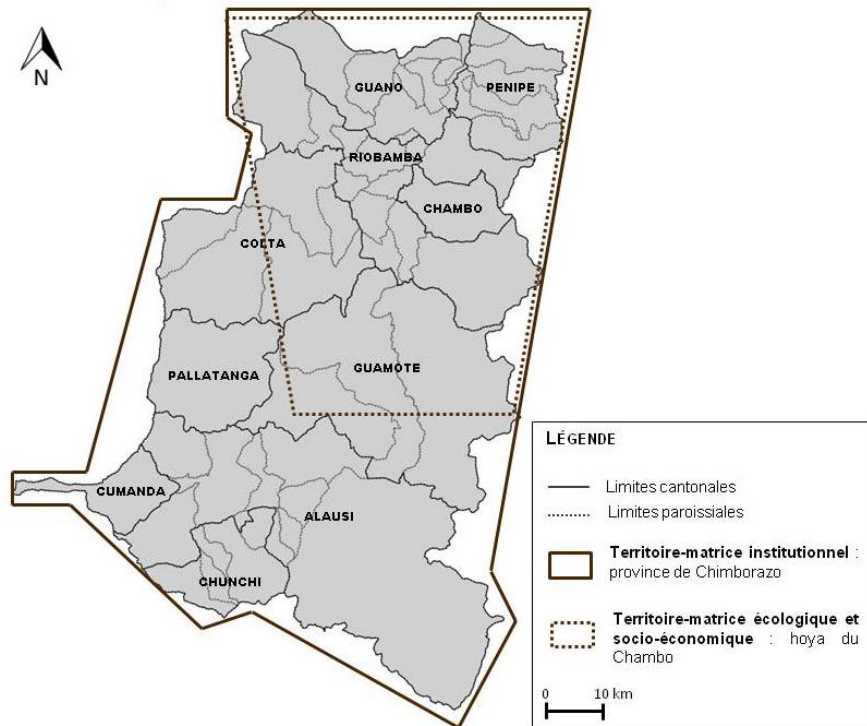
³³⁵ Nous n'indiquons que les catégories « indigène » et « métis », les plus représentées à Chimborazo. Les autres sont : « blanc », « afro-équatorien » (surtout sur la Costa, Esmeraldas surtout), et « montubio » (paysan de la Costa).

Enfin, la combinaison des chiffres précédents, tirés du recensement de 2010, montre que dans la province de Chimborazo, 92,5% de la population indigène vit en milieu rural, et que 60% de la population métisse vit en milieu urbain. La population rurale est à 60% indigène et à 40% métisse, tandis que la population urbaine est à 86% métisse, 7% indigène, et 7% blanche (et autres). Ces chiffres illustrent la dimension ethnique (indigène/métis(-blanc)) de la polarité socio-spatiale urbain-rural (chapitre 1). Toutefois, en ce qui concerne l'activité agricole, elle est loin d'être pratiquée uniquement par des paysans indigènes, les indigènes n'étant d'ailleurs pas tous paysans. On pourrait être tenté de le croire dans une province à forte population indigène, où plus de 92,5% de cette population indigène vit en milieu rural, et où plus des deux tiers de la population active est agricole. Mais dans une province où 40% de la population rurale est métisse, la paysannerie métisse représente aussi une population importante, notamment, pour la zone qui nous intéresse (Carte 5), dans les cantons de Penipe, Guano et Chambo. Ce que, toutefois, ces chiffres ne laissent pas apparaître, c'est la dimension altitudinale de la dualité socio-spatiale andine. Rappelons en effet que le gradient altitudinal andin est un gradient à la agro-bioclimatique, socio-économique et ethnique. Les terres les plus basses, planes et tempérées, hébergent les citadins métis et blancs et les agriculteurs capitalistes, tandis que les paysanneries métisses sont souvent localisées sur les versants des cordillères et que les paysanneries indigènes ont été reléguées sur les hautes terres froides. Sans l'avoir analysé de manière systématique, nous avons constaté ce gradient dans la province de Chimborazo. Même si ce gradient agro-bioclimatique, socio-économique et ethnique est en constante recomposition, et qu'il correspond à la fois à une réalité – certes bien plus complexe que le schéma simplifié décrit ici – et à des représentations parfois stéréotypées, il demeure néanmoins une caractéristique structurelle des Andes, observée et analysée dans diverses régions andines, comme la région de Quito [Gasselin, 2000], ou la région située entre Ambato et les pentes du volcan Chimborazo, dans la province de Tungurahua [S. Girard, 2008].

1.1.4. Bilan : du territoire administratif au territoire-matrice

Si le territoire-matrice institutionnel des dispositifs étudiés correspond à la province de Chimborazo, le territoire-matrice physique, socio-économique et culturel, correspond à un espace de plus petite dimension (Carte 6). En effet, nous avons choisi des territoires administratifs pour délimiter nos territoires d'étude en amont. Par la suite, l'enquête nous a permis de délimiter plus finement les territoires matrices, à travers la localisation des acteurs et des espaces directement parties-prenantes des dispositifs. Il en ressort que la très grande majorité des producteurs des dispositifs étudiés, dont les espaces de ventes sont localisés dans la ville de Riobamba, étaient localisés dans un espace qui correspond au sous-bassin versant de la rivière Chambo (Carte 4 & Carte 6).

Carte 6 - Territoire-matrice des dispositifs étudiés en Équateur



Conception : Claire Heinish - Réalisation : Claire Heinish et Nathalie Udo, 2015

Source : Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC), División Político-Administrativa 2012

Ceci s'explique en partie par l'histoire et la géographie de la sierra équatorienne [Burgos, 1977]. En effet, les *hoyas* de la sierra continuent néanmoins de former, depuis l'époque précolombienne, des régions socio-économiques et culturelles en lien étroit avec leur contexte biophysique. C'est sans doute encore plus vrai pour la *hoya* de Riobamba, qui est celle qui correspond le plus parfaitement à l'idéal-type de la *hoya* (bassin d'altitude encadré par les deux cordillères et par deux *nudos*). La *hoya* de Alausí, bien qu'appartenant également à la province de Chimborazo, constitue un « *autre monde* » [Burgos, 1977] écologique et socio-économique que celui de la *hoya* de Riobamba. C'est d'ailleurs dans la *hoya* de Riobamba que l'on retrouve la grande majorité des populations indigènes s'identifiant au peuple Puruhá [CODENPE, 2012]. Soulignons que, si les espaces biophysiques que constituent les *hoyas* de la sierra constituent également des espaces socio-économiques, ils sont bien loin d'être isolés des autres *hoyas*, ainsi que des autres régions du pays. Il existe en effet des interactions socio-économiques plus ou moins anciennes avec les autres régions, qui ont pris des formes diverses (commerce, circulation de main d'œuvre *via* des migrations saisonnières ou définitives etc.) au cours de l'histoire du pays (chapitre 1). À titre d'illustration, il suffit de regarder les chiffres du recensement 2010, où l'on voit que de nombreux indigènes Puruhá vivent dans les provinces de Guayas (près de 5 000) et de Pichincha (plus de 8 500), provinces dans lesquelles ont migré – et migrent toujours – une population importante de paysans de Chimborazo.

1.2. Territoire-matrice, agriculture, paysanneries et marchés

1.2.1. L'agriculture dans le territoire

Dans la province de Chimborazo, comme ailleurs en Équateur, l'accès à la terre demeure fortement inéquitable et les paysanneries y sont majoritairement minifundistes. Selon nos calculs effectués à partir des chiffres du recensement agricole (Tableau 31), dans la province de Chimborazo, 84% des exploitations font moins de 5 ha, et celles-ci ne possèdent que 21% de la surface agricole totale. L'immense majorité des exploitations, soit 97%, ont une surface inférieure à 20 ha, mais ne représentent que 42% de la surface totale. Un autre 42% de la surface est possédée par les exploitations qui ont une surface de 100 ha et plus, mais qui ne représentent que 0,45% du nombre total d'exploitations de la province.

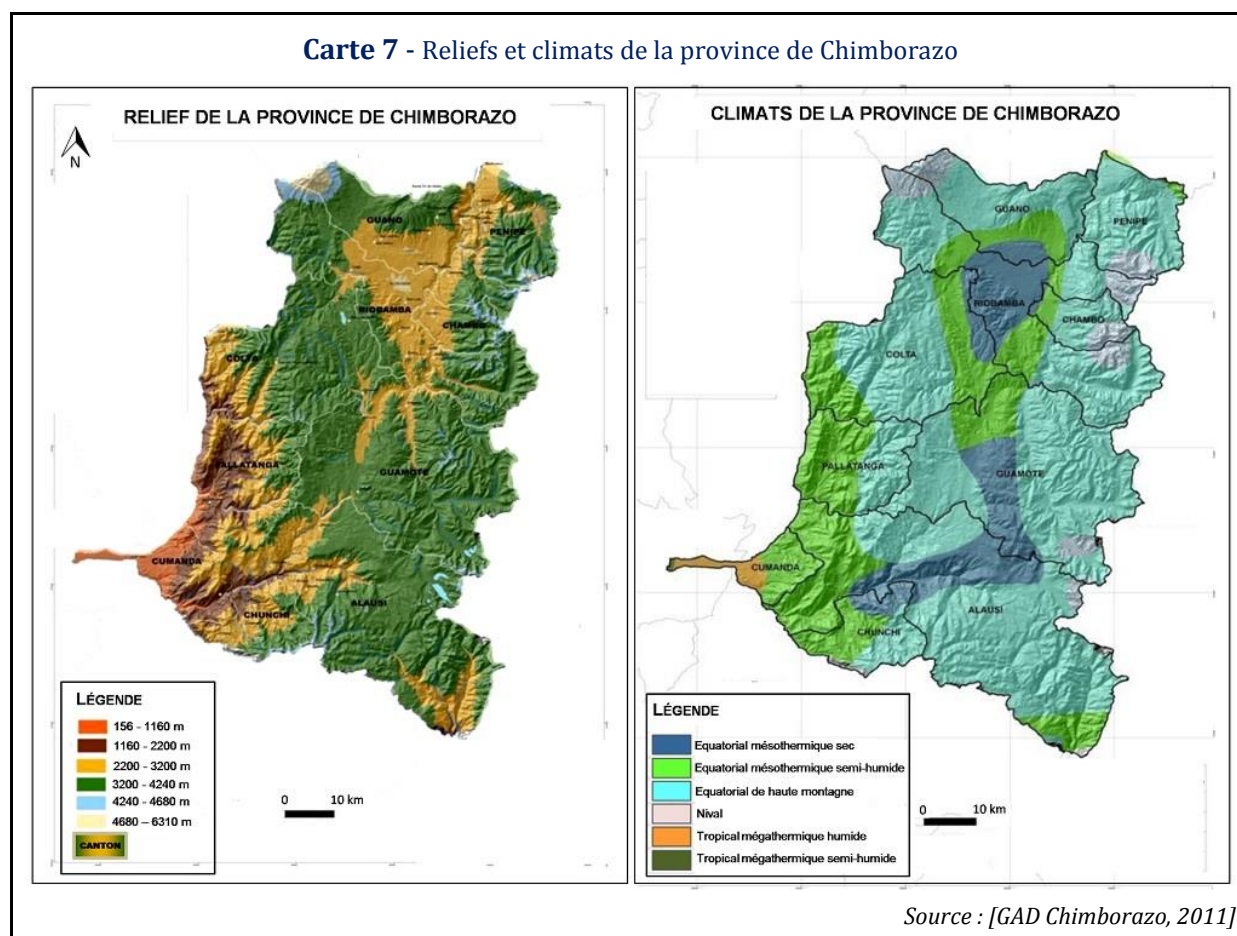
Tableau 31 - Nombre d'UPA et surface totale pour chaque catégorie de surface d'UPA en 2010

	TOTAL	Surface des UPA (ha)									
		<1	[1-2[[2-3[[3-5[[5-10[[10-20[[20-50[[50-100[[100-200[≥200
Nb UPA	81668	30204	17815	9904	10366	7531	3553	1678	429	145	222
Nb ha	471444	14357	24000	23215	38846	48823	46951	47696	29033	18898	179624

Source : recensement national agricole [INEC, 2012]

En ce qui concerne les caractéristiques géomorphologiques et climatiques, la province de Chimborazo se caractérise par une diversité de relief et de climats, et donc une diversité d'étages agro-écologiques (Carte 7).

Carte 7 - Reliefs et climats de la province de Chimborazo



Les altitudes varient depuis 132 m (climat subtropical), jusqu'à 6 310 m (altitude du Chimborazo). On ne retrouve pas, dans le territoire-matrice, des productions tropicales telles que le cacao, la banane, la canne à sucre et le café, qui sont des productions spécifiques de la partie basse de la province, située dans la pointe sud-ouest du canton de Cumandá. Les productions agricoles du sous-bassin du Chambo, qui descend jusqu'à 2 000 mètres d'altitude, sont malgré tout très diversifiées³³⁶. Selon le diagnostic agricole réalisé en 2010 par la direction provinciale du MAGAP Chimborazo (cité par [GAD Chimborazo, 2011]), les principales productions de la province sont la pomme de terre, l'oignon rouge, la carotte, l'orge, le maïs, le haricot, le blé, le pois, et la laitue. Il s'agit ici des principales cultures commerciales de la province, mais en réalité, il existe une diversité beaucoup plus importante de productions (animales et végétales), que celles-ci soient commerciales ou destinées prioritairement à l'autoconsommation. Nous le détaillons dans ce qui suit [Burgos, 1977 ; CESA & SIPAE, 2006 ; GAD Chimborazo, 2011 ; Naranjo Villavicencio, 2003] & [enquêtes de terrain, 2012].

Commençons par les légumineuses, céréales et tubercules. Elles sont cultivées principalement sur les étages écologiques d'altitude (3000 - 3 800 m), de climat équatorial de haute montagne, voire méso-thermique pour les altitudes les plus basses (en dessous de 3 200 m). Dans les étages les plus bas (3 000 - 3 400 m), sur les versants des cordillères, on cultive la pomme de terre, le maïs, le blé, l'orge, l'avoine, le pois, le haricot, la quinoa et la luzerne. C'est dans les étages les plus hauts, dans les sub-páramos (3 400 à 3 800 m), que l'on retrouve le plus de productions typiques des Andes comme la pomme de terre, le lupin, la carotte blanche, la quinoa, les fèves, et les tubercules andins (mashua, oca, melloco), et l'on y cultive également le blé et l'orge. Ces deux céréales, bien que non indigènes, ont été rapidement introduites dès l'époque coloniale, et sont devenues des productions typiques des systèmes de production paysans. L'orge, introduite dans les Andes pour l'alimentation animale, est également devenue un aliment de base des familles paysannes, sous forme de *máchica de cebada* (farine d'orge grillée)³³⁷. Celle-ci est traditionnellement consommée dans des boissons sucrées ou dans des soupes. Une boisson à base de *máchica de cebada* peut même constituer le seul plat consommé au cours d'un petit-déjeuner paysan dans les communautés d'altitude [Herrera, 1987] & [enquête de terrain]. On trouve également, sur les marchés, du pain à base de farine d'orge, qui correspond plus à une alimentation urbaine.

Dans la majorité des cas, c'est-à-dire dans la zone des sub-páramos occidentaux, où la densité de population est importante, et sur les versants pentus des cordillères, ces cultures de grains et de tubercules sont caractéristiques des zones où les potentialités agroécologiques sont les plus limitées : sols pentus, érodés et peu profonds, accès limité à la terre et à l'eau. On notera d'ailleurs que là où les sols sont les moins favorables, la seule culture possible est celle de

³³⁶ Nous réalisons ici une présentation synthétique des produits et systèmes de production présents dans le territoire-matrice. Pour une analyse fine et détaillée des systèmes de production du territoire-matrice, voir le diagnostic agricole du bassin du Chambo [CESA & SIPAE, 2006].

³³⁷ *Máchica* est dérivée du mot kichwa *mashka*. Avant l'introduction des grains issus de l'Ancien Monde, la mashka (farine de grains grillés) existait déjà, elle était à base de maïs. Lorsque le blé, l'orge, ainsi que la fève, ont été introduits dans les Andes, cette pratique culinaire a été étendue aux nouveaux grains cultivés, si bien qu'il existe de la *máchica* de maïs, de blé, d'orge (*cebada*), de fève... Toutefois, en Équateur, la *máchica de cebada* est la plus utilisée dans l'alimentation paysanne, si bien que le terme *máchica* seul fait référence par défaut à la *máchica de cebada*.

l'eucalyptus et du pin, que l'on retrouve en grand nombre sur les versants des cordillères. Dans ces nombreux cas de potentialités agroécologiques limitées, les cultures de grains et tubercules sont pratiquées par des familles paysannes qui produisent prioritairement pour l'autoconsommation, et en second lieu pour le marché. Ces familles ont avant tout un objectif de sécurité alimentaire avant celui de rentabilité. Cela se traduit par des stratégies de réduction des risques climatiques (gel) ou biologiques (maladies et ravageurs des cultures), *via* des techniques agronomiques (associations de cultures, rotations, variétés adaptées etc.), ainsi que par des stratégies de diversification de la production, allant, lorsque c'est possible, jusqu'à l'acquisition de parcelles dans les étages supérieurs ou inférieurs. Ces familles, pour la plupart d'entre elles, dépendent très fortement d'autres activités économiques non-agricoles. Dans le cas des sub-páramos orientaux, où la densité de population est bien moindre et où les familles paysannes ont un meilleur accès à la terre et à l'eau (celle-ci est issue des páramos, mieux préservés que les páramos occidentaux qui sont dégradés par un usage (cultures et élevage) plus intensif du fait de la forte densité de la population), les cultures ont une orientation majoritairement commerciale et la monoculture est dominante. Là où, du côté occidental, les cultures traditionnelles andines (*oca, mashua, melloco*, lupin, carotte blanche...) sont prédominantes, du côté oriental, elles ne sont que secondaires et les exploitations sont surtout basées sur des cultures de produits bien valorisables en quantités importantes sur les marchés (pommes de terre, orge, fèves).

En ce qui concerne à présent les cultures maraîchères présentes dans le territoire-matrice, elles sont caractéristiques des vallées inter-andines (2 200 - 3 000 m d'altitude), de climat mésothermique semi-humide à sec, zones où l'on trouve toujours des pommes de terre et du maïs. Les exploitations paysannes, dans ce cas, ont accès à l'irrigation et se sont spécialisées dans le maraîchage commercial, tout en gardant cependant une certaine diversification, au moins pour l'autoconsommation. On pourra ainsi retenir l'exemple emblématique (voir chapitre 1), des paysans de la communauté de Gatazo Zambrano, qui commercialisent leurs brocolis jusque sur les marchés internationaux. Cela reste toutefois une *success story*, fortement soutenue par les ONG, et peu de paysans maraîchers des vallées inter-andines ont atteint cette réussite commerciale. Ils sont majoritairement confrontés aux difficultés d'accès aux marchés urbains, contrôlés par les intermédiaires et les commerçants. C'est le cas lorsque les paysans vont vendre leurs produits en ville sur les marchés conventionnels, mais aussi lorsqu'ils les vendent en bord de parcelle aux intermédiaires qui se déplacent jusque dans les fermes.

Soulignons que l'on trouve également – outre l'oignon (blanc et rouge), culture commerciale devenue caractéristique des zones d'altitudes – de plus en plus de légumes à plus haute altitude lorsque les conditions sont favorables, c'est-à-dire sur les zones de moins forte pente et bénéficiant d'un accès suffisant à l'eau (irrigation, accès à l'eau des páramos). Et lorsque l'accès à l'eau est possible, la pente n'est plus forcément un frein à l'implantation de cultures maraîchères (Photo 14). Pour les familles paysannes localisées dans les zones défavorables d'altitude citées précédemment, la production de légumes permet de diversifier le régime alimentaire, et également de produire des denrées recherchées par les consommateurs, et donc facilement commercialisables sur les marchés. Même si les conditions de négociation avec les intermédiaires et les commerçants demeurent très inéquitables et même parfois violentes

(chapitre 1), comme il s'agit de cultures diversifiées et à cycle court, le maraîchage permet aux familles paysannes d'avoir un revenu, certes modeste, mais régulier. Ainsi, alors que le maraîchage était auparavant surtout pratiqué par les paysanneries métisses des vallées, laissant aux paysanneries indigènes les légumes les moins valorisés [Burgos, 1977], des familles paysannes indigènes ont, à présent, également la possibilité de mettre en place des productions maraîchères diversifiées. Souvent, cela a été rendu possible grâce à l'effet combiné de projets d'irrigation portés par des ONG et/ou des collectivités locales, et de projets de développement centrés sur l'agroécologie et la sécurité alimentaire, portés par des ONG. À titre d'exemple l'ONG Heifer-Ecuador (agence équatorienne de l'ONG étatsunienne Heifer International) a financé depuis les années 1990, directement auprès de communautés paysannes ou *via* des fondations locales, plusieurs projets de développement de l'agroécologie, dans un objectif initial d'amélioration de la qualité et de la diversité de l'alimentation des familles paysannes. Ces projets étaient basés notamment sur le développement de jardins agroécologiques à proximité des habitations (Photo 14b).

Photo 14 - Cultures maraîchères dans les pentes de l'étage des subpáramos



Photo 14a - Reten Ichubamba, communauté paysanne indigène du subpáramo oriental (canton Guamote). Les paysans ont bénéficié de l'appui de la fondation locale Chuquirahua, financée par une ONG canadienne, pour la mise en place de jardins agroécologiques.



Photo 14b - Cunanbay, communauté paysanne indigène du subpáramo occidental (canton Colta). Les paysans ont bénéficié de l'appui de la fondation locale CEDEIN, financée par Heifer, pour la mise en place de jardins agroécologiques.

Les espèces maraîchères cultivées dans le territoire-matrice, sont aujourd'hui très diverses aussi bien dans les vallées inter-andines, qu'à plus haute altitude. Les plus courantes et les plus commerciales sont la laitue, le chou (Photo 15), la carotte, la betterave, le brocoli et l'oignon, mais on produit également le radis, le navet, blettes, céleri, poireaux, diverses cucurbitacées etc. Dans les zones les plus basses et les plus planes, certaines familles paysannes ayant pu accéder à un certain niveau de capitalisation et d'investissement ont mis en place des cultures de tomates sous serres (Photo 15b).

Photo 15 - Le maraîchage dans les vallées inter-andines : l'exemple de la communauté de Molobog, paroisse Licto, canton Riobamba



Photo 15a – Parcelles de choux (au premier plan) et de salades (au second plan)



Photo 15b – Serres de tomates entourées de parcelles de choux et de salades

Enfin, dans les zones les plus hautes, indigènes, où les savoirs ancestraux liés aux plantes ont été conservés, on trouve souvent, à côté des légumes, toute une diversité de plantes aromatiques et médicinales. Depuis le début des années 2000, des paysans indigènes de Chimborazo, avec l'appui technique, organisationnel et financier de diverses ONG et fondations locales et internationales, ont réussi à s'organiser pour transformer et commercialiser ces plantes aromatiques et médicinales sur les marchés locaux (réseaux alternatifs de l'économie solidaire) et nationaux (via le commerce équitable). C'est le cas par exemple de la coopérative Jambi Kiwa, créée à la fin des années 1990, qui regroupe plusieurs centaines de femmes paysannes indigènes de Chimborazo, et qui commercialise ses produits certifiés biologiques *via* le commerce équitable (essentiellement en France sous la marque Ethiquable, en partenariat avec l'ONG AVSF), et *via* des circuits alternatifs de commercialisation locaux (principalement dans les magasins de produits paysans *Camari*). C'est le cas aussi d'une centaine de familles paysannes des cantons indigènes de Colta et Guamote, accompagnées par la fondation locale CEDEIN, qui produisent, transforment et commercialisent leurs produits *via* l'entreprise Huertos Eden, adossée à CEDEIN.

Outre les cultures de grains, céréales et légumes, on trouve également, dans le territoire-matrice, une diversité de fruits. L'arboriculture (avocats, pommes, pêches, prunes, etc. ainsi qu'un fruit indigène, le babaco³³⁸ (*Carica pentagona* Heilborn, [Photo 16b](#)) est pratiquée dans les vallées inter-andines par des familles paysannes qui ont atteint un certain niveau de capitalisation, notamment dans les cantons de Penipe et Chambo et dans la paroisse de Licto (canton de Riobamba), où elle est plus développée qu'ailleurs. Une espèce que l'on retrouve de manière beaucoup plus étendue chez de nombreuses familles paysannes est la « tomate d'arbre³³⁹ » (*Solanum betaceum*), espèce indigène très populaire en Équateur ([Photo 16a](#)).

³³⁸ Arbre fruitier originaire d'Équateur, le babaco est issu du croisement naturel entre deux espèces de la famille des Caricaceae : le papayer des montagnes *Vasconcellea pubescens* et le *Vasconcellea stipulata*.

³³⁹ *Tomate de árbol* en espagnol

Photo 16 - Fruits andins : tomates d'arbre et babacos



© Claire Heinsch, 2011



© Claire Heinsch, 2012

Photo 16a – Tomates d'arbre : gros plan (à g.) et cultivées en association avec des légumes (à d.)



© Claire Heinsch, 2012

Photo 16b – Babacos du canton de Penipe sur la feria citoyenne Macají

En outre, on trouve également une diversité de petits fruits arbustifs, en particulier les espèces indigènes que sont la mûre andine (*Rubus glaucus*) et le physalis (*Physalis peruviana*). Celles-ci sont traditionnellement cultivées par les familles paysannes pour l'autoconsommation, mais se développent de plus en plus pour la commercialisation sur les marchés urbains. Enfin, à l'instar du maraîchage et de la culture des petits fruits arbustifs, la culture de fraises s'est également particulièrement développée dans la province de Chimborazo (et comme ailleurs dans la Sierra) ces dernières années chez les familles paysannes (Photo 17).

Photo 17 - Le développement de la culture de fraises dans les exploitations paysannes de Chimborazo



© Claire Heinsch, 2012

Chez une famille paysanne de Guntus, communauté indigène du canton de Riobamba



© Claire Heinsch, 2012

Chez une paysanne de communauté métisse La Victoria de Pusuca, canton de Penipe

Enfin, en ce qui concerne l'élevage, il est systématiquement présent chez les familles paysannes, en complément et en interaction avec les activités de productions végétales. Selon les données des divers recensements agricoles (1954, 1974, 2000 et 2010), traitées par le GAD Chimborazo [2011], l'élevage a suivi une tendance croissante pour toutes les espèces, en particulier pour les bovins, ovins et porcins. Cette tendance est à relier notamment à l'augmentation des surfaces de pâturages naturels (páramos) ou cultivés (dans les páramos ou

dans les vallées irriguées). Chez les familles paysannes, on élève souvent, à proximité immédiate des habitations, des porcs, des volailles, des lapins et/ou des cochons d'Inde, destinés à l'autoconsommation, ou à être vendus en pieds sur les marchés. Ils sont nourris de déchets de culture, de restes de cuisine, et de luzerne. Ces animaux ont un rôle important dans la fertilisation organique, dans l'alimentation des familles et, en fonction de leur nombre, dans la petite trésorerie et l'obtention d'un revenu plus ou moins régulier. L'élevage ovin est également fortement présent dans le territoire, et on retrouve également, en moindre proportion, des familles paysannes qui élèvent des chèvres et/ou des lamas.

Si l'élevage ovin, porcin, caprin et de petits animaux est caractéristique des familles paysannes, en ce qui concerne l'élevage bovin laitier, on distingue schématiquement deux grands types dans le territoire. Le premier type est un élevage spécialisé, pratiqué dans des grandes exploitations laitières qui vont de 50 ha à plus de 200 ha, qui utilisent des races améliorées, localisées à l'extrême nord du territoire, dans le canton de Guano³⁴⁰. Le second, très largement majoritaire, est celui qui est pratiqué par des familles paysannes ayant des surfaces très petites, petites, ou moyennes, et qui possèdent, selon la disponibilité en fourrages et en surfaces pâturées, d'une seule à une petite dizaine de vaches. Le lait est destiné à l'autoconsommation et à la vente, ce qui permet d'assurer un revenu régulier. Il est commercialisé *via* des intermédiaires, ou, dans certains cas, directement à des petites fromageries locales privées-familiales, communautaires ou associatives, ou enfin directement à la PME locale Prolac, à Riobamba. Entre ces deux types extrêmes, on trouve des familles paysannes qui ont à la fois un bon accès à la terre (10 à 20 ha en moyenne), et notamment un bon accès au páramo pour le pâturage des animaux, et qui se sont spécialisées dans l'élevage bovin laitier ainsi que dans l'élevage ovin, jusqu'à investir dans des races améliorées pour une partie du bétail, tout en maintenant des productions végétales et animales diversifiées pour l'autoconsommation et pour la vente. On trouve ces systèmes au nord du canton Guano. Comme ils sont localisés à proximité de la frontière avec le canton de Quero, province de Tungurahua, les paysans préfèrent généralement vendre leurs produits (notamment les animaux) au marché de Quero plutôt qu'à Riobamba. Quant au lait, celui-ci est vendu à des intermédiaires qui parcourent la zone et revendent ensuite le lait à Riobamba.

1.2.2. Marchés conventionnels et alternatifs à Riobamba et dans le territoire-matrice

1.2.2.1. Localisation des principaux marchés traditionnels et des espaces de ventes des nouvelles formes collectives de circuits alimentaires de proximité dans le territoire-matrice.

Dans les cartes qui suivent (Carte 8a et 8b), nous présentons les différents marchés conventionnels et circuits alternatifs de Riobamba et du territoire-matrice.

Sur les deux cartes (territoire-matrice et ville de Riobamba), figure la diversité des dispositifs de nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs qui existent sur le territoire, représentés par les espaces de vente des produits.

³⁴⁰ On trouve également ce même type de grandes exploitations laitières à l'extrême sud de la province de Chimborazo, dans les cantons Chunchi et Alausí, zone située en dehors de notre territoire-matrice.

Sur la carte du territoire-matrice, figurent les deux grands marchés indigènes présentés dans le chapitre 1, ces derniers ayant un rayonnement qui va au-delà du niveau cantonal. Il s'agit du marché de Guamote et du marché de Cajabamba, localisés dans les capitales des cantons les plus indigènes de la province (Guamote et Colta). Nous n'avons pas fait figurer tous les marchés traditionnels, afin de ne pas alourdir la carte : il existe en effet un marché hebdomadaire dans chaque capitale cantonale, ainsi que dans de nombreuses capitales paroissiales.

Sur la carte de la ville de Riobamba, figurent les différentes « places et marchés » alimentaires conventionnels, ainsi que le marché de gros de Riobamba, créé en 2003. Y figurent également les acteurs institutionnels ayant un rôle dans l'organisation des marchés conventionnels et/ou dans l'appui aux dispositifs de circuits alimentaires de proximité et au développement agricole. Ainsi, la gestion des « places et marchés » de Riobamba relève de la compétence de la Municipalité de Riobamba. Les directions provinciale et zonale (zone 3 qui regroupe les provinces de Chimborazo, Tungurahua, Cotopaxi et Pastaza) du Ministère de l'Agriculture (MAGAP), ont, depuis 2010, des compétences en matière d'appui et de développement de circuits courts et équitables pour les produits issus de l'« agriculture familiale et paysanne » c'est-à-dire « *les agriculteurs qui, dans leur logique de production, utilisent une main d'œuvre familiale* » ; en outre, « *la diversification de la production et l'autoconsommation sont des stratégies importantes dans le cadre de leur économie paysanne* »³⁴¹. Le Gouvernement Provincial de Chimborazo a des compétences en matière de développement agricole, ainsi qu'en gestion de l'environnement et de la biodiversité. C'est à ce titre qu'il propose aux communautés et organisations paysannes de la province des programmes de développement et des formations à l'agroécologie, dont ont bénéficié certains paysans des dispositifs étudiés. Quant au Ministère de l'inclusion économique et sociale (MIES), il est en charge des achats publics de produits paysans pour l'approvisionnement des crèches. Il a également un programme d'appui à la création de « jardins agroécologiques » dont ont bénéficié certains paysans des dispositifs étudiés. Enfin, tous ces acteurs institutionnels (cités et figurant sur la carte) sont associés depuis 2012 dans le programme de développement des ferias citoyennes coordonné par le MAGAP.

³⁴¹ Page d'accueil de la Coordination Générale des Réseaux Commerciaux, service du MAGAP national en charge des circuits courts et alternatifs de commercialisation, consultée le 22 juillet 2016 (<http://www.agricultura.gob.ec/redes-comerciales/>).

Carte 8 - La commercialisation des produits agricoles et alimentaires dans la province de Chimborazo et dans la ville de Riobamba

LÉGENDE DES CARTES

ACTEURS PUBLICS	MARCHÉS TRADITIONNELS	
<ol style="list-style-type: none"> 1 Ministère de l'Agriculture (MAGAP) - <i>direction provinciale et direction zone 3</i> 2 Gouvernement provincial de Chimborazo (GADCH) 3 Municipalité de Riobamba 4 Ministère de l'Inclusion Économique et Sociale (MIES) <i>direction provinciale</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ● Places de marchés de Riobamba <i>(plazas de mercados)</i> <ol style="list-style-type: none"> 1 La Condamine (TLJ) 2 Santa Rosa (mar -sam) 3 La Merced (TLJ) 4 Dávalos (sam) 5 San Francisco (sam) 6 San Alfonso (mer-sam) 7 Marché oriental (sam) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Grands marchés indigènes séculaires <ol style="list-style-type: none"> 1 Guamote (jeu) 2 Cajabamba (dim) <ul style="list-style-type: none"> ● Marché de gros - EMMPA <i>(TLJ - existe depuis 2003)</i>

NOUVELLES FORMES COLLECTIVES DE CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ (CIALP)

MARCHÉS PAYSANS (*ferias campesinas*)

Ferias de produits agroécologiques et conventionnels

- ▲ **Ferias citoyennes** (*ferias ciudadanas*)
- 1 Macají (sam - créée en 2008)
- 2 24 de Mayo (sam - créée en 2009)
- 3 Chambo (dim - créée en 2009)
- 4 Yaruquíes (dim - créée en 2012)
- 5 Bayushig (Penipe) (dim - créée en 2015)

Ferias agroécologiques (*ferias agroecológicas*)

- ▲ **Ferias portées par des paysans & ONG locales**
- 1 Corporation des producteurs agroécologiques de Cebadas - COPAC (*dim, marché paroissial de Cebadas*)
- 2 Centre de développement indigène - CEDEIN (*dim, marché indigène de Cajabamba*)
- ▲ **[Marché biologique familial, ferme El Molino (sam)]**
- ▲ Feria Utopía - **portée par les consommateurs du panier Utopía et la fondation Utopía** (1 sam sur 2)

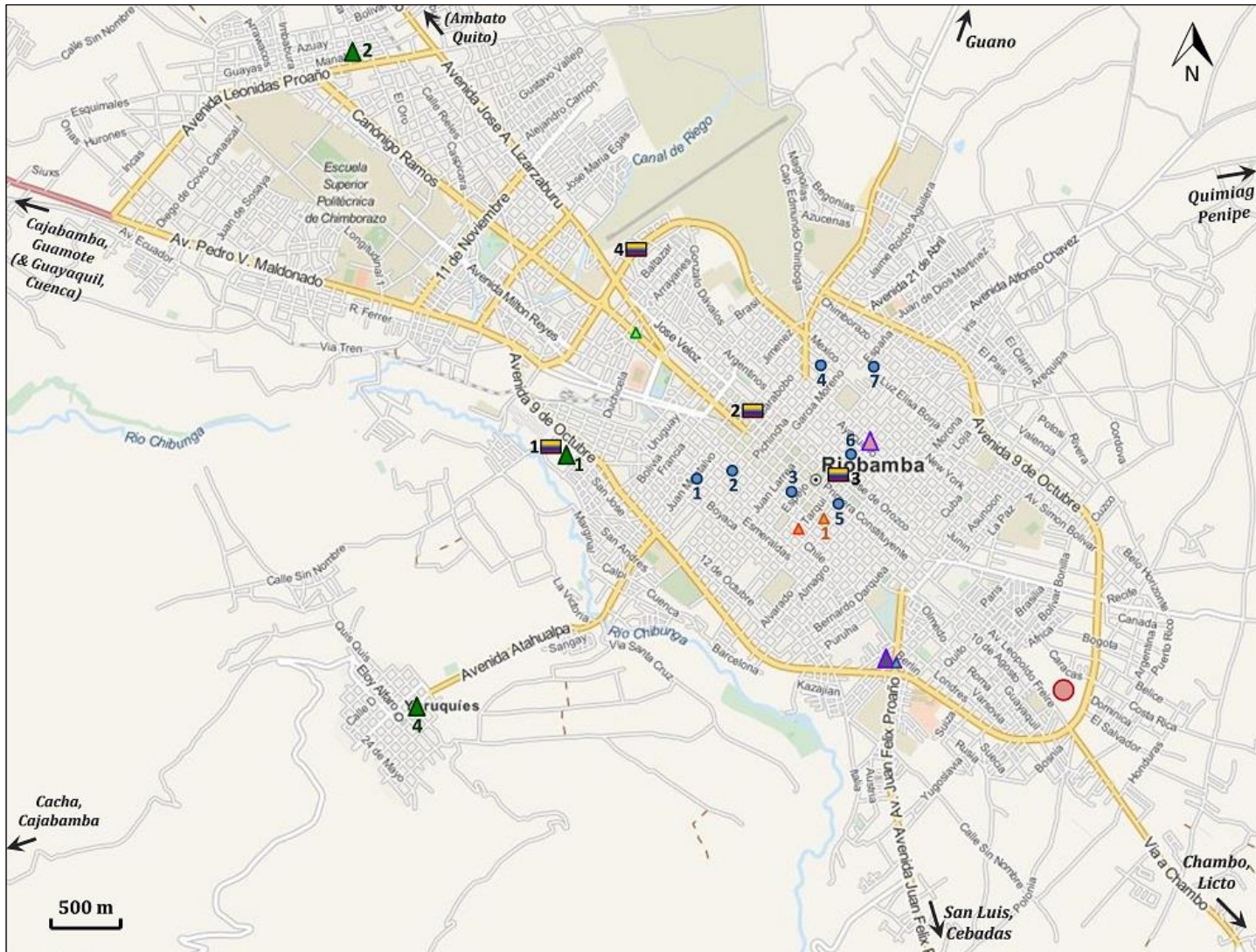
BOUTIQUES DE PRODUITS PAYSANS

- ▲ **Boutiques de produits paysans locaux gérées par des ONG locales**
- 1 Boutique ERPE (*Escuelas Radiofónicas Populares del Ecuador*)
- 2 Boutique ACT (*Ayllucunapac Causaimanta Tandari*)
- ▲ **CAMARI - boutique de produits paysans locaux et nationaux gérée par une ONG nationale (FEPP)**

PANIERS COMMUNAUTAIRES (*canastas comunitarias - organisations de consommateurs urbains*)

- ▲ **Panier Utopía (1 sam sur 2) - alliance avec des paysans agroécologiques locaux**
- ▲ **Panier Fe y Justicia (sam) - approvisionnement sur le marché de gros de Riobamba, en partie auprès de paysans (carré des producteurs)**

Carte 8b - Commercialisation conventionnelle et alternative à Riobamba



Réalisation : Claire Heinish, 2015. Fond de carte : OpenStreetMap

1.2.2.2. Les marchés « traditionnels » et « conventionnels » dans le territoire-matrice

1.2.2.2.1. Des marchés traditionnels anciens...

Selon la définition de Cazamajor [1987] le système traditionnel de commercialisation des produits alimentaires, en Équateur et dans la Sierra en particulier, est celui des *mercados* et *ferias* (ou *plazas*) (Encadré 25), que nous regroupons sous le terme de marchés traditionnels.

Encadré 25 - *Mercados, ferias et plazas* : éléments traduction et de définition

Un **mercado**, ouvert tous les jours de la semaine, correspond à un espace clos, à l'intérieur duquel sont répartis des stands individuels fixes organisés en sections (légumes, fruits, viandes, produits laitiers, épicerie, plats préparés etc., mais aussi produits non-alimentaires). En ce sens, le **mercado** se rapproche plus de ce que sont les halles chez nous. Quant aux **ferias**, elles correspondent à nos marchés de plein vent, dans le sens où elles ont lieu un (ou plusieurs) jour(s) de la semaine sur un espace ouvert et dans lequel les stands sont montés et démontés à chaque fois. À Riobamba, les habitants parleront plus volontiers de « **plaza** » (trad. « place ») plutôt que de **feria**. Les deux termes sont synonymes, **plaza** faisant référence à la place sur laquelle se tient la **feria**. Le terme de **feria** renvoie ainsi plutôt à des marchés de plein vent plus ruraux (i.e. autres que ceux de Riobamba), mais aussi, depuis plus récemment, à des marchés de plein vent alternatifs (comme *les ferias ciudadanas* (ferias citoyennes)) et/ou à des marchés ponctuels (tels qu'une *feria* événementielle (agroécologique, de petits producteurs, de produits locaux etc.) organisée par une institution (MAGAP ou Gouvernement Provincial), comme cela se fait de plus en plus depuis 5-6 ans.

Dans le but de rester fidèle aux appellations utilisées par les *Riobambeños* et par la Municipalité de Riobamba, dans la légende de la Carte 8 nous parlons de « places et marchés ». Lorsqu'il est indiqué « TLJ » (pour « tous les jours »), il s'agit d'un « marché » (**mercado**) et lorsqu'il est indiqué un (ou deux) jour(s), il s'agit d'une « place » (**plaza**), c'est-à-dire d'une **feria**.

Malgré l'existence de nombreuses boutiques (*bodegas*) de produits alimentaires (en ville comme à la campagne), et même si on assiste à un développement très important des supermarchés ces dernières années, les marchés traditionnels continuent d'occuper une place importante dans l'approvisionnement alimentaire de nombreux consommateurs urbains et ruraux. S'intéresser aux nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité, avec une hypothèse sous-jacente de nouvelles formes de relations rural-urbain qui permettraient de renverser les processus séculaires de marginalisation des paysanneries, ne peut se faire sans une compréhension de l'organisation des marchés traditionnels. En effet, ces derniers constituent, depuis l'époque coloniale, des nœuds de relations socio-économique complexes, entre espaces de production et espaces de consommation, et entre espaces urbains et espaces ruraux, relations dont nous avons déjà analysé précédemment (chapitre 1) qu'elles étaient dominées et contrôlées par les intermédiaires et les commerçants.

A Riobamba, on compte aujourd'hui sept places et marchés principaux répartis dans la ville (Carte 8b). À la fin des années 1970, il y en avait une dizaine [Burgos, 1977]. À cette époque, les *plazas* de Riobamba, bien que multi-produits, étaient toutes spécialisées dans une catégorie de produit. En outre, elles étaient bien réparties tout au long de la semaine, même si le samedi était le jour où se tenaient le plus grand nombre de *ferias*. Cette organisation des marchés

traditionnels existait depuis la fin du XIX^e siècle, après que les jours de *feria* n'ont plus été uniquement le dimanche, pratique qui avait été instaurée depuis les débuts de l'époque coloniale afin de permettre l'évangélisation des paysans indigènes qui venaient vendre leurs produits en ville. Cette répartition par jour et par produit principal des marchés traditionnels avait pour but de réduire la concurrence, et a permis de développer très fortement les activités de commerce de produits agricoles et de favoriser les commerçants et les intermédiaires [Cazamajor, 1987]. Aujourd'hui, certaines *plazas* de Riobamba ont conservé leur spécialité (c'est le cas de la *plaza* San Francisco pour les pommes de terre), mais la plupart sont désormais généralistes. Quant aux *mercados* (La Condamine et La Merced), ils sont multi-produits par définition (Encadré 25).

Le système de places et marchés de Riobamba permet de distribuer les productions de la province, mais aussi des autres régions du pays. La province de Chimborazo a la double caractéristique d'avoir une forte orientation agricole, et une localisation au centre du pays au croisement de différents axes routiers importants. Elle joue donc depuis longtemps le rôle de centre d'approvisionnement des grands centres de consommation, notamment Guayaquil, où partent 80% des produits de Chimborazo commercialisés à l'extérieur de la province [GAD Chimborazo, 2011]. Cela fait de Riobamba le second centre d'approvisionnement de la Sierra après Ambato, capitale de la province de Tungurahua, située à une soixantaine de kilomètre de Riobamba [Cazamajor, 1987].

Riobamba est ainsi une ville-marché qui rayonne à l'échelle provinciale et nationale. Ailleurs dans le territoire-matrice, les *ferias* cantonales et paroissiales hebdomadaires ont un rayonnement local. Ainsi, Riobamba, en tant que ville-marché centrale et centre politico-administratif, a une zone d'influence socio-économique et politique qui couvre tout le territoire-matrice. Soulignons toutefois que Guamote, localisée dans la partie sud, a émergé comme ville-marché indigène dotée d'une zone d'influence allant au-delà de l'échelle cantonale, et plus récemment comme centre politique alternatif (Encadré 26).

Encadré 26 - Guamote : ville-marché indigène et centre politico-administratif local alternatif

Le canton de Guamote faisait historiquement partie du canton Colta, dont il s'est séparé en 1944. À partir de là, la ville de Guamote, où il existait, comme à Cajabamba, un marché indigène très ancien, s'est progressivement autonomisée de son ancienne capitale cantonale, pour émerger comme une petite ville-marché située au sud du bassin du Chambo, soit suffisamment loin de Riobamba pour développer un rayonnement socio-économique propre [Burgos, 1977]. En outre, Guamote est un des territoires en Équateur où les indigènes ont été les plus opprimés, et où les haciendas ont dans le passé exercé un pouvoir extrêmement fort sur l'espace et sur les populations locales. Guamote est désormais célèbre dans le pays pour être le premier canton à avoir élu un maire indigène en 1992 – qui deviendra plus tard préfet de la province de Chimborazo en 2005 –, et à avoir mis par la suite en place une municipalité alternative, à travers la création de deux instances adossées à la municipalité : le parlement indigène et le comité de développement local [Bebbington, 2005].

1.2.2.2.2. ... à la création du marché de gros de Riobamba. Une réorganisation de la commercialisation, vers de nouvelles opportunités pour les paysans ?

Sur les places et marchés de Riobamba, la vente peut se faire en gros ou au détail. Jusqu'au début des années 2000, c'était le marché de La Condamine qui était plus spécialement dédié à la vente en gros, mais celle-ci n'était pas organisée comme aujourd'hui depuis la création du marché de gros (*mercado mayorista*) de Riobamba début 2003. Depuis les années 1980, les marchés de gros en Équateur ont été créés comme des outils de modernisation du commerce de produits agricoles dont devaient être dotées les principales villes fournisseuses (Ambato, Cuenca, Riobamba) et consommatrices (Quito, Guayaquil) de denrées agricoles, et ont fortement réorganisé le commerce de produits agricoles. Dans les villes fournisseuses comme Riobamba, l'objectif général de ces marchés de gros était d'être des centres de collecte, capables de centraliser les produits agricoles en provenance des exploitations de la province et de l'extérieur, et de les redistribuer ensuite dans les différents *plazas* et *mercados* de la ville et de la province, ainsi que vers l'extérieur. À Riobamba, la création d'un marché de gros répondait également à un enjeu d'urbanisme, car il devenait urgent de décongestionner le centre-ville embouteillé aux abords du marché de La Condamine, ainsi qu'à un enjeu sanitaire, les équipements n'étant plus adaptés ni pour la vente des produits, ni pour le traitement des déchets [Matuk Otálvaro, 2010].

Ces marchés de gros avaient également pour mission de réguler les prix des produits, de réduire la chaîne d'intermédiation, et de standardiser et contrôler les unités de mesures. En ce sens, ils devaient être accessibles et plus favorables aux petits producteurs d'aliments, exclus d'un accès équitable marchés traditionnels [Cazamajor, 1987]. Nous avons analysé dans le chapitre 1, à partir de Burgos [1977], et de témoignages d'acteurs (gérants de marchés, consommateurs, représentants des pouvoirs publics et paysans eux-mêmes), à quel point les dynamiques de commercialisation de produits agricoles à Riobamba sont historiquement marquées par l'iniquité et la maltraitance. En effet, les intermédiaires et commerçants métis contrôlent les marchés traditionnels de Riobamba, *via* l'accès, les prix et les instruments de mesure, ainsi qu'en endettant les paysans, et jusqu'à faire subir à ces derniers – notamment aux paysans indigènes – des violences verbales, voire physiques.

« Un facteur important qui affecte beaucoup les petits producteurs c'est la commercialisation. En fait... Un petit producteur ne pouvait pas... Bon, je ne sais pas si vous avez regardé un peu les marchés conventionnels par ici, comment ils fonctionnent et tout... et donc où le petit producteur, parce qu'il est paysan, parce qu'il est indien, ils [les intermédiaires et commerçants] l'excluent d'un point de vue ethnique parce que les indiens sont ignorants, ils ne savent rien, ils sont analphabètes et tout ça... Et donc quand ils allaient au marché, ils étaient exploités, on leur arrachait les produits et on leur mettait l'argent comme ça sur le torse et on leur disait « allez, c'est bon, ça y est, c'est vendu, ne m'embête pas ! ». Et donc c'était comme ça sur les marchés, du moins ce que je me rappelle, et je ne suis pas si vieux ! [40 ans au moment de l'entretien]. Et donc c'est toute une espèce de complot entre les différents intermédiaires pour exploiter le petit producteur, jusqu'aux balances qui permettent de te voler du poids, et comme ça ils ne payaient pas le prix adapté. » (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation locale Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

On peut donc se demander si le marché de gros de Riobamba EMMPA (Entreprise Municipale Marché de Producteurs Agricoles), entreprise publique, gérée par la Municipalité de Riobamba, et créée en 2003, a induit des changements positifs pour les paysans, notamment dans leurs relations socio-économiques avec les intermédiaires et les commerçants de Riobamba. Sans entrer dans une analyse détaillée du fonctionnement de l'EMMPA, il est important d'en dégager quelques éléments saillants, en matière de changements pour les paysanneries, dans la mesure où ce marché de gros constitue désormais le centre de l'approvisionnement et de la redistribution des produits agricoles, à l'échelle du territoire-matrice. La création de ce marché a ainsi fortement réorganisé la commercialisation des produits agricoles à Riobamba et dans la province de Chimborazo, ne serait-ce que parce que les paysans qui souhaitent (tenter de) commercialiser leurs produits à Riobamba *via* les circuits formels³⁴² conventionnels vont beaucoup moins sur les *plazas* et *mercados* traditionnels, mais se rendent désormais au marché de gros.

Sur la base d'une étude socio-anthropologique de l'EMMPA [Matuk Otálvaro, 2010] et de notre propre analyse sur le terrain, on retiendra les éléments qui suivent.

En premier lieu, le nom du marché de gros « marché de producteurs agricoles » traduit une reconnaissance du rôle essentiel des producteurs en tant que premier échelon fondamental des circuits de commercialisation, et exprime ainsi l'objectif, mentionné plus haut, d'un marché qui soit plus favorable aux producteurs. Les producteurs sont ainsi reconnus comme acteurs directement parties-prenantes du marché, dans le sens où, comme les commerçants, ils ont un espace qui leur est réservé dans l'enceinte du marché, pour décharger et vendre leurs produits. Cet accès physique des producteurs à un espace situé dans l'enceinte du marché est un changement majeur par rapport au fonctionnement des marchés traditionnels urbains de Riobamba. Dans ces derniers, l'espace est contrôlé par les intermédiaires et commerçants, qui empêchent les paysans de pénétrer à l'intérieur du marché, en les attendant à l'extérieur pour leur acheter – voire leur arracher – leurs produits, à des prix que eux-mêmes fixent et sans possibilité pour le producteur de négocier ou même de choisir son acheteur. En outre, le marché de gros est un espace où les producteurs peuvent également avoir accès directement au consommateur urbain, ce qui, là aussi, est un fait nouveau. En effet, il existe un jour de *feria* (le vendredi), où les producteurs viennent en masse vendre leurs produits, et où les habitants de Riobamba viennent très nombreux fréquenter le marché de gros, afin de trouver des produits à des prix « de gros » (même s'il est possible d'acheter au détail) beaucoup plus intéressants que sur les *plazas*. Le marché de gros se transforme alors en un immense marché de plein vent, où les vendeurs sont des paysans et des commerçants, nouveauté importante par rapport aux *plazas* de Riobamba qui sont très largement dominées par les intermédiaires.

Soulignons ensuite qu'il existe un changement majeur dans le fonctionnement des marchés de gros par rapport à celui des marchés traditionnels. Il s'agit de la participation et de l'intervention directe d'un acteur nouveau, la Municipalité, acteur public propriétaire de

³⁴² Nous parlons bien ici des marchés formels, mais la vente informelle est également fortement présente dans les rues de Riobamba, et, comme nous l'avons souligné dans le chapitre 1, constitue d'ailleurs un moyen pour les paysans de rompre la chaîne d'intermédiation et d'accéder directement aux consommateurs urbains.

l'entreprise et en charge de la régulation des relations sociales et économiques entre les différentes parties-prenantes de l'échange de produits agricoles. La présence de cet acteur public régulateur a permis un certain rééquilibrage dans les relations historiques de pouvoir entre producteurs et commerçants. Ainsi, il existe, dans l'enceinte du marché, des instruments de mesure officiels (sacs, balances) qui limitent les pratiques séculaires de tricherie des intermédiaires et commerçants *via* les instruments truqués. En outre, il existe également un affichage des prix des produits. Certes, comme l'explique le gérant de l'EMMPA³⁴³, il ne s'agit que d'une information et il n'existe aucun contrôle de la part des fonctionnaires municipaux sur la fixation des prix, mais il faut néanmoins souligner la grande nouveauté, qui est que cette information est accessible au producteur. Sur les marchés traditionnels de Riobamba, le fait que les intermédiaires empêchent les paysans de pénétrer dans l'enceinte des marchés est un moyen, non seulement d'empêcher ces derniers de vendre leurs produits à l'intérieur, mais aussi de ne pas leur donner accès à l'information sur les prix pratiqués dans l'enceinte du marché, leur empêchant ainsi tout pouvoir de négociation. Sur le marché de gros, en revanche, si les intermédiaires et commerçants continuent de pratiquer un marchandage tenace, ils sont face à des producteurs qui partagent la même information qu'eux sur les prix. Enfin, la présence permanente des fonctionnaires municipaux dans l'enceinte du marché vient limiter les violences physiques et verbales et les formes classiques de domination utilisées par les commerçants pour négocier avec les paysans.

On peut toutefois nuancer le rôle de ce nouveau marché dans le rééquilibrage des relations entre intermédiaires et paysans. On observe, certes, une meilleure considération des paysans indigènes de la part des intermédiaires et des commerçants. Toutefois, elle est moins attribuable à la présence de l'acteur public régulateur qu'au contexte plus général d'évolution de la société vis-à-vis des indigènes, notamment depuis les années 1990 (chapitre 1). Par ailleurs, cette revalorisation des indigènes demeure encore modérée. Si l'on regarde l'organisation du marché de gros, les commerçants sont tous métis et les indigènes sont, soit producteurs, soit employés des commerçants, soit vendeurs informels. En outre, la pratique de la vente informelle dans l'enceinte de l'EMMPA est fortement condamnée par les commerçants. Enfin, même si, comme on l'a vu, la distribution du pouvoir entre intermédiaires et paysans n'est plus autant polarisée au sein de l'EMMPA que dans les marchés traditionnels urbains de Riobamba, et même si les situations de maltraitance et de domination des paysans sur les marchés ne prennent plus exactement les mêmes formes que celles décrite par Burgos [1977] à la fin des années 1970, il existe toujours sur le marché de gros des formes d'imposition du prix au producteur de la part des intermédiaires, le producteur ne se limitant pas seulement au paysans indigène, mais au paysan en général quelle que soit son origine ethnique. Et, de fait, plusieurs paysans nous ont fait part de la « *très mauvaise relation avec l'intermédiaire du marché de gros* » et des « *pratiques abusives* » de ces derniers qui sont toujours en vigueur. Ceci pourrait d'ailleurs être un des facteurs permettant d'expliquer que les producteurs fréquentant le marché de gros sont très majoritairement des hommes. Certes, cela est dû au fait qu'il est plus facile pour les hommes, qui ont souvent un travail complémentaire en ville, de se rendre au marché tôt le matin, et au fait que, s'agissant d'un marché de gros, il est nécessaire d'avoir une certaine quantité à vendre ce

³⁴³ Entretien du 5 novembre 2012

qui suppose des charges lourdes à porter. Mais certaines paysannes, angoissées à l'idée de subir la situation de négociation avec les intermédiaires et les éventuels mauvais traitements, préfèrent que ce soit leur mari qui s'en charge.

Ce nouveau marché de gros a réorganisé la commercialisation des produits agricoles, dans le territoire, et à Riobamba. Il est la scène d'un rééquilibrage en cours des relations de pouvoir entre intermédiaires et paysans et entre métis et indigènes, et d'une reconnaissance du rôle des paysans comme acteurs des circuits de commercialisation. Celle-ci est exprimée notamment dans le nom et dans les objectifs du marché, ainsi que dans la mise à disposition d'un espace dédié. Mais les relations sont encore loin d'être équitables. En effet, les intermédiaires et commerçants conservent encore une grande partie d'un pouvoir séculaire qu'ils ne sont pas prêts à céder. Ils sont organisés en association de commerçants, alors que les producteurs, eux, n'ont pas d'organisation qui les représente au sein du marché. Ils expriment également des plaintes et des résistances vis-à-vis des règles mises en place sur le marché (espace dédié aux producteurs, affichage des prix, instruments de mesure officiels) qui limitent leur action et donnent davantage de pouvoir aux producteurs. Cette résistance des acteurs dominants à un changement, qui remet officiellement en question l'ordre préétabli, est le signe que, même au sein des dispositifs de commercialisation conventionnels, il existerait un processus de reconnaissance des paysanneries, au moins dans les principes si ce n'est encore dans les faits.

Après nous être intéressée à l'EMMPA, initiative publique, centrale dans le territoire, qui réorganise la commercialisation traditionnelle des produits agricoles, intéressons-nous à présent à la présentation des diverses initiatives collectives de circuits alimentaires de proximité qui nous intéressent dans cette recherche, avant de rentrer plus précisément dans l'analyse des cas que nous avons choisi d'étudier.

1.2.2.3. De nombreuses initiatives collectives de circuits alimentaires de proximité et/ou alternatifs

1.2.2.3.1. Les diverses initiatives collectives de circuits alimentaires de proximité : une composante essentielle du contexte territorial

Dans ce qui suit, nous présentons un panorama des différents circuits alimentaires de proximité, alternatifs aux circuits conventionnels décrits ci-dessus. En effet, connaître les différents circuits de commercialisation dits « alternatifs » du territoire est un élément fondamental pour l'analyse des dispositifs que nous avons choisi d'étudier (paniers communautaires et ferias citoyennes). Non seulement l'existence de ces circuits alternatifs est un élément de contexte important pour caractériser le territoire-matrice, mais il existe par ailleurs tout un enchevêtrement de liens complexes entre les paniers communautaires, les ferias citoyennes, et les autres circuits alimentaires de proximité alternatifs aux circuits conventionnels. Ainsi, certains acteurs impliqués dans les ferias citoyennes et les paniers communautaires, ont également des liens avec d'autres dispositifs de commercialisation alternative. C'est le cas de certaines familles paysannes ou organisations de producteurs impliqués dans les ferias citoyennes et/ou les paniers communautaires, qui commercialisent également leurs produits dans des boutiques de produits paysans et/ou *via* les achats publics et/ou sur les marchés des paysans agroécologiques de la province. Certains acteurs publics, et

certaines ONG/fondations, impliqués dans les ferias citoyennes et/ou dans les paniers communautaires, accompagnent également, ou ont accompagné par le passé, des magasins de produits paysans, des marchés paysans agroécologiques, ou des dispositifs de vente de produits paysans *via* les achats publics.

1.2.2.3.2. Les boutiques de produits paysans

Il existe deux types de boutiques. Le premier type est celui des boutiques de produits paysans gérées par des ONG ou des fondations locales. Dans ce cas, les paysans, bénéficiaires de ces ONG ou de ces boutiques, ne sont pas impliqués dans la gestion du magasin. Le second type est celui du magasin *Camari*, une des cinq boutiques nationales du système de commercialisation solidaire du FEPP, une ONG équatorienne. Dans ce cas, les paysans fournissent individuellement ce magasin, on est dans le cas d'une vente individuelle à un intermédiaire. On notera que ces boutiques de produits paysans ne sont pas équivalentes aux magasins de producteurs en France, dans le sens où paysans ne sont pas de réelles parties-prenantes directes de ces boutiques.

1.2.2.3.2.1. Les boutiques de produits paysans gérées par des ONG et fondations locales

Il s'agit d'espaces, dans les locaux de ces ONG, d'exposition et vente de produits élaborés par les paysans bénéficiant de l'appui de ces ONG et/ou de produits issus de fermes expérimentales ou de démonstration que possèdent ces ONG. Nous en avons identifiés trois principales sur le territoire (Carte 8).

La première est celle de l'ONG locale ERPE³⁴⁴, située dans le centre de Riobamba. Adossée aux locaux de l'ONG, elle propose une quarantaine de produits différents (frais et transformés) dont 30% proviennent d'une vingtaine de paysans avec lesquels ERPE travaille, et 70% proviennent de la ferme que possède l'ONG ERPE dans le canton Chambo. Cette ferme biologique de 5 ha sert de lieu de formation (paysans et techniciens) et d'expérimentation (agriculture biologique). En plus de la boutique, ERPE organise également, une fois par semaine, une feria agroécologique où les paysans avec lesquels elle travaille viennent vendre directement leurs produits au consommateur urbain.

La seconde est celle de la fondation indigène ACT³⁴⁵, située dans la ville de Guamote, capitale du canton du même nom. Il s'agit d'un petit espace de vente, à l'intérieur des bureaux de la

³⁴⁴ *Escuelas Radiofónicas Populares del Ecuador* (Écoles Radiophoniques Populaires de l'Équateur). Cette ONG locale a été fondée en 1960 par Monseñor Leonidas Proaño, prêtre catholique emblématique à Chimborazo, célèbre dans tout le pays pour avoir travaillé et milité pour et parmi les indigènes, pour avoir impulsé la création des mouvements indigènes à Chimborazo et à l'échelle de la Sierra, et pour avoir créé plusieurs fondations locales (dont ERPE), qui fonctionnent toujours aujourd'hui. La fondation ERPE avait à l'époque pour objectif de contribuer à réduire les inégalités (éducation, santé, accès aux ressources...) entre ville et campagne grâce à des programmes d'éducation, de formation (technique, leadership...) à destination des paysans indigènes. Elle a par la suite diversifié ses activités, notamment vers l'appui à la production et à la commercialisation de produits agroécologiques.

³⁴⁵ La fondation ACT (*Ayllucunapac Causaimanta Tandari* en kichwa) est une fondation locale de développement gérée par des paysans indigènes, créée en 1999 à l'initiative d'une ONG jésuite locale, *Acción Integral Guamote* (Action Intégrale Guamote - AIG). AIG a été fondée dans les années 1970, et a beaucoup œuvré pour les paysans indigènes du canton de Guamote (accès à la terre, alphabétisation, éducation, santé, appui organisationnel, développement agricole et rural, commercialisation des produits agricoles).

fondation, qui propose quelques produits alimentaires (essentiellement des farines traditionnelles andines) et artisanaux. Depuis 2008, la fondation ACT possède, dans ses locaux à Guamote, son propre atelier de transformation de grains (céréales, légumineuses, quinoa). La boutique de la fondation ACT commercialise, auprès des habitants de la ville de Guamote, environ 20% des farines transformées sur place dans l'atelier de la fondation. Ces farines sont issues de la production de la soixantaine de producteurs des cantons de Guamote et Colta avec lesquels ACT travaille. Comme nous le verrons plus loin, ces farines sont également commercialisées *via* le panier communautaire Utopía. Dans le passé, elles étaient également vendues à la boutique *Camari* (voir plus bas) mais les quantités demandées étaient trop importantes pour pouvoir répondre à la demande. Les farines ont également été commercialisées sur la feria Macají, mais cela n'a pas duré non plus car il était difficile de vendre à la fois au panier communautaire Utopía et à la feria Macají, qui se tiennent le même jour.

Enfin, la troisième est celle de la fondation indigène CEDEIN³⁴⁶, située à Cajabamba, capitale du canton Colta. Cette fondation travaille avec une cinquantaine de communautés indigènes des cantons de Colta, Guamote et Riobamba. Comme déjà indiqué plus haut, CEDEIN accompagne certaines de ces communautés, dans le cadre d'un projet financé par une ONG canadienne, dans la production biologique, la transformation et la commercialisation d'herbes médicinales et aromatiques. La fondation possède un atelier de transformation dans ses locaux, et une partie des herbes médicinales est vendue sur place dans les locaux de la fondation, *via* l'entreprise *Huertos Eden*, entreprise créée par la fondation. CEDEIN travaille également avec les paysans d'autres communautés indigènes sur des projets de production agroécologique et de commercialisation solidaire en vente directe, de gestion durable des páramos et de tourisme communautaire. Parmi ces paysans, certains sont membres de la feria citoyenne Macají et du panier communautaire Utopía.

1.2.2.3.2.2. La boutique Camari, gérée par une ONG nationale

*Camari*³⁴⁷, créé en 1981, est le système de commercialisation solidaire du FEPP³⁴⁸, une fondation équatorienne de développement à destination des populations rurales et urbaines marginalisées, née en 1970 sous l'impulsion de l'Église. Au niveau national, *Camari* appuie 319 organisations paysannes de base et 29 organisations paysannes de second degré, soit près de 7800 familles de producteurs³⁴⁹. Les produits (agroalimentaires frais ou transformés, ainsi que quelques produits artisanaux) de ces organisations paysannes sont commercialisés dans les cinq boutiques *Camari* en Équateur, l'une d'entre elles étant localisée dans le centre de la ville de Riobamba (Carte 8). Cette boutique s'approvisionne au niveau national auprès d'organisations appuyées par le FEPP, mais également au niveau local (organisations paysannes et producteurs individuels). On y trouve par exemple du chocolat et des fromages *El Salinerito* (chapitre 2) en provenance de la province de Bolívar, et des tisanes de *Jambi Kiwa* de Chimborazo (voir plus

³⁴⁶ *Centro de Desarrollo Indígena* (Centre de Développement Indigène), créé en 1995.

³⁴⁷ En quechua, *camari* signifie « cadeau », « plaisir »

³⁴⁸ *Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio*

³⁴⁹ Source : rapport d'activités 2012 du FEPP

haut). Parmi les produits frais locaux, on retrouve notamment les produits d'un producteur de Guamote qui approvisionne le panier communautaire Utopía.

Par rapport aux quatre autres magasins *Camari* du pays, celui de Riobamba fonctionne à l'instar des autres, comme une boutique solidaire, mais également comme un supermarché, les deux tiers des produits étant des produits industriels transformés [Grupo Social FEPP, 2012]. Cela permet de rentabiliser l'entreprise en augmentant et en diversifiant la clientèle, attirée par le fait que l'on peut tout trouver au même endroit, comme dans un supermarché.

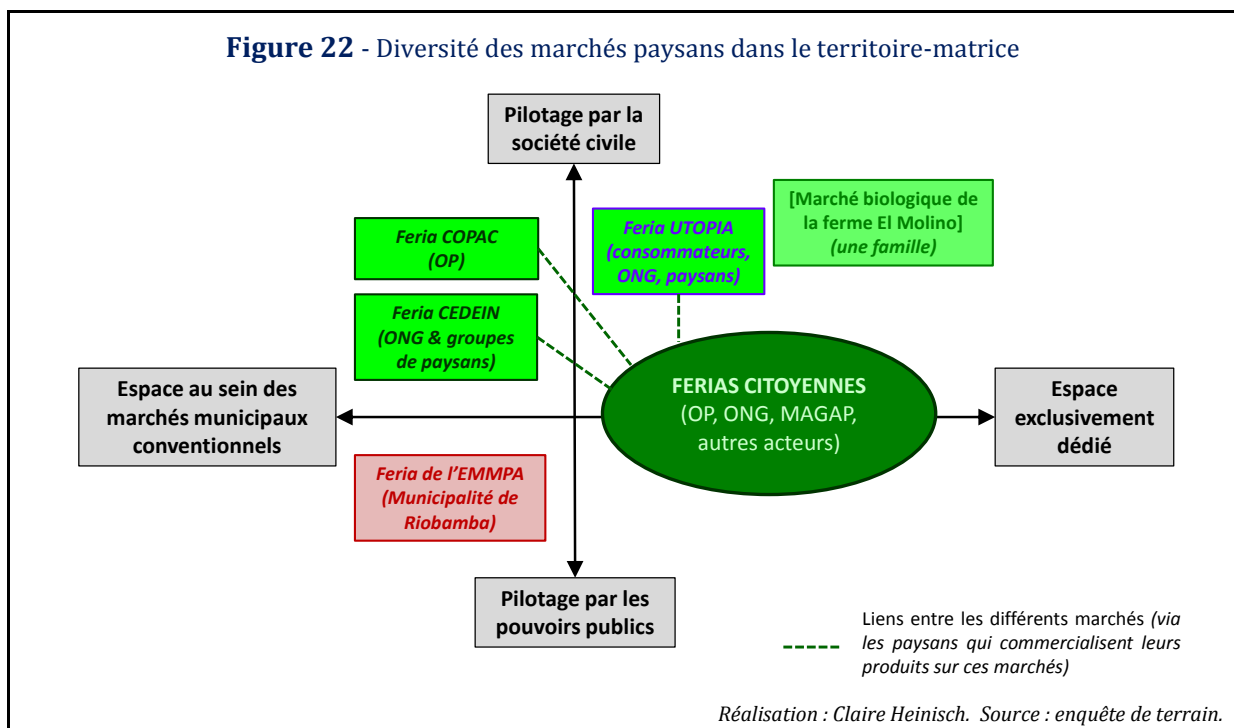
1.2.2.3.3. Les marchés paysans

Le diagnostic CIALCO [Chauveau & Taipe, 2010] appelle « marchés paysans » (*ferias campesinas*) des espaces où des familles paysannes vendent leurs produits directement au consommateur, à une fréquence déterminée (généralement une fois par semaine) et organisée. Il a dénombré 87 marchés paysans en Équateur en 2010. Les prémices des marchés de ce type émergent au début des années 2000, lorsque des petits groupes de paysans organisés réussissent à négocier des postes de vente directe de leurs produits, à l'intérieur même des marchés municipaux traditionnels. Aujourd'hui, ces petits espaces de vente directe au sein des marchés municipaux, dans lesquels des petits groupes de paysans organisés vendent leurs produits aux côtés de la grande majorité de commerçants, continuent de représenter la majorité des marchés paysans (environ 60% d'après le diagnostic CIALCO). Plus tard, vers le milieu des années 2000 puis de manière exponentielle depuis 2008, on voit apparaître en Équateur, souvent avec l'appui d'ONG et/ou de collectivités locales et/ou du ministère de l'agriculture (MAGAP), les premiers marchés paysans dans des espaces qui leur sont exclusivement dédiés. Si les *ferias* citoyennes constituent la sous-modalité principale de marchés paysans dans la province de Chimborazo, il existe aussi d'autres (Carte 8 et Figure 22).

L'un d'entre eux est la feria agroécologique de la COPAC (Corporation de Producteurs Agroécologiques de Cebadas) pilotée par une organisation de producteurs agroécologiques, qui se tient tous les dimanches au sein du marché municipal de la ville de Cebadas, capitale de la paroisse du même nom, dans le canton de Guamote. Un autre est la feria agroécologique de la fondation locale CEDEIN, qui se tient tous les dimanches sur le marché municipal indigène de Cajabamba (canton Colta). Un troisième est la feria agroécologique piloté par les consommateurs du panier communautaire Utopía et la fondation Utopía (ONG locale qui accompagne le panier Utopía) qui se tient un samedi sur deux en même temps que la distribution des paniers. On pourrait également ajouter à cette liste la feria de l'EMMPA organisée tous les vendredis, déjà mentionnée plus haut, où les producteurs de Chimborazo ont la possibilité, aux côtés des commerçants du marché de gros, de vendre directement leurs produits aux consommateurs. Enfin, on peut également mentionner un dernier marché un peu particulier, puisqu'il s'agit d'une initiative familiale, qui tient une place importante dans le paysage de l'agroécologie et des circuits alternatifs de commercialisation. Il s'agit d'un marché de produits biologiques certifiés, très connu et très prisé par les classes aisées de Riobamba (à la différence des autres marchés fréquentés plutôt par un public de classes populaires et moyennes), organisé tous les samedis sur le parking d'un hôtel situé dans le centre-ville, par une famille de hollandais installés depuis plus de trente ans en Équateur, et qui possède une ferme biologique de 13 ha dans le canton de

Guano. Le père travaillait anciennement pour Swissaid, qui a financé plusieurs projets de développement de l'agroécologie dans la province de Chimborazo, et fait à ce titre partie du réseau complexe des acteurs de l'agroécologie de Chimborazo d'Équateur.

Tous ces marchés paysans peuvent être classés selon leur mode de gouvernance, selon qu'ils sont gérés par la société civile (organisations paysannes et/ou ONG) ou par les pouvoirs publics, et selon qu'ils ont lieu sur un espace réservé au sein des marchés municipaux conventionnels ou sur un espace exclusivement dédié (Figure 22). Enfin, soulignons que nombreuses sont les familles paysannes qui commercialisent leurs produits sur plusieurs marchés. Ainsi, certains paysans membres de la COPAC, certains paysans accompagnés par la fondation CEDEIN, et certains paysans vendant leurs produits sur la feria Utopía, sont également membres d'une ou plusieurs ferias citoyennes.



1.2.2.3.4. Les systèmes de paniers dans la province de Chimborazo

Outre les paniers communautaires, d'autres formes de systèmes de paniers, d'origine institutionnelle, commencent tout récemment à se développer dans la province de Chimborazo. Pendant longtemps les paniers communautaires ont été les seuls types de systèmes de paniers existant dans la province de Chimborazo et plus généralement en Équateur. Au moment où nous avons démarré le travail de terrain, d'autres types de systèmes de paniers commençaient à voir le jour dans la province de Chimborazo. Ainsi, la Municipalité de Riobamba commençait à développer une offre de paniers hebdomadaires, en partenariat avec le marché de gros de Riobamba (EMMPA). Plus récemment, fin 2013, les services locaux du ministère de l'agriculture (MAGAP) de la province de Chimborazo ont développé une offre de paniers de produits issus de paysans locaux, en partenariat les paysans et les commerçants membres des ferias citoyennes de la ville.

2. CHRONIQUE DU DISPOSITIF Utopía - D'UNE INITIATIVE MICRO-LOCALE PORTÉE PAR DES CONSOMMATEURS URBAINS, À UNE ALLIANCE VILLE-CAMPAGNE PORTEUSE D'UN PROJET GLOBAL DE SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Avant de rentrer dans l'analyse de la trajectoire d'Utopía, commençons par quelques précisions de vocabulaire. Lorsque l'on parle d'Utopía, il est nécessaire de distinguer les nuances qui suivent.

Lorsque nous parlerons d'« Utopía », c'est en référence au **dispositif « Utopía » dans sa globalité**, auquel les acteurs parties-prenantes ont d'ailleurs donné un nom, qui est celui de **Mouvement Utopía** et qu'ils raccourcissent parfois en « Utopía ». Celui-ci est constitué d'un ensemble de composantes en interaction dynamique dans le temps et dans l'espace (cf. définition d'un dispositif de circuits alimentaires de proximité dans le chapitre 1), notamment une grande diversité d'acteurs (consommateurs, producteurs, ONG etc.).

Parmi ces composantes on trouve, entre autres,

- le « **panier communautaire Utopía** », **groupement d'achat de consommateurs** juridiquement reconnu depuis 2003,
- la « **fondation Utopía** », qui **accompagne le panier communautaire Utopía** depuis sa création (en 2000) à travers un appui technique, organisationnel et institutionnel,
- les « **producteurs Utopía** » (depuis 2003), c'est-à-dire les paysans agroécologiques qui approvisionnent le **panier communautaire Utopía**. Ces derniers ne sont pas membres du panier communautaire Utopía en tant qu'organisation, mais sont parties-prenantes du **Mouvement Utopía** et donc du **dispositif Utopía**.

Enfin, lorsque l'on parle de « **panier** », que ce soit nous-même ou bien les acteurs cités tout au long du texte, cela peut faire référence :

- à l'**organisation « panier communautaire Utopía »** en tant que telle (ex : « *les consommateurs du panier* »)
- à l'**objet physique** qu'est le panier de produits,
- au **moment** de constitution et de distribution des paniers (un samedi toutes les deux semaines), comme dans la phrase : « *No se olviden, ¡mañana hay canasta!* (« *N'oubliez pas, demain il y a panier!* »).

La trajectoire du panier communautaire Utopía se décompose en quatre grandes séquences. La première correspond aux **prémices** du dispositif Utopía, la deuxième à la **création** du dispositif Utopía. La troisième séquence correspond à une **longue période de bifurcation**, où seront redéfinies progressivement **toutes les composantes** du dispositif. Enfin, une quatrième séquence correspond au **renforcement** et à l'**essaimage** du dispositif

Dans les sous-paragraphes qui suivent, nous proposons de détailler chacune des séquences du dispositif selon la grille d'analyse présentée au chapitre 3. Le passage d'une séquence à une autre se fait par l'intermédiaire de plusieurs facteurs déclencheurs et/ou éléments facilitateurs, ceux-ci pouvant être internes ou externes au dispositif. Le **Tableau 32** est une synthèse de la trajectoire d'Utopía. Nous précisons dans ce tableau comment est organisé le découpage du présent paragraphe 2 consacré à l'analyse de la trajectoire du dispositif « Utopía ».

Tableau 32 - Résumé des séquences de la trajectoire du dispositif Utopía

	ACTEURS	ESPACES	DYNAMIQUES SOCIO-SPATIALES		PROJET		
			INTERNES	EXTERNES	VALEURS	DIMENSION ECONOMIQUE	
1987 2000	Panier Solidaridad Membres d'une communauté ecclésiale de base [25 familles]	Un quartier populaire de RIOBAMBA	Forte proximité communautaire	—	Solidarité au sein du groupe	Sécurité alimentaire (quantité et diversité à moindre coût)	} § 2.1.
TRANSITION : Crise économique équatorienne (2000) → 2 types de membres rejoignent l'initiative → Membres d'une ONG locale : Fondation Utopía => Activation de la proximité relationnelle (avec un membre de "Solidaridad") → Habitants de Riobamba => Activation de la proximité matérielle et de la proximité de médiation							
2000 2002	Panier communautaire Utopía Consommateurs urbains + membres de la Fondation Utopía [Jusqu'à 300 familles] Fondation Utopía : appui technique et organisationnel	Ville de RIOBAMBA	Proximité matérielle	—	Solidarité urbaine	Idem période précédente	} § 2.2.
TRANSITION → Idée d'acheter directement à des producteurs locaux, renforcée par une réflexion collective sur qualité (sanitaire, identitaire) des produits → Paysans agroécologiques locaux en recherche de débouchés adaptés → Rôle-clé d'un passeur de frontière (proximité de médiation)							
2000 2005	Idem période précédente [stabilisation autour de 100 familles]	Ville de RIOBAMBA	Proximité relationnelle et cognitive	TENTATIVE DE DEPLOIEMENT TERRITORIAL (urbain-rural) Activation de proximités géographiques & relationnelles avec des paysans agroécologiques locaux + PREMISES D'UN DEPLOIEMENT NATIONAL	Solidarité urbaine	Sécurité alimentaire (quantité, diversité, qualité à moindre coût)	} § 2.3.
→ ECHEC DE LA CONSTRUCTION DE PROXIMITES SOCIO-ECONOMIQUES DURABLES AVEC DES PAYSANS AGROECOLOGIQUES LOCAUX TRANSITION : visites de fermes = première étape vers la construction de relations durables entre des consommateurs urbains et des paysans → Construction progressive de proximités relationnelles et cognitives entre des consommateurs urbains et des paysans							
Depuis 2005	« Mouvement Utopía » ou « Famille Utopía » Panier communautaire Utopía Fondation Utopía Consommateurs Fondation	Ville de RIOBAMBA Niveau national Zones rurales de CHIMBORAZO (+ extérieur)	Fortes proximités relationnelles et cognitives	DEPLOIEMENT NATIONAL Mobilisation de proximités cognitives et relationnelles (+ géo temporaire) au niveau national avec d'autres groupes aux valeurs et projets similaires => incidence politique nationale	Souveraineté alimentaire Économie sociale et solidaire (solidarité urbain-rural et réciprocité entre producteurs et consommateurs) Agroécologie		} § 2.4.

2.1. Les prémices d'Utopía (1987 – 1999) : le panier Solidaridad, un projet de sécurité alimentaire et de solidarité communautaire d'inspiration religieuse

Utopía trouve son origine en 1987, dans un premier dispositif de panier communautaire, le premier créé en Équateur. À cette date, dans un quartier populaire du sud de la ville de Riobamba, le quartier *Primera Constituyente*, la Communauté Ecclésiale de Base (CEB) (Encadré 27) *Solidaridad* composée de 25 familles, inspirée par le miracle biblique de la reproduction des pains, met progressivement en place un projet de sécurité alimentaire et de renforcement de l'identité religieuse du groupe.

« [Mgr Proaño] nous a enseigné qu'il y avait un autre monde où les personnes sont utiles sans qu'elles aient besoin d'avoir beaucoup d'argent, en apprenant à voir avec d'autres yeux, **des yeux qui voient au-delà des intérêts personnels, qui voient les besoins collectifs afin que l'on puisse aller de l'avant tous ensemble.** [...] Et nous on s'est dit, **pourquoi est-ce qu'on ne ferait pas une proposition de vie plus collective, en présentant comment aurait été une communauté de base à l'époque de Jésus quand tout se partageait, que tout le monde contribuait pour couvrir les besoins de tous** » (Lupe Ruiz, fondatrice du panier *Solidaridad*, membre du panier Utopía)

Encadré 27 - Monseñor Leonidas Proaño et les communautés ecclésiales de base (CEB)

Monseñor Proaño (1910-1988) est un prêtre métis originaire de la Province d'Imbabura qui devient évêque de Riobamba en 1954. Baptisé « *Obispo de los Indios* » (« Évêque des Indiens », officiellement désigné ainsi par le Pape Jean-Paul II à la demande des peuples indigènes) ou parfois « *Obispo rojo* » (Évêque rouge, en référence au communisme), ce militant de la théologie de la libération³⁵⁰ est une figure de la province de Chimborazo. Il a été moteur dans le soutien et l'accompagnement des luttes indigènes et paysannes (luttes pour la terre et pour la reconnaissance sociale et politique des peuples indigènes), ainsi que dans le développement en faveur des paysans indigènes de la province de Chimborazo. Il était le prêtre catholique le plus célèbre pour avoir travaillé et milité pour et parmi les indigènes, et pour avoir créé plusieurs fondations qui continuent de fonctionner aujourd'hui [Yashar, 2005]. Il a créé notamment



Entrée de la *Casa Indígena* (Maison Indigène) de Riobamba. Au fond, un portrait de Monseñor Proaño portant un poncho indigène. Sous le portrait on lit « *Leonidas Proaño, Obispo de los Indios* ».

en 1960 la fondation ERPE³⁵¹, dont l'objectif est de contribuer à réduire les inégalités (éducation, santé, accès aux ressources...) entre ville et campagne, grâce à des programmes d'éducation et de formation, à destination des paysans indigènes. La radio d'ERPE a d'abord été un outil d'alphabétisation, puis de télé-éducation, et enfin d'éducation et communication populaire selon la formule « *Le peuple éduque le peuple* ».

En 1967, Monseñor Proaño impulse la création des CEB

dans le but d'assurer un minimum de vie religieuse, communautaire et de transmission de la foi, tant en milieu rural qu'urbain. Ces CEB avaient également pour objectif de permettre à leurs membres de se confronter de manière solidaire aux problèmes économiques et sociaux, en trouvant dans la bible l'inspiration et les moyens pour les résoudre. Tinel [2008, pp. 79-91] souligne que dans les CEB rurales et indigènes, cette lecture sociale, politique, et parfois même révolutionnaire de la bible, a conduit les communautés indigènes à s'organiser politiquement, encouragées par Leonidas Proaño qui fut le co-fondateur du MICH en 1982 (Encadré 28).

Plus de 25 ans après sa disparition Monseñor Proaño bénéficie toujours d'une grande popularité dans la province de Chimborazo, en particulier auprès des populations modestes et/ou militantes, de la population indigène et des personnes et organisations qui travaillent avec eux.

En reprenant l'idée d'un pique-nique collaboratif, qui avait été organisé pour les enfants du quartier, les mères de familles de la communauté, menées par Lupe Ruiz, une institutrice très active dans sa CEB, décident d'organiser une collecte d'argent afin d'acheter les aliments, toutes ensemble, en gros sur « *la plaza* »³⁵². Elles réalisent qu'en mutualisant l'argent et en s'organisant collectivement pour les achats de nourriture, elles multiplient leur pouvoir d'achat par quatre.

³⁵⁰ La théologie de la libération est un courant de pensée chrétien progressiste, devenu un mouvement social et politique visant à libérer les peuples de la pauvreté et de l'exploitation en renouant avec la tradition chrétienne de solidarité. Ce mouvement est né en Amérique Latine chez des missionnaires européens, confrontés aux conditions d'exploitation des peuples indigènes et noirs et aux conditions de vie difficiles des populations pauvres.

³⁵¹ *Escuelas Radiofónicas Populares del Ecuador*. Traduction : *Écoles Radiophoniques Populaires de l'Équateur*

³⁵² Littéralement « sur la place » = sur le marché.

« Quand nous sommes allées au marché, c'était impressionnant : la **nourriture s'était multipliée alors que nous, nous avions divisé l'argent** ! [...] Et pour ce panier, qui a été le tout premier panier, on a aussi acheté du poisson comme symbole du miracle de la reproduction des pains. [...] Et je crois que ça fait 25 ans que l'on reproduit ce miracle, c'est merveilleux non ? [...] **Et tout ça grâce à cette idée de rompre avec l'individualisme** [...] parce que Mgr Proaño nous avait enseigné ça. » (Lupe Ruiz, fondatrice du panier *Solidaridad*, membre du panier Utopía).

Ainsi alors qu'une famille dépensait en moyenne 500 sucres³⁵³ par semaine pour son alimentation, avec 250 sucres chaque famille a pu ainsi se nourrir pendant 2 semaines et, en outre, avec des produits plus diversifiés. Les familles membres de la CEB *Solidaridad* décident alors de reproduire toutes les deux semaines ce dispositif d'achat collectif de produits variés, et créent ainsi le panier communautaire *Solidaridad*.

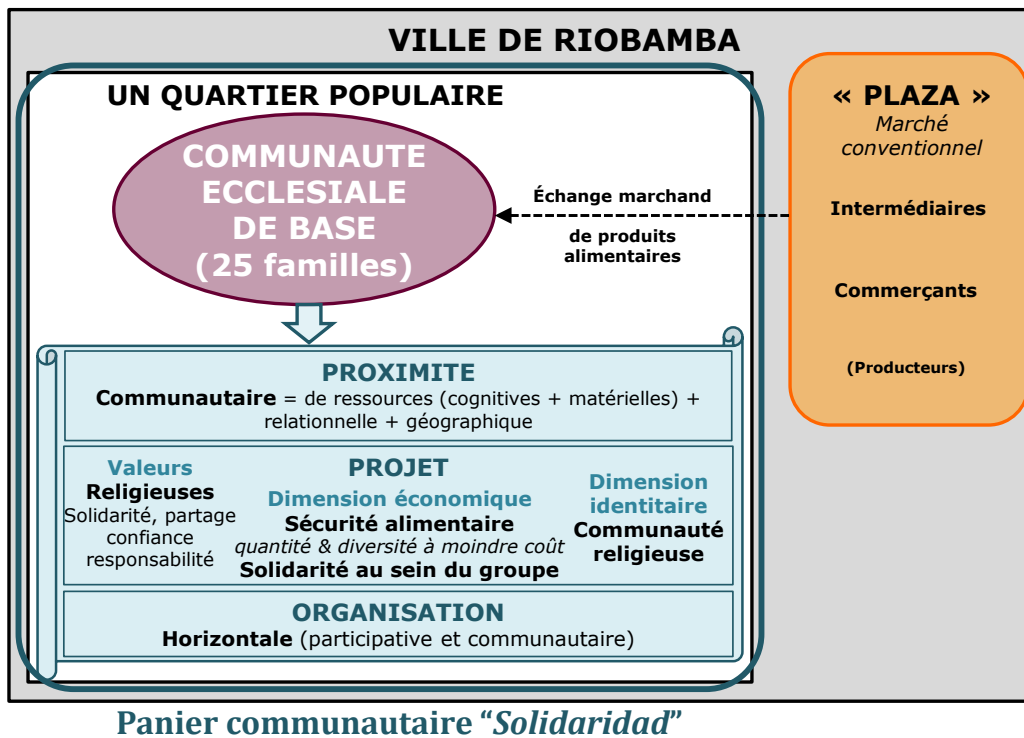
Ce projet de panier communautaire a pu émerger au sein d'un groupe qui, d'une part était déjà organisé collectivement depuis longtemps autour de valeurs et de principes d'origine religieuse (partage et solidarité) et, d'autre part, qui avait besoin d'atteindre un objectif d'accès à l'alimentation à moindre coût et de diversification alimentaire. Ainsi, c'est la forte proximité de ressources, à la fois cognitive (valeurs religieuses) et matérielle (familles ayant de faibles revenus), et plus généralement la forte proximité communautaire au sein de ce groupe, qui ont facilité l'émergence de ce panier communautaire et son organisation concrète. L'organisation était la suivante. Afin de favoriser la participation de tous les membres au dispositif, c'est un petit groupe de 4 ou 5 familles, différent à chaque quinzaine, qui se charge de l'achat des produits, puis de la confection et de la distribution des paniers aux autres membres de la CEB *Solidaridad*. Afin de faciliter la transparence et la confiance, ce petit groupe présente à chaque fois, aux autres membres, un petit rapport sur la liste et les prix de tout ce qui a été acheté et réparti entre les familles.

Pendant tout le temps de l'expérience du panier communautaire *Solidaridad*, les achats de produits alimentaires se font sur les marchés conventionnels, c'est-à-dire essentiellement auprès d'intermédiaires et de commerçants. Les relations avec les vendeurs sont ponctuelles et uniquement marchandes. À l'époque, la question de l'approvisionnement direct auprès de paysans locaux n'est pas envisagée. Il s'agit d'un projet de sécurité alimentaire et d'économie solidaire pour et par un groupe urbain.

Le dispositif de la canasta durera ainsi 12 ans, et s'essouffera en 1999-2000, lorsque plusieurs membres de la CEB *Solidaridad* commenceront à quitter le quartier. Le manque de proximité géographique commencera en effet à avoir progressivement raison du dispositif.

³⁵³ Le sucre était la monnaie équatorienne à l'époque. À la fin des années quatre-vingt-dix, l'Équateur connaît une importante crise bancaire et financière qui conduit, le 9 janvier 2000, sous la présidence de Jamil Mahuad Witt, à l'abandon de la monnaie nationale, le sucre, au profit du dollar américain (USD) au taux de 25 000 sucres pour 1 USD.

Figure 23 - Les prémices du dispositif Utopía : le panier communautaire *Solidaridad*, un projet de sécurité alimentaire et de solidarité communautaire (1987 → 1999/2000)



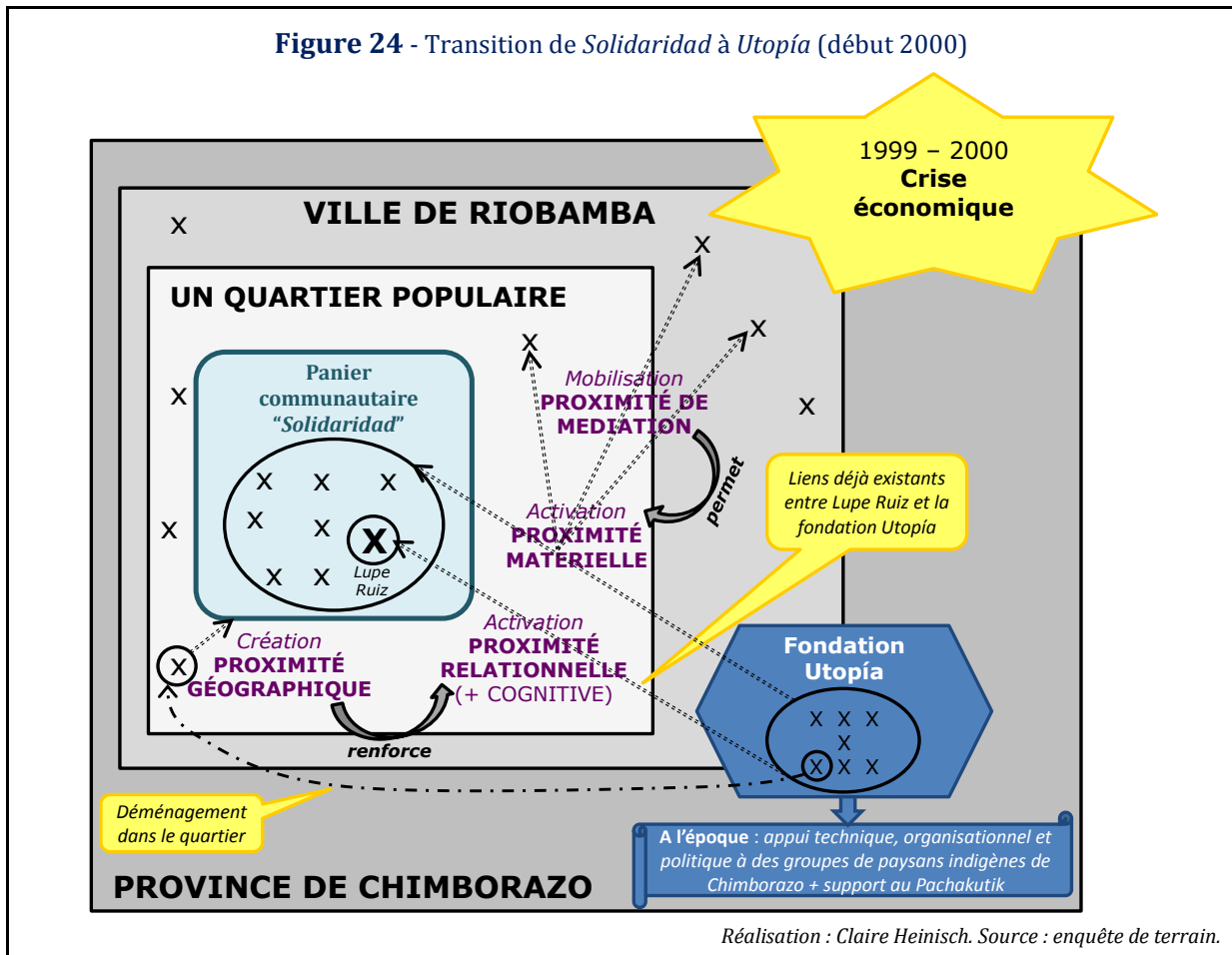
Réalisation : Claire Heimsch. Source : enquête de terrain.

2.2. De Solidaridad à Utopía (2000 – 2002/2003) : un projet de sécurité alimentaire et de solidarité urbaine d'inspiration sociale

2.2.1. La transition de Solidaridad à Utopía : la naissance du panier communautaire Utopía

La création du panier communautaire Utopía survient lorsque les sept membres d'une petite fondation locale, la fondation Utopía, décident de rejoindre et d'actualiser le panier communautaire *Solidaridad*. Ce passage de *Solidaridad* à Utopía sera d'une part la réponse à un évènement externe déclencheur, celui de la crise économique équatorienne de 1999-2000, et d'autre part la conséquence de deux éléments facilitateurs : (i) le déménagement d'un des membres de la fondation Utopía et sa famille dans le quartier *Primera Constituyente* et (ii) les relations antérieures déjà existantes entre Lupe Ruiz, la membre la plus active de la CEB *Solidaridad* en général et du panier *Solidaridad* en particulier, et la fondation Utopía (Figure 24). Cet élément déclencheur et ces évènements facilitateurs permettront la création et l'activation de différentes formes de proximité, conduisant à la création du panier communautaire Utopía.

Figure 24 - Transition de *Solidaridad* à *Utopía* (début 2000)



La fondation Utopía trouve son origine dans un mouvement politique, *Identidad Estudiantil* créé en 1995 par plusieurs groupes d'étudiants de l'université polytechnique de Chimborazo (ESPOCH), parmi lesquels « *ce petit groupe de personnes avec des rêves*³⁵⁴ », composé de trois étudiants en agronomie : Roberto Gortaire, Francisco Escobar et Victor Anguieta³⁵⁵. À la fin de leurs études, Roberto Gortaire et Francisco Escobar, qui souhaitent poursuivre les actions politiques menées à travers *Identidad Estudiantil*, se rapprochent de quelques membres du *Movimiento Indígena de Chimborazo* (MICH, voir Encadré 28) et créent la fondation Utopía en 1998. L'objectif de cette fondation était, à l'origine, d'être une ONG d'appui technique pour les paysans indigènes du MICH, et de permettre aux jeunes professionnels de la fondation Utopía d'avoir un revenu et de mener une activité correspondant à leurs souhaits et à leurs valeurs. À l'époque, la fondation Utopía est alors très liée au mouvement politique *Pachakutik* (chapitre 1 et Encadré 28), qui rassemblait une grande diversité d'acteurs ruraux indigènes (principalement liés à la CONAIE), et urbains métis. Dans la province de Chimborazo, les organisations de quartier, en particulier les CEB impulsées par Mgr Proaño (Encadré 27) ont été très mobilisées au sein du *Pachakutik*. C'est ainsi que les jeunes universitaires récemment diplômés d'Utopía, ont fait la connaissance de l'institutrice Lupe Ruiz, très engagée dans sa CEB *Solidaridad*, et qui s'était également liée au mouvement *Pachakutik*. Ainsi, grâce à la proximité relationnelle qui les

³⁵⁴ Victor Anguieta, entretien du 1^{er} juin 2012.

³⁵⁵ Nous reparlerons plus loin de Victor, un acteur-clé de la feria Macají. Voir notamment son portrait (Encadré 31)

liait à Lupe Ruiz, les membres de la fondation Utopía avaient entendu parler du panier communautaire *Solidaridad*.

Encadré 28 - Le mouvement indigène et le mouvement *Pachakutik* dans la province de Chimborazo

Le mouvement indigène était très important et très actif dans la province de Chimborazo, d'une part du fait d'une population indigène très importante en termes de poids démographique, et d'autre part parce qu'il bénéficiait (comme ailleurs en Équateur, voir chapitre 1) d'un appui important de l'Église et des partis communiste et social-chrétien. Ainsi, le diocèse de Riobamba, dirigé par Monseñor Proaño (Encadré 27), a joué un rôle important dans la formation du MICH, puis dans la formation d'ECUARUNARI, organisation qui regroupe les mouvements indigènes de la sierra [Yashar 2005]. Rappelons (chapitre 1) qu'ECUARUNARI est membre fondatrice (1986) de l'actuelle CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes de l'Équateur) composée des trois grandes fédérations indigènes régionales : ECUARUNARI (Sierra), CONFENAIE (Amazonía) et CONAICE (Costa).

Le Mouvement *Pachakutik* (chapitre 1) est une alliance créée en 1995 entre indigènes (la CONAIE en particulier) et une grande diversité de mouvements sociaux urbains, majoritairement métis (organisations écologistes, acteurs du secteur public, organisations citoyennes urbaines, universitaires...) mobilisés d'une part en faveur du renforcement de l'État - qui doit également être reconnu comme plurinational - et de la redistribution du pouvoir (décentralisation et démocratie participative), et d'autre part contre un modèle de développement néolibéral jugé néfaste [Massal, 2009].

A la fin des années quatre-vingt-dix, une série d'évènements majeurs, de diverses natures (écologique, financière, économique, sociale et politique), plongent l'Équateur dans une crise sans précédent dans l'histoire républicaine du pays [Acosta, 2006, p. 239], qui conduit en 2000 à la dollarisation totale de l'économie et à l'abandon de la monnaie nationale, le sucre, au profit du dollar américain. Cette crise économique, que la plupart des acteurs interrogés nomment « *crise de la dollarisation* », a plongé de nombreux équatoriens dans une grande précarité économique et sociale³⁵⁶, à laquelle les sept membres de la fondation Utopía n'ont pas échappé. Face à l'urgence économique, qui transparaît nettement dans leur discours, ils décident alors de reprendre l'idée du panier *Solidaridad* et, avec l'aide de Lupe Ruiz, de créer le panier communautaire Utopía.

« Il se trouve qu'en 2000, avec la dollarisation de l'économie et les crises politiques, le groupe Utopía était aussi en crise, sans argent et tout ça, et décide de voir quoi faire. Et donc en gros c'était un besoin du groupe, et on décide de former cette idée du panier communautaire comme idée de se rassembler entre les sept membres que nous étions à l'époque à Utopía, pour nous entraider un peu économiquement, parce qu'il n'y avait pas d'argent, on était en crise, la crise de la dollarisation et tout ça [...] oui, c'est sûr, avant on connaissait un peu ce qu'ils [les membres du panier Solidaridad] faisaient, mais on n'avait aucune idée du dimensionnement et du fonctionnement exact de tout ça, simplement que « ah oui, tiens, ils font ce truc du panier communautaire, ils achètent la nourriture ensemble et ça leur revient moins cher », et donc, maintenant que nous [les membres d'Utopía] on est en crise, pourquoi on n'essaierait pas de faire la même chose. » (Roberto Gortaire, panier Utopía et fondation Utopía).

³⁵⁶ Pour une synthèse de la crise équatorienne de la fin des années 90, qui a notamment conduit plus de trois cent mille équatoriens à quitter leur pays, lire le résumé qu'en fait Vaillant [2013, pp.153-158] dans sa thèse de doctorat.

Un élément facilitateur de la création du panier communautaire Utopía est l’emménagement d’un des membres de la fondation Utopía dans le quartier *Primera Constituyente*. Cet emménagement crée une proximité géographique avec les membres de *Solidaridad* et avec Lupe Ruiz en particulier, et renforce la proximité relationnelle des membres de la fondation Utopía avec cette dernière, leur permettant de mieux connaître l’expérience du panier *Solidaridad*. C’est ainsi que les sept membres de la fondation Utopía, animés d’un objectif de sécurité alimentaire rendu prioritaire du fait de la crise économique, décident, avec l’appui et l’expérience de Lupe Ruiz, de reprendre le panier communautaire *Solidaridad* en se joignant aux membres restants, avec lesquels ils partagent désormais une forte proximité de ressources matérielles, du fait de la crise, pour former un nouveau panier communautaire qu’ils renomment panier communautaire Utopía.

En ce qui concerne le projet de ce nouveau panier communautaire, les membres de la fondation Utopía ne partagent pas forcément la vision et l’identité très religieuse de *Solidaridad*. Toutefois, ils sont tout de même liés par une certaine proximité cognitive avec *Solidaridad* et avec Lupe Ruiz en particulier, ce qui facilitera leur action collective au sein du panier Utopía. En effet, ils se reconnaissent dans les valeurs de solidarité et de partage portées par *Solidaridad*, et dans le principe d’une organisation collective. Au-delà de l’utilité immédiate du panier communautaire en matière de sécurité alimentaire, ils voient dans ce dispositif, comme Lupe Ruiz, une proposition d’alternative au système capitaliste individualiste.

Le panier communautaire Utopía est donc créé début 2000. Immédiatement, les membres de la fondation Utopía cherchent à donner une autre dimension au dispositif. Ils promeuvent alors l’initiative dans toute la ville de Riobamba, *via* les moyens de communication (radio locale en particulier), ainsi que *via* chaque membre de la fondation Utopía qui joue le rôle de médiateur de l’initiative dans son propre quartier. Cette mobilisation stratégique de la proximité de médiation permet ainsi d’activer la proximité matérielle qui lie la plupart des habitants de la ville touchés par la crise économique. Plusieurs paniers communautaires sont ainsi créés dans divers quartiers de Riobamba. Toutefois, face au constat que chacun de ces paniers communautaires rassemble peu de familles et que Riobamba est une ville de taille suffisamment modeste pour permettre de mutualiser l’organisation, tous ces paniers sont rapidement rassemblés³⁵⁷ au sein du seul panier communautaire Utopía.

2.2.2. Le panier communautaire Utopía de 2000 à 2002-2003 : un objectif de sécurité alimentaire inscrit dans un projet de mouvement social urbain

Quelques mois après sa création, le panier communautaire Utopía rassemble près de 300 familles, issues de toute la ville de Riobamba. Progressivement, la fondation Utopía abandonne ses actions initiales d’appui technique et politique au mouvement indigène de Chimborazo et au *Pachakutik*, pour se consacrer entièrement à l’appui matériel et organisationnel du panier

³⁵⁷ Un seul panier communautaire (autre que le panier communautaire Utopía) a subsisté à Riobamba : il s’agit du panier *Fe y Justicia* (une de nos études de cas secondaire). Ce panier communautaire a, aujourd’hui encore, un fonctionnement très analogue à celui du panier communautaire *Solidaridad*. Il rassemble neuf familles unies principalement par des valeurs religieuses, et qui s’approvisionnent sur le marché de gros de Riobamba.

communautaire Utopía, qui deviendra un « *mouvement social urbain* »³⁵⁸ autonome. Ce changement d'orientation de la fondation Utopía provoquera le départ de certains de ses membres fondateurs qui souhaitent voir le panier communautaire Utopía servir d'organisation urbaine supportant politiquement le *Pachakutik*.

L'appui de la fondation Utopía au panier communautaire Utopía sera également institutionnel. Ainsi, à la demande des familles, la fondation aidera le panier communautaire Utopía à être juridiquement reconnu, en 2002, comme organisation de défense des consommateurs. Plus généralement, la fondation Utopía mettra à disposition du panier communautaire Utopía son réseau institutionnel déjà existant, ce qui dotera le dispositif Utopía de ressources relationnelles susceptibles d'être activées si nécessaire.

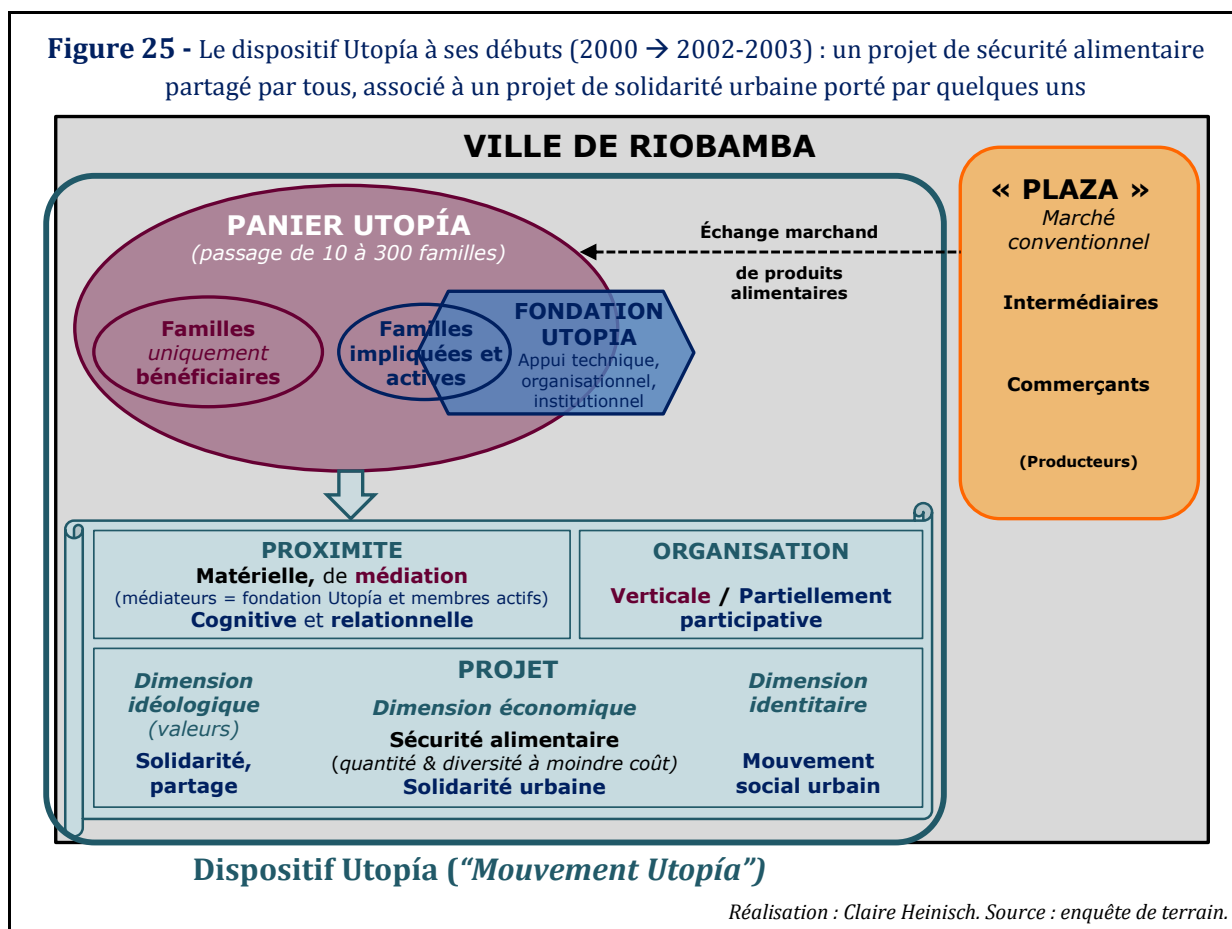
Jusqu'en 2002-2003, les actions du panier communautaire Utopía demeurent sensiblement les mêmes que celui du panier communautaire *Solidaridad*. Elles consistent en la préparation et distribution, toutes les deux semaines, de paniers composés de produits achetés en gros sur le marché conventionnel, et répartis équitablement entre les familles³⁵⁹. Comme à l'époque de *Solidaridad*, ces actions sont une réponse à un objectif de sécurité alimentaire, c'est-à-dire un objectif d'accès de produits alimentaires, en quantité et en diversité, et à moindre coût. Ce projet de sécurité alimentaire est partagé par tous les membres du panier communautaire Utopía, qui, liés par une forte proximité matérielle, ont rejoint le dispositif par nécessité économique. Quant aux valeurs de solidarité et de partage qui étaient portées par *Solidaridad*, elles subsistent, mais de manière différente et plus ténue. En effet, le dispositif ne porte plus un projet de solidarité communautaire porté par un petit groupe dont les membres sont très liés par des valeurs religieuses, mais porte désormais un projet de solidarité urbaine, porté par un groupe beaucoup plus hétérogène dont les membres partagent des valeurs d'inspiration sociale. En outre, ce projet de solidarité urbaine n'est pas forcément partagé par tous les membres du dispositif. En effet, beaucoup de familles considèrent le panier bimensuel comme un service fourni par la fondation Utopía, dont les effectifs ont été renforcés en 2001 avec l'arrivée de Paty Jacome (secrétaire) et Cecilia Yungán (comptable), si bien que leur participation au dispositif se limite au retrait et au paiement du panier toutes les deux semaines. De fait, seul un petit groupe de familles est réellement impliqué dans le dispositif, tant dans sa partie organisationnelle (achats des produits, confection et distribution des paniers) que dans son projet identitaire de « *mouvement social urbain* ». Ce petit groupe est composé des membres de la fondation Utopía, de Lupe Ruiz et de quelques autres familles animées d'une forte volonté de participer au dispositif. Ainsi, alors que le panier *Solidaridad* fonctionnait de manière horizontale, participative et auto-organisée, le panier communautaire Utopía s'est organisé de manière plus verticale selon un processus de « descendance institutionnelle ». C'est en effet la fondation Utopía qui a enrôlé les habitants de Riobamba, et encouragé la création d'un dispositif de type associatif, et non les habitants de Riobamba qui se sont spontanément organisés en panier communautaire. Ainsi, aux débuts d'Utopía, si toutes les parties-prenantes se retrouvent dans le projet de sécurité alimentaire mis en œuvre à travers des achats en gros de denrées

³⁵⁸ C'est le terme exact utilisé dans les discours de plusieurs acteurs-clé du dispositif Utopía

³⁵⁹ Au moment de la création du panier communautaire Utopía, le prix du panier a été fixé à 5 USD ; il s'élève aujourd'hui à 12,50 USD.

alimentaires, grâce à une mutualisation des ressources financières, c'est la fondation Utopía qui assume, quasiment seule, avec les quelques familles impliquées et actives, toute l'organisation ainsi que la réflexion sur les dimensions du projet autres que celle de la sécurité alimentaire.

En conclusion, malgré la forte implication d'un petit noyau de personnes fortement engagées dans le dispositif, en 2002-2003, le projet collectif d'Utopía et l'organisation de ce groupe hétérogène récemment formé, et au sein duquel le degré de proximité relationnelle (interconnaissance) et cognitive (partage de valeurs) est peu élevé (sauf entre les membres de la fondation Utopía et les quelques membres actifs), demeurent encore à construire.



2.3. Une longue période de bifurcation (2002-2005) : nouvelles parties-prenantes (les paysans), nouveaux espaces (le rural), construction progressive du projet et de la gouvernance, et prémices d'un déploiement territorial et national.

La période 2002-2005 est une période de grands changements pour Utopía, puisque c'est au cours de cette période que le projet porté par le dispositif, ainsi que son organisation concrète, vont se construire progressivement. Utopía verra évoluer son organisation (mode de gouvernance et mode de participation), et de nouveaux acteurs (les paysans) et de nouveaux espaces (le rural) vont progressivement intégrer le dispositif. C'est également à cette période qu'Utopía commencera à s'essaimer et se déployer.

2.3.1. Changements dans les modalités de participation des acteurs et dans la gouvernance d'Utopía

2.3.1.1. La traduction pratique du projet de solidarité urbaine et d'économie sociale : l'instauration du travail communautaire ou de la minga urbaine

En 2003, les membres d'Utopía, sous l'impulsion de la fondation Utopía, décident de favoriser la participation de tous dans le dispositif, en instaurant le principe du travail communautaire ou *minga* urbaine. Chaque consommateur ou chaque famille membre du panier Utopía s'engage à participer régulièrement à la confection et à la distribution des paniers le samedi matin. Le travail communautaire, selon les principes anciens et toujours en vigueur de la *minga* pratiquée régulièrement dans les communautés rurales (chapitre 1), est obligatoire, et est resté en vigueur jusqu'à aujourd'hui (Photo 18).

Photo 18 - Travail communautaire ou *minga* urbaine pour la préparation des paniers



Ce changement dans les modalités de participation au dispositif avait deux objectifs principaux. L'un était de créer et renforcer la proximité relationnelle au sein d'Utopía, en favorisant des interactions plus fréquentes entre membres du dispositif, le travail communautaire démarrant à 6h du matin, et s'achevant en fin de matinée lorsque tous les paniers ont été distribués. L'autre était de favoriser, grâce à ces interactions régulières entre membres et aux processus d'apprentissages qui en découlent, la proximité cognitive entre tous les membres d'Utopía, c'est-à-dire l'union autour de valeurs de solidarité et de partage destinées à être portées par tous les membres du dispositif.

L'instauration de règles de participation a eu pour effet la chute du nombre de familles participant au panier Utopía, passé en quelques semaines de 300 à 50. En effet, ces nouvelles règles ne convenaient pas aux familles qui souhaitaient simplement bénéficier du service fourni par Utopía, c'est-à-dire un accès à moindre coût à des produits alimentaires en quantité et en diversité, sans devoir adhérer en pratique aux valeurs portées par le dispositif, désormais explicitement traduites à travers l'instauration du travail communautaire.

Soulignons que ce principe du travail communautaire, même s'il n'était pas nommé en tant que tel, existait déjà de manière informelle dans le panier *Solidaridad*. En effet, la taille relativement restreinte du groupe de familles membres du panier *Solidaridad*, ainsi que l'habitude que chacun avait du fonctionnement en collectif, du fait de leur appartenance à leur CEB, a rendu automatique la participation de tous à l'organisation. Le panier *Solidaridad*, en

effet, a été créé au sein d'une communauté qui était déjà constituée et structurée autour de principes d'organisation et d'un projet communs, portés essentiellement par des valeurs de solidarité et de partage, de nature religieuse et morale. Utopía, contrairement au panier *Solidaridad*, a dû définir et construire son projet, ainsi que les règles qui l'accompagnent, au sein d'un collectif d'acteurs très hétérogènes qui n'intégraient pas tous le dispositif pour les mêmes raisons. Si la sécurité alimentaire était le plus petit dénominateur commun, le projet de solidarité urbaine et d'économie solidaire, théorique au départ, mais qu'il s'est avéré nécessaire de traduire dans une organisation concrète, n'était clair et n'était porté que par le « noyau dur » d'Utopía. Pour les autres membres, qui représentaient la majorité des consommateurs du dispositif, c'était loin d'être évident, d'autant plus que le nombre de participants au dispositif avait crû très rapidement peu de temps après la création du panier communautaire Utopía. Cette augmentation, à la fois très forte et très rapide, rendait de plus en plus difficile une adhésion de tous à des règles qui étaient alors tacites et qui découlaient de valeurs implicites, supposées partagées par tous. Lorsqu'Utopía a voulu formaliser son projet collectif en instaurant la règle du travail communautaire, un grand nombre de familles, pour lesquelles Utopía était seulement un moyen d'atteindre leur objectif individuel de sécurité alimentaire, et non un projet collectif de partage et de solidarité qui supposait une implication plus importante, se sont alors retirées du dispositif, si bien que seules 50 des 300 familles demeureront membres d'Utopía.

Encadré 29 - Une autre traduction pratique du projet d'économie sociale et de solidarité urbaine : les « caisses communautaires »

C'est à cette période que se mettent en place au sein d'Utopía des « caisses communautaires », qui fonctionnent toujours aujourd'hui. À l'époque, la grande majorité des familles d'Utopía sont issues des classes populaires. Quant aux autres familles, comme la plupart des équatoriens, elles ont subi de plein fouet la crise économique du début des années 2000. Tous les membres d'Utopía sont ainsi liés par une forte proximité matérielle, qui est la raison même de la création du panier communautaire Utopía, pour des raisons immédiates de sécurité alimentaire. Mais si, pour les classes populaires et pour les autres victimes de la crise économique, l'accès à l'alimentation est limité, c'est aussi le cas de l'accès au crédit. Ainsi, les caisses communautaires sont une alternative aux crédits classiques, peu accessibles à la plupart des membres d'Utopía, par manque de garanties, et en raison de taux d'intérêts élevés. Elles s'apparentent à un système de microcrédit, permettant aux familles membres, qui approvisionnent toutes la caisse régulièrement, d'obtenir en cas de besoin un prêt à taux zéro. Toutes ces caisses communautaires, qui rassemblent les familles membres d'Utopía habitant dans un même quartier, sont informelles. Chaque groupe élabore collectivement, *via* une assemblée générale mensuelle, sa propre organisation et ses propres règles, avec l'accompagnement de la fondation Utopía.

2.3.1.2. *Changements dans la gouvernance d'Utopía : vers une organisation plus horizontale*

C'est au cours de cette même période qu'un autre changement organisationnel survient dans le dispositif. Malgré l'instauration du travail communautaire, la participation de tous les membres d'Utopía dans le dispositif demeurait encore limitée. En effet, la coordination du travail communautaire était toujours assurée par les membres de la fondation Utopía. En outre, les membres du dispositif vont prendre conscience que la participation est limitée du fait de l'organisation associative classique du panier Utopía, dirigée par un président. Selon la plupart

des membres actifs d'Utopía, cette organisation verticale limitait la participation, du fait de la tendance à se reposer sur un président qui prend toutes les décisions.

Par conséquent, en 2005, Utopía choisit d'adopter une organisation horizontale en créant le « groupe zéro ». Il s'agit d'un groupe composé de neuf consommateurs du panier communautaire Utopía, qui prend en charge pendant trois mois l'organisation d'Utopía. À l'issue des trois mois, ce sont neuf nouveaux consommateurs qui prennent le relais. Il s'agit donc d'un fonctionnement rotatif, qui donne l'opportunité à tous les consommateurs du panier Utopía de participer à la coordination du dispositif, ce qui favorise les processus d'apprentissage quant à l'appropriation et la mise en œuvre du projet porté par le dispositif, et par conséquent la construction et le renforcement des proximités relationnelles et cognitives au sein des membres.

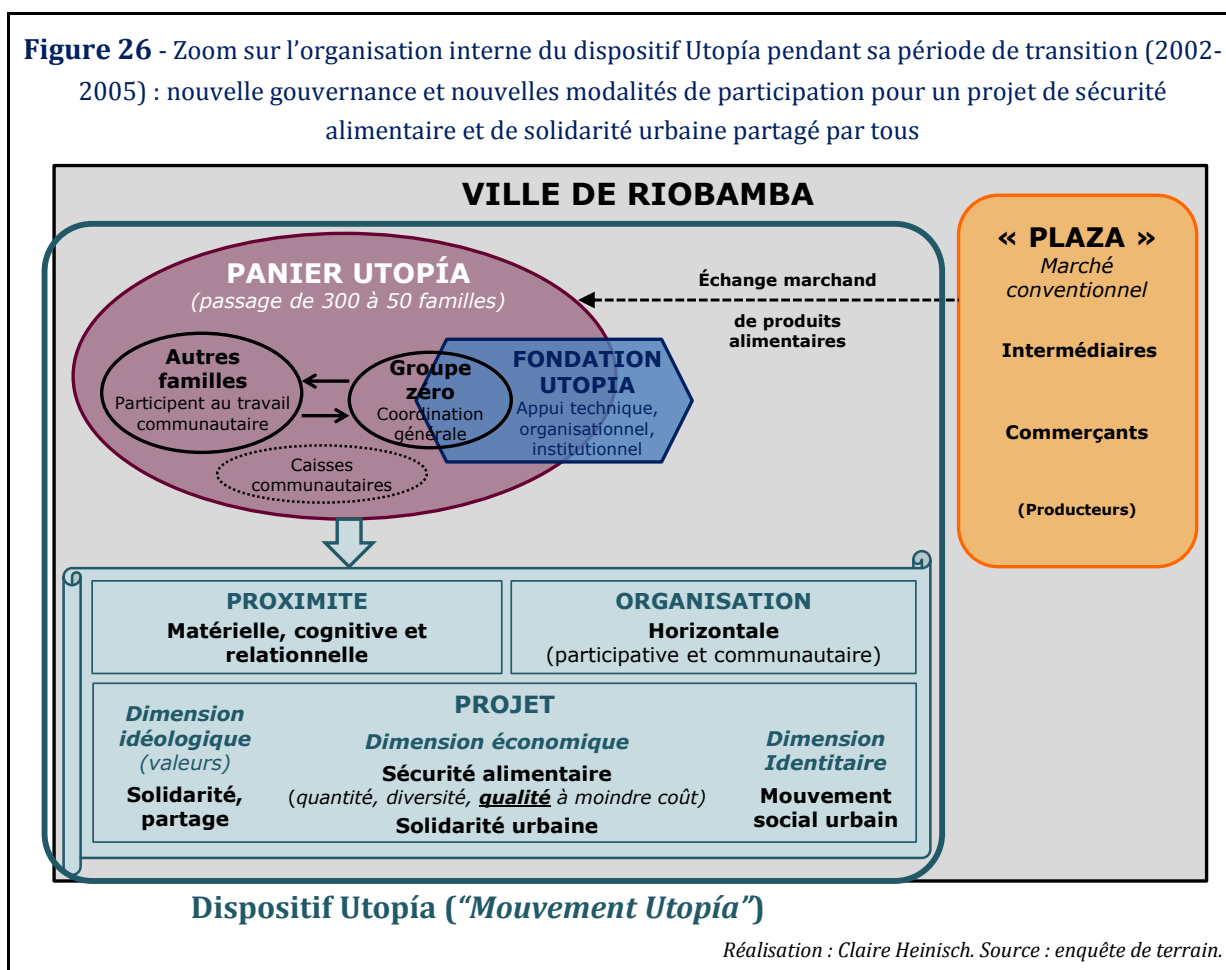
Le « groupe zéro », qui existe toujours dans le fonctionnement actuel d'Utopía, est donc en charge de l'organisation du panier Utopía (achats sur le marché, liens avec les producteurs, coordination du travail communautaire etc.) mais également de la vie du dispositif Utopía (organisation des assemblées générales du panier communautaire Utopía, organisation d'ateliers thématiques de discussion, de débats, de formations à destination des membres d'Utopía, accueil de groupes qui souhaitent découvrir l'expérience etc.). Il est pour cela accompagné par la fondation Utopía d'un point de vue organisationnel. Contrairement au travail communautaire qui, lui, est obligatoire, la participation au groupe zéro se fait sur la base du volontariat. Aussi, dans les faits, ce sont souvent les mêmes personnes que l'on retrouve dans ce groupe zéro, c'est-à-dire la quinzaine de consommateurs fortement impliqués dans le dispositif, et les membres de la fondation Utopía³⁶⁰.

En conclusion quant à l'évolution de la gouvernance et des règles de participation au dispositif (Figure 26), on retiendra que l'instauration du « groupe zéro » n'a finalement pas changé grand-chose sur le fait qu'il existe un groupe de consommateurs plus impliqués que les autres. Ce groupe est composé des membres de la fondation Utopía et de dix à quinze familles fortement engagées dans le dispositif. En revanche, grâce à l'instauration officielle et obligatoire du travail communautaire, qui formalise dans la pratique le projet d'économie sociale et de solidarité urbaine porté par le dispositif, il y a désormais une plus grande proximité cognitive au sein du dispositif. En effet, dans la période précédente, nombreuses étaient les familles qui participaient au dispositif uniquement pour des raisons de sécurité alimentaire, afin de bénéficier d'un service de distribution de paniers. Ces familles-là ont quitté le dispositif lorsque celui-ci s'est doté d'une organisation concrète et de règles de participation, qui traduisaient en pratique le projet d'économie sociale et solidaire qu'il voulait porter. La grande majorité des familles restantes, même si elles ne participent pas toutes au « groupe zéro », sont celles qui partagent également ce projet et qui l'expriment *via* leur participation au travail communautaire. Quant à la minorité restante, certaines familles peuvent adopter un comportement de passager clandestin en ne participant jamais au travail communautaire, tandis que, pour d'autres, le consentement à participer au travail communautaire peut être simplement

³⁶⁰ Rappelons que les membres de la fondation Utopía sont également tous consommateurs du panier Utopía, et qu'à ce titre, ils peuvent faire partie du « groupe zéro ». Les membres de la fondation ont ainsi une double casquette, si bien qu'il est parfois difficile de les situer individuellement au sein du collectif formé par les acteurs du dispositif.

dû à l'acceptation du prix à payer pour bénéficier du panier de produits, et non à une adhésion aux valeurs de solidarité et de partage portées par Utopía. Néanmoins, même si nous n'avons pas fait d'analyse systématique du comportement et des motivations des consommateurs d'Utopía, nous pensons toutefois que cette catégorie de consommateurs représente une minorité, dans la mesure où le travail communautaire exige une présence de 6h du matin à 14h un samedi tous les deux à trois mois environ. Par ailleurs, même si, au départ, la participation au travail communautaire peut n'être que l'expression d'un calcul coût-bénéfice selon une rationalité exclusivement économique, les interactions avec les autres membres d'Utopía au cours des sessions de travail communautaire peuvent générer des réflexions et des apprentissages, conduisant à créer et renforcer l'adhésion au projet d'Utopía.

Figure 26 - Zoom sur l'organisation interne du dispositif Utopía pendant sa période de transition (2002-2005) : nouvelle gouvernance et nouvelles modalités de participation pour un projet de sécurité alimentaire et de solidarité urbaine partagé par tous



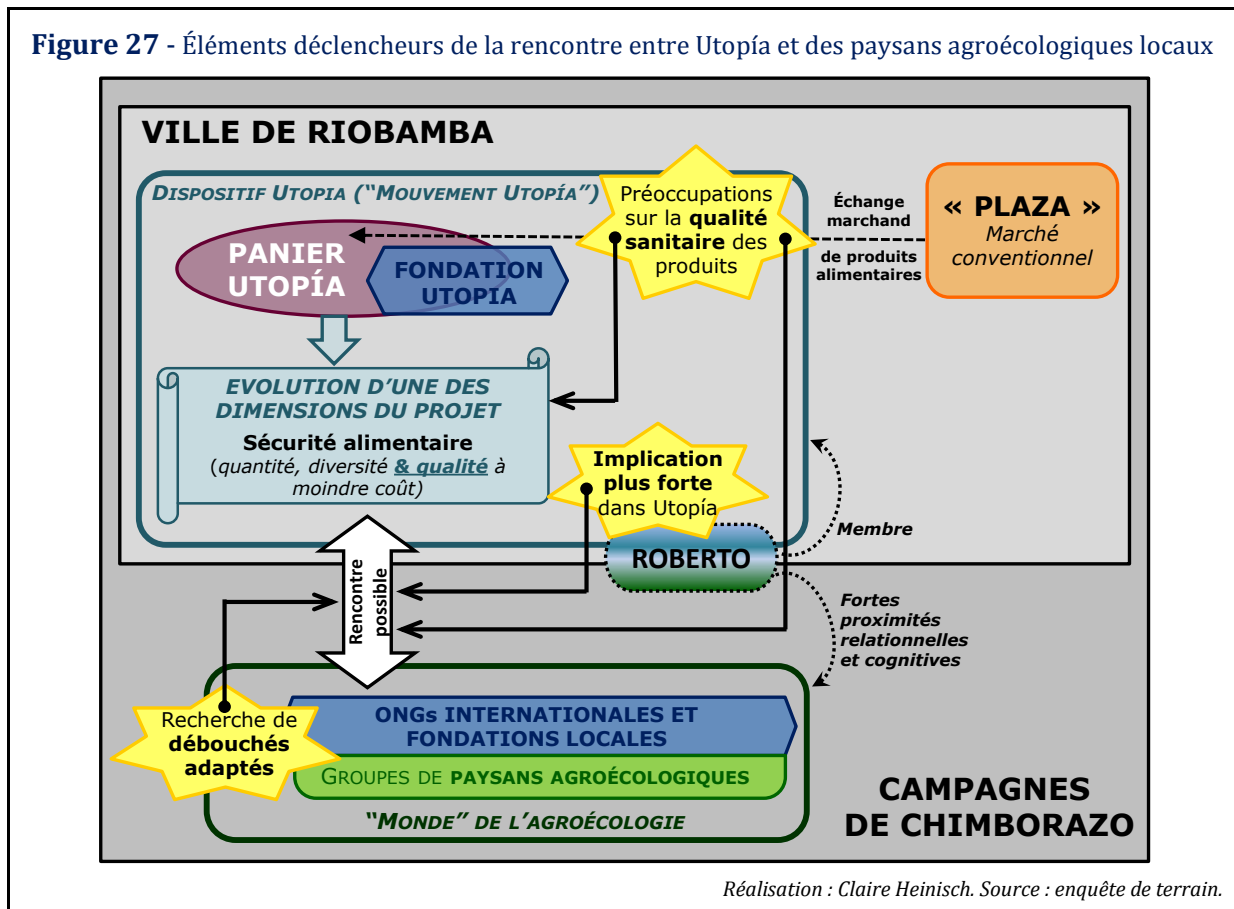
2.3.2. Un changement majeur pour Utopía : l'intégration progressive de paysans agroécologiques dans le dispositif

2.3.2.1. Les éléments déclencheurs

La période 2002-2005 va être le moment où Utopía, dispositif urbain de sécurité alimentaire et de solidarité pour et par les consommateurs de Riobamba, va se tourner vers le monde rural et vers les paysans agroécologiques locaux. Ce changement radical dans les acteurs, les espaces

et le projet d'Utopía, a eu lieu sous l'influence de trois principaux facteurs simultanés qui vont se rencontrer et se renforcer mutuellement (Figure 27).

Figure 27 - Éléments déclencheurs de la rencontre entre Utopía et des paysans agroécologiques locaux



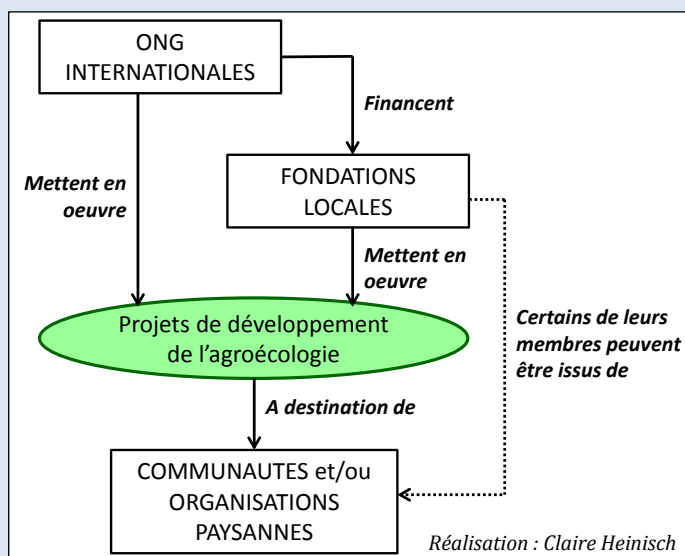
Les deux premiers facteurs déclencheurs vont survenir l'un du côté des producteurs, l'autre du côté des consommateurs. Du côté des paysans agroécologiques, accompagnés par des ONG locales et internationales de développement, commençait à apparaître la nécessité de trouver des débouchés adaptés, alternatifs aux marchés conventionnels, pour une production agroécologique et diversifiée. Du côté des consommateurs urbains d'Utopía, démarrait une réflexion nouvelle sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits composant le panier, ce qui va conduire à faire évoluer le projet d'Utopía : le projet de sécurité alimentaire fondé sur la quantité et la diversité à moindre coût, va être complété par un objectif de qualité. Enfin, le troisième facteur, qui va permettre aux deux premiers de se rencontrer, va être l'implication plus importante dans le dispositif d'un membre de la fondation Utopía, Roberto Gortaire, qui, jusqu'à présent, ne s'était pas encore beaucoup engagé dans le dispositif, du fait de ses nombreuses activités ailleurs. Ce dernier, un des « acteurs-clé » mentionnés en introduction de ce paragraphe, va jouer le rôle de passeur de frontières entre monde urbain et monde rural, en activant ses réseaux et les proximités géographiques et relationnelles qu'il a avec les ONG de développement et les paysans agroécologiques de Chimborazo. Ces trois facteurs, qui ont émergé de manière simultanée, et c'est ce qui a permis qu'ils se rencontrent, sont analysés dans ce qui suit.

2.3.2.1.1. Côté rural : la nécessité croissante pour les producteurs de trouver des débouchés adaptés pour une production agroécologique diversifiée.

Jusqu'au début des années 2000, le « monde agroécologique », sur le terrain, était composé d'ONG de développement internationales, et de petites fondations locales étroitement liées à des groupes de paysans très localisés. Sur le territoire-matrice, les fondations locales impliquées dans le développement de l'agroécologie sont les suivantes (voir plus haut et Carte 8) : la fondation CEDEIN localisée à Cajabamba et qui travaille avec une trentaine de communautés indigènes des cantons de Colta, Guamote et Riobamba ; la fondation ACT, localisée à Guamote et qui travaille avec des communautés indigènes du canton de Guamote ; la fondation Chuquirahua, localisée à Riobamba et qui travaille avec des communautés indigènes de la paroisse de Cebadas, canton Guamote. Ces différents acteurs du développement mettent en œuvre, directement ou indirectement (Encadré 30), des projets de développement de l'agroécologie auprès des communautés et/ou d'organisations paysannes, indigènes dans la très grande majorité des cas.

Encadré 30 - ONG internationales et fondations locales du « monde de l'agroécologie » sur le territoire-matrice : rôle, fonctionnement et articulation

Les fondations locales fonctionnent de deux manières différentes. Dans un premier cas, à l'instar des ONG internationales, elles ont une équipe de techniciens, la plupart du temps extérieurs au territoire et au monde paysan, qui accompagnent les communautés et/ou les organisations paysannes sur le terrain. C'est le cas de la fondation Chuquirahua. Dans un deuxième cas, leur équipe est composée tout ou partie



de « promoteurs » c'est-à-dire des paysans formés à l'accompagnement et issus des communautés qui sont accompagnées par la fondation. La création de ces fondations peut-être initiée par les paysans eux-mêmes, c'est le cas de CEDEIN, ou bien elle peut être impulsée par une ONG, c'est le cas d'ACT qui a été impulsée par une ONG jésuite. Dans tous les cas, ces fondations locales mettent en œuvre des projets de développement financés par la coopération internationale, notamment par les ONG internationales citées ci-dessus. Ces ONG internationales peuvent également financer directement des projets auprès

des communautés et organisations paysannes, sans passer par les fondations locales.

En Équateur en général et dans la province de Chimborazo en particulier, les ONG internationales ont eu un rôle précurseur et prépondérant dans le développement de l'agroécologie. Au niveau institutionnel, cela s'est traduit par la création de la CEA (Coordination Équatorienne d'Agroécologie), réseau national créé en 1990 (reconnue juridiquement en 2000) par des ONG et des personnes physiques (universitaires etc.) qui souhaitaient aborder les questions agraires selon une approche agroécologique. Ce réseau a été progressivement rejoint par des organisations paysannes et des établissements d'enseignement supérieur. Sur le terrain, le rôle des ONG internationales dans le développement de l'agroécologie s'est traduit au départ par l'accompagnement direct ou indirect (via le financement des fondations locales) de

la production agroécologique dans un objectif prioritaire d'autonomie alimentaire et d'amélioration de la nutrition des familles paysannes, puis, plus tard, à partir du milieu des années 2000, par l'accompagnement de projet de commercialisation alternative en circuits courts. Diego*, paysan de la communauté San Martín dans le canton Colta, et technicien de la fondation CEDEIN, raconte ainsi le rôle des ONG internationales :

« Au départ, ce qui a fait que nous avons changé nos systèmes... enfin, **l'idée de l'agroécologie, en tout premier, est venue des ONG** [internationales], surtout *World Neighbours* et *Heifer*. Ils ont organisé des ateliers, ils nous ont sensibilisés, et ils nous ont fait remarquer qu'avec la production conventionnelle on était en train de tout détruire [...] C'est clair qu'on n'a pas changé du jour au lendemain, ça a été tout un processus. » (Diego*, paysan et technicien de CEDEIN).

« Sans aucun doute, **Swissaid, est pour moi le référent-clé de l'agroécologie en Équateur** à partir des années 1990. C'est un référent, et même de la lutte pour la terre et tout... » (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier communautaire Utopía).

Depuis le milieu des années 1990, les projets mis en œuvre par ces ONG internationales et ces fondations locales étaient essentiellement centrés sur la production agroécologique, dans un objectif d'autonomie alimentaire et d'amélioration de la nutrition des familles paysannes. Ces ONG, ainsi que ces fondations locales fortement sensibilisées par les ONG (Encadré 30), faisaient en effet le constat que beaucoup de paysans avaient tout ou partie abandonné les systèmes de production diversifiés, et « *semaient en fonction du marché* » des monocultures conduites avec de plus en plus de pesticides. Ces pratiques étaient considérées comme préjudiciables à la fois à l'environnement et à la santé des familles paysannes, mais aussi à leur économie.

« [Les ONG internationales] **nous ont fait remarquer** qu'avec la production conventionnelle on était en train de tout détruire. On **se détruisait nous-mêmes...** enfin... notre corps, et **on détruisait aussi la Pacha Mama, et on détruisait aussi notre économie familiale**. Parce qu'à la place de l'économie familiale, tout s'en allait vers les grandes entreprises de produits chimiques. » (Diego*, paysan et technicien de CEDEIN).

« À Cebadas il y avait un marché local le dimanche, et Cebadas est une zone agricole. Mais les tomates, les laitues, les choux fleurs... tout venait de l'extérieur, ils venaient tous [les commerçants] de Riobamba pour vendre à Cebadas. On s'est dit, mince ! On ne peut pas travailler comme ça ! **C'est pas possible que des gens qui sont paysans achètent des aliments frais !** Et c'est de là que part l'idée de la souveraineté alimentaire... bon, à cette époque on parlait plus de sécurité alimentaire. Et nous [fondation Chuquirahua] on disait, mais c'est pas possible ! Le paysan de Cebadas vend des pommes de terre à 3 dollars, et avec ces 3 dollars il ne peut quasiment rien acheter en légumes ! Et donc c'était illogique, et donc **c'est là qu'on a commencé à travailler sur la mise en place de fermes intégrales, avec une production agroécologique et tout ça** » (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

Ces ONG et ces fondations réalisaient ainsi un accompagnement technique de la transition vers des systèmes de production agroécologiques et diversifiés, doublé d'un travail de sensibilisation et de formation à l'agroécologie en combinant les aspects de nutrition (qualité et diversité des aliments), de préservation de l'environnement (gestion des sols, de l'eau) et les aspects économiques, au sens de l'autonomie alimentaire. Selon cette approche, la production agroécologique diversifiée devait servir avant tout à l'alimentation de la famille, et c'est seulement s'il y avait du surplus que celui-ci était pour la vente. C'est pourquoi la question de la

commercialisation, jusqu'au début des années 2000, n'était pas encore abordée par « le monde de l'agroécologie ».³⁶¹

Or, des surplus, il y en avait, mais l'essentiel était vendu à des intermédiaires, *via* les marchés conventionnels, selon les conditions déjà décrites. En outre, les produits agroécologiques n'étaient pas mieux valorisés que les autres produits sur ces marchés, et pouvaient même parfois être vendus à des prix inférieurs à ceux des produits conventionnels, du fait de systèmes de fixation de prix où le calibre est le premier critère d'évaluation. Les produits issus de fermes agroécologiques étaient même parfois difficiles à commercialiser. En effet, le paysan agroécologique vend de la diversité en petites quantités, alors que le commerçant des marchés conventionnels recherche avant tout de la quantité. Aussi, la question de la mise en place de systèmes de commercialisation alternatifs, reconnaissant la qualité des produits agroécologiques et le travail des paysans, commence à apparaître progressivement, plus ou moins rapidement selon les acteurs (**Encadré 31**), au cours des années 2000.

« Nous [CEDEIN] avant on se consacrait à 100% à la production. Mais quelques paysans avaient du surplus. Et donc, avec ce surplus, nous on commençait à être préoccupés par quoi faire avec ce surplus. Parce que tout ce surplus tombait dans les mains des intermédiaires. Et donc avec les intermédiaires, comme on le sait, il y avait... à chaque fois... comment dire... cette marginalisation des petits producteurs. Et celui qui en profitait c'était l'intermédiaire, le producteur, lui, il recevait quasiment rien. Et donc c'est à partir de là qu'est né un peu... bon, quoi faire face à ça ? En quelque sorte comment contrer cette discrimination du producteur de la part des intermédiaires. Et donc c'est là qu'est née un peu l'idée de créer un système de commercialisation organisé » (Diego*, paysan et technicien de CEDEIN).

Parmi cette diversité d'acteurs du monde agroécologique de Chimborazo, certains ont été un peu plus en avance que les autres sur les questions de commercialisation et d'économie solidaire. Il s'agit de la fondation locale Chuquirahua et des groupes de paysans agroécologiques du canton de Cebadas accompagnés par cette fondation (**Encadré 31**).

Encadré 31 - Côté rural, des acteurs précurseurs sur les questions de commercialisation et d'économie solidaire : Victor Anguieta, la fondation Chuquirahua et les paysans agroécologiques de Cebadas

Chuquirahua³⁶², fondation locale, créée en 1999, pour venir en appui aux communautés paysannes et indigènes du canton de Cebadas, a été dirigée pendant une dizaine d'années par Victor Anguieta, ingénieur agronome diplômé de la ESPOCH, ancien membre actif du mouvement étudiant *Identidad Estudiantil* avec Roberto Gortaire et Francisco Escobar (voir plus haut) dont il est toujours resté ami proche. Alors qu'il est toujours étudiant en agronomie, il travaille trois ans comme technicien pour l'ONG équatorienne CESA, à Riobamba. Cette ONG nationale a beaucoup de liens avec l'ONG française AVSF, ces deux ONG travaillant depuis plusieurs années sur des projets en commun dans la province de

³⁶¹ Il existait bien sûr par ailleurs à Chimborazo, en Équateur et dans les Andes en général, des projets de développement centrés sur la commercialisation des produits paysans, mais c'étaient des projets avec une approche de type filière et « mono-produit » pour des cultures à vocation essentiellement commerciale (voir les exemples cités dans le chapitre 1), et non une réflexion sur la commercialisation d'une production agroécologique diversifiée destinée avant tout à l'autosubsistance des familles paysannes, et donc, au départ, sans réflexion particulière sur le devenir du surplus « multi-produit ».

³⁶² Du nom d'une Astéracée arbustive native du páramo équatorien.

Chimborazo. Au cours de son expérience à CESA, Victor se forme aux approches de l'agriculture comparée et au concept de « système agraire » [Cochet, 2011], principal cadre d'analyse et de travail mobilisé par les agronomes d'AVSF pour le diagnostic et l'accompagnement des paysans sur le terrain. La découverte de cette approche systémique et multi-échelle (parcelle, exploitation, petite région agricole) permet à Victor de développer une vision « intégrée »³⁶³ des problématiques rencontrées par les paysans. Il réalise d'ailleurs son mémoire d'ingénieur agronome en 2000 sur le projet de développement socio-économique des organisations paysannes de la paroisse de Pungala (canton Riobamba), sur lequel il a travaillé avec CESA et AVSF, en mobilisant les approches de l'agriculture comparée. Après 3 ans à CESA et son diplôme d'ingénieur agronome en poche, Victor rejoint la jeune fondation Chuquirahua, récemment créée à Riobamba. Il entrecomme technicien, et en devient le directeur quelques mois plus tard.

Chuquirahua a été précurseur sur les questions de commercialisation et sur le (re)développement d'autres formes d'échange que l'échange marchand sur les marchés conventionnels. Sur le territoire-matrice, ils ont été parmi les premiers à combiner les approches de production agroécologique et d'économie solidaire. Avec les paysans indigènes, issus de plusieurs communautés du canton de Cebadas, qui formeront plus tard la COPAC (Corporation des producteurs agroécologiques de Cebadas), ils ont redéveloppé le troc entre communautés situées sur différents étages écologiques, et ont « lutté » auprès du conseil paroissial de Cebadas pour obtenir un espace de vente sur le marché paroissial de Cebadas au début des années 2000. Aujourd'hui, même après la disparition de la fondation Chuquirahua, au début des années 2010, et même après plusieurs changements de gouvernement paroissial, la COPAC bénéficie toujours de son espace-propre sur le marché de Cebadas et les paysans agroécologiques de la COPAC s'organisent pour y vendre leurs produits tous les dimanches.

*« Nous **quand on parle d'économie solidaire**, on ne parle même pas d'argent en fait, mais de **comment on satisfait les besoins des gens à travers des actions qui peuvent se faire au travers d'échanges, et qui peuvent être des échanges de biens, de services, ou qui peuvent se faire avec de la monnaie, mais pas forcément.** »*

*« Et donc **on a commencé avec tout un processus, on a commencé avec du troc**, parce qu'il y avait la zone base, la zone intermédiaire et la zone haute. La zone haute, c'est une zone de páramos, il y avait du lait, mais sinon pas beaucoup d'autres produits, il n'y avait pas de fruits. La zone intermédiaire était une zone où on produisait un peu de fourrages, des céréales et puis... et puis dans la zone basse il y avait tout une variété de légumes, et puis même des fruits et des choses comme ça. Et donc là on a commencé à faire des ferias d'échange communautaire [...] par exemple toi tu apportes des légumes, l'autre apporte un peu d'orge par exemple, des semences de haricots, et tout ça... et **donc on troquait tout ça entre nous !** [...] **Et donc voilà un peu les débuts des processus de commercialisation alternative qu'on mettait en place à la fondation** »*

*« On travaillait sur la mise en place de fermes intégrales, mais en même temps on s'est aussi engagé sur la question du marché. Et donc avec le Conseil paroissial, comme la Constitution [de 1998] dit qu'il [le Conseil paroissial] a comme compétence de renforcer les économies locales, nous on allait les voir et on leur demandait un espace pour la commercialisation. Mais ces espaces de commercialisation sont des espaces de pouvoir, liés aux intermédiaires, et un intermédiaire ne peut pas permettre qu'un producteur vienne vendre ses produits, pas vrai ? Ce sont leurs marchés à eux, ils sont des mini-mafias comme on peut dire, ils ne laissent pas entrer le petit producteur pour qu'il vienne commercialiser directement ses produits. Mais **nous, en se basant sur les droits qu'avaient les producteurs, on a commencé à se battre...** bon, à se battre, à discuter quoi. **On disait qu'on avait la loi avec nous, et que s'ils ne nous donnaient pas un espace nous on irait s'installer dans la rue pour vendre les produits.** Et les gens saurons où il vaut mieux acheter. Et [avant d'obtenir officiellement l'espace de vente sur le marché dominical de Cebadas] on s'est même installés devant la maison d'un paysan avec qui on travaillait, et là on a commencé à vendre les produits. Et les gens [les*

³⁶³ Selon le propre terme utilisé par Victor « avec cette méthodologie, on peut voir la ferme comme tout un système intégré ».

consommateurs] *voyaient plutôt ça d'un bon œil en fait !* »

(Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

Par ailleurs, nous verrons plus tard que Chuquirahua et la COPAC, aux côtés d'autres ONG internationales, nationales et locales, et plusieurs autres groupes de producteurs agroécologiques du territoire, serviront de terreau pour la création de la feria citoyenne Macají. Aujourd'hui, les paysans de la COPAC, en plus du marché hebdomadaire de Cebadas, commercialisent leurs produits sur la feria citoyenne Macají et sur la feria citoyenne 24 de Mayo.

2.3.2.1.2. Côté urbain : la nécessité de trouver des produits de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle

Au moment où le « monde agroécologique » démarrait sa réflexion sur la nécessité de trouver et construire des modes de commercialisation alternatifs aux marchés conventionnels, émergeait au sein d'Utopía une réflexion nouvelle sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des produits qui composent le panier.

Les interrogations sur la qualité des aliments, achetés et consommés à travers la canasta Utopía, ont démarré lorsque les consommateurs ont remarqué des tâches sur les feuilles de blettes qu'ils étaient en train de répartir dans les paniers. Ce fut une prise de conscience du fait que les produits qu'ils achetaient en gros étaient traités avec des produits chimiques, et quand bien même ils ne le seraient pas, ils n'auraient aucun moyen de le savoir, puisque le marché conventionnel ne leur donnait aucune information sur la qualité et sur l'origine des produits.

« Les gens ont découvert cette nécessité [d'acheter des produits agroécologiques] quand on a commencé à analyser la qualité des produits qui arrivaient dans le panier, quand on a commencé à détecter que parfois, sur le marché-même, sur le marché de gros, même là-bas ils mettaient encore des produits chimiques, jusque dans les caisses qui contenaient les produits ! Et nos légumes arrivaient avec les traces des produits chimiques qu'ils avaient reçus. Et donc on a commencé à détecter tout ça, en manipulant les produits pour les répartir dans les paniers [i.e. pendant le travail communautaire]. Et donc ça a provoqué une réflexion parmi les gens. Mais qu'est-ce qu'on est en train de manger? Alors qu'avant c'était pas du tout une question que les gens se posaient, les gens se demandaient juste s'ils économisaient, s'ils avaient bien eu assez de produits dans leur panier, si les produits n'étaient pas abîmés. Mais là on a commencé à se demander, « à quoi servent nos efforts et nos économies si ce qu'on mange c'est du poison ? Si ça se trouve on va tomber malades, et les économies n'auront servi à rien. (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).

Pour être sûr d'obtenir un produit sain, la première solution proposée fut de se tourner vers des produits biologiques. Cette proposition fut rapidement évacuée dans la mesure où *orgánico* (« biologique ») rimait avec *caro* (« cher »). En effet, pour ces consommateurs du panier Utopía, dont l'objectif initial était d'économiser au maximum sur l'alimentation, l'idée d'acheter des produits biologiques étaient difficilement imaginable dans la mesure où ces produits, certifiés et/ou que l'on trouvait dans des magasins spécialisés et/ou dans des *ferias* plutôt confidentielles et réservées à des « élites », étaient au-dessus de leurs moyens, et impliquait d'avoir accès à

moins de produits pour beaucoup plus cher. Il fallait donc trouver un moyen de trouver des produits sains, à un prix qui reste abordable.

Et qu'est-ce qu'on peut faire ? Au début ça paraissait simple : « on n'a qu'à acheter des produits biologiques ! » « Oui mais on les trouve où ? » « Dans des magasins biologiques ? » Et là il y en avait qui disaient : « Mais c'est très cher, c'est pas pour nous ! » (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).

Ainsi, ce sont avant tout les préoccupations sanitaires qui ont été l'élément déclencheur de la réflexion sur la qualité des produits. Cette réflexion collective a été fortement facilitée par le travail communautaire, qui a créé une proximité géographique temporaire régulière entre les familles d'Utopía, facilitant ainsi les interactions et les échanges autour de la question alimentaire, entre des membres d'origine socio-économique et géographique diverses. D'abord informelle, au cours des séances de travail communautaire en réaction directe à l'aspect suspect des produits distribués dans les paniers, la réflexion s'est progressivement organisée au sein d'Utopía pour déterminer les solutions à trouver. C'est ainsi que, progressivement, l'idée a fait son chemin de créer des liens, d'une part avec des paysans agroécologiques, afin d'avoir accès à des produits sains, et, d'autre part, de créer des liens directs avec eux, dans un objectif de diminuer la chaîne d'intermédiation pour que les produits soient moins chers.

Cette idée de créer des liens directs avec des paysans agroécologiques n'a pas germé spontanément dans un groupe de consommateurs urbains qui, bien qu'habitant dans une ville moyenne comme Riobamba, où la campagne et le monde paysan sont proches, connaissent très mal ces derniers, auxquels ils ne sont pratiquement jamais confrontés, et cela même lorsqu'il s'agit d'alimentation, celle-ci étant entre les mains des intermédiaires et commerçants des marchés urbains. La rencontre entre ce groupe de consommateurs urbains et des groupes de paysans agroécologiques a été médiatisée par un acteur qui a les pieds entre ces deux mondes, qui a permis d'activer la proximité géographique, et construire progressivement des proximités socio-économiques entre ces deux mondes.

2.3.2.1.3. La rencontre des préoccupations rurales et urbaines : l'intervention d'un passeur de frontières.

Si l'intérêt nouveau du monde de l'agroécologie en matière de commercialisation, et les nouvelles préoccupations des consommateurs d'Utopía en matière de qualité des produits, constituaient les ingrédients-clés pour une rencontre entre consommateurs urbains et paysans agroécologiques du Chimborazo rural, il fallait également un liant entre ces ingrédients, rôle qui sera joué par un Roberto Gortaire. Ce membre de la fondation Utopía et du panier Utopía est un ingénieur agronome diplômé de l'école polytechnique de Riobamba (ESPOCH), convaincu par l'agroécologie, et qui est doté d'un réseau social très diversifié et sans cesse renforcé (ONG locales et internationales, organisations paysannes et indigènes de Chimborazo, scientifiques, réseaux agroécologiques nationaux et internationaux, amis militants de l'économie sociale et de l'agroécologie etc.), qui lui vient de ses origines familiales, de ses années d'études, et de ses jeunes années d'ingénieur agronome (Encadré 32).

Encadré 32 - Portrait de Roberto Gortaire avant son engagement actif dans le panier Utopía

Roberto Gortaire a toujours été proche du monde indigène et paysan. Son père, Alfonso Gortaire, anthropologue équatorien, travaillait sur et pour les peuples latino-américains les plus marginalisés. Il a réalisé sa thèse à l'Université Ibéro-américaine au Mexique, en travaillant sur le peuple indigène des Purepechas de Santa Fe de la Laguna, dans le Michoacán³⁶⁴. C'est là qu'il a rencontré la mère de Roberto, paysanne purepecha. Alfonso, très catholique et dont le frère, Julio, est prêtre jésuite, sera pendant plusieurs années secrétaire du Conseil Épiscopal Latino-Américain (CELAM). Au début des années 1970, sous l'impulsion des Orientations du Concile de Vatican II, et inspirés par Monseñor Proaño, Julio et Alfonso s'installent à Guamote, canton le plus pauvre et le plus oublié d'Équateur, et impulsent la création de *Acción Integral Guamote* (AIG), organisation religieuse destinée à venir en appui au peuple indigène de Guamote, à travers une mission d'évangélisation et d'accompagnement socio-économique. Cette mission se voulait en rupture avec l'esprit des missions antérieures à Vatican II, c'est-à-dire selon une approche libérée de tout paternalisme et d'assistancialisme, compréhensive et partant des communautés elles-mêmes, de leur culture et de leurs besoins, et en développant des méthodologies participatives et d'apprentissage mutuel [Gortaire, 2001], cité par [Tuaza Castro, 2006, pp. 121-124]. AIG, *via* le Padre Julio, l'oncle de Roberto, sera à la fois témoin et acteur des transformations sociales, économiques et politiques des paysans indigènes de Guamote. En faisant prendre conscience aux indigènes de la légitimité et de l'importance de la défense de leurs droits, l'organisation accompagnera ces derniers dans leurs luttes pour l'accès à la terre et à l'eau, et dans leurs luttes politiques *via* la participation mouvement indigène de Chimborazo et le mouvement Pachakutik. AIG mettra également en place des campagnes d'alphabétisation, d'accès à la santé et à l'éducation, des projets de développement agricole et rural selon une approche de genre etc. et sera à l'initiative de la création de la fondation locale et indigène ACT, évoquée plus haut.

Roberto, né en 1975, a passé les cinq premières années de sa vie à Guamote, ce qui, pour lui, explique sa proximité avec le monde indigène et paysan.

« Mes premières années, depuis ma naissance ou presque et jusqu'à 4-5 ans, j'ai vécu à Guamote, qui est à une heure de Riobamba, vous connaissez ? Mon père et mon oncle ont travaillé, et mon oncle [Padre Julio] y travaille toujours, dans ce canton avec les indigènes et précisément dans les années de lutte pour la terre. Et c'est pour ça que pour moi ce monde m'est si familier, vous voyez ? Tout petit mes premiers pas, mes premières relations avec d'autres enfants c'était avec des enfants indigènes. Mes images d'enfance sont dans les dunes de sables de Palmira³⁶⁵, dans la campagne de Guamote ou dans le village de Guamote avec sa feria. »

Vers 5-6 ans, Roberto part avec toute sa famille vivre à Quito, où il reste jusqu'à la fin du lycée. Ses parents avaient une ferme à Guamote et la famille continuait d'y aller toutes les fins de semaines, ce qui a permis à Roberto de conserver le lien avec le monde indigène et paysan. C'est pourquoi « *presque naturellement* » Roberto a choisi d'étudier l'agronomie à la sortie de ses études secondaires. Il avait pour ambition d'étudier à Zamorano (Honduras) ou à EARTH (Costa Rica). Son dossier étant retenu pour le Costa Rica, mais les cours ne commençant que 6 mois plus tard, il décide, dans le laps de temps précédant son départ, de commencer ses études d'agronomie à l'école polytechnique de Riobamba (ESPOCH). Mais

³⁶⁴ Gortaire Iturralde, Alfonso (1971). *Santa Fe: presencia etnológica de un pueblo-hospital*. México, Universidad Iberoamericana. Sa thèse sera publiée, puis rééditée chez l'éditeur équatorien Abya Yala en 1999.

³⁶⁵ Palmira est une des trois paroisses du canton de Guamote. On y trouve une zone très particulière, le désert de Palmira, paysage de dunes de sables. Il y a quelques dizaines d'années, les habitants de Palmira ont souhaité reboiser cette zone, si bien qu'aujourd'hui on y trouve d'importantes plantations de pins. Malgré les sols sableux à faibles teneur en matière organique, l'activité agricole est bien présente. On y trouve des cultures andines traditionnelles telles que la pomme de terre et les grains andins (orge, lupin, fève etc.) ainsi que de l'élevage bovin et ovin de petite échelle [CESA & SIPAE, 2006].

la conjugaison de plusieurs facteurs le pousse à renoncer à ses études au Costa Rica : manque d'argent pour aller vivre là-bas et payer ses études, rencontre avec une jeune femme, et enfin « *enthousiasme* » pour la vie à Riobamba, où il vit toujours aujourd'hui.

Roberto se décrit comme un élève moyen, intéressé moins par l'agronomie que par la politique. Ainsi, il devient président de la fédération des étudiants de la ESPOCH, et forme en 1995, avec plusieurs groupes d'étudiants, le mouvement *Identidad Estudiantil*, à partir duquel est née ensuite la fondation Utopía. Durant ses années de cours à la ESPOCH, puis jusqu'à l'obtention de son diplôme d'ingénieur agronome en 2002, Roberto participe avec son oncle et *via* la fondation ACT à divers projets d'appui et d'accompagnement de groupes de paysans. Il donnera notamment des cours d'agroécologie à la fois théoriques et pratiques dans une école fondée par son oncle à Guamote.

Ses années d'études, ainsi que de travail pour et avec les paysans de Guamote, ont été l'occasion pour Roberto de découvrir et confirmer son intérêt pour l'agroécologie dans toutes ses dimensions (techniques, scientifiques, et en tant que projet de société). Au niveau politique et philosophique, Roberto a rapidement adhéré aux valeurs et à la vision du monde portées par le mouvement agroécologique équatorien et latino-américain, pour qui l'agroécologie, en tant que projet pour les peuples et pour la planète, est étroitement liée à la souveraineté alimentaire, à l'économie solidaire et au *Sumak Kawsay* des peuples indigènes (chapitre 1). Du point de vue pratique et technique, l'agroécologie est notamment fondée sur le maintien et la préservation de la qualité et de la vie du sol. Or, dès le début de ses études, Roberto s'est découvert un grand intérêt pour la microbiologie et les sciences du sol. C'est par l'intermédiaire de ces deux domaines scientifiques qu'il s'est intéressé à l'agroécologie, en tant que science, et en tant que pratique. Son sujet de mémoire pour l'obtention du titre d'ingénieur agronome, sur lequel il travaillait parallèlement à son travail sur le terrain à Guamote, portait sur l'évaluation des effets des amendements organiques sur les populations de rhizobium.

Durant toutes ces années, Roberto a tissé de multiples liens avec des acteurs du mouvement agroécologique équatorien : des ONG internationales (en particulier Swissaid et Heifer) et locales (notamment *Acción Integral Guamote* et ACT, mais aussi relations indirectes avec la fondation Chuquirahua *via* son amitié et son passé commun de militant étudiant avec Victor Anguieta) ; diverses organisations de producteurs agroécologiques ou biologiques, dont Probio (Corporation Équatorienne de Producteurs Biologiques) au niveau national ; la CEA (Coordination Équatorienne d'Agroécologie, Encadré 30), *via* laquelle il a suivi plusieurs formations à l'agroécologie ; les paysans et communautés indigènes de Guamote liés à la fondation ACT ; des scientifiques et des personnalités spécialisées dans le domaine de l'agroécologie et/ou de l'agriculture biologique auprès desquels Roberto s'est formé, autant du point de vue technique et scientifique que politique. Les convictions de Roberto pour l'agroécologie, dans une perspective à la fois technique et politique, se renforceront en 2003, lorsque, accompagné de Francisco Escobar, également membre de la fondation Utopía, il effectue un voyage au Brésil, bastion latino-américain de l'agroécologie politique, pour assister au séminaire international d'agroécologie à Porto Alegre. Là-bas, outre leur participation au séminaire, ils rencontrent également le Mouvement des Sans-Terre et plusieurs autres acteurs du mouvement agroécologique brésilien.

Jusqu'en 2002, même si Roberto, en tant que membre, suivait les activités de la fondation Utopía et du panier Utopía, il y participait assez peu dans la mesure où il était très occupé par sa double activité, à Guamote avec la fondation ACT et les paysans locaux d'une part, et dans le laboratoire de microbiologie où il travaillait pour son mémoire d'autre part. C'est donc seulement en 2002, une fois son mémoire achevé et son diplôme obtenu, que Roberto s'implique réellement dans les activités d'Utopía.

Sources : enquête de terrain et bibliographie citée dans le texte.

Roberto commence à s'impliquer réellement dans les activités d'Utopía à partir de 2002, et active ses réseaux au moment où les ingrédients pour une rencontre possible entre monde urbain et monde rural sont réunis. Il propose alors de mettre en place des relations directes avec des producteurs agroécologiques de la province de Chimborazo, faisant ainsi le lien entre les préoccupations des consommateurs urbains et celles du monde agroécologique, qu'il connaît bien.

« Je leur ai proposé aux camarades d'Utopía : « Pourquoi on ne commencerait pas à étudier la possibilité de nous rapprocher directement des producteurs ? » Parce que tous les achats étaient faits en gros sur les marchés conventionnels. Et moi je leur proposais ça parce que bon, j'avais tout mon travail à Guamote, avec plusieurs groupes de paysans, là-bas il y avait la production de grains et de farines avec la fondation ACT. Et donc moi j'ai tout de suite connecté les deux choses. En plus, avec mon travail à Guamote, j'avais commencé à développer tout un tissu de relations avec le mouvement biologique et agroécologique en Équateur. J'avais commencé à connaître plusieurs ONG comme Swissaid, Heifer, à connaître diverses organisations de producteurs comme... Probio, comme... plusieurs fermes comme ça, et avec mon travail avec les jeunes de Guamote j'ai commencé à visiter des fermes, j'emmenais mes élèves pour qu'ils voient... Et donc voilà, tout un tissu de relations.

[...]

« Et donc le monde de l'agroécologie, à ce moment-là, commençait à beaucoup se développer, et là ils se sont heurtés à la limite de la commercialisation. En fait, leur idée c'était, « bon, ça y est, on a changé le système de production, les marchés sont là-bas, on n'a plus qu'à aller vendre et c'est bon ! » Mais là ils se sont heurtés au fait qu'il n'y avait eu aucun changement dans les systèmes de commercialisation, qui continuaient avec la même logique d'intermédiation, et l'intermédiaire il payait pareil et comme il voulait, que ce soit un produit biologique ou pas. [...] Et puis... eh bien il s'est passé que nous on leur a présenté le panier. Et je me rappelle bien la première fois que j'ai invité Swissaid, j'ai emmené Pacho Gangotena³⁶⁶, qui est très connu en Équateur, il a une ferme qui est une pure merveille... et donc il travaillait à Swissaid et ils avaient tout plein de fermes biologiques, de fermes intégrales en Équateur. Et donc je les emmène et ils voient le panier. Et à partir de là, ils commencent... pour la première fois, ces ONG de développement rural qui avaient pour cadre seulement la production, ils commencent à regarder le monde urbain et ils se disent « mais jamais on avait pensé au monde urbain, jamais on avait pensé au consommateur, en fait on pensait juste au marché ». Et donc c'est là qu'on a commencé à construire ensemble un autre chemin. » (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía)

Du fait de ses liens avec la fondation ACT et les paysans indigènes de Guamote que celle-ci accompagne, qui produisent de la farine à partir de céréales (blé, maïs, orge, avoine), de légumineuses (farine de fève, de lupin...) et de quinoa, Roberto se fait le médiateur de la création

³⁶⁶ Francisco (« Pacho ») Gangotena, est un pionnier de l'agroécologie en Équateur. Anthropologue, il a étudié plusieurs années aux États-Unis. Il revient s'installer en Équateur au début des années 1980, et découvre alors que la manière de produire a beaucoup changé. Les productions diversifiées ont été remplacées par la monoculture et l'usage des produits chimiques, et les aliments sont devenus de simples marchandises. En 1983, il s'installe avec sa femme sur 4 hectares à Puembo, à l'est de Quito, avec le défi de créer une ferme agroécologique, et l'ambition que ce lieu soit un espace d'échange de savoirs avec les communautés paysannes. Sa ferme, dont les productions sont autoconsommées, troquées, ou vendues directement sur les ferias locales, est devenue célèbre dans tout l'Équateur. Plus de 20 000 paysans et plus de 4000 techniciens y sont passés pour échanger des savoirs. Dans les années 1990, Pacho a travaillé pour l'ONG Swissaid sur les projets de développement de fermes intégrales et de jardins agroécologiques familiaux. Il a contribué à la création de l'organisation Probio et il est membre fondateur de la CEA.

d'une relation entre Utopía et un premier groupe de producteurs. Les producteurs de farines andines liés à la fondation ACT deviennent ainsi le premier groupe de paysans avec lesquels Utopía tissera des liens à partir de 2003. À ce jour, les paysans d'ACT font toujours partie de ce qui deviendra progressivement le « mouvement Utopía ».

Du côté de Swissaid, avec qui Roberto avait des liens sur le terrain, l'enthousiasme a été très fort. Ils ont vu dans le panier Utopía, et plus généralement dans la commercialisation directe au consommateur urbain, une opportunité pour la valorisation de la production des paysans agroécologiques. C'est ainsi que Swissaid, en plus d'être co-médiateur, avec Roberto, de la création de liens entre Utopía et certains paysans agroécologiques locaux, a également financé la fondation Utopía entre 2004 et 2006 à travers un projet de renforcement du lien ville-campagne.

Enfin, du côté des autres acteurs de l'agroécologie de Chimborazo, il faut également souligner l'importance du lien indirect entre Roberto et la fondation Chuquirahua, dont nous avons analysé qu'elle a été un acteur précurseur dans le lien entre agroécologie et économie solidaire (Encadré 31). Victor Anguieta, à l'époque directeur de cette fondation, connaissait bien le panier Utopía et la fondation Utopía, du fait son amitié ancienne et de son passé militant commun, à travers le mouvement *Identidad Estudiantil*, avec Roberto Gortaire, Francisco Escobar et Lupe Ruiz. Victor a vu dans l'initiative d'économie solidaire portée par Utopía une opportunité, pour les paysans agroécologiques, de commercialiser leurs produits directement auprès des consommateurs urbains, sans passer par les intermédiaires, et il a commencé à évoquer cette idée avec Roberto. À partir de 2005, les paysans agroécologiques de Cebadas commenceront à approvisionner directement le panier Utopía.

« On a toujours été liés à... en fait, surtout moi j'étais lié à Utopía parce que à Utopía, Roberto Gortaire, Francisco Escobar et Lupita Ruiz, étaient mes amis à l'école polytechnique. Et donc on était dans des institutions différentes, mais avec la même logique, avec cette même identité qu'on avait depuis l'université. Et donc après qu'on s'est séparés, on a pris chacun notre chemin, eux ils ont créé Utopía, moi je suis entré à Chuquirahua... [...] Eux ils étaient avec le panier, et moi à l'époque je critiquais beaucoup... bien sûr que c'est important et prioritaire la manière dont naît le panier, pour économiser... pour pouvoir consommer, non ? Des personnes diverses se regroupaient pour acheter différents produits... mais en achetant aux intermédiaires ! Et donc là on discutait : « Mais pourquoi vous achetez aux intermédiaires ? Pourquoi vous ne discuteriez pas avec les producteurs plutôt ? » Et donc ça a été tout un processus, parce qu'au début le panier ne voyait que la partie économique, mais ensuite, ça a été la partie économique toujours mais en plus la partie des aliments sains et donc là ils [les responsables d'Utopía] sont venus discuter avec nous, nous [fondation Chuquirahua] de notre côté on réfléchissait sur la manière de fournir ces produits, sur la manière de créer ce lien campagne-ville avec eux... Et donc nous on a fait de la sensibilisation côté campagne, et eux côté ville... et ça a permis qu'on s'adapte chacun, du côté des producteurs et du côté des consommateurs » (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation locale Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

Cette dernière phrase de Victor a son importance. En effet, la création de liens durables et équitables entre consommateurs urbains et paysans agroécologiques locaux ne s'est pas faite en un jour. Nous allons le voir que l'intégration des producteurs au dispositif Utopía est le résultat d'un processus d'apprentissage, de reconnaissance mutuelle et de construction de la confiance, entre paysans agroécologiques et consommateurs du panier Utopía.

2.3.2.2. *L'intégration progressive des paysans agroécologiques à Utopía : échecs, premier succès et apprentissages*

2.3.2.2.1. Premiers échecs : activation de la proximité géographique et relations purement marchandes

Lorsque les préoccupations liées à la qualité ont émergé au sein du panier communautaire Utopía, l'idée d'acheter directement (i) à des producteurs, afin de diminuer la chaîne d'intermédiation et (ii) qui soient agroécologiques, afin d'avoir accès à des produits sains était, pour la grande majorité des consommateurs d'Utopía, un moyen pour atteindre un objectif de sécurité alimentaire – l'objectif de *qualité* à moindre coût venant s'ajouter à l'objectif de *quantité* et de *diversité* à moindre coût de la période 1 – et non une fin en soi.

Ainsi, de 2002 à 2005, les tentatives de création de liens durables avec des paysans agroécologiques se soldent presque toutes par des échecs. À l'époque, la plupart des paysans ou groupes de paysans locaux avec lesquels Utopía tente d'établir des liens, ne sont pas intégrés au dispositif Utopía. Ils sont simplement des fournisseurs au même titre que les commerçants du marché de gros où le panier communautaire Utopía continue également de s'approvisionner. Les producteurs et les consommateurs, qui se méconnaissent, ont, chacun de leur côté, l'habitude du marché conventionnel, autrement dit l'habitude d'être confrontés aux commerçants de ce marché conventionnel. Or, le marché conventionnel :

« ... fonctionne sur le mensonge, la tromperie et la tricherie. Le commerçant trompe le producteur qui essaie à son tour de tromper le commerçant, et le commerçant essaie de tricher avec le consommateur qui le sait et marche systématiquement. » (Directeur du marché de gros d'Ambato).

Ainsi, paysans agroécologiques et consommateurs d'Utopía ont chacun, dans un premier temps, considéré l'autre groupe de la même manière que s'il était un commerçant. Certains producteurs ont ainsi tenté de dissimuler des produits de moins bonne qualité sous une couche de produits de bonne qualité, une pratique fréquente sur les marchés conventionnels. De leur côté, les consommateurs marchandisaient, demandaient toujours plus, à moindre coût et de meilleure qualité, en se basant essentiellement sur les critères de calibre du marché conventionnel. Utopía a ainsi essuyé plusieurs échecs avec des producteurs locaux.

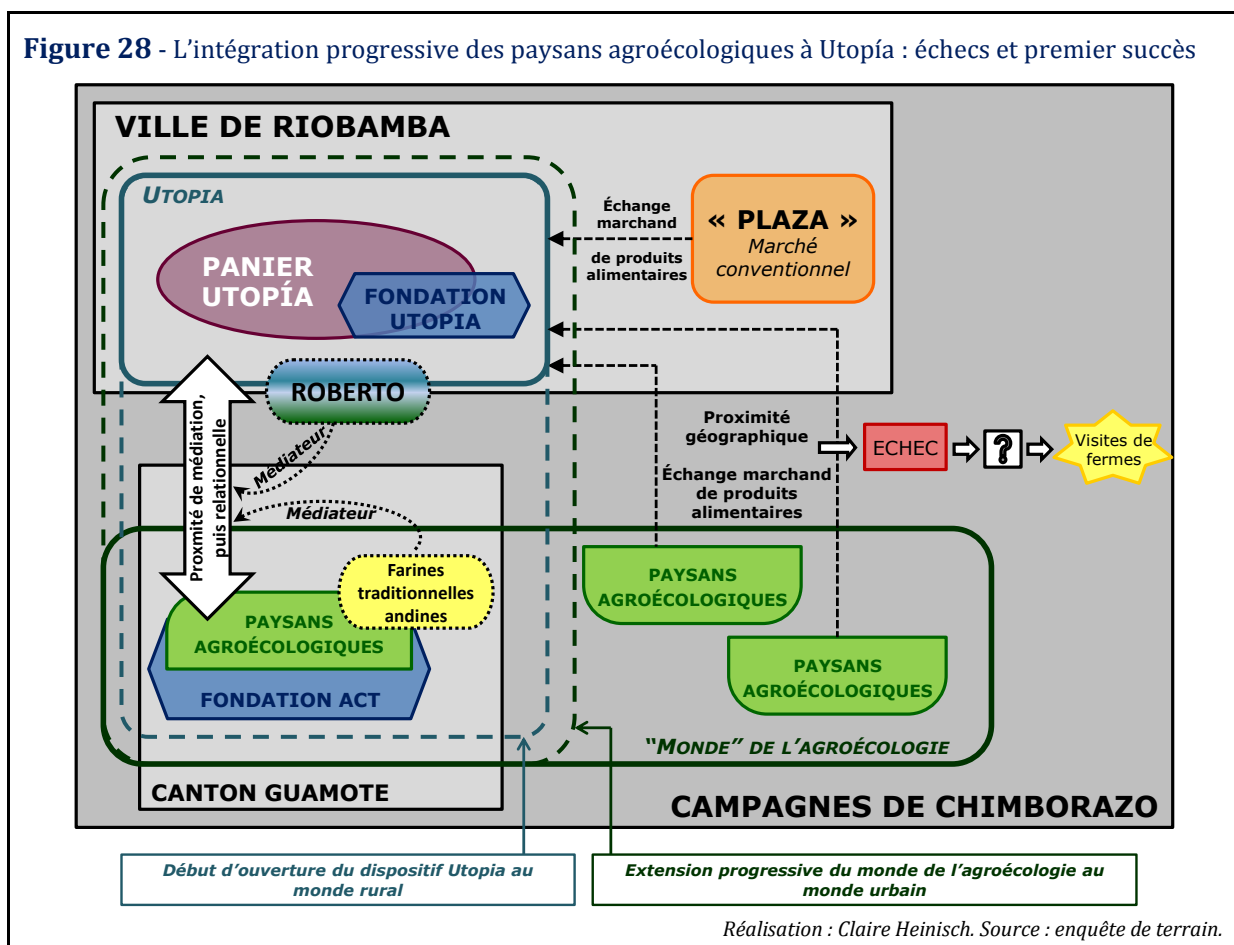
« Nous, au début, quand on a commencé avec les producteurs on disait « bon, ça y est, ils sont où les producteurs, ils sont où les produits agroécologiques... Allons-y ! » Et donc on a eu... plusieurs échecs. Je crois qu'on a expérimenté trois ans d'échecs dans la construction de la relation avec les producteurs. Parce que ce qu'on faisait, c'était... Il y avait 3 ou 4 groupes dans le coin, ils sont venus ici [dans les locaux d'Utopía], ils se sont assis... justement à cette table où on est ! Et donc c'était une réunion, comme ça, ils nous montraient une liste, et nous on disait « ok, la liste ça va, les prix ça va etc. » Et on se met d'accord, et donc : « C'est bon, apportez les produits ! » Et donc ils apportent les produits, la première livraison est très bien... et à la deuxième ils sont en retard, et puis ensuite ils ne viennent plus avec la même qualité de produits... en fait, la belle tomate était bien visible mais en-dessous il y avait des tomates abîmées... Et donc... dans l'autre sens pareil, de notre côté les gens avaient la même attitude que lorsqu'ils vont au marché, à marchander, à dire « ça, ça va pas » et tout ça... et on a commencé à déprécier les produits. [...]

Et donc ces relations ont mal fonctionné, et le système s'est effondré. On n'arrivait pas à avoir des relations durables dans le temps. » (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).

« On a eu des difficultés au début, parce qu'il y a eu des paysans qui sont venus, on a eu des accords, et la première fois ils te livrent une jooooolie caisse de blettes, et on est tous bien contents... et la troisième fois qu'ils te livrent, les trois bottes du dessus elles sont bien jolies et en-dessous... que des abîmées !... Il y a beaucoup de ces relations qui ont échoué parce qu'en fait on était encore tous dans un système capitaliste, c'est-à-dire un système bien pervers où le gain est meilleur quand tu trompes l'autre... Et donc c'est comme... Il y a des consommateurs qui vont au marché et qui te disent « ah, oui, bien, jolie, très bien la pomme de terre... mais baissez-moi le prix par contre »... mais quand c'est un producteur, à quoi bon baisser autant le prix si ça ne lui couvre même pas ses coûts de production ? » (Lupe Ruiz, panier Utopía).

Ces échecs répétés peuvent, en résumé, s'analyser de la manière suivante (Figure 28). Les consommateurs d'Utopía ont pris contact avec des groupes de paysans agroécologiques locaux dont ils avaient connaissance de l'existence et avec lesquels il existait une proximité géographique suffisante pour que l'approvisionnement du panier soit faisable. Les contacts ayant été pris, producteurs comme consommateurs, qui se méconnaissent les uns les autres, qui n'ont pas l'habitude d'échanger des produits, ont établi, avec l'autre groupe, des relations de nature purement marchande, chacun ayant rangé l'autre, inconnu, dans la case « commerçant », référence bien connue, et donc le traitant comme tel, et comme un interlocuteur anonyme et interchangeable. En ce sens, les relations entre producteurs et consommateurs étaient peu différentes de celles qui avaient cours sur les marchés conventionnels.

Figure 28 - L'intégration progressive des paysans agroécologiques à Utopía : échecs et premier succès



2.3.2.2.2. Un premier succès : produits andins traditionnels et activation d'une proximité relationnelle forte et de longue date *via* un médiateur engagé

Le premier groupe de paysans agroécologiques, avec lequel Utopía a noué une relation durable, est celui que nous dénommerons « groupe ACT », c'est-à-dire le groupe de paysans agroécologiques de Guamote appuyées par la fondation ACT, créée à l'initiative Padre Julio, l'oncle de Roberto Gortaire. Le groupe ACT a été le premier groupe de paysans avec lequel le panier communautaire Utopía a pu établir un contact... mais aussi le premier groupe de paysans où l'objectif de création de relations durables et équitables entre consommateurs urbains et paysans agroécologiques a été couronné de succès. Ainsi, depuis 2003, les familles d'Utopía repartent tous les quinze jours avec leur panier qui contient une livre de farine traditionnelle andine fournie par le groupe ACT. Comment expliquer que, avec ce groupe-là en particulier, le panier Utopía n'ait pas connu les échecs qu'il a connus, au même moment, avec d'autres groupes de paysans agroécologiques locaux ? Nous voyons deux raisons principales à cela.

La première raison est la relation personnelle, forte et ancienne, qu'avait Roberto avec la fondation ACT et les groupes de paysans liés à cette fondation. En cela, le groupe ACT n'était pas un groupe de paysans « anonymes » comme l'étaient les premiers groupes de paysans agroécologiques avec lesquels Utopía a tenté d'établir des relations. En outre, Roberto s'est fortement engagé dans la construction de cette relation entre Utopía et le groupe ACT, jouant ainsi pleinement son rôle de médiateur et de passeur de frontière, dans la mesure où il pouvait se faire le porte-parole de chacun des ces deux groupes dont il connaissait les caractéristiques, les attentes et les contraintes, qu'il pouvait traduire à l'autre groupe, facilitant ainsi la compréhension mutuelle entre les deux groupes et les adaptations des uns aux autres.

La seconde raison est à rechercher dans le type de produits proposés par le groupe ACT, c'est-à-dire des farines élaborées à partir de grains traditionnels andins. Dans les cas d'échecs décrits précédemment, les consommateurs d'Utopía avaient cherché à établir des relations avec des producteurs de légumes agroécologiques, afin de remplacer les légumes « *remplis de produits chimiques* » qu'ils trouvaient sur le marché conventionnel. Malgré leur volonté d'avoir accès à des produits sains, c'est-à-dire différents de ceux que l'on trouvait sur les marchés conventionnels, ils conservaient leurs référentiels habituels d'évaluation des produits (calibre, forme dépourvue de tout défaut etc.) et de négociation avec ceux qui les vendent (marchandage, dépréciation du produit en vue d'obtenir un rabais etc.). Dans le cas d'ACT, les choses se sont déroulées différemment. En effet, le groupe ACT ne proposait pas un produit « alternatif » à ceux que l'on trouvait sur les marchés conventionnels, mais un produit « nouveau », beaucoup plus rarement trouvé sur les marchés conventionnels urbains et qui, jusque-là, ne faisait pas partie des produits proposés dans le panier. Ainsi, les consommateurs d'Utopía se retrouvaient face à un produit pour lequel ils n'avaient pas de référentiel ni d'évaluation, ni de négociation. Ils se sont retrouvés dans une situation de découverte, ou plus exactement de redécouverte de produits « oubliés », caractéristiques de l'alimentation paysanne mais de plus en plus délaissés par les consommateurs urbains. Ce lien avec ACT, médiatisé à la fois par un acteur, Roberto, et par un objet, les farines traditionnelles andines, a ainsi permis de faire évoluer le débat sur la qualité, qui avait commencé à émerger au sein d'Utopía, et qui ne concernait initialement que la qualité sanitaire des produits. Les consommateurs ont découvert d'autres critères d'évaluation

de la qualité, que sont la valeur nutritionnelle, mais aussi la valeur culturelle et identitaire de certains produits que l'on ne retrouve aujourd'hui que chez des familles. Ils ont notamment redécouvert la *maqui mashca* (en kichwa) ou *máchica de cebada* (en espagnol, farine d'orge grillée, voir plus haut) moulue sur meule de pierre produite et transformée par les paysans du groupe ACT. Cette prise de conscience n'a pas été immédiate et est le résultat d'un processus d'apprentissage au cours duquel certains consommateurs ont dû dépasser leur *a priori* : « *La máchica ça favorise les poux et c'est mauvais pour les intestins !* », voire leur racisme, très présent à Riobamba, d'urbains métis vis-à-vis des indigènes ruraux : « *Mais c'est de la nourriture d'indiens !* ». Ces processus d'apprentissage ont été favorisés par les échanges réguliers entre paysans et consommateurs, et entre consommateurs, médiatisés par Roberto et par l'équipe Utopía (fondation et « groupe zéro »), et en particulier par la mise en place d'ateliers de cuisine animés par l'équipe Utopía, auxquels ont été conviés les paysans du groupe ACT en tant qu'experts de la préparation de ces produits. Aujourd'hui, la *maqui mashca* est un produit phare du panier, qu'Utopía emmène souvent comme présent lorsqu'elle promeut le dispositif ailleurs.

Ainsi, de 2003 à 2005 commence à se construire progressivement une relation entre les consommateurs d'Utopía et le groupe ACT. Celle-ci sera d'abord fondée sur une proximité de médiation, *via* Roberto d'une part, et par l'intermédiaire des produits originaux fournis par le groupe ACT. La relation commencera ainsi à s'inscrire dans le temps long, et des proximités relationnelles commenceront à se construire entre paysans et consommateurs, renforcées par la médiation exercée par l'équipe Utopía, ainsi que par la proximité géographique temporaire permise notamment par les ateliers cuisine, mais aussi plus généralement par le travail communautaire, moment de rencontre et d'échange entre consommateurs, mais désormais aussi entre paysans et consommateurs. En effet, si les achats de produits sur le marché conventionnel se font le vendredi, veille des paniers, les livraisons de produits par les paysans agroécologiques se font le samedi matin, et ces derniers sont invités à rester, s'ils le souhaitent, pour participer au travail communautaire de préparation des paniers aux côtés des consommateurs. Cette construction progressive de proximités relationnelles sera la base et l'expression de rapports entre consommateurs du panier et paysans du groupe ACT fondés sur la réciprocité, la confiance, et la reconnaissance mutuelle. Ces relations échappent ainsi progressivement à la stricte relation offre-demande.

« Le panier communautaire Utopía ne promeut pas la compétitivité entre paysans, au contraire on recherche la coopération et la complémentarité. Je m'explique avec un exemple. Le groupe ACT de Guamate nous fournit depuis plus d'un an tout types de farines, de grains, tous les produits sont biologiques et totalement purs, mais il y a quelques semaines est apparue une autre organisation de producteurs de la paroisse de Tixán [nord du canton de Alausí], qui sont en capacité d'offrir plus ou moins la même chose, en plus ils ont une plus grande expérience de la commercialisation, la présentation des produits est meilleurs, et comme échantillon ils ont apporté de la maqui mashca, mais alors sensationnelle ! Et maintenant on fait quoi ? Du point de vue de l'économie de marché capitaliste, la solution est simple : qu'ils se mettent en compétition et la libre offre et demande décidera qui reste et qui s'en va. [...] Mais du point de vue du panier communautaire Utopía, ça serait une aberration et on l'a résolu d'une autre manière. [...] Les producteurs de Tixán fourniront seulement les grains et farines que le groupe ACT ne produit pas régulièrement ou en quantité suffisante, et vice-versa. C'est ça la complémentarité. Bien sûr qu'il y a eu des problèmes, des doutes, et pour l'instant ce n'est pas encore un processus bien abouti, mais

on a au moins la satisfaction qu'à travers ces essais et ces découvertes, on découvre les mécanismes et les formes concrètes de fonctionnement d'une économie différente où ce n'est pas la compétition qui prime, mais la complémentarité et la coopération »³⁶⁷ (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).

Progressivement, le groupe ACT va intégrer Utopía en tant que partie-prenante à part entière. Utopía n'est plus uniquement un dispositif urbain, mais s'ouvre au monde rural. La solidarité n'est plus seulement urbaine, elle est aussi urbain-rural, même si pour le moment cela ne concerne pas tous les groupe de paysans avec lesquels Utopía a tenté d'établir des liens. Et, inversement, du côté du « monde de l'agroécologie », qui était jusque-là uniquement rural, de nouveaux acteurs, les consommateurs urbains, apparaissent (Figure 28).

2.3.2.2.3. Les visites de fermes : première étape vers la construction d'une « alliance fraternelle entre ville et campagne »

Alors qu'une relation durable entre consommateurs d'Utopía et groupe ACT est en cours de construction, avec les autres groupes de paysans les relations continuent d'être fondées sur un échange purement marchand, et sont de même nature que celles qui ont cours sur le marché conventionnel. Face à cette situation, les membres actifs d'Utopía (groupe zéro et membres de la fondation Utopía, voir Figure 26), forts de l'expérience réussie avec le groupe ACT, prennent conscience de la nécessité de se connaître entre producteurs et consommateurs. Pour cela, à partir de 2005, leur idée consistera à emmener les consommateurs d'Utopía visiter des fermes agroécologiques, à travers ce qu'ils ont appelé dans un premier temps des *giras de observación* (« tournées d'observation »).

Les premières visites de ferme sont toutefois loin d'être un succès. Au lieu d'observer, découvrir et échanger avec les paysans, ce qui était le but de la visite, les consommateurs urbains du panier Utopía se servent en cueillant et en arrachant les produits partout sur la ferme.

*« Nous les gens de la ville on a toujours l'impression qu'on sait mieux que tout le monde, non ? C'est à dire qu'on est supérieurs à ceux de la campagne. Et donc on allait faire ces tours d'observation, comme on les appelait, et donc ce qui s'est passé c'est que chacun a été cueillir une fraise, une carotte, une tomate, une fleur et tout ça... Résultat, on lui a retourné son jardin au paysan ! Et là j'ai vu son visage, avec une expression qui ne montrait aucun signe d'énervement, de rage, ou de rien du tout... Et là j'ai eu honte d'avoir été capable de faire ça... Et donc immédiatement, là, sur place, on [ceux qui avaient organisé la visite de ferme, c'est-à-dire membres du groupe zéro et équipe de la fondation Utopía], on a demandé aux gens de regarder ce que nous avons été capables de faire, nous les gens de la ville. Et là, **on s'est découverts en tant que société abusive, qui prend tout un tas de libertés, destructrice...** Bon, là on s'est auto-traités de tous les noms ! (Lupe Ruiz, fondatrice du panier *Solidaridad* et membre du panier Utopía).*

Cette prise de conscience de l'attitude abusive et supérieure des gens de la ville vis-à-vis des gens de la campagne a conduit les consommateurs d'Utopía à changer d'attitude lors de la

³⁶⁷ Roberto Gortaire (2005). *¿Sistemas de canastas comunitarias, organizaciones de consumo agroecológico?* Riobamba: Utopía. 17 pp. (non publié).

seconde visite de ferme. Là, ils ont pu découvrir la ferme, les produits, les pratiques et la philosophie agroécologiques et surtout, ce qu'est le travail paysan.

« *Quand on est allés sur les fermes les premières fois, on s'est rendu compte du travail de nos amis paysans. Parce que, bon, à la campagne c'est pas plat comme à la ville, et en plus la parcelle de pommes de terre, elle est pas juste à côté de la maison, non ! Il faut monter des collines et des collines, des montagnes et des montagnes, et il n'y a ni ânes ni chevaux pour redescendre les produits, mais ils [les paysans] portent tout sur leur dos ! La première fois je suis tombée deux fois dans la terre, je demandais des pauses pour qu'ils m'attendent parce que je n'arrivais pas à monter aussi vite qu'eux !... Et en plus j'étais comme ça, libre, sans aucun poids à porter, tu t'imagines eux [les paysans] ? » (Lupe Ruiz, fondatrice du panier Solidaridad, membre du panier Utopía).*

« *Et donc on a commencé à emmener les gens dans les fermes. On a commencé à faire des tours de plaine, les visites, et jusque-là, c'est le modèle que nous [membres du groupe zéro et équipe de la fondation Utopía]... ou si tu veux, c'est la méthode qu'on a construite pour que se construise cette relation [entre paysans et consommateurs]. Et donc, la première chose qu'on fait quand il y a une relation nouvelle avec un producteur, eh bien on va voir sa ferme. Et, crois-moi, il y a toujours un effet, immédiat, à chaque fois qui est que le producteur se sent reconnu en tant que personne, il se sent valorisé, ses efforts, son travail et tout ça. Et nous, c'est dans ce but-là qu'on essaie de faire en sorte que les gens aillent dans les fermes, et qu'ils perçoivent jusqu'au choc que c'est de devoir marcher, la poussière, et tout ça... l'inconfort, il n'y a pas d'eau etc. Et donc c'est bien de là, depuis les visites de fermes qu'on a pu avoir toute une réflexion avec les gens. » (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).*

« *C'est sûr que le fait de partager avec les producteurs nous a beaucoup aidés à nous rendre compte de ce qu'on mangeait. Et les visites de fermes ont été une étape très importante, c'est là qu'on s'est rendu compte de la réalité des producteurs, de la difficulté d'être paysan, comment ils vivaient et tout ça... c'est sûr que ça a vraiment changé nos vies en fait ! » (Paty Jacome, fondation Utopía et panier Utopía).*

Il est intéressant de comparer cette stratégie des visites de fermes avec les processus qui ont eu lieu dans le cas du groupe ACT. Nous l'avons vu, l'interconnaissance entre les consommateurs d'Utopía et les paysans du groupe ACT a été possible, au départ, grâce à une proximité de médiation permise et renforcée grâce à deux types intermédiaires (un acteur, Roberto et un objet, les produits particuliers proposés par ces paysans-là) et, par la suite, grâce aux proximités géographiques temporaires activées lors des ateliers cuisines et les séances de travail communautaire. Dans le cas des autres paysans agroécologiques, il n'existait pas d'intermédiaire, ni acteur, ni objet, pouvant jouer un rôle de médiateur équivalent à ceux du cas particulier du groupe ACT. En outre, il n'existait pas d'espaces de rencontres entre paysans et consommateurs susceptibles de pouvoir construire des proximités relationnelles permettant de dépasser les relations purement marchandes. Les visites de fermes ont permis de créer ces ingrédients manquants, la ferme agroécologique jouant à la fois le rôle de médiateur et d'espace de rencontre et d'apprentissage. Ainsi, très rapidement Les *giras de observación* sont devenus des *giras de aprendizaje* (« tournées d'apprentissage ») et les consommateurs d'Utopía ont pris peu à peu l'habitude de nommer les producteurs *maestros agroécologicos*, en référence aux

artisans urbains qui possèdent un savoir-faire (*maestro zapatero*³⁶⁸, *maestro ebenista*³⁶⁹...), ce qui constitue une reconnaissance explicite du savoir-faire de ces paysans en matière d'agroécologie.

Depuis, les visites de fermes sont devenues systématiques, non seulement lorsqu'un paysan ou un groupe de paysans intègre Utopía, mais aussi quand une nouvelle famille de consommateurs souhaite adhérer au dispositif. Ces visites sont organisées régulièrement dans l'année par le « groupe zéro ». Elles sont aujourd'hui une règle connue et acceptée par tous, même s'il n'y a pas de contrôle direct de la participation des consommateurs à ces visites. Elles constituent un des supports de la construction de l'« *alliance fraternelle entre ville et campagne* », expression qui est devenue, depuis cette époque le slogan d'Utopía.

En conclusion, fin 2005, l'agroécologie fait officiellement partie du projet d'Utopía, après quatre années (i) de travail au sein d'Utopía sur le thème de l'agroécologie, sous l'impulsion forte de Roberto soutenu par l'équipe Utopía (groupe zéro et fondation Utopía), (ii) de tentatives plus ou moins réussies de création des liens avec des producteurs agroécologiques locaux, essais qui seront favorisés par l'appui financier de Swissaid, et (iii) après plusieurs succès, échecs et apprentissages. Utopía et ses membres, qui portaient jusque-là un projet d'économie solidaire et de sécurité alimentaire urbaines, vont alors commencer à élaborer ensemble une proposition globale de souveraineté alimentaire dans laquelle l'agroécologie s'articule à l'économie solidaire, le développement de liens durables et solidaires avec des paysans locaux devenant l'expression de ce projet. Utopía, pas à pas, se déploie ainsi au-delà du monde urbain et s'ouvre au monde rural : les paysans agroécologiques deviennent petit à petit parties-prenantes du dispositif.

2.3.3. Vers de nouvelles territorialités pour Utopía : de l'ouverture sur le rural aux prémices d'un déploiement territorial et national

Cette période entre 2002 et 2005, au cours de laquelle Utopía consolide son projet d'économie solidaire en faisant évoluer son mode de gouvernance et les modalités de participation de tous au dispositif, s'ouvre progressivement au monde rural local, et intègre petit à petit l'agroécologie à son projet, est aussi la période où Utopía va commencer à connaître les prémices d'un déploiement territorial et national. L'initiative de panier communautaire va se diffuser et se répliquer, et, en activant les proximités cognitives avec d'autres initiatives similaires, et plus généralement d'autres acteurs de l'économie solidaire et de l'agroécologie, Utopía va rejoindre, et même créer avec d'autres, différents réseaux locaux et nationaux.

2.3.3.1. Diffusion et mise en réseau territoriale et nationale du projet d'économie solidaire d'Utopía : création du « réseau national des paniers » et rapprochement local des acteurs de l'économie solidaire

En 2003, au cours d'une rencontre sur le commerce alternatif, organisée à Guamote, Utopía découvre qu'il existe une autre initiative de panier communautaire à Quito, inspirée par celle d'Utopía. En effet, Utopía, du fait de son projet articulant solidarité urbaine, économie sociale et

³⁶⁸ Cordonnier

³⁶⁹ Ébéniste

commerce alternatif, et du caractère original et innovant de son organisation en groupement d'achat contribuant à la sécurité alimentaire de plusieurs dizaines de familles urbaines aux revenus modestes, avait commencé à acquérir une certaine notoriété au-delà du seul niveau local. Ainsi, dès 2002, plusieurs personnes, associations et institutions viennent à Riobamba pour découvrir le fonctionnement du dispositif Utopía, qui recevra notamment la visite de la Tribune du Consommateur, association nationale de défense des droits des consommateurs, qui avait des liens avec la Municipalité de Quito. Dans le contexte de crise économique de l'époque, la Municipalité de Quito, inspirée par l'initiative d'Utopía, propose l'idée de création de paniers communautaires à plusieurs organisations de quartiers du Sud, zone la plus populaire de la ville. C'est ainsi que naîtra, en octobre 2002, le panier communautaire « El Carmen » (Tableau 33).

Suite à la rencontre de Guamote, Utopía et El Carmen découvrent l'existence d'autres paniers communautaires dans tout le pays. En juin 2004, ils invitent ces initiatives à la « *première rencontre des paniers communautaires et solidaires* » à Riobamba. À l'issue de cette rencontre sera créé le Réseau national des paniers (*Red nacional de canastas*), qui commencera à grandir et à s'organiser (Tableau 33). Il est loin d'être encore stable : des initiatives apparaissent et adhèrent au réseau, mais toutes ne dureront pas. En effet, la mise en place d'un projet et de pratiques solidaires, passant par une organisation horizontale et la participation de tous, est loin d'être facile, surtout dans un contexte urbain où les pratiques réciproques n'existent pas autant qu'en milieu rural³⁷⁰.

*« De fait, plusieurs groupes sont apparus, d'autres ont disparu... parce que la constitution d'un panier est un processus très complexe. En fait, ça peut être facile au début, il y a de l'enthousiasme et tout ça... Mais **consolider le processus dans le temps, c'est très complexe. Parce que ça implique que dans le monde urbain, tu te débarrasses de ton individualisme et de ta pratique habituelle, et que tu commences à travailler comme communauté. Et ça, c'est très dur à maintenir dans le temps** ». (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).*

Le Réseau national des paniers est créé et pensé comme un réseau, ouvert à tous, d'échange d'idées, d'expériences et de pratiques, avec la volonté de mettre en place et de maintenir une organisation horizontale, au sein de laquelle chaque groupe conserve son autonomie. Dans l'esprit de ses initiateurs, le réseau devait demeurer un réseau, et non devenir une organisation, avec la structure hiérarchique que cela aurait supposé.

*« Dans le réseau, **on voulait rester un réseau, on n'a jamais voulu construire une grande organisation. Parce qu'on commençait par exemple à percevoir la crise du mouvement indigène, et des grandes organisations historiques. Et on était convaincus qu'une partie du problème, c'était cette structure hiérarchique et fermée. Et donc on a voulu mettre en place d'autres formes d'organisations. Et moi je me suis pas mal mis là-dedans, et d'ailleurs d'un point de vue plus académique, quand j'étudiais l'agroécologie, j'avais commencé à étudier la pensée complexe, les réseaux etc. Et donc on a commencé à élaborer ce fonctionnement. Sans hiérarchie, et au contraire basé sur l'autonomie de chaque groupe. Et ça a été précieux parce que personne ne dépendait de personne, aucun des groupes locaux ne dépendait d'une direction nationale. Au contraire***

³⁷⁰ Nous avons vu que le panier Utopía lui-même avait vu le nombre de familles membres divisé par six en quelques semaines lorsque le « noyau dur » d'Utopía, via l'instauration du travail communautaire et d'une organisation plus horizontale et participative, avait souhaité mettre en pratique le projet de solidarité urbaine porté par le dispositif.

chaque groupe continuait de chercher son propre chemin, sa propre formes d'organisation, de consolidation etc. (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).

2.3.3.2. *Consolidation et diffusion du projet agroécologique d'Utopía : adhésion à des réseaux nationaux et promotion au niveau du Réseau national des paniers.*

Si l'intégration définitive de l'agroécologie au projet d'Utopía a pris plusieurs années, elle a germé très tôt dans l'esprit de l'équipe Utopía, et notamment dans celui de la fondation Utopía, *via* Roberto, mais aussi *via* les autres membres. Afin de donner un sens et une impulsion à ce projet, la fondation Utopía adhérera en 2003 à la CEA (Coordination Équatorienne d'Agroécologie), qui organisera en 2005 la première rencontre nationale d'agroécologie. L'agroécologie y est présentée comme proposition technique et politique alternative au modèle conventionnel et capitaliste, et l'agriculture familiale et paysanne comme le sujet central de cette proposition d'alternative.

C'est également en 2003 que Roberto et un autre membre de la fondation Utopía, Francisco Escobar (également ancien membre, avec Roberto, du mouvement *Identidad Estudiantil*) iront au Brésil pour assister au séminaire international d'agroécologie à Porto Alegre, et qu'ils rencontreront plusieurs acteurs brésiliens de l'agroécologie, parmi lesquels des scientifiques et le Mouvement des Sans Terre. La consolidation des liens avec la CEA, et le voyage au Brésil, seront déterminants pour achever de convaincre Roberto et la fondation Utopía qu'il fallait se tourner vers le monde de l'agroécologie.

*« Il y avait un espace qui s'appelait la **Coordination Équatorienne d'Agroécologie**, et donc... là-bas j'ai commencé à me former [insistance sur « me former »], à recevoir des cours, à connaître les scientifiques-clés et tout ça... Et j'ai même voyagé, en 2003 je suis allé au Brésil avec Pancho [Francisco Escobar], enthousiasmé par tout le mouvement agroécologique qu'il y avait là-bas, et j'ai commencé à connaître plein de monde, et c'est comme ça que j'ai aussi plein de relations au Brésil... Et tout ça au même moment où, en Équateur, le mouvement agroécologique commençait à prendre de l'importance et se heurtait aux limites de la commercialisation »* (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).

« En premier la question de l'économie était quelque chose de prioritaire pour nous, mais après avec quelques événements comme quand Roberto et Pancho sont allés au Brésil et qu'ils sont revenus avec une nouvelle vision bien renforcée, bon... qu'on avait déjà plus ou moins à la fondation, mais on a affirmé cette volonté de faire les choses bien. Cette idée de partager, du communautaire, de la solidarité, en fait...elle est enfouie dans chacun de nous depuis nos ancêtres. Et puis bien sûr cette idée de l'agroécologie, avec aussi la question de la qualité des produits qui a joué un rôle important dans les changements et les motivations des consommateurs du panier. » (Paty Jacome, fondation Utopía et panier Utopía).

Au sein du Réseau national des paniers, le panier Utopía a été précurseur dans le rapprochement entre consommateurs urbains et paysans agroécologiques locaux. Utopía commencera ainsi à échanger, au sein du Réseau national des paniers, sur les enjeux de l'approvisionnement en produits agroécologiques et du rapprochement ville-campagne. Si, au début, les paniers communautaires urbains s'approvisionnaient tous auprès des commerçants des marchés de gros, les échanges d'idées et de pratiques permises par l'existence du Réseau

national des paniers ont conduit certains paniers à s'organiser pour se mettre en relations avec des paysans agroécologiques locaux.

« *La réflexion a commencé à grandir entre nous tous. Par exemple, à part nous [Utopía], personne n'avait cette idée de l'agroécologie dans les autres paniers. Quand on a commencé à présenter un peu cette idée, il y a eu un peu de résistance, ils disaient « à Quito c'est impossible, vous là-bas à Riobamba vous avez les producteurs tout près, mais nous c'est pas pareil, c'est difficile » et donc il n'y avait pas cette volonté des autres groupes. [...] On s'est rendu compte que tout cet échange d'expérience de l'un à l'autre groupe commençait à changer la manière de fonctionner de chacun. Par exemple, ceux de Quito se sont mis à intégrer le thème de l'agroécologie, et ils ont commencé à chercher des producteurs de leur côté.* » (Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).

2.3.3.3. *Quand économie solidaire et agroécologie se rejoignent : vers un rapprochement urbain-rural du réseau national des paniers*

Utopía consolidant peu à peu son projet agroécologique, et certains autres paniers commençant à réfléchir à un approvisionnement local auprès de producteurs agroécologiques, le rapprochement urbain-rural commence à être pensé, non pas uniquement à l'échelle de chaque initiative de panier communautaire, mais également à l'échelle du Réseau des paniers. Profitant des proximités relationnelles que chacun des paniers avait commencé à construire sur son territoire avec des paysans agroécologiques, des visites de fermes sont organisées à Riobamba et à Quito afin que se rencontrent consommateurs des paniers, et producteurs qui approvisionnent chacun ces paniers. Ces visites de fermes à l'échelle nationale constitueront les prémices d'un rapprochement ville-campagne du Réseau national des paniers, c'est-à-dire les prémices de l'intégration des paysans agroécologiques au réseau, qui aura lieu officiellement trois ans plus tard.

2.3.3.4. *Bilan du déploiement territorial et national d'Utopía entre 2002 et 2005*

Tableau 33 - Déploiement territorial et national d'Utopía : synthèse des principaux évènements

Date	Évènements	Lieu	Acteurs	Précisions
2002	Plusieurs organisations viennent découvrir le panier Utopía	Riobamba	Panier Utopía Tribune du Consommateur Diverses organisations et institutions nationales	Ces visites contribuent à faire connaître Utopía (la Tribune du Consommateur réalise une vidéo diffusée au niveau national), et inspirent d'autres initiatives de paniers communautaires à l'échelle nationale
	Création du panier communautaire « El Carmen »	Quito (quartiers populaires du Sud)	Municipalité de Quito Organisations de quartiers	La Municipalité, inspirée par l'initiative Utopía, propose l'idée aux organisations de quartiers du Sud. Le panier El Carmen est créé sur la base d'un projet de solidarité et sécurité alimentaire urbaines , à l'instar d'Utopía à ses débuts.
2003	Rencontres de commerce alternatif	Guamote (Chimborazo)	Panier Utopía Panier El Carmen	Participation des paniers Utopía et El Carmen. Découverte de leur existence commune.

Date	Évènements	Lieu	Acteurs	Précisions
	Adhésion de la Fondation Utopía à la CEA	National	Fondation Utopía CEA (Coordination Équatorienne d'Agroécologie)	Renforcement du projet agroécologique d'Utopía porté par l'équipe Utopía. Consolidation des réseaux déjà existants (via Roberto).
	Début de la relation entre Utopía et le groupe ACT	Chimborazo (Riobamba & Guamote)	Utopía Groupe ACT Guamote	Premier rapprochement ville-campagne d'Utopía.
2004	Première rencontre nationale des paniers communautaires et solidaires	Riobamba	Paniers Utopía et El Carmen Délégations de Cuenca, Portoviejo, Quito et Otavalo	Création du Réseau national des paniers , qui rassemble des « paniers solidaires » ou « paniers communautaires », c'est-à-dire des initiatives urbaines d'économie solidaire et de sécurité alimentaire.
2005	Rencontre nationale des coordinateurs du Réseau national des paniers	Riobamba	Coordinateurs du Réseau national des paniers	Plusieurs initiatives de paniers rejoignent le Réseau.
	Organisations de visites de fermes de paysans agroécologiques	Riobamba et Quito	Réseau national des paniers Producteurs agroécologiques de Chimborazo et de Pichincha	Premier rapprochement urbain-rural du Réseau national des paniers : les visites de fermes , initiées par Utopía à son échelle, sont proposées à l'échelle du réseau comme support d'interconnaissance et de créations de liens entre producteurs et consommateurs.
	Première rencontre nationale d'agroécologie	Quito	CEA (Coordination équatorienne d'agroécologie)	L'agroécologie est présentée comme proposition technique et politique alternative au modèle conventionnel et capitaliste. L'agriculture familiale et paysanne est présentée comme le sujet central de cette proposition d'alternative.

Réalisation : Claire Heinish. Source : enquête de terrain.

2.4. Utopía depuis 2006 : agroécologie, souveraineté alimentaire et économie solidaire, du local au global

2.4.1. Au niveau du dispositif : une alliance fraternelle entre ville et campagnes pour la souveraineté alimentaire

La mise en place des visites de fermes a été un facteur-clé qui a permis progressivement de construire des relations plus durables avec des paysans agroécologiques locaux. Ces visites sont, depuis, régulièrement organisées par Utopía, souvent à l'initiative du « groupe zéro », parfois également à l'initiative des paysans qui invitent les consommateurs sur leur ferme. Les visites de fermes sont devenues une règle : chacun des membres d'Utopía doit avoir fait au moins une visite de ferme dans l'année.

Depuis 2005, plusieurs paysans ou groupes de paysans ont rejoint Utopía et sont devenus fournisseurs réguliers et membres à part entière du dispositif (Tableau 34). Tous ces paysans possèdent de très petites surfaces, la grande majorité d'entre eux possédant moins d'un hectare, souvent réparti en de plusieurs petites parcelles dont certaines peuvent faire à peine quelques dizaines de mètres carrés. Ils sont tous « agroécologiques », c'est-à-dire qu'ils ont tous bénéficié à un moment ou à un autre, d'un accompagnement d'ONG (pour les plus anciens), ou de pouvoirs

publics (pour les plus récents), pour la consolidation ou la mise en place d'une production agroécologique diversifiée, beaucoup ayant également bénéficié de programmes d'accès à l'eau d'irrigation. Pour certains paysans, la transition agroécologique a consisté en une diversification, permise par l'arrivée de l'irrigation, d'un système basé sur la production de grains, céréales et tubercules vers un système où ont été introduits les légumes, grâce à l'intervention d'une ou plusieurs ONG. C'est le cas par exemple des paysans de l'association *Nueva Generación* de la communauté Tzimbutu, accompagnés par l'ONG équatorienne EkoRural. Pour d'autres paysans, ça a été une transition plus radicale d'un système d'activité orienté vers la monoculture ou l'élevage spécialisé pour le marché conventionnel et où la migration d'au moins un des membres de la famille était nécessaire, vers un système agroécologique diversifié, grâce à un accompagnement d'ONG pour certains ou, pour d'autres, plus récemment, des pouvoirs publics. C'est le cas de certains producteurs liés à la fondation CEDEIN, dont nous avons déjà décrit le cas plus haut. C'est aussi le cas d'Oscar*, paysan dans le canton de Guamote, qui avait conservé, sur moins d'un hectare, un élevage laitier spécialisé, car c'était le type de système pratiqué sur l'hacienda dont il avait racheté les terres avec ses voisins, grâce à un prêt du FEPP, au début des années 1980. Alors qu'il migrait à Quito pour compléter les maigres revenus permis par une faible production laitière, il en revient au milieu des années 1990 et rencontre l'ONG ERPE, auprès de laquelle il va se former à l'agroécologie, ce qui l'incitera à diversifier progressivement son système. On peut également citer le cas de Lourdes*, qui, sur son demi-hectare, produisait des choux, vendus sur le marché conventionnel et qui, depuis qu'elle a bénéficié d'un programme d'accompagnement à la mise en place de « jardins familiaux agroécologiques » par le MIES (Ministère de l'Inclusion Économique et Sociale), a désormais des productions animales et végétales très diversifiées (Tableau 34).

Parmi tous ces paysans et groupes de paysans, on retrouve deux grands profils et un profil particulier, en fonction de leur organisation pour la commercialisation (individuelle ou collective) et de la manière (types de proximités mobilisées) dont se sont créés leurs liens avec Utopía (Tableau 34).

Les premiers sont des groupes de paysans (organisés formellement ou non en organisations de producteurs) très étroitement liés à des ONG locales ou nationales qui leur apportent, depuis plusieurs années, un appui technique pour la production agroécologique, et un appui organisationnel pour la commercialisation (aide à la planification de la production, à l'organisation logistique, à la recherche de débouchés etc.). Pour ces groupes de paysans, le lien avec Utopía a été possible grâce à l'activation des proximités relationnelles et cognitives qui préexistaient entre les ONG qui les accompagnent et Utopía. Ces proximités (Tableau 34) étaient soit très anciennes (cas par exemple du groupe ACT de Guamote, et des paysans de la COPAC accompagnés par la fondation Chuquirahua), soit elles se sont construites plus tard, dans le cadre de l'appartenance commune d'Utopía et de ces ONG à des réseaux locaux et nationaux de l'agroécologie et de l'économie solidaire, réseaux qui ont commencé à se structurer et à prendre de l'ampleur à partir de 2006 (Figure 31 et § 2.4.4).

Tableau 34 - Paysans et groupes de paysans agroécologiques parties-prenantes d'Utopía

Producteurs	Organisation pour la commercialisation	Localisation	Produits vendus à Utopía	Date entrée	Origine du lien avec Utopía	Liens avec d'autres acteurs pour la production et la commercialisation	Autres circuits de commercialisation
Groupe ACT (60 familles)	Collective avec ONG (fondation ACT)	Canton Guamote	Farines et grains andins	2003	Proximité relationnelle et cognitive forte et ancienne entre Roberto , fondation ACT et Groupe ACT	Acción Integral Guamote (<i>projets de développement rural, appui à la création d'ACT</i>)	Boutique d'ACT (Guamote) Boutique CAMARI (Riobamba)
COPAC (10 familles)	Collective avec ONG (fondation Chuquirahua), puis collective organisée	Paroisse Cebadas, canton Guamote	Légumes	2005	Proximités relationnelles et cognitives fortes et anciennes entre Utopía (Roberto , Francisco , Lupe) et Chuquirahua (Victor)	Fondation Marco (<i>appui à la production agroécologique depuis 2010</i>) Gouvernement Paroissial de Cebadas (<i>espace de vente sur le marché de Cebadas</i>)	Marché citoyen Macají (Riobamba) Feria agroécologique sur le marché de Cebadas
Groupe CEDEIN (10 familles)	Collective avec ONG (fondation CEDEIN)	Cantons Colta et Guamote	Légumes	2007	Proximités cognitives relationnelles entre Utopía et CEDEIN (<i>via participation à des MOUVEMENTS LOCAUX</i>)	Heifer Équateur - siège national de l'ONG étatsunienne Heifer (<i>financement de CEDEIN</i>) Municipalité de Cajabamba (<i>espace de ventes sur le marché de Cajabamba</i>)	Marché citoyen Macají (Riobamba) Feria agroécologique sur le marché de Cajabamba
Association Nueva Generación (50 familles)	Collective organisée avec ONG (EkoRural)	Communauté Tzimbuto, canton Riobamba	Légumes, pommes de terre, herbes aromatiques	2010	Proximités cognitives et de médiation entre Utopía et EkoRural (<i>via participation à des MOUVEMENTS NATIONAUX</i>)	CODEMPE - Conseil de développement des nationalités et peuples indigènes d'Équateur - (<i>financement pour le développement de l'agroécologie</i>) Groundswell International - ONG internationale dont EkoRural est membre fondateur (<i>financement d'EkoRural</i>)	Marché de gros de Riobamba
Consuelo* et Armando* (et quelques familles de la communauté)	Individuelle , parfois collective informelle	Communauté Victoria de Pusuca, canton Penipe	Fraises, petits fruits, œufs, herbes aromatiques	2010	Proximité de médiation (<i>inauguration de la maison Utopía dont ils ont été informés par un technicien du MAGAP</i>)	Gouvernement provincial (<i>formations et appui technique et matériel pour l'agroécologie</i>) Fondation Esquel (<i>appui technique et financier pour la création d'une communauté de familles déplacées suite à l'éruption du Tungurahua en 2006 + appui à la création d'un système d'irrigation + appui à la production agroécologique</i>)	Marché de gros de Riobamba Boutique CAMARI (Riobamba)
Irina* (et quelques familles de la communauté)	Individuelle et collective informelle	Communauté Utuñag, canton Penipe	Petits fruits, babacos, œufs, herbes aromatiques, légumes	2010	Proximité de médiation (<i>inauguration de la maison Utopía dont elles ont été informées par un technicien du MIES</i>)	CORSOL - organisation de producteurs de second degré (<i>plusieurs projets de développement avec le MIES</i>) MIES - Ministère de l'Inclusion Économique et Sociale (<i>formations et appui technique et matériel (petits animaux, semences) pour la mise en place de « jardins familiaux agroécologiques » en 2010</i>) Gouvernement Provincial de Chimborazo (<i>appui à la création de micro-fromageries familiales</i>)	Marchés citoyens Macají et Yaruquíes (Riobamba) Ferias agroécologiques à Guayaquil Marché de gros de Riobamba
Lourdes* (et quelques familles de la communauté)	Individuelle et collective informelle	Communauté La Libertad, canton Penipe	Miel, légumes, truites	2011	Proximité de médiation (<i>atelier ACT annoncé par radio, y a rencontré Roberto</i>)	FEPP et ERPE (<i>formation à la diversification et à la production agroécologique</i>)	Boutique CAMARI (Riobamba) Voisins (truites) Marché indigène de Guamote
Jorge* (10 familles)	Collective informelle	Province Los Ríos	Fruits tropicaux	2006	Proximité relationnelle avec une famille membre d' Utopía	?	?

LEGENDE : Organisations de producteurs (formelles ou informelles) - Producteur individuel - Organisations indigènes - ONG locales, nationales ou internationales - Acteurs publics - Commercialisation conventionnelle/traditionnelle - Commercialisation alternative - Dispositif Utopía - Acteurs individuels-clés - MOUVEMENTS LOCAUX ET NATIONAUX DE L'ESS ET DE L'AGROÉCOLOGIE

Réalisation : Claire Heinisch. Sources : enquête de terrain.

Le second type de paysans membres d'Utopía est constitué de paysans qui fournissent individuellement Utopía, souvent en s'organisant également de manière informelle avec leurs voisins, dont ils vendent les produits en plus des leurs. Pour ces paysans, c'est souvent la proximité de médiation qui leur a permis de connaître et d'intégrer Utopía. Pour certains par exemple, c'est l'inauguration de la « maison Utopía » en 2010, évènement sur lequel Utopía a communiqué *via* les médias locaux, qui leur a permis de connaître le dispositif et d'en devenir membres. Soulignons que si ces paysans s'organisent sans l'appui d'acteurs institutionnels pour la commercialisation, ils bénéficient toutefois (ou ont bénéficié par le passé) d'appuis techniques, matériels et financiers pour la production de la part d'ONG et/ou, plus récemment, de la part d'acteurs publics (MAGAP, MIES et Gouvernement Provincial). C'est d'ailleurs souvent *via* ces acteurs-là qu'ils ont été informés de l'existence d'Utopía (Tableau 34).

Enfin, le dernier profil est celui, particulier de Jorge*, producteur Costa, qui est l'un des premiers producteurs, après le groupe ACT, à avoir intégré Utopía durablement en 2006. Le lien entre Utopía et Jorge* a été créé grâce à la proximité relationnelle qui existait entre une famille membre d'Utopía et la famille de Jorge*, activée en réponse à la nécessité, pour le panier Utopía, de trouver une solution pour s'approvisionner en fruits tropicaux sains et de qualité, jusqu'alors achetés sur le marché de gros, à défaut d'être produits sur le territoire. Jorge* fournit donc le panier Utopía en fruits tropicaux en provenance de sa propre ferme et d'une dizaine de fermes voisines. L'intégration de Jorge* au dispositif a permis l'accès à une plus grande diversité de produits agroécologiques, non seulement pour les consommateurs d'Utopía, mais aussi, depuis 2010, pour les autres paysans d'Utopía, qui repartent chaque samedi de panier avec leur caisse de produits tropicaux, tandis que Jorge* retourne chez lui, dans la province de Los Ríos, avec sa caisse de légumes de la Sierra. Utopía a ainsi construit, dans la pratique, une « *alliance pour la souveraineté alimentaire* » entre consommateurs urbains, puis entre consommateurs urbains et paysans, et enfin également entre paysans.

Un grand changement s'est ainsi opéré progressivement dans le statut des producteurs qui approvisionnent le panier Utopía. Entre 2002 et 2005, hormis le groupe ACT, les producteurs étaient de simples fournisseurs. Producteurs et consommateurs n'étaient liés que par une proximité géographique suffisante pour que les producteurs soient en mesure d'approvisionner le panier, et par des relations de nature purement marchandes qui rendaient les producteurs interchangeable, au gré des échecs répétés dans l'établissement de relations durables. Par la suite, grâce aux divers processus d'apprentissage et de construction de proximités relationnelles, puis cognitives, entre producteurs et consommateurs, les paysans agroécologiques sont devenus des membres à part entière de ce qui est présenté aujourd'hui comme étant la « *famille Utopía* ». Cette vision en termes de « famille » est l'expression d'une double reconnaissance des paysans par les consommateurs.

La première est une reconnaissance en tant que paysans, les consommateurs reconnaissant le travail, l'activité, les pratiques, et le savoir-faire des paysans, ainsi que leur rôle dans la production d'aliments de qualité (sanitaire, nutritionnelle, patrimoniale) et dans la protection des ressources.

« Le travail qu'ils [les producteurs] font pour nous c'est qu'en fait ils s'occupent de faire en sorte que nous on puisse continuer à bien vivre ici en Équateur, en ayant une diversité de

produits, frais, bons... et puis ils s'occupent aussi de conserver les produits ancestraux, et les semences aussi ! C'est tout une science, tout un savoir, de pouvoir produire comme ça de manière agroécologique » (Paty Jacome, fondation Utopía et panier Utopía).

« Les paysans ont été exclus depuis des années... mais **leur travail est vital, c'est la source d'alimentation pour la ville et pour la campagne !** » (Une consommatrice du panier Utopía).

« **Les paysans, ce sont eux qui nous donnent à manger à tous ! Mais le travail à la campagne n'est pas facile...** » (Une consommatrice du panier Utopía).

« Je suis **vraiment admirative** quand Oscar* [un producteur agroécologique de Guamote] **nous explique comment il faut prendre soin de la Terre Mère !** » (Cecilia Yungán, panier Utopía, membre du « groupe zéro »).

La seconde est une reconnaissance en tant que personnes, au sein de la « famille Utopía ».

« Pour nous à Utopía, les **produits ont un nom et un prénom !** » (Cecilia Yungán, panier Utopía, membre du « groupe zéro »).

« Maintenant la relation qu'on a avec eux [les paysans], c'est une **relation d'amitié, de fraternité**, comme on dit nous « **l'alliance fraternelle** » n'est-ce pas ? Eh oui, c'est comme ça, **on se prend dans les bras nous les gens de la ville avec les indigènes de la campagne**, et c'est sûr que ce n'est ni naturel, ni considéré comme normal [rires]... dans la ville où l'on vit qui est Riobamba, qui est une ville très raciste, très excluante ! » (Lupe Ruiz, panier Utopía).

Ainsi, à Utopía, la reconnaissance des paysans est non seulement une reconnaissance socio-économique dans la sphère collective et de la production au sens de Honneth [2004], mais c'est devenu également une reconnaissance dans la sphère intime, qui vient renforcer la première. Cette reconnaissance des paysans agroécologiques par les consommateurs d'Utopía est le résultat d'un processus, démarré en 2003, de construction progressive de proximités relationnelles (interconnaissance forte) et cognitives (valeurs et projet partagé) entre producteurs et consommateurs d'Utopía, favorisées par l'action de passeurs de frontières. Ces liens forts entre les membres du dispositif constituent le pivot central du discours et du projet Utopía, « *alliance fraternelle entre la campagne et la ville pour la souveraineté alimentaire* » qui intègre l'agroécologie, la souveraineté alimentaire, et la solidarité urbain-rural (Encadré 33).

Encadré 33 - Utopía vu par Utopía



Economía Comunitaria, una Alianza entre el campo y la ciudad por la Soberanía Alimentaria

« Nous sommes une organisation populaire urbaine de familles de consommateurs qui nous unissons pour **atteindre notre souveraineté alimentaire** en alliance avec nos frères et sœurs producteurs et productrices **agroécologiques**. On cherche à développer une **authentique économie populaire et solidaire**, à travers le **travail de la communauté** : « la minga urbaine » est notre façon de faire émerger l'être humain **fraternel** que nous sommes tous en réalité, et c'est le chemin pour **construire une société solidaire**. Notre panier

communautaire est **un effort de résistance au modèle économique de marché** qui limite notre droit à des aliments sains et appropriés. »

Source : extrait du fascicule de communication du panier communautaire Utopía [P. Sánchez, 2009]

Au-delà des visites de fermes, le lien producteurs-consommateurs est entretenu les samedis de panier, lorsque les producteurs viennent livrer leurs produits et, que, lorsqu'ils le peuvent, ils restent toute la matinée jusqu'à la distribution des paniers. C'est l'occasion d'échanger avec le groupe de consommateurs mobilisé ce jour-là pour le travail communautaire, puis avec les consommateurs venant récupérer leur panier en fin de matinée. Ce lien s'est également dynamisé lors de la création de la *feria* Utopía, qui, depuis 2010, se tient tous les samedis de panier (Photo 19). Les consommateurs, après avoir récupéré leur panier, peuvent ensuite venir compléter celui-ci avec les produits vendus à la *feria*, qui est également ouverte aux habitants du quartier non-membres d'Utopía. Cette *feria* a été créée à la demande de certains producteurs, afin de vendre des produits plus fragiles, plus difficiles à intégrer au panier parce qu'ils risquent de s'abîmer (fruits rouges, produits laitiers, œufs...). Cette *feria* est également une opportunité pour les petits producteurs individuels qui possèdent des quantités trop faibles de chaque produit pour les vendre « en gros » à la centaine de familles que compte aujourd'hui le panier Utopía, et qui peuvent alors les leur vendre « au détail ». Pour ces petits producteurs individuels, il est difficile de rivaliser face à des groupes ou organisations de producteurs agroécologiques, bénéficiant en outre d'un appui institutionnel (ONG) pour la commercialisation des produits, capables d'assurer un approvisionnement régulier du panier, en quantité et en qualité. La *feria* est un moyen d'intégrer durablement à Utopía d'autres types de producteurs que le binôme ONG-paysans organisés, que l'on rencontre dans beaucoup d'initiatives de commercialisation paysanne.

Photo 19 - La feria Utopía



Enfin, ces liens sont également entretenus et renforcés par le biais de divers ateliers et réunions organisés par Utopía et coordonnés par le groupe zéro et la fondation Utopía, qui créent de fréquentes proximités géographiques temporaires. Il peut s'agir d'ateliers de cuisine pouvant avoir lieu dans les locaux d'Utopía ou directement chez les producteurs. Quant aux réunions, auxquelles sont conviés consommateurs et producteurs, il peut s'agir de réunions de débat, de réflexion ou de formation sur divers thèmes (agroécologie, souveraineté alimentaire, économie solidaire, nutrition, agriculture urbaine, genre...) ou de réunions d'accueil de personnes souhaitant connaître l'expérience Utopía.

Ces multiples moments d'échanges et de rencontres génèrent des processus d'apprentissage, permettant aux membres d'Utopía de consolider leur projet, et aux nouveaux membres de le découvrir, de le comprendre, et d'y adhérer progressivement. En effet, nombreux sont les

consommateurs qui, lorsqu'ils adhèrent à Utopía au début, le font dans l'objectif de réaliser des économies sur l'alimentation, et ne découvrent le lien avec les producteurs et les pratiques solidaires que dans un second temps. Certains n'adhèrent pas au projet et quittent rapidement le dispositif. Quant aux autres, ils connaissent à leur propre échelle la même évolution que celle qu'a connue le dispositif entre sa création et aujourd'hui (Encadré 34).

Encadré 34 - Utopía vu par les consommateurs : valeurs partagées et processus d'apprentissage

En 2012, le « groupe zéro » a proposé aux consommateurs un atelier afin de connaître leur vision d'Utopía. Ils ont séparé les consommateurs en trois groupes, en fonction de leur durée d'appartenance au dispositif (moins d'un an, de un à deux ans, plus de deux ans). Chaque groupe devait réaliser une carte mentale du panier Utopía, puis la présenter à l'ensemble des participants. En tant que membre du panier Utopía durant mon séjour à Riobamba, j'ai participé à cet atelier. Les résultats (photos ci-dessous) sont triés par durée croissante d'appartenance des consommateurs au dispositif.



Sur chacune de ces cartes mentales, complétée des explications des participants, on retrouve des éléments en commun qui correspondent à la vision partagée par tous les membres :

- La **famille**, qui représente à la fois la famille des consommateurs et la « famille Utopía »,
- L'**amour et l'amitié** symbolisés par des cœurs : l'amitié entre les membres d'Utopía, l'amour que l'on a pour sa famille « *c'est important de donner de bons produits à ceux que l'on aime* », mais aussi l'amour pour la vie et pour la terre « *la terre c'est la vie, prends-en soin* »,
- Le dessin du **panier** et/ou des **différents produits** que l'on peut y trouver,
- Le **bien-être** et la **santé**,

- La **nature** et l'**environnement** : le soleil « *le soleil c'est la vie* » et les arbres « *les arbres c'est la nature* »
- Le **lien avec les producteurs et la campagne**, symbolisé par le dessin d'une parcelle et/ou du paysan avec sa maison, ses cultures et ses animaux.

Il existe également des différences entre les groupes. Les consommateurs les plus récemment intégrés au dispositif représentent leur famille, ainsi que le panier et ses produits. Ils représentent également les producteurs et la campagne, mais leur vision demeure très liée au bien-être du foyer, de la famille, à travers la consommation de produits sains fournis par les producteurs. En revanche, les consommateurs les plus anciennement membres du dispositif mettent en avant l'ensemble des valeurs portées par Utopía (solidarité, communauté campagne-ville, liens producteurs-consommateurs, union, aide, souveraineté alimentaire, partage, aliment, savoir, amitié, santé, bien-être), qui sont de nature plus universelle et ne sont plus limitées au seul bien-être du foyer, ni même de la seule « famille Utopía ».

Regarder ces cartes dans l'ordre, en les complétant par les entretiens menés auprès des consommateurs, permet de visualiser les processus d'apprentissages que vivent les consommateurs au cours de leur expérience au sein d'Utopía. Les consommateurs qui intègrent le panier Utopía le font d'abord pour réaliser des objectifs individuels, à l'échelle du foyer. Dans un second temps, à travers les relations développées avec les membres d'Utopía et la participation aux activités d'Utopía, les consommateurs découvrent, s'approprient, portent, et même construisent les valeurs et le projet du dispositif. Ces apprentissages individuels reflètent l'évolution qu'a connue le dispositif lui-même : sécurité alimentaire des familles urbaines dans un premier temps, puis solidarité urbaine, puis solidarité ville – campagne, et enfin la promotion de la souveraineté alimentaire et de l'économie solidaire.

2.4.2. Solidarité et agroécologie dans la pratique : la question du prix et de la garantie de la qualité des produits

2.4.2.1. *Établir le « prix juste » : entre prise en compte de la situation économique des producteurs et des consommateurs, et prix du marché*

Établir un prix qui soit « juste » et transparent pour producteurs et consommateurs était nécessaire pour que la confiance s'installe et que la relation soit durable dans le temps. Cette problématique ne s'est pas résolue sans difficultés. Ainsi, d'une part établir un prix juste est une difficulté en soi, et d'autre part cette question était souvent envisagée uniquement du point de vue des paysans. En effet, à l'époque, c'était une notion utilisée par les ONG de développement, et qui venait notamment de tout le courant du commerce équitable. Pour les consommateurs d'Utopía, dont beaucoup sont issus des milieux populaires, voire pauvres, et dont l'objectif principal demeure celui d'un indispensable accès à des produits alimentaires à moindre coût, la problématique était la suivante : comment payer un prix qui soit juste pour les paysans, sans que cela devienne limitant, voire inaccessible, pour des consommateurs à faibles ressources économiques ?

« Quand on est allés là-bas [dans les fermes, les premières fois] et comme il y avait des ONG qui parlaient de tout ce thème du prix juste, nous de notre côté on a commencé à discuter et quelqu'un alors a dit « il faudrait qu'on pratique un prix juste ». Et nous on a fait des yeux tout ronds « un prix juste, mais comment on peut faire pour mettre un prix juste ? À ce travail, dans ces conditions ? » [Elle fait référence au travail des paysans dont les consommateurs venaient de réaliser, suite aux visites de fermes, qu'il était complexe et difficile]. Et donc on n'osait même pas essayer de mettre un

prix, pour nous ça valait beaucoup mais comment le chiffrer ? Et puis... là on s'est dit que oui, bien sûr, c'était important qu'on soit solidaires, nous les consommateurs de la ville... mais... on était aussi coincés par les salaires épouvantables des uns... ceux qui, grâce à Dieu, avaient un emploi... Et les autres, même avec leur propre entreprise d'artisans, ils ne s'en sortaient pas, et puis il y avait toutes les mamans qui se consacraient à leur foyer, qui avaient leurs enfants à la maison etc. Et bon, il s'est avéré qu'on n'avait pas du tout les moyens de payer plus [elle insiste sur « plus »]. Et donc, on a découvert qu'on était mal à la ville comme à la campagne... et [...] on s'est dit « en fait, le problème c'est la société qui est mal faite ». Et donc on s'est assis, les consommateurs et les producteurs, pour voir comment on pouvait changer cette réalité. On a discuté, l'équipe du panier, avec les représentants des producteurs, mais pas du tout avec l'idée de « allez, on va se battre pour obtenir le meilleur prix », non, pas du tout, c'est pas le marché où on arrache le produits au producteur, non ! Et donc on s'est assis tous ensemble, et on a vu comment on pouvait construire des accords sur les prix. » (Lupe Ruiz, panier Utopía).

Les prix ont ainsi été établis de manière concertée, en tentant de tenir compte des réalités économiques de chacun des groupes, c'est-à-dire d'un côté les producteurs qui devaient couvrir leurs coûts de production, et de l'autre des consommateurs qui n'étaient pas en mesure de payer plus cher que ce qu'ils payaient déjà, et en partant de l'idée que la relation directe permettrait de récupérer le gain des intermédiaires, et qu'il fallait donc répartir celui-ci équitablement entre producteurs et consommateurs. À force d'essais et de tâtonnements, producteurs et consommateurs en sont venus à élaborer, ensemble, quelques « astuces » qui se sont révélées avantageuses pour les deux parties (Encadré 35).

Encadré 35 - Établir un prix juste : l'exemple des blettes.

Sur le marché de gros de Riobamba, les produits sont vendus selon des poids et des contenants normés. Par exemple, les pommes de terre sont vendues en sacs d'un quintal (i.e. 100 livres = 45,4 kg). Les blettes sont vendues en « charges » d'une quantité donnée. À l'époque où producteurs et consommateurs réfléchissaient ensemble sur la manière d'établir un prix juste pour les blettes, la charge de blettes était achetée aux producteurs 3 USD par les intermédiaires du marché de gros. Quant au panier Utopía, il se fournissait auprès des commerçants du marché de gros en blettes déjà conditionnées en bottes à 0,25 USD l'unité. Les consommateurs d'Utopía ont donc demandé aux producteurs de préparer les mêmes bottes de blettes, et de les vendre au panier 0,20 USD l'unité. Avec un travail supplémentaire de conditionnement, les producteurs ont pu vendre aux consommateurs l'équivalent d'une charge de blettes à 9 USD (au lieu des 3 USD payés sur le marché de gros). Quant aux consommateurs qui se sont mis à acheter des blettes agroécologiques paysannes en lieu et place des blettes conventionnelles, ils ont économisé individuellement 5 centimes par panier, et collectivement environ 5 USD à l'échelle d'Utopía (une centaine de paniers), tout en gagnant en qualité de produit.



Quant aux consommateurs qui se sont mis à acheter des blettes agroécologiques paysannes en lieu et place des blettes conventionnelles, ils ont économisé individuellement 5 centimes par panier, et collectivement environ 5 USD à l'échelle d'Utopía (une centaine de paniers), tout en gagnant en qualité de produit.

Au-delà du prix « juste », l'enjeu était également que les prix soient stables. En effet, pour certains produits, les prix sont extrêmement fluctuants sur les marchés conventionnels. C'est le cas d'un produit de base comme la pomme de terre, dont le prix peut varier, selon les périodes

de l'année, et parfois au cours du même mois, d'un facteur 1 à 3 jusqu'à plus de 1 à 6 en fonction des variétés (Tableau 35).

Tableau 35 - Variation annuelle en 2011 du prix du quintal de pommes de terre (1 q = 45,4 kg) sur le marché de gros de Riobamba

Variété	Prix le plus bas (USD/q)	Prix le plus haut (USD/q)	Facteur de variation
Gabriela	7	28	4
Cecilia	10	35	3,5
Pan	4	22	5,5
Semiubilla	4	26	6,5
Super Chola	8	31	3,9
Ubilla	10	30	3

Réalisation : Claire Heinisch. Source des données : observatoire des prix agricoles du MAGAP

A Utopía, le choix fut donc fait de fixer un prix stable sur l'année, révisable tous les ans. Ce choix d'un prix stable qui devait permettre d'établir une relation entre producteurs et consommateurs dans la durée a posé des difficultés au départ. En effet, ce choix a d'abord été expérimenté pour la pomme de terre, à un moment où le prix était tombé à 3 USD le quintal sur le marché de gros. Les consommateurs du panier proposent alors de fixer le prix d'achat du quintal de pommes de terre à 10 USD, prix intermédiaire entre les prix les plus hauts et les prix les plus bas du marché, et couvrant les coûts de production. Quelques semaines plus tard, le prix remonte à 20 USD sur le marché conventionnel, et le panier Utopía se retrouve brusquement sans fournisseurs pour les pommes de terre, les producteurs préférant aller vendre ces produits sur le marché de gros. C'est finalement à force de dialogues entre les équipes d'Utopía et les représentants des producteurs (souvent également promoteurs dans les ONG locales qui accompagnent les groupes de producteurs) qu'un accord a pu être trouvé, les producteurs s'engageant sur la durée à fournir les produits au prix stable fixé ensemble, et les consommateurs s'engageant à s'approvisionner prioritairement auprès des producteurs, quel que soit le prix sur le marché.

« Et donc on s'asseyait avec les producteurs, on discutait, et donc on est arrivé à un accord sur les pommes de terre. Les pommes de terre sont tombées à 3 dollars à Riobamba. Et nous on savait que le producteur a un coût de production au minimum de 6 ou 7 dollars. Et donc, on leur dit : « bon, nous on va vous payer 10 dollars ! » Mais quand est arrivée la situation où le prix des pommes de terre est monté à 20 dollars sur le marché de gros, automatiquement les pommes de terre ont disparu [rires], plus personne n'avait de pommes de terre sur sa ferme, ils nous disaient ! Et donc, nous, de l'équipe Utopía, on est allés dans les communautés pour discuter avec les producteurs, et les représentants des producteurs sont venus discuter avec les consommateurs du panier. Et c'est en discutant entre nous, avec sincérité et transparence qu'on a récupéré la confiance. Et du coup, aujourd'hui on est comme une seule équipe de coordination, et eux se préoccupent de nous, et nous on se préoccupe d'eux. » (Lupe Ruiz, panier Utopía).

En conclusion, les prix des produits établis au sein d'Utopía sont le résultats de tâtonnements, de dialogues et de concertations qui ont permis d'aboutir à des compromis prenant en compte les coûts de production, la capacité à payer des consommateurs et la moyenne entre prix haut et bas du marché conventionnel. En définitive, ces prix se révèlent avantageux pour les producteurs comme pour les consommateurs, selon une étude réalisée en

2012 par EkoRural, ONG qui accompagne l'association *Nueva Generación* de la communauté de Tzimbuto, qui fournit le panier Utopía depuis 2010. Cette étude montre que les producteurs de *Nueva Generación* commercialisant *via* Utopía obtiennent, en moyenne sur l'année, un gain deux fois supérieur à celui obtenu sur les marchés conventionnels. Du côté des consommateurs, le prix du panier est deux fois moins élevé que son équivalent acheté sur les marchés conventionnels de détail³⁷¹, et sensiblement égal au prix d'un panier acheté sur le marché de gros et contenant les mêmes produits, mais non agroécologiques.

Soulignons toutefois que ce fonctionnement est valable surtout pour les groupes de producteurs organisés, qui approvisionnent le panier de manière régulière et qui ont des représentants (paysans et/ou ONG) avec lesquels l'équipe Utopía peut dialoguer régulièrement pour établir des accords concertés sur les prix. Pour les producteurs individuels qui approvisionnent le panier de manière plus occasionnelle, le fonctionnement s'apparente plus à une négociation au jour le jour, qui a lieu au moment où le producteur signale à Utopía qu'il a des produits pour le prochain panier. Les références pour établir le prix sont alors les prix du marché de gros, ainsi que les prix qui ont été fixés avec les groupes de producteurs organisés. Ces derniers prennent en compte les coûts de productions, calculés de manière fine par l'ONG EkoRural pour l'association *Nueva Generación*. Ce calcul sert de référence pour l'ensemble des producteurs d'Utopía, ce qui ne prend pas en compte la grande variabilité de coûts de production qu'il peut y avoir d'une famille à une autre, ni les coûts de transaction, bien plus importants chez les producteurs individuels que chez les producteurs organisés, et a fortiori accompagnés par une ONG pour la commercialisation.

2.4.2.2. Connaître et garantir la qualité et l'origine des produits : la mise en place d'un système de garantie participatif

Les consommateurs d'Utopía ont fait le choix de ne pas se fournir auprès de producteurs biologiques certifiés, par crainte du prix trop élevé des produits, et de se fournir auprès de paysans qui produisent de manière agroécologiques, sans être officiellement labellisés comme tels. Dans ce cas, comment garantir la qualité des produits, et quelle qualité ?

Utopía s'est progressivement organisé comme un système de garantie participatif. Ainsi, les visites de fermes ne servent pas uniquement à découvrir la campagne, l'agriculture, le travail et le mode de vie paysan, mais c'est aussi un moyen d'évaluer la qualité agroécologique des produits. C'est aussi pour cette raison que, dès qu'un nouveau paysan ou groupe de paysans souhaite intégrer Utopía, une visite de ferme(s) est immédiatement organisée. Cela permet non seulement aux nouveaux producteurs et aux consommateurs de se connaître (proximité relationnelle), mais aussi de savoir comment sont produits les aliments proposés (proximité de processus) et de vérifier que le producteur est effectivement « agroécologique ».

Plus formellement, à l'issue du travail communautaire et avant l'arrivée du reste des familles, le « groupe zéro » réunit producteurs et consommateurs d'Utopía pour une évaluation collective de la qualité des produits qui ont été livrés ce jour-là par les différents producteurs. L'objectif est

³⁷¹ L'étude a été réalisée sur le marché « La Merced » (voir carte Carte 8), à l'époque où le prix du panier s'élevait à 10,50 USD. Un panier contenant les mêmes produits coûtait 22 USD à « La Merced ».

de permettre aux consommateurs de faire un retour aux producteurs sur ce qu'ils perçoivent de la qualité des produits, et pour les producteurs d'expliquer quelles ont été les conditions à l'origine de la diversité et de la qualité des produits fournis ce jour-là. En ce qui concerne l'origine des produits, elle est affichée chaque samedi de panier, ce qui permet à tous les consommateurs de savoir quels produits, et à quel prix, ont été achetés auprès des producteurs agroécologiques, et quels autres ont été achetés, et à quel prix sur le marché de gros.

Cette organisation est fondée sur le dialogue entre producteurs et consommateurs, Utopía n'ayant pas de critères formels pour définir ce qu'est un producteur « agroécologique » et ce qu'est un produit « de qualité ». Cette forme d'organisation permet de mettre en débat ces deux notions, chaque groupe arrivant avec sa propre vision, mais susceptible d'évoluer dans le dialogue. Ainsi, c'est dans l'interaction avec les producteurs que les consommateurs ont fait évoluer leurs critères de qualité, en ne mettant plus en premier plan les critères de calibre et de forme parfaite, et de qualité constante des produits, ou en redécouvrant et appréciant des productions andines traditionnelles souvent dépréciées par les consommateurs urbains. De leur côté, les producteurs ont fait évoluer leurs systèmes pour s'adapter aux demandes des consommateurs, que ce soit en termes de diversité des produits qu'en termes de système de production. Par exemple, chez les producteurs de l'association de *Nueva Generación*, il y a eu une diversification des espèces et des variétés produites, ainsi qu'une écologisation des pratiques, *via* des rotations plus complexes, des associations de cultures plus nombreuses, l'intégration plus systématique d'amendements organiques issus de la ferme, plutôt qu'achetés à l'extérieur³⁷², et enfin *via* la limitation de l'usage de pesticides (et seulement ceux de label vert ou jaune³⁷³) aux seuls cas « extrêmes » c'est-à-dire lorsque les méthodes biologiques ont échoué.

Au sein d'Utopía, à l'instar des systèmes de garanties participatifs, c'est la transparence et la démarche de progrès, possibles dans l'interaction entre producteurs et consommateurs, qui priment sur le contrôle de critères prédéfinis. Cette approche est l'expression d'une reconnaissance des paysans, dans la mesure où le savoir-faire de ces derniers, mobilisé non seulement pour expliquer la qualité des produits, mais aussi pour améliorer cette qualité, est aussi légitime et valorisé que les attentes des consommateurs.

2.4.3. Bilan : le dispositif Utopía aujourd'hui

Utopía aujourd'hui, ce sont environ une centaine de familles de consommateurs urbains de Riobamba, et plusieurs dizaines de familles paysannes de Chimborazo qui fournissent le panier et la feria en légumes, tubercules, fruits de la Sierra, grains et farines andines, œufs, produits laitiers et herbes aromatiques, miel, viande (petits animaux, essentiellement cochon d'inde et poulets), auxquelles il faut ajouter la dizaine de familles de la province de Los Ríos qui approvisionnent le panier en fruit tropicaux. Les fondations locales qui accompagnent certains

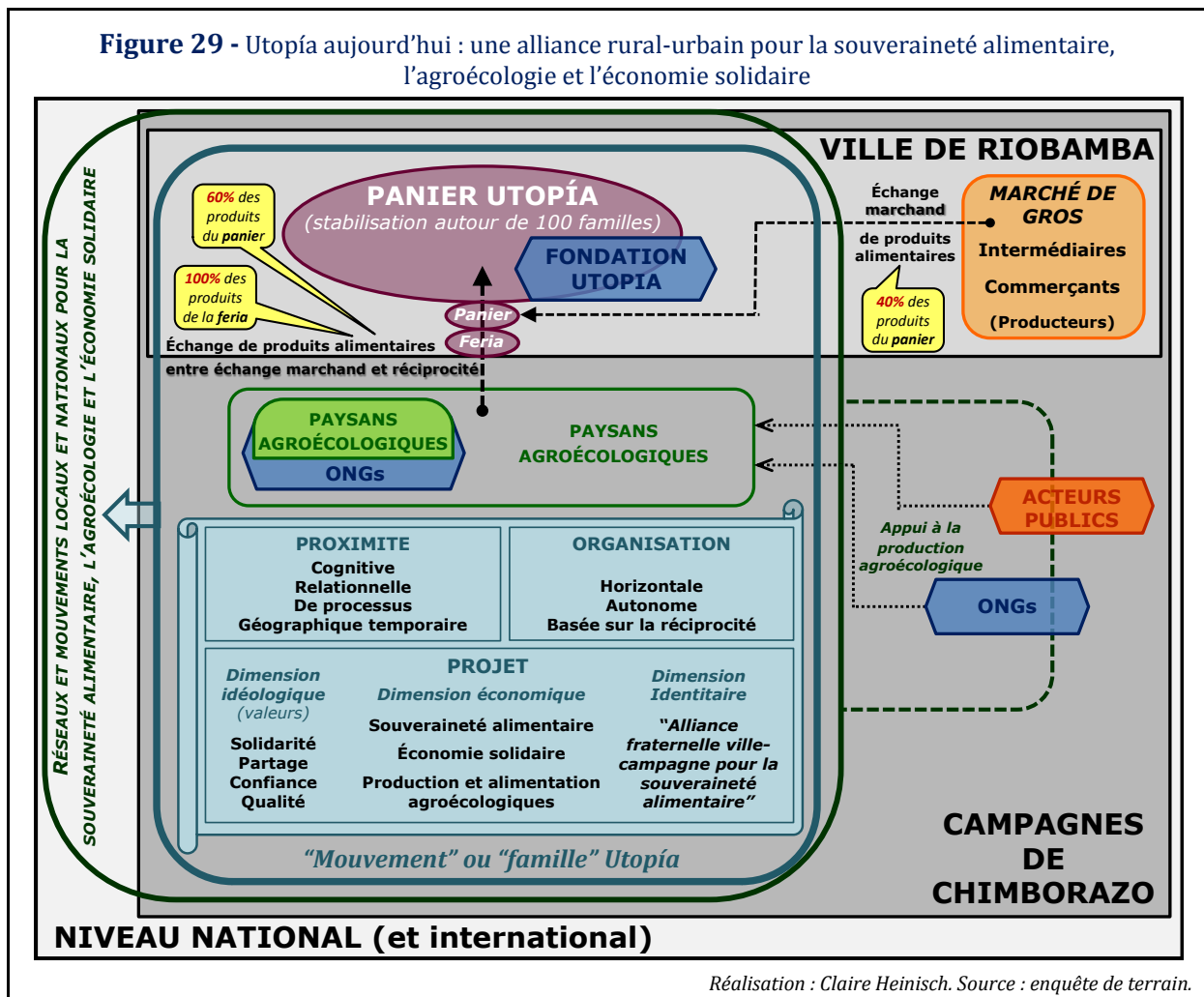
³⁷² Malgré des systèmes d'élevage qui intègrent plusieurs espèces (vaches, moutons, cochons, poules, cochons d'indes), les paysans de Tzimbuto n'ont pas assez d'engrais organique pour leurs cultures. Ils achètent donc des quantités importantes de fumier de poule en provenance des élevages industriels de la Costa.

³⁷³ Il existe quatre labels pour les pesticides (vert, jaune, bleu, et rouge) du moins au plus dangereux/toxique pour l'environnement et pour la santé.

des groupes de paysans agroécologiques sont également parties prenantes d'Utopía (ACT et EkoRural en particulier). Enfin, la fondation Utopía est également un acteur majeur du dispositif.

Le panier contient environ 25 produits différents, dont environ 60 à 65% des produits proviennent des producteurs, le reste est acheté au marché de gros. Fin 2012, le prix du panier s'élevait à 12,50 USD³⁷⁴, qui se répartissent de la manière suivante : 11,40 USD pour l'achat de produits, 0,10 USD pour les frais divers les jours de paniers (papier, sacs, collation pour les participants au travail communautaire et les producteurs), 0,50 USD pour les charges (eau, électricité, téléphone) de la maison Utopía et enfin 0,50 USD pour participation au remboursement du prêt de la maison Utopía³⁷⁵. L'association qu'est le panier communautaire Utopía est ainsi autonome financièrement. La fondation Utopía apporte au panier Utopía un appui technique, organisationnel et institutionnel, mais aucun appui financier, ce qui est une volonté partagée depuis le départ par tous les membres d'Utopía, l'idée étant que le panier puisse perdurer quoi qu'il arrive à la fondation.

Figure 29 - Utopía aujourd'hui : une alliance rural-urbain pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire



³⁷⁴ Il s'élevait juste avant à 10,50 USD. Comme ce prix n'avait pas bougé depuis longtemps, mais que les prix du marché et les coûts de production avaient augmenté, les consommateurs d'Utopía ont voté en AG l'augmentation de 2 USD de la part consacrée aux achats de produits (de 9,40 à 11,40 USD).

³⁷⁵ La maison Utopía a été achetée en 2010. C'est le lieu de distribution des paniers, l'endroit où ont lieu les différents ateliers et réunions organisés par Utopía, et les locaux pour les équipes Utopía (fondation Utopía et groupe zéro).

L'appui de la fondation Utopía s'exerce aujourd'hui à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du dispositif. Au niveau intra-dispositif, la fondation Utopía est une organisation d'appui aux différentes activités et projets que souhaitent porter les membres d'Utopía. La fondation a ainsi apporté un appui technique et organisationnel aux groupes de consommateurs qui ont souhaité créer des caisses communautaires (Encadré 29). Une caisse communautaire a même été créée par et pour le dispositif Utopía, pour financer des projets collectifs bénéfiques à l'ensemble du groupe. Les fonds ont ainsi permis de financer une partie de l'achat de la maison Utopía, et d'octroyer un crédit à Jorge*, paysan de Los Ríos, pour l'achat d'un camion pour la livraison des fruits tropicaux de sa ferme et de ses voisins. Plus récemment, face au souhait d'un nombre croissant de consommateurs urbains de mettre en place des jardins agroécologiques chez eux, la fondation Utopía a mis en place une activité « agriculture urbaine », et a pour cela embauché en 2012 une volontaire chargée d'animer cette activité. Aujourd'hui, certains produits issus de ces nouveaux jardins agroécologiques urbains (légumes, œufs, miel) sont vendus sur la feria Utopía. Plus généralement, la fondation Utopía travaille en collaboration et en appui au « groupe zéro » pour l'organisation de diverses activités et ateliers. Outre les visites de fermes, consommateurs et producteurs sont invités à participer à des ateliers cuisine, à des formations sur la nutrition, à des réflexions sur les thèmes-clés du projet d'Utopía (Figure 29), mais aussi sur d'autres thèmes plus généraux liés au changement social, depuis les inégalités de genre au sein des foyers urbains et ruraux, jusqu'aux médecines alternatives (notamment les médecines traditionnelles andines), en passant par l'éducation populaire. Ainsi, au-delà des seuls « mots d'ordre » du dispositif que sont la souveraineté alimentaire, l'économie solidaire et l'agroécologie, porteurs d'une visée de changement social autour de l'agriculture, l'alimentation et l'échange de produits alimentaires, Utopía en est venu à porter un projet de changement social plus large encore. Cela fait des acteurs d'Utopía, du moins ses acteurs-clés, des « créatifs culturels », profils auxquels sont souvent associés les consommateurs engagés, et qui, selon [Ray & Anderson, 2001] cités par Ndiaye & Carimentrand [2011] « *partagent un certain nombre de valeurs, à savoir le respect de l'écologie, du bio et des médecines douces ; la reconnaissance du rôle des femmes dans la société ; les valeurs de coopération qu'ils estiment devoir supplanter celle de compétition ; une distance par rapport au paraître qui se traduit par la préférence de l'être sur l'avoir ; un intérêt pour la connaissance de soi, le développement personnel, la vie intérieure, voire la spiritualité ; une implication sociale concrète ; une ouverture multiculturelle de la société* ».

Ce projet de changement social à la fois global, et mis en œuvre concrètement au niveau local, s'est construit dans l'interaction entre acteurs très divers partageant de fortes valeurs communes et des liens amicaux et « fraternels » (fortes proximités relationnelles et cognitives). Ces interactions ont eu cours non seulement au sein d'Utopía, mais aussi à l'extérieur d'Utopía, qui a commencé à intégrer et créer des réseaux locaux et nationaux au début des années 2000. Ces dynamiques d'interactions, au-delà du seul dispositif, ont également contribué à construire le projet, les valeurs et l'identité d'Utopía. À titre d'exemple, l'intégration de la thématique du genre est issue des interactions au sein du Réseau national des paniers.

« On s'est rendu compte que cet échange d'expérience de l'un à l'autre [groupe appartenant au Réseau national des paniers] commençait à faire changer notre manière de fonctionner à chacun des groupes. [...] Par exemple, grâce aux groupes du Sud, qui étaient surtout des groupes de femmes, on a commencé à intégrer très fortement l'approche de genre. Et donc

voilà, il y a eu toutes ces interactions qui ont commencé à nous faire bouger, à apprendre mutuellement les uns des autres, et les groupes, vraiment, se sont renforcés grâce à tout ça. »
(Roberto Gortaire, fondation Utopía et panier Utopía).

C'est à partir du milieu des années 2000, que le déploiement local, et surtout national, d'Utopía, va commencer à prendre une ampleur croissante. Au-delà du Réseau national des paniers, animé par la fondation Utopía, grâce à l'appui financier d'Heifer Équateur, le dispositif Utopía et ses acteurs vont en effet se déployer, d'une part dans plusieurs réseaux très actifs autour de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie et de l'économie solidaire, et, d'autre part, dans les sphères institutionnelles, et apporteront ainsi leur contribution à la mise à l'agenda politique local et national de ces thématiques.

2.4.4. Utopía au-delà du local : vers un déploiement national pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire

2.4.4.1. Au niveau territorial : luttes pour l'accès à des espaces de vente directe en ville pour les paysans et implication dans le développement local

En 2006, pour les traditionnelles marches du 1^{er} mai, la lutte pour la souveraineté alimentaire et contre la signature du traité de libre-échange avec les États-Unis est le thème principal porté par les organisations paysannes et indigènes et leurs alliés dans tout le pays. La province de Chimborazo est très fortement mobilisée, et une grande manifestation est organisée dans les rues de Riobamba. C'est dans le cadre de cette manifestation que plusieurs acteurs locaux de l'agroécologie et de l'économie solidaire, ceux-là même qui avaient commencé à se rapprocher à partir de 2003 en faisant le lien entre les problématiques de production agroécologiques et de commercialisation, organisent ensemble une grande « *feria d'agroécologie et d'économie solidaire* » devant la mairie de Riobamba. Leur objectif était de ne pas être uniquement dans la revendication, mais aussi dans la démonstration concrète des atouts et de la valeur de l'agriculture paysanne. Utopía et la fondation Chuquirahua, dont nous avons vu qu'elles avaient été précurseurs sur le lien entre économie solidaire et agroécologie, seront motrices dans ce mouvement, accompagnées de leur réseau local de collectifs de producteurs (producteurs agroécologiques de Cebadas (COPAC), groupes de producteurs CEDEIN, groupes de producteurs ACT) et d'ONG locales (fondation CEDEIN, fondation ACT, Heifer-Équateur).

« On participait au sein de tout un réseau local [d'agroécologie et d'économie solidaire], jusqu'à ce que, le premier mai [2006] on a fait une manifestation. Ils voulaient signer le TLC [traité de libre-échange avec les États-Unis] ici en Équateur, et donc là, nous avec notre mouvement, on ne voulais surtout pas que ça se fasse, parce que c'était un processus extrêmement brutal qui allait détruire l'économie paysanne, et donc nous... alors en fait il faut savoir qu'à Chimborazo, en fait à Riobamba principalement, ils y avait des gens, des gens avec de l'argent on peut dire, qui disaient que les indiens n'apportent rien à l'économie du pays, qu'ils ne devraient même pas parler du TLC puisqu'ils n'y connaissent rien, et... bon, eux, en tant que grandes entreprises, ils voulaient la signature du TLC... Et donc, nous, face à ces déclarations on s'est montrés à moitié rebelles [rires] et donc là, avec tout ce groupe d'ONG, on a organisé une manifestation super importante, il y a eu 1500 ou même 2000 producteurs indigènes de la Sierra... mais on ne voulait pas seulement marcher et protester contre le TLC, on voulait aussi montrer la force de l'agriculture paysanne, de l'agriculture familiale... et donc là on a organisé une

feria ». (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation locale Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

Cet évènement servira d'élément déclencheur pour que ces acteurs se structurent en collectif, qui prendra le nom de « Collectif ensemble pour la souveraineté alimentaire, la culture et la vie de Chimborazo » (raccourci à l'usage en « Collectif pour la Vie » ou « Collectif Chimborazo »). Le collectif décide de ne pas en rester à l'organisation de cette seule feria événementielle, mais d'organiser ce même type de feria tous les mois dans le centre de Riobamba, dans l'objectif de vendre directement les produits aux consommateurs urbains, et sensibiliser ces derniers à l'agroécologie et à l'économie solidaire. Ils donneront à cette feria le nom de *Karanakuy* (« partager » en kichwa). La Municipalité de Riobamba finira par refuser qu'ils continuent, au motif que la présence de paysans indigènes dans l'espace urbain était préjudiciable à l'image de la ville.

« Je me rappelle que le maire de l'époque nous a dit, alors qu'on avait déjà organisé deux ou trois ferias à la suite, que non, non non ! Que **lui il ne va pas permettre plus de ferias là-bas**, que ce n'est pas un marché, et tout ça ! Parce qu'en fait, on faisait ces ferias dans le parc de la cathédrale, qui est aussi devant la Municipalité... [...] et donc **le maire disait que c'était de la folie ce qui était en train de se passer**, parce que « **mais comment ça se fait que les indiens soient sur la place, et que vont dire les étrangers, les gringos qui viennent d'ailleurs, qu'on est tous comme ça ?** » » (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation locale Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo)

Malgré l'interdiction de la Municipalité, le Collectif continuera pendant plusieurs mois d'organiser des ferias dans les différents parcs et places de la ville. Finalement, c'est le préfet de la province de Chimborazo, Mariano Curicama, récemment arrivé en fonction en 2005, leader indigène et premier maire indigène d'Amérique latine (canton de Guamote, 1992-2004), qui proposera au Collectif d'organiser sa feria dans les anciens locaux du Gouvernement Provincial dans le centre de Riobamba (Figure 30). Cette feria bimensuelle, constituera les prémices de la feria citoyenne Macajá.

Figure 30 - Tracts de communication pour la feria bimensuelle *Karanakuy*



Source : fondation Chuquirahua

2.4.4.2. *Au niveau national : Utopía et ses réseaux au cœur des débats sur la souveraineté alimentaires, l'agroécologie et l'économie solidaire*

Au cours de la séquence précédente de la trajectoire d'Utopía, nous avons vu que le dispositif avait commencé à se déployer au-delà de son territoire, en rejoignant des réseaux nationaux (voire internationaux) de l'agroécologie, et en rejoignant d'autres initiatives similaires qui se sont structurées au sein du Réseau national des paniers. À partir de 2006, ce déploiement national (et même international) va prendre de l'importance. En premier lieu, le Réseau des paniers va continuer de se structurer et à accueillir de nouveaux membres, notamment les paysans, puis plus tard les pêcheurs artisanaux et collecteurs de mangroves qui seront officiellement intégrés au réseau. En outre, *via* ses réseaux locaux (Collectif pour la Vie) et nationaux (Réseau des paniers), Utopía va contribuer à créer deux grands mouvements nationaux d'agroécologie et d'économie solidaire. Enfin, certains acteurs d'Utopía vont accéder à des responsabilités au sein d'institutions publiques. Dans un contexte politique en changement depuis 2007 (chapitre 2), ce déploiement national d'Utopía et de tout un cortège de dispositifs et d'acteurs qui étaient restés jusque-là locaux et/ou peu visibles, va permettre à ces derniers de participer activement au débat public sur les nouvelles politiques de l'alimentation et de l'agriculture, *via* des campagnes de sensibilisation, la multiplication des événements locaux et nationaux autour de l'agroécologie et de l'économie solidaire, et la participation à l'élaboration de lois.

2.4.4.2.1. *Du Réseau national des paniers au Réseau Mer, Terre et Panier (RMTC) : consolidation d'une alliance nationale villes-campagnes pour la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire*

A partir de 2006, le Réseau national des paniers va continuer à se structurer et à accueillir des nouveaux membres, en multipliant notamment les rencontres nationales et les échanges entre initiatives (Tableau 36). Celles-ci ont été permises par l'appui de la fondation Heifer-Équateur, qui a financé pour cela la fondation Utopía entre 2006 et 2012.

L'agroécologie et le rapprochement villes-campagnes, initialement portés uniquement par Utopía, vont progressivement devenir une proposition du Réseau, un facteur déclencheur ayant été les visites de fermes organisées à Riobamba et à Quito en 2005. Ce rapprochement progressif entre producteurs et consommateurs se concrétisera, en 2008, par l'intégration officielle des producteurs au sein du Réseau qui sera rebaptisé « Réseau Terre et Panier » et aura pour slogan « Souveraineté alimentaire pour une société solidaire ». Un an plus tard, le Réseau intégrera également les pêcheurs artisanaux et les collecteurs de mangrove de la Costa, et adoptera son nom définitif « Réseau Mer, Terre et Panier » (RMTC)³⁷⁶. Alors qu'au départ le Réseau – hormis Utopía – était composé uniquement d'initiatives de consommateurs qui achetaient collectivement et en gros sur les marchés conventionnels pour limiter les coûts de produits alimentaire, en 2012, sur la quinzaine de dispositifs de paniers qui composent le réseau, plus des deux tiers ont une relation directe avec au moins un paysan (ou groupe de paysans) agroécologique. Le rôle d'Utopía, en particulier la conviction précoce de ses acteurs-clé de la

³⁷⁶ Sigle du nom en espagnol du Réseau : *Red Mar, Tierra y Canasta*.

nécessité d'établir des liens entre économie solidaire et agroécologie à travers des alliances entre acteurs urbains et ruraux pour proposer un changement vers un système alimentaire plus durable et un système économique plus juste, a été déterminant dans la construction du projet actuel du RMTC.

Tableau 36 - Consolidation du RMTC entre 2006 et 2012 : synthèse des principaux événements

Date	Évènements	Lieu	Acteurs	Précisions
2006	Rencontres d'échanges entre coordinateurs de paniers	Riobamba	Réseau des paniers	Le Réseau se structure et se renforce progressivement
	2 ^{èmes} rencontres nationales du Réseau	Riobamba		
2007	1 ^{er} projet (2007-2009) de renforcement du Réseau	Riobamba/ National	Heifer-Équateur Fondation Utopía	« Caractérisation et sensibilisation de systèmes de panier communautaire dans 5 territoires du pays pour promouvoir les approches en termes de souveraineté alimentaire, agroécologie et économie solidaire »
	3 ^{èmes} rencontres nationales du Réseau	Riobamba	Réseau des paniers	Rencontres à l'occasion du 20 ^{ème} anniversaire du premier panier d'Équateur (panier <i>Solidaridad</i>) De nouvelles initiatives intègrent le Réseau
	4 ^{èmes} rencontres nationales du Réseau	Otavalo (Imbabura)	Réseau des paniers + producteurs	Fort rapprochement ville-campagne Premières discussions sur l'intégration des producteurs au Réseau
2008	5 ^{èmes} rencontres nationales du Réseau	Jambelí (Guayas)	Réseau des paniers + producteurs	Intégration officielle des producteurs : « Réseau Terre et Panier »
2009	6 ^{èmes} rencontres nationales du Réseau	Muisne (Esmeraldas)	Réseau + collecteurs de mangroves	Création d'une alliance avec les collecteurs de mangrove Décision de proposer un candidat, Roberto, pour la COPISA (§ 2.4.4.2.3)
	7 ^{èmes} rencontres nationales du Réseau	Machalá (El Oro)	Réseau + collecteurs de mangroves + pêcheurs artisanaux	Intégration des collecteurs de mangrove et des pêcheurs artisanaux : « Réseau Mer, Terre, Panier » (RMTC)
2010	2 ^{ème} projet (2010-2012) de renforcement du Réseau	Riobamba/ National	Heifer-Équateur Fondation Utopía/RMTC	« Consolidation et dynamisation de la RMTC via le renforcement des liens entre agriculteurs écologiques et systèmes de paniers communautaires »
	8 ^{èmes} rencontres nationales du Réseau	Riobamba	RMTC	Organisation d'une feria agroécologique dans le centre de Riobamba
2011	Réunion nationale de coordination	Suscal (Cañar)	RMTC	Structuration organisationnelle Analyse collective de la conjoncture politique en matière de souveraineté alimentaire, agroécologie, ESS Intégration de nouveaux membres
	Inauguration de ferias agroécologiques	Guayaquil	FECAOL (organisation de producteurs agroécologiques de la Costa, membre du RMTC) et RMTC	La FECAOL lance sa première feria agroécologique à Guayaquil, avec l'appui de la RMTC A cette occasion, plusieurs producteurs de la RMTC viennent exposer et vendre leurs produits

Sources : enquête de terrain.

Ces nombreuses rencontres rassemblant les divers acteurs parties-prenantes des paniers (consommateurs, producteurs, ONG qui les accompagnent), créatrices de proximités géographiques temporaires, ont été des leviers pour la construction de proximités relationnelles et cognitives à l'origine de la cohésion du réseau autour d'un projet et d'ambitions partagés. Ces

ambitions sont de deux ordres. La première est interne, et est présente depuis la création du réseau : le RMTC est un réseau d'échange de savoirs et de pratiques entre consommateurs, entre consommateurs et paysan et entre paysans. La seconde va au-delà du réseau lui-même et s'est construite progressivement : le RMTC s'est donné pour ambition d'être un réseau de la société civile qui soit moteur sur les questions d'économie solidaire, de souveraineté alimentaire et d'agroécologie. C'est cette seconde ambition qui va conduire le RMTC, à travers l'activation de proximités cognitives avec d'autres acteurs partageant les mêmes projets et les mêmes valeurs, à s'allier avec d'autres au sein de nouveaux réseaux, et à entrer sur les terrains de l'action publique et de l'incidence politique.

2.4.4.2.2. Des réseaux nationaux et locaux d'Utopía à la création de mouvements nationaux pour l'agroécologie et l'économie solidaire

2.4.4.2.2.1. Du RMTC à la création du Collectif Agroécologique d'Équateur

Début 2007, peu de temps après l'investiture de Rafael Correa (chapitre 2), plusieurs réseaux de l'agroécologie et de l'économie solidaire se rapprochent, du fait de leurs fortes proximités cognitives, mais aussi relationnelles, entre certains membres, et décident de constituer un collectif qui leur permettra de réaliser des actions ensemble sur leurs thématiques communes. C'est ainsi que la RMTC, la CEA (Coordination Équatorienne d'Agroécologie, dont la fondation Utopía est également membre), Probio (Corporation équatorienne de producteurs biologiques) et le Réseau des Gardiens de Semences (RGS³⁷⁷, réseau national de conservation et d'échange de semences paysannes), avec l'appui d'un consortium d'ONG internationales (Heifer-Équateur, Veco-Andino (ONG belge) et World Neighbors), créent le Collectif Agroécologique d'Équateur³⁷⁸, avec pour slogan « *Parier sur l'agroécologie comme mouvement social* ». Ainsi, au-delà d'un espace d'actions en commun (rencontres, évènements, séminaires, communication etc.), le Collectif Agroécologique se définit, dès sa création, comme un mouvement social, destiné à être un espace de débat et de défense de l'agroécologie, comme une proposition politique et devant servir de cadre général aux nouvelles lois et politiques agricoles appelées à être mises en place en Équateur suite à l'élection de Correa. On pourra ainsi retenir quelques uns de ses grands travaux, entre promotion, débats et incidence politique.

2.4.4.2.2.1.1. La promotion et la mise en œuvre concrète de la souveraineté alimentaire auprès de la population et des pouvoirs publics

En juillet 2007, dans le cadre du processus d'inscription de la souveraineté alimentaire dans la future nouvelle Constitution (chapitre 1), le Collectif Agroécologique, en collaboration avec Action Écologique (*Acción Ecológica*, association militante écologiste), lance la « *campagne nationale pour la souveraineté alimentaire : mange sain, sûr et souverain* » (Encadré 36). Cette campagne, coordonnée au niveau national par la CEA, consistera en l'organisation de plusieurs évènements locaux, organisés par chacun des membres du Collectif Agroécologique sur son

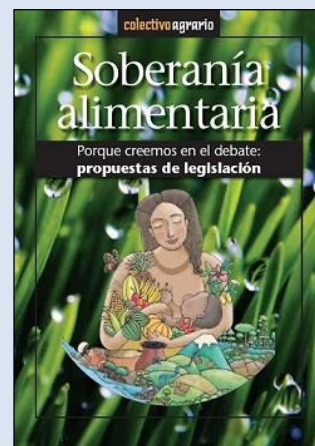
³⁷⁷ *Red de Guardianes de Semillas*

³⁷⁸ *Colectivo Agroecológico del Ecuador*

territoire. Par exemple, à Riobamba, la fondation Utopía organisera des projections-débats sur la souveraineté alimentaire, ainsi qu'un « *festival gastronomique pour la souveraineté alimentaire* ».

C'est également dans le cadre de cette campagne, et avec l'appui du Collectif Agroécologique, que seront créées plusieurs ferias agroécologiques dans tout le pays. C'est le cas, par exemple, de la feria « La Carolina », dans le centre de Quito, créée début 2009 à la suite d'une visite de la feria citoyenne Macají (§ 3.3.3.2.2) à Riobamba par Probio et le Collectif Agroécologique. C'est le cas également de la feria agroécologique de la FECAOL à Guayaquil, créée en août 2011 avec l'appui du Collectif Agroécologique et du RMTC (Tableau 36 et Encadré 36). La campagne nationale sera reprise plus tard dans d'autres pays latino-américain (Argentine et Chili notamment), par des organisations membres du MAELA (Mouvement Agroécologique Latino-Américain) dont la CEA est également membre.

Encadré 36 - Le Collectif Agroécologique d'Équateur et la campagne nationale pour la souveraineté alimentaire (2007-2011)



A gauche : affiche de la campagne nationale pour la souveraineté alimentaire à l'entrée de la 1^{ère} feria agroécologique de Guayaquil (photo : FECAOL, août 2011)

Au centre : logo du Collectif Agroécologique, qui est une représentation de la Pacha Mama (la Terre Mère). On y retrouve la diversité des produits équatoriens, et, de gauche à droite, la Costa, la Sierra et l'Amazonie. L'ensemble des producteurs membres du Collectif sont ainsi représentés, jusqu'aux pêcheurs artisanaux (dessin du bateau) et collecteurs (dessin des mangroves).

A droite : couverture du document du Collectif Agraire (2009) de propositions techniques et politiques pour l'élaboration des lois relatives à la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire. Traduction du titre : *Souveraineté alimentaire, pourquoi nous croyons au débat : propositions de législation.*

Enfin, c'est en lien avec cette campagne, et dans le cadre du processus de constitutionnalisation de la souveraineté alimentaire, que le Collectif Agroécologique s'associera avec plusieurs ONG de développement rural au sein d'une plateforme qui prendra le nom de Collectif Agraire. Celui-ci avait pour objectif d'être un intermédiaire entre les souhaits et propositions de la base d'un côté, et le législateur de l'autre. En 2007, le Collectif Agraire rassemble et synthétise l'ensemble des déclarations et propositions en faveur de la souveraineté alimentaire en provenance des différentes organisations et mouvements sociaux, paysans et indigènes, dans une proposition commune à l'Assemblée Constituante, intitulée « *Programme des organisations paysannes et indigènes dans le cadre du processus constitutionnel* » et qui sera

signée par de nombreuses organisations. En 2009, suite au vote de la Loi Organique de Souveraineté Alimentaire (LORSA), et à la nomination de la COPISA (chapitre 1 et infra) chargée de coordonner le processus participatif d'élaboration des lois relatives à la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire, le Collectif Agraire produit et diffuse largement un document de propositions techniques et politiques sur les grands thèmes liés à la souveraineté alimentaire [Colectivo Agrario, 2009].

2.4.4.2.1.2. L'organisation d'évènements nationaux autour de l'agroécologie et de la souveraineté alimentaire.

En octobre 2011 et 2012, à l'occasion de la journée internationale de la femme rurale (15 octobre) et de la journée mondiale de l'alimentation (16 octobre, rebaptisée journée mondiale de la souveraineté alimentaire par *La Vía Campesina*, dénomination reprise par le Collectif Agroécologique et les organisations paysannes et indigènes d'Équateur), le Collectif Agroécologique organise le 1^{er} et le 2nd Forum International d'Agriculture Biologique et Agroécologie. Cet évènement consistait en trois jours de conférences, débats et ateliers pratiques, animés par des intervenants nationaux et internationaux (experts, chercheurs et paysans) et en une grande *feria* agroécologique. Depuis 2013 cet évènement a été remplacé par deux évènements annuels (Encadré 37).

Encadré 37 - Le Collectif Agroécologique d'Équateur et ses grands évènements nationaux



Affiche du 2^{ème} Festival National pour la Souveraineté Alimentaire (2013)



Affiche pour les 1^{ères} Journées Agroécologiques (2013)

Le premier est le « *Festival national pour la souveraineté alimentaire* », évènement national organisé tous les 16 octobre à l'occasion de la journée mondiale de l'alimentation. Ce festival consiste en une grande *feria* agroécologique, artisanale et d'échange de semences paysannes,

accompagnée de danses, musique et théâtre, ainsi qu'en une grande marche paysanne pour la souveraineté alimentaire. Plus de 2000 paysans défilent ainsi chaque année, et ce sont entre 5000 et 7000 personnes qui viennent assister à l'évènement. Le second, les « *Journées Agroécologiques* » organisées en juillet, consiste en une série de conférences, débats, et ateliers pratiques, organisés sur plusieurs jours dans plusieurs localités du pays. Des conférenciers nationaux et internationaux sont invités, avec l'objectif que la moitié des intervenants des conférences et ateliers soient des paysans. L'édition de 2016 a rassemblé plus de 1000 personnes dans sept localités d'Équateur.

2.4.4.2.2.2. *Du Collectif pour la Vie au Mouvement d'Économie Sociale et Solidaire d'Équateur*

Le Collectif pour la Vie a constitué, entre 2006 et 2008, un mouvement local particulièrement actif pour l'agroécologie et l'économie solidaire, et portait en lui les germes d'un mouvement national. Le Mouvement d'Économie Sociale et Solidaire d'Équateur (MESSE) sera créé en 2007, au cours d'une rencontre à Cuenca (province Azuay) à l'initiative de plusieurs acteurs parmi lesquels la fondation Utopía, la fondation Chuquirahua, le panier El Carmen de Quito (membre fondateur du RMTTC avec Utopía), et des représentants de mouvements pour l'agroécologie et l'économie solidaire bien structurés du sud du pays. De nombreux paysans et organisations de producteurs seront présents à cet évènement. Les principes du MESSE, qui feront le lien dès le départ entre solidarité et écologie, et qui mettront fortement en avant les paysans, seront très proches de ceux portés et mis en pratique par Utopía, Chuquirahua, leurs alliés, et d'autres initiatives locales similaires nées ailleurs en Équateur, et qui rejoindront progressivement le mouvement (Encadré 38).

C'est la fondation Chuquirahua qui assurera l'animation nationale du MESSE jusqu'en 2010, grâce aux financements de deux ONG belges (VECO-Andino et Trias). Depuis, de nombreux acteurs de l'économie solidaire ont rejoint le MESSE, qui s'est structuré par zones (nord, centre, et sud). L'animation de la zone centre est assurée par la fondation Utopía. Le MESSE organise en moyenne deux rencontres nationales par an, et de nombreux évènements et rencontres au niveau local autour de l'économie solidaire.

Sans entrer dans le détail de toutes les actions du MESSE (nombreux évènements locaux du fait de son organisation décentralisée et en moyennes deux rencontres nationales par an depuis sa création), citons toutefois une initiative originale, à savoir la création en 2011 d'une émission hebdomadaire sur la Radio Publique de l'Équateur, intitulée *Minga por la Pachamama* (« Minga pour la Terre Mère ») et avec pour slogan « *une petite fenêtre entre la campagne et la ville* »³⁷⁹. Ce programme de radio, qui existe toujours aujourd'hui, a été créé par un collectif d'organisations paysannes et urbaines membres du MESSE, avec l'objectif de présenter et de débattre autour d'initiatives de souveraineté alimentaire, d'économie solidaire et d'inter-culturalité. Ce programme est aujourd'hui une vitrine importante pour le MESSE, ses actions et ses membres.

³⁷⁹ Traduction de « *una ventanita entre campo y ciudad* »

Encadré 38 - Définition et mise en œuvre de l'économie sociale solidaire selon le MESSE



Dans une affiche de présentation élaborée en 2010, le MESSE présente ses membres, ses principes d'organisation et les différentes façons de construire une économie sociale et solidaire. Le lien est étroit entre solidarité et écologie, les paysans sont mis en avant dans l'organisation du mouvement, et les principes d'organisation se fondent sur le collectif, la réciprocité, l'équité et la démocratie.

Membres du MESSE : « *Le MESSE est un collectif qui intègre des organisations d'agriculteurs et d'agricultrices écologiques, biologiques, ou en transition ; des organisations artisanales, de santé, d'éducation populaire et d'apprentissage alternatif ; des organisations de pêche artisanale, de tourisme communautaire ; des consommateurs et consommatrices responsables ; des institutions d'appui ; et des citoyens et citoyennes engagés dans la reconstitution d'une économie solidaire* »

Manières de construire une économie solidaire : « *Production et transformation : produire en respectant la nature et les travailleurs. Services, tourisme, formation : maintenir des relations harmonieuses et réciproques. Santé et éducation : récupérer les savoirs ancestraux et mettre en place un dialogue de savoirs. Finances : gestion collective et solidaire. Commercialisation : prioriser la relation directe entre producteur et consommateur, avec des échanges qui peuvent être monétaire ou non, et qui relèvent d'un commerce équitable. Consommation : consommer de manière responsable. Post-consommation : réutiliser, restaurer, recycler.* »

Principes et pratiques d'organisation des membres du mouvement : « *responsabilité vis-à-vis des personnes et de la nature ; travail associatif, collectif, communautaire ; prises de décisions démocratiques et équitables ; inter-culturalité comme base de relations respectueuses ; relations basées sur la justice, le dialogue et la réciprocité ; autonomie et autogestion des organisations.* »

2.4.4.2.3. Quand les membres d'Utopía et de ses réseaux accèdent à des postes-clé dans des institutions publiques

L'arrivée au pouvoir de Rafael Correa, fortement soutenu par les membres d'Utopía et de ses réseaux, a entraîné des changements institutionnels importants (chapitre 1). En 2008 est adoptée la nouvelle constitution qui intègre notamment les principes de souveraineté alimentaire et d'économie sociale et solidaire, ainsi que la création d'un quatrième pouvoir : le pouvoir citoyen. En 2009, la LORSA (Loi organique de souveraineté alimentaire) crée la COPISA (Conférence Plurinationale et Interculturelle de Souveraineté Alimentaire), institution emblématique du pouvoir citoyen. Composée de neuf représentants de la société civile³⁸⁰, sélectionnés sur concours public pour un mandat de quatre ans, la COPISA a pour mission de mettre en place et coordonner le processus de participation citoyenne et de débat public pour la construction de propositions de lois³⁸¹, politiques publiques et des programmes relatifs à la

³⁸⁰ (i) Un représentant des universités, écoles polytechniques et centres de recherche ; (ii) un représentant des consommateurs ; (iii) un représentant des petits et moyens producteurs ; (iv) un représentant des petits et moyens agriculteurs, (v) un représentant des petits et moyens éleveurs ; (vi) un représentant des pêcheurs artisanaux et collecteurs ; (vii) un représentant du secteur aquacole (viii) un représentant des paysans et irrigants ; (ix) un représentant des indigènes, agro-équatoriens et *montubios* des différentes communes, communautés, peuples et nationalités.

³⁸¹ Loi des Terres, Loi de l'Agrobiodiversité, Loi des Communes, Loi des Agro-industries et de l'Emploi rural, Loi d'accès au Crédit, Loi des Assurances et des Subventions pour la Souveraineté Alimentaire, Loi de Consommation, Nutrition et Santé Alimentaire.

souveraineté alimentaire, avec la participation des organisations de la société civile et des pouvoirs publics. Un appel à candidature est ainsi lancé auprès des citoyens. Lors de la sixième rencontre de la RMTC à Muisne (Province d'Esmeraldas), la RMTC décide de proposer des candidats pour la COPISA pour représenter les consommateurs et les producteurs. Les candidatures de Roberto Gortaire (panier Utopía) et de Richard Intriago (FECAOL) sont retenues, ils deviennent conférenciers de la COPISA, Roberto en tant que représentant des consommateurs et Richard comme représentant des petits et moyens producteurs.

A la même époque, d'autres membres d'Utopía accéderont à des responsabilités au sein d'institutions publiques. Ainsi, Lupe Ruiz obtiendra un poste au Secrétariat des Peuples, Mouvements Sociaux et Participation Citoyenne. Quant à Francisco Escobar, il sera coordinateur de la zone 3 (Chimborazo) au Ministère coordinateur de la politique économique, coordinateur de la zone 3 (qui inclut la province de Chimborazo) au Ministère de l'Inclusion Économique et Sociale (MIES). Citons également Victor Anguieta, ami d'université de Roberto, Francisco et Lupe, et ancien membre avec eux du mouvement étudiant *Identidad Estudiantil*, qui quittera son poste de directeur de la fondation Chuquirahua en 2009 pour accéder au poste de directeur provincial du MAGAP Chimborazo. D'après lui, l'accession de ces militants du changement social de longue date à des postes à responsabilités au sein d'institutions publiques n'est pas un hasard. Au contraire, c'est un objectif qu'ils ont eu très tôt, convaincus que c'est à ce niveau-là que peuvent se faire les changements, dans le sens où l'action des pouvoirs publics peuvent toucher plus de gens que les projets d'ampleur modeste portés par les ONG de développement.

« On était des gens avec des rêves. Tout ça [ferias agroécologiques, ferias citoyennes, mouvement d'économie sociale et solidaire dont il vient juste de parler] n'est pas né de la partie institutionnelle, mais des gens eux-mêmes. Que l'on s'appelle Chuquirahua, ou que l'on s'appelle Utopía, ou que l'on s'appelle quoi que ce soit, on était une somme de personnes avec des rêves. Avec des rêves en commun que l'on souhaitait réaliser. Parfois, après le travail, on se retrouvait entre amis pour boire un café, ou un petit verre de vin, et on discutait du développement, et de ce qu'on allait faire, de je ne sais quoi, de je ne sais combien, de je ne sais quand... à faire tous ces complots [rires] entre nous pour voir comment on allait atteindre divers objectifs stratégiques. Et maintenant, que l'on est à d'autres niveaux [au niveau des institutions publiques], on peut continuer à s'articuler entre nous et à faire des choses importantes. [...] Je crois que le développement d'un pays ne devrait pas être aux mains des ONG, mais dans les mains de l'État et des pouvoirs publics dont c'est le rôle d'agir pour les nécessités du peuple. Pour moi c'est fondamental. Ça me fait beaucoup de peine que la fondation [Chuquirahua] disparaisse, mais je suis très heureux que ce gouvernement reprenne finalement à son compte, comme engagements, le même type d'objectifs que ceux qu'on avait à la fondation. [...] Avant, on travaillait dans des petits territoires, avec quelques producteurs, mais à présent, le MAGAP et les institutions publiques locales, par définition, travaillent au niveau de la province, et font finalement la même chose que les ONG... mais à une échelle plus grande ! Et maintenant, oui, il y a les ressources pour que les producteurs aient une meilleure attention de la part du gouvernement. Avant il n'y avait rien ! » (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

2.4.4.2.4. Utopía, ses acteurs et ses alliés dans leurs réseaux nationaux : prise d'importance et unions des mouvements et des actions, incidence politique et action publique

Le Collectif Agroécologique et le MESSE vont rapidement prendre de l'importance en étant rejoints régulièrement par de nouveaux « membres » et en multipliant les actions au niveau local et national. Les deux mouvements étant volontairement ouverts, il est difficile d'en déterminer le nombre de participants, dans la mesure où ces mouvements n'ont volontairement pas de structure juridique, et donc pas d'adhésion formelle, volonté explicite destinée à conserver une structure horizontale et ouverte et permettant la participation de tous.

« [En parlant du Collectif Agroécologique] *C'est un monde de réseaux et de connexions qui nous permettent des collaborations et des actions multi-diverses. [...] Le Collectif ne fonctionne pas par adhésion [formelle], et de la même manière nous n'avons pas mis en place une structure déterminée, parce que pour nous le Collectif c'est un « effort de collaboration ». Quiconque se sent en phase avec notre objectif commun de construire un nouveau modèle alimentaire, et donc au final un nouveau mode de vie, alors fait déjà cet effort collectif. [...] Ce qui nous unit tous ensemble c'est un bien commun, sans la nécessité d'avoir un représentant formel.* » (Extraits des échanges de la réunion de bilan de l'année 2015 du Collectif Agroécologique)³⁸²

Pour avoir toutefois une idée de l'ampleur de ces mouvements, notons que leurs rencontres annuelles rassemblent en moyenne de 150 à 200 participants, représentant entre 50 et 70 organisations différentes³⁸³ (organisations paysannes et indigènes, ONG, organisations urbaines (consommateurs, associations de quartier etc.), universités, associations environnementales, institutions publiques, médias, entreprises de tourisme communautaire, divers réseaux de la société civile (RMTC etc.).

Ces deux mouvements sont très similaires sur le plan du projet et des modes d'action (fortes proximités cognitives). En effet, l'un a pour thématique principale l'agroécologie, celle-ci ne pouvant être cohérente et mise en œuvre que sur la base d'une économie solidaire, l'autre a pour thématique principale l'économie solidaire, celle-ci étant indissociable de la préservation et du respect de la nature, de la *Pachamama*. Sur le plan des actions, les deux mouvements ont l'ambition d'agir localement à travers le développement d'initiatives concrètes et le dialogue de savoirs et d'expériences, et globalement *via* l'organisation d'évènements nationaux et *via* l'incidence politique. Enfin, plusieurs acteurs individuels ou collectifs participent aux deux mouvements, ce qui génère de fortes proximités relationnelles et de médiation entre les deux mouvements. Par conséquent, à partir de 2010, Collectif Agroécologique et MESSE vont s'allier de plus en plus pour la réalisation d'actions et d'évènements en commun.

Aujourd'hui, ces deux mouvements constituent deux vastes plateformes inter-reliées, de plus en plus visibles et reconnues au niveau national, rassemblant une très grande diversité

³⁸² Source : compte-rendu de la réunion de bilan de l'année 2015 du Collectif Agroécologique, disponible sur le Google Group public où membres du Collectif Agroécologique et du MESSE partagent des informations.

³⁸³ En 2013, par exemple, les rencontres annuelles du MESSE organisées à Pimampiro (Imbabura) les 22 et 23 mars ont rassemblé 169 participants en provenance de 64 organisations. La même année, les rencontres annuelles du Collectif Agroécologique intitulées « campagnes et villes unies pour la souveraineté alimentaire » organisées à Riobamba les 29 et 30 avril ont rassemblé 175 personnes en provenance de 55 organisations et de 14 provinces (source : *comptes-rendus de ces rencontres*).

d'individus et de collectifs de la société civile : ONG, producteurs et organisations de producteurs indigènes et métis, organisations de consommateurs, associations environnementales, organisations de l'économie solidaire, agents de développement et chercheurs engagés dans l'agroécologie, et même des fonctionnaires des pouvoirs publics locaux et nationaux qui participent régulièrement aux événements et rencontres organisées par l'un et/ou l'autre de ces mouvements. Ces « nouveaux » représentants des pouvoirs publics, à l'instar de Roberto, Lupe, Francisco et Victor, sont souvent issus du monde des ONG de développement, et ont ainsi des proximités relationnelles et cognitives fortes avec ces mouvements et leurs acteurs. Dans le nouveau contexte sociopolitique que connaît l'Équateur, des proximités institutionnelles se créent ainsi entre mouvements sociaux et pouvoirs publics, par l'intermédiaire de ces acteurs « passeurs de frontières » issus du monde militant de l'agroécologie et/ou de l'économie sociale et solidaire auxquels les institutions publiques ont fait appel pour mettre en œuvre la « Révolution Citoyenne » promise par le gouvernement. Ces proximités institutionnelles créent ainsi des espaces de dialogue et d'actions en commun entre pouvoirs publics et société civile organisée.

Ainsi, en 2009, lorsque le MAGAP lancera le projet CIALCO (chapitre 1), il fera appel à plusieurs acteurs de la société civile pour constituer le groupe de travail, parmi lesquels le Collectif Agroécologique, le MESSE, et le RMTC. La COPISA, acteur à la fois public et de la société civile, sera également membre du groupe de travail³⁸⁴. Ces acteurs ont ainsi largement contribué à la mise à l'agenda politique concrète du soutien à l'agriculture paysanne *via* le développement de circuits alternatifs de commercialisation. Le grand résultat du projet CIALCO a été la création d'une direction spécifique dédiée aux « CIALCO » au sein du MAGAP, en janvier 2011. Cette direction dispose depuis 2012 de ressources financières et humaines, au niveau national et aux niveaux déconcentrés, tant pour l'assistance technique et organisationnelle que pour le financement d'équipements destinés à favoriser la commercialisation alternative de produits paysans. Sa directrice, qui était auparavant coordinatrice de ProBio (et donc à ce titre membre du Collectif Agroécologique avant sa prise de poste au MAGAP), garde un lien régulier avec le Collectif Agroécologique et le MESSE : elle les tient informés de l'agenda public agricole et alimentaire, les invite à des événements, et suit, voire participe à leurs activités.

En 2012, une alliance entre le Collectif Agroécologique, le MESSE et la commission des consommateurs de la COPISA, présidée par Roberto Gortaire, conférencier de la COPISA et représentant des consommateurs (§ 2.4.4.2.3), lance une grande campagne nationale ;*Qué rico*

³⁸⁴ Les autres membres du groupe de travail étaient les suivants : des ONG nationales (CESA et FEPP-Camari) ; l'organisation nationale des producteurs biologiques (ProBio, également membre fondateur du Collectif Agroécologique) ; la coordination équatorienne pour le commerce équitable (CECJ), union des organisations de petits producteurs certifiés par le système FLO, soutenue par des ONG (dont AVSF) et des institutions publiques (dont le MAGAP) ; l'union des consortiums de produits laitiers (ces 5 consortiums rassemblent plus d'une centaine de fromageries rurales associatives dans tout le pays. Le FEPP et CESA ont joué un rôle important dans les processus de création de plusieurs de ces consortiums) ; le programme *Alimentate Ecuador* (« Alimente-toi Équateur », un des 4 axes du programme d'approvisionnement en produits alimentaires *via* des achats publics, que la Constitution de 2008 a créé comme instrument de développement des économies paysannes et de la souveraineté alimentaire.

es ! « *Que c'est bon de manger sain et de ma terre !* »³⁸⁵ destinée à promouvoir la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne à travers la consommation responsable.

« *“¡Qué rico es! Comer sano y de mi tierra” est la campagne nationale de consommation responsable de l'Équateur. ¡Qué rico es! a pour mission de **promouvoir la consommation responsable, saine et solidaire, et de contribuer à la construction de modes de consommation qui favorisent l'agriculture familiale, paysanne et agroécologique** »* (Extrait du site Internet de la campagne *¡Qué rico es!*)³⁸⁶

Un site Internet sera spécialement créé pour présenter la campagne au grand public, et de mettre en ligne un agenda des événements relatifs à l'agroécologie prévus dans le pays. C'est également dans le cadre de cette campagne que sera édité un guide – disponible en ligne³⁸⁷ – des ferias, magasins et paniers agroécologiques, ou en d'autres termes un guide de tous les lieux de consommation alimentaire « responsable ». En 2014, la campagne prend un nouveau tournant, l'objectif étant que 250 000 familles équatoriennes « *signent pour l'agroécologie* ». L'objectif est simple : il s'agit d'enrôler le maximum de consommateurs pour favoriser le développement de l'agroécologie et le soutien à l'agriculture familiale et paysanne.

« *Si chacune de ces familles consomme en moyenne 200 USD mensuels en aliments, cela signifie 500 millions de dollars annuels. Et **que se passerait-il si elles destinaient ne serait-ce que 25% de ce montant à l'achat de produits agroécologiques, sains et de notre terre ? Cela voudrait dire que chaque année plus de 120 millions de dollars iraient directement stimuler la production agroécologique de milliers de familles paysannes, sans passer par les intermédiaires, sans agents de coopérations ni subventions publiques, à travers une authentique pratique d'économie solidaire** »* (Extrait du site Internet de la campagne *¡Qué rico es!*)³⁸⁸

Ainsi, ces mouvements, forts de l'expérience qu'ont chacun de leurs membres dans la mise en place d'actions concrètes et locales, développent une stratégie de mobilisation de la société civile, et en particulier des consommateurs, comme leviers pour un changement vers un système alimentaire qui favoriserait l'agroécologie et l'agriculture familiale et paysanne. Leur action est toutefois loin de se limiter à la multiplication de micro-actions locales comme leviers de changements. Pour eux, le changement doit aussi venir du haut, et passe également par les lois et les politiques publiques, en témoigne la forte mobilisation du Collectif Agroécologique, du MESSE et de leurs acteurs dans le processus d'élaboration des lois consécutives à la nouvelle Constitution. Nous retiendrons deux processus en particulier.

Le premier³⁸⁹ est celui de la « Loi organique d'économie populaire et Solidaire », initialement proposée par le Ministère de l'Inclusion Économique et Sociale (MIES). Durant la consultation

³⁸⁵ “*¡Qué rico es! Comer sano y de mi tierra*”, raccourcie dans la pratique en “*¡Qué rico es!*”

³⁸⁶ <https://quericoes.org/>, consulté le 13 août 2016.

³⁸⁷ <https://quericoes.files.wordpress.com/2014/11/guc3ada-agroecologic3ada-comision-consumidores.pdf>

³⁸⁸ Cet enrôlement des familles n'est pas sans rappeler le défi « familles à alimentation positive » mis en place en Rhône-Alpes par Corabio depuis 2012, l'objectif étant que des familles augmentent de 20% leur consommation en produits alimentaires biologiques sans augmenter leur budget.

³⁸⁹ Sources : enquête de terrain 2011-2012 ; comparaison entre les versions initiale (proposition du MIES) et finale de la Loi Organique d'Économie Populaire et Solidaire ; analyse des propositions de modifications du MESSE et des échanges entre les membres du mouvement pendant le processus d'élaboration de la loi (Google Group public

pré-législative, c'est-à-dire après le premier débat à l'Assemblée Nationale, le MESSE organisera des ateliers dans tout le pays afin de recueillir les propositions de la société civile et les faire parvenir à l'Assemblée Nationale. Les propositions du MESSE (180 proposition de modification) permettront d'enrichir la loi sur certains aspects (en particulier l'ajout de la responsabilité sociale et environnementale, de l'usage de moyens de paiement complémentaires, et du respect des pratiques, des savoirs et de la culture des différentes communautés, peuples et communes d'Équateur), mais le MESSE demeurera très critique sur cette loi, votée en avril 2011, qui demeurera, selon le mouvement, davantage une loi des coopératives qu'une véritable loi d'économie solidaire qui prendrait en compte la diversité des initiatives et des formes d'organisation existantes.

Le second processus³⁹⁰ est celui de la « Loi sur l'agrobiodiversité, les semences, et le développement de l'agroécologie », l'une des lois relatives à la souveraineté alimentaire devant être élaborées dans le cadre d'un processus participatif animé par la COPISA. Cette loi était à la charge du conférencier Roberto Gortaire, qui animera pendant deux ans (2010-2012) des ateliers participatifs dans tout le pays pour construire le projet de loi. La proposition finale de loi, émanant de plus de 500 organisations, majoritairement paysannes, mais aussi d'autres acteurs fortement mobilisés (en particulier le RMTC, le Collectif Agroécologique et des acteurs membres du MESSE), sera présentée à la Commission pour la Souveraineté alimentaire de l'Assemblée Nationale. Celle-ci en fera un rapport positif qui sera présenté en premier débat à l'Assemblée Nationale en juillet 2012. Après le lancement de la consultation pré-législative, le second débat n'a finalement pas eu lieu et la loi n'a pas été votée. Ce n'est que récemment, en juin 2016, que le premier débat, puis la consultation pré-législative ont été réactivés. Le Collectif Agroécologique, animé par Roberto Gortaire dont le mandat à la COPISA s'est achevé en avril 2014, et qui a repris ses fonctions au sein de la fondation Utopía, est de nouveau fortement mobilisé sur ce dossier, face au risque que ce ne soit pas le texte de 2012 qui soit débattu et voté, mais un autre, proposé par les « lobbies pro-agriculture industrielle et pro-OGM ». Ils ont pour cela publié une déclaration officielle visant à rappeler le contenu du texte qui avait été proposé en 2012 et « *l'engagement des peuples indigènes, des mouvements de paysans et de paysannes, avec les collectifs de consommateurs et les autres entités de la société civiles en faveur de systèmes alimentaires responsables, sûrs et souverains* »³⁹¹. C'est également dans le cadre de la défense de l'agroécologie, de la souveraineté alimentaire, et de systèmes alimentaires responsables, sûrs et souverains, que le Collectif Agroécologique est fortement mobilisé depuis 2012, après les déclarations de Rafeal Correa proposant qu'un amendement soit apporté à la Constitution afin de revenir sur l'interdiction des OGM. Le Collectif Agroécologique est ainsi activement engagé dans la lutte anti-OGM, au travers de campagnes d'information et de sensibilisation et la multiplication des interventions dans les médias, « *au nom du rejet absolu de toute action ou*

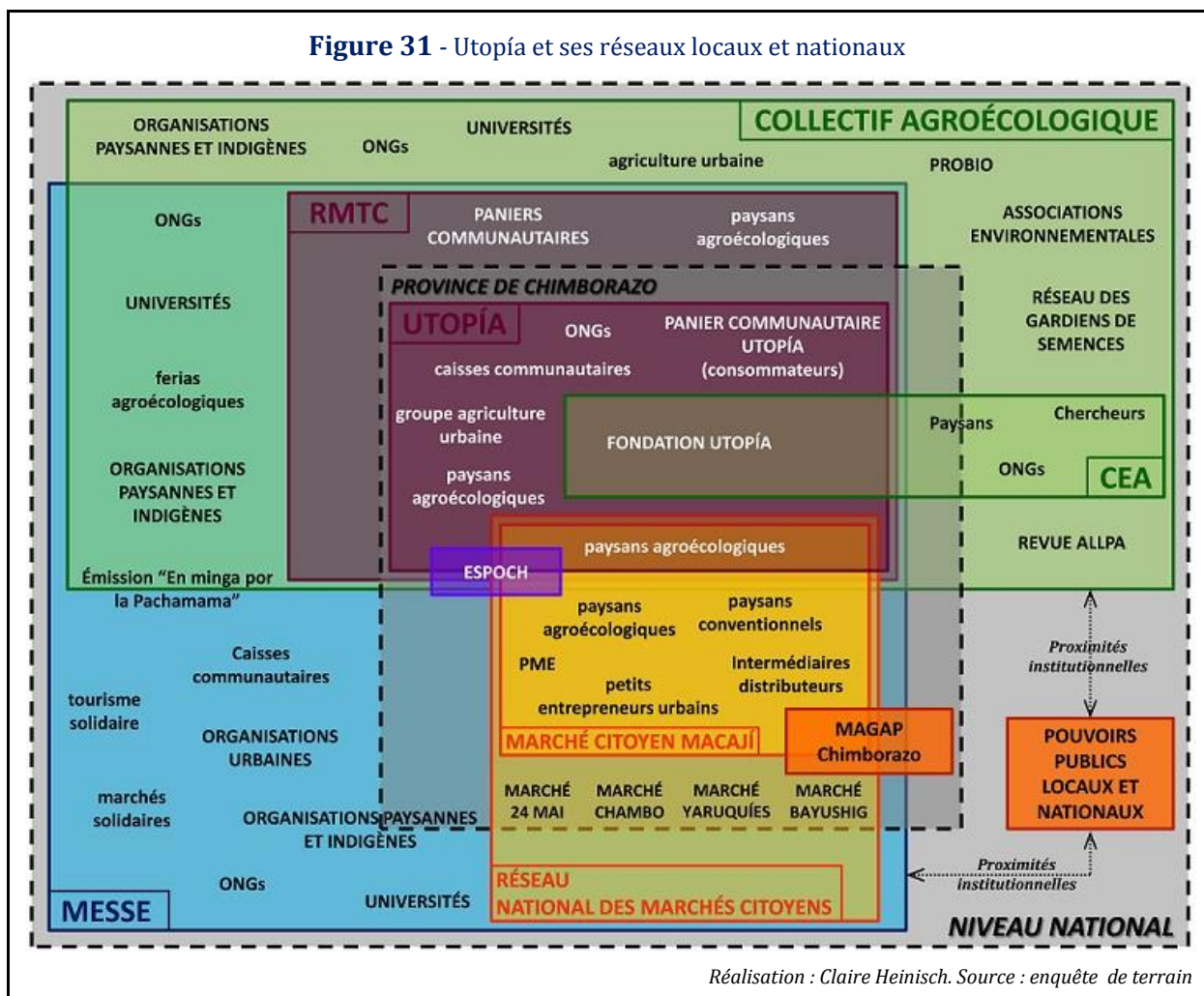
« economiasolidaria »), et MESSE (2011). ¿Qué pasa con la Ley de Economía Popular y Solidaria? *La Piragua. Revista latinoamericana y caribeña de educación y política*, n° 35, pp. 132-133.

³⁹⁰ Sources : enquête de terrain 2011-2012 et suivi des mails, informations et documents échangés par les membres du Collectif Agroécologique et ses alliés (via le Google Group public « consumocuidadoecuador »).

³⁹¹ Extrait de la Déclaration du Collectif Agroécologique sur la proposition de loi sur l'agrobiodiversité, les semences et le développement de l'agroécologie, juin 2016.

politique qui soit préjudiciable à la nature ou qui aille à l'encontre de l'agriculture paysanne et de la souveraineté alimentaire »³⁹². La mise en dormance de la loi sur l'agrobiodiversité, justement cette année-là, puis son retour quatre ans plus tard avec le risque que soit votée une loi autre que celle présentée par la société civile et la COPISA, est, pour les membres du Collectif, un grand risque pour la souveraineté alimentaire, pour l'environnement, et pour l'agriculture paysanne, qui pourrait aller jusqu'à l'introduction d'OGM et permettre, par la loi, de consolider le modèle agro-industriel capitaliste. Le bras de fer entre les défenseurs de ces deux visions opposées de l'agriculture et de l'alimentation en Équateur s'est ainsi récemment cristallisé dans la remise à l'agenda de la loi sur l'agrobiodiversité et les semences.

2.4.4.2.5. Bilan : Utopía et ses réseaux



En guise de synthèse, nous avons représenté (Figure 31) les réseaux locaux et nationaux d'Utopía et de ses acteurs, réseaux dont Utopía, en alliance avec d'autres acteurs, a été moteur dans la création, et dont il est encore aujourd'hui un acteur-clé dans l'animation et dans la coordination. La fondation Utopía est en effet animatrice du MESSE pour la zone centre, et un

³⁹² Extrait du compte-rendu de la réunion de bilan de l'année 2015 du Collectif Agroécologique.

des membres actifs du Collectif Agroécologique *via* Roberto Gortaire, qui en est un des principaux animateurs nationaux.

Ces réseaux locaux et nationaux, à l'instar des dispositifs étudiés, sont le résultat d'alliances multi-acteurs autour du « plus petit dénominateur commun » qui rassemble tous ces acteurs et tous ces réseaux, à savoir la souveraineté alimentaire et le lien entre villes et campagnes. Les paysans, que ce soit sous la forme d'organisations de producteurs et/ou d'organisations indigènes de premier, second ou troisième degré, ou bien de collectifs plus informels ou même, pour certains, au niveau individuel, sont présents dans l'ensemble de ces réseaux, aux côtés d'une diversité d'autres acteurs. Ces acteurs oscillent entre ancrage local, échelle à laquelle ils expérimentent de nouvelles formes d'organisation autour de l'agriculture et de l'alimentation, visant à préserver la santé des consommateurs et de l'environnement et à maintenir une agriculture familiale, paysanne et diversifiée, et ancrage global, échelle à laquelle ils défendent des systèmes alimentaires justes et durables, pour les être humains et pour la planète.

Sur la [Figure 31](#), nous avons également fait figurer le deuxième dispositif étudié : la feria citoyenne Macají et plus généralement les ferias citoyennes de Chimborazo, que nous présentons dans la section suivante.

3. LES FERIAS CITOYENNES DE CHIMBORAZO - D'UNE INITIATIVE MILITANTE PORTÉE PAR DES PAYSANS ET DES ONG À UN DISPOSITIF HYBRIDE ANCRÉ DANS LE TERRITOIRE

Nous proposons dans ce paragraphe de réaliser une présentation résumée du dispositif de la feria citoyenne Macají et des ferias citoyennes de Chimborazo. En accord avec notre proposition (chapitre 3) de ne pas multiplier les monographies de dispositifs, nous ne présenterons pas l'analyse détaillée de la trajectoire de la feria citoyenne Macají. Plutôt qu'une analyse sous la forme de chronique de dispositif comme nous l'avons fait pour Utopía, nous proposons de présenter succinctement le dispositif des ferias citoyennes de Chimborazo en comparant ses composantes avec celles d'Utopía. La comparaison est en effet intéressante car les ferias citoyennes de Chimborazo, outre le fait qu'elles ont émergé dans le même territoire-matrice qu'Utopía, tirent leur origine d'acteurs fortement liés à Utopía. Le dispositif se structurant progressivement, il va toutefois construire un projet, une organisation concrète et un ancrage qui vont en faire un dispositif bien différent d'Utopía, même si l'un et l'autre se revendiquent de l'économie solidaire, de la souveraineté alimentaire et de la valorisation des paysans et de leurs produits.

3.1. La genèse du dispositif: la rencontre entre une initiative d'origine rurale et une politique publique destinée au consommateur urbain

Nous l'avons vu, Utopía, dans sa configuration actuelle, a été le produit d'une rencontre entre des consommateurs urbains organisés et des paysans agroécologiques, souvent accompagnés par des ONG locales, qui recherchaient des débouchés alternatifs aux marchés conventionnels. La création de la feria citoyenne Macají, première feria citoyenne de Chimborazo et d'Équateur, est le résultat de la rencontre entre ces mêmes paysans agroécologiques et les consommateurs urbains *via* une politique publique destinée à limiter et stabiliser le prix des produits alimentaires.

En plein cœur de la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, afin de répondre au problème de la forte augmentation et à l'instabilité des prix des aliments, le gouvernement équatorien demande que soient mis en place des «ferias citoyennes» où les produits alimentaires devront être vendus à prix bas et fixes. Pour atteindre cet objectif, l'idée est de rompre la chaîne d'intermédiation et de proposer aux producteurs de venir vendre directement leurs produits au consommateur urbain. Or, dans la province de Chimborazo, c'est justement à cette époque que le Collectif pour la Vie (§ 2.4.4.1), composé de collectifs de paysans agroécologiques, accompagnés par des ONG engagées dans le développement de l'agroécologie, occupait régulièrement les parcs et places de la ville pour vendre les produits paysans directement aux consommateurs, malgré l'interdiction de la Municipalité de Riobamba, avant d'obtenir un espace de vente temporaire dans les anciens locaux du Gouvernement Provincial. Le directeur du MAGAP provincial de cette époque se rapproche alors du Collectif pour entamer avec ses membres une réflexion sur la création d'une feria citoyenne à Riobamba. Il réunit également à cet effet l'Intendance de Police, le Gouvernement Provincial et la Municipalité de Riobamba, pour mettre en place une réflexion collective. La Municipalité, en charge de l'administration des marchés, jugera inutile la création d'un nouveau marché en ville et se retirera du processus. Face à l'impossibilité de créer ce marché sur un espace public municipal, le MAGAP mettra à disposition l'espace disponible devant ses locaux. La feria citoyenne Macají est ainsi créée le 1^{er} mars 2008 avec le slogan « *Nous commercialisons des produits sains à prix et poids justes* ». Depuis, elle se tient tous les samedis de 6h à 14h, toujours au même endroit, à proximité du centre de Riobamba (Carte 8).

Photo 20 - La feria citoyenne Macají



Ainsi, de la même manière que les consommateurs d'Utopía se sont tournés directement vers les paysans pour des raisons qui, au départ, étaient économiques, les institutions chargées de mettre en place une politique de régulation des prix des produits alimentaire le font également pour les mêmes raisons. Le rôle économique des paysans est ainsi reconnu par les consommateurs et par les institutions publiques.

3.2. La feria citoyenne Macají aujourd'hui : une photographie des acteurs

Le dispositif est aujourd'hui constitué de trois grands groupes d'acteurs. Le premier groupe est celui des membres de la « *Corporation de producteurs et distributeurs avec souveraineté alimentaire de Chimborazo* » (CORPOSACHI), association créée le 21 octobre 2010 (2 ans et demi après la création de la feria le 1^{er} mars 2008), qui regroupe tous les acteurs commercialisant leurs produits sur la feria Macají. Le deuxième groupe est celui des acteurs avec lesquels la feria Macají a noué des relations, voire des alliances directes. Enfin, le troisième groupe est celui des consommateurs. D'autres acteurs, qui ne sont pas directement parties-prenantes du dispositif, mais qui sont des acteurs avec lesquels certains des membres de la feria ont des relations influant sur leur mode de participation à la feria, ont indirectement un impact sur l'organisation et l'évolution de la feria.

3.2.1. Les membres de la feria : diversité des membres et diversité des produits comme stratégie de fidélisation du consommateur et condition de pérennité de la feria

La feria Macají (CORPOSACHI) est constituée de membres appartenant à cinq catégories différentes (Tableau 37).

Tableau 37 - Les membres de la feria citoyenne Macají (actuelle CORPOSACHI) aujourd'hui : catégories, produits proposés, localisation géographique, rôle et statut.

CATÉGORIE		PRODUITS	LOCALISATION	RÔLE ET STATUT
Producteurs (80% des membres)	Paysans agroécologiques (un tiers des producteurs)	Légumes, fruits de la Sierra, farines et grains andins, miel, viande, œufs	Territoire-matrice (cantons de Riobamba, Colta, Guamote, Chambo, Penipe, Guano)	Fournir des produits paysans de la Sierra diversifiés, de qualité, sains, nutritifs et agroécologiques
	Paysans conventionnels			Fournir des produits paysans de la Sierra diversifiés, de qualité, sains, nutritifs et s'engager dans une transition agroécologique
Distributeurs	TPE et PME familiales locales	Produits laitiers Viande		Compléter le « panier alimentaire de base » avec les produits qu'on ne trouve pas (ou pas assez) directement chez les producteurs
	Distributeurs de produits non locaux	Fruits tropicaux Produits de base alimentaires et non alimentaires	Territoire-matrice, s'approvisionnent chez les producteurs et usines de la Costa	Compléter le « panier alimentaire de base » avec les produits qu'on ne trouve pas localement
		Poissons et fruits de mer	Entreprises familiales de la Costa	
Micro-entreprises urbaines		Plats cuisinés	Riobamba	Fournir une petite restauration aux consommateurs et aux producteurs du marché

Réalisation : Claire Heinish. Source : enquête de terrain.

La première catégorie est celle des paysans agroécologiques, qui représentent environ le tiers des paysans présents sur la feria. Parmi eux, on trouve deux grands groupes de paysans, présents depuis la création de la feria. Il s'agit des paysans de la COPAC, appuyés par la fondation Chuquirahua, et de groupes de paysans appuyés par la fondation CEDEIN (Photo 21). Ces paysans faisaient partie du Collectif pour la Vie, et font partie des fondateurs de la feria.

Depuis, d'autres paysans agroécologiques ont rejoint collectivement ou individuellement la feria Macají. Certains d'entre eux, à l'instar des paysans de la COPAC et des groupes CEDEIN, approvisionnent également le panier Utopía. Le second type de membres de la feria Macají est celui des paysans dits « conventionnels », c'est-à-dire non (reconnus comme) « agroécologiques », qui représentent les deux tiers des paysans présents sur la feria. Certains sont présents depuis le début, le MAGAP ayant convoqué tous types de paysans lorsque la feria Macají a été créée. Les paysans membres de la feria viennent tous du territoire-matrice, c'est-à-dire des cantons de Riobamba, Chambo, Guano, Penipe, Guamote et Colta. Ils proposent la diversité des produits que l'on trouve sur le territoire (§ 1.2.1) : légumes, tubercules, farines et grains (céréales, légumineuses) andins, fruits de la Sierra, herbes aromatiques et médicinales, miel, et même viande (lama, agneau).

Photo 21 - Stands des paysans agroécologiques de la COPAC et des groupes CEDEIN sur la feria Macají



La troisième catégorie est celle des distributeurs (Photo 22), qui fournissent des produits non disponibles chez les paysans locaux, tels que les fruits tropicaux et les produits de base alimentaires (huile, pâtes, riz, sucre etc.) ou non alimentaires (papier hygiénique, savon, produits d'entretien etc.). La plupart de ces distributeurs sont originaires de Chimborazo, et vont s'approvisionner directement auprès des petits producteurs (fruits tropicaux, riz) ou des usines de fabrication (produits de base) sur la Costa. Certains sont également producteurs, et vendent aussi leurs propres produits sur la feria Macají. Enfin, quelques-uns de ces distributeurs viennent directement de la Costa pour approvisionner la feria Macají, c'est le cas des distributeurs de poissons et fruits de mer.

Photo 22 - File des distributeurs de produits tropicaux sur la feria Macají



La quatrième catégorie est celle des micro-entreprises individuelles ou familiales urbaines de Riobamba, qui proposent divers types de plats cuisinés traditionnels. Enfin, la dernière catégorie est celle des très petites, petites et moyennes entreprises locales, dont on trouve trois grands types. Les premières sont des entreprises de transformation de produits laitiers, allant de la micro-entreprise familiale rurale qui possède un petit atelier de transformation laitière et qui transforme son propre lait et celui de ses voisins, jusqu'à la moyenne entreprise locale PROLAC, un des principaux débouchés pour le lait paysan de Chimborazo. Les secondes sont des entreprises sociales adossées à des ONG de développement, qui transforment et commercialisent des produits paysans selon les principes du commerce équitable, à l'instar de la fondation MCCH³⁹³. Enfin, la troisième est une entreprise de taxis, service proposé par la feria Macají aux consommateurs du marché.

Au moment de nos enquêtes en 2012, la feria Macají comptait une centaine de membres, ce qui représente indirectement plusieurs centaines de familles paysannes. En effet, nombreux sont les paysans qui, outre leurs propres produits, commercialisent également ceux de leurs voisins, ou de la communauté ou de l'organisation à laquelle ils appartiennent. Par exemple, huit paysannes de la COPAC sont officiellement membres du marché à titre individuel, mais elles commercialisent les produits à l'échelle de leur organisation et de leur communauté.

La composition des membres de la feria Macají est ainsi beaucoup plus élargie que le profil des paysans qui appartenaient au Collectif pour la Vie, profil qui est également celui des fournisseurs d'Utopía. En effet, non seulement il n'y a pas uniquement des paysans agroécologiques, mais il n'y a pas non plus uniquement des paysans. Cette diversification des membres par rapport à la composition du Collectif pour la Vie, qui était constitué à cent pour cent de paysans agroécologiques, a été une stratégie de la feria Macají, débattue et mise en place dès le départ.

Ainsi, lorsque le projet de création de la feria a été lancé, le MAGAP a lancé un appel très large à tous types de « petits producteurs », grâce à l'activation de la proximité de médiation, *via* des annonces à la radio et *via* les techniciens présents sur le terrain. Des producteurs « non agroécologiques » ont ainsi rejoint l'initiative. Leur acceptation au sein de la feria, discutée en assemblée générale, a été motivée par deux éléments et par l'instauration d'une condition. Premièrement, tout comme les paysans agroécologiques, les autres paysans connaissent les mêmes difficultés d'accès au marché et les mauvaises relations avec les intermédiaires. Il est donc apparu juste que ces paysans aient accès à ce nouvel espace de vente directe en construction. En second lieu, les paysans agroécologiques étaient finalement peu nombreux pour constituer, seuls, une feria suffisamment achalandée en quantité et en diversité. Il fallait donc nécessairement trouver d'autres participants. La condition d'intégration des paysans conventionnels à la feria a été que ces derniers s'engagent dans une transition agroécologique, avec l'idée que les échanges de savoirs avec les paysans agroécologiques et l'appui technique du MAGAP devraient favoriser cela. Jusqu'à aujourd'hui toutefois, ce dispositif d'accompagnement à

³⁹³ *Maquita Cushunchic Comercializando como Hermanos* (« Commercialiser comme des frères »), ONG équatorienne qui, à Chimborazo, travaille avec une cinquantaine de communautés indigènes, soit environ 5000 familles paysannes, dans les cantons de Riobamba, Guamote, Colta et Alausí.

la transition n'a pas été mis en place de manière systématique, mais des actions ponctuelles existent.

En ce qui concerne la participation des micros entreprises urbaines proposant des plats cuisinés, elle a été rapidement actée, afin de proposer une restauration rapide non seulement aux consommateurs, mais aussi aux membres de la feria, présents de 4h à 15-16h (montage et démontage compris).

Enfin l'arrivée des distributeurs et des petites et moyennes entreprises, a été motivée à la fois par les leçons tirées de certaines faiblesses de la feria *Karanakuy* du Collectif pour la Vie, et par la volonté de départ, non négociable, que cette feria ne ressemble pas à un marché conventionnel contrôlé par des intermédiaires. La feria *Karanakuy* n'avait pas très bien fonctionné auprès des consommateurs, en effet, passé l'engouement de la nouveauté, les consommateurs se sont faits plus rares, habitués qu'ils étaient des marchés conventionnels ou des supermarchés où l'on trouve tout au même endroit.

« Bon, en fait là-bas [sur la feria Karanakuy] les gens ne venaient pas vraiment pour consommer sain, mais pour consommer bon marché... et en plus ils voulaient qu'il y ait de tout ! C'est-à-dire qu'ils voulaient venir à un seul endroit et tout acheter, et ne pas à avoir à courir dans plein d'endroits différents pour faire leurs courses. Et donc à l'époque, nous on proposait surtout des légumes, mais les gens ils voulaient aussi des produits laitiers, des bananes, et puis tous les produits alimentaires de base, et puis même du savon, du produit de vaisselle... des tas de produits différents, mais nous on était loin d'avoir tout ça ! » (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

C'est pourquoi, pour la feria Macají, l'enjeu était à la fois d'avoir une stratégie de nature commerciale permettant de proposer une diversité maximale de produits, tout en conservant l'objectif initial de marché pour et par les producteurs, et relevant de l'économie solidaire. Ainsi, le principe de la participation des petites et moyennes entreprises locales, et de ceux qui ont été appelés « distributeurs », a été acté uniquement pour les produits qu'on ne trouvait pas directement chez les paysans du territoire. Cette stratégie a permis de compléter l'offre en produits laitiers locaux, et de proposer des produits alimentaires et non alimentaires de base, des fruits tropicaux, et enfin des poissons et fruits de mer. Le terme de « distributeur » est volontaire, pour être distinct de la figure de l'« *intermédiaire exploitateur* » du marché conventionnel qu'il n'était pas question de laisser rentrer sur la feria, les participants ayant voté en assemblée générale que l'intermédiation classique ne serait pas autorisée.

« [...] dès le départ, ça ne devait pas être une feria avec des intermédiaires... parce que dès que tu deviens un intermédiaire... tu deviens un exploitateur ! Parce que la seule chose que tu veux, c'est gagner le plus d'argent possible, tu fais tout pour acheter le moins cher possible au producteur, et pour vendre le plus cher possible au consommateur. Et ça, ce n'est pas de l'économie solidaire... » (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

Les distributeurs de la feria Macají se considèrent ainsi comme des « *petits centres de collecte* » et non comme des intermédiaires classiques.

3.2.2. Avec la feria : les alliés, ceux qui accompagnent ou appuient ponctuellement le dispositif

Le MAGAP Chimborazo est l'allié originel et permanent de la feria citoyenne Macají. Si cette dernière dispose depuis le départ de son autonomie et de son indépendance en tant qu'organisation, une alliance forte existe avec le MAGAP, formalisée dans une convention de partenariat. Le MAGAP fournit ainsi, à la feria et aux producteurs, un appui matériel (fourniture de semences, d'engrais organique) et technique dans les fermes, des formations collectives régulières (techniques et stratégies de commercialisation, calcul des coûts de production etc.), un appui logistique (mise à disposition d'un espace), et un appui en matière de communication. Il a également apporté un appui juridique lorsque la feria s'est constituée en association en 2010. En outre, depuis 2012, date à laquelle la Direction des Réseaux Commerciaux du MAGAP a bénéficié d'un budget propre, le MAGAP Chimborazo a renforcé son appui logistique et matériel. L'espace de vente a été ainsi fortement amélioré par des travaux de pavement, et avec l'arrivée de matériel réfrigéré pour les viandes, poissons et produits laitiers, des tentes, tables, pancartes, sacs ont été fournis à tous les participants. Enfin, à l'échelle de la province, le MAGAP a également financé un centre de collecte, tri et conditionnement, dans le canton de Riobamba, et dont la feria Macají est membre fondateur. Il est destiné aux petits producteurs de la province qui fournissent les différents dispositifs de commercialisation paysanne créés ou accompagnés par le MAGAP (voir plus loin).

Avant le MAGAP, c'est la fondation Chuquirahua, qui accompagnait les producteurs agroécologiques de la COPAC, précurseur sur le lien entre agroécologie et économie solidaire, et co-leader du Collectif pour la Vie avec la fondation Utopía, qui a largement contribué à la création et au développement de la feria Macají. Pendant les deux premières années de développement de la feria, elle a en effet dispensé de nombreuses formations aux producteurs, elle a accompagné le processus collectif de construction du projet de feria (principes, organisation), et a largement communiqué sur le dispositif auprès des habitants de Riobamba. En 2009, le poste de directeur provincial du MAGAP Chimborazo est proposé à Victor Angueta, directeur de la fondation Chuquirahua depuis dix ans. Le passage de Victor Angueta de Chuquirahua au MAGAP a été déterminant dans le maintien et le déploiement de l'appui du MAGAP à la feria Macají, et plus généralement dans la mise en œuvre de plusieurs actions et politiques publiques en appui aux petits producteurs de Chimborazo. Pour les paysans agroécologiques de la feria issus du Collectif pour la Vie, il demeure *el compañero Victor* dont l'action a été déterminante, que ce soit à Chuquirahua ou au MAGAP³⁹⁴.

Outre la fondation Chuquirahua et le MAGAP, la feria Macají dispose de deux alliés avec lesquels il existe également une convention de partenariat. Le premier est la radio communautaire d'ERPE ([Encadré 27](#)), avec laquelle le réseau national des ferias citoyennes, créé en 2010 et présidé par un membre et ancien président et vice-président de la feria Macají, a une demi-heure d'émission tous les mardis matin. Le vice-président de la feria Macají, souvent accompagné par un membre d'un des ferias citoyennes du réseau, y présente la philosophie et l'actualité des ferias citoyennes. En outre, la radio ERPE diffuse également des publicités pour les

³⁹⁴ Après le départ de Victor, la fondation Chuquirahua finira par déposer le bilan en 2011, faute de financements.

ferias citoyennes pendant les flashes d'information. Le second est l'université polytechnique de Riobamba (ESPOCH) avec laquelle la feria Macají et les ferias citoyennes de Chimborazo ont développé des liens depuis 2012-2013. Ainsi, des groupes d'étudiants de l'ESPOCH ont réalisé plusieurs études sur les ferias citoyennes, en particulier des études sur les prix. Ces études ont montré que les prix pratiqués sur les ferias citoyennes étaient effectivement, en moyenne, inférieurs à ceux des marchés conventionnels³⁹⁵. Par ailleurs, des enseignants dispensent régulièrement des formations aux producteurs des ferias citoyennes (production agricole et stratégie commerciale).

Enfin, l'Intendance de Police apporte également son appui pour le contrôle des prix. En effet, les ferias citoyennes ont pour mission de proposer des prix stables, et en moyenne inférieurs à ceux pratiqués sur les marchés conventionnels. Le Ministère de l'Intérieur, à travers l'Intendance de Police, est garant des atteintes des objectifs de cette politique publique.

3.2.3. Autour de la feria : les périphériques, ceux dont l'influence indirecte peut être déterminante

D'autres acteurs, s'ils ne sont pas directement parties-prenantes du dispositif, ont ou ont eu une influence déterminante sur l'émergence et le développement du dispositif. C'est le cas de certains acteurs publics. Ainsi, le Gouvernement Provincial a contribué à rendre plus visibles les ferias agroécologiques du Collectif pour la Vie, en leur fournissant un espace fixe temporaire dans ses anciens locaux. Cela a contribué à donner l'idée au directeur provincial du MAGAP de l'époque de s'adresser à ces groupes de paysans-là pour mettre en place la feria Macají. Par ailleurs, le Gouvernement Provincial et le MIES ont tous les deux des programmes de formations à l'agroécologie dispensées à plusieurs groupes de paysans dans la province. C'est à travers ces formations qu'ils ont informés les paysans de l'existence de la feria Macají, que certains ont souhaité et pu rejoindre. C'est par exemple le cas de Eva* et Andrea*, paysannes communauté indigène de Guntus (canton Riobamba), qui ont suivi les formations du Gouvernement Provincial et qui, depuis 2010, fournissent le marché en divers fruits de la Sierra (fraises, mûres, physalis), complétés de quelques légumes. C'est aussi le cas d'Irina*, paysanne de la communauté métisse de Utuñaig (canton de Penipe) qui a bénéficié des formations du MIES et qui, depuis 2010 également, est devenue membre de la feria Macají et du panier Utopía, qu'elle approvisionne en divers produits (fruits de la Sierra essentiellement) de sa ferme et des fermes voisines. Ainsi, MIES et Gouvernement Provincial ont tous deux contribué à l'entrée de nouveaux paysans agroécologiques dans la feria Macají.

Une autre catégorie d'acteurs qui gravite autour de la feria est celle des groupes ou organisations de producteurs. Si, aujourd'hui, les membres de la feria Macají le sont à titre individuel, un grand nombre d'entre eux appartiennent à des organisations paysannes, ou bien à des groupes organisés (par exemple à l'échelle d'une communauté) plus informels, souvent

³⁹⁵ D'après les résultats d'une enquête sur les marchés citoyens et conventionnels réalisées par trente étudiants dirigés par Marco Antonio González Chávez, enseignant-chercheur en économie à la ESPOCH, présentés le 11 mai 2012 au cours d'un atelier de formation sur « la commercialisation dans les marchés citoyens » organisé par le MAGAP Chimborazo et le MAGAP zone 3 et destiné à l'ensemble des membres des marchés citoyens de Riobamba (observation participante du 11 mai 2012).

accompagnés par des ONG. Malgré l'adhésion individuelle à la CORPOSACHI, la grande majorité des paysans s'affichent sur la feria en tant que membres de leur groupe ou de leur organisation, C'est le cas notamment lorsque ces derniers les accompagnent dans leur activité de commercialisation, en les aidant à planifier la production à l'échelle du groupe afin d'offrir aux consommateurs, toute l'année, une production en quantité, diversité et qualité. Le niveau d'organisation varie toutefois selon les groupes. Ainsi, certains s'organisent sur le long terme en planifiant ensemble la production à l'échelle du groupe, à l'instar des paysans agroécologique de la COPAC qui le font pour la production de légumes. Pour d'autres, c'est au moment de la commercialisation que l'organisation se fait : les membres de la CORPOSACHI récoltent d'abord leurs propres produits, puis vont voir leurs voisins pour compléter leur offre de produits à la feria.

Enfin, des acteurs qui ont également eu une influence indirecte sur le développement et la visibilité de la feria Macají sont les professionnels de santé, qui conseillent à leurs patients d'acheter directement auprès des paysans des produits sains, c'est-à-dire sans produits chimiques, nutritifs, ou ayant des propriétés particulières. Manuel*, producteur de farines andines dans le canton de Colta, raconte que plusieurs consommateurs sont venus le voir parce que leur médecin leur avait signalé les propriétés particulières de la farine de lupin ou de quinoa, ou encore de la *máchica de cebada*. Depuis, Manuel* s'est formé aux propriétés et vertus des grains et farines andines et il conseille lui-même les consommateurs sur les différentes manières de les utiliser et de les préparer.

3.2.4. Au cours de la feria : les consommateurs, ceux qui font vivre le dispositif

Les consommateurs peuvent être considérés comme de réelles parties-prenantes du dispositif, dans le sens où ce sont, dans leur grande majorité, des consommateurs demeurés fidèles à la feria depuis leur première venue. Issus de toutes les catégories sociales, dont une majorité de classes populaires et moyennes, ils ont connu la feria soit parce qu'ils habitent dans le quartier (proximité géographique) soit *via* le bouche à oreille ou les annonces diffusées à la radio et dans la presse (proximité de médiation). La majorité d'entre eux vivent à proximité de la feria, mais certains viennent de quartiers plus éloignés et sont prêts à faire un trajet plus long pour s'approvisionner spécifiquement sur cette feria-là qui les a séduits en première instance. La majorité des consommateurs interrogés a ainsi abandonné les marchés conventionnels (San Alfonso et La Condamine pour la plupart), pour venir faire l'essentiel de leurs courses de la semaine sur la feria Macají, dont ils apprécient la diversité. Par rapport aux marchés conventionnels, ils apprécient la présentation et la qualité des produits (« frais », « sains », « nutritifs », « plus savoureux »), qu'ils relient directement à l'origine (« de la campagne », « du propre terrain des paysans ») de ces derniers. Ainsi, la plupart des consommateurs sont conscients qu'ils ont affaire directement à des paysans pour les produits qui viennent de la Sierra, même si certains sont toutefois convaincus que les vendeurs sont tous des intermédiaires. Ils apprécient également le prix des produits, certains considérant que les produits sont moins chers que sur les marchés conventionnels, d'autres les estimant égaux mais pour des produits de meilleure qualité. Enfin, l'ambiance qui règne sur la feria est également un élément déterminant de la fidélité des consommateurs au marché. Les consommateurs s'y sentent en sécurité, notamment parce qu'il n'y a aucun risque de vol, alors que sur les marchés

conventionnels il faut « *faire attention à ses affaires* ». En outre, ils apprécient la manière dont ils sont traités par les paysans. En effet, si les paysans sont maltraités par les intermédiaires sur les marchés conventionnels, les consommateurs n'apprécient pas non plus toujours la relation avec les commerçants. Sur la feria Macají, à l'inverse, les vendeurs en général et les paysans en particulier sont qualifiés par les consommateurs de « *très aimables* », « *serviables* », « *honnêtes* », « *très gentils* », « *ils traitent très bien les consommateurs* » et « *il faut les respecter autant qu'ils nous respectent* ». Certains consommateurs apprécient également l'attention que les producteurs accordent à leurs remarques concernant les produits.

Les consommateurs, dans l'ensemble très satisfaits de la feria, au point d'en avoir fait leur lieu principal d'achats alimentaires à la place de leur marché conventionnel habituel, sont ainsi un élément-clé de la pérennité du dispositif. Ils sont environ 1500 à fréquenter la feria Macají, ce qui, d'après des estimations de 2009 issues du diagnostic CIALCO [Chauveau & Taïpe, 2010], génère un chiffre d'affaire total de 10 000 USD en moyenne. D'après nos propres enquêtes, les paysans de la feria Macají vendent entre 20 et 50 USD de produits chaque samedi. Pour la fourchette haute, cela correspond à un chiffre d'affaire compris entre 87 et 216³⁹⁶ USD par mois. Pour avoir une idée de la signification de ces chiffres, d'après les chiffres de l'INEC, le revenu moyen d'un ménage rural de quatre personnes était de 567 USD en 2012, pour un coût du « panier familial de base »³⁹⁷ de 586 USD en juin 2012. Quant au salaire minimum pour un travailleur du privé, il s'élevait en 2012 à 292 USD.

3.3. *Grandes évolutions de la feria citoyenne Macají : de la construction du projet à l'essaimage du dispositif*

3.3.1. Un projet d'économie solidaire pour et par les producteurs et « au service des citoyens », entre apprentissages et controverses

Le projet de la feria citoyenne Macají, aujourd'hui formalisé dans les statuts de la CORPOSACHI (Encadré 39), s'est créé dans la rencontre entre une politique publique et un projet porté par un collectif d'acteurs militants de l'agroécologie, de l'économie solidaire et de la souveraineté alimentaire, mais aussi de la rencontre entre une vision radicale du changement social et une vision pragmatique fondée sur une stratégie de commercialisation et de pérennisation. Cela a généré plusieurs controverses au cours de la construction du projet, ayant conduit au départ de certains des acteurs.

³⁹⁶ Considérant qu'il y a en moyenne 4,33 samedis par mois.

³⁹⁷ La *canasta básica familiar* est composée de 75 items/produits alimentaires et non alimentaires (logement, eau, gaz, électricité, vêtements, éducation, santé, transport, téléphonie et Internet) sur les 300 produits/items pour lesquels les prix sont suivis par l'INEC (Institut Équatorien de Statistiques et Recensement). Son prix est calculé et publié tous les mois par l'INEC.

Encadré 39 - Extraits des statuts de la *Corporation des Producteurs et Distributeurs avec Souveraineté Alimentaire de Chimborazo (CORPOSACHI)*³⁹⁸

Art. 5 : Objectifs de la CORPOSACHI

Objectif général : établir une feria différente de produits agricoles et alimentaire sains et nutritifs divers, avec poids exact et à prix justes, pour satisfaire les nécessités authentiques des personnes et en respectant la nature et en promouvant le *buen vivir*.

Art. 12 : Exigences pour être membre

12.3. Être producteur ou productrice agricole de l'agriculture familiale et paysanne et/ou distributeur (pas d'intermédiaire).

12.6. La participation des agriculteurs/trices et producteurs/trices se fera de manière individuelle pour renforcer l'organisation de cette Corporation.

12.12. Avoir suivi le Cours de Commercialisation et d'Attention au Consommateur.

Art. 13 : Devoirs des membres

13.4. Vendre directement les produits aux consommateurs (vente directe du producteur au consommateur) [...]

13.5. Ne pas permettre l'entrée d'intermédiaires ou de vendeurs ambulants

13.6. Vendre les produits à des prix plus bas que sur le marché conventionnel, dans la mesure où les prix seront fixés à partir des coûts de production.

13.7. Produire des produits divers pour offrir aux personnes variété, qualité, quantité à poids juste.

13.8. Les entreprises familiales distributrices de produits de première nécessité s'engagent à rapporter ces produits directement des usines et/ou des producteurs qui proposent des produits variés et de qualité et à prix justes, et à les vendre à des prix inférieurs que sur le marché conventionnel pour compléter la composition du panier alimentaire de base.

13.14. Présenter les produits de manière adéquate qui garantisse leur qualité (tentes, stands, parasols, caisses et emballages adéquats, et pratiques garantissant l'hygiène).

13.25. Proposer des produits de bonne qualité, de bonne présentation et vendre les produits directement au consommateur.

Dispositions générales

N°7 Le slogan de la Corporation sera « **produits sains et nutritifs à poids et prix justes** »

La mise en place des ferias citoyennes, telle qu'elle était envisagée par le gouvernement équatorien, était une politique au service du consommateur urbain, touché de plein fouet par la crise des prix alimentaires, les paysans étant vus comme l'instrument de cette politique qui visait à réduire la chaîne d'intermédiation pour diminuer et stabiliser les prix. Dans la province de Chimborazo, elle a pris un sens et une forme particuliers, dans la mesure où c'est le MAGAP Chimborazo qui l'a prise en charge, bien avant que la direction des réseaux commerciaux et des CIALCO soit créée au sein du MAGAP national. En effet, le MAGAP Chimborazo la voyait également comme une politique pouvant être au service des petits producteurs, d'où sa mise en relation avec un collectif de producteurs et d'ONG engagés sur la question de la commercialisation directe auprès du consommateur urbain. Mais là où les ferias du Collectif

³⁹⁸ C'est nous qui soulignons.

pour la Vie conservaient finalement un caractère plus événementiel, destiné à promouvoir l'agroécologie, l'économie solidaire et l'agriculture paysanne, la feria citoyenne, quant à elle, devait remplir sa mission de « service aux citoyens », ce qui nécessitait de répondre aux attentes du consommateur, et donc de mettre en place une stratégie de nature commerciale qui prévoie la diversité, la qualité et la présentation des produits, ainsi que l'ambiance de la feria, et le prix stable et limité des produits.

En ce qui concerne la nécessaire diversité des produits, très recherchée par les consommateurs urbains, c'est elle qui a conduit à intégrer à la feria Macají des acteurs autres que les paysans agroécologiques. Malgré l'attention portée au fait que les intermédiaires, appelés « distributeurs » dans le jargon de la feria Macají, pour éviter toute confusion avec la figure de l'intermédiaire des marchés conventionnels, ne sont acceptés que pour les produits non disponibles chez les paysans, et malgré le fait que les paysans dits « conventionnels » ont les mêmes difficultés d'accès au marché que les paysans agroécologiques, cette stratégie qui n'était ni cent pour cent agroécologique, ni cent pour cent paysanne, a été vue d'un très mauvais œil par certaines ONG du Collectif pour la Vie, comme la fondation CEDEIN ou l'ONG Heifer-Équateur. Leur vision critique du projet de la feria Macají s'est encore accentuée face au constat que la condition de transition agroécologique, demandée aux producteurs dits « conventionnels », n'était pas remplie, l'accompagnement à la transition fourni par le MAGAP étant jugé beaucoup trop insuffisant sur ce point, et cela malgré le fait que dans les statuts de la CORPOSACHI, offrir des produits agroécologiques est un devoir de tous les membres (art. 12.9). C'est finalement en 2010 que ces ONG se sont définitivement désolidarisées de la feria citoyenne Macají. En effet, c'est à cette date que la feria Macají se constituera en association, l'obtention d'une structure juridique devant lui permettre d'établir des conventions avec le MAGAP et d'autres institutions susceptibles de lui fournir un appui. Les participants à la feria Macají ont adhéré de manière individuelle à l'association, alors qu'au moment de la création de la feria, et notamment sous l'influence des ONG, la participation à la feria se faisait de manière collective. Pour les ONG du Collectif pour la Vie, pour qui la commercialisation paysanne n'est possible et durable que si elle est organisée, et pour qui l'adhésion individuelle à l'association était un pas de plus vers une trop forte similitude entre la feria Macají et un marché conventionnel, cette nouvelle étape signera leur abandon du processus. Ils auraient pourtant pu être membres honorifiques, comme le prévoient les statuts de la CORPOSACHI pour les organisations qui appuient le dispositif (article 11). Les paysans agroécologiques qu'elles accompagnaient jusque-là dans leur activité de commercialisation sur la feria Macají, eux, sont restés. À titre d'exemple, vingt paysans agroécologiques affiliés à la fondation CEDEIN sont membres fondateurs de la CORPOSACHI.

La stratégie commerciale adoptée par la feria pour répondre aux attentes des consommateurs et, ainsi, assurer son attractivité et sa pérennité, a également consisté à soigner l'attention portée au client, que ce soit au travers de la présentation des produits ou dans la relation au consommateur. Les organismes d'appui, en particulier la fondation Chuquirahua et le MAGAP, ont joué un rôle moteur, *via* de nombreux ateliers pratiques et de formation dispensés à des paysans, surtout des paysannes, et beaucoup d'indigènes, qui ne s'étaient jamais retrouvés face aux consommateurs urbains. Aujourd'hui, suivre la formation « commercialisation et attention au consommateur » est obligatoire pour être membre de la CORPOSACHI (art. 12.12

des statuts de l'association). Ces apprentissages, à la fois par la formation et par la pratique au fil des ferias, ont permis aux paysans, et surtout aux paysannes, de gagner à la fois en confiance en soi et en savoir-faire en matière de commercialisation, savoir-faire qui, nous l'avons vu, est reconnu par les consommateurs et par les institutions.

Cette stratégie commerciale de « *service au citoyen* », si elle a conduit à une certaine déradicalisation du projet agroécologique porté initialement par le Collectif pour la Vie, et au départ de certains acteurs qui accompagnaient le processus depuis ses débuts, a été un garant de la pérennité de la feria Macají. En effet, les consommateurs que nous avons interrogés apprécient la diversité, la qualité, la présentation des produits et l'ambiance générale du marché, qui sont justement les points-clés sur lesquels se sont concentrés les acteurs du marché pour construire leur projet.

Le dernier élément qui satisfait les consommateurs, et qui a été un point central dans la construction de la feria, est le prix des produits. La problématique était la suivante : comment répondre à l'injonction gouvernementale de stabilité, et surtout de limitation des prix, tout en faisant en sorte que les producteurs soient correctement rémunérés pour leur travail ? En d'autres termes, comment répondre au défi d'une feria qui soit à la fois « au service du citoyen » et au service des producteurs ? La réflexion a finalement été la même que pour Utopía : il fallait mettre en place un prix qui soit juste, ce qui, dans l'esprit des participants de la feria et des institutions d'accompagnement, devait forcément passer par le calcul des coûts de production. En effet, si on calcule les coûts de production, si on y ajoute une marge pour le producteur, et si l'on vend directement aux consommateurs, le prix est, de fait, inférieur à celui du marché conventionnel puisqu'il n'y a plus d'intermédiaire. Il est donc « juste » à la fois pour le producteur, rémunéré correctement pour son travail, et pour le consommateur, qui a un accès moins cher à l'alimentation, et, qui plus est, de qualité. Ce lien entre « prix bas », objectif réglementaire des ferias citoyennes, et « calcul des coûts de production », méthode choisie pour y parvenir, est explicitement cité dans les statuts de la CORPOSACHI (art. 12.6). Le MAGAP réalise régulièrement des formations aux calculs des coûts de production auprès des paysans, afin que ces-derniers puissent calculer ces coûts sur leur propre ferme. Cela permet aux paysans d'être en capacité de discuter collectivement, avec les autres membres de la feria, de la politique et du montant des prix. Par ailleurs, à l'instar d'Utopía, et notamment pour les produits pour lesquels le prix est fortement instable sur les marchés, comme la pomme de terre, il a été décidé de pratiquer un prix intermédiaire entre les prix les plus hauts et les prix les plus bas. En 2012, au moment de nos enquêtes, le quintal de pommes de terre était vendu entre 12 et 14 USD sur la feria Macají – à la même époque Utopía achetait le quintal de pommes de terre à 14 USD – alors que, selon les variétés, il avait varié de 5 à plus de 30 USD sur le marché de gros de Riobamba entre, janvier et septembre³⁹⁹. Pour la feria Macají, cette philosophie et cette pratique des prix justes s'inscrit dans un projet d'économie solidaire, qui marque fortement, depuis le départ, l'identité du marché et de ses acteurs, et qui est l'élément central du discours de leurs leaders.

³⁹⁹ D'après l'observatoire des prix agricoles du MAGAP provincial de Chimborazo, dont nous avons récupéré les données pour l'année 2011 (

Tableau 35) et pour les mois de janvier à septembre de l'année 2012.

« Les ferias citoyennes, d'après la vision du gouvernement, se sont **des espaces pour réguler la commercialisation, de telle manière qu'on n'exploite pas les paysans**, donc ça, c'est de la vente vers le haut. Et de la vente vers le bas, **il s'agit d'une offre de solidarité avec les citoyens**. Qu'est ce que ça veut dire [...] Je vais prendre un exemple qui est celui des pommes de terre, qui est un produit critique. Le prix des pommes de terre sur les ferias citoyennes est de... entre 12 et 14 dollars le saco [sac de un quintal = 45,4 kg]. Et il y a quelques temps, le prix du saco de pommes de terre est monté jusqu'à 40 à 50 dollars même. Et sur les ferias citoyennes, le prix était toujours à 12 dollars. **Et ça, c'est sûr que le monde économique, le monde globalisé, le monde commercial... c'est sûr qu'ils ne peuvent pas comprendre ça !** Et puis plus tard, le prix des pommes de terre, vous imaginez ! Il est tombé à 3 dollars. 3 dollars ! Et ça c'est clair que c'était loin de couvrir les coûts de production ! Nos amis paysans ils devaient laisser pourrir leurs efforts, sur les parcelles ! Parce que c'est sûr qu'ils n'allaient pas ne plus payer le transport avec les 3 dollars qu'ils allaient récupérer sur le marché... Et bon, pendant que le prix des pommes de terre à Riobamba était à 3 dollars, sur les ferias citoyennes on l'a maintenu à 12 dollars. Et donc c'est là que vient l'autre question : comment cette folie est-elle possible ? **Eh bien ce processus, c'est justement l'économie solidaire, l'idée d'être solidaire avant et après, d'être solidaire dans les bons moments et dans les mauvais moments. Quand les prix sont hauts, alors on pratique la solidarité du producteur vers le consommateur. Et quand les prix sont bas, on pratique la solidarité du consommateur vers le producteur. Le principe c'est « je vous rends la faveur, vous m'avez aidé avant, maintenant c'est à mon tour »** Et donc, comme on se rend les faveurs, c'est ça qui permet de continuer avec ce processus régulateur, que nous nous appelons avec fierté économie solidaire. Et comment on fait tout ça ? Et bien avec les coûts de production... c'est-à-dire, quand est-ce qu'on fait varier le prix ? Eh bien pas quand il y a un changement de prix sur le marché à cause de la spéculation des intermédiaires, mais en calculant les coûts de production, à chaque récolte, pour chaque produit... pour tous les produits d'ailleurs : les légumes, les œufs, la viande... tout. » (Washington Morales, vice-président de la feria Macají et président du Réseau national des ferias citoyennes).

De la même manière que l'instauration de prix stables, d'un montant compris entre les prix les plus bas et les prix les plus hauts du marché, ont posé certains problèmes, à une époque, au sein d'Utopía (paysans qui n'approvisionnaient plus le panier lorsque les prix sur le marché conventionnels étaient hauts), cette pratique a également posé des problèmes au sein de la feria Macají. À la différence d'Utopía, les paysans ne vont pas vendre leurs produits sur le marché de gros au lieu de la feria Macají lorsque les prix sont hauts, la participation de chacun des membres tous les samedis étant obligatoire. En revanche, ce que faisaient certains paysans, c'était, au contraire, se rendre au marché de gros lorsque les prix étaient bas, pour ensuite revendre ces produits sur la feria Macají. Au sein d'Utopía, ces pratiques « non solidaires » ont été résolues par le dialogue entre l'équipe Utopía et les représentants des groupes et organisations paysannes. Au sein de la feria Macají, ces pratiques sont régulées à la fois par la sanction et par le dialogue. Ainsi, l'intermédiation est officiellement interdite par les statuts et le règlement de la CORPOSACHI (articles 12.3, 13.4, 13.5 et 13.25), et les contrevenants s'exposent à des amendes, voire à des expulsions temporaires en cas de récidive. Par ailleurs, depuis la création de la feria, les membres sont régulièrement sensibilisés à l'économie solidaire lors des assemblées générales et au cours d'ateliers de formation, et il leur est régulièrement rappelé, en assemblée générale, que les pratiques d'intermédiation sont contraires à l'identité de la CORPOSACHI et à l'image de la feria. Cette double stratégie de régulation permet de limiter ces pratiques, en générant des processus d'apprentissage et d'affirmation d'une identité collective

autour de l'activité de paysan et de l'économie solidaire. Pour autant, il est difficile de contrôler si les produits proposés par un paysan proviennent ou non de sa ferme. Par conséquent, selon certains représentants de la feria, ces pratiques existent encore de manière ponctuelle, c'est-à-dire de temps en temps, chez certains paysans et pour certains produits.

Pour conclure quant au projet de la feria citoyenne Macají, c'est avant tout un projet d'économie solidaire, dont le défi a été de rendre compatible une mission (i) de service pour les citoyens (prix bas, produits sains et de qualité) et (ii) de projet pour et par les producteurs, défi relevé à travers l'établissement des prix (et des poids) justes. Ce projet est clairement exprimé dans le slogan de la feria : « *produits sains et nutritifs à poids et prix justes* » (Encadré 39). Les dimensions de souveraineté alimentaire et d'agroécologie, qui étaient, au même titre que l'économie solidaire, centrales dans le projet du Collectif pour la Vie, sont passées en second plan, ce qui a conduit au désengagement de certains acteurs, en particulier des ONG qui soutiennent les paysans agroécologiques. Ces dimensions sont néanmoins toujours présentes, ne serait-ce que dans le nom de la Corporation, ainsi que dans ses statuts. Il est en effet clairement stipulé que les membres doivent offrir des produits agroécologiques. Toutefois, cette obligation existe davantage pour des raisons de « service aux citoyens », les produits agroécologiques étant un moyen de préserver leur santé, et moins comme un objectif plus large de développement, de changement social, et de condition pour atteindre la souveraineté alimentaire, comme c'était le cas au sein du Collectif pour la Vie, et comme c'est le cas au sein d'Utopía et de ses réseaux. Au sein de la feria Macají, la transition agroécologique relève fortement de la responsabilité des paysans, sans que ces derniers bénéficient pour cela d'un accompagnement dans la durée, par la CORPOSACHI ou par les institutions alliées. Ceci est à l'origine d'une critique très forte de la part des ONG du « monde de l'agroécologie », qui étaient parties-prenantes du dispositif au moment de sa création, mais qui l'ont quitté lorsque le projet est devenu trop incompatible avec leur vision selon laquelle la feria Macají devait être une feria pour et par les organisations paysannes agroécologiques. Pour autant, le MAGAP Chimborazo fournit, malgré tout, un appui ponctuel à la production agroécologique, en particulier *via* des ateliers de formation pratique aux techniques de préparation d'engrais naturels à partir des déchets de ferme. En outre, en 2015, le MAGAP Chimborazo a mis une parcelle à disposition des paysans de la feria Macají, comme support de formation pratique à la production agroécologique (Photo 23). La parcelle, semée avec une association maïs-pommes de terre, a été gérée collectivement par les paysans de la CORPOSACHI avec l'appui technique du MAGAP, et les produits ont été vendus sur la feria Macají.

Toutefois, si « leurs » ONG sont parties, les paysans agroécologiques, eux, sont restés, et ont construit avec d'autres acteurs le projet de la feria Macají tel qu'il est aujourd'hui. C'est un projet hybride, fait de rencontres et de compromis, chemin faisant, entre stratégie commerciale et économie solidaire ; agroécologie paysanne et agriculture paysanne conventionnelle, producteurs et distributeurs ; service au consommateur et intérêt pour le producteur ; projet de la société civile et politique publique.

Photo 23 - Récolte collective de pommes de terre par les membres de la feria Macají sur la parcelle mise à disposition par le MAGAP Chimborazo pour une formation pratique à l'agroécologie



3.3.2. Une organisation autonome

Même si le MAGAP, en tant qu'institution publique accompagnant le dispositif depuis ses débuts, se révèle être un allié fort de la feria Macají, le projet a été construit de manière autonome par les membres de la CORPOSACHI. Depuis la première feria, ces derniers se réunissent tout les mois en assemblée générale pour voter les décisions relatives à l'organisation du marché. Le MAGAP, au même titre que les autres organisations qui appuient la feria ou ses membres, est invité aux assemblées générales, mais il ne vote pas.

« C'est vraiment une feria des gens eux-mêmes, des producteurs eux-mêmes, des participants eux-mêmes. Nous [fondation Chuquirahua et MAGAP] on les a simplement accompagnés dans le processus organisationnel, mais ce sont eux qui ont décidé les rôles et fonctions de chacun, les devoirs et les droits de chacun » (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo)

En ce sens, il s'agit donc bien d'un projet pour et par les producteurs, au sein duquel l'organisation s'efforce de donner un rôle à chacun. Au-delà de l'organisation classique en bureau (renouvelé tous les deux ans) et en assemblée générale (qui se réunit un lundi par mois), la Corporation est également organisée en 8 commissions thématiques. Il y a également un responsable par type de produits (quatorze types de produits ont été définis) et un responsable par « secteur », c'est-à-dire par catégorie de membres (Tableau 37), chaque catégorie étant rassemblée au sein d'un même secteur sur l'espace dédié à la feria.

Par ailleurs, si la CORPOSACHI s'est constituée à partir de membres qui avaient construit ensemble un projet de feria citoyenne, aujourd'hui, les missions et les ambitions de la CORPOSACHI vont au-delà de la seule feria Macají. La CORPOSACHI est ainsi une organisation au service de ses membres « producteurs agroécologiques et conventionnels, distributeurs et entrepreneurs familiaux » à travers le « développement agricole, organisationnel, social et culturel ». Cela passe par la formation des membres dans les domaines de la production, de la commercialisation, de la transformation et de la gestion des ressources naturelles ; la recherche de financements pour la réalisation d'études et de projet ; la signature de conventions de partenariat avec des organisations publiques ou privées ; le développement d'espaces ou

d'infrastructures permettant aux membres d'accéder à différentes formes de commercialisation alternatives de leurs produits (articles 5 et 6 des statuts de la CORPOSACHI).

Ce projet « élargi » de la CORPOSACHI, au-delà de la seule feria Macají, va interagir fortement avec la politique de commercialisation paysanne alternative du MAGAP Chimborazo et du MAGAP zone 3. Cette politique, initiée en 2008 avec la création de la feria Macají, prendra son essor à partir de 2012, lorsque le MAGAP bénéficiera d'un budget spécifique pour la commercialisation. Les ferias citoyennes vont ainsi devenir un élément central de la politique du MAGAP, politique dont nous allons voir que la CORPOSACHI et ses membres vont être des bénéficiaires privilégiés.

3.3.3. Le déploiement du dispositif : de l'essaimage à la place centrale dans les politiques agricoles et alimentaires de Chimborazo

3.3.3.1. Un petit détour par l'échec initial de nombreuses ferias citoyennes

A la demande du gouvernement, des ferias citoyennes ont été créées dans tous les cantons du pays, mais la feria Macají a finalement fait figure d'exception. Dans la plupart des cantons, elles ont été prises en charge par les municipalités, qui n'ont finalement fait que créer un marché conventionnel de plus. En effet, elles ont demandé aux producteurs de venir comme demandé par le gouvernement, mais progressivement les ferias se sont remplies d'intermédiaires et les producteurs sont partis. Rapidement, ces ferias elles-mêmes ont disparu, les municipalités réalisant qu'elles n'avaient pas besoin d'un marché conventionnel supplémentaire. Par ailleurs, les municipalités n'ont pas fourni d'appui technique et organisationnel à ces ferias qui étaient censées être différentes des marchés conventionnels. Dans le cas de la feria Macají, au contraire, l'initiative a été portée par les producteurs, qui ont construit un projet et une organisation concrète de manière autonome, tout en créant et en maintenant une alliance avec des institutions (fondation Chuquirahua, puis MAGAP). Ces dernières, outre un appui matériel (mise à disposition d'un espace et de matériel de vente), leur ont également apporté un appui technique et organisationnel qui, autant que l'autonomie d'organisation et de projet, a été décisif dans le développement et la pérennisation du marché. C'est pourquoi la feria Macají, créée en 2008 quelques mois après l'arrivée de Rafael Correa au pouvoir, à une époque où l'on n'avait jamais autant parlé de souveraineté alimentaire, d'économie solidaire, d'agroécologie et de santé des consommateurs (voir chapitre 2 et chronique d'Utopía dans le présent chapitre), a fait figure de *success story* au niveau local, et jusqu'au niveau national, et a contribué ainsi à la création d'autres ferias citoyennes et solidaires.

3.3.3.2. Première phase : l'essaimage ou une première multiplication des ferias citoyennes à l'initiative de la société civile et la création de liens avec des réseaux nationaux

Entre 2008 et 2011, le dispositif va connaître sa première phase d'essaimage, essentiellement à l'initiative de la société civile.

3.3.3.2.1. Essaimage local : naissance de trois autres ferias citoyennes sur le territoire initiées par la société civile

Trois autres ferias citoyennes de fréquence hebdomadaire directement inspirées de la feria Macají ont émergé dans le territoire, dans les mois qui ont suivi la création de la feria Macají.

Tableau 38 - Essaimage local de la feria Macají : nouvelles ferias citoyennes initiées par la société civile

FERIA CITOYENNE	CRÉATION	LIEU	ORIGINE	APPUIS REÇUS À LA CRÉATION	MEMBRES
MACAJÍ <i>(rappel)</i>	2008 <i>(mars)</i>	Esplanade devant les bureaux du MAGAP, proche du centre de Riobamba	Groupes de paysans agroécologiques et ONGs + MAGAP	Fondation Chuquirahua MAGAP	Paysans locaux ; PME familiales locales ; distributeurs locaux et de la Costa, micro-entrepreneurs urbains
24 DE MAYO	2008 <i>(novembre)</i>	Quartier 24 de Mayo, quartier urbain populaire du nord-ouest de Riobamba	Habitants du quartier 24 de Mayo	Fondation Chuquirahua FAO	Habitants du quartier <i>(plats cuisinés)</i> Paysans locaux + qqs intermédiaires
CHAMBO	2009	Chambo <i>(capitale du canton Chambo)</i>	Municipalité au départ, mais organisé grâce aux producteurs	Feria Macají indirectement (transposition de l'expérience Macají à Chambo)	Paysans et intermédiaires du canton de Chambo
YARUQUÍES	2012 <i>(mai)</i>	Quartier Yaruquíes, quartier périurbain de Riobamba	Habitants du quartier <i>(non-paysans et paysans membres de la feria Macají)</i>	Feria Macají & Réseau des ferias citoyennes ; Gouvernement paroissial ; MAGAP Commissaire nationale	Habitants du quartier <i>(plats cuisinés, agriculture urbaine et périurbaine)</i> Paysans de la feria Macají

Réalisation : Claire Heinisch. Source : enquête de terrain.

La première de ces ferias est issue d'un petit groupe d'habitants d'un quartier populaire de Riobamba, le quartier « 24 de Mayo » situé au nord de la ville. Ces derniers réfléchissaient à l'idée de créer un petit marché d'aliments préparés, dans le double objectif de dynamiser leur quartier et de compléter leurs revenus. Certains connaissaient la fondation Chuquirahua, et celle-ci les a mis en relation avec des producteurs de la COPAC et d'autres producteurs agroécologiques liés au Collectif pour la Vie, et leur a proposé les mêmes formations que celles proposées aux membres de la feria Macají (attention au client, calcul des coûts de production). La feria 24 de Mayo, qui se tient tous les dimanches matin, est ainsi créée le 8 novembre 2008 avec quelques paysans (paysans liés au Collectif pour la Vie, mais aussi des groupes de paysans liés à la FAO, qui réalise également un accompagnement vers la diversification et la transition agroécologique) et une majorité de micro-entrepreneurs urbains du quartier. Depuis, d'autres paysans ont rejoint l'initiative, une partie d'entre eux commercialisant également des produits achetés au marché de gros de Riobamba en complément de leur propre production.

La seconde feria citoyenne inspirée de la feria Macají est celle de Chambo. Cette feria citoyenne est une des rares ferias citoyennes initiées par une municipalité, et qui ait perduré. En effet, quelques paysans de la feria de Chambo étaient des paysans également membres de la feria Macají. Ils ont ainsi contribué à transposer l'organisation de la feria Macají sur celle de

Chambo, ce qui a permis aux producteurs et autres vendeurs de la feria de prendre en main leur propre feria.

Enfin, la dernière-née de cette phase d'essaimage de la feria Macají *via* la société civile est la feria citoyenne Yaruquies. Yaruquies est une ancienne paroisse rurale du canton de Riobamba, qui a finalement été rattachée à la ville de Riobamba. C'est un quartier périurbain, entouré de nombreuses parcelles agricoles. Beaucoup sont toutefois abandonnées pour cause de migration des populations. La feria citoyenne Yaruquies est née de l'initiative de certains paysans de cette paroisse périurbaine, membres de la feria Macají, en lien avec d'autres habitants du quartier. L'initiative a bénéficié de l'appui et de l'expérience de la feria Macají, à travers un accompagnement par le Réseau national des ferias citoyennes (présidé par le vice-président de la feria Macají), par le MAGAP et par la commissaire nationale du canton de Riobamba, et a également bénéficié d'un soutien important des autorités locales (Photo 24). En effet, le gouvernement paroissial de Yaruquies, dont le président était membre du groupe d'habitants à l'initiative de la feria, a négocié avec la Municipalité de Riobamba l'accès à un espace pour la tenue de la feria. La feria citoyenne Yaruquies est ainsi créée début mai 2012 et se tient tous les dimanches. En juin 2012, un mois après sa création, elle comptait une soixantaine de participants, la moitié d'entre eux étant des membres de la feria Macají. Les autres sont des habitants de la paroisse, qui proposent des plats cuisinés et/ou des produits issus de l'agriculture urbaine ou périurbaine.

Photo 24 - 1^{ère} assemblée générale de la feria Yaruquies dans les locaux du gouvernement paroissial et en présence de la commissaire nationale, le 31 mai 2012



3.3.3.2.2. Mise en réseau et essaimage au niveau national : un décollage rapide avant un recentrage sur le local

En 2010, les différentes initiatives de ferias citoyennes se rassemblent au sein du Réseau national des ferias citoyennes, présidé, depuis sa création, par un ancien président et vice-président de la feria Macají. Par ailleurs, dès sa création, la feria Macají portait un projet et une identité forte en matière d'économie solidaire. C'est pourquoi la feria Macají adhérerait au MESSE dès 2008, peu de temps après sa création (Figure 31). Dès sa création, le réseau national des ferias citoyennes rejoindra également le MESSE. Entre 2008 et 2010, plusieurs membres de la

feria Macají participeront aux ateliers locaux et nationaux du MESSE, afin d'y porter la vision des ferias citoyennes et s'enrichir d'autres expériences d'économie solidaire. Cette participation active au MESSE sera fortement impulsée par la fondation Chuquirahua, principal appui de la feria Macají et animatrice locale et nationale du MESSE à cette époque. La feria Macají acquerra ainsi rapidement une visibilité nationale, et recevra des visites de diverses organisations de la société civile et d'institutions publiques souhaitant découvrir le fonctionnement et l'organisation de la feria. Ainsi, en plus des autres initiatives de ferias citoyennes, la feria Macají inspirera d'autres expériences de marchés solidaires. C'est le cas par exemple de la feria « La Carolina », créée dans le centre de Quito début 2009, à la suite d'une visite de la feria Macají (§ 2.4.4.2.2.1.1) par ProBio et le Collectif Agroécologique.

Malgré un décollage rapide, la feria citoyenne Macají ne connaîtra pas le déploiement national qu'a connu Utopía. En effet, après la phase 2008-2010 de participation active au MESSE, les ferias citoyennes vont progressivement y participer de moins en moins, sous l'influence de deux facteurs principaux. Le premier est la disparition de la fondation Chuquirahua, peu de temps après le départ de son directeur, Victor Anguieta, pour le poste de directeur du MAGAP Chimborazo. Même si ce dernier continuera d'accompagner la feria Macají en tant que MAGAP, il abandonnera volontairement tout lien avec le MESSE pour ne pas « *mélanger les deux choses* », ce qui a sans doute contribué à éloigner les ferias citoyennes du MESSE. Le second facteur est le renforcement de l'appui du MAGAP à la feria Macají en particulier et aux ferias citoyennes en général. Celui-ci a permis, d'une part par la reconnaissance juridique de la CORPOSACHI en 2010, et, d'autre part par l'obtention d'un budget spécifique pour la direction des réseaux commerciaux et des CIALCO du MAGAP en 2012. Les ferias citoyennes vont ainsi devenir un élément central de la politique d'appui du MAGAP aux petits et moyens producteurs de la province, et vont ainsi se concentrer sur un ancrage et un déploiement à l'échelle institutionnelle des territoires de compétence de leur institution d'appui, à savoir la province de Chimborazo mais aussi la zone 3, échelle de compétence des services déconcentrés de la direction des réseaux commerciaux et des CIALCO.

3.3.3.3. Seconde phase : essaimage et déploiement institutionnel. Les ferias citoyennes comme dispositif-phare de commercialisation paysanne alternative dans les politiques alimentaires, agricoles et économiques locales

A partir de 2012, la direction des réseaux de commercialisation et des CIALCO du MAGAP national, créée en 2010 à la suite du projet CIALCO, va disposer d'un budget propre. C'est à partir de là que le MAGAP Chimborazo, en collaboration avec la direction des réseaux commerciaux et des CIALCO de la zone 3 (qui couvre les provinces de Chimborazo, Tungurahua et Cotopaxi dans la Sierra, et la province de Pastaza dans l'Orient), renforcera son appui aux ferias citoyennes, à travers la mise en place d'une politique de valorisation des produits locaux issus de petits et moyens producteurs, au centre de laquelle se trouveront les ferias citoyennes et leurs acteurs, et pour laquelle la feria citoyenne Macají servira d'exemple. Cette politique sera encadrée, à partir de 2013, par une grande campagne et un slogan « *Je préfère le sain, juste et souverain* » (*Yo prefiero lo sano, justo y soberano*), qui rappelle les deux grandes campagnes nationales lancées par la société civile, à savoir la campagne « *mange sain, sûr et juste* » du Collectif Agroécologique entre 2007 et 2011, puis la campagne « *Qué rico es!* » lancée en 2012 par le

Collectif Agroécologique, le MESSE et la commission des consommateurs de la COPISA. Les termes de cette campagne reprennent directement les grandes dimensions du projet et du discours de la feria Macají. Ainsi, « sain » fait référence à la production agroécologique, qui, même si elle n'est pas systématique, demeure un objectif à atteindre et un élément sur lequel la feria Macají et ses acteurs communiquent fortement. « Juste » fait références au prix et au poids justes, et à la solidarité entre producteurs et consommateurs, élément central du discours de la feria Macají. Enfin, « souverain » fait référence à la souveraineté alimentaire, laquelle passe par des produits locaux et issus de l'agriculture familiale et paysanne, ce qui est la priorité de la feria Macají, les autres membres de la feria étant là pour compléter le panier alimentaire de base, uniquement avec les produits qu'on ne trouve pas directement chez les paysans locaux.

Encadré 40 - La campagne de valorisation des produits paysans locaux « Je préfère le sain, le juste, le souverain » du MAGAP Chimborazo, initiée en 2013



A gauche : logo de la campagne du MAGAP « Je préfère le sain, le juste et le souverain ». (Source : page Facebook du MAGAP Chimborazo, consultée le 25 mai 2013)

Au centre : panneau de présentation des ferias citoyennes accompagnés par le MAGAP Chimborazo en 2013. La feria citoyenne de Bayushig, créé en 2015, n'apparaît pas encore. (Photo : Réseau national des ferias citoyennes, nov.2013)

A droite : affiche pour la feria citoyenne mensuelle *Yo prefiero* du MAGAP Chimborazo (Source : page Facebook du MAGAP Chimborazo, consultée le 8 août 2015)

Dans le cadre de cette campagne, de nouvelles ferias citoyennes sont créées dans toute la zone 3. Dans la province de Chimborazo en particulier, deux nouvelles ferias sont créées : la feria citoyenne de Guamote en 2013, et celle de Bayushig, dans le canton Penipe, fin 2015. Une feria citoyenne à vocation promotionnelle sera également créée par le MAGAP dans le centre de Riobamba. Elle se tient les premiers vendredis du mois en plein centre de Riobamba et a vocation à diffuser largement la campagne *Yo prefiero* auprès des consommateurs. Contrairement aux autres ferias citoyennes, elle n'est pas constituée en association. C'est une feria événementielle du MAGAP, à laquelle sont conviés les membres des différentes ferias citoyennes de la province, ainsi que les organisations paysannes avec lesquelles le MAGAP travaille sur différents projets de production, transformation, ou commercialisation. Du côté de

la production, le MAGAP travaille notamment avec plusieurs communautés paysannes sur la relance et le développement des cultures andines traditionnelles (orge, lupin, quinoa), en collaboration avec l'INIAP (Institut National de la Recherche Agronomique).

Tableau 39 - Nouvelles ferias citoyennes de Chimborazo créées dans le cadre de la campagne *Yo prefiero* du MAGAP Chimborazo

FERIA CITOYENNE	CRÉATION	LIEU	FRÉQUENCE	ORIGINE	TYPE DE MARCHÉ	APPUIS REÇUS
GUAMOTE	2013	Guamote (capitale du canton Guamote)	Hebdomadaire	MAGAP + organisations paysannes locales	Marché porté par les producteurs	MAGAP + coopération institutionnelle (MIES et collectivités locales)
BAYUSHIG	2015	Bayushig (canton Penipe)				
<i>Yo PREFERO</i>	2013	Place Eloy Alfaro, centre de Riobamba	Mensuelle	MAGAP	Marché porté par le MAGAP	

Source : suite de l'enquête (suivi sur les réseaux sociaux), 2013-2015

La création et l'accompagnement de ces nouvelles ferias citoyennes (Tableau 39), mais aussi des plus anciennes (Tableau 38), sont coordonnés par le MAGAP, en collaboration avec des organisations paysannes locales, et dans le cadre d'une coopération interinstitutionnelle. Ainsi, le MIES est chargé, avec le MAGAP, de l'appui organisationnel aux producteurs, et de la promotion de la consommation responsable auprès des citoyens. Le Ministère de la Santé Publique promeut les ferias citoyennes comme favorisant la santé des consommateurs et des producteurs grâce à des produits variés et de bonne qualité sanitaire et nutritionnelle. Les collectivités locales sont chargées de la mise à disposition d'espaces publics, et contribuent en outre, avec le MAGAP, au développement d'infrastructures de collecte, de transformation et de stockage ainsi qu'à l'accompagnement technique des producteurs. Ces institutions, en plus de leur collaboration avec le MAGAP autour des ferias citoyennes, mettent également en place, de leur côté, des ferias de vente directe de produits paysans. Ainsi, le Gouvernement Provincial de Chimborazo organise régulièrement depuis 2012 des ferias agroécologiques événementielles devant ses locaux, dans le centre de Riobamba, avec les groupes de paysans auxquels il dispense des formations à l'agroécologie. De son côté, le MIES Chimborazo, à la suite d'une visite de la feria Macají, a également créé en 2013 la feria citoyenne *Manos Solidarias* (« Mains Solidaires ») en collaboration avec le Réseau national des ferias citoyennes et l'ONG canadienne Vision Mondiale. Celle-ci se tient tous les samedis devant les locaux du MIES dans le nord de Riobamba.

L'appui fourni par le MAGAP et les autres institutions, à la création et au développement des ferias citoyennes, est de nature diverse. Il s'agit tout d'abord d'un appui matériel et financier : le MAGAP et les collectivités locales cofinancent, avec les organisations de producteurs, le matériel nécessaire à l'établissement des ferias (mobilier, équipement, emballages, matériel de communication). La direction des réseaux commerciaux a estimé, à partir de l'expérience de la feria Macají, que l'investissement matériel dans une feria citoyenne d'une centaine de producteurs s'élevait à 40 000 USD, à partager entre les institutions et les producteurs⁴⁰⁰. Il s'agit également d'un accompagnement technique du processus de création et de

⁴⁰⁰ D'après le modèle pour la mise en place de ferias citoyennes, élaboré par le MAGAP zone 3 (2014)

développement des ferias. En 2014, la direction des réseaux commerciaux du MAGAP-Zone 3 a rédigé un « *modèle pour la mise en place des ferias citoyennes* », destiné aux producteurs et aux institutions qui les accompagnent⁴⁰⁰. Ce document, qui est à la fois un règlement et un recueil de conseils techniques et organisationnels, a été établi sur la base des statuts, du règlement, de l'organisation et de l'expérience pratique de la feria Macají, à deux différences près. D'une part le modèle de développement des ferias citoyennes du MAGAP insiste plus sur l'importance pour les producteurs d'être constitués en organisation. Ainsi, les ferias citoyennes sont *des espaces qui permettent la participation de producteurs organisés pour la vente directe aux consommateurs et des espaces démocratiques organisés depuis les associations de producteurs de l'agriculture familiale et paysanne* », si bien que pour l'adhésion à une feria citoyenne, il faut être « *producteur de l'agriculture familiale et paysanne, et seront prioritaires ceux qui sont organisés* »⁴⁰⁰. D'autre part, le document insiste davantage sur la transition agroécologique, en donnant notamment des missions en ces sens à la commission de production, formation, certification et environnement de la feria. Ces missions consistent en la réalisation de diagnostics participatifs agroécologiques auprès des producteurs, la création d'un guide de production agroécologique, et l'impulsion de la transition agroécologique chez les producteurs conventionnels. Enfin, le MAGAP apporte également un appui à la feria en matière de contrôle. Ainsi, en collaboration avec la commission de production, formation, certification et environnement de la feria, il réalise une visite de la ferme de chaque nouvel entrant, afin de vérifier qu'il s'agit bien d'un « *producteur de l'agriculture familiale et paysanne* » et pour examiner quels sont les produits susceptibles d'être vendus sur la feria citoyenne, et selon quel mode de production (« agroécologique » ou « conventionnel »).

En plus des ferias citoyennes, le MAGAP Chimborazo a eu pour projet de renforcer, en l'organisant mieux et à plus grande échelle, la commercialisation locale des produits issus de l'agriculture familiale et paysanne, par le financement de la construction d'un centre de collecte de produits paysans, situé à Guaslán, dans la paroisse San Luis du canton de Riobamba. Dans un contexte où les aides de l'État ont toujours été dirigées vers l'agriculture d'exportation de la Costa, ce type de grand projet de soutien à l'agriculture de la Sierra et *a fortiori* à l'agriculture familiale et paysanne, *via* l'organisation de la commercialisation vers des circuits alternatifs et la garantie explicite de prix justes, est une expression concrète de la reconnaissance des paysanneries de la part du gouvernement.

« Alors en ce moment on est en train de construire un centre de collecte à Guaslán, qui est prévu pour environ 500 tonnes de légumes, 500 tonnes de pommes de terre, avec des chambres froides etc. pour donner de la valeur ajoutée au produit et ainsi organiser un peu une commercialisation... disons... plus agressive on peut dire [rires] des petites producteurs vers les circuits alternatifs de commercialisation. Et donc c'est un centre d'environ 3000 m², c'est un projet du MAGAP, on a trouvé des financements, le gouvernement a accepté le projet et on est en train d'avancer. Et ça c'est vraiment nouveau, parce que habituellement, on pense toujours à l'agriculture de la Costa, il y a toujours eu plus d'appui pour la Costa, et de la part des gouvernements antérieurs, seulement aux gens qui exportaient... c'est-à-dire que bon, ils pensaient que l'exportation était l'unique voie à suivre, et donc ils appuyaient aux grands producteurs de bananes, de riz, et d'autres produits comme l'huile de palme, les fleurs etc. Et donc c'est eux que le gouvernement appuyait, et rien pour l'agriculture familiale qui est pourtant celle qui nous donne à manger, celle qui garantit notre souveraineté alimentaire et ça c'est

fundamental! Et donc, le gouvernement actuel a fait beaucoup de choses pour changer cette iniquité. Et donc maintenant on ne fait plus que des centres de collectes de maïs dur ou de riz, **mais on pense aussi à la Sierra**, et notamment à quelques produits sensibles comme c'est le cas de la pomme de terre. C'est un produit, parfois il peut descendre à 3 dollars le quintal et d'autres fois il est à 30 dollars! Entre 3 et 30, il y a une différence énorme, et elle n'a rien à voir avec les coûts de production. Et du coup, **dans ce centre de collecte qu'on est en train de mettre en place, on veut couvrir les coûts de production et ajouter une marge pour le producteur, et donc ça se sera le prix minimum pour le producteur.** (Victor Anguieta, ancien directeur de la fondation locale Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

Le centre de collecte de Guaslán, résultat d'un investissement d'un million de dollars de la part du MAGAP, est inauguré le 22 juillet 2014. Il bénéficie à 1200 paysans organisés de Chimborazo, y compris les producteurs des ferias citoyennes. La CORPOSACHI, en particulier, est une des organisations membres fondatrices de ce centre de collecte. Centre de lavage et de conditionnement et stockage des produits, il permet ainsi de commercialiser les produits paysans vers plusieurs circuits de commercialisation dits « alternatifs » au sens des CIALCO. On retrouve ainsi ces produits, avec le logo *Yo prefiero* et le logo du MAGAP, sur les ferias citoyennes, ainsi que dans les « paniers *Yo prefiero* » ou « paniers du *Buen Vivir* ». Ces derniers sont des paniers comportant environ 25 produits paysans locaux, livrés à domicile, à la demande. Ces paniers sont une relance institutionnelle d'une tentative des membres de la feria Macají de mettre en place ce type de service aux consommateurs, qui n'avait pas fonctionné faute d'organisation. Cette idée était elle-même une reprise des paniers communautaires. En 2014, ce sont 500 paniers qui sortaient du centre de collecte de Guaslán, pour un prix unitaire de 14,50 USD. Enfin, ce centre de collecte permet également de relier de manière organisée, et avec la qualité sanitaire requise, les paysans aux achats publics des crèches et des écoles locales, à travers *Proalimentos* (Institut de Fourniture d'Aliments, créé en 2013), institution adossée au MAGAP qui a pour mission de fournir les achats publics de produits alimentaires.

Encadré 41 - Paniers *Yo prefiero* du MAGAP, sortis du centre de collecte de Guaslán



Source : page Facebook « canasta Yo prefiero MAGAP » consultée le 8 janvier 2014

CONCLUSION DU CHAPITRE 4 - UTOPIA ET MACAJI ET LEURS RESEAUX, DES TRAJECTOIRES ET DES STRATEGIES DIFFERENTES MAIS COMPLEMENTAIRES

A la lumière de l'analyse des trajectoires de ces deux dispositifs de CIALP que sont Utopía et la feria citoyenne Macají, on retiendra que la création de ce type de dispositif devient possible lorsque se rencontrent, de manière durable, les projets et les aspirations du « rural » (les paysans, souvent appuyés par des ONG) et de l'« urbain » (consommateurs/citoyens urbains) et/ou plus généralement de la « société » (pouvoirs publics locaux ou nationaux). Ces rencontres, qui se matérialisent dans des chaînes d'activation et de construction de proximités géographiques et socio-économiques, sont également le résultat d'événements extérieurs activateurs ou accélérateurs, ainsi que le fait d'acteurs (individuels, collectifs ou institutionnels) qui médiatisent et rendent possible cette rencontre. Toutefois, si l'analyse des trajectoires de ces deux dispositifs nous permet de conclure quant à un processus très général de création de dispositifs de CIALP, ces deux dispositifs, bien qu'ayant émergé dans le même territoire-matrice, ont des origines, des processus d'émergence, de développement et de déploiement différents.

En premier lieu, en ce qui concerne l'origine socio-spatiale des dispositifs, l'un a une origine urbaine, l'autre a une origine rurale. En effet, le panier Utopía est né du côté des consommateurs urbains, qui sont par la suite allés à la rencontre du rural. À l'inverse, les ferias citoyennes de Chimborazo puisent leur origine du côté de groupes de paysans agroécologiques appuyés par des ONG locales et internationales – qui est d'ailleurs ce même « rural » que celui avec lequel se sont alliés les consommateurs d'Utopía – rural qui militait pour aller à la rencontre de l'urbain, et qui a fini par le rencontrer grâce à l'opportunité offerte par une politique publique alimentaire.

En second lieu, les processus d'émergence et de développement différent également selon les dispositifs, ce qui est notable d'une part en matière d'institutionnalisation au sens des alliances entre acteurs publics et privés, et d'autre part en matière de projet, les deux étant liés. En ce qui concerne l'institutionnalisation, nous l'analysons à la lumière des typologies de trajectoire de dispositifs de circuits de proximité présentée au chapitre 3 [Dumain *et al.*, 2010 ; Poisson & Saleilles, 2012b]. Les ferias citoyennes de Chimborazo, portées à l'origine par des acteurs privés et associatifs, ont connu, dans un premier temps, un processus d'ascendance institutionnelle, lorsqu'elles se sont alliées avec le MAGAP Chimborazo et avec d'autres institutions publiques locales. Aujourd'hui, elles ont connu un processus de descendance institutionnelle, les nouvelles ferias citoyennes étant créés à l'initiative du MAGAP qui enrôle les acteurs privés et associatifs dans la démarche. En ce sens, les ferias citoyennes sont un dispositif de type hybride public-privé. Utopía, en revanche, est demeuré un dispositif de type privé associatif, porté par des consommateurs, accompagnés par une petite fondation locale, et rejoints ensuite par des paysans et des ONG de développement rural, selon un processus d'indifférence institutionnelle. En effet, au niveau local, et à l'échelle du dispositif Utopía *stricto sensu*, les pouvoirs publics ne s'impliquent pas directement dans le dispositif Utopía et, inversement, les acteurs d'Utopía n'ont pas recherché d'alliance ou de partenariat avec des acteurs publics. Toutefois, dans sa phase d'essaimage et de déploiement, processus non envisagé par les auteures citées plus haut, Utopía

a connu deux processus, que nous appelons l'un « percée institutionnelle »⁴⁰¹ et l'autre « reprise institutionnelle »⁴⁰¹. Lorsque l'on se place au-delà de l'échelle du seul dispositif, ces processus traduisent non pas l'indifférence, mais, bien au contraire, l'intérêt des pouvoirs publics pour Utopía, ses acteurs, son projet et ses réseaux. Ainsi, en matière de percée institutionnelle, plusieurs acteurs d'Utopía ont accédé à des postes à responsabilité au sein des pouvoirs publics. En outre, les réseaux auxquels appartient Utopía, s'ils ne sont pas directement soutenus par les pouvoirs publics, bénéficient auprès de ces derniers d'une visibilité et d'une audibilité importantes, ce qui leur donne un certain pouvoir d'action sur la définition et la mise en œuvre de politiques publiques. En matière de reprise institutionnelle, nombreuses sont les actions et expériences, initiées par Utopía et par ses réseaux, qui ont été reprises, réappropriées et diffusées par les pouvoirs publics. À titre d'exemple, la campagne *Yo prefiero* du MAGAP Chimborazo est directement inspirée des deux grandes campagnes nationales portées par les réseaux nationaux auxquels appartient Utopía. Par ailleurs, les pouvoirs publics mettent en place des systèmes de paniers de produits paysans. Dans la province de Chimborazo, c'est le cas du panier *Yo prefiero* du MAGAP. La Municipalité de Riobamba, de son côté, a également mis en place des paniers de produits locaux livrés à domicile, en partenariat avec le marché de gros de Riobamba. Quant MIES Chimborazo, il propose également des paniers, en lien avec sa feria citoyenne *Manos Solidarias*. Enfin, plusieurs institutions publiques reprennent ce que les ONG du monde de l'agroécologie, alliées d'Utopía, avaient démarré dans la décennie 1990, en dispensant des formations à l'agroécologie aux paysans, à l'instar du Gouvernement Provincial de Chimborazo. Ailleurs en Équateur, certains pouvoirs publics sont même allés beaucoup plus loin. C'est le cas du Gouvernement Provincial de Pichincha qui *via* sa Direction de l'Économie Solidaire, est le premier du pays à avoir élaboré en 2013, en concertation avec des organisations paysannes, de consommateurs et des ONG, une ordonnance pour le développement de l'agroécologie sur le territoire.

Si l'on regarde à présent les différences de projets entre les deux dispositifs étudiés, on retiendra qu'Utopía, en transformant progressivement un projet de solidarité et de sécurité alimentaire pour les consommateurs urbains, en un projet de solidarité urbain-rural, de souveraineté alimentaire et d'agriculture paysanne agroécologique pour les humains et pour la nature, a construit un projet de changement social radical en opposition intégrale au modèle agroindustriel, marchand et capitaliste. Ce projet est sans cesse renforcé et conforté grâce à des alliances multiples avec des acteurs militants de la société civile. De son côté, la feria Macají, qui trouve son origine justement dans ce projet de changement social radical porté par Utopía et ses réseaux, va progressivement construire un projet de nature plus hybride et pragmatique, dans l'alliance avec les pouvoirs publics, et face à la nécessité de se confronter aux réalités concrètes du terrain. Ainsi, l'identité de la feria Macají est, certes, forte en matière d'économie solidaire à travers le « prix juste » et la réciprocité entre producteurs et consommateurs, et en matière de souveraineté alimentaire à travers son offre prioritaire en produits « locaux », « paysans », « culturels » et « identitaires ». En outre, les « produits sains », l'« agroécologie » la « production sans produits chimiques » demeurent très présents dans le discours et dans les objectifs à atteindre, formalisés dans les statuts de la CORPOSACHI, ainsi que dans le modèle de

⁴⁰¹ Processus non envisagés par les auteures précédemment citées.

développement des ferias citoyennes du MAGAP. Néanmoins, le projet de la feria Macají, et celui des ferias citoyennes nés dans son sillage, sont le résultat de compromis entre stratégie commerciale et économie solidaire, entre agroécologie et agriculture conventionnelle, entre vente directe et intermédiation, et d'une certaine manière, entre utopie et réalité immédiate.

Le troisième point de différence entre les deux dispositifs est celui de leur déploiement et de leurs territorialités. Utopía, porteur d'un projet de changement social radical dépassant ses seuls membres, s'est déployé bien au-delà du niveau du seul dispositif et du niveau local. Le projet de nature universelle porté par Utopía, devenu par ailleurs de plus en plus audible et partagé par des acteurs de plus en plus nombreux, dans le nouveau contexte sociopolitique que connaît l'Équateur depuis le milieu des années 2000, a conduit les acteurs d'Utopía à rejoindre, créer, participer activement à des réseaux, mouvements, forums, campagnes de sensibilisation, rassemblant paysans, société civile, ONG, universitaires etc. au niveau territorial d'abord, mais rapidement, et surtout, au niveau national, voire international. Macají, de son côté, même s'il a connu une phase de déploiement au-delà du seul dispositif, *via* une participation active au MESSE à ses débuts, va connaître un déploiement qui consistera en plusieurs reproductions de l'initiative à l'échelle du territoire, et plus généralement, en une multiplication et une diversification des dispositifs de CIALP sur le territoire, comme supports et objets des nouvelles politiques alimentaire, agricole, économique, éducative et de santé mises en œuvre sur le territoire.

De ces processus d'émergence, de développement et de déploiement différents, il résulte des stratégies et modes de valorisation des paysans et des mécanismes de reconnaissance des paysanneries qui sont à la fois différents et complémentaires. Utopía est ainsi la combinaison entre, d'une part une initiative concrète et un mode d'action micro-local, à travers laquelle une centaine de familles urbaines, dont beaucoup sont issues des classes populaires, et quelques dizaines de familles paysannes, améliorent ensemble leurs conditions d'existence à travers des relations d'amitié et de solidarité, et, d'autre part, une stratégie d'incidence politique destinée à faire reconnaître, l'agriculture familiale et paysanne, l'agroécologie, l'économie solidaire et la souveraineté alimentaire comme projet de développement. Si Utopía produit, au niveau micro-local, une reconnaissance concrète, immédiate et quotidienne des quelques paysans parties-prenantes du dispositif, sa stratégie, en alliance avec ses réseaux est en réalité bien davantage une stratégie de long terme, à l'échelle de l'espace global, destinée à et susceptible de produire une visibilité et une reconnaissance globale des paysanneries par la société et par les pouvoirs publics, qui touche les paysans en général. Quant à Macají et aux ferias citoyennes, les modes d'actions se situent à l'échelle locale, à l'intersection entre l'échelle des espaces institutionnels relevant de la compétence des institutions alliées (province de Chimborazo) et l'échelle du territoire-matrice, à la fois espace socio-économique de production paysanne et de commercialisation locale et espace vécu par les paysans et par les consommateurs. Ainsi, les ferias citoyennes de Chimborazo produisent une valorisation des paysanneries à l'échelle locale, plus immédiate, et de court terme, à l'échelle de la vie quotidienne des paysans et des consommateurs de Chimborazo. Au regard du nombre de paysans et de consommateurs concernés par les ferias citoyennes – plusieurs centaines de familles de paysans et de consommateurs à l'échelle de la seule feria Macají –, ces dernières produisent une

reconnaissance directe des paysans de Chimborazo, largement plus importante que celle fournie par le panier Utopía, et cela d'autant plus qu'elles sont accompagnées par les pouvoirs publics qui soutiennent et développent ces dispositifs. Finalement, ce sont bien deux dispositifs complémentaires. L'un porte au niveau global un projet radical de changement social qui produit de la reconnaissance indirecte des paysanneries en général et sur le long terme. L'autre met en œuvre, au niveau local, un projet concret et une politique publique de valorisation de l'agriculture familiale et paysanne qui, depuis la première feria citoyenne en 2008, et à travers la multiplication des dispositifs de commercialisation paysanne alternative appuyés et accompagnés par les différentes institutions publiques de Chimborazo, touche un nombre croissant de familles paysannes du territoire. Et l'un ne va pas sans l'autre. En effet, selon Salgado Araméndez [2010], c'est la reconnaissance des paysanneries par la société qui rend possible l'acceptabilité, et donc la définition et la mise en œuvre de politiques publiques en faveur de ces dernières. Utopía et ses réseaux, en œuvrant pour la visibilité et la reconnaissance de l'agriculture paysanne, contribuent ainsi à la définition de politiques publiques telles que celles qui sont actuellement mises en œuvre dans la province de Chimborazo.

Enfin, ce que nous analysons comme étant une complémentarité entre dispositifs ne doit pas masquer le fait qu'il existe des controverses entre, d'un côté, des dispositifs et des acteurs porteurs d'une vision radicale comme Utopía et ses réseaux, et, de l'autre, des dispositifs et acteurs plus « hybrides » à l'instar des ferias citoyennes. C'est ce type de controverses qui a conduit certaines ONG du monde de l'agroécologie, parties-prenantes de la feria Macajá à ses débuts, à quitter le dispositif, lorsque celui-ci a pris une orientation moins radicale. Ces controverses se traduisent jusque dans certains objets concrets. Ainsi, le Collectif Agroécologique et la commission consommateurs de la COPISA, dans le cadre de la campagne *¡Qué rico es!* ont réalisé un « *guide des ferias agroécologiques* » [Holguín & Donoso, 2013] qui recense dans tout le pays les dispositifs de commercialisation où l'on peut « *consommer responsable* » (ferias, boutiques, paniers). Les ferias citoyennes ne figurent pas dans les dispositifs recensés dans la province de Chimborazo. En revanche, la boutique *Camari* (§ 1.2.2.3.2.2), géré par une ONG nationale, qui fonctionne pourtant selon une stratégie similaire à celle des ferias citoyennes, y figure. Ces controverses sont également très animées sur les réseaux sociaux. En effet, les acteurs défendant l'un ou l'autre des modèles (« radical » ou « hybride ») se connaissent bien, car souvent issus des mêmes mouvements initiaux du début des années 2000. Un débat récent a porté sur la question des supermarchés comme débouchés pour les produits paysans locaux. Là où les pouvoirs publics locaux (MAGAP, Municipalité de Riobamba) souhaiteraient développer la commercialisation paysanne dans les supermarchés, afin de multiplier les espaces de commercialisation accessibles aux paysans, les tenants du modèle « radical », de leur côté, voient cette solution comme un danger pour les producteurs et les consommateurs. Pour les uns, elle ne résout pas le fond du problème de la commercialisation paysanne qui est celle de l'intermédiation, et pour les autres, elle devrait consister à proposer uniquement des produits bons pour la santé, c'est-à-dire issus d'un mode de production agroécologique.

Cette dynamique de controverses participe au processus de reconnaissance des paysanneries. Elles mettent, au cœur du débat public, une catégorie sociale qui était, jusqu'à il y

a peu, au mieux ignorée, au pire rejetée, et à qui l'on assigne désormais un nouveau rôle et une nouvelle place, centraux dans le développement, mais dont la définition est en construction. Au-delà de, et en lien avec la question du devenir des paysanneries, ces controverses mettent en débat les modèles agricoles et de développement. Là où, dans les dernières décennies du XX^e siècle, le modèle agroindustriel capitaliste et néolibéral était le seul valable, aujourd'hui, depuis les initiatives concrètes sur le terrain jusqu'à l'incidence politique, en passant par les rencontres, forums et séminaires locaux et nationaux, des acteurs multiples débattent et se mobilisent pour un autre modèle. Que le modèle défendu soit un changement radical ou un modèle plus hybride, dans ces deux modèles, les paysans, qu'ils soient « agroécologiques » (pour Utopía, le Collectif Agroécologique ou leurs réseaux) ou « petits et moyens producteurs » (pour le MAGAP Chimborazo), ont un rôle et une place dans la construction de systèmes alimentaires plus durables.

CHAPITRE 5 – ANALYSE CROISÉE DE TROIS TERRITOIRES ANDINS : LES CIALP, DES LABORATOIRES DE CONSTRUCTION DE LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES

Dans le précédent chapitre, nous avons analysé de manière fine l'émergence et le développement de deux dispositifs de circuits alimentaires de proximité nés dans un même territoire-matrice équatorien. Nous en avons pour cela séquencé les trajectoires, en analysant dans le temps et dans l'espace, les dynamiques d'engagement des acteurs et d'interactions de proximité entre ces acteurs, les projets et les objets autour desquels les dispositifs s'organisent et s'institutionnalisent, les effets produits par les dispositifs et les différentes épreuves rencontrées au cours leur trajectoire, et enfin, leur inscription dans et hors du territoire. Cette analyse nous a permis, à chaque étape, de montrer comment et pourquoi évoluait le rôle et la place des paysans, vers une requalification positive progressive.

L'analyse des cas équatoriens nous permet de mettre en évidence les formes principales que prend la reconnaissance à travers les circuits alimentaires de proximité. En premier lieu, les circuits alimentaires de proximité contribuent à une reconfiguration ou un renforcement des systèmes d'activité paysans vers la diversification, l'écologisation et la « repaysannisation », l'activité paysanne retrouvant un sens économique et social. À l'échelle des dispositifs, la reconnaissance des paysans s'exprime par la construction sociale de prix justes et stables, et de nouvelles qualités. En outre, elle se traduit par l'engagement autour de et avec les paysans, sous des formes diverses, d'acteurs multiples, certains inédits, d'autres qui renouvellent leurs modes d'action, *au cours* et *autour* de l'échange de produits alimentaires. Au-delà de l'échelle des dispositifs au sens strict, la reconnaissance s'exprime également dans les multiples ancrages, territoriaux, nationaux et internationaux, des circuits alimentaires de proximité. Enfin, à l'échelle des acteurs, la reconnaissance est vécue de manière diverse, entre la reconnaissance économique et sociale du métier, de l'activité et du rôle dans la société pour les acteurs « reconnus » et entre visée politiques, pragmatisme et révélation pour les acteurs qui « reconnaissent ».

Dans ce chapitre, après avoir présenté les terrains péruvien et bolivien (territoires, dispositifs et acteurs), nous analysons en détail ces formes principales prises par la reconnaissance des paysanneries en les mettant à l'épreuve de nos trois terrains, avant de conclure sur la contribution des circuits alimentaires de proximité à la recomposition, voire à la fonte des polarités socio-spatiales entre urbain et rural, polarités constituant le terreau de la marginalisation des paysanneries.

1. DES ANDES ÉQUATORIENNES AUX ANDES PÉRUVIENNES ET BOLIVIENNES : AUTRES TERRITOIRES, AUTRES CIALP, AUTRES PAYSANS ET PAYSANNES RECONNU.E.S

1.1. *Au Pérou, micro-fromageries paysannes et relocalisation des filières laitières dans le département de Huancavelica*

Dans le département de Huancavelica, le développement des micro-fromageries conduit à une relocalisation des filières laitières. Les fromages, yaourts et confitures de lait issus de petits ateliers de transformations collectifs sont commercialisés en circuits alimentaires de proximité qui convergent dans la ville de Huancavelica. Le développement récent de cette nouvelle filière laitière de proximité est le résultat de diverses alliances entre paysans, ONG et pouvoirs publics. Après avoir présenté le territoire-matrice de ces micro-fromageries, nous analyserons le développement de ces dispositifs à la lumière des changements qu'ils induisent pour les paysans.

1.1.1. Le territoire-matrice : présentation d'un département andin en marge du pays

1.1.1.1. *Présentation générale du département de Huancavelica*

Huancavelica est un département de la Sierra péruvienne (Carte 9) qui s'étend sur 22 131 km² (soit 1,7% de la superficie nationale). Il est divisé en 7 provinces (Huancavelica, Acobamba, Angaráes, Castrovirreyna, Churcampa, Huaytara et Tayacaja) et 93 districts. Sa capitale, Huancavelica, centre politico-administratif, mais aussi siège de nombreuses ONG de développement, est située à 3 676 mètres d'altitude, à 460 kilomètres au sud-est de Lima, soit 11 heures de bus, en grande majorité sur des routes de montagne très escarpées. En 2007, le département de Huancavelica comptait 477 102 habitants, soit une densité moyenne de 21,6 hab./km², avec une forte variabilité selon les zones (35,5 hab./km² dans la province de Huancavelica et 4,9 hab./km² dans la province de Castrovirreyna, pour les zones qui nous intéressent) [INEI, 2009]. Le département est peuplé principalement d'indigènes quechuas, 64,6% de la population ayant le quechua pour langue maternelle en 2007 selon les chiffres de l'INEI (77,7% de la population rurale et 37,2% de la population urbaine). On y recense 568 communautés paysannes⁴⁰² reconnues, qui regroupent les trois quarts de la population [Ravera, 2006] et gèrent 69% de la surface du département [Gobierno Regional de Huancavelica, 2003].

Le département de Huancavelica est l'un des plus montagneux du pays. L'altitude y varie de 1 900 à 5 328 mètres. Le département est traversé dans toute sa longueur par la cordillère des Andes, creusée de vallées profondes et encaissées. Ce relief très escarpé, en particulier dans les zones agricoles (en dessous de 4 000 m), rend difficiles les communications ainsi que la mécanisation de l'agriculture. La diversité de reliefs, d'expositions et d'altitudes confère au département de Huancavelica une gamme très importante de climats et microclimats. On retiendra toutefois que, dans l'ensemble, le climat est plutôt froid et sec, avec de fréquentes gelées nocturnes l'hiver, avec deux saisons marquées par les quantités de précipitations : une saison des pluies estivale d'octobre à avril, et une saison sèche hivernale de mai à septembre.

⁴⁰² « Paysan » est bien le terme consacré aujourd'hui, au Pérou, pour la désignation et l'auto-désignation des membres des communautés andines. Il n'en a pas toujours été ainsi et ce n'est que depuis le début des années 1970 que l'on parle officiellement de paysans, et non plus d'Indiens ou d'indigènes [Robin, 2004].

Carte 9 - Carte administrative du département de Huancavelica et localisation des fromageries étudiées



Réalisation : Claire Heinish, d'après la carte administrative du département [Gobierno Regional de Huancavelica, 2003]

Le département de Huancavelica est l'un des plus pauvres du pays. Selon l'INEI, le taux de pauvreté du département est en effet de 77% en 2009 contre 34,8% au niveau national, et les indicateurs d'accès aux services de base (éducation, santé, infrastructures) sont également parmi les plus faibles du pays. Dans ce contexte, de nombreuses ONG sont présentes dans le département, qui fait par ailleurs l'objet d'un fort assistancialisme étatique, dans la mesure où plus de 70% des familles sont bénéficiaires de programmes d'aide alimentaire [MIMDES, 2002] cité par [Le Capitaine *et al.*, 2007]. En outre, Huancavelica a été l'un des départements les plus touchés par les violences du Sentier Lumineux. Entre 1980 et 2000, ce mouvement terroriste d'obédience maoïste, mais aussi les militaires qui tenteront de le réprimer, ont créé dans les zones rurales des Andes un climat de terreur dans lequel les paysans étaient pris entre deux feux [Aubron, 2006]. Cette période a eu comme conséquence la désertion partielle des campagnes, surtout entre 1984 et 1992, date à laquelle les habitants sont revenus, aidés par des programmes du gouvernement Fujimori – arrivé au pouvoir en 1990 et qui mettra fin aux violences du Sentier Lumineux par une répression très forte – ainsi que par certaines ONG de développement.

1.1.1.2. *L'agriculture dans le département de Huancavelica*

Huancavelica est un département très rural (68,3% de la population en 2007 selon l'INEI) où dominant les activités primaires, l'agriculture et l'extraction minière⁴⁰³. Le secteur minier (mercure, cuivre, argent, plomb) s'est développé dès l'époque coloniale, époque à laquelle le territoire était le second centre minier le plus important des Amériques, après les mines de Potosi en Bolivie (chapitre 1). Ainsi, les routes ont historiquement été construites pour l'extraction des ressources minières, laissant de côté de larges zones agricoles, peu ou mal desservies. L'agriculture est de loin la première activité du département, où elle occupe 64,3% de la population et 60% de l'espace, les deux tiers la surface agricole étant constitués de pâturages [Gobierno Regional de Huancavelica, 2003 ; INEI, 2009]. Il s'agit majoritairement d'une agriculture paysanne minifundiste de polyculture-polyélevage, orientée d'abord vers l'autoconsommation, et vers la vente lorsque la production le permet. Les familles paysannes ont en outre développé, comme souvent dans les Andes (chapitre 1) des stratégies de complément de revenu à travers la migration temporaire, des hommes surtout, vers les zones plus productives sur la Costa ou dans les vallées du versant amazonien.

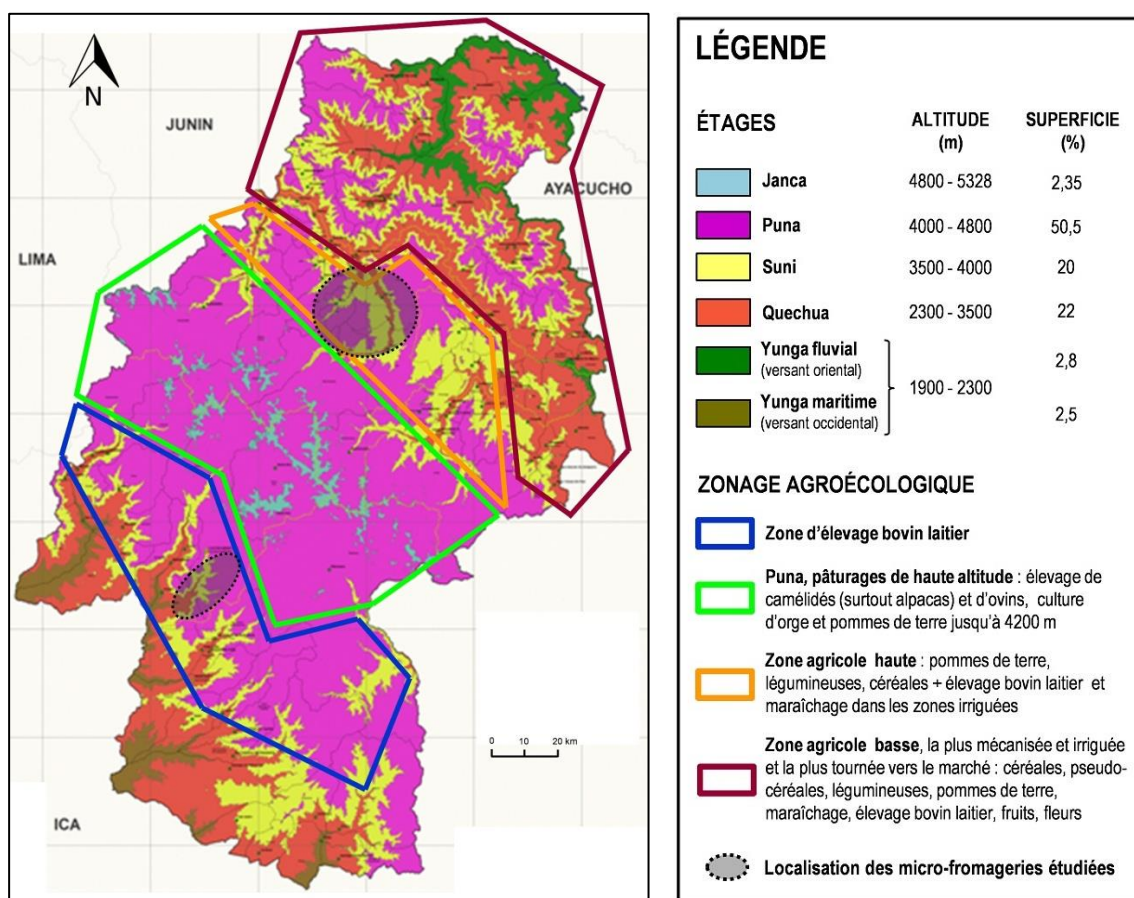
Du fait de la diversité conditions agropédoclimatiques liées à l'altitude et à l'exposition, les productions du département sont très diversifiées et se répartissent selon les différents étages écologiques (Carte 10). Une cinquantaine d'espèces végétales y sont ainsi cultivées, les principales étant les tubercules (pomme de terre), les céréales et pseudo-céréales (orge et avoine, blé, quinoa et amarante dans une moindre mesure) et les légumineuses (fève, pois, mais aussi luzerne pour le bétail dans les zones irriguées). En ce qui concerne l'élevage, les camélidés andins (lamas et surtout alpacas) y tiennent une place importante, ils permettent en effet, avec l'élevage ovin, de valoriser les pâturages de haute altitude de la *puna*, étage écologique

⁴⁰³ En termes de richesse produites, c'est le secteur hydroélectrique qui arrive en tête (40%), Huancavelica abritant une des centrales hydroélectriques les plus importantes du pays dans la province de Tayacaja. Les activités agricoles et minières participent chacune à hauteur de 10% à la richesse du département.

caractéristique des Andes centrales situé au-dessus de la limite supérieure des cultures et qui occupe plus de la moitié de la surface du département (Carte 10). L'élevage bovin, qui s'intègre très bien au système paysan [Aubron, 2006] est également très présent et en croissance dans le département (§ 1.1.2.1). Volailles, porcs et cochons d'inde sont également élevés pour l'autoconsommation. La très grande majorité des familles paysannes (90%) du département donne priorité à l'autoconsommation, et c'est aussi le cas (75% des familles) jusque dans les vallées inter-andines (étages *quechua* et *yunga*) les plus intégrées au marché. L'autoconsommation représente ainsi 58% de la production totale d'aliments du département, tandis que 15% sont échangés entre les familles paysannes *via* le troc ou conservés comme semences, si bien qu'il reste ainsi 27% pour la vente. Les principales productions que l'on retrouve sur le marché sont les produits laitiers (principalement le fromage), la viande, les pommes de terre, l'orge, le blé, l'avoine⁴⁰⁴, le pois, le maïs, la fève, la quinoa et l'amarante [Gobierno Regional de Huancavelica, 2003 ; Gobierno Regional de Huancavelica & Minagri, 2008]. Ces produits sont commercialisés *via* divers circuits, la plupart du temps *via* des intermédiaires et des commerçants. Les intermédiaires viennent chercher les produits directement sur les fermes, ou les collectent auprès des paysans les jours de marché dans les communautés ou les centres urbains. Certains paysans se déplacent également dans les villes moyennes et jusqu'aux grandes villes de la province, voire des provinces voisines pour vendre leurs produits aux commerçants urbains. Bien entendu, les circuits varient selon les types de produits et selon les zones de production. Par exemple, la fibre et la viande des alpacas de la *puna* sont commercialisées à Huancavelica [Ravera, 2006]. Quant aux céréales, la moitié de la production destinée au marché reste dans le département pour être commercialisée *via* des filières locales, l'autre moitié est vendue aux grossistes de Huancayo. Cette ville située à 130 kilomètres au nord de Huancavelica (3h30 de bus) est une grande plateforme de vente de produits de la Sierra, revendus ensuite dans tout le pays. Quant aux produits laitiers, nous y revenons dans le paragraphe suivant.

⁴⁰⁴ Le département de Huancavelica a un rôle important dans la production nationale d'orge et d'avoine (respectivement 12 et 18%) alors qu'il représente seulement 1,8% de la population nationale et 1,7% de la superficie nationale. La production de céréales se concentre dans les étages *suni* et *quechua* du nord et de l'est du département [Le Capitaine & Servadio, 2006].

Carte 10 - Étages écologiques et grandes zones agricoles du département de Huancavelica



Réalisation : Claire Heinisch - Sources : fond de carte : Gobierno Regional de Huancavelica, mapa de pisos altitudinales (2011)
Données pour le zonage agroécologique : [Le Capitaine & Servadio, 2006], [Gobierno Regional de Huancavelica, 2003], [Ravera, 2006]

La Puna, localisée au-dessus de 4 000 mètres d'altitude, occupe plus de la moitié de la surface du département. Elle est caractérisée par un climat très froid, soumis à de très fortes variations annuelles et interannuelles de précipitations. La période des pluies n'exède pas quatre mois, et les années varient de très humides (plus de 1000 mm) à très sèches (moins de 600 mm). C'est une zone de pâturage extensif pour les camélidés (alpacas, lamas), ainsi que pour les ovins, mais aussi les bovins. Ces animaux et leurs produits (viande, laine, fibre) sont destinés à la vente. On peut y cultiver l'orge et la pomme de terre jusqu'à 4 200 mètres.

L'étage Suni, entre 3 500 et 4 000 mètres d'altitude, est plus humide et moins froid que la *Puna* (température moyenne annuelle de 12°C contre 7°C dans la *Puna*). Les cultures principales sont la pomme de terre, l'orge et la fève. Dans les parties les plus basses, on élève quelques animaux destinées à l'autonconsommation (volailles, porcs, quelques ovins) ainsi que des bovins laitiers pour les producteurs ayant accès à l'irrigation, et dans les parties les plus hautes, l'élevage semi-extensif destiné à la vente domine.

L'étage Quechua, entre 2 300 et 3 500 mètres est celui des vallées interandines tempérées, avec une pluviosité différente selon les versants, l'est de la Cordillère bénéficiant d'une plus grande humidité mieux répartie sur l'année. Cette zone a bénéficié de l'apport des anciennes haciendas en matière d'irrigation et de routes. Les productions sont plus diversifiées, certaines mécanisées, et plus tournées vers le marché que celles de l'étage *Suni*. Sur le versant oriental, les cultures sont très diversifiées (outre les cultures de l'étage *Suni*, on y cultive diverses céréales, pseudo-céréales et légumineuses, et on y pratique le maraîchage) et l'élevage bovin laitier est présent dans les zones irriguées. Sur le versant occidental, plus sec, les cultures sont moins nombreuses et moins diversifiées et l'élevage bovin laitier qui domine. L'élevage de petits animaux et petits ruminants est très présent sur les deux versants.

Enfin, **les yungas** correspondent aux vallées chaudes, avec un climat tropical humide dans yungas fluviales orientales permettant la culture de fruits et de fleurs, et un climat de plus en plus sec et désertique à mesure que l'on se rapproche de l'océan dans les *yungas* maritimes.

1.1.2. Émergence de micro-fromageries rurales à Huancavelica : alliances multiples et évolutives vers une relocalisation des filières laitières pour de meilleurs revenus paysans

1.1.2.1. En guise de contexte : filières, marchés, et insertion de l'élevage laitier dans les systèmes d'activité paysans

Au Pérou, comme ailleurs dans les Andes, la production laitière est en forte croissance depuis le début des années 1990⁴⁰⁵. Elle est le fait de systèmes de production très différenciés, tant par leur niveau de capitalisation que par les ressources du milieu qu'ils mobilisent, depuis l'élevage sur parcours dans la Sierra jusqu'à l'élevage hors-sol dans le désert de la Costa [Aubron, 2006]. Elle s'organise selon deux grande filières, qui représentent chacune la moitié de la production nationale [Cochet *et al.*, 2009]. La première est la filière industrielle, concentrée majoritairement aux mains de trois entreprises (Gloria, Nestlé et Laive) qui collectent le lait dans les grands bassins laitier côtiers, mais également dans les bassins andins où ces entreprises sont en expansion. Le lait est transformé, dans des usines situées majoritairement sur la Costa (surtout à Lima), en produits standardisés (lait concentré, lait UHT, beurre, fromages industriels et yaourts à boire) commercialisés dans tout le pays. La seconde est la filière artisanale, qui commercialise une diversité de fromages et d'autres produits laitiers (yaourts, confiture de lait), ainsi que du lait cru. Ces produits sont soit fermiers comme le lait cru ou le *quesillo* (petit fromage frais traditionnel des systèmes paysans laitiers), soit produits dans de petites unités de transformation familiales ou associatives qui produisent et commercialisent des produits laitiers plus élaborés.

Dans le département de Huancavelica, comme ailleurs dans les Andes, l'élevage bovin, introduit rapidement par les colons en vue de satisfaire les besoins des troupes militaires, s'est ensuite très fortement développé à travers les haciendas. Celles-ci ont construit des infrastructures d'irrigation permettant la production de fourrages, en particulier la luzerne, pour alimenter le troupeau bovin en complément du pâturage extensif des zones de haute-montagne, ce qui a permis d'augmenter la production laitière, plaçant progressivement celle-ci au centre des systèmes de production. Par la suite, les coopératives agricoles nées de la réforme agraire conserveront les mêmes systèmes de production. Depuis l'éclatement des haciendas (très violent à Huancavelica, département le plus touché par le Sentier Lumineux) l'élevage bovin s'est maintenu dans les systèmes de production des paysans de la région. Il s'intègre en effet très bien dans les systèmes d'activité paysans et est au cœur de la sécurité alimentaire de ces derniers [Aubron & Le Blanc, 2007]. En effet, le lait constitue une production plus ou moins régulière tout au long de l'année, en fonction de l'accès à l'irrigation. Par conséquent, qu'elle soit transformée en *quesillo* et vendue aux intermédiaires, ou livrée quotidiennement à une fromagerie, la production laitière procure aux paysans un revenu régulier qui permettant l'achat de produits alimentaires complémentaires à ceux produits sur la ferme (pâtes, riz, huile, quelques légumes). La production laitière paysanne, très exigeante en travail, n'occupe cependant qu'une personne à temps plein toute l'année dans la majorité des fermes. La gestion du troupeau laitier est

⁴⁰⁵ Elle a été multipliée par 3 entre 1990 et 2011, alors qu'au niveau mondial la production a été multipliée par seulement 1,4. En Équateur et en Bolivie, pendant la même période, la production a été multipliée respectivement par 4,1 et 2,2.

d'ordinaire assurée par les femmes, aidées de leur mari et de leurs enfants pendant les pics de travail. Ce sont elles qui assurent ainsi l'alimentation quotidienne de la famille. Les hommes disposent ainsi de temps disponible pour des activités non agricoles, localement ou *via* l'émigration temporaire. Les revenus non-agricoles servent ainsi à couvrir les dépenses non-alimentaires, ainsi que l'éducation des enfants. La vente de bovins sur pied vient également compléter ce système, pour couvrir les dépenses exceptionnelles (santé, voyage, investissements).

Traditionnellement, le *quesillo* issu de la production laitière paysanne est commercialisé *via* des intermédiaires (négociants itinérants) qui le revendent ensuite sur les marchés urbains, en très grande partie sur la Costa et majoritairement à Lima. Par exemple, Lima absorbe 60% du *quesillo* produit à Sinto Esmeralda, grande communauté située dans la zone d'élevage bovin laitier de Castrovirreyna et où sont situées deux des six micro-fromageries que nous avons étudiées (Carte 9, Carte 10 & Carte 11). Ce circuit de commercialisation se caractérise par un fort déséquilibre entre les paysans et les négociants. Ces derniers manipulent en effet des volumes dix fois supérieurs à ceux produits par les paysans, en outre, ils mettent en place un système de troc avec les paysans (*quesillo* contre produits alimentaires). Par conséquent, les paysans sont très dépendants des intermédiaires face auxquels ils n'ont pas de pouvoir de négociation et qui leur imposent ainsi un prix bas, et qui par ailleurs chute fortement pendant la saison des pluies, au moment du pic de production laitière.

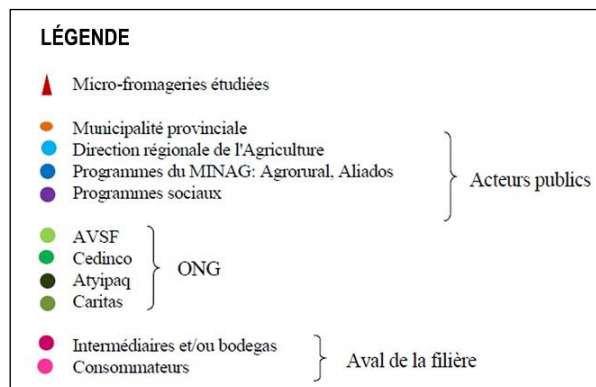
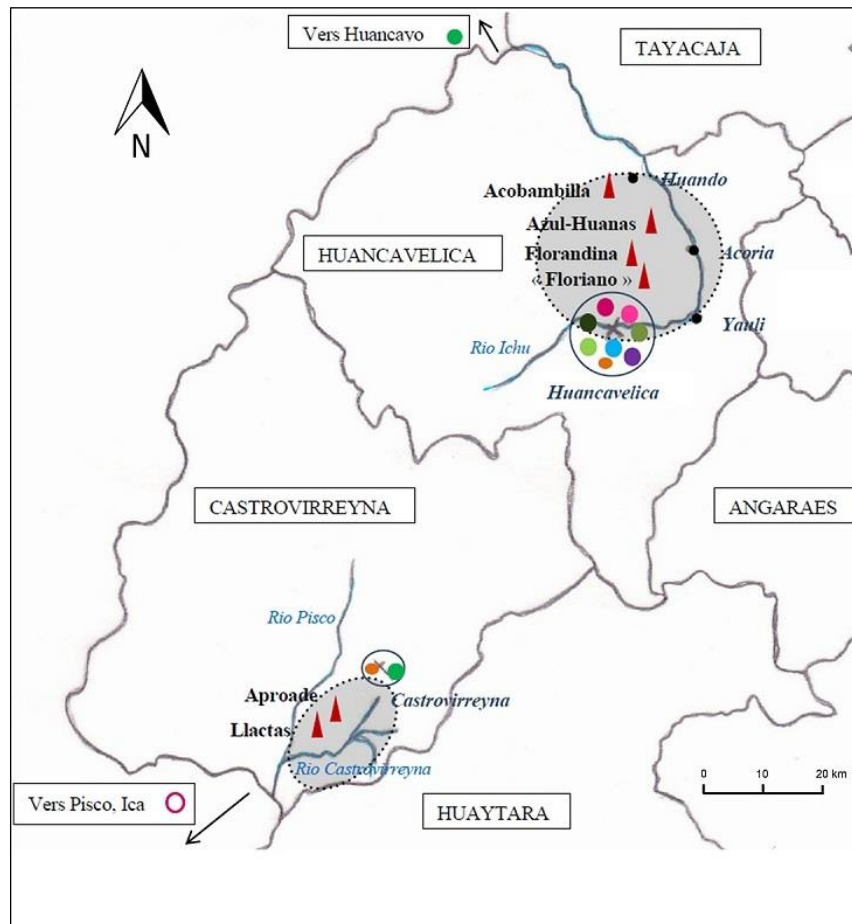
Face à cette situation d'accès à un marché dominé par les intermédiaires qui imposent leurs conditions aux familles paysannes, on voit émerger depuis le début des années 2000 à Huancavelica des micro-fromageries artisanales associatives ou familiales. Elles apparaissent en outre dans un contexte de libéralisation des échanges depuis la signature en 2005 du traité de libre-échange avec les États-Unis et l'abandon en 2008 des barrières douanières pour le lait d'importation. Ces micro-fromageries émergent souvent sous l'impulsion de projets de développement issus d'ONG, des pouvoirs publics, ou à l'initiative même des paysans. Ces stratégies de développement de petits ateliers de transformation et la commercialisation en circuits de proximité de fromages de qualité, qui s'inscrivent dans un mouvement de revalorisation des filières et des produits par les opérateurs locaux à l'échelle de leurs territoire, ont fait leurs preuves depuis déjà le début des années 1990 dans plusieurs situations locales, comme celle de la région de Cajamarca, dans la zone andine du Nord du Pérou [Boucher, 2004]. À Huancavelica, le développement des micro-fromageries a effectivement conduit à une relocalisation des filières laitières. Les fromages, yaourts et confitures de lait issus de ces petits ateliers de transformations collectifs sont commercialisés en circuits alimentaires de proximité qui convergent dans la ville de Huancavelica. Le développement récent de cette nouvelle filière laitière de proximité, résultat de diverses alliances entre paysans, ONG et pouvoirs publics, est une nouveauté.

1.1.2.2. *Présentation générale des études de cas*

Dans ce paragraphe, nous présentons de manière succincte les déterminants à l'origine de l'émergence de petites fromageries rurales, et présentons une « photographie » rapide des six micro-fromageries que nous avons étudiées à Huancavelica. En accord avec notre critère de

diversité pour le choix des études de cas (chapitre 3) nous avons choisi des dispositifs localisés dans deux zones qui présentent des contextes différents d'émergence et de développement de micro-fromageries (Carte 11), et en avons décomposé les trajectoires (Figure 32).

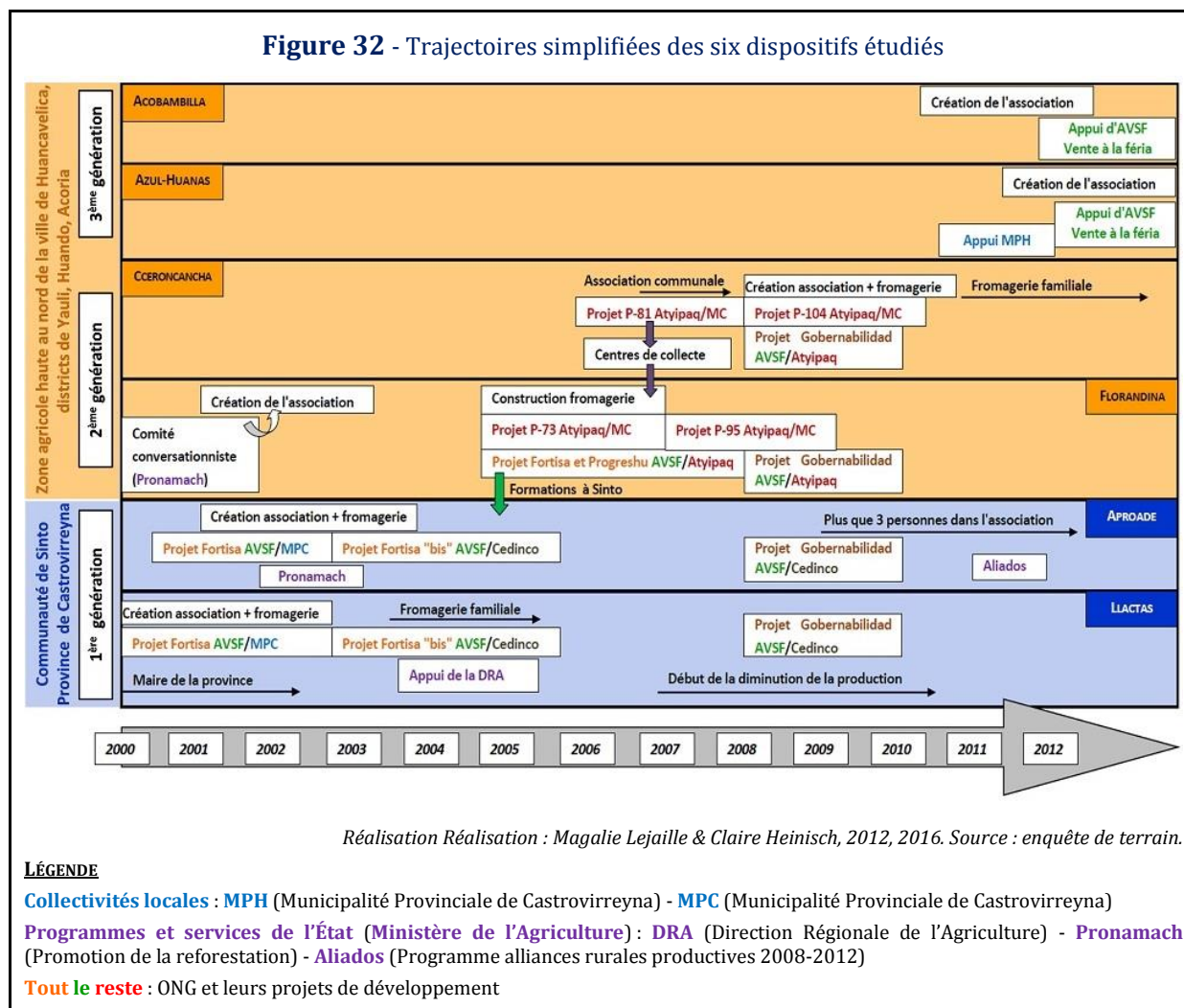
Carte 11 - Les micro-fromageries rurales étudiées à Huancavelica : acteurs et espaces



Réalisation : Magalie Lejaille & Claire Heinisch, 2012, 2016. Source : enquête de terrain.

La première zone, où sont localisées deux des micro-fromageries étudiées, est celle de la communauté paysanne de Sinto, composée de quatre annexes : Sinto, Llactas (Photo 25), Esmeralda, Ccahuiña. Elle est localisée dans la province de Castrovirreyna au cœur de la zone spécialisée dans l'élevage bovin laitier (Carte 10 et Carte 11) et a vu émerger la « première génération » de micro-fromageries (Figure 32 & Tableau 40).

Figure 32 - Trajectoires simplifiées des six dispositifs étudiés



LÉGENDE

Collectivités locales : MPH (Municipalité Provinciale de Castrovirreyna) - MPC (Municipalité Provinciale de Castrovirreyna)
Programmes et services de l'État (Ministère de l'Agriculture) : DRA (Direction Régionale de l'Agriculture) - Pronamach (Promotion de la reforestation) - Aliados (Programme alliances rurales productives 2008-2012)
Tout le reste : ONG et leurs projets de développement

Photo 25 - Annexe de Llactas, dans la communauté de Sinto, province de Castrovirreyna



La communauté de Sinto est issue d'une hacienda qui a existé de 1867 à 1972. La spécialisation vers la production laitière s'est faite progressivement grâce à la construction de canaux d'irrigation. À la suite de la réforme agraire, l'hacienda est devenue une coopérative agricole. Celle-ci a bénéficié d'un accompagnement de la coopération suisse entre 1972 et 1984,

dans le cadre d'un projet de coopération bilatérale entre le Pérou et la Suisse. Ce projet a accompagné la création de quatre-vingts fromageries rurales dans des départements aujourd'hui leaders au Pérou en matière de production laitière (Cajamarca, Arequipa). Dans le département de Huancavelica, seule la coopérative de Sinto a bénéficié de ce projet. La réputation du fromage de Sinto, vendu à l'époque dans des boutiques « de luxe » à Lima, date de cette époque-là. À la suite de l'intervention du Sentier Lumineux, la coopérative et sa fromagerie sont déstructurées, ce qui demeurera comme une occasion gâchée dans les esprits de nombreux paysans anciens travailleurs de la coopérative, ainsi que des autorités locales [Aubron & Le Blanc, 2007]. Par ailleurs, certains des paysans chargés de la fabrication des fromages à l'époque demeurent présents dans la communauté, et toujours porteurs de leur savoir-faire acquis grâce au projet de la coopération suisse. C'est ainsi que le maire de la Municipalité Provinciale de Castrovirreyna, agronome de formation et par ailleurs fondateur d'une ONG locale de développement (Cedinco), se rapprochera de l'ONG française AVSF (CICDA à l'époque) et qu'ils mettront en œuvre au début des années 2000 un projet de mise en place de deux fromageries collectives, à Esmeralda (association Aproade) et à Llactas. Ces fromageries ont des équipements complets et produisent des fromages de qualité plus affinés et moins salés que le traditionnel *quesillo* fermier, ainsi que des yaourts et de la confiture de lait. Cette stratégie orientée vers la qualité a conduit à un changement dans les circuits de commercialisation, ce qui était un des objectifs du projet et des paysans. Ainsi, alors que les *quesillos* sont vendus aux intermédiaires qui les commercialisent sur la Costa, la majorité à Lima, la moitié des produits issus des micro-fromageries est vendue dans la ville de Huancavelica, et l'autre moitié est vendue dans les villes de la Costa proches de Sinto, sans atteindre Lima. Au cours de leur vie, les deux fromageries étudiées dans cette zone ont été accompagnées par divers acteurs et plusieurs projets de développement, certains dans la durée (AVSF et Cedinco) et d'autres de manière ponctuelle (acteurs publics, autres ONG).

Photo 26 - La micro-fromagerie rurale de de Llactas, communauté de Sinto, province de Castrovirreyna



Tableau 40 - Les dispositifs de Sinto, première génération de micro-fromageries rurales

Dispositif	Llactas	Aproade (Esmeralda)
Localisation	Province de Castrovirreyna, communauté de Sinto Esmeralda	
	Annexe de Llactas	Annexe d'Esmeralda
Date de création	2002	2002
Origine	Municipalité, ONGs et paysans	Municipalité, ONGs et paysans
Parties-prenantes	Paysans, ONGs, pouvoirs publics locaux et nationaux	Paysans, ONGs, pouvoirs publics locaux et nationaux
Appui institutionnel	ONG : +++ Acteurs publics : ++	ONG : +++ Acteurs publics : ++
Type de dispositif	Hybride public, puis privé associatif	Hybride public, puis privé associatif
Formes d'organisation	Association de producteurs (20 au début, une famille aujourd'hui)	Association de producteurs (30 au début, 3 aujourd'hui)
Équipements et capacité	Équipements complets, 350 L/j Transformation réelle : 90 à 200 L/j	Équipements complets, 400 L/j Transformation réelle : 100 à 140 L/j
Lait collecté, rayon et mode de collecte	10 familles de Llactas (1 km) Collecte par l'association	Plusieurs familles d'Esmeralda (4 km) Collecte par l'association
Prix du lait payé au producteur	De 0,90 à 1,20 soles ⁴⁰⁶ /L selon la saison	De 1 à 1,10 soles ⁴⁰⁷ /L selon la saison
Produits élaborés	2 types de fromage, confiture de lait	5 types de fromage Yaourt et beurre à la demande
Commercialisation	Vente à des commerçants du marché couvert de Huancavelica (120 km) et vente à des intermédiaires à Ica (200 km) et Pisco (160 km) sur la Costa	Vente à des intermédiaires à Huancavelica, Ica et Pisco

Réalisation : Magalie Lejaille & Claire Heinisch, 2012, 2015. Source : enquête de terrain.

La seconde zone est située au nord de la ville de Huancavelica. Dans ce secteur, jusqu'au début des années 2000, les systèmes de production étaient tournés principalement vers la production de céréales, avec une seule récolte par an. L'élevage bovin y était secondaire voire inexistant. Une ferme fonctionnait la moitié de l'année, le reste du temps, les hommes exportaient leur force de travail. À partir de 2005, l'ONG AVSF initie un plan de développement des systèmes d'irrigation, qui entraîne un changement progressif des systèmes de production : augmentation du nombre de récoltes annuelles, diversification des productions, production de fourrages et développement de l'élevage. Alors que l'élevage bovin laitier n'existait pratiquement pas dans ce secteur, il fait aujourd'hui partie intégrante de plus de la moitié des fermes du district de Huando et de 70% des fermes du district de Yauli (Photo 27). Cette transition s'est accompagnée du développement, depuis 2005, de plusieurs micro-fromageries artisanales et/ou association de producteurs de lait, dont les produits sont commercialisés dans la ville de Huancavelica, soit en vente directe, soit *via* des intermédiaires.

⁴⁰⁶ Soit de 0,26 à 0,34 EUR = 0,34 à 0,45 USD (en 2012, année de nos enquêtes, 1 sol (PEN) = 0,29 EUR = 0,38 USD)

⁴⁰⁷ Soit de 0,29 à 0,32 EUR = 0,28 à 0,42 USD (en 2012)

Photo 27 - Ferme de la famille de Marcelo* et Florencia*, communauté de Cceroncancha, district de Yauli. La famille a bénéficié de l'appui d'AVSF pour l'installation d'un système d'irrigation



On distingue sur cette zone deux nouvelles générations de micro-fromageries. La deuxième génération (Figure 32 & Tableau 41) est constituée de la fromagerie Florandina dans la communauté de Vista Alegre et d'une fromagerie localisée dans la communauté de Cceroncancha (Photo 27). Toutes deux sont très proches (1 km à vol d'oiseau, district de Yauli). La fromagerie Florandina trouve son origine en 2001 dans une association de paysans de la communauté qui se sont organisés pour transformer ensemble leur lait afin d'échapper aux circuits d'intermédiation classiques. Entre 2001 et 2005, ils transforment le lait dans leur cuisine, mais les produits sont de mauvaise qualité. Ils recherchent donc des appuis, et le trouveront dans la rencontre avec une ONG locale (Atyipaq) et AVSF, qui accompagnait depuis quatre ans les fromageries de Sinto. L'association bénéficiera de financements pour un équipement complet, d'un accompagnement technique et organisationnel, et suivra des formations à Sinto (à 4h de bus). De 2005 à 2010, elle bénéficiera de plusieurs projets de développement d'AVSF et d'Atyipaq, ensemble ou avec d'autres acteurs. À l'instar des fromageries de Sinto, l'équipement de Florandina lui permet de produire des fromages affinés, ainsi que des yaourts et de la confiture de lait vendus dans la ville de Huancavelica, où ils ont acquis une bonne réputation.

Photo 28 - La fromagerie Florandina, communauté de Vista Alegre, district de Yauli



La fromagerie de Cceroncancha trouve son origine dans une association communautaire créée en 2006 sous l'impulsion de l'ONG Atyipaq et dont l'objectif était d'être un centre de collecte pour la fromagerie Florandina. Celui-ci de sera installé dans la maison d'une des familles paysannes de l'association. En 2008, suite à des conflits au sein de l'association, un groupe de familles s'en détache, forme une nouvelle association et crée une fromagerie, installée chez la même famille qui hébergeait le centre de collecte (famille de Marcelo* et Florencia*, Photo 27). Atyipaq, AVSF et l'ONG Madre Coraje accompagneront le projet. Les équipements sont de moindre dimension que ceux de Florandina, mais permettent aux paysans d'améliorer l'hygiène et la qualité du *quesillo* traditionnel, production principale de la fromagerie, et de fabriquer quelques fromages moulés. Ces fromages sont vendus à un intermédiaire à Huancavelica.

Tableau 41 - Dans la province de Huancavelica, une seconde génération de micro-fromageries rurales

Dispositif	Florandina	Cceroncancha
Localisation	Province de Huancavelica, district de Yauli	
	Communauté Vista Alegre	Communauté Cceroncancha
Date de création	2001 : association 2005 : fromagerie	2006 : 1ère association 2008 : nouvelle association + fromagerie
Origine	Paysans	ONG
Parties-prenantes	Paysans, ONGs (jusqu'en 2010)	Paysans puis une seule famille paysanne, ONGs
Appui institutionnel	ONG : ++ Acteurs publics : ponctuellement	ONG : +++ Acteurs publics : non
Type de dispositif	Privé associatif	Privé associatif
Formes d'organisation	Association de producteurs (20 au début, 4 aujourd'hui)	Association de producteurs (12 au début, une famille aujourd'hui)
Équipements et capacité	Équipements complets, 500 L/j Transformation réelle : 100 L/j	Équipements basiques, 20 L/j
Lait collecté, rayon et mode de collecte	30 producteurs de la communauté (3 km) Apportent eux-mêmes le lait à la fromagerie	Lait de la production familiale uniquement
Prix du lait payé au producteur	1 à 1,20 soles ⁴⁰⁸ /L	-
Produits élaborés	Fromage, yaourts, confiture de lait, beurre	Surtout <i>quesillo</i> + quelques fromages moulés
Commercialisation	Vente à des intermédiaires à Huancavelica (20 km)	Vente à un intermédiaire à Huancavelica (20 km)

Réalisation : Magalie Lejaille & Claire Heinisch, 2012, 2015. Source : enquête de terrain.

La troisième génération (Figure 32 & Tableau 42) est celle d'associations de producteurs rassemblés pour transformer et vendre leur lait et qui privilégient les systèmes de vente directe. Au moment de nos enquêtes, ces associations ne bénéficiaient pas encore d'outils de transformation collectifs. L'association Azul-Huanas, de la communauté Huanaspampa (district d'Acoria), a été créée en 2010 sous l'impulsion de la Municipalité Provinciale de Huancavelica. Celle-ci a formé les membres à la transformation de lait et leur a fourni un local dans le centre de Huancavelica pour la vente directe de leurs produits. Faute de budget, cet appui sera de courte durée. Malgré sa position centrale, le local commercial attirait peu de clients. Or, il se trouvait en face d'une feria hebdomadaire de produits laitiers et autres produits paysans organisée et accompagnée par AVSF depuis 2011 dans le cadre du projet *Mercados Campesinos* (chapitre 3), sur un espace municipal (Photo 29). L'association s'est rapprochée d'AVSF et, depuis mars 2012, elle commercialise directement ses produits (yaourts transformés à tour de rôle dans les

⁴⁰⁸ Soit de 0,29 à 0,34 EUR = 0,38 à 0,45 USD (en 2012)

cuisines des membres) sur la feria, et bénéficie pour cela d'un accompagnement technique et organisationnel d'AVSF.

Photo 29 - Feria hebdomadaire de produits laitiers et autres produits paysans organisée et accompagnée par l'ONG AVSF dans la ville de Huancavelica depuis 2011



Tableau 42 - La troisième génération de micro-fromageries rurales : vers la vente directe

Dispositif	Azul-Huanas	Acobambilla
Localisation	Province de Huancavelica	
	Communauté Huanaspampa, district d'Acoria	Communauté d'Acobambilla, district de Huando
Date de création	2010	2010
Origine	Municipalité Provinciale de Huancavelica et paysans	Paysans et ONG
Parties-prenantes	Paysans, Municipalité Provinciale, ONG	Paysans, ONG
Appui institutionnel	ONG : +++ Acteurs publics : +++ puis +	ONG : +++ Acteurs publics : +
Type de dispositif	Hybride public, puis hybride privé	Hybride privé
Formes d'organisation	Association de producteurs (50 au début, 10aujourd'hui) soutenue par une ONG	Association de 40 producteurs soutenue par une ONG
Équipements et capacité	Pas encore d'équipements, transformation dans les cuisines des membres, 50L/j	Pas encore de transformation, paysans en cours de formation
Lait collecté, rayon et mode de collecte	Producteurs de l'association uniquement (4 km) Livrent eux-mêmes leur lait	Producteurs de l'association uniquement. Le président collecte le lait
Prix du lait payé au producteur	1 à 1,20 ⁴⁰⁹ soles/L suivant la saison	Lait vendu 1,50 soles ⁴¹⁰ /L sur la feria paysanne de Huancavelica
Produits élaborés	Yaourts et confiture de lait	Lait frais (pour le moment)
Commercialisation	Vente directe sur la feria paysanne de Huancavelica (30 km) soutenue par AVSF et la Municipalité (espace de vente)	Vente directe sur la feria paysanne de Huancavelica (50 km) soutenue par AVSF et la Municipalité (espace de vente)

Réalisation : Magalie Lejaille & Claire Heinisch, 2012, 2015. Source : enquête de terrain.

⁴⁰⁹ Soit de 0,29 à 0,34 EUR = 0,38 à 0,45 USD (en 2012)

⁴¹⁰ Soit 0,43 EUR = 0,57 USD (en 2012)

La seconde association que nous avons étudiée pour cette troisième génération de micro-fromageries est celle de la communauté d'Acobambilla, située dans le district de Huando. AVSF y travaille depuis 2003 en partenariat avec une ONG locale (Indesco) sur l'amélioration des systèmes d'irrigation et l'appui technique aux élevages bovins laitiers. L'association d'Acobambilla, une des communautés accompagnées par AVSF, s'est créée en 2010 dans l'objectif de créer une fromagerie collective. Au moment de nos enquêtes, les membres suivaient encore des formations à la transformation, et vendaient leur lait frais directement sur la feria de produits laitiers de Huancavelica (Photo 29).

En conclusion, la création de ces micro-fromageries a permis aux paysans d'être mieux rémunérés pour le lait, selon des mécanismes détaillés plus loin. Toutefois, le système associatif n'a pas toujours bien fonctionné : des conflits ont surgi et ont conduit au départ de plusieurs membres, ce qui a induit des changements dans les structures organisationnelles des associations. Ainsi, à Llactas (Photo 26) et à Cceroncancha (Photo 27), les fromageries ont évolué d'associatives à quasi-familiales, dans la mesure où seule une famille demeure dans l'association et utilise les équipements. À Esmeralda (Aproade) et à Vista Alegre (Florandina), les structures associatives ont été conservées malgré le départ de la majorité des membres, mais les membres restants ont adopté d'autres formes d'organisation que la gestion collective de la transformation et de la commercialisation telles que prévue au moment de la création des fromageries. Dans le cas d'Aproade, un seul membre collecte et transforme le lait, tandis que les deux autres achètent le lait à l'association et le commercialisent à Huancavelica pour leur propre compte. Quant à Florandina (Photo 28), l'association fonctionne aujourd'hui selon des modalités très proches du système des CUMA françaises : l'équipement est collectif, mais chacun collecte le lait à tour de rôle pour son propre compte et possède ses propres marchés.

1.2. En Bolivie, l'approvisionnement local et paysan de la restauration scolaire dans la municipalité de Tiwanaku

Depuis 2010, grâce à la volonté politique des maires successifs, suite à l'action de plusieurs ONG sur le territoire, des organisations de paysans locaux fournissent la majorité du déjeuner scolaire aux élèves de la municipalité de Tiwanaku. Une de ces quatre organisations, l'AMPACH, fournit les produits laitiers et les pains aux élèves d'un des cinq centres scolaires de la municipalité. Après avoir présenté le territoire-matrice dans lequel a émergé la relation entre l'AMPACH et la Municipalité de Tiwanaku, nous analyserons ce dispositif à la lumière des changements qu'il a induit pour les paysannes.

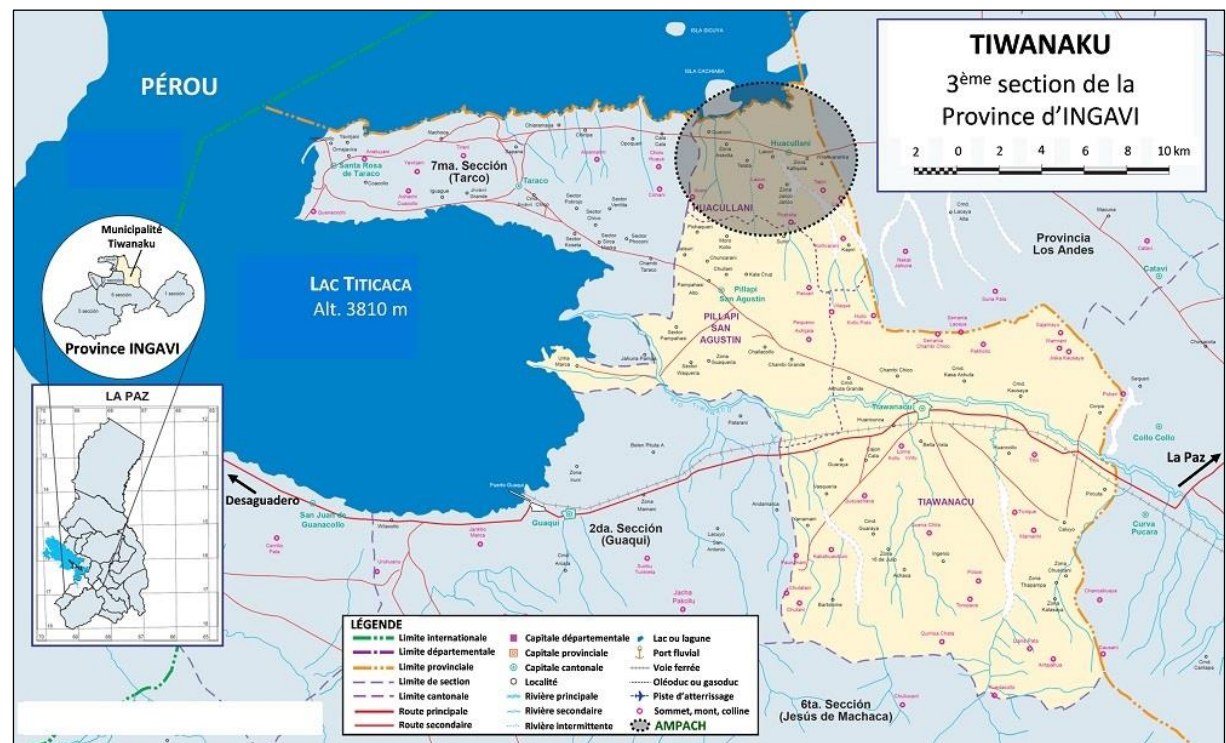
1.2.1. Tiwanaku : un territoire indigène et paysan de l'altiplano bolivien

1.2.1.1. Présentation générale du territoire de la municipalité de Tiwanaku

Notre terrain bolivien correspond au territoire de la municipalité de Tiwanaku, troisième section de la province d'Ingavi, dans le département de La Paz (Carte 12). Il est situé sur l'altiplano bolivien à proximité du lac Titicaca, et s'étend sur 349 km². D'après les chiffres du recensement de 2001, le territoire comptait 11 309 habitants en 2001 et 14 913 selon les projections pour 2012, soit une densité de 42 habitants au kilomètre carré en 2012 [INE, 2001]. Le territoire de la municipalité de Tiwanaku divisé en quatre zones administratives ou sous-

centrales (nord, ouest, centre et est), qui hébergent au total trois centres urbains (Tiwanaku dans la zone centre, Pillapi San Augustin dans la zone ouest et Huacullani dans la zone nord) et 23 communautés. La capitale, Tiwanaku, est située à 3 860 mètres d'altitude, sur la route principale qui va de La Paz (72 km à l'est, 1h30 de route) à Desaguadero (45 km à l'ouest, ville-frontière avec le Pérou). Cette proximité de Tiwanaku avec La Paz, siège de nombreuses ONG nationales et internationales, en a fait un territoire-cible de nombreux projets de développement.

Carte 12 - Carte administrative de la municipalité de Tiwanaku



Sur cette carte, élaborée par l'INE (Institut National des Statistiques) au début des années 2000, on voit apparaître trois cantons. Aujourd'hui la municipalité de Tiwanaku correspond à un seul canton, divisée en 4 zones ou « sous-centrales » [Gouvernement Municipal de Tiwanaku, 2009]. La zone (ou sous-centrale) nord correspond à l'ex-canton de Huacullani, la zone (ou sous-centrale) ouest à l'ex-canton de Pillapi, et les zones (ou sous-centrales) est et centre à l'ex-canton de Tiwanaku.

Nous avons fait figurer sur la carte le territoire de la communauté de Centro Huacullani (distincte du centre urbain de Huacullani), où se situe l'organisation de paysannes AMPACH que nous avons étudiée.

Tiwanaku est le territoire d'origine de la civilisation préincaïque du même nom, origine de la culture aymara, ce qui fait de la ville de Tiwanaku un haut-lieu touristique du département de La Paz. Le territoire est donc peuplé en très grande majorité d'indigènes aymaras. Ainsi, 60% de la population parle aymara et espagnol et 35% de la population ne parle qu'aymara, contre 5% qui parlent seulement espagnol [Gobierno Municipal de Tiwanaku, 2009]. Cette caractéristique indigène du territoire a une influence directe sur son organisation politique et sociale. Ainsi, la gestion du territoire, en particulier les dynamiques productives et sociales, est réalisée de manière conjointe entre les autorités administratives (gouvernement municipal de Tiwanaku) et les autorités indigènes aymaras. Ces dernières sont rassemblées au niveau municipal au sein du Conseil des Ayllus et Communautés Originaires de Tiwanaku (CACOT). À l'échelle des communautés, l'autorité indigène est le Mallku, chaque communauté élitant chaque année un

conseil des Mallkus composé de cinq membres de la communauté. Les Mallkus ont pour mission de résoudre les conflits au sein de la communauté, mais aussi de superviser les projets menés à l'échelle de la communauté. Ainsi, tous les projets collectifs impliquant des membres de la communauté doivent avoir l'aval des Mallkus pour être mis en œuvre. Les Mallkus sont également chargés de représenter leur communauté et ses intérêts à l'échelle des sous-centrales. Du point de vue indigène, ces dernières correspondant aux anciens ayllus originaires et rassemblant aujourd'hui en moyenne cinq à six communautés, ainsi qu'un centre urbain dans le cas des sous-centrales nord, ouest et centre. Les quatre conseils des Mallkus des sous-centrales forment le CACOT, qui assure la représentation de l'ensemble des communautés à l'échelle municipale. Cette organisation sociopolitique particulière est importante à comprendre pour analyser les dynamiques socio-économiques sur le territoire.

1.2.1.2. *L'agriculture sur le territoire de la municipalité de Tiwanaku*

La municipalité de Tiwanaku est située sur l'altiplano bolivien, entre 3 800 et 4 800 m d'altitude, soit sur les étages *Suni* et *Puna* des Andes centrales, caractérisés par un climat froid à très froid (surtout la nuit) et sec l'hiver (de mai à octobre) et plus humide et moins froid l'été (de novembre à avril, les pluies étant surtout concentrées entre décembre et février). Le territoire est composé de deux zones topographiques et agropédoclimatiques distinctes. Entre 3800 et 3 940 m, sur l'étage *Suni*, se trouve la plaine alluviale d'origine fluvio-lacustre, située au centre du territoire et à l'extrême nord, à proximité du lac Titicaca. De 3 940 à 4 800 m, se trouve la zone de piémonts et de montagnes, dont une partie est située au sud du territoire (c'est là qu'on trouve les plus hautes altitudes), l'autre au nord (Carte 13).

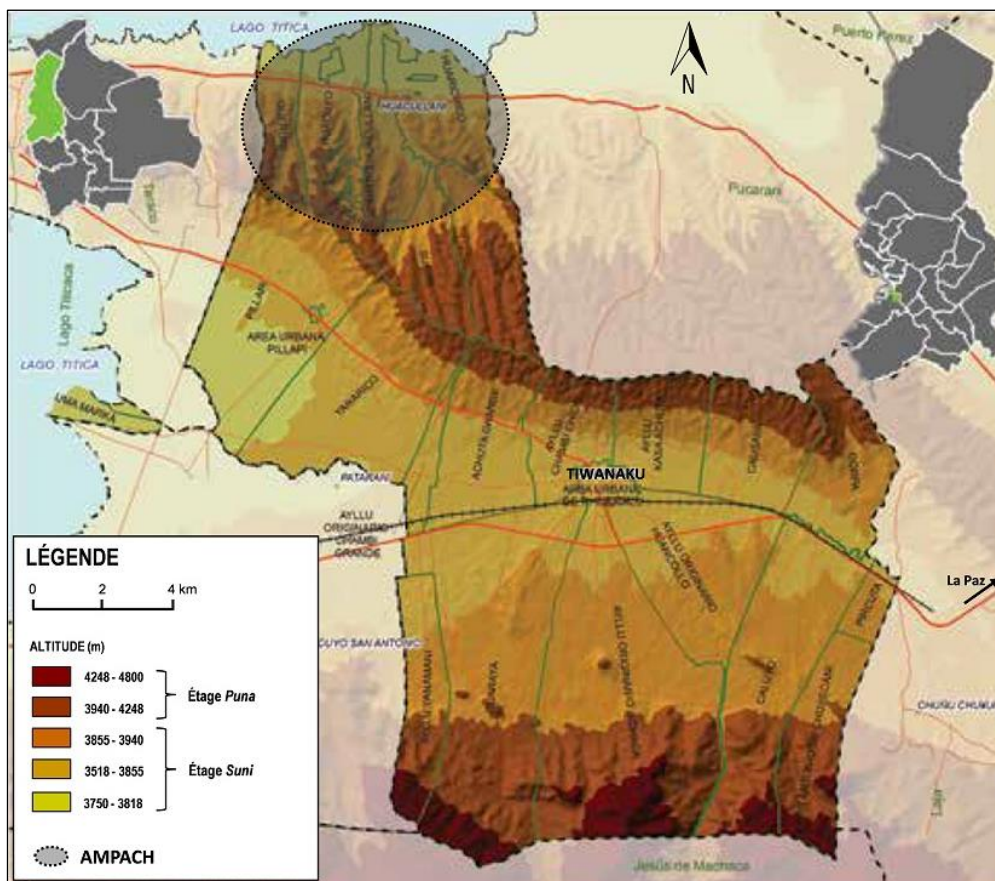
Photo 30 - Paysages de l'altiplano de Tiwanaku dans la zone nord (Huacullani) près du lac Titicaca



Photos : Aurélien Leray, mai 2012. Réalisation du panorama : Claire Heinisch, 2016

Tiwanaku est un territoire très rural et très agricole, dans lequel l'activité agricole est à la fois diversifiée et spécialisée. Elle est diversifiée dans le sens où toutes les familles paysannes ont des systèmes de production de polyculture-(poly)élevage, et destinent une partie de leur production à l'autoconsommation et l'autre partie au marché. Mais elle est aussi spécialisée, dans le sens où Tiwanaku est un territoire tourné vers l'élevage laitier, vers lequel se sont spécialisés un grand nombre de familles paysannes lorsque les conditions agroécologiques, technico-économiques et organisationnelles le permettaient. Sur la surface cultivable (18 300 ha soit 53% de la surface départementale), ce sont ainsi majoritairement des fourrages qui sont cultivés (orge, avoine, luzerne) pour alimenter les troupeaux bovins, mais aussi les ovins et porcins. Les autres cultures sont alimentaires (autoconsommation ou vente), les principales étant une diversité de pommes de terre et autres tubercules andins, la quinoa, l'orge, les fèves, ainsi que les légumes. Les systèmes d'activité sont également diversifiés, la plupart des familles se consacrant pour partie à l'agriculture et pour partie à d'autres activités à l'extérieur de la ferme *via* la migration temporaire. Néanmoins, c'est l'activité d'élevage laitier qui procure les meilleurs revenus économiques aux paysans [Mejillones *et al.*, 2013].

Carte 13 - Relief et étages écologiques à Tiwanaku



Adapté de [Mejillones *et al.*, 2013]

S'il existe une spécialisation laitière à l'échelle du territoire, faisant de Tiwanaku une partie intégrante du bassin laitier de La Paz, on distingue toutefois trois grands types de systèmes de production correspondant à trois grandes zones [Mejillones *et al.*, 2013] (Carte 14). Divers

facteurs ont influencé la différenciation de ces trois grands systèmes : l'accès à la terre (surface, localisation, type de sol, type de propriété individuelle ou collective, part entre surfaces cultivables et prairies naturelles etc.), l'accès à l'eau (4% des surfaces sont irriguées sur le territoire), la disponibilité en main d'œuvre (familiale, mais aussi extérieure en période de pics de travail), la proximité des marchés locaux et départementaux, la demande des villes (proximité de La Paz), et les appuis institutionnels publics et/ou privés.

Sur la première zone, localisée sur les zones de piémont et montagnes au nord du territoire de la municipalité, entre les étages *Suni* et *Puna*, on trouve des systèmes de production très diversifiés sans accès à l'irrigation, majoritairement tournée vers l'autoconsommation. Sur cette zone, 66% de la production est destinée à l'autoconsommation, 13% à la vente (lait et produits laitiers essentiellement) et 18% pour les semences. La deuxième zone, au sud du territoire, est une zone de production de fèves et de légumes irrigués (oignons, carottes et salades essentiellement) destinés à l'autoconsommation et à la vente, intégrés dans des systèmes de production traditionnels andins où l'on produit également des pommes de terre et autres tubercules et des céréales, combiné à l'élevage de petits animaux (ovins, porcs, volailles). Les légumes ont pu être intégrés à ces systèmes de production essentiellement tournés vers l'autoconsommation (systèmes proche des premiers) grâce à la présence de canaux d'irrigation fonctionnels hérités des anciennes haciendas.

Enfin, la troisième zone, qui occupe le reste du territoire, est une zone d'élevage laitier spécialisé tourné vers le marché. L'émergence et le développement de ce système d'élevage laitier paysan spécialisé est une combinaison de trois facteurs, (i) l'héritage ancien des haciendas, (ii) des programmes publics de développement dans les années 1970 tant au niveau de la production (assistance technique, introduction de races et de variétés de fourrages améliorés, crédits pour l'installation d'équipements etc.) que des filières (création de l'entreprise de transformation industrielle PIL à La Paz, qui sera privatisée en 1996 et appartient aujourd'hui au Groupe Gloria Pérou), et (iii) des programmes d'institutions internationales (PAM) et d'ONG qui sont venus consolider ce système. Aujourd'hui, la tendance sur ce territoire est toujours à la spécialisation laitière. En effet, sur ce territoire d'altitude des Andes centrales où le risque de sécheresse et de gelées est important, l'élevage demeure une activité moins risquée que les productions végétales, et cela d'autant plus qu'il procure un revenu régulier et stable à travers la vente à la PIL dont le système de collecte est bien organisé, qui, en outre, paie de mieux en mieux les producteurs. Le prix était en effet très bas en 2001 (1,40 Bs/L) mais il a plus que doublé⁴¹¹ en dix ans (3 Bs/L en 2012, puis 3,20 Bs/L en 2013) [Mejillones *et al.*, 2013]. Par ailleurs, la demande en produits laitiers connaît une croissance accélérée à La Paz. Enfin, depuis la loi de 1994 qui charge les municipalités de fournir un déjeuner scolaire aux élèves, la demande en produits laitiers a également augmenté au niveau local et en milieu rural, ce qui a constitué une opportunité pour les paysans.

⁴¹¹ En monnaie courante. En 2012, année de nos enquêtes, 1 Boliviano était égal à 0,14 USD.

1.2.2. L'émergence d'une relation directe entre Municipalité et paysans : alliances entre paysans, ONG et acteurs publics vers une reconnaissance des paysannes comme actrices du développement local et de la santé des enfants

1.2.2.1. Contexte national : l'intégration progressive des petits producteurs aux achats publics, une opportunité pour les paysans mais des difficultés d'accès qui demeurent

En 1994, la Loi 1551 de décentralisation transfère 20% du budget national aux municipalités et leur donne des compétences propres. En particulier, les municipalités ont désormais pour mission de mettre en place les programmes d'alimentation complémentaire, y compris les déjeuners scolaires [Valdivia, 2012]. La même année, la Loi de réforme éducative demande à chaque municipalité de fournir un déjeuner scolaire aux élèves, de manière autonome et avec le budget qui lui est attribué par l'État. Puis, en 1999, la Loi des municipalités charge ces dernières de l'administration du service d'éducation et de l'administration du déjeuner scolaire. Ces lois relatives au déjeuner scolaire ont pour objectif affiché de lutter contre la malnutrition infantile et la désertion scolaire. Ainsi, ce sont des lois qui ont à la fois un objectif de sécurité alimentaire et un objectif d'éducation, les deux étant liés.

En 2000 a lieu le Second dialogue national, avec une large participation des municipalités, des mouvements sociaux et de la société civile, qui donnera lieu en 2001 à la Loi du dialogue national de lutte contre la pauvreté, au sein de laquelle les petits producteurs obtiennent une grande victoire en étant reconnus légalement. Auparavant, les associations de petits producteurs, organisations à but non lucratifs, n'étaient pas reconnues comme pouvant avoir une activité commerciale. Pour accéder aux achats publics, elles devaient changer de statut pour devenir des « entreprises », processus long et complexe du point de vue administratif, et également très coûteux. Les producteurs négocieront donc la création d'une « carte d'entreprise » leur permettant d'enregistrer leur activité commerciale auprès de leur municipalité, sans devoir changer de statut légal [Mercado, 2014]. Les organisations de producteurs sont ainsi reconnues comme fournisseurs potentiels pour les achats publics. En outre, elles négocieront le droit à bénéficier d'une préférence pour la fourniture d'aliments aux collectivités et à l'État. Cette préférence sera traduite dans une loi ayant pour vocation de lutter contre la pauvreté, reconnaissant ainsi, au moins de manière symbolique, le rôle des paysans en ce sens.

En 2003, la Bolivie connaît une importante crise politique suite à l'arrivée du gouvernement néolibéral de Gonzalo Sánchez de Lozada. Dans un contexte de négociation du traité de libre-échange avec les États-Unis, ce dernier remet en question la Loi du dialogue national et les acquis pour les petits producteurs à travers le décret 27040. Les organisations de producteurs manifesteront largement et durablement contre ce décret et, plus largement, de nombreuses organisations de producteurs, d'indigènes, de travailleurs, de mineurs et de la société civile se mobiliseront contre la signature d'un traité de libre-échange avec les États-Unis. Les manifestations atteignent leur comble en septembre 2003 lorsque le président annonce l'exportation de gaz vers les États-Unis. En octobre 2003, Gonzalo Sánchez de Lozada démissionne et fuit le pays. Il est remplacé par le Vice-président Carlos De Mesa Gisbert qui convoque un Troisième dialogue national auquel les organisations de producteurs participeront

largement. Les échanges donneront lieu à l'annulation du décret 27040, remplacé en janvier 2004 par le décret 27328 intitulé *Compro Boliviano* (« J'achète bolivien ») attestant que les organismes publics doivent favoriser l'achat de produits nationaux et l'achat aux petites et moyennes entreprises et aux organisations de producteurs. Ce décret est par la suite confirmé et renforcé par un autre en 2007, promulgué par Evo Morales récemment arrivé au pouvoir et qui défendait une politique de développement des zones rurales *via* le développement des PME et des OP (OECA et OPE)⁴¹². Ce nouveau décret, outre la préférence nationale et pour les PME et les OP, interdit l'achat de produits issus d'OGM. Il imposera également aux PME et OP souhaitant fournir le déjeuner scolaire de posséder le registre sanitaire du SENASAG (Service national de santé agricole et d'innocuité alimentaire) et d'être reconnues juridiquement [Mercado, 2014].

La nouvelle Constitution, adoptée en 2009, stipule que l'État a obligation de donner préférence aux PME et aux OP, et à la production nationale pour les achats publics. En juin 2009, un nouveau décret relatif aux achats publics est promulgué, montrant une claire intention de favoriser la participation des petits producteurs aux achats publics. Ainsi, dans son article 42, le décret reconnaît officiellement les petits producteurs organisés en micro et petites entreprises, les associations de petits producteurs ruraux et urbains, les OECA et les coopératives comme organisations habilitées pour la fourniture des achats publics. En outre, dans ses articles 29 à 31, il assigne aux producteurs organisés et aux micros et petites entreprises une préférence jusqu'à 30% supérieure aux autres fournisseurs potentiels. Enfin, l'article 80 stipule que les aliments destinés au déjeuner scolaire et aux programmes de nutrition doivent être élaborés à partir de matières premières d'origine nationale et non OGM, et que le déjeuner scolaire devra incorporer des céréales typiques du pays comme le soja, le maïs, la quinoa, l'amarante etc. Enfin, en juin 2011, la Loi 144 de révolution productive communautaire agricole consolide la participation effective des petits producteurs au déjeuner scolaire, en stipulant que les achats pour le déjeuner scolaire doivent d'effectuer à partir de produits nationaux, sains et culturellement appropriés, et que les communautés paysannes indigènes, interculturelles et afro-boliviennes doivent être prioritaires en tant que fournisseurs pour le déjeuner scolaire [Valdivia, 2012].

Ainsi, l'évolution du cadre légal, à laquelle ont largement participé les organisations paysannes, reconnaît le rôle de paysans dans la fourniture d'aliments de qualité aux élèves, et semble leur favoriser l'accès aux achats publics. Toutefois, dans la pratique, l'accès au marché public du déjeuner scolaire se révèle parsemé d'obstacles pour la plupart des organisations de producteurs, si bien qu'en 2012, la part des organisations de producteurs dans les contrats de déjeuner scolaire ne représentaient que 3% en nombre et 1,7% en montant. Il existe notamment de nombreux obstacles administratifs pour les petits producteurs. Par exemple, ils ont l'obligation de répondre aux mêmes normes sanitaires qu'une grande entreprise agroalimentaire à travers l'obtention du registre sanitaire du SENASAG. Pour les petits producteurs qui proposent des produits transformés de manière artisanale dans de petits ateliers dotés d'équipements sobres ou incomplets, et parfois même sans même un atelier de transformation, c'est un obstacle difficilement franchissable. En outre, l'obtention du registre

⁴¹² Organisations Économiques Paysannes, Indigènes et Originaires de Bolivie et Organisations de Producteurs Écologiques (voir chapitre 1).

sanitaire est une procédure longue, si bien qu'elle peut survenir au-delà de la date de début du contrat annuel entre l'organisation de producteurs et la municipalité, ce qui rend les deux parties réticentes à la signature de contrats d'approvisionnement du déjeuner scolaire. Par ailleurs, la reconnaissance juridique de leur structure, que ce soit en tant que micro-entreprise ou en tant qu'organisation de producteurs, est une démarche administrative lourde pour des producteurs résidant loin des villes, qui parfois ne parlent pas espagnol ou ne le maîtrisent qu'oralement, et ne possèdent pas les compétences administratives suffisantes. Enfin, de manière plus générale, malgré des textes de lois qui favorisent les petits producteurs dans les achats publics, il n'existe aucune information, aucun suivi et aucune incitation pour que ces textes soient appliqués, et cela d'autant plus que la fourniture de déjeuner scolaire n'est pas une obligation pour les municipalités. En outre, il n'y a pas non plus de programmes d'appui aux petits producteurs pour leur faciliter l'accès (technique, administratif, organisationnel etc.) à ces marchés [Börth & Elías Argandoña, 2014]. En d'autres termes, la loi existe, mais rien n'est mis en place pour permettre sa mise en œuvre, ni pour les municipalités, ni pour les producteurs.

Toutefois, lorsque se conjuguent volonté politique de la Municipalité, organisation d'associations de producteurs et appui institutionnel, il est possible de mettre en place un approvisionnement du déjeuner scolaire durable à partir de produits issus de paysans locaux. C'est ainsi que depuis 2010, grâce à la volonté politique des maires successifs, suite à l'action de plusieurs ONG sur le territoire, quatre organisations de paysans locaux fournissent près de 65% du déjeuner scolaire aux 2100 élèves de la municipalité de Tiwanaku. Une de ces quatre organisations, l'AMPACH (Association de femmes productrices aymaras du canton de Huacullani), fournit la ration liquide (yaourts et produits laitiers) depuis 2009 et la ration solide depuis 2012 (céréales et dérivés de céréales) aux 600 élèves d'un des cinq centres scolaires de la municipalité.

1.2.2.2. Présentation générale de l'étude de cas

L'AMPACH, est une association d'une trentaine de paysannes appartenant à cinq communautés de l'ex-canton de Huacullani, c'est-à-dire de l'actuelle sous-centrale nord de la municipalité de Tiwanaku. Du point de vue des systèmes de production, il s'agit d'un secteur où l'on trouve les systèmes de type 1 et 3, qui sont très liés à l'altitude (Carte 13 & Carte 14). Dans les deux cas, les familles paysannes pratiquent l'élevage laitier, soit dans un système principalement vers l'autoconsommation (type 1) mais où une grande partie de la production de lait est destinée au marché, soit dans un système qui tend à se spécialiser vers l'élevage laitier orienté vers le marché (type 3).

L'AMPACH, créée en 2009, est le résultat de la rencontre entre des paysannes du secteur de Huacullani qui souhaitent créer leur propre projet productif, et de deux organisations qui les ont accompagnées dans ce projet, une ONG internationale (ACF, Action Contre la Faim) et une organisation indigène féministe bolivienne (OMAK, organisation des femmes aymaras du Kollasuyu). Le développement d'un projet productif propre par les paysannes de Huacullani était une réponse à un objectif d'autonomisation, à la fois économique et sociale. Du point de vue économique, il s'agissait de s'affranchir des industries laitières qui collectent le lait dans le bassin de La Paz (PIL, Delizia) en transformant leur lait en yaourts pour lui donner une valeur

ajoutée et le commercialiser elles-mêmes. Du point de vue social, il s'agissait d'être autonomes financièrement vis-à-vis de leurs maris, et plus généralement de s'extraire du système patriarcal très présent dans les communautés et dans les constructions sociales aymaras. La création de l'AMPACH a été accompagnée par l'OMAK et par Action Contre la Faim, grâce à un financement de la coopération espagnole (AECID⁴¹³) qui appuyait des projets de développement des capacités des femmes rurales. Ces deux organisations ont apporté à l'AMPACH un appui organisationnel (création de l'organisation), technique (formation à la fabrication de yaourts par un technicien de l'OMAK) et logistique (fourniture du matériel de transformation (cuisinière et marmites, Photo 31) et aide pour trouver un local, loué par l'AMPACH).

Photo 31 - Matériel de l'AMPACH pour la transformation de yaourts



Au départ, l'AMPACH a eu des difficultés pour trouver un marché pour ses produits, jusqu'à ce que la Municipalité de Tiwanaku s'intéresse à l'association. À Tiwanaku, le déjeuner scolaire s'est mis en place de manière systématique en 2007, sous le mandat de la maire Eulogia Quispe. Au départ, c'est l'ONG Intervida qui s'occupait de la fourniture du déjeuner scolaire. Suite à des problèmes financiers d'Intervida, la Municipalité se retrouvera sans partenaire. Elle nouera donc des liens avec l'ONG bolivienne Cuna, qui intervenait déjà depuis le début des années 2000 auprès de plusieurs municipalités du secteur pour l'alimentation complémentaire scolaire dans un objectif initial de lutte contre la malnutrition infantile. Dès le début de leur partenariat, Cuna et la maire de Tiwanaku voient l'opportunité de combiner des objectifs nutritionnels et éducatifs avec des objectifs de développement économique local. Sur un territoire spécialisé dans l'élevage laitier, il leur apparaissait en effet pertinent que ce soient les paysans locaux (associations de producteurs ou petites et micro-entreprises) plutôt que les industries laitières qui fournissent la ration liquide⁴¹⁴ du déjeuner scolaire. Aussi, la Municipalité de Tiwanaku en partenariat avec l'ONG Cuna, se mettra en relation en 2010 avec quatre associations et micro-entreprises paysannes du territoire déjà organisées et en capacité de fournir la ration liquide du

⁴¹³ Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement

⁴¹⁴ Le déjeuner scolaire consiste en une ration liquide à base de produits laitiers (lait ou yaourt ou jus de quinoa) et une ration solide à base de pain ou de biscuits.

déjeuner scolaire. En 2012, au moment de nos enquêtes, soit deux ans après les premiers contrats avec les organisations paysannes, le budget alloué au déjeuner scolaire représentait 6% (550 427 Bs) du budget annuel de la Municipalité de Tiwanaku. De ces 6%, 64% étaient destinés aux organisations locales de producteurs.

L'AMPACH se verra ainsi chargée dès 2010 de l'approvisionnement des écoles de son territoire, c'est-à-dire celles du centre scolaire de Huacullani, soit 600 élèves. L'ONG Cuna viendra renforcer l'accompagnement de l'AMPACH déjà réalisé par l'OMAK, grâce à l'appui technique régulier d'un technicien sur le terrain, et apportera également un appui administratif et organisationnel à l'AMPACH dans le processus de contractualisation avec la Municipalité, en l'aidant notamment à obtenir son statut légal ainsi que le registre sanitaire du SENASAG, deux requis essentiels pour fournir le déjeuner scolaire. La relation entre la Municipalité et l'AMPACH, dans laquelle la volonté politique de la maire a été déterminante, survivra au changement de mandat en 2011. En effet, rappelons que la gestion du territoire est réalisée de manière conjointe entre la Municipalité, entité administrative, et le CACOT, entité originaire et de participation citoyenne qui représente les communautés du territoire. Ce dernier est favorable à la contractualisation de la Municipalité avec des organisations paysannes locales, qui est bénéfique pour les paysans de ces organisations mais aussi pour les communautés et pour le territoire en général. Il exerce ainsi une forte pression sociale sur la Municipalité pour que ces contrats soient maintenus et développés. L'aval des autorités originaires n'aura toutefois par été immédiat, pour des raisons que nous exposerons dans l'analyse transversale.

Les années 2011-2012 marquent une nouvelle étape pour l'AMPACH. L'association va bénéficier d'un nouveau projet mis en œuvre par l'ONG Cuna et financé par l'Union Européenne *via* le Programme Alimentaire Mondial (PAM), à savoir la construction d'une unité de transformation de pain et autres dérivés de céréales. Les paysannes de l'AMPACH seront en mesure de cofinancer la construction de cette boulangerie grâce aux bénéfices réalisés par l'association dans la vente de yaourts et jus de quinoa à la Municipalité pour la ration liquide du déjeuner scolaire du centre scolaire de Huacullani. Jusqu'à l'achèvement des travaux de construction, qui seront marqués par l'inauguration officielle de la boulangerie en mai 2012 (Photo 32), les paysannes de l'AMPACH bénéficieront de formations à la transformation boulangère *via* le projet porté par le PAM et l'ONG Cuna, venant s'ajouter à l'appui organisationnel régulier que continue de leur apporter l'OMAK depuis la création de la structure. Au moment de la réalisation de nos enquêtes, la boulangerie permettait aux paysannes de l'AMPACH de produire chaque jours 3500 petits pains diversifiés, élaborés à partir de mélanges de farine de blé (achetée à l'extérieur) et de farines issues de grains andins (quinoa, fève, orge, amarante etc.) provenant des fermes des membres de l'AMPACH et des fermes voisines dans leurs communautés.

La construction de cette boulangerie permettra à l'AMPACH de franchir un nouveau cap dans sa relation avec la Municipalité de Tiwanaku. Ainsi, en 2012, en plus de la ration liquide, l'AMPACH devient aussi fournisseur de la ration solide du déjeuner scolaire qui était jusque-là assurée par une entreprise agroalimentaire, La Española. Aujourd'hui, le déjeuner scolaire n'absorbe pas l'intégralité de la production de l'AMPACH, qui recherche donc d'autres marchés. L'accès à d'autres marchés pourra être facilité par le statut juridique et le registre SENASAG,

obligatoires pour accéder aux marchés publics. L'AMPACH souhaite en effet se développer, afin que l'organisation bénéficie non seulement à ses membres, mais aussi au maximum de familles paysannes du territoire pouvant fournir les matières premières (lait et céréales).

Photo 32 - Inauguration officielle de la boulangerie de l'AMPACH le 21 mai 2012 en présence des autorités municipales et indigènes, du PAM, de l'OMAK et de l'ONG Cuna



Finalement, on pourra conclure que le cas de la relation entre l'AMPACH et la Municipalité de Tiwanaku fait figure d'exception, au regard du contexte dans lequel il émerge. En effet, nous avons vu qu'en Bolivie, malgré cadre légal favorable, rien n'est mis en œuvre par les pouvoirs publics pour suivre, évaluer et accompagner et coordonner la réalisation effective, durable et à large échelle d'un approvisionnement du déjeuner scolaire auprès de paysans locaux. En outre, les organisations paysannes représentent à peine plus de 3% des contrats d'approvisionnement du déjeuner scolaire à l'échelle nationale. La relation entre l'AMPACH et la Municipalité de Tiwanaku constitue toutefois un cas intéressant à deux niveaux.

En premier lieu, ce cas révèle les facteurs nécessaires pour établir durablement un système d'approvisionnement du déjeuner scolaire par des paysans locaux. Par ailleurs, il interroge sur la reproductibilité d'un tel dispositif à plus large échelle. La volonté politique des deux maires successifs a été décisive dans la mise en place du dispositif. Sur le long terme, l'acceptabilité sociale du dispositif par les citoyens (autorités indigènes rassemblées au sein du CACOT, mais

aussi les associations de parents d'élèves) a été déterminante pour le pérenniser. En effet, en Bolivie et sur les territoires indigènes en particulier, les dispositifs dits « de contrôle social » ont suffisamment de pouvoir pour faire pression sur les municipalités. Un autre facteur de réussite a été l'accompagnement technique, organisationnel, logistique, administratif et financier, des producteurs et des services municipaux. À Tiwanaku, cet accompagnement a été réalisé par des ONG, implantées sur un territoire facile d'accès et situé à proximité de La Paz. Or, cet accompagnement a mobilisé d'importantes ressources financières et humaines, difficilement reproductibles sur l'ensemble des municipalités et pour toutes les organisations paysannes, *a fortiori* pour les territoires qui ne bénéficient pas d'une telle proximité géographique avec une grande ville, et dans un contexte de diminution des fonds de la coopération internationale. Par ailleurs, la seule volonté politique des autorités municipales, même fortement influencées par la société civile, ne saurait être la seule garante de l'émergence et de la pérennisation d'un dispositif d'achat public de produits paysans locaux. Au contraire, cela rend ces dispositifs très vulnérables aux changements de mandats. La reproductibilité à large échelle des dispositifs comme celui de Tiwanaku nécessite donc que soient mis en place par les pouvoirs publics, depuis l'échelle nationale jusqu'aux échelles locales, des mesures et des programmes spécifiques. Ceux-ci devraient permettre de suivre, accompagner, évaluer, coordonner, d'une part, l'engagement effectif des municipalités en faveur d'un approvisionnement local du déjeuner scolaire qui bénéficie aux paysans locaux, et, d'autre part, l'insertion durable des paysans dans ces dispositifs d'achats publics locaux.

Le second intérêt de l'analyse du dispositif de Tiwanaku est celui de son expression d'une reconnaissance non seulement par les pouvoirs publics et par la société civile locale (via le CACOT, mais aussi les associations de parents d'élèves) du rôle des paysans, mais aussi par les hommes du rôle des femmes, dans le développement local et dans l'alimentation de qualité pour les enfants et dans l'éducation de ces derniers. Nous développerons ce point dans les paragraphes qui suivent dans l'analyse comparée de nos études de cas.

2. CIALP ET RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES : MÉCANISMES, LEVIERS ET EFFETS À DE MULTIPLES ÉCHELLES

Comme nous l'avons vu précédemment, dans les circuits de commercialisation conventionnels, les paysans ont un pouvoir de négociation très faible. Ils sont parfois même confrontés à des violences verbales, voire physiques, de la part des intermédiaires qui opèrent sur les marchés de gros et sur les marchés urbains traditionnels. Par conséquent, « *se libérer de* » ou « *échapper* » à « *l'intermédiaire* » et à ses « *mauvais traitements* » est souvent l'objectif prioritaire pour les paysans et/ou ceux qui les accompagnent. La création de dispositifs de CIALP n'est donc pas seulement destinée à la réappropriation de la valeur ajoutée par les paysans, mais à s'affranchir des asymétries, voire des relations de subordination qui règnent sur les marchés conventionnels. Au sein des CIALP, se jouent alors la revalorisation économique des produits, l'autonomisation vis-à-vis des intermédiaires conventionnels, et d'autres dimensions plus symboliques de la reconnaissance.

2.1. *Quand les CIALP favorisent, reconnaissent et consolident des systèmes d'activité paysans plus durables : profils et trajectoires de paysans en CIALP*

Les CIALP, et c'est encore plus vrai pour les dispositifs de vente directe (marchés paysans, systèmes de paniers), permettent de valoriser les faibles volumes d'une production diversifiée et de qualité (chapitre 4). En ce sens, ils valorisent les systèmes paysans, que les marchés urbains conventionnels ont plutôt tendance à déstructurer. En effet, ces derniers valorisent plutôt les gros volumes de produits standardisés, incitant certains paysans à « *produire pour le marché* » c'est-à-dire à dédier leurs surfaces à très peu de productions, voire parfois à une seule, et souvent à utiliser des intrants chimiques pour assurer la production, pratique relativement répandue sur le terrain équatorien.

[A Utopía] *ils nous donnent la possibilité de **vendre bien un peu de tout**, alors qu'à l'intermédiaire on ne peut vendre **qu'un seul produit en grandes quantités pour presque rien** » (Une paysanne d'Utopía).*

Certains paysans qui ont de très faibles surfaces se retrouvent ainsi à devoir semer leur unique parcelle avec un seul produit afin d'être en mesure d'approvisionner le marché en quantité suffisante, avec tous les risques économiques, sanitaires et environnementaux que suppose la monoculture. Chez les paysans minifundistes, cette stratégie de « *produire pour le marché* », qu'il s'agisse de monoculture ou d'élevage spécialisé, non pérenne économiquement, a conduit de nombreux membres de familles paysannes – voire, pour certaines d'entre elles, tous les membres – à devoir migrer, de manière temporaire (pendulaire ou saisonnière) ou définitive (abandon de l'activité agricole).

A l'inverse, les CIALP, et les dispositifs de vente directe en particulier, valorisent souvent les systèmes paysans diversifiés. Les paysans trouvent sur ces marchés un moyen de vendre aux consommateurs les faibles volumes d'une production diversifiée, et, en retour, sont encouragés par les consommateurs non seulement à diversifier encore plus, mais aussi à améliorer leurs pratiques. En effet, ces derniers souhaitent trouver une diversité de produits au même endroit, mais sont aussi de plus en plus inquiets des dommages potentiels des produits phytosanitaires sur leur santé. Ils sont également de plus en plus attentifs aux caractéristiques nutritionnelles des produits et, pour certains, comme nous l'avons vu dans le cas d'Utopía, sont sensibles à des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.

Cette double transition de certaines familles paysanne vers une production plus diversifiée et plus écologique, et vers la vente directe au consommateur est un facteur de valorisation et de pérennisation des systèmes d'activité paysans. Ainsi, en Équateur, certaines familles paysannes sont des minifundistes semi-prolétaires qui avaient abandonné les systèmes de production traditionnels pratiqués par leurs parents ou grands-parents (profil (2)), pour produire en quantité et en faible diversité « *en fonction du marché* » (profil (1)) et dont un ou plusieurs membres migraient. Accompagnées ou non par des ONG et/ou plus récemment par des pouvoirs publics, elles ont fait par la suite le choix de la production agroécologique diversifiée et de la commercialisation *via* des CIALP (trajectoire de type (2)⇒(1)⇒(6)). Elles ont ainsi retrouvé un sens économique et social à leur activité, et ont vu leurs membres revenir de migration pour se consacrer de nouveau à la production agricole (Encadré 42). Ces retours de migration traduisent la volonté de « *vivre à la campagne* » (i.e. plutôt qu'en ville). Ils représentent ce que certains

auteurs nomment la persistance de l'identité paysanne et sont l'expression du fait que les projets de vie de nombreux paysans demeurent liés à la terre et à l'agriculture. La migration, surtout pour des activités « non qualifiées » (ouvrier non qualifié dans l'industrie ou dans l'agriculture, vendeur ambulant etc.) a ainsi très souvent pour objectif premier de consolider l'appartenance à la paysannerie [Cliche, 1995 ; Korovkin, 2002] (chapitre 1). Si l'activité paysanne est de nouveau viable économiquement et socialement, la migration n'a alors plus de sens.

Dans certains cas, la possibilité de valorisation des produits *via* des dispositifs de CIALP conduit certaines familles, qui avaient abandonné leurs terres et l'activité agricole, à tenter l'expérience de remettre leurs terres en production. Par exemple, la création de la feria citoyenne Yaruquíes en 2012, dans le quartier de Riobamba du même nom, est vectrice de retour à la terre partiel pour certains habitants de ce quartier périurbain. Ce dernier est une ancienne paroisse rurale, qui a été rattachée à la ville de Riobamba en 1965. Plusieurs habitants de Yaruquíes ont une activité agricole, mais il y a également sur la zone de nombreuses terres laissées en friche par leurs propriétaires qui ont abandonné l'activité agricole, non rentable, et qui ont un travail en ville à Riobamba. Le président du conseil paroissial de Yaruquíes et qui, avec d'autres habitants du quartier, a été moteur dans la création de ce marché, raconte :

*« J'ai un petit terrain qui n'a pas produit depuis des années, parce que **ma famille a abandonné l'agriculture**. Maintenant j'ai envie d'en **profiter pour créer un jardin pour produire des légumes qu'on pourra vendre sur cette feria**. En fait à Yaruquíes, comme vous voyez, **il y a beaucoup de parcelles abandonnées**. Mais aujourd'hui, **ce marché, c'est une vraie opportunité pour que les gens commencent à produire de nouveau** »*

L'activité agricole est d'autant plus reconnue et revalorisée par les paysans qu'elle leur permet de contribuer à leur sécurité et souveraineté alimentaire. De nombreux paysans soulignent que, désormais, ils n'ont besoin d'acheter à l'extérieur uniquement l'huile, le sel, le sucre et le riz alors qu'auparavant tout ou très grande partie de l'alimentation était achetée à l'extérieur. En outre, le surplus est vendu à des prix suffisamment rémunérateurs pour que les revenus issus de la vente soient consacrés à d'autres postes que l'alimentation, en particulier l'éducation des enfants et la santé, ou le logement. En outre, avoir un revenu suffisant leur permet d'investir dans l'activité agricole (achats de terres supplémentaires, matériel) directement ou *via* l'obtention d'un crédit, permettant ainsi de consolider d'autant plus le système d'activité paysan.

Encadré 42 - De la production en monoculture pour les marchés conventionnels combinée à la migration, vers la production diversifiée et agroécologique en vente directe
(trajectoire de type **(2)** ⇒ **(1)** ⇒ **(6)**)

Dans la province de Chimborazo, plusieurs familles paysannes minifundistes, qui vendent aujourd'hui leurs produits sur la feria Macají et/ou à Utopía, avaient abandonné les systèmes de production traditionnels pratiqués par leurs parents (profil **(2)**) pour produire en quantité et en faible diversité uniquement « *en fonction du marché* » (profil **(1)**) et devaient souvent migrer pour obtenir un complément de revenu à l'extérieur, l'activité paysanne n'étant pas suffisamment rentable. À un moment de leur trajectoire, ces paysans sont passés à la production agroécologique diversifiée (profil **(6)**). Certains y sont passés seuls (suite à l'échec économique de la production conventionnelle, par conviction, ou suite à une intoxication aux produits phytosanitaires...). D'autres, les plus nombreux, ont été

accompagnés par des ONG et/ou plus récemment des pouvoirs publics. Seuls ou accompagnés, ils ont eu la possibilité d'accéder à un ou plusieurs dispositifs de CIALP et de s'affranchir tout ou partie des marchés urbains conventionnels et de leurs intermédiaires, ce qui a redonné du sens à l'activité paysanne, et conduit à des retours durables de migration.

Dans le canton de Penipe, la famille de **Lourdes***, de la communauté de San Antonio de Bayushig, pratiquait auparavant la monoculture de chou pour le marché de gros sur leur terrain d'un hectare. Grâce à plusieurs projets de développement de l'élevage dans la zone, certains portés par des ONG internationales, d'autres par le Gouvernement Provincial, Lourdes* et sa famille ont pu investir dans deux petites activités d'élevage (porcin et bovin laitier avec transformation fermière) dans les années 2000. Plus tard, en 2010, un projet de jardins familiaux agroécologiques porté par le MIES a permis de diversifier largement la production de la ferme (fruits et légumes, céréales, petits élevages de poules et cochons d'inde). En quelques années, la ferme de la famille de Lourdes* est passée de la monoculture de chou à une petite ferme agroécologique en polyculture-polyélevage. Grâce au MIES, Lourdes* a eu connaissance de l'existence de la feria Macají et du panier Utopía. Ainsi, depuis 2010 elle vend ses produits et ceux de deux voisines à la feria Utopía, mais aussi à la feria Macají, pour laquelle elle confie ses produits à une amie d'une communauté voisine.

Dans le canton de Guamote, **Oscar*** et sa famille, de la communauté Cumanda el Molino, se sont spécialisés dans l'élevage bovin laitier sur un peu plus d'un demi-hectare, suite au rachat d'une partie des terres (40 ha) de l'ancienne hacienda « El Molino » par une soixantaine de familles de la communauté. L'activité n'étant pas rentable, Oscar* migre à Quito pour obtenir un revenu complémentaire pour lui et sa famille (parents, épouse et enfants). La vie en ville, où il partage un petit appartement avec quatre autres personnes, ne lui plaît pas, d'autant plus qu'il n'arrivait pas à obtenir un revenu suffisant. Il rentre donc chez lui à Guamote pour essayer de vivre de l'activité agricole. Grâce à un ami d'une ONG allemande, Hanz, qui travaille avec l'ONG locale ERPE (chapitre 4), Oscar* est embauché pendant quelques mois comme salarié agricole sur la ferme agroécologique d'ERPE, où il acquiert de nouvelles compétences agricoles. Convaincus par la « *manière de produire de [ses] ancêtres* » c'est-à-dire « *simplement des techniques ancestrales qui permettent d'avoir des produits sains, naturels, de qualité [...] grâce à un équilibre entre la plante, le sol, et l'humain* », sa famille et lui diversifient peu à peu leurs productions, dans l'objectif d'être autosuffisants. Ils tentent de vendre les surplus à des commerçants du marché de Guamote, mais ces derniers paient trop peu, et refusent certains produits en trop petite quantité. Oscar* tente alors de ne semer que deux produits (carottes et pommes de terre). Tout est vendu au marché de Guamote, mais c'est un échec économique pour la famille, qui n'est plus autosuffisante, et doit acheter son alimentation à l'extérieur. C'est alors que Hanz, qui travaille aussi avec l'ONG nationale FEPP, présente Oscar* en 2008 au responsable de la boutique *Camari* – réseau de boutiques de produits paysans du FEPP (chapitre 4) – de Riobamba. Trois ans plus tard, Oscar* fait la connaissance de Roberto Gortaire à un atelier de formation organisé par l'ONG locale ACT (chapitre 4), dont il a eu l'information *via* la radio locale, et Roberto l'invite à faire partie des producteurs d'Utopía. Aujourd'hui, Oscar* produit plus d'une trentaine d'espèces végétales sur un demi-hectare, ainsi que du miel, du lait, et des truites. Sa famille est autosuffisante en nourriture, quant aux surplus, 70% est vendu à *Camari*, 5% à Utopía, et le reste sur le marché indigène de Guamote.



Ferme agroécologique d'Oscar* dans le canton de Guamote

C'est aussi dans le canton de Guamote, dans la paroisse de Cebadas, que l'on retrouve les familles paysannes membres de la COPAC (Corporation des producteurs agroécologiques de Cebadas). Celles-ci ont été accompagnées dans les années 2000 par la fondation locale Chuquirahua dans la transition agroécologique *via* ses programmes de « fermes agroécologiques intégrées », ainsi que dans l'échange solidaire de produits (troc, circuits alternatifs de commercialisation). En 2008, la COPAC a été membre fondateur de la feria Macají (chapitre 4). Avant d'initier les projets avec la fondation Chuquirahua certains paysans de la COPAC étaient déjà convaincus par la production « *saine et propre* », à l'instar de **Miguel***, paysan agroécologique de la première heure. Il a été l'un des premiers leaders de la COPAC, un des moteurs du Collectif pour la Vie (2006-2008) et des débuts de la feria Macají (2008-2010). Il a également représenté la COPAC dans les forums organisés localement par le MESSE au moment de l'élaboration de la Loi d'économie populaire et solidaire (2010-2011). Mais d'autres familles de la COPAC, accompagnées par Chuquirahua, se sont engagées dans une véritable transition agroécologique. C'est le cas de la famille de **Gimena***, de la communauté de Cecel Airon, qui utilisait des produits phytosanitaires pour produire essentiellement des pommes de terre et du maïs pour les marchés conventionnels urbains sur leur parcelle de moins d'un demi-hectare. Aujourd'hui, Gimena* et sa famille produisent une grande diversité d'espèces et variétés végétales (légumes, fruits, légumineuses, céréales, pommes de terre, plantes médicinales et aromatiques) et élèvent plusieurs espèces animales (porcs, vaches, poules, cochons d'inde). Les produits sont vendus sur la feria Macají et à Utopía de manière organisée, avec un groupe d'une dizaine de familles de la COPAC, que Gimena* coordonne. Enfin, chez d'autres paysans, la transition agroécologique s'est opérée suite à une prise de conscience de la nocivité des produits chimiques utilisés en agriculture. C'est ainsi que **Javier***, paysan de la communauté d'Illbug Kurikinga, ancien président et secrétaire de la COPAC, a décidé de se convertir à l'agroécologie à la suite d'une intoxication aux produits chimiques dont il s'est sorti in extremis.



Maison et parcelle agroécologique de la famille de Gimena* (COPAC)



Paysannes de la COPAC sur la feria Macají

Enfin, dans les cantons de Guamote et Colta, vivent les familles paysannes liées à la fondation CEDEIN (chapitre 4). Sous l'impulsion et grâce aux financements d'ONG internationales, cette petite fondation locale accompagne depuis la fin des années 1990 plusieurs dizaines de familles paysannes dans la production agroécologique et la commercialisation alternative. L'histoire est très similaire à celle des paysans de la COPAC. En effet, avant l'arrivée de CEDEIN, de nombreuses familles paysannes produisaient « *pour le marché* », comme le raconte **Diego***, paysan de la communauté San Martín du canton Colta, également technicien de CEDEIN :

« Le truc c'est que, avant, quand on n'avait pas encore formulé notre proposition [i.e. l'agroécologie], les gens avaient toujours des monocultures. En fait on travaillait tout le temps en pensant au marché. Quand la fève était bien sur le marché... tout le monde semait des fèves. Quand la quinoa était bien sur le marché... on semait tous de la quinoa. [...] Parce que, aussi, avec la monoculture il y a toujours ce problème de maladies et de ravageurs, on risque de tout perdre, et donc en plus ça veut dire qu'il faut traiter. Et puis aussi, avec la monoculture, il y a toujours ce problème de baisse des prix, à cause de la saturation du marché. »

Certains des membres de ces familles paysannes étaient donc contraints de migrer. C'était le cas de la famille de **Marcela* et Pablo***, de la communauté de Cunanbay, créée sur le territoire d'une ancienne hacienda. Auparavant, sur leur cinq petites parcelles, qui totalisaient à peine un hectare, ils produisaient « *peu de produits différents mais en grande quantité* » pour le marché de gros (carottes, oignons, pommes de terre) et achetaient toute l'alimentation de la famille (eux et leur six enfants) à l'extérieur. À l'époque, pour compléter le revenu de la famille, Pablo* devait migrer une grande partie de l'année, à Quito, où il travaillait comme manutentionnaire, et sur la Costa, où il travaillait dans les plantations. Aujourd'hui, grâce à l'accompagnement de CEDEIN, Marcela* et Pablo* produisent une grande diversité d'espèces et variétés végétales (légumes, céréales, légumineuses, pommes de terre et autres tubercules andins, plantes médicinales et aromatiques) et élèvent plusieurs espèces animales (ovins, bovins, lapins et cochons d'inde). Ils sont autosuffisants, et, à l'instar des autres familles accompagnées par CEDEIN, le surplus est vendu sur la feria Macají (dont Marcela* a été membre du bureau), sur la feria agroécologique de Cajabamba des producteurs de CEDEIN, et parfois à Utopía. Ils sont désormais indépendants des marchés urbains conventionnels. Pablo* ne migre plus ni à Quito, ni sur la Costa. Il est revenu travailler sur la ferme, activité qu'il combine avec une activité occasionnelle de maçon dans la ville proche de Cajabamba. Des six enfants de Marcela* et Pablo*, les quatre plus âgés travaillent à Quito, et le plus jeune est au lycée et vit encore sur la ferme, où il aide ses parents pour la production et sur les marchés. Marcela* et Pablo* ont suffisamment de revenus pour payer les études et le logement d'un de leurs fils, étudiant à la ESPOCH à Riobamba. En outre, ils ont pu acheter des terres supplémentaires, et, au moment de nos entretiens, prévoient d'acheter encore une parcelle, pour atteindre environ deux hectares.



Maison (à gauche) et une des parcelles (à droite) de Marcela* et Pablo*, dans le canton de Colta

Dans le canton de Colta, **Manuel*** est un paysan qui s'est rapproché de CEDEIN après avoir rejoint la feria Macají. Il vivait avec sa mère dans une communauté proche de Cajabamba, n'était pas intéressé par l'agriculture, et a préféré migrer à Quito, où il travaillait comme ouvrier dans une marbrerie. Suite à un grave accident de travail qui l'empêche de continuer son activité, il rentre chez lui et se remet à l'agriculture. Il démarre, comme beaucoup de paysans de sa communauté, en « *produisant pour le marché* ». Sur une grande partie de ses deux hectares, il produit des carottes et des salades avec des intrants chimiques, vendues aux intermédiaires du marché de gros. L'échec économique de cette stratégie l'a poussé à produire « *de manière agroécologique* », et il a souffert de l'absence de reconnaissance de la qualité de ses produits par les intermédiaires des marchés conventionnels :

« La première année, ça a plutôt bien marché, mais l'année suivante, j'ai tout perdu, ce qui m'a complètement démotivé de la production conventionnelle. J'ai donc commencé à produire de manière agroécologique, c'est-à-dire sans produits chimiques. Mes productions principales restaient les carottes et les salades. À l'époque, je vendais encore sur le marché de gros... mais en fait je souffrais beaucoup parce que les intermédiaires ne me donnaient aucune reconnaissance pour mes produits, alors qu'ils étaient sains et de très bonne qualité. »

Un jour, Manuel* entend parler à la radio de la feria Macají, qui venait juste de se créer et lançait un appel à participants. Il décide d'y aller avec « *un produit original qu'il n'y avait pas sur ce marché* » : la quinoa. En effet, outre ses productions destinées au marché de gros, Manuel* avait conservé, avec l'aide de sa mère, plusieurs petites productions paysannes traditionnelles animales (vaches, porcs, cochons d'inde) et végétales (céréales andines, quinoa, légumineuses, pommes de terre et autres tubercules andins) destinées à l'autoconsommation. Manuel* est intégré à la feria Macají dès l'assemblée générale suivante, comme producteur de grains andins. Venu seul à la feria, et habitant dans une communauté proche de Cajabamba, il se joint au groupe des paysans de CEDEIN. Cela lui permet de bénéficier de l'appui de l'ONG, d'accéder à la feria agroécologique de CEDEIN à Cajabamba. En outre, il profite de la prestation de service de mouture fournie par CEDEIN, et vend également des farines de grains et tubercules andins. Aujourd'hui, Manuel* est une des figures de la feria Macají, reconnu pour la qualité de ses produits, mais aussi pour ses conseils en matière de santé, nutrition et cuisine. En effet, si Manuel* avait déjà quelques connaissances sur les propriétés des grains et tubercules andins, c'est au contact du consommateur qu'il déclare s'être « *passionné* » par ça. Il s'est ainsi formé (livres, échanges avec les « anciens ») aux vertus sanitaires et nutritionnelles des grains et tubercules andins, et a imaginé et testé des recettes afin de prodiguer des conseils aux consommateurs. Il a également diversifié son système en augmentant progressivement le nombre d'espèces et variétés cultivées sur sa ferme. Manuel* se sent désormais « *beaucoup plus heureux et reconnu qu'avant* », la part de ses pairs sur le marché, et des consommateurs qui « *achètent, qui demandent des conseils, qui reviennent et qui font de la publicité à l'extérieur* ». Il est membre de la feria Macají, de la feria Yaruquíes, et de la feria agroécologique de Cajabamba, en outre, il a aussi participé, au nom de la feria Macají, à plusieurs forums du MESSE (rencontres nationales des ferias à Loja, forums locaux au moment de l'élaboration de la Loi d'économie populaire et solidaire) et de la COPISA (ateliers participatifs locaux pour l'élaboration de la Loi sur l'agrobiodiversité, les semences, et le développement de l'agroécologie).



© Claire Heinsch, 2012

Parcelles d'association quinoa-fève (premier plan) et de maïs (second plan) sur la ferme de Manuel*

Bien entendu, tous les paysans qui commercialisent leurs produits dans un ou plusieurs dispositifs de circuits alimentaires de proximité ne sont pas tous passés par l'étape de « *monoculture* » dans une logique de « *production pour le marché* ». Certains paysans agroécologiques du panier Utopía ou des ferias citoyennes, par exemple, ont transformé leurs systèmes de production andins diversifiés traditionnels de polyculture-polyélevage tournés majoritairement vers l'autoconsommation vers des systèmes agroécologiques encore plus diversifiés combinant production andines traditionnelles et maraîchage (trajectoire **(2)⇒(6)**), grâce à l'arrivée de l'irrigation et à l'accompagnement d'ONG. C'est le cas des paysans de l'association *Nueva Generación* de la communauté Tzimbuto. Accompagnés par l'ONG équatorienne EkoRural, ils sont devenus depuis 2010 les premiers fournisseurs du panier Utopía. Depuis, ils continuent de diversifier leurs systèmes, notamment en cultivant plusieurs variétés d'une même espèce (Encadré 43). Ce changement de système de production, combiné à la commercialisation en vente directe, a permis de diminuer fortement le taux de migration au sein de la communauté, certaines familles se consacrant désormais entièrement à l'activité agricole. De la même manière, certains paysans de la COPAC accompagnés par Chuquirahua, ou encore certains paysans accompagnés par CEDEIN ont également connu des trajectoires similaires à celle des paysans de Tzimbuto.

Encadré 43 - De la production traditionnelle andine pour l'autoconsommation combinée à la migration, vers la production agroécologique en vente directe (trajectoire de type **(2)⇒(6)**)

L'exemple des paysans minifundistes de l'association Nueva Generación, communauté de Tzimbuto

La communauté de Tzimbuto, située dans la paroisse de Licto, canton de Riobamba a été fondée par les grands-parents d'Elena. À l'époque, les paysans de la communauté avaient des terres en quantité suffisante, mais trois générations plus tard, avec le principe du partage des terres entre les descendants, les 150 familles de la communauté sont des paysans minifundistes pour leur grande majorité. En outre, le parcellaire est extrêmement morcelé, si bien qu'Elena et ses parents possèdent moins de deux hectares répartis en 48 lots.

Jusqu'au début des années 2000, les familles paysannes de Tzimbuto pratiquaient une agriculture de subsistance fondée sur des productions andines traditionnelles : céréales, légumineuses et tubercules, ainsi que quelques animaux. Seul l'éventuel surplus était vendu à l'extérieur, surplus qu'Elena estime à l'époque à 1% de la production en moyenne. La migration masculine était très importante à cette époque, les hommes migraient à Guayaquil ou à Quito au minimum trois mois, et jusqu'à huit mois pour certains, (cas du père d'Elena).

A partir du début des années 2000, grâce à l'appui successif de deux ONG (CESA, ONG équatorienne et World Neighbors, ONG internationale) la communauté a eu accès à l'irrigation et a été formée à la fabrication de biol (fertilisant biologique), ce qui permet aux paysans d'introduire le maraîchage dans leurs systèmes de production. Depuis la fin des années 2000, ils bénéficient de l'appui de la fondation EkoRural. Cette ONG équatorienne accompagne l'association *Nueva Generación*, association de femmes de Tzimbuto fondée à l'initiative d'Elena⁴¹⁵, dans le développement de l'agroécologie. Les paysans ont ainsi progressivement adapté les techniques de production traditionnelles au maraîchage, en raisonnant les rotations et les associations de cultures (voir photo ci-dessous).



Association de cultures dans la communauté de Tzimbuto

En 2010, par l'intermédiaire d'EkoRural, l'association *Nueva Generación* entre en contact avec Utopía (chapitre 4). Depuis, les 50 familles paysannes membres de l'association sont devenues les premiers fournisseurs du panier (25% des produits et 50% des légumes). La relation avec les consommateurs et l'appui d'EkoRural les ont conduits à écologiser leurs pratiques, à diversifier encore plus leurs systèmes de production grâce à l'introduction (ou la réintroduction) de certaines espèces et variétés et à raisonner de manière encore plus étroite la complémentarité cultures-élevage. Cette diversification de la production leur a été bénéfique au niveau socio-économique (consolidation de la relation avec Utopía), au niveau alimentaire (malgré l'accès à ce marché urbain, la production demeure avant tout tournée vers l'autoconsommation), et au niveau environnemental (qualité des sols notamment). Les paysans se sont également professionnalisés dans l'approvisionnement régulier du panier, en organisant la planification de la production à l'échelle de ce collectif de familles paysannes. Ils ont ainsi gagné en capacités tant sur le plan de la production que sur le plan de la commercialisation. Enfin, l'association s'est également spécialisée dans la conservation, la reproduction et l'échange de graines, en créant une banque de semences, dénommée *Nueva Vida* (Nouvelle Vie) au sein de la communauté. L'initiative, qui est venue des paysans eux-mêmes et qui ont sollicité pour cela un appui ponctuel d'EkoRural, leur a permis de réintroduire des variétés traditionnelles qui avaient été quasiment abandonnées. Elle leur a en outre permis de consolider leurs liens avec les paysans des communautés voisines et au-delà. En effet, les échanges de graines se font au-delà de la seule communauté de Tzimbuto, depuis les échelles locales et jusqu'aux échelles régionales et nationales *via* les diverses rencontres organisées par le Collectif

⁴¹⁵ L'association a un rôle dans la production agricole (formation à l'agroécologie, à la mise en place de « jardins familiaux », à la fabrication de biol, de compost etc.) mais aussi un rôle plus général d'accompagnement et d'« empowerment », en particulier des femmes et des jeunes de la communauté. Ainsi, *via* Elena, l'association apprend à lire et à écrire aux femmes de la communauté (la plupart des femmes de plus de 50 ans sont analphabètes, alors que tous les hommes savent lire et écrire). En outre, elle propose aussi des formations et ateliers ponctuels auprès de jeunes. Enfin, une caisse communautaire a été créée au sein de l'association, qui permet d'octroyer des microcrédits aux membres de l'association ainsi qu'aux membres de la communauté et des communautés voisines.

Agroécologique d'Équateur (chapitre 4), pendant lesquelles des ateliers d'échanges de semences sont très souvent organisés⁴¹⁶.

Les effets combinés de l'arrivée de l'irrigation, qui a permis l'introduction du maraîchage, de l'appui technique successif de diverses ONG vers la transition agroécologique, et l'accès à un dispositif de circuit alimentaire de proximité permettant de vendre une partie de la production à prix justes (chapitre 4) a profondément modifié les schémas de migration au sein de la communauté. Aujourd'hui, les hommes migrent moins (20% ne migrent plus), moins longtemps (un mois en moyenne) et moins loin (Riobamba pour la majorité). Les familles paysannes vivent désormais plus de l'agriculture. Auparavant, l'argent de la migration était destiné aux achats alimentaires complémentaires, et aux dépenses d'éducation et de santé. Aujourd'hui, les familles n'achètent quasiment plus aucun aliment à l'extérieur, et le revenu agricole est souvent suffisant pour couvrir les dépenses d'éducation et de santé.

Soulignons que la situation de production en monoculture pour le marché (profil **(1)**), qu'ont connue plusieurs paysans de Chimborazo (**Encadré 42**), reste une situation spécifique au cas équatorien. En effet, les paysans que nous avons interviewés au Pérou et en Bolivie conservent des productions diversifiées (profils **(3)** nombreux), même dans les systèmes spécialisés comme ceux de certains éleveurs laitiers de Huancavelica et de Tiwanaku où, une partie des surfaces est consacrée à l'autoconsommation (profils **(4)** et **(5)**). En Équateur, les paysans décrits dans l'**Encadré 42** qui ont, à une époque, produit uniquement en monoculture « *en fonction du marché* » sont ceux qui avaient de très petites surfaces pour lesquelles il était nécessaire de faire un choix, à savoir produire « *en fonction du marché* » ou produire pour l'autoconsommation. En effet, les deux à la fois sont rarement réalisables lorsque l'accès à la terre est très limité. Les paysans qui ont dû faire ce choix à un moment donné de leur trajectoire avaient tous moins d'un hectare. À l'inverse, les paysans de la communauté de Tzimbuto (**Encadré 43**), qui ont également de très petites surfaces, avaient plutôt fait le choix de l'autoconsommation. Les raisons expliquant ces différences de stratégies sont multiples. L'une d'elles est à relier au degré de proximités géographiques et socio-économiques avec les marchés urbains. Dans les cas que nous avons rencontrés, il semble en effet que la stratégie de « monoculture pour le marché » (profil **(1)**) est facilitée lorsque ce dernier est plus accessible (distance et/ou transports (présence, faible coût) et/ou réseaux sociaux sur place etc.), facilitant ainsi la vente de la production ainsi que l'achat d'aliments et d'intrants chimiques. Certains paysans du profil **(1)**, lorsqu'ils bénéficient d'un accès à la terre suffisant, conservent toutefois une petite production diversifiée pour l'autoconsommation autour de leur habitation. C'est le cas de **Manuel*** (**Encadré 42**), qui, avec deux hectares et seulement deux personnes au foyer, produisait des légumes « *en fonction marché* », tout en conservant une petite partie des surfaces pour l'autoconsommation. Aujourd'hui, il est un paysan agroécologique « moyen », qui s'est spécialisé dans la production diversifiée de céréales, légumineuses et tubercules andins traditionnels, dont il cultive plusieurs espèces et variétés, tout en conservant d'autres productions diversifiées pour l'autoconsommation.

Par ailleurs, tous les paysans qui commercialisent leurs produits dans un ou plusieurs dispositifs de CIALP ne sont pas tous des paysans dits « agroécologiques » (profil **(6)**). Ainsi,

⁴¹⁶ Rappelons que le Réseau des Gardiens de Semences est un des membres fondateurs du Collectif Agroécologique.

dans la plupart des dispositifs étudiés, on retrouve le profil idéal-typique, hérité de la période précolombienne, du petit paysan andin traditionnel tourné vers l'autoconsommation et les marchés (profil **(3)**), qui correspond en Équateur à la *chacra andina*. Vaillant [2013] la décrit comme un système complexe qui repose encore très largement sur le respect du rythme des saisons, sur les processus biologiques, sur une consommation réduite d'énergies non renouvelables et sur l'association étroite entre agriculture et élevage. Ces paysans andins traditionnels pourraient tout à fait être qualifiés d'« agroécologiques », les principes et pratiques agroécologiques étant fortement inspirés des systèmes de production paysans traditionnels, notamment d'Amérique latine [Altieri & Toledo, 2011 ; Wezel *et al.*, 2009]. Ces principes reposent notamment sur la préservation des ressources naturelles, la gestion de la fertilité des sols, la préservation de l'agrobiodiversité et l'association entre productions animales et végétales. On les retrouve, sur tout ou partie de la ferme, dans de nombreux systèmes de production paysans, depuis ceux des paysans minifundistes (profil **(2)**⁴¹⁷) jusqu'aux systèmes semi-spécialisés (profils **(4)** et **(5)**).

Lorsque les paysans du profil **(3)** ont un accès suffisant aux ressources (terre, mais aussi eau et crédit), ils tendent souvent à se spécialiser partiellement. La spécialisation laitière se rencontre sur les trois terrains. En Équateur, de nombreux paysans se sont spécialisés dans le maraîchage et/ou la production de fraises qui connaît un véritable boom depuis quelques années dans la province de Chimborazo. Ainsi, les derniers profils sont ceux de paysans qui ont des systèmes plus ou moins spécialisés dans une (ou éventuellement plusieurs) production(s) vendus *via* des marchés conventionnels et/ou des dispositifs de circuits alimentaires de proximité, tout en conservant une production diversifiée destinée à l'autoconsommation et dont le surplus peut être vendu dans des dispositifs de circuits alimentaires de proximité lorsqu'ils existent (Encadré 44). Ces paysans ont connu une trajectoire de type **(4)⇒(5)** ou **(3)⇒(4)⇒(5)**. L'accès aux CIALP, qui confronte les paysans à la demande urbaine, les conduit à repenser leur système de production et de transformation afin de satisfaire cette dernière en quantité, en diversité et en qualité : écologisation des pratiques et diversification du nombre d'espèces et de variétés cultivées (cas des productions végétales) ; diversification de la gamme de produits et soin apporté à leur qualité sanitaire et gustative des produits (cas des produits laitiers et des produits transformés en général) (Encadré 44).

⁴¹⁷ Les profils **(2)** et **(3)** ont tous les deux des systèmes de productions andins traditionnels. Ils diffèrent au niveau du système de commercialisation, lié à l'accès à la terre. Les paysans du profil **(2)** sont des paysans minifundistes tournés vers l'autoconsommation dont seul l'éventuel surplus est commercialisé, et chez qui la migration est très importante. Les paysans du profil **(3)** ont un accès à la terre suffisant pour pouvoir commercialiser une partie de leur production, tout en gardant l'autre pour l'autoconsommation. Beaucoup doivent migrer pour compléter leur revenu, mais dans une proportion moindre que les paysans du profil **(2)**.

Encadré 44 - Les paysans petits à moyens semi-spécialisés : combinaisons de productions spécialisées pour les marchés conventionnels et/ou les CIALP et de productions diversifiées destinées à l'autoconsommation et dont le surplus peut être vendu *via* des CIALP (trajectoires de type (4)⇒(5) ou (3)⇒(4)⇒(5) ou (2)⇒(4)⇒(5))

En Bolivie et au Pérou

Les éleveurs bovins laitiers spécialisés de Huancavelica et de Tiwanaku produisent du lait pour les dispositifs de CIALP (une petite partie est toujours conservée pour l'autoconsommation), et produisent également grains et tubercules andins et élèvent d'autres animaux (ovins et/ou porcins et/ou poules et/ou cochons d'inde) pour l'autoconsommation, le surplus pouvant être vendu ou troqué. Dans le cas de Tiwanaku, les grains andins sont, depuis 2012, également valorisés, au même titre que le lait, pour le déjeuner scolaire depuis que l'AMPACH s'est dotée d'une boulangerie.

Le niveau de spécialisation laitière et la taille du cheptel varient selon le territoire et l'accès à la terre des paysans. Ainsi, dans le cas du Pérou, **Emma*** et **Hugo***, dans la communauté de Sinto située dans la zone laitière de Huancavelica (Castrovirreyna, Carte 10) dans laquelle est née ce que nous avons appelé la première génération de micro-fromageries, ont un 1 ha de cultures, 4 ha de prairies naturelles et de luzerne irriguée, ont accès aux 200 ha de terres communales, et ont une trentaine de vaches laitières. Ils transforment leur lait et celui de dix familles de la communauté dans une fromagerie associative, et commercialisent eux même une grande diversité de produits laitiers *via* des CIALP comportant un ou plusieurs intermédiaires. Spécialisés dans l'élevage laitier bien avant la création de la fromagerie (§ 1.1.2.2), ils fabriquaient auparavant uniquement des *quesillos* vendus aux intermédiaires qui les revendaient sur la Costa (trajectoire de type (4)⇒(5)).

Dans la zone située au nord de la ville de Huancavelica (Carte 10) la spécialisation laitière est plus récente et plus partielle. Les paysans possèdent de 2 à 5 ha, mais n'ont pas d'accès à des communaux, et leurs cheptels varient de quelques-unes à une quinzaine de vaches. Les paysans qui transforment leur lait et ceux de paysans voisins dans la deuxième génération de micro-fromageries commercialisent une diversité de produits laitiers *via* des CIALP comportant un ou plusieurs intermédiaires. Les paysans de la troisième génération de micro-fromageries, commercialisent leurs produits laitiers, mais aussi le surplus de la diversité des produits qu'ils produisent pour l'autoconsommation, sur la feria de vente directe de Huancavelica, ce qui leur permet de valoriser l'ensemble de leurs produits auprès des consommateurs urbains. Par ailleurs, depuis janvier 2014, dans le cadre du projet *Mercados Campesinos*, un magasin paysan a été créé dans la communauté d'Acobambilla, sur la route très passante Huancavelica-Huancayo. Ce magasin, à l'instar de la feria paysanne de Huancavelica, est destiné à commercialiser en vente directe la diversité des produits (produits laitiers, grains et tubercules andins, plantes aromatiques, viande et produits artisanaux) des paysans d'Acobambilla et des communautés voisines. Tous ces paysans, qui se sont spécialisés dans l'élevage laitier suite à l'arrivée de l'irrigation, puis ont eu accès aux CIALP suite à la création de plusieurs micro-fromageries sur la zone, ont connu une trajectoire de type (3)⇒(4)⇒(5). Ils proposent, *via* les micro-fromageries, une diversité de produits laitiers, et, pour les paysans de la troisième génération de micro-fromageries, une diversité de produits andins, stimulée et amplifiée par la demande urbaine.



Banderole pour l'inauguration du magasin paysan d'Acobambilla

En Équateur

Certains paysans des ferias citoyennes de Riobamba ont un accès suffisant à la terre et ont des systèmes d'activité hybrides du point de vue de la production et de la commercialisation. Chez ces paysans, une partie des surfaces est dédiée à la production spécialisée pour le marché conventionnel, et l'autre partie à la production diversifiée pour l'autoconsommation et la vente directe sur les ferias citoyennes. L'accès de ces paysans aux ferias citoyennes de Riobamba leur a fait suivre une trajectoire de type (4)⇒(5), au cours de laquelle ils ont consolidé, voire diversifié leurs productions non spécialisées afin d'approvisionner ces CIALP urbains en quantité et en diversité, et tendent même à améliorer la qualité de leurs productions spécialisées. En effet, une petite partie de ces productions spécialisées, conduites en conventionnel, est également commercialisée sur les ferias citoyennes. La confrontation aux exigences croissantes des consommateurs urbains en matière de santé, et la sensibilisation à l'impact environnemental des produits phytosanitaires qui a cours au sein de ces dispositifs, conduisent les paysans à réfléchir à l'écologisation de leurs pratiques et/ou à communiquer auprès des consommateurs sur les produits n'ayant fait l'objet d'aucun traitement chimique.

C'est le cas d'Alma* et de son mari, paysans de la communauté d'Ainche dans le canton Chambo. Ils produisent des choux conventionnels et des pommes de terre pour le marché de gros de Riobamba, et ont investi récemment dans l'élevage bovin et vendent le lait aux négociants locaux. Ils ont également des productions diversifiées animales et végétales produites sans intrants chimiques, dont les surplus des productions végétales (maïs *choclo*⁴¹⁸, pois, haricot, tomate d'arbre, petits fruits, légumes etc.), sont vendus sur la feria Macají. Alma* communique auprès des consommateurs sur ces produits « *sans produits chimiques* », les qualifiant même de « *biologiques* ».



Alma* aidée de sa sœur sur leur stand de la feria citoyenne Macají

De la même façon, les **producteurs de tomates de Yaruquíes**, spécialisés dans la production de tomates conventionnelles pour le marché de gros d'Ambato, vendent sur les ferias Macají et Yaruquíes les surplus de leur production diversifiée destinée à l'autoconsommation. Ces paysans ont connu une trajectoire en plusieurs étapes de type (2)⇒(4)⇒(5). Avant de devenir des producteurs semi-spécialisés de tomates (profil (4)) tournés vers les marchés conventionnels, puis des producteurs semi-spécialisés tournés vers les marchés conventionnels et les CIALP (profil (5)), ils étaient des paysans minifundistes semi-prolétaires traditionnels tournés vers l'autoconsommation (profil (2)).

Ainsi, Ernesto* et ses cinq sœurs sont originaires de la communauté indigène de San Pedro de Chipate, située à 3 200 m d'altitude au-dessus du quartier Yaruquíes de Riobamba. À l'époque ils ne vivaient pas de l'agriculture, possédant seulement des « *petits terrains* » sans irrigation où ils produisaient maïs, pommes de terre et légumineuses (haricot, pois, fèves) pour l'autoconsommation. Les hommes migraient à Riobamba, pour être employés comme porteurs ou journaliers agricoles. À la fin des années 1990, un prêtre allemand arrive à San Pedro de Chipate avec un projet collectif de cultures de

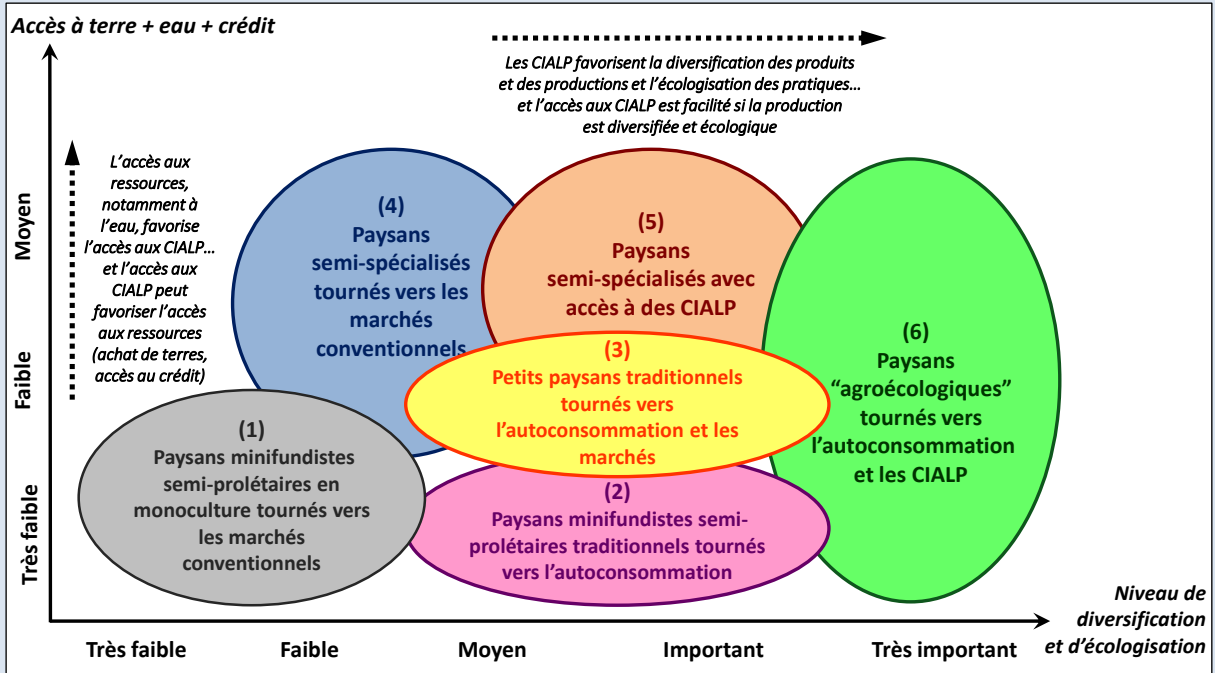
⁴¹⁸ Maïs blanc tendre

tomates sous serre. Dix-huit familles participent au projet, et construisent une serre de 500 m². Le projet dure deux ans, au bout desquels les paysans finissent par acquérir un savoir-faire technique en matière de production et de commercialisation. Le projet est un succès du point de vue économique, la vente de tomates améliorant fortement le revenu des familles. À l'issue des deux ans de durée de vie du projet, celui-ci est toutefois abandonné du fait des inégalités d'implication des familles. Ernesto*, ses sœurs et leurs familles faisaient partie des plus impliqués dans le projet, et souhaitaient continuer cette production. Avec l'argent gagné et économisé grâce aux ventes de tomates pendant deux ans, ils achètent petit à petit des terrains « *en bas* », dans la zone périurbaine à proximité immédiate du quartier de Yaruquíes, et investissent progressivement dans des équipements (serres, matériel d'irrigation, camion etc.). Aujourd'hui, les six familles possèdent ensemble 1 ha de terres à côté de Yaruquíes, dont 7 000 m² destinés à la production irriguée de tomates sous serre. Le reste est occupé par les petites parcelles de cultures diversifiées que chaque famille possède pour sa propre consommation. La production de tomates est conventionnelle (fertirrigation), alors que la production destinée à l'autoconsommation est conduite selon des principes agroécologiques. L'essentiel de la production de tomates est commercialisée auprès de commerçants du marché de gros d'Ambato, capitale de la province de Tungurahua, à 54 km au nord de Riobamba. Ernesto* et sa famille expliquent ce choix de débouché, pourtant éloigné, par une bien meilleure reconnaissance économique et sociale de leur produit et de leur personne de la part des commerçants d'Ambato que de celle du marché de gros de Riobamba.

Aujourd'hui, après avoir expérimenté la production de tomate « *en haut* » dans leur communauté de San Pedro de Chipate, puis être « *descendus* » à proximité de Yaruquíes pour développer leur propre production en collectif familial, ces familles paysannes vivent à 100% de l'activité agricole. Ils conservent des liens étroits avec la communauté de Chipate, où ils continuent de produire pour l'autoconsommation sur leur « *petit terrain* » non irrigué « *en haut* », et de participer à la vie communautaire, à l'image d'Ernesto* qui est président de la communauté. Le groupe est membre de la feria Macají, qu'il a rejointe quelques mois après sa création. En tant qu'habitants du quartier, ces familles paysannes ont participé activement à la création de la feria Yaruquíes. Ils commercialisent sur ces deux ferias leurs tomates, ainsi que le surplus de leur production diversifiée. Leur participation à ces ferias, et les échanges avec les consommateurs et avec les autres acteurs des ferias sur les questions de santé et d'environnement, les conduit aujourd'hui à avoir pour projet de se s'engager à moyen terme dans la production biologique de tomates.

En guise de synthèse, nous présentons (Encadré 45) les différents profils et trajectoires de paysans qui se sont engagés dans les dispositifs de CIALP.

Encadré 45 - Bilan : profils et trajectoires de paysans andins s'étant engagés dans des CIALP



LES DIFFÉRENTS TYPES DE TRAJECTOIRES



PROFIL	Accès à la terre	Type(s) de système de production	Niveau de diversification	Auto-consommation	Commercialisation	Migration
Paysans minifundistes semi-prolétaires en monoculture tournés vers les marchés conventionnels (1)	Très faible à faible	Monoculture	(+) (production diversifiée autour de l'habitation pour l'autoconsommation si surface suffisante)		Marchés conventionnels	+++
Paysans minifundistes semi-prolétaires traditionnels tournés vers l'autoconsommation (2)	Très faible	Productions andines diversifiées	++	++	Surplus sur les marchés conventionnels	+++
Petits paysans traditionnels tournés vers l'autoconsommation et les marchés (3)	Faible	Productions andines diversifiées	++	++	Surplus sur les marchés conventionnels ou les CIALP	++ à +
Paysans semi-spécialisés tournés vers les marchés conventionnels (4)	Faible à moyen	Productions andines diversifiées	+	++	Surplus sur les marchés conventionnels	++ à 0
		Légumes (3a)		(+)	Marchés conventionnels	
		Productions andines diversifiées	+	++	Surplus sur les marchés conventionnels	++ à 0
		Lait (3b)		(+)	Marchés conventionnels	
Paysans semi-spécialisés avec accès aux CIALP (5)	Faible à moyen	Productions andines diversifiées	++	++	Surplus sur les CIALP et sur les marchés conventionnels	+ à 0
		Légumes (5a)		(+)	Marchés conventionnels + une petite partie en CIALP	
		Productions andines diversifiées	++	++	Surplus sur les CIALP et sur les marchés conventionnels	+ à 0
		Lait (5b)		(+)	CIALP en priorité + marchés conventionnels	
Paysans « agroécologiques » (6)	Très faible à moyen	Productions andines diversifiées & maraîchage	+++	++	CIALP en priorité + marchés conventionnels si accès insuffisant aux CIALP	+ à 0

Réalisation : Claire Heinish

Les paysans « agroécologiques » (profil **(6)**) correspondent à un profil rencontré dans le cas équatorien⁴¹⁹. Il s'agit des paysans qui s'auto-définissent comme « agroécologiques » et que les acteurs qui les soutiennent et les accompagnent désignent comme tels. Ces acteurs peuvent être des ONG, des pouvoirs publics, ou bien des acteurs de la société civile, les uns et les autres n'ayant d'ailleurs pas tous la même définition de l'agroécologie. Ainsi, ce profil paysan se définit, certes, par ses « pratiques » agroécologiques, mais aussi, et surtout, par le fait qu'il soit reconnu en tant que paysan agroécologique, en particulier *via* son appartenance à des « réseaux » ou à des « mouvements » agroécologiques. Or, du point de vue des seules pratiques, les paysans des autres profils ont, au moins sur une partie de leur système, des pratiques qui répondent aux principes de l'agroécologie. Cet accès restreint à ce qui peut s'apparenter à un « club » de l'agroécologie, par analogie au « bien club » en économie qui désigne un bien collectif mais excluable, interroge sur la « reconnaissabilité » des paysans au sens de Judith Butler (chapitre 3, § 3.2.4). Sont-ce les « paysans » ou les « paysans agroécologiques » qui sont reconnus, par qui, et de quelle façon ? Qui sont-ils et qui a accès à la qualification d'« agroécologique » ? La controverse entre le projet radical porté par Utopía et ses réseaux, et le projet plus hybride porté par les ferias citoyennes et les pouvoirs publics de Chimborazo (chapitre 4) illustre et est au cœur de cette question et de la construction de la reconnaissance et de la reconnaissabilité des paysanneries.

2.2. La reconnaissance à l'échelle des dispositifs : nouvelles qualités, prix juste, renouvellement des acteurs et de leurs modes d'action pour de nouvelles légitimités paysannes

2.2.1. La construction sociale de prix justes et stables et socialement contrôlés : reconnaissance du travail et autonomisation des paysans et accessibilité pour les consommateurs

Dans tous les dispositifs que nous avons étudiés, les prix aux producteurs et aux consommateurs procèdent d'une construction sociale qui échappe à la stricte relation d'offre et demande. Ils sont le résultat de processus multi-acteurs, permis par les proximités activées et construites, directes ou médiatisées, entre producteurs et consommateurs, et s'inscrivent dans une reconnaissance explicite des paysanneries, notamment de la valeur de leur travail, de la qualité de leurs produits, ainsi que de leur volonté affichée d'autonomisation vis-à-vis des intermédiaires traditionnels. En outre, s'il est vrai que certains dispositifs de commercialisation de produits de qualité – biologiques, agroécologiques ou paysans – ne sont accessibles (tant en termes économiques qu'en termes sociaux ou géographiques) qu'aux catégories les plus aisées de la population, comme c'est le cas, par exemple, de marchés de produits biologiques de Cusco fréquentés majoritairement par les touristes, les expatriés et les résidents péruviens des classes moyenne supérieure et supérieure [M. Girard, 2015], nos études de cas vont à l'encontre de l'idée reçue selon laquelle les produits paysans de qualité ne seraient valorisables que sur des marchés de niche où le consentement à payer est élevé, et fréquentés par une « *clientèle privilégiée* » [Rebaï, 2015]. En effet, les dispositifs que nous avons étudiés sont fréquentés en

⁴¹⁹ Ce type de profil existe également au Pérou et en Bolivie, nous ne les avons simplement pas rencontrés dans les dispositifs étudiés.

majorité par les classes moyennes et populaires, grâce à des prix socialement contrôlés rendant les produits accessibles même aux petits budgets, ce qui nous autorise à parler de prix « justes ».

2.2.1.1. En Bolivie, des prix calculés selon les coûts de production des produits transformés : autonomisation des paysannes et accès quotidien à un déjeuner équilibré pour tous les écoliers

Dans le cas de Tiwanaku, en Bolivie, un calcul de coûts de production des yaourts, en appui avec les ONG, a permis de déterminer et de négocier le prix de vente des yaourts à la Municipalité de Tiwanaku, sur la base d'un prix du lait payés aux producteurs de 20 centimes de boliviano supérieur au prix d'achat par la PIL ou Delizia, les deux principales industries laitières de La Paz qui achètent le lait aux paysans de la zone⁴²⁰. En outre, les paysannes de l'AMPACH ont fait collectivement le choix d'utiliser la marge issue de la vente des yaourts en investissant dans leur outil collectif de production et ainsi garantir dans la durée leur autonomie non seulement vis-à-vis des industries laitières, mais aussi vis-à-vis de leurs époux. En outre, cela leur permet d'autofinancer – au moins en partie – leur outil de production et ainsi de ne pas dépendre totalement des ONG dont les financements (qu'il s'agisse de subventions ou de crédits) ne sont jamais garantis dans la durée. C'est ainsi qu'en 2011, les 30000 Bolivianos⁴²¹ de marge réalisés par l'AMPACH ont été utilisés pour le cofinancement de leur boulangerie, ainsi que pour obtenir le registre sanitaire, obligatoire pour accéder aux marchés publics. Du côté des consommateurs, le dispositif, appuyé par les ONG et soutenu politiquement par l'autorité originaire locale et politiquement et financièrement par la Municipalité, permet à tous les élèves de Tiwanaku d'avoir accès à un déjeuner scolaire équilibré et de qualité.

2.2.1.2. Au Pérou, une relocalisation de la filière laitière qui s'ancre dans les proximités géographiques et communautaires : un contrôle social sur les prix qui améliore les revenus des paysans et leur pouvoir de négociation vis-à-vis des intermédiaires

Au Pérou, les paysans de Huancavelica ont un pouvoir de négociation très faible, voire inexistant face aux négociants de passage. Ces derniers commercialisent des volumes importants, achètent aux paysans les fromages fermiers (*quesillos*) et le lait à des prix variables qu'ils fixent eux-mêmes. Ils créent même des situations de dépendance des paysans à leur endroit en mettant en place des systèmes de troc dont ils maîtrisent les termes de l'échange (*quesillos* contre produits alimentaires ou même vêtements). L'émergence des micro-fromageries locales modifie ces asymétries. En effet, les micro-fromageries se chargent elles-mêmes de la commercialisation de leurs produits dans les villes proches, et jouant ainsi le rôle d'intermédiaire local entre la production laitière rurale et le consommateur urbain. Elles manipulent des volumes bien moindres que les négociants de passage, et entretiennent avec les paysans d'une part, et leurs clients (commerçants urbains et/ou consommateurs) d'autre part, des relations de proximité géographique et communautaire qui favorisent des prix stables et négociés. Ainsi, le réseau important – et croissant – de micro-fromageries présentes sur le

⁴²⁰ En 2012 ces entreprises achetaient le lait à 3,00 Bs/L. Elles sont passées à 3,20 Bs/L en 2013 [Mejillones *et al.*, 2013]. Nous n'avons pas l'information quant à l'évolution éventuelle du prix d'achat du lait par l'AMPACH en 2013.

⁴²¹ Soit 4248 USD (1 Boliviano = 0,1416 USD le 31 décembre 2011).

territoire permet aux acteurs de ces réseaux (du paysan au consommateur en passant par la micro-fromagerie et l'intermédiaire commercial local) de partager l'information sur les prix pratiqués dans le réseau, là où le paysan qui vend son lait et ses *quesillos* au négociant de passage qui les commercialise hors du territoire, sur la Costa, n'a aucune information sur les prix qui y sont pratiqués. Ainsi, les études conduites entre 2002 et 2005 peu après la création des fromageries de Sinto ont montré que, alors que le *quesillo* était acheté autour de 0,15 euro le litre, le prix du lait payé au producteur par les fromageries artisanales était de 0,25 à 0,30 euro par litre de lait [Aubron & Le Blanc, 2007]. En 2012, les fromageries étudiées achètent le lait aux paysans – selon la fromagerie et selon la saison – de 0,26 euros (minimum en saison humide) à 0,37 euros (maximum en saison sèche). La motivation des paysans à vendre leur lait aux micro-fromageries est avant tout économique, mais elle est aussi organisationnelle pour certains. En effet, la vente du lait aux fromageries artisanales leur permet de ne plus fabriquer de *quesillo* et de consacrer leur temps à d'autres activités, sur la ferme ou en dehors. Ajoutons également que la création de plusieurs fromageries artisanales sur le territoire crée un nouveau marché local dans lequel les paysans voient leur pouvoir de négociation augmenter. En effet, les négociants se voient contraints d'ajuster leur prix d'achat aux paysans avec celui auquel les fromageries locales leur achètent le lait [Aubron & Le Blanc, 2007]. Toutefois, ces effets bénéfiques des fromageries artisanales locales pour les paysans peuvent être fragilisés par deux causes principales. La première est la concurrence générée par l'émergence de fromageries privées créées par des négociants acheteurs de *quesillos*. Ces fromageries se placent sur les mêmes marchés que les fromageries artisanales associatives ou familiales, mais elles sont plus rentables, non seulement du fait des meilleures ressources économiques dont bénéficient leur propriétaires, mais aussi parce qu'elles s'équipent à bien moindre coût (pas d'acier inoxydable, pas de pasteurisation du lait) tout en bénéficiant de l'image et de la réputation de qualité créée par les fromageries associatives [Aubron & Le Blanc, 2007]. Ces auteurs, qui ont étudié les fromageries de Sinto dans la première moitié des années 2000, analysent en outre que les fromageries vendent une grande partie de leur production à crédit et sont souvent payées plusieurs semaines après la livraison des fromages. Comme elles n'ont pas la trésorerie suffisante, elles répercutent ces délais sur le paiement du lait aux paysans, qui, eux, ont encore moins les moyens d'attendre, les rentrées monétaires hebdomadaires issues de la production laitière étant essentielles pour la sécurité économique et alimentaire des familles paysannes. Néanmoins, depuis les recherches conduites par ces auteurs, les choses ont évolué dans le bon sens pour les fromageries et pour les paysans. Ainsi, les fromageries que nous avons appelées « de première génération » – celles étudiées par ces auteurs –, en particulier celle de Lactas, et de « deuxième génération », en particulier Florandina, ont construit des relations durables avec des commerçants de la ville de Huancavelica (boutiques en ville et commerçants du marché couvert et de la feria dominicale). Ils leur apportent quelques dizaines de kilogrammes de fromages chaque semaine, payés en fin de marché, si bien que ces fromageries ont une rentrée monétaire hebdomadaire répercutée sur les paysans qui leur fournissent le lait. Quant aux fromageries associatives « de troisième génération », elles ont accès à des circuits de vente directe (feria hebdomadaire de produits laitiers et, plus récemment pour certains, magasin paysan d'Acobambilla) qui leur assurent une rentrée monétaire directe régulière, par la vente non seulement des produits laitiers, mais aussi du surplus des autres productions de la ferme.

2.2.1.3. En Équateur, des prix équitables et solidaires construits grâce aux proximités et régulés par celles-ci ou par les pouvoirs publics : quand la solidarité est un projet des dispositifs

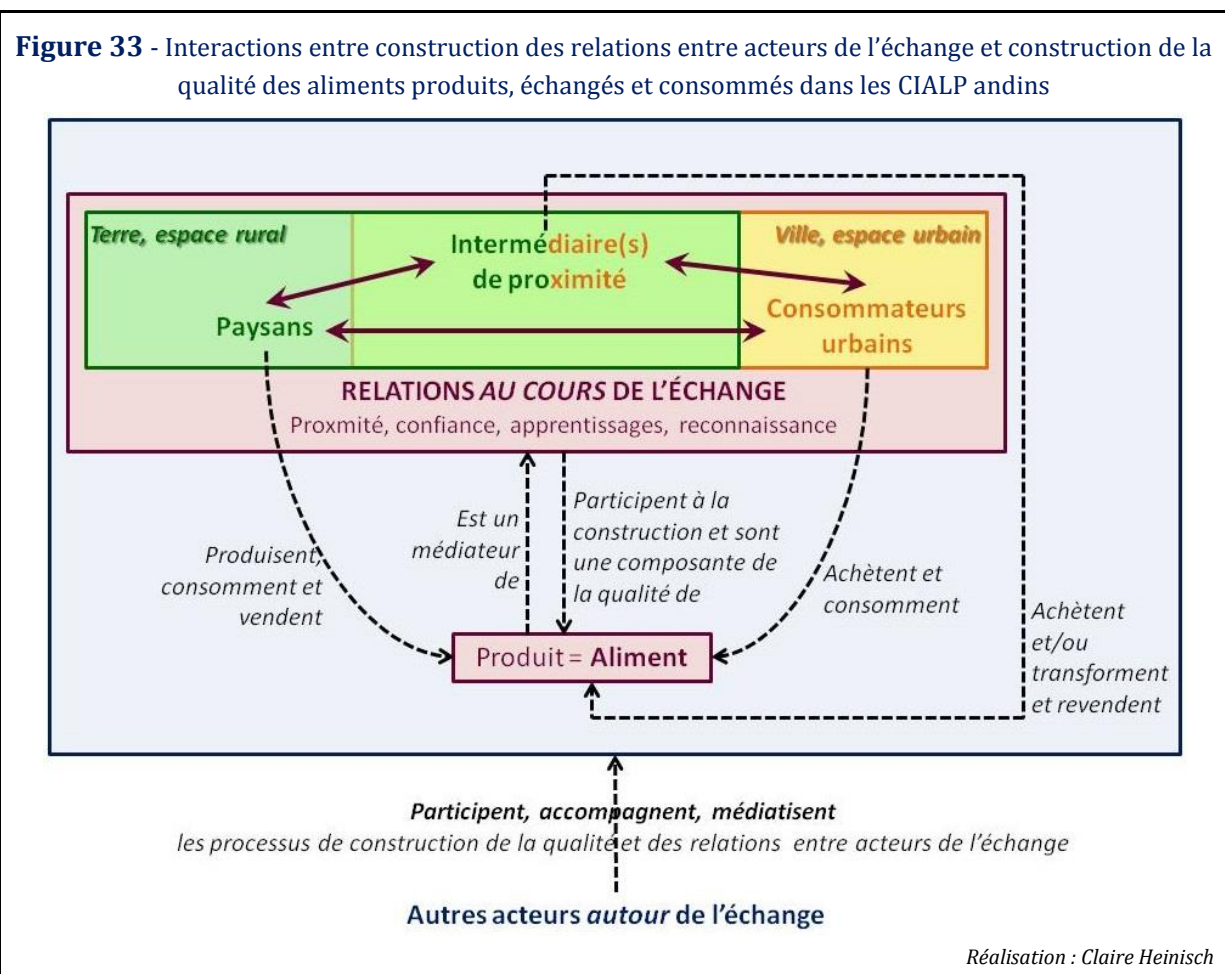
En Équateur, les représentants des deux dispositifs étudiés affichent, au nom des principes de l'économie solidaire, des objectifs de prix stables et justes tant pour les producteurs que pour les consommateurs, et par conséquent indépendants des prix du marché parfois très volatils. Dans le cas de la feria Macají, cela se traduit par une estimation des coûts de production moyens par produit, avec l'appui du MAGAP. Dans le cas du panier Utopía, le prix d'achat aux paysans locaux est négocié entre paysans et consommateurs et fixé pour au moins un an, sur la base d'un calcul des coûts de production réalisé par une ONG locale. Par ailleurs, selon une étude menée par cette même ONG, les producteurs réalisent une marge deux fois plus importante lorsqu'ils vendent leurs produits au panier Utopía que lorsqu'ils les commercialisent sur le marché de gros. Ces prix sont avantageux non seulement pour les paysans, mais aussi pour les consommateurs urbains. Il s'agit donc d'un achat solidaire et non d'un acte pouvant s'assimiler à de la charité contrairement aux situations étudiées par Ripoll [2013] dans le cas d'AMAP. En effet, dans ces cas-là, le fait que les consommateurs acceptent de payer un prix plus élevé plusieurs mois à l'avance peut s'apparenter au don sans contre-don, et conduire les producteurs à se sentir redevables. En outre, tous les consommateurs ne sont pas en mesure de payer un prix plus élevé. Cela pose la question de l'accès pour tous à des produits de qualité, limite parfois identifiée des circuits de commercialisation alternatifs aux circuits conventionnels où le fait que certains consommateurs soient prêts à payer plus cher des produits biologiques, locaux et équitables exclut une partie de la population de ces circuits de commercialisation [Chiffolleau & Prevost, 2012]. Or dans le cas du panier Utopía, une étude menée par la fondation Utopía en 2008 a montré que le prix du panier était près de 50% inférieur au prix de ce même panier sur le marché conventionnel. La formation de ce prix juste a supposé la prise en compte, au sein du collectif, des aspirations diverses et parfois contradictoires sur la valeur du travail et des produits dans le cadre d'une démarche participative entre producteurs et consommateurs impliquant notamment des visites de fermes. Dans ce cas ce sont les relations de proximité, de transparence et de confiance, construites progressivement, qui sont le support de la formation des prix. Dans le cas de Macají, la limitation des prix pour le consommateur est une obligation légale des ferias citoyennes, créées pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires. Les représentants locaux de la police nationale, associés à la mise en place des ferias citoyennes, se chargent de vérifier régulièrement que les prix sur ces ferias sont en moyenne inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés conventionnels (voir chapitre 4, § 3.2.2). La formation du prix juste est ici régulée par les services déconcentrés de l'État : le ministère de l'agriculture qui contribue au calcul des coûts de production, et le ministère de l'intérieur qui contrôle les prix au consommateur.

Finalement, dans les différents dispositifs étudiés, les prix aux producteurs et aux consommateurs procèdent d'une construction sociale qui échappe à la stricte relation d'offre et demande. Ce processus multi-acteurs permis par les proximités s'inscrit dans une reconnaissance explicite des paysanneries notamment de la valeur de leur travail, de la qualité des produits (prix rémunérateur pour les paysans), mais aussi de leur rôle dans l'alimentation des populations et de leur capacité de nourrir le plus grand nombre à des prix accessibles. Il

conduit à un *empowerment* des paysans qui gagnent en autonomie, en pouvoir de négociation, et en sécurité et souveraineté économique et alimentaire.

2.2.2. Du produit à l'aliment : la construction sociale de nouvelles qualités et d'une reconnaissance des savoirs, des savoir-faire et des modes de vie paysans

Dans les CIALP, l'interaction sociale entre les acteurs est le moteur de la construction de la qualité des produits alimentaires, dans le sens où elle influence la qualité perçue et exerce un effet sur la qualité produite [Prigent-Simonin & Herault-Fournier, 2005]. Dans les dispositifs que nous avons étudiés, ces acteurs sont non seulement les producteurs et les consommateurs, mais aussi tous les autres acteurs impliqués dans ces dispositifs, que ce soit *au cours* de l'échange (intermédiaires commerciaux et logistiques) et *autour* de l'échange (acteurs qui accompagnent et soutiennent directement ou indirectement le dispositif), et qui participent également à la construction sociale de la qualité en médiatisant le lien entre producteurs et consommateurs. Et si la relation, directe ou médiatisée par un ou plusieurs « intermédiaires de proximité » (§ 2.2.3.1) entre producteurs et consommateurs, participe à la construction de la qualité des produits échangés et en est même une composante, les produits, média principal entre producteurs et consommateurs, participent à la construction de la relation entre producteurs et consommateurs (Figure 33).



Ainsi, c'est *via* le produit, qui fait l'objet d'attentes de la part des consommateurs, et à travers les relations construites entre acteurs de l'échange que se construit la reconnaissance des paysans, par les consommateurs et par la société. Ce qui est en jeu ici, c'est la reconnaissance du rôle des paysans dans la production d'une alimentation de qualité. En effet, la particularité des CIALP quant à la qualité recherchée, est que celle-ci ne porte pas sur le « produit », qui renvoie plus à une idée de « marchandise » dont la qualité est évaluée de manière standardisée par le « marché » (forme, calibre, certification éventuelle etc.) mais sur l'« aliment », avec tout ce qu'il contient de qualités intrinsèques liées à la santé et au plaisir (fraîcheur, odeur, couleur, goût, saveur, qualité sanitaire, qualité nutritionnelle) et de qualités externes (culture, éthique, respect de l'environnement etc.).

Dans le chapitre 4, nous avons analysé, dans le cas d'Utopía, comment s'était construites conjointement la qualité des produits et les proximités relationnelles et cognitives entre producteurs et consommateurs, supports et expressions de la reconnaissance des produits et des savoir-faire paysans. Sans revenir en détail sur ces processus, voyons comment le cas d'Utopía est illustratif de notre propos. On retiendra en effet que c'est lorsque les consommateurs se sont interrogés sur ce qu'ils « mangeaient », au lieu simplement de combien ils « achetaient » (prix, quantité) sur le marché conventionnel, qu'ils se sont tournés vers les paysans agroécologiques. Au départ, les consommateurs recherchaient des produits « sains », mais par la suite, dans l'interaction avec les paysans, ils ont (re)découverts des produits andins typiques de l'alimentation paysanne qui étaient oubliés, voire dépréciés par les urbains. Leur évaluation de la qualité des produits s'est ainsi modifiée dans l'interaction avec les paysans. Quant aux paysans, au contact des consommateurs qui recherchent une grande diversité de produits, ils ont diversifié leur système afin de répondre à cette demande des consommateurs. Par ailleurs, toutes les quinzaines, au moment de la livraison des produits par les paysans et de la confection des paniers par les consommateurs mobilisés pour cela, un moment d'évaluation de la qualité des produits est prévu, animé par les consommateurs du « groupe zéro ». Les paysans expliquent aux consommateurs pourquoi tels produits ont été livrés et pas d'autres, dans quelles conditions ils ont été produits et quelles difficultés techniques ou climatiques ils ont pu rencontrer, tandis que les consommateurs, qui ont manipulé les produits pendant deux heures pour préparer la centaine de paniers prévus, font part aux producteurs de leurs retours quant à la qualité des produits. En ce sens, le panier Utopía fonctionne comme un système participatif de garantie. La qualité n'est pas figée et garantie par une certification, mais elle est évolutive et fondée sur les interactions régulières et la confiance entre producteurs et consommateurs. Ces interactions ont lieu au moment de la confection des paniers chaque quinzaine, lors des visites de ferme, et sont également renforcées lors de divers événements collectifs, tels que les ateliers de réflexion ou les moments conviviaux tels que les ateliers cuisine. Ainsi, au contact des consommateurs, les paysans renforcent leurs savoirs et savoir-faire à double titre. D'une part, ils font évoluer leurs systèmes pour répondre aux demandes des consommateurs. D'autre part, ils apprennent à parler de et à montrer aux consommateurs leur métier, leurs pratiques, et même leur lieu et mode de vie. Ils deviennent ainsi des médiateurs « écroulés » [Le Caro, 2011] entre les consommateurs urbains et la terre qui les nourrit. Quant aux consommateurs, au contact des producteurs, ils découvrent les réalités du métier et de la vie des paysans, et adoptent ainsi de nouveaux critères d'évaluation de la qualité (éthiques,

écologiques, culturels) et apprennent également à formuler des demandes réalistes. Celles-ci ne sont pas pour autant complaisantes, ce qui constitue une reconnaissance et une confiance dans le professionnalisme des paysans. Ces apprentissages mutuels sont des moteurs de la construction de la qualité des produits et des proximités entre producteurs et consommateurs, et, partant, de la reconnaissance économique (via l'établissement d'un prix juste, voir § 2.2.1) et sociale des produits, des savoir-faire, mais aussi du mode de vie et de la culture des paysans, et de leur rôle dans la fourniture d'une alimentation de qualité, et pour tous.

Sur les ferias citoyennes, même si les interactions entre producteurs et consommateurs sont moins intenses et moins fréquentes que dans le cas du panier Utopía, il n'en demeure pas moins que cette construction dynamique des relations, de la qualité, des apprentissages et de la confiance, supports de la reconnaissance, existe également, selon un schéma très proche de celui d'Utopía. Comme le panier Utopía, les ferias citoyennes sont nées de la rencontre, médiatisée par divers acteurs, entre des paysans agroécologiques – les ferias citoyennes seront ensuite élargies à d'autres paysans – qui recherchaient des débouchés adaptés pour les produits, et des consommateurs qui recherchaient des produits frais et sains. Ces relations, nouvelles pour tous les acteurs de l'échange, conduisent les paysans à devoir acquérir des compétences dans la vente et la capacité à parler de leurs pratiques et de leurs produits, et à faire découvrir aux consommateurs de nouveaux aliments qui étaient jusque-là dépréciés, ignorés ou oubliés des urbains (tubercules andins, *máchica de cebada*, farines andines etc.) Au contact des paysans et de ces nouveaux produits, aux saveurs et aux propriétés nutritionnelles particulières, les consommateurs intègrent de nouveaux critères d'évaluation de la qualité et diversifient leur alimentation. Par ailleurs, les demandes des consommateurs (diversité, produits spécifiques, produits « sans produits chimiques ») conduisent certains paysans à améliorer la qualité de produits proposés aux consommateurs en adaptant leurs systèmes de production dans le sens d'une écologisation (exemple des paysans producteurs de tomates de Yaruquíes qui ont un projet de conversion à l'agriculture biologique, voir [Encadré 44](#)) ou d'une diversification (exemple de Manuel* qui a diversifié les espèces et les variétés de tubercules et grains andins, voir [Encadré 42](#)).

Quoiqu'il en soit, c'est bien l'« aliment », plus que le « produit »/la « marchandise » qui est valorisé et reconnu dans ces dispositifs, ce qui facilite la construction, *via* les proximités relationnelles, de critères de qualité communs entre consommateurs et paysans, qui ont pour point commun essentiel d'être des « mangeurs » de ce que les paysans produisent. Qu'il s'agisse de paysans « agroécologiques », de paysans « traditionnels » ou de paysans « semi-spécialisés » ([Encadré 45](#)), c'est le système diversifié, ou la partie diversifiée du système, destinée à l'alimentation des familles paysannes, qui est valorisée dans les dispositifs de CIALP équatoriens auprès des consommateurs urbains, ce qui contribue à renforcer ces systèmes diversifiés. Dans le département de Huancavelica, c'est aussi vrai pour les paysans laitiers « semi-spécialisés » des fromageries de troisième génération qui fournissent la feria ou le magasin de vente directe d'Acobambilla. Dans la municipalité de Tiwanaku, c'est *via* la question de l'alimentation saine et équilibrée des enfants que s'est construite la relation avec les paysannes de l'AMPACH, et ces dernières valorisent auprès de la Municipalité leurs productions principales, qui alimentent aussi leurs propres familles, que sont le lait et les grains andins.

Enfin, dans le cas des fromageries de première et de deuxième génération de Huancavelica, la construction de la qualité s'est faite de manière un peu différente. Elle était en effet fondée sur un pari de la qualité de la part des paysans et des acteurs qui les ont accompagnés. Celui-ci consistait à proposer des fromages plus affinés et moins salés que le traditionnel *quesillo*, et au lait pasteurisé, afin d'atteindre de nouveaux débouchés en circuits de proximité permettant de mieux valoriser ces produits, en maîtrisant la commercialisation. Les fromageries ont trouvé des débouchés auprès de commerçants de Huancavelica, « intermédiaires de proximité » avec lesquels elles ont établi une relation de confiance dans la durée. Ces derniers ont contribué à la construction de la réputation de ces fromages auprès des consommateurs et ont fait des retours, de leur part et de la part des consommateurs, sur l'évaluation des produits, auprès des paysans des fromageries, qui ont progressivement amélioré la qualité de leurs produits. Nous reviendrons sur ce point dans le paragraphe suivant consacré au rôle des intermédiaires de proximité dans la reconnaissance des paysanneries.

2.2.3. Aux côtés des paysans, nouveaux acteurs et/ou nouvelles modalités d'action au cours et autour de l'échange

Les CIALP s'inscrivent dans des dynamiques socio-spatiales entre des paysans et de multiples autres acteurs. Ces derniers agissent avec et pour les paysans au sein des dispositifs, et participent ainsi aux processus de reconnaissance des paysanneries. Ces acteurs agissent aux côtés des paysans soit *au cours*, soit *autour* de l'échange. Dans le premier cas, il s'agit d'acteurs directement impliqués dans l'échange de produits alimentaires. En plus des paysans, cette catégorie regroupe les consommateurs, mais aussi des acteurs essentiels et très divers que nous avons appelés « intermédiaires de proximité ». Dans le second cas, il s'agit des divers acteurs, qui accompagnent et soutiennent directement ou indirectement les dispositifs. Cette section a pour objectif de montrer l'importance de la dimension multi-acteurs des dispositifs de CIALP dans la reconnaissance des paysanneries. Nous analysons pour cela les formes d'engagement et d'action des divers acteurs dans les dispositifs et avec les paysans.

2.2.3.1. Les « intermédiaires de proximité » : nouvelles médiations marchandes et non marchandes entre producteurs et consommateurs et élargissement de l'accès aux CIALP à un plus grand nombre de paysans.

Dans les dispositifs de CIALP, et même dans ceux dits « de vente directe », les intermédiaires classiques des marchés conventionnels sont remplacés par de nouveaux intermédiaires. Nous les appelons « intermédiaires de proximité » parce qu'ils combinent les deux types de proximités de coordination que distinguent Bouba-Olga & Grossetti [2008]. Ainsi, grâce à l'activation de proximités relationnelles avec les producteurs d'un côté et les consommateurs de l'autre, ils créent des proximités de médiation entre producteurs et consommateurs et jouent ainsi le rôle de médiateurs à la fois marchands et sociaux entre villes et campagnes. Ces intermédiaires peuvent être divers types d'acteurs (commerçants, paysans eux-mêmes, et même acteurs publics et ONG). Par leur intermédiaire, le consommateur est informé sur d'où, de qui et de comment vient le produit, et le producteur sait où et à qui sont vendus ses produits et quelle évaluation en font les consommateurs. Dans un même dispositif, on peut même distinguer plusieurs intermédiaires de proximité, selon leurs fonctions logistiques (transformation) et/ou

commerciales. Ces intermédiaires de proximité, médiateurs de confiance, de connaissance, mais aussi d'apprentissages entre producteurs et consommateurs, ainsi que de construction de la qualité, permettent à un plus grand nombre de producteurs d'accéder à ces CIALP et, ainsi, de se libérer tout ou partie des marchés conventionnels et d'avoir accès à une meilleure valorisation économique et sociale de leurs produits.

Dans le cas de la Bolivie, la relation commerciale entre l'AMPACH et la Municipalité de Tiwanaku est certes directe, mais la Municipalité est l'intermédiaire entre les paysannes et les élèves « mangeurs ». À travers les conseils scolaires de parents d'élèves – certains étant eux-mêmes paysans – elle valorise auprès des élèves le fait que les produits proviennent du territoire et des paysans. Quant à l'AMPACH, elle transforme non seulement le lait et les céréales de ses adhérentes, mais elle se fournit aussi auprès d'autres paysans de la communauté et de la sous-centrale de Huacullani, élargissant ainsi l'accès au déjeuner scolaire au-delà de ses seules membres. Pour l'AMPACH, l'achat à d'autres producteurs n'a pas seulement pour objectif de compléter ses approvisionnements, mais c'est aussi une véritable volonté que ces ateliers de transformations de lait et céréales bénéficie au plus de paysans possibles.

*« Ce qu'on veut faire c'est **acheter de la quinoa, des fèves, du blé, de l'orge... à tous les producteurs de la communauté pour que la boulangerie profite à tous.** [...] Ce projet, il va **générer de l'emploi, des revenus pour les producteurs à qui on va acheter la matière première, et des revenus pour l'AMPACH.** (Époux de la présidente de l'AMPACH. Bien que non membre de l'AMPACH, il est très engagé bénévolement aux côtés de sa femme dans l'association)*

En Équateur, sur la feria Macají et au sein du panier Utopía, de nombreux paysans jouent le rôle de distributeurs des produits de leur organisation, de leur communauté, ou, à plus petite échelle, de leurs voisins. Ils permettent à d'autres paysans – qui, seuls, n'auraient pas assez de produits à proposer en quantité et/ou en diversité, et/ou qui ne peuvent pas accéder à ses marchés pour diverses raisons (organisation, accessibilité géographique et/ou socio-économique etc.) – d'accéder indirectement à ces circuits alimentaires de proximité. Par ailleurs, ils élargissent la gamme des produits proposés aux consommateurs et ils établissent un lien entre l'ensemble des paysans qu'ils représentent et les consommateurs urbains. Les modalités d'organisation de cette intermédiation de proximité sont très diverses (Tableau 43).

Tableau 43 - Les différents types d'intermédiation de proximité dans les dispositifs équatoriens

INTERMÉDIATION DE PROXIMITÉ	ORGANISATION DE LA PRODUCTION	COMMERCIALISATION	DISPOSITIFS CONCERNÉS
(a) Collective avec ou sans ONG	Organisation collective de la production	Commercialisation assurée par ONG et/ou représentant(e) des paysans	Utopía (<u>panier</u>)
(b) Structurée par une fondation locale	Organisation individuelle de la production ONG assure la transformation	Commercialisation assurée par ONG et/ou représentants des paysans	Utopía (<u>panier</u>) Feria Macají

INTERMÉDIATION DE PROXIMITÉ	ORGANISATION DE LA PRODUCTION	COMMERCIALISATION	DISPOSITIFS CONCERNÉS
(c) Collective planifiée	Organisation collective de la production	Un(e) ou plusieurs paysan(ne)s commercialisent les produits pour l'ensemble du groupe	Utopía (<u>panier</u>) Feria Macají
(d) Collective informelle	Organisation individuelle de la production	Un(e) ou plusieurs paysan(ne)s commercialisent les produits de l'ensemble du groupe	Utopía (<u>feria</u>) Ferias citoyennes
(e) Individuelle	Organisation individuelle de la production	Un(e) paysan(ne) vend ses produits et complète son offre en achetant et revendant les produits de ses voisins	Ferias citoyennes
(f) Individuelle professionnelle	Organisation individuelle de la production	Un(e) paysan(ne) (de Chimborazo) a une activité de revendeur de produits non présents sur le territoire et se fournit directement auprès de paysans d'autres provinces. Il vend également ses propres produits sur le marché.	Ferias citoyennes
(g) Structuré par une petite ou entreprise familiale locale	Organisation individuelle de la production Une famille paysanne a investi dans des équipements de transformation	Une famille paysanne achète les produits (lait ou grains) à ses voisins, les transforme avec les siens et les commercialise	Ferias citoyennes

Dans certains cas, il existe une organisation formalisée de producteurs qui s'organise chaque semaine pour vendre les produits de ses membres aux consommateurs urbains (cas **(a)**). Celle-ci est souvent accompagnée par une ONG locale. C'est le cas, par exemple, de l'association *Nueva Generación*, qui regroupe une cinquantaine de familles paysannes de la communauté de Tzimbuto (paroisse Licto, canton de Riobamba). Elle fournit le panier Utopía depuis 2010 et en est devenue l'un des principaux fournisseurs. Cette association, accompagnée par l'ONG équatorienne Ekorural, planifie la production afin que, chaque quinzaine et de manière tournante, les productions de dix producteurs soient vendues au panier Utopía. La livraison est assurée chaque semaine par Elena, la présidente de l'association, qui est également promotrice à Ekorural, accompagnée d'un autre promoteur de l'ONG. Ainsi, c'est elle qui assure la médiation entre les consommateurs d'Utopía et les familles paysannes membres de son association. Aux consommateurs, elle explique comment ont été produits et récoltés les produits et les éventuelles difficultés, notamment techniques et climatiques, qui ont été rencontrées. Aux paysans de *Nueva Generación*, elle transmet les retours et les souhaits des consommateurs quant à la qualité, à la quantité et aux types de produits fournis. La proximité de médiation qu'assure Elena entre producteurs et consommateurs, et qui génère des apprentissages mutuels entre les deux groupes, est également doublée d'une proximité relationnelle directe entre ces derniers, grâce aux visites de fermes organisées régulièrement par Utopía et co-animées sur place par Elena et les consommateurs membres du « groupe zéro » d'Utopía.

Dans d'autres cas (cas **(b)**), c'est une fondation locale, qui, souvent, achète et transforme les produits des paysans qu'elle accompagne, qui organise également la commercialisation. C'est le cas, par exemple, de la soixantaine de familles paysannes accompagnés par la fondation ACT

dans le canton de Guamote. Ces paysans, qui, appartiennent à plusieurs communautés différentes, fournissent le panier Utopía *via* la fondation ACT, qui transforme et commercialise les produits (farines et grains andins). Dans ce cas, c'est Baltazara, promotrice de l'association, qui assure la livraison des produits et entretient la proximité de médiation entre producteurs et consommateurs. Un autre exemple est celui de la fondation équatorienne MCCH (*Maquita Cushunchic Comercializando como Hermanos* qui signifie « Commercialiser comme des frères ») qui accompagne une cinquantaine de communautés dans les cantons de Riobamba, Guamote, Colta et Alausí. Elle a également une activité de transformation et de commercialisation des produits des paysans qu'elle accompagne, un de ses nombreux circuits de commercialisation étant la feria Macají. Sur cette feria, ce sont des paysans accompagnés par MCCH qui se chargent de la commercialisation des produits transformés, et ils en profitent pour vendre également directement leurs propres légumes.

Aux côté de modes d'intermédiation de proximité très structurés, que ce soit *via* une organisation de producteurs et/ou une ONG ou une fondation, il existe d'autres situations, nombreuses et diverses, d'intermédiation de proximité, dans lesquels celle-ci est moins structurée d'un point de vue formel, mais n'en est pas moins très organisée sous formes de divers arrangements informels. Par exemple, certains paysans vivant à proximité (même communauté ou communautés voisines) s'organisent par petits groupes pour approvisionner collectivement la feria Macají et/ou le panier Utopía. Certains s'organisent collectivement dès la production en prévision de la commercialisation (cas **(c)**). C'est le cas, par exemple, d'une dizaine de familles de petits producteurs de fruits tropicaux d'une communauté de la province voisine de Los Rios. Ils prévoient ensemble les récoltes pour fournir le panier Utopía, et c'est l'un d'entre eux qui est en charge de la livraison au panier chaque quinzaine. C'est le cas aussi d'une dizaine de familles de paysans agroécologiques de la COPAC (corporation des producteurs agroécologiques de Cebadas) vivant dans des communautés voisines. Elles fournissent chaque quinzaine un ou deux types de produits à Utopía – une personne assure la livraison et la relation avec les consommateurs du panier – et chaque semaine une quinzaine de types de produits à la feria Macají – sur laquelle elles viennent plusieurs pour assurer la vente et la relation avec les consommateurs. Pour d'autres petits groupes de paysans informels, c'est au moment de la commercialisation que se fait l'organisation (cas **(d)**). Dans ce cas courant d'intermédiation de proximité, chacun organise sa production au niveau individuel et c'est le (ou les) représentant(s) « délégué » à la commercialisation du petit groupe qui se rend chaque quinzaine sur la feria Utopía et/ou chaque semaine sur un ou plusieurs marché(s) citoyen avec ses produits et ceux de ses voisins. Certains s'organisent même pour fournir les deux types dispositifs à la fois, avec une personne qui va vendre ses produits et ceux de ses voisins sur la feria Macají et une autre qui fait de même sur la feria Utopía. Enfin, le dernier cas, très courant, d'intermédiation de proximité (cas **(e)**) concerne les paysans qui fournissent les ferias citoyennes (Macají ou autre) à titre individuel et qui, afin de diversifier les produits proposés aux consommateurs, complètent leur offre en achetant des produits à leurs voisins. Contrairement au cas précédent qui fonctionne de manière équivalente à un dépôt-vente, ici il s'agit d'une intermédiation commerciale au sens strict.

Aux côtés de tous ces paysans à « double casquette » qui sont également intermédiaires de proximité, d'autres paysans, que l'on rencontre sur les ferias citoyennes, ont développé une activité plus professionnalisée d'intermédiaire de proximité logistique et/ou commercial (cas **(f)**). Ainsi, certains paysans ont développé une activité de revendeurs de produits que l'on ne trouve pas sur le territoire. C'est le cas par exemple de la présidente de la feria Macají, qui a investi dans un camion pour acheter directement des fruits tropicaux auprès des paysans de la Costa et qui les revend sur la feria Macají. Elle participe également à la feria citoyenne de Chambo, sur lequel elle commercialise ses propres produits. Enfin, d'autres paysans des ferias citoyennes ont investi – souvent appuyé par des ONG ou plus récemment par les pouvoirs publics – dans des équipements de transformation de produits laitiers ou de farines andines (cas **(g)**). Ils transforment leurs propres produits, mais achètent également la matière première à leurs voisins, et se chargent de la transformation, selon des modalités très similaires à celles que nous avons rencontrées dans le cas des petites fromageries familiales de Huancavelica.

Rappelons que dans les ferias citoyennes, les paysans membres, qui sont souvent également des intermédiaires de proximité, cohabitent avec de commerçants professionnels. Dans un projet explicite de promotion et de valorisation des produits paysans combiné à un objectif stratégique de diversification des produits proposés, ces commerçants ne sont pas concurrents mais complémentaires des paysans. Le rôle de ces « distributeurs » de produits non locaux est de compléter l'offre des produits proposés sur les ferias citoyennes, uniquement pour les produits que l'on ne trouve pas auprès des paysans membres mais qui sont des produits quotidiens indispensables que les consommateurs recherchent dans les espaces de vente de produits alimentaires et qui sont essentiellement des produits fabriqués ou produits sur la Costa (fruits tropicaux, produits de base alimentaires (riz, pâtes) et non alimentaires). Paysans et distributeurs sont clairement identifiés en tant que tels sur les ferias citoyennes grâce à des espaces dédiés, si bien qu'il y a sur ces ferias un espace que nous pourrions qualifier « de proximité » occupé par les paysans, et un espace « filière longue » occupé par les distributeurs. De la même façon, Utopía a également adopté une stratégie de diversification de l'offre de produits proposés dans le panier. En effet, seulement deux tiers des produits proviennent des producteurs agroécologiques locaux, les autres sont achetés sur le marché conventionnel. À chaque préparation et distribution des paniers, l'information est donnée aux consommateurs sur l'origine de chacun des produits.

Enfin, au Pérou, les circuits de commercialisation des produits laitiers sont structurés autour de plusieurs types d'intermédiaires de proximité, entre la production laitière rurale et le consommateur urbain. Les premiers sont les fromageries rurales, qu'elles soient associatives ou familiales. Alors que les fromages fermiers sont achetés par des négociants de passage qui gèrent de gros volumes, vendus à Lima, les fromageries se chargent elles-mêmes de la commercialisation de leurs produits dans les villes proches. Elles s'appuient pour cela sur des réseaux fondés sur une articulation entre proximité géographique et proximité communautaire, au sens de Fournier *et al.* [2005], dans le sens où ces réseaux relèvent de liens familiaux, affinitaires ou socioculturels. Si les fromageries de troisième génération commercialisent les produits en vente directe, les circuits de commercialisation des fromageries de première et de deuxième génération font intervenir un intermédiaire de proximité dans le circuit, qui joue un

rôle fondamental dans le développement et le maintien de ces filières laitières : il s'agit des commerçants des petites supérettes en ville, et surtout, des commerçants des halles de la ville de Huancavelica. Ces derniers, qui se fournissent auprès de plusieurs fromageries artisanales, peuvent être assimilés aux crémiers que nous connaissons en France [Delfosse, 2013]. Ils connaissent les produits, leur qualité et leur origine et s'en font les porte-paroles auprès des consommateurs. Si la réputation du fromage de Llactas, très demandés par les consommateurs, est acquise de longue date, les commerçants de Huancavelica ont fortement contribué à la construction de la réputation du fromage de Florandina, pour lequel la demande est en croissance.

« *Le **fromage de Llactas** est un **fromage reconnu** [ils le vendaient depuis 10 ans au moment de l'entretien] [...] **C'est un fromage très agréable, il a un goût particulier. C'est un fromage écrémé, qui se conserve longtemps.** [...] **Le fromage de Florandina, c'est un très bon fromage, il est encore meilleur ! Il est moins salé, il a une forme très reconnaissable** [il est parallélépipède]. **Les consommateurs aiment ça ! Mais c'est un fromage qui ne tient pas très longtemps, après quelques jours il a tendance à se dégrader.** [...] **C'est un fromage plus récent** [ils le vendent depuis quatre ans]. **Au début, personne ne voulait l'acheter. Mais il devient connu petit à petit.** (Couple de commerçants des halles de la ville de Huancavelica)⁴²².*

« [Le **fromage de Llactas**] est un **fromage reconnu** [ils le vendent depuis les débuts de la fromagerie], **il est réclamé par les consommateurs.** [...] **Le fromage de Florandina est meilleur** [que celui de Llactas]. **Il est très récent** [il le vendait depuis 2 mois au moment de l'entretien] **mais il va gagner en popularité.** » (Commerçant des halles de la ville de Huancavelica)⁴²².

De l'autre côté, ils font des retours aux paysans-fromagers, qui viennent les livrer toutes les semaines (cas des fromageries de Llactas situées à 120 km, soit 4h de bus, de la ville de Huancavelica) ou tous les jours (cas de la fromagerie Florandina, située à 20 km de la ville de Huancavelica) sur l'évaluation de la qualité de leurs produits par eux-mêmes et par les consommateurs, ce qui contribue à améliorer cette qualité. Ainsi, le couple de commerçants interrogé dans les halles de Huancavelica déclarait que suite à leurs remarques et à celles des consommateurs, la qualité des fromages de Llactas s'était progressivement améliorée.

En conclusion, dans tous ces cas d'intermédiation de proximité, l'intermédiaire permet aux paysans d'accéder aux dispositifs de circuits alimentaires de proximité et à leurs effets positifs. Il contribue à élargir l'offre des produits proposés aux consommateurs. Il est un médiateur marchand et social entre campagne et ville. Côté campagne, il connaît l'origine (lieu et producteur) des produits, et souvent leurs conditions de production et peut donc s'en porter garant, fournissant ainsi aux consommateurs une « traçabilité verbale » [Delfosse, 2013] des produits. Côté ville, il connaît les demandes des consommateurs, et s'en fait le messager auprès des producteurs qui peuvent ainsi améliorer la qualité de leurs produits. Les intermédiaires de proximité sont donc des acteurs-clé de la construction de la connaissance et de confiance entre producteurs et consommateurs, et de la construction de la qualité des produits. Lorsque les interactions entre producteurs et consommateurs au cours de l'échange des produits ne sont pas

⁴²² Entretien non enregistré, reconstitution du discours à partir des notes du compte-rendu d'entretien réalisé par Magalie Lejaille, qui contenait de nombreuses citations de interviewés.

directes, c'est *via* ces intermédiaires de proximité que se joue la reconnaissance des paysanneries.

Toutefois, d'autres formes d'intermédiation, qui ne sont pas de l'intermédiation de proximité, apparaissent dans certains dispositifs, en particulier les *ferias* citoyennes. Afin de diversifier leur offre, en particulier pendant les périodes où il y a peu de diversité de produits sur la ferme, certains producteurs complètent leur propre production, non pas avec des produits achetés à leurs voisins, mais avec des produits achetés le matin-même sur le marché de gros de Riobamba. Selon le règlement des *ferias* citoyennes, ces pratiques sont interdites et sanctionnées, mais dans les faits, elles sont difficiles à contrôler. Ces pratiques, que les producteurs justifient comme nécessaires pour répondre aux demandes des consommateurs, mais qui ne sont pas transparentes, nuisent à l'image de ces marchés et peuvent être à l'origine d'une perte de confiance dans ces marchés et dans les paysans, venant nuire à la reconnaissance de ces dispositifs et de leurs acteurs.

2.2.3.2. Les ONG, alliés historiques des paysans qui diversifient leurs modes d'action : contribution à une reconnaissance consolidée et élargie des paysanneries

2.2.3.2.1. D'une approche technique et de type « filière » à une approche globale et territoriale : des circuits alimentaires de proximité pour une valorisation d'une agriculture paysanne et locale diversifiée

Les ONG paysannistes et de développement rural, locales ou internationales, ont toujours eu, sur les trois territoires, un rôle historique dans le soutien au développement de l'agriculture paysanne (chapitre 1). Leur stratégie d'intervention consistait la plupart du temps en l'appui technique, organisationnel et/ou financier à la production et à la transformation. Lorsque ces ONG s'intéressaient à la commercialisation des produits, c'était le plus souvent dans une perspective d'insertion sur des marchés préexistants, souvent en filières longues, à l'exception notoire du commerce équitable où l'objectif est bien la création de marchés équitables destinés à valoriser et à reconnaître les produits paysans *via* la juste rémunération de ces derniers. Dans tous les cas, y compris pour le commerce équitable, les ONG agissaient selon une approche de type filière, en accompagnant la commercialisation d'un seul produit qu'il était nécessaire de produire en quantités suffisantes pour approvisionner le marché, qu'il soit « conventionnel » (local, national ou international) ou « équitable », ce qui supposait une spécialisation partielle des systèmes de production et la création d'organisations paysannes centrées sur un seul produit. Les ONG, quand elles accompagnaient la commercialisation des produits, envisageaient ainsi rarement la valorisation des productions de la ferme dans leur globalité. Et par ailleurs, comme nous l'avons vu par exemple en Équateur, lorsque les ONG ne se concentraient que sur l'accompagnement à la transition agroécologique des très petites fermes paysannes *via* la diversification des productions, sans intégrer la commercialisation des surplus dans leurs projets de développement, paysans et ONG se heurtaient aux marchés conventionnels qui ne valorisent ni les produits agroécologiques, ni les petites quantités.

Face à ces situations, des ONG de développement rural ont désormais diversifié leurs modes d'action. Depuis le milieu des années 2000, elles combinent leur traditionnel appui technique, organisationnel et financier à la production et à la transformation paysanne – désormais souvent

« agroécologique » – avec la promotion et l’accompagnement à la création et à la consolidation de circuits alimentaires de proximité sous diverses formes.

Ainsi, en Bolivie, ACF a facilité la création de l’AMPACH ainsi que la formation des femmes de cette organisation pour la transformation de yaourts, puis, dans un second temps, en collaboration avec l’ONG locale Cuna, a accompagné, à travers un financement du PAM, la création de la relation commerciale entre l’AMPACH et la Municipalité de Tiwanaku.

Dans la province du Chimborazo (chapitre 4), les paysans et les organisations paysannes de la feria Macají et du panier Utopía avaient auparavant été la cible de nombreux projets de développement en appui à la production depuis plusieurs dizaines d’années (accès aux moyens de production, diversification, transition agroécologique, etc.). Ce n’est que récemment que les ONG, conscientes des difficultés de commercialisation de ces produits sur les marchés conventionnels, et de l’impossibilité d’envisager la commercialisation d’une production paysanne diversifiée selon une approche classique de type « filière », se sont intéressées à la commercialisation en CIALP. Certaines ONG de développement rural locales et internationales (Heifer, ACT, CEDEIN, Chuquirahua) ont ainsi été actrices, avec les paysans et avec les consommateurs urbains militants d’Utopía, de la création du Collectif pour la Vie qui militait pour l’obtention d’espaces de vente directe dans le centre de Riobamba. Plus tard, ces mêmes acteurs du Collectif pour la Vie (ONG et paysans), ont été sollicités par les collectivités locales et les services déconcentrés de l’État pour la création de la feria citoyenne Macají. D’autres ONG de développement rural (telles qu’Ekorural) se sont mises en relation avec les consommateurs du panier Utopía pour favoriser la commercialisation des produits agroécologiques des communautés et organisations paysannes qu’elles accompagnaient. Que ce soit au sein de Macají et d’Utopía, les ONG rurales liées à ces dispositifs ont formé les producteurs à la vente, à l’organisation de la production et au calcul des coûts de production. Rappelons que dans la province de Chimborazo, la création de ces liens directs entre paysans locaux et consommateurs urbains de Riobamba doit beaucoup à deux fondations locales précurseuses sur les échanges solidaires entre rural et urbain, vectrices de nombreuses proximités de médiation entre paysans, ONG rurales qui les accompagnent, et consommateurs. La première est la fondation Chuquirahua, ONG de développement rural qui a envisagé très tôt l’intérêt et la nécessité de combiner production agroécologique diversifiée et commercialisation et échanges directs et solidaires. La seconde est la fondation Utopía, ONG initialement créée pour être un appui technique et politique au Mouvement Indigène de Chimborazo, devenue par la suite une ONG urbaine d’appui au mouvement social urbain constitué par les consommateurs du panier Utopía. La fondation Utopía, dont les membres ont un pied dans le monde urbain des consommateurs et un autre dans le monde rural des paysans, a joué le rôle de facilitateur et de passeur de frontières entre consommateurs du panier Utopía et paysans de Chimborazo.

Enfin, dans le département de Huancavelica, dans les territoires qui nous concernent, AVSF et des ONG locales apportent aux paysans depuis plusieurs années un appui d’une part à la production, notamment *via* le développement de l’irrigation, d’autre part à la transformation, à travers l’accompagnement de la création de fromageries artisanales associatives, et enfin à l’organisation associative. Du côté de la commercialisation, dans une autre zone que celles sur lesquelles nous avons mené nos recherches, AVSF et l’ONG locale Cedinco – la même ONG qui

avait travaillé avec AVSF pour la création des fromageries « de première génération » à Sinto – accompagnent depuis 2008 des paysans de la coopérative Agropia, dans le district de Pazos (province de Tayacaja, voir Carte 9), « berceau de la pomme de terre native » (Photo 33), vers la commercialisation de chips de pommes de terres andines *via* le commerce équitable avec l’entreprise française Ethiquable. Après avoir accompagné les paysans d’Agropia vers les marchés du commerce équitable, puis vers la certification en agriculture biologique, AVSF a récemment accompagné la coopérative vers la commercialisation des chips de pommes de terre natives sur le marché péruvien. Ainsi, AVSF et les autres ONG de développement rural locales de Huancavelica ne s’étaient pas – ou peu – impliquées dans le soutien à la commercialisation locale, jusqu’au début des années 2010. C’est ainsi qu’AVSF, à travers le projet *Mercados Campesinos*, a accompagné en 2011 la création de la feria de vente directe de produits laitiers sur la place principale de la ville de Huancavelica, devenue rapidement une feria de vente directe de produits paysans diversifiés, puis, en 2014, la création du magasin paysan d’Acobambilla.

Photo 33 - Paysans de la communauté de San Jose de Aymara (district de Pazos) de l’organisation Agropia, producteurs de pommes de terre andines pour le commerce équitable



Finalement, le mode d’action des ONG quant à leur appui direct aux communautés et organisations paysannes a évolué ces dernières années. De la production à la transformation, elles se sont ensuite intéressées à la commercialisation des produits paysans, d’abord selon une approche filière – conventionnelle ou équitable – pour ensuite diversifier plus encore leurs modes d’actions à travers l’appui à la commercialisation des productions paysannes selon une approche globale et territoriale, en envisageant le lien entre la campagne et la ville proche, dans des dispositifs de CIALP, dont ces ONG jouent souvent, au côté d’autres acteurs des territoires, un rôle important dans la création.

Cette diversification du mode d’action des ONG va de pair avec une diversification des produits paysans susceptibles d’être commercialisés dans des circuits alternatifs aux circuits traditionnels. Dans les CIALP, en particulier les circuits de vente directe (mais pas uniquement), les paysans peuvent commercialiser la diversité des produits de leur ferme. Cela contribue à valoriser cette diversité et l’ensemble du système de production, et, ainsi, à reconnaître et à renforcer ces systèmes de productions paysans et diversifiés et assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire des familles, en diminuant les risques économiques et écologiques que peuvent entraîner une trop grande spécialisation.

Au-delà de la seule échelle de la ferme, c'est la diversité des productions d'un territoire qui est valorisée dans les dispositifs de CIALP, et qui est proposée aux consommateurs du territoire, en particulier ceux de la ville proche qui trouvent – et recherchent – dans ces dispositifs l'ensemble du panier alimentaire de base, local, équilibré et de qualité. C'est le cas des dispositifs Utopía et Macají, mais c'est aussi le cas dans les deux autres terrains, où les dispositifs ont diversifié leur offre pour proposer progressivement aux consommateurs la variété des productions des paysans et du territoire. Ainsi, dans la ville de Huancavelica, la feria du vendredi, créée avec l'appui d'AVSF, ne proposait initialement que des produits laitiers, dans la continuité de l'appui qu'AVSF apportait aux paysans pour produire et transformer le lait. Les paysans et AVSF ont vu l'opportunité dans cette feria de valoriser également le surplus des autres productions paysannes (tubercules, viande, légumes, céréales etc.) et les consommateurs ont ainsi accès à un espace, inédit dans la ville de Huancavelica, où trouver des produits locaux paysans. Quelques temps plus tard, le magasin paysan d'Acobambilla s'est ouvert selon le même principe. Enfin, à Tiwanaku, l'AMPACH, accompagnée par Cuna, ACF et le PAM, a d'abord transformé et commercialisé le lait (yaourts à boire) auprès de la Municipalité de Tiwanaku, puis s'est diversifiée pour fournir également la « ration solide » du déjeuner scolaire à la Municipalité, à travers la transformation de pains à base de divers grains et céréales. Ainsi, les deux principales productions de la zone du secteur de Huacullani (Carte 14) sont achetées directement par la Municipalité auprès des paysannes de l'AMPACH. Et du côté des écoliers du centre scolaire de Huacullani, ces derniers ont accès à un déjeuner scolaire local et paysan, quasiment équilibré (céréales et produits laitiers)⁴²³

2.2.3.2.2. D'une action ponctuelle et locale à la participation active aux débats publics sur les paysanneries et l'alimentation : CIALP et agricultures paysannes au cœur des systèmes alimentaires territorialisés

Les nouveaux modes d'actions des ONG ne se limitent pas au seul accompagnement sur le terrain des paysans et des dispositifs de CIALP. En collaboration entre elles et avec d'autres acteurs, elles produisent de nombreux documents de capitalisation sur les dispositifs qu'elles contribuent à créer ou qu'elles accompagnent, ce qui contribue à rendre visibles et à faire connaître ces dispositifs. Leur expertise en ce domaine est même reconnue par les pouvoirs publics, en témoigne, en Équateur, l'étude CIALCO, commanditée à AVSF par le MAGAP, qui a produit un premier inventaire et une première évaluation des circuits alternatifs de commercialisation en Équateur, et qui a fortement contribué à la mise en œuvre de la politique d'accompagnement de la commercialisation paysanne par le MAGAP (chapitre 2). Enfin, les ONG contribuent également à la recherche et à la formation autour des circuits alimentaires de proximité, comme en témoigne le projet *Mercados Campesinos*.

⁴²³ Il y manquerait encore les fruits et légumes, plus difficiles à cultiver dans le secteur de Huacullani et qui sont surtout produits au sud du territoire de la Municipalité de Tiwanaku.

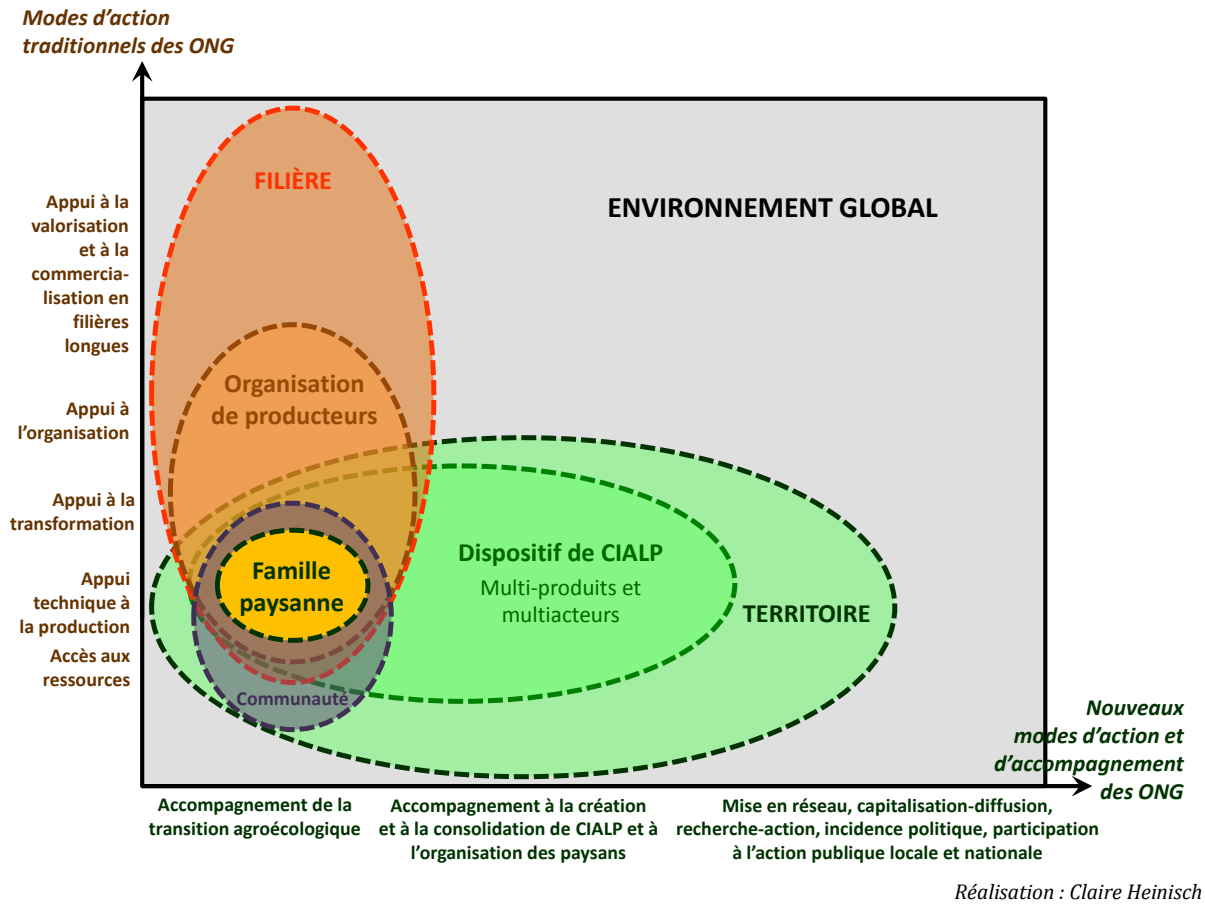
2.2.3.2.3. Bilan : les ONG rurales et paysannistes, rôle dans la reconnaissance des paysanneries des années 1980 à aujourd'hui

Pour conclure sur le rôle des ONG (Figure 34), alliés historique des paysans, nous avons souligné dans le chapitre 1 en quoi cette importance du rôle et de la densité des ONG dans l'appui aux paysanneries posait, dans les années 1980 à début 2000, des questions de pérennité, d'autonomie et de cohérence. Le caractère parfois micro-local et ponctuel, et donc à caractère excluant, des initiatives promues, et la difficulté de coordination entre des ONG concurrentes dans l'accès aux financements et au comportement « terrain propriétaire », interrogeait sur les formes de mises en cohérence des actions à l'échelle territoriale. Nous avons nuancé ce propos en rappelant que l'action des ONG demeurait clé dans les territoires du fait de la faible présence des pouvoirs publics sur les questions paysannes. En outre, même si cette action ne touchait que les quelques paysans bénéficiaires de projets de développement, elle avait fait émerger dans les campagnes andines des portions de territoires et/ou des organisations qui avaient « réussi » du point de vue de l'accès aux ressources et aux marchés, constituant ainsi des laboratoires de propositions et d'expérimentation d'alternatives et des témoins qu'une voie paysanne du développement était possible.

A la lumière de nos recherches et des nouveaux contextes sociopolitiques andins du milieu des années 2000, nous pouvons réactualiser notre propos. Premièrement, le rôle des ONG, nécessaire face à des pouvoirs publics – en particulier l'État – absents sur les questions paysannes, ne se pose désormais plus en ces termes. En effet, comme nous l'avons analysé l'échelle nationale (chapitre 2) et dans les dispositifs étudiés, les pouvoirs publics s'impliquent plus ou moins directement dans l'accompagnement et dans la création de dispositifs de CIALP destinés à valoriser les produits paysans locaux. Dans certains cas, ils vont jusqu'à mettre en place des politiques nationales et territoriales en ce sens. Nous développons ce point dans le prochain paragraphe. La seconde, c'est que, comme nous l'avons montré tout au long de ce paragraphe, depuis les années 1980, les ONG ont fortement diversifié leurs modes d'action auprès et en faveur des paysans. Si l'appui à l'organisation des paysans est toujours au cœur de leur mode d'action, elles sont passées d'une approche technique et de type « filière » à une approche plus globale et territoriale, envisageant les liens entre la campagne et la ville proche et dans des dispositifs associant divers acteurs des territoires « au cours » et « autour » de la production, de l'échange et de la consommation de produits alimentaires. En outre, à l'échelle territoriale et au-delà, elles capitalisent sur les dispositifs qu'elles accompagnent, contribuent à la mise en réseau d'acteurs et d'initiatives, participent à des études et des projets sur le développement et l'analyse des nouvelles formes de production, d'organisation et de commercialisation paysanne et mènent une incidence politique active autour des questions paysannes. Ces nouveaux modes d'action contribuent à la reconnaissance des paysans comme étant au centre de systèmes alimentaires territorialisés et durables. Ils y contribuent non seulement de manière directe et ponctuelle au sein des dispositifs, mais aussi de manière indirecte et plus large. En ce sens, les ONG ne sont plus un « palliatif » au manque d'engagement des pouvoirs publics, mais sont, aux côtés des pouvoirs publics et d'autres réseaux et organisations de la société civile, des acteurs du débat et de l'action publique locale et nationale autour des systèmes alimentaires durables.

Figure 34 - Les ONG rurales, alliés historiques des paysans andins qui diversifient leurs modes d'action pour une plus large reconnaissance des paysanneries

D'une approche technique et de type « filière » à une approche globale et territoriale et d'une action ponctuelle à la participation active aux débats publics locaux et nationaux



2.2.3.3. Les pouvoirs publics, de l'appui ponctuel aux paysans et aux dispositifs à la mise en œuvre d'une politique agricole et alimentaire territorialisée : un soutien explicite aux paysans reconnus comme acteurs socio-économiques d'une alimentation durable

Si les ONG sont des alliés historiques des paysanneries, d'autres acteurs avaient été jusque-là peu présents sur les questions paysannes. Il s'agit des pouvoirs publics, en particulier de l'État, et c'est bien pour pallier son absence que le nombre d'ONG et de projets de développements avaient explosé dans les campagnes andines à partir des années 1980 qui ont marqué l'avènement des politiques néolibérales et le désengagement de l'État du développement rural. Nous avons analysé dans le chapitre 2 la bifurcation sociopolitique que connaissent les Andes depuis le milieu des années 2000, avec le retour des pouvoirs publics locaux et nationaux dans le développement rural, et la reconnaissance explicite des paysanneries dans les constitutions équatorienne et bolivienne qui ont intégré la souveraineté alimentaire comme principe et cadre légal. Nous avons souligné néanmoins qu'au niveau national, même si les textes mentionnent explicitement les petits producteurs paysans et familiaux comme sujets prioritaires des politiques publiques dans le cadre de la réalisation de la souveraineté alimentaire, les objectifs étaient encore loin d'être atteints, en particulier en ce qui concerne

l'accès équitable aux ressources. Toutefois, et en ce qui concerne le soutien, l'accompagnement et voire la création de dispositifs de CIALP, l'engagement des pouvoirs publics locaux (collectivités et service déconcentrés de l'État) prend de multiples formes. Dans les dispositifs étudiés, des pouvoirs publics sont parties-prenantes des dispositifs de manière plus ou moins directe, et font à ce titre partie des acteurs de ces dispositifs au côté des paysans, des ONG, les consommateurs et des intermédiaires de proximité. Plus encore, dans certains territoires, des acteurs publics vont jusqu'à mettre explicitement les CIALP et les paysans au cœur d'une politique agricole et alimentaire locale. Nous analysons dans ce paragraphe la diversité des formes d'engagement des pouvoirs publics dans les CIALP. Nous reviendrons sur les motifs et processus de cet engagement dans le § 2.3.

2.2.3.3.1. Quand les pouvoirs publics s'engagent directement dans la création et dans l'accompagnement des dispositifs de circuits alimentaires de proximité

Dans le cas d'une implication directe, les pouvoirs publics locaux participent à la création et au développement de dispositifs de CIALP. Ainsi, ils peuvent être acteurs de l'échange marchand. C'est le cas de la Municipalité de Tiwanaku en Bolivie qui, en collaborant avec des ONG locales et internationales présentes sur le territoire, a fait le choix délibéré de s'affranchir de ses fournisseurs habituels pour le déjeuner scolaire.

Une autre forme d'implication directe consiste à fournir un espace pour la commercialisation. Au Pérou, la Municipalité Provinciale de Huancavelica a autorisé l'installation de la feria hebdomadaire de vente directe de produits laitiers – devenue ensuite une feria paysanne – multi-produits – à proximité immédiate de la place principale de la ville. En Équateur, la direction provinciale du MAGAP Chimborazo met à disposition, sans interruption depuis 2008, un espace pour la tenue hebdomadaire de la feria citoyenne Macají à proximité du centre-ville de Riobamba. Auparavant, c'est le Gouvernement Provincial de Chimborazo qui avait prêté de manière occasionnelle pendant quelques semaines aux membres du Collectif pour la Vie un espace dans la cour de ses anciens locaux dans le centre-ville. Dans un contexte où les paysans, surtout les paysans indigènes sont encore stigmatisés par certaines fractions de la société, notamment parmi les urbains, la mise à disposition d'espaces permanents de commercialisation paysanne au cœur de l'espace urbain constitue une évolution majeure. À titre d'illustration, dans le cas de l'Équateur, à l'époque du Collectif pour la Vie en 2006-2008, la Municipalité de Riobamba refusait de fournir un espace de vente aux groupes de paysans agroécologiques de la région, au motif que la présence de paysans indigènes dans l'espace urbain était préjudiciable à l'image de la ville. Quelques années plus tard, ces mêmes paysans bénéficient de plusieurs espaces de vente directe à Riobamba. Deux autres ferias citoyennes hebdomadaires ont en effet vu le jour à Riobamba dans le sillage de la feria citoyenne Macají, et le second d'entre eux, la feria citoyenne Yaruquíes, se tient depuis mai 2012 sur un espace qui appartient à la Municipalité. En outre, depuis 2012-2013, la place municipale Eloy Alfaro, en plein centre de Riobamba et à proximité de l'ancienne gare, est le siège de plusieurs ferias paysannes occasionnelles organisées avec l'appui des pouvoirs publics. C'est à cet endroit, par exemple, que le MAGAP Chimborazo organise tous les mois sa feria citoyenne *Yo prefiero* (chapitre 4). Il n'est plus le seul. Aujourd'hui, d'autres acteurs publics locaux (MIES, Gouvernement Provincial) organisent régulièrement à Riobamba, devant leurs locaux ou sur la

place Eloy Alfaro, des ferias occasionnelles (« solidaires », « agroécologiques », « de petits producteurs ») mettant en avant les produits et plats paysans, agroécologiques, locaux, spécifiques de Chimborazo et de la Sierra. Ainsi, à Riobamba, en quelques années, dans une ville dominée par les blancs et les métis et connue pour son racisme envers les indigènes, il s'est produit un changement radical : les paysans des campagnes, soutenus par les pouvoirs publics, ont un rôle et une place, explicites et reconnus, dans l'espace urbain.

On peut toutefois se demander si la fourniture d'un espace à certains paysans n'en exclut pas d'autres de l'espace urbain. Ainsi, à Riobamba, un des arguments du Réseau national des ferias citoyennes (RENAFECIU) pour négocier des espaces de vente auprès des municipalités est la réduction du commerce informel, arguments que celles-ci entendent très bien. Le président de du RENAFECIU – qui n'est pas paysan mais distributeur de produits de base – rappelle souvent cet argument en assemblée générale ou à la radio locale pendant l'émission locale consacrée aux ferias citoyennes. Sur la page Facebook du réseau, il déclarait ainsi en mars 2014 :

« Le RENAFECIU, à travers ses ferias citoyennes, contribue à diminuer les ventes ambulantes qui prolifèrent dans les villes d'Équateur, en invitant les petits producteurs dans ses espaces de commercialisation alternative ».

Or, en l'absence d'autres espaces de commercialisation directe aux consommateurs urbains, le commerce informel est souvent le seul moyen pour les paysans de vendre une production diversifiée en petite quantité. En effet, le marché de gros de Riobamba exige des quantités importantes, et les marchés conventionnels de Riobamba sont contrôlés par les intermédiaires et les commerçants. Quant aux « *espaces de commercialisation alternative* » récemment mis en place, ils sont peu nombreux et ont chacun une capacité d'accueil très limitée. En outre, la procédure d'entrée est difficile et loin d'être immédiate. Dans le cas des ferias citoyennes, la demande doit être présentée en assemblée générale, puis une visite de la ferme est organisée en présence d'un technicien du MAGAP afin de déterminer le mode de production du paysan (« agroécologique » ou non), et le type de produit qu'il pourra commercialiser. Aussi, les paysans souhaitant vendre directement leurs produits aux consommateurs urbains et n'ayant pas accès aux dispositifs de CIALP risquent de se retrouver encore plus exclus de l'espace urbain si le commerce informel devient plus contrôlé en centre-ville au motif qu'il existe désormais des « *espaces de commercialisation alternative* »... mais saturés et difficile d'accès. Néanmoins, passée la première phase d'émergence (décennie 2000) de quelques dispositifs de CIALP dans la province de Chimborazo rassemblant peu des paysans au total, les pouvoirs publics locaux s'engagent depuis 2012 dans l'accompagnement d'une diversité de dispositifs de commercialisation paysanne (§ 2.2.3.3.3).

Une autre forme d'implication directe est la *participation* à la création de dispositifs de CIALP, et à l'accompagnement des paysans. Cela peut concerner des dispositifs occasionnels, à l'instar des ferias paysannes occasionnelles citées ci-dessus, ou permanents. C'est le cas, par exemple, des pouvoirs publics, tels que la Municipalité Provinciale de Huancavelica, qui s'engagent dans l'achat public de produits locaux et paysans, ou encore du MAGAP Chimborazo qui, pour la feria citoyenne Macají, n'a pas uniquement fourni un espace de vente mais est devenu, et est toujours aujourd'hui, un partenaire technique (formation des paysans à la vente, au calcul des coûts de production, formation pratique à l'agroécologie à travers la mise à

disposition d'une parcelle aux paysans et d'un appui technique pour l'expérimentation de pratiques agroécologiques etc.) et financier (financement d'équipements) du dispositif. Il est important de souligner que les dispositifs créés par les pouvoirs publics sont très souvent dérivés ou inspirés d'initiatives plus anciennes portées par la société civile (paysans, ONG, consommateurs). En Équateur par exemple, la feria citoyenne Macají a dérivé, selon un processus d'« ascendance institutionnelle » (Encadré 21 et chapitres 4), de la feria agroécologique « *Karanakuy* » organisée clandestinement par les membres du Collectif pour la Vie entre 2006 et 2008. Par ailleurs, d'un côté le MAGAP, en partenariat avec les paysans des ferias citoyennes de Chimborazo, et de l'autre la Municipalité de Riobamba, en partenariat avec marché de gros de Riobamba (EMMPA), ont chacun créé des paniers hebdomadaires pouvant être commandés par les habitants des Riobamba. Ces paniers, inspirés des paniers communautaires tels qu'Utopía, sont créés par les pouvoirs publics selon un processus que nous qualifions de « reprise institutionnelle » (voir conclusion du chapitre 4) et qui complète la typologie des formes d'institutionnalisation des circuits courts de l'Encadré 21. Ces processus témoignent d'une reconnaissance, par les pouvoirs publics, de l'intérêt de ce type de dispositifs inventés par la société civile, et, indirectement, d'une reconnaissance de leurs acteurs, parmi lesquels les paysans, qui sont invités à intégrer ce que nous pourrions appeler la « seconde génération de dispositifs », c'est-à-dire ceux créés à l'initiative des pouvoirs publics et inspirés de ceux de la « première génération ».

2.2.3.3.2. Quand les pouvoirs publics soutiennent et renforcent les CIALP de manière indirecte à travers l'appui à la production et à la transformation

L'implication des pouvoirs publics locaux dans les CIALP se fait également de manière indirecte. De la même façon que le font les ONG depuis longtemps, les pouvoirs publics locaux développent désormais un appui technique et/ou financier à la production, à la transformation, à l'organisation des paysans. Cet appui, qui se fait dans certains cas en partenariat avec des ONG, se traduit par une présence renforcée sur le terrain des techniciens des institutions publiques, en particulier de l'État. Si cet appui est possible, c'est parce que, désormais, les budgets existent pour cela. Auparavant, les services existaient, mais n'avaient pas les moyens financiers d'accompagner les paysans, contrairement aux ONG qui bénéficiaient de fonds internationaux pour mettre en œuvre des projets de développement sur le terrain. Le directeur provincial du MAGAP Chimborazo, auparavant directeur d'une fondation locale de développement, témoigne à ce sujet :

*« Ici, à Chimborazo il devait y avoir au moins 200 ONG, parce que Chimborazo c'est la zone la plus pauvre du pays. Et donc les ONG avaient des tas de ressources [...] si on parle des salaires, par exemple à CESA⁴²⁴ les techniciens gagnaient 1000 dollars, alors qu'un fonctionnaire en gagnait 150... et donc la différence était super forte ! Et puis les gouvernements d'avant... moi je crois que ce gouvernement de maintenant est très différent, il travaille plus pour les pauvres et tout ça... parce que **les gouvernements antérieurs ils travaillaient surtout pour faire disparaître toutes les institutions des campagnes**. Et ça, n'importe qui vous le dira, ils disent par exemple **qu'il n'y avait pas de matériel, aucun équipement...** Par exemple il y avait des techniciens qui avaient des clés*

⁴²⁴ ONG équatorienne, voir chapitre 4

*USB mais pas d'ordinateurs ! Et ils racontent **qu'ils restaient assis toute la journée, ils n'avaient pas d'essence non plus pour aller sur le terrain... C'était juste ceux qui avaient vraiment envie qui allaient sur le terrain**, et là ils s'arrangeaient comme ils pouvaient pour les frais, par exemple avec les municipalités rurales, qui leur offraient quelques bidons d'essence [...] Et donc à l'époque les ONG jouaient un rôle très important, surtout dans la Sierra, et elles travaillaient à soutenir l'agriculture paysanne [...] Mais **depuis que ce nouveau gouvernement est arrivé, il a commencé à tout reprendre et à renforcer les institutions publiques** [...] Et il me semble qu'il y a plus d'impact [que lorsque les ONG étaient les seules à soutenir l'agriculture paysanne]. Par exemple avant [quand il était directeur de la fondation Chuquirahua], on travaillait avec seulement dix communautés de Cebadas, mais maintenant en tant que MAGAP on travaille au niveau de la province, sur tout le territoire. **Avant au MAGAP il n'y avait même pas d'argent pour le café, et maintenant, si, on a des ressources qui permettent d'aller sur le terrain et de donner une meilleure attention aux paysans.** »*

Les paysans sont également témoins de ce changement, comme le raconte le trésorier de la feria citoyenne Macají, même s'ils jugent que c'est encore insuffisant :

*« C'est sûr **qu'avant on les voyait pas ceux du MAGAP, ils étaient tout le temps dans leur bureau. Maintenant si, c'est sûr qu'ils se déplacent dans les campagnes. Bon... ils pourraient se déplacer plus**, moi je pense, certains ils passent encore beaucoup de temps dans leur bureau ou même dans leur voiture, et **il y a des paysans, ils les ont jamais vus les techniciens... mais bon, si, ils viennent dans les communautés maintenant, ils viennent voir les paysans, c'est un changement.** » (Paysan et trésorier de la feria Macají).*

L'appui indirect des pouvoirs publics aux CIALP s'exprime sous des formes diverses. Dans le département de Huancavelica, les Municipalités Provinciales de Huancavelica et Castrovirreyna ont apporté, en partenariat avec les ONG, un appui technique et financier à la création et au développement de certaines micro-fromageries, ainsi qu'un appui logistique ponctuel à travers la mise à disposition d'espaces de vente en milieu urbain. De son côté, la Direction de l'Agriculture du département de Huancavelica a dispensé des formations techniques sur l'amélioration de la production laitière, dont ont bénéficié certaines des organisations paysannes parties-prenantes des dispositifs étudiés. En Équateur, dans la province de Chimborazo, certains paysans des ferias citoyennes et du panier Utopía bénéficient ou ont bénéficié de formations à l'agroécologie financées et mises en œuvre par le Gouvernement Provincial. Ce dernier finance et accompagne également des projets de petits ateliers communautaires de transformation laitière. Plus largement, le Gouvernement Provincial de Chimborazo, dont le développement agricole ainsi que la protection de l'environnement et de la biodiversité à l'échelle provinciale font partie des compétences, met en place des programmes de développement agricole durable de grande ampleur. C'est le cas du projet *Minka Sumak Kawsay*, financé et exécuté par le Gouvernement Provincial, en collaboration avec les services déconcentrés du MAGAP, du Ministère de l'environnement, du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Éducation, et cofinancé par la coopération japonaise. Certains paysans des ferias citoyennes et du panier Utopía sont issus de communautés qui ont bénéficié de ce programme. L'objectif principal de ce dernier était la mise en place de « fermes intégrales », à travers la diversification des productions, l'amélioration des rendements, la préservation de la qualité des sols et la gestion durable de la ressource en eau, doublé d'une ambition éducative, traduite par la mise en place, dans chacune des communautés accompagnées, de jardins scolaires agroécologiques. D'autres

paysans des dispositifs équatoriens ont, par ailleurs, été accompagnés par la direction provinciale du MIES à la mise en place de jardins agroécologiques. En outre, c'est le MIES, *via* l'IEPS (Institut d'Économie Populaire et Solidaire) qui, entre 2011 à 2012⁴²⁵, en collaboration avec les gouvernements autonomes décentralisés (municipalités et conseils paroissiaux), et avec le MAGAP pour la relation avec les producteurs, était en charge de l'organisation des achats publics de produits locaux et paysans pour les CIBV (Centre Infantiles du *Buen Vivir*, équivalent des crèches). Certains paysans participant aux dispositifs étudiés appartenaient à des organisations paysannes qui fournissaient les CIBV, et bénéficiaient à ce titre d'un accompagnement technique et organisationnel du MIES et du MAGAP. Enfin, d'autres paysans bénéficient d'un appui régulier de la part des techniciens de la direction provinciale du MAGAP qui parcourent les campagnes pour accompagner les paysans dans la production, voire la transformation, sous la forme d'appui technique et organisationnel, mais aussi *via* la fourniture de semences certifiées, d'animaux, de matériel etc. Outre l'accompagnement technique et organisationnel, la présence sur le terrain de techniciens des institutions publiques a permis aux paysans de connaître l'existence des différents dispositifs de CIALP existants à Riobamba, et ainsi d'accéder à ces derniers. En d'autres termes, les institutions publiques, grâce à leur double présence en ville – siège de leurs locaux – et sur le terrain, ont créé des proximités de médiation entre paysans et dispositifs de CIALP. Comme le sont les ONG depuis plus longtemps, et comme elles l'ont été notamment pour la première génération de dispositifs de CIALP, les institutions publiques ont une position de passeurs de frontières facilitant les relations entre villes et campagne.

2.2.3.3.3. *Au-delà de l'appui indirect ou de l'appui ponctuel direct : quand CIALP et paysans sont au cœur des politiques agricoles et alimentaires*

Au-delà de l'appui indirect *via* l'appui technique à la production, et de l'appui direct à certains dispositifs de manière ponctuelle, les CIALP sont, dans certains cas, devenus le centre de politiques publiques territoriales et/ou nationales. Celles-ci désignent explicitement les paysans comme cibles, en tant que contributeurs à des systèmes alimentaires durables. Ces politiques spécifiques ciblées sur la valorisation des produits locaux et issus de l'agriculture paysanne, même si elles tâtonnent encore dans la mise en œuvre, offrent une reconnaissance publique du rôle des paysanneries dans les sociétés andines et dans les systèmes alimentaires. Pour compléter notre première analyse (chapitre 2) des nouvelles politiques publiques à l'échelle nationale en faveur des paysanneries, nous pouvons citer ici deux exemples pour illustrer notre propos : les politiques nationales d'achats publics aux paysans, et la gouvernance alimentaire territoriale qui se met en place progressivement dans la province de Chimborazo.

2.2.3.3.3.1. *Les achats publics de produits paysans locaux : au-delà des success stories, vers une mise en œuvre effective ?*

Dans les trois pays sur lesquels nous avons travaillé, mais également dans un grand nombre de pays d'Amérique latine, il se met en place des politiques d'achats publics préférentiels auprès

⁴²⁵ Après 2012, la gestion de l'approvisionnement des CIBV a été confiée aux gouvernements municipaux et paroissiaux. Ces derniers collaborent avec le MAGAP

des paysans. C'est le Brésil qui a ouvert la marche en intégrant en 2009 dans son programme national d'éducation scolaire (PNAE) l'obligation d'orienter au moins 30% du budget de l'alimentation scolaire vers l'achat de produits alimentaires directement auprès des agriculteurs familiaux. Le Brésil, état précurseur en matière de politiques publiques politiques ciblées vers l'agriculture familiale depuis la création du Pronaf (Programme national pour l'agriculture familiale) en 1995, a exporté son expérience dans toute l'Amérique latine et ses politiques ont été transférées à d'autre pays, en particulier les politiques d'achats publics d'aliments issus de l'agriculture familiale et paysanne [Retière *et al.*, 2014 ; Sabourin *et al.*, 2014]. Sans analyser les politiques d'achats publics auprès des paysans locaux dans les trois pays où nous avons mené nos recherches⁴²⁶, et en restant centrée sur le cas bolivien, nous pouvons affirmer que le Brésil reste pour le moment le pays le plus volontariste en la matière. Néanmoins, les paysans font de plus en plus partie du paysage des achats publics de produits alimentaires, si ce n'est toujours dans les faits, au moins dans les textes qui définissent un cadre dans lequel les paysans sont des partenaires-clé, et constituent un premier pas important vers la reconnaissance publique de leur rôle dans une alimentation scolaire de qualité, ainsi que dans le développement local.

Ainsi, dans le cas de la Bolivie, nous avons montré que l'évolution du cadre légal des achats publics, à laquelle ont largement participé les organisations paysannes, reconnaissait le rôle de paysans dans la fourniture d'aliments de qualité aux élèves mais que, dans la pratique, l'accès au marché public du déjeuner scolaire se révélait souvent parsemé d'obstacles pour les paysans. Ainsi, le cas de la relation entre l'AMPACH et la Municipalité de Tiwanaku correspond à une expérience qui fonctionne, moins grâce à la loi existante qui manque encore d'instruments politiques de mise en œuvre, que grâce à une conjonction de facteurs, en particulier la volonté politique des maires successifs et l'accompagnement technique, organisationnel et financier par des ONG. La reproductibilité à large échelle des dispositifs comme celui de Tiwanaku nécessite donc que soient mis en place par les pouvoirs publics, depuis l'échelle nationale jusqu'aux échelles locales, des mesures et des programmes permettant de suivre, accompagner, évaluer, coordonner, d'une part l'engagement effectif des municipalités en faveur d'un approvisionnement local du déjeuner scolaire qui bénéficie aux paysans locaux, et d'autre part l'insertion durable des paysans dans ces dispositifs d'achats publics locaux. Or, la Bolivie avance progressivement dans cette direction. En effet, la Loi n°622 « *d'alimentation scolaire dans le cadre de la souveraineté alimentaire et de l'économie plurielle* » votée le 29 décembre 2014 affirme trois objectifs en interaction : l'« *amélioration de la nutrition* », « *une meilleure réussite scolaire* » et « *l'encouragement de l'économie sociale communautaire à travers l'achat, pour le déjeuner scolaire, d'aliments auprès de fournisseurs locaux dédiés à l'agriculture familiale* ». Elle a en effet été suivie en 2015 du Programme national de l'alimentation complémentaire scolaire (PNACE), structuré autour de plusieurs composantes : les aspects de santé, nutrition et éducation des enfants ; l'appui institutionnel aux gouvernements municipaux ; l'accompagnement des organisations de producteurs et des micros et petites entreprises dans l'approvisionnement du déjeuner scolaire ; le développement de mécanismes de coordination ;

⁴²⁶ Pour une analyse des politiques d'achats publics de produits locaux auprès des paysans dans les trois pays, lire notamment l'ouvrage de Börth & Elías Argandoña [2014] publié par le projet *Mercados Campesinos* sur sujet et disponible en ligne : <https://www.avsf.org/es/actualidades>

la mise en place d'un dispositif de suivi et évaluation de la politique d'alimentation complémentaire scolaire. Ce programme, qui ce que nous avons analysé comme étant les facteurs de succès du dispositif de Tiwanaku, notamment l'accompagnement des gouvernements municipaux d'un côté, et des producteurs de l'autre, semble constituer un instrument politique concret de mise en œuvre des lois sur les achats publics alimentaires auprès de paysans locaux.

2.2.3.3.2. Des politiques nationales et locales de développement des CIALP: vers une gouvernance alimentaire territoriale ?

Le second exemple qui nous permet d'illustrer notre propos sur des politiques publiques qui mettent en leur cœur les CIALP et l'agriculture paysanne est celui de la province de Chimborazo. Nous avons vu que les ferias citoyennes de Chimborazo, insérées plus largement dans le programme *Yo prefiero* du MAGAP, étaient au cœur de la politique alimentaire et de développement agricole de ce dernier. Cette politique inclut la valorisation de l'agriculture familiale et paysanne, la promotion de l'agroécologie, la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire. En outre, en analysant, dans leur contexte territorial, l'émergence, le développement, le déploiement et l'essaimage des ferias citoyennes, nous avons indirectement mis en évidence, à la fois autour et au-delà de ces ferias, une pluralité d'acteurs engagés de manière coordonnée dans divers programmes et dispositifs d'action collective et institutionnelle associant pouvoirs publics, société civile, et marché, autour de l'alimentation, de l'agriculture paysanne et/ou de l'agroécologie, et du lien solidaire entre villes et campagnes (chapitre 4 et Tableau 44).

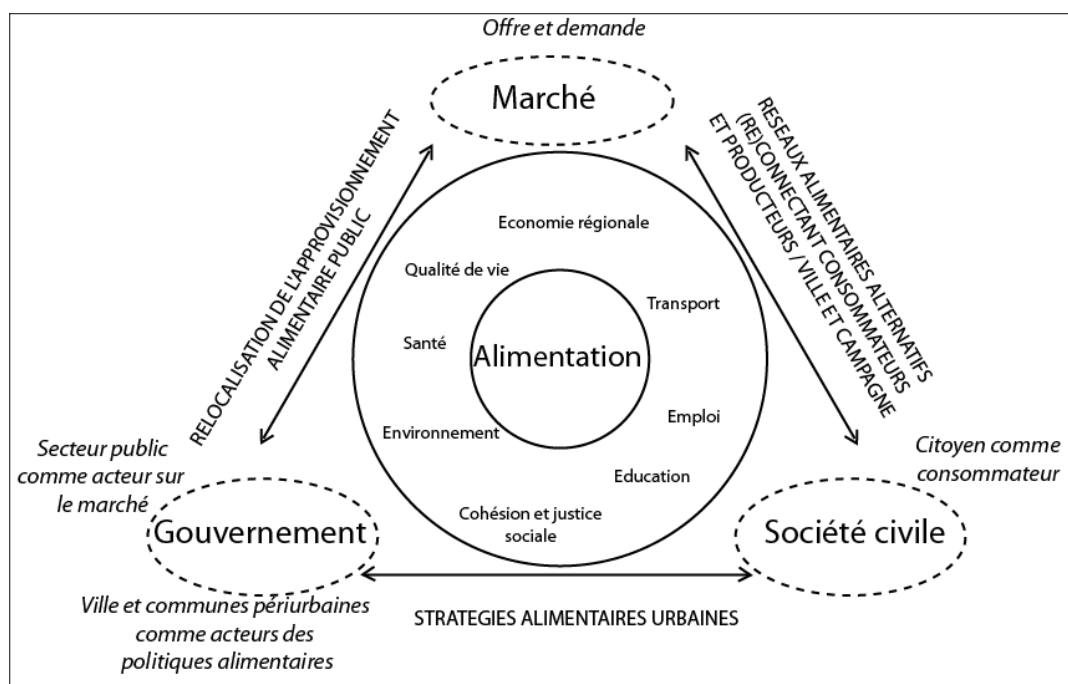
Tableau 44 - Acteurs, dispositifs et programmes d'un système alimentaire territorialisé à Chimborazo : vers une gouvernance alimentaire territoriale ?

ACTEURS	PROGRAMMES ET DISPOSITIFS
<p>État MAGAP, MIES, Ministère de la Santé, Ministère de l'Éducation, Ministère de l'Intérieur</p> <p>Collectivités territoriales GAD Chimborazo, Municipalité de Riobamba</p> <p>ONG locales, nationales, et internationales</p> <p>Paysans et organisations paysannes</p> <p>Recherche et formation ESPOCH, INIAP</p> <p>Consommateurs urbains/citoyens</p> <p>Médias locaux (Radio ERPE) etc.</p>	<p>Programme Yo Prefiero</p> <p>Programme Minka Sumak Kawsay</p> <p>Ferías citoyennes</p> <p>Ferías paysannes événementielles</p> <p>Achats publics de produits locaux et paysans (pour les crèches, pour les universités)</p> <p>Divers dispositifs de paniers de produits locaux et paysans, agroécologiques ou non</p> <p>Centre de collecte de produits paysans et agroécologiques locaux</p> <p>Accompagnement à la création de jardins agroécologiques ruraux et urbains</p> <p>Formations à l'agroécologie</p> <p>Relance de cultures andines traditionnelles</p> <p>etc.</p>

Cette pluralité d'acteurs et de dispositifs engagés collectivement sur la question de l'alimentation durable interroge sur la mise en place des prémices d'une gouvernance alimentaire territoriale, associant la ville et l'agriculture paysanne locale. La gouvernance territoriale est définie par Rey-Valette *et al.* [2014, p. 68] comme « *un processus dynamique de*

coordination [...] entre des acteurs publics et privés aux identités multiples et aux ressources [...] asymétriques autour d'enjeux territorialisés [ici, l'agriculture et l'alimentation]. Elle vise la construction collective d'objectifs et d'actions mettant en œuvre des dispositifs (agencement des procédures, des mesures, des connaissances, des savoir-faire et informations) multiples qui reposent sur des apprentissages collectifs et participent des reconfigurations/innovations institutionnelles et organisationnelles au sein des territoires ». De son côté, Wiskerke [2009] pose les bases de ce que pourrait être une gouvernance alimentaire territoriale et intégrée, par opposition au système agro-alimentaire mondialisé (Figure 35).

Figure 35 - La gouvernance alimentaire territoriale et intégrée selon Wiskerke [2009]



Source : [Perrin & Soulard, 2014], d'après [Wiskerke, 2009]

On pourrait aisément replacer les acteurs, les dispositifs et les objectifs poursuivis par les acteurs des dispositifs sur ce schéma, à une différence près toutefois. Dans la province de Chimborazo, à la différence à ce que l'on voit émerger en Europe ces dernières années, les acteurs publics qui s'emparent le plus de la question alimentaire en lien avec la question agricole, sont moins la ville centre que les services déconcentrés de l'État et le Gouvernement Provincial. Quoiqu'il en soit, si l'analyse de la gouvernance alimentaire territoriale n'était pas notre objectif, nous voyons, à travers nos analyses, se dessiner, dans la province de Chimborazo, un réseau d'acteurs et de dispositifs, prémices d'une gouvernance territoriale en construction qui porte les germes d'une transition vers un système alimentaire territorial durable. Si la tendance se poursuit, un cap se franchirait en matière de reconnaissance des paysanneries. L'appui ponctuel et disséminé à certains dispositifs de CIALP, et/ou à certains groupes de paysans, pourrait se transformer en une action publique coordonnée autour de la durabilité du système alimentaire territorial, dans lequel les paysans seraient à la fois sujets et acteurs de politiques publiques.

2.2.3.4. *Les autres acteurs engagés et enrôlés autour des paysans : vers une large reconnaissance sociale des paysanneries*

Outre l'appui des ONG, qui prend des formes nouvelles, et l'implication récente et progressive des acteurs publics locaux, les dispositifs de CIALP se caractérisent par la présence ou le rôle particulier, plus ou moins direct, de divers acteurs, et pour certains d'entre eux inédits sur les questions agricoles et alimentaires.

2.2.3.4.1. *Les consommateurs : de la participation aux dispositifs aux côté des paysans à l'engagement militant pour la souveraineté alimentaire*

Ainsi, les consommateurs et citoyens ont un rôle dans l'émergence et le développement des CIALP. Dans ce cas, ils ne sont pas uniquement des « agents » au sens de Di Méo [2008], dont le rôle se limiterait à l'achat de produits paysans, mais bien des « acteurs » qui ont des intentions, des projets et des stratégies de développement des circuits alimentaires de proximité, et qui participent à leur mise en œuvre concrète, voire à leur essaimage.

En Bolivie par exemple, les représentants des parents d'élèves sont impliqués dans l'éducation des enfants, non seulement sur la partie éducative au sens strict, mais aussi sur la partie alimentaire, les deux étant étroitement liés. En effet, un enfant qui n'aura pas reçu une alimentation suffisante et adéquate ne pourra pas être concentré et efficace en classe. Par ailleurs, le déjeuner scolaire a aussi une valeur éducative en soi dans l'apprentissage d'une alimentation équilibrée. Plus encore, dans des régions rurales où la pauvreté et la malnutrition sont importantes, il permet de lutter contre la désertion scolaire, beaucoup d'enfants venant à l'école avant tout pour le repas qui leur est fourni. Par exemple, le déjeuner scolaire tel qu'il est géré par la Municipalité de Tarija dans le sud de la Bolivie⁴²⁷, donne un rôle important aux parents dans l'organisation du déjeuner scolaire, selon des formes très institutionnalisées. Dans chaque unité éducative, un comité de gestion composé de parents d'élèves et de professeurs est chargé de l'élaboration des menus, de la gestion du budget attribué par la Municipalité, de l'approvisionnement et de la distribution du déjeuner scolaire auprès des élèves. La particularité de la Municipalité de Tarija, c'est qu'elle a mis en place depuis 2003 une politique très volontariste en matière d'organisation et d'approvisionnement du déjeuner scolaire. D'une part elle finance intégralement le déjeuner scolaire – même si celui-ci est jugé insuffisant par les équipes de gestion [Leray, 2014] –, d'autre part elle a imposé que les achats se fassent auprès de micro, petites et moyennes entreprises locales. Certaines d'entre elles sont des entreprises ou des associations paysannes, ou bien des entreprises de transformation qui s'approvisionnent auprès de paysans locaux. Ainsi, le potentiel pour les paysans locaux est important : les achats pour le déjeuner scolaire des 150 unités éducatives de Tarija, qui représentent 50 000 élèves, faisaient vivre 40 entreprises familiales locales en 2006 et 140 en 2012 [Leray, 2014]. Dans le cas de Tiwanaku, les parents d'élèves, *via* les conseils scolaires de chaque communauté composés de quatre parents d'élèves élus pour un an, sont également impliqués dans le déjeuner scolaire. Contrairement au mode de gestion à Tarija, ils ne gèrent ni le budget du déjeuner

⁴²⁷ Le projet *Mercados Campesinos*, à travers le mémoire d'Aurélien Leray que nous avons encadré, s'est intéressé au dispositif original de comités de gestion mis en place par la municipalité de Tarija, afin d'analyser si celui-ci était reproductible sur d'autres territoires.

scolaire, ni les relations avec les fournisseurs, les deux étant gérés par la Municipalité. Néanmoins, ce sont les membres des conseils scolaires qui élaborent les menus, définissent les quantités à commander aux fournisseurs, réceptionnent les produits et les distribuent aux élèves. Au plus proche de la consommation finale des produits, ils font un retour sur la qualité des produits, et participent en ce sens au dispositif d'approvisionnement paysan et local du déjeuner scolaire. En outre, dans ce territoire très rural, où beaucoup sont ceux qui ont activité paysanne, nombreux sont les parents d'élèves qui sont eux-mêmes producteurs, si bien qu'ils participent au dispositif en tant que fournisseur du déjeuner scolaire et consommateur final « indirect ».

En Équateur, la participation des consommateurs est particulièrement active et engagée dans le cas du panier Utopía. Ceux-ci participent au développement d'un système de vente directe de produits paysans et agroécologiques, et ont un discours qui défend un modèle alternatif de production (agroécologique), de consommation (locale) et d'échange (solidaire), sur fond de projet global de souveraineté alimentaire. L'action des consommateurs, ainsi que des membres du dispositif Utopía en général (fondation Utopía, paysans et ONG rurales) va d'ailleurs bien au-delà du seul dispositif (chapitre 4). Utopía a en effet construit progressivement un projet qui n'est pas seulement pensé pour et par ses membres, mais qui a une portée universelle, ce qui a conduit Utopía à porter la voix de l'agroécologie, de l'économie solidaire et de la souveraineté alimentaire, trois piliers au cœur desquels on trouve les paysans, non seulement au niveau micro-local à l'échelle du dispositif, mais jusqu'au niveau national, voire international. Ce projet, devenu de plus en plus audible et partagé par des acteurs de plus en plus nombreux dans le nouveau contexte sociopolitique que connaît l'Équateur depuis le milieu des années 2000, a ainsi conduit les acteurs d'Utopía, parmi lesquels les consommateurs « engagés », à rejoindre, créer, participer activement à des réseaux, mouvements, forums, campagnes de sensibilisation rassemblant paysans, société civile, ONG, universitaires autour de projets de changement social radical autour de la souveraineté alimentaire et de la consommation responsable. En ce qui concerne ce dernier point, Utopía et les réseaux auxquels elle appartient, en particulier le MESSE et le Collectif Agroécologique, sont convaincus que l'engagement citoyen dans la consommation responsable est un levier fondamental pour la mise en œuvre de la souveraineté alimentaire et le développement d'un modèle agricole paysan et agroécologique. Le nom de leur forum d'échange en ligne « *consommation attentive Équateur*⁴²⁸ », créé par la Commission des Consommateurs de la COPISA présidée à l'époque par Roberto Gortaire, est à ce titre particulièrement révélateur. Selon les acteurs de ces réseaux, la consommation responsable est non seulement la réponse à la question que l'on se pose sur l'origine et la qualité de notre alimentation, mais aussi la nécessité de s'interroger sur les conditions écologiques et sociales de la production des aliments, et enfin l'occasion d'avoir une incidence politique en tant que consommateur et citoyen.

*« La consommation responsable commence avec une question : **que mangeons-nous ? D'où viennent nos aliments ? Qui produisent nos aliments ? Dans quelles conditions les produisent-ils et dans quelles conditions vivent-ils ?** [...] La consommation responsable c'est l'opportunité que*

⁴²⁸ Google Group « consumo cuidado Ecuador »

nous avons tous d'influencer, à travers nos achats, la politique mondiale » Extraits du film de mobilisation des consommateurs dans le cadre de la campagne « 250 000 familles pour la souveraineté alimentaire », novembre 2014⁴²⁹.

Utopía et ses réseaux se sont ainsi donné comme objectif d'enrôler massivement les consommateurs et citoyens autour de la souveraineté alimentaire, à l'aide notamment de plusieurs campagnes de sensibilisation ou encore de l'édition d'un guide, régulièrement actualisé et disponible en ligne, des différents lieux de consommation alternative de produits agroécologiques. Une de leurs actions récentes, lancée en octobre 2014 à l'occasion du Festival national pour la souveraineté alimentaire et dans la continuité de la campagne nationale pour la consommation responsable *¡Qué rico es!* (chapitre 4), a consisté à mobiliser 250 000 familles équatoriennes prêtes à s'engager publiquement et dans la pratique autour de l'agroécologie et du soutien à l'agriculture familiale et paysanne, *via* la consommation de produits locaux, paysans et agroécologiques.

« Nous croyons qu'il est nécessaire de contribuer à la construction d'habitudes et de modèles de consommation responsable, saine et solidaire qui favorisent l'agriculture familiale, paysanne et agroécologique. Il est nécessaire que nous les consommateurs nous soyons conscients des causes de l'actuelle crise agroalimentaire et ses conséquences, et de l'alternative que nous propose la souveraineté alimentaire » (extrait de l'argumentaire de la campagne sur son site Internet).

Depuis, même si l'objectif a été atteint, le site de la campagne *¡Qué rico es!*, continue d'inviter les familles équatoriennes à « rejoindre les 250 000 familles qui mangeons sain, bon, et de notre terre ». Les équatoriens sont ainsi enrôlés dans le mouvement, et invités par d'autres citoyens à passer de simples consommateurs à des consommateurs conscients et responsables œuvrant à leur échelle pour la souveraineté alimentaire. Cet engagement de milliers de familles, même s'il n'existe aucune évaluation de leur engagement réel dans la pratique, est le signal d'une reconnaissance du rôle des paysans dans une alimentation saine, écologique et de qualité, qui s'élargit et a pour ambition de s'élargir.

2.2.3.4.2. Le rôle particulier des professionnels de santé : des déclencheurs indirects d'une reconnaissance des produits et savoir-faire paysans par les consommateurs

Outre les consommateurs, il est intéressant de mentionner d'autres acteurs inédits apparus sur le terrain équatorien. Il s'agit des médecins et hôpitaux locaux qui conseillent à leurs patients d'acheter soit des produits agroécologiques pour des raisons sanitaires, soit des produits andins aux propriétés nutritionnelles bénéfiques que l'on ne trouve qu'auprès des paysans comme la farine d'orge grillée (*máchica de cebada*) ou la farine de lupin (*harina de chocho*). Ces médecins, donc certains exercent à l'hôpital alternatif andin de Riobamba, pratiquent la médecine classique combinée à la médecine andine ancestrale, selon une « approche interculturelle de la santé ». Ces médecins, qui orientent les consommateurs vers les paysans, contribuent indirectement à la reconnaissance, par les consommateurs et par la société, du rôle et du savoir-faire des paysanneries dans la production d'une alimentation saine, de bonne qualité nutritionnelle, et qui peut même guérir certaines pathologies, et dans la

⁴²⁹ Disponible en ligne : <http://www.quericoes.org/sobre-el-reto-250-mil/>

valorisation de produits paysans jusque-là dépréciés, ignorés ou oubliés par les urbains. Ainsi, la *máchica de cebada* constitue la base de l'alimentation de nombreuses familles paysannes andines. Selon l'INEC, l'orge est cultivée à plus de 99% dans la sierra, en grande majorité dans de petites unités (plus de 50% de la production a lieu dans des unités de taille inférieure à 2 ha), et Chimborazo est la première province productrice avec 25% de la production nationale. Jusqu'à récemment, elle était très peu consommée par les urbains dont le régime alimentaire est beaucoup plus occidentalisé. En outre, lorsque la *máchica de cebada* est connue des urbains, elle est parfois dépréciée en tant que « *nourriture d'indien* » considérée comme un aliment de mauvaise qualité. La feria Macají et le panier Utopía (chapitre 4) ont tous deux fait de la *máchica de cebada* un de leurs produits phares, comme emblème de la production et de l'alimentation des paysans indigènes de la Sierra. Quant au lupin⁴³⁰ (*chocho*), il est originaire des zones andines de l'Équateur, de la Bolivie et du Pérou. Avant la colonisation, il constituait la principale légumineuse cultivée et consommée dans la Sierra. Même si sa part dans les systèmes de production et dans les régimes alimentaires a fortement diminué avec l'introduction de légumineuses du vieux continent (fèves, pois), le lupin n'a cependant jamais disparu et constitue une part non négligeable de l'alimentation. En milieu urbain, il est consommé essentiellement en grains dans diverses préparations, en particulier le très populaire *ceviche de chocho*⁴³¹, consommé dans les rues de Riobamba. Mais les dispositifs de CIALP ont permis de valoriser la farine de lupin, dont on peut faire du pain à haute valeur protéique, ou bien que l'on peut incorporer dans des jus de fruits mixés. La recommandation de produits andins et/ou agroécologiques par des professionnels de la santé renforce leur évaluation positive par les consommateurs, et ainsi, la reconnaissance des paysans, de leurs connaissances et de leurs savoir-faire. Certains paysans, dans l'interaction avec les consommateurs envoyés par leurs médecins, sont progressivement devenus des experts reconnus à la fois par les consommateurs et par les autres paysans en matière de conseils nutritionnels et de santé. C'est le cas de Manuel* (Encadré 42) qui a commencé à transformer la farine de lupin à la demande, sur les conseils de son médecin, d'une consommatrice de la feria Macají. À l'époque, il produisait une diversité de grains andins, mais ne les transformait pas. Il s'est donc mis à la production de farines, et s'est peu à peu passionné pour les propriétés des grains et farines andins. Il donne désormais des conseils aux consommateurs de la feria et à ses collègues paysans.

Le cas de Manuel* illustre un processus de reconnaissance en trois étapes. Les médecins, qui connaissent les propriétés des produits agroécologiques et paysans en matière de santé, de nutrition et de remèdes contre certaines pathologies, le font savoir à leurs patients. L'affirmation publique de la valeur des productions paysannes par des professionnels de la santé et de la nutrition constitue une première étape et un signal fort de reconnaissance des paysanneries. La seconde étape survient lorsque les patients se dirigent vers les espaces où les paysans vendent leurs produits : ils font confiance à leur médecin, et font donc indirectement confiance aux paysans qui leur ont été recommandés. Dans une troisième étape, les demandes spécifiques des

⁴³⁰ *Lupinus mutabilis*. Le genre *Lupinus* regroupe de nombreuses espèces, regroupées en deux sous-genres : l'un rassemble les espèces originaires de l'Ancien monde, l'autre les nombreuses espèces nées sur le continent américain.

⁴³¹ Le *ceviche de chocho* est un plat froid préparé avec des graines de lupins, des oignons crus, des tomates et de la sauce tomate, du jus de citron et de la coriandre.

consommateurs en matière de nutrition et de santé génèrent des apprentissages chez les paysans, qui consolident leurs connaissances et leur savoir-faire et les partagent avec les consommateurs, ce qui renforce la confiance que les consommateurs leur accordent.

Si l'on prend un peu de champ, et que l'on compare la situation andine à d'autres situations dans d'autres lieux, d'autres temps, et d'autres contextes, ce rôle des médecins n'est pas si surprenant. Ainsi, en France, les principes de l'agriculture biologique ont, à l'origine, été proposés dans les années 1950 par des consommateurs et des médecins inquiets des effets des aliments sur la santé, du fait de l'emploi de substances chimiques dans l'agriculture ainsi que de la transformation agroalimentaire industrielle [Deléage, 2013]. Dans les Andes, comme dans beaucoup d'autres régions du monde, les préoccupations liées à la santé jouent un rôle essentiel, avant les préoccupations liées à l'environnement, dans l'orientation des consommateurs vers des produits « biologiques » ou « agroécologiques » *versus* « issus de l'agriculture chimique » et vers des produits « paysans » et « transformés de manière artisanale » *versus* « agroindustriels ».

2.2.3.5. BILAN- Des parties-prenantes qui s'élargissent au cours du développement des CIALP : vers une visibilité croissante des paysans à l'échelle des dispositifs, des territoires, et au-delà

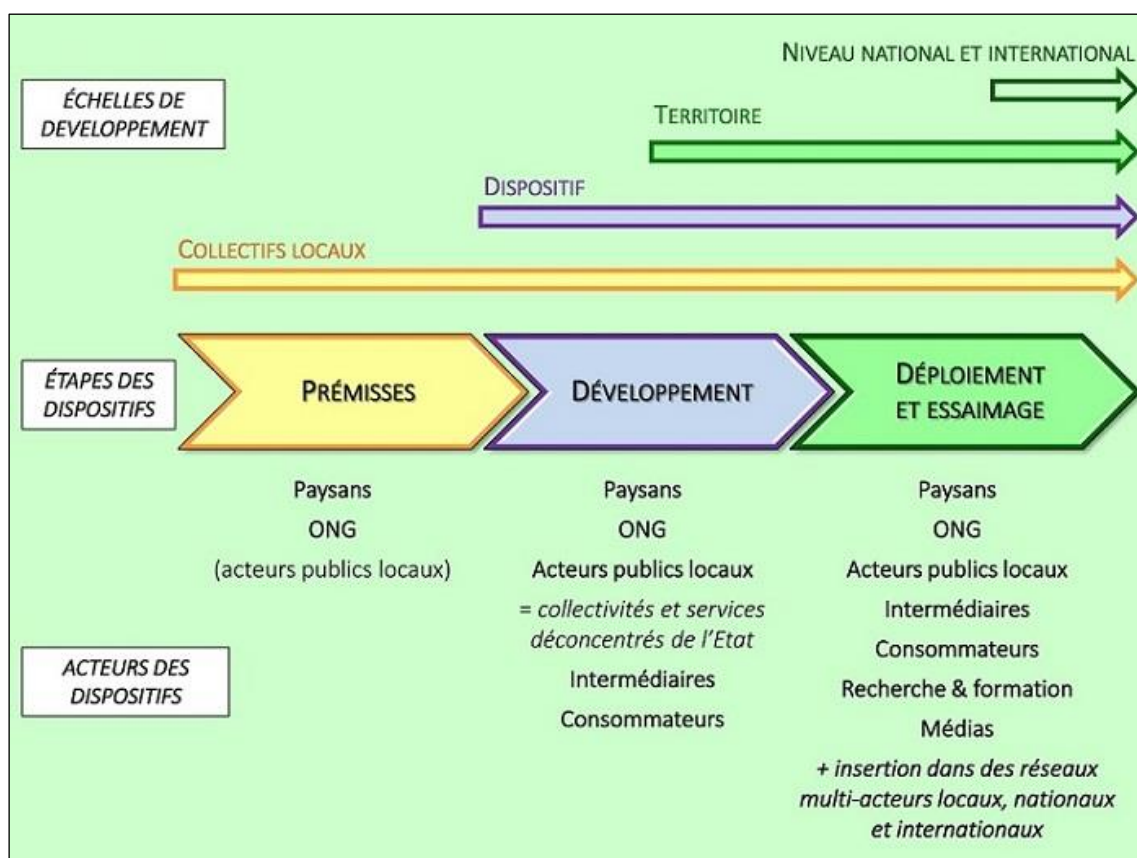
Si l'on regarde, au cours de la trajectoire des dispositifs, l'agrégation progressive des acteurs autour des paysans à travers les dispositifs de circuits alimentaires de proximité, en d'autres termes, si l'on analyse l'évolution et l'élargissement des parties-prenantes des dispositifs, le schéma est souvent le suivant (Figure 36).

Le noyau initial, au moment des prémices des dispositifs, est souvent composé des paysans et de leurs alliés historiques : les ONG, que celles-ci soient locales et/ou nationales et/ou internationales. En Équateur, dans la province de Chimborazo, avant l'émergence du panier Utopía tel qu'il est aujourd'hui, et avant la création de la feria Macají, des paysans agroécologiques accompagnés par des ONG se heurtaient aux difficultés des marchés conventionnels et cherchaient des solutions durables pour commercialiser leurs produits. En Bolivie, à Tiwanaku, les paysannes de l'AMPACH avaient été accompagnées pour la création de leur organisation et formées à la transformation des yaourts par ACF, et l'OMAK (organisation nationale de femmes indigènes), grâce à un financement par la coopération espagnole. Au Pérou, dans le département de Huancavelica, les noyaux initiaux de fromageries artisanales sont composés des paysans et d'ONG. Ils sont, dans certains cas, également composés de pouvoirs publics locaux, comme c'est le cas du premier projet de développement qui a accompagné la création des fromageries de Sinto Esmeralda, dans lequel la Municipalité Provinciale de Castrovirreyna était partie-prenante aux côtés de Cedinco (ONG locale) et AVSF (Figure 32).

Puis, dans la phase de mise en place et de développement des dispositifs, d'autres acteurs que sont les consommateurs et/ou les pouvoirs publics locaux et/ou nationaux et/ou les intermédiaires viennent s'agréger autour des paysans, l'ordre d'arrivée de ces acteurs étant variable selon les dispositifs. D'autres paysans rejoignent également les dispositifs progressivement. Ainsi, dans le cas de la feria Macají, paysans et ONG ont été invités par la direction provinciale du MAGAP à créer une feria citoyenne. Ils seront rejoints ensuite par d'autres paysans, puis par des intermédiaires. Quant aux consommateurs urbains du marché, ils

rejoignent régulièrement le dispositif depuis sa création. Même s'ils ne sont pas actifs au sens d'une implication forte dans le dispositif comme c'est le cas pour Utopía, ce sont également des parties-prenantes-clé du marché, en particulier parce qu'ils y sont fidèles. Dans le cas du panier Utopía, ce sont les consommateurs du panier qui sont venus chercher certains groupes de paysans agroécologiques de Chimborazo accompagnés par des ONG, puis, d'autres paysans agroécologiques rejoindront par la suite le dispositif. Soulignons que, dans le cas de Macají comme dans celui d'Utopía, les nouveaux paysans accompagnés non pas par des ONG, mais par des acteurs publics (Gouvernement Provincial, MAGAP, MIES). Dans le cas de Tiwanaku, la relation entre l'AMPACH et la Municipalité arrive dans un second temps, médiatisée par l'ONG locale Cuna, et c'est à ce moment-là que les consommateurs, élèves et leurs parents, rentrent dans le dispositif. Enfin, dans le cas des fromageries artisanales de Huancavelica, la transformation du lait crée progressivement de nouveaux circuits de commercialisation locaux. Les fromageries de première et de deuxième génération créent des liens durables avec des intermédiaires et des commerçants locaux, tandis que les fromageries de troisième génération ont accès à des espaces de vente directe soutenus par AVSF et la Municipalité Provinciale de Huancavelica, faisant par ailleurs entrer également les consommateurs dans le dispositif.

Figure 36 - Schéma-type de l'évolution des dispositifs de CIALP dans les Andes : élargissement progressif des acteurs et des échelles



Réalisation : Claire Heimsch

Enfin, dans la dernière phase de déploiement et d'essaiage des dispositifs, d'autres acteurs encore viennent s'agréger, selon des modalités diverses, renforcent l'ancrage des dispositifs

dans leur territoire ou à des échelles plus larges, améliorant ainsi leur visibilité et leur légitimité, et, ce faisant, la reconnaissance des paysanneries.

Dans le cas de la feria Macají et des ferias citoyennes de Riobamba, leur partenariat de longue date avec le MAGAP les ont conduites à devenir le cœur de la politique de commercialisation paysanne de ce dernier. Si les premières ferias citoyennes ont été créées à l'initiative de la société civile en partenariat avec les pouvoirs publics, les plus récentes ont été créées à l'initiative du MAGAP, en partenariat avec les organisations paysannes et dans le cadre d'une coopération interinstitutionnelle associant le MIES, le ministère de la santé et les collectivités locales (Gouvernement Provincial et municipalités). En outre, la feria Macají et le réseau national des ferias citoyennes – présidé par un membre de la feria Macají qui en a été président puis vice-président – ont développé de nouveaux partenariats, en particulier avec la recherche et la formation. En 2012, la feria Macají commence à créer et à développer des liens avec la ESPOCH (École Polytechnique de Chimborazo, l'une des deux universités de Riobamba). Ces relations en cours de construction donnent lieu notamment à une étude de prix réalisée par trente étudiants de la faculté d'économie sur les trois ferias citoyennes de Riobamba. Puis, en septembre 2013, une convention de coopération technique est signée entre la ESPOCH et le réseau national des ferias citoyennes. Les paysans des ferias citoyennes ont ainsi accès à des formations continues dispensées par les enseignants-chercheurs de l'université, et les étudiants viennent réaliser des observations, des études et des stages sur les ferias citoyennes. Par ailleurs, le réseau national des ferias citoyennes a également développé un partenariat étroit avec la radio locale de l'ONG ERPE qui lui accorde une demi-heure d'émission chaque semaine, ce qui contribue à la visibilité de ces ferias.

Dans le cas du panier Utopía, la stratégie d'élargissement de partenariats et collaborations se fera beaucoup moins à l'échelle du panier qu'à l'échelle des différents réseaux nationaux auxquels appartient Utopía (Réseau terre, mer et panier, Collectif Agroécologique, MESSE etc.). A l'échelle du panier, il y aura peu d'élargissement des parties-prenantes. En particulier, les pouvoirs publics, si ce n'est ceux qui accompagnaient un certain nombre de paysans sur le terrain et qui ont permis à ces derniers de connaître Utopía et de rejoindre le dispositif et que l'on peut considérer comme acteurs indirects du dispositif, ne deviendront pas membres ou partenaires directs du dispositif. En revanche, la stratégie d'essaimage et d'élargissement d'Utopía se fera au niveau national, et même international, *via* son appartenance à des réseaux multi-acteurs et multi-initiatives de promotion et de défense de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie et de l'économie solidaire. Ces réseaux sont composés d'acteurs très divers tels que des paysans, des consommateurs, des ONG locales, nationales et internationales, des chercheurs nationaux et internationaux, des associations de défense de l'environnement, des médias tels que l'émission de radio *Minga por la Pachamama* diffusée sur la radio publique, mais aussi des salariés du secteur public qui sont souvent des anciens salariés d'ONG qui, depuis leurs nouvelles fonctions, continuent de suivre et de participer à ces réseaux. Ces réseaux contribuent à une visibilité et à une reconnaissance élargie des paysanneries bien au-delà de l'échelle des seuls dispositifs.

2.3. CIALP et reconnaissance des paysanneries : quel sens pour les acteurs ?

2.3.1. Du côté des paysans et des paysannes : au-delà de la reconnaissance économique, reconnaissance de soi, de l'activité et de l'identité et participation en tant que pair à la vie sociale et civique

Les attentes des paysans en matière de reconnaissance et la satisfaction qu'ils retirent des CIALP peuvent être analysées au prisme du rapport au travail, selon la typologie élaborée par Paugam [2000] cité par Dufour & Lanciano [2012]. Celui-ci décline le rapport au travail, et la satisfaction que l'on en retire – ou non – en trois dimensions. Dans la première, l'*homo economicus*, la satisfaction découle de la rétribution du travail par le marché. La seconde, l'*homo faber*, fait référence à l'acte de travail lui-même et à l'épanouissement qu'il procure à celui qui le réalise. Enfin, dans la troisième, l'*homo sociologicus*, la satisfaction découle de la reconnaissance sociale du travail fourni.

Du côté des paysans, leur participation dans des dispositifs de CIALP est souvent justifiée par des aspects économiques, qui constituent la motivation initiale dans la majorité des cas. Les paysans interrogés cherchent un débouché adapté pour leurs produits et à s'assurer un revenu plus élevé et/ou plus stable. Ces motivations d'*homo economicus* sont à relier avec la volonté, exprimée par plusieurs paysans de Huancavelica et de Chimborazo de « *rester à la campagne* », et de ne pas (ou plus) être dans l'obligation de travailler en ville à la recherche d'un complément de revenu. Et, de fait, comme nous l'avons vu précédemment (§ 2.1), il arrive souvent que les revenus issus des CIALP soient suffisants pour provoquer le retour sur la ferme des paysans, généralement des hommes, qui migraient temporairement en ville ou dans les plantations de la Costa pour apporter un complément de revenu à leur famille.

En outre, les paysans mettent également en avant une volonté d'autonomie et d'indépendance, économique, mais aussi sociale, vis-à-vis des intermédiaires des marchés conventionnels. Celle-ci passe par la maîtrise de la commercialisation ainsi que, dans certains cas, par la mise en œuvre de la transformation des produits. Cette volonté d'autonomie vis-à-vis des marchés conventionnels est une motivation classique, même si elle n'est pas la seule, des producteurs en CIALP, comme le montrent par exemple les études en France [Cheyns, 2010 ; Heinisch *et al.*, 2010 ; Le Caro & Daniel, 2007], où cette volonté est souvent formulée plutôt en termes de réappropriation de la valeur ajoutée. Dans les Andes, et notamment chez les paysans rencontrés en Équateur, cette motivation prend un sens particulier. En effet, il s'agit de se « *libérer* » – selon le terme exact souvent employé – des intermédiaires des marchés conventionnels de Riobamba. Cette motivation est particulièrement forte, en particulier chez les paysans indigènes qui racontent les violences qu'ils subissent de la part de certains intermédiaires. Ces violences narrées par les paysans sont de nature diverses. Des violences fréquemment évoquées sont les maltraitances que leur font subir certains intermédiaires qui les empêchent de pénétrer sur les marchés, leur « arrachent » leurs produits, et leur donnent quelques dollars qu'ils sont forcés d'accepter sans pouvoir négocier. Soulignons toutefois que ce type de maltraitance a tendance à disparaître. Pour beaucoup de paysans indigènes, ou même certains représentants d'ONG qui nous racontent ces histoires vécues par les paysans qu'elles accompagnent, il s'agit plus de souvenirs – mais vieux seulement de quelques années – que de

pratiques actuelles. Néanmoins, les paysans le vivent toujours comme un véritable traumatisme, si bien que ces pratiques demeurent encore très vivantes dans leurs esprits, contribuant à faire de l'intermédiaire – terme souvent employé au singulier comme une figure unique – l'entité à contourner absolument. Toutefois, même si ce type de maltraitance a eu tendance à disparaître ces dernières années, en particulier depuis la création du nouveau marché de gros de Riobamba géré par la Municipalité (chapitre 4), les intermédiaires n'en demeurent pas moins les détenteurs du pouvoir économique et social sur les marchés conventionnels. En effet, ils sont les seuls évaluateurs des produits (qualité, et même quantité par le biais de balances truquées) et les seuls à en fixer le prix. Pour certains paysans, au-delà des seuls aspects économiques, l'évaluation médiocre de leurs produits, traduite dans le prix payé par l'intermédiaire, est vécue comme une véritable souffrance, d'autant plus lorsque ceux-ci ont été produits de manière saine. Ceci traduit un besoin d'*homo sociologicus* de reconnaissance sociale du savoir-faire et du métier, illustré par le discours de Manuel*, paysans agroécologique de la feria Macají (Encadré 42).

Dans les dispositifs de CIALP, à l'inverse, la reconnaissance économique et sociale de la qualité de leurs produits par les autres acteurs, en particulier les consommateurs, procure aux paysans auto-estime et fierté. Cette reconnaissance sociale des produits, et par conséquent du travail des paysans, (re)donne du sens à l'activité paysanne, renforçant ainsi l'*homo faber*. Elle contribue non seulement au plaisir que les paysans ont à aller vendre leurs produits en ville, mais aussi à la fierté de produire, non seulement pour les consommateurs, mais aussi pour eux-mêmes et pour leur famille, une production de qualité.

« Mes parents, eux, avaient toujours produit sans produits chimique parce que c'était trop cher. Nous on a utilisé des produits chimiques [quand on ne semait que des choux pour le marché de gros] mais maintenant qu'on a cette production diversifiée, qu'on mange ce qu'on produit, ça nous donne la motivation pour produire sainement. » (Lourdes*, paysanne du canton de Penipe)

Malgré une reconnaissance de la qualité des produits par les consommateurs, la reconnaissance sociale de l'identité et du travail paysans n'est pourtant pas systématique dans le cas de la vente directe sur les ferias citoyennes. Habités à faire leurs achats sur les marchés conventionnels contrôlés par les intermédiaires négociants, certains consommateurs urbains n'imaginent pas que, sur les ces ferias, les personnes qui leur vendent les produits sont effectivement des producteurs, et ces derniers souffrent de cette non-reconnaissance de leur identité et de leur travail en tant que paysans, à l'instar cette paysanne de la feria Macají qui se désole que :

« ... il y en a qui ne croient pas que ce sont mes produits. Mais je suis productrice, nous sommes des paysans, pourquoi ils ne me croient pas que ce sont les produits de ma propre ferme ? »

Néanmoins, la relation avec le consommateur est, dans la plupart des cas, de bonne qualité et elle est devenue une motivation des paysans pour venir vendre sur les marchés. Mais pour les paysans, éliminer les intermédiaires traditionnels et se confronter aux consommateurs est loin d'aller de soi. Cela suppose pour eux de se déplacer de leur espace habituel (la campagne et l'activité de production), non seulement d'un point de vue géographique pour aller à la

rencontre du consommateur (en ville), mais aussi d'un point de vue socio-économique, en développant de nouvelles compétences relationnelles et commerciales (pour l'activité de vente). Des processus d'apprentissages ont été nécessaires, soit de manière autodidacte pour certains, soit accompagnés par des ONG et/ou des acteurs publics.

Pour les deux parties, la construction de la relation marchande et sociale entre paysans et consommateurs a également supposé des processus d'apprentissages permettant de dépasser la stigmatisation historique due au statut d'indigène ou de paysan, mais aussi au statut de femmes. Et de fait, les paysannes sont fortement représentées dans les dispositifs étudiés. Ainsi, l'AMPACH est une association de femmes, 90% des membres de la feria Macají sont des femmes, les groupes de paysans qui fournissent le panier Utopía sont pour beaucoup d'entre eux coordonnés par des femmes, et enfin, dans le cas des micro-fromageries au Pérou, ce sont souvent les femmes qui se chargent de la commercialisation. Cette évolution de la place et du rôle des femmes paysannes dans l'espace urbain constitue une révolution, comme en témoigne la scène racontée ci-dessous :

Washington et les participants de la feria Macají rappellent aux participants du marché Yaruquies quelques conséquences positives des ferias citoyennes. L'un d'entre eux est la participation des femmes. Au niveau du Réseau National des ferias citoyennes, 85% de participants sont des femmes. Sur la feria Macají, 95% sont des femmes. Au moment où Washington rappelle ces chiffres une paysanne de l'assemblée se lève d'un bond et crie « **les compañeras qui ne sortait pas, et bien maintenant elles sortent, voilà !** » (Extrait du carnet de terrain – observation participante de la 1^{ère} assemblée générale de la feria Yaruquies).

Toutefois, elle ne s'est pas faite en un jour. En Bolivie, pendant la phase de création de l'AMPACH accompagnée par ACF et par OMAK, le projet a d'abord été refusé par les hommes de la communauté de Huacullani, en particulier par les Mallkus (autorités indigènes), à tel point que certaines femmes ont quitté l'association, sous la pression de leurs maris. Or, les Mallkus de la sous-centrale nord de Tiwanaku, qui rassemble les autorités indigènes des cinq communautés du nord de la municipalité de Tiwanaku (§ 1.2.1.1), appartiennent à l'organisation indigène CSUTCB, qui fait partie du pacte d'unité indigène. Celui-ci regroupe CSUTCB et quatre autres organisations, dont celles de Bartolina Sisa⁴³², une organisation indigène féministe. Cette dernière est intervenue en faveur de l'AMPACH auprès de la sous-centrale nord, qui a fini par reconnaître officiellement, en 2011, l'intérêt de l'AMPACH pour le territoire de la zone nord (qui correspond au centre scolaire de Huacullani) et a finalement fait céder les Mallkus de la communauté de Huacullani. Aujourd'hui, les époux de plusieurs femmes de l'AMPACH, bien que non membres de l'association, apportent même leur aide, notamment l'époux de la présidente (§ 2.2.3.1).

En Équateur, certains maris ont eu du mal à accepter que leurs épouses rapportent chaque samedi entre 20 et 30 dollars, certaines jusqu'à 50 dollars, de la feria Macají et qu'elles soient autonomes financièrement.

⁴³² Le nom entier est « Confédération National des Femmes Paysannes Indigènes et Originaires de Bolivia - Bartolina Sisa ». Combattante indigène aymara, Bartolina Sisa, héroïne en Bolivie, a été leader d'une révolte indienne contre le pouvoir colonial en 1781.

« Vous avez vu, la majorité des gens de la feria citoyenne, ce sont des femmes ! Ça aussi c'est quelque chose d'important, ce thème du genre si on peut dire. Parce que **leur rôle économique et social était invisible** ! Et si on leur demandait « Vous travaillez ? », elles répondaient « Non je suis femme au foyer »... alors qu'elles s'occupent de la maison et de la ferme ! Femme au foyer, c'est un travail important, mais c'est mal considéré... et les maris aussi disaient « Non, elle ne travaille pas, elle est femme au foyer, c'est tout ! » Mais à partir du moment où elles ont eu des revenus, et que elles aussi elles sont rentrées à la maison avec des revenus, là il y a eu la question du pouvoir... c'est-à-dire, ça y est, on est égaux, toi tu contribues, mais moi aussi je contribue à l'économie de la famille. Mais c'était pas facile ! Et même je me rappelle qu'un compañero, me dit un jour « tu vois, Victor », il me dit, « j'ai des problèmes avec ma femme ». Et moi je dis « comment ça tu as des problèmes ? » « Oui, elle s'est achetée un téléphone portable sans m'en parler ! » Alors moi je réponds « Ah, bon ? Mais toi, tu as un portable ? » Et il me dit « Oui, moi oui » « Et tu lui as demandé la permission à ta femme quand tu t'es achetée ton téléphone ? » « Non, pourquoi ? » « Eh bien, c'est la même chose, si toi tu ne lui demandes pas la permission, pourquoi est-ce qu'elle le ferait, elle ? Elle aussi elle a eu besoin d'un téléphone portable. Et là vous devriez discuter tous les deux. Si elle veut s'acheter quelque chose et que tu lui demandes de t'en parler, alors tu toi tu dois faire pareil. » (Victor, ancien directeur de la fondation locale Chuquirahua et directeur provincial du MAGAP Chimborazo).

Suite aux premières actions de la fondation Chuquirahua, la direction provinciale du MAGAP de Chimborazo a tenté de favoriser les processus d'apprentissage permettant de dépasser les inégalités et les stéréotypes de genre.

« Par exemple quand il y avait un événement collectif... et, bon, au tout début du marché on en organisait tout le temps ! Et donc on [de la fondation Chuquirahua] s'apprêtait à aller aider pour préparer à manger, et là eux [les hommes] ils me disaient « laisse, Victor, ne t'inquiète pas elles vont cuisiner elles [leurs femmes] ». Mais là nous on disait « non, allez, on va tous cuisiner ensemble ! » Et là on pelait les pommes de terre, on préparait à manger et tout ça... et là, ils voyaient tout ça et ils se disaient « Mince, si l'ingénieur il fait ça, moi aussi alors je peux le faire » et alors on s'y mettait tous ensemble »

Ainsi, au sein des dispositifs, les résistances de genre ont pu être progressivement dépassées. Même si quelques résistances subsistent, beaucoup d'hommes acceptent et même soutiennent le nouveau rôle économique et social de leurs femmes, en les assistant au sein de leur organisation (cas de l'AMPACH aujourd'hui) ou bien en les accompagnant parfois au marché, voire en les remplaçant en cas d'empêchement (cas des ferias citoyennes).

Finalement, reconnaître le rôle économique et social des paysanneries, c'est aussi reconnaître celui des indigènes et celui des femmes, par les paysans eux-mêmes et par la société. Rappelons en effet que les paysanneries constituent un groupe social complexe et bivalent au sens de Fraser [2004] où s'entrecroisent les marginalisations liées à la classe, à l'identité ethnique et au genre. Si les choses ont évolué, il n'en demeure pas moins que le racisme et le machisme demeurent encore ancrés dans les esprits de certains. Même sur les dispositifs de CIALP, pourtant très progressistes en la matière, on peut encore assister à certains comportements qui sont l'expression de la marginalisation historique due au statut de paysan, d'indigène ou de femme, souvent les trois à la fois.

J'étais en train de discuter avec [un paysan] lorsque une scène a attiré mon attention, sur le stand voisin d'Eva* et Andrea* [deux jeunes paysannes, amies et belles-sœurs, productrices de

fraises agroécologiques et autres fruits]. Un homme, la cinquantaine, est en train de faire ses achats auprès d'Eva*. Il lui achète plusieurs produits, presque tout ce qu'Eva* a à proposer (fraises, mûres, pommes, uvillas, maïs choco, tomates d'arbres), et s'empresse de tout fourrer très rapidement dans son panier avant qu'Eva* ait fini de tout compter. Au moment de lui annoncer le prix, Eva* est un peu perdue, tout est allé trop vite et elle n'est pas sûre de se rappeler tout ce que le client a acheté. Elle lui redemande donc de lui rappeler tout ce qu'il a pris. L'homme lui jette un regard noir et lui lance « Non mais ils ne vous apprennent pas à compter ? » puis il marmonne « C'est pas possible, et ils les font vendre sur les marchés... » Eva* ne répond pas, ni ne lui redemande de lui montrer les produits qui sont déjà dans son sac, et lui donne le prix final, espérant ne pas s'être trompée. L'homme paie et repart sans dire au revoir. L'homme parti, je vais voir Eva*, et elle m'explique « t'inquiète pas tu sais, on a l'habitude... » (Extrait du carnet de terrain – observation participante sur la feria Macají).

Une autre dimension de la reconnaissance, source de motivation pour les paysans pour participer aux dispositifs, est la reconnaissance entre pairs. Les dispositifs de CIALP sont des espaces de socialisation entre producteurs, et plus généralement entre les divers acteurs engagés dans le dispositif. Ainsi, les relations d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance entre pairs au sein des espaces de transformation et de commercialisation est un vecteur d'affirmation identitaire et d'échange de savoirs, d'amitié, d'entraide, et de solidarité, qui est très apprécié par les paysans, qui donne du sens à l'activité, est source de reconnaissance sociale et d'apprentissages. Au sein des dispositifs, ces relations sont entretenues et renforcées dans des événements formels réguliers (réunions, assemblées générales) mais aussi par des événements plus informels, festifs et conviviaux. Ces événements festifs et conviviaux peuvent avoir lieu soit entre « pairs » (en sens large), soit en associant les consommateurs. Dans le premier cas, ils renforcent l'intégration professionnelle [Dufour & Lanciano, 2012] des paysans, dans des organisations et des réseaux qui, de purement « paysans » sous la forme d'organisations de producteurs souvent liées à des ONG, deviennent de plus en plus mixtes, en témoigne par exemple la diversité des membres de la CORPOSACHI (feria citoyenne Macají) et des acteurs qui les accompagnent ou avec lesquels ils travaillent. Dans le second cas, les événements conviviaux associant les consommateurs (par exemple, journée de visite de fermes dans le cas d'Utopía, événement festif pendant un jour de marché dans le cas des ferias citoyennes etc.) affirment la primauté de l'échange social sur l'échange marchand [Sarrazin, 2012], et renforcent l'intégration des paysans dans la société civile locale.

Cette participation à la vie sociale en tant que « pair », c'est-à-dire à la fois en tant qu'acteur économique et social, mais aussi en tant que citoyen, est une dimension fondamentale de la reconnaissance selon Fraser [2004]. Les dispositifs de CIALP sont également des espaces de construction de projets sociaux et politiques qui ont du sens au-delà de ces seuls dispositifs. Dans ce cas ils s'avèrent être des « tremplins » pour la participation des paysans, à la vie civique. Certains paysans de la feria Macají et du panier Utopía, dispositifs porteurs de projets d'économie solidaire et de souveraineté alimentaire, sont ainsi fiers d'avoir participé aux forums locaux organisés par la COPISA et le MESSE au moment de l'élaboration des lois de souveraineté alimentaire et de la loi d'économie solidaire. Par ailleurs, plusieurs paysans participent activement aux différents réseaux nationaux auxquels appartient Utopía pour défendre, au côté

d'acteurs sociaux très diversifiés, un projet sociétal de souveraineté alimentaire, d'agroécologie et d'économie solidaire.

2.3.2. Du côté des autres acteurs : la reconnaissance des paysanneries entre visée politique, pragmatisme et révélation

Chez beaucoup d'ONG, la reconnaissance de l'agriculture paysanne est un objectif politique qui s'insère dans un discours plus large incluant souvent la souveraineté alimentaire et l'économie solidaire. Selon elles, l'une et l'autre ne peuvent se réaliser sans une agriculture paysanne, souvent agroécologique, et nécessitent que les produits soient valorisés dans des dispositifs où les paysans reçoivent une rémunération juste et une reconnaissance pour leur travail. Les personnels des ONG ont des proximités relationnelles avec les paysans et une conviction militante pour les agricultures paysannes qui se sont construites souvent au-delà de et avant leur appartenance à leur ONG d'accueil (chapitre 4). En outre, les petites ONG locales comptent souvent des membres qui sont eux-mêmes paysans, souvent indigènes. En Équateur, c'est le cas des fondations locales CEDEIN et ACT, ou encore de l'ONG équatorienne Ekorural. Toutes trois forment des promoteurs issus des communautés qu'elles soutiennent, et ces derniers sont fortement engagés à la fois techniquement sur le terrain et mais aussi politiquement à plus large échelle en faveur des paysanneries.

*« Le **paysan** c'est celui qui vit et qui produit à la campagne, d'abord pour sa propre famille, mais produit aussi pour la société, et il lutte pour la production saine et propre. Les paysans et les indigènes, avant, on était considérés par le reste de la société comme sales, comme « indiens », comme ceux qui ne savent rien, qui ne comprennent rien. Mais bon, ça a changé depuis cinq ans ou six ans, on peut dire que ça va un peu mieux. Bon, le Sumak Kawsay c'est bien, le gouvernement parle de Buen Vivir et tout ça, mais dans les faits ça marche pas encore beaucoup [...] Il faudrait vraiment régler le problème des intermédiaires... en fait, **que nous les producteurs on ait accès à plus d'espaces pour vendre nos produits aux consommateurs. Parce que en plus, c'est comme ça qu'on peut discuter avec la société, que nous les paysans, on prenne la parole, que la société nous écoute et qu'elle voie comme on produit pour elle de manière responsable.** »* (Une paysanne présidente d'association paysanne et promotrice dans une fondation locale, Équateur).

Certains représentants des pouvoirs publics ont des motifs d'engagements similaires à ceux des ONG, dans le sens où, pour eux aussi, la reconnaissance des paysanneries est un objectif en soi, et l'appui aux CIALP est un moyen pour y parvenir. Ils défendent un modèle agricole et rural paysan, et entretiennent des relations étroites avec les paysans (proximités relationnelles et cognitives), parfois du fait d'une expérience professionnelle antérieure dans une ONG. Ainsi, à Huancavelica, le maire de la province de Castrovirreyna est un agronome fondateur d'une ONG locale (Cedinco). C'est grâce à son influence que la Municipalité Provinciale de Castrovirreyna a appuyé la création de micro-fromageries dans la communauté de Sinto Esmeralda, en partenariat avec AVSF et Cedinco. En Équateur, le directeur provincial du MAGAP Chimborazo est un agronome qui a travaillé dix ans dans une ONG locale en appui à des groupes de paysans agroécologiques (voir son portrait dans le chapitre 4). Il est un des acteurs du MAGAP Chimborazo qui a joué un rôle dans l'impulsion d'une politique régionale affichant une volonté de renforcement de la présence des techniciens sur le terrain auprès des paysans, d'appui à la

transition agroécologique et d'accompagnement de l'appropriation de la valeur ajoutée par les paysans à travers la transformation et/ou la commercialisation locale.

Si, chez certains acteurs, la reconnaissance des paysanneries est un objectif en soi, pour d'autres, c'est la conséquence d'un mode d'action pragmatique dans lequel les paysans et leurs produits sont un moyen d'atteindre des objectifs économiques, sociaux, ou de santé et de nutrition. Par exemple, la politique de mise en place des ferias citoyennes, telle qu'elle a été pensée en première instance, visait à lutter contre l'augmentation et l'instabilité des prix alimentaires. C'était une politique destinée non pas aux paysans, invités à fournir directement ces marchés pour rompre la chaîne d'intermédiation, mais aux consommateurs urbains, auxquels il était nécessaire de fournir des produits à prix bas et stabilisés. En matière de reconnaissance des paysanneries, le symbole est fort. Souvent *destinataires* de politiques sociales, les paysanneries sont ici invitées à être *actrices* d'une politique sociale, qui reconnaît leur rôle à la fois économique et dans l'alimentation des populations. Autre exemple, à Tiwanaku la sollicitation, pour l'approvisionnement du déjeuner scolaire, par la Municipalité et l'ONG Cuna, de quatre organisations paysannes locales, était le moyen d'atteindre les objectifs de développement économique portés la maire de Tiwanaku de l'époque (2010), et les objectifs nutritionnels et éducatifs portés par Cuna depuis le début des années 2000. Elles ont ainsi développé ensemble un projet à deux dimensions : nutritionnelle pour les enfants, et de développement économique pour le territoire. Les paysans et leurs produits sont reconnus pour la fourniture d'une alimentation saine et de qualité et comme acteurs du développement local.

« Avant les produits venaient d'ailleurs, et aujourd'hui on les achète à nos propre producteurs et on génère plus de ressources économiques pour le territoire, on donne une valeur ajoutée à nos produits et en plus on travaille avec Cuna sur l'accompagnement des producteurs ce qui permet de continuer à améliorer sans cesse la qualité de nos produits » (Maire de Tiwanaku, interviewée dans un film réalisé par l'ONG Cuna⁴³³)

« Avant, les organisations de producteurs, elle produisaient de la quinoa et elles la commercialisaient ailleurs. Maintenant on veut que cette quinoa puisse être moulue, puisse être transformée, dans une boulangerie, et dans cette boulangerie, située dans cette même municipalité, sur ce même territoire, on puisse y élaborer un aliment qu'on va ensuite donner à un enfant, et qui a beaucoup plus de valeur nutritive que quelques biscuits que l'on pourrait faire venir de n'importe où » (Un technicien de Cuna, interviewé dans le film réalisé par l'ONG Cuna⁴³³)

Enfin, les consommateurs se dirigent vers les paysans pour trouver des produits de la qualité qu'ils recherchent. Ainsi, la majorité des consommateurs interrogés sur les marchés de vente directe recherchent des produits sains, frais, et de qualité. Ils ne recherchent pas explicitement des produits issus de l'agriculture paysanne, mais ils réalisent que leur demande est satisfaite lorsqu'ils achètent leurs produits sur ces marchés-là, puisque, selon eux *« les produits viennent directement de la campagne »*, *« viennent d'être récoltés »* et sont *« naturels »* (ville de Huancavelica) et *« sans produits chimiques »* (Riobamba). Leur fidélité à ces marchés est un signal de reconnaissance des produits et des savoir-faire paysans.

⁴³³ Film de présentation du dispositif d'approvisionnement du déjeuner scolaire associant Cuna, la Municipalité de Tiwanaku et quatre organisations paysannes du territoire, dont l'AMPACH. Disponible en ligne www.cuna.org.bo (consulté le 28 juin 2015)

Mais lorsque l'interaction entre les paysans d'un côté, et, de l'autre, les consommateurs, ou plus généralement les acteurs « non paysans » ou « non reliés au monde paysan », est plus importante qu'une simple interaction ponctuelle et rapide, même hebdomadaire, ce sont d'autres formes de reconnaissances qui se jouent. Il s'agit de la reconnaissance explicite de l'activité et du mode de vie paysans, venant s'ajouter à la reconnaissance des produits et des savoir-faire paysans. Ainsi, les consommateurs du panier Utopía, ont d'abord agité de manière pragmatique. En effet, c'est d'abord la recherche de qualité sanitaire et nutritionnelle qui les a conduits à se rapprocher de producteurs agroécologiques locaux. Puis ces relations entre consommateurs urbains et paysans, d'abord fondées sur une proximité géographique, ont évolué vers une proximité relationnelle. Celle-ci a été rendue possible, d'une part grâce à l'intervention d'« acteurs-clés » du dispositif jouant le rôle de médiateurs et de passeurs de frontières, d'autre part par les interactions régulières au moment de l'échange des produits, et enfin, et surtout, lors de visites de fermes. La découverte sur place du travail et du mode de vie des paysans a été un bouleversement pour les consommateurs urbains qui méconnaissaient l'agriculture paysanne, voire avaient des préjugés sur les paysans et les indigènes. Aujourd'hui, paysans et consommateurs du panier Utopía, liés par de fortes proximités relationnelles et cognitives, partagent un discours et un projet politique fondé sur la souveraineté alimentaire, l'économie solidaire et l'agroécologie.

Cette révélation, conséquence d'une confrontation directe avec un monde paysan méconnu et objet de préjugés, ne touche pas uniquement les consommateurs. C'est aussi le cas de certains jeunes techniciens des pouvoirs publics lors de leur première confrontation au terrain.

*« Au début de ma carrière j'avais une vision assez négative des paysans... comme tout le monde ! Je voyais les paysans comme **des gens qui n'étaient pas soignés, comme des pauvres... et tout le monde pensait ça, et moi aussi !** Et la vérité, c'est que quand on m'a affecté sur le terrain, pour moi l'idée de travailler avec les paysans... C'était pas facile ! **Mais après... quand j'ai fait la connaissance des gens de la campagne... En fait ils sont plus soignés que nous ! Ils sont sincères, ils ont de meilleurs comportements que nous, je veux dire les gens de la ville. Et donc pour moi c'était positif !***

-Qu'est-ce que tu veux dire par « comportements » ?

*-Les comportements ? Comment te dire ça... C'est que nos comportements, à nous... les comportements de la ville... Bon, le comportement principal c'est ce qui concerne le logement... en fait... le logement, la nourriture et l'alimentation, et les vêtements... oui c'est ça, ce sont les trois axes principaux que j'ai remarqués. Bon, le logement, ceux d'ici, ceux de la ville, si on n'a pas une maison bien jolie... on ne se sent pas bien. À l'inverse, les gens de là-bas, ils s'accommodent de ce qu'ils ont. C'est pas que ce sont des maisons... bon, ce sont des maisons de la campagne, d'accord ? Mais elles sont jolies, abritées, soignées, propres... elles ont... elles ont tout le nécessaire pour vivre. En fait **ils n'ont pas besoin de luxe comme ceux de la ville pour vivre... Et pour les vêtements, nous en ville, si on n'a pas le meilleur... aïe, on préfère presque ne pas s'habiller ! Mais eux, non, ils ont leurs vêtements, ils s'habillent... ils s'habillent bien, et ensuite ils travaillent toute la journée... Et le lendemain, oui ils remettent les mêmes vêtements, mais... où est le problème ? Et donc en fait, ils préfèrent... Comment je t'explique ça... **ils préfèrent le bon et bon marché... alors que nous on préfère le mauvais et cher !** Et ensuite... ah oui, l'alimentation... **Ah là là, mais quel délice l'alimentation des paysans !! C'est... la plus saine qu'on peut trouver, la meilleure ! Ils te préparent les produits de la campagne, et c'est les meilleurs qu'on peut trouver ! Ça m'a beaucoup impacté cette*****

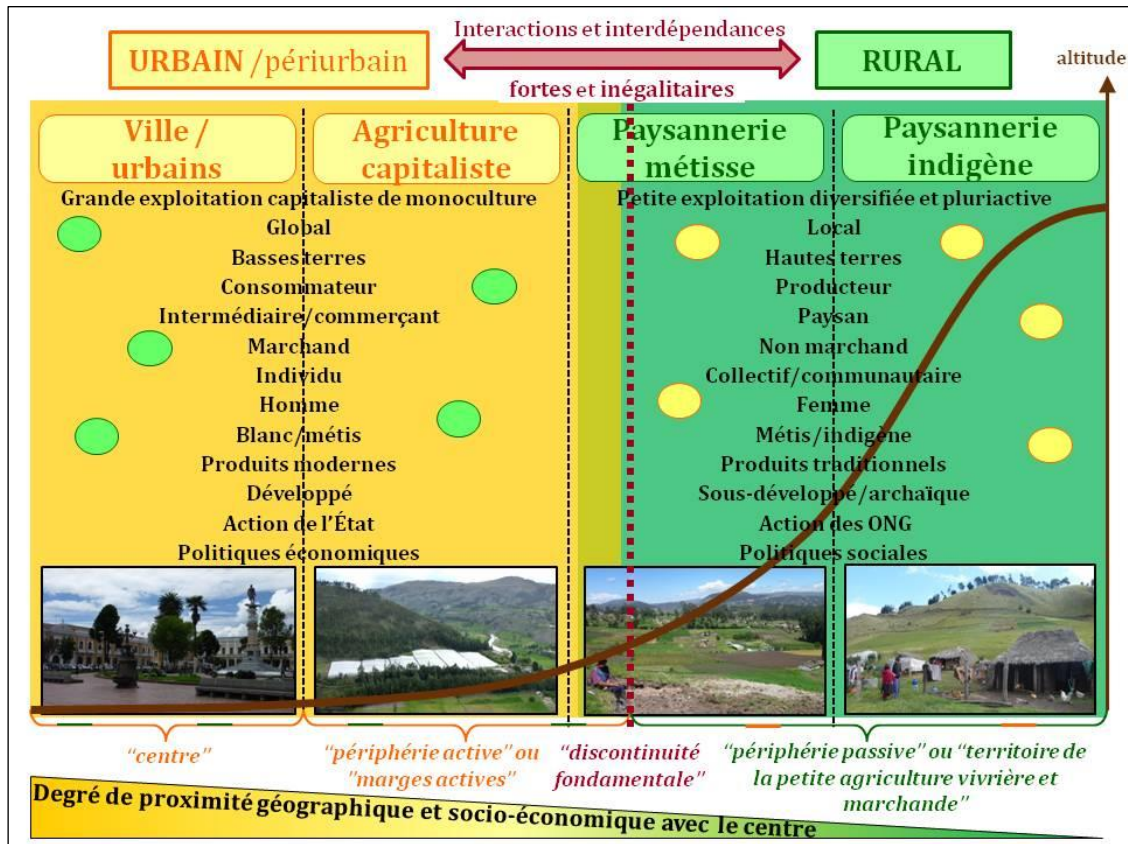
*nourriture je t'avoue parce que je... bon, par exemple, là-bas quand je travaille je suis dès huit heures du matin sur le terrain, et donc à onze heures tu as déjà faim, non ? Et donc, en passant par n'importe quelle maison à chaque fois ils te proposent un mote, quelques fèves avec du fromage, des mellocos... et tout ça cueilli et préparé sur place ! Et c'est de la nourriture saine. Ils lavent tout bien, ils préparent tout pour que ce soit bon... Bon, c'est pas la même présentation qu'en ville, mais eux ils le font avec amour, et ça, c'est le principal. Ils te donnent des œufs de la ferme... mais rien à voir avec les œufs de la ville où les poules elles mangent des granulés ! Et donc... voilà... très différente l'alimentation là-bas... Meilleur et plus saine... Bon, c'est mon avis, hein !... Et il est positif bien sûr ! [rires] [...] Ah et une chose importante aussi, c'est que je me suis rendu compte **qu'ils en savent plus que nous. En réalité, ce sont eux qui nous enseignent des choses !** Nous on est plus théoriques, et eux ils sont les agriculteurs du terrain ! (Un technicien du MAGAP Chimborazo).*

Finalement, la reconnaissance des paysanneries est parfois le résultat d'une visée politique construite dans l'interaction avec les agricultures paysannes. Elle peut être aussi le résultat indirect d'un mode d'action pragmatique : c'est le cas des consommateurs qui recherchent des produits de qualité, ou des acteurs du développement (publics ou ONG) qui cherchent à atteindre des objectifs pour lesquels les paysans et leurs produits sont un moyen. Les paysans sont reconnus, car c'est en achetant leurs produits que l'on peut atteindre ces objectifs. Enfin, pour certains acteurs, les CIALP sont l'occasion de découvrir l'agriculture paysanne. Pour ceux-là, la reconnaissance passe par une « révélation » préalable qui peut modifier profondément leur regard et leur attitude vis-à-vis d'un groupe social soit qu'ils ignoraient, soit pour lequel ils avaient des préjugés hérités de cinq siècles de marginalisation sociale, politique, économique et ethnique. Lorsque cette « révélation positive » a lieu, les paysans sont reconnus, au-delà de leurs produits et de leur savoir-faire, pour leur activité et pour leur mode de vie, et la reconnaissance des paysanneries peut alors même devenir une visée politique.

SYNTHÈSE ET CONCLUSION - LES CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ COMME LABORATOIRES DE RECOMPOSITION DES POLARITÉS SOCIO-SPATIALES ANDINES

Nous avons conclu le premier chapitre en analysant le processus de marginalisation historique des paysanneries andines comme une polarisation à la fois sociale et spatiale entre urbain et rural. Or, en activant et en construisant des proximités géographiques et socio-économiques entre la ville et la campagne, et en mobilisant pour cela une large diversité d'acteurs, les CIALP contribuent à recomposer ces polarités socio-spatiales, qui constituaient le terreau de la marginalisation des paysanneries. En rapprochant spatialement, socio-économiquement et culturellement villes et campagnes, autant dans les représentations que dans les pratiques, dans des rapports solidaires qui viennent remplacer les rapports inégalitaires et de domination qui prévalaient, les CIALP contribuent à la requalification positive de la place et du rôle des paysanneries dans l'espace et dans la société andins. À travers les CIALP, l'opposition entre urbain et rural se transforme en dialectique : villes et campagnes, et leurs divers habitants deviennent complémentaires, en tant qu'appartenant à un même territoire au sein duquel les polarités élémentaires se défont, dans la construction d'actions collectives de proximité associant des acteurs multiples, urbains et ruraux, publics, privés et de la société civile (Figure 37).

Figure 37 - De la marginalisation à la reconnaissance des paysanneries : quand les polarités socio-spatiales historiques se défont dans des actions collectives de proximité autour de et avec les paysans



Réalisation : Claire Heinisch

Les paysanneries, que l'on pourrait définir comme un groupe social complexe et bivalent comme au sens de Fraser [2004] au sein duquel se superposent souvent classe, ethnicité et genre, vivent une marginalisation identitaire, socio-économique, spatiale. Les dispositifs de CIALP les projettent dans l'espace et la société urbains comme des acteurs socio-économiques d'une alimentation durable. De travailleurs pauvres devant souvent séjourner en ville dans des métiers non qualifiés pour compléter leur revenu rural, les paysans peuvent, à travers les nouveaux circuits alimentaires de proximité, pratiquer pleinement leur activité paysanne à la fois à la campagne et en ville – ou pour la ville –. L'agriculture paysanne, les produits, les savoir-faire et les modes de vie paysans, considérés comme archaïques et sous-développés dans une société de « monocultures » des savoirs, du temps linéaire et de la productivité, au sens de De Sousa Santos [2006, 2011], deviennent modernes dans des dispositifs où les indicateurs d'évaluation changent. Ainsi, les savoirs paysans trouvent leur rôle et leur place ; les pratiques, les activités et les modes de vie paysans cessent d'être considérés comme résiduels dans des sociétés où le sens du progrès et du développement ne pourrait tendre que vers des exploitations entrepreneuriales ou capitalistes ; et enfin, les systèmes de production et d'organisation paysans trouvent toute leur place, pour autant que l'on se dote de critères d'évaluation tels que ceux rappelés par Vaillant & Dufumier [2015] : la production d'aliments sains et de qualité pour les paysans eux-mêmes et pour les autres habitants du territoire, le maintien et création d'emploi en milieu rural, la productivité par unité de surface, l'usage raisonné des ressources et la valorisation de la diversité des milieux et des espèces selon des principes de l'agroécologie ou qui en sont proches, la richesse patrimoniale et culturelle (paysages, cuisine, vision du monde etc.).

Grâce aux paysans et/ou aux intermédiaires de proximité, médiateurs à la fois marchands et sociaux qui vont proposer des produits en ville dans les espaces de circuits alimentaires de proximité, les consommateurs urbains se (re)connectent, non seulement aux « aliments » plus qu'aux produits, points de rencontre entre producteurs, consommateurs et autres acteurs qui accompagnent et soutiennent les dispositifs, mais aussi à la terre et aux espaces ruraux proches. Ils s'y connectent non seulement *via* les aliments, mais aussi directement, en allant à la rencontre des paysans à la campagne, notamment *via* les visites de fermes, et même jusqu'à souhaiter produire eux-mêmes, certains dans leur jardin en ville, d'autres en achetant un lopin de terre à la campagne. En alliance avec d'autres acteurs, producteurs, consommateurs et intermédiaires, liés par des relations de proximité et de solidarité qui passent notamment par l'établissement d'un prix juste, construisent ensemble la qualité souhaitée et possible de l'alimentation selon des critères renouvelés.

Auparavant, les pouvoirs publics, en particulier l'État, n'investissait pas dans les paysanneries si ce n'est *via* des politiques sociales – les politiques économiques étant réservées quasi exclusivement à l'agriculture capitaliste – et les ONG palliaient cette carence auprès des paysanneries. Aujourd'hui, l'État, à travers des coopérations interministérielles, des coopérations avec les pouvoirs publics locaux mais aussi avec les ONG, investit le rural, dans son interaction avec la ville, à travers des politiques territorialisées qui combinent des objectifs alimentaires, d'éducation, de santé, d'économie solidaire et de promotion et d'accompagnement de l'agroécologie et dont les paysanneries et les CIALP constituent le point de convergence. Ces

politiques territorialisées sont souvent la déclinaison locale de politiques publiques nationales dont la mise en œuvre est déconcentrée et décentralisée. Enfin, autre manifestation de cette articulation entre local et global, la dimension universelle des projets défendus par certains dispositifs de circuits alimentaires de proximité peut conduire ces derniers et leurs acteurs à rejoindre, participer et voire créer, des réseaux, mouvements, forums, manifestations, événements, campagnes de sensibilisation, constitués autour d'enjeux alimentaires, écologiques et socio-économiques, aux échelles locale, nationale, voire internationale. Ces articulations entre local et global des dispositifs circuits alimentaires de proximités insèrent la reconnaissance des paysanneries dans une « écologie des trans-échelles » au sens de De Sousa Santos, dans le sens où non seulement les circuits alimentaires de proximité reconnaissent les paysanneries dans leurs contextes locaux, mais ils en font également le point d'ancrage d'un projet de changement social à l'échelle globale.

CONCLUSION ET DISCUSSION GÉNÉRALES

Cette recherche s'est attachée à comprendre l'émergence des formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires (CIALP) dans les Andes et les changements que ces CIALP engendrent pour les paysanneries andines. Nous avons pour cela posé deux questions de recherche : « **Quels sont les processus d'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs (CIALP) dans les Andes ?** » « **Quels changements ces CIALP induisent-ils pour les paysans, notamment dans leurs relations avec les marchés, la société et les territoires ?** »

Conduite selon une démarche inductive, notre recherche nous a progressivement conduite à formuler l'hypothèse selon laquelle les CIALP, supports de dynamiques socio-spatiales entre des paysans et une diversité d'autres acteurs, contribuaient à une recomposition du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace et la société andins. L'analyse de l'évolution de cette place et de ce rôle des paysanneries andines dans l'espace et la société, sur le temps long et à l'échelle globale, combinée à l'analyse, sur le terrain, des processus récents d'émergence de dispositifs de CIALP dans trois territoires en Équateur, au Pérou et en Bolivie, nous a permis de mettre en évidence la contribution des CIALP à la reconnaissance des paysanneries andines historiquement marginalisées.

Nous souhaitons ici revenir sur les principaux résultats et apports de cette recherche. Puis nous effectuons un retour sur la démarche et les choix effectués, avant d'élargir les réflexions et les questionnements.

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX RÉSULTATS ET APPORTS DE LA RECHERCHE

Un questionnement et des résultats originaux

Le résultat principal de cette recherche est celui d'une analyse géographique de la contribution des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs à la reconnaissance des paysanneries andines. Dans ce travail de thèse, nous avons défriché une nouvelle question et une nouvelle hypothèse qui n'avaient pas encore été abordées ni par la géographie, ni par les sciences sociales en général.

Les circuits alimentaires de proximité (que l'on retrouve sous le nom de *circuits courts*, *circuits de proximité*, *alternative agrifood networks*, *local food systems*, *nested markets*) font l'objet depuis une quinzaine d'année d'une littérature conséquente en sciences sociales. Toutefois, au démarrage de ce travail de recherche, les recherches demeuraient presque exclusivement concentrées dans les pays du Nord, et n'abordaient pas – ou très peu – la question de l'émergence de ces nouvelles formes d'échange de produits alimentaires à l'aune de la reconnaissance de formes techniques et sociales d'agricultures marginalisées. En outre, si la diversité des stratégies de résistance et de résilience des paysanneries andines, ainsi que les

nombreuses luttes paysannes et indigènes, étaient depuis longtemps largement documentées dans la littérature, les relations qu'établissent les paysans avec une diversité d'acteurs et d'espaces au travers de nouvelles formes d'échange de produits alimentaires de proximité n'avaient pas encore retenu l'attention de la recherche. Enfin, la « reconnaissance », objet surtout de la psychologie sociale à l'échelle de l'acteur individuel, et de la sociologie politique à l'échelle des groupes sociaux, demeurait peu abordée par la géographie, alors que la marginalisation des groupes sociaux et, par opposition, leur reconnaissance, a une dimension spatiale. Notre recherche revêt donc un caractère original à plusieurs points de vue. D'une part elle analyse les processus d'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs dans les Andes, terrain où ceux-ci n'avaient pas encore été explorés. D'autre part elle explore des formes inédites de « dynamismes paysans » au sens de Haubert [1991], au travers d'alliances de proximité avec divers acteurs et groupes sociaux autour de l'échange de produits alimentaires. Par ailleurs, elle lie l'émergence de ces nouveaux circuits alimentaires de proximité à la question de la reconnaissance des paysanneries marginalisées. Enfin, elle n'aborde pas la reconnaissance, dans une approche qui serait celle, plus habituelle, de la sociologie politique, comme le résultat d'un processus de lutte revendicatrice, mais selon une approche géographique de la recomposition du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace et la société andins, construite *via* des dynamiques socio-spatiales entre des paysans et une diversité d'autres acteurs.

Plus spécifiquement, le résultat principal de cette thèse se décline en trois grands résultats inter-reliés. Le premier est une relecture de l'histoire des paysanneries andines, dans leur environnement global et à l'échelle du temps long, à travers une grille géographique de la marginalisation et de la reconnaissance. Le deuxième est la mise en œuvre d'une description minutieuse et organisée des processus d'émergence de CIALP dans leurs territoires spécifiques, selon un cadre d'analyse qui rend compte des dynamiques socio-spatiales entre paysans et autres acteurs. Enfin, le troisième résultat est une production originale de connaissances sur les CIALP et leur contribution au changement social.

Une relecture des dynamiques des paysanneries dans l'espace et la société andins : d'une marginalisation séculaire à des signes récents de reconnaissance

Le premier résultat de cette recherche est une analyse historique de l'évolution du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace et la société andins. Pour cela, nous avons décomposé la trajectoire des paysanneries andines en grandes séquences ponctuées de ruptures. Pour chaque séquence, nous avons analysé l'organisation de l'espace, les systèmes de production et d'activité paysans, les relations villes-campagnes, la place et le rôle des paysanneries dans les relations sociales, dans l'échange de produits alimentaires et dans l'accès aux marchés, et dans les politiques publiques, et les stratégies mises en œuvre par les paysanneries, seules ou avec d'autres, pour s'adapter à leur environnement socio-économique, écologique et politique. Cette analyse historique a révélé deux grandes périodes.

La première période, décomposée en plusieurs séquences de l'époque précolombienne jusqu'à la fin du XX^e siècle, révèle des processus séculaires, sans cesse renouvelés, de marginalisation sociale et spatiale des paysanneries andines, ponctué toutefois par de multiples

formes d'adaptation des paysanneries, seules ou accompagnées d'alliés. Nous avons montré que la marginalisation des paysanneries andines s'exprime dans une polarité socio-spatiale historiquement constituée, et pérennisée au gré des transformations des sociétés andines et qui, depuis l'invasion espagnole, oppose et lie les groupes exclus ou dominés et les groupes dominants dans des relations d'interdépendance. Cette polarité oppose d'une part l'« urbain » et les espaces et activités fortement connectés à la ville, et d'autre part le « rural », où les proximités géographiques et socio-économiques avec la ville-centre sont les plus faibles. Cette polarité globale urbain-rural englobe toute une série de polarités élémentaires qui se recoupent et se confortent mutuellement. Ces polarités correspondent à des réalités plus ou moins partielles, mais aussi à des représentations stéréotypées forgées par les sociétés dites « modernes ». Ainsi, le « rural » ce sont les hautes terres, la petite exploitation diversifiée et pluriactive, le local, le producteur, le paysan, le non-marchand, le collectif/communautaire, la femme, l'indigène et le métis, les produits traditionnels, l'archaïque/le sous-développé, l'espace d'action des ONG, et les politiques sociales. Quant à l'« urbain », ce sont les basses terres, la grande exploitation capitaliste de monoculture d'exportation ou destinée à l'agro-industrie, le global, le consommateur, l'intermédiaire/commerçant, le marchand, l'individuel, l'homme, le blanc/le métis, les produits modernes (exportés ou d'importation), le monde développé, l'espace d'action de l'État et les politiques économiques.

Nous avons également montré que les paysanneries, loin de demeurer passives, ont au contraire fait preuve de dynamisme et ont développé, tout au long de leur histoire, des stratégies de résistance et d'innovation pour faire face à une société dominante hostile, seules ou avec leurs alliés traditionnels que sont les ONG de développement et certains courants de l'Église, depuis l'échelle de la famille et du système d'activité, en passant par l'échelle de l'organisation paysanne qui innove dans le domaine productif, et jusqu'à l'échelle des réseaux et mouvements paysans et indigènes qui luttent pour l'amélioration de leur situation, en particulier pour l'accès aux ressources et la reconnaissance identitaire. Dans cette longue période de plusieurs siècles de marginalisation, les réformes agraires du milieu du XX^e siècle ont constitué un point d'inflexion important dans l'histoire des paysanneries andines. Elles ont conduit à l'émergence d'une « vraie » paysannerie, autonome qui bénéficie d'un accès à la terre, libérée des liens de servitude qui la liait aux haciendas, et qui commence à s'organiser progressivement en mouvement social qui lutte pour la reconnaissance de ses droits et de son identité. Pour autant, nous avons vu que ces réformes agraires, inachevées et inégalitaires, n'ont pas constitué une rupture suffisante pour inverser les processus de marginalisation séculaire des paysanneries. Elles ont en effet reconduit, tout en les renouvelant, les dualités socio-spatiales agraires, qui se sont ensuite accentuées au cours de la séquence suivante qui a vu l'application des politiques néolibérales imposées par les plans d'ajustement structurels.

La seconde période, que nous analysons comme une période de bifurcation, inédite dans l'histoire des paysanneries andines, est la période actuelle et très récente qui démarre entre la fin du XX^e et le début du XXI^e siècle et qui est marquée par l'émergence simultanée, d'une part de nouvelles formes de dynamismes paysans aux échelles nationales et locales, et, d'autre part, de nouveaux contextes sociopolitiques nationaux, les deux étant en interaction. Jusqu'à la fin du XX^e siècle, les dynamismes paysans avaient conservé une nature « rurale », dans le sens où, pas ou

peu d'alliances socio-économiques ou politiques existaient avec la ville proche. Mais le début du XX^e siècle voit émerger, au niveau local, des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité, qui vont bien au-delà du seul échange de produits alimentaires, et qui prennent la forme de collectifs plus ou moins formels, rassemblant une large diversité d'acteurs, et pour certains nouveaux, sur les questions paysannes et alimentaires. Ces nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs émergent dans un contexte où les Andes connaissent d'importants changements sociopolitiques. Ces changements doivent beaucoup à des mobilisations paysannes d'un nouveau type, amorcées dans le courant des années 1990, où les paysans, alliés à divers acteurs de la société civile, ont construit et défendent, au niveau local et au niveau international, un projet de transformation sociale, écologique et économique, à travers le concept de souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire, initialement définie et portée au débat public par le mouvement international paysan *La Vía Campesina*, est un projet politique d'alternative radicale au modèle agroalimentaire et économique dominant, qui défend le droit à l'alimentation, l'accès équitable aux ressources, une agriculture et une alimentation fondées sur l'agroécologie et la valorisation des spécificités locales, et une économie solidaire. Voie paysanne pour le développement, elle a été reconnue dans les nouvelles constitutions de l'Équateur (2008) et de la Bolivie (2009). La reconnaissance constitutionnelle de la souveraineté alimentaire, victoire sans précédent pour les paysanneries, constitue une reconnaissance symbolique et institutionnelle de leur rôle et de leur place dans les modèles de développement. Ces nouvelles constitutions définissent ainsi un nouveau cadre de politiques publiques, en rupture avec le cadre néolibéral qui caractérisait les dernières décennies du XX^e siècle, et dans lequel les paysanneries ont désormais un rôle socio-économique à jouer et, à ce titre, méritent d'être soutenues. Nous avons montré que la mise en œuvre effective du projet de souveraineté alimentaire est parsemée d'incohérences, de tensions et de conflits, les nouveaux gouvernements se trouvant tiraillés entre le pouvoir oligarchique de l'agrobusiness et les mouvements sociaux. Néanmoins, il existe aujourd'hui un débat public sur le modèle de développement souhaité et souhaitable et, la grande nouveauté par rapport aux périodes précédentes, c'est qu'au cœur des forces en présence dans l'espace politique, on trouve les organisations paysannes et indigènes. Mieux organisées qu'auparavant, ayant dépassé la posture uniquement revendicative, elles ont manifesté, en alliance avec d'autres acteurs de la société civile, leur capacité à proposer et à contribuer à un nouveau modèle de développement qui, même s'il rencontre des résistances et tarde à être mis en œuvre dans les faits, est officiellement inscrit comme feuille de route en Équateur et en Bolivie. Quant au Pérou, une société civile organisée autour de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie et de l'économie solidaire émerge, plus récemment, depuis le début des années 2010. Stimulée et rendue visible par l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale en 2014, elle devient progressivement un interlocuteur des pouvoirs publics.

Une définition précise des CIALP et une analyse minutieuse et organisée des processus d'émergence de CIALP dans leurs territoires spécifiques

Outre la production de nouvelles connaissances sur ces nouvelles formes d'échange de produits alimentaires et de dynamiques socio-spatiales entre paysans et autres acteurs des territoires, l'apport de notre analyse des processus d'émergence des CIALP est également

théorique, en termes de délimitation précise de l'objet « CIALP », et méthodologique, en termes d'outils choisis et mis en œuvre pour décrire finement ces processus.

La délimitation de l'objet « CIALP »

En ce qui concerne la délimitation de l'objet « CIALP », c'est-à-dire le nom et la définition que nous en avons adopté, ceux-ci sont le résultat d'une mise en perspective de ces CIALP, dans l'espace (notamment en France et en Amérique latine) et dans le temps, avec les diverses formes alternatives de production et d'échange réputées valoriser les paysanneries et les agricultures paysannes. Guidée par nos questions de recherche sur l'émergence des CIALP et les changements qu'ils engendrent pour les paysans et sur les relations que ces derniers entretiennent avec la société, l'espace et les marchés, cette mise en perspective a consisté en une analyse globale de l'émergence des CIALP, à la fois sur le terrain et dans les discours scientifiques, techniques et politiques. La dénomination « nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs » et sa définition ont été choisies pour plusieurs raisons.

En premier lieu, il s'agissait de distinguer ces CIALP d'autres formes de *nested markets* fondées sur la qualification des produits, centrés sur des territoires qui correspondent à des bassins de production, dans lesquels la coordination est de type filière, où la question alimentaire est absente et où la participation des acteurs non-agricoles, non-ruraux ou non directement liés aux filières n'est pas envisagée. Au contraire, les CIALP relèvent d'une agriculture et d'une alimentation de proximité dans des territoires qui correspondent à des bassins de vie. En outre, plutôt que des produits de qualité spécifique et souvent identifiée par un label (origine, équitable, biologique, qualité supérieure etc.), les CIALP concernent avant tout les produits alimentaires banals et du quotidien qui n'ont pas d'autre attribut géographique que celui d'être « locaux ». Par conséquent, la dénomination « circuits **alimentaires** de proximité » a son importance.

Il s'agissait également de distinguer les CIALP des « circuits courts », dont les définitions sont bornées et figées dans l'espace géographique, dans l'espace social et dans le temps. En effet, les « circuits courts » font référence à l'existence d'un intermédiaire maximum entre producteurs et consommateurs, et parfois également à une distance géographique maximum entre lieu de production et lieu de consommation. Parler de circuits alimentaires **de proximité**, c'est-à-dire de proximité à la fois géographique et socio-économique, permet d'en appréhender toute la complexité et la diversité, en les envisageant comme inscrits dans des dynamiques socio-spatiales. Les circuits alimentaires **de proximité** englobent ainsi des circuits alimentaires qui, malgré un nombre d'intermédiaires pouvant être supérieur à un, et malgré des distances variables entre production et consommation selon les contextes, recherchent, revendiquent, permettent ou valorisent le rapprochement, tant dans l'espace géographique que dans l'espace social, entre producteurs et consommateurs et, plus généralement, entre acteurs impliqués dans ces circuits alimentaires. Par ailleurs, définir ces circuits par la proximité géographique et socio-économique permet de les envisager comme inscrits dans des **territoires** qui les conditionnent et qu'ils contribuent à transformer, le territoire étant au croisement de ces deux formes de proximité.

Enfin, il s'agissait en outre de s'intéresser aux **nouvelles** formes de circuits alimentaires de proximité, la nouveauté étant souvent liée au caractère **multi-acteurs** de ces circuits. Nous nous sommes en effet intéressée aux initiatives émergentes d'échange de produits alimentaires rassemblant des paysans et d'autres acteurs **avec et autour des paysans**. Ces acteurs multiples parties-prenantes des CIALP sont non seulement les acteurs *au cours* de l'échange, c'est-à-dire directement impliqués dans l'échange de produits alimentaires (producteurs, consommateurs et intermédiaires logistiques et commerciaux), mais aussi les acteurs *autour* de l'échange, c'est-à-dire ceux qui participent, soutiennent, accompagnent, plus ou moins directement, ces nouvelles formes d'échanges de produits alimentaires.

Une combinaison d'outils d'analyse pour décrire les dynamiques socio-spatiales au cours des trajectoires de dispositifs de CIALP

Afin d'analyser les processus d'émergence des CIALP et les changements qu'ils engendrent pour les paysans, nous avons réalisé une analyse comparée de divers CIALP sélectionnés dans trois territoires, en reconstituant les trajectoires des CIALP et de leurs acteurs dans leurs contextes territoriaux. Afin de construire et interpréter ces trajectoires, nous avons construit un cadre d'analyse mobilisant les notions de **dispositif** pour décrire, délimiter et comparer les différentes initiatives de CIALP étudiées, de **proximité** pour analyser spécifiquement les dynamiques socio-spatiales entre acteurs parties-prenantes des dispositifs, de **territoire** et de **territorialité** pour analyser les espaces (physiques, organisationnels et identitaires) dans lesquels prennent naissance les dispositifs, et ceux dans lesquels ils se déploient, et de système d'activité pour analyser de manière spécifique les trajectoires d'engagement des paysans dans les dispositifs. Les apports les plus originaux de notre démarche sont, d'une part le fait d'avoir adapté la notion de dispositif à l'analyse des trajectoires de CIALP, d'autre part d'avoir mobilisé l'approche par les proximités dans une perspective dynamique, et enfin d'avoir élargi l'analyse des processus d'émergence des CIALP au-delà des territoires « matrices » qui les ont vu naître.

La notion foucauldienne de dispositif s'est révélée être un cadre d'analyse très opérant pour recouvrir et comparer l'extrême diversité des formes et des dynamiques socio-spatiales de CIALP. Notion intermédiaire entre « l'organisation », bornée et formelle, et le « réseau », ouvert et informel, le « dispositif », une fois adapté à notre objet dont il fallait définir les composantes, nous a permis d'aborder les CIALP comme un ensemble hétérogène d'éléments (acteurs, espaces, objets, projets) en interaction dynamique, inscrits dans des territoires qui les conditionnent et qu'ils contribuent à transformer, qui se déploient dans des territorialités multiples, et porteurs de projets mis en œuvre à travers des actions et une organisation concrète. Définis de cette manière, il devenait aisé d'en analyser les trajectoires selon la méthode de décomposition temporelle des trajectoires, chaque séquence de la trajectoire correspondant à un agencement particulier des éléments du dispositif et à un projet porté par le dispositif. Tout l'enjeu de la reconstitution des trajectoires des dispositifs de CIALP a consisté à analyser comment et pourquoi les différentes composantes des dispositifs se configuraient et interagissaient au cours de chaque séquence, et comment et pourquoi ces configurations et ces interactions évoluaient d'une séquence à l'autre. Un apport méthodologique de cette recherche a donc été d'adapter la notion de dispositif à l'analyse des CIALP, et d'adapter une méthodologie

d'analyse de trajectoires pensée initialement pour les trajectoires des projets dans les organisations, à l'analyse des trajectoires de dispositifs de CIALP.

Le fil rouge de notre étude des processus d'émergence des CIALP a été l'analyse des dynamiques socio-spatiales au sein des dispositifs. Nous nous intéressons en effet plus particulièrement à la contribution des CIALP à l'évolution du rôle et de la place des paysans dans l'espace et la société. Par conséquent, il était nécessaire d'analyser les dynamiques d'interactions socio-spatiales entre les paysans et les autres acteurs des dispositifs. Pour cela, nous avons analysé l'activation et la construction des proximités géographiques et socio-économiques au cours des trajectoires des dispositifs. Les proximités ont donc constitué à la fois notre cadre de définition et notre cadre d'analyse des dispositifs de CIALP. Si l'approche par les proximités a été souvent mobilisée pour analyser les circuits courts et de proximité, elle a le plus souvent constitué en une analyse structurelle destinée à décrire et classer ces derniers en fonction du type de proximité qui les caractérise. La particularité de notre recherche, par rapport aux autres travaux sur les circuits courts et de proximité, est d'avoir mobilisé l'approche par les proximités dans une perspective dynamique.

Enfin, la distinction entre, d'une part le « territoire-matrice », et d'autre part les « territorialités » développées par les dispositifs de CIALP et leurs acteurs au cours des trajectoires des dispositifs, s'est révélée opérante pour analyser les processus d'émergence, de développement et de déploiement des CIALP. Si les CIALP prennent naissance dans des territoires qui déterminent leur émergence et qu'ils contribuent à transformer, nos résultats montrent que l'analyse des trajectoires de CIALP dans le temps et dans l'espace ne peut pas toujours demeurer circonscrite au territoire-matrice. L'analyse des dynamiques socio-spatiales des dispositifs révèle que, en particulier lorsque les projets portés par les dispositifs (souveraineté alimentaire, agroécologie, économie solidaire, consommation responsable) sont repris à l'échelle nationale, certains CIALP et leurs acteurs élargissent les ancrages sociaux et spatiaux et leurs échelles d'action et de projet au-delà du territoire-matrice, *via* le développement de réseaux extraterritoriaux construits par l'activation de proximités cognitives et géographiques temporaires.

De nouvelles connaissances sur les CIALP et sur leur contribution au changement : grille d'analyse de la reconnaissance et synthèse des principaux résultats

Notre recherche constitue un apport de connaissances original sur les CIALP et sur les paysanneries andines. D'une manière générale, elle décrit finement des trajectoires de CIALP dans des territoires où ils n'avaient pas encore fait l'objet de recherches approfondies, et analyse de nouvelles formes d'alliances construites entre paysans et autres acteurs des territoires. En particulier, elle analyse la contribution des CIALP à la reconnaissance des paysanneries, selon une approche géographique. Nous avons défini la reconnaissance des paysanneries comme la recomposition et la requalification positive de leur rôle et de leur place dans l'espace et la société andins. À partir d'une première grille d'analyse exploratoire, présentée en introduction de ce manuscrit, dans laquelle nous avons identifié les possibles composantes, mécanismes, formes, et effets de la reconnaissance, nous avons construit, à partir de nos terrains, une grille

d'analyse finale de la contribution des CIALP à la reconnaissance des paysanneries, dont voici les résultats synthétisés.

A travers une analyse de la diversité des trajectoires et des profils de paysans engagés dans des dispositifs de CIALP, nous avons montré que les CIALP contribuaient souvent à une reconfiguration des systèmes d'activité paysans vers plus de diversification et d'écologisation et amélioreraient les revenus des paysans. L'activité agricole, qui retrouve un sens économique et social, est valorisée et reconnue par les paysans eux-mêmes, et conduit dans certains cas à des retours de migration. La reconnaissance, processus fondamentalement relationnel, se joue dans les relations sociales mais aussi dans le rapport à soi. Pour les paysans en général et pour les femmes et les indigènes en particulier, la participation aux CIALP et l'accueil public dans l'espace urbain constituent non seulement une reconnaissance économique et symbolique, mais aussi une reconnaissance de soi, de l'activité et de l'identité et, en outre, permet une participation en tant que pair à la vie sociale et civique.

La reconnaissance des paysans s'exprime également dans la construction sociale de prix justes et stables. Dans les dispositifs de CIALP, les prix aux producteurs et aux consommateurs échappent à la stricte relation d'offre et demande. Les processus multi-acteurs de construction des prix, permis par les proximités, s'inscrivent dans une reconnaissance explicite des paysanneries, notamment de la valeur de leur travail et de la qualité des produits. Ils permettent aux paysans de gagner en autonomie, en pouvoir de négociation, et en sécurité et souveraineté économique et alimentaire. Ces processus concertés de construction des prix conduisent non seulement à des prix plus rémunérateurs pour les paysans, mais aussi à des prix plus accessibles pour les consommateurs. Ainsi, les paysanneries, lorsqu'elles ont un accès équitable aux marchés, peuvent jouer un rôle majeur dans la sécurité alimentaire des villes, par leur capacité à nourrir le plus grand nombre en produits de qualité et à des prix accessibles, et les CIALP contribuent largement à faire reconnaître ce rôle-là.

La reconnaissance du rôle des paysans dans la production d'une alimentation de qualité passe également par la construction sociale de nouvelles formes d'évaluation de la qualité qui valorisent les savoirs, les savoir-faire et les modes de vie paysans. Ces nouvelles formes d'évaluation de la qualité sont permises par les interactions de proximités relationnelles et de médiation entre les différents acteurs des dispositifs, qui influencent la qualité perçue et exercent un effet sur la qualité produite. La grande particularité des CIALP quant à la qualité recherchée, c'est que celle-ci ne porte pas sur le « produit », qui renvoie plus à une idée de « marchandise » dont la qualité est évaluée de manière standardisée par le « marché », mais sur l'« aliment », avec tout ce qu'il contient de qualités intrinsèques liées à la santé et au plaisir, et de qualités externes liées notamment au mode de production, ou à l'origine géographique et culturelle des produits.

La reconnaissance des paysanneries passe par un certain nombre d'objets, en particulier les « aliments », qui ont un prix et une qualité, et dont la construction sociale prend des formes nouvelles dans les CIALP qui participent ainsi à la reconnaissance du rôle et de la place des paysanneries dans la production d'une alimentation de qualité sanitaire, nutritionnelle, culturelle et écologique, et accessible au plus grand nombre. Mais la reconnaissance est avant tout un processus fondamentalement relationnel, qui met en interaction, autour d'objets et au

sein de divers espaces, à travers l'activation de proximités géographiques et socio-économiques, des acteurs qui sont reconnus, des acteurs qui reconnaissent et des acteurs qui médiatisent la reconnaissance. La configuration multi-acteurs des CIALP est donc au cœur des processus de reconnaissance des paysanneries. Celle-ci se traduit en effet par l'engagement, autour de et avec les paysans, d'acteurs multiples *au cours* et *autour* de l'échange de produits alimentaires, et sous des formes diverses. Certains de ces acteurs sont inédits auprès des paysans, d'autres renouvellent leur mode d'action.

Au cours de l'échange, des acteurs essentiels sont ceux que nous avons appelé les « intermédiaires de proximité ». Ils achètent et commercialisent les produits, voire les transforment, mais leur rôle est loin de se limiter à la vente et à la logistique. Loin de la figure de l'intermédiaire des marchés urbains conventionnels, face auquel les paysans n'ont pas de pouvoir de négociation, et de la part duquel ils subissent différentes formes de violence, les « intermédiaires de proximité » jouent le rôle de médiateurs marchands et sociaux de proximités entre paysans et consommateurs urbains et entre campagne et ville, qu'ils contribuent à rapprocher dans l'espace géographique et dans l'espace social (relationnel et cognitif). Ces intermédiaires de proximité, qui peuvent être divers types d'acteurs (commerçants, paysans eux-mêmes, et même acteurs publics et ONG), sont des médiateurs de confiance, de connaissance, mais aussi d'apprentissages entre producteurs et consommateurs, notamment pour la construction de la qualité et du prix. Ils permettent à un plus grand nombre de producteurs d'accéder aux dispositifs de CIALP et, ainsi, de se libérer tout ou partie des marchés conventionnels et d'avoir accès à une meilleure valorisation économique et sociale de leurs produits. *Au cours* de l'échange, on trouve également les consommateurs, dont les formes de reconnaissance des paysanneries vont de l'achat des produits paysans dont ils évaluent positivement la qualité, en passant par une participation active au fonctionnement des dispositifs, et jusqu'à l'engagement militant avec les paysans pour la défense de la souveraineté alimentaire, de l'agroécologie, de l'économie solidaire, à la consommation responsable.

Autour de l'échange, on trouve, en premier, lieu les ONG. Leur présence aux côtés des paysans n'est pas nouvelle, puisqu'elles en sont les alliées historiques. En revanche, les CIALP sont les témoins d'une diversification des modes d'actions des ONG, qui contribue à une reconnaissance consolidée et élargie des paysanneries. Les ONG ont en effet diversifié leur action auprès des paysans, d'une approche technique et de type « filière » à une approche globale et territoriale, et d'une action ponctuelle auprès de certaines organisations ou communautés paysannes, à la participation active aux débats publics locaux et nationaux sur les questions de souveraineté alimentaire, d'agroécologie et d'économie solidaire. *Autour* de l'échange, on trouve, en second lieu, les pouvoirs publics locaux et nationaux, acteurs souvent nouveaux aux côtés des paysans, dont la présence est à relier à l'évolution récente et inédite des contextes politiques nationaux. Leurs formes d'engagement varient, selon les territoires et selon les dispositifs, depuis l'appui ponctuel aux paysans et aux dispositifs de CIALP à travers une présence renforcée sur le terrain, jusqu'à la mise en œuvre de politiques agricoles et alimentaires territorialisées, au cœur desquelles se trouvent les paysans. Ces différentes formes d'engagement des pouvoirs publics traduisent un soutien explicite aux paysans reconnus comme *acteurs* socio-économiques d'une alimentation d'un développement local durables, alors que,

auparavant, les paysans n'étaient encore que *destinataires* de politiques sociales destinées aux populations pauvres. Enfin, d'autres acteurs ont également un rôle indirect dans la visibilité des dispositifs de CIALP et dans la reconnaissance des paysanneries. C'est le cas des professionnels de santé qui conseillent à leurs patients d'acheter, soit des produits agroécologiques pour des raisons sanitaires, soit des produits andins aux propriétés nutritionnelles particulières que l'on ne trouve qu'auprès des paysans. Plus récemment, l'implication de chercheurs et enseignants-chercheurs, nationaux ou internationaux, dans l'accompagnement ou dans l'analyse des CIALP, contribue à rendre visibles, à renforcer et à insérer dans les débats scientifiques et sociétaux ces nouvelles formes d'échanges de produits alimentaires locaux et paysans.

Enfin, à la fois *au cœur de* et *autour* des dispositifs de CIALP, on trouve systématiquement un ou plusieurs « acteur-clés », dont nous avons réalisé les portraits de certains d'entre eux, et que la sociologie des organisations appellerait des « marginaux sécants ». Leur histoire personnelle et professionnelle les a conduits à appartenir à (successivement ou simultanément), et à construire des proximités relationnelles et cognitives avec plusieurs mondes sociaux et spatiaux (monde urbain, monde rural, monde paysan, monde des ONG, monde des pouvoirs publics, monde universitaire, monde de la société civile, monde de l'agroécologie etc.). Médiateurs cognitifs et relationnels, activateurs de proximités, et passeurs de frontières entre les différents mondes, ils ont un rôle fondamental dans l'orientation des trajectoires des dispositifs de CIALP et dans l'enrôlement des acteurs. Et si pour certains l'appartenance à différents mondes est le résultat d'une suite d'opportunités rencontrées au cours de leur histoire personnelle, pour d'autres, c'est une véritable stratégie affirmée dans un objectif de contribuer au mieux au changement social en faveur d'une voie paysanne, écologique, et solidaire du développement.

L'analyse des motifs d'engagements de ces divers acteurs dans les CIALP et avec les paysanneries révèle plusieurs formes et processus de reconnaissance. Pour certains, la reconnaissance des paysanneries est une visée politique construite dans l'interaction avec les agricultures paysannes. C'est le cas notamment des ONG, dont les personnels ont des proximités relationnelles avec les paysans et une conviction militante pour les agricultures paysannes, qui se sont construites souvent avant et au-delà de leur appartenance à leur ONG d'accueil. C'est le cas aussi des « acteurs-clés » des dispositifs. La reconnaissance des paysanneries peut être aussi le résultat indirect d'un mode d'action pragmatique où les paysans et les produits alimentaires locaux issus de l'agriculture paysanne sont un moyen, et non une fin. C'est le cas des consommateurs qui recherchent des produits de qualité, ou des acteurs du développement – pouvoirs publics ou ONG – qui cherchent à atteindre des objectifs de développement économique ou de sécurité alimentaire. Enfin, pour certains acteurs, les CIALP sont l'occasion de découvrir l'agriculture paysanne. C'est le cas de nombreux consommateurs, mais aussi de certains personnels de pouvoirs publics affectés à l'accompagnement des CIALP et des paysans. Pour ceux-là, la reconnaissance passe par une révélation préalable qui peut modifier profondément leur regard et leur attitude vis-à-vis d'un groupe social soit qu'ils ignoraient, soit pour lequel ils avaient des préjugés hérités de cinq siècles de marginalisation sociale, politique, économique et ethnique. Lorsque cette « révélation positive » a lieu, les paysans sont reconnus,

au-delà de leurs produits et de leur savoir-faire, pour leur activité et pour leur mode de vie, et, dans certains cas, la reconnaissance des paysanneries peut même devenir une visée politique.

L'analyse de l'enrôlement progressif des acteurs dans les dispositifs de CIALP et du déploiement socio-spatial des dispositifs au-delà du territoire-matrice qui les a vu naître, montre que la reconnaissance des paysanneries s'exprime également dans les multiples ancrages, locaux, nationaux, voire internationaux, des CIALP et de leurs acteurs. Au moment des prémices des dispositifs, le noyau initial est souvent composé des paysans et de leurs alliés historiques que sont les ONG, à des niveaux micro-locaux. Dans la phase de mise en place et de développement des dispositifs, de nouveaux acteurs, que sont les pouvoirs publics locaux, les intermédiaires de proximité, et les consommateurs, sont enrôlés progressivement autour des paysans. Enfin, dans la phase de déploiement des dispositifs, d'autres acteurs encore, notamment d'autres acteurs publics locaux qui viennent coordonner leur action avec ceux qui étaient déjà actifs lors des phases précédentes, des universitaires, des associations de la société civile, ou bien certains médias, s'agrègent au sein de ou autour des dispositifs, renforçant ainsi l'ancrage de ces derniers, dans leur territoire ou même à des échelles plus larges. Les trajectoires de déploiement varient selon les dispositifs. Là où certains dispositifs vont se reproduire dans le territoire, renforçant ainsi l'ancrage local et élargissant l'accès aux CIALP à un plus grand nombre de paysans, d'autres vont adopter une stratégie de mise en réseau à l'échelle nationale, voire internationale, avec un objectif d'incidence politique et de sensibilisation de la société sur les questions de souveraineté alimentaire, d'agroécologie, d'économie solidaire et de consommation responsable. Ces deux types de stratégies contribuent, chacune à leur manière et de manière complémentaire, à une visibilité et à une reconnaissance élargie des paysanneries au-delà de l'échelle des seuls dispositifs.

Finalement, ce qui se joue au sein des CIALP est un processus de recomposition des polarités socio-spatiales entre « urbain » et « rural » que nous avons analysées comme étant le terreau et l'expression de la marginalisation des paysanneries. Les CIALP sont des laboratoires qui expérimentent, autant dans les représentations que dans les pratiques, le rapprochement spatial, socio-économique et culturel entre la société urbaine et les paysans des campagnes. À travers les CIALP, les oppositions traditionnelles entre urbain et rural se transforment en dialectique. Villes et campagnes, et leurs habitants deviennent complémentaires, en tant qu'appartenant à un même territoire et bassin de vie, au sein duquel les polarités élémentaires se défont au travers d'actions collectives de proximité associant des acteurs multiples, urbains et ruraux, publics, privés et de la société civile, dans la construction de systèmes alimentaires territorialisés dans lesquels chacun, et les paysannes et les paysans en première ligne, ont un rôle et une place. Territoire, proximités et aliments, dans une articulation entre action locale et projet global, deviennent ainsi les points d'ancrages de la contribution des CIALP à la reconnaissance du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace la société.

DIFFICULTÉS ET LIMITES DE LA DÉMARCHE, ET ÉLARGISSEMENT DE LA RÉFLEXION ET DU QUESTIONNEMENT

En analysant les processus d'émergence des nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes, et leur contribution à la reconnaissance des paysanneries andines, notre thèse a exploré un terrain nouveau, peu défriché jusque-là, et qui, au moment d'achever ce manuscrit, soulève de multiples questions, d'une part sur la démarche adoptée, et d'autre part sur les résultats présentés. Sans aborder toutes les questions que soulève notre travail, nous présentons ici quelques morceaux choisis sur les principales difficultés et limites que nous avons identifiées dans notre démarche, puis quelques des réflexions complémentaires que nous inspirent nos résultats.

Principales limites et difficultés de la démarche

Une première limite de notre travail est l'importance inégale accordée aux trois terrains. Du fait de la difficulté d'accorder une même attention à trois terrains qui sont à la fois étrangers, très éloignés de notre laboratoire de recherche qui était basé en France, et éloignés entre eux, nous avons fait le choix d'un terrain « principal » – les paniers communautaires et les ferias citoyennes dans la province de Chimborazo en Équateur, et de deux terrains « secondaires », les micro-fromageries rurales commercialisant localement dans le département de Huancavelica au Pérou et les achats publics de produits paysans locaux dans la municipalité de Tiwanaku en Bolivie. Nous avons préféré cette option, c'est-à-dire explorer en profondeur un terrain et passer peu de temps sur les deux autres, plutôt que de passer une durée moyenne et égale sur chacun d'entre eux. En accord avec notre posture constructiviste et inductive, ce choix méthodologique nous a permis de construire nos questions, nos hypothèses et nos grilles d'analyse à partir du terrain équatorien, ce qui n'était possible qu'en étant bien imprégnée, et de les mettre en perspective de manière transversale avec les deux autres terrains. Certes, nous aurions pu faire le choix d'un seul et unique terrain, et d'y étudier un plus grand nombre de CIALP. Cela aurait été possible dans la province de Chimborazo, où nous avons vu qu'il existait d'autres dispositifs de CIALP que les seuls paniers communautaires et ferias citoyennes. Nous n'avons pas retenu cette option pour deux raisons. La première raison est pragmatique, les partenaires du projet *Mercados Campesinos* souhaitant en effet que notre thèse porte sur les trois pays concernés par le projet. La deuxième raison est scientifique et méthodologique. Notre recherche avait en effet pour objectif d'analyser l'émergence des CIALP dans un ensemble régional – les Andes – cohérent du point de vue physique, organisationnel, identitaire, et marqué par une histoire commune de marginalisation des paysanneries, dans une approche comparative de la diversité des processus et des caractéristiques, tout en recherchant les régularités. Il était donc nécessaire d'avoir accès à la plus grande diversité de contextes et de dispositifs. Nous pouvons affirmer *a posteriori* que notre analyse des processus d'émergence des CIALP n'aurait pas la même richesse, et notre thèse de la contribution des CIALP à la reconnaissance des paysanneries n'aurait pas la même force, si nous n'avions travaillé que sur un seul terrain, même en y étudiant plus de dispositifs. Quoiqu'il en soit, il est clair que notre analyse des trajectoires de CIALP n'a pas la même finesse au Pérou et en Bolivie qu'en Équateur. C'est d'autant plus vrai que sur ces deux terrains, nous avons délégué la majeure partie de la collecte des données à des stagiaires,

ce qui fait que nous n'y avons pas été immergée comme en Équateur. Nous avons toutefois compensé ce manque d'immersion au Pérou et en Bolivie *a posteriori* par des lectures qui nous ont imprégnée des contextes locaux, et grâce auxquelles nous avons construit notre analyse des territoires-matrices. En outre, le dispositif d'enquête que nous avons élaboré et coordonné sur les trois terrains, et qui nous a permis d'utiliser et valoriser des données collectées par d'autres, a permis d'assurer la comparabilité et l'analyse transversale entre terrains.

Un grand intérêt de notre travail, mais qui constitue également une de ses difficultés, est le fait d'avoir observé des dispositifs en émergence, en perpétuel mouvement et reconfiguration, et *a fortiori* encastrés dans des contextes sociopolitiques globaux qui étaient entrés dans une phase de bifurcation inédite. Loin de nous être engagée dans l'analyse d'initiatives collectives consolidées, nous avons suivi des projets et des actions « en train de se faire », à l'avenir incertain, et cela d'autant plus que l'environnement global était – et est encore – dans une phase de bifurcation à l'issue incertaine et fragile. Nous nous sommes donc dotée d'outils pour analyser au plus près cette action en train de se faire : immersion, observations participantes, entretiens compréhensifs et pour certains conduits dans la durée, analyse des documents produits par et/ou sur les dispositifs et leurs acteurs (rapports, comptes-rendus de réunion, articles de presse, photos, vidéos etc.), présentations de nos réflexions aux acteurs des dispositifs. En outre, la mise en place d'une méthodologie de suivis des dispositifs sur les réseaux sociaux nous a permis de continuer de suivre leurs dynamiques, en particulier leur phase de déploiement, et cela même après avoir physiquement quitté le terrain. Bien entendu, un suivi à distance, même à travers des réseaux sociaux pourtant particulièrement bien alimentés par des acteurs qui les utilisent comme outils quotidiens de communication publique, ne remplace pas une immersion sur le terrain. C'est consciente de ces limites que nous avons pu, néanmoins, enrichir fortement notre analyse, grâce à un suivi quotidien de nos terrains.

Une autre limite de notre démarche est celle de n'avoir pas adopté une démarche plus participative avec les acteurs des CIALP étudiés, et cela d'autant plus que nous étudions justement des dispositifs en émergence, très mouvants et en phase d'apprentissage permanent. Le projet *Mercados Campesinos* était un projet de recherche-action, mais nous avons dans ce projet un rôle de production de connaissances, et non une posture de recherche participative. Par ailleurs, le projet *Mercados Campesinos* était, certes un projet de recherche-action, dans le sens où il associait des acteurs de la recherche et des ONG de développement, mais les paysans des « circuits alternatifs de commercialisation » soutenus et accompagnés par le projet étaient seulement bénéficiaires du projet, et non formellement parties-prenantes. En outre, les dispositifs que nous avons étudiés en Équateur et en Bolivie n'étaient pas soutenus par le projet *Mercados Campesinos*. Il aurait pu être intéressant de mettre en place une démarche plus participative, ce type de démarche pouvant constituer un cadre privilégié pour développer une connaissance encore plus fine du terrain, dans une interaction constructive avec les acteurs au-delà des seuls entretiens et des observations participantes, et pour construire une démarche de recherche et d'analyse au plus près des attentes exprimées par les acteurs sur le terrain, notamment les paysans. À défaut d'avoir pu mettre en place une démarche participative, nous aurions pu générer plus d'espaces de mise en débat collectif de nos analyses des dynamiques en

cours, non seulement avec les acteurs du projet *Mercados Campesinos*, mais aussi, et surtout, avec les acteurs des dispositifs étudiés.

La reconnaissance des paysanneries pour tous et par tous ?

Notre analyse des processus d'émergence et de développement des CIALP, dans leurs contextes locaux et nationaux, nous a permis de montrer que ces nouvelles formes d'échanges économiques et sociaux contribuaient à la recomposition de la place et du rôle des paysanneries dans l'espace et dans la société. Ces dernières sont reconnues comme actrices de systèmes alimentaires territorialisés et durables, et même comme médiatrices d'une reconnexion entre villes et campagnes, à travers la production d'aliments dont l'origine géographique (rurale), sociale (paysanne), culturelle (andine), ainsi que le mode de production (sain, agroécologique, ou paysan) sont connus et évalués positivement. Nous avons mis en évidence la manière dont était témoignée cette reconnaissance, par la société et par les pouvoirs publics, notamment à travers le droit de cité dans l'espace urbain, les processus de construction de la qualité et du prix des aliments, l'engagement citoyen en faveur de la souveraineté alimentaire, de l'économie solidaire ou de l'agroécologie, ou encore la définition et la mise en œuvre de politiques publiques de soutien aux CIALP et aux agriculture paysannes, et de politiques alimentaires prenant en compte les enjeux territoriaux, et dont les paysanneries deviennent actrices socio-économiques, et plus simplement destinataires. Nous avons également analysé comment les CIALP contribuaient souvent à une reconfiguration des systèmes d'activité paysans vers plus de diversification et d'écologisation, et amélioraient les revenus des paysans, redonnant ainsi un sens économique, social, écologique, et même identitaire et citoyen, à l'activité et au mode de vie « paysan », non seulement pour les paysans eux-mêmes, en particulier les femmes et les indigènes, mais aussi pour ceux qui les reconnaissent. Nous avons montré comment cette reconnaissance se construit, pas à pas, au travers d'alliances multi-acteurs de proximité avec et autour des paysans. Ces alliances, initiées à des niveaux micro-locaux autour d'enjeux, soit de valorisation économique de l'activité paysanne, soit de sécurité alimentaire urbaine, induisent, au fur et à mesure de l'enrôlement de nouveaux d'acteurs et de l'élargissement des échelles spatiales et organisationnelles d'action et de projet, la mise en débat de préoccupations écologiques, territoriales et d'économie solidaire, suscitant de nouvelles actions collectives locales, et parfois nationales interagissant ainsi avec les dynamiques sociopolitiques globales qui connaissent une période de bifurcation inédite. Finalement, nous avons montré que les CIALP étaient des laboratoires de recomposition des polarités qui définissent les structures sociales et spatiales, historiquement observées dans les Andes, et dans lesquelles s'inscrit la marginalisation des paysanneries. Les nouvelles dynamiques de proximités géographiques et socio-économiques portées par les CIALP contribuent à déconstruire, socialement et spatialement, ces polarités, en rapprochant les paysanneries et la société urbaine, en tant qu'habitants et acteurs d'un même territoire et qui partagent des enjeux communs de souveraineté alimentaire.

C'est là, résumée en quelques mots, la thèse que nous défendons, c'est-à-dire celle d'une *contribution* des CIALP à la requalification positive des paysanneries dans l'espace et la société andins. Le terme *contribution* signifie bien évidemment que les CIALP sont loin d'être une

solution unique, et, *a fortiori*, une solution suffisante pour inverser des processus de marginalisation vieux de cinq siècles. Par conséquent, nous souhaitons revenir sur quelques réflexions, déjà évoquées tout au long de ce manuscrit, mais que nous synthétisons ici dans une réflexion plus générale. Ces réflexions visent, d'un côté, à relativiser le rôle des CIALP dans la reconnaissance des paysanneries, mais aussi, de l'autre, à montrer comment, dans certains cas, ils peuvent constituer des leviers et des moteurs de transformation sociale, non seulement pour les paysanneries mais aussi pour la société et pour les territoires en général. En effet, l'échelle d'action et de projet des CIALP et de leurs acteurs dépasse souvent les seules limites du dispositif, ou parfois même du territoire-matrice qui les a vus naître. En outre, les dynamiques socio-spatiales d'émergence, de développement et de déploiement de ces CIALP, laboratoires d'expérimentation de nouvelles formes d'action collective, diverses et multiples, et encore très instables et mouvantes, génèrent des controverses qui mettent en débat la question du rôle et de la place des paysanneries –lesquelles, et sous quelles formes d'organisation – dans les modèles de développement, ce qui participe pleinement au processus de reconnaissance.

Il convient donc, en premier lieu, de relativiser le rôle des CIALP dans la reconnaissance des paysanneries. Tout d'abord, insistons sur le fait que, bien entendu, les débats sur la reconnaissance des paysanneries vont bien au-delà des CIALP. Ces derniers, en effet, ne sont qu'une des modalités possibles – existantes ou à inventer – de valorisation, de soutien, d'amélioration ou de renforcement, que ce soit en termes économique, écologique, social, technique, politique ou culturel, de ces formes d'activité et d'agriculture dites « paysannes ». Cette précaution étant prise pour rappeler que les CIALP ne sont pas forcément une condition *nécessaire* à la reconnaissance des paysanneries, soulignons que, surtout, ils sont loin d'être une condition *suffisante*. En effet, les CIALP n'occupent qu'une faible part des paysanneries andines, dont la majorité demeure encore en situation de marginalisation sociale, spatiale, ethnique, économique et politique. Néanmoins, et même si nous n'avons pas réalisé d'analyse quantitative, nos résultats montrent que les CIALP ont tendance à accroître leur couverture socio-spatiale. En effet, soit les dispositifs s'élargissent à d'autres parties-prenantes, soit ils se diffusent et se multiplient dans les territoires, à l'initiative de la société civile et/ou des pouvoirs publics, qui en font un objet de politique alimentaire et de développement local. On assiste donc, dans les Andes, à un mouvement d'expansion de ces nouvelles formes d'échange équitable et de proximité de produits alimentaires, qui touchent ainsi un nombre croissant de paysans. Toutefois, nous avons vu que l'existence de formes organisées de commercialisation paysanne directe auprès des consommateurs urbains pouvait parfois conduire à stigmatiser le commerce informel, qui est, pour beaucoup de paysans, l'une des seules voies possibles pour échapper à la relation socio-économique profondément inégalitaire avec les intermédiaires des marchés conventionnels urbains. Le développement des CIALP, qui donne accès à certains paysans – certes de plus en plus nombreux – à des formes de commercialisation plus justes et sources de reconnaissance, peut, dans certains cas, conduire à exclure encore plus d'autres paysans de l'espace socio-économique urbain. En outre, l'accès des paysans aux CIALP est loin de n'être qu'une question arithmétique liée au nombre de « places » disponibles dans les dispositifs. Il est lié à un ensemble de facteurs en interaction. Ainsi, la proximité géographique avec la ville est un facteur essentiel. Les paysans présents dans les CIALP sont des paysans qui résident à faible distance de la ville, ou qui sont proches des voies principales de communication, ou enfin qui ont

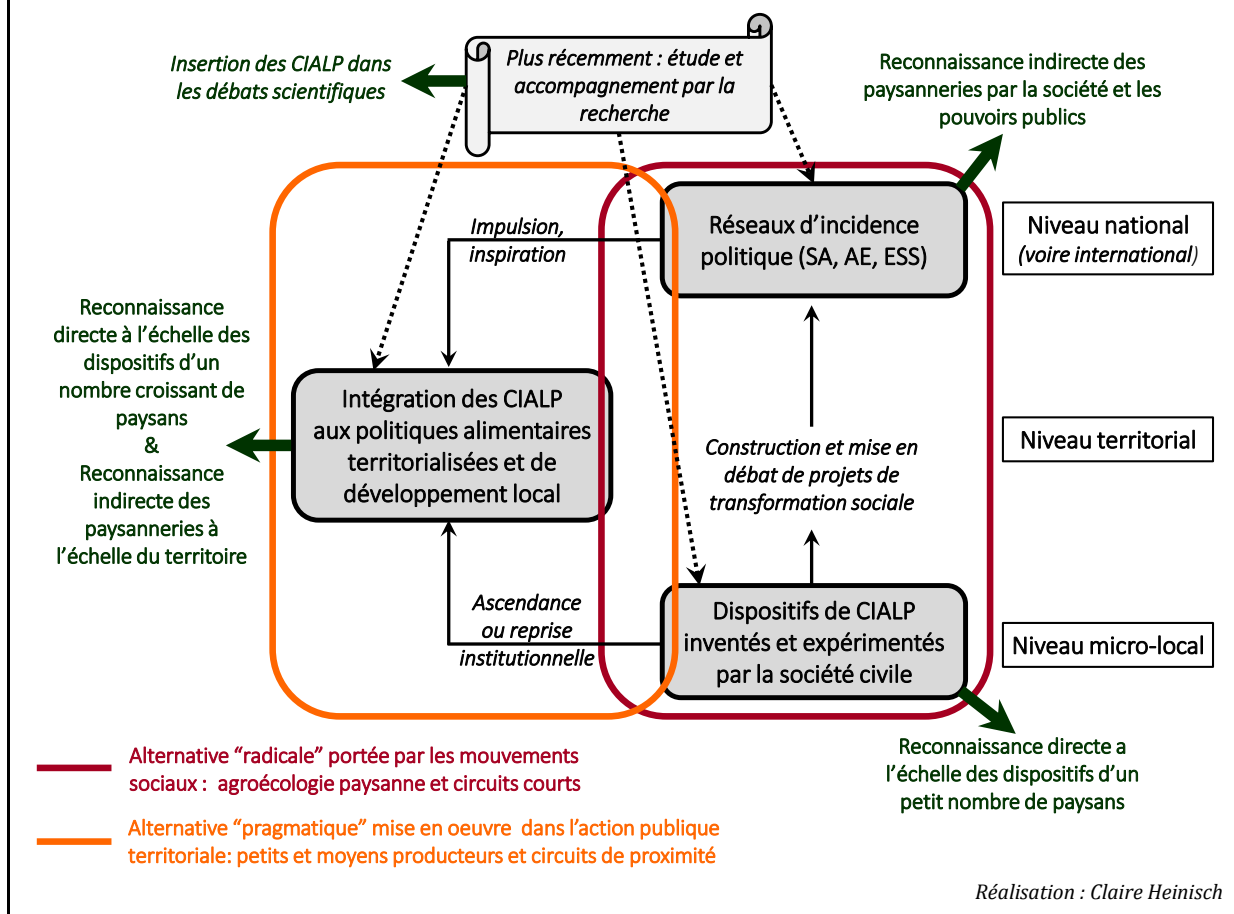
accès à des moyens de transport à prix accessibles, soit parce que leurs communautés sont bien desservies par les transports publics, soit parce qu'ils mutualisent les coûts de transport en s'organisant à plusieurs. L'accès aux ressources est également primordial. L'accès à la terre, et à l'eau, condition pour toute activité agricole, demeure encore très inéquitable dans les Andes. L'accès à des ressources sociales (réseaux de pairs, réseaux d'accompagnement technique, financier, organisationnel etc.) et informationnelles (*via* les réseaux ou les différents moyens de communication) est également essentiel. Or, l'analyse des trajectoires d'engagement des paysans dans les CIALP a révélé que, du point de vue de leur proximité à la ville, ainsi que de l'accès à un certain nombre de ressources naturelles, financières, sociales et humaines ces paysans qui ont eu accès aux CIALP n'étaient pas les « plus » marginalisés au départ. En d'autres termes, leur accès aux CIALP a été possible grâce à leurs ressources, acquises progressivement au cours de séquences de vie antérieures à l'engagement dans les CIALP. La consolidation et la sécurisation des systèmes d'activités paysans, que la participation aux CIALP vient renforcer d'autant plus, comme nous l'avons vu, et qui est essentielle à la construction de la reconnaissance, s'élabore sur le long terme et de manière synergique. Autrement dit, le soutien durable et à grande échelle des paysanneries, le développement des CIALP et la possibilité d'y accéder pour un grand nombre de paysans, requiert la mise en synergie des politiques territoriales et sectorielles, locales et nationales, permettant l'accès équitable aux marchés, aux ressources, et à l'accompagnement. Les CIALP, à eux seuls, ne sauraient suffire à enclencher une dynamique généralisée de reconnaissance des paysanneries. Les paysans, groupe social complexe et bivalent au sens de Fraser [2004], ont en effet besoin de reconnaissance dans plusieurs sphères. Ils ont besoin de reconnaissance de leur activité dans la sphère collective et de la production au sens de Honneth [2004], et de reconnaissance de leur identité paysanne, qui se combine pour certains à l'identité de genre (femmes) et ethnique (indigène). Les CIALP contribuent à ces formes de reconnaissance, à travers des dynamiques socio-spatiales qui construisent, dans l'activation de proximités entre campagnes paysannes et villes, de nouveaux référentiels – au sens de De Sousa Santos [2011] – réévaluant positivement le rôle et la place des paysans dans l'espace et la société. Mais activité et identité paysanne ne peuvent être pratiquées et consolidées sans une reconnaissance des paysans dans la sphère universaliste du droit [Fraser, 2004 ; Honneth, 2004]. Cette sphère, au-delà des seuls CIALP, est du ressort de politiques publiques de redistribution des ressources qui, malgré quelques évolutions, demeurent réparties de manière encore profondément inéquitable dans les Andes.

Est-ce à dire que les CIALP ne seraient alors qu'une nouvelle forme d'« îlots de durabilité » ou « de modernité » (chapitre 1) dans un océan de paysanneries qui demeurent marginalisées ? En d'autres termes, assisterait-on à l'émergence d'une nouvelle polarité, au sein même de l'espace rural, entre une paysannerie bien connectée, géographiquement et socio-économiquement, à la ville, et une autre qui demeurerait fortement marginalisée ? Nous soutenons qu'une telle interprétation est trop réductrice. En effet, ce serait ne pas tenir compte des dynamiques socio-spatiales locales et nationales inédites dans lesquelles s'inscrivent les CIALP, et qui dépassent les seules frontières des dispositifs, et même parfois des territoires dans lesquels ils ont émergé. Rappelons en effet que ces notions d'« îlot de durabilité » et d'« îlot de modernité » proposées respectivement par Bebbington [2001] et Martínez [2002] correspondent à la séquence néolibérale de la trajectoire socio-historique des Andes, période

pendant laquelle les ONG, alliés historique des paysans, palliaient sur le terrain l'absence des pouvoirs publics en matière de développement rural et de soutien aux paysanneries. Elles agissaient sous la forme de projets de développement, conçus selon des approches technico-économiques, à des niveaux micro-locaux, et à l'échelle de petits collectifs de paysans. Or, les CIALP s'inscrivent à la fois dans un tout autre contexte sociopolitique, et dans des dynamiques locales et nationales inédites qui contribuent à une reconnaissance élargie des paysanneries. Ainsi, tandis que les ONG ont diversifié leurs modes d'action en agissant de manière plus globale et territoriale, et en participant aux débats publics locaux et nationaux, de nouveaux acteurs s'engagent aux côtés des paysanneries. Les uns, consommateurs militants et divers acteurs de la société civile – dont les ONG –, s'engagent avec les paysans, à la fois au sein de et au-delà des CIALP, dans des réseaux locaux et nationaux de défense de la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire. Les autres, les pouvoirs publics, mettent en œuvre des projets, en coopération interinstitutionnelle et avec des acteurs privés et de la société civile, des politiques alimentaires et de développement local à des niveaux décentralisés et au cœur desquelles se trouvent les paysans. Schématiquement, on assiste ainsi à plusieurs dynamiques de reconnaissance des paysanneries, complémentaires et en interaction (Figure 38). D'un côté la société civile invente et expérimente des CIALP au niveau micro-local et, simultanément, milite, au niveau global, pour un nouveau modèle de développement. Elle contribue ainsi à la reconnaissance des paysanneries par la société, rendant ainsi possible l'acceptabilité, et donc la définition et la mise en œuvre, de politiques publiques en faveur de ces dernières [Salgado Araméndez, 2010]. De l'autre, les pouvoirs publics, selon des processus d'ascendance et de reprise institutionnelle, reprennent et s'inspirent des CIALP qui existent et fonctionnent, pour les intégrer à leurs politiques locales, contribuant ainsi à la multiplication et à l'institutionnalisation des CIALP dans les territoires. Plus récemment, la recherche et la recherche-action étudient et/ou accompagnent le développement des CIALP, ainsi que les mouvements sociaux pour la souveraineté alimentaire, l'économie solidaire et l'agroécologie, contribuant ainsi à la visibilité des CIALP dans les débats scientifiques. Nous n'avons pas poussé nos recherches en ces sens, mais il serait intéressant de vérifier si les CIALP sont également progressivement intégrés dans la formation, au même titre que l'agroécologie qui, en Équateur par exemple, s'est vue récemment intégrée dans plusieurs cursus universitaires agronomiques [Intriago *et al.*, 2017], et même dans des formations techniques à destination des jeunes paysans, pilotées par des organisations paysannes⁴³⁴.

⁴³⁴ C'est le cas de l'École de Formation Agroécologique créée en 2014 par la FECAOL (fédération des organisations paysannes de la Costa), en partenariat avec la SOCLA (Société Scientifique Latino-Américaine d'Agroécologie).

Figure 38 - CIALP et paysanneries du local au global : des dynamiques complémentaires de reconnaissance traversées par des controverses mettant en débat les alternatives possibles au modèle agroalimentaire dominant



Ces dynamiques complémentaires de reconnaissance sont traversées par de nombreuses controverses que nous avons analysées, pour le cas de l'Équateur, dans les chapitres 4 et 5. Ces controverses posent la question de la « reconnaissabilité » des paysans au sens de la philosophe Judith Butler [Guéguen & Malochet, 2012]. Ces controverses portent en effet sur les types de paysans qui doivent être soutenus à travers les CIALP et posent de nombreuses questions qui dépassent le strict cadre de cette recherche et qui mériteraient d'être approfondies. Reconnaît-on et soutient-on les « paysans » ? Les « producteurs agroécologiques » ? Les « petits producteurs » ? Les « petits et moyens producteurs » ? Que et qui met-on derrière chacun de ces termes ? Comment accompagner la transition agroécologique des systèmes de production paysans ? Les controverses portent également sur les modes d'organisation et de relation des paysans avec les autres acteurs au sein des CIALP. Par exemple, être organisé sous forme « d'organisation paysanne » traditionnelle est-il une condition d'accès aux CIALP ? Ou encore, les CIALP peuvent-ils intégrer des intermédiaires, et quels types et quelles formes d'intermédiation sont acceptables ? Aujourd'hui, les paysans qui intègrent les CIALP ont des profils variés : paysans « agroécologiques », paysans « semi-spécialisé », paysans « traditionnels ». En outre, parmi tous ceux-là, certains sont à la fois paysans et « intermédiaires de proximité ». En plus d'être très divers, ces profils sont également dynamiques dans le temps. L'engagement des paysans dans les CIALP favorise notamment la diversification et l'écologisation des pratiques,

dans l'interaction avec les consommateurs, et moyennant un accompagnement adapté. Les formes d'organisation des CIALP sont extrêmement variées également, et surtout très mouvantes, sans cesse réinventées. Elles vont des formes « classiques » de l'organisation paysanne qui transforme et commercialise collectivement ses produits en circuits de proximité (marchés paysans, boutiques paysannes, marchés publics etc.), en passant par des formes plus récentes de collectifs associant des paysans et des consommateurs, jusqu'à des formes de plus en plus complexes et innovantes. En particulier, certaines formes d'organisation rappellent, dans leur philosophie (intérêt collectif et utilité sociale, ancrage territorial) et dans leur organisation (parties-prenantes multiples), les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) qui existent en France. C'est le cas des ferias citoyennes, qui rassemblent des paysans aux profils divers – regroupés ou non en collectifs –, des petites et moyennes entreprises locales de transformation, des intermédiaires et des micro-entrepreneurs urbains, et en collaboration étroite avec des acteurs publics fortement impliqués dans le dispositif et qui contribuent à son essaimage et à son ancrage dans le territoire.

Ces dynamiques de controverses sont une composante du processus de reconnaissance des paysanneries. Elles mettent au cœur du débat public une catégorie sociale qui était jusque-là au mieux, ignorée, et au pire, rejetée, qui revendique et à qui l'on assigne désormais un nouveau rôle et une nouvelle place, centraux dans le développement local et dans la mise en œuvre de systèmes alimentaires territorialisés et durables. Elles posent ainsi la question de l'institutionnalisation et de la normalisation. En effet, les CIALP, et, plus largement, l'agroécologie, l'économie solidaire, la souveraineté alimentaire, qui ont pour point de convergence la valorisation des formes techniques et sociales d'agriculture dites « paysannes », ne sont plus le fait d'initiatives isolées dans les Andes, mais sont entrés dans une phase d'institutionnalisation, dans les mouvements sociaux, dans les politiques publiques et dans l'action publique territoriale. Si l'institutionnalisation est une reconnaissance, elle est aussi une normalisation, qui définit qui est reconnu, et, partant, accompagné et soutenu. Tout l'enjeu de cette institutionnalisation consiste à éviter le piège d'une trop grande normalisation, en veillant à ne pas réduire *a priori* la diversité des nouvelles formes techniques et sociales de production et d'échange de produits alimentaires se revendiquant ou se révélant comme des alternatives au modèle agroindustriel, notamment en les envisageant dans une perspective dynamique, de progrès et de transition, au travers d'enjeux, situés et débattus collectivement, de durabilité sociale, écologique et économique et de gouvernance. Pour illustrer notre propos, prenons la question des intermédiaires. Là où certains considèrent qu'il faut les bannir *a priori*, ce qui, au demeurant, est compréhensible dans un contexte séculaire de domination et d'exploitation des paysans par les intermédiaires des marchés urbains conventionnels, nous pensons qu'il faut envisager la question sous l'angle des enjeux et de la qualité de l'intermédiation, plutôt que de catégoriser cette pratique en « bonne » ou « mauvaise ». La question des intermédiaires dans les CIALP est en effet une problématique économique de partage équitable de la valeur, une problématique sociale de transparence et de confiance quant à l'origine et au devenir des produits, et une problématique territoriale, à la fois de mise en relation des acteurs et des espaces de production et de consommation dans des territoires correspondant à des bassins de vie, et d'accessibilité, pour un maximum de paysans, à des espaces de commercialisation sources de reconnaissance socio-économique, et, pour un maximum de consommateurs, à des espaces

proposant des aliments de qualité. Nous avons vu qu'il existait des formes multiples d'« intermédiation de proximité » permettant de répondre à ces enjeux. Mais nous avons aussi vu qu'il existait des formes d'« intermédiation clandestine » générateur de décrédibilisation des CIALP et, partant, des paysanneries. Tout l'enjeu consiste à imaginer des dispositifs permettant une intermédiation transparente, équitable, et médiatrice de lien entre consommateurs des villes et campagnes paysannes. À ce titre, dans d'autres lieux et dans d'autres contextes, l'expérience du marché de Grabels, dans l'Hérault (France), et de son système d'étiquetage innovant [Chiffolleau *et al.*, 2013] (voir chapitre 2, note 273) est particulièrement intéressante.

Ainsi, l'enjeu de l'institutionnalisation des CIALP, de l'agroécologie, de l'économie solidaire et de la souveraineté alimentaire est bien de ne pas générer d'exclusions *a priori*, et de ne pas étouffer la dynamique de ces innovations socio-territoriales au sens de Fontan *et al.* [2004]. Ces dernières contribuent non seulement à la reconnaissance des paysanneries dans leur diversité, mais elles participent également à l'émancipation et la responsabilisation individuelle et collective des autres acteurs des territoires, dans la définition et la mise en œuvre de systèmes alimentaires plus durables. En ce sens, elles sont une richesse pour le débat citoyen et public autour des nouveaux modèles de développement. En effet, ce qui se joue dans et autour des CIALP, et ce qui est exprimé dans les controverses dont ils font l'objet, au-delà de et en lien avec la question de la reconnaissance des paysanneries, c'est bien la question de nouveaux modèles agricoles, alimentaires et de développement, alternatifs au modèle agro-industriel. Là où, dans les dernières décennies du XX^e siècle, le modèle agroindustriel capitaliste et néolibéral était la norme, aujourd'hui, depuis les initiatives concrètes sur le terrain telles que les CIALP, jusqu'à l'incidence politique, en passant par les rencontres, forums et séminaires locaux et nationaux, des acteurs multiples débattent et se mobilisent pour d'autres modèles. Il existe ainsi, dans les Andes, un secteur agroalimentaire solidaire, écologique, paysan et territorialisé qui prend de l'importance, suffisamment actif et visible aujourd'hui pour faire contrepoids aux acteurs du système agroalimentaire capitaliste, industriel et globalisé. Même si le modèle agroindustriel capitaliste résiste et est toujours largement encouragé par les politiques économiques et agricoles, il coexiste désormais avec des propositions de modèles alternatifs, reconnus par la société et soutenus par les pouvoirs publics. Que le nouveau modèle défendu et mis en œuvre soit un changement radical fondé sur l'agroécologie paysanne et les circuits de commercialisation sans intermédiaires, ou un modèle plus hybride lorsque, repris dans les politiques publiques et dans l'action publique territoriale, le modèle radical se heurte à la question du changement d'échelle (Figure 38), dans ces deux modèles, les paysans, qu'ils soient « agroécologiques » ou « petits et moyens producteurs », ont un rôle et une place, en coopération avec les autres acteurs et habitants des territoires, dans l'invention et la construction de systèmes alimentaires territorialisés et en transition vers plus de durabilité.

Et ces paysans, qui sont-ils aujourd'hui ? Nous les avons caractérisés par leur histoire et par leur diversité, comme un groupe social historiquement marginalisé mais qui a toujours fait preuve de dynamisme et d'adaptation pour faire face à la permanence et au renouvellement des contextes, hostiles, d'exclusion ou d'exploitation. À l'aube du XXI^e siècle, les résistances et les innovations paysannes ont pris des formes nouvelles. Les paysanneries andines d'aujourd'hui ne luttent plus uniquement, entre elles et avec leurs alliés « ruraux » et « locaux » historiques, pour

l'amélioration de leur propre situation. Elles ont internalisé les préoccupations sociétales en matière d'agriculture, d'alimentation, d'écologie et de lien social, ce qui leur permet de présenter les systèmes de production, d'activité et les modes de vie paysans, non pas uniquement comme une revendication économique et identitaire, de type défensif, pour un groupe social particulier, mais comme étant au cœur d'un projet global de société pour des systèmes agricoles et alimentaires territorialisés et durables. Cette transition de revendications « paysannes » à un projet « citoyen », conduit les paysanneries à co-construire, avec une diversité d'autres acteurs, des propositions d'alternatives au modèle agroindustriel capitaliste, à la fois en s'insérant dans des réseaux globaux de revendication, et en expérimentant concrètement de nouvelles manières de produire et d'échanger les aliments, au travers de formes d'organisation collectives et territoriales sans cesse réinventées. Et si, nous l'avons vu, de nombreux paysans andins demeurent encore en situation de marginalisation, le fait que les agricultures paysannes deviennent un projet de société, et plus uniquement une revendication de ceux qui les pratiquent, contribue à une reconnaissance inédite et étendue des paysanneries comme actrices de systèmes alimentaires territorialisés et durables et des relations entre villes et campagnes.

BIBLIOGRAPHIE

- Acosta, A.** (2006). *Breve historia económica del Ecuador*. Quito: Corporación Editora Nacional, 401 p.
- Agreste.** (2012). Un producteur sur cinq vend en circuit court. *Agreste - Primeur*, Vol. Janvier 2012, n° 275.
- Aguirre Arias, F.** (2009a). Acceso a mercados de pequeños productores en América Latina. Estudio de caso : Mercado de Huancaro, Cusco, Perú. Santiago (Chile): RIMISP - FIDA.
- Aguirre Arias, F.** (2009b). Acceso a mercados de pequeños productores en América Latina. Estudio de caso : productores apícolas asociados a ADACHACO, Tarija, Bolivia. Santiago (Chile): RIMISP - FIDA.
- Alavoine-Mornas, F., & Madelrieux, S.** (2015). *Coopératives laitières : facteurs de maintien de l'élevage laitier en montagne ? Cas du bassin laitier des Quatre-Montagnes (Vercors, France) In Société Française d'Économie Rurale (Ed.), Colloque "Structures d'Exploitation et Exercice de l'Activité Agricole : Continuités, changements ou ruptures ?"* Rennes (FRA), 12 et 13 février 2015.
- Alberti, G., & Mayer, E.** (1974). *Reciprocidad e intercambio en los Andes peruanos* (Vol. 12). Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 348 p.
- Allaire, G.** (2002). L'économie de la qualité, en ses secteurs, ses territoires et ses mythes. *Géographie, économie, société*, Vol. 4, n° 2, pp. 155-180.
- Allier, D.** (2011). *Dynamique du café au Pérou et son succès sur les marchés internationaux*. Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université Sorbonne Nouvelle, Paris, 352 p.
- Altieri, M. A., & Toledo, V. M.** (2011). The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants. *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 38, n° 3, pp. 587-612.
- Altmann, P.** (2014). Una breve historia de las organizaciones del Movimiento Indígena del Ecuador. *Antropología. Cuadernos de Investigación*, n° 12.
- ANDA, & FNCIVAM.** (2001). Raisonner la commercialisation des produits fermiers. Rapport final. Paris: Comité de pilotage "produits fermiers".
- Andriot, M., & David, M.** (2007). Pourquoi une recherche-action sur les petites exploitations ? *POUR*, Vol. 194, n° Dossier "Petites exploitations : passé ou futur de l'agriculture?", pp. 30-34.
- Angeon, V., Caron, P., & Lardon, S.** (2006). Des liens sociaux à la construction d'un développement territorial durable: quel rôle de la proximité dans ce processus? *Développement durable et territoires [En ligne]*. URL: <http://developpementdurable.revues.org/2851>.
- Arce, A., Sherwood, S., & Paredes, M.** (2015). Repositioning food sovereignty between Ecuadorian nationalist and cosmopolitan politics. In A. Trauger (Ed.), *Food Sovereignty in International Context: Discourse, Politics and Practice of Place*. Abingdon (UK): Routledge, pp. 125-142.
- Arcos Cabrera, C., & Palomeque Vallejo, E.** (1997). *El mito al debate. Las ONG en Ecuador*. Quito: Abya Yala 161 p.
- Aubrée, P.** (2008). Les paniers et groupements d'achat. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon (FRA): Éditions Éducagri, pp. 65-76.
- Aubron, C.** (2006). *Le lait des Andes vaut-il de l'or ? Logiques paysannes et insertion marchande de la production fromagère andine*. Thèse de doctorat en agriculture comparée, INA P-G, Paris, 480 p.
- Aubron, C., & Cochet, H.** (2009). Producción lechera en los Andes peruanos : ¿ Integración al mercado interno o marginación económica ? *Anuario Americanista Europeo*, n° 6-7, pp. 217-238.
- Aubron, C., Hernández, M., Lacroix, P., Mafla, H., & Proaño, V.** (Eds.). (2013). *Producción campesina lechera en los países andinos: dinámicas de articulación a los mercados*. Quito: Sistema de Investigación sobre la Problemática Agraria en el Ecuador (SIPAE), 218 p.

- Aubron, C., & Le Blanc, J.** (2007). Passer de l'appui aux petites entreprises de transformation à une approche de développement local. Réflexions autour d'un projet laitier dans la communauté de Sinto, Pérou. *Traverses*, n° 28, pp. 1-22.
- Aubron, C., & Moity-Maïzi, P.** (2007). Des fromageries dans un territoire andin marginal : une innovation pour le développement local ? *Économies et Sociétés*, Vol. 41, n° 9, pp. 1525-1546.
- Aubry, C., Dabat, M.-H., & Mawois, M.** (2010). *Fonction alimentaire de l'agriculture urbaine au Nord et au Sud: Permanence et renouvellement des questions de recherche*. In ISDA 2010 (Ed.), Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food, Montpellier, France, 28 juin-1er juillet 2010.
- Aubry, C., Kebir, L., & Pasquier, C.** (2012). Le raccourcissement des circuits alimentaires : une nouvelle ruralité en périphérie des villes? (étude de cas en Ile-de-France). In F. Papy, N. Mathieu & C. Férault (Eds.), *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes*. Versailles: Quae, pp. 55-69.
- Auclair, L., Aspe, C., & Baudot, P.** (Eds.). (2006). *Le retour des paysans? A l'heure du développement durable*. Montpellier (FRA): Edisud, 358 p.
- Ballet, J., & Carimentrand, A.** (2006). Le commerce équitable : des labels à l'éthique relationnelle. In Y. Chiffolleau, F. Dreyfus & J.-M. Touzard (Eds.), *Les nouvelles figures des marchés agroalimentaires. Apports croisés de l'économie, de la sociologie et de la gestion*. Montpellier: INRA UMR Innovation & INRA UMR Moisa, pp. 68-77.
- Banque Mondiale.** (2008). *Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture au service du développement*. Washington D.C.: Banque Mondiale, 375 p.
- Barsky, O.** (1984). *La reforma agraria en Ecuador*. Quito: Corporación Editora Nacional - FLACSO, 406 p.
- Bazile, D., Bertero, D., & Nieto, C.** (Eds.). (2014). *Estado del arte de la quinua en el mundo en 2013*. Santiago (Chile) y Montpellier (France): FAO y CIRAD, 724 p.
- Béal, V.** (2012). Résoudre les tensions entre généralisation et singularité par l'écriture comparative ? *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 19, n° 1, pp. 39-59.
- Beaud, S., & Weber, F.** (2010). *Guide de l'enquête de terrain. 4ème édition augmentée*. Paris: La Découverte, 334 p.
- Bebbington, A.** (2001). El capital social y la intensificación de las estrategias de vida: organizaciones locales e islas de sostenibilidad en los Andes rurales. In A. Bebbington & V. H. Torres Davila (Eds.), *Capital social en los Andes*. Quito: Ediciones Abya-Yala, pp. 11-38.
- Bebbington, A.** (2005). *Los espacios públicos de concertación local y sus límites en un municipio indígena: Guamate, Ecuador*. In V Conferencia Regional de ISTR, "Sociedad civil, participación ciudadana y desarrollo", Lima, Perú, 10 al 12 de agosto 2005.
- Benelli, N.** (2011). Rendre compte de la méthodologie dans une approche inductive : les défis d'une construction a posteriori. *Recherches Qualitatives - Hors Série - Les défis de l'écriture en recherche qualitative*, n° 11, pp. 40-50.
- Bérard, L., & Marchenay, P.** (2004). *Les produits de terroir entre culture et règlements*. Paris: Éditions du CNRS, 229 p.
- Berger, B.** (2010). Circuits courts alimentaires et territoires. Méthodes et repères pour observer et évaluer les dynamiques de rapprochement producteurs-consommateurs. Rennes: FRCIVAM Bretagne.
- Bernard, J.-P.** (1969). Mouvements paysans et réforme agraire. *Revue française de science politique*, pp. 982-1017.
- Berten, A.** (2001). Axel Honneth, La lutte pour la reconnaissance. Traduit de l'allemand par Pierre Rusch. *Revue Philosophique de Louvain*, pp. 135-139.
- Beuret, J.-E.** (1998). *Agriculture et qualité de l'espace rural: coordinations conventions, médiations*. Thèse de doctorat en économie rurale, Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Rennes (ENSAR), Rennes, 384 p.
- Bioteau, E., Chaudet, B., Louiset, O., Volvey, A., Bordas, C., Bosredon, P., Bouifrou, L., Cauhope, M., Desjouanet, L., Dorso, F., Guérin, M.-B., Le Bodic, C., Petite, M., Rivière, J., Rouger, A., Sintès, P., & Tahraoui, F.** (2008). Choix et contraintes des terrains en sciences sociales. *ESO Travaux et Documents*, n° 27, pp. 41-53.

- Blanco Murillo, M.** (2012). La activación de los SIAL vía el agroturismo: análisis del potencial de articulación en cuatro territorios queseros de América Latina. *Agroalimentaria*, Vol. 18, n° 34, pp. 123-131.
- Blanquart, C., & Gonçalves, A.** (2011). *La diversité de l'inscription spatiale des circuits courts*. In ASRDLF (Ed.), 48ème colloque de l'ASRDLF : Migrations et territoires, Schoelcher, Martinique (FRA), 6-8 juillet 2011.
- Borja, P., & Polo, A.** (2005). La experiencia de desarrollo de Salinas de Guaranda, Ecuador. *LEISA - Revista de Agroecología*, n° Septiembre 2005, pp. 19-20.
- Börth, J. P., & Elías Argandoña, B.** (Eds.). (2014). *Las compras públicas: ¿alternativa de mercado para la agricultura familiar campesina?* La Paz - Bolivia: Agrónomos y Veterinarios Sin Fronteras (AVSF), 202 p.
- Bouba-Olga, O., & Grossetti, M.** (2008). Socio-économie de proximité. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Vol. 3, n° octobre, pp. 311-328.
- Boucher, F.** (2004). *Enjeux et difficulté d'une stratégie collective d'activation des concentrations d'Agro-Industries Rurales, le cas des fromageries rurales de Cajamarca, Pérou*. Thèse de doctorat en économie, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, France, 436 p.
- Boucher, F.** (2006). Vías lácteas de desarrollo territorial. *ComunIICA*, Vol. Edición N°3 / Año 2 / II etapa, n° Julio-Diciembre, pp. 26-38.
- Bourdieu, P.** (1986). L'illusion biographique. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, pp. 69-72.
- Bourliaud, J., Dollfus, O., & Mesclier, E.** (1991). Pérou : stratégies paysannes en situation d'instabilité. *Problèmes d'Amérique latine*, Vol. 3, pp. 27-38.
- Brassel, F., & Hidalgo, F.** (Eds.). (2005). *Libre comercio y lácteos: la producción de leche en el Ecuador entre el mercado nacional y la globalización*. Quito: SIPAE, 145 p.
- Bravo-Ureta, B. E., Quiroga, R. E., & Brea, J. A.** (1996). Migration Decisions, Agrarian Structure, and Gender: The Case of Ecuador. *The Journal of Developing Areas*, Vol. 30, n° 4, pp. 463-476.
- Bretón, V.** (2008). From Agrarian Reform to Ethnodevelopment in the Highlands of Ecuador. *Journal of Agrarian Change*, Vol. 8, n° 4, pp. 583-617.
- Bretón, V.** (2010). Reforma Agraria, desarrollo rural y etnicidad en los Andes septentrionales (1960-2005). In J. Gascón & X. Montagut (Eds.), *¿Cambio de Rumbo en las políticas agrarias latinoamericanas? Estado, movimientos sociales campesinos y soberanía alimentaria*. Barcelona: Icaria - Antrazyt, pp. 43-75.
- Bretón, V.** (2014a). Développement, ethnicité et « ethnophagie » dans les Andes septentrionales (Équateur). *Actuel Marx*, Vol. 56, n° 2, pp. 62-73.
- Bretón, V.** (2014b). Tempest in the Andes? Part 1: Agrarian Reform and Peasant Differentiation in Cotopaxi (Ecuador). *Journal of Agrarian Change*, Vol. 15, n° 1, pp. 89-115.
- Bretón, V.** (2014c). Tempest in the Andes? Part 2: Peasant Organization and Development Agencies in Cotopaxi (Ecuador). *Journal of Agrarian Change*, pp. 179-200.
- Brochier, D., Garnier, J., Gilson, A., Longo, M.-E., Mendez, A., Mercier, D., Pascal, A., Perocheau, G., Tchobanian, R., Oiry, E., & Bidart, C.** (2010). Propositions pour un cadre théorique unifié et une méthodologie d'analyse des trajectoires des projets dans les organisations. *Management & Avenir*, Vol. 36, n° 6, pp. 84-107.
- Brunori, G.** (2007). Local food and alternative food networks: a communication perspective. *Anthropology of food*, n° S2. URL: <http://aof.revues.org/430>.
- Buclet, N.** (2011). Territoire, innovation et développement durable : l'émergence d'un nouveau régime conventionnel ? *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Vol. 5, pp. 919-948.
- Burgos, H.** (1977). *Relaciones interétnicas en Riobamba: Domino y dependencia en una región indígena Ecuatoriana*. Mexico: Instituto Indigenista Interamericano, 390 p.
- Cadena, M.** (2007). Los consorcios de queserías rurales comunitarias en el Ecuador. In F. Brassel & F. Hidalgo (Eds.), *Libre comercio y lácteos: la producción de leche en el Ecuador entre el mercado nacional y la globalización*. Quito: SIPAE, pp. 61-68.
- Caría, S., & Domínguez, R.** (2014). El porvenir de una ilusión: la ideología del buen vivir. *América Latina Hoy*, n° 67, pp. 139-163.

- Carrión, D., & Herrera, S.** (2012). *Ecuador rural del siglo XXI Soberanía alimentaria, inversión pública y política agraria*. Quito: Instituto de Estudios Ecuatoriano, 182 p.
- Casen, C., & Sommerer, E.** (2005). Le peuple et la coca. Populisme cocalero et restructuration de l'échiquier politique bolivien. *Amnis - Revue de civilisation contemporaine Europe/Amérique*, n° 5. URL: <http://amnis.revues.org/1024>.
- Castel, O.** (2011). La territorialité des systèmes agricoles. In H. Amemiya (Ed.), *Du Teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 289-302.
- Cazamajor, P.** (1987). Abastecimiento de las ciudades, mercados y ferias *El espacio urbano en el Ecuador: Red urbana, región y crecimiento*: Centro Urbano de Investigación Geográfica, pp. 241-254.
- CEPAL, FAO, & IICA.** (2014). Fomento de circuitos cortos como alternativa para la promoción de la agricultura familiar. *Boletín CEPAL/FAO/IICA*, n° 2014 - 2.
- CEPES.** (2011). Los partidos políticos y la cuestión agraria. *La Revista Agraria*, n° 126, pp. 4-7.
- CEPES.** (2013a). Derechos de las comunidades campesinas. Principales leyes y reglamentos. Lima: Centro Peruano de Estudios Sociales.
- CEPES.** (2013b). El presidente Humala, los minifundios y la gran agricultura. *La Revista Agraria*, n° 147, pp. 1-2.
- CESA, & SIPAE.** (2006). Dinámicas agrarias en la cuenca del Río Chambo: Una aproximación a la comprensión de las presiones sobre sus zonas de altura. Quito: CESA (Central Ecuatoriana de Servicios Agrícolas) & AVSF (Agrónomos y Veterinarios Sin Fronteras).
- Chaffotte, L., & Chiffolleau, Y.** (2007). Vente directe et circuits courts : évaluations, définitions et typologie. *Les Cahiers de l'Observatoire CROC*, n° 1.
- Chaléard, J.-L., & Meslier, E.** (2006). *Les campagnes andines dans la mondialisation*. In Festival International de Géographie 2006 : "Les géographes redécouvrent les Amériques" Saint-Dié-des-Vosges, France, 28 septembre au 1er octobre 2006.
- Chapuis, R.** (2011). La géographie agraire et la géographie rurale. In A. Bailly (Ed.), *Les concepts de la géographie humaine* (5ème ed.). Paris: Armand Colin, pp. 149-164.
- Charlier, S.** (2006). *L'économie solidaire au féminin : quel apport spécifique pour l'empoderamiento des femmes ? Une étude de cas dans les Andes boliviennes*. Thèse de doctorat en sciences sociales (population-environnement-développement), Université Catholique de Louvain, Louvain-la-Neuve, 300 p.
- Chartier, D., & Löwy, M.** (2013). L'Amérique latine, terre de luttes socioécologiques. *Écologie & politique*, Vol. 46, n° 1, pp. 13-20.
- Chauveau, C., & Taïpe, D.** (2010). Estudio CIALCO. Circuitos alternativos cortos de comercialización y consumo en el Ecuador: inventario, impacto, propuestas. Quito: MAGAP y AVSF.
- Chaxel, S., Fiorelli, C., & Moity- Maïzi, P.** (2014). Les récits de vie : outils pour la compréhension et catalyseurs pour l'action. *revue ¿ Interrogations ?*, n° 17. URL: <http://www.revue-interrogations.org/Les-recits-de-vie-outils-pour-la>.
- Cheng, G., & Lacroix, P.** (Eds.). (2014). *Ferías y mercados de productores: Hacia nuevas relaciones campo-ciudad*. Lima - Perú: Centro Peruano de Estudios Sociales, 202 p.
- Cheyns, E.** (2010). *Nouvelles formes d'engagement autour du local. Portraits de paysans en vente directe*. In I. 2010 (Ed.), *Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food*, Montpellier, 28 juin - 1er juillet 2010.
- Chiffolleau, Y.** (2008). Les circuits courts de commercialisation en agriculture : diversité et enjeux pour le développement durable. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon (FRA): Éditions Éducagri, pp. 21-30.
- Chiffolleau, Y., Dalmais, M., & Divet, J. P.** (2013). Signaler et garantir l'origine des produits dans les circuits courts alimentaires. L'expérience innovant du marché de Grabels. *Les Focus de PSDR 3*. Montpellier: Projet PSDR Languedoc-Roussillon.
- Chiffolleau, Y., & Prevost, B.** (2012). Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires. *Norois*, Vol. 224, n° 3, pp. 7-20.
- Chiriboga, M.** (1988). La reforma agraria ecuatoriana y los cambios en la distribución de la propiedad rural agrícola: 1974-1985 In P. Gondard, J. B. Leon V. & P. Sylva Ch. (Eds.),

- Transformaciones agrarias en el Ecuador - Colección "Geografía básica del Ecuador". vol. 1.* Quito: IPGH - ORSTOM - IGM - CEDIG, pp. 39-57.
- Chiriboga, M.** (1995). Las ONGs y el desarrollo rural en los países andinos, dilemas y desafíos. *Ecuador Debate*, n° 35, pp. 109-125.
- Chiriboga, M., & Arellano, J. F.** (2005). Diagnóstico de la Comercialización Agropecuaria en Ecuador. Implicaciones para la Pequeña Economía Campesina y Propuesta para una Agenda Nacional de Comercialización Agropecuaria. Quito: CESA - InterCooperacion - VECO Ecuador.
- Chiva, I., Dollfus, O., Favre, H., Fioravanti-Molinié, A., Piel, J., Saignes, T., Santana, R., & Wachtel, N.** (1981). Les agriculteurs des Cordillères sont-ils des paysans ? Éléments pour un débat. *Études rurales*, Vol. 81, n° 81-82, pp. 189-205.
- Chonchol, J.** (1986). *Paysans à venir. Les sociétés rurales du tiers monde*. Paris: Éditions la Découverte, 299 p.
- Chonchol, J.** (1994). *Sistemas agrarios en América latina. De la etapa prehispánica a la modernización conservadora*. Santiago: Fondo de Cultura Economica, 445 p.
- Cicero, T.** (2003). Los intermediarios buenos : ideales teóricos, sobrevivencia y mercados. *Ecuador Debate*, n° 60.
- CIOEC Bolivia.** (2010). *Las organizaciones económicas campesinas, indígenas y originarias en el desarrollo del país*. La Paz, Bolivia: CIOEC Bolivia, 80 p.
- Cleys, P.** (2012). Vers des alternatives au capitalisme néolibéral par une conception alternative des droits humains ? L'expérience des organisations paysannes. In C. Eberhard (Ed.), *Le courage des alternatives*. Paris: Karthala, pp. 103-120.
- Cliche, P.** (1995). *Anthropologie des communautés andines équatoriennes: entre diable et patron*. Paris: L'Harmattan, 284 p.
- Cochet, H.** (2011). Origine et actualité du « Système Agraire » : retour sur un concept. *Revue Tiers Monde*, Vol. 207, n° 3, pp. 97-114.
- Cochet, H., Aubron, C., & Jobbe Duval, M.** (2009). Quelles sont les conditions à réunir pour une intégration marchande porteuse de développement durable pour les paysanneries andines ? *Les Cahiers d'Outre Mer*, Vol. 247, n° 3, pp. 395-417.
- CODENPE.** (2012). Mapa del territorio de nacionalidades y pueblos del Ecuador. Quito: Consejo de Desarrollo de las Nacionalidades y Pueblos del Ecuador (CODENPE).
- Cohn, A., Cook, J., Fernandez, M., Reider, R., & Steward, C.** (Eds.). (2006). *Agroecology and the struggle for food sovereignty in the Americas*. London: International Institute for Environment and Development (IIED), xvii + 203 p.
- Colectivo Agrario.** (2009). *Soberanía alimentaria. Porque creemos en el debate: propuestas de legislación*. Quito: Colectivo Agrario, 87 p.
- Collerette, P.** (2011). Études de cas (Méthode des). In A. Mucchielli (Ed.), *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines* (3ème ed.). Paris: Armand Colin, pp. 91-94.
- CONAIE (ECUARUNARI), FENOCIN, & CONFEUNASSC.** (2003). Agenda Agraria de las Organizaciones del Campo del Ecuador. Quito: Mesa Agraria.
- Cone, C. A., & Myhre, A.** (2000). Community-supported agriculture: A sustainable alternative to industrial agriculture? *Human Organization*, Vol. 59, n° 2, pp. 187-197.
- Coordinadora Agraria Nacional.** (1994). Proyecto de Ley Agraria Integral. Quito: CONAIE.
- Cormier-Salem, M.-C., & Roussel, B.** (2009). Localiser les produits et valoriser les spécialités locales. Une dynamique générale et foisonnante. *Autre Part*, Vol. 50, n° 2, pp. 3-15.
- Corniaux, C., Baritoux, V., & Madelrieux, S.** (2014a). *Entre (re-)localisation et globalisation : analyse des stratégies spatiales des laiteries dans six bassins laitiers*. In SFER (Société Française d'Economie Rurale) (Ed.), 8èmes journées de Recherches en Sciences Sociales, Grenoble (FRA), 11 & 12 décembre 2014.
- Corniaux, C., Duteurtre, G., & Broutin, C.** (Eds.). (2014b). *Filières laitières et développement de l'élevage en Afrique de l'Ouest. L'essor des minilaiteries*. Paris: Karthala, 252 p.
- Cortes, G.** (2000). *Partir pour rester. Survie et mutations des sociétés paysannes en Bolivie*. Paris: IRD, 413 p.
- Cortes, G.** (2002). Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité « en résistance ». *Caravelle*, pp. 93-115.

- Cortes, G.** (2011). La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes. *Autrepart*, Vol. 57-58, n° 1-2, pp. 95-110.
- Cotera Fretel, A., Van Den Berg, A., Cavalier, J.-B., Avella Villegas, L. F., Guerrero Vargas, R., Sánchez Perugachi, J., & Romero Reyes, A.** (2009). *Comercio justo Sur-Sur : problemas y potencialidades para el desarrollo del comercio justo en la Comunidad Andina de Naciones*. Lima: GRESP, 176 p.
- Cúneo, M., & Gascón, E.** (2013). *Crónicas del estallido. Viaje a los movimientos sociales que cambiaron América Latina*. Barcelona: Icaria - Antrazyt, 406 p.
- Da Silva, C. A.** (2009). La configuración de los circuitos « de proximidad » en el sistema alimentario: tendencias evolutivas. *Documents d'Anàlisi Geogràfica*, n° 54, pp. 11-32.
- Dávalos, P.** (2008). Reflexiones sobre el sumak kawsay (el buen vivir) y las teorías del desarrollo. *América Latina en Movimiento*. URL: <http://www.alainet.org/es/active/25617>.
- De Grammont, H. C., & Martínez, L.** (Eds.). (2008). *La pluriactividad en el campo latinoamericano*. Quito (Ecuador): FLACSO, 308 p.
- De Janvry, A., & Glikman, P.** (1992). *Estrategias para mitigar la pobreza rural en América Latina y el Caribe: Encadenamiento de producción en la economía campesina en el Ecuador*. San José, Costa Rica: FIDA - IICA, 535 p.
- De Sousa Santos, B.** (2006). *The rise of the global left: the World Social Forum and beyond*. London & New-York: Zed Books, 225 p.
- De Sousa Santos, B.** (2011). Épistémologies du Sud. *Études rurales*, Vol. 187, n° 1, pp. 21-49.
- Decorde, A.-L., & Aguilar Huaña, R.** (2006). Diagnóstico y análisis de las dinámicas agrarias de 3 comunidades del Canton Colta - Provincia de Chimborazo - Ecuador. Entre quinua, pasto y migración. Quito: COPROBICH - ERPE - Ethiquable.
- Del Pozo Vergnes, E.** (1997). *Organisations paysannes et indigènes en Amérique Latine. Mutations et recompositions vers le troisième millénaire*. Paris: Éditions Charles Léopold Mayer, 171 p.
- Deléage, E.** (2004). *Paysans, de la parcelle à la planète. Socio-anthropologie du réseau agriculture durable*. Paris: Syllepses, 245 p.
- Deléage, E.** (2005). Paysans malgré tout ! *Écologie & politique*, Vol. 31, n° 2, pp. 13-23.
- Deléage, E.** (2013). *Agricultures à l'épreuve de la modernisation*. Versailles: Éditions Quae, 103 p.
- Deler, J.-P.** (1981). *Genèse de l'espace équatorien. Essai sur le territoire et la formation de l'Etat national*. Paris: Éditions A.D.P.F., 278 p.
- Delfosse, C.** (2010). Marchés et développement local. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon (FRA): Éditions Éducagri, pp. 153-166.
- Delfosse, C.** (2012a). Conclusion générale, le point de vue d'une géographe. In A.-H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles & Dijon: Quae & Éducagri, pp. 233-236.
- Delfosse, C.** (2012b). La France et ses terroirs. Un siècle de débats sur les produits et leurs liens à l'espace. *POUR*, Vol. 215-216, n° Dossier "Alimentation et Territoires", pp. 63-74.
- Delfosse, C.** (2013). Le crémier, un acteur oublié entre producteurs et consommateurs? In D. Ricard (Ed.), *Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*. Clermont-Ferrand: Presses Universitaires Blaise Pascal / Collection CERAMAC, pp. 429-447.
- Delhommeau, T.** (2009). *Alimentation : circuits courts et circuits de proximité* (Vol. 20). Bruxelles: Pour la Solidarité, 256 p.
- Denéchère, F.** (2007). *Repères pour une approche économique des circuits courts dans leur territoire : concepts et méthodes pour leur compréhension et évaluation*. Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur Agronome, École Nationale Supérieure d'Agronomie de Rennes, Rennes, 89 p.
- Denéchère, F., Durand, G., & Maréchal, G.** (2008). Systèmes alimentaires territorialisés: les circuits courts comme vecteurs de développement territorial. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon (FRA): Éditions Éducagri, pp. 161-174.
- Deverre, C., & Lamine, C.** (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie Rurale*, n° 317, pp. 57-73.
- Di Méo, G.** (1998). *Géographie sociale et territoires*. Paris: Nathan Université, 318 p.

- Di Méo, G.** (2008). Une géographie sociale entre représentations et action. *Montagnes méditerranéennes et développement territorial*, n° 23, pp. 13-21.
- Di Méo, G.** (2013). Intentionnalité. In J. Lévy & M. Lussault (Eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace et des sociétés. Nouvelle édition revue et augmentée*. Paris: Belin, pp. 561-562.
- Diaz-Pedregal, V.** (2006). *Le commerce équitable ou la juste répartition. Critique du système de production et de distribution équitable à travers l'exemple des organisations de producteurs de café en Équateur, Pérou et Bolivie*. Thèse de doctorat en sociologie, Université Paris V-René Descartes - Sorbonne - Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Paris, 742 p.
- Dixon, J., Gulliver, A., Gibbon, D., & Hall, M.** (2001). *Systèmes d'exploitation agricole et pauvreté. Améliorer les conditions d'existence des agriculteurs dans un monde changeant*. Rome & Washington D.C.: FAO & Banque Mondiale, 458 p.
- Dollfus, O.** (1980). Les sociétés paysannes Andines : Autonomie et Dépendance. In C. Coquery Vidrovitch (Ed.), *Sociétés paysannes du Tiers-Monde*. Lille: Presses Universitaires de Lille, pp. 13-24.
- Dollfus, O.** (1981). Des paysanneries minoritaires. *Études rurales*, Vol. 81, n° 81-82, pp. 5-24.
- Dollfus, O.** (1992). Les Andes comme mémoires. In P. Morlon (Ed.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales (Pérou-Bolivie)*. Paris: INRA Éditions, pp. 11-31.
- Dubet, F.** (2008). Injustice et reconnaissance. *Esprit*, n° 7, pp. 144-159.
- Dubuisson-Quellier, S., & Le Velly, R.** (2008). Les circuits courts entre alternative et hybridation. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon (FRA): Éditions Éducagri, pp. 105-112.
- Dufour, A., & Lanciano, É.** (2012). Les circuits courts de commercialisation : un retour de l'acteur paysan ? *Revue Française de Socio-Économie*, Vol. 9, n° 1, pp. 153-169.
- Dufumier, M.** (1986). *Les politiques agraires*. Paris: Presses Universitaires de France, 126 p.
- Dufumier, M.** (2004). *Agricultures et paysanneries des Tiers Mondes*. Paris, France: Karthala, 598 p.
- Dumain, A., Maurines, B., & Praly, C.** (2010). Circuits courts et territoires. Etude de dispositifs d'actions en Rhône-Alpes. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon (FRA): Éditions Éducagri, pp. 103-114.
- Durand, G.** (1997). *Les structures agraires latino-américaines : les impasses du modèle de l'entreprise, les incertitudes et les opportunités de la voie paysanne*. Extrait du mémoire d'Habilitation à Diriger des Recherches en Études Rurales, Université Toulouse le Mirail, Toulouse, 69 p.
- Duteurtre, G.** (2007). Commerce et développement de l'élevage laitier en Afrique de l'Ouest : une synthèse. *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, Vol. 60, n° 1-4, pp. 209-223.
- Eguren, F.** (1989). Los nuevos grupos dominantes en la agricultura peruana. *Debate Agrario*, n° 7, pp. 11-32.
- Eguren, F.** (2014). De la reforma agraria al neolatifundio: el crecimiento capitalista del campo peruano. In J. M. Mendes Pereira, L. Concheiro Bórquez, G. Almeyra & C. W. Porto-Gonçalves (Eds.), *Capitalismo: tierra y poder en América Latina (1982-2012)*. Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú, Venezuela. México: UAM-X, CSH, pp. 159-192.
- Elías Argandoña, B., & Devisscher, M.** (Eds.). (2014). *Del productor al consumidor: una alternativa comercial para la agricultura familiar en Bolivia*. La Paz - Bolivia: Agrónomos y Veterinarios sin Fronteras (AVSF), 178 p.
- Elissalde, B.** (2002). Une géographie des territoires. *L'Information géographique*, Vol. 66, n° 3, pp. 193-205.
- Eme, B., & Laville, J.-L.** (2004). L'économie solidaire ou l'économie comme écologie sociale. *Écologie & politique*, Vol. 28, n° 1, pp. 13-25.
- Espinel, R.** (2010). Ruralidad y soberanía alimentaria en América Latina y el Caribe. *Ecuador Debate*, n° 79, pp. 151-162.
- Etesse, G., López, J., & Laforge, M.** (2013). Evaluación del objetivo de incidencia política de SOS Faim en Bolivia, Perú y Ecuador. Lima: SOS Faim.
- Fassin, D.** (1991). Équateur : les nouveaux enjeux de la question indienne. *Problèmes d'Amérique latine*, Vol. 3 - Fin des réformes agraires et nouvelles stratégies paysannes, pp. 91-108.

- Faure, G., Gassel, P., Triomphe, B., Hocdé, H., & Temple, L.** (Eds.). (2010). *Innovater avec les acteurs du monde rural : la recherche-action en partenariat*. Versailles: Quae, CTA, Presses Agronomiques de Gembloux, 224 p.
- Fauroux, E.** (1980). Équateur : Les lendemains d'une réforme agraire. *Notes et études documentaires*, n° 4567- 4568, pp. 103-134.
- Favre, H.** (1981). L'État et la paysannerie en Mésoamérique et dans les Andes. *Études rurales*, Vol. 81, n° 81-82, pp. 25-55.
- Figuière, C.** (2006). Sud, développement et développement durable: l'apport de l'économie politique. *VertigO - La revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 7, n° 2. URL: <http://vertigo.revues.org/2287>.
- Figuière, C., & Metereau, R.** (2012). *Écodéveloppement et souveraineté alimentaire: quels enjeux pour le Sud?* In IUFM d'Auvergne-Clemon-Ferrand (Ed.), Colloque international francophone "Les représentations Nord-Sud du développement durable", Clermont-Ferrand, 19 & 20 décembre 2012.
- Filippi, M., Frey, O., & Mauget, R.** (2008). Les coopératives agricoles face à l'internationalisation et à la mondialisation des marchés. *Revue internationale de l'économie sociale (Recma)*, n° 310, pp. 31-51.
- Fillieule, O.** (2001). Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel. *Post scriptum*, Vol. 51, n° 1-2, pp. 199-215.
- Fioravanti-Molinié, A.** (1978). La communauté aujourd'hui. *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, pp. 1182-1196.
- Fleury, A.** (2008). *Croiser les terrains en géographie*. In Colloque "A travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie", Arras, France, 18-20 juin 2008.
- Fonseca Martel, C.** (1976). Modalidades de la minka. In G. Alberti & E. Mayer (Eds.), *Reciprocidad e intercambio en los Andes peruanos*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos, pp. 86-109.
- Fontan, J.-M., Klein, J.-L., & Tremblay, D.-G.** (2004). Innovation et société : pour élargir l'analyse des effets territoriaux de l'innovation. *Géographie, économie, société*, Vol. 6, n° 2, pp. 115-128.
- Foucault, M.** ([1977] 1994). « Le jeu de Michel Foucault », entretien avec Colas, D. Grosrichard, A. Le Gaufey, G. Livi, J. Miller, G. Miller, J. Miller J.-A. Millot, C. Wajeman (Ornicar, Bulletin périodique du champ freudien, n° 10, juillet 1977, p. 62-93) *Dits et Ecrits, Tome II (1976-1979)*. Paris: Gallimard, pp. 298-329.
- Fourcade, C., Muchnik, J., & Treillon, R.** (2010). *Coopérations, territoires et entreprises agroalimentaires*. Paris: Éditions Quae, 136 p.
- Fournier, S., Muchnik, J., & Requier-Desjardins, D.** (2005). Proximité et efficacité collective. le cas des filières gari et huile de palme au Bénin. In A. Torre & M. Filippi (Eds.), *Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux*. Paris: INRA Éditions, pp. 163-179.
- Fraser, N.** (2004). Justice sociale, redistribution et reconnaissance. *Revue du MAUSS*, n° 23.
- Froux, I.** (2011). L'abattage dans les filières en circuits courts et dans les filières locales. Paris: Assemblée Permanente des Chambres d'Agricultures (APCA).
- GAD Chimborazo.** (2011). *Plan de desarrollo y ordenamiento territorial de Chimborazo. Sistema territorial actual, tendencial y propuesto*. Riobamba: Gobierno Autónomo Descentralizado de la Provincia de Chimborazo, 97 p.
- GAD Chimborazo.** (2015). *Actualización del proceso de plan de desarrollo y ordenamiento territorial*. Riobamba: Gobierno Autónomo Descentralizado de la Provincia de Chimborazo, 358 p.
- Gascón, J.** (2010). ¿Del paradigma de la industrialización al de la Soberanía Alimentaria? Una comparación entre los gobiernos nacionalistas latinoamericanos del siglo XX y los pos-neoliberales a partir de sus políticas agrarias. In J. Gascón & X. Montagut (Eds.), *¿Cambio de Rumbo en las políticas agrarias latinoamericanas? Estado, movimientos sociales campesinos y soberanía alimentaria*. Barcelona: Icaria - Antrazyt, pp. 215-259.
- Gascón, J., & Montagut, X.** (Eds.). (2010). *¿Cambio de Rumbo en las políticas agrarias latinoamericanas? Estado, movimientos sociales campesinos y soberanía alimentaria*. Barcelona: Icaria - Antrazyt, 263 p.

- Gasselin, P.** (2000). *Le temps des roses: la floriculture et les dynamiques agraires de la région agropolitaine de Quito (Équateur)*. Thèse de doctorat en agro-économie, INA P-G, Paris, 589 p.
- Gasselin, P.** (2006). *Transformations historiques des agricultures autour de Quito en Equateur : entre diversités et permanences*. In J. Caneill, J.-P. Deffontaines, X. Le Coeur, E. Marshall, A. Messéan, F. Papy, P. Prévost & P. Robin (Eds.), *Les entretiens du Pradel*, 4ème édition : "Les agronomes et la diversité des agricultures", 14-15 septembre 2006, Mirabel, France, 14-15 septembre 2006.
- Gasselin, P.** (2012). *Pensar y defender el devenir de las agriculturas campesinas: cambiar la mirada y nuevas alianzas*. In UASB (Ed.), *Jornadas sobre soberanía alimentaria, ambiente y salud*, Quito, Ecuador, 10 de mayo 2012.
- Gasselin, P., Tallon, H., Dalmais, M., & Fiorelli, C.** (Eds.). (2013). *Trois outils pour l'accompagnement à la création et au développement d'activités : Trajectoire, Cartapp et Edappa - Application à l'installation en agriculture*. Montpellier: INRA, CIRAD, ADEAR LR, Montpellier-Supagro, AIRDIE, Région Languedoc-Roussillon, 152 p.
- Gasselin, P., Touzard, J.-M., & Barbier, J.-M.** (2012a). *Quelle plus-value du groupe sur la performance des exploitations ? Regards croisés*. In FNCUMA (Ed.), *Journée d'étude "Comment articuler l'exploitation agricole à une coopération agricole de production ?"*, Paris, 12 juin 2012.
- Gasselin, P., Vaillant, M., & Bathfield, B.** (2012b). *The activity system. A position paper*. In International Farming System Association (Ed.), *10th European IFSA Symposium "Producing and reproducing farming system: New modes of organization for the sustainable food systems of tomorrow"*, Aarhus University (Denmark), 1-4 July 2012.
- Gasselin, P., Vaillant, M., & Bathfield, B.** (2014). *Le système d'activité. Retour sur un concept pour étudier l'agriculture en famille*. In P. Gasselin, J.-P. Choisis, S. Petit & F. Purseigle (Eds.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre*. Paris: EDP Sciences, pp. 101-122.
- Ginocchio Balcázar, L.** (2012). *Pequeña agricultura y gastronomía. Oportunidades y desafíos*. Lima: APEGA - Oxfam - SOS Faim - GIZ.
- Giovannucci, D., Josling, T., Kerr, W., O'Connor, B., & Yeung, M. T.** (2009). *Guide des indications géographiques. Faire le lien entre les produits et leurs origines*. Genève: Centre du Commerce International (Nations Unies & OMC).
- Girard, M.** (2015). *Economía social y comercialización de productos orgánicos en Cusco, Perú. ¿Pasos iniciales en el desarrollo de una estrategia alternativa? Eutopía - Revista de Desarrollo Económico Territorial*, n° 7, pp. 91-108.
- Girard, S.** (2008). *Quatre siècles de luttes et d'alliances pour le contrôle de l'eau dans le sillon interandin : du monopole des haciendas sous la colonisation espagnole au récent réveil indien. Le cas du versant de Santa Rosa-Pilahuin (Équateur)*. *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, Vol. 37, n° 2, pp. 375-401.
- Giraud, C.** (2012). *Structurer la comparaison par l'expérience de l'écriture*. *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 19, n° 1, pp. 95-113.
- Giraud, G., Tebby, C., & Amblard, C.** (2012). *Proximité géographique et connaissance des fromages AOC chez les consommateurs. Le cas du Saint-Nectaire*. *Économie Rurale*, Vol. 329, n° 3, pp. 33-47.
- Giunta, I.** (2014). *Food sovereignty in Ecuador: peasant struggles and the challenge of institutionalization*. *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 41, n° 6, pp. 1201-1224.
- Gobierno Municipal de Tiwanaku.** (2009). *Plan de desarrollo Municipal 2009 - 2013*. Tiwanaku: Gobierno Municipal de Tiwanaku, 284 p.
- Gobierno Regional de Huancavelica.** (2003). *Plan estratégico de desarrollo regional concertado y participativo de Huancavelica : 2004 - 2015*. Huancavelica: Gobierno Regional de Huancavelica, 85 p.
- Gobierno Regional de Huancavelica, & Minagri.** (2008). *Plan Estratégico Regional del Sector Agrario de Huancavelica 2009 - 2015*. Huancavelica: Gobierno Regional de Huancavelica (GRH) y Ministerio de Agricultura (Minagri), 77 p.

- Godard, O.** (1998). L'écodéveloppement revisité. *Économies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA*, Vol. 1, n° 36, pp. 213-229.
- Gomez, N.** (2001). El hombre andino y su espacio. El caso ecuatoriano. In P. Gondard & J. B. Leon V. (Eds.), *Dinámicas Territoriales - Ecuador, Bolivia, Peru, Venezuela* (Vol. 10). Quito: CGE-CEN-IRD-PUCE.
- Gondard, P., Leon V., J. B., & Sylva Ch., P.** (1988). *Geografía Básica del Ecuador, Tomo V (Geografía Agraria) : Transformaciones agrarias en el Ecuador* (Vol. 1). Quito: Instituto Panamericano de Geografía e Historia / ORSTOM / Instituto Geográfico Militar, 134 p.
- Gondard, P., & Mazurek, H.** (2001). 30 años de reforma agraria y colonización en el Ecuador (1964-1994): dinámicas espaciales. In P. Gondard & J. B. Leon V. (Eds.), *Dinámicas Territoriales - Ecuador, Bolivia, Peru, Venezuela* (Vol. 10). Quito: Colegio de Geógrafos del Ecuador CGE / Corporación Editora Nacional CEN / IRD / Pontificia Universidad Católica del Ecuador PUCE, pp. 15-40.
- Goodman, D.** (2003). The quality 'turn' and alternative food practices: reflections and agenda. [Editorial]. *Journal of Rural Studies*, Vol. 19, n° 1, pp. 1-7.
- Goodman, D., & DuPuis, E. M.** (2002). Knowing food and growing food: Beyond the production-consumption debate in the sociology of agriculture. *Sociologia ruralis*, Vol. 42, n° 1, pp. 5-22.
- Grupo Social FEPP.** (2012). Informe anual 2012 - Balance social y económico. Quito: Grupo Social Fondo Ecuatoriano Populorum Progressio (FEPP).
- Guéguen, H., & Malochet, G.** (2012). *Les théories de la reconnaissance*. Paris: Éditions La Découverte, 126 p.
- Guérin, I.** (2007). Économie solidaire et rapports de genre. In J.-L. Laville (Ed.), *L'économie solidaire. Une perspective internationale*. Paris: Hachette Littérature, pp. 245-276.
- Guerrero, A. B.** (1976). La "Hacienda" précapitaliste en Amérique latine: Le cas de l'Équateur. *Études rurales*, n° 62, pp. 5-38.
- Guibert, M.** (2012). Les ressorts de la puissance alimentaire de l'Amérique Latine. *Cahiers Demeter n°12 - Agriculture et alimentation, des champs géopolitiques de confrontation au XXe siècle*, n° 12, pp. 127-133.
- Guiguen, M.** (2014). Les AMAP : un impact variable sur les adhérents et le territoire. In A. Cardona, F. Chrétien, B. Leroux, F. Ripoll & D. Thivet (Eds.), *Dynamiques des agricultures biologiques. Effets de contexte et appropriations*. Dijon & Versailles: Educagri & Quae, pp. 195-210.
- Guillén Marroquin, J.** (1998). Modèles de développement et ONG dans les Andes du Pérou. In J.-P. Deler, Y. A. Fauré, A. Piveteau & P. J. Roca (Eds.), *ONG et développement. Société, économie, politique*. Paris: Karthala, pp. 447-459.
- Guillet, D.** (1980). Reciprocal Labor and Peripheral Capitalism in the Central Andes. *Ethnology*, Vol. 19, n° 2, pp. 151-167.
- Guyot, S.** (2008). *Une méthodologie de terrain "avec de vrais bricolages et plein de petits arrangements"*. In Colloque "À travers l'espace de la méthode : les dimensions du terrain en géographie", Arras, France, 18-20 juin 2008.
- Halpern, C.** (2010). Axel Honneth. La lutte pour la reconnaissance. *Sciences Humaines*, Vol. 211, n° spécial - 1989-2009, le clash des idées. *Vingt livres qui ont changé notre vision du monde*, pp. 36-37.
- Haubert, M.** (1989). Coopératives de réforme agraire et sécurité alimentaire dans la Sierra équatorienne. *Études rurales*, n° 113, pp. 157-172.
- Haubert, M.** (1991). Introduction. Le retour des paysans: mythes et réalités. *Tiers-Monde*, Vol. 32, n° 128, pp. 725-740.
- Haubert, M.** (Ed.). (1997). *Les paysans, l'État et le marché. Sociétés paysannes et développement*. Paris: Publications de la Sorbonne, 384 p.
- Hebinck, P., Schneider, S., & Van Der Ploeg, J. D.** (2015). The construction of new, nested markets and the role of development policies. Some introductory notes. In P. Hebinck, S. Schneider & J. D. Van Der Ploeg (Eds.), *Rural Development and the Construction of New Markets*. New York: Routledge, pp. 1-13.
- Heinisch, C.** (2007). *La valorisation des aménités environnementales via les produits de terroir : le cas de la tome des Bauges*. Mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur

- Agronome, AgroParisTech (Institut des Sciences et Industries du Vivant de l'Environnement), Paris, 123 p.
- Heinisch, C.** (2012). *Circuitos cortos y nuevas coordinaciones en tres países andinos. Perspectivas comparadas*. In SIPAE, AVSF & Agrocampus Ouest (Eds.), Seminario Internacional Doctoral "Comercialización campesina y soberanía alimentaria", Guayaquil, Ecuador, 16 & 17 octobre 2012.
- Heinisch, C.** (2013a). *L'entretien compréhensif. Un outil méthodologique pour comprendre l'émergence des dispositifs de circuits alimentaires de proximité dans les Andes*. In UMR ESO (Ed.), Journées des doctorants de l'UMR ESO "Méthodologies de l'entretien : Quels choix? Quels enjeux?", Le Mans, 15 avril 2013.
- Heinisch, C.** (2013b). *Produire et se nourrir grâce à de nouvelles formes de coordination : Analyse comparée de circuits alimentaires de proximité dans trois pays andins*. In CTHS (Ed.), 138ème congrès des sociétés historiques et scientifiques "Se nourrir - pratiques et stratégies alimentaires", Rennes, 22-26 avril 2013.
- Heinisch, C.** (2013c). Soberanía alimentaria: un análisis del concepto. In F. Hidalgo, P. Lacroix & P. Román (Eds.), *Comercialización y soberanía alimentaria*. Quito: SIPAE & AVSF, pp. 11-36.
- Heinisch, C.** (2014a). *L'émergence de nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité dans les Andes : dynamiques socio-spatiales multi-acteurs vers une reconnaissance des petites paysanneries*. In Groupe de recherche Petites Paysanneries (GPP) & LADYSS (Eds.), Colloque international "Les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain", Nanterre, 19-21 novembre 2014.
- Heinisch, C.** (2014b). Stratégies et résistances pour la reconnaissance et la valorisation des agricultures familiales et paysannes. Réflexions globales et initiatives locales. *Cours pour le Master 2 "Agriculture Durable et Développement Territorial", module "Systèmes alimentaires durables"*. Rennes: Agrocampus Ouest.
- Heinisch, C.** (2016). *Nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité dans les Andes : vers une reconnaissance des paysans comme acteurs des systèmes alimentaires durables*. In ISARA-Lyon (Ed.), Séminaire permanent "agroécologie et systèmes alimentaires durables", Lyon, 5 avril 2016.
- Heinisch, C., Carette, C., Champion, F., Fumery, J.-B., Conteau, C., & Darrot, C.** (2010). Les circuits courts dans les Parcs Naturels Régionaux. Des pistes pour des installations durables? Paris: FPNRF.
- Heinisch, C., & Durand, G.** (2013). *Les circuits courts de proximité dans les Andes : du local au global?* In SFER, INRA UMR SADAPT, Laboratoire d'Études Rurales & Agrocampus Ouest (Eds.), Colloque "Les circuits courts de proximité. Renouer les liens entre territoires et consommation alimentaire", Paris, 4 et 5 juin 2013.
- Heinisch, C., Gasselin, P., & Durand, G.** (2013). *Activating and creating proximities and social capitals in an urban food system: An Ecuadorian case-study*. In 5th AESOP Sustainable Food Planning Conference: "Innovations in sustainable food systems", Montpellier, France, 28 & 29 October 2013.
- Heinisch, C., Gasselin, P., & Durand, G.** (2014). Circuits alimentaires de proximité dans les Andes. Vers une reconnaissance de l'agriculture familiale et paysanne. *Économie Rurale*, Vol. 343, n° 5, pp. 71-86.
- Hellin, J., & Higman, S.** (2005). Crop Diversity and Livelihood Security in the Andes. *Development in Practice*, Vol. 15, n° 2, pp. 165-174.
- Hérault-Fournier, C., Lanciano, E., Maurines, B., Poisson, M., Prigent-Simonin, A. H., Berger, B., Montet, C., & Scheffer, S.** (2012a). Introduction. In A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles & Dijon: Quae & Educagri, pp. 15-22.
- Hérault-Fournier, C., Merle, A., & Prigent-Simonin, A.-H.** (2012b). Comment les consommateurs perçoivent-ils la proximité à l'égard d'un circuit court alimentaire ? *Management & Avenir*, Vol. 53, n° 3, pp. 16-33.
- Herrera, N.** (1987). La racionalidad campesina y la alimentación. *Agricultura y Sociedad*, n° 45, pp. 183-227.

- Herrero, J., & Sánchez de Lozada, F.** (1983). *Diccionario Quechua. Estructura semántica del Quechua cochabambino contemporáneo*. Cochabamba, Bolivia: C.E.F. CO., 1308 p.
- Hervieu, B.** (2004). Nourrir les villes sans les paysans. [Editorial]. *Cahiers Agricultures*, Vol. 13, n° 1.
- Hinrichs, C. C.** (2003). The practice and politics of food system localization. *Journal of Rural Studies*, Vol. 19, n° 1, pp. 33-45.
- Hirczak, M., Moalla, M., Mollard, A., Pecqueur, B., Mbolatiana, R., & Dominique, V.** (2008a). Le modèle du panier de biens. Grille d'analyse et observations de terrain. *Économie Rurale*, n° 308, pp. 55-70.
- Hirczak, M., Moalla, M., Mollard, A., Pecqueur, B., Rambonilaza, M., & Vollet, D.** (2008b). From the Basket of Goods to a More General Model of Territorialized Complex Goods: Concepts, Analysis Grid and Questions. *Canadian Journal of Regional Science*, Vol. 31, n° 2, pp. 241-260.
- Holguín, C., & Donoso, E.** (2013). *Guía de ferias agroecológicas*. Quito: Comisión de Consumidores y Campaña ¡Qué Rico Es!, 142 p.
- Honneth, A.** (2004). La théorie de la reconnaissance : une esquisse. *Revue du MAUSS*, n° 23, pp. 133-136.
- Honneth, A.** (2013 [1992]). *Le lutte pour la reconnaissance*. Paris: Gallimard - Collection Folio Essais, 352 p.
- Houtart, F.** (2015). Les révolutions citoyennes en Amérique Latine. *Revue Savoir/Agir*, n° 31.
- Huanacuni Mamani, F.** (2010). *Buen Vivir/Vivir Bien. Filosofía, políticas, estrategias y experiencias regionales andinas*. Lima, Peru: CAOI - Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas, 80 p.
- IAASTD.** (2009). *Agriculture at a crossroads. International Assesment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development. Global Report*. Washington DC: Island Press, 590 p.
- INE.** (2001). Censo Nacional de Población y Vivienda 2001. La Paz: Instituto Nacional de Estadística (INE).
- INEC.** (2010). Censo de Población y Vivienda 2010. Quito: Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC).
- INEC.** (2012). Censo Nacional Agropecuario 2012. Quito: Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC).
- INEC.** (2015). Encuesta de condiciones de vida 2013-2014. Quito: Instituto Nacional de Estadísticas y Censos (INEC).
- INEI.** (2009). *Censos Nacionales 2007 (XI de población y VI de vivienda) : Perfil Sociodemográfico del Departamento de Huancavelica*. Lima: Instituto Nacional de Estadística e Informática (INEI), 298 p.
- Intriago, R., Gortaire Amézcuca, R., Bravo, E., & O'Connell, C.** (2017). Agroecology in Ecuador: historical processes, achievements, and challenges. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, Vol. 41, n° 3-4, pp. 311-328.
- Israel, E., & Frenkel, A.** (2017). Social justice and spatial inequality. Towards a conceptual framework. *Progress in Human Geography*, Vol. [on line first], pp. 1-19.
- Jijón, P.** (2012). *Le retour du travail dans le politique. Une voie pour l'émancipation du sujet indigène en Amérique Latine*. Thèse de doctorat en Philosophie, Université Paris VIII - Vincennes - Saint Denis, Paris, 273 p.
- Jobbé Duval, M., Cochet, H., & Bourliaud, J.** (2007). L'écobuage andin. Questions sur les origines, l'extension, les modalités et le devenir d'une technique d'ouverture des champs de pomme de terre sur puna humide (Cochabamba, Bolivie). *Techniques et Cultures*, n° 48-49, pp. 149-188.
- Jollivet, M.** (2007). La grande transformation de l'agriculture française sous l'oeil du sociologue. *Économie Rurale*, Vol. 4, n° 300, pp. 26-29.
- Kaufmann, J.-C.** (2011). *L'entretien compréhensif* (3ème ed.). Paris: Armand Colin, 126 p.
- Kay, C.** (1995a). Desarrollo rural y cuestiones agrarias en la América Latina contemporánea. *Agricultura y Sociedad*, n° 75, pp. 27-82.
- Kay, C.** (1995b). El desarrollo excluyente y desigual en la América Latina rural. *Nueva Sociedad*, n° 137, pp. 60-81.

- Kebir, L., & Torre, A.** (2013). Geographical proximity and new short supply food chains. In L. Lazzaretto (Ed.), *Creative Industries and Innovation in Europe: Concepts, Measures and Comparative Case Studies* (Vol. 57). Abingdon, UK: Routledge, pp. 194-211.
- Keller, R.** (2011). Comprendre, ou bien la mort! Réflexion sur une question de base de la recherche qualitative. *Recherches Qualitatives*, Vol. Hors Série - Comprendre les phénomènes d'aujourd'hui pour demain. L'apport des méthodes qualitatives, n° 10, pp. 17-29.
- Kervyn, B.** (1992). L'économie paysanne au Pérou : théories et politiques. In P. Morlon (Ed.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales (Pérou-Bolivie)*. Paris: INRA Éditions, pp. 436-473.
- Kneafsey, M., Venn, L., Schmutz, U., Balint, B., Trenchard, L., Eyden-Wood, T., Bos, E., Sutton, G., Blackett, M., Santini, F., & Gomez y Paloma, S.** (2013). Short Food Supply Chains and Local Food Systems in the EU. A State of Play of their Socio-Economic Characteristics. *JRC Scientific and Policy Reports*. Luxembourg: European Commission.
- Korovkin, T.** (1997). Indigenous Peasant Struggles and the Capitalist Modernization of Agriculture: Chimborazo, 1964-1991. *Latin American Perspectives*, Vol. 24, n° 3, pp. 25-49.
- Korovkin, T.** (2002). *Comunidades indígenas, economía de mercado y democracia en los Andes ecuatorianos*: Centro de Investigaciones de los Movimientos Sociales del Ecuador: IFEA: Abya-Yala,
- La Vía Campesina, Plataforma Rural, & GRAIN.** (2013) Soberanía Alimentaria Biodiversidad y Culturas. Vol. 12. *Nuevas fórmulas de economía*. Barcelona: La Vía Campesina - Plataforma Rural - GRAIN.
- Lacroix, P., & Vildoza, D.** (2014). *Creación de sellos de calidad para productos de pequeños productores*. Quito - Ecuador: Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca (MAGAP), 97 p.
- Laforge, M., Jenin, L., Maldonado, P., & Rodríguez, E.** (2014). *Nuevos mercados y ferias en los territorios del Ecuador, elementos de una economía social y solidaria*. Quito - Ecuador: Ministerio de Agricultura, Ganadería, Acuacultura y Pesca, 63 p.
- Laganier, R., Villalba, B., & Zuindeau, B.** (2002). Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire. *Développement durable et territoires [En ligne]*, n° Dossier 1. URL: <http://developpementdurable.revues.org/774>.
- Lajarge, R.** (2008). Acteurs, engagement, dégageant. *Géodoc*, n° 55.
- Lamine, C.** (2012). « Changer de système » : une analyse des transitions vers l'agriculture biologique à l'échelle des systèmes agri-alimentaires territoriaux. *Terrains & travaux*, Vol. 20, n° 1, pp. 139-156.
- Lamine, C.** (2015). Sustainability and Resilience in Agrifood Systems: Reconnecting Agriculture, Food and the Environment. *Sociologia ruralis*, Vol. 55, n° 1, pp. 41-61.
- Lamine, C., & Perrot, N.** (2008). *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?* Gap (France): Yves Michel, 163 p.
- Lanas Medina, E.** (2009). El trueque, una forma de economía solidaria en Pimampiro. *Revista Sarance*, n° 26, pp. 13-28.
- Larrea, F.** (2008). Los campesinos con producción diversificada con manejo convencional o tradicional. In B. Rubio (Ed.), *Formas de explotación y condiciones de reproducción de las economías campesinas en el Ecuador*. Quito: Ediciones la Tierra - Heifer Ecuador, pp. 129-160.
- Larrouqué, D.** (2009). L'Amérique latine en perspectives. Le monde rural latino-américain confronté aux défis de la mondialisation. In O. Dabène (Ed.), *Amérique Latine Political Outlook 2009*. Paris: OPALC - SciencePo Paris, pp. 65-73.
- Le Capitaine, E., Moity- Maïzi, P., & Servadio, C.** (2007). Orge, quinoa et autres céréales dans les systèmes productifs andins. In Boetsch G. & H. A. (Eds.), *L'alimentation en montagne*: Éditions de Hautes Alpes, pp. 221-230.
- Le Capitaine, E., & Servadio, C.** (2006). *Du grain à moudre. Valoriser des dynamiques territoriales autour des céréales au Pérou, département de Huancavelica*. Mémoire pour l'obtention du diplôme de spécialisation d'ingénieur en agronomie tropicale, Centre National d'Études Agronomiques des Régions Chaudes (CNEARC), Montpellier, 65 p.

- Le Caro, Y.** (2011). En Bretagne, le rôle renouvelé pour l'agriculteur vendeur direct : médiateur ecouménil. In H. Amemiya (Ed.), *Du teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe des produits fermiers locaux*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 151-174.
- Le Caro, Y., & Daniel, R.** (2007). Les motivations des agriculteurs d'après une enquête auprès de vendeurs directs en Bretagne. In H. Amemiya (Ed.), *L'agriculture participative. Dynamique bretonnes de la vente directe*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 95-124.
- Le Gal, P.-Y., Faure, G., Fuentes, E., Gómez, C., Salazar, I., & Mercado, W.** (2012). Enfoque colaborativo para la mejora de la cadena de valor y el fortalecimiento de los productores lecheros contra crisis climáticas y económicas. Reporte final. Lima: CIRAD - UNALM.
- Le Gall, J.** (2009). El brócoli en Ecuador : la fiebre del oro verde. Cultivos no tradicionales, estrategias campesinas y globalización. *Anuario Americanista Europeo*, n° 6-7, pp. 261-288.
- Le Gall, J.** (2010). Nouvelles mobilités « maraîchères » à Buenos Aires : les migrants boliviens à l'œuvre. *Espace populations sociétés*, n° 2-3, pp. 321-333.
- Le Gall, J., & Hochedez, C.** (2016). Justice alimentaire et agriculture. *Justice Spatiale/Spatial Justice*, n° 9. URL: <http://www.jssj.org/article/justice-alimentaire-et-agriculture/>.
- Le Labo de l'ESS.** (2015). Les circuits courts économiques et solidaires *Les publications du Labo de l'ESS*. Paris: Le Labo de l'Economie Sociale et Solidaire.
- Le Priellec, J.** (2004). *Producteurs et circuits de commercialisation alternatifs : Au-delà de l'altérité, une quête d'identité - Evaluation et qualification de vingt cinq expériences en région Bretagne*. Mémoire pour l'obtention du DESS Evaluation de projets Industriels, Agricoles, Sociaux et d'Environnement, Université Rennes 1, Faculté de Sciences Economiques, Rennes, 115 p.
- Le Velly, R.** (2006). Le commerce équitable : des échanges marchands contre et dans le marché. *Revue française de sociologie*, Vol. 47, n° 2, pp. 319-340.
- Le Velly, R.** (2011). Si loin, si proches : la difficile association entre circuits courts et commerce équitable. *Revue Tiers Monde*, Vol. 207, n° 3, pp. 133-149.
- Le Velly, R., & Bréchet, J. P.** (2011). Le marché comme rencontre d'activités de régulation: initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective. *Sociologie du travail*, Vol. 53, n° 4, pp. 478-492.
- Lefeber, L.** (2000). Políticas agrícolas y desarrollo rural en el Ecuador: con referencia a Morris D. Whitaker. In L. Martínez (Ed.), *Antología de estudios rurales*. Quito: FLACSO - ILDIS, pp. 247-269.
- Leray, A.** (2014). Alianza entre municipios y organizaciones de productores para el Desayuno Escolar: iniciativas a contracorriente. In J. Prudencio Bórth & B. Elías Argandoñ (Eds.), *Las compras públicas: ¿alternativa de mercado para la agricultura familiar campesina?* La Paz: Agrónomos y Veterinarios Sin Fronteras (AVSF).
- Levine, D. H.** (1990). L'Impact de la théologie de la libération en Amérique latine / The Impact of Liberation Theology in Latin America. *Archives de sciences sociales des religions*, n° 71, pp. 43-62.
- Lièvre, P., Récopé, M., & Rix-Lièvre, G.** (2009). *Motivation et logique d'action au sein d'un projet : le cas des expéditions polaires*. In IAE-ESC (Ed.), 20ème Colloque de l'AGRH, Toulouse, 9-11 septembre 2009.
- Linck, T., & Barragán Lopez, E.** (2009). Une indication géographique pour détourner les patrimoines pastoraux ? Le cas du queso Cotija (Mexique). *Autrepart*, Vol. 50, n° 2, pp. 187-202.
- Löwy, M.** (2013). Les luttes écosociales des indigènes. *Écologie & politique*, Vol. 46, n° 1, pp. 55-66.
- Lozada, D., & Vargas, C.** (2014). Hoyas y nudos del Ecuador - présentation en ligne : https://prezi.com/rl_ms_6cwsro/hoyas-y-nudos-del-ecuador/#.
- Lussault, M.** (2013). Acteur. In J. Lévy & M. Lussault (Eds.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace et des sociétés. Nouvelle édition revue et augmentée*. Paris: Belin, pp. 52-55.
- MAGAP.** (2012). *Circuitos alternativos de comercialización. Estrategias de la agricultura familiar y campesina. Inventarios, impacto, propuesta*. Quito: Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca (MAGAP), 84 p.
- Malassis, L.** (1973). *Économie agroalimentaire. Tome 1 : économie de la consommation et de la production agroalimentaire*. Paris: Cujas, 432 p.

- Maldidier, C.** (2010). Les relations entre « Artisans du Monde » et les producteurs des pays du Sud : une éthique relationnelle est-elle envisageable ? *Cahiers Agricultures*, Vol. 19, n° Hors-Série n°1.
- MAP.** (2010). Renforcer le lien entre agriculteurs et consommateurs. Plan d'action pour développer les circuits courts. Paris: Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 4 p.
- Maréchal, G.** (2003). *Commerce équitable : quel transfert d'expérience vers des circuits Nord-Nord?* In Pékés & Rennes Métropole (Eds.), Conférence internationale "A la recherche d'une économie fraternelle", Rennes, décembre 2003.
- Maréchal, G.** (Ed.). (2008). *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon (FRA): Éditions Educagri, 213 p.
- Marsden, T., Banks, J., & Bristow, G.** (2000). Food Supply Chain Approaches: Exploring their Role in Rural Development. *Sociologia ruralis*, Vol. 40, n° 4, pp. 424-438.
- Martínez, L.** (2002). Desarrollo rural y pueblos indígenas: las limitaciones de la praxis estatal y de las ONG en el caso ecuatoriano. *Ecuador Debate*, n° 55, pp. 195-211.
- Martínez, L.** (2003). Endogeneous Peasants Responses to Structural Adjustment. Ecuador in Comparative Andean Perspective. In L. L. North & J. D. Cameron (Eds.), *Rural Progress, Rural Decay. Neoliberal Adjustment Policies and Local Initiatives*. Bloomfield (USA): Kumarian Press Inc., pp. 85-105.
- Martínez, L.** (2005). Migración internacional y mercado de trabajo rural en Ecuador. In G. Herrera, M. C. Carrillo & A. Torres (Eds.), *La migración ecuatoriana. Transnacionalismo, redes e identidades*. Quito: FLACSO, pp. 147-168.
- Martínez, L.** (2006). Las Organizaciones de Segundo Grado (OSG) como nuevas formas de organización de la población rural. In H. C. De Grammont (Ed.), *La construcción de la democracia en el campo latinoamericano*. Buenos Aires: CLACSO, pp. 107-132.
- Martínez, L.** (2014). De la hacienda al agronegocio: agricultura y capitalismo en Ecuador. In J. M. Mendes Pereira, L. Concheiro Bórquez, G. Almeyra & C. W. Porto-Gonçalves (Eds.), *Capitalismo: tierra y poder en América Latina (1982-2012). Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú, Venezuela*. México: UAM-X, CSH, pp. 123-158.
- Martinez, S., Hand, M., Da Pra, M., Pollack, S., Ralston, K., Smith, T., Vogel, S., Clark, S., Lohr, L., Low, S., & Newmann, C.** (2010). Local Food Systems. Concepts, impacts, and issues *Economic Research Report* (Vol. 97). Washington D.C.: USDA (United States Department of Agriculture).
- Massal, J.** (2005). *Les mouvements indiens en Équateur: mobilisations protestataires et démocratie*. Paris: Éditions Karthala, 476 p.
- Massal, J.** (2009). Mutations et déclin du Mouvement Pachakutik en Équateur (1996-2008). *Problèmes d'Amérique latine*, Vol. 72, n° 2, pp. 93-107.
- Massal, J.** (2013). L'incertaine construction de l'État plurinational et de la démocratie participative en Équateur : aléas et résistances. *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 20, n° 1, pp. 117-138.
- Matta, R.** (2010). « L'indien » à table dans les grands restaurants de Lima (Pérou). Cuisiniers d'élite et naissance d'une « cuisine fusion » à base autochtone. *Anthropology of food*, Vol. 7, n° Décembre 2010. URL: <http://aof.revues.org.gate3.inist.fr/6592>.
- Matuk Otálvaro, S. B.** (2010). *Relaciones de poder en el mercado de Riobamba: transformaciones a partir de la implementación del mercado mayorista*. Tesis de maestría en estudios de la cultura - Mención en políticas culturales, Universidad Andina Simon Bolívar (UASB), Quito, 120 p.
- May, C.** (2008). Petit guide des SPG, ou comment développer et faire fonctionner les Systèmes Participatifs de Garantie. Bonn, Germany: IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements).
- Mazoyer, M., & Roudart, L.** (1997). *Histoires des agricultures du Monde. Du néolithique à la crise contemporaine*. Paris: Points, 705 p.
- McKay, B., Nehring, R., & Walsh-Dilley, M.** (2014). The 'state' of food sovereignty in Latin America: political projects and alternative pathways in Venezuela, Ecuador and Bolivia. *The Journal of Peasant Studies*, pp. 1-26.

- McMichael, P.** (2002). La restructuration globale des systèmes agro-alimentaires. *Mondes en développement*, Vol. 117, n° 1, pp. 45-53.
- McMichael, P.** (2014). Historicizing food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies*, pp. 1-25.
- Mees, M., Etesse, G., Laforge, M., & Lopez, J.** (2013) Dynamiques Paysannes. Vol. 29. *Les organisations représentatives de l'agriculture familiale en quête d'influence sur les politiques : le cas des pays andins*. Bruxelles: SOS Faim.
- Mejia Fernandez, M.** (1952). El Problema del Trabajo Forzado en América Latina. *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 14, n° 3, pp. 341-375.
- Mejillones, S., Nina, P., & Tinta, E.** (2013). *Economía campesina articulada al mercado. Dinámicas productivas lecheras en Tiwanaku*. La Paz: Fundación TIERRA, 48 p.
- Mercado, G.** (2014). ¿Es la normativa para el desayuno escolar favorable para los pequeños agricultores? In J. P. Börth & B. Elías Argandoña (Eds.), *Las compras públicas: ¿alternativa de mercado para la agricultura familiar campesina?* La Paz: Agrónomos y Veterinarios Sin Fronteras (AVSF), pp. 29-52.
- Mérenne-Schoumaker, B.** (1997). La localisation des productions agricoles : Introduction méthodologique. *Bulletin de la Société géographique de Liège*, n° 33, pp. 129-138.
- Merlet, M., & Jamart, C.** (2007). Situation et devenir des agricultures familiales en Amérique latine - Note d'analyse. Nogent sur Marne (FRA): AGTER (Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles).
- Mesclier, E.** (2000). Trente ans après la réforme agraire péruvienne : le discours des investisseurs contre la voie paysanne. *Problèmes d'Amérique latine*, n° 38, pp. 117-141.
- Mesclier, E.** (2003). Les Andes rurales dans la mondialisation, entre crises et ouvertures. In CERAMAC (Ed.), *Crises et mutations des agricultures de montagne, colloque international en hommage au Professeur C. Mignon*. Clermont-Ferrand: Presses Universitaires Blaise Pascal, pp. 105-120.
- Mesclier, E.** (2006). Les espaces ruraux de l'Amérique latine dans la mondialisation. In F. Dureau, V. Gouëset & E. Mesclier (Eds.), *Géographies de l'Amérique latine*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 139-227.
- Messmer, J.-G.** (2013). Les circuits courts multi-acteurs : l'émergence d'organisations innovantes. *Le Courrier de l'Environnement de l'INRA*, n° 63, pp. 113-122.
- Ministerio de Agricultura y Ganadería.** (2003). Minga por el agro ecuatoriano. Quito: Ministerio de Agricultura y Ganadería.
- Mitchell, W. P.** (1991). Some are More Equal than Others: Labor Supply, Reciprocity, and Redistribution in the Andes. *Research in Economic Anthropology*, n° 13, pp. 191-219.
- Moine, A.** (2006). Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie. *L'Espace géographique*, Vol. 35, n° 2, pp. 115-132.
- Mollard, A., & Pecqueur, B.** (2007). De l'hypothèse au modèle du panier de biens et de services. Histoire succincte d'une recherche. *Économie Rurale*, Vol. 300, n° 4, pp. 110-114.
- Monjean-Decaudin, S.** (2010). Constitution et équatorianité : La Pacha Mama proclamée sujet de droit. *HISTOIRES de l'Amérique Latine*, Vol. 4, article n°3, 14p. URL: <http://www.hisal.org/revue/article/Monjean-Decaudin2010-1>.
- Monod, J.-C.** (2016). Les luttes pour la reconnaissance. *Sciences Humaines*, n° 277S, pp. 50-53.
- Montet, C.** (2008). Les points de vente collectifs. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon (FRA): Éditions Educagri, pp. 55-64.
- Moreno, S., & Oberem, U.** (1981). *Contribución a la etnohistoria ecuatoriana*. Quito: Instituto Otavaleño de Antropología, 406 p.
- Moriceau, C.** (2012). *Agents de développement et militants paysans indigènes dans les Andes équatoriennes. La quête du juste équilibre face aux préceptes de la coopération internationale*. Thèse pour l'obtention du Master 2 de recherche en Sociologie et institution du politique, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 174 p.
- Morlon, P.** (Ed.). (1992). *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales (Pérou-Bolivie)*. Paris: INRA Éditions, 522 p.
- Mucchielli, A.** (2005). Recherche qualitative et production de savoirs. Le développement des méthodes qualitatives et l'approche constructiviste des phénomènes humains. *Recherches Qualitatives*, Vol. Hors-Série, n° 1, pp. 7-40.

- Mucchielli, A.** (2006). *Les motivations, 8ème édition*: Presses Universitaires de France "Que sais-je",
- Mucchielli, A.** (2007). Les processus intellectuels fondamentaux sous-jacents aux techniques et méthodes qualitatives. *Recherches Qualitatives*, Vol. Hors-Série, n° 3, pp. 1-27.
- Muchnik, J., Sanz Cañada, J., & Torres Salcido, G.** (2008). Systèmes agroalimentaires localisés : état des recherches et perspectives. *Cahiers Agricultures*, Vol. 17, n° 6, pp. 513-519.
- Muller, P.** (1984). Autonomies paysannes. In P. Muller & J. Le Monnier (Eds.), *Les agricultures différentes*. Grenoble: Peuples et cultures & La pensée sauvage, pp. 12-65.
- Mundler, P.** (2007). Les Associations Pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes : Entre marché et solidarité. *Ruralia*, n° 20. URL: <http://ruralia.revues.org/1702>.
- Mundler, P., Guermontprez, B., & Pluinage, J.** (2007). Les logiques de fonctionnement des petites exploitations agricoles. *POUR*, Vol. 194, n° 2, pp. 55-62.
- Mundler, P., & Valorge, F.** (Eds.). (2015). *Ateliers de transformation collectifs. Enjeux et outils pour réussir*. Dijon (FRA): Éditions Éducagri, 297 p.
- Muñoz, J. P.** (2010). Constituyente, gobierno de transición y soberanía alimentaria en Ecuador. In J. Gascón & X. Montagut (Eds.), *¿Cambio de Rumbo en las políticas agrarias latinoamericanas? Estado, movimientos sociales campesinos y soberanía alimentaria*. Barcelona: Icaria, pp. 151-168.
- Murra, J. V.** ([1972] 1992). Le contrôle vertical d'un nombre maximum d'étages écologiques et le modèle en archipel. In P. Morlon (Ed.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales (Pérou-Bolivie)*. Paris: INRA Éditions, pp. 124-133.
- Murra, J. V.** ([1985] 1992). Quinze ans après, un bilan de la notion d'archipel. In P. Morlon (Ed.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales (Pérou-Bolivie)*. Paris: INRA Éditions, pp. 133-140.
- Naerstad, A.** (Ed.). (2010). *A Viable Food Future*. Oslo: Development Fund /Utviklingsfondet, 173 p.
- Namdar, M., Sotomayor, O., Rodrigues, M., & Rodrigues, A.** (2014). Agricultura familiar y circuitos cortos. Nuevos esquemas de producción, comercialización y nutrición - Memoria del seminario sobre circuitos cortos realizado el 2 y 3 de septiembre de 2013. Santiago de Chile: CEPAL - FAO.
- Naranjo Villavicencio, M.** (2003). *La cultura popular en el Ecuador. Tomo X - Chimborazo* (Primera ed.). Cuenca: Centro Interamericano de Artesanías y Artes Populares (CIDAP), 289 p.
- Ndiaye, A., & Carimentrand, A.** (2011). *De la "consommation responsable" à la "consommation alternative"*. In IEPSA (Ed.), 5ème colloque du Réseau International de l'Animation "L'animation d'aujourd'hui dans un monde en mutation : les expériences et la recherche", Saragosse, 26-28 octobre 2011.
- Neuville, R.** (2010). Le mouvement indigène andin : « L'unité dans la diversité » à l'image de l'État plurinational bolivien. In L. Collonges (Ed.), *Autogestion hier, aujourd'hui, demain*: Éditions Syllepse.
- North, L. L., & Cameron, J. D.** (Eds.). (2003). *Rural Progress, Rural Decay. Neoliberal Adjustment Policies and Local Initiatives*. Bloomfield (USA): Kumarian Press Inc., 268 p.
- Novillo Ramiex, N., Hernández Enríquez, V., & Dávalos, P.** (1999). La ley de desarrollo agrario y el debate en torno a la modernización del agro : propuestas, actores y estrategias *Ecuador Debate*, n° 46, pp. 223-256.
- Oberem, U.** (1981). El acceso a recursos naturales de diferentes ecologías en la sierra ecuatoriana. In S. Moreno Yanez (Ed.), *Contribución a la etnohistoria ecuatoriana*. Quito: Instituto Otavaleño de Antropología, pp. 45-71.
- Oficina Regional de la FAO para América Latina y el Caribe.** (2014). Buenas Prácticas: Agricultura familiar y circuitos cortos: Nuevos esquemas de producción, comercialización y nutrición. *Boletín de Agricultura Familiar para América Latina y el Caribe*, n° 8, pp. 12-13.
- Olivier de Sardan, J.-P.** (2008). *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-La-Neuve, Belgique: Academia-Bruylant, 365 p.
- Olivier, V., & Coquart, D.** (2010). Les AMAP : une alternative socio-économique pour des petits producteurs locaux ? *Économie Rurale*, n° 318-319, pp. 20-36.

- Painter, J.** (2009). Territoire et réseau : une fausse dichotomie? In M. Vanier (Ed.), *Territoires, territorialité, territorialisation : controverses et perspectives*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 56-66.
- Palisse, M.** (2006). *Les Bauges entre projets institutionnels et dynamiques locales : territoires et nouveaux lieux du politique*. Thèse de doctorat en sociologie et anthropologie, Université Lumière Lyon II, Lyon, 326 p.
- Parker, G.** (2005). Sustainable Food? Teikei, Co-operative and Food Citizenship in Japan and in the UK. *Working Papers in Real Estate and Planning*. Reading, UK: University of Reading.
- Paul, J. L., Bory, A., Bellande, A., Garganta, E., & Fabri, A.** (1994). Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur? Du système de production au système d'activité. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n° 39, pp. 7-19.
- Pecqueur, B.** (2004). Vers une géographie économique et culturelle autour de la notion de territoire. *Revue Géographie et Culture*, Vol. 49, pp. 71-86.
- Pecqueur, B.** (2005). Le développement territorial: une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud. In B. Antheaume & F. Giraut (Eds.), *Le territoire est mort : vive les territoires ! Une refabrication au nom du développement*. Paris: IRD, pp. 295-316.
- Pecqueur, B.** (2009). De l'exténuation à la sublimation : la notion de territoire est-elle encore utile ? *Géographie, économie, société*, Vol. 11, n° 1, pp. 55-62.
- Pecqueur, B., & Zimmermann, J.-B.** (Eds.). (2004). *Économie des proximités*. Paris: Hermès,
- Peemans, J.-P.** (2008). *Modernisation capitaliste et destruction de la paysannerie : quelle alternative pour le XXIème siècle?* In Ministère du Pouvoir Populaire pour la Culture (Ed.), Rencontre du Réseau "Defensa Humanidad" et Forum Mondial des Alternatives, Caracas, 13-19 octobre.
- Pérez-Vitoria, S.** (2005). *Les paysans sont de retour*. Arles (FRA): Actes Sud, 272 p.
- Pérez-Vitoria, S.** (2010). *La riposte des paysans*. Arles (FRA): Actes Sud, 304 p.
- Pernet, F.** (1982). *Résistances paysannes*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble, 191 p.
- Perrin, C.** (2011). La territorialisation de l'agriculture périurbaine du Chianti : entre terroir et proximité urbaine. *Noroi*, Vol. 221, n° 4, pp. 97-109.
- Perrin, C., & Soulard, C.-T.** (2014). Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan. *Géocarrefour*, Vol. 89, n° 1-2, pp. 125-134.
- Petit, E.** (2010). Du fil de l'eau en fils à retordre. Comment bricoler des techniques de terrain protéiformes en une méthodologie qualitative cohérente en géographie ? *L'information géographique*, Vol. 74, n° 1, pp. 9-26.
- Platt, T.** (1982). Le rôle de l'ayllu dans la reproduction du système marchand simple dans le nord du Potosi. In L. T. Briggs, D. Llanque Chana, T. Platt, C. Auroi, B. S. Orlove, J. Albo, L. Gallegos, J. P. Jacob, E. More, L. Necker & R. Montoya (Eds.), *De l'empreinte à l'emprise. Identités andines et logiques paysannes*, pp. 31-89.
- Plet, F.** (2003). La géographie rurale française : quelques jalons. *Sociétés Contemporaines*, Vol. 49-50, n° 1-2, pp. 85-106.
- Pluvillage, J.** (2014). L'exploitation agricole, entre famille et entreprise : 60 ans de débats et d'itinéraire de recherche personnel. In P. Gasselien, J.-P. Choisis, S. Petit, F. Purseigle & S. Zasser (Eds.), *L'agriculture en famille : travailler, réinventer, transmettre* EDP Sciences, pp. 25-44.
- Poisson, M., & Saleilles, S.** (2012a). Analyse des besoins d'accompagnement des producteurs en circuits courts. Lyon: Projet PSDR LIPROCO - Vivea - Université de Lyon - Université de Saint-Etienne.
- Poisson, M., & Saleilles, S.** (2012b). Déterminants et processus d'émergence des systèmes agroalimentaires localisés alternatifs. *Économies et Sociétés, Série AG 'Systèmes agroalimentaires'*, Vol. 34, n° 10/11, pp. 2077-2096.
- Polanyi, K.** ([1944] 1983). *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard, 420 p.
- Poncet, Y., Koné, T., & Reyes, H. F.** (2009). La diversité locale des produits de terroir en pays émergent : un chemin malaisé. *Autrepart*, Vol. 50, n° 2, pp. 17-32.

- Pouzenc, M., Coquart, D., Pilleboue, J., Olivier, V., & Guibert, M.** (2007). Diversification des modèles de qualité territorialisée des produits agroalimentaires : risque ou opportunité pour les terroirs ? *Méditerranée*, Vol. 109, n° 2, pp. 31-40.
- Praly, C., Chazoule, C., Delfosse, C., Bon, N., & Cornée, M.** (2009). *La notion de "proximité" pour analyser les circuits courts*. In Association des Sciences Régionales de Langue Française (Ed.), XLVIème colloque de l'ASRDLF - "Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux?", Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009.
- Praly, C., Chazoule, C., Delfosse, C., Saleilles, S., & Mische, A.** (2012). Repenser l'échelle d'approvisionnement des cantines. In A.-H. Prigent-Simonin & C. Herault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette: pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles & Dijon: Quae & Educagri, pp. 169-186.
- Prévost, B.** (2014). Des circuits courts à la reterritorialisation de l'agriculture et de l'alimentation. *Revue internationale de l'économie sociale : Recma*, n° 331, pp. 30-44.
- Prigent-Simonin, A.-H., & Herault-Fournier, C.** (2005). The role of trust in the perception of the quality of local food products: with particular reference to direct relationships between producer and consumer. *Anthropology of food*, n° 4. URL: <http://aof.revues.org/204>.
- Prigent-Simonin, A.-H., & Héroult-Fournier, C.** (Eds.). (2012). *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles: Éditions Quae, 262 p.
- Proaño, V., & Lacroix, P.** (Eds.). (2013). *Dinámicas de comercialización para la agricultura familiar campesina: desafíos y alternativas en el escenario ecuatoriano*. Quito: SIPAE, 218 p.
- Purseigle, F., & Hervieu, B.** (2009). Pour une sociologie des mondes agricoles dans la globalisation. *Études Rurales*, Vol. 183, n° 1, pp. 177-200.
- Radcliffe, S. A.** (1991). The Role of Gender in Peasant Migration: Conceptual Issues from the Peruvian Andes. *Review of Radical Political Economics*, Vol. 23, n° 3-4, pp. 128-147.
- Raffaillac, J.-P., & Second, G.** (1997). Le manioc. In A. Charrier, M. Jacquot, S. Hamon & D. Nicolas (Eds.), *L'amélioration des plantes tropicales*. Montpellier (FRA), Paris: CIRAD, ORSTOM, pp. 429-455.
- Raffestin, C.** (1986). Territorialité: concept ou paradigme de la géographie sociale? *Geographica Helvetica*, n° 2, pp. 91-96.
- Rallet, A.** (2002). L'économie des proximités. Propos d'étape. *Études Recherches Systèmes Agraires et Développement*, n° 33, pp. 11-25.
- Rallet, A., & Torre, A.** (2004). Proximité et localisation. *Économie Rurale*, n° 280, pp. 25-41.
- Ramón, G.** (2001). La historia agraria del Ecuador. Quito.
- Rastoin, J.-L., & Ghersi, G.** (2010). *Le système alimentaire mondial. Concepts et méthodes, analyses et dynamiques*. Versailles, France: Éditions Quae, 584 p.
- Ravera, F.** (2006). Sistematización de un proceso de participación y concertación para el desarrollo territorial en áreas de montaña: la experiencia en la Zona Centro de la Provincia de Huancavelica (Perú). Lima: FAO-ADRS-M (Agricultura y Desarrollo Rural Sostenibles, Proyecto para Políticas de Montaña) y CEPES (Centro Peruano de Estudios Sociales).
- Rebaï, N.** (2012). *A chacun son chemin. Une analyse de la redéfinition des stratégies paysannes et des dynamiques territoriales dans le contexte migratoire des Andes équatoriennes*. Thèse de doctorat en géographie, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 333 p.
- Rebaï, N.** (2015). Émigration paysanne et vulnérabilité des territoires ruraux dans les Andes équatoriennes. *EchoGéo [Online]*, n° 34. URL: <http://echogeo.revues.org/14420>.
- Rémy, J.** (2007). Les petites exploitations dans la politique agricole. *POUR*, Vol. 194, n° Dossier "Petites exploitations : passé ou future de l'agriculture?", pp. 43-48.
- Remy, M.-I.** (1991). Acteurs et politiques dans l'agriculture péruvienne. *Tiers-Monde*, Vol. 32, n° 128, pp. 771-789.
- Renault, E.** (2007). Reconnaissance et travail. *Travailler*, Vol. 18, n° 2, pp. 119-135.
- Renting, H., Marsden, T. K., & Banks, J.** (2003). Understanding alternative food networks: exploring the role of short food supply chains in rural development. *Environment and Planning A*, Vol. 35, n° 3, pp. 393-411.
- Requier-Desjardins, D.** (2008). *Qualification des produits agroalimentaires et des territoires ruraux en Amérique Latine : un marqueur de l'émergence?* In Gretha, IRD & Réseau Esope (Eds.),

- Colloque international "L'émergence : des trajectoires aux concepts", 27 et 28 novembre 2008, Bordeaux (FRA),
- Requier-Desjardins, D., & Carimentrand, A.** (2007). Processus de qualification et structuration des filières agro-alimentaires: quels impacts sur le développement rural en Amérique latine ? *Cahiers des Amériques latines (Paris)*, n° 54-55, pp. 31-51.
- RERU.** (1993). Économie des proximités. Numéro spécial. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 3.
- RERU.** (2008). La proximité, 15 ans déjà ! Numéro spécial. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 3.
- Resina de la Fuente, J.** (2012). *De la propuesta a la protesta. La conflictiva evolución de las relaciones políticas entre la CONAIE y el Gobierno de Correa.* In XV Encuentro de Latinoamericanistas Españoles, Madrid, 29 y 30 de noviembre 2012.
- Retière, M., Peres de Castro, T., Moruzzi Marques, P. E., & De Lucas, A.** (2014). Marchés institutionnels et soutien à l'agriculture familiale au Brésil : étude de cas de producteurs insérés dans le programme d'alimentation scolaire. *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 14, n° 1. URL: <http://vertigo.revues.org/14861>.
- Rey-Valette, H., Chia, E., Mathé, S., Michel, L., Nougaredes, B., Soulard, C.-T., Maurel, P., Jarrige, F., Barbe, E., & Guiheneuf, P.-Y.** (2014). Comment analyser la gouvernance territoriale ? Mise à l'épreuve d'une grille de lecture. *Géographie, économie, société*, Vol. 16, n° 1, pp. 65-89.
- Rey-Valette, H., Chia, E., Soulard, C., Mathé, S., Michel, L., Nougaredes, B., Jarrige, F., Maurel, P., Clement, C., Martinand, P., Guiheneuf, P. Y., & Barbe, E.** (2010). *Innovation et gouvernance territoriale : une analyse par les dispositifs.* In ISDA 2010 (Ed.), Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food, Montpellier, France, 28 juin-1er juillet 2010.
- Rey-Valette, H., Pinto, M., Maurel, P., Chia, E., Guiheneuf, P.-Y., Michel, L., Nougaredes, B., Soulard, C., Jarrige, F., Guillemot, S., Cunnac, M., Mathé, S., Barbe, E., Ollagnon, M., Delorme, G., Prouhèze, N., Laurent, A., Suita, L. A., Bertrand, J., Dieudonné, C., Morvan, R., & Champrigaud, A.** (2011). *Guide pour la mise en oeuvre de la gouvernance en appui au développement durable des territoires.* Montpellier: Cemagref, CNRS, Geysier, Inra, Supagro, Université Montpellier 1, 155 p.
- Ripoll, F.** (2006). Du « rôle de l'espace » aux théories de « l'acteur » (aller-retour). La géographie à l'épreuve des mouvements sociaux. In R. Séchet & V. Veschambre (Eds.), *Penser et faire de la géographie sociale. Pour une épistémologie de la géographie sociale.* Rennes: Presses universitaires de Rennes, pp. 193-210.
- Ripoll, F.** (2013). Forces et faiblesses des amap et dispositifs apparentés. In B. Frère & M. Jacquemain (Eds.), *Résister au quotidien?* Paris: Presses de Sciences Po, pp. 161-188.
- Ripoll, F.** (2014). Quand l'agriculture biologique est soutenue par des défenseurs de l'agriculture... paysanne. In A. Cardona, F. Chrétien, B. Leroux, F. Ripoll & D. Thivet (Eds.), *Dynamiques des agricultures biologiques. Effets de contexte et appropriation.* Dijon & Versailles: Educagri & Quae, pp. 174-194.
- Robin, V.** (2004). Indiens, Quechuas ou Paysans ? *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM [en ligne]*. URL: <http://alhim.revues.org/98>
- Rodet, D.** (2013). *Une production engagée : sociologie des labels, chartes et systèmes participatifs de l'économie solidaire.* Thèse de doctorat en sociologie, Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris, 518 p.
- Rosero, F., Carbonell, K. A., & Regalado, F.** (2011). *Hacia nuevas políticas alimentarias en América Latina y Europa.* Quito: Fundación Friedrich Ebert - FES-ILDIS.
- Rosero Garcés, F.** (2008). La Asamblea Nacional Constituyente: tensiones entre la utopía deseada y el cambio posible. Elaboración del texto constitucional sobre Soberanía Alimentaria. In E. Duarte, J. Echeverría, F. Ramírez G., F. Rosero Garcés, J. José Paz, M. Cepeda, S. Ortiz C., S. Hueber & P. Palacios Jaramillo (Eds.), *La Asamblea Constituyente: contexto, funcionamiento y estrategia de actores.* Paris: IRG - Institut de Recherche et débats sur la Gouvernance. URL: <http://www.institut-gouvernance.org/fr/analyse/fiche-analyse-448.html>.

- Rosset, P.** (2003). Food Sovereignty: Global Rallying Cry of Farmer Movements. *Backgrounder*, Vol. 9, n° 4.
- Rosset, P., Montagut, X., Gascón, J., & Riera, N.** (2010). Entrevista a Peter Rosset: una visión de las políticas agrarias en América Latina. In J. Gascón & X. Montagut (Eds.), *¿Cambio de Rumbo en las políticas agrarias latinoamericanas? Estado, movimientos sociales campesinos y soberanía alimentaria*. Barcelona: Icaria - Antrazyt, pp. 193-211.
- Rubio, B.** (2008). El dominio del capital en actividades no tradicionales de exportación: las florícolas. In B. Rubio (Ed.), *Formas de explotación y condiciones de reproducción de las economías campesinas en el Ecuador*. Quito: HEIFER - Ediciones La Tierra, pp. 35-61.
- Rubio, B.** (2009). *Explotados y excluidos. Los campesinos latinoamericanos en la fase agroexportadora neoliberal [tercera edición]*. México: Plaza y Valdes, 251 p.
- Sa Vilas Boas, M.-H.** (2012). Écrire la comparaison lorsque les données sont asymétriques. Une analyse de l'engagement dans les dispositifs participatifs brésiliens. *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 19, n° 1, pp. 61-74.
- Sabourin, E.** (2007). *Paysans du Brésil. Entre échange marchand et réciprocité*. Versailles: Éditions Quae, 240 p.
- Sabourin, E.** (2012). *Organisations et sociétés paysannes. Une lecture par la réciprocité*. Versailles: Éditions Quae, 282 p.
- Sabourin, E.** (2013). Réciprocité et organisation rurales. *Revue Tiers Monde*, Vol. 215, n° 3, pp. 165-182.
- Sabourin, E., Marzin, J., Le Coq, J.-F., Massardier, G., Fréguin-Gresh, S., Samper, M., Gisclard, M., & Sotomayor, O.** (2014). Agricultures familiales en Amérique Latine. Émergence, avancées et limites des politiques ciblées. *Revue Tiers Monde*, Vol. 4, n° 220, pp. 23-41.
- Sachs, I.** (1993). *L'Écodéveloppement. Stratégies de transition vers le XXI^e siècle*. Paris: Syros, 120 p.
- Sachs, I.** (1994). Le développement reconsidéré : quelques réflexions inspirées par le Sommet de la Terre. *Tiers-Monde*, Vol. 35, n° 137, pp. 53-60.
- Sage, C.** (2014). The transition movement and food sovereignty: From local resilience to global engagement in food system transformation. *Journal of Consumer Culture*, Vol. 14, n° 2, pp. 254-275.
- Saïdi, M.-R., & Streith, M.** (Eds.). (2013). *Petites paysanneries au nord et au sud de la Méditerranée. Questions de méthodes (I)*. Paris: Éditions Publisud, 287 p.
- Saignes, T., & Morlon, P.** (1992). De l'archipel ethnique au minifundium. In P. Morlon (Ed.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales (Pérou-Bolivie)*. Paris: INRA Éditions, pp. 140-159.
- Salgado Araméndez, C.** (2010). Procesos de desvalorización del campesinado y antidemocracia en el campo colombiano. In J. Forereo Alvarez (Ed.), *El campesino colombiano: entre el protagonismo económico y el desconocimiento de la sociedad*. Bogotá: Pontificia Universidad Javeriana, pp. 6-22.
- Salgado, V., Tapia, R., & Marquez, L.** (2011). Economía y comercio con justicia y solidaridad. Caracterización y diseño de una estrategia andina de fortalecimiento y fomento de la economía social solidaria (ESS) como pilar del desarrollo productivo en la Comunidad Andina. Lima: Comunidad Andina y Union Europea.
- Salomon, F.** (1978). Systèmes politiques verticaux aux marches de l'Empire inca. *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, pp. 967-989.
- Sánchez, M. M., Gianotten, V., Cuenca, X. A., Devisscher, M., & Pacheco, D.** (2010). *Hablemos de tierras: minifundio, gestión territorial, bosques e impuesto agrario en Bolivia*. La Paz: Plural Editores, 399 p.
- Sánchez, P.** (2009). Canasta Utopía, paso a paso. Una alianza fraterna entre el campo et la ciudad por la soberanía alimentaria. . Riobamba: Fundación Utopía & Canasta comunitaria Utopía.
- Santana, R.** (1981). Nouveau contexte, encadrement et évolution de la petite exploitation paysanne en Amérique centrale et dans les pays andins. *Études rurales*, Vol. 81, n° 81-82, pp. 57-72.
- Sarrazin, F.** (2012). L'échange social plus fort que l'échange marchand. In A. H. Prigent-Simonin & C. Héroult-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles & Dijon: Quae & Éducagri, pp. 63-79.

- Sartori, G.** (1994). Bien comparer, mal comparer. *Revue internationale de Politique Comparée*, Vol. 1, n° 1, pp. 19-36.
- SELA.** (2014). Las compras públicas como herramienta de desarrollo en América Latina y el Caribe. Caracas: Sistema Económico Latinoamericano y del Caribe (SELA).
- Senil, N., Michon, G., Aderghal, M., Berriane, M., Boujrout, S., Furt, J.-M., Moizo, B., Romagny, B., Sorba, J.-M., & Tafani, C.** (2014). Le patrimoine au secours des agricultures familiales ? Éclairages méditerranéens. *Revue Tiers Monde*, Vol. 4, n° 220, pp. 137-158.
- SENPLADES.** (2013). Plan Nacional para el Buen Vivir 2013-2017 "Todo el mundo mejor". Quito: Secretaria Nacional de Planificación y Desarrollo (SENPLADES).
- Siggelkow, N.** (2007). Persuasion with case studies. *Academy of Management Journal*, Vol. 50, n° 1, pp. 20-24.
- Simenel, R., Michon, G., Auclair, L., Thomas, Y., Romagny, B., & Guyon, M.** (2009). L'argan : l'huile qui cache la forêt domestique De la valorisation du produit à la naturalisation de l'écosystème. *Autrepart*, Vol. 50, n° 2, pp. 51-73.
- Souza-Seidl, R., & Billaud, J.-P.** (2014). Pratiques alternatives d'agriculteurs familiaux biologiques au Brésil. In A. Cardona, F. Chrétien, B. Leroux, F. Ripoll & D. Thivet (Eds.), *Dynamiques des agricultures biologiques. Effets de contexte et appropriations*. Dijon & Versailles: Educagri & Quae, pp. 151-170.
- Streith, M., & Saïdi, M.-R.** (2014). *Appel à communications*. In Université Paris-Ouest (Ed.), Colloque international "Les petites paysanneries dans un contexte mondial incertain", Nanterre, 19-21 novembre 2014.
- Suremain, C.-E., & Katz, E.** (2008). Modèles alimentaires et recompositions sociales en Amérique Latine. *Anthropology of food [Online]*, n° S4. URL: <http://aof.revues.org/4033>.
- Suremain, C.-E., & Matta, R.** (2013). « Manger tradition » ou la fabrication d'un patrimoine alimentaire inégal. *Trace [En ligne]*, Vol. 64. URL: <http://trace.revues.org/1221>
- Talbot, D.** (2008). Les institutions créatrices de proximités. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Vol. 3, n° octobre, pp. 289-310.
- Ternaux, P., & Pecqueur, B.** (2008). Ressources territoriales, structures sociales et comportements des acteurs. *Revue canadienne des sciences régionales*, Vol. 31, n° 2, pp. 261-276.
- Tinel, F.-X.** (2008). *Las voces del silencio. Procesos de resistencia de los indígenas de Chimborazo durante el gobierno de León Febres Cordero : 1984-1988*. Quito: FLACSO - Abya Yala, 239 p.
- Torre, A.** (2000). Économie de la proximité et activités agricoles et agro-alimentaires. Éléments d'un programme de recherche. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 3, pp. 407-426.
- Torre, A.** (2008). Commentaire : Réflexions à partir des textes de O. BOUBA-OLGA, M. GROSSETTI et D. TALBOT. Proximité géographique et pragmatique de l'action. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, Vol. octobre, n° 3, pp. 329-332.
- Torre, A.** (2009). Retour sur la notion de Proximité Géographique. *Géographie, économie, société*, Vol. 11, n° 1, pp. 63-75.
- Torre, A.** (2010). Jalons pour une analyse dynamique des Proximités. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n° 3, pp. 409-437.
- Torre, A.** (2012). Préface. In A.-H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles & Dijon: Quae & Educagri, pp. 233-236.
- Torre, A., & Beuret, J.-E.** (2012). *Proximités territoriales. Construire la gouvernance des territoires, entre conventions, conflits et concertations*. Paris: Economica, 105 p.
- Torre, A., & Wallet, F.** (2014). Introduction: the role of proximity relations in regional and territorial development processes. In A. Torre & F. Wallet (Eds.), *Regional Development and Proximity Relations. New Horizons in Regional Science series*. London: Edward Elgar, pp. 1-44.
- Traversac, J.-B.** (Ed.). (2010). *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon (FRA): Éditions Educagri, 224 p.
- Traversac, J.-B., & Kebir, L.** (2010). Vers un ancrage territorial des relations producteur-consommateur en Ile-de-France. Enseignements tirés du cas des paniers de fruits et légumes. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon (FRA): Éditions Educagri, pp. 43-54.

- Tregear, A.** (2007). Proximity and typicity: a typology of local food identities in the marketplace. *Anthropology of food [Online]*, n° S2. URL: <http://aof.revues.org/438>.
- Tuaza Castro, L. A.** (2006). *Aporte de las comunidades indígenas de Colta y Guamate a la formación y actuación de Pachakutik nuevo-país*. Maestría en ciencias sociales, mención ciencia política, FLACSO – Sede Ecuador, Quito,
- UNCTAD.** (2013). *Trade and environment review 2013 - Wake up before it is too late : Make agriculture truly sustainable now for food security in a changing climate*. Geneva: UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development), 341 p.
- Urioste, M.** (2010). La "revolución agraria" de Evo Morales: desafíos de un proceso complejo. In J. Gascón & X. Montagut (Eds.), *¿Cambio de Rumbo en las políticas agrarias latinoamericanas? Estado, movimientos sociales campesinos y soberanía alimentaria*. Barcelona: Icaria - Antrazyt, pp. 135-150.
- Vaillant, M.** (2013). *L'aire ou la barque. Migrations, mondialisation et transformations agraires en haute vallée du Cañar (Andes australes de l'Équateur)*. Thèse de doctorat en agriculture comparée, AgroParisTech, Paris, 552 p.
- Vaillant, M., & Dufumier, M.** (2015). Archaisme ou modernité en haute vallée andine du Cañar (Équateur) : de quoi la petite exploitation familiale est-elle le reflet ? *Revue Tiers Monde*, Vol. 1, n° 221, pp. 27-45.
- Valdivia, G.** (2012). Estudio de Revisión y Análisis de las Políticas Estatales de Compras Públicas vinculadas a la provisión de productos agroalimentarios: Puntos Críticos y Potencialidades para la inserción de los Pequeños Productores en Bolivia. La Paz: AVSF - AOPEB - CIOEC Bolivia.
- Valette, É.** (2003). *Pour une analyse géographique de l'innovation sociale. L'exemple des territoires ruraux périurbains de la garrigue nord-montpelliéraine*. Thèse de doctorat en Géographie, Université Paris VII - Denis Diderot, Paris, 356 p.
- Van der Ploeg, J. D.** (2008). *The new peasantries. Struggles for autonomy and sustainability in an era of empire and globalization*. London, UK: Earthscan, 352 p.
- Van der Ploeg, J. D.** (2010). The peasantries of the twenty-first century: the commoditisation debate revisited. *Journal of Peasant Studies*, Vol. 37, n° 1, pp. 1-30.
- Van der Ploeg, J. D.** (2012). The drivers for change: the role of peasants in the creation of agro-ecological agriculture. *Agroecologia*, n° 6, pp. 47-54.
- Van Der Ploeg, J. D.** (2014). *Les paysans du XXIème siècle. Mouvements de repaysannisation dans l'Europe d'aujourd'hui*. Paris: Éditions Charles Léopold Mayer, 217 p.
- Van der Ploeg, J. D., Ye, J., & Schneider, S.** (2012). Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union. *Journal of Peasant Studies*, Vol. 39, n° 1, pp. 133-173.
- Vandecandelaere, E., Arfini, F., Belletti, G., & Marescotti, A.** (2009). *Territoires, produits et acteurs locaux: des liens de qualité. Guide pour promouvoir la qualité liée à l'origine et des indications géographiques durables*. Rome: FAO - SINER-GI, 194 p.
- Vanhulst, J., & Beling, A. E.** (2013). Buen vivir et développement durable : rupture ou continuité ? *Écologie & politique*, Vol. 46, n° 1, pp. 41-54.
- Vergara-Camus, L.** (2013). Rural Social Movements in Latin America: In the Eye of the Storm. *Journal of Agrarian Change*, Vol. 13, n° 4, pp. 590-606.
- Vincq, J.-L., Mondy, B., & Fontorbes, J.-P.** (2010). La construction de la qualité fiable dans les réseaux alimentaires de proximité. *Économie Rurale*, n° 318-319, pp. 5-19.
- Watts, D. C. H., Ilbery, B., & Maye, D.** (2005). Making reconnections in agro-food geography: alternative systems of food provision. *Progress in Human Geography*, Vol. 29, n° 1, pp. 22-40.
- Wezel, A., Bellon, S., Dore, T., Francis, C., Vallod, D., & David, C.** (2009). Agroecology as a science, a movement and a practice. A review. *Agronomy for Sustainable Development*, Vol. 29, n° 4, pp. 503-515.
- Willer, H., Lernoud, J., & Kircher, L.** (Eds.). (2013). *The World of Organic Agriculture. Statistics and emerging Trends 2013. FiBL-IFOAM Report*. Bonn: FiBL (Research Institute of Organic Agriculture) & IFOAM (International Federation of Organic Agriculture Movements), 340 p.

- Winkel, T., Bertero, H. D., Bommel, P., Bourliaud, J., Chevarría Lazo, M., Cortes, G., Gasselin, P., Geerts, S., Joffre, R., Léger, F., Martínez Avisa, B., Rambal, S., Rivière, G., Tichit, M., Tourrand, J. F., Vassas Toral, A., Vacher, J. J., & Vieira Pak, M.** (2012). The Sustainability of Quinoa Production in Southern Bolivia: from Misrepresentations to Questionable Solutions. Comments on Jacobsen (2011, *J. Agron. Crop Sci.* 197: 390–399). *Journal of Agronomy and Crop Science*, Vol. 198, n° 4, pp. 314-319.
- Wiskerke, J. S. C.** (2009). On Places Lost and Places Regained: Reflections on the Alternative Food Geography and Sustainable Regional Development. *International Planning Studies*, Vol. 14, n° 4, pp. 369-387.
- Wolfer, B.** (Ed.). (2010). *Agricultures et paysanneries du Monde. Mondes en mouvement, politiques en transition*. Versailles: Éditions Quae, 349 p.
- Yashar, D. Y.** (2005). *Contesting citizenship in Latin America*. Cambridge (USA): Cambridge University Press, 373 p.
- Yin, R. K.** (2002). *Case Study Research. Design and Methods. Third Edition*. Thousand Oaks (CA): SAGE Publications Inc., 200 p.
- Zamora, M.** (2005). La rápida expansión de los supermercados en Ecuador y sus efectos en las cadenas agroalimentarias. *Ecuador Debate*, pp. 135-150.
- Zimmermann, J.-B.** (2008). Le territoire dans l'analyse économique. Proximité géographique et proximité organisée. *Revue française de gestion*, Vol. 4, n° 184, pp. 105-118.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	9
SOMMAIRE	13
PRINCIPAUX SIGLES ET ACRONYMES	15
INTRODUCTION GÉNÉRALE	19
PARTIE I - PAYSANNERIES ANDINES ET NOUVEAUX CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ MULTI-ACTEURS (CIALP) DANS LEUR CONTEXTE GLOBAL : DE LA MARGINALISATION À LA RECONNAISSANCE ?	33
CHAPITRE 1 – DYNAMIQUES DES PAYSANNERIES DANS L’ESPACE ET LA SOCIÉTÉ ANDINS : UNE MARGINALISATION SÉCULAIRE MAIS DES PAYSANS QUI LUTTENT POUR LEUR RECONNAISSANCE.....	35
1. <i>D’où l’on part. Les « paysans » (runas) dans l’organisation agro-écologique et socio-économique précolombienne : des inégalités anciennes dans l’accès aux richesses et au pouvoir</i>	<i>36</i>
1.1. Les systèmes agraires préincaïques (IIe - Ier millénaire avant notre ère – milieu du XVe siècle) : une agriculture de montagne organisée autour de communautés d’agriculteurs-éleveurs.....	36
1.2. L’occupation inca (milieu du XVe siècle – 1535) : l’intégration à un système centralisé d’organisation de la production et des échanges	45
2. <i>Les paysanneries sous la Couronne d’Espagne (1535 - début du XIX^e siècle) : aux racines de la dualité socio-spatiale agraire</i>	<i>48</i>
2.1. L’implantation du régime colonial : espaces ruraux et paysanneries au service d’une économie polarisée par la ville et l’exploitation minière.....	49
2.2. La « répartition » des Indiens et l’accaparement foncier : dans l’antichambre de l’hacienda	50
2.2.1. Mise en place de dispositifs de domination, de contrôle et d’exploitation de la main d’œuvre indigène	50
2.2.2. L’accaparement foncier	53
2.2.3. Premières conséquences de la colonisation espagnole pour les paysanneries et l’organisation des systèmes agraires et alimentaires.....	54
2.3. L’émergence et l’avènement des haciendas au XVII ^e siècle	56
2.4. La transition vers les indépendances : entrée dans l’ère des exportations agricoles et prise de pouvoir des grands propriétaires terriens	59
3. <i>Les paysanneries dans les jeunes Républiques andines (début du XIX^e - milieu du XX^e) : la dualité socio-spatiale agraire à son apogée.....</i>	<i>63</i>
3.1. Une spécialisation agro-exportatrice en lien avec une dépendance croissante vis-à-vis des pays industriels	63
3.2. Le règne du latifundio traditionnel.....	64
3.2.1. Le XIX ^e et la première moitié du XX ^e siècle, « siècles noirs » pour les paysanneries andines.....	64
3.2.2. Les paysanneries sous le joug de l’hacienda précapitaliste au XIX ^e et jusqu’aux réformes agraires du XX ^e siècle	65
3.2.2.1. Un contrôle des travailleurs entre féodalisme et capitalisme	65

3.2.2.2.	3.2.2.2. Sous le joug de l'hacienda, stratégies productives et reproductives des paysanneries et structures de l'échange.....	70
3.3.	3.3. A partir de la première moitié du XX ^e siècle : premiers signes d'une transformation d'un espace sociopolitique et géographique dominé par le latifundio traditionnel.....	76
4.	4. <i>Les paysanneries andines des réformes agraires aux politiques néolibérales : permanence et renouvellement des dualités socio-spatiales</i>	81
4.1.	4.1. Des années 1950 aux années 1980, le grand espoir déçu : des réformes agraires et des politiques de modernisation inachevées et inégalitaires.....	81
4.1.1.	4.1.1. Une conjonction de facteurs favorables à la mise en œuvre de réformes agraires.....	81
4.1.2.	4.1.2. Une diversité de réformes agraires et de politiques de modernisation dans les pays andins, pour des effets similaires : une portée limitée et inéquitable.....	83
4.1.2.1.	4.1.2.1. Chroniques des réformes agraires andines.....	84
4.1.2.2.	4.1.2.2. Réformes agraires et modernisation capitaliste et conservatrice.....	91
4.1.3.	4.1.3. Les paysanneries au lendemain des réformes agraires et au cœur des politiques de modernisation capitalistes : adaptations des systèmes d'activité et émergence d'organisations collectives.....	94
4.1.3.1.	4.1.3.1. Des paysanneries libérées qui s'organisent.....	94
4.1.3.2.	4.1.3.2. Des paysanneries dotées d'un nouveau statut social qui adaptent leurs systèmes d'activité à un nouveau contexte excluant.....	97
4.2.	4.2. Des années 1980 aux années 2000, les paysanneries andines face à l'avènement du modèle néolibéral.....	104
4.2.1.	4.2.1. Dans un contexte de crise économique.....	104
4.2.2.	4.2.2. ... un virage néolibéral qui signe l'abandon des réformes agraires.....	105
4.2.3.	4.2.3. ...et l'avènement du secteur agro-industriel capitaliste et exportateur.....	107
4.2.4.	4.2.4. L'insertion des paysanneries dans la nouvelle donne néolibérale : adaptations, organisation et alliances locales, mobilisations nationales.....	112
4.2.4.1.	4.2.4.1. Des difficultés encore plus accentuées que lors de la période précédente.....	112
4.2.4.2.	4.2.4.2. Face à la désétatisation, la prolifération de nouveaux acteurs locaux en milieu rural.....	115
4.2.4.3.	4.2.4.3. Paysans et indigènes mobilisés contre le pouvoir néolibéral : l'exemple de l'Équateur.....	118
	<i>Synthèse et conclusion</i>	122
	Une marginalisation historique des paysanneries andines qui s'exprime dans un faisceau de polarités socio-spatiales.....	122
	Mais des paysanneries résilientes et dynamiques, et qui œuvrent pour leur reconnaissance seules ou avec certains « alliés ».....	125

CHAPITRE 2 – NOUVEAUX CONTEXTES SOCIOPOLITQUES ET ÉMERGENCE DE FORMES NOUVELLES ET MULTI-ACTEURS DE CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ : ENJEUX ET POTENTIELS POUR LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES..... 129

1.	1. <i>Au niveau national : des changements sociopolitiques en marche dans les Andes depuis le milieu des années 2000</i>	130
1.1.	1.1. Un détour par le concept de souveraineté alimentaire : genèse et définition.....	130
1.1.1.	1.1.1. La souveraineté alimentaire : petit historique de l'émergence du concept.....	130
1.1.2.	1.1.2. Le projet de souveraineté alimentaire : définition et contenu.....	132

1.2.	Une nouvelle donne pour les paysanneries andines à l'aube du XXI ^e siècle ?.....	136
1.2.1.	En Équateur et en Bolivie : la souveraineté alimentaire intégrée dans la Constitution.....	136
1.2.1.1.	Une intégration de la souveraineté alimentaire dans la Constitution qui doit beaucoup aux mouvements paysans et indigènes et de la société civile.....	136
1.2.1.2.	La souveraineté alimentaire comme dimension d'un projet plus global et alternatif de développement.....	139
1.2.2.	Au Pérou : une prise en compte nouvelle mais encore timide des paysanneries par les pouvoirs publics dans un contexte où les organisations paysannes et la société civile se mobilisent de manière récente	143
1.2.3.	Et dans la pratique ? Entre contradictions et tensions nationales et initiatives locales	146
2.	<i>Au niveau local : l'émergence de formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité</i>	151
2.1.	Circuits alimentaires de proximité andins : un détour pour les situer dans l'univers des formes alternatives de production et d'échange d'aliments	151
2.1.1.	La construction sociale des <i>new emerging nested markets</i> : un thème d'importance pour l'analyse des paysanneries.....	151
2.1.2.	Les circuits alimentaires de proximité dans l'univers des <i>nested markets</i>	154
2.1.2.1.	Des <i>nested markets</i> plus anciens fondés sur des stratégies de différenciation par les produits, la qualité et/ou par les territoires... ..	155
2.1.2.2.	... à des <i>nested markets</i> en (ré)-émergence plus récente : les circuits alimentaires de proximité	161
2.2.	Les circuits alimentaires de proximité : définitions et diversité	170
2.2.1.	Émergence des notions de « circuits courts » et « circuits de proximité » en Europe et en France... ..	170
2.2.2.	Émergence des notions de « <i>circuitos cortos</i> » et « <i>circuitos de proximidad</i> » en Amérique latine et dans les Andes	180
2.2.3.	Les circuits alimentaires de proximité : vers une définition pour notre recherche	185
2.2.3.1.	Les « circuits courts », ou l'oubli de la géographie	185
2.2.3.2.	Les « circuits courts », ou l'oubli de la diversité des acteurs et de la nature des relations qu'ils entretiennent	186
2.2.3.3.	La notion de « circuits alimentaires de proximité multi-acteurs » : cadre de définition et d'analyse des initiatives de relocalisation et de resocialisation des échanges alimentaires.....	190
	<i>Conclusion - les formes nouvelles et multi-acteurs de circuits alimentaires de proximité : délimitation de notre objet et enjeux pour les paysanneries andines</i>	192
	Les CIALP : multi-acteurs, multiformes et fondés sur des proximités géographiques et socio-économiques.....	192
	L'émergence de nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes : un enjeu de reconnaissance pour les paysanneries.....	194

PARTIE II – PAYSANNERIES ET NOUVEAUX CIRCUITS ALIMENTAIRES DE PROXIMITÉ MULTI-ACTEURS DANS LEURS TERRITOIRES : LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES ANDINES À L'ÉPREUVE DU TERRAIN 195

CHAPITRE 3 – ANALYSER L'ÉMERGENCE DES CIALP DANS LEURS TERRITOIRES ET LES CHANGEMENTS QU'ILS INDUISENT POUR LES PAYSANNERIES : CONCEPTS, CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODES 197

1.	<i>Le contexte de notre travail de terrain : le projet Mercados Campesinos</i>	198
1.1.	Un projet né à partir du projet CIALCO	198
1.2.	Objectifs, parties-prenantes et organisation	199
1.2.1.	Un projet multi-partenarial de recherche-action et d'incidence politique.....	199
1.2.2.	L'organisation du projet : territoires, modalités, filières	201
1.2.2.1.	Préliminaire : quelques éléments de définition	201
1.2.2.2.	La délimitation du périmètre du projet	201
1.3.	Le positionnement de notre thèse dans le projet Mercados Campesinos	202
2.	<i>Une démarche comparative à partir d'études de cas</i>	203
2.1.	Études de cas et approche comparative : les raisons du choix.....	203
2.2.	Une sélection des études de cas en plusieurs étapes.....	204
2.2.1.	Critères de choix des études de cas.....	204
2.2.1.1.	Nouveauté et caractère multi-acteur.....	204
2.2.1.2.	... et diversité des formes.....	205
2.2.2.	Processus de choix des études de cas.....	207
2.2.2.1.	Description générale du processus de choix des terrains.....	207
2.2.2.2.	Deux phases de pré-enquête sur le terrain	207
3.	<i>Cadre d'analyse</i>	214
3.1.	Présentation et justification de la démarche globale.....	214
3.1.1.	Posture scientifique générale : quelques précisions	214
3.1.1.1.	La nécessaire articulation entre niveaux d'analyse	215
3.1.1.2.	Une inscription dans le paradigme constructiviste.....	215
3.1.2.	Conséquences de cette posture	215
3.1.2.1.	Une démarche inductive.....	215
3.1.2.2.	Une approche compréhensive de l'émergence des nouvelles formes de circuits alimentaires de proximité	216
3.2.	Concepts et outils théoriques et analytiques mobilisés	217
3.2.1.	La notion de dispositif pour analyser les circuits alimentaires de proximité.....	219
3.2.1.1.	Revue de littérature de l'utilisation de la notion de « dispositif » pour analyser les circuits alimentaires de proximité	219
3.2.1.2.	Bilan : la mobilisation de la notion de dispositif pour une compréhension dynamique du sens de l'émergence des circuits alimentaires de proximité dans leurs territoires	222
3.2.1.3.	Opérationnalisation de la notion de dispositif : grilles d'analyse des processus d'émergence des dispositifs	224
3.2.2.	Focus sur les deux autres niveaux d'analyse : le territoire et les acteurs	228
3.2.2.1.	Des circuits alimentaires de proximité inscrits dans des territoires qui les conditionnent et qu'ils contribuent à transformer, et porteurs de territorialités multiples	228

3.2.2.2.	Des dispositifs de circuits alimentaires de proximité qui englobent des trajectoires singulières d'acteurs porteurs d'identités, d'histoires, et de motivations multiples	231
3.2.3.	Les proximités, un outil pour l'analyse des dynamiques d'interaction socio-spatiales dans les dispositifs de CIALP	237
3.2.3.1.	Généralités sur notre proposition d'utilisation des approches de l'économie des proximités pour notre recherche	237
3.2.3.2.	Les proximités : une introduction	237
3.2.3.3.	Outils pour notre recherche : les différents types de proximité.....	238
3.2.3.4.	Conclusion : originalité de notre utilisation de la grille de lecture des proximités pour l'analyse des circuits alimentaires de proximité	242
3.2.4.	Le concept de reconnaissance : détour théorique et spécificité de notre analyse.....	242
4.	<i>Corpus et pratique du terrain</i>	247
4.1.	Un travail de collecte des données tantôt individuel, tantôt collectif.....	247
4.1.1.	Organisation temporelle des terrains	247
4.1.2.	Organisation des phases collectives de la collecte de données.....	248
4.1.2.1.	Avantages et limites d'un travail d'enquête en collectif.....	248
4.1.2.2.	Encadrement et coordination du travail avec les stagiaires	249
4.2.	La pratique du terrain : recueil et traitement primaire des données	250
4.2.1.	Avant, pendant et après le terrain : la mobilisation d'un grand nombre de sources écrites et documents audiovisuels.....	250
4.2.2.	Aux portes du terrain : des rencontres préliminaires avec les acteurs-clés des dispositifs pour faciliter notre accès au terrain	250
4.2.3.	Sur le terrain	251
4.2.3.1.	L'immersion : s'imprégner du territoire-matrice et observer pour les comprendre les interactions entre les acteurs au sein des dispositifs et dans les territoires	251
4.2.3.2.	Les entretiens compréhensifs: comprendre le vécu, pour les acteurs, de l'engagement dans les CIALP et obtenir des informations sur les dispositifs étudiés	257
4.2.3.3.	Les autres types d'entretiens.....	264
4.2.3.4.	Synthèse générale du nombre et des types d'entretiens réalisés pendant l'enquête.....	264
4.2.4.	De retour du terrain : veille sur les réseaux sociaux pour continuer à suivre les trajectoires des dispositifs et des acteurs.....	265
4.2.5.	Des premières interprétations mises en discussion sur le terrain	266
4.3.	Différences d'approches entre terrains et conséquences sur le choix d'écriture	267
4.3.1.	Contributions relatives des études de cas à la démonstration	267
4.3.2.	Conclusion - un choix pour la suite du manuscrit : entre écriture monographique et comparative ..	270

CHAPITRE 4 – TRAJECTOIRES DE CIALP DANS LA PROVINCE DE CHIMBORAZO, ÉQUATEUR : LA RECONNAISSANCE DES PAYSANS ET DES PAYSANNES PAS À PAS	271
1. <i>Le territoire-matrice d'émergence des paniers communautaires et des ferias citoyennes</i>	272
1.1. Le territoire-matrice, au croisement d'un espace institutionnel et d'un espace biophysique et socio-économique	272
1.1.1. Présentation générale de la province de Chimborazo	272
1.1.2. Les caractéristiques physiques de Chimborazo : deux bassins inter-andins distincts.....	274
1.1.3. Une province pauvre, rurale, agricole et indigène	275
1.1.4. Bilan : du territoire administratif au territoire-matrice	278
1.2. Territoire-matrice, agriculture, paysanneries et marchés	280
1.2.1. L'agriculture dans le territoire	280
1.2.2. Marchés conventionnels et alternatifs à Riobamba et dans le territoire-matrice.....	286
1.2.2.1. Localisation des principaux marchés traditionnels et des espaces de ventes des nouvelles formes collectives de circuits alimentaires de proximité dans le territoire-matrice.....	286
1.2.2.2. Les marchés « traditionnels » et « conventionnels » dans le territoire-matrice	291
1.2.2.3. De nombreuses initiatives collectives de circuits alimentaires de proximité et/ou alternatifs	296
2. <i>Chronique du dispositif Utopía - d'une initiative micro-locale portée par des consommateurs urbains, à une alliance ville-campagne porteuse d'un projet global de souveraineté alimentaire</i>	301
2.1. Les prémices d'Utopía (1987 – 1999) : le panier Solidaridad, un projet de sécurité alimentaire et de solidarité communautaire d'inspiration religieuse	302
2.2. De Solidaridad a Utopía (2000 – 2002/2003) : un projet de sécurité alimentaire et de solidarité urbaine d'inspiration sociale	305
2.2.1. La transition de Solidaridad à Utopía : la naissance du panier communautaire Utopía	305
2.2.2. Le panier communautaire Utopía de 2000 à 2002-2003 : un objectif de sécurité alimentaire inscrit dans un projet de mouvement social urbain	308
2.3. Une longue période de bifurcation (2002-2005) : nouvelles parties-prenantes (les paysans), nouveaux espaces (le rural), construction progressive du projet et de la gouvernance, et prémices d'un déploiement territorial et national.	310
2.3.1. Changements dans les modalités de participation des acteurs et dans la gouvernance d'Utopía	311
2.3.1.1. La traduction pratique du projet de solidarité urbaine et d'économie sociale : l'instauration du travail communautaire ou de la minga urbaine	311
2.3.1.2. Changements dans la gouvernance d'Utopía : vers une organisation plus horizontale	312
2.3.2. Un changement majeur pour Utopía : l'intégration progressive de paysans agroécologiques dans le dispositif	314
2.3.2.1. Les éléments déclencheurs.....	314
2.3.2.2. L'intégration progressive des paysans agroécologiques à Utopía : échecs, premier succès et apprentissages	326
2.3.3. Vers de nouvelles territorialités pour Utopía : de l'ouverture sur le rural aux prémices d'un déploiement territorial et national	332
2.3.3.1. Diffusion et mise en réseau territoriale et nationale du projet d'économie solidaire d'Utopía : création du « réseau national des paniers » et rapprochement local des acteurs de l'économie solidaire ..	332

2.3.3.2.	Consolidation et diffusion du projet agroécologique d'Utopía : adhésion à des réseaux nationaux et promotion au niveau du Réseau national des paniers.....	334
2.3.3.3.	Quand économie solidaire et agroécologie se rejoignent : vers un rapprochement urbain-rural du réseau national des paniers	335
2.3.3.4.	Bilan du déploiement territorial et national d'Utopía entre 2002 et 2005.....	335
2.4.	Utopía depuis 2006 : agroécologie, souveraineté alimentaire et économie solidaire, du local au global..	336
2.4.1.	Au niveau du dispositif : une alliance fraternelle entre ville et campagnes pour la souveraineté alimentaire	336
2.4.2.	Solidarité et agroécologie dans la pratique : la question du prix et de la garantie de la qualité des produits	343
2.4.2.1.	Établir le « prix juste » : entre prise en compte de la situation économique des producteurs et des consommateurs, et prix du marché.....	343
2.4.2.2.	Connaître et garantir la qualité et l'origine des produits : la mise en place d'un système de garantie participatif.....	346
2.4.3.	Bilan : le dispositif Utopía aujourd'hui.....	347
2.4.4.	Utopía au-delà du local : vers un déploiement national pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire	350
2.4.4.1.	Au niveau territorial : luttes pour l'accès à des espaces de vente directe en ville pour les paysans et implication dans le développement local.....	350
2.4.4.2.	Au niveau national : Utopía et ses réseaux au cœur des débats sur la souveraineté alimentaires, l'agroécologie et l'économie solidaire.....	352
3.	<i>Les ferias citoyennes de Chimborazo - d'une initiative militante portée par des paysans et des ONG à un dispositif hybride ancré dans le territoire</i>	365
3.1.	La genèse du dispositif : la rencontre entre une initiative d'origine rurale et une politique publique destinée au consommateur urbain.....	365
3.2.	La feria citoyenne Macají aujourd'hui : une photographie des acteurs	367
3.2.1.	Les membres de la feria : diversité des membres et diversité des produits comme stratégie de fidélisation du consommateur et condition de pérennité de la feria	367
3.2.2.	Avec la feria : les alliés, ceux qui accompagnent ou appuient ponctuellement le dispositif	371
3.2.3.	Autour de la feria : les périphériques, ceux dont l'influence indirecte peut être déterminante ...	372
3.2.4.	Au cours de la feria : les consommateurs, ceux qui font vivre le dispositif	373
3.3.	Grandes évolutions de la feria citoyenne Macají : de la construction du projet à l'essaimage du dispositif	374
3.3.1.	Un projet d'économie solidaire pour et par les producteurs et « au service des citoyens », entre apprentissages et controverses	374
3.3.2.	Une organisation autonome.....	380
3.3.3.	Le déploiement du dispositif : de l'essaimage à la place centrale dans les politiques agricoles et alimentaires de Chimborazo	381
3.3.3.1.	Un petit détour par l'échec initial de nombreuses ferias citoyennes	381
3.3.3.2.	Première phase : l'essaimage ou une première multiplication des ferias citoyennes à l'initiative de la société civile et la création de liens avec des réseaux nationaux	381

3.3.3.3. Seconde phase : essaimage et déploiement institutionnel. Les ferias citoyennes comme dispositif-phare de commercialisation paysanne alternative dans les politiques alimentaires, agricoles et économiques locales.....	384
<i>Conclusion du chapitre 4 - Utopía et Macají et leurs réseaux, des trajectoires et des stratégies différentes mais complémentaires</i>	<i>389</i>

CHAPITRE 5 – ANALYSE CROISÉE DE TROIS TERRITOIRES ANDINS : LES CIALP, DES LABORATOIRES DE CONSTRUCTION DE LA RECONNAISSANCE DES PAYSANNERIES 395

<i>1. Des Andes équatoriennes aux Andes péruviennes et boliviennes : autres territoires, autres CIALP, autres paysans et paysannes reconnu.e.s</i>	<i>396</i>
1.1. Au Pérou, micro-fromageries paysannes et relocalisation des filières laitières dans le département de Huancavelica.....	396
1.1.1. Le territoire-matrice : présentation d’un département andin en marge du pays	396
1.1.1.1. Présentation générale du département de Huancavelica	396
1.1.1.2. L’agriculture dans le département de Huancavelica.....	398
1.1.2. Émergence de micro-fromageries rurales à Huancavelica : alliances multiples et évolutives vers une relocalisation des filières laitières pour de meilleurs revenus paysans	401
1.1.2.1. En guise de contexte : filières, marchés, et insertion de l’élevage laitier dans les systèmes d’activité paysans.....	401
1.1.2.2. Présentation générale des études de cas	402
1.2. En Bolivie, l’approvisionnement local et paysan de la restauration scolaire dans la municipalité de Tiwanaku	410
1.2.1. Tiwanaku : un territoire indigène et paysan de l’altiplano bolivien.....	410
1.2.1.1. Présentation générale du territoire de la municipalité de Tiwanaku	410
1.2.1.2. L’agriculture sur le territoire de la municipalité de Tiwanaku	412
1.2.2. L’émergence d’une relation directe entre Municipalité et paysans : alliances entre paysans, ONG et acteurs publics vers une reconnaissance des paysannes comme actrices du développement local et de la santé des enfants	416
1.2.2.1. Contexte national : l’intégration progressive des petits producteurs aux achats publics, une opportunité pour les paysans mais des difficultés d’accès qui demeurent	416
1.2.2.2. Présentation générale de l’étude de cas	418
<i>2. CIALP et reconnaissance des paysanneries : mécanismes, leviers et effets à de multiples échelles</i>	<i>422</i>
2.1. Quand les CIALP favorisent, reconnaissent et consolident des systèmes d’activité paysans plus durables : profils et trajectoires de paysans en CIALP	423
2.2. La reconnaissance à l’échelle des dispositifs : nouvelles qualités, prix juste, renouvellement des acteurs et de leurs modes d’action pour de nouvelles légitimités paysannes	437
2.2.1. La construction sociale de prix justes et stables et socialement contrôlés : reconnaissance du travail et autonomisation des paysans et accessibilité pour les consommateurs	437
2.2.1.1. En Bolivie, des prix calculés selon les coûts de production des produits transformés : autonomisation des paysannes et accès quotidien à un déjeuner équilibré pour tous les écoliers	438

2.2.1.2.	Au Pérou, une relocalisation de la filière laitière qui s’ancre dans les proximités géographiques et communautaires : un contrôle social sur les prix qui améliore les revenus des paysans et leur pouvoir de négociation vis-à-vis des intermédiaires.....	438
2.2.1.3.	En Équateur, des prix équitables et solidaires construits grâce aux proximités et régulés par celles-ci ou par les pouvoirs publics : quand la solidarité est un projet des dispositifs.....	440
2.2.2.	Du produit à l’aliment : la construction sociale de nouvelles qualités et d’une reconnaissance des savoirs, des savoir-faire et des modes de vie paysans	441
2.2.3.	Aux côtés des paysans, nouveaux acteurs et/ou nouvelles modalités d’action <i>au cours</i> et <i>autour</i> de l’échange	444
2.2.3.1.	Les « intermédiaires de proximité » : nouvelles médiations marchandes et non marchandes entre producteurs et consommateurs et élargissement de l’accès aux CIALP à un plus grand nombre de paysans.	444
2.2.3.2.	Les ONG, alliés historiques des paysans qui diversifient leurs modes d’action : contribution à une reconnaissance consolidée et élargie des paysanneries	450
2.2.3.3.	Les pouvoirs publics, de l’appui ponctuel aux paysans et aux dispositifs à la mise en œuvre d’une politique agricole et alimentaire territorialisée : un soutien explicite aux paysans reconnus comme acteurs socio-économiques d’une alimentation durable.....	455
2.2.3.4.	Les autres acteurs engagés et enrôlés autour des paysans : vers une large reconnaissance sociale des paysanneries	464
2.2.3.5.	BILAN- Des parties-prenantes qui s’élargissent au cours du développement des CIALP : vers une visibilité croissante des paysans à l’échelle des dispositifs, des territoires, et au-delà.....	468
2.3.	CIALP et reconnaissance des paysanneries : quel sens pour les acteurs ?	471
2.3.1.	Du côté des paysans et des paysannes : au-delà de la reconnaissance économique, reconnaissance de soi, de l’activité et de l’identité et participation en tant que pair à la vie sociale et civique	471
2.3.2.	Du côté des autres acteurs : la reconnaissance des paysanneries entre visée politique, pragmatisme et révélation.....	476
	<i>Synthèse et conclusion - Les circuits alimentaires de proximité comme laboratoires de recomposition des polarités socio-spatiales andines.....</i>	<i>479</i>
	CONCLUSION ET DISCUSSION GÉNÉRALES.....	483
	BIBLIOGRAPHIE	505
	TABLE DES MATIÈRES	529
	TABLES DES ILLUSTRATIONS	539
	DOSSIER D’ANNEXES	545

TABLES DES ILLUSTRATIONS

TABLE DES FIGURES

Figure 1 - Les différents niveaux d'analyse en interaction dans l'espace et dans le temps : acteurs, dispositifs de CIALP, territoire, et environnement global.	25
Figure 2 - De l'aller-retour entre niveaux et terrains d'analyse à la thèse de la reconnaissance	26
Figure 3 - Structure générale du manuscrit.....	31
Figure 4 - Coupe schématique de l'étagement des productions à l'époque précolombienne	38
Figure 5 - Les ceintures de végétation des Andes	39
Figure 6 - Coupes transversales des Andes de l'Équateur et des Andes tropicales.....	40
Figure 7 - Stratification sociale d'une communauté des Andes septentrionales à l'époque préincailque.....	44
Figure 8 - Systèmes de production et organisation de l'espace agricole au XVII ^e siècle dans la sierra septentrionale de l'actuel Équateur	59
Figure 9 - L'organisation spatiale des haciendas dans la "Vallée sacrée des Incas" à l'époque coloniale	62
Figure 10 - Organisation hiérarchique d'une hacienda dans la Sierra équatorienne.....	66
Figure 11 - Marginalisation des paysanneries andines et permanence et renouvellement de polarités socio-spatiales.....	124
Figure 12 - La souveraineté alimentaire telle que définie par les mouvements paysans et les mouvements sociaux : principes, droits, devoirs et propositions.....	133
Figure 13 - Une typologie des circuits courts.....	174
Figure 14 - Synthèse de la démarche de recherche à l'échelle locale et plan du chapitre 3	198
Figure 15 - Les partenaires du projet <i>Mercados Campesinos</i>	200
Figure 16 - Décomposition des deux phases de pré-enquêtes.....	208
Figure 17 - Récapitulatif des visites, entretiens et observations menés pendant la première phase de pré-enquête dans les trois pays	209
Figure 18 - Bilan des visites, entretiens et observations menés pendant la phase 2 de pré-enquête	211
Figure 19 - Grille d'analyse des trajectoires de dispositifs de circuits alimentaires de proximité	226
Figure 20 - Les différentes formes de proximité.....	241
Figure 21 - Récapitulatif des entretiens menés pendant l'enquête de terrain	265
Figure 22 - Diversité des marchés paysans dans le territoire-matrice	300
Figure 23 - Les prémices du dispositif Utopía : le panier communautaire <i>Solidaridad</i> , un projet de sécurité alimentaire et de solidarité communautaire (1987 → 1999/2000)	305
Figure 24 - Transition de <i>Solidaridad</i> à <i>Utopía</i> (début 2000)	306
Figure 25 - Le dispositif Utopía à ses débuts (2000 → 2002-2003) : un projet de sécurité alimentaire partagé par tous, associé à un projet de solidarité urbaine porté par quelques uns	310
Figure 26 - Zoom sur l'organisation interne du dispositif Utopía pendant sa période de transition (2002-2005) : nouvelle gouvernance et nouvelles modalités de participation pour un projet de sécurité alimentaire et de solidarité urbaine partagé par tous	314
Figure 27 - Éléments déclencheurs de la rencontre entre Utopía et des paysans agroécologiques locaux	315
Figure 28 - L'intégration progressive des paysans agroécologiques à Utopía : échecs et premier succès .	327
Figure 29 - Utopía aujourd'hui : une alliance rural-urbain pour la souveraineté alimentaire, l'agroécologie et l'économie solidaire	348
Figure 30 - Tracts de communication pour la feria bimensuelle <i>Karanakuy</i>	351
Figure 31 - Utopía et ses réseaux locaux et nationaux	364

Figure 32 - Trajectoires simplifiées des six dispositifs étudiés	404
Figure 33 - Interactions entre construction des relations entre acteurs de l'échange et construction de la qualité des aliments produits, échangés et consommés dans les CIALP andins	441
Figure 34 - Les ONG rurales, alliés historiques des paysans andins qui diversifient leurs modes d'action pour une plus large reconnaissance des paysanneries.....	455
Figure 35 - La gouvernance alimentaire territoriale et intégrée selon Wiskerke [2009].....	463
Figure 36 - Schéma-type de l'évolution des dispositifs de CIALP dans les Andes : élargissement progressif des acteurs et des échelles	469
Figure 37 - De la marginalisation à la reconnaissance des paysanneries : quand les polarités socio-spatiales historiques se défont dans des actions collectives de proximité autour de et avec les paysans.....	480
Figure 38 - CIALP et paysanneries du local au global : des dynamiques complémentaires de reconnaissance traversées par des controverses mettant en débat les alternatives possibles au modèle agroalimentaire dominant.....	500

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Paysanneries, CIALP et reconnaissance : une première grille d'analyse.....	30
Tableau 2 - Échanges interrégionaux sur le territoire de l'actuel Équateur à l'époque précolombienne	43
Tableau 3 - Les différents degrés de « dynamismes paysans ».....	126
Tableau 4 - Modèle agro-alimentaire dominant <i>versus</i> modèle de souveraineté alimentaire	135
Tableau 5 - Caractéristiques des <i>newly emerging nested markets</i>	153
Tableau 6 - Définition et diversité des circuits alimentaires de proximité multi-acteurs et comparaison avec les circuits courts et les circuits de proximité.....	193
Tableau 7 - Présentation générale du projet <i>Mercados Campesinos</i>	199
Tableau 8 - Les destinataires du projet <i>Mercados Campesinos</i>	200
Tableau 9 - Le périmètre du projet <i>Mercados Campesinos</i> : territoires, modalités, filières	202
Tableau 10 - Marqueurs de diversité retenus pour le choix des études de cas	205
Tableau 11 - Choix des couples [territoire x modalité de circuit alimentaire de proximité]	209
Tableau 12 - Critères spécifiques de choix raisonné des dispositifs à étudier à Huancavelica	213
Tableau 13 - Récapitulatif des études de cas retenues	214
Tableau 14 - Grille de description du territoire "matrice" des dispositifs	231
Tableau 15 - Éléments constitutifs des trajectoires d'engagement des acteurs dans les dispositifs de CIALP	233
Tableau 16 - Le système d'activité : définition, composantes principales et schématisation	234
Tableau 17 - Éléments constitutifs du système d'activité pour notre recherche	236
Tableau 18 - Les trois formes de reconnaissance selon Axel Honneth	243
Tableau 19 - Étapes de coordination du travail avec les stagiaires.....	249
Tableau 20 - Organisation de réunions préliminaires avec les acteurs-clés des dispositifs.....	251
Tableau 21 - Organisation et traitement des situations d'observation	255
Tableau 22 - Modes d'identification et de sélection des acteurs "micro" à interviewer	260
Tableau 23 - Structure générale du canevas d'entretien.....	262
Tableau 24 - Nombre de micro-entretiens réalisés auprès de consommateurs des marchés paysans en Équateur et au Pérou	264
Tableau 25 - Traitement primaire des informations collectées <i>via</i> les réseaux sociaux	266
Tableau 26 - Organisation des réunions de restitution des premiers résultats aux acteurs et aux partenaires du projet <i>Mercados Campesinos</i>	266

Tableau 27 - Variabilité des approches entre terrains	267
Tableau 28 - Contribution relative de chaque terrain à la recherche.....	268
Tableau 29 - Contribution des études de cas à la recherche en fonction des niveaux d'analyse mobilisés	269
Tableau 30 - Cantons de la province de Chimborazo selon le pourcentage de population auto-identifiée comme indigène ou métisse.....	277
Tableau 31 - Nombre d'UPA et surface totale pour chaque catégorie de surface d'UPA en 2010.....	280
Tableau 32 - Résumé des séquences de la trajectoire du dispositif Utopía	302
Tableau 33 - Déploiement territorial et national d'Utopía : synthèse des principaux évènements.....	335
Tableau 34 - Paysans et groupes de paysans agroécologiques parties-prenantes d'Utopía	338
Tableau 35 - Variation annuelle en 2011 du prix du quintal de pommes de terre (1 q = 45,4 kg) sur le marché de gros de Riobamba.....	345
Tableau 36 - Consolidation du RMTC entre 2006 et 2012 : synthèse des principaux évènements	353
Tableau 37 - Les membres de la feria citoyenne Macají (actuelle CORPOSACHI) aujourd'hui : catégories, produits proposés, localisation géographique, rôle et statut.	367
Tableau 38 - Essaimage local de la feria Macají : nouvelles ferias citoyennes initiées par la société civile	382
Tableau 39 - Nouvelles ferias citoyennes de Chimborazo créées dans le cadre de la campagne <i>Yo prefiero</i> du MAGAP Chimborazo	386
Tableau 40 - Les dispositifs de Sinto, première génération de micro-fromageries rurales	406
Tableau 41 - Dans la province de Huancavelica, une seconde génération de micro-fromageries rurales .	408
Tableau 42 - La troisième génération de micro-fromageries rurales : vers la vente directe	409
Tableau 43 - Les différents types d'intermédiation de proximité dans les dispositifs équatoriens	445
Tableau 44 - Acteurs, dispositifs et programmes d'un système alimentaire territorialisé à Chimborazo : vers une gouvernance alimentaire territoriale ?.....	462

TABLE DES ENCADRÉS

Encadré 1 - L'émergence de nouveaux rapports socio-économiques au XVII ^e siècle à l'origine d'un renforcement du système de l'hacienda : l'exemple du <i>concertaje</i> en Équateur.	58
Encadré 2 - Fonctionnement des relations sociales et de production des haciendas du XIX ^e siècle aux réformes agraires : le cas de la sierra équatorienne et de l'Altiplano nord-bolivien	69
Encadré 3 - Comprendre la réciprocité.....	73
Encadré 4 - Petite chronologie de l'émergence des organisations paysannes et indigènes en Équateur	97
Encadré 5 - Les relations socio-économiques entre paysans et intermédiaires : le cas des marchés de la ville de Riobamba (province de Chimborazo, Équateur).....	100
Encadré 6 - La loi équatorienne de 1994 de « modernisation et de développement du secteur agricole » : abandon des réformes agraires et avènement du capitalisme agraire.....	106
Encadré 7 - La libéralisation du secteur agricole au Pérou dans les années 1990 : la voie vers le « <i>neo-</i> <i>latifundio</i> » agro-exportateur.....	107
Encadré 8 - Qu'est-ce qu'un projet de développement? Une définition	116
Encadré 9 - Structure des organisations paysannes et indigènes en Équateur	117
Encadré 10 - La participation de la CONAIE au gouvernement en 2003 : de la reconnaissance politique à l'affaiblissement du mouvement	119
Encadré 11 - Le mouvement <i>cocalero</i> en Bolivie	138
Encadré 12 - L'« extractivisme », un modèle de développement fondé sur la surexploitation des ressources naturelles	140

Encadré 13 - Une <i>success story</i> andine de valorisation des produits de terroir locaux associée à l'écotourisme : le cas de Salinas en Équateur	157
Encadré 14 - La qualification d'un produit local traditionnel rend-il celui-ci moins accessible aux populations locales ?	159
Encadré 15 - Typologie des systèmes de production et d'échanges de produits locaux	163
Encadré 16 - Exemples de nouveaux circuits alimentaires de proximité multi-acteurs dans les Andes....	166
Encadré 17 - Les « circuits courts alternatifs » en Équateur en 2010	168
Encadré 18 - Une histoire de l'apparition du terme "circuit court" en Équateur	182
Encadré 19 - Des circuits alimentaires "locaux" mais pas toujours "courts", ou quand le rôle des intermédiaires locaux est clé : le cas des filières laitières locales.....	187
Encadré 20 - La question des intermédiaires dans les circuits alimentaires de proximité : une question complexe à envisager sous l'angle de la nature et de la qualité des relations	188
Encadré 21 - Typologies des circuits alimentaires de proximité en fonction de leur processus d'émergence et d'institutionnalisation	206
Encadré 22 - DÉFINITION D'UN DISPOSITIF DE CIALP	224
Encadré 23 - Code de styles et couleurs pour la réalisation des monographies d'entretiens	263
Encadré 24 - Cordillères, <i>nudos</i> et <i>hoyas</i> dans la Sierra équatorienne.....	274
Encadré 25 - <i>Mercados, ferias</i> et <i>plazas</i> : éléments traduction et de définition	291
Encadré 26 - Guamote : ville-marché indigène et centre politico-administratif local alternatif.....	292
Encadré 27 - Monseñor Leonidas Proaño et les communautés ecclésiales de base (CEB).....	303
Encadré 28 - Le mouvement indigène et le mouvement <i>Pachakutik</i> dans la province de Chimborazo	307
Encadré 29 - Une autre traduction pratique du projet d'économie sociale et de solidarité urbaine : les « caisses communautaires ».....	312
Encadré 30 - ONG internationales et fondations locales du « monde de l'agroécologie » sur le territoire-matrice : rôle, fonctionnement et articulation.....	316
Encadré 31 - Côté rural, des acteurs précurseurs sur les questions de commercialisation et d'économie solidaire : Victor Angueta, la fondation Chuquirahua et les paysans agroécologiques de Cebadas ..	318
Encadré 32 - Portrait de Roberto Gortaire avant son engagement actif dans le panier Utopía	322
Encadré 33 - Utopía vu par Utopía	340
Encadré 34 - Utopía vu par les consommateurs : valeurs partagées et processus d'apprentissage	342
Encadré 35 - Établir un prix juste : l'exemple des blettes.	344
Encadré 36 - Le Collectif Agroécologique d'Équateur et la campagne nationale pour la souveraineté alimentaire (2007-2011)	355
Encadré 37 - Le Collectif Agroécologique d'Équateur et ses grands évènements nationaux	356
Encadré 38 - Définition et mise en œuvre de l'économie sociale solidaire selon le MESSE	358
Encadré 39 - Extraits des statuts de la <i>Corporation des Producteurs et Distributeurs avec Souveraineté Alimentaire de Chimborazo</i> (CORPOSACHI).....	375
Encadré 40 - La campagne de valorisation des produits paysans locaux « Je préfère le sain, le juste, le souverain » du MAGAP Chimborazo, initiée en 2013	385
Encadré 41 - Paniers <i>Yo prefiero</i> du MAGAP, sortis du centre de collecte de Guaslán.....	388
Encadré 42 - De la production en monoculture pour les marchés conventionnels combinée à la migration, vers la production diversifiée et agroécologique en vente directe.....	424
Encadré 43 - De la production traditionnelle andine pour l'autoconsommation combinée à la migration, vers la production agroécologique en vente directe	429

Encadré 44 - Les paysans petits à moyens semi-spécialisés : combinaisons de productions spécialisées pour les marchés conventionnels et/ou les CIALP et de productions diversifiées destinées à l'autoconsommation et dont le surplus peut être vendu <i>via</i> des CIALP	433
Encadré 45 - Bilan : profils et trajectoires de paysans andins s'étant engagés dans des CIALP	436

TABLE DES PHOTOGRAPHIES

Photo 1 - <i>Puna</i> des Andes centrales et <i>páramos</i> des Andes septentrionales, des zones de pâturage	41
Photo 2 - Ruines de la <i>Puca Pucará</i> (« <i>forteresse rouge</i> » en quechua), au nord de la ville de Cusco, Pérou	47
Photo 3 - <i>Pucará</i> de Tilcara (restaurée à l'identique), province de Jujuy, Argentine	47
Photo 4 - Marché indigène de Chinchero (Cusco, Pérou).....	75
Photo 5 - Marché indigène de Cajabamba (canton Colta, Chimborazo, Équateur).....	75
Photo 6 - Paysage de <i>minifundios</i> dans la province de Chimborazo (canton Colta)	88
Photo 7 - Biodiversité domestique dans les Andes : l'exemple des pommes de terre andines dans la communauté paysanne de San José de Aymara (département de Huancavelica, Pérou)	102
Photo 8 - Les cultures associées dans les Andes : exemples dans la province de Chimborazo, Équateur ..	103
Photo 9 - Serres de production de fleurs dans la province de Chimborazo, Équateur, localisées au confluent des fleuves <i>Chambo</i> (devenant <i>Pastaza</i>) et <i>Blanco</i>	109
Photo 10 - La production de brocolis pour l'exportation par les paysans de la communauté de Gatazo Zambrano, province de Chimborazo, Équateur.....	110
Photo 11 - Quinoa et <i>quineros</i> et <i>quineras</i> de la COPROBICH dans deux communautés du canton Colta, province de Chimborazo, Équateur	111
Photo 12 - Vue sur la face sud-est du Chimborazo.....	275
Photo 13 - Peuples indigènes de la province de Chimborazo	276
Photo 14 - Cultures maraîchères dans les pentes de l'étage des subpáramos.....	283
Photo 15 - Le maraîchage dans les vallées inter-andines : l'exemple de la communauté de Molobog, paroisse Licto, canton Riobamba.....	284
Photo 16 - Fruits andins : tomates d'arbre et babacos	285
Photo 17 - Le développement de la culture de fraises dans les exploitations paysannes de Chimborazo .	285
Photo 18 - Travail communautaire ou <i>minga</i> urbaine pour la préparation des paniers	311
Photo 19 - La feria Utopía	341
Photo 20 - La feria citoyenne Macají.....	366
Photo 21 - Stands des paysans agroécologiques de la COPAC et des groupes CEDEIN sur la feria Macají.	368
Photo 22 - File des distributeurs de produits tropicaux sur la feria Macají.....	368
Photo 23 - Récolte collective de pommes de terre par les membres de la feria Macají sur la parcelle mise à disposition par le MAGAP Chimborazo pour une formation pratique à l'agroécologie	380
Photo 24 - 1 ^{ère} assemblée générale de la feria Yaruquíes dans les locaux du gouvernement paroissial et en présence de la commissaire nationale, le 31 mai 2012	383
Photo 25 - Annexe de Llactas, dans la communauté de Sinto, province de Castrovirreyna	404
Photo 26 - La micro-fromagerie rurale de de Llactas, communauté de Sinto, province de Castrovirreyna	405

Photo 27 - Ferme de la famille de Marcelo* et Florencia*, communauté de Cceroncancha, district de Yauli. La famille a bénéficié de l'appui d'AVSF pour l'installation d'un système d'irrigation	407
Photo 28 - La fromagerie Florandina, communauté de Vista Alegre, district de Yauli	407
Photo 29 - Feria hebdomadaire de produits laitiers et autres produits paysans organisée et accompagnée par l'ONG AVSF dans la ville de Huancavelica depuis 2011	409
Photo 30 - Paysages de l'altiplano de Tiwanaku dans la zone nord (Huacullani) près du lac Titicaca.....	412
Photo 31 - Matériel de l'AMPACH pour la transformation de yaourts	419
Photo 32 - Inauguration officielle de la boulangerie de l'AMPACH le 21 mai 2012 en présence des autorités municipales et indigènes, du PAM, de l'OMAK et de l'ONG Cuna	421
Photo 33 - Paysans de la communauté de San Jose de Aymara (district de Pazos) de l'organisation Agropia, producteurs de pommes de terre andines pour le commerce équitable.....	452

TABLE DES CARTES

Carte 1 - Localisation des terrains.....	27
Carte 2 - La province de Chimborazo : localisation	273
Carte 3 - La province de Chimborazo : divisions administratives	273
Carte 4 - Province de Chimborazo : relief et bassins	275
Carte 5 - Province de Chimborazo : localisation de l'aire majoritairement indigène.....	277
Carte 6 - Territoire-matrice des dispositifs étudiés en Équateur	279
Carte 7 - Reliefs et climats de la province de Chimborazo	280
Carte 8 - La commercialisation des produits agricoles et alimentaires dans la province de Chimborazo et dans la ville de Riobamba.....	288
Carte 9 - Carte administrative du département de Huancavelica et localisation des fromageries étudiées	397
Carte 10 - Étages écologiques et grandes zones agricoles du département de Huancavelica.....	400
Carte 11 - Les micro-fromageries rurales étudiées à Huancavelica : acteurs et espaces.....	403
Carte 12 - Carte administrative de la municipalité de Tiwanaku	411
Carte 13 - Relief et étages écologiques à Tiwanaku	413
Carte 14 - Les systèmes de production à Tiwanaku	415

DOSSIER D'ANNEXES

SOMMAIRE DES ANNEXES

<i>Annexe 1 – Cartes administratives de l'Équateur, du Pérou et de la Bolivie .</i>	<i>549</i>
<i>Annexe 2 – Cartes des reliefs et des systèmes de production dans les Andes</i>	<i>552</i>
<i>Annexe 3 – Panorama des publications sur les circuits courts et de proximité en France et en Europe</i>	<i>555</i>
<i>Annexe 4 – Exemple d'analyse graphique intermédiaire manuscrite de trajectoire : le cas du dispositif Utopía.....</i>	<i>579</i>
<i>Annexe 5 – Listes des entretiens, observations et participations à évènements sur les trois terrains</i>	<i>585</i>
<i>Annexe 6 – Exemples d'une monographie d'entretien, d'un compte-rendu d'observation participante, et de comptes-rendus de micro-entretiens auprès de consommateurs de ferias</i>	<i>611</i>

ANNEXE 1 – CARTES ADMINISTRATIVES DE L'ÉQUATEUR, DU PÉROU ET DE LA BOLIVIE



Source : Perry-Castañeda Library Map Collection, University of Texas at Austin (<http://www.lib.utexas.edu/maps/ecuador.html>)



Source : Perry-Castañeda Library Map Collection, University of Texas at Austin (<http://www.lib.utexas.edu/maps/peru.html>)



Source : Perry-Castañeda Library Map Collection, University of Texas at Austin (<http://www.lib.utexas.edu/maps/bolivia.html>)

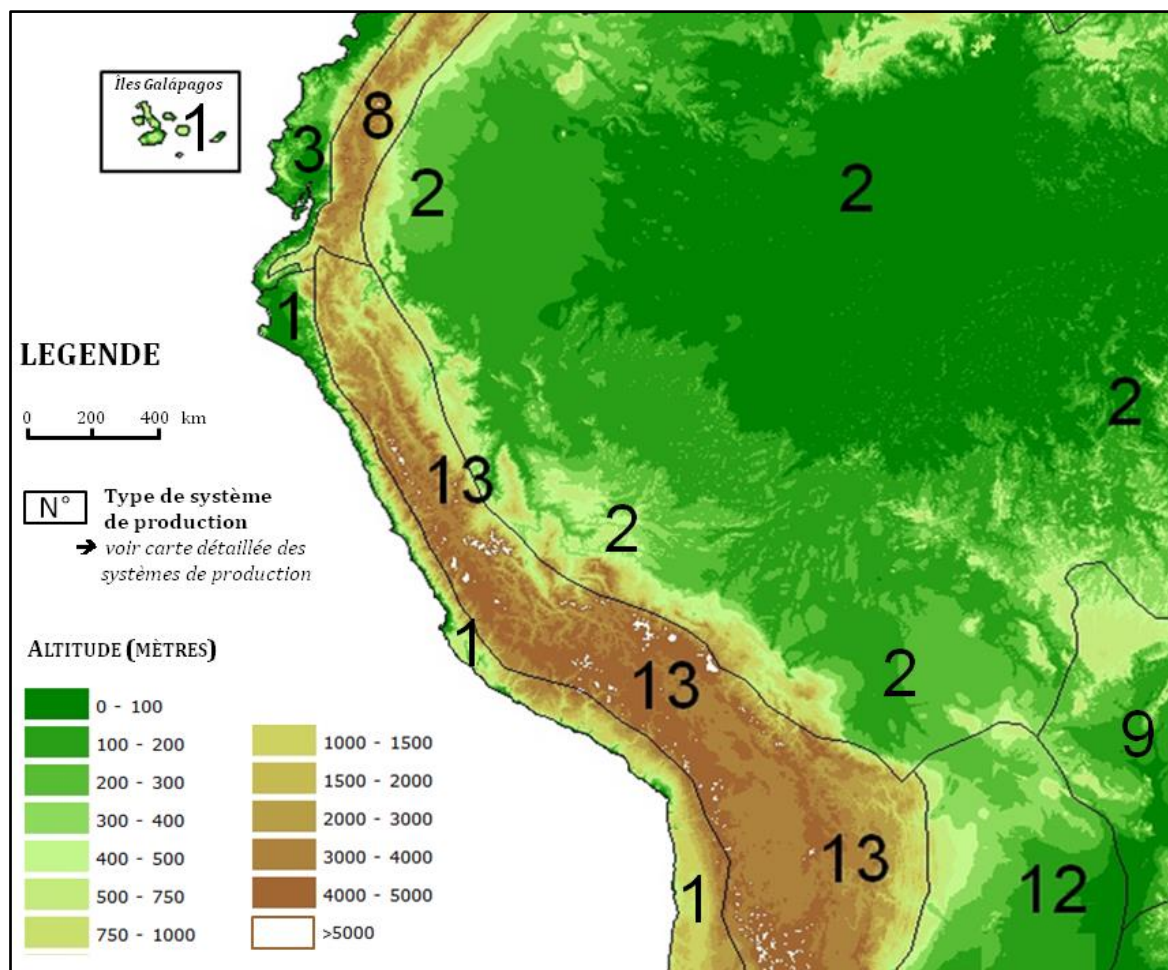
Les divisions administratives de chaque pays sont les suivantes :

- ⇒ **Équateur** : État > province (24) > canton > paroisse > localité
- ⇒ **Pérou** : État > département/région (25) > province⁴³⁵ > district > localité
- ⇒ **Bolivie** : État > département (9) > province > municipalité > (canton et sous-cantons) > localité

⁴³⁵ Remarque : la Province de Lima, où est située la capitale, n'appartient à aucune région

ANNEXE 2 – CARTES DES RELIEFS ET DES SYSTÈMES DE PRODUCTION DANS LES ANDES

Reliefs et systèmes de production dans les Andes septentrionales et centrales

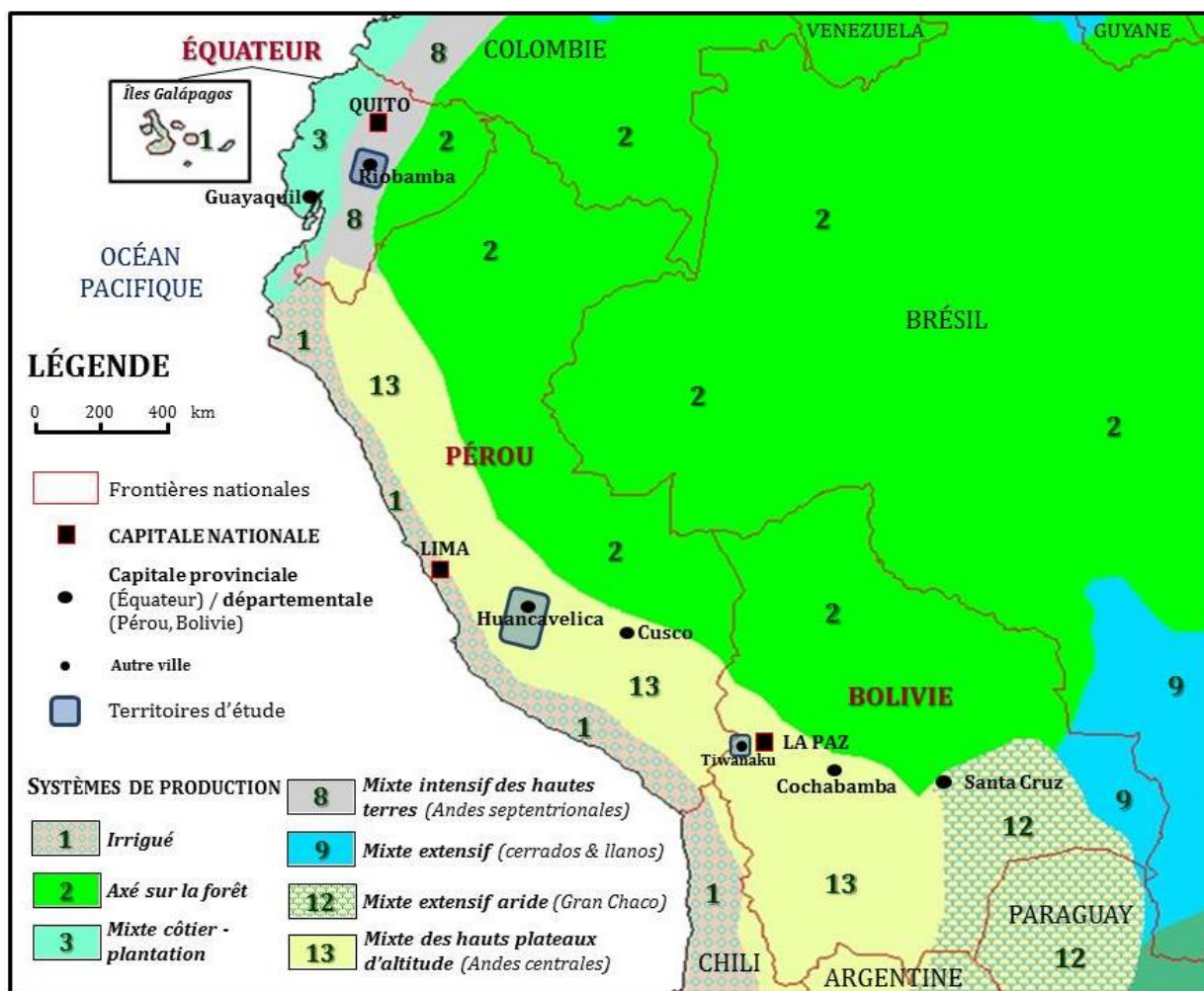


Réalisation : Claire Heinisch, adapté du fond de carte « altitude » réalisé par la FAO dans le cadre de l'étude « systèmes de production agricole et pauvreté » (2001)⁴³⁶

Du fait des conditions physiques et écologiques des milieux, les trois pays qui nous intéressent se divisent en plusieurs sous-régions. L'Équateur (pour sa partie continentale) et le Pérou se divisent en trois sous-régions : la Côte Pacifique (*Costa*) à l'ouest, la partie andine (*Sierra*) au centre, et enfin l'Amazonie (*Selva* ou *Oriente*) à l'est. En Équateur, il faut rajouter à ces trois sous-régions continentales une quatrième sous-région insulaire, les Îles Galápagos, situées à un millier de kilomètres à l'ouest de la côte. En ce qui concerne la Bolivie, elle se divise en trois sous-régions que sont l'Amazonie au nord, la partie andine (cordillères et Altiplano) à l'ouest, et l'*Oriente* ou *Gran Chaco* (grande plaine boisée) à l'est, correspondant à la majeure partie du département de Santa Cruz.

⁴³⁶ Les cartes (http://www.fao.org/farmingsystems/maps_LAC_en.htm) et les rapports de l'étude [Dixon *et al.*, 2001] (http://www.fao.org/farmingsystems/index_fr.htm) sont disponibles en ligne.

Les principaux systèmes de production en Équateur, Pérou et Bolivie



Réalisation : Claire Heinisch, à partir du fond de carte « systèmes de production » réalisées par la FAO dans le cadre de l'étude « Systèmes de production agricole et pauvreté » (2001)436

Description des systèmes de production rencontrés en Équateur, Pérou et Bolivie

SYSTÈME DE PRODUCTION AGRICOLE	PRINCIPALES ACTIVITÉS	FRÉQUENCE DE LA PAUVRETÉ	
1	Irrigué	Horticulture, fruits, élevage	Faible à moyenne
2	Axé sur la forêt	Subsistance / élevage de bovins en ranch	Faible à moyenne
3	Mixte côtier-plantation	Cultures d'exportation / arboriculture, pêche, racines, tourisme	Faible à élevée sévère (extrêmement variable)
8	Mixte intensif des hautes terres	Légumes, maïs, café, bovin porcin, céréales, pommes de terre, travail hors exploitation	Faible à élevée (spécialement en haute altitude)
9	Mixte extensif	Élevage, oléagineux, grains, un peu de café	Faible, moyenne (petits propriétaires) et forte (immigrants sans terres)
12	Mixte extensif des terres sèches	Élevage, coton, cultures de subsistance	Moyenne
13	Mixte des hauts plateaux d'altitude	Tubercules, ovins, grains, lamas, légumes, travail hors exploitation	Élevée et sévère

Source : [Dixon et al., 2001]

Nous avons travaillé sur des territoires localisés dans les hautes terres, par conséquent, les systèmes de production qui nous intéressent sont le n°8 (mixte intensif des hautes terres), rencontré en Équateur, et le n°13 (mixte des hauts plateaux d'altitude) rencontré au Pérou et en Bolivie. Le tableau ci-dessous détaille plus précisément ces deux systèmes de production.

Description détaillée des systèmes de production des hautes terres des Andes septentrionales et centrales

(8) Mixte intensif des hautes terres (Andes septentrionales)
On différencie généralement deux sous-systèmes en fonction de l'altitude. Le premier est celui bien développé des vallées de faibles pentes, qui constitue le cœur de la production de café et de l'horticulture des Andes. Le second est celui des hautes terres et des vallées supérieures, où les cultures tempérées, le maïs et l'élevage des cochons prédominent et où la culture indigène traditionnelle est fortement ancrée. Les surfaces irriguées représentent 20% des terres cultivées. La pauvreté est généralement moyenne dans les zones les plus basses, et est souvent très fréquente et souvent sévère à plus haute altitude.
(13) Mixte des hauts plateaux d'altitude (Andes centrales)
Ce système est également divisé en deux sous-systèmes. Dans la plus grande partie du Pérou il occupe les hautes vallées de la sierra, tandis qu'au sud du Pérou et à l'ouest de la Bolivie il s'étend sur l'altiplano. Ce système se caractérise par une production agricole à des altitudes supérieures à 3200 m, par ses productions de grains indigènes (quinua), de pommes de terre, de moutons et de lamas et par sa forte culture indigène. Lorsque l'altitude et l'humidité le permettent, on y produit les mêmes cultures tempérées que celles des Andes du Nord. Plus d'un tiers de la surface cultivée est irriguée. La pauvreté est élevée et souvent sévère.

Source : [Dixon et al., 2001]

ANNEXE 3 – PANORAMA DES PUBLICATIONS SUR LES CIRCUITS COURTS ET DE PROXIMITÉ EN FRANCE ET EN EUROPE

Nous présentons un panorama ordonné (réalisé en 2015) des publications sur les circuits courts et de proximité en France, complétées de quelques publications européennes. L'objectif de ce panorama, non exhaustif, est d'en présenter la diversité (thématique, spatiale, disciplinaire) ainsi que l'évolution dans le temps.

En ce qui concerne les publications françaises, nous avons sélectionné :

- des articles, ouvrages et chapitres d'ouvrages et communications scientifiques ainsi que des rapports d'études et de recherches,
- des publications (guides, rapports, synthèses, réflexions) issues des acteurs publics et privés du développement,
- des publications institutionnelles,
- des publications associant chercheurs et acteurs du développement. Celles-ci sont nombreuses, les travaux sur les circuits courts étant souvent issus de projets de recherche en partenariat chercheurs-acteurs.

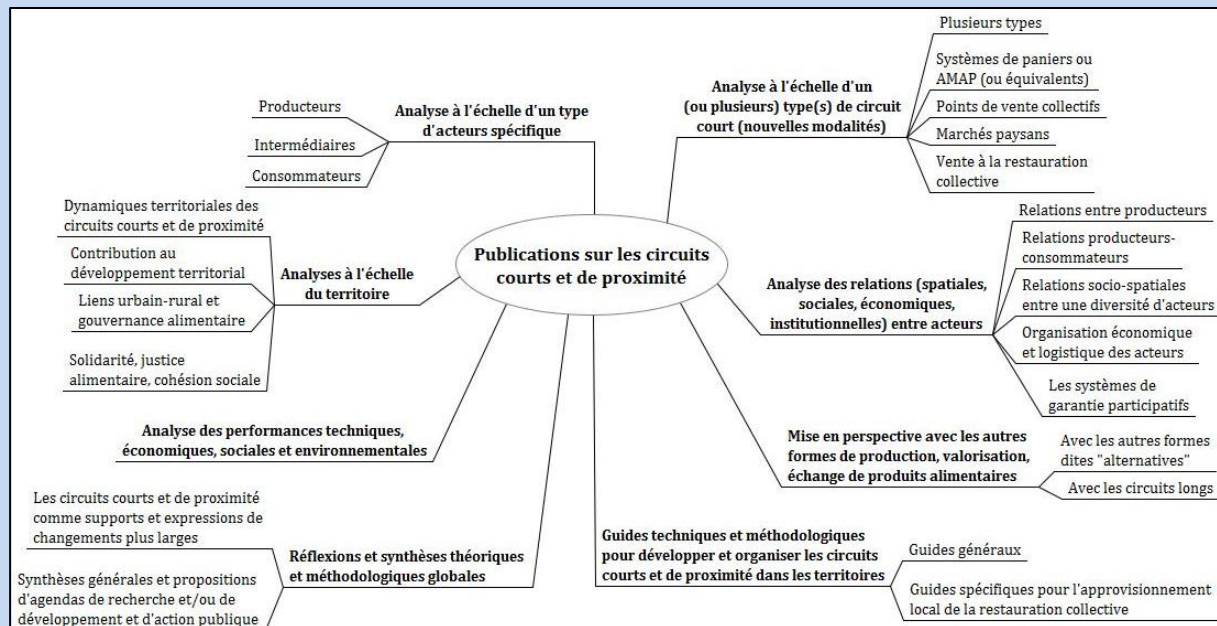
Une part conséquente des travaux sur les circuits courts et de proximité en France est constituée par les mémoires étudiants. Depuis le milieu des années 2000 en effet, de nombreux étudiants ont réalisé des études sur les circuits courts et de proximité, dans le cadre de stages au sein d'organismes de recherche, de collectivités, ou d'organismes de développement. Nous avons fait le choix de ne pas présenter ces mémoires dans le tableau. En effet, il aurait été trop long de les recenser pour en dresser un panorama qui soit représentatif de leur diversité. L'absence de ces mémoires constitue la limite principale de notre panorama, limite néanmoins partiellement compensée par le fait que certains résultats de ces travaux étudiants ont fait l'objet de rapports de synthèse ou de chapitres d'ouvrages, que nous inventorions ici.

En ce qui concerne les publications européennes (en italique dans le tableau), nous avons uniquement sélectionné un échantillon de publications « emblématiques »⁴³⁷ de réflexion générale sur les « *alternative agri-food networks* » (AAFN) et sur les « *local food systems* » (LFS) et les « *short food supply-chains* » (SFSC) afin de présenter l'état des réflexions sur les circuits courts et de proximité non seulement à l'échelle française, mais également élargi à l'échelle européenne.

Afin d'organiser ce panorama de la bibliographie sur les circuits courts et de proximité, les publications sont classées en fonction de leur thème et échelle d'analyse, qui constituent les lignes (rubriques) du tableau (voir figure ci-dessous). Nous n'avons retenu que le thème et l'échelle d'analyse principaux, une publication pouvant souvent en recouvrir plusieurs.

⁴³⁷ C'est-à-dire soit parce qu'elles sont souvent citées, soit parce que nous avons considéré que la réflexion présentée était très intéressante pour la recherche et/ou le développement.

Publications françaises et européennes sur les circuits courts et de proximité : classification par thèmes et échelles d'analyse



Réalisation : Claire Heinisch, 2015

Pour chaque rubrique, les publications (présentées sous le format 'auteur(s), date') sont organisées par ordre chronologique, ce qui permet d'appréhender l'évolution des réflexions au cours du temps. Enfin, pour chaque publication, nous précisons :

- la (ou les) discipline(s), ce qui permet de visualiser comment chaque discipline analyse les circuits courts et de proximité, et de constater qu'un très large champ disciplinaire est concerné ;
- le (ou les) territoires concerné(s), ce qui permet de voir l'étendue spatiale des publications sur les circuits courts et de proximité, et de constater que presque toutes les régions françaises sont concernées ;
- l'objet de la publication, résumé en quelques lignes.

Enfin, à la suite du tableau, une liste bibliographique détaille toutes les références complètes.

Remarque :

Il existe un grand nombre d'études et publications nord-américaines sur les AAFN/LFS/SFSC. Il existe en particulier de nombreuses études sur les CSA⁴³⁸ et sur les marchés paysans⁴³⁹, ainsi que, plus récemment, des travaux et réflexions sur une modalité récente d'organisation de l'approvisionnement alimentaire que sont les « *regional food hubs* », à même

⁴³⁸ Par exemple : Cone, C. A., & Myhre, A. (2000). Community-supported agriculture: A sustainable alternative to industrial agriculture? *Human Organization*, Vol. 59, n° 2, pp. 187-197.

⁴³⁹ Par exemple : Wittman, H., Beckie, M., & Hergesheimer, C. (2012). Linking Local Food Systems and the Social Economy? Future Roles for Farmers' Markets in Alberta and British Columbia. *Rural Sociology*, Vol. 77, n° 1, pp. 36-61.

de soutenir ce qui est nommé « *agriculture of the middle* »⁴⁴⁰. Cette « agriculture du milieu » correspond à des fermes de taille moyenne, situées dans un entre-deux entre marchés de commodités et vente directe, c'est-à-dire s'insérant dans des systèmes et des échanges alimentaires de proximité d'échelle régionale⁴⁴¹. On pourra également citer les travaux de Philip McMichael et Harriet Friedmann sur les « *food regimes* », consistant en une approche théorique et globale du changement dans les systèmes alimentaires à l'échelle mondiale⁴⁴². Enfin, on notera également qu'il existe un nombre croissant d'études et publications sur les circuits courts et de proximité au Québec. Nous avons fait le choix de ne pas inventorier ici ces travaux nord-américains, non seulement pour ne pas surcharger notre inventaire, mais aussi – et surtout – parce que nous n'aurions pas atteint le même degré de précision et la même diversité panoramique que pour les travaux français et européens, dont nous avons une bien meilleure connaissance.

⁴⁴⁰ **Matson, J., Sullins, M., & Cook, C.** (2013). *The Role of Food Hubs in Local Food Marketing*. Washington D.C., USA: USDA - United States Department of Agriculture.

⁴⁴¹ Cette notion d'« agriculture du milieu » a été récemment reprise par les chercheur.e.s de l'équipe ASTER de l'ISARA-LYON, dans la mesure où elle leur semblait pertinente pour enrichir les travaux existant sur les circuits courts et de proximité et pour éclairer et interroger les formes d'organisation des circuits agri-alimentaires de la région Rhône-Alpes, formes souvent situées entre circuits courts et circuits longs (lire notamment : **Brives, H., Chazoule, C., Fleury, P., & Vandenbroucke, P.** (2015). *La notion « d'agriculture du milieu » est-elle un cadre pertinent pour renouveler l'analyse de l'agriculture de Rhône-Alpes ?* In SFER (Ed.), Colloque « Structures d'exploitation et exercice de l'activité agricole : Continuités, changements ou ruptures? », Rennes, France, 12-13 février 2015).

⁴⁴² Lire par exemple l'article de Philip McMichael qui retrace l'historique du concept de "food regime" : **McMichael, P.** (2009). *A food regime genealogy*. *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 36, n° 1, pp. 139-169.

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
ANALYSES À L'ÉCHELLE D'UN (OU PLUSIEURS) TYPE(S) DE CIRCUIT COURT ET DE PROXIMITÉ (NOUVELLES MODALITÉS)				
Plusieurs types	Chaffotte & Chiffolleau, 2007	Sociologie, Économie	Définition et typologie des circuits courts	France, Hérault
	Maréchal (2008) (ouvrage collectif, chapitres 2 à 7)	Pluridisciplinaire	Description du fonctionnement de divers types de circuits courts (vente directe à la ferme et sur les marchés, systèmes de panier et AMAP, PVC, vente à la restauration collective)	Bretagne
	Amemiya <i>et al.</i> , 2008	Économie	Typologie des différentes formes de circuits courts en fonction de leur appartenance aux différents « mondes » de commercialisation (industriel, marchand, de l'innovation, interpersonnel)	France, Japon
	Léonard, 2010	Économie, Sociologie	Panorama des circuits courts dans le monde, et typologie des circuits courts en Belgique	Monde / Belgique
Systèmes de panier ou AMAP (ou équivalents)	Dubuisson-Quellier & Lamine, 2004	Sociologie	Analyse de l' articulation entre engagement marchand et politique dans les AMAP	Région PACA
	Parker, 2005	Économie	<i>Comparaison entre les CSA au Royaume Uni et les teikei au Japon</i>	UK / Japon
	Mundler <i>et al.</i> , 2006	Économie	Analyse du fonctionnement, des atouts, des limites, et des conditions de pérennisation et de reproductibilité des AMAP en Rhône-Alpes	Rhône-Alpes
	Mundler, 2007	Économie	Analyse des ressorts sociaux et économiques du développement des AMAP	Rhône-Alpes
	Dumain & Lanciano, 2010	Socio-anthropologie, Sciences de Gestion	Analyse des processus de transformation sociale à l'œuvre dans les systèmes de panier	Agglomération lyonnaise
	Arnaud de Sartre <i>et al.</i> , 2010	Géographie	Analyse du contexte d'émergence des AMAP en Béarn et en Bigorre, et analyse du sens que les différents acteurs donnent au « local » dans lequel ils estiment être engagés.	Béarn (Aquitaine) et Bigorre (Midi-Pyrénées)
	Olivier & Coquart, 2010	Économie	Rôle des AMAP dans le façonnement des pratiques des agriculteurs et composantes microéconomiques de la rentabilité des débouchés en AMAP	Midi-Pyrénées
	Ripoll, 2010	Géographie	Contribution des AMAP à la construction d'un « capital social de proximité »	Basse-Normandie
	Maréchal, 2011	Économie	Comparaison point par point des AMAP et des teikei	France / Japon
	Lagane, 2011	Anthropologie	Comparaison des teikei et des AMAP	France / Japon
	Minvielle <i>et al.</i> , 2011	Géographie	Analyse de l' émergence d'un « SYAL métropolitain » organisé autour des AMAP en région PACA	Région PACA
	Lanciano & Saleilles, 2011	Sciences de gestion	Analyse des processus d'institutionnalisation du mouvement des AMAP	France
	Brunori <i>et al.</i> (2012)	Économie	<i>Analyse du rôle joué par les consommateurs en matière de transformation sociale dans les GAS (Gruppi di Acquisto Solidale, équivalent des AMAP)</i>	Toscane (Italie)
	Samak, 2012	Sociologie	Analyse, du point de vue des producteurs , du processus d'implantation des AMAP dans les Alpes Maritimes	Alpes-Maritimes
	Blanc, 2012	Géographie	Les AMAP : réappropriation de la fabrique agricole et des espaces de production les consommateurs urbains et, mutations identitaires dans le monde agricole	Île-de-France

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	Mundler, 2013	Économie	Démonstration que le prix des paniers en AMAP n'est pas un frein pour leur développement auprès des populations à faibles revenu	Rhône-Alpes
	Guiguen, 2014	Anthropologie	Typologie des AMAP en fonction de leur degré de militantisme et leur ancrage territorial	Bretagne
	Lamine & Rouchier, 2014	Sociologie, Économie	Analyse du renforcement institutionnel des AMAP via la comparaison entre la charte de 2003 et celle de 2014	nc
	Raynal & Razafimahefa, 2014	Géographie, Statistiques	Analyse des spécificités des acteurs et réseaux impliqués dans les AMAP et construction d'un indicateur potentialité d'émergence des AMAP dans les bassins de vie ruraux.	France
	Poulot, 2014	Géographie	Analyse des profils de producteurs et consommateurs en AMAP en fonction de la diversité de leurs rapports au local	Île-de-France
	Ripoll, 2014	Géographie	Analyse du processus de construction de la cause des AMAP	France / Basse-Normandie
	Bernard <i>et al.</i> , 2010	Économie, Sociologie	Analyse comparée des règles, valeurs, pratiques, organisation du travail dans les AMAP et PVC	Rhône-Alpes
Points de vente collectifs (PVC)	Vincq <i>et al.</i> , 2010	Géographie, sociologie économie	Analyse de la construction économique et symbolique de la qualité dans les PVC	Midi-Pyrénées
Marchés paysans	<i>Kirwan, 2004, 2006</i>	<i>Sociologie</i>	<i>Analyse de l'engagement des producteurs et des consommateurs dans les marchés paysans, de leurs modes de coordination, notamment autour de la qualité des produits</i>	<i>Royaume-Uni</i>
	Delfosse, 2010	Géographie	Analyse (i) de la manière dont les marchés de ville, village, quartier, proposent des déclinaisons du local et s'insèrent dans des projets de territoire, dans les politiques urbaines et dans des stratégies spatiales , et (ii) de leur capacité à « ré-enchanter » le quotidien	Rhône-Alpes (* qq ex dans d'autres régions)
	Scheffer, 2010	Géographie	Analyse de la dimension touristique des marchés : perception des marchés locaux par les touristes, et transformation des marchés dans l'interaction avec les touristes	Bretagne, Pays-de-la-Loire
	Lagane, 2012	Anthropologie, Sciences de la communication	Ethnographie d'un marché paysan de plein vent en cœur de ville pour analyser l'impact de la communication citoyenne en tant que force de contestation de la rupture entre ville et campagne et participant à la réappropriation de symbolique de la ruralité en ville	Ville de Marseille
	Delfosse & Navarro, 2012	Géographie	Analyse des nouvelles gouvernances des marchés	Europe, France
	Chiffolleau <i>et al.</i> , 2013	Sociologie	Analyse d'un système innovant de signalisation et de garantie de la qualité et de l'origine des produits	Ville de Grabels/Hérault
	Vente à la restauration collective	Le Velly, 2010	Sociologie	Analyse de modalités innovantes de mise en relation de l'offre et de la demande pour l'approvisionnement local de la restauration collective
Le Velly & Brechet, 2011		Sociologie, Sciences de gestion	Analyse des modalités de régulations dans la vente à la restauration collective	Ville de Nantes et ville de Brest
Praly <i>et al.</i> , 2012		Géographie, Sociologie, Sciences de gestion	Analyse de la nécessité de la nécessité d'articulation (spatiale, économique, institutionnelle) d'une pluralité verticale et horizontale d'échelles dans l'approvisionnement des cantines en produits locaux	Région grenobloise

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	Darly & Aubry, 2014	Géographie, Agronomie	Analyse de la diversité des réseaux d'approvisionnement locaux de la restauration collective (réseaux de proximité liés à l'agriculture urbaine et réseaux élargis entre lieux de production et de consommation plus distants)	Île-de-France
	Marty, 2014	Géographie	Les projets d'approvisionnement local de la restauration scolaire comme expression d'un nouveau rôle des villes comme acteurs normatifs des questions agricoles à travers un nouveau partenariat avec les acteurs agricoles locaux	Ville de Brive-la-Gaillarde (Corrèze)
ANALYSE À L'ÉCHELLE D'UN TYPE D'ACTEUR SPÉCIFIQUE				
Producteurs	Durand, 2007	Économie	Contribution de l'activité vente directe à la redéfinition du métier d'agriculteur	Bretagne
	Le Caro & Daniel, 2007	Géographie	Analyse des motivations (économiques, relationnelles, identitaires, hédoniques) des producteurs en vente directe en Bretagne	Bretagne
	Le Caro, 2007, 2011	Géographie	Le producteur en vente directe comme médiateur entre les habitants-consommateurs et la terre	Bretagne
	Ollagnon & Chiffolleau, 2008	Sociologie	Typologie des producteurs en circuits courts (maraîchage) sur la base de leur trajectoire	Hérault et Pyrénées Orientales
	Cheyns, 2010	Sociologie	Profils de producteurs en vente directe analysés selon une sociologie des régimes d'engagement, sur la base de récits de vie filmés	Languedoc-Roussillon
	Heinisch <i>et al.</i> , 2010	Agronomie, sociologie, géographie	Profils de producteurs en circuits courts dans les parcs naturels régionaux , sur la base de récits de leur projet d'installation agricole (freins et leviers)	PNRs Luberon, Volcans d'Auvergne, Perche, Ballons des Vosges, Haute Vallée de Chevreuse
	Lanciano & Saleilles, 2010	Sciences de gestion	Le choix des circuits courts chez les producteurs comme acte entrepreneurial	3 territoires en Rhône-Alpes
	Capt & Wavresky, 2011	Économie, Statistique	Analyse statistique des spécificités des exploitations agricoles en vente directe d'après les données du RGA	France
	Poisson & Saleilles, 2012a	Géographie, Sciences de gestion	Analyse des besoins en accompagnement des producteurs en circuits courts	France / Rhône-Alpes
	Chiffolleau, 2012	Sociologie	Contribution des circuits courts à la lutte contre l'exclusion des producteurs précaires	Languedoc-Roussillon
	Dufour <i>et al.</i> , 2010 Dufour & Lanciano, 2012a	Sociologie, Sciences de gestion	Analyse de la contribution des nouveaux modes d'échanges que sont les circuits courts à la transformation des rapports au métier et au travail des agriculteurs, et à l'émergence d'acteurs paysans	Bretagne et Rhône-Alpes
	Dufour & Lanciano, 2012b	Sociologie, Sciences de gestion	Analyse des apprentissages dans les trajectoires de producteurs en circuits courts	Grand Ouest
	Lanciano <i>et al.</i> , 2012	Sciences de gestion	Profils des producteurs en circuits courts en fonction de leurs pratiques	Pays de la Loire
	Aubert, 2013	Économie	Analyse statistique des déterminants individuels (producteurs) et structurels (exploitations) de la vente en circuits courts à partir des données du RGA 2010	France

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	Chiffolleau & Gauche, 2013	Sociologie, Sciences de gestion	Typologie des modèles stratégiques des exploitations maraîchères en circuits courts , illustratrice de liens complexes entre innovation, encastrement et performance	Languedoc-Roussillon et Bretagne
Intermédiaires	Delfosse, 2013	Géographie	Analyse du rôle clé des crémiers dans les circuits de proximité : lien entre producteurs et consommateurs, maintien de la diversité des produits, filières, lieux de vie, et développement territorial	Rhône-Alpes
Consommateurs	Ansaloni & Humbert, 2007	Économie	Mise en évidence d'une demande sociale pour les circuits courts	Bretagne
	Dubuisson-Quellier & Lamine, 2008	Sociologie	Analyse de deux grandes formes d'engagement des consommateurs dans le commerce équitable et les circuits courts : la délégation, basée sur le marché, et l'empowerment, basé sur des mécanismes contractuels entre producteurs et consommateurs et la construction de choix collectifs	nc
	Ndiaye & Carimentrand, 2011	Économie	Définition, historique et dualité de la consommation responsable	nc
	Dubuisson-Quellier <i>et al.</i> , 2011	Sociologie	Analyse des champs d'action (éducation à la consommation, mise en place de forme alternatives d'échange et mobilisation protestataires) dans les AAFN portés par les consommateurs (AMAP, Artisans du Monde, association promotrice du consumérisme politique)	France
	Rousseau <i>et al.</i> , 2011	Économie	Analyse de l'engagement des consommateurs dans les circuits courts : motivations, vécus, impacts et changements de pratiques	Nord-Pas-de-Calais
	Merle & Piotrowski, 2012	Sciences de gestion, Marketing	Définition et motivations (réduction des risques sanitaires, découverte des saveurs, volonté de consommer responsable et la recherche de lien social) de la consommation locale alimentaire, et conclusion managériales	nc
	Prigent-Simonin <i>et al.</i> , 2012	Sciences de gestion, Marketing	Portraits d'acheteurs en circuits courts (marchés, paniers et AMAP, PVC) en fonction de leurs comportements d'achats, leurs motivations et leur profil socio-démographique	Bretagne, Pays de la Loire, Rhône-Alpes
	Hérault-Fournier <i>et al.</i> , 2012 Hérault-Fournier, 2013 Hérault-Fournier, 2014	Sciences de gestion, Marketing	Analyse et typologie des consommateurs en circuits courts en fonction de la proximité perçue à l'égard des PVC, AMAP et marchés	nc
	Merle & Hérault-Fournier, 2013	Sciences de gestion, Marketing	Analyse de l'influence de la présence du producteur sur la qualité perçue par les consommateurs et leurs intentions à l'égard du lieu de vente	nc
	Costa <i>et al.</i> , 2015	Sciences de gestion, Marketing	Analyse quantitative du rôle de et du lien entre les proximités relationnelle, de processus et identitaire dans la fidélité des consommateurs à un point de vente en circuits court ou long	nc
ANALYSE DES RELATIONS (SPATIALES, SOCIALES, ÉCONOMIQUES, INSTITUTIONNELLES) ENTRE ACTEURS				
Relations entre producteurs	Chiffolleau, 2009	Sociologie	Analyse des relations (dialogue professionnel, coopération, amitié, nouvelles solidarités) entre producteurs en circuits courts via l'analyse de réseaux	Languedoc-Roussillon

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	Poisson & Saleilles, 2012b, 2012c	Géographie, Sciences de gestion	Analyse des trajectoires d'émergence de collectifs de producteurs en circuits courts et du fonctionnement de ces collectifs	Bretagne, Pays de la Loire, Poitou-Charentes
Relations producteurs-consommateurs	<i>Sage, 2003</i>	<i>Géographie</i>	<i>Analyse des relations non marchandes entre producteurs et consommateurs dans un marché paysan</i>	<i>Irlande</i>
	Lamine, 2005	Sociologie	Analyse des AMAP sous l'angle du partage des incertitudes entre producteurs et consommateurs	nc
	Prigent-Simonin & Hérault-Fournier, 2005	Sciences de Gestion	Analyse du rôle de la relation directe entre producteurs et consommateurs sur la perception de la qualité des produits par les consommateurs	Pays de la Loire
	Bénézech, 2007, 2011	Économie	La confiance dans les échanges directs de produits alimentaires	nc
	Pouzenc <i>et al.</i> , 2008	Géographie, Économie	Analyse des transformations des relations entre producteurs et consommateurs dans les circuits courts (AMAP et PVC)	Midi-Pyrénées
	Sarrazin, 2012	Sociologie	Le concept du don pour éclairer la manière dont les liens de confiance se tissent entre producteurs et consommateurs	France
	Richard <i>et al.</i> , 2014 Chevallier <i>et al.</i> , 2015	Géographie, Économie	Les circuits courts en Limousin comme révélateurs de processus de gentrification rurale : producteurs et consommateurs en circuits courts appartiennent à une même classe sociale (plus diplômés) , ce qui favorise le développement et la performance économique des circuits courts et fait émerger une hypothèse à tester : difficultés économiques des producteurs se lançant en CC proviendraient en partie d'une difficulté à accéder à la clientèle, faute de faire partie du même milieu que celle-ci.	Limousin
Relations socio-spatiales entre une diversité d'acteurs	Blanquart & Gonçalves, 2011	Économie, Géographie	Diversité des types de proximité entre acteurs	Île-de-France
	Chevallier <i>et al.</i> , 2014	Économie, Géographie	Analyse des proximités mobilisées dans les circuits courts, dans une perspective d'accompagnement des initiatives	Limousin
	Amemiya <i>et al.</i> , 2011 (plusieurs chapitres d'un ouvrage collectif)	Géographie, Sociologie, Économie	Analyses de nouvelles structurations entre acteurs au sein des circuits courts (7 études de cas sur le renouvellement des rôles des producteurs et des consommateurs, les nouvelles dynamiques de coordination entre acteurs, les nouvelles solidarités, l'amélioration des conditions de travail)	Bretagne, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Languedoc-Roussillon
Organisation économique et logistique des acteurs	Valorge, 2010	Économie	Avantages et difficultés de l'organisation des circuits courts en SCIC	France entière
	Mondy & Terrieux, 2010	Économie	Analyse des formes innovantes d'organisation des circuits courts : ateliers de transformation fermières et CUMA de diversification	Midi-Pyrénées
	Froux, 2011	Économie	Analyse de l'évolution des abattoirs locaux et des difficultés et opportunités pour le développement de filières de proximité	France entière
	FNCUMA, 2012	Économie	Avantages de l'organisation en collectifs pour transformer et commercialiser en circuits courts	France entière
	Romeyer, 2012	Sciences de gestion	Analyse des coopérations logistiques verticales et horizontales dans trois initiatives d'approvisionnement local de la restauration collective	Rhône-Alpes

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	Gafsi <i>et al.</i> , 2013 Mundler <i>et al.</i> , 2013 Mundler & Valorge, 2015	Économie, Sciences de gestion	Analyse des initiatives d'ateliers collectifs de transformation : motivation des agriculteurs, impacts socio-économiques, proximités mobilisées et ancrage territorial	France entière
	Gonçalves, 2013	Économie	Analyse des logiques et modalités d'organisation logistique des circuits courts pour évaluer l'exemplarité en matière de transports durables	nc
	Messmer, 2013	Économie	Analyse des éléments de construction, structuration et développement des projets de circuits courts multi-acteurs pour permettre leur développement à plus grande échelle	France (Île-de-France, Alsace, Centre, Haute-Normandie, Pays de la Loire) et Suisse (Vaud, Genève)
	Gonçalves, <i>et al.</i> , 2014	Géographie, Économie	Analyse de la compatibilité des logiques à l'œuvre dans les circuits courts avec la mise en place de food-hubs (plateformes logistiques et commerciales alimentaires)	Pas-de-Calais
Les systèmes de garantie participatifs	Mundler & Bellon, 2011	Économie, Agronomie	Le double enjeu des SPG, comme mode de certification pertinent dans les circuits courts : la participation effective des acteurs aux SPG – ce qui ne va pas de soi comme le montre leur mise en œuvre un peu chaotique dans les Amap – et leur reconnaissance par les pouvoirs publics au même titre que la certification par tiers	France, Monde
ANALYSES À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE				
Dynamiques territoriales des circuits courts et de proximité	Hérault-Fournier <i>et al.</i> , 2009	Sciences de gestion, Géographie	Rôle des contextes territoriaux sur l'émergence des circuits courts	Basse-Normandie
	Dumain <i>et al.</i> , 2010	Géographie, socio-anthropologie	Mobilisation et construction et transformation du territoire par les circuits courts	3 territoires en Rhône-Alpes
	Boivin, 2010	Géographie	Analyse du système territorial de production et d'approvisionnement agrobiologique en Île-de-France à partir d' une approche par les proximités	Île-de-France
	Olivier <i>et al.</i> , 2010	Géographie, Économie	Cartographie et analyse du fonctionnement des AMAP et des PVC : expression d'un renouveau et d'une recomposition des circuits courts et de nouveaux enjeux socio-spatiaux	Midi-Pyrénées
	Chometon, 2011	Géographie	Ancrages territoriaux des AMAP	Auvergne
	Castel, 2011	Économie	Comparaison de la territorialité des nouvelles formes de vente directe dans les systèmes agricoles territorialisés (SAT) de type « terroir » (relation étroite produit/terroir) et les SAT de type « espaces de vie » (nouvelles modalités de relations entre agriculture et territoire)	nc
	FPNRF & FRCIVAM Bretagne, 2013	Pluridisciplinaire	Bilan du projet de recherche-action LOCCATERRE : méthodologies d'observation et d'accompagnement des circuits courts dans les territoires	8 PNR
	Guiraud <i>et al.</i> , 2014	Économie	Analyse exploratoire quantitative des contraintes et opportunités de développement des circuits courts sur un territoire	Région PACA
	Capt <i>et al.</i> , 2014	Économie, Géographie	Analyse du rôle croissant des territoires de projets (pays) dans le développement des circuits courts	Bourgogne

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	Gomez & Itçaina, 2014	Sciences de gestion, Sciences politiques	Contribution des circuits courts à la construction d'un discours sur la souveraineté alimentaire territoriale	Pays Basque
Contribution au développement territorial	Marsden et al., 2000	Géographie, Sociologie, Économie	<i>Contribution des SFSC (3 grands types) au développement rural, selon leur évolution temporelle, spatiale, institutionnelle et selon l'évolution de la demande</i>	Europe (6 études de cas dans 4 pays : Italie, UK, Allemagne, Espagne)
	Renting et al., 2003	Sociologie, Géographie	Analyse empirique de la contribution des « short food supply chain » au développement rural	Europe (7 pays)
	Denéchère et al., 2008	Économie	Mise en évidence de l'émergence d'un système alimentaire territorialisé via une évaluation économique , une analyse des motivations des acteurs, et une description des proximités mobilisées	Bretagne
	CESER Pays-de-la-Loire, 2010	Pluridisciplinaire	État des lieux, enjeux, opportunités, évaluation et pistes de développements des circuits courts en Pays-de-la-Loire	Pays-de-la-Loire
	Traversac & Kebir, 2010	Économie	Les circuits courts comme vecteurs de résistance de l'agriculture et des paysages verts au cœur des territoires urbains et périurbains et clés de la reconstruction d'un territoire rural	Île-de-France
	Prévoist, 2014	Économie	Comment les innovations sociales que sont les circuits courts jouent le rôle de catalyseur de transformations socioéconomiques , et peuvent être saisis par les acteurs pour tenter de changer les logiques de régulation du développement territorial	nc
Liens urbain - rural & gouvernance alimentaire	Hochedez, 2008	Géographie	Analyse du rôle des circuits courts dans le développement durable des espaces ruraux intermédiaires	Suède (région de Stockholm)
	Arnal, 2009	Géographie	L' alimentation comme entrée privilégiée pour renforcer les liens entre villes et campagnes , dans le cadre d'un projet agri-urbain plus global	3 villes moyennes et leur périphérie en Rhône-Alpes
	Terres en Villes et al., 2010a	Pluridisciplinaire	Analyse des enjeux et modalités de construction de gouvernance alimentaire territoriale	Plusieurs villes et leur périphérie en France
	Terres en Villes et al., 2010b	Géographie, Économie	Analyse de l'insertion des circuits courts dans les systèmes alimentaires territoriaux : acteurs, initiatives, politiques publiques et impacts	Agglo de Saint-Nazaire et PNR de Brière, agglo de St Etienne et PNR du Pilat, agglo d'Aix-en-Provence et PNR du Luberon
	APCA, 2010	Pluridisciplinaire	Synthèse des réflexions et actions des chambres d'agricultures et de leurs partenaires sur les circuits courts : enjeux de développement des circuits courts, nouvelle politique alimentaire, repères réglementaires, présentation d'initiatives locales et nouvelles gouvernances autour de l'approvisionnement local de la restauration collective	France

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	Darly, 2010	Géographie	Analyse du lien entre les caractéristiques des réseaux d'acteurs du développement agricole et leurs capacités à générer des projets de relocalisation des systèmes alimentaires : les Chambres d'Agriculture et PNR comme principales structures sur lesquelles s'appuient la Région et les autres collectivités territoriales pour développer des systèmes alimentaires localisés.	Île-de-France
	Guiomar, 2011	Géographie	Analyse de l'ampleur et la spécificité des politiques agricoles locales (les circuits courts faisant partie de ce tout)	France
	Perrin, 2011	Géographie	La place de l'agriculture dans les projets de développement local : une agriculture de terroir dans la mondialisation (porté par les syndicats AOC) ou une agriculture de proximité renouvelant les liens urbain-rural (porté par les municipalités)	Italie (Chianti)
	Hochedez& Le Gall, 2011	Géographie	Comparaison Nord/Sud de la mutation des réseaux d'approvisionnement des villes en légumes frais . Nouveaux producteurs, agricultures plus familiales, et réseaux de commercialisation de proximité : des innovations agricoles et sociales reprises par les pouvoirs publics.	Suède (Stockholm et sa périphérie) / Argentine (BsAs et sa périphérie)
	Olivier, 2012	Sciences politiques	Analyse du renouveau du paysage institutionnel autour des circuits courts : rôle des OPA et des acteurs publics dans la gouvernance des circuits courts	Grand Ouest / Bretagne
	Dumain & Maurines, 2012	Géographie, Socio-anthropologie	Analyse des modes de gouvernance des circuits courts dans les territoires : une gouvernance hybride , entre politiques publiques et initiatives/marge de manœuvre de la « base », comme garante de la pérennité des initiatives	Rhône-Alpes
	Aubry <i>et al.</i> , 2012	Agronomie, Économie, Géographie	Reconquête de la fonction alimentaire de l'agriculture de proximité et contribution à une meilleure gestion des ressources (sols, eau)	Île-de-France
	Krausz <i>et al.</i> , 2013	Géographie, Économie, Sociologie	Propositions pour une nouvelle gouvernance alimentaire des villes visant à construire des systèmes alimentaires durables et de qualité, en symbiose avec les territoires et les hommes , et analyse de la restauration collective comme levier de changement (dans le cadre du programme <i>Eating City</i>)	Europe
	Bonnefoy & Brand, 2014	Géographie	Le développement des actions en faveur des circuits courts comme reconnaissance du fait agricole périurbain et comme expression d'une articulation entre politiques agricoles et politiques alimentaires	France, avec exemples en Rhône-Alpes
	Perrin & Soulard, 2014	Géographie	Analyse des acteurs, initiatives, lieux et politiques d'une gouvernance alimentaire en construction	Perpignan et sa périphérie
Braine-Supkova <i>et al.</i> , 2015	Géographie, Sociologie, Sciences politiques	Dans le cadre du projet IUFN « gouvernance alimentaire France », analyse des enjeux et de la mise en œuvre de projets d'approvisionnement alimentaire local durable dans les territoires et présentation de propositions et outils pour l'action publique locale	France	

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
Solidarité, justice alimentaire, cohésion sociale	Paturel, 2010	Sociologie	Réflexion sur les circuits courts comme alternative à l'accès d'une alimentation de qualité pour tous , et sur les liens à inventer avec le dispositif d'aide alimentaire	nc
	CELAVAR & INRA, 2010	Sociologie	Capitalisation et analyse d'expériences d'organisation territoriale de circuits courts permettant de créer une dynamique de cohésion sociale	France entière
	Touret <i>et al.</i> , 2011	Sociologie	Analyse d'initiatives de circuits de proximité à dimension sociale en agriculture biologique , vectrices d'une double solidarité producteurs-consommateurs	France entière
	Le Velly & Paturel, 2012, 2013	Sociologie	Description d'un dispositif expérimental visant à développer l'approvisionnement en circuits de proximité de l'aide alimentaire	Languedoc-Roussillon
	Darrot <i>et al.</i> , 2015	Sociologie	Résultats du projet SOLALTER sur les solidarités alimentaires territorialisées	Bretagne
MISE EN PERSPECTIVE/COMPARAISON DES CIRCUITS COURTS ET DE PROXIMITÉ AVEC LES AUTRES FORMES DE PRODUCTION, VALORISATION ET ÉCHANGE DE PRODUITS ALIMENTAIRES				
Avec les autres formes dites « alternatives »	Maréchal, 2003	Pluridisciplinaire	Réflexion sur les possibilités et la mise en œuvre éthique, sociale et politique d'un transfert d'expérience du commerce équitable (Sud-Nord) vers des circuits équitables et de proximité Nord-Nord.	France et pays du Nord en général
	<i>Brunori, 2007</i>	Économie	<i>Typologie des systèmes de production et d'échange de produits « locaux » en fonction de la distance entre espaces de production et de consommation et le niveau de réflexivité des consommateurs dans leur choix des produits</i>	nc
	<i>Tregear, 2007</i>	Économie	<i>Typologie des systèmes de production et d'échange de produits « locaux » en fonction des caractéristiques du produit (banal ou qualité liée à l'origine)</i>	nc
	Deverre & Lamine, 2010	Sociologie	Revue des travaux anglophones en sciences sociales sur les AAFN (incluant circuits courts et démarches fondées sur la qualité liées au territoire)	Europe
	Le Velly, 2011	Sociologie	Comparaison du monde du commerce équitable et du monde des circuits courts (souvent revendiqués comme commerce équitable local)	France, Bretagne, région grenobloise
	Delfosse, 2012a	Géographie	Synthèse historique d'un siècle de débats sur les liens de produits alimentaires à l'espace	France
	<i>Bowen & Mutersbaugh (2013)</i>	Sociologie, Géographie	<i>Comparaison entre l'approche française de type « SYAL » et l'approche anglo-saxonnes de types « AAFN » et comment la première peut enrichir la seconde</i>	nc
Avec les circuits longs	<i>Schlich et al., 2006</i>	Sciences de l'alimentation et de l'environnement	<i>Comparaison de l'énergie finale consommée dans les chaînes d'approvisionnement régionales et suprarégionales (dont mondiales) pour trois produits : vin, viande d'agneau, jus de fruit</i>	nc
	<i>Sonnino & Marsden, 2006</i>	Géographie, Sociologie, Anthropologie	<i>Analyse des liens entre circuits alimentaires alternatifs et conventionnels à travers le concept d'« embeddedness » dans une perspective de développement rural</i>	Europe

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
ÉVALUATION DES CIRCUITS COURTS ET DE PROXIMITÉ				
Évaluation des performances techniques, économiques, sociales et environnementales	Redlingshöfer, 2008	Sciences de l'environnement	Analyse de l' impact environnemental des circuits courts : transport des produits et rôle des consommateurs	nc
	Abel-Coindoz et al., 2008	Sciences de l'Environnement	Analyse comparée de l' empreinte écologique de trois menus en restauration collective (en circuits de proximité et en circuits longs)	nc
	Maréchal & Spanu, 2010	Économie, Sociologie	Analyse de la contribution des circuits courts à l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement : rôle des interactions producteurs-consommateurs, et des interactions et de l'action collective entre producteurs (OP et réseaux)	Bretagne
	Aubry, 2012	Agronomie	Évaluation de la durabilité des circuits courts , essentiellement du point de vue du producteur	nc
	Étude « Références Circuits Courts » (2011 – 2013) (plusieurs rapports) http://www.centre-diversification.fr/Dossier-circuit-court/p/3/478/0/	Pluridisciplinaire	Évaluation des facteurs de réussite, des points de vigilance, et des impacts techniques, économiques, sociaux et environnementaux des circuits courts à l'échelle des exploitations agricoles	France entière
	Commissariat Général au Développement Durable, 2013	Pluridisciplinaire	Synthèse bibliographique sur les avantages de la consommation locale : pas forcément plus favorable en termes de transport, mais avantages socio-économiques nombreux	France
	Aubert & Enjolras, 2014	Économie, Sciences de gestion	Analyse statistique et économétrique du lien (dans les deux sens) entre circuits courts et pratiques plus favorable à l'environnement (i.e. AB) à partir des données du RGA 2010	France
Malandrin & Dvortsin, 2015	Économie	Évaluation des bénéfices sociaux, environnementaux et économiques des LFS à partir de 5 études de cas dans 5 pays	Europe (5 pays)	
GUIDES TECHNIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES POUR DÉVELOPPER ET ORGANISER LES CIRCUITS COURTS ET DE PROXIMITÉ DANS LES TERRITOIRES				
Guides généraux	<i>Observatoire Européen Leader, 2000</i>	Économie	<i>Guide à destination des GAL LEADER et des acteurs locaux pour développer une stratégie de commercialisation des produits locaux dans une complémentarité circuits courts et longs valorisant le triangle territoire/population/produits et le développement d'activités liées aux ressources et aux savoir-faire spécifiques des territoires</i>	Europe
	CIVAM, 2008	Pluridisciplinaire	Guide à destination des agents de développement pour accompagner les démarches collectives en circuits courts	Massif Central
	FRCIVAM LR & CIVAM 11, 2009	Pluridisciplinaire	Guide à destination des agents de développement pour accompagner les démarches collectives en circuits courts	Languedoc-Roussillon
	Cerdd, 2010	Pluridisciplinaire	Guide à destination des élus, agents de développement et porteurs de projets pour évaluer les projets de circuits courts en fonction des enjeux sociaux, économiques, environnementaux et territoriaux	Pas-de-Calais

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	Berger, 2010	Économie	Guide à destination des agriculteurs et des agents de développement pour évaluer le potentiel de développement des circuits courts sur un territoire	Bretagne
	Réseau Rural de Franche-Comté, 2011	Pluridisciplinaire	Guide à destination des acteurs des territoires pour la mise en œuvre d'une stratégie concertée de développement des circuits courts	Franche-Comté
	Hocheux <i>et al.</i> , 2011	Pluridisciplinaire	Guide pour l'action publique territoriale en faveur des circuits courts, à destination des agriculteurs, élus, agents de développement, responsables associatifs et organisations professionnelles agricoles	Aquitaine
	Étude « Références Circuits Courts » (2011 - 2013) (plusieurs rapports) http://www.centre-diversification.fr/Dossier-circuit-court/p/3/478/0/	Pluridisciplinaire	Guides à destination des agriculteurs (et leurs accompagnateurs) pour la production, transformation et commercialisation en circuits courts pour 6 familles de produits (légumes & petits fruits, bovins viandes, bovins lait, viande ovine, volailles, porcs)	France entière
	ADEAR 13 & CICM, 2014	Pluridisciplinaire	Guide méthodologique à destination des paysans, élus et agents de développement pour la création de marchés paysans	Bouches-du-Rhône
	Carton <i>et al.</i> , 2014	Pluridisciplinaire	Guide méthodologique à destination des agents de développement pour accompagner les porteurs de projets en circuits courts et réaliser des enquêtes consommateurs	Rhône-Alpes
Guides spécifiques pour l'approvisionnement local de la restauration collective	Equi'Sol <i>et al.</i> , 2008	Guide technique et juridique	Guide d'aide à la rédaction d'appel d'offre à destination des collectivités souhaitant s'approvisionner en produits locaux et/ou bio et/ou équitables	Rhône-Alpes / France
	FPNRF, 2009	Présentation d'expériences pilotes	Guide/formation à destination des élus et des agents de développement des PNR souhaitant favoriser/accompagner des projets d'approvisionnement de la restauration collective. Présentation d'expériences pilotes menées dans les PNR ou par leurs partenaires.	Plusieurs exemples en France et en Italie
	FNCIVAM & Fondation Nicolas Hulot, 2011 (2 ^{ème} version)	Guide technique et juridique	Guide à destination des collectivités et des entreprises ayant un projet de développement de l'approvisionnement local de la restauration collective, inséré dans un projet plus large de développement territorial durable	France
	DRAAF Rhône-Alpes & EPL Les Sardières, 2010	Guide technique, juridique, organisationnel	Guide à destination des acteurs de la restauration collective pour développer des achats de proximité et de qualité qui soient significatifs et pérennes	Rhône-Alpes
	MAAF, 2014	Guide technique, juridique, organisationnel	Guide à destination des acteurs de la restauration collective pour développer des achats de proximité et de qualité qui soient significatifs et pérennes → guide qui reprend le précédent	France

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
RÉFLEXIONS ET SYNTHÈSES THÉORIQUES ET MÉTHODOLOGIQUES GLOBALES				
Les circuits courts et de proximité comme supports et expressions de changements plus larges	Chiffolleau, 2008	Sociologie	Analyse des enjeux de développement durable des circuits courts	nc
	Dubuisson-Quellier & Le Velly, 2008	Sociologie	Analyse du degré du caractère hybride des circuits courts comme atout pour interpeler les acteurs des systèmes alimentaires à s'interroger sur le fonctionnement de ces derniers	nc
	Dubuisson-Quellier, 2009	Sociologie	Analyse de l'importance de la portée politique des initiatives militantes de circuits courts	nc
	Darrot & Durand, 2010	Sociologie, Économie	Mise en évidence d'un référentiel idéal-typique des circuits courts, alternatif au référentiel dominant du marché	Europe (Autriche, France, Hongrie, Pologne, Royaume-Uni)
	Chiffolleau & Prévost, 2012	Sociologie, Économie	Les circuits courts comme innovations socio-territoriales contribuant à la construction d'une alimentation durable dans les territoires	nc
	Di Masso Tarditi, 2012	Sociologie	<i>Analyse de la diversité des discours autour de la souveraineté alimentaire dans les réseaux alimentaires alternatifs et de leur agenda politique transformateur</i>	Espagne (Catalogne)
	Van der Ploeg et al., 2012	Sociologie	<i>Les nested markets (incluant les circuits courts) comme porteurs de luttes sociales et de propositions face aux « empires alimentaires » et comme vecteurs de développement rural</i>	Europe, Brésil, Chine
	Lamine et al., 2012	Sociologie, Économie	<i>Analyse du potentiel transformateur des AAFN et des changements de gouvernance intéressants et nécessaires pour une transition vers des systèmes alimentaires durables</i>	Europe
	Verhaegen, 2012	Sciences politiques	<i>Analyse de deux options (« optimiste » et « pessimiste ») de potentiel de transformation sociale des AAFN : tremplin pour la construction de systèmes alimentaires plus durables, ou bien simple différenciation des systèmes de production et de transformation sans perspective de réel changement social.</i>	Europe
Delfosse, 2012b	Géographie	Les circuits courts, nouveaux modes de penser l'espace, le quotidien, les relations entre acteurs	France	
Synthèses générales et propositions d'agendas de recherche et/ou de développement et d'action publique	Watts et al., 2005	Géographie	<i>Analyse du degré d'alternativité des AAFN : faible (initiatives centrées sur le produit) et fort (initiatives centrées sur la relation)</i>	Europe
	Venn et al., 2006	Géographie, Sociologie	Réflexions méthodologiques sur l'analyse des AAFN dans la littérature anglo-saxonne	Europe
	Praly et al., 2009, 2014	Géographie, Sociologie	Analyse de la pertinence de la notion de proximité pour définir et analyser les circuits alimentaires locaux	nc
	Tregear, 2011	Économie	Revue critique de la littérature anglo-saxonne sur les AAFN et proposition d'agenda pour recherche plus rigoureuse et plus complète	Pays anglo-saxons
	Hérault-Fournier, Lanciano et al., 2012	Pluridisciplinaire	Importance de la notion de proximité et de l'interdisciplinarité théorique et méthodologique pour analyser les circuits courts et contribuer à leur pérennisation	nc
	Kebir & Torre, 2013	Économie	Le rôle des proximités géographiques et organisationnelles dans les « short food supply chain »	nc

ENTRÉE/ THÈME PRINCIPAL	RÉFÉRENCE	DISCIPLINE/ APPROCHE	CONTENU DE L'ÉTUDE	TERRITOIRE(S) CONCERNÉ(S)
	<i>Kneafsey et al. 2013</i>	Pluridisciplinaire	État de l'art et analyse des « short food supply chains » et des « local food systems » en Europe et proposition de politiques publiques pour mieux les soutenir	Europe entière + études des cas en Autriche, France et Hongrie
	<i>Barbera et al., 2014</i>	Sociologie, Économie, Géographie	Proposition d'agenda de recherche pour l'analyse des AAFN : approche territoriale, prise en compte de la gestion des ressources, compréhension des choix des producteurs et des consommateurs, analyse des nouvelles conventions de qualité	nc
	Le Labo de l'ESS, 2015	Pluridisciplinaire	Définition des « circuits courts économiques et solidaires » et propositions pour un changement d'échelle	France (+ exemples à l'étranger)
	Allain, 2015	Pluridisciplinaire	Rapport à l'Assemblée Nationale sur les enjeux et conditions de réussite de la relocalisation de la production et de l'alimentation dans les territoires.	France

Références bibliographiques complètes

- Abel-Coindo, C., Egret, M., & Warnery, C.** (2008). Réflexions à partir de l'empreinte écologique des repas servis en restauration collective. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon: Educagri, pp. 187-200.
- ADEAR 13, & CICM.** (2014). Méthodologie pour la création de marchés paysans. Marseille: ADEAR 13 & CICM.
- Allain, B.** (2015). Rapport d'information à l'Assemblée Nationale par la commission des affaires économiques sur les circuits courts et la relocalisation des filières agroalimentaires. Paris: Assemblée Nationale.
- Amemiya, H., Bénézech, D., & Renault, M.** (2008). Les circuits courts : un "monde de commercialisation" interpersonnel? In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon, France: Educagri, pp. 113-123.
- Amemiya, H., Le Caro, Y., Lescureux, F., Dufour, A., Bernard, C., Dumonet, A., Mondy, V., Chiffolleau, Y., Monbureau, B., & Chauvel, G.** (2011). Analyses de structurations nouvelles en France. In H. Amemiya (Ed.), *Du Teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 127-252.
- Ansaloni, M., & Humbert, M.** (2007). L'approche de la demande sociale d'après une enquête auprès des visiteurs du salon Ille et Bio en 2004 *L'Agriculture participative. Dynamiques bretonnes de la vente directe*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 151-164.
- APCA (Pôle Économie et Politiques Agricoles).** (2010). Dossier : Circuits courts. Une relation de proximité. *Revue Chambres d'Agriculture*, n° 991, pp. 11-40.
- Arnal, C.** (2009). *La question alimentaire à la périphérie des villes moyennes : d'une dynamique d'innovation à la structuration d'une ressource pour le développement territorial*. In Association des Sciences Régionales de Langue Française (Ed.), XLVIème colloque de l'ASRDLF "Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux?", Clermont-Ferrand, 6-8 juillet 2009.
- Arnauld de Sartre, X., Douence, H., & Mercier, C.-E.** (2010). Choisir et redéfinir le local. L'exemple d'un type de filières courtes : les AMAP en Béarn. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 55-69.
- Aubert, M.** (2013). *Déterminants de la commercialisation en circuit court: Quels exploitants, sur quelles exploitations ?* In SFER (Ed.), 7èmes journées de la recherche en sciences sociales, Angers, 12-13 décembre 2013.
- Aubert, M., & Enjolras, G.** (2014). *Do short food supply chains go hand in hand with environment-friendly practices?* In SFER (Ed.), 8èmes journées de la recherche en sciences sociales, Grenoble, 11 et 12 décembre 2014.
- Aubry, C.** (2012). *Les circuits courts sont-ils durables ? Eléments issus d'approches technico-économiques*. In Rencontres Terres en Villes, Lille, 6 juillet 2009.
- Aubry, C., Kebir, L., & Pasquier, C.** (2012). Le raccourcissement des circuits alimentaires : une nouvelle ruralité en périphérie des villes? (étude de cas en Ile-de-France). In F. Papy, N. Mathieu & C. Féral (Eds.), *Nouveaux rapports à la nature dans les campagnes*. Versailles: Quae, pp. 55-69.

- Barbera, F., Corsi, A., Dansero, E., Giaccaria, P., Peano, C., & Puttilli, M.** (2014). What is alternative about Alternative Agri-Food Networks? A research agenda towards an interdisciplinary assessment. *Scienze del Territorio*, n° 2, pp. 45-54.
- Bénézech, D.** (2007). Les ressorts de l'échange de produits alimentaires différenciés : de l'information à la confiance. In H. Amemiya (Ed.), *L'agriculture participative. Dynamiques bretonnes de la vente directe*. Rennes, France: Presses Universitaires de Rennes, pp. 137-149.
- Bénézech, D.** (2011). La confiance entre les partenaires de l'échange, au-delà des labels. In H. Amemiya (Ed.), *Du Teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 303-316.
- Berger, B.** (2010). Circuits courts alimentaires et territoires. Méthodes et repères pour observer et évaluer les dynamiques de rapprochement producteurs-consommateurs. Rennes: FRCIVAM Bretagne.
- Bernard, C., Dufour, A., & Mundler, P.** (2008). Pratiques collectives de vente directe : approche comparée des PVC et des AMAP en Rhône-Alpes. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon: Educagri, pp. 141-160.
- Blanc, J.** (2012). Construire l'alternative agro-alimentaire : Ressorts sociaux et politiques du déploiement des AMAP en Île-de-France. *Norois*, Vol. 224, n° 3, pp. 21-34.
- Blanquart, C., & Gonçalves, A.** (2011). *La diversité de l'inscription spatiale des circuits courts*. In ASRDLF (Ed.), 48ème colloque de l'ASRDLF : Migrations et territoires, Schoelcher, Martinique, France, 6-8 juillet 2011.
- Boivin, N.** (2010). Ressources, acteurs et proximités : une approche territoriale d'un système de production francilien. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 23-42.
- Bonnefoy, S., & Brand, C.** (2014). ?Régulation politique et territorialisation du fait alimentaire : de l'agriculture à l'agro-alimentaire? *Geocarrefour*, Vol. 89, n° 1-2, pp. 95-103.
- Bowen, S., & Mutersbaugh, T.** (2013). Local or localized? Exploring the contributions of Franco-Mediterranean agrifood theory to alternative food research. *Agriculture and Human Values*. URL <http://link.springer.com/article/10.1007/s10460-013-9461-7/fulltext.html>.
- Braine-Supkova, M., Chanon, A., Faucher, A., Gaspard, A., & Vincent, A.** (2015). Nourrir durablement les territoires de demain. Portrait des enjeux français. Paris: IUFN (International Urban Food Network).
- Brunori, G.** (2007). Local food and alternative food networks: a communication perspective. *Anthropology of food*, n° S2. URL <http://aof.revues.org/430>.
- Brunori, G., Rossi, A., & Guidi, F.** (2012). On the New Social Relations around and beyond Food. Analysing Consumers' Role and Action in Gruppi di Acquisto Solidale (Solidarity Purchasing Groups). *Sociologia ruralis*, Vol. 52, n° 1, pp. 1-30.
- Capt, D., & Wavresky, P.** (2011). *Vers un développement des circuits courts dans le domaine alimentaire en France ? Importance, localisation et caractéristiques des producteurs*. In SFER (Ed.), 5èmes journées de la recherche en sciences sociales, Dijon, 8 et 9 décembre 2011.
- Capt, D., Lepicier, D., & Leseigneur, A.** (2014). Le rôle des territoires de projets infrarégionaux sur l'agriculture et l'alimentation. Le cas du développement de circuits de proximité. *Geocarrefour*, Vol. 89, n° 1-2-3, pp. 105-113.
- Carton, A. C., Merle, A., Montet, C., Prigent-Simonin, A. H., & Romeyer, C.** (2014). Les circuits courts alimentaires : des outils pour mieux agir. Guide pratique à destination des agents de développement. Valence: Plateforme régionale de développement rural Rhône-Alpes - Projet Liproco.
- Castel, O.** (2011). La territorialité des systèmes agricoles. In H. Amemiya (Ed.), *Du Teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe de produits fermiers locaux*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 289-302.
- CELAVAR, & INRA.** (2011). Circuits courts et cohésion sociale. Capitalisation et analyse d'expériences conduites sur les territoires ruraux et périurbains. Paris: Réseau Rural.
- Cerdd.** (2010). Un guide pour une approche territoriale des projets de circuits courts. Explorez le développement territorial durable avec les circuits courts alimentaires. Loos-en-Gohelle: Centre ressource pour le développement durable en Nord-Pas-de-Calais (Cerdd).
- CESER Pays-de-la-Loire.** (2010). Les circuits courts alimentaires. Une démarche éco-citoyenne? Nantes: Conseil Économique Social et Environnemental des Pays de la Loire.
- Chaffotte, L., & Chiffolleau, Y.** (2007). Vente directe et circuits courts : évaluations, définitions et typologie. *Les Cahiers de l'Observatoire CROC*, n° 1.
- Chevallier, M., Dellier, J., Plumecocq, G., & Richard, F.** (2014). Dynamiques et structuration des circuits courts agroalimentaires en Limousin : distance institutionnelle, proximités spatiale et relationnelle. *Géographie, économie, société*, Vol. 16, n° 3, pp. 339-362.
- Chevallier, M., Dellier, J., & Richard, F.** (2015). Les vertus discutables des circuits de proximité au regard de la précarité en milieu rural. Le cas du Limousin. *POUR*, Vol. 225, n° 1, pp. 237-243.

- Cheyns, E.** (2010). *Nouvelles formes d'engagement autour du local. Portraits de paysans en vente directe*. In Colloque ISDA 2010. Innovation and Sustainable Development in Agriculture and Food, Montpellier, 28 juin - 1er juillet 2010.
- Chiffolleau, Y.** (2008). Les circuits courts de commercialisation en agriculture : diversité et enjeux pour le développement durable. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon, France: Educagri, pp. 21-30.
- Chiffolleau, Y.** (2009). From Politics to Co-operation: The Dynamics of Embeddedness in Alternative Food Supply Chains. *Sociologia ruralis*, Vol. 49, n° 3, pp. 218-235.
- Chiffolleau, Y.** (2012). Circuits courts alimentaires, dynamiques relationnelles et lutte contre l'exclusion en agriculture. *Économie Rurale*, Vol. 332, n° 6, pp. 88-101.
- Chiffolleau, Y., & Gauche, A.** (2013). *La construction de stratégies et de performances dans les circuits courts alimentaires : entre encastrement relationnel et gestionnaire*. In SFER (Ed.), 7èmes journées de la recherche en sciences sociales, Angers, 12-13 décembre 2013.
- Chiffolleau, Y., & Prevost, B.** (2012). Les circuits courts, des innovations sociales pour une alimentation durable dans les territoires. *Norois*, Vol. 224, n° 3, pp. 7-20.
- Chometon, M.** (2011). Émergence et registre d'action des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en périurbain : quel lien au territoire? *Vertigo - La revue électronique en sciences de l'environnement*, Vol. 11, n° 2. URL <http://vertigo.revues.org/11085>.
- CIVAM.** (2008). Guide d'accompagnement des projets collectifs en circuits courts. Valorisation d'expériences de terrain en Massif Central. Montpellier: FNCIVAM - FRCIVAM LR - FRCIVAM Midi-Pyrénées - FRCIVAM Auvergne - FDCIVAM Ardèche - GDCIVAM 11 - GDCIVAM 81 - CIVAM Semailles - APABA - APF46.
- Commissariat Général au Développement Durable.** (2013). Consommer local, les avantages ne sont pas toujours ceux que l'on croit. *Le point sur...* n° n°158.
- Costa, S., Héroult-Fournier, C., & Sirieix, L.** (2015). Rôle de la proximité et de l'identification dans la fidélité des consommateurs au point de vente dans différents circuits de distribution *Working Paper* (Vol. 4). Montpellier: UMR MOISA.
- Darby, S.** (2010). La relocalisation des circuits d'approvisionnement de la restauration collective, entre politique régionale et réseaux d'acteurs. Le cas de l'action des Chambres d'Agricultures et des PNR en Île-de-France. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 167-186.
- Darby, S., & Aubry, C.** (2014). La demande en produits locaux de la restauration collective : quels liens avec l'offre de proximité dans une région d'agriculture industrielle. Le cas de l'Île-de-France. *Geocarrefour*, Vol. 89, n° 1-2, pp. 145-157.
- Darrot, C., & Durand, G.** (2010). Référentiel central des circuits courts de proximité : Mise en évidence et statut pour l'action. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri.
- Darrot, C., Noël, J., & Berger, B.** (2015). Vers un système alimentaire solidaire en Bretagne. Résultats de l'étude Solidarités alimentaires territorialisées (Solalter) en Bretagne. Rennes: Agrocampus Ouest - FRCIVAM Bretagne.
- Delfosse, C.** (2010). Marchés et développement local. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 153-166.
- Delfosse, C.** (2012a). La France et ses terroirs. Un siècle de débats sur les produits et leurs liens à l'espace. *POUR*, Vol. 215-216, n° Dossier "Alimentation et Territoires", pp. 63-74.
- Delfosse, C.** (2012b). Conclusion générale, le point de vue d'une géographe. In A.-H. Prigent-Simonin & C. Héroult-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 233-236.
- Delfosse, C.** (2013). Le crémier, un acteur oublié entre producteurs et consommateurs? In D. Ricard (Ed.), *Les reconfigurations récentes des filières laitières en France et en Europe*. Clermont-Ferrand: Presses Universitaires Blaise Pascal / Collection CERAMAC, pp. 429-447.
- Delfosse, C., & Navarro, A.** (2012). Nouveaux marchés, nouvelles gouvernances. In A. H. Prigent-Simonin & H.-F. Catherine (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 187-198.
- Denéchère, F., Durand, G., & Maréchal, G.** (2008). Systèmes alimentaires territorialisés: les circuits courts comme vecteurs de développement territorial. In G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires: bien manger dans les territoires*. Dijon: Educagri, pp. 161-174.
- Deverre, C., & Lamine, C.** (2010). Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales. *Économie Rurale*, n° 317, pp. 57-73.
- Di Masso Tarditti, M.** (2012). *Redes alimentarias alternativas y soberanía alimentaria : posibilidades para la transformación del sistema agroalimentario dominante*. Tesis de doctorado en Sociología, Universitat Autònoma de Barcelona, Barcelona, URL <http://ddd.uab.cat/record/114317>.

- DRAAF Rhône-Alpes, & EPL Les Sardières.** (2014). Favoriser une restauration collective de proximité et de qualité. Guide pratique. Lyon: Préfecture de la Région Rhône-Alpes & Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt.
- Dubuisson-Quellier, S.** (2009). Circuits courts : partager les responsabilités entre agriculteurs et consommateurs *In* M.-R. Bédès (Ed.), *Demeter 2010 - Economie et stratégies agricoles*. Paris: Club Demeter, pp. 87-112.
- Dubuisson-Quellier, S., & Lamine, C.** (2004). Faire le marché autrement. L'abonnement à un panier de fruits et de légumes comme forme d'engagement politique des consommateurs. *Sciences de la société*, n° 62, pp. 144-167.
- Dubuisson-Quellier, S., & Lamine, C.** (2008). Consumer involvement in fair trade and local food systems: delegation and empowerment regimes. *GeoJournal*, Vol. 73, n° 1, pp. 55-65.
- Dubuisson-Quellier, S., Lamine, C., & Le Velly, R.** (2011). Citizenship and Consumption: Mobilization in Alternative Food Systems in France. *Sociologia ruralis*, Vol. 51, n° 3, pp. 304-323.
- Dubuisson-Quellier, S., & Le Velly, R.** (2008). Les circuits courts entre alternative et hybridation. *In* G. Maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon, France: Educagri, pp. 105-112.
- Dufour, A., Hérault-Fournier, C., Lanciano, É., & Pennec, N.** (2010). L'herbe est-elle plus verte dans le panier? Satisfaction au travail et intégration professionnelle de maraîchers qui commercialisent sous forme de panier. *In* J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 71-85.
- Dufour, A., & Lanciano, É.** (2012a). Les circuits courts de commercialisation : un retour de l'acteur paysan ? *Revue Française de Socio-Économie*, Vol. 9, n° 1, pp. 153-169.
- Dufour, A., & Lanciano, É.** (2012b). Diversité des trajectoires en maraîchage. *In* A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 103-116.
- Dumain, A., & Lanciano, E.** (2010). Comment ne pas faire de commerce tout en en faisant ? Le cas de systèmes de paniers dits alternatifs en agglomération lyonnaise. *In* É. Dacheux & D. Goujon (Eds.), *Réconcilier Démocratie et Économie : la dimension politique de l'entrepreneuriat en économie sociale et solidaire*. Paris: Éditions Michel Houdiard.
- Dumain, A., & Maurines, B.** (2012). Composer les manières de gouverner. *In* A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 215-231.
- Dumain, A., Maurines, B., & Praly, C.** (2010). Circuits courts et territoires. Étude de dispositifs d'actions en Rhône-Alpes. *In* J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon, France: Educagri, pp. 103-114.
- Durand, G.** (2007). La vente directe en Bretagne : phénomène marginal ou nouvelle manière d'exercer le métier d'agriculteur? *In* H. Amemiya (Ed.), *L'agriculture participative. Dynamiques bretonne de la vente directe*. Rennes: PUR, pp. 65-78.
- Equi'Sol, ADAYG, & ADABio.** (2008). Guide pratique pour l'achat de produits bio, locaux et équitables en restauration collective. Grenoble: Equi'Sol - Association pour le développement de l'agriculture dans l'Y grenoblois - Association de développement de l'Agriculture biologique en Isère, Pays de Savoie et Ain.
- FNCIVAM, & Fondation Nicolas Hulot.** (2011). Guide de la restauration collective responsable à destination des collectivités et des entreprises. Paris: Fédération Nationale des CIVAM & Fondation Nicolas Hulot.
- FNCUMA.** (2012). Coopérer pour développer les circuits courts. Paris: Fédération Nationale des Cuma.
- FPNRF.** (2009). Comment favoriser l'approvisionnement local de la restauration collective? Compte-rendu de formation. Paris: Fédération des parcs naturels régionaux de France.
- FPNRF, & FRCIVAM Bretagne.** (2013). Croquer le territoire, quand les circuits courts se racontent. Projet LOCCATERRE, récits et bilans de trois ans de recherche-action dans les parcs naturels régionaux Paris: Fédération des parcs naturels régionaux de France - FRCIVAM Bretagne.
- FRCIVAM Languedoc-Roussillon, & CIVAM 11.** (2009). Accompagner des démarches collectives en circuits courts. Montpellier: FRCIVAM Languedoc-Roussillon - CIVAM 11.
- Froux, I.** (2011). L'abattage dans les filières en circuits courts et dans les filières locales. Paris: Assemblée Permanente des Chambres d'Agricultures (APCA).
- Gafsi, M., Mondy, B., Mundler, P., Couzy, C., & Valorge, F.** (2013). *Ateliers collectifs de transformation au service des exploitations agricoles pérennes*. *In* SFER, INRA UMR SADAPT, Laboratoire d'Etudes Rurales & A. Ouest (Eds.), Colloque « Les circuits courts de proximité. Renouer les liens entre territoires et consommation alimentaire », Paris, 4 et 5 juin 2013.
- Gomez, A., & Itçaina, X.** (2014). Utopiques alliances ? La construction de la cohérence discursive des mobilisations autour des circuits courts en Pays basque. *Lien social et Politiques*, n° 72, pp. 93-108.
- Gonçalves, A.** (2013). Les organisations logistiques à promouvoir dans le cadre des Politiques de Transport Durable de Marchandises : la question des circuits de proximité. *Développement durable et territoires*, Vol. 4, n°3. URL <http://developpementdurable.revues.org/10054>.

- Gonçalves, A., Morganti, E., & Blanquart, C.** (2014). Alimenter les villes par les circuits courts : le défi de la conciliation des politiques publiques et des logiques d'acteurs? *Geocarrefour*, Vol. 89, n° 4, pp. 247-259.
- Guiguen, M.** (2014). Les AMAP : un impact variable sur les adhérents et le territoire. In A. Cardona, F. Chrétien, B. Leroux, F. Ripoll & D. Thivet (Eds.), *Dynamiques des agricultures biologiques. Effets de contexte et appropriations*. Dijon / Versailles: Educagri Editions / Editions Quae, pp. 195-210.
- Guiomar, X.** (2011). *Agriculture et collectivités locales : quelles politiques pour quelles proximités ?* In SFER (Ed.), 5èmes journées de la recherche en sciences sociales, Dijon, 8 et 9 décembre 2011.
- Guiraud, N., Laperrière, V., & Rouchier, J.** (2014). Une géographie des circuits courts en région PACA : Etat des lieux et potentialités de développement. *Working Paper*. Marseille: AMSE (Aix Marseille School of Economics).
- Heinisch, C., Carette, C., Champion, F., Fumery, J.-B., Conteau, C., & Darrot, C.** (2010). Les circuits courts dans les Parcs Naturels Régionaux. Des pistes pour des installations durables? Paris: FPNRF.
- Héroult-Fournier, C.** (2013). Est-on vraiment proche en vente directe ? Typologie des consommateurs en fonction de la proximité perçue dans trois formes de vente : AMAP, Points de vente collectifs et Marchés. *Management & Avenir*, Vol. 64, n° 6, pp. 167-184.
- Héroult-Fournier, C.** (2014). *La proximité perçue par les consommateurs vis-à-vis d'un circuit de distribution : conceptualisation et application à la vente directe de produits alimentaires*. Thèse de doctorat en Sciences de Gestion, spécialité Marketing, Montpellier, 191 p.
- Héroult-Fournier, C., Olivier, F., & Scheffer, S.** (2009). *Quel impact des contextes territoriaux sur l'émergence de démarches de valorisation de produits alimentaires fondées sur une proximité producteur-consommateur?* . In ASRDLF (Ed.), XLVIème colloque de l'ASRDLF - Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux?, Clermont-Ferrand, France, 6-8 juillet 2009.
- Héroult-Fournier, C., Merle, A., & Prigent-Simonin, A.-H.** (2012). Comment les consommateurs perçoivent-ils la proximité à l'égard d'un circuit court alimentaire ? *Management & Avenir*, Vol. 53, n° 3, pp. 16-33.
- Héroult-Fournier, C., Lanciano, É., Maurines, B., Poisson, M., Prigent-Simonin, A. H., Saleilles, S., Berger, B., Montet, C., & Scheffer, S.** (2012). Introduction. In A. H. Prigent-Simonin & C. Héroult-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 12-22.
- Hochedez, C.** (2008). Le bonheur est dans le panier. Réseaux alimentaires alternatifs et commercialisation des produits issus de l'agriculture biologique : l'exemple suédois. *Geocarrefour*, Vol. 83, n° 3, pp. 225-233.
- Hochedez, C., & Le Gall, J.** (2011). Nord et Sud face aux crises. De nouveaux réseaux maraîchers métropolitains au service d'une agriculture de proximité : les cas de Buenos Aires et Stockholm. *Noréis*, Vol. 221, n° 4, pp. 25-38.
- Hocheux, A., Soubagné, J.-B., & Chamard, C.** (2011). Agriculture de proximité et circuits courts, les territoires aquitains s'impliquent. Guide pour l'action. Bordeaux: Pays et Quartiers d'Aquitaine - Centre de ressources régional sur le développement territorial.
- Kebir, L., & Torre, A.** (2013). Geographical proximity and new short supply food chains. In L. Lazzeretti (Ed.), *Creative Industries and Innovation in Europe: Concepts, Measures and Comparative Case Studies* (Vol. 57). Abingdon, UK: Routledge, pp. 194-211
- Kirwan, J.** (2004). Alternative Strategies in the UK Agro-Food System: Interrogating the Alterity of Farmers' Markets. *Sociologia Ruralis*, Vol. 44, n° 4, pp. 395-415.
- Kirwan, J.** (2006). The interpersonal world of direct marketing: Examining conventions of quality at UK farmers' markets. *Journal of Rural Studies*, Vol. 22, n° 3, pp. 301-312.
- Kneafsey, M., Venn, L., Schmutz, U., Balint, B., Trenchard, L., Eyden-Wood, T., Bos, E., Sutton, G., Blackett, M., Santini, F., & Gomez y Paloma, S.** (2013). Short Food Supply Chains and Local Food Systems in the EU. A State of Play of their Socio-Economic Characteristics. *JRC Scientific and Policy Reports*. Luxembourg: European Commission.
- Krausz, N., Lacourt, I., & Mariani, M.** (2013). *La ville qui mange. Pour une gouvernance urbaine de notre alimentation*. Paris: Editions Charles Léopold Mayer, 282 p.
- Lagane, J.** (2011). Du teikei à l'AMAP, un modèle acculturé. *Développement durable et territoires*, Vol. 2, n° 2. URL <http://developpementdurable.revues.org/9013>.
- Lagane, J.** (2012). L'essor des marchés paysans à Marseille. Entre pratiques de communication citoyenne et écologisation. *Questions de communication*, Vol. 22, n° 2, pp. 273-283.
- Lamine, C.** (2005). Settling shared uncertainties : Local partnerships between producers and consumers. *Sociologia ruralis*, Vol. 45, n° 4, pp. 324-345.
- Lamine, C., & Rouchier, J.** (2014). D'une charte l'autre. Le processus de révision de la charte des AMAP comme indicateur d'une institution qui se renforce ? *Working Paper*. Marseille: AMSE (Aix Marseille School of Economics).
- Lamine, C., Renting, H., Rossi, A., Wiskerke, J. S. C., & Brunori, G.** (2012). Agri-Food systems and territorial development: innovations, new dynamics and changing governance mechanisms. In I. Darnhofer, D. Gibbon & B.

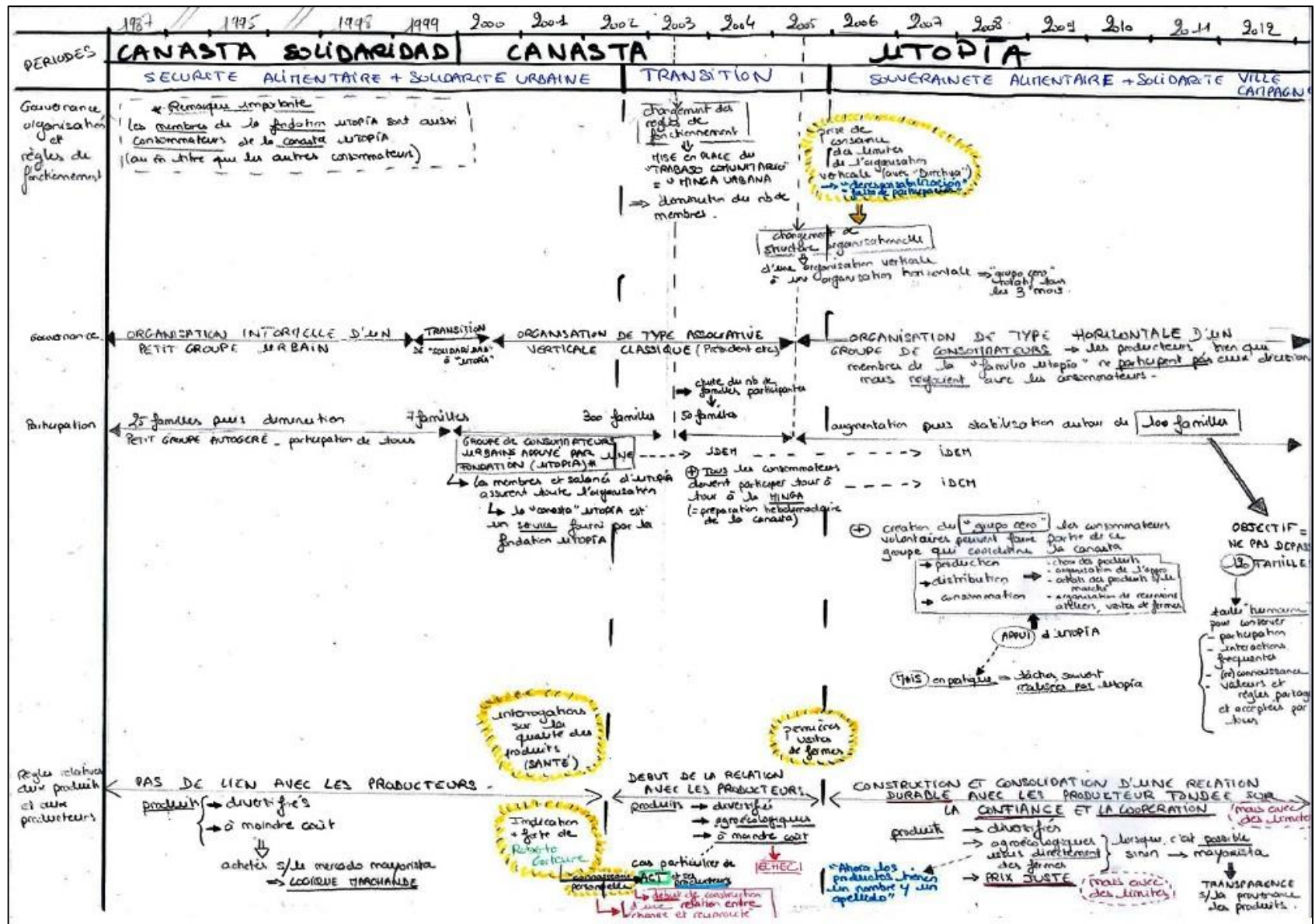
- Dedieu (Eds.), (pp. 229-256): Springer Netherlands. In I. Darnhofer, D. Gibbon & B. Dedieu (Eds.), *Farming Systems Research into the 21st Century: The New Dynamic*. Dordrecht: Springer Netherlands, pp. 229-256.
- Lanciano, E., & Saleilles, S.** (2010). *Le développement des circuits courts alimentaires: un nouveau souffle entrepreneurial dans l'agriculture?* In Congrès International Francophone sur l'Entrepreneuriat et la PME, Bordeaux, 27-29 octobre 2010.
- Lanciano, E., & Saleilles, S.** (2011). Le travail institutionnel du mouvement des AMAP. *Revue Française de gestion*, n° 217, pp. 155-172.
- Lanciano, É., Poisson, M., & Saleilles, S.** (2012). Un foisonnement de profils et de démarches. In A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 85-102.
- Le Caro, Y.** (2007). *L'agriculteur vendeur direct, un médiateur écrouméral ?* In Réseau ASIE (Ed.), 3ème Congrès du Réseau Asie - IMASIE, Paris, 26-28 septembre 2007.
- Le Caro, Y.** (2011). En Bretagne, le rôle renouvelé pour l'agriculteur vendeur direct : médiateur écrouméral. In H. Amemiya (Ed.), *Du teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe des produits fermiers locaux*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 151-174.
- Le Caro, Y., & Daniel, R.** (2007). Les motivations des agriculteurs d'après une enquête auprès de vendeurs directs en Bretagne. In H. Amemiya (Ed.), *L'agriculture participative. Dynamique bretonnes de la vente directe*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 95-124.
- Le Labo de l'ESS.** (2015). Les circuits courts économiques et solidaires *Les publications du Labo de l'ESS*. Paris: Le Labo de l'Économie Sociale et Solidaire.
- Le Velly, R.** (2010). Comment se fait la rencontre entre offres et demandes locales pour la restauration collective publique. Premiers enseignements. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 187-194.
- Le Velly, R.** (2011). Si loin, si proches : la difficile association entre circuits courts et commerce équitable. *Revue Tiers Monde*, Vol. 207, n° 3, pp. 133-149.
- Le Velly, R., & Bréchet, J. P.** (2011). Le marché comme rencontre d'activités de régulation: initiatives et innovations dans l'approvisionnement bio et local de la restauration collective. *Sociologie du travail*, Vol. 53, n° 4, pp. 478-492.
- Le Velly, R., & Paturel, D.** (2012). *Associer circuits courts et aide alimentaire? Un dispositif de marché expérimental en Languedoc-Roussillon*. In SFER (Ed.), 6èmes journées de la recherche en sciences sociales, Toulouse, 13 et 14 décembre 2012.
- Le Velly, R., & Paturel, D.** (2013). Des circuits courts pour l'aide alimentaire ? Hybridation de régulations dans un marché expérimental en Languedoc-Roussillon. *Revue d'Études en Agriculture et Environnement*, Vol. 94, n° 04, pp. 443-446.
- Léonard, V.** (2010). *Essai de typologie des modes de commercialisation des produits fermiers en circuits courts*. In ULg GxABT - Observatoire de la Consommation alimentaire (Ed.), Colloque "Les circuits courts en Région wallonne : échanges et réflexions", Gembloux (Belgique), 8 décembre 2010.
- MAAF.** (2014). Guide pratique. Favoriser l'approvisionnement local et de qualité en restauration collective. Paris: Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.
- Malandrin, V., & Dvortsin, L.** (2015). Eating from the farm: the social, environmental and economic benefits of local food systems. Brussels: Friends of the Earth Europe.
- Maréchal, G.** (2003). *Commerce équitable : quel transfert d'expérience vers des circuits Nord-Nord?* In Pékéa & Rennes Métropole (Eds.), Conférence internationale "A la recherche d'une économie fraternelle", Rennes, décembre 2003.
- Maréchal, G.** (Ed.). (2008). *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon: Educagri, 213 p.
- Maréchal, G.** (2011). La comparaison entre une pratique française, l'AMAP, et son inspirateur, le Teikei. In H. Amemiya (Ed.), *Du teikei aux AMAP. Le renouveau de la vente directe des produits fermiers locaux*. Rennes: Presses Universitaires de Rennes, pp. 275-288.
- Maréchal, G., & Spanu, A.** (2010). Les circuits courts favorisent-ils l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement? *Le Courrier de l'Environnement de l'INRA*, n° 59, pp. 33-45.
- Marsden, T., Banks, J., & Bristow, G.** (2000). Food Supply Chain Approaches: Exploring their Role in Rural Development. *Sociologia ruralis*, Vol. 40, n° 4, pp. 424-438.
- Marty, P.** (2014). De la restauration scolaire à l'intégration de l'agriculture dans le projet de territoire : vers une ville acteur normatif de la question agricole. *Geocarrefour*, Vol. 89, n° 1-2, pp. 135-143.
- Merle, A., & Piotrowski, M.** (2012). Consommer des produits alimentaires locaux : pourquoi et comment ? *Décisions Marketing*, n° 67.

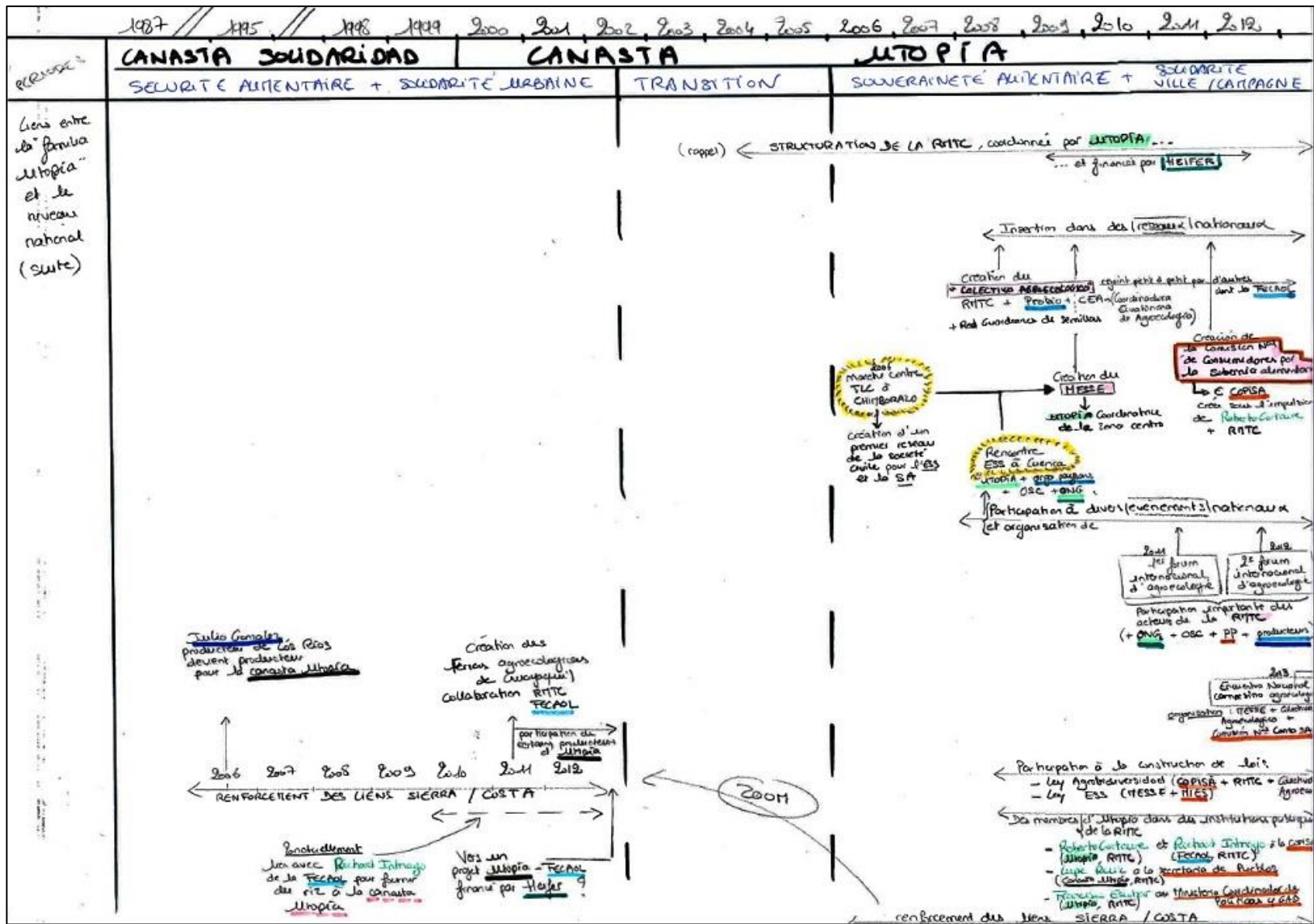
- Merle, A., & Hérault-Fournier, C.** (2013). *Faut-il faire vendre un produit local par le producteur ? L'influence de sa présence sur la valeur perçue du produit et les intentions à l'égard du lieu de vente.* In SFER (Ed.), 7èmes journées de la recherche en sciences sociales, Angers, 12-13 décembre 2013.
- Messmer, J.-G.** (2013). Les circuits courts multi-acteurs : l'émergence d'organisations innovantes. *Le Courrier de l'Environnement de l'INRA*, n° 63, pp. 113-122.
- Minvielle, P., Consales, J. N., & Daligaux, J.** (2011). Région PACA : le système AMAP, l'émergence d'un SYAL métropolitain. *Économie Rurale*, Vol. 322, n° 2, pp. 50-63.
- Mondy, B., & Terrieux, A.** (2010). Vers une agriculture territorialisée. Où s'alimentent les circuits courts? Le rôle des ateliers collectifs de transformation agroalimentaire. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 89-101.
- Mundler, P., Angelucci, M.-A., Comte, E., & Neyrat, S.** (2006). Fonctionnement et reproductibilité des AMAP en Rhône-Alpes - Rapport final de recherche. Lyon: ISARA & Alliance Paysans-Écologistes-Consommateurs de Rhône-Alpes.
- Mundler, P.** (2007). Les Associations Pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) en Rhône-Alpes : Entre marché et solidarité. *Ruralia*, n° 20. URL <http://ruralia.revues.org/1702>.
- Mundler, P.** (2013). Le prix des paniers est-il un frein à l'ouverture sociale des AMAP ? Une analyse des prix dans sept AMAP de la Région Rhône-Alpes. *Économie Rurale*, Vol. 336, n° 4, pp. 3-19.
- Mundler, P., & Bellon, S.** (2011). Les Systèmes participatifs de garantie : une alternative à la certification par organismes tiers ? *POUR*, Vol. 212, n° 5, pp. 57-65.
- Mundler, P., & Valorge, F.** (Eds.). (2015). *Ateliers de transformation collectifs. Enjeux et outils pour réussir*. Dijon: Educagri, 297 p.
- Mundler, P., Couzy, C., Gafsi, M., Markey, L., Michaud, C., Mondy, B., & Valorge, F.** (2013). *Quand les agriculteurs se regroupent pour transformer : les Ateliers de Transformation Collectifs au croisement des projets individuels et des dynamiques de proximité.* In SFER, I. U. SADAPT, L. d. E. Rurales & A. Ouest (Eds.), Colloque "Les circuits courts de proximité. Renouer les liens entre territoires et consommation alimentaire", Paris, 4 et 5 juin 2013.
- Ndiaye, A., & Carimentrand, A.** (2011). *De la "consommation responsable" à la "consommation alternative"*. In IEPSA (Ed.), 5ème colloque du Réseau International de l'Animation "L'animation d'aujourd'hui dans un monde en mutation : les expériences et la recherche", Saragosse, 26-28 octobre 2011.
- Observatoire Européen Leader.** (2000) Commercialiser les produits locaux. Circuits courts et circuits longs. Vol. 7. *Cahiers de l'Innovation*. Bruxelles: Observatoire Européen Leader.
- Olivier, F.** (2012). Le renouveau du paysage institutionnel. In A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Vesailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 199-213.
- Olivier, V., & Coquart, D.** (2010). Les AMAP : une alternative socio-économique pour des petits producteurs locaux ? *Économie Rurale*, n° 318-319, pp. 20-36.
- Olivier, V., Pouzenc, M., & Pilleboue, J.** (2010). AMAP et points de vente collectifs de producteurs : question sur leur essor en Midi-Pyrénées. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 115-126.
- Ollagnon, M., & Chiffolleau, Y.** (2008). Diversité des producteurs en circuits courts. Typologie des maraîchers de l'Hérault et des Pyrénées-Orientales. *Cahiers de l'Observatoire CROC/Coxinel* n° 8
- Parker, G.** (2005). Sustainable Food? Teikei, Co-operative and Food Citizenship in Japan and in the UK. *Working Papers in Real Estate and Planning*. Reading, UK: University of Reading.
- Paturol, D.** (2010). Circuits courts et équité sociale. *Revue Économique et Sociale (Lausanne)*, Vol. 68, n° 4, pp. 61-70.
- Perrin, C.** (2011). La territorialisation de l'agriculture périurbaine du Chianti : entre terroir et proximité urbaine. *Noréis*, Vol. 221, n° 4, pp. 97-109.
- Perrin, C., & Soulard, C.-T.** (2014). Vers une gouvernance alimentaire locale reliant ville et agriculture. Le cas de Perpignan. *Geocarrefour*, Vol. 89, n° 1-2, pp. 125-134.
- Poisson, M., & Saleilles, S.** (2012a). Analyse des besoins d'accompagnement des producteurs en circuits courts. Lyon: Projet PSDR LIPROCO - Vivea - Université de Lyon - Université de Saint-Etienne.
- Poisson, M., & Saleilles, S.** (2012b). Déterminants et processus d'émergence des systèmes agroalimentaires localisés alternatifs. *Économies et Sociétés, Série AG 'Systèmes agroalimentaires'*, Vol. 34, n° 10/11, pp. 2077-2096.
- Poisson, M., & Saleilles, S.** (2012c). A chaque collectif de producteurs sa recette. In A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Vesailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 117-136.
- Poulot, M.** (2014). Histoires d'AMAP franciliennes : quand manger met le local dans tous ses états. *Territoire en Mouvement, Revue de géographie et aménagement*, n° 22. URL <http://tem.revues.org/2388>.

- Pouzenc, M., Bühler, È. A., Coquart, D., Fontorbes, J.-P., Girou, S., Mondy, B., Olivier, V., Pilleboue, J., & Vincq, J.-L.** (2008). Les relations de proximité agriculteurs-consommateurs : Points de vente collectifs et AMAP en Midi-Pyrénées. Rapport d'étude. Toulouse: UMR Dynamiques rurales - Région Midi-Pyrénées.
- Praly, C., Chazole, C., Delfosse, C., Bon, N., & Cornée, M.** (2009). *La notion de "proximité" pour analyser les circuits courts*. In Association des Sciences Régionales de Langue Française (Ed.), XLVIème colloque de l'ASRDLF - Entre projets locaux de développement et globalisation de l'économie : quels équilibres pour les espaces régionaux?, Clermont-Ferrand, France, 6-8 juillet 2009.
- Praly, C., Chazole, C., Delfosse, C., Saleilles, S., & Mîche, A.** (2012). Repenser l'échelle d'approvisionnement des cantines. In A.-H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette: pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 169-186.
- Praly, C., Chazole, C., Delfosse, C., & Mundler, P.** (2014). Les circuits de proximité, cadre d'analyse de la relocalisation des circuits alimentaires. *Géographie, économie, société*, Vol. 16, n° 4, pp. 455-478.
- Prévost, B.** (2014). Des circuits courts à la reterritorialisation de l'agriculture et de l'alimentation. *Revue internationale de l'économie sociale : Recma*, n° 331, pp. 30-44.
- Prigent-Simonin, A.-H., & Hérault-Fournier, C.** (2005). The role of trust in the perception of the quality of local food products: with particular reference to direct relationships between producer and consumer. *Anthropology of food*, n° 4. URL <http://aof.revues.org/204>.
- Prigent-Simonin, A. H., Hérault-Fournier, C., & Merle, A.** (2012). Portraits d'acheteurs en circuits courts. In A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 29-45.
- Raynal, J.-C., & Razafimahefa, L.** (2014). Prospective territoriale dans le cadre de projets sociaux et solidaires : analyse de l'émergence des AMAP au sein des bassins de vie ruraux en France. *Territoire en Mouvement, Revue de géographie et aménagement*, n° 22. URL <http://tem.revues.org/2387>.
- Redlingshöfer, B.** (2008). L'impact des circuits courts sur l'environnement. In G. maréchal (Ed.), *Les circuits courts alimentaires. Bien manger dans les territoires*. Dijon: Educagri, pp. 175-186.
- Renting, H., Marsden, T. K., & Banks, J.** (2003). Understanding alternative food networks: exploring the role of short food supply chains in rural development. *Environment and Planning A*, Vol. 35, n° 3, pp. 393-411.
- Réseau Rural Franche-Comté.** (2011). Développer des circuits alimentaires de proximité sur son territoire : guide pour la mise en place d'une stratégie concertée. Besançon: Chambre Régionale d'Agriculture de Franche-Comté - AFIP Bourgogne Franche-Comté - CFPPA de Montmorot.
- Richard, F., Chevallier, M., Dellier, J., & Lagarde, V.** (2014). Circuits courts agroalimentaires de proximité en Limousin : performance économique et processus de gentrification rurale. *Norois*, Vol. 230, n° 1, pp. 21-39.
- Ripoll, F.** (2010). L'économie « solidaire » et « relocalisée » comme construction d'un capital social de proximité. Le cas des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) *Regards Sociologiques*, n° 40, pp. 59-75.
- Ripoll, F.** (2014). Quand l'agriculture biologique est soutenue par des défenseurs de l'agriculture... paysanne. In A. Cardona, F. Chrétien, B. Leroux, F. Ripoll & D. Thivet (Eds.), *Dynamiques des agriculture biologiques. Effets de contexte et appropriation*. Dijon - Versailles: Educagri - Editions Quae, pp. 174-194.
- Romeyer, C.** (2012). La restauration collective en quête de solutions logistiques. In A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 139-161.
- Rousseau, S., Branger, V., & Hays, D.** (2011). Circuits alimentaires coopératifs et consommateurs. Lille: Acteurs pour une Économie Solidaire.
- Sage, C.** (2003). Social embeddedness and relations of regard:: alternative 'good food' networks in south-west Ireland. *Journal of Rural Studies*, Vol. 19, n° 1, pp. 47-60.
- Samak, M.** (2012). Des agriculteurs contre le marché ? Itinéraire d'un mode alternatif de commercialisation des fruits et légumes. *L'Homme et la société*, Vol. 183-184, n° 1-2, pp. 207-224.
- Sarrazin, F.** (2012). L'échange social plus fort que l'échange marchand. In A. H. Prigent-Simonin & C. Hérault-Fournier (Eds.), *Au plus près de l'assiette. Pérenniser les circuits courts alimentaires*. Versailles/Dijon: Quae/Educagri, pp. 63-79.
- Scheffer, S.** (2010). La dimension touristique des marchés. Une forme particulière de renouveau? In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 129-151.
- Schlich, E., Biegler, I., Hardtert, B., Luz, M., Schröder, S., Schroeber, J., & Winnebeck, S.** (2006). La consommation d'énergie finale de différents produits alimentaires : un essai de comparaison. *Le Courrier de l'Environnement de l'INRA*, n° 53, pp. 111-120.
- Sonnino, R., & Marsden, T.** (2006). Beyond the divide: rethinking relationships between alternative and conventional food networks in Europe. *Journal of Economic Geography*, Vol. 6, n° 2, pp. 181-199.

- Terres en Villes, APCA, FNCUMA, FNCIVAM, TRAME, & INRA-SADAPT.** (2010a). La gouvernance alimentaire des agglomérations françaises et la relocalisation des productions agricoles. Grenoble: Terres en Villes.
- Terres en Villes, APCA, & FPNRF.** (2010b). Mettre en perspective les circuits courts avec les enjeux alimentaires pour mieux accompagner les territoires. Grenoble: Terres en Villes.
- Touret, C., Fournier, Q., & Labriet, J.** (2011). Circuits de proximité à dimension sociale en Agriculture Biologique. Recueil d'expériences innovantes. Paris: FNAB.
- Traversac, J.-B., & Kebir, L.** (2010). Vers un ancrage territorial des relations producteur-consommateur en Ile-de-France. Enseignements tirés du cas des paniers de fruits et légumes. In J.-B. Traversac (Ed.), *Circuits courts. Contribution au développement régional*. Dijon: Educagri, pp. 43-54.
- Tregear, A.** (2007). Proximity and typicity: a typology of local food identities in the marketplace. *Anthropology of food*, n° S2. URL <http://aof.revues.org/438>.
- Tregear, A.** (2011). Progressing knowledge in alternative and local food networks: Critical reflections and a research agenda. *Journal of Rural Studies*, Vol. 27, n° 4, pp. 419-430.
- Valorge, F.** (2010). Nouvelles coopératives. Organiser des circuits courts en SCIC : une solution adaptée mais exigeante. Quatre initiatives à la loupe *Cultivons ensemble notre territoire*. Paris: FNCUMA.
- Van Der Ploeg, J. D., Ye, J., & Schneider, S.** (2012). Rural development through the construction of new, nested, markets: comparative perspectives from China, Brazil and the European Union. *Journal of Peasant Studies*, Vol. 39, n° 1, pp. 133-173.
- Venn, L., Kneafsey, M., Holloway, L., Cox, R., Dowler, E., & Tuomainen, H.** (2006). Researching European 'alternative' food networks: some methodological considerations. *Area*, Vol. 38, n° 3, pp. 248-258.
- Verhaegen, E.** (2012). Les réseaux agroalimentaires alternatifs : transformations globales ou nouvelle segmentation du marché? In D. Van Dam, M. Streith, J. Nizet & P. M. Stassart (Eds.), *Agroécologie Entre Pratiques et Sciences Sociales*. Dijon: Educagri, pp. 265-279.
- Vincq, J.-L., Mondy, B., & Fontorbes, J.-P.** (2010). La construction de la qualité fiable dans les réseaux alimentaires de proximité. *Économie Rurale*, n° 318-319, pp. 5-19.
- Watts, D. C. H., Ilbery, B., & Maye, D.** (2005). Making reconnections in agro-food geography: alternative systems of food provision. *Progress in Human Geography*, Vol. 29, n° 1, pp. 22-40.






*ANNEXE 4 – EXEMPLE D'ANALYSE GRAPHIQUE
INTERMÉDIAIRE MANUSCRITE DE TRAJECTOIRE : LE
CAS DU DISPOSITIF UTOPIA*





**ANNEXE 5 – LISTES DES ENTRETIENS,
OBSERVATIONS ET PARTICIPATIONS À ÉVÈNEMENTS
SUR LES TROIS TERRAINS**

LEGENDE DES TABLEAUX

	Visites de fermes et entretiens avec des paysans		Échanges avec les partenaires <i>Mercados Campesinos</i> sur notre travail de recherche
	Visites d'initiatives de CIALP et/ou entretiens avec les parties-prenantes		Réunions et évènements liés au projet <i>Mercados Campesinos</i>
	Entretiens et/ou visites destinés à la compréhension du contexte		

LA PREMIÈRE PHASE DE PRÉ-ENQUÊTE : PHASE DE PRÉ-ENQUÊTE GÉNÉRALE

(mars-avril 2011 & décembre 2011)

BOLIVIE - du 20 au 31 mars 2011						
Date	Activité	Type d'acteur (si rencontre ou entretien)	Objectif	Lieu	Partenaires MC présents (en + de CH)	Documents disponibles
21 mars	Réunion entre les équipes ACO et les équipes AVSF-MC Bolivie		Discussions sur l'axe recherche du projet et sur la thèse CH	La Paz (bureaux d'AVSF Bolivie)	Guy Durand (ACO) Equipe AVSF-MC Bolivie Pierril Lacroix (AVSF)	CR manuscrit de la réunion (CH)
22 mars	Réunion entre les équipes ACO et les partenaires MC Bolivie		Discussions sur le projet MC en Bolivie	La Paz (bureaux d'AVSF Bolivie)	Guy Durand (ACO) Partenaires MC Bolivie	CR manuscrit de la réunion (CH)
23 mars	Rencontre avec l'OECA ORLIPA	Organisation de producteurs	Entretien avec le président de ORLIPA, une OECA spécialisée dans la production de viande. L'OECA fournit du Charque (viande de bœuf séchée) pour le déjeuner scolaire	Communauté de Pampajasi, municipalité de Humanata, Province de Camacho, Département de La Paz	Sarah Metais et Christophe Chauveau (AVSF) CH (ACO)	CR de l'entretien (C. Chauveau)
25 mars	Réunion avec le doctorant bolivien		Réflexion sur les sujets de doctorats, les concepts et méthodologie Discussions sur les cas intéressants en Bolivie	La Paz (bureaux d'AVSF Bolivie)	Guy Durand (ACO) Hugo Chambilla (doctorant bolivien) Natty Pari (AVSF)	CR manuscrit de la réunion (CH)
28-30 mars	1er séminaire du projet MC		Premières rencontres entre tous les partenaires MC. Présentation et échanges autour des thèmes de recherche, concepts, méthodologies, et sur les initiatives intéressantes	Bolivie, La Paz	Equipes de recherche du projet MC	CR du séminaire (P. Lacroix) PPT de présentations Communication CH (28/03)
28 mars	Séminaire de présentation des résultats du projet EQUICO (analyse de la durabilité sociale et agricole de l'émergence de la quinoa dans le commerce mondial)		Comprendre le contexte agricole bolivien	La Paz	Equipes de recherche du projet MC	CR manuscrit du séminaire (CH)

EQUATEUR - du 1 ^{er} au 10 avril 2011						
Date	Activité	Type d'acteur (si rencontre ou entretien)	Objectif	Lieu	Partenaires MC présents (en + de CH)	Documents disponibles
1er avril	Réunion au SIPAE		Discussions autour du projet de thèse	Quito, bureaux du SIPAE	Paola Roman, Mercedes Valverde, Dario Cepeda (SIPAE)	CR manuscrit de la réunion (CH)
2 avril	Visite du marché d'Otavallo		Découvrir et comprendre le fonctionnement d'un grand marché traditionnel (artisanat et alimentation)	Otavallo, province d'Imbabura	Rosa Murillo (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
2-3 avril	Visites de 5 <i>ferias solidarias</i>	Paysans et consommateurs	Découvrir et comprendre le fonctionnement des <i>ferias solidarias</i> , marchés de vente directe de produits paysans et agroécologiques mis en place à l'initiative d'AVSF et d'organisations de producteurs	Villes d'Otavallo, Ibarra et Pimampiro, province d'Imbabura	Rosa Murillo (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
2-3 avril	Visites de 5 fermes de paysans membres des <i>ferias solidarias</i> et entretiens avec les producteurs/trices	Paysans	Comprendre les systèmes d'activités de familles de producteurs membres des <i>ferias solidarias</i> Découvrir le contexte agraire équatorien	Cantons Otavallo, Ibarra et Pimampiro, Province d'Imbabura	Rosa Murillo (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
2-3 avril	Nombreux échanges avec Rosa Murillo, AVSF	ONG	Comprendre le fonctionnement des <i>ferias solidarias</i> (initiatives appuyées par AVSF)	Cantons Otavallo, Ibarra et Pimampiro, Province d'Imbabura	Rosa Murillo (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
2-3 avril	Echanges avec le technicien de la FICI, une OP partie prenante des <i>ferias solidarias</i>	Organisation de producteurs (OSG)	Découvrir et comprendre le fonctionnement d'une OSG (en général) et son implication dans les <i>ferias solidarias</i> (en particulier)	Cantons Otavallo, Ibarra et Pimampiro, Province d'Imbabura	Rosa Murillo (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
4 avril	Réunion avec les équipes MC Equateur		Participation à la réunion mensuelle de l'équipe MC Equateur	Quito, bureaux d'AVSF	Equipes MC (SIPAE et AVSF)	CR manuscrit de la réunion (CH)
4 avril	Entretien avec Marcelo Aizaga, MESSE	Acteur de la société civile	Découvrir et comprendre l'histoire, les objectifs, l'organisation et le fonctionnement du MESSE	Quito, bureaux du SIPAE	Paola Roman et Mercedes Valverde (SIPAE)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
5 avril	Réunion sur "marchés locaux et systèmes de garantie participatifs" organisée par la CEA, membre fondateur du Collectif Agroécologique		Comprendre le contexte des SPG et marchés locaux en Equateur.	Ibarra	Mercedes Valverde (SIPAE) Pierril Lacroix (AVSF)	CR manuscrit (CH) CR détaillé de la rencontre par la CEA
6 avril	Rencontre et entretien avec 3 administrateurs de la COPROBICH, organisations de producteurs de quinoa équitable	Organisation de producteurs (OSG)	Découvrir et comprendre le fonctionnement d'une organisation paysanne et indigène de producteurs de quinoa équitable.	Riobamba, Chimborazo	Paola Roman (SIPAE) Diana Taïpe (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH) CR de la rencontre (P. Roman)
6 avril	Entretiens et visites de fermes avec les paysans membres de deux organisations de base membres de la COPROBICH	Organisations de producteurs (Base)	Découvrir et comprendre les systèmes d'activités des paysans membres de la COPROBICH Découvrir et comprendre le contexte agraire de la province de Chimborazo	Canton Colta, Chimborazo	Paola Roman (SIPAE) Diana Taïpe (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
7 avril	Entretien avec Lucy Montalvo, MAGAP-zone 3	Acteur public	Découvrir et comprendre comment le MAGAP appuie les circuits alimentaires de proximités dans la province de Chimborazo (<i>ferias ciudadanas</i> et achats publics de produits paysans pour la restauration scolaire)	Bureaux du MAGAP, Riobamba, Chimborazo	Paola Roman (SIPAE) Diana Taïpe (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
7 avril	Rencontre et entretien avec la <i>canasta comunitaria Utopia</i>	Association de consommateurs, OP et ONG	Découvrir et comprendre l'histoire, les objectifs, l'organisation et le fonctionnement du système de panier le plus ancien d'Equateur	Maison Utopia, Riobamba, Chimborazo	Paola Roman (SIPAE) Diana Taïpe (AVSF)	CR manuscrit de la rencontre (CH)
8 avril	Entretien avec Roberto Gortaire, COPISA	Acteur public	Découvrir et comprendre le fonctionnement d'une organisation gouvernementale particulière : la COPISA	Quito, bureaux du SIPAE	Mercedes Valverde (SIPAE)	CR manuscrit de l'entretien (CH)
9 avril	Visite d'un marché agroécologique organisé par la municipalité de Quito dans le cadre de son programme AGRUPAR		Découvrir et comprendre un marché de produits issus de l'agriculture urbaine	Quito, sur les lieux d'une des <i>ferias agroécologiques</i>	Mercedes Valverde et Paola Roman (SIPAE)	CR manuscrit de la visite + entretien (CH)
9 avril	Entretien avec entretien avec le technicien en charge du programme AGRUPAR	Acteur public	Découvrir et comprendre un programme d'agriculture urbaine (AGRUPAR) impulsé et appuyé par une municipalité	Quito, sur les lieux d'une des <i>ferias agroécologiques</i>	Mercedes Valverde et Paola Roman (SIPAE)	CR manuscrit de la visite + entretien (CH)
9 avril	Réunion avec Pierril Lacroix (coordinateur régional du projet MC)		Préparation de la phase de pré-enquête au Pérou : initiatives intéressantes à visiter et acteurs à rencontrer impérativement	Quito, bureaux d'AVSF	Pierril Lacroix (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)

PEROU - du 11 au 19 avril 2011						
Date	Activité	Type d'acteur (si rencontre ou entretien)	Objectif	Lieu	Partenaires MC présents (en + de CH)	Documents disponibles
11 avril	Réunion au CEPES		Présentation générale du SIPAE et du contexte agraire au Pérou & discussions autour du projet de thèse	Lima, bureaux du CEPES	David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
11 avril	Visites de circuits de commercialisations classiques		Découvrir et comprendre le fonctionnement et l'organisation des circuits de commercialisation classiques	Lima	David Gonzalez (CEPES) et Edison Ramons (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
12 avril & 18 avril	Réunion à la Universidad Agraria la Molina (UNALM)		Echanges avec 3 professeurs sur les circuits alimentaires de proximité au Pérou	Lima, UNALM	David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
12 avril	Réunion avec Laureano del Castillo, avocat au CEPES	ONG	Découvrir et comprendre le contexte de la souveraineté et de la sécurité alimentaires, des organisations paysannes et de l'ESS au Pérou	Lima, bureaux du CEPES		CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
13 avril	Réunion avec un chef de service au Ministère de l'Agriculture (MINAG)	Acteur public	Découvrir et comprendre le contexte agraire au Pérou et l'action du MINAG	Lima, bureaux du MINAG	David Gonzalez (CEPES)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
14 avril	Conférence de Manuel Lajo, économiste		Comprendre le contexte macroéconomique de la sécurité alimentaire au Pérou	Lima, CEPES	CEPES	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH) PPT de présentation de M. Lajo
14 avril	Réunion avec Guillermo Rebosio, Fondoempleo	Acteur du développement (fonds privés)	Découvrir la problématique du développement rural et agricoles au Pérou à travers un organisme qui finance des projets de développement rural	Lima, bureaux du CEPES	David Gonzalez (CEPES) et Edison Ramons (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
15 avril	Visite de FLORANDINA, une petite entreprise familiale de transformation de produits laitiers et entretien avec ses membres		Découvrir et comprendre l'histoire, l'organisation, et le fonctionnement d'une micro-fromagerie rurale (transformation et commercialisation)	District de Yauli, province de Huancavelica, département de Huancavelica	Gianmarco Cheng (CEPES), Edison Ramos (AVSF) et Edwin Gutierrez (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
15 avril	Visite d'une petite entreprise familiale de transformation de céréales locales et entretiens avec ses membres		Découvrir et comprendre l'histoire, l'organisation, et le fonctionnement d'une micro-entreprise de transformation et commercialisation de céréales	Province de Huancavelica, Département de Huancavelica	Gianmarco Cheng (CEPES), Edison Ramos (AVSF) et Edwin Gutierrez (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
16 avril	Visite du marché agroécologique de Huancayo et entretien avec son président		Découvrir et comprendre le fonctionnement d'un marché de produits écologiques	Huancayo, département de Junin	Gianmarco Cheng (CEPES), Edison Ramos (AVSF) et Edwin Gutierrez (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
16 avril	Rencontre et entretien avec les membres d'une communauté paysanne et indigène connue pour cultiver des centaines de variétés de pommes de terres andines	Paysans	Découvrir et comprendre les systèmes d'activités des paysans de la communauté San José de Aymara, les systèmes de production et de commercialisation de pommes de terres andines, et plus généralement le contexte agraire péruvien	Communauté San José de Aymara, district de Pazos, province de Tayacaya, département de Huancavelica	Gianmarco Cheng (CEPES), Edison Ramos (AVSF) et Edwin Gutierrez (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
16 avril	Visite d'une petite entreprise familiale de production et cueillette d'herbes aromatiques et entretiens avec ses membres		Découvrir et comprendre l'histoire, l'organisation, et le fonctionnement d'une micro-entreprise de production, cueillette et commercialisation d'herbes aromatiques	Département de Huancavelica	Gianmarco Cheng (CEPES), Edison Ramos (AVSF) et Edwin Gutierrez (AVSF)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
17 avril	Visite du marché traditionnel hebdomadaire de Huancavelica		Découvrir et comprendre le fonctionnement d'un marché classique	Huancavelica	Gianmarco Cheng (CEPES)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
18 avril	Entretien avec Manuel Lajo	Chercheur	Echange sur la valorisation de produits identitaires au Pérou	Lima	David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)
19 avril	Réunion avec Gregory Scott, CIP	Chercheur	Echange sur l'opportunité d'étudier les systèmes de commercialisation des pommes de terres andines dans la thèse	Lima, bureaux du CIP	David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES)	CR Mission Andes mars-avril 2011 (CH)

PEROU - du 8 au 18 décembre 2011						
Date	Activité	Type d'acteur (si rencontre ou entretien)	Objectif	Lieu	Partenaires MC présents (en + de CH)	Documents disponibles
8 déc.	Réunion au CEPES		Echanges sur le futur travail de terrain de thèse et le choix des études de cas et discussions autour de l'opportunité d'étudier la relation paysans-restaurants (boom gastronomique)	Lima, bureaux du CEPES	David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES) Guy Durand (ACO)	CR manuscrit de la réunion (CH)
8 déc.	Réunion CEPES		Présentation des actions de communication du CEPES pour le projet MC	Lima, bureaux du CEPES	David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES) Guy Durand (ACO)	CR manuscrit de la réunion (CH)
8 déc.	Réunion avec le candidat au doctorat péruvien du projet MC		Discussions autour du projet de thèse du doctorant péruvien	Lima, bureaux d'AVSF	David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES), Guy Durand (ACO), Pierril Lacroix, Edison Ramos (AVSF)	
9 déc.	Réunion CEPES		Discussions sur les collaborations entre CEPES et ACO (dans le cadre du projet MC + collaborations futures)	Lima, bureaux du CEPES	Ferando Eguren, David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES), Guy Durand (ACO)	CR manuscrit de la réunion (CH)
9 déc.	Réunion Miguel Ordinola, projet IssAndes		Echanges entre le projet MC et le projet IssAndes (Innovation pour la sécurité et la souveraineté alimentaire dans les Andes, centré sur la production et la consommation de pommes de terre andines)	Lima, bureaux du CIP	David Gonzalez, Gianmarco Cheng (CEPES), Guy Durand (ACO)	CR manuscrit de la réunion (CH)
9 déc.	Réunion avec Guillermo Rebosio, Fondoempleo	Acteur du développement (fonds privés)	Echanges sur les systèmes des achats publics de produits paysans au Pérou et en Equateur	Lima, bureaux du CEPES	Gianmarco Cheng (CEPES), Guy Durand (ACO), Paola Roman (SIPAE), Edison Ramos (AVSF)	
10 déc.	Visite du marché paysan de Huancaro et rencontres avec les membres de l'ARPAC (OP en charge du marché)	Organisation de producteurs	Découvrir et comprendre le fonctionnement d'un des marchés paysan (et géré par des paysans) le plus grand et le plus connu des Andes	Ville de Cuzco, département de Cusco	Equipes du projet MC	CR manuscrit de la visite + rencontre (CH)
10 déc.	Visite de 3 micro-fromageries associatives ou privées-familiales et rencontre avec les acteurs en charge de la transformation	Entreprises privées familiales ou associatives	Découvrir et comprendre l'histoire, l'organisation, et le fonctionnement de micro-fromageries rurale (transformation et commercialisation)	Province Anta, département de Cusco	Quelques membres des équipes du projet MC	CR manuscrit de la visite + rencontre (CH)
11 déc.	Visite d'un atelier municipal de transformation laitière qui achète directement le lait aux paysans et entretien avec le technicien	Entreprise publique	Découvrir et comprendre le fonctionnement d'un atelier municipal de transformation laitière et sa relation avec les paysans locaux	District de Pomacanchi, province de Acomayo, département de Cusco	Quelques membres des équipes du projet MC	CR manuscrit de la visite + rencontre (CH)
12-13 déc.	Ateliers sur les travaux doctoraux du projet MC		Présentations et échanges autour des 4 doctorats du projet	Urubamba, province d'Urubamba, département de Cusco	Equipes recherche du projet MC	CR manuscrit des réunions (CH) CR du séminaire (P. Lacroix)
14-17 déc.	Séminaire annuel du projet MC		Evaluation annuelle du projet MC et planification pour 2012	Urubamba, province d'Urubamba, département de Cusco	Equipes du projet MC	CR manuscrit des réunions (CH) CR du séminaire (P. Lacroix)
14 déc.	Visite de 2 fermes	Paysans	Découvrir le contexte agraire péruvien	Province d'Urubamba, département de Cusco	Equipes du projet MC	Notes manuscrites sur les visites (CH)
15 déc.	Rencontre avec la municipalité provinciale de Anta	Acteur public	Découvrir l'action d'acteurs publics sur les thématique de développement rural et agricole	Urubamba, lieu du séminaire MC	Equipes du projet MC	CR manuscrit des rencontres (CH) CR du séminaire (P. Lacroix)
15 déc.	Rencontre avec direction régionale agraire de Cusco	Acteur public	Découvrir l'action d'acteurs publics sur les thématique de développement rural et agricole	Urubamba, lieu du séminaire MC	Equipes du projet MC	CR manuscrit des rencontres (CH) CR du séminaire (P. Lacroix)

LA SECONDE PHASE DE PRÉ-ENQUÊTE : PHASE DE PRÉ-ENQUÊTE SPÉCIFIQUE (mars-avril 2012)

EQUATEUR								
Date	Enquêteur	Type d'enquête	[nom ou code de l'acteur]	Acteur(s) ou évènement	Organisation/Organisateur	Lieu	Initiative de CAP ou contexte	Rédaction du CR
9 mars	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Observation		Atelier "commercialisation et consommation"	COPIISA	Riobamba	Contexte National	Jean Rigaud
19 mars	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Entretien		Technicien de l'OP & producteur de quinoa	COPROBICH	Riobamba	Contexte Chimborazo	Jean Rigaud
19 mars	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Visite de fermes		Producteurs de quinoa + productions diversifiées	COPROBICH	Canton de Colta et Guamote	Contexte Chimborazo	Jean Rigaud
20 mars	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Entretien		Promoteur de l'OP et producteur d'herbe médicinales	JAMBI KIWA	Riobamba	Contexte Chimborazo	Jean Rigaud
20 mars	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Visite de fermes		Producteurs d'herbes médicinales + productions diversifiées	JAMBI KIWA	Cantons de Riobamba, Pallatanga, Cumanda	Contexte Chimborazo	Jean Rigaud
21 mars	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Visite de ferme		Producteur "moyen" conventionnel		Canton de Chambo	Contexte Chimborazo	Jean Rigaud
2 avril	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Entretien		Directeur MAGAP Chimborazo	MAGAP Chimborazo	Riobamba	Ferías citoyennes (<i>ferias ciudadanas</i>)	Jean Rigaud
2 avril	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Entretien		Directrice	FEPP - Magasin CAMARI Riobamba	Riobamba	Magasin de produits paysans CAMARI	Jean Rigaud
2 avril	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Entretien		Plusieurs représentants (consommateurs)	<i>Canasta comunitaria Utopía</i>	Riobamba	Panier communautaire Utopía	Jean Rigaud
3 avril	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Visite de ferme		Productrice agroécologique, fournisseuse d'Utopía	CORSOL	Canton Penipe	Panier communautaire Utopía	Jean Rigaud
4 avril	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Visite de ferme		Famille de producteurs agroécologique, fournisseurs d'Utopía et de Macají	COPAC	Paroisse de Cebadas, Canton de Guamote	Panier communautaire Utopía & feria citoyenne Macají	Jean Rigaud
4 avril	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Visite de ferme		Famille de producteurs agroécologiques, fournisseurs d'Utopía	Ferme "el Molino 2"	Canton de Guamote	Panier communautaire Utopía	Jean Rigaud
4 avril	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Entretien		Président	<i>Feria ciudadana 24 de Mayo</i>	Riobamba	Feria citoyenne "24 de Mayo"	Jean Rigaud
4 avril	Paola Roman (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire ACO)	Entretien		Directrice	Fondation ACT	Ville de Guamote	Panier communautaire Utopía	Jean Rigaud
5 mai	Claire Heinish, Paola Roman & Dario Cepeda (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire), Pierre Gasselín (INRA)	Visite de fermes		Producteurs de quinoa + productions diversifiées	COPROBICH	Canton Colta	Contexte Chimborazo	Claire Heinish
5 mai	Claire Heinish, Paola Roman & Dario Cepeda (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire), Pierre Gasselín (INRA)	Observation		Observation feria Macají et échanges avec plusieurs producteurs et participants	<i>Feria ciudadana Macají</i>	Riobamba	Feria citoyenne Macají	Claire Heinish
5 mai	Claire Heinish, Paola Roman & Dario Cepeda (SIPAE), Jean Rigaud (stagiaire), Pierre Gasselín (INRA)	Entretien		Vice-Président de la feria citoyenne Macají	<i>Feria ciudadana Macají</i>	Riobamba	Feria citoyenne Macají	Claire Heinish
10 mai	Claire Heinish, Jean Rigaud (stagiaire ACO), Equipes MC, Pierre Gasselín (INRA)	Observation		Colloque "Souveraineté alimentaire, environnement, santé"	SIPAE Université Andine	Quito	Contexte National	Claire Heinish

PEROU								
Date	Enquêteur	Type d'enquête	[nom ou code de l'acteur]	Acteur(s) ou évènement	Organisation/Organisateur	Lieu	Initiative de CAP ou contexte	Rédaction du CR
12 mars	Magalie Lejaille (stagiaire ACO)	Entretien	Iris Camacho	Avocate, chercheuse projet MC	CEPES	Lima, bureaux du CEPES (lieu de l'entretien) Département de Huancavelica (territoire sur lequel portait l'entretien)	Contexte Huancavelica	Magalie Lejaille
14 mars	Magalie Lejaille (stagiaire ACO)	Entretien	Fernando Eguren	Président du CEPES	CEPES	Lima, bureaux du CEPES	Contexte National Pérou (réformes agraires)	Magalie Lejaille
21 mars	Magalie Lejaille (stagiaire ACO)	Observation	-	Réunion d'une organisation de producteurs	Association de producteurs Acobambilla	District de Huando, province de Huancavelica	Micro-fromageries familiales d'Acobambilla	Magalie Lejaille
23 mars	Magalie Lejaille (stagiaire ACO) Henry Damian (AVSF)	Observation	-	Feria de vente directe de produits laitiers	AVSF (projet MC) et producteurs des districts de Huando et Yauli	Ville de Huancavelica	Feria de produits laitiers de Huancavelica Plusieurs associations de producteurs laitiers	Magalie Lejaille
30 mars	Magalie Lejaille (stagiaire ACO)	Entretien	Edison Ramos	Coordinateur projet MC Pérou	AVSF	Lima, bureaux d'AVSF	Contexte Huancavelica	Magalie Lejaille
4 avril	Magalie Lejaille (stagiaire ACO)	Entretien	Edwin Gutierrez	Coordinateur AVSF Huancavelica	AVSF	Bureaux d'AVSF Huancavelica (lieu de l'entretien) Provinces de Huancavelica et Castrovirreyna (territoires sur lesquels portaient l'entretien)	Inventaire des micro-fromageries des province de Castrovirreyna et Huancavelica	Magalie Lejaille
10 avril	Magalie Lejaille (stagiaire ACO) Claire Heinisch Equipes AVSF Pérou	Observation	-	Atelier sur la méthodologie d'analyse des systèmes de production	AVSF Equateur et Pérou	Lima, bureaux du CEPES	Contexte andin (Pérou et Equateur)	Claire Heinisch
18 avril	Magalie Lejaille (stagiaire ACO)	Entretien	Rene Molleapasa	Vétérinaire AVSF Huancavelica	AVSF	Bureaux d'AVSF Huancavelica (lieu de l'entretien) Province de Castrovirreyna (territoire sur lesquels portaient l'entretien)	Inventaire des micro-fromageries de la province de Castrovirreyna	Magalie Lejaille
25 avril	Magalie Lejaille (stagiaire ACO) Edwin Gutierrez (AVSF)	Entretien		Transformateur	Aproade	Communauté de Sinto Esmeralda, province de Castrovirreyna, département de Huancavelica	Association de producteurs laitiers avec fromagerie	Magalie Lejaille
25 avril	Magalie Lejaille (stagiaire ACO) Edwin Gutierrez (AVSF)	Entretien		Président	Communauté de Sinto Esmeralda	Communauté de Sinto Esmeralda, province de Castrovirreyna, département de Huancavelica	Contexte Sinto Esmeralda/Castrovirreyna	Magalie Lejaille
25 avril	Magalie Lejaille (stagiaire ACO) Edwin Gutierrez (AVSF)	Entretien		Transformateur	Llactas	Communauté de Sinto Esmeralda, province de Castrovirreyna, département de Huancavelica	Association de producteurs laitiers avec fromagerie	Magalie Lejaille

BOLIVIE								
Date	Enquêteur	Type d'enquête	[nom ou code de l'acteur]	Acteur(s) ou évènement	Organisation/Organisateur	Lieu	Initiative de CAP ou contexte	Rédaction du CR
2 mars	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Observation	Fernando Huanacuni Mamani & Xavier Albo	Conférence sur "Le paradigme du <i>Vivir Bien</i> " organisée par la Vice-Présidence	Spécialistes du concept de "Vivir Bien"	La Paz	Contexte national	Pas de CR
2 mars	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Observation	-	Conférence sur le développement productif et rural en Bolivie	?	La Paz	Contexte national	Pas de CR
	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Observation	-	Séminaire d'ouverture d'une formation en économie solidaire et gestion territoriale	?	La Paz	Contexte national	Pas de CR
7 mars	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Bishelly Elias (AVSF)	Entretien	Gabriel Valdivia	Consultant indépendant	Auteur de l'étude sur les achats publics pour le projet MC	La Paz, bureaux d'AVSF	Contexte national des achats publics en Bolivie	Bishelly Elias
8-10 mars	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Observation participante	-	Rencontres des OECAs laitières du département de La Paz	Projet BOL-OECAs (AVSF, CIOEC Bolivie, CIOEC La Paz)	La Paz	Contexte La Paz	Aurélien Leray
22 mars	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Observation	-	Séminaire "Politiques et investissements publics pour le développement agricole et la sécurité alimentaire en Bolivie"	Campagne "CRECE", OXFAM, Université CIDES-UMSA, IPDRS	La Paz	Contexte national	Aurélien Leray
Du 20 au 29 mars 2012 : accompagnement de la mission de François Boucher en Bolivie								
20 au 29 mars	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Observation	François Boucher	Exposé sur "le lait comme vecteur de développement territorial"	Projet MC	La Paz, bureaux d'AVSF	Contexte national	CR mission F. Boucher
	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Entretien	-	Paysans	OECA ASPROPHY (affiliée à CIOEC La Paz)	Municipalité de Puerto Carabuco, province Camacho, département de La Paz	OECA de producteurs de dérivés de céréales pour le déjeuner scolaire	CR mission F. Boucher + CR Aurélien
	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Entretien	-	Paysans	OECA Isla Cojata (affiliée à CIOEC La Paz)	Municipalité de Huarina, province Omasuyos, département de La Paz	OECA de producteurs de lait et produits laitiers	CR mission F. Boucher
	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Entretien	-	Paysans	OECA ASEPROMAPRIA (affiliée à CIOEC La Paz)	Municipalité de Achacachi, province Omasuyos, département de La Paz	OECA de producteurs de semences de pomme de terre	CR mission F. Boucher
	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Entretien	-	Paysans	BANABENI (affiliée à AOPEB)	El Alto, département de La Paz	OPE de producteurs de bananes biologiques pour le déjeuner scolaire et l'exportation	CR mission F. Boucher + CR Aurélien
	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Visite de fermes	-	Paysannes	OPE affiliée à AOPEB	Municipalité de Achocalla, province Pedro Domingo Murillo, département de La Paz	OPE de productrices participant à une bioferia	CR mission F. Boucher
	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Observation	-	Paysannes	Bioferia de Achocalla	Municipalité de Achocalla, province Pedro Domingo Murillo, département de La Paz	Marché agroécologique	CR mission F. Boucher
	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Membres équipe MC	Observation	François Boucher	Conférence sur les SIAL dans le cadre du séminaire international "Systèmes agroalimentaires localisés et économie sociale"	AOPEB, AVSF	La Paz	Contexte national	CR mission F. Boucher

BOLIVIE								
Date	Enquêteur	Type d'enquête	[nom ou code de l'acteur]	Acteur(s) ou évènement	Organisation/Organisateur	Lieu	Initiative de CAP ou contexte	Rédaction du CR
17 avril	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Javier Thalleache (binôme) Claire Heinish	Entretien	-	Président	CIOEC La Paz	La Paz, bureaux du CIOEC	Relations OECA - municipalités dans le département de La Paz	Claire Heinish
19 avril	Aurélien Leray (stagiaire ACO) Javier Thalleache (binôme) Claire Heinish	Entretien	-	Technicien	AOPEB	La Paz, bureaux de l'AOPEB	Relations OPE - municipalités au niveau national)	Claire Heinish
Du 9 au 16 mai 2012 : pré-enquêtes à Tarija (entretiens réalisés avec le guide d'enquête finalisé)								
9 au 16 mai	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Entretien		Techicienne	CIOEC Tarija	Tarija	Contexte Tarija	Aurélien Leray
	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Entretien		Techniciens	AOPEB Tarija	Tarija	Contexte Tarija	Aurélien Leray
	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Entretien		Responsable du déjeuner scolaire	Municipalité de Tarija	Tarija	Initiative de déjeuner scolaire en milieu urbain	Aurélien Leray
	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Entretien		Responsable de l'unité "développement productif"	Municipalité de Padcaya	Municipalité de Padcaya, provincia Aniceto Arce, département de Tarija	Initiative de déjeuner scolaire en milieu rural	Aurélien Leray
18 mai	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Entretien <i>(réalisé avec le guide d'enquête finalisé)</i>		Directrice	CUNA	La Paz	ONG Bolivienne qui accompagne plusieurs municipalités et organisations paysannes sur le déjeuner scolaire	Aurélien Leray
20 mai	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Observation		Réunion des membres de l'OECA ASPROHY	ASPROPHY	Municipalité de Puerto Carabuco, province Camacho, département de La Paz	OECA de producteurs de dérivés de céréales pour le déjeuner scolaire	Aurélien Leray
22 mai	Aurélien Leray (stagiaire ACO)	Observation		Inauguration d'un atelier de transformation de céréales	AMPACH (+ CUNA + municipalité de Tiwanaku + autorités indigènes locales)	Municipalité de Tiwanaku, Province Ingavi, département de La Paz	Organisations de paysannes qui fournit le déjeuner scolaire dans l'un des centres scolaires de la municipalité de Tiwanaku	Aurélien Leray

PEROU					
Date	Activité	Objectif	Lieu	Partenaires MC présents (en + de CH)	Documents
du 9 au 14 avril	Travail avec Magalie (stagiaire ACO)	Bilan des premières semaines de stage de Magalie (connaissance du terrain, bilan des premières pré-enquêtes) - Pré-enquêtes ensemble - Préparation de l'enquête de terrain : critères de choix des initiatives à étudier et pré-sélection d'initiatives, méthodologie, guides d'entretiens, types d'acteurs à interviewer	Lima (bureaux du CEPES)	Magalie Lejaille (stagiaire ACO)	CR manuscrits des réunions (CH)
9 avril	Réunion avec l'équipe recherche du CEPES	Echanges sur la thèse et le stage de Magalie : terrain et méthodologie	Lima (bureaux du CEPES)	Gianmarco Cheng (CEPES), Magalie Lejaille (stagiaire ACO), Roxana Ramirez (consultante sociologue)	CR manuscrit de la réunion (CH)
9 avril	Réunion avec Roxana Ramirez (consultante, "binôme" de Magalie)	Echanges sur l'étude "micro-fromageries à Cusco" menée par Roxana : adaptation de la méthodologie de CH, organisation du travail futur avec Magalie	Lima (bureaux du CEPES)	Magalie Lejaille (stagiaire ACO), Roxana Ramirez (consultante sociologue)	CR manuscrit de la réunion (CH)
BOLIVIE					
Date	Activité	Objectif	Lieu	Partenaires MC présents (en + de CH)	Documents
du 16 au 21 avril	Travail avec Aurélien (+ Javier)	Bilan des premières semaines de stage d'Aurélien (connaissance du terrain, bilan des premières pré-enquêtes) - Pré-enquêtes ensemble - Préparation de l'enquête de terrain : critères de choix des initiatives à étudier et pré-sélection d'initiatives, méthodologie, guides d'entretiens, types d'acteurs à interviewer	La Paz (bureaux d'AVSF)	Aurélien Leray (stagiaire ACO) et Javier (binôme d'Aurélien)	CR manuscrits des réunions (CH)
17 avril	Réunion avec l'équipe recherche d'AVSF Bolivie	Echanges sur la thèse et le stage d'Aurélien : terrain et méthodologie	La Paz (bureaux d'AVSF)	Bishelly Elias et Pedro Marcos (AVSF Bolivie), Hugo Chambilla (doctorant bolivien), Aurélien Leray (stagiaire ACO) et Javier Thellaeche (binôme d'Aurélien)	CR manuscrits des réunions (CH)
20 avril	Réunion avec Hugo Chambilla (doctorant Bolivien)	Conseils théoriques et méthodologiques à Hugo à la demande de l'équipe MC Bolivie	La Paz (bureaux d'AVSF)	Hugo Chambilla (doctorant bolivien)	CR manuscrit de la réunion (CH)
EQUATEUR					
Date	Activité	Objectif	Lieu	Partenaires MC présents (en + de CH)	Documents
du 23 avril au 5 mai	Travail avec Jean + Juan Carlos (binôme)	Bilan des premières semaines de stage de Jean (connaissance du terrain, bilan des premières pré-enquêtes) - Pré-enquêtes ensemble - Préparation de l'enquête de terrain : critères de choix des initiatives à étudier et sélection d'initiatives, méthodologie, guides d'entretiens, types d'acteurs à interviewer	Quito (bureaux d'AVSF ou du SIPAE) & province de Chimborazo	Jean Rigaud (stagiaire ACO) et Juan Carlos Meneses (binôme de Jean) + appui ponctuel de l'équipe MC recherche (à Chimborazo) + appui ponctuel de Pierre Gasselín (co-encadrant de la thèse et expert MC)	CR manuscrits des réunions (CH)
23 avril	Réunion avec l'équipe recherche Equateur (AVSF + SIPAE)	Echanges sur le stage de Jean, sur la thèse et sur le travail de recherche devant être conduit à Chimborazo	Quito (bureaux du SIPAE)	Jean Rigaud (stagiaire ACO) + équipe recherche MC Equateur	CR manuscrit de la réunion (CH)
30 avril & 1er mai	Séminaire interne de recherche du projet MC	Présentation des résultats des études déjà menées en Equateur - Discussions sur la formation des jeunes chercheurs - Réflexion sur la stratégie de recherche pour la suite du projet - Discussion autour du doctorat péruvien	Quito (bureaux du SIPAE)	Equipe recherche MC Equateur, Pierre Gasselín (expert en mission dans le cadre du projet MC), César Laqui (doctorant MC Pérou)	CR manuscrit de la réunion (CH), rapport de mission PG
3 mai	Réunion équipe recherche projet MC Equateur	Construction de la matrice stratégique du projet MC	Quito (bureaux du SIPAE)	Equipe recherche MC Equateur	CR manuscrit de la réunion (CH)
7 mai	Réunion avec Pierre Gasselín	Discussion autour de la thèse : cadre théorique, choix définitif des études de cas, méthodologie, sélection du type d'acteurs à interviewer et des observations à réaliser - Discussion autour de la note théorique et méthodologique réalisée par CH à l'attention des stagiaires et des équipes MC	Quito (bureaux du SIPAE)	Pierre Gasselín (co-encadrant de la thèse)	CR de la réunion (CH), note théorique et méthodologique rédigée par CH
8 mai	Atelier sur la recherche participative	Débat autour des différentes formes de recherche participative	Quito (bureaux du SIPAE)	Equipe recherche MC et leurs partenaires Pierre Gasselín (conférencier et animateur de l'atelier)	CR manuscrit de l'atelier (CH), rapport de mission PG
9 mai	Réunion de préparation du séminaire doctoral de Guayaquil	Préparation du séminaire doctoral de Guayaquil d'octobre 2012 : objectifs, modalités de soumission de communication, rétroplanning	Quito (bureaux du SIPAE)	Equipe recherche MC Pierre Gasselín (expert MC)	
11 mai	Réunion de clôture de la mission de Pierre Gasselín	Bilan de la mission de Pierre Gasselín en appui au projet MC (24 avril au 12 mai) et réflexion sur les stratégies de recherche et d'action du projet MC pour la suite	Quito (bureaux d'AVSF)	Equipes recherche et action MC Pierre Gasselín (expert MC)	CR manuscrit de l'atelier (CH), rapport de mission PG

LA PHASE D'ENQUÊTE APPROFONDIE (avril-juin 2012 & septembre-octobre 2012)

Liste des observations

EQUATEUR					
Date	Observation ou observation participante	Lieu	Niveau d'observation	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
05/05/2012	Observations participantes de la feria citoyenne Macají hebdomadaire	Ville de Riobamba < province de Chimborazo	Dispositif (FC)	CH, Paola Roman, Jean Rigaud	CH
19/05/2012				CH, Jean Rigaud	
26/05/2012				CH	
02/06/2012				CH	
09/06/2012				CH	
20/10/2012				CH	
27/10/2012				CH	
03/11/2012				CH	
29/05/2014	Observation de l' Assemblée Générale mensuelle de la feria citoyenne Macají		Dispositif (FC)	CH	CH
29/10/2012					
05/11/2012	Observation d'un atelier organisé par le MAGAP pour les producteurs de la feria Macají [Objectif de l'atelier : calcul des coûts de production et discussions sur le règlement du marché]		Dispositif (FC)	CH	CH
03/06/2012	Observation participante de la feria citoyenne Yaruquíes		Dispositif (FC)	CH, Jean Rigaud	CH
31/05/2012	Observation de la première Assemblée Générale mensuelle de la feria citoyenne Yaruquíes		Dispositif (FC)	CH	CH
26/05/2012	Observation de la feria citoyenne 24 de Mayo		Dispositif (FC)	Juan Meneses	Juan Meneses
02/06/2012					
29/05/2012	Participation à l' émission hebdomadaire dédiée aux ferias citoyennes de la province de Chimborazo sur <i>Radiofonicas</i> (radio de l'ONG locale ERPE)	Dispositif (FC)	CH	CH	
26/05/2012	Participation au panier communautaire Utopía (réception des produits + confection et distribution des paniers)	Dispositif (PC)	CH, Jean Rigaud	CH + Jean Rigaud	
09/06/2012			Jean Rigaud		
23/06/2012			Jean Rigaud		
27/10/2014			CH		
18/05/2012	Observation participante d'un atelier organisé par la fondation Utopía pour les consommateurs du panier communautaire Utopía [Objectif de l'atelier : perception du panier et évolution des habitudes alimentaires]	Dispositif (PC)	CH	CH	

EQUATEUR					
Date	Observation ou observation participante	Lieu	Niveau d'observation	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
31/05/2012	Observation d'une réunion pour organiser la future participation des paysans du panier communautaire Utopía à un marché agroécologique à Guayaquil	Ville de Riobamba < Chimborazo	Dispositif (PC)	Jean Rigaud	Jean Rigaud
01/06/2014	Observation participante de l' Assemblée Générale du panier communautaire Utopía		Dispositif (PC)	Jean Rigaud	Jean Rigaud
26/05/2012	Participation au panier communautaire Foi et Justice (achats de produits sur le marché de gros + confection et distribution des paniers)		Dispositif (PC)	Juan Meneses	Juan Meneses
17/05/2012	Observation du marché indigène hebdomadaire de Guamote	Ville de Guamote < canton Guamote < Chimborazo	Contexte territorial	CH, Jean Rigaud	CH
15/06/2012	Observation d'un marché agroécologique évènementiel organisé par le gouvernement provincial de Chimborazo	Ville de Riobamba < Chimborazo	Contexte territorial	Jean Rigaud, Juan Meneses	CH (sur la base du CR oral de JR)
24/06/2012	Observation de "la rue solidaire", un évènement annuel organisé depuis 2011 par les acteurs de l'économie solidaire de Chimborazo	Ville de Riobamba < Chimborazo	Contexte territorial	Jean Rigaud	CH (sur la base du CR oral de JR)
21/10/2012	Observation du marché indigène hebdomadaire de Cajabamba	Ville de Cajabamba < canton Colta < Chimborazo	Contexte territorial	CH	CH
30/10/2012	Observation d'une réunion entre le gouvernement provincial (GAD) de Chimborazo et la communauté de Victoria de Pusuca (dont certains membres fournissent le panier Utopía) [Objectif de la réunion : fourniture de semences et plants par le GAD + projet d'irrigation]	Victoria de Pusuca < La matrice < Penipe < Chimborazo	Contexte territorial	CH	CH
06/11/2012	Observation de la cérémonie publique de présentation du bilan annuel du GAD Chimborazo devant les citoyens de la province	Ville de Riobamba < Chimborazo	Contexte territorial	CH	CH
14/05/2012	Observation de la conférence d'un des représentants de la COPISA (également membre du panier Utopía) sur la souveraineté alimentaire et la future loi "agrobiodiversité" , à destination des étudiants de l'Université Polytechnique de Chimborazo (ESPOCH)	Ville de Riobamba < Chimborazo	Contexte national	CH, Jean Rigaud	CH
18/10/2012	Observation du séminaire "autres marchés pour la commercialisation paysanne et la souveraineté alimentaire" (organisé par l'Université Polytechnique de Guayaquil (ESPOL) et AVSF)	Guayaquil < province de Guayas	Contexte national	CH	CH

PEROU					
Date	Observation ou observation participante	Lieu	Niveau d'observation	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
Plusieurs 22/06/2012	Observation participante du marché hebdomadaire de vente directe de produits laitiers	Ville de Huancavelica	Dispositif	Magalie Lejaille CH	Magalie Lejaille CH
	Observation de fabrication de yaourts à l'association Azul-Huanas , dans la communauté de Huanaspampa	Huanaspampa < Acoria < Huancavelica < Huancavelica	Dispositif	Magalie Lejaille	Magalie Lejaille
	Observation de fabrication de fromages à l'association Llactas , dans la communauté de Sinto Esmeralda	Sinto Esmeralda < Ticrapo < Castrovirreyna < Huancavelica	Dispositif	Magalie Lejaille	Magalie Lejaille
	Observation de fabrication de yaourts à l'association Florandina , dans la communauté de Vista Alegre	Vista Alegre < Yauli < Huancavelica < Huancavelica	Dispositif	Magalie Lejaille	Magalie Lejaille
21/06/2012	Observation de fabrication de fromages dans l'association de la communauté de Cceronconcha	Cceronconcha < Yauli < Huancavelica < Huancavelica	Dispositif	CH, Magalie Lejaille	CH
23/05/2012	Observation d'un atelier sur les mastites organisé par AVSF pour les producteurs participant au marché de vente directe de produits laitiers	Ville de Huancavelica	Dispositif	Magalie Lejaille	Magalie Lejaille
28/05/2012	Observation d'une réunion entre AVSF et la municipalité de Huancavelica à propos du marché de vente directe de produits laitiers	Ville de Huancavelica	Dispositif	Magalie Lejaille	Magalie Lejaille
19/06/2012	Observation <i>spécificique</i> du marché couvert de Huancavelica : paysans des micro-fromageries venant vendre leurs produits aux commerçants revendeurs de produits laitiers	Ville de Huancavelica	Dispositif	CH, Magalie Lejaille	CH
	Observation <i>générale</i> du marché couvert de Huancavelica		Contexte territorial		
28/05/2012	Observation d'une réunion entre AVSF, la municipalité de Huancavelica et des paysans	Ville de Huancavelica	Contexte territorial	Magalie Lejaille	Magalie Lejaille
23/06/2012	Observation de la feria agricole annuelle	Ville de Huancavelica	Contexte territorial	CH, Magalie Lejaille	CH
24/06/2012	Observation du marché dominical de Huancavelica	Ville de Huancavelica	Contexte territorial	CH, Magalie Lejaille	CH
BOLIVIE					
22/05/2012	Observation de la cérémonie d'inauguration de l'atelier de transformation de céréales de l'AMPACH	Huacullani < Tiwanaku < Ingavi < La Paz	Dispositif	Aurélien Leray	Aurélien Leray

LA PHASE D'ENQUÊTE APPROFONDIE (avril-juin 2012 & septembre-octobre 2012)

Liste des entretiens

EQUATEUR										
Paysans et organisations paysannes et/ou indigènes (formelles ou informelles)										
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Province	Canton	Paroisse	Communauté	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
E-FCM-PC-Chambo-1	Couple de paysans	Producteurs individuels	Chimborazo	Chambo	La Matriz	Ainche	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH, Juan Meneses	CH
E-FCM-PC-Chambo-2	Paysanne, sœur de la première	Productrice individuelle	Chimborazo	Chambo	La Matriz	Ainche	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH, Juan Meneses	CH
E-FCM-PC-tomates-1	6 familles paysannes, tous frères et sœurs	Groupe familial (6 familles) autoorganisé pour la production de tomates n°1	Chimborazo	Riobamba	Yaruquiès	San Pedro de Chipata (haut) et quartier Yaruquiès de Riobamba (bas)	FC Macají (+FC Yaruquiès)	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH, Paola Roman	CH
E-FCM-PC-tomates-2	3 familles paysannes, tous frères et sœurs (cousins de des précédents)	Groupe familial (4 familles) autoorganisé pour la production de tomates n°2	Chimborazo	Riobamba	Yaruquiès	San Pedro de Chipata (haut) et quartier Yaruquiès de Riobamba (bas)	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH, Paola Roman	CH
E-FCM-PA-Curipacha-1	Paysanne	Association de paysannes "Curipacha"	Chimborazo	Riobamba	Quimiag	Guntuz	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH	CH
E-FCM-PA-Curipacha-2	Paysanne	Association de paysannes "Curipacha"	Chimborazo	Riobamba	Quimiag	Guntuz	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH	CH
E-FCM-PA-Curipacha-3	Paysanne	Association de paysannes "Curipacha"	Chimborazo	Riobamba	Quimiag	Guntuz	FC Macají	Acteurs & Contexte territorial	CH, Juan Meneses	CH
E-FCM-PA-Curipacha	3 paysannes membres	Association de paysannes "Curipacha"	Chimborazo	Riobamba	Quimiag	Guntuz	FC Macají	Acteurs & Contexte territorial	CH, Juan Meneses	CH
E-FCM-PA-CEDEIN-I-1	Paysan	Paysan lié individuellement à l'ONG locale CEDEIN	Chimborazo	Colta	Cajabamba/Villa la Union	A 5 minutes de la ville de Cajabamba	FC Macají (+FC Yaruquiès)	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH	CH
E-FCM-PA-CEDEIN-Cunanbay-1	Couple de paysans	Paysan du groupe de 10 familles de la communauté de Cunanbay lié à l'ONG CEDEIN	Chimborazo	Colta	Cicalpa	Cunanbay	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH	CH
E-FCM-PA-CEDEIN-Cunanbay	6 paysans membres	Groupe de 10 familles de la communauté de Cunanbay lié à l'ONG CEDEIN	Chimborazo	Colta	Cicalpa	Cunanbay	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH	CH

EQUATEUR

Paysans et organisations paysannes et/ou indigènes (formelles ou informelles)

Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Province	Canton	Paroisse	Communauté	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
E-FCM-PA-COPAC-1	Paysanne et sa famille	Famille paysanne membre de la COPAC	Chimborazo	Guamote	Cebadas	Cecel Airon	FC Macají (+ PC Utopía)	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH, Jean Rigaud, Paola Roman	JR & CH
E-FCM-PA-COPAC-2	Paysanne et sa famille	Famille paysanne membre de la COPAC (Maria présidente)	Chimborazo	Guamote	Cebadas	Reten Ichubamba	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH, Juan Meneses	CH
E-MC-PA-COPAC	Plusieurs membres (la présidente, le secrétaire et plusieurs membres actifs)	Corporation de producteurs agroécologiques de Cebadas (COPAC)	Chimborazo	Guamote	Cebadas	Plusieurs communautés de la paroisse	FC Macají & FC 24 Mai	Acteurs & Dispositif (FCM)	CH	CH
E-FC24-PA-COPAC-1	Paysanne	Famille paysanne, membre de la COPAC	Chimborazo	Guamote	Cebadas		FC 24 Mai	Acteurs & Dispositif (FC24)	Juan Meneses	JM
E-FC24-PC-Galan-1	Couple de paysans	Famille paysanne, producteurs individuels	Chimborazo	Guano	Santa Fé de Galan	Santa Fé de Galan	FC 24 Mai	Acteurs & Dispositif (FC24)	Juan Meneses	JM
E-FC24-PC(A)-SAntonio-1	Paysanne	Famille paysanne, producteurs individuels	Chimborazo	Riobamba	San Luis	San Antonio	FC 24 Mai	Acteurs & Dispositif (FC24)	Juan Meneses	JM
E-FC24-PC(A)-Zanjapamba-1	Paysanne	Paysanne membre de la communauté de Zanjapamba	Chimborazo	Guano	San Andres	Sanjapamba	FC 24 Mai	Acteurs & Dispositif (FC24)	Juan Meneses	JM
E-PCU-PA-Molino-1	Paysan	Famille paysanne, producteurs individuels	Chimborazo	Guamote	La Matriz	Cumanda El Molino	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	Jean Rigaud, Paola Roman	JR
E-PCU-PA-NG	Un paysan et une paysanne	Présidente de l'association Nueva Generacion et promoteur de l'ONG EkoRural qui appuie l'association	Chimborazo	Riobamba	Licto	Tzimbuto	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	Jean Rigaud, Paola Roman, CH	JR & CH
E-PCU-PA-NG-1	Paysanne	Association Nueva Generacion	Chimborazo	Riobamba	Licto	Tzimbuto	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	CH	CH
E-PCU-PA-VP	Un paysan et une paysanne	Groupe de 5 familles de la communauté liés à Utopía	Chimborazo	Penipe	La Matriz	Victoria de Pusuca	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	Jean Rigaud, Juan Meneses, CH	JR & CH
E-PCU-PA-VP-1	Paysanne	Paysanne du groupe de 5 familles fournissant Utopía	Chimborazo	Penipe	La Matriz	Victoria de Pusuca	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	CH	CH

EQUATEUR										
Paysans et organisations paysannes et/ou indigènes (formelles ou informelles)										
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Province	Canton	Paroisse	Communauté	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
E-FCM&PCU-CORSOL-1	Paysanne	Famille paysanne membre de l'association CORSOL (Dolores présidente)	Chimborazo	Penipe	San Antonio de Bayushig	La Libertad	FC Macají & PC Utopía	Acteurs & Dispositif (FCM&PCU)	Jean Rigaud	JR
E-FCM&PCU-CORSOL-2	Payanne	Paysanne membre de l'association CORSOL	Chimborazo	Penipe	El Altar	Utñañag	FC Macají & PC Utopía	Acteurs & Dispositif (FCM&PCU)	Jean Rigaud (ferme), CH (marchés)	JR & CH
E-Contexte-PC-Gatazo	Paysanne	Corporacion de producteurs de brocolis de Gatazo Zembrano	Chimborazo	Colta	Cajabamba	Gatazo Zembrano		Acteurs & Contexte territorial	CH	CH
E-Contexte-PC-Molobog-1	Paysanne et sa belle-mère	Famille paysanne, producteurs individuels	Chimborazo	Riobamba	Licto	Molobog		Acteurs & Contexte territorial	CH	CH
E-Contexte-PA-COPROBICH	Plusieurs paysans membres	Corporation de producteurs Bio Taita Chimborazo (COPROBICH - producteurs de quinoa pour le commerce équitable)	Chimborazo	Colta & Guamote	Plusieurs	Plusieurs		Acteurs & Contexte territorial	CH, Paola Roman, Jean Rigaud	CH, PR & JR
EQUATEUR										
Représentants de dispositifs										
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Province	Canton	Paroisse	Communauté	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
E-FCM-VicePrésident	Vice président de la FC Macají et président du réseau des marchés citoyens	FC Macají	Chimborazo	Plusieurs	Plusieurs	Plusieurs	Marchés citoyens	Acteurs & Dispositif (FC) & Contexte territorial	CH	CH
E-FCM-Présidente	Présidente de la FC Macají	FC Macají	Chimborazo	Plusieurs	Plusieurs	Plusieurs	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM) & Contexte territorial	CH	CH
E-FC24-Président	Président de la FC 24 Mai	FC 24 Mai	Chimborazo	Plusieurs	Plusieurs	Plusieurs	FC 24 Mai	Acteurs & Dispositif (FC24)	CH, Juan Meneses	CH & JM
E-PCU-Coordinatrice	Coordinatrice du "groupe zéro" du PC Utopía	PC Utopía	Chimborazo	Plusieurs	Plusieurs	Plusieurs	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (FCM) & Contexte territorial & Contexte national	Jean Rigaud, CH	JR & CH
E-PCFJ-Présidente	Présidente du PC Foi et Justice	PC Foi et Justice	Chimborazo	Riobamba	Ville de Riobamba		PC Foi et Justice	Acteurs & Dispositif (PCFJ)	CH, Juan Meneses	CH & JM

EQUATEUR

ONG locales, nationales et internationales

Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Echelle géographique d'action	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
E-ONG-CEDEIN	Le président, le directeur et un promoteur	CEDEIN (Centre de développement indigène - ONG locale)	Cantons de Colta et Guamote, province de Chimborazo	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM) & Contexte territorial	CH, Paola Roman	CH
E-ONG-Chuquirahua	Ancien directeur	Fondation Chuquirahua (ONG locale)	Paroisse de Cebadas, canton de Guamote, province de Chimborazo	FC Macají & FC 24 Mai	Acteurs & Dispositif (FCM) & Contexte territorial	CH, Jean Rigaud	CH
E-ONG-Heifer	Coordinatrice de la région centrale	HEIFER Equateur (ONG internationale)	NATIONALE en général, province de Chimborazo en particulier	FC Macají	Acteurs & Dispositif (FCM) & Contexte territorial & Contexte national	Jean Rigaud	JR & CH
E-ONG-ACT	Promotrice	Fondation ACT (ONG locale)	Canton de Guamote, province de Chimborazo	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU) & Contexte territorial	CH, Jean Rigaud	JR & CH
E-ONG-Utopía-1	Fondateur	Fondation Utopía (ONG locale ayant acquis une dimension nationale)	Province de Chimborazo (PC Utopía) & NATIONAL (réseau mer, terre et paniers)	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (FCM) & Contexte territorial & Contexte national	CH, Jean Rigaud	CH & JR
E-ONG-Utopía-2	Directrice	Fondation Utopía (ONG locale ayant acquis une dimension nationale)	Province de Chimborazo (PC Utopía) & NATIONAL (réseau mer, terre et paniers)	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU) & Contexte territorial	CH, Jean Rigaud	CH & JR
E-ONG-ERPE	Technicienne	ERPE (ONG locale)	Province de Chimborazo		Acteurs & Contexte territorial	Jean Rigaud	JR & CH
E-ONG-CESA	Directeur Chimborazo	CESA (Centrale de Services Agricoles - ONG nationale)	NATIONALE en général, province de Chimborazo en particulier		Acteurs & Contexte territorial & Contexte national	CH	CH

EQUATEUR							
Acteurs publics et semi-publics							
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Echelle géographique d'action	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
E-Public-MAGAPCH-Directeur	Directeur du MAGAP Chimborazo	MAGAP Chimborazo	Province de Chimborazo	Ferías citoyennes	Acteurs & Dispositif (FC) & Contexte territorial	CH, Jean Rigaud	CH
E-Public-MAGAPCH-Technicien	Technicien au MAGAP Chimborazo	MAGAP Chimborazo	Province de Chimborazo	Ferías citoyennes	Acteurs & Dispositif (FC) & Contexte territorial	CH	CH
E-Public-MAGAPZ3-CIALCO	Responsable commercialisation du MAGAP Zone 3	MAGAP Zone 3	Provinces de Chimborazo, Tungurahua, Cotopaxi (Sierra) & Pastaza (Selva)	Ferías citoyennes	Acteurs & Dispositif (FC) & Contexte territorial	CH	CH
E-Public-GADCH	Responsable du développement productif	Gouvernement provincial de Chimborazo	Province de Chimborazo		Acteurs & Contexte territorial	Jean Rigaud, Juan Meneses	JM
E-Public-COPISA	Représentant des consommateurs et responsable de la loi sur l'agrobiodiversité à la COPISA	Conférence Plurinationale et Interculturelle de Souveraineté Alimentaire	NATIONAL		Acteurs & Contexte national	CH, Jean Rigaud	CH & JR
E-Public-MG-Riobamba	Gérant du marché de gros de Riobamba	EMMPA (entreprise municipale marché de gros)	Province de Chimborazo		Acteurs & Contexte territorial & Contexte national	CH	CH
E-Public-MG-Ambato	Directeur du marché de gros de Ambato	Marché de gros de Ambato (entreprise municipale)	Province de Tungurahua		Acteurs & Contexte national	CH	CH

EQUATEUR										
Consommateurs organisés (paniers)										
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Province	Canton	Paroisse	Communauté	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
E-PCU-Conso-1	Consommatrice	PC Utopía	Chimborazo	Riobamba		Ville de Riobamba	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	CH, Jean Rigaud	CH & JR
E-PCU-Conso-2	Consommatrice	PC Utopía	Chimborazo	Riobamba		Ville de Riobamba	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	CH, Jean Rigaud	CH & JR
E-PCU-Conso-3	Consommatrice	PC Utopía	Chimborazo	Riobamba		Ville de Riobamba	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	Jean Rigaud	JR
E-PCU-Conso-4	Consommatrice	PC Utopía	Chimborazo	Riobamba		Ville de Riobamba	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	CH	CH
E-PCU-Conso-5	Consommateur	PC Utopía	Chimborazo	Riobamba		Ville de Riobamba	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	Jean Rigaud	JR
E-PCU-Conso-6	Consommatrice	PC Utopía	Chimborazo	Riobamba		Ville de Riobamba	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	Jean Rigaud	JR
E-PCU-Conso-7	Consommatrice	PC Utopía	Chimborazo	Riobamba		Ville de Riobamba	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	Jean Rigaud	JR
E-PCU-Conso-8	Consommatrice	PC Utopía	Chimborazo	Riobamba		Ville de Riobamba	PC Utopía	Acteurs & Dispositif (PCU)	Jean Rigaud	JR
EQUATEUR										
EXPERTS										
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Echelle géographique d'action		Sujets évoqués en entretien		Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR	
E-Exp-MESSE	Sociologue, rédactrice d'une étude nationale sur le MESSE et d'une étude sur la FC Macají	MESSE	Province de Chimborazo + NATIONAL		FC Macají + initiatives d'économie solidaire en Equateur + action publique locale à Chimborazo		Dispositif (FCM) & Contexte territorial & Contexte national	CH	CH	
E-Exp-SIPAE	Sociologue, directeur du SIPAE	SIPAE	NATIONAL		Histoire des réformes agraires en Equateur		Contexte national	CH	CH	
E-Exp-CESA-Chimbo	Directeur de l'ONG CESA à Chimborazo	CESA (Centrale de Services Agricoles)	Province de Chimborazo		Contexte agraire à Chimborazo, organisation de la commercialisation		Contexte territorial	CH	CH	
E-Exp-CESA-National	Directeur général de l'ONG CESA	CESA (Centrale de Services Agricoles)	NATIONAL		Contexte agraire en Equateur, histoire et action de l'ONG CESA en Equateur		Contexte national	CH	CH	
E-Exp-AVSF-1	Coordinateur du projet Mercados Campesinos	AVSF	NATIONAL		Agriculture paysanne et circuits alimentaires de proximité en Equateur		Contexte national	CH	CH	
E-Exp-AVSF-2	Coordinateur AVSF Equateur	AVSF	Province de Chimborazo + NATIONAL		Contexte agraire à Chimborazo + en Equateur		Contexte territorial & Contexte national	CH	CH	

PEROU

Paysans et organisations paysannes et/ou indigènes (formelles ou informelles) et/ou transformateurs (fromagers, également paysans)

Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Département	Province	District	Communauté	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
P-Llactas-Paysanne/Présidente	Paysanne et présidente de l'association, en charge de la transformation et de la commercialisation	Association de Llactas	Huancavelica	Castrovirreyna	Ticrapo	Sinto Esmeralda	Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas)	Magalie Lejaille	ML
P-Llactas-Paysan/Fromager	Paysan, époux de la présidente, en charge de la transformation	Association de Llactas	Huancavelica	Castrovirreyna	Ticrapo	Sinto Esmeralda	Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas)	Magalie Lejaille	ML
P-Llactas-Paysan/Fournisseur	Paysanne, fournisseuse de l'association Llactas	Association de Llactas (<i>indirectement</i>)	Huancavelica	Castrovirreyna	Ticrapo	Sinto Esmeralda	Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas)	Magalie Lejaille	ML
P-Aproade-Paysan/Fromager	Paysan, en charge de la transformation	Association d'Aproade	Huancavelica	Castrovirreyna	Ticrapo	Sinto Esmeralda	Aproade	Acteurs & Dispositif (Aproade)	Magalie Lejaille	ML
P-Florandina-Paysan/Fromager	Paysan, en charge de la transformation	Association Florandina	Huancavelica	Huancavelica	Yauli	Vista Alegre	Florandina	Acteurs & Dispositif (Florandina)	Magalie Lejaille	ML
P-Florandina-Paysan/Fournisseur	Paysan, fournisseur de l'association Florandina	Association Florandina (<i>indirectement</i>)	Huancavelica	Huancavelica	Yauli	Vista Alegre	Florandina	Acteurs & Dispositif (Florandina)	Magalie Lejaille	ML
P-Florandina-Paysan/Président	Paysan, président de l'association	Association Florandina	Huancavelica	Huancavelica	Yauli	Vista Alegre	Florandina	Acteurs & Dispositif (Florandina)	Magalie Lejaille	ML
P-Florandina-Paysan/VicePrésident	Paysan, vice-présidente de l'association	Association Florandina	Huancavelica	Huancavelica	Yauli	Vista Alegre	Florandina	Acteurs & Dispositif (Florandina)	Magalie Lejaille	ML
P-Cceroncancha-Paysan/Président	Paysan et président de l'association	Association de Cceroncancha	Huancavelica	Huancavelica	Yauli	Cceroncancha	Cceroncancha	Acteurs & Dispositif (Cceroncancha)	Magalie Lejaille	ML
P-Cceroncancha-Paysanne/Fromagère	Paysanne en charge de la transformation	Association de Cceroncancha	Huancavelica	Huancavelica	Yauli	Cceroncancha	Cceroncancha	Acteurs & Dispositif (Cceroncancha)	Magalie Lejaille, CH	ML & CH

PEROU											
Paysans et organisations paysannes et/ou indigènes (formelles ou informelles) et/ou transformateurs (fromagers, également paysans)											
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Département	Province	District	Communauté	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR	
P-AzulHuanas-Paysans/Fromagers-1	Paysanne et paysan (trésorier), membres de	Association Azul Huanas	Huancavelica	Huancavelica	Acoria	Huanaspampa	Azul Huanas	Acteurs & Dispositif (Azul Huanas)	Magalie Lejaille	ML	
P-AzulHuanas-Paysanne/Fromagère-2	Paysanne, membre de l'association	Association Azul Huanas	Huancavelica	Huancavelica	Acoria	Huanaspampa	Azul Huanas	Acteurs & Dispositif (Azul Huanas)	Magalie Lejaille	ML	
P-AzulHuanas-Paysan/Fromager-3	Paysan, membre du CA de l'association (frère du président)	Association Azul Huanas	Huancavelica	Huancavelica	Acoria	Huanaspampa	Azul Huanas	Acteurs & Dispositif (Azul Huanas)	Magalie Lejaille	ML	
P-Azul-Huanas-Paysan/Président	Paysan, président de l'association	Association Azul Huanas	Huancavelica	Huancavelica	Acoria	Huanaspampa	Azul Huanas	Acteurs & Dispositif (Azul Huanas)	Magalie Lejaille	ML	
P-Acobambilla-Paysan/Président	Paysan, président de l'association de producteurs (+ président de la communauté)	Association de producteurs d'Acobambilla	Huancavelica	Huancavelica	Huando	Acobambilla	Acobambilla	Acteurs & Dispositif (Acobambilla)	Magalie Lejaille	ML	
P-Paysans-FEDECCH	Paysan, président	FEDECCH (Fédération départementale des communautés paysannes de Huancavelica)	Département de Huancavelica						Acteurs & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
PEROU											
Intermédiaires/commerçants											
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Département	Province	District	Communauté	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR	
P-Inter-Llactas-1	Responsable d'une supérette	Minimarket Bosa	Huancavelica	Huancavelica	Ville de Huancavelica		Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas)	Magalie Lejaille	ML	
P-Inter-Llactas-2	Responsable d'une supérette	Minimarket n°2	Huancavelica	Huancavelica	Ville de Huancavelica		Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas)	Magalie Lejaille	ML	
P-Inter-Llactas&Florandina-1	Commerçant Halles n°1	Marché couvert	Huancavelica	Huancavelica	Ville de Huancavelica		Llactas & Florandina	Acteurs & Dispositif (Llactas & Florandina)	Magalie Lejaille	ML	
P-Inter-Llactas&Florandina-2	Commerçant Halles n°2	Marché couvert	Huancavelica	Huancavelica	Ville de Huancavelica		Llactas & Florandina	Acteurs & Dispositif (Llactas & Florandina)	Magalie Lejaille	ML	

PEROU

ONG locales, nationales et internationales

Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Echelle géographique d'action	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
P-ONG-Cedinco	Directrice et membre fondatrice	Cedinco (ONG locale)	Province de Castrovirreyna, département de Huancavelica	Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-ONG-AVSF-1	Technicien (vétérinaire)	AVSF (ONG internationale)	NATIONALE en général, plusieurs communautés du département de Huancavelica en particulier	Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-ONG-AVSF-2	Technicien (vétérinaire)	AVSF (ONG internationale)	NATIONALE en général, plusieurs communautés du département de Huancavelica en particulier	Florandina & Cceroncancha	Acteurs & Dispositif (Florandina & Cceroncancha) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-ONG-Atypaq	Ancienne technicienne (vétérinaire) de l'ONG	Atypaq (ONG locale)	Province de Huancavelica (district de Yauli en particulier)	Florandina & Cceroncancha	Acteurs & Dispositif (Florandina & Cceroncancha) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-ONG-AVSF-3	Technicien (ingénieur zootechnicien)	AVSF (ONG internationale)	NATIONALE en général, plusieurs communautés du département de Huancavelica en particulier	Azul Huanas	Acteurs & Dispositif (Azul Huanas) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-ONG-Caritas	Membres de l'équipe d'appui à la production laitière à Huancavelica	Caritas (ONG internationale)	NATIONALE en général, 48 communautés du département de Huancavelica (dont Sinto) en particulier	Aproade	Acteurs & Dispositif (Aproade) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML

PEROU							
Acteurs publics							
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Echelle géographique d'action	Dispositif(s) concerné(s)	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
P-Pulic-ProvinceCastro-Maire	Ancien Maire	Municipalité provinciale de Castrovirreyna	Province de Castrovirreyna	Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-Public-DRA-ServiceCompétitivité	Ingénieur zootechnicien en charge de l'élevage	Direction Régionale du Ministère de l'Agriculture, service de la compétitivité agraire	Département de Huancavelica	Llactas	Acteurs & Dispositif (Llactas) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-Public-ProvinceHuanca-ServiceDevAgri	Ingénieur agronome	Municipalité provinciale de Huancavelica, service du développement agricole	Province de Huancavelica	Azul Huanas	Acteurs & Dispositif (Azul Huanas) & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-Public-DRA-Direction	Directeur	Direction Régionale du Ministère de l'Agriculture	Département de Huancavelica		Acteurs & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-Public-ProvinceCastro-DevEco	Responsable du service	Municipalité provinciale de Castrovirreyna, service du développement économique	Province de Castrovirreyna		Acteurs & Contexte territorial	Magalie Lejaille	ML
P-Public-Aliados	Directeur zonal	Aliados, programme de développement rural productif du Ministère de l'Agriculture	Département de Huancavelica		Acteurs & Contexte territorial & Contexte national	Magalie Lejaille	ML
P-Public-Agrorural	Directeur zonal	Agrorural, programme de développement forestier + développement AB du ministère de l'Agriculture	Département de Huancavelica		Acteurs & Contexte territorial & Contexte national	Magalie Lejaille	ML
P-Public-VasoLeche	Responsable du programme au niveau municipal	Programme national "Vaso de Leche" au niveau de la municipalité de Huancavelica	Province de Huancavelica		Acteurs & Contexte territorial & Contexte national	Magalie Lejaille	ML
P-Public-PRONAA	Technicien du programme au niveau régional	Programme national d'Assistance Alimentaire "PRONAA"	Province de Huancavelica		Acteurs & Contexte territorial & Contexte national	Magalie Lejaille	ML

PEROU							
Experts							
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Echelle géographique d'action	Sujets évoqués en entretien	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
P-Exp-CEPES-1	Président	CEPES	Nationale	Histoire des réformes agraires au Pérou	Contexte national	Magalie Lejaille	ML
P-Exp-CEPES-2	Chargée de mission projet Mercados Campesinos	CEPES	Nationale + département de Huancavelica	Contexte agraire de Huancavelica	Contexte territorial & Contexte national	Magalie Lejaille	ML
P-Exp-AVSF	Coordinateur Huancavelica	AVSF	Huancavelica	Contexte agraire de Huancavelica, accès au marché des paysans	Contexte territorial	Magalie Lejaille, CH	ML & CH

BOLIVIE									
Paysans et organisations paysannes et/ou indigènes (formelles ou informelles)									
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Département	Province	Municipalité	Communauté	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
B-AMPACH-Paysanne/présidente	Présidente et paysanne	AMPACH	La Paz	Ingavi	Tiwanaku	Huacullani	Acteurs & Dispositif	Aurélien Leray	AL
B-AMPACH-paysan/EpouxPdte	Epoux de la présidente, paysan	AMPACH (indirectement)	La Paz	Ingavi	Tiwanaku	Huacullani	Acteurs & Dispositif	Aurélien Leray	AL
B-AMPACH-Paysanne	Une paysanne membre de l'organisation	AMPACH	La Paz	Ingavi	Tiwanaku	Huacullani	Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL
B-Huacullani-Mallku	Ancien Mallku (autorité indigène)	Communauté de Huacullani	La Paz	Ingavi	Tiwanaku	Huacullani	Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL
Consommateurs organisés (parents d'élèves)									
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Département	Province	Municipalité	Communauté	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
B-ParentsElèves	Président du comité	Comité des parents d'élèves	La Paz	Ingavi	Tiwanaku		Acteurs & Dispositif	Aurélien Leray	AL

BOLIVIE

Acteurs publics

Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Département	Province	Municipalité	Communauté	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
B-Public-Tiwanaku-Maire	Maire	Municipalité de Tiwanaku	La Paz	Ingavi	Tiwanaku		Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL
B-Public-Tiwanaku-ResponsableACE	Responsable Alimentation Complémentaire Scolaire (ACE)	Municipalité de Tiwanaku	La Paz	Ingavi	Tiwanaku		Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL
B-Public-Tiwanaku-Secrétaire	Secrétaire en charge de la gestion du budget de l'ACE	Municipalité de Tiwanaku	La Paz	Ingavi	Tiwanaku		Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL
B-Public-COMAN	Technicien	COMAN (Comité municipal d'alimentation et de nutrition)	La Paz	Ingavi	Tiwanaku		Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL
B-Public-Tiwanaku-ContrôleSocial	3 représentants des Mallkus au conseil de contrôle social et participation populaire	Municipalité de Tiwanaku	La Paz	Ingavi	Tiwanaku		Acteurs & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL
B-Public-CTCONAN	Coordinateur	CT CONAN (Comité Technique du comité national d'alimentation et nutrition)	NATIONAL				Acteurs & Contexte national	Aurélien Leray	AL
B-Public-MinEdu	Responsable ACE & délégué CT CONAN	Ministère de l'éducation	NATIONAL				Acteurs & Contexte national	Aurélien Leray	AL
B-Public-MDRyT	Responsable du développement des marchés de l'ACE pour les petits producteurs	Ministère du développement rural et des terres	NATIONAL				Acteurs & Contexte national	Aurélien Leray	AL

BOLIVIE

ONG locales, nationales et internationales

Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Echelle géographique d'action	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR	
B-ONG-OMAK	Présidente	OMAK (Organisation de femmes Aymaras de Kollasuyo - ONG nationale)	Nationale en général & municipalité de Tiwanaku en particulier	Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL	
B-ONG-ACF	Coordinateur d'un projet de développement des capacités des femmes rurales	Action Contre la Faim (ONG internationale)	Nationale en général & municipalité de Tiwanaku en particulier	Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL	
B-ONG-Cuna-directrice	Directrice	CUNA (ONG nationale)	Nationale en général & municipalité de Tiwanaku en particulier	Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL	
B-ONG-Cuna-technicien	Technicien	CUNA (ONG nationale)	Nationale en général & municipalité de Tiwanaku en particulier	Acteurs & Dispositif & Contexte territorial	Aurélien Leray	AL	
B-ONG-PMA	Responsable Bolivie	ONU-PMA (Programme Alimentaire Mondial)	Nationale en général & municipalité de Tiwanaku en particulier	Acteurs & Dispositif & Contexte territorial & Contexte national	Aurélien Leray	AL	
Experts							
Code Acteurs	Acteur(s) interviewés	Organisation	Echelle géographique	Sujets évoqués en entretien	Niveau d'analyse	Enquêteurs présents	Rédaction du CR
B-Expert-consultant	Consultant ayant réalisé une étude sur l'ACE pour AVSF	Consultant indépendant pour le compte du projet MC	NATIONALE	Contexte national des achats publics et de l'ACE	Contexte national	Aurélien Leray	AL

*ANNEXE 6 – EXEMPLES D’UNE MONOGRAPHIE
D’ENTRETIEN, D’UN COMPTE-RENDU
D’OBSERVATION PARTICIPANTE, ET DE COMPTES-
RENDUS DE MICRO-ENTRETIENS AUPRÈS DE
CONSOMMATEURS DE FERIAS*

Fecha	04/06/2012		
Investigador(es) presente(s)	Claire Heinisch Juan Carlos Meneses		
Redactor de la memoria	Claire Heinisch		
Tipo de encuesta	ENTREVISTA		
Escala	MICRO (fincas productoras) y MESO-COLECTIVO (organización Curipacha)		
Dispositivo	Feria Ciudadana Macají		
Actor(es)	Eva*	Luisa*	Andrea*
Duración	1h (13h30 - 14h30)	45 min (14h45 - 15h15)	30 min (15h30 - 16h)
Grabación	NO		
Contexto	Al inicio solo habíamos previsto visitar la chacra y entrevistarnos con Eva*. Al final, visitamos las fincas de las 3 mujeres. Clima: mucho sol, mucho calor		
	Entrevista afuera, lo que permitió ver 2 pedazos de terrenos: la parcela cerca de la casa, y otra a 100 metros	Entrevista afuera, cerca de la casa, lo que permitió ver la parcela cerca de la casa (huerto) y los animales	Entrevista afuera cerca de la casa, donde vimos la única parcela que tiene.
Leyenda	Rubros de la matriz de lectura Memoria <i>Citación/discurso de la persona entrevistada</i> <i>Interpretaciones del discurso de la persona entrevistada</i> <i>Comentarios del investigador</i> <i>Datos incompletos/que faltan/por averiguar/por completar/nuevas preguntas</i>		

Presentamos las memorias de estas 3 chacras en el mismo documento. Además, presentaremos en la misma memoria la información sobre la organización a la cual pertenecen las 3 mujeres.

La chacra sobre la cual tenemos más información es la de Eva, las otras vendrán solamente complementar.*

Las 3 mujeres con cuñadas: se casaron con 3 hermanos.

Solo Eva y Andrea* venden en la feria Macají.*

MEMORIA EVA*

PARTE 1 – Historia y presentación de la chacra

Ubicación:

Cantón: Riobamba **Parroquia:** Quimiag **Comunidad:** Guntus

Familia: nivel de formación y actividades de cada miembro

Eva*	27 años, nivel primaria Agricultura y venta de productos
El esposo	Agricultura y venta de productos
2 hijos	8 años y 2 años
Madre de Eva*	Agricultura (ganado)

Historia:

Los padres de Eva* y los de su esposo eran (son) agricultores. Cuando se casaron, juntaron las tierras que los dos tenían de sus padres.

Hace más de 8 años, un hombre de la comunidad empezó a sembrar frutillas. Le dio la idea a Luisa* de hacer lo mismo, después siguió Eva* (hace 8 años) y luego Andrea*.

Hace 4 años, algunas mujeres de la comunidad, todas directamente o indirectamente con vínculos familiares, se juntaron para crear una asociación de mujeres que llamaron Curipacha ("tierra de oro"). Ahora son 15 socias en la asociación.

Hace 2 años, Eva* y Andrea*, las 2 únicas mujeres que tenían frutillas (entre tanto Luisa* dejó la producción de frutilla) escucharon hablar de la feria ciudadana Macají. Decidieron ingresar y las aceptaron porque casi no había frutillas en la feria, y a la condición de que cambian poco a poco su producción hacia una producción agroecológica. Las otras mujeres de la asociación Curipacha no pudieron ingresar porque tenían productos (hortalizas, papas...) que ya había en la feria y los socios de la feria Macají no quisieron que haya competencia.

La asociación Curipacha también es socia de una organización de mujeres de segundo grado: COMIPAG que les ha apoyado mucho en varios temas (ver cuadro más abajo)

Acceso a la tierra

Tierras disponibles			Utilización de las tierras		Acceso al riego
En propiedad	En arriendo	De la comunidad	Cultivos	Pastos	Tierras con riego
2 cuadras			La mayoría	No mucho	100% (aspersión)

Mano de obra

Mano de obra familiar	Mano de obra temporera
Eva*, su esposo y su madre: todos se dedican a la agricultura	Para las frutillas: siembra y trasplante

Producción y productos animales

Tipos de animales	Número	Productos	Volumen producido	Volumen auto consumido	Volumen vendido	Circuitos de comercialización
Vacas		Leche		Una parte	Una parte	Queseros de la zona Precio: 0,36 USD/L
Chanchos		Carne				
Gallinas		Huevos		Una parte	Lo que sobra	Feria Macají
		Carne		100%		
Cuyes		Carne		Casi el 100%		
Conejos		Carne		Casi el 100%		

Producción y productos vegetales

Productos	Superficie	Volumen producido	Volumen auto consumido	Volumen vendido	Circuitos de comercialización
Frutillas			Un poco	La mayoría	Feria Macají (sábados) Mayorista (miércoles)
Papas (7 variedades)			La mayoría	Lo que sobra	Mayorista y feria
Maíz	Muy poca	Muy poco	100%		
Tomates de árbol			100%		
Hortalizas diversificadas			La mayoría	Lo que sobra	Feria Macají
Uvillas, moras			Una parte	Una parte	Feria Macají
Manzanas			Una parte	Una parte	Feria Macají (+ complemento de manzanas del mayorista cuando no hay bastante)

(No nos habló de una producción de una o varias leguminosas, pero suponemos que hay al menos una leguminosa, quizás 2 (habas, alverjas, frejol...))

Antes sembraban bastante col y lechuga, pero ya no lo hacen porque estos cultivos tuvieron muchas enfermedades que no pudieron resolver con la producción agroecológica.

Modo de producción

La producción es media agroecológica/orgánica, media convencional.

Todo lo que se produce en el huerto y/o para el autoconsumo es orgánico.

La producción de papas es convencional

En el caso de las frutillas, es un poco más complicado: lo que se produce para la feria es sin químicos, pero lo que se produce para el mayorista es convencional. Entonces, en las parcelas de frutillas, tiene una parte de las filas que son para la feria (sin químicos) y la otra para el mayorista (con químicos)

Organización y repartición del trabajo en la casa y en la chacra

Actividades no agrícolas

Nadie en la familia tiene una actividad no agrícola.

Repartición del trabajo

Esposa: Casa, huerto, animales (gallinas, conejos, cuyes, chanchos), frutillas, maíz de autoconsumo, venta en la feria y en el mayorista

Esposo: Papas, chanchos, venta en el mayorista

Madre: Vacas

Implicación en redes sociales

Feria ciudadana Macají

Organización Curipacha

Organización COMIPAG

Acceso a servicios básicos

Buena carretera (asfaltada) para llegar a la comunidad.

Tienda en la comunidad (Luisa* es la dueña)

En la comunidad, tienen luz, agua.

No tienen el teléfono convencional, pero pueden tener celulares (bueno señal)

No tienen la alcantarilla, se utilizan fosas sépticas.

Calidad de vida

Muy satisfactoria. Ella (y sus 2 cuñadas) son muy felices de vivir en el campo, dicen que el campo "nos da de todo", que el único que se tiene que comprar afuera son los abastos (sal, azúcar, aceite, arroz...)

PARTE 2 – Trayectoria de implicación en el dispositivo (en este caso : feria Macají)

HISTORIA DE LA IMPLICACION EN EL DISPOSITIVO Y DESCRIPCIÓN

Descripción del funcionamiento del dispositivo

Qué actores vinculados, qué alianzas

Actores	Escala	Participación	Forma de participación / tipo de vinculo
Luisa* (cuñada)	MICRO	Indirecta	Vinculo familiar y amical Fue Luisa* la que empezó primera a sembrar frutillas, y que les dio la idea a Eva*, y después a Andrea*.
Andrea* (cuñada)	MICRO	Directa	Vinculo familiar y amical Las 2 van a juntas a la feria Macají desde hace 2 años. Empezaron a vender las 2 al mismo tiempo Comparten el costo del transporte
Organización de mujeres Curipachi	MESO – COLECTIVO	Indirecta (Eva* y Andrea* van a la feria independientemente de la organización)	Vinculo organizativo, familiar (familia ampliada) y amical A través de esta organización, han tenido acceso a la OSG COMIPAG, y desde ahí acceso a varios tipos de apoyo

Organización de mujeres de segundo grado COMIPAG	MESO - COLECTIVO	Indirecta	Vinculo organizativo, a través del cual beneficia de varios tipos de apoyo: <ul style="list-style-type: none"> - Apoyo técnico al sistema de producción agroecológico: rotaciones, insumos orgánicos (p. ej. Fumigación de las semillas de maíz con productos a base de ají) - Capacitación y fortalecimiento de la red a través de intercambio de saberes con otros grupos de mujeres - Apoyo a la implementación de huertos orgánicos en cada finca (antes no había, todas sembraban en grandes cantidades para la venta, e iban a comprar la alimentación para la casa afuera) - Vinculación con Heifer Internacional
Heifer Internacional	MESO - TERRITORIAL MACRO	Indirecta	Apoyo material y financiero <ul style="list-style-type: none"> - Don de semillas - Préstamo de 2 chanchos a cada finca (reembolso con 1% de interés) - Financiamiento de los viajes de encuentros con los otros grupos de mujeres en el país - Apoyo para acceder al crédito (tanto a nivel de la chacra como de la casa)
Gobierno Provincial Chimborazo	MESO - TERRITORIAL	Indirecta	Apoyo técnico Organización durante 8 meses de un taller de capacitación sobre la agroecología cada lunes, para las 15 mujeres de la asociación. En el día de la entrevista, estos talleres habían empezado desde hace 2 meses.
Casa Indígena	MESO - TERRITORIAL	Indirecta	Apoyo técnico (talleres) Apoyo político
Participantes feria Macají	MESO - COLECTIVO	Directa	Vinculo de amistad, intercambio de saberes, trueque
Banco Nacional de Fomento	MESO - TERRITORIAL	Indirecta	Apoyo financiero (prestamos)
Cooperativa de ahorro y crédito	MESO - TERRITORIAL	Indirecta	Apoyo financiero (prestamos) P. ej. Crédito para la camioneta.

Funcionamiento del dispositivo a nivel del productor:

- **Entrega de productos : qué, cuanto, porque, como, planificación y gestión de la cantidad de productos a entregar**

El producto principal que se entrega es la frutilla. Pero Eva* lleva también otros productos a la feria: uvillas, moras, taxos, huevos de campo, manzanas, papas si hay, zapallos y sukini si hay...

En el caso de las manzanas, dice que cuando se le acaba la producción (la manzana es un producto que tiene estacionalidad...) o cuando no tiene mucha, va al mayorista para complementar.

Discurso y forma de hacer que se escucha en la boca de varios productores de las ferias ciudadanas: hay que “servir a la ciudadanía” lo que para muchos productores significa complementar su producción para tener diversidad o ir a buscar al mayorista un producto que normalmente tienen cuando se le acaba.

En cuanto a las frutillas, la planificación y la organización es la siguiente:

- Hay un cierto número de filas de frutilla que son para la feria Macají. En estas filas, no se pone ningún químico. Estas filas se cosechan el viernes, para vender el sábado en la feria Macají.
- Lo resto de las filas (a priori la mayoría) son para el mayorista. En estas filas, se fumiga con químicos. Según Eva*, los intermediarios del mayorista quieren frutillas grandes, calibradas y esto no se puede obtener con una producción agroecológica, por eso es necesario fumigar para poder vender allá (la feria Macají no es suficiente para vender todas las frutillas). Las frutillas para el mayorista se cosechan el martes para venta en el mayorista el miércoles.
- En cuanto a la cantidad por entregar, Eva* constata que las ventas en la feria han disminuido. Ahora lleva más de 2 veces menos de frutillas que cuando empezó vender hace dos años.

- Transporte

Antes Eva* y Andrea* tenían que tomar el bus para viajar a Riobamba. Sin embargo, no era muy complicado porque la casa de Eva* es al borde de la carretera donde pasa el bus. Ahora Eva* tiene una camioneta, que le sirve para ir al mayorista con su esposo los miércoles, y para ir a la feria con Andrea* los sábados.

- Espacio de venta

Eva* y Andrea* comparten el mismo puesto, ubicado al fondo de la fila de los productores agroecológicos. No tienen una carpa propia, pero la comparten con los de CEDEIN (al lado de ellas esta Manuel* que produce y vende las harinas ancestrales).

- Toma de decisiones en el CIALP

AG el último lunes de cada mes

- Establecimiento del precio

Normalmente en la feria el precio de un producto dado es el mismo en todos los puestos. No se conversó con Eva* y con Andrea* como habían fijado el precio. En la feria, hay una sola otra persona que vende frutillas, que es la que todos llaman “la Gringa” (no es ecuatoriana) y que tiene una propiedad en Chambo.

Importancia/impacto del dispositivo en el territorio (evolución)

- Reconocimiento del dispositivo por diferentes actores (micro/meso/macro)
- Vínculos con otros dispositivos similares
- ¿Qué impacto del dispositivo en el territorio, fuera del territorio?

Parte que no fue conversada

Papel personal en el dispositivo, evolución

Eva* y Andrea* no tienen ninguna responsabilidad particular en la feria, solo son socias.

Tienen una originalidad que es de vender frutillas, que es un producto que no muchos productores tienen (solo “la Gringa” tiene también frutillas)

Poder de decisión, negociación, participación, capacidad de autonomía

Quizás Eva* y Andrea* tienen un poder de negociación limitado en la feria en el sentido en que aunque pertenecen a una organización, vienen a la feria individualmente sin que la organización este realmente detrás ellas. Además, parece que no se atreven mucho negociar con la feria, o que no saben bien como funciona. Por ejemplo, ahora tienen más diversidad de productos que los que tenían cuando empezaron vender en la feria, así que quisieran venderlos en la feria también. Ahora bien, como todos los productores en la feria Macají, tienen una lista de productos que han propuesto entregar cuando quisieron vender en la feria. Cuando propusieron esta lista en el momento del ingreso a la feria, luego vino una delegación de productores con un técnico del MAGAP para averiguar en las chacras mismas si realmente eran productoras (es decir averiguar que producen los productos que están en la lista).

Un productor no puede entregar productos que no están en la lista, por eso dicen que no pueden vender nuevos productos. Sin embargo, se podría escribir una carta de solicitud a la Directiva para solicitar, frente a la AG, la entrega de nuevos productos. Cuando les hablé de este procedimiento, fue como si no supieran que era posible.

Organigrama del dispositivo

(No muy relevante al nivel micro, ver entrevista vice-presidente de la feria)

Esquema del camino de los productos

Chacra => Feria Macají, y a veces con un rodeo por el mayorista para complementar con manzanas...

ELEMENTOS ACTIVADORES, MOTIVACIONES Y OBJETIVOS DE LA IMPLICACION EN EL DISPOSITIVO (personales y generales)

El elemento activador fue una discusión con una persona que indirectamente conocía a Washington (vice-presidente de la feria Macají) y que les dijo que existía una feria ciudadana de productores en Riobamba.

Las motivaciones y los objetivos son varios:

- **Económicas:** la organización de mujeres Curipachi siempre ha estado en la búsqueda de otros mercados. Esto entonces fue una oportunidad para Eva* y Andrea* de diversificar sus mercados, el problema siendo que no han podido participar en la feria todas las mujeres de la organización.
- **Sociales y humanas:** las motivaciones sociales y humanas son varias de parte de Eva*:
 - o Vínculos y relaciones con otros productores en la feria: relaciones de amistad, trueque, intercambio de saberes...
 - o Ganas de “participar” en varias cosas para “aprender, conocer, capacitarme”.

Y de hecho, Eva* no participa solamente en la feria, que para ella es un espacio tanto de encuentro como de capacitación, sino también:

- o En los talleres de capacitación que el Gobierno Provincial organiza para las mujeres de su organización. Desde que estos talleres han empezado, ella va todos

los lunes, sin conocer el programa porque “me gusta aprender, sea lo que sea”. Dice que para ella y para las mujeres de su organización, no es una pérdida de tiempo como a veces lo piensan muchos productores.

- En una feria agroecológica que el Gobierno Provincial organiza los 15 y 16 de junio. Las razones son mas sociales que económicas (en una feria de este tipo, y que además es ocasional, no se va a vender muchos productos) pero ella y Andrea* van a ir por eso de la importancia de la participación en eventos
- Y en toda reunión organizado relativo a su actividad (AG de la feria Macají, reuniones de productores, reuniones o eventos sobre agroecología, talleres en la Casa Indígena, encuentros con otros grupos de productores...)

FRENOS/DIFICULTADES

Escala	Temporalidad	Freno/dificultad	Palanca
Individual (chacra) y colectivo (organización Curipacha)	Permanente	Falta de mano de obra para los picos de trabajo en las chacras. En esta zona, los jóvenes ya no quieren trabajar en la agricultura. Los únicos peones que se contratan es gente que ya es mayor	
	Permanente	Falta de mercados para la organización Las 15 mujeres tienen un potencial para sembrar más productos, y quizás luego para planificar la producción para abastecer a varios mercados (y no solo la Macají), pero por ahora no siembran más por falta de mercados.	Ver las posibilidades con la feria ciudadana Yaruquíes que recién se está implementando y que todavía busca mas productores.
	Permanente	Problemas de transporte los domingos No hay buses, lo que complica las posibilidades para vender en ferias que tienen lugar los domingos	Sacar un crédito para una o 2 camionetas para la organización? (Eva* ya tiene una propia)
Colectivo (comunidad)	Permanente	No tienen alcantarilla , entonces las fosas sépticas que reciben las aguas residuales deterioran la tierra lo que es malo para los cultivos	
	Permanente	Conflictos con los límites de tierra con los otros agricultores de la comunidad	
Individual Feria Macají	Actual	Disminución de las ventas de frutillas	
	Permanente	Relaciones difíciles con algunos consumidores - Quejas en cuanto a los precios - Pedidas de yapas grandes	La palanca es sobre todo al nivel colectivo, territorial y hasta macro (campañas tipo “que rico es comer sano y de mi tierra”): educación e información al consumidor (ver más abajo) sobre la calidad de los productos, el trabajo campesino etc.
	Actual	Imposibilidad de llevar nuevos productos a la feria	Carta de solicitud a la Directiva

<p>Colectivo Feria Macají</p>	<p>Permanente</p>	<p>Participación (sin querer) en la descreditación de la feria Macají: el hecho de complementar con productos del mayorista (como otros productores lo hacen también) es probablemente una de las razones que hacen que varios consumidores y actores meso piensen que la feria Macají se haya vuelto en una feria de comerciantes.</p> <p>Sin embargo, Eva* y Andrea*, en comparación con otros productores, complementan muy poco con productos del mayorista, solo las manzanas.</p> <p>Además, esto no viene de una voluntad del productor de engañar al consumidor, o de ganar más dinero (de hecho, no se gana mucho dinero con los productos que se traen a la feria desde el mayorista) sino más bien de esta idea de que "hay que servirle al consumidor" el cual tiene muchas exigencias (precios, permanencia de los productos etc.) y de este temor de que si algún día el productor no tiene el producto, el consumidor ya no vuelve a comprar más el próximo sábado</p>	<p>No hay muchas palancas a nivel individual, pero al nivel colectivo y territorial habría muchas:</p> <p>Hacer entender a los productores que "servir a la ciudadanía" no significa "traer a nivel individual todos tipos de productos, y todo el año"</p> <p>Controlar mejor la procedencia de los productos en la feria misma</p> <p>"Servir a la ciudadanía debería significar "educar al consumidor" sobre cómo se produce, sobre el tema de la estacionalidad etc. Esto podría ser el papel:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Del productor, que tiene el conocimiento (=nivel individual)... pero hay que hacer entender al consumidor que el productor tiene este saber, y por eso habría que sobrepasar esta relación desigual que se puede sentir entre productor y consumidor en donde el consumidor "exige" y el productor haga lo que pueda para cumplir con estas exigencias - De las organizaciones de productores que participen en la feria (=nivel colectivo) - De la feria (=nivel colectivo), como organización "ciudadana" y "de economía popular y solidaria", que tiene los recursos para organizar varias formas de educación y comunicación hacia el consumidor - De las acciones y de las políticas públicas tanto a nivel local como nacional
-------------------------------	-------------------	---	---

VENTAJAS/FACTORES FAVORABLES

Escala	Temporalidad	Ventajas/Factores favorables
<p>Individual (chacra y familia)</p>	<p>Permanente</p>	<p>Espíritu emprendedor de Eva* (empezó las frutillas sin saber nada de este cultivo) Muchas ganas de aprender y de participar en varias cosas</p>
	<p>Permanente</p>	<p>Apoyo del esposo para que Eva* participe en varias cosas (organización Curipacha, ferias, talleres, encuentros...) Esto no pasa en todas las parejas de productores, a veces el esposo (y hasta toda la familia) no está favorable a que la esposa venda en la feria, a veces tampoco el</p>

Escala	Temporalidad	Ventajas/Factores favorables
		esposo está de acuerdo para que su esposa se capacite, o sea parte de una organización...
Individual (chacra) y Colectivo (organización Curipacha)	Permanente	Acceso al riego
	Permanente	A través de las varias alianzas que tiene la organización (ver cuadro más arriba) acceso al apoyo técnico, material, a talleres de capacitación, a intercambios de saberes, al crédito...
	Permanente	Potencial para sembrar mas y voluntad de poder planificar la producción a nivel de la organización PERO falta de mercados por ahora
	Permanente	Varias mujeres de la organización tienen un espíritu emprendedor y participativo - La ex presidenta que creó la organización - Eva*, que empezó a sembrar frutillas, y la que decidió vincularse a la feria Macají - Luisa* que fue la primera que empezó con las frutillas (ahora dejo), y que ahora acaba de decidir de sembrar cebollas coloradas aunque se dice que no dan en la zona. También fue presidenta de la organización.
Individual (o familiar) Feria Macají	Permanente	Transporte: Casa al borde de la carretera , que además es una carretera asfaltada, lo que antes facilitaba mucho el acceso al transporte (bus) y que ahora le resulta muy cómodo ir a Riobamba con su camioneta Proximidad de Riobamba
	Pasado y actual	El hecho de haber tenido un producto (frutillas) que casi no había en la feria facilitó su ingreso a la feria y el de Andrea* (en cambio a sus compañeras que producen hortalizas no les aceptaron)
	Permanente	Participación de 2 personas de la misma organización y de la misma comunidad - Compartimiento del transporte - Pequeño poder de negociación (mas que si una viniera sola), y además son las únicas, además de "la Gringa", que producen frutillas, lo que les puede dar un cierto "poder"

CAMBIOS GENERADOS

- ¿Qué cambios personales?
- ¿Qué cambios para los productores?
- ¿Qué cambios para los consumidores?
- ¿Qué cambios en la relación productores-consumidores?
- ¿Qué cambios a nivel del territorio: creación de empleos, creación de otros dispositivos/organizaciones, dinamización de las redes (mas vínculos entre actores/dispositivos), etc.?

Cambios que vienen de la vinculación a la feria Macají

Sistema de producción: cambió su forma de producir las frutillas. Antes toda la producción era convencional, ahora una parte es sin químicos: la que se vende en la feria Macají. La producción para el mayorista sigue siendo convencional.

Económicos: acceso a un nuevo mercado => diversificación de los mercados y entonces disminución de los riesgos. Además, posibilidad de vender algunos productos que no se vendían antes porque tenían pocos (moras, uvillas, manzanas, algunas hortalizas...)

Sociales: vinculación a una red de productores, nuevas relaciones de amistad

Humanas: ahora tiene experiencia en la venta, lo que la hace capaz de participar en cualquier tipo de feria de venta directa al consumidor (por ejemplo, la feria agroecológica organizada por el Consejo Provincial los 15 y 16 de junio)

Cambios que vienen del hecho de haber creado una organización de productoras

La mayoría de los cambios vienen de que el hecho de haber creado una organización les dio a las mujeres de la organización la oportunidad de crear muchas alianzas con otras organizaciones, ONG, actores públicos y instituciones financieras que les han permitido tener acceso a la asistencia técnica (COMIPAG, Consejo Provincial), al apoyo material (Heifer), al apoyo financiero (Heifer, BNF, cooperativa ahorro y crédito), encuentros e intercambio de saberes con otros grupos (COMIPAG para la organización, Heifer para el financiamiento), acceso al crédito (Heifer que creó el vínculo con la BNF y las cooperativas de ahorro y crédito), talleres de capacitación (Consejo Provincial, Casa Indígena), apoyo político (Casa Indígena)...

Los cambios son los siguientes:

Sistema de producción: muchos cambios

- Sistema de producción más limpio a través de la asistencia técnica y de los talleres de capacitación.
- Cambio total del sistema: diversificación y aumento de las producciones para el autoconsumo. Antes todas las mujeres de la organización producían pocos productos en grandes cantidades para vender en el mercado mayorista. Ahora, a través de la intervención de la COMIPAG (y quizás también Heifer), se sensibilizaron al hecho de tener un huerto orgánico para la producción de alimentos sanos para la casa, y ahora tienen todas su huerto. También tienen más animales para el autoconsumo: chanchos, cuyes, conejos, gallinas...

Cambios económicos:

- Menos necesidades de comprar los alimentos afuera. Ahora, la mayoría de la alimentación viene de la chacra, solo tienen que comprar los abastos afuera.
- Acceso al crédito => posibilidad para algunas de invertir en el sistema de producción, de comprarse una casa (Andrea*), una camioneta (Eva*)

Cambios humanos: todas tienen cada vez más conocimientos y más experiencia en la producción y más que todo en la producción agroecológica/sin químicos.

Cambios sociales: aumento fuerte de las redes que cada una tiene y que tiene la organización.

VISION Y PERCEPCION DEL CAMPESINO Y DE LA AGRICULTURA CAMPESINA

- ¿Qué percepción personal del campesino y de la agricultura campesina, qué papel y qué estatuto tiene en y para la sociedad?
- ¿Esta percepción ha evolucionado desde su implicación en el dispositivo?
- ¿Qué percepción de la sociedad y de las políticas en cuanto al campesino (papel y estatuto)?
- ¿Contribución de estos dispositivos al reconocimiento y la valorización de la agricultura campesina?

No se pudo conversar de cómo son percibidas por la sociedad como campesinas, sin embargo las 3 mujeres (Eva*, Luisa* y Andrea*) insistieron mucho en el hecho de que la vida en el campo les gusta mucho, que es una vida linda, que el campo “[les] da de todo”, que nunca podrían vivir en la ciudad.

PROSPECTIVAS Y PROPUESTAS

Evolución de la chacra, deseada y tendencial:

- Que voluntad de evolución, que ambición para la chacra?
- ¿Qué factores permitirían acercarse de los objetivos deseados? ¿Qué palancas y a qué nivel? (micro/meso/macro y técnico/político/social/reglamentario...)
- ¿Es un factor favorable / una palanca el hecho de pertenecer al (a los) dispositivo(s)?

Eva* no habló mucho de evolución o mejoramiento a nivel individual (además de poder vender otros tipos de productos que los que tiene en su lista), pero sin embargo, a nivel de las chacras de las mujeres de la organización, las 3 mujeres hablaron de varios aspectos:

- Buscar otros mercados para poder sembrar más
- Si hay mercados, ver como planificar la producción para poder abastecer estos mercados

Una posibilidad podría ser la nueva feria ciudadana Yaruquíes, pero el problema es que no hay transporte los domingos (día de la feria Yaruquíes)

Otra posibilidad podría ser la feria ciudadana de Chambo (que existe desde hace 4 años), pero dicen que “no vamos a Chambo”, sin mas detalles...

Si realmente quieren organizarse para la comercialización, quizás valdría la pena ver la posibilidad de pedir un crédito a nivel de la organización comprar una o dos camionetas. Esto podría permitir vender en Yaruquíes (donde siguen buscando otros productores), y en otras ferias en otros lugares.

La feria Macají, en cuanto a las necesidades de las mujeres de la organización, no es una palanca para vender, en el sentido en que en la feria ya no aceptan a otros productos u otros productores, al menos de que tengan nuevos productos.

(Quizás Luisa* podrá vender en la Macají si su experimentación de cebollas coloradas funciona)

Evolución del dispositivo deseada y tendencial:

- ¿Qué voluntad de evolución, que ambición para el (los) dispositivo(s)?
- ¿Qué factores permitirían acercarse de los objetivos deseados? ¿Qué palancas y a qué nivel?
- ¿Cómo mejorar, perennizar y reproducir esta experiencia?
- ¿Qué otro tipo de dispositivo de valorización de la agricultura campesina (imaginaria o conoce)?

No se habló directamente de cómo podría evolucionar la feria Macají, sin embargo, en el discurso de las 3 mujeres que dicen que la organización está buscando mercados porque todas las chacras tienen un potencial para sembrar mas, una evolución interesante para ellas sería que la Macají crezca más y acepta a mas productores y más productos.

Hoy en día en la feria, no se acepta (o muy difícilmente) productores que no tengan un producto diferente. En particular, ya no se acepta más productores de hortalizas porque ya hay muchas y se podría crear demasiada competencia. Con la frecuentación actual de la feria, se puede entender que no puedan ingresar más productores. Pero es seguro que falta una comunicación adecuada para que vengan más consumidores a la feria... y luego para que puedan ingresar más productores para responder a la demanda. En términos de espacio, es posible, (el espacio del MAGAP es grande).

MEMORIA LUISA*

A la diferencia de la familia de Eva*, en la familia de Luisa* nadie se dedica a 100% a la agricultura.

- Luisa* (47 años) se dedica a la agricultura y también tiene una tienda en la comunidad
- El esposo trabaja todo el día como albañil en Riobamba, se dedica a la agricultura los fines de semanas y es él que se encarga de vender los productos en el mayorista
- Tienen 2 hijos que ya no viven en la casa, trabajan en Riobamba. Vuelven algunos fines de semana para ayudar cuando hay picos de trabajo (siembra y cosecha de papas, lavado de papas antes de venderlas)

La superficie total del terreno es de 1,5 cuadras

En términos de diversidad de cultivos y de animales, su sistema de producción es muy parecido al de Eva*, con dos diferencias principales:

- Ya no tiene frutillas (que es el producto principal de Eva*, en términos de superficie). Luisa*, que fue la primera mujer a experimentar las frutillas, dejó finalmente esta producción
- Recién intentó la producción de cebollas coloradas, a pesar de que en la zona se dice que es un cultivo que no crece bien.

Luisa* es muy orgullosa de su huerto orgánico.

En términos de alianzas, son los mismos que Eva* (pertenecen a la misma organización) con dos diferencias principales:

- Luisa* no vende en la feria Macají (no ha podido porque no pudo proponer un producto diferente de los que ya hay en la feria)

- Luisa* ha tenido más responsabilidades en la organización porque fue presidenta.

Luisa* como la mayoría de las mujeres de la organización, no ha podido vender en la feria Macají, entonces su único canal de comercialización es el mayorista. Es el esposo que se encarga de esta tarea. Ella (a la diferencia de Eva* que no habló de esto) nos habló mucho de la relación muy difícil con el intermediario, el que tiene el poder, el que decide el precio. Nunca se sabe a qué precio se va a vender un producto, esto depende de lo que decidirá el intermediario. Cuando le va mal a su esposo en el mayorista, vuelve a casa deprimido y no puede dormir en la noche.

MEMORIA ANDREA*

En la familia de Andrea*, ella se dedica a la agricultura a tiempo completo, pero el esposo tiene una tienda de abastos en Riobamba, así que no está mucho en la chacra.

Andrea* y su esposo tienen 3 hijos (11, 8 y 2,5 años)

Su mamá también vive en la comunidad, cerca de la casa de Andrea*.

La casa de Andrea* y de su esposo es nueva, tiene 3 años (han tenido un crédito y acaban de pagar todo).

Su terreno es más pequeño que el terreno de Eva* y de Luisa*: Andrea* tiene un solar (= ¼ de cuadra), justo al lado de la casa. En este terreno siembra frutillas, zanahorias y papas. También tiene un pequeño huerto orgánico como todas las mujeres de la organización. Además, tiene pequeñas frutas que vende en la feria: uvillas, moras... Su sistema de producción es menos diversificado que el de Eva*: tiene menos productos vegetales, y menos animales: no tiene ni vacas (pero su mamá tiene) ni gallinas (*"porque se van a poner los huevos donde el vecino"*). No hemos podido ver si tiene cuyes y/o conejos. Tiene chanchos: Heifer les dio (en realidad fue un préstamo con interés de 1%) a todas las mujeres de la organización una pareja de chanchos.

En cuanto a las alianzas, son exactamente las mismas que Eva*. Pertenecen a la misma organización y venden las dos en la feria. Las dos mujeres, además de ser cuñadas, son muy amigas. Andrea* nos explicó que siempre ha seguido a Eva*. Cuando Eva empezó a sembrar frutillas, Andrea* hizo lo mismo. Cuando surgió la oportunidad de vender en la feria Macají, fue la idea de Eva* tratar de ingresar, y Andrea* siguió. Eva* fue la que tuvo la idea de contratar un crédito para comprarse una camioneta, que ahora les sirve para las dos cuando van a la feria. Entonces, en la pareja de amigas que forman Eva* y Andrea*, Eva* es la que lidera, y esto a pesar de que tenga un nivel de formación más bajo que Andrea* (Andrea* estudió hasta el colegio) y que, a primera vista, parezca más tímida que Andrea*.

Fecha	31/05/2012 (jueves)
Investigador(es) presente(s)	Claire Heinisch (CH)
Redacción de la memoria	Claire Heinisch
Tipo de encuesta	Observación participante
Escala	Dispositivo
Dispositivo	Feria ciudadana Yaruquíes
Actor(es)	Participantes feria Yaruquíes Washington Morales, Presidente Red Nacional Ferias Ciudadanas Comisaria Nacional
Duración	3h (15h – 18h)
Grabación	No
Contexto	Primera Asamblea General feria Yaruquíes Lugar: sala parroquial
Leyenda	Memoria <i>Citaciones/discursos</i> Interpretaciones de los discursos Comentarios del investigador Datos incompletos/que faltan/por averiguar/por completar/nuevas preguntas

Historia de la feria Yaruquíes

Esta feria se creó desde una voluntad de los habitantes del barrio, proceso un poco similar al de la feria 24 de mayo. En cambio, la feria Macají se creó desde la voluntad y la iniciativa de las organizaciones de productores.

La feria Yaruquíes también tuvo el apoyo de las autoridades locales: junta parroquial y comisaria nacional (ella fue la primera representante local que demostró interés para la feria). De hecho, la feria ciudadana de Yaruquíes tiene lugar en un espacio municipal (las autoridades parroquiales han pedido la autorización oficial al Municipio de Riobamba).

Cuando los habitantes de Yaruquíes quisieron implementar la feria, pidieron la ayuda de la Red FC y de la feria Macají. El proceso de creación demoró un año, hoy hay 60 participantes y casi la mitad son productores de la feria Macají (por ejemplo, el presidente, Vicente, también es tesorero de la feria Macají)

La primera feria tuvo lugar a inicios de mayo y la inauguración está prevista en junio, después de unas semanas de funcionamiento.

Funcionamiento de una feria ciudadana

Recuerdos de la filosofía de las ferias ciudadanas (Washington)

Las FC tienen varios principios y valores:

- **Cumplimiento de la palabra**
- **Reconocimiento y valorización de saberes ancestrales**

- **Honestidad**
- **Servicios para la ciudadana**
- **Transparencia entre los participantes** => las AG sirven para decirse las cosas (tanto las buenas como las malas). Es muy importante por una parte para que el proceso se fortalezca y se mejore y por otra parte para que sea sostenible.
- **Justicia** (peso, precio), y los participantes en la feria tienen que dar ejemplo => *“si el productor no es justo, los consumidores no van a ser justos”*
- **Disciplina** *“si no hay disciplina, no hay organización”*
 - o Importancia de cumplir con las decisiones que se toman en AG, aunque uno individualmente no está de acuerdo (las decisiones se toman en mayoría, no a la unanimidad)
 - o No quejarse frente al público, sobre todo el día de la feria para no dar una imagen mala. Las quejas, comentarios etc. deben hacerse en AG.
- **Proceso de economía SOCIAL y SOLIDARIA**
 - o SOCIAL porque permite a pequeños productores que no tienen voz de expresarse, permiten a pequeños productores que no tienen acceso al mercado tener un puesto para vender sus productos
 - o SOLIDARIO en los 2 sentidos: consumidores hacia productores y productores hacia consumidores => para que los que atienden la feria sean contentos, tanto los productores como los consumidores.
- **Valores comunitarias fuertes:** se nota en el discurso del presidente (Vicente), de Washington, y de la comisaria. *“Cada uno de nosotros vamos a terminar hermanos”, “somos una familia” “un problema de un compañero es problema de todos”* (Washington), *“También soy parte de la familia de las feria ciudadana”* (comisaria nacional)
- **Dignidad de pequeño productor:** *“los pequeños productores no son pobres (como se suele pensar en la sociedad y como siempre han sido considerados): los pobres no tienen tierra, no tienen productos, no tienen conocimientos”*

Las ferias ciudadanas son un concepto muy fuerte, que todos los participantes tienen que entender y aplicar bien. Si hay una quiebra, el proceso corre el riesgo de volverse en un mercado comercial.

Diferencia entre una feria ciudadana y un mercado (Washington + directiva)

La feria ciudadana es un proceso social y solidario. Existe solidaridad si existe un precio fijo en la feria, **este precio depende de los costos de producción, no del mercado**, y se revisa al final de cada ciclo de producción de cada producto.

La especificidad de las ferias ciudadanas también vienen del hecho que, si bien es cierto que no son mercados, son aliados de los mercados

- Permiten un vínculo campo-ciudad
- Disminuyen la venta ambulante

- Permiten a los pequeños productores tener un puesto
- Son espacios de seguridad (ambiente de tranquilidad) : seguridad interna entre los participantes y seguridad para los consumidores

En un mercado tradicional, cualquiera puede ingresar puesto que el vendedor paga su puesto. La feria es una organización de productores (más otros participantes) por lo tanto, cada nuevo participante tiene que ser aceptado en AG. Además, no se les cobra el puesto a los participantes. Cada participante paga un dólar semanal pero no es un impuesto como en los mercados comerciales, este dólar sirve para el material de la feria (mesas etc.) y mas generalmente para la organización y el mejoramiento de la feria.

Organización y reglas de la feria (Washington+ directiva + comisaria nacional)

En el espacio de la feria

- Uniforme verde ("*color de la naturaleza*", Washington) => permite identificar a un participante de ferias ciudadanas al nivel nacional.
- Tranquilidad entre los participantes => prohibición de peleas (de hecho, no son cosas que suceden por la buena armonía que existe entre los participantes)
- Importancia de la atención al cliente: puesto limpio, sonrisa, buena presentación de los productores
- Calidad de los productos (frescos, presentación bonita...)
- Precios y pesos/cantidades a la vista de todos (cartelitos en cada puesto)

Productos y productores

"Esto no es una feria común, es una feria ciudadana, tiene que haber productores" (comisaria nacional)

Cada productor que quiere participar a la feria tiene que llenar un formulario de declaración de productos. También tiene que precisar los precios, ellos se deciden a nivel de cada rubro, es decir que los que producen el mismo producto tienen que ponerse de acuerdo sobre el precio. Luego, se hace una visita a la finca para averiguar que el candidato es realmente productor (comisión control y vigilancia + productores del mismo rubro). En el caso de la feria Yaruquies, como es una nueva feria y que además hay una alianza con la comisaria nacional, ella va a venir a visitar las fincas de todos los productores que participan en la feria.

Una regla importante de la feria es que debe haber al menos 2 productores por rubro, por 2 razones:

- Si uno está ausente por una razón otra, sigue habiendo el producto en la feria (principio de servicio a la ciudadanía)
- Esto limita la subida unilateral de precios.

Aunque se insista mucho en el hecho de que es una feria de productores, varios de los participantes han insistido en el hecho de que como no tienen de todos los productos todo el

año, *“toca ir al mayorista cuando se acaba el producto”* para poder ofrecerle el producto todo el año al consumidor.

Problema de educación al consumidor. Las ferias ciudadanas, no juegan mucho el papel de información y sensibilización. Si los productores siguen complementándose en el mayorista cuando se le acaba el producto, nunca el consumidor se podrá dar cuenta de esto de los ciclos de producción. Hay que tener cuidado con esto del principio de “servicio a la ciudadanía”: esto no quiere decir llevar todos los productos que quiere el consumidor, hasta complementarse en el mayorista cuando los productos (ya) no se producen en la finca. Detrás de este principio, se podría pensar también en un “servicio” de información al consumidor, haciéndole entender cómo y cuando se cultiva un producto y un sistema de transparencia para que este claro el origen de los productos (finca del productor, finca de un vecino, o incluso mayorista => cf. marché de Grabels)

Tema de los precios

Los precios tienen que ser justos (*“compañeros no seamos oportunistas por favor”*, Vicente, presidente de la feria Yaruquies), y un mismo producto debe tener el mismo precio en cada puesto. La definición del precio se tiene que hacer en cuanto a los costos de producción. Los costos de producción los calculan la comisión control y vigilancia + delegación de productores del rubro + ayuda de técnicos del MAGAP.

Los miembros de cada rubro tienen que reunirse muy regularmente para revisar los costos de producción para luego poder pedir subida (pero también bajadas) de precios frente a la AG.

Por eso, es necesario nombrar un coordinador para cada rubro.

Una vez que se han calculado los costos de producción, cada rubro propone la lista de precios y la súmete a la AG. Luego esta lista se la envía a la comisaría nacional para que averigüe, con comparaciones de precios en los mercados, que la feria es realmente un proceso de ESS.

Los precios no se han fijado definitivamente en la feria Yaruquies (proceso en construcción) por eso queda algunos problemas

- No todos practican el mismo precio para el mismo producto
- Todavía no hay cartelitos con los precios en los puestos
- Los consumidores negocian el precio. Según una participante, los consumidores han escuchado de un lugar en donde los precios son más baratos que en los mercados tradicionales, así que negocian fuertemente los precios. La participante da el ejemplo de las zanahorias: en la Condamine el kilo cuesta 50 centavos por arriba. En la feria Yaruquies, algunos negocian las zanahorias hasta 10 centavos. Como el productor quiere vender sus productos *“toca dar lo que pide el consumidor”*

La sensibilización del consumidor parece ser un verdadero problema. Muchos consumidores no se dan cuenta del trabajo del campesino. La información al consumidor no es algo que se ha tomado mucho en cuenta en las ferias. Quizás hace falta la participación de los consumidores en el proceso.

Consecuencias de las ferias ciudadanas

Washington y los participantes de la feria Macají recuerdan algunas consecuencias positivas de las ferias. Una importante es la participación de las mujeres: a nivel de la Red Nacional, 85% de los participantes son mujeres. En la feria Macají, 95% son mujeres. Este efecto lo resumió una participante *“las compañeras que no salían ahora están saliendo, ¡pues!”*

Además, estuvo interesante ver como las mujeres toman la palabra en la AG. No tienen miedo de expresarse, al contrario participan mucho, dan ideas, hacen participe de los problemas etc.

Otra consecuencia es el desarrollo de las ferias. Al inicio, cuando el Gobierno de Correa quiso implementar la FC, hubo una por ciudad. Muchas de ellas fracasaron poco tiempo después porque estaban lideradas por los gobiernos locales, y no por las organizaciones (cambiaron y/o se desinteresaron los gobiernos locales, desaparecieron muchas ferias). Las que se quedaron fueron las que estaban lideradas o por las organizaciones de productores (p. ej. Macají) o por los habitantes de los barrios (24 de mayo). Ahora, como se está visibilizando cada vez más el éxito de las ferias que se han mantenido, resulta que muchas ferias ciudadanas se están desarrollando de nuevo siguiendo el modelo de las que funcionan bien: feria solidaria La Carolina en Quito, nueva feria ciudadana por empezar en Guamote...

Otra consecuencia: personas que vuelven a la producción porque justamente ahora existen espacios para vender. Esto también lo recalcó Victor Angueta (director del MAGAP Chimborazo) en la entrevista del 01/06/2012. De lo que hemos podido hablar con la gente, en la Provincia de Chimborazo hay muchos terrenos abandonados porque la gente ha migrado a la ciudad. Pero el desarrollo de nuevos sistemas de acceso al mercado está cambiando las cosas.

Por ejemplo, el Presidente de la junta parroquial, que participa en la feria Yaruquíes y maneja la comisión control y vigilancia no es productor. Sin embargo, tiene un terrenito que no ha producido desde años porque la familia había dejado la agricultura. Ahora, se pone a pensar en tener un huerto par producir hortalizas para vender en la feria. El también explica que en Yaruquíes hay muchos terrenos abandonados pero que la feria es una oportunidad para que la gente empiece de nuevo a producir.

Este señor es una persona muy interesante, hablando con él se siente que tiene una gran sensibilización a los temas de agricultura campesina y soberanía alimentaria, quizás sea esto que le dio la idea de implementar una feria ciudadana en su barrio.

Participación de las autoridades locales

Una particularidad de esta nueva feria es la implicación bastante fuerte de las autoridades locales: junta parroquial y comisaria nacional.

La comisaria nacional⁴⁴³ estuvo presente en la AG y además se ha asociado al proyecto desde el inicio. Tiene un discurso interesante en el sentido de que los poderes públicos tienen que ser al servicio del pueblo “no soy una autoridad que sanciona, estamos aquí para generar los cambios todos juntos”.

⁴⁴³ La comisaria nacional es la representante cantonal del Presidente

Para ella, las ferias ciudadanas son parte del proceso de “Revolución ciudadana” por eso hay que apoyarlas desde las instituciones públicas. Ella recalca en particular todo el trabajo que se ha hecho para mejorar y desarrollar las vías, y esto justamente es un apoyo directo para favorecer el acceso al mercado de los pequeños productores.

Por fin, recalcó la importancia del vínculo productor/consumidor y de que todos los productos se hagan accesibles al consumidor, *“sobre todos los orgánicos”*. En este sentido, recalcó la existencia de la Ley Orgánica de defensa del consumidor.

Aunque siempre hay que tomar con cuidado los discursos oficiales, esta visión de la comisaria parece interesante. Y, de hecho, no es solo un discurso ya que ella, como autoridad pública, se involucra realmente en el proceso de creación y desarrollo de esta feria.

Fecha	02/06/2012 et 09/06/2012
Investigador(es)	Claire Heinisch (CH) y Paola Roman (PR)
Tipo de encuesta	Micro-entrevistas a consumidores de la feria
Escala	Dispositivo
Dispositivo	Feria ciudadana Macají
Actor(es)	19 consumidores
Duración	Entre 10 y 15 minutos cada micro-encuesta
Grabación	NO
Contexto	
Leyenda	Memoria <i>Citaciones/discursos</i> Interpretaciones de los discursos Comentarios del investigador Datos incompletos

Questions posées aux consommateurs

¿Desde hace cuándo viene usted a la feria?

¿Cómo ha conocido la feria?

¿Qué productos compra aquí?

¿Sabe de dónde vienen los productos?

¿Qué piensa de los productos?

¿Qué piensa de los precios?

¿Qué piensa de la gente que vende los productos?

¿Compra siempre a los mismos productores?

¿Por qué y para que viene a la feria? ¿Qué le gusta en la feria?

¿Qué no le gusta en la feria? ¿Qué se tendría que mejorar?

¿Cuáles son los otros lugares en donde compra los productos alimentarios? ¿Antes de venir regularmente a la feria, donde compraba los productos?

¿Qué visión tiene de la agricultura campesina? *Después preguntar si tienen un vínculo con la agricultura*

Datos personales: a que se dedica, edad, familia...

Exemples de comptes-rendus de micros-entretiens

Entrevista 3 (CH)
<p>Una señora de 30 años, auxiliar de enfermería, que vino a hacer las compras sola. Ella también es consumidora de la canasta UTOPIA, entonces primero vino a la feria Macají, y a las 10 de la mañana tenía que estar en UTOPIA para recoger su canasta.</p> <p>Vive en Riobamba (ciudad)</p> <p>En la casa viven 5 personas: ella, su esposo, su mama, y 2 hijos</p>
<p>Viene a la feria desde el inicio, cada sábado.</p> <p>Conoce porque vive cerca</p> <p>Compra choclo, queso sin sal (para la sopa), frutas (tropicales, moras, frutilla, uvillas) y muy pocas verduras, para toda la familia y toda la semana. Esto viene complementar la mayoría de los productos que vienen de la canasta UTOPIA.</p> <p>No sabe de dónde vienen los productos</p> <p>Los productos son muy buenos, muy frescos</p> <p>Los precios de los productos orgánicos quizás son un poco elevados</p> <p>La gente es muy amable</p> <p>No compra siempre a los mismos productores, eso depende de la calidad del producto</p> <p>Ella también es consumidora de la canasta UTOPIA, entonces viene a la feria para complementar la canasta (por eso casi no compra verduras en la feria). Si viene a complementar aquí en vez de otros lugares, es por una parte por la calidad (frescos etc.) y diversidad de los productos (mucha variedad de productos, complementariedad entre productos de la sierra y productos de la costa etc.) y porque esta feria es “preciosa”.</p> <p>Quizás los precios de los productos orgánicos. Para ella, los productos “orgánicos” son los de la parte de los productores, es decir la parte del fondo. De hecho, ella completa su canasta UTOPIA con muchas frutas que compra en la parte “distribuidores” y estos productos para ella no son orgánicos (y tiene razón). Pero como la pareja de la entrevista 2, piensa que son todos los productos de la parte “productores” son orgánicos, parece que no sabe que hay PC y PA, organizados por filas.</p> <p>Antes compraba en el mercado San Alfonso, que queda más lejos. Ahora, además de todas las ventajas que hay en esta feria (productos frescos y diversos, lugar precioso...), también viene solamente aquí porque queda más cerca.</p> <p>Los campesinos siempre han sido explotados, denigrados. Son ellos que alimentan a todo el país pero son ellos que tienen menos recursos. Las políticas públicas no les toman en cuenta, lo que es una pena porque en Ecuador se tiene una buena tierra y una gran diversidad de productos, así que si existiera la voluntad política, se podría alimentar no solo a todo el país con la agricultura campesina, sino también a una gran parte de Sudamérica.</p>

Entrevista 2 (PR)

Señor 55 años trabajador en una fábrica, familia de cinco miembros (esposa, tres hijos) Acude a la feria con su esposa, la entrevista se la hizo mientras la esposa realizaba las compras.

Acuden a la feria hace más de un año todos los sábados

Se enteraron de la feria por amistades

Compra todo en la feria (hortalizas, papas, carnes, lácteos, harinas)

Las personas que venden aquí son productores, entonces sus productos vienen de sus terrenos.

Los productos son económicos y naturales, no se producen con *mucho* químico

Los precios son mejores aquí que en otros lados.... A mi esposa le gusta probar en diferentes lugares e ir comparando precio calidad y hace un año que vemos que esto es lo mejor. A veces unos productos son un poco más caritos pero se compensa con la calidad.

No hay información

Siempre hay variación en a quien se compra los productos, sobre todo en las hortalizas, depende de la calidad para decidir donde se compra. Con calidad hace referencia a la frescura y a la apariencia del producto si no está maltratado por ejemplo.

Lo que más agrada de la feria es el trato y la seguridad/ habría que ver la manera de que nos puedan entregar facturas por las compras por que eso ahora con las nuevas leyes tributarias sirve para pagar menos impuestos.

Ahora todo se compra aquí, a veces si entre semana falta algo se compra en la tienda pero es algo mínimo. Antes a la esposa le gustaba ir probando donde comprar entonces algunas cosas se compraban en la Condamine, otras en San Alfonso y otras en Santa Rosa.

La agricultura campesina es muy importante para el país porque de ahí se alimenta a la gente y también es el empleo de la gente que vive en el campo, ahora como están escasas las fuentes de trabajo hay que apoyar la agricultura para que la gente pueda vivir de eso.

RÉSUMÉ

Nouveaux circuits alimentaires de proximité dans les Andes : contribution à la reconnaissance des paysanneries

Face à une marginalisation historique, les paysanneries andines ont développé diverses stratégies d'adaptation et de résistance, les nouveaux circuits alimentaires de proximité (CIALP) en constituant une forme récente. Ces derniers interrogent sur de nouvelles relations entre les paysans et les marchés, la société et les territoires. Ils émergent dans de nouveaux contextes sociopolitiques dans lesquels sont mis à l'agenda la souveraineté alimentaire, l'agriculture paysanne, l'économie solidaire et l'agroécologie, et s'inscrivent dans de nouvelles dynamiques socio-spatiales associant des paysans et une diversité d'autres acteurs. La thèse défendue est celle d'une contribution des CIALP à la reconnaissance des paysanneries andines. À travers une approche géographique, en mobilisant des sources et des données de terrain nombreuses et diverses, nous analysons, d'une part, les paysanneries, les sociétés andines et les CIALP dans leur environnement global et à l'échelle du temps long, et, d'autre part, les trajectoires d'émergence et de développement des CIALP sur la base études de cas dans trois territoires en Équateur, au Pérou et en Bolivie. En analysant les dynamiques d'activation et de construction de proximités géographiques et socio-économiques, nous montrons par quels processus les CIALP contribuent à la requalification positive du rôle et de la place des paysanneries dans l'espace et la société. Les paysans sont reconnus progressivement, par eux-mêmes, par la société et par les pouvoirs publics, comme des acteurs de systèmes alimentaires territorialisés et durables, et comme médiateurs de nouvelles proximités entre villes et campagnes.

Mots-clés : circuits alimentaires de proximité, paysanneries, Andes, reconnaissance, territoire, relations villes-campagnes

ABSTRACT

New local food systems in the Andes: their contribution to recognition of peasantries

Faced with historical marginalization, Andean peasantries have developed various adaptation and resistance strategies, recently including new local food systems (LFS). These LFS raise questions about new relations between peasants and markets, society and territories. They are developed in new sociopolitical contexts that now take into account concerns like food sovereignty, peasant agriculture, solidarity economy and agroecology, and they are part of new socio-spatial dynamics associating peasants with a diversity of stakeholders. We argue that these LFS contribute to recognition of Andean peasantries. Based on a geographical approach, we mobilize and cross-check various and numerous sources (scientific and grey literature) and field data (comprehensive interviews, ethnographic observations, written and audiovisual records, Internet social networks), first to analyze peasantries, Andean society and LFS in their global context and over the long-time scale, and second to study emergence and development trajectories of LFS based on case-studies in three Andean territories in Ecuador, Peru and Bolivia. By analyzing the activation and construction of geographical (spatial), and socio-economic (cognitive, material, relational and mediation) proximities between peasants and other stakeholders, we identify the processes along the LFS trajectories contributing to positive reevaluation of the role and of the position of peasantries in Andean society and space. Peasants are being gradually recognized by themselves, by society and by public authorities, as key actors of sustainable and territorialized food systems, and as mediators of new proximities between cities and rural areas.

Keywords: local food systems, peasantries, Andes, proximity, recognition, territory, rural-urban linkages



AGROCAMPUS OUEST • Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage
65 rue de Saint-Brieuc – CS84215 – F-35042 Rennes Cedex
Tél. : 02 23 48 50 00
www.agrocampus-ouest.fr

